



**HAL**  
open science

**Vivre et survivre dans une Aire d'Environnement  
Protégé: le cas d'une petite paysannerie de l'APA (Area  
de Protecao Ambiental) de Guaraquecaba, Parana,  
Brésil**

Catherine Dumora

► **To cite this version:**

Catherine Dumora. Vivre et survivre dans une Aire d'Environnement Protégé: le cas d'une petite paysannerie de l'APA (Area de Protecao Ambiental) de Guaraquecaba, Parana, Brésil. Anthropologie sociale et ethnologie. Université Victor Segalen - Bordeaux II, 2006. Français. NNT : . tel-00149169

**HAL Id: tel-00149169**

**<https://theses.hal.science/tel-00149169>**

Submitted on 24 May 2007

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Université Victor Segalen Bordeaux 2

Année 2006

Thèse n°1369

## THÈSE

pour le

## DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX 2

**Mention :** Ethnologie, *option* Anthropologie Sociale et Culturelle

### Présentée et soutenue publiquement

Le 8 Décembre 2006

Par DUMORA, Catherine

Née le 06 Décembre 1973 à ARCACHON

### Titre de la Thèse

**Vivre et survivre dans une Aire d'Environnement Protégé :**  
**Le cas d'une petite paysannerie de l'APA (Área de Proteção Ambiental)**  
**de Guaraqueçaba, Paraná, Brésil**

### Membres du Jury

M<sup>me</sup> FERREIRA, Angela Duarte Damasceno, Professeur à l'Université Fédérale du Paraná.

M<sup>f</sup> BOURDIER, Frédéric, Docteur, Chargé de Recherche à l'IRD.

M<sup>me</sup> CANDAU, Jacqueline, Docteur, Chargé de Recherche au CEMAGREF.

M<sup>f</sup> RAYNAUT, Claude, Directeur de Recherche au CNRS. Directeur de Thèse.

# Université Victor Segalen Bordeaux 2

Année 2006

Thèse n°1369

## THÈSE

pour le

## DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX 2

**Mention :** Ethnologie, *option* Anthropologie Sociale et Culturelle

### Présentée et soutenue publiquement

Le 8 Décembre 2006

Par DUMORA, Catherine

Née le 06 Décembre 1973 à ARCACHON

### Titre de la Thèse

**Vivre et survivre dans une Aire d'Environnement Protégé :**  
**Le cas d'une petite paysannerie de l'APA (Área de Proteção Ambiental)**  
**de Guaraqueçaba, Paraná, Brésil**

### Membres du Jury

M<sup>me</sup> FERREIRA, Angela Duarte Damasceno, Professeur à l'Université Fédérale du Paraná.

M<sup>f</sup> BOURDIER, Frédéric, Docteur, Chargé de Recherche à l'IRD.

M<sup>me</sup> CANDAU, Jacqueline, Docteur, Chargé de Recherche au CEMAGREF.

M<sup>f</sup> RAYNAUT, Claude, Directeur de Recherche au CNRS. Directeur de Thèse.

*A Edna, sempre comigo,  
Minha companheira de campo,  
Minha amiga,  
Meu anjinho.*

*Aos Batuvanos,  
Para construir um mundo melhor,  
Respeitando o homem, o lavrador, a sua roça que sustenta a família,  
A sua dignidade.*

*No novo tempo, apesar dos castigos  
Estamos crescidos, estamos atentos, estamos mais vivos  
Pra nos socorrer, pra nos socorrer, pra nos socorrer  
No novo tempo, apesar dos perigos  
Da força mais bruta, da noite que assusta, estamos na luta  
Pra sobreviver, pra sobreviver, pra sobreviver*

*Pra que nossa esperança seja mais que a vingança  
Seja sempre um caminho que se deixa de herança*

*No novo tempo, apesar dos castigos  
De toda fadiga, de toda injustiça, estamos na briga  
Pra nos socorrer, pra nos socorrer, pra nos socorrer  
No novo tempo, apesar dos perigos  
De todos os pecados, de todos enganos, estamos marcados  
Pra sobreviver, pra sobreviver, pra sobreviver*

*Pra que nossa esperança seja mais que a vingança  
Seja sempre um caminho que se deixa de herança*

*No novo tempo, apesar dos castigos  
Estamos em cena, estamos nas ruas, quebrando as algemas  
Pra nos socorrer, pra nos socorrer, pra nos socorrer  
No novo tempo, apesar dos perigos  
A gente se encontra cantando na praça, fazendo pirraça  
Pra sobreviver, pra sobreviver, pra sobreviver*

***Novo tempo***  
Ivan Lins & Vitor Martins

## REMERCIEMENTS

Mes remerciements vont tout particulièrement à Mr Claude Raynaut, qui m'a accompagnée durant ce long chemin, qui m'a formée au terrain et à l'analyse. Il reste encore du chemin à faire mais vous m'avez mise sur la voie, je vous en suis très reconnaissante. Votre compétence, vos remarques, votre accompagnement et votre investissement m'ont permis d'avancer à grand pas dans ma formation. J'aperçois clairement mes limites mais pourtant le chemin que vous m'avez fait parcourir m'a permis de progresser et d'améliorer considérablement mon approche anthropologique. J'ai l'impression de venir de loin, je sais également que je n'ai pas toujours été à la hauteur de vos attentes, cependant je sais également que vous percevez mon cheminement avec beaucoup de discernement. Merci pour tout ce que vous m'avez donné. Je n'oublierai jamais ces moments partagés à Curitiba, les échanges, la vie quotidienne, c'était une période merveilleuse; à Batuva, sur le terrain, les conseils pratiques, et la caipirinha de trop chez Barbosa face à la baie, où je vous ai faussé compagnie car le bateau tanguait de trop dans ma tête; au barreado savouré à Morretes et aux discussions quotidiennes. Merci à Bernadette Raynaut également pour son accueil et pour les petits moments partagés dans le salon de l'appartement à Curitiba, à votre humour et aux rires échangés, au fameux dessert *mousse de maracuja*, que toute bonne maîtresse de maison sait nous offrir avec tant d'affection. Bernadette à votre accueil si chaleureux chez vous et à Condat sur Trincou, merci pour tous ces petits moments de bonheur.

Je suis très reconnaissante à Angela D.D. Ferreira, pour son accompagnement tout au long de mon parcours, pour ses conseils méthodologiques, théoriques, son écoute et son aide logistique. Angela, "a mãe dos seus orientandos", toujours là en toute circonstance pour nous écouter, nous recevoir et nous aider qu'il s'agisse du travail, de la vie quotidienne, de la santé, des états d'âme, elle est toujours d'un grand soutien, merci pour ta guidance et ton amitié. Merci à l'accueil chaleureux, aux réunions autour du café et des gâteaux de l'après-midi dans ta jolie maison où l'on se sent si bien. Un grand merci à Paulo, pour son accueil, son aide pratique et ses merveilleux *churrascos* avec une bonne bière bien gelée.

Je remercie la Région Aquitaine, et tout particulièrement son Président Alain Rousset, pour l'appui financier dont j'ai bénéficié au travers d'une allocation de recherche, durant les trois premières années de la thèse, me permettant de réaliser le terrain dans les meilleures conditions.

Merci au Doutorado MADE, qui m'a accueillie comme doctorante à part entière au sein de la promotion IV. Je tiens à remercier tout spécialement Magda Zanoni, pionnière et fondatrice du Doctorat, également initiatrice du programme de recherche mené à Guaraqueçaba et des projets de développement qui y ont été concrétisés. Son dynamisme et son enthousiasme débordant m'ont permis de mener à bien cette recherche. Merci aux enseignants et plus particulièrement Alfio Brandenburg et Dimas Floriani, pour les échanges durant les séminaires et en dehors du cadre universitaire, partageant leurs expériences et leurs vécus. A mes collègues et amis de la promotion, avec qui j'ai partagé ces trois ans au Brésil, entre mes allées et venues du terrain : Jefferson Rocha, Cristina Teixeira, Zilna Domingues, Manuy Chang et à Guadalupe Dias Vieira, ma collègue et amie géographe et cordon bleu hors pair, avec qui j'ai passé les premiers mois de terrain à parcourir l'ensemble du municiple, et dont l'amitié a traversé les difficultés, les tensions du terrain, et l'océan. Enfin je tiens à remercier Cassia et Iolanda, pour leur accueil, et leur disponibilité, et tous les autres professeurs dont Professeur Naldy pour son aide au début de mon terrain.

Parmi les collègues, compagnons de route et amis, je tiens tout particulièrement à remercier et à réunir mes meilleures pensées à Edna Francisco, nous avons partagé un même terrain, une même passion pour l'étude et la compréhension du mode de vie des petits

agriculteurs familiaux de la vallée, nous avons partagé la même maison, et les échanges théoriques, méthodologiques ont été des moments de plaisir intense. Os "nossos insights" Edna, vão ficar para sempre na minha memoria, et puis nos doutes, nos désirs sur la vie, sur l'amour, sur l'avenir... Sempre falei para você vive, vive plenamente a tua vida, tu tem direito a ser feliz, aproveite a tua vida, eu lembro ainda essa frase que você me retornou depois "A gente merece ser feliz, amada como a gente quer e precisa ser amada, respeitada". se eu soubesse o que ia acontecer eu ia dizer mais ainda : não minha querida você não era egoísta bem pelo contrario, você é muito generosa, só o teu sorriso dava tanta coisa, tua doçura, simplicidade, tua escuta pelo outro. Não você não era mandona, controladora, você sabia o que você não queria, e um pouco o que você queria, eles não souberam te entender e enxergar essa menina que estava dentro de ti, uma criança cheia de alegria, de vida, de paixão para conhecer o mundo, os outros. A Edna, como eu sinto saudade, como você era importante para mim, companheira, amiga, confidente, a gente se identificou bastante, nervosinhas às vezes mas querendo tanto viver e descobrir coisas novas. Agora você me acompanha sempre, ou quase, você é meu anjo. Não é nada acadêmico, teórico, metodológico, mas esses últimos tempos, quantas vezes te pedi ajuda para eu conseguir escrever melhor, ter os insights, mais puxa ainda não estou ouvindo as vozes dos anjos, e parece que na verdade você está aqui para me dar força; mas para me ajudar a escrever ai é outra coisa, o problema é meu, meu cargo, minha tarefa... Obrigada por tudo querida, foi um prazer imenso ter te conhecido e partilhado um pouco esses momentos, fofos, meu anjo. Anjos vivem no céu mesmo, não vivem na terra, é assim que eu explico e que eu consigo me conformar com a sua perda.

Un grand merci à Eleusis et Nilson, Laura et Luiz, Filo et Mana, Arilson et Graziela, Tatiana et Duda, João, Gerson et Adriana, Clo, Clao, Ci, Xuxu, Janise, Jaci et Jaime, Vera et Fabio, Izolda, Dina, Claudia, Angélica et Esau.

Aux habitants de Batuva, de Rio Verde et de Guaraqueçaba, qui m'ont ouvert leur porte, m'ont accueillie, m'ont offert le gîte et le couvert, m'ont supportée...

Et tout particulièrement Maria Antônia Da Silva Borges à qui je souhaite un bon rétablissement : Querida Maria Antônia, você esta no meu coração sempre, junto com Edna vocês eram minhas confidentes, companheira de campo e minhas amigas queridas a quem sempre penso mesmo longe, mesmo sem noticias, sonho em nossos encontros futuro, na alegria de te rever, sonho no que eu faria para você se eu fosse rica, ou sem ser rica se eu tiver muito dinheiro. Porque não tem jeito para sair das condições difíceis da vida material precisa de dinheiro. Querida Maria Antônia, logo, logo eu venho te ver.

A Dona Maria Soares Dias, minha avó querida, adorei passar tanto tempo com você, ouvir você me contar a vida no Batuva, o historia do lugar, a historia do trabalho, do serviço como você fala "*ela quer entender o serviço da gente*", da roça, do tempo de antes como se fazia nas regras, e do tempo de hoje que se perdeu o jeito certo de fazer. Dona Maria a senhora é linda, maravilhosa, eu amo você e toda sua família tão acolhedora. No meu coração eu faço parte da sua família. Obrigada a família Dias (não vou enumerar os nomes senão não vou acabar e posso esquecer), A Mario e Maica, Servino e Marina, Tinha e Muchinha, Ivanira minha querida, Xica minha querida vizinha, Niuza e Haroldo, Dirceu, Nica e os filhos, Diones, Junior, Nêgo, os três gatos do Batuva que me ajudaram muito (Oups desculpa não tem que dizer), vocês me agüentaram, parabéns, indo lá no centro, lá na roça : mas o que, que essa mulher está querendo, se convidando toda hora para comer, sempre eu chegava bem na hora do almoço, do café e eu comia aqueles pratos gostosos, sem vergonha que eu sou... Muito obrigada a vocês.

A Pedro e Delfina, e toda a família adorei também passar esses tempos com vocês. A Leonel e Maria Olinda, eu gostaria mesmo ter ficado mais tempos com vocês, ao Abilio e Maria, por todas essas conversas interessantes.

A Eva, Nelson, e os filhos também para me agüentar tanto, "ich" como eu gostei da comida da Eva, de tudo que ele tinha para me ensinar, sobre a vida, o quintal, cuidar das coisas.

A Nica e aos seus filhos, eu já falei, bom mais um pouco, para ter me acolhido, me der até o seu quarto para dormir, a todos esses momentos partilhados. Eu não esqueço o Benedito, muito obrigada pela ajuda pelo acolhimento, eu agradeço muito, você é muito generoso e foi muito generoso comigo.

A meus vizinhos do Batuva, a Zoraide, querida, que sempre vinha perguntar se estava tudo bem, e a querida Priscila, que vinha me trazer uns presentes, me ajudar no meu trabalho, fofinha, linda, a Cristiane, Alessandra e Oséias, mais tímido e muito fofo também. A Dona Alzira e Seu Deco, para as noites de conversas na frente do fogo a lenha, no acolhimento na sua casa em Cananéia. Vocês são maravilhosos, muita força e saúde para vocês.

A Cuatinha e Doracino, muitos beijos, e força, eu penso em vocês.

A Sidnei e Marcia, com quem me identifiquei muito, o casal jovem, tranqüilo. Adorei conversar com vocês, vocês são lindos. A Dona Olga, Durvalina, seu Arzemiro, obrigada pelas conversas, pelo acolhimento também, muita força, saúde, e paz. Penso muito em vocês. Obrigada também a Neuzi pelo carinho, a Irzo, Pedrina, Sidinilson pelos papos.

A Diniz e Leozilda, pelas conversas ricas que eu tive com vocês, pela historia tão bem contada, pelo carinho. A Eloí e Leonete também pelo chimarrão partilhado na varanda, pelos papos e pelo leite e os queijos gostosos.

Em fim aos meus compadres, Ozenir e Isabel, tantas saudades, obrigada pelo carinho, obrigada por me ter dado a oportunidade de entrar na família de forma tão linda, era muito emocionante, beijos aos baixinhos, meu afilhado, Alessandro e Ariel "Dida".

Enfin à mes amis en France et au Brésil, et un grand merci à ma famille pour leur soutien, la confiance, la force qu'ils m'ont donnée. Un grand merci à Nathalie Demé et Marianne Brient pour leur relecture et les corrections finales, ainsi que pour leur réconfort tout particulièrement dans les derniers moments de l'aventure. Merci à Annick Tijou-Traoré, Isabelle Gobatto et Rachel Besson, pour leur aide et leur soutien dans la dernière ligne de la rédaction, pour leur écoute et leurs conseils. Au laboratoire ADES-SSD, je tiens encore à remercier Frédéric Thion, Charles Cheung, Maryse Gaimard et Guy Di Méo, pour leur aide à la réalisation de la thèse.

A Denise et Pierre qui ont toujours eu leurs meilleures pensées qui m'ont accompagnées, pour ma réussite, qui ont accueilli Duda comme un petit-fils, avec beaucoup de tendresse et de respect.

A ma petite maman enfin, qui m'a toujours soutenue dans cette aventure, qui m'a fait confiance, m'a écoutée dans les moments difficiles de doute, ma confidente de toujours.

Enfin à mes anges : Edna et Pap Tieno.

Et à Duda, merci de m'avoir supportée, aidée, encouragée, d'avoir valorisé mon travail à chaque instant. Ton soutien chaque jour m'a permis de tenir le cap.

## SOMMAIRE

### INTRODUCTION

1

### CHAPITRE 1 : LE PARANÁ : UNE GÉOGRAPHIE CONTRASTÉE, UNE ACCÉLÉRATION RÉCENTE DE L'HISTOIRE 44

1. LE CADRE GÉOGRAPHIQUE 45
  - a) *Le clivage entre la région littorale et les hautes plaines* 45
  - b) *Un climat contrasté* 48
  - c) *Le vestige d'une forêt disparue* 49
2. LES GRANDES ÉTAPES DU PEUPLEMENT 53
  - a) *Un littoral très tôt découvert* 53
  - b) *La naissance de l'Etat du Paraná* 59
  - c) *Le temps des grands flux migratoires* 60
3. QUELQUES REPÈRES DANS L'HISTOIRE ÉCONOMIQUE ET AGRICOLE DU PARANÁ 66
  - a) *Le rêve éphémère de l'or* 66
  - b) *La forêt, source diversifiée de richesses* 67
  - c) *Une position centrale sur les voies de circulation du bétail* 67
  - d) *L'ère du bois et du café : La transformation radicale d'un paysage* 69
  - e) *L'essor d'une grande agriculture industrielle* 70
4. LES ENJEUX CONTEMPORAINS DANS LE MONDE RURAL 73
  - a) *Les politiques publiques dans le domaine agricoles* 73
  - b) *Les politiques publiques sociales compensatoires* 79
  - c) *La question foncière : une problématique centrale au Brésil* 80
  - d) *La défense de la Mata Atlântica : naissance de l'enjeu environnemental* 88
  - e) *La définition des Aires Protégées au Brésil : de l'absence à la participation des populations locales* 99

### CHAPITRE 2 : GUARAQUEÇABA : UNE REALITÉ GÉOGRAPHIQUE SINGULIÈRE AU SEIN DU LITTORAL DU PARANÁ 104

1. LE LITTORAL DU PARANÁ : HÉTÉROGÉNÉITÉ DE L'ESPACE RÉGIONAL ET POLARISATIONS ÉCONOMIQUES 104
  - a) *Un milieu naturel diversifié* 105
  - b) *La polarisation maritime : facteur structurant de l'économie locale* 107
  - c) *La population du littoral : des racines anciennes, une évolution récente* 112
  - d) *Exemplarité de Guaraqueçaba* 116
2. LE MUNICIPE DE GUARAQUEÇABA : UNE RÉALITÉ GÉOGRAPHIQUE DIVERSIFIÉE 117
  - a) *Une topographie mouvementée* 118
  - b) *Une forêt aux faciès hétérogènes* 122
  - c) *Un espace cloisonné* 125
  - d) *Une occupation humaine éclatée, des équipements collectifs précaires* 127
  - e) *Une société rurale différenciée* 134

### CHAPITRE 3 : GUARAQUEÇABA : ENTRE OUBLI ET EXCÈS D'INTÉRÊT : UNE HISTOIRE MOUVEMENTÉE 141

1. 1730-1888 : LA MISE EN PLACE D'UNE SOCIÉTÉ AGRAIRE DIFFÉRENCIÉE (ESCLAVAGISTES ET PAYSANNERIE) 142
2. 1888-1930 : LES BOULEVERSEMENTS D'UNE SOCIÉTÉ AGRAIRE ET SON RAPPORT AU MILIEU NATUREL 147
3. 1930-1960 : CRISE ET CHANGEMENTS DANS LES MODES D'EXPLOITATION DU MILIEU COMME RÉPONSE A LA CRISE 153
4. 1960-1980 : REGAIN D'INTÉRÊT POUR UNE RÉGION EN DÉCLIN, GRAVES MENACES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES 158
5. 1980-2000 : ÉMERGENCE ET DÉVELOPPEMENT DE LA QUESTION ENVIRONNEMENTALE 164



<b>CHAPITRE 4 : LA SOCIÉTÉ RURALE DE GUARAQUEÇABA ET SA DIVERSITÉ</b>	<b>180</b>
1. LA POPULATION DES COMMUNAUTÉS AGRICOLES DE GUARAQUEÇABA : CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES	181
a) <i>Les données démographiques</i>	183
(1) La distribution par sexe et par âge	184
(2) Composition et structure des ménages	186
(3) La mobilité de la population	187
b) <i>Les caractéristiques socio-économiques</i>	189
c) <i>Les agriculteurs et leurs activités productives</i>	197
2. UN PROFIL DIVERSIFIÉ DE LA POPULATION RÉSIDENTE DES DIFFÉRENTES COMMUNAUTÉS RURALES DE GUARAQUEÇABA	203
<b>CHAPITRE 5 : BATUVA ET SA VALLÉE : UN CONDENSÉE DE L'HISTOIRE RÉCENTE DE GUARAQUEÇABA</b>	<b>219</b>
1. LA VALLÉE DU RIO GUARAQUEÇABA, POINT FOCAL DES CONFLITS D'USAGE DE LA FORÊT	222
a) <i>L'avant-garde d'une offensive de plus grande ampleur</i>	227
b) <i>Mainmise sur la vallée</i>	228
2. LES ENJEUX DE LA PROTECTION, L'ARRÊT DONNÉ A L'EXPANSION ET LE RENFORCEMENT DU CONTRÔLE POLICIER	238
3. LA PÉRIODE CONTEMPORAINE : INTÉRÊTS SCIENTIFIQUES ET PROJETS DE DÉVELOPPEMENT	248
<b>CHAPITRE 6 : BATUVA ET LA VALLÉE : CADRE DE VIE ET PEUPLEMENT</b>	<b>252</b>
1. PREMIER REGARD SUR LA VALLÉE DU RIO GUARAQUEÇABA	252
2. UNE POPULATION AGRICOLE SOLIDEMENT ANCRÉE DANS SON ESPACE DE VIE	259
3. LE PEUPLEMENT DE LA VALLÉE : UNE HISTOIRE DE FAMILLES	267
a) <i>Américo Pontes : figure de l'ancêtre fondateur</i>	268
b) <i>Un peuplement par vagues successives</i>	271
<b>CHAPITRE 7 : LES RELATIONS FAMILIALES, ÉLÉMENT STRUCTURANT DE LA VIE SOCIALE</b>	<b>286</b>
1. L'INSCRIPTION DANS L'ESPACE ET LE CONTRÔLE DU FONCIER	288
2. LES RELATIONS DE FILIATION. JUSQU'A QUEL POINT PEUT-ON PARLER DE LIGNAGES PATRILINÉAIRES ?	297
3. LE RÉSEAU COMPLEXE DES ALLIANCES MATRIMONIALES	305
<b>CHAPITRE 8 : LES DIVERSES FACETTES DE LA SOCIABILITÉ</b>	<b>317</b>
1. LA SOCIABILITÉ DANS LES PRATIQUES AGRICOLES	319
a) <i>Le mutirão et ses modifications</i>	319
b) <i>L'échange de jour de travail</i>	322
c) <i>L'échange de semences</i>	326
2. LA SOCIABILITÉ AU QUOTIDIEN	328
a) <i>La sociabilité autour de la maison, de l'alimentation et du jardin potager</i>	329
b) <i>La sociabilité autour des moulins à farine et des fours de cuivre</i>	336
c) <i>Les lieux de rencontre</i>	341
d) <i>Solidarité et mobilité des familles</i>	
3. LA SOCIABILITÉ AU SEIN DES ÉGLISES	347
4. LES FORMES D'ORGANISATION FACE AUX ENJEUX CONTEMPORAINS	358
a) <i>L'association des habitants et des producteurs du hameau</i>	359
b) <i>Le conseil de l'APA</i>	372

<b>CHAPITRE 9 : LES FORMES D'APPROPRIATION DES RESSOURCES ET LES ACTIVITÉS LIÉES A L'AUTOSUBSISTANCE</b>	<b>375</b>
1. LES FORMES D'APPROPRIATION FONCIÈRE	378
2. LES CONDITIONS D'EXPLOITATION DES RESSOURCES	389
a) <i>Les cultures vivrières</i>	389
(1) La culture du riz	391
(2) La culture du haricot	400
(3) La culture du manioc	405
b) <i>Les jardins de case ou jardins potagers, vergers et simples</i>	406
c) <i>La pêche et la chasse</i>	413
<b>CHAPITRE 10 : LES ACTIVITÉS GÉNÉRATRICES DE REVENUS</b>	<b>430</b>
1. AUTOUR DE L'EXPLOITATION AGRICOLE	431
a) <i>La banane</i>	432
b) <i>Le manioc</i>	439
c) <i>La culture du palmier</i>	442
d) <i>Les autres productions agricoles qui font l'objet d'une commercialisation</i>	449
e) <i>Les travaux agricoles rémunérés</i>	454
f) <i>Les sources de revenu liées à l'élevage</i>	457
2. LA COLLECTE EN FORÊT ET LA CUEILLETTE	462
a) <i>La collecte du cœur de palmier</i>	462
b) <i>L'exploitation du bois</i>	468
3. LES EMPLOIS SALARIÉS	474
4. LES RETRAITES, PENSIONS ET LES BOURSES	475
5. LES AUTRES ACTIVITÉS DE COMMERCE	476
6. LES TYPES DE SITUATIONS RENCONTRÉES	477
<b>CHAPITRE 11 : L'EXISTENCE AU QUOTIDIEN, PERSPECTIVES D'AVENIR ET STRATÉGIES SOCIALES</b>	<b>489</b>
1. CONSOMMATION ALIMENTAIRE : PRODUCTION-ACHAT	490
a) <i>Les denrées de bases pouvant faire l'objet d'une production agricole</i>	491
b) <i>Les denrées non produites sur place</i>	522
c) <i>Répartition des denrées consommées produites et achetées</i>	526
2. LES AUTRES DÉPENSES : L'HABILLEMENT, L'HYGIÈNE, L'ÉNERGIE, LES OUTILS, LE TRANSPORT	532
3. REPRÉSENTATIONS ET STRATÉGIES POUR L'AVENIR	542
<b>CONCLUSION</b>	<b>553</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	<b>566</b>
<b>LISTE DES TABLEAUX</b>	<b>578</b>
<b>LISTES DES FIGURES</b>	<b>580</b>
<b>GLOSSAIRE</b>	<b>582</b>
<b>ANNEXES</b>	<b>583</b>

## INTRODUCTION

Le développement durable est devenu au cours des vingt dernières années une notion familière qui est régulièrement rapportée dans l'actualité journalistique, dans les programmes politiques ainsi que dans les discours des organismes internationaux de développement. Elle nourrit en France et à l'étranger les discussions sur l'avenir de l'humanité et de la planète. Elle est brandie par les acteurs les plus divers comme une réponse aux erreurs du développement économique néolibéral, aux impacts sur l'environnement et à l'épuisement des ressources naturelles. On repère cependant le caractère équivoque de cette notion si diffuse aujourd'hui qu'elle en perd toute signification pour devenir très souvent un prétexte, un slogan, ou plus largement "*un consensus politique tactique entre acteurs aux idées opposées*" (HUFTY, 2006 : 163).

C'est autour de l'emblématique Rapport Brundtland (1987), largement repris lors de la conférence sur l'environnement et le développement de Rio en 1992, que la définition et les objectifs de cette notion sont établis :

*"Le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. Deux concepts sont inhérents à cette notion :*

- *Le concept de "besoins", et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis, à qui il convient d'accorder la plus grande priorité, et*
- *L'idée des limitations que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale impose à la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir."* (Ibid, 1988 pour la traduction française : 51)

Une des priorités est donnée aux besoins des *plus démunis* et à la capacité de l'environnement à répondre aux besoins contemporains et pour les générations futures.

Dans les pays du Sud, émergents ou en développement, la protection environnementale par la création d'aires protégées, conduit à l'utilisation du concept de développement durable afin d'assurer la permanence des populations locales très souvent présentes dans les zones à protéger, ou soumises à la planification de telles aires.

Comment se traduit alors concrètement le développement durable pour les populations qui habitent depuis des générations dans des espaces nouvellement patrimonialisés, ou dans des aires protégées créées depuis une vingtaine d'années ?

L'étude des relations que les sociétés entretiennent avec le milieu où se déroule leur existence et dont elles tirent leur subsistance constitue un des thèmes récurrents de l'anthropologie. Dans la continuité de l'étude de l'interface société-nature, l'anthropologie peut contribuer à la réflexion autour du concept de développement durable, dans la perspective de la protection de l'environnement, et de la permanence des populations locales.

Il existe une multiplicité de définitions du développement durable depuis la première élaboration du concept par Brundtland (Ibid, 1987). Pour être pertinent et permettre de faire progresser le débat, un travail de thèse en anthropologie ne peut pas prétendre embrasser toutes ces définitions. Il doit partir de l'une d'elles et étudier, à partir d'une réalité concrète, ses implications pour les différents acteurs auxquels elle s'applique. Celle sur laquelle je souhaite travailler met l'accent sur la fragilité de certains écosystèmes qui, par leur biodiversité, sont des éléments d'un patrimoine commun de l'humanité. Autour de ce constat, se développent des images de "nature-mère" qu'il faut défendre, d'équilibre perdu à retrouver, et celles-ci inspirent des stratégies de développement durable qui privilégient la protection des espaces naturels, souvent aux dépens des groupes humains qui tirent leur existence de ces espaces (RAYNAUT et Al., 2000).

L'objectif de ce travail est de contribuer, avec les outils de la discipline et sur des objets de recherche qui entrent dans son champ d'analyse, à une réflexion sur une situation concrète dans laquelle différents acteurs publics et privés, se réclament de la notion de développement durable pour appliquer une politique de protection d'un milieu naturel fragile, bouleversant ainsi en profondeur les relations que les populations locales entretiennent avec les écosystèmes dont ils tirent de longue date les moyens de leur survie. A partir du résultat de recherches de terrain, il s'agit donc de contribuer à une réflexion d'ensemble sur la notion de "développement durable" et, plus largement, aux discussions sur l'apport de l'anthropologie à l'étude des relations sociétés/nature.

Cette recherche s'inscrit dans le cadre d'un programme interdisciplinaire mené par le Doctorat *Meio Ambiente et Desenvolvimento* de l'Université Fédérale du Paraná (UFPR, Brésil) en collaboration avec l'équipe de recherche "Sociétés, Santé, Développement" de l'UMR CNRS ADES-SSD/Bordeaux 2. Ce programme, entamé en 1999, porte sur le thème "*Développement durable et protection de la nature : Histoire des changements sociaux et des transformations de l'usage des ressources naturelles au XX<sup>e</sup> siècle dans la région littorale nord du Paraná*". L'objectif de ce programme est d'étudier les dynamiques d'évolution des

formes d'occupation et d'exploitation du dernier vestige important de la *Mata Atlântica* (écosystème en voie de disparition et classé de ce fait comme Patrimoine de l'Humanité par l'UNESCO) et d'analyser les implications de la politique qui est appliquée localement au nom des principes du "développement durable". Dans ce cadre, la recherche spécifique en anthropologie consiste à décrire et analyser les savoirs et les modes d'usage des ressources naturelles, ainsi que les stratégies de reproduction matérielle et sociale de la population paysanne implantée dans la *Mata Atlântica* du littoral du Paraná.

Une des lignes du programme de recherche mené par le Doctorat Environnement et Développement (MADE), Chaire UNESCO du développement durable, dans le cadre de sa 4<sup>ème</sup> promotion, traite plus particulièrement : des Systèmes sociaux, techniques et naturels en Zones Rurales, sur le thème : « Développement durable et préservation de la nature en Zones d'Environnement Protégé : Permanence et changement dans les domaines sociaux et naturels, le cas du littoral nord du Paraná (Programme du littoral nord) ». Le choix s'est porté sur l'aire protégée APA (*Area de Proteção Ambiental*) de Guaraqueçaba et l'attention toute particulière à l'étude de l'agriculture familiale.

La région se caractérise par la présence d'un des derniers vestiges de la forêt atlantique du Brésil qui abrite une société constituée majoritairement de petits agriculteurs et de pêcheurs qui rencontrent de sérieuses difficultés socio-économiques. L'aire protégée APA se trouve face à un dilemme dans la conciliation entre la protection environnementale et le développement durable.

Créé en 1993, le programme du Doctorat Environnement et Développement de l'UFPR se consacre particulièrement à la formation doctorale. Il a pour objectif général de former des professionnels qualifiés pour identifier, analyser et évaluer les problèmes environnementaux résultant du processus de transformations économiques et sociales, et de promouvoir l'interaction de professionnels déjà spécialisés (titulaires d'un master dans diverses disciplines) et déjà engagés sur des thématiques de l'environnement et du développement. Les principes qui inspirent cette formation ont été exposés dans plusieurs textes de référence (RAYNAUT et Al., 2002 : 25-34; ZANONI, RAYNAUT, 1994 : 143-165; ZANONI, RAYNAUT, MENDOCA, 2005).

Nous allons les résumer ci-dessous pour camper le cadre théorique et méthodologique dans lequel s'inscrit cette thèse.

## PROBLEMATIQUE GÉNÉRALE

La problématique environnement/développement se révèle être d'une grande actualité dans le contexte brésilien.

Aujourd'hui, alors que s'imposent la notion et l'action au nom des "droits des peuples indigènes", la population paysanne du littoral du Paraná doit être prise en compte. Une recherche anthropologique axée sur cette société nous apparaît nécessaire tant en ce qui concerne une meilleure connaissance de cette population, de son rapport au monde et à la nature environnante, qu'en ce qui concerne la compréhension globale des enjeux qui se tissent dans ce contexte singulier.

Avant de présenter la problématique de ma recherche menée dans le cadre du doctorat, il convient préalablement d'explicitier la problématique du programme de recherche interdisciplinaire au sein de laquelle est intégrée mon étude.

L'interdisciplinarité, qui s'est développée depuis plus d'une trentaine d'année, particulièrement sur les questions de l'environnement, est de plus en plus sollicitée dans les recherches scientifiques. Pourtant le cheminement dans la pratique du projet interdisciplinaire n'a pas été sans embûche pour dépasser les frontières des disciplines entre les sciences de la nature et les sciences sociales, tel que l'explique JOLLIVET en 1992 dans *"les passeurs de frontières"*. L'exigence de l'approche interdisciplinaire dans l'étude des relations sociétés/nature repose sur une démarche scientifique et méthodologique et sur une pratique de recherche dont les modalités et les moyens ne sont pas uniformisés et qu'il s'agit de construire en fonction de l'objet d'étude, d'une problématique ainsi qu'en fonction des personnes engagées dans la recherche interdisciplinaire (RAYNAUT et Al., 2002). L'interdisciplinarité ne signifie pas en finir avec les disciplines, c'est au contraire une pédagogie d'enseignement, une pratique où chaque discipline a sa place et sa spécificité venant enrichir la réflexion dans l'interaction avec les autres disciplines.

La pratique de l'interdisciplinarité telle qu'elle est menée au doctorat MADE se construit progressivement :

*"Identifier la question exacte à laquelle chaque discipline puisse répondre avec ses compétences spécifiques (...) organiser la recherche interdisciplinaire en définissant la façon à travers laquelle vont s'articuler les différents travaux des spécialistes, les cadres de références communs (en termes d'échantillons, d'échelles d'analyse, de temporalité) grâce auxquels ils peuvent se réunir et confronter les résultats, que chacun a obtenu dans son champ (ou terrain) et par ses méthodes spécifiques. Il est souhaitable, et normalement possible, qu'au moins une opération commune réunisse les différents chercheurs autour d'un travail de collecte de données."* (RAYNAUT, 1996 : 26)

La construction d'un programme interdisciplinaire telle qu'elle est menée au doctorat MADE s'inspire de programmes de recherche menés en Afrique par Claude RAYNAUT dans les années quatre-vingt. Elle s'appuie tout d'abord sur une aire géographique commune comme point de départ du travail collectif sur "*l'étude d'une réalité concrète, formant un même univers de référence*". Ce point de départ est primordial pour la cohérence des observations faites par les différents chercheurs ainsi que dans la relation entre les objets étudiés. Cependant comme le souligne C. RAYNAUT, "*une réflexion théorique générale sur l'interdisciplinarité n'est pas nécessairement territorialisée*". Dans le cadre d'un programme de recherche, le défi scientifique consiste à identifier, mesurer, les relations entre plusieurs variables normalement utilisées par des disciplines différentes à partir d'une aire géographique commune, en tant que pratique concrète d'interdisciplinarité (Ibid : 26). Il ne suffit pas, pour autant, de réunir plusieurs disciplines sur une aire géographique commune, il est nécessaire de mettre en place une méthodologie permettant de construire une problématique commune et des programmes de recherche en lien avec les problèmes locaux, servant de cadre d'articulation pour les différents travaux de thèses (Ibid). Afin d'y parvenir, la première étape consiste à réaliser un diagnostic initial par la collecte de données afin d'identifier les problèmes et l'existence de situations de tensions entre développement et environnement. A partir de là, une réflexion s'organise autour des relations entre les systèmes sociaux et les systèmes naturels, dans une perspective d'étude des dynamiques sociales et biologiques, qui s'intègre dans le cadre de la formation doctorale. Ce diagnostic sert ensuite de base à la conception et à la formulation des programmes de recherche, à l'élaboration d'une problématique générale ainsi qu'à la formulation des projets de thèse de chaque étudiant en fonction de sa discipline et de ses aspirations.

Il s'ensuit la construction d'un schéma d'interactions entre les problèmes formulés et l'articulation des projets de recherche, chaque étudiant visualisant ainsi, au sein des différents aspects du programme, son angle d'approche dans le programme commun ; à travers notamment les apports de sa propre recherche, comme les contributions des autres recherches individuelles. Parallèlement, à ces travaux de thèse, et tout au long de la formation doctorale, des recherches collectives sont menées à plusieurs niveaux : historiques, collectes de données, description de la société et de la population, fournissant ainsi un cadre de référence commun à tous les travaux (Ibid). Les résultats de ces travaux collectifs sont ensuite réinsérés dans les thèses individuelles selon les sujets abordés, permettant alors la confrontation et l'articulation des différentes informations. Enfin, des séminaires réguliers sont réalisés afin de présenter l'avancée des recherches personnelles, de mettre en commun des résultats et des analyses,

échanger des idées, des analyses, pour que chacun puisse réutiliser les informations et les analyses dans sa propre recherche, enrichissant le travail individuel par des angles croisés et multiples, par des approfondissements.

Les séminaires de la 4<sup>ème</sup> promotion ont permis d'établir une discussion théorique et méthodologique à partir de recherches bibliographiques, de données récoltées collectivement, d'entretiens. Le travail interdisciplinaire ainsi produit a consisté à élaborer une problématique générale, et à servir d'instrument pour la réalisation des thèses individuelles.

Le thème général du programme de recherche sur le rural se centre sur l'étude des dynamiques des transformations sociales, techniques et économiques de la petite agriculture familiale, questionnant les perspectives de sa permanence comme réalité sociale et culturelle et comme forme de production. L'analyse de ces dynamiques doit prendre en considération l'évolution de la relation avec l'environnement ainsi que les articulations avec le contexte économique et sociopolitique plus large. Deux études de cas ont été développées par la suite : l'une dans la Région Métropolitaine de Curitiba et l'autre dans l'Aire d'Environnement Protégée (APA) de Guaraqueçaba.

Les recherches empiriques cherchent à contribuer à une réflexion critique sur la notion de développement durable appliquée dans le cadre spécifique de l'articulation entre des politiques de protection de la nature et des politiques de développement. L'objectif méthodologique tente à partir d'une étude de cas illustrative (APA de Guaraqueçaba) de construire un modèle d'analyse applicable à des situations diverses.

La question de la durabilité doit être abordée à partir d'une analyse des interrelations entre les dynamiques sociales et les dynamiques environnementales. Il existe une relation dialectique entre la reproduction et le changement. Chaque système (naturel et social) cherche à maintenir une certaine permanence dans ses propriétés fondamentales, en même temps qu'il se transforme constamment : soit en fonction de ses propres contradictions internes, soit en fonction d'impacts et d'influences externes. La dimension de la temporalité, l'articulation entre l'histoire sociale et l'histoire naturelle, constitue alors un important révélateur dynamique entre social et naturel. Le "local" et le "global" sont ici étroitement liés. On ne peut pas comprendre une réalité locale sans tenir compte des facteurs liés à l'univers social, économique, et politique plus ample, et vice versa.

Il s'agissait alors de définir un cadre de questionnement commun qui oriente la recherche de complémentarité entre les travaux individuels et qui permette d'identifier les recherches communes à réaliser, s'inscrivant dans la continuité de la problématique générale du programme du littoral, des travaux déjà développés par les promotions précédentes,



comme des résultats et instruments de travail déjà réalisés lors des recherches antérieures (recensement sociodémographique, analyse d'images satellites, cartographie) et enfin d'ouvrir l'équipe de recherche à des participations et contributions extérieures.

La problématique générale commune s'organise ainsi autour de quelques questions élaborées au cours des séminaires de recherche de l'équipe :

- Quels sont les *changements* et les *permanences* d'ordre culturel, social, technique et économique qui ont marqué les conditions de vie des petits *agriculteurs familiaux* au cours du XX<sup>e</sup> siècle, en lien à l'usage des ressources naturelles ?
- Parallèlement, quels sont les *changements* et les *permanences* qui ont marqué la configuration des milieux physico-naturels durant la même période ?
- Quels ont été les divers *acteurs sociaux* (institutionnels, privés, locaux, externes, etc.) qui ont développé des actions en lien avec l'usage des ressources naturelles ? Quelles ont été leurs *stratégies* ? Comment s'est exprimée l'action des petits agriculteurs familiaux avec celles des autres acteurs ?
- Dans quelle mesure les *stratégies* des différents acteurs peuvent-elles être analysées comme un ensemble rassemblant diverses *dimensions matérielles et immatérielles* : adaptation aux possibilités et aux restrictions environnementales, ajustements techniques liés à l'articulation au marché, objectifs de reproduction matérielle et sociale, dimensions culturelles : représentations, savoirs, valeurs et modèles culturels ?
- Quelles ont été les interactions entre les permanences et les changements associés à l'action des différents acteurs sociaux, les évolutions observées dans l'environnement local : changements induits par l'usage humain, dynamiques naturelles de récupération, restrictions dans l'usage créées par les changements environnementaux ? Comment ces interactions s'articulent dans l'organisation d'un *territoire* ?
- En quoi les changements dans l'histoire locale des relations avec l'environnement peuvent-ils être mis en lien avec des facteurs, des influences, des pressions provenant de sphères d'actions plus globales : politiques publiques, actions d'acteurs externes, évolution du marché régional, national, international ?

A partir de ce cadre de questionnements autour des changements et des permanences tant sociaux qu'environnementaux, on cherche à repenser la notion de durabilité de la petite agriculture familiale et penser à ses évolutions futures.

C'est à partir de cette problématique générale que les projets individuels et les travaux collectifs ont été construits.

Ainsi se répartissent les recherches individuelles au sein du doctorat :

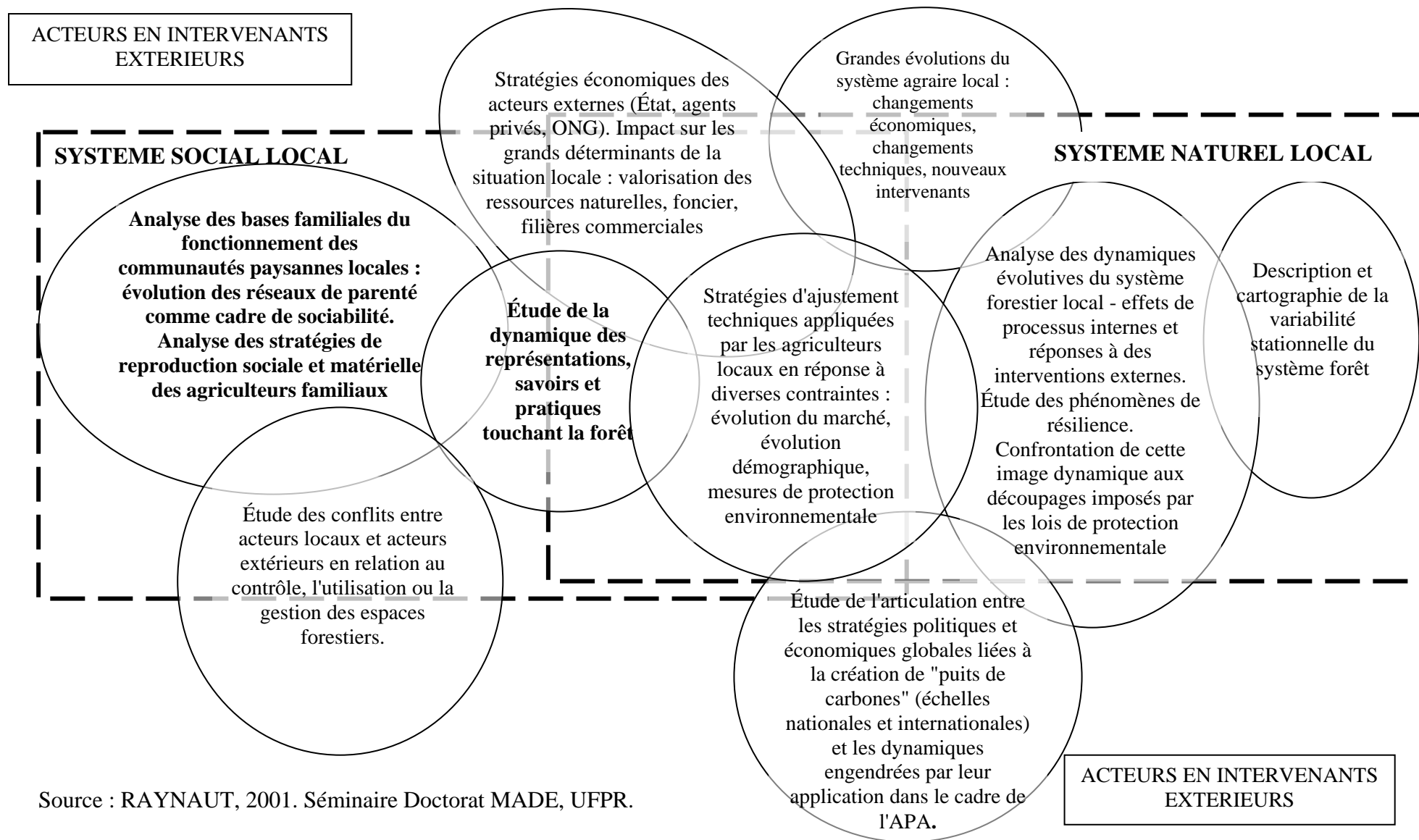
- Jefferson ROCHA, économiste a étudié plus particulièrement les logiques des politiques de développement rural développées dans l'APA.
- Man Yu CHANG, également économiste, s'est concentrée sur l'étude des dimensions politiques, socioéconomiques et écologiques des projets de puits de carbone mis en place par l'ONG SPVS (Société de Recherche sur la Vie Sauvage et l'Education à l'Environnement).
- Zilna DOMINGUES, ingénieur forestier, a travaillé sur l'histoire du couvert végétal et forestier.
- Cristina TEIXEIRA, sociologue, a étudié la construction sociale de la protection environnementale, les représentations des acteurs politiques.

Dans le cadre de recherches menées par d'autres étudiants en master et en doctorat à l'extérieur du doctorat MADE :

- Jane CHEREM, anthropologue, a mené une étude sur la mémoire de la population locale, en étudiant une communauté rurale : histoire de vie, légendes, etc., dans le cadre de son DEA.
- Edna FRANCISCO, sociologue, a étudié l'agriculture familiale sous l'angle des stratégies de reproduction de leur mode de vie, dans une communauté rurale, également pour son DEA.
- Claudia SAMPAIO, agronome, s'est concentrée sur l'étude des stratégies de reproduction de l'agriculture familiale, dans le cadre de sa thèse en Ingénierie Agricole.
- Priscilla LAULAN, biogéographe, a travaillé sur l'évolution des modes d'usages et la transformation du couvert forestier, pour son DEA.
- Eduardo BRITTO SANTOS, sociologue, a mené une étude sur le thème de la reproduction sociale de l'agriculture familiale dans un hameau rural.

Je serai amenée, tout au long de cette étude, à faire référence à ces différents travaux menés au sein du programme de recherche interdisciplinaire. L'articulation des travaux de thèses individuelles, de masters et des recherches collectives (histoire agraire, des conflits fonciers, etc.) est représentée dans le schéma suivant :

**FIGURE 0 : CADRE TOPOLOGIQUE D'ARTICULATION ENTRE LES RECHERCHES**



Source : RAYNAUT, 2001. Séminaire Doctorat MADE, UFPR.

## **PROBLÉMATIQUE DE LA RECHERCHE ANTHROPOLOGIQUE**

Dans cette problématique générale, l'anthropologie s'interroge plus particulièrement sur les conditions d'existence de la population soumise à une logique verticale de protection de son espace de vie, par l'imposition de restrictions sévères et l'absence de participation locale au processus de préservation.

La mise en place d'aires protégées, au sein desquelles réside une population, s'accompagne le plus souvent aujourd'hui de la référence à la notion de développement durable, avec l'objectif de concilier protection de l'environnement et maintien des populations locales.

L'intérêt de cette recherche porte sur la problématique de la permanence des populations locales en Zone d'Environnement Protégé. La situation d'une population dans son environnement doit se penser en termes d'interrelations entre un milieu social et son environnement. C'est donc la société elle-même qu'il faut comprendre avec ses dynamiques de reproduction sociale, physique et matérielle dans une relation avec le milieu dont elle tire – totalement ou en partie – les moyens de cette reproduction. L'imposition de règles et de restrictions dans l'usage des ressources naturelles réclame, de la part des sociétés concernées, des ajustements, des changements, qui sont les conditions mêmes de leur permanence.

Le travail anthropologique cherche à présenter les dynamiques locales (pratiques et savoirs, histoire, aspirations, perspectives d'avenir...) afin d'apporter les connaissances sur la réalité locale et de contribuer à la réflexion sur la problématique générale autour des questions du développement durable. Comme tout autre travail scientifique, la recherche de l'anthropologue est un travail de construction de la connaissance. Dans le cadre de notre discipline c'est un travail :

*"de découverte et d'interprétation de réalités sociales et culturelles, de faits et de pratiques jusque-là inconnus ou méconnus par des personnes étrangères à ces réalités et à ces cultures."*  
(GODELIER, 2004 : 194-195).

Au cœur de la dynamique locale, on s'interroge sur la reproduction sociale et matérielle, sur les stratégies de reproduction dans des contextes diversifiés et complémentaires qu'ils soient historiques, géographiques, économiques, politiques et sociaux.

Dans les pays du Tiers Monde en général et au Brésil en particulier, les populations présentes dans les aires environnementales protégées se situent le plus souvent à la périphérie politique, économique et culturelle de l'État auquel elles appartiennent, leur système de production n'est que faiblement articulé à l'économie de marché dominante, leurs techniques

de production font pas ou très peu appel à un outillage moderne, et elles demeurent attachées à des styles de vie et des modèles socioculturels à bien des égards différents de ceux qui dominent la société globale. Qu'il s'agisse de petits agriculteurs, d'éleveurs ou même de chasseurs-cueilleurs comme certains indiens, ce sont des populations dont les formes d'organisation sociale et les pratiques techniques ont résisté au mouvement de transformation et d'homogénéisation qui a affecté la société globale dans son ensemble. Pour les qualifier, on fait généralement appel à la notion de « tradition », on les désigne alors comme populations « traditionnelles » : appellation qui n'est pas sans liens avec une vision évolutionniste de l'histoire des sociétés humaines et qui en fait en quelque sorte des vestiges d'état de sociétés « pré-modernes ». Ce n'est pas par hasard que le conservationnisme environnemental, lorsqu'il est inspiré par l'idée d'un retour à une nature « originelle » – critiquant avec force les conséquences environnementales désastreuses de la modernité – valorise souvent simultanément l'image de populations « traditionnelles » qui avaient su trouver un rapport harmonieux avec leur milieu : ne le perturbant pas dans la mesure où elles-mêmes ne changeaient pas. DIEGUES, pour le Brésil a analysé en profondeur ce double mythe de la « Nature intouchée » et celui de la « tradition » (DIEGUES, 1998 ; DIEGUES, 1999).

Comme nous le verrons, la population qui réside au sein de l'aire protégée de Guaraqueçaba n'a pas échappé à ce phénomène de « traditionalisation » au moment même où la forêt dans laquelle elle vivait se voyait attribuer une valeur de relique. Nous verrons également les contradictions que cela a généré en termes de politiques et de pratiques concrètes de gestion d'une aire protégée. Cela m'amènera à m'interroger sur le concept de population traditionnelle utilisé dans le discours sur la protection environnementale, et comment il est perçu et vécu localement ? Il en va de même pour les notions de communauté, de paysannerie et d'agriculture familiale qui font résonance ou non localement d'un point de vue social, démographique, d'organisation sociale et matérielle. Il s'agit d'identifier s'il y a adéquation avec le réel ou s'il s'agit là encore de catégories posées de manière verticale pour clore un débat, cantonner les gens et leurs pratiques dans une image pré-établie. C'est autour des notions de changement et de permanence que peut être menée la réflexion, sur comment se caractérise la population. Une question centrale dans notre recherche est celle de savoir ce que l'on entend sous les termes de communauté rurale ainsi que de population traditionnelle. Ces termes sont en effet largement employés pour parler de ces populations rurales, de ces entités sociales et ils apparaissent obsolètes, inadéquats dans une certaine mesure. Il me faut donc les expliquer, analyser l'usage qui en a été fait par les intellectuels et les populations elles-mêmes, ainsi que dans la mise en place de l'aire protégée.

Parallèlement, le contexte local permet de rentrer dans le débat sur la paysannerie, l'agriculture familiale et le développement rural par le biais des stratégies de reproduction matérielle et sociale.

### ***Cadre général***

L'un des questionnements centraux de l'anthropologie porte sur les relations que la société entretient avec la nature. Dans leur rapport à la nature, comment les individus et les familles réussissent à se reproduire, localement, matériellement et socialement et comment ils envisagent leur avenir ?

La problématique centrale de la présente recherche concerne donc les conditions d'existence et les possibilités de permanence de populations locales au sein d'une Aire d'Environnement Protégé. En d'autres termes, et au-delà de la relation société/nature, il s'agit de s'interroger, à partir d'une situation concrète, sur la difficile conciliation entre « durabilité » environnementale et « durabilité » sociale.

Enfin, quelques notions sont mobilisées de façon récurrente pour interpréter la réalité sociale locale : en particulier celle de culture et d'identité *caiçaras* et aussi celle de *comunidade* qui désignerait non seulement une proximité de voisinage mais aussi une forme de sociabilité particulière.

Sur des bases empiriques, la recherche anthropologique tente d'apporter une réflexion sur les notions de communauté rurale, population traditionnelle, agriculture familiale, conciliation ou contradiction entre préservation de l'environnement et développement durable.

### ***Problématique détaillée pour y parvenir***

Afin de répondre au questionnement général, je construis une approche par paliers successifs, rendue possible par la participation à une équipe pluridisciplinaire, et qui permet de centrer progressivement le regard sur le cas étudié tout en apportant des éléments géographiques, historiques, économiques, sociopolitiques, replaçant l'objet de recherche dans le contexte plus large où il prend son sens et qui lui donnent sa valeur illustrative.

Dans quels contextes historique, géographique, économique, sociopolitique se situent la société que l'on cherche à étudier ?

On cherche au travers des contextes plus généraux à comprendre les caractéristiques sociales et historiques de la population du municípe (unité administrative au Brésil

correspondant à une commune). Une description générale du milieu paysan du municipe et des différences qui le traversent, va permettre de préciser la place du cas illustratif choisi pour le regard rapproché. Puis, on s'interroge plus particulièrement au cas précis d'une vallée et d'un hameau, sur son peuplement. Les relations familiales et sociales permettent de voir comment il s'est constitué, et comment il s'organise. Il s'agit également de retracer les circonstances sociales et politiques particulières qui ont conduit à la création de l'APA.

Ainsi, nous serons amenés à poser la question de savoir sur quelles bases la société rurale s'organise ? Quels sont les liens sociaux qui s'y tissent ? Quels sont les processus d'identification qui y émergent ? Quelles sont les stratégies de reproduction matérielle et sociale qui s'y dessinent et des ressources qu'elles mobilisent ?

C'est donc cette société elle-même qu'il faut comprendre avec ses dynamiques de reproduction sociale, physique et matérielle dans une relation avec l'environnement, et cela dans une perspective de tensions entre les permanences et changements, qu'elles soient d'ordre historique, social, politique, et/ou écologique. En même temps qu'elle s'appuie sur des fondements historiques pérennes, que l'on appellera "tradition" ou pratiques "traditionnelles", toute société connaît des changements afin de pouvoir se reproduire et se perpétuer.

Dans le questionnement général sur les relations que la société entretient avec la nature il faut tout d'abord et de façon précise étudier l'organisation sociale locale, avant d'en venir aux conditions dans lesquelles les familles s'efforcent d'assurer leur reproduction matérielle et sociale, à court et moyen terme, dans un contexte désormais marqué par les mesures de protection de l'environnement et de restrictions d'usage des ressources naturelles.

On cherche à étudier les relations familiales (généalogies, alliances matrimoniales, trajectoire familiale, histoire de vie, transmission), élément structurant de la sphère sociale et politico-économique, les structures sociales, ainsi que les autres formes d'interaction (contacts, rencontres, réseaux, liens, rapprochements, organisation sociale du travail, entraide, échanges) qui se caractérisent par la sociabilité. C'est toute la dynamique de reproduction sociale qui entre dans les stratégies de reproduction matérielle et sociale.

Enfin, et plus précisément, on s'interroge sur les modes de relations de la population rurale avec la nature, relations qui ont une histoire et qui se reconstruisent aujourd'hui en fonction des contraintes créées par les exigences de protection environnementale.

On cherchera à étudier ainsi l'usage, l'exploitation des ressources naturelles dans l'aspect technique au travers des pratiques de production (agriculture, élevage, cueillette,

chasse, horticulture), des techniques de transformation (mode de préparation, conservation, consommation). On s'efforcera à cette occasion d'identifier les connaissances sur les ressources naturelles, et les modes de représentations derrière ces savoirs, distinguant ainsi les savoirs opérationnels et les représentations.

Le questionnement sur l'usage des ressources naturelles doit se faire dans sa contemporanéité mais également dans sa dimension historique, prenant en compte les changements de pratiques en fonction des contextes.

En tenant compte de la dimension historique, mon questionnement se centre sur la façon dont, dans ses usages des ressources naturelles, la société rurale locale s'est adaptée aux nouvelles réalités qui s'imposaient à elle, opérant les changements nécessaires pour assurer sa propre survie.

Quels sont les savoirs et les pratiques que les populations rurales développent pour assurer leur subsistance et répondre à leurs besoins de base ? Quels sont leurs moyens et leur marge de manœuvre concrètement pour perdurer localement ?

Dans le cadre de la réglementation environnementale, comment se positionnent-elles et en quoi sont-elles ou non contraintes d'avoir recours à des pratiques illicites ? Quelle est la part de ponction/prélèvement sur l'environnement, le degré d'autoproduction et de ce qui vient de l'extérieur, qui passe par le marché, dans leur reproduction matérielle et sociale ? Enfin, on cherche non seulement à connaître ce que les familles tirent de l'environnement pour générer des revenus, mais également les autres sources de revenus qui ne reposent pas sur l'utilisation des ressources naturelles.

Comment, et à quel degré, la population parvient-elle, dans ce contexte, à résoudre les problèmes qui se posent à elle au jour le jour, dans la vie quotidienne, pour se nourrir, se soigner, entretenir leur espace domestique, s'habiller, répondre aux petites nécessités de la vie de tous les jours, et surtout, pour beaucoup, prendre soin de leurs enfants dans les meilleures conditions possibles. Autrement dit, comment parvient-elle à répondre aux défis auxquels elle est confrontée, tout simplement pour continuer à vivre la vie quotidienne de ces ménages ? On s'interroge sur les stratégies mises en œuvre par ces petits agriculteurs pour satisfaire leurs besoins immédiats ainsi que pour assurer leur avenir et celui de leurs enfants, en particulier par l'éducation.

Plus généralement, quelles sont leurs stratégies pour fonctionner sur le plan social, et matériel ? Et, quelles sont leurs perspectives d'avenir, comment l'envisagent-ils ?



## CADRE THEORIQUE

### *Détour sur l'interface sociétés-nature dans l'approche anthropologique : historique et contemporanéité de la thématique*

La nature qui préexiste à l'homme, et dont il fait partie, a dans une majeure partie de la surface du globe, et à des degrés variables, été anthropisée. L'homme a de tous temps entretenu des rapports étroits avec son milieu d'où il puise sa subsistance, et au travers duquel il l'explique et se situe. En ce sens, les hommes définissent la nature par le regard qu'ils posent sur elle ; et ils la transforment par leurs activités. Pour GODELIER :

*"Le milieu naturel n'est jamais une variable complètement indépendante de l'homme, ni un facteur constant. C'est une réalité que l'homme transforme plus ou moins par ses diverses manières d'agir sur la nature, de s'en approprier les ressources. Mais, quoi qu'il en soit, dans tous les cas, un écosystème est une totalité qui ne se reproduit qu'à l'intérieur de certaines limites et qui impose à l'homme diverses séries de contraintes matérielles spécifiques." (GODELIER, 1984 : 44)*

Alors que l'homme pose son regard sur la nature environnante, la pense et la transforme, de même il en subit en retour les contraintes. Toutefois, face à des contraintes similaires, chaque société va construire des interprétations et des pratiques différentes. On est donc bien dans le cadre d'une interaction, d'une mise en contrainte réciproque. Les représentations par rapport à la nature sont diverses d'un groupe à l'autre et chacun construit dans sa représentation toute une conception, un savoir, une logique et un intérêt propre qui façonne sa perception, son être au monde et son lien avec le milieu naturel. Des rapports et des représentations de la nature dans différentes sociétés découlent des enjeux, des dynamiques et des stratégies sociales et matérielles.

Les recherches telles que celles de Serge BAHUCHET et de Philippe DESCOLA, par leurs études respectives sur une population précise et sur son rapport au milieu naturel environnant, nous donnent à voir à la fois des rapports et des interactions singuliers entre une société et son milieu naturel, de même que les représentations, les conceptions et les connaissances qu'elle crée à son propos. Les hommes ont constamment entretenu avec la nature environnante des rapports singuliers. Ils ont ainsi construit tant dans la pensée que dans la pratique des représentations particulières, ainsi chaque société ou groupe humain est dépositaire de cette relation singulière.

Comme le souligne Jacques BARRAU, dès la philosophie grecque on trouve les fondements de la pensée occidentale et la mise en place de la distinction et de la séparation entre l'homme et la nature. Le dualisme homme/nature voit ainsi le jour pour perdurer jusqu'à

aujourd'hui. En marge de cette pensée, naissante dans un premier temps, dominante par la suite, a perduré et s'est développée l'idée du lien étroit entre l'homme et la nature dans les pratiques et les savoirs locaux dits "populaires" des populations (BARRAU, 1991). Pourtant, dans l'histoire de la pensée et de la philosophie occidentale, la nature a recouvert, englobé des aspects plus ou moins différents, incluant ou non l'homme, plaçant ce dernier à des positions différentes. Autant de représentations et de définitions qui ont largement construit l'imaginaire social dont nous sommes encore les dépositaires. Roy ELLEN nous apporte dans l'introduction de l'ouvrage collectif "*Redefining Nature*", une présentation claire et élargie du concept de nature :

*"Dans les notions Occidentales, la nature est plus manifestement reconnaissable comme ce qui est "là-bas", ce qui n'est pas nous-même et "qui peut prendre soin, s'occuper d'elle-même". Nous trouvons la même idée, d'une manière autrement frappante, dans beaucoup d'autres traditions culturelles différentes."* (ELLEN, 1996 : 7)

Ce contenu peut varier d'une culture à l'autre. Communément en Occident l'image de la nature est la forêt, les montagnes, la nature sauvage "*wilderness*" en anglais ou nature vierge, selon les auteurs (LARRERE, 1997 : 85-98). Catherine et Raphaël LARRERE nous éclairent sur le cheminement du concept de nature :

*"S'il y a une liaison si étroite entre notre vision (essentiellement informée par la science) de la nature et le rapport éthique que nous entretenons avec elle, c'est que connaître la nature, c'est d'abord se situer par rapport à elle. Schématiquement, on peut être dedans, ou dehors. Quand on est dedans, on peut se placer au centre, ou pas. On peut donc définir trois positions différentes : celle qui place l'homme, microcosme dans le macrocosme, au centre de la nature, en position d'observation. Celle qui met l'homme à l'extérieur de la nature, en position d'expérimentation et de maîtrise. Celle qui réinscrit l'homme dans la nature, sans position privilégiée, et qui le considère comme un "compagnon-voyageur des autres espèces dans l'odyssée de l'évolution". Ces trois visions sont apparues successivement. La première est typiquement grecque. La seconde est incontestablement moderne : elle sépare le sujet et l'objet, ouvrant la possibilité d'une maîtrise expérimentale et technique. La troisième, enfin, est la plus récente : elle insiste sur notre appartenance à la nature, elle y insère la relation de connaissance aussi bien que la technique."* (LARRERE, 1997 : 18-19)

Chacune de ces positions a prédominé en son temps, il ne reste pas moins qu'une idée fondamentale a tenu le centre des représentations pendant longtemps : l'opposition entre l'homme et la nature ou la dichotomie nature-culture. Tout un enchevêtrement de logiques et de pratiques a découlé de cette dichotomie. La philosophie, la religion vont façonner la construction de cette séparation entre l'homme et la nature, communément distinct dans le dualisme nature-culture. C'est à partir de cette opposition entre l'homme et la nature que vont se construire aussi les sciences d'un côté (sciences naturelles, physique, astronomie...) et les lettres de l'autre (philosophie puis la sociologie et l'anthropologie). On connaît la difficulté

encore aujourd'hui du passage et du travail en commun entre les sciences dites dures et les sciences sociales. Ainsi, cette dichotomie créée a fondé tout un mode et tout un monde de pensées, a structuré et est la base de la pensée occidentale et de son découpage cognitif.

La démarche anthropologique a pour objectif d'analyser et de rendre compte des représentations, des constructions culturelles par le biais de l'étude du langage, des pratiques et des savoirs. Ainsi, comme le souligne GUILLE-ESCURET :

*"Un regard sur l'étendue des sociétés en référence aux outils et aux mots a pour premier effet qu'on cesse de voir à priori en elles des isolats, des entités indépendantes, ou des systèmes plus ou moins fermés : l'évidence de leur cohérence quasi solide, aperçue par l'entremise d'impressions et d'intuitions idéologiques, s'estompe, leur histoire émerge et révèle des rapports puissants avec d'autres cultures et d'autres milieux, passés ou présents."* (GUILLE-ESCURET, 1989 : 115)

C'est avec Claude LEVI-STRAUSS qu'une théorie sur ce qu'il nomme la "science du concret" se met en place notamment dans son ouvrage "La Pensée Sauvage" en 1962. Il s'intéresse aux savoirs populaires, à cette science du concret qui, à partir de l'observation minutieuse du monde environnant, analyse, classe, ordonne, pense, construit et agit. C'est au travers des mythes, des rites, des croyances, du langage, des techniques, des pratiques et des autres faits culturels qu'elle prend sens et se donne à voir. Le découpage conceptuel, variant d'une société à l'autre, d'une langue à l'autre, souligne l'intérêt d'étudier ces découpages dans la langue et selon la classification, la taxinomie et l'ordre indigène ; de là on atteint les connaissances précises, les préoccupations et les usages autochtones. Il donne de nombreux exemples à partir des données ethnographiques de terrain de divers auteurs comme de HANDY en Polynésie, CONKLIN chez les Hanunóo des Philippines, etc. Il en retire que la connaissance préexiste à l'utilité ou à l'intérêt. Pour lui, cette science n'est pas de l'ordre de la pratique mais de l'intellect, avant de répondre à des besoins. De plus, ce savoir se transmet, s'acquiert de génération en génération par la filiation. La connaissance peut-être à la fois objective et subjective, de même qu'être le résultat du rapport concret de l'homme à son milieu tant intellectuel qu'affectif. C. LEVI-STRAUSS montre ainsi son intérêt pour l'ethnobotanique, l'ethnozoologie et pour les savoirs populaires relatifs à la nature environnante.

Maurice GODELIER par la suite théoriserait l'approche écologique en anthropologie assez significativement dans son ouvrage "L'idéal et le matériel" paru en 1984. Il privilégie l'étude des conditions de reproduction des sociétés, afin de situer les sociétés et leurs histoires dans la nature. Selon lui, la nature est une réalité que l'homme transforme plus ou moins par

ses actions sur elle, et par l'appropriation des ressources. Dans sa manière de s'approprier la nature, l'homme invente, met en place des moyens matériels et idéels. Il isole ainsi des éléments du milieu qu'il exploite et utilise. Pour cela, il élabore des rapports sociaux de production, des rapports économiques. GODELIER s'inspire ici de MARX dans sa démarche théorique, il met l'accent sur les changements et la construction permanente des rapports dans l'histoire des sociétés.

*"La frontière entre la nature et la culture, la distinction entre le matériel et l'idéal tendent d'ailleurs à s'effacer lorsqu'on analyse la partie de la nature qui est directement soumise à l'homme, produite ou reproduite par lui (animaux et plantes domestiques, outils, armes, vêtements...). Cette nature extérieure à l'homme n'est pas extérieure à la culture, à la société, à l'histoire. Elle est la part de la nature transformée par l'action et donc par la pensée de l'homme. Elle est réalité matérielle et en même temps idéale, ou du moins elle doit son existence à l'action consciente de l'homme sur la nature, action qui ne peut exister ni se reproduire sans qu'intervienne dès le départ non seulement la conscience, mais la pensée dans toute sa réalité, consciente et inconsciente, individuelle et collective, historique et non historique. Cette part de la nature est nature appropriée, humanisée, devenue société : l'histoire inscrite dans la nature." (GODELIER 1984 : 13-14)*

Il centre son propos sur les aspects matériels et idéels du rapport de l'homme à la nature :

*"Lorsque nous avons analysé l'aspect le plus matériel des réalités sociales, les forces productives dont une société dispose pour agir sur la nature qui l'entoure, nous avons constaté qu'elles contenaient deux composantes intimement mêlées, une part matérielle (les outils, l'homme lui-même ...) et une part idéale (représentation de la nature, règles de fabrication et d'usage des outils, etc.). Ces représentations sont indispensables à la production et à la mise en œuvre des moyens matériels." (Ibid : 197). Enfin, plus clairement l'idéal : "est la pensée dans toutes ses fonctions, présente et agissante dans toutes les activités de l'homme, lequel n'existe qu'en société. L'idéal ne s'oppose pas au matériel, puisque penser c'est mettre en mouvement la matière, le cerveau : l'idée est une réalité mais une réalité non sensible. L'idéal est donc ce que fait la pensée, et sa diversité correspond à celle des fonctions de la pensée." (Ibid : 199)*

Par la suite, Jacques BARRAU a élaboré de façon à la fois théorique et sur des bases empiriques de terrains tout un discours sur le rapport homme-nature et sur les ethnosciences. On lui doit surtout un apport important sur la considération croissante des savoirs populaires locaux, et sur l'exposé de ces ethnosciences qu'il définit comme étant ces savoirs populaires, ou "folkscience", ou "science du concret". Il s'engage fortement dans l'importance que l'anthropologie a à jouer dans la compréhension, la connaissance, la valorisation de ces savoirs et de ces représentations de l'environnement (BARRAU, 1992 : 1293).

Les relations à la nature sont des constructions culturelles qui varient d'une société à l'autre, selon les niveaux différents de discours et dans des temps différents. Concrètement, ces variations culturelles se donnent à voir à travers les engagements pratiques des populations de même que par leurs cognitions. C'est à dire à travers les sentiments et les

sensations ; l'intellectualisation et la construction des savoirs, de la connaissance ; la cosmogonie et l'être au monde ; l'ordre, les classifications, les taxinomies et les catégorisations indigènes ; les savoir-faire et les usages ; les rituels et le sens de l'ordre... Tout cela est largement imbriqué, lié les uns aux autres et les divisions cognitives doivent être celles de la pensée autochtone même. Pourtant, en anthropologie, des découpages ont été réalisés afin de faciliter et permettre les recherches et les présentations académiques.

Chaque société secrète et développe une relation avec le milieu naturel qu'elle pense et transforme, classe et dont elle élabore des savoirs. Les représentations, l'idéal sont liés aux savoirs et aux pratiques. La façon singulière à chaque culture de penser la nature génère une façon toute aussi singulière d'être au monde et d'agir sur lui.

Ainsi, les sociétés mettent en place une construction symbolique de la nature, de son existence, de son sens et de l'existence humaine en son sein.

La nature existe en dehors du regard de l'homme comme une entité physique et réelle. L'anthropologie s'intéresse spécifiquement au regard de l'homme sur la nature. Quand il pose son regard sur elle, il opère à une socialisation de la nature, c'est à dire que celle-ci entre dans la sphère sociale de l'homme à partir du moment où l'homme entre en contact avec elle. En même temps que l'homme pose son regard sur la nature, il la pense et la transforme de même que celle-ci va générer des contraintes, des pensées liées à ce qu'elle est, mais qui seront toujours singulières d'une société à l'autre, même pour celles vivant dans le même milieu. La nature et la société sont largement imbriquées, liées dans toutes les sociétés. C'est cette part idéelle et créatrice de l'homme par rapport à la nature qui construit toute une dynamique sociale complexe, particulière. De là, la société élabore une rationalité singulière (qui peut paraître irrationnelle au regard extérieur). La pensée façonne ainsi le monde, ses limites, et les réalités sociales. A partir de là, certains anthropologues, selon leur choix, vont privilégier ou mettre l'accent, dans leur exposé et leur analyse, sur la part symbolique ou sur la part matérielle du rapport à la nature, ou sur les deux étroitement liées. De plus, de nombreux auteurs s'accordent à dire que la conception de la nature révèle la conception des rapports sociaux. LEVI-STRAUSS soulignait en 1962 :

*"... il a fallu, n'en doutons pas, une attitude d'esprit véritablement scientifique, une curiosité assidue et toujours en éveil, un appétit de connaître pour le plaisir de connaître, car une petite fraction seulement des observations et des expériences (dont il faut bien supposer qu'elles étaient inspirées, d'abord et surtout, par le goût du savoir) pouvaient donner des résultats pratiques, et immédiatement utilisables." (Ibid : 28)*

Des siècles d'observations et d'expérimentations ont permis aux diverses sociétés de fonder une conception particulière de la nature, de la société ainsi que des multitudes de savoirs empiriques singuliers. Toutes les sociétés élaborent une large épistémè, c'est à dire un ensemble de connaissances (conception du monde, sciences, philosophie...), sur la nature et leurs relations avec elle, qui changent au rythme des modifications sociales et culturelles. De même, elles emploient, utilisent la nature à des niveaux divers de la société, à des fins et selon des modifications variées. Tous ces savoirs, savoir-faire et usages sont le résultat de longues observations et connaissances empiriques. L'homme fabrique à partir de la nature les moyens d'assurer sa subsistance et sa cohésion sociale.

J'ai, pour la présentation, et comme il est là encore communément admis en anthropologie, procédé à une division des utilisations et des techniques liées à la nature. Gardons à l'esprit que cela permet une compréhension globale et que dans les faits tout n'est pas si parcellé, fragmenté comme l'exposé semble le prétendre. On distingue donc :

- Les savoirs, les utilisations et techniques liés à la nature que nous appelons domestiques : alimentation, habitation, vêtements, outils domestiques ;
- Les savoirs, les techniques et utilisations d'acquisition ou d'appropriation directe de la nature : chasse, pêche, cueillettes et outils fabriqués et utilisés ;
- Les savoirs, connaissances, savoir-faire et techniques de production : agricultures, élevages et les outils utilisés ;
- Les savoirs, connaissances, techniques, savoir-faire et utilisations de la nature au niveau des médecines indigènes (ou ethnomédecine, ethnopharmacologie); et les autres ethnosciences c'est à dire l'ethnobotanique (ou les savoirs populaires, folkscience, sur la flore, les plantes, le végétal), l'ethnozoologie (ou les savoirs populaires, folkscience, sur les animaux) ...;
- Les rites et la totalité des techniques utilisées précédemment cités.

On constate une diversité de connections, de corrélations, de liens entre les paroles, les discours, les outils, les gestes, les savoirs et l'ensemble des rapports sociaux au sujet du rapport de l'homme à la nature dans différentes sociétés. Et, cette diversité révèle une certaine universalité à savoir que chacune et toutes les sociétés ont développé, créé des savoirs, des pensées, des pratiques et des techniques en lien direct avec la nature environnante. Cette diversité, variabilité des rapports des cultures avec leur environnement, résulte du fait que chaque culture définit, construit son propre rapport à la nature. De plus, dans chacun des

domaines que ce soit penser, nommer, classer et utiliser la nature, il ne faut pas oublier le rôle important de la transmission : transmission des savoirs et des techniques de même que de l'être au monde, du sens et de l'ordre donné à l'existence humaine, à la nature environnante. Les générations se succèdent, les savoirs et les pratiques se transmettent et se transforment, ainsi que l'ordre et le sens, l'idéal et le matériel.

Au delà des études anthropologiques précédemment abordées, les sociétés ont été confrontées à des changements structurels. A présent, au regard des changements opérés depuis quelques décennies, les données et les enjeux ont modifié en quelque sorte tant les rapports de ces sociétés à leur milieu que l'intérêt et les nouvelles approches anthropologiques. On ne peut plus étudier les sociétés comme des totalités autonomes, à la façon de la monographie, de même qu'avec les divisions réalisées pendant longtemps en anthropologie, qui nous avons vu, sont tombées en désuétude. En effet, les sociétés ne sont pas figées, elles changent, se transforment et ces mouvances contribuent à des ré-interprétations, des ré-appropriations de la part des populations et des sociétés, de leurs représentations et de leurs pratiques en ce qui concerne leur environnement naturel.

Les sociétés ne sont pas non plus fermées sur elles-mêmes, vivant en totale autarcie, et il y a des interrelations entre elles et l'extérieur c'est à dire les autres sociétés, la société globale, une région, un état, etc. De plus, la quasi-totalité des sociétés est aujourd'hui en lien avec l'économie de marché, de près ou de loin ; les sociétés aussi petites et aussi reculées soient-elles rentrent dans cette dynamique générale et généralisée. Par ailleurs, actuellement des bilans se font dans le milieu scientifique sur les décennies de projets d'aide au développement et sur le développement durable. Ceux-ci ont largement été axés sur un développement économique des sociétés des pays en voie de développement et des pays du tiers-monde. Le souci était le rendement, la production au niveau des nouvelles réponses agraires apportées par des occidentaux. On a voulu intégrer ces sociétés au mouvement global, mondial, occidental, dans la perspective du train occidental déjà lancé sur les rails du néolibéralisme, de l'industrialisation et de la productivité comme étant la norme et l'évolution positive. Les réponses au développement s'occupaient de différents aspects comme l'agronomie, le biologique, etc. Les bilans font état de nombreux échecs et de réussites, et tendent à montrer que la logique occidentale, simplement déplacée dans une logique différente est irrémédiablement vouée à l'échec. Les conceptions, les représentations éloignées ne s'accordent que dans un long dialogue et une écoute mutuelle qui font souvent défaut, le positivisme l'emportant dans un monologue d'action d'aide sans s'occuper des

structures sociales et des logiques locales symboliques et matérielles. Les sociétés sont effectivement lancées aussi sur les rails et sont liées au mouvement global. Les nouvelles approches de développement durable et de recherche sur le développement se multiplient en tentant non seulement d'apporter des réponses et des solutions pratiques toutes prêtes aux populations mais également en tenant compte des représentations, des savoirs et des usages locaux. Ces représentations, savoirs et savoir-faire ont été dans les premiers programmes de développement trop souvent occultés. Selon Marc AUGÉ, l'anthropologie est nécessaire :

*"Parce que la question du sens social est partout explicitement posée ou implicitement présente. Elle est possible pour autant que sa tradition de réflexion autocritique lui permet de s'adapter aux changements de l'histoire et aux changements d'échelle qui lui correspondent." (AUGÉ, 1997 : 177)*

Il nous invite à : *"prendre en considération les modalités nouvelles de symbolisation à l'œuvre dans l'ensemble planétaire." (Ibid : 177)*. Enfin, il souligne que : *"s'adapter au changement d'échelle, ce n'est pas cesser de privilégier l'observation de petites unités mais prendre en considération les mondes qui les traversent, les débordent et, ce faisant, ne cessent de les constituer et de les reconstituer." (Ibid : 178)*

Les sociétés qui nous intéressent particulièrement sont celles qui ont un rapport étroit à leur milieu naturel environnant. On peut nommer ces sociétés, ces populations comme étant «paysannes». Comme le relève J.P. Olivier de SARDAN :

*"Peu d'anthropologues appellent «paysannes» les populations qu'ils étudient. Pourtant, on peut considérer que la majorité de celles-ci relève de la paysannerie et non des «sociétés primitives». On admet généralement que le «monde paysan» se caractérise par une autonomie relative face à des formes d'organisations socio-économiques dominantes qui lui sont extérieures (sociétés féodales, tributaires, étatiques, coloniales, capitalistes, socialistes, etc.)" (SARDAN, 1991 : 565)*

La paysannerie est une société localement située qui est intégrée à un système plus large, le plus souvent une région, un état. Nous dirons brièvement qu'elle se caractérise par un groupe domestique au centre du fonctionnement, des relations d'interconnaissances et d'entraide, etc. Pour le moment, c'est le rapport que la paysannerie entretient généralement avec l'extérieur qui nous importe et les représentations par rapport à l'environnement qui se superposent pour créer des rapports singuliers de pouvoir, d'enjeux par rapport au territoire, au sol, aux ressources naturelles. Les sociétés rurales au Nord comme au Sud disposent de ces mêmes caractéristiques, spécificités et entretiennent des échanges avec l'extérieur, les sociétés extérieures, les voisins, et les états dominants.

Dans ce contexte, il est commun en sciences humaines de parler des relations entre la sphère locale et la sphère globale. Nous pouvons dire que ce principe dual local/global est effectivement une catégorie analytique qui est efficace lorsqu'on évoque les relations d'une



population locale avec la société plus large, globale qu'est la nation par exemple, et donc qu'elle est utilisable dans notre exposé. Ensuite, l'utilisation de cette dualité est dans chaque cas singulière. Loin de s'opposer forcément, ces deux sphères coexistent, établissent des rapports, sont en relation, interagissent, et au niveau du rapport à la nature les exemples d'interactions sont nombreux. Faute de mieux cette dualité est utilisée afin d'illustrer notre propos. Les sociétés paysannes sont en lien, en rapport avec les sociétés englobantes, les états, les nations ; et ces rapports se modifient, changent au cours de leur histoire.

*"La connexion avec «l'économie-monde» (F. Braudel) implique que le prélèvement passe désormais par des mécanismes économiques (problème de l'échange inégal). Le «mystère» du fonctionnement d'une économie paysanne dans le contexte du capitalisme [...] réside dans le fait suivant : l'irruption de l'économie monétaire, l'articulation avec le marché mondial, la domination d'appareils étatiques bureaucratiques sont autant d'éléments auxquels aucune société agraire n'échappe dans le monde, or le fonctionnement interne des économies paysannes continue manifestement de n'être pas commandé par la seule recherche du profit et ne peut être véritablement maîtrisé par les institutions politico-économiques nationales." (Ibid : 566)*

Concrètement, les populations paysannes contemporaines le plus souvent associent à la fois une production d'autosubsistance et une production pour la vente sur le marché, de même que parfois des activités salariées. Dans la réalité des faits, il y a une diversité de contextes de paysannerie qui entretiennent des rapports complexes avec la société globale, l'économie de marché et le système capitaliste. Mais surtout, et c'est ce qui intéresse l'anthropologue, les relations ne sont pas tant de l'ordre du niveau local au niveau global, mais elles se situent plutôt dans un rapport local/local. Tout d'abord, car c'est là que se jouent les relations et les enjeux concrètement, soit par les relations de deux sociétés au sein d'une même région, soit lorsque le pouvoir vient au contact de la population locale, négocie, impose, dirige... Et ici, la nature fait l'objet de représentations diverses et différentes, de reconnaissance d'identité au niveau de la population locale de même qu'au niveau des autres échelles régionales, nationales... De même, la nature est au centre d'enjeux, de représentations qui se confrontent, de stratégies et d'intérêts multiples et opposés.

Pierre GRENAND s'est intéressé aux rapports qui existent entre les États-Nations et les populations forestières qui vivent, habitent sur leur territoire. Il constate que les situations sont différenciées sur les trois continents concernés par les forêts denses humides : Afrique forestière, Asie forestière et Amérique du Sud forestière. Il note des différences entre des peuples politiquement dominants et d'autres politiquement dominés, des enjeux macro-économiques dans des situations néo-coloniales et des affrontements moins importants à certains endroits. Enfin, il accentue son propos sur le fait que l'attitude générale des États-

nations par rapport aux populations indigènes forestières occupant leur territoire est similaire presque partout à savoir :

*"Alors que la recherche scientifique est aujourd'hui quasi unanime à parler de leur excellente adaptation au milieu naturel et de la viabilité de leur agriculture, l'essartage est partout violemment combattu. Accusé d'être non productif, mangeur de terre et destructeur de forêt, on lui oppose une agriculture permanente sensée devenir la panacée au nom d'une inéluctabilité du progrès tout à fait fantasmagique. Cette agriculture qu'on leur demande d'adopter n'est pas seulement faite de plantes de subsistance, mais encore de cultures de rente destinées à l'exportation, telles le café, le cacao, le coton... Comprendons bien que l'adoption exclusive de ce type d'agriculture n'a jamais signifié autre chose que la paupérisation de ceux qui la pratiquent, devenus incapables de se nourrir et dépendants des cours d'un marché mondial dont ils ignorent les mécanismes." (GRENAND, 1997 : 34)*

Tout cela reflète et illustre l'hégémonie croissante d'un modèle unique, d'une logique unique de pensée, et d'action en direction du développement économique. Cette vision positiviste et évolutionniste est encore et plus que jamais caractéristique du monde industrialisé, occidental en prise dans des échanges mondiaux de flux financiers. Mais ne dressons pas un tableau si sombre de la situation : il y a aussi partout dans le monde des groupes qui s'organisent et des pensées alternatives, nouvelles ou non, qui vont dans le sens des intérêts des populations civiles, des populations autochtones vivant dans des milieux naturels soumis à des enjeux au niveau local et global.

La patrimonialisation des espaces naturels et le débat sur la biodiversité ont pris une ampleur à l'échelle mondiale depuis les années soixante dix. Le processus s'accélère en même temps que se sont accentués les problèmes de déforestation, de déboisement massif ainsi que les pressions démographiques croissantes, qui en seraient les explications centrales. En effet, les productions agro-forestières et agro-industrielles en se développant ont contribué à cette accélération du processus de désertification des milieux naturels, et la réponse politique à ce phénomène a été la mise en place de politiques de conservation de la nature. Dans ce contexte, les politiques se trouvent face à des stratégies locales souvent opposées aux logiques conservationnistes.

L'inscription d'un territoire comme faisant parti du patrimoine d'une nation, ou de l'humanité c'est garantir sa conservation. Les exemples s'étendent depuis les parcs nationaux jusqu'aux réserves naturelles. Les législations s'y rapportant se multiplient et diffèrent selon les cas : elles peuvent considérer l'homme soit en tant que touriste, soit en tant que perturbateur de l'équilibre biologique, soit comme faisant parti du milieu. En somme la

population est perçue comme soit garantissant la diversité biologique soit la détruisant. Deux logiques de protection en découlent (CORMIER-SALEM, ROUSSEL, 2000 : 106-107) :

- L'une "*préservationniste-sanctuariste*" qui voit la protection de l'environnement comme une fin en soi, et qui souvent légitime l'exclusion de l'homme et l'interdiction de n'importe quel usage.
- L'autre, "*conservationniste*" privilégie le maintien des activités humaines et renforce l'existence et la pertinence de certaines pratiques sociales locales, autochtones dans la gestion de la diversité et de la protection.

Le programme sur l'homme et la biosphère de l'UNESCO (MAB : Man and Biosphere) débuté en 1972, révèle ce souci et cet intérêt grandissant pour la conservation des ressources naturelles de la biosphère et pour une utilisation rationnelle, réfléchie, "écologiquement responsable" de la nature. Les enjeux de la biodiversité se font jour tant au niveau politique que scientifique. De ce programme émerge, par la suite, la notion du développement durable. Dans la lignée de ce programme, les "réserves de biosphère" vont être créées, dont le but est de concilier protection et développement.

Au début, et selon les cas, la présence de l'homme est acceptée sur la réserve ou en périphérie, avec des conditions d'accès aux ressources strictes. Ce programme MAB est un programme de recherches et d'actions interdisciplinaires sur l'environnement. Il vise à une utilisation rationnelle et à la conservation des ressources de la biosphère, ainsi qu'à l'amélioration des relations entre l'homme et son environnement.

*"La caractéristique de ce programme est son aspect holistique et interdisciplinaire. Tant les sciences naturelles (climatologie, biologie, pédologie ou foresterie, par exemple) que les sciences sociales (économie, géographie humaine ou sociologie, par exemple) sont nécessaires à l'étude des effets des activités humaines sur un écosystème donné, c'est à dire des rapports mutuels entre l'homme et la nature."* (SCHAAF, 1999 :31)

Le concept "réserve de biosphère" implique à la fois la conservation de l'environnement, la recherche scientifique et le développement durable. Les réserves de biosphère, au nombre de 352 dans 87 pays, consistent en des zones d'écosystèmes plus ou moins protégées. On peut schématiser le principe par des cercles concentriques : le cercle central, le plus petit, constitue la zone de protection et de conservation stricte, totale ; le deuxième cercle serait la zone tampon où les activités définies préalablement seraient compatibles avec la conservation ; le troisième cercle, plus large à l'extrémité, serait la zone de transition destinée aux pratiques de gestion durable des ressources au profit des

communautés locales. En fait, la réserve se divise en zones, où l'une exclue la population et dans les deux autres, on la considère mais dans une certaine mesure. La liberté et la place donnée à la population se définissent par le "cercle périphérique", d'un principe schématique identique et généralisé à toutes les réserves de biosphère, établi par les penseurs et scientifiques du MAB, avec très peu de considération et de collaboration effective des communautés indigènes.

Ce programme a récemment essayé de prendre en compte davantage les aspects culturels et sociaux des populations locales par la mise en place d'une recherche qui vise à considérer les sites naturels sacrés dans certaines cultures, dont l'accès est soumis à des conditions culturelles, comme ceux réservés aux initiés et interdits d'accès à une large majorité de la population. Ainsi, ces sites détiendraient une diversité naturelle exceptionnelle. C'est précisément par rapport à ces sites déjà fortement protégés pour des raisons culturelles et symboliques, comme des montagnes sacrées, que le programme impulse des recherches. Cependant, ce programme, en s'intéressant aux sanctuaires entourés de toute une symbolique, ne concerne pas les autres rapports des sociétés autochtones avec leurs milieux naturels, en particulier ceux qui ont trait aux savoirs et aux usages domestiques, de subsistance quotidienne.

Mais, ne nous y trompons pas, la protection de l'environnement naturel, de la biodiversité est un enjeu primordial pour l'humanité aujourd'hui, en prévision des générations futures. Les dégradations et les disparitions d'écosystèmes à grande échelle par une déforestation considérable, l'agrandissement des surfaces exploitées par l'homme, de même que la spécialisation d'un nombre restreint d'espèces domestiques et cultivées qui perturbent la diversité, ont conduit un grand nombre de scientifiques et de politiques à s'interroger dans un souci pour les générations futures, sur la pérennité des écosystèmes en même temps que sur celle de l'humanité. C'est aussi dans cette vision que le concept de développement durable prend tout son sens, et non plus seulement dans une idée de développement économique et de protectionnisme effréné.

Cet engouement patrimonial qui se concrétise par des créations de sites protégés, réserves, parcs nationaux, conservatoires, etc., modifie ses objectifs au cours du temps. Comme nous l'avons vu, nous passons le plus souvent d'une première idée préservationniste rigide à un conservationnisme intégrant les populations locales et même les considérant comme les acteurs à part entière de la conservation par leurs activités et leurs savoirs sur le milieu naturel. A ce sujet, Serge BAHUCHET nous apporte des remarques importantes quant

à la conservation de la forêt équatoriale que l'on peut appliquer à tous les écosystèmes sur lesquels des populations locales vivent de ses ressources :

*"Dans le cadre de la définition d'une stratégie globale de conservation de la forêt équatoriale, une prise en compte de l'importance que revêt la forêt pour les populations qui y vivent, et surtout de la représentation qu'elles s'en font, paraît primordiale, afin de proposer des mesures susceptibles de recueillir leur soutien et leur participation. Au delà de la valeur utilitaire, on doit donc s'interroger sur les fonctions symboliques et religieuses attribuées aux arbres, sur les valeurs symboliques positives et négatives accordées à la forêt elle-même par ses habitants, afin de déterminer les éventuels points d'appui de programmes et d'actions de protection et de gestion durable." (BAHUCHET, 1997 : 21)*

On voit ici les liens proches entre conservation, gestion durable et représentations des milieux naturels de la part des populations indigènes. Pourtant, le plus souvent dans la mise en place de la patrimonialisation d'un écosystème pourvu d'une population locale indigène, les représentations sont souvent bien éloignées entre les décideurs et les populations locales. Cela crée généralement des incompréhensions, des différenciations de points de vue et de perceptions de la conservation. Daou V. JOIRIS aborde les aires protégées d'Afrique Centrale dans un article où il fait état de «la nature des uns et la nature des autres» :

*"Les nombreux témoignages relatifs aux relations tendues et parfois conflictuelles entre paysans et gestionnaires d'aires protégées ne peuvent laisser indifférents à une époque où la conservation manifeste une volonté croissante d'associer les populations locales à la gestion des zones préservées. En effet, à la suite de la mise sur pied de divers programmes de gestion «participative» tournant résolument le dos à une tradition écologiste d'expulsion des villages [...], on aurait pu s'attendre à des résultats encourageants. Or, c'est souvent avec un certain malaise que ces projets se résignent au constat d'un échec, tout au moins d'une lourdeur dans les relations avec les riverains. Par ailleurs, force est de constater que même les programmes qui font état de certaines réussites ne résistent pas à une confrontation à la réalité, leurs expériences reposant malheureusement encore trop souvent sur un partenariat embryonnaire et fragile. Cet embarras résulte à notre sens d'une irréductible divergence d'intérêts entre gestionnaires et habitants des aires protégées, les objectifs des premiers étant en quelque sorte inconciliables avec les réalités et les aspirations des secondes." (JOIRIS, 1997 : 95)*

En effet, des difficultés sont rencontrées par les décideurs qui tentent d'associer les populations locales dans la gestion participative de la conservation de l'écosystème. Elles résultent des représentations divergentes. Ainsi, l'auteur explicite :

*"Il apparaît ainsi qu'en tant que champ d'application des législations occidentales, ces zones préservées sont souvent le théâtre de l'incompréhension entre les tenants de deux registres de représentations et d'utilisation du milieu forestier, les décideurs ayant assigné une vocation touristique et scientifique à des terres qui jusque-là constituaient, et constituent encore, une source de vie pour ses habitants." (Ibid : 96)*

Une compréhension globale des représentations et des pratiques indigènes permettrait sûrement d'éviter ce genre de malentendu qui révèle la méconnaissance des cultures autochtones. Ainsi, la dynamique local/global se resserre sur les dynamiques et les stratégies

local/local, avec l'idée que les populations concernées par leurs savoirs et leurs pratiques peuvent contribuer à la conservation de leur environnement naturel et dans la perspective des générations futures, même si des compromis doivent être effectués sur certaines espèces naturelles protégées.

L'Association APFT (Avenir des Peuples des Forêts Tropicales), dans son rapport sur "Les Peuples des Forêts Tropicales Aujourd'hui" se positionne quant à la dénomination de la patrimonialisation :

*"Tout d'abord, face à la notion de "protection de l'environnement", nous privilégions celle de "gestion de l'environnement". La protection implique des interdictions à l'encontre des êtres humains, visant à pérenniser avant tout l'existence d'espèces animales ou végétales. La gestion de l'environnement, quant à elle, consiste à penser que l'homme est un élément dominant du milieu naturel et que les actions sur ce dernier peuvent, et doivent, être bénéfiques pour l'ensemble. Une telle affirmation n'exclut cependant pas l'utilisation de méthodes répressives en cas de dérives graves, dont les exemples sont bien documentés ; celles-ci doivent toujours être envisagées comme des mesures d'urgences, l'objectif final étant de permettre aux êtres humains de jouir pleinement de leur environnement." (APFT, 2001 : 9)*

Comme le soulignait Jacques BARRAU :

*"Bien que l'idéal puisse tenir bonne place dans ces savoirs locaux, traditionnels, leur caractère pragmatique leur confère le grand intérêt de pouvoir appréhender, grâce à eux, les fruits de longues expériences d'un commerce avec le monde des plantes. Ces savoirs et savoir-faire sont de ce fait une source d'informations technologiques et écologiques dont il importerait de mieux tenir compte dans les politiques de gestion des ressources naturelles." (BARRAU, 1992 : 1292)*

Par rapport à la question de la durabilité, les sociétés elles-mêmes ont eu ce souci depuis bien longtemps. Par exemple, on a coutume de voir dans la technique de l'agriculture sur brûlis un procédé destructeur pour l'environnement, la flore et la faune. Pourtant, lorsqu'elle est réalisée selon certaines conditions, la diversité et la préservation de la flore sont garanties. L'agriculture pratiquée dans les forêts denses humides qui est essentiellement une agriculture itinérante sur brûlis est exemplaire. Le principe est que chaque année un groupe, souvent le groupe domestique, abat des arbres, les fait sécher puis les brûle pour ensuite planter dans les cendres qui agissent comme engrais, et :

*"L'un des facteurs les plus importants est que ces arbres ne sont que coupés, ils ne sont jamais dessouchés. Cela veut dire qu'une fois la récolte effectuée, pendant un an ou deux ans successifs, la parcelle est abandonnée et la forêt y repousse.*

*L'abattis sans dessouchage permet aux arbres de recroître sans hiatus important. Après une période d'abandon de nombreuses années, la parcelle sera de nouveau abattue et remise en culture. 15 à 17 ans semblent constituer une durée moyenne pour la jachère, mais des périodes plus longues (plus de 20 ans) sont fréquentes; il n'est pas rare non plus que les agriculteurs abandonnent définitivement cette parcelle (on parlera alors d'une friche)." (BAHUCHET, 1997 : 18-19)*

Ce système d'agriculture forestière fonctionne seulement grâce au fait d'une longue jachère, c'est à dire une longue période de repos, de recrû du sol et de la flore. La jachère permet ainsi la régénération de la fertilité du sol. C'est ce qui conduit BAHUCHET à déplorer la médiatisation faite sur le rôle destructeur des paysans à l'égard de la forêt équatoriale, sur la base d'une comptabilité des hectares qui brûlent chaque jour mais, omettant que ce système garantit aussi la repousse de l'autre côté lorsque cette agriculture est gérée sans contraintes extérieures au système. Cela équivaut au contraire selon cet auteur à une gestion durable de la diversité, de la fertilité et des conditions d'existence et de subsistance de la population. Ainsi, selon lui :

*"Toutes les études botaniques et écologiques développées depuis une quinzaine d'années montrent que l'homme a transformé la forêt en la cultivant depuis plusieurs milliers d'années, sur tous les continents. L'agriculture itinérante sur brûlis fait partie de la dynamique de la forêt et son cycle fait partie de l'histoire des forêts."* (Ibid : 19)

En revanche, le bât blesse lorsque les périodes de jachère, de recrû des sols sont diminuées. De même, on considère que ce système d'agriculture est valable à petite échelle, et selon une démographie moindre et qui ne doit pas trop fluctuer et s'accroître.

Le développement durable doit ainsi prendre en compte et reconnaître les pratiques et les savoirs autochtones et non pas imposer de fait une logique extérieure, souvent inadaptée.

*"Le développement durable introduit la notion de durée et de reproductibilité à long terme, admettant implicitement des rythmes économiques variés. Il implique la notion plus culturelle de qualité de vie. Il indique surtout que la marche du monde ne peut être unilinéaire et que les systèmes économiques doivent être diversifiés, sans toutefois être coupés les uns des autres."* (APFT, 2001 : 10)

Je conclurai sur cet aspect avec une citation de J. BARRAU qui met en exergue le caractère essentiel de ces savoirs :

*"Il y a deux raisons pour lesquelles ce recueil de savoirs et savoir faire apparaît d'une si grande importance aujourd'hui : de même que les exactions des sociétés humaines ont conduit à une érosion des ressources végétales et animales dans le monde, de même disparaissent rapidement des savoirs et savoir-faire humains transmis par la mémoire collective dans bien des sociétés. Combien d'erreurs auraient pu être évitées en pays tropicaux dans le domaine de la gestion et du maintien des ressources naturelles si l'on avait porté une attention plus soutenue à ces savoirs et savoir-faire locaux, fondés sur une très longue expérience et tenant compte de la nature réelle de l'environnement et de ses ressources ainsi que de leur vulnérabilité."* (BARRAU, 1993 : 25)

## ***Les perspectives actuelles des recherches anthropologiques sur le thème société-nature autour du développement durable et de la protection de l'environnement***

Aujourd'hui, apparaît le besoin d'appréhender le développement rural durable dans une approche dynamique tenant compte des mouvements de transformation des sociétés rurales et de leurs relations avec le milieu, de même de l'exigence d'équité sociale et des différentes formes de solidarité entre générations, entre le politique et la population (RAYNAUT et Al., 2000). Cette approche du développement doit partir de la prise en compte des multiples dynamiques et tensions qui sont à l'œuvre entre les différentes sphères de reproduction qui permettent à un système social de se perpétuer dans le temps tout en se transformant : reproduction sociale, reproduction bio-démographique, reproduction naturelle (RAYNAUT, 1994). Elle doit s'appuyer sur les propres stratégies des populations. Dans cette perspective, la durabilité devient inséparable du changement et prend, de ce fait, une dimension historique. Ainsi, j'étudierai dans cette recherche les savoirs et leur évolution historique. La société paysanne locale, comme toute autre société, se crée, se pense, se reproduit socialement à partir de ce qu'elle est, de son passé, des contacts et des relations qu'elle entretient avec l'extérieur (voisins, État, gouvernement,...). Il m'apparaît important de resituer la dimension historique et dynamique de la société et des constructions sociales. Il convient ainsi d'étudier l'articulation entre ce qui est de l'ordre de la tradition et du changement, des transformations. C'est dans cette perspective de l'étude auprès de la société locale des transformations de ses représentations, ses savoirs et ses usages de l'environnement que se dirige cette recherche. Selon RAYNAUT :

*"L'étude du changement, dans la mesure où elle s'attache à rendre compte, dans sa complexité, de la dynamique interne d'un système social et de ses assises matérielles, est nécessairement confrontée au concept de reproduction."* (RAYNAUT, 1994 : 108).

Et afin que ce concept soit l'élément central d'un *modèle d'analyse dynamique*, il ne doit pas être entendu dans le sens de la répétition invariante mais comme un *"processus dynamique de perpétuation d'une entité collective"*, au travers de transformations et d'adaptations (Ibid). Il doit par ailleurs être abordé dans sa diversité et sa complexité.

Il convient dans un premier temps de définir ces notions essentielles à la compréhension du phénomène que sont la reproduction sociale, la reproduction matérielle et la reproduction démographique. Je reprends ici celles issues de travaux de C. RAYNAUT.

La reproduction sociale est *"le champ où s'ordonnent les rapports sociaux, s'organisent les institutions, s'affrontent les stratégies particulières. (...) Il n'est pas possible d'analyser le changement sans prendre en compte ces logiques sociales, sans identifier les acteurs qui les accomplissent, sans analyser les stratégies à travers lesquelles ceux-ci interviennent dans le système social."* (Ibid).



La reproduction matérielle est le "*champ où se combinent les phénomènes concourant à produire les bases matérielles du système social. Ici, l'articulation entre les conditions de milieu, les procédures techniques appliquées pour les exploiter, les représentations sociales qui sous-tendent ces techniques et les formes d'organisation qui permettent leur application constituent un tout cohérent – une logique d'ensemble – qui réclame d'être analysé en tant que tel.*" (Ibid).

La reproduction démographique "*correspond au domaine où s'articulent les phénomènes à travers lesquels une population se perpétue comme entité démographique (...)*" (Ibid).

L'étude de ces différentes logiques obéit à une dynamique particulière qui renvoie au fonctionnement de chacune d'entre elles. En effet si chacune de ces logiques doit être étudiée "*pour elle-même, dans sa cohérence interne*" elle ne "*peut être considérée de façon isolée car elles sont inséparables les unes des autres et toutes contribuent à la reproduction globale de la société.*" (Ibid).

Une autre notion, essentielle dans mon travail de recherche, est celle de stratégie. Elle désigne les moyens que les individus peuvent se donner afin de résoudre les problèmes quotidiens, et plus largement afin de se reproduire socialement et matériellement en fonction des conditions socio-historiques individuelles et générales, extérieures à l'individu, etc. Il faut voir dans cette notion la mise en place de conduites plus ou moins conscientes et rationnelles pour perdurer, se reproduire, assurer sa permanence et son développement, les pratiques de reproduction matérielles et sociales. Autrement dit la stratégie renvoie au choix inter-personnel :

*"fruit d'une synthèse entre des forces diverses, synthèse effectuée par un individu plongé dans une situation globale et engagé dans une action déterminée"* (RAYNAUT, 1972 : 283).

Selon C. RAYNAUT, l'utilisation de cette notion cherche à : "*marquer la nécessité d'une vision dynamique du comportement social et affirmer que celui-ci n'est ni une obéissance à des normes contraignantes ni libre expression d'une personne dans sa singularité, mais résultante du jeu qui réunit en un même mouvement ces deux tendances. Cette confrontation ne s'établissant pas dans l'abstrait mais dans la perspective d'une réalisation spécifique (...)* c'est la nécessité d'une conciliation d'impératifs distincts, parfois opposés, en fonction des exigences d'une action, qui conduit à employer, par analogie, l'image de stratégie." (Ibid : 283-284)

Un premier point sur la dénomination adéquate à utiliser lorsqu'on aborde les populations rurales doit être ici amorcé. On a vu que les anthropologues parlent rarement des populations qu'ils étudient en terme de paysannerie, encore moins en terme d'agriculteurs familiaux dont la catégorie est plus significative en sociologie rurale. Par contre, on observe tout un champ d'études sur les populations traditionnelles en anthropologie et ce champ est particulièrement présent et développé au Brésil, aux côtés de l'anthropologie indigène (qui étudie spécifiquement les indiens au Brésil).

Le travail mené sur le littoral sud de São Paulo autour de l'anthropologue, Antônio Carlos DIEGUES (Ibid, 1998 ; Ibid, 1999 ; DIEGUES, 2004), privilégie les dénominations de population traditionnelle et de population *caiçara*. Les communautés qu'il étudie sont très proches de celles de Guaraqueçaba et de Batuva, et les études ont souvent tendance à englober le littoral nord du Paraná dans leurs descriptions et leurs analyses sur la population rurale. Il est important de souligner tout d'abord que les populations étudiées par DIEGUES sont des populations composées essentiellement de pêcheurs ce qui caractérise le profil des *caiçaras*, dont la population elle-même se proclame. Des populations au profil proche de celui du hameau de Batuva et de la vallée de la rivière Guaraqueçaba sont également présentes sur le littoral du Sud de l'État de São Paulo, cette fois moins liées à la mer, et avec un regard plus dirigé vers la montagne, la forêt *Mata Atlântica*, le milieu rural et le travail de la terre. C'est en particulier le cas des parties continentales du municípe de Cananéia dont les voisins de Batuva du hameau de Taquari sont le plus proche exemple. En aucun cas ces populations ne se désignent comme *caiçara* et ne se reconnaissent dans cette dénomination. Il est abusif de vouloir englober toute une population vivant près du littoral en ne focalisant l'analyse et la description que sur une de ces populations dont la caractéristique est la pêche et ne représente pas ainsi toute la population que l'on nomme comme étant du littoral. Il en est de même avec l'appellation de population traditionnelle qui ne sert qu'à mettre "sous cloche" un mode de vie, une population pour la figer, la rendre stable et stagnante, même si le discours sur le changement est aussi mis en avant. Cataloguer ces populations de traditionnelles obéit à une vision imaginaire et réductrice. Même si, comme le dit Antônio CANDIDO (1964), ces populations se caractérisent par un mode de vie rustique, avec des pratiques relevant de la tradition, elles doivent être envisagées, il faut le rappeler encore une fois, dans leur dynamique et de ce fait comme des sociétés rurales de petits agriculteurs, de paysans ou petits producteurs familiaux insérées dans le monde contemporain. Le terme de population traditionnelle sous-tend un mode de vie immuable, inchangé depuis des décennies ou des siècles. Que les populations vivant en bord de mer se définissent et s'identifient comme *caiçara* et que de nombreuses études sur le littoral de São Paulo et du Paraná systématisent ces populations en ces termes, ne doit pas nous contraindre à amplifier cette dénomination aux sociétés rurales du littoral éloignées un temps soit peu du bord de mer. C'est à partir de ces études sur les populations du littoral de São Paulo et du Paraná que la législation environnementale lors de la création de l'APA a considéré les populations locales comme traditionnelles et *caiçaras*. Eloignons ainsi de notre discours et de notre analyse ces deux catégories, malheureusement trop souvent réutilisées à tort pour identifier les populations

rurales du littoral. Comme nous allons le montrer, les communautés agricoles du littoral doivent être étudiées comme composées de petits producteurs, agriculteurs familiaux de la *Mata Atlântica* : "lavradores" comme ils s'autoproclament et que l'on peut traduire par paysans ou agriculteurs familiaux, ou mieux « laboureurs », dans l'acception que pouvait avoir anciennement ce terme en France.

La notion d'agriculture familiale est un terme générique qui englobe une diversité de réalités sociales comme le soulignent Hugues LAMARCHE et Maria De Nazareth B. WANDERLEY (LAMARCHE, 1992 : 14 ; WANDERLEY, 1996 : 2). Cependant certains invariants subsistent comme le fait que la famille soit propriétaire de ses moyens de production, et qu'elle assume le travail au sein de l'exploitation. Le caractère familial est important à souligner puisque l'association famille-production-travail entraîne des conséquences fondamentales dans la forme d'agir économiquement et socialement. L'agriculture familiale regroupe à la fois le paysan (*camponês*), l'entreprise familiale et l'entreprise plus capitaliste, avec différents degrés de modernisation, agriculture familiale semi-modernisée, modernisée. WANDERLEY resitue le questionnement sur la notion :

*"L'agriculture familiale n'est pas une catégorie sociale récente, ni ne correspond à une catégorie analytique nouvelle dans la Sociologie Rurale. Cependant, son utilisation, avec la signification et l'étendue qui lui ont été attribuées ces dernières années, au Brésil, assume des airs de nouveauté et de rénovation. On parle d'une ariculture familiale comme un nouveau personnage, différent du paysan traditionnel, qui aurait assumé sa condition de producteur moderne; des politiques sont proposées pour l'encourager, fondées sur des typologies qui se basent sur sa viabilité économique et sociale différenciée. Mais finalement, que devient l'agriculture familiale ? En quoi elle se différencie de la paysannerie, de l'agriculteur de subsistance, du petit producteur, des catégories qui, jusqu'à présent, circulaient plus fréquemment dans les études spécialisées ? Comment comprendre la paysannerie brésilienne à la lumière de la théorie classique ?"* (WANDERLEY, 1996 : 1)

Pour l'auteur, la paysannerie correspond à des formes particulières de l'agriculture familiale, avec un modèle spécifique de produire et de vivre en société. L'agriculture familiale insérée dans la société moderne doit s'adapter au contexte socioéconomique qui l'oblige à se modifier de façon importante dans ses modes de production et dans sa vie sociale. Ainsi, ces modifications de l'agriculteur familial moderne n'aboutissent cependant pas à :

*"une rupture totale et définitive avec les formes "antérieures", en gestation auparavant, un agriculteur porteur d'une tradition paysanne, qui lui permet, précisément, de s'adapter aux nouvelles exigences de la société." (Ibid : 1). Selon elle, "la paysannerie brésilienne possède des caractéristiques particulières, en lien au concept classique de paysan, qui sont le résultat de la confrontation de situations propres à l'Histoire sociale du pays et qui servent aujourd'hui de fondement à ce "patrimoine socioculturel", avec lequel doit s'adapter les exigences et les influences de la société brésilienne moderne." (Ibid : 1)*

Dans la recherche présentée ici, on rencontrera des paysans et des agriculteurs familiaux semi-modernisés à modernisés – du fait, notamment, du développement d'une

agriculture biologique. On utilisera communément les deux termes, paysans et agriculteurs familiaux, pour désigner les petits exploitants ruraux qui combinent une autoproduction alimentaire et une autonomie en fonction des logiques et des ressources familiales, du patrimoine socioéconomique et également d'une intégration sur le marché. On tentera toutefois de repérer et de mettre en évidence cette diversité.

Il nous faut à présent discuter du terme de communauté rurale. La notion de communauté est très utilisée au Brésil pour parler dans le milieu rural des entités géographiques, spatiales et sociales des hameaux qui composent des municipes (FERNANDES, 1972). Aujourd'hui cette notion désigne de manière générale un groupe humain dont les membres vivent à proximité et sont unis par un lien social, alors qu'initialement elle renvoyait à la religion catholique et aux communautés autarciques religieuses soumises à des règles communes. Elle est aussi largement utilisée dans la jurisprudence pour parler de l'indivision des biens entre des personnes (époux, familles). Dans la langue française, le terme de communauté est aujourd'hui peu utilisé pour parler des villages ou des hameaux, ce terme ayant gardé une connotation religieuse forte.

En terme objectif il s'agit de hameaux, de regroupements physiques, géographiques d'habitations, mais cela ne suffit pas à dire ce que cela représente, car il y a des liens sociaux en leurs seins. Comme l'explique A. CADORET :

*"Une société « construit » l'espace qu'elle occupe ; en fonction de déterminations allant de critères d'usage à son système de représentation du monde, elle l'exploite, le transforme, le modèle. Toute société imprime sa marque sur son espace, et, en retour, l'espace apparaît comme un mode de manifestation ou d'expression de la société (...) l'espace, l'étendue, le territoire relèvent d'une sémantique qui révèle le social et nous est révélée par lui." (CADORET, 1991 : 235)*

Les sciences sociales au Brésil ont abordé les populations rurales isolées en terme de communautés mais aussi en terme de quartiers ou hameaux ruraux (CANDIDO : 1964 ; QUEIROZ : 1973-1976 ; GUSMÃO : 1995). La notion-concept de quartier rural apparaît dans les vieux documents, comme le souligne Antônio CANDIDO pour désigner une division administrative d'une paroisse distinguant le bourg de la paroisse avec ses habitations regroupées et le quartier rural éloigné dont les habitants sont localisés de manière éparse. Historiquement, le concept de quartier ou hameau rural se définit comme :

*"(...) un groupe de voisinage d'habitat dispersé, mais aux contours suffisamment consistants pour donner aux habitants la notion de lui appartenir, les conduisant à le distinguer des autres quartiers de la zone. Le « sentiment de localité » constituait un élément basique pour délimiter la configuration d'un quartier, tant dans l'espace géographique que dans l'espace social (...) Chaque quartier se composait de familles conjugales autonomes, autarciques, cultivant indépendamment ses champs quand et comment elles le désiraient." (QUEIROZ, 1973 : 3-4)*

Des études sur les communautés ressortent des formes d'organisation sociale, d'appropriation de la terre, d'adaptation aux milieux naturels, de connaissances sur l'environnement (forêts, rivières...), de production, de commercialisation ainsi que des pratiques traditionnelles, de solidarité et de relations de pouvoir (CONCEICAO M.F.C., MANESHY M.C.A., 1999 : 1). Le terme de communauté reste à mon avis synonyme de hameau ou de quartier rural et je vais étudier plus longuement la complexité qui peut exister dans la dimension du social, des relations sociales et de leurs dynamiques.

Les localités formées en quartiers ou hameaux ruraux développent ainsi des réseaux étroits de relations entre ses membres composant un groupe plus ou moins uni par un même mode de vie, des pratiques agraires identiques, un savoir-faire commun. Ces hameaux ou quartiers ruraux forment ainsi des unités fonctionnelles autonomes et distinctes qui sont aussi largement en relation avec l'extérieur : des quartiers voisins, au bourg du municiple, à la région et même plus globalement la nation ou le pays. Loin de l'image des populations traditionnelles autarciques, fermées sur elles-mêmes et avec un fonctionnement intemporel, nous devons considérer ces hameaux ruraux dans leur dynamique diachronique de changement et d'ouverture vers l'extérieur.

La définition des critères d'identification et de délimitation des frontières du rural n'est pas universelle. En France les limites du rural sont établies en fonction de la taille démographique, fixée à 2.000 habitants. Au Brésil, les critères sont d'ordre administratif et moins d'ordre géographique ou économique. Ce qui prévaut est le fait d'être considérée administrativement comme urbain ou non par les pouvoirs publics. Pour l'IBGE (1997) :

*"dans la situation urbaine sont considérées les personnes et les domiciles recensés dans les zones urbanisées ou non, correspondant aux villes (bourgs municipaux), les hameaux ou lieux-dits (vilas) (centres de districts) ou les zones urbaines isolées. La situation rurale comprend la population et les domiciles recensés dans toute la zone en dehors des limites urbaines, y compris les agglomérats ruraux de l'extension urbaine, les peuplements (povoados) et les noyaux (nucleos)".*

Ce critère contribue selon CAMARANO et ABRAMOVAY à une certaine sous-estimation de la population rurale : les bourgs municipaux et même (distritais) les lieux-dits avec quelques petites centaines de résidences sont considérés comme urbains (CAMARANO, ABRAMOVAY, 1999 : 6).

## **METHODOLOGIE**

La méthodologie adoptée pour cette recherche s'inscrit dans un cadre spécifique dont les éléments qui la constituent l'ont, à des degrés et des niveaux différents, structurée. Je me suis tout d'abord familiarisée avec l'objet de recherche au cours du DEA qui a porté sur la préparation théorique et bibliographique du doctorat. Ce travail m'a également permis de définir une problématique générale de la thèse, et de me préparer à l'interdisciplinarité.

C'est avec des rudiments de portugais que je suis arrivée au Brésil en mars 2001. Mon premier travail a été de me familiariser avec la langue. Ma participation aux séminaires de recherche organisés dans le cadre du programme interdisciplinaire a largement contribué à entreprendre puis à parfaire cet apprentissage de la langue, en particulier dans le domaine scientifique. Il fallait à la fois m'approprier la langue mais plus particulièrement le jargon de certaines disciplines qui m'étaient totalement inconnues. Aussi ma participation active aux séminaires de recherche a été progressive, car si les premiers temps ont été plus à l'écoute et aux efforts de compréhension, ma contribution est devenue rapidement dynamique, en particulier au travers des échanges et de la présentation de mon approche de recherche. Par ailleurs, mes premières déambulations dans les villes puis dans les villages m'ont permis de connaître, d'observer et de découvrir des personnes, des lieux, des paysages, des activités appartenant à un pays que je ne connaissais qu'à travers mes lectures romanesques et anthropologiques, ou encore de musiques. C'était alors l'occasion pour moi de rencontrer des brésiliens, d'échanger avec eux, en en premier lieu avec mes interlocuteurs privilégiés à savoir les doctorants, étudiants et professeurs du programme de recherche. Mon apprentissage de la langue a beaucoup bénéficié de l'ensemble de ces échanges, scientifiques ou non. Ainsi, grâce à cet apprentissage, je n'est pas eu besoin de passer par l'aide d'un traducteur lorsque j'ai initié le travail de terrain à proprement dit.

La méthodologie de ma recherche a été construite en lien avec le programme interdisciplinaire du Doctorat Environnement et Développement (MADE-UFPR) dans laquelle elle s'inscrit. Mon intégration au sein de l'équipe de doctorants de la 4<sup>ème</sup> promotion, groupe travaillant sur le rural, et coordonné par les professeurs du Doctorat, m'a permis de participer activement aux séminaires de recherches. Théoriques dans un premier temps, ils ont par la suite porté sur la construction d'une problématique commune, d'une méthodologie de travail interdisciplinaire, ainsi que sur la production de textes collectifs sur l'histoire du terrain d'étude.

C'est à partir de ce cadre que ma méthodologie a pris forme. L'enquête de terrain s'est déroulée en plusieurs étapes :

J'ai débuté par une approche exploratoire dans l'objectif de connaître la diversité des situations rurales du municípe de Guaraqueçaba. Cette étape qui s'est déroulée durant 4 mois a été réalisée en collaboration avec une étudiante de géographie du programme interdisciplinaire (G. VIEIRA). Nous avons parcouru les hameaux ruraux de Guaraqueçaba afin de réaliser des vérifications de données géographiques (GPS de chaque maison de chaque hameau) afin de cartographier toutes les habitations des hameaux de Guaraqueçaba étudiés lors de l'enquête réalisée par le Doctorat MADE en 2000. En rencontrant la majeure partie de la population rurale du municípe et en dialoguant avec les habitants sur les problèmes locaux et les difficultés auxquelles elle était confrontée, j'ai pu percevoir des réalités différentes dans chacun des hameaux ruraux. Les données recueillies à partir de ce travail sur l'ensemble du municípe m'ont également permis d'effectuer le choix des hameaux au sein desquelles j'ai concentré mon étude.

Pour mon approche exploratoire, une deuxième étape a été menée dans le cadre de l'un des aspects du travail collectif de l'équipe du programme autour des résultats d'une enquête réalisée par le Doctorat MADE en 2000, sur la base d'un recensement de l'ensemble de la société rurale du municípe. J'ai participé plus particulièrement au projet d'exposition des résultats de cette enquête accompagnée d'une exposition photographique sur le milieu rural, destinée à la population des plus jeunes au moins jeunes. Cette exposition avait pour objectif de permettre à la population de s'appropriier ces informations et de susciter leurs réactions. Ces manifestations auprès de la population m'ont permis de recueillir des éléments de représentations des populations sur leurs conditions d'existence et sur les difficultés qu'ils rencontrent. Cela a été l'occasion d'instaurer des échanges avec les habitants et de leur donner à voir ce qui se fait dans les hameaux voisins ou éloignés dont souvent ils n'ont pas connaissance. En amont du projet d'exposition, des contacts ont été pris avec les autorités locales de Guaraqueçaba, et tout particulièrement avec le Secrétariat de l'Education afin de développer nos recherches collectives au sein des écoles du municípe. L'idée était d'accéder par le biais des écoles aux familles et aux divers hameaux, institutionnalisant ainsi des rapports d'échanges entre la recherche et la récolte de données. C'est ainsi qu'en octobre 2001, j'ai réalisé des interventions dans deux écoles primaires et secondaires du Municípe de Guaraqueçaba, dans le hameau de Serra Negra et dans le bourg de Guaraqueçaba, en collaboration avec João C. BRANCO, photographe et étudiant en anthropologie. Ce dernier avait réalisé un travail d'anthropologie visuelle lors de l'enquête du Doctorat en 2000.

L'objectif de nos interventions était de susciter l'expression des élèves afin de mettre à jour leurs représentations et leurs discours sur leur environnement, leur quotidien et la vie dans une Zone d'Environnement Protégé à partir des photographies de João (supports écrits, dessins, expression orale). A la suite de ces interventions, et grâce à d'autres travaux collectifs menés en parallèle, l'exposition des résultats de l'enquête sociologique et des photographies accompagnées de commentaires et de dessins des élèves, a été réalisée dans l'école du bourg de Guaraqueçaba, à laquelle toute la population était conviée ainsi que tous les professeurs des écoles du municípe. Cette exposition a été coordonnée et réalisée par Angela D.D. FERREIRA et Márcia KERSTEN et des étudiants de l'équipe interdisciplinaire (Eduardo B. SANTOS, Edna C. FRANCISCO, Cláudia P.S. SAMPAIO, Guadalupe D. VIEIRA, João C. BRANCO, et moi-même). Les expositions ont été également organisées dans deux écoles de hameaux excentrées : Potinga et Batuva.

Cet aspect de la recherche, articulé autour de l'organisation de ces expositions, a été particulièrement formateur dans un contexte de tensions où la population s'interroge sur son devenir, remet en question les principes de protection de l'environnement tels qu'ils sont appliqués au sein de l'APA. La place du chercheur sur quelque terrain que ce soit est toujours à négocier et l'occasion m'a été donnée de ne pas oublier ce principe. Dans le cas précis de la population étudiée, qui manifeste bien souvent une forte méfiance à l'égard des interventions de l'extérieur, j'ai été très souvent prise à partie, interrogée et contestée sur la finalité de mon travail. L'idée est très présente au sein de la population locale que c'est à partir de recherches que l'aire protégée a été mise en place et qu'en ont découlé les contraintes sévères auxquelles elle est soumise maintenant. Il était ainsi très fréquent que l'on me demande : "*mais ça sert à quoi ce que vous faites ?*", "*ça va nous apporter quoi ?*", ou encore que l'on me dise : "*le pire qui puisse nous arriver ici ce sont des chercheurs et des étudiants*". Une telle expérience conduit à prendre conscience que le rôle de la recherche n'est pas anodin et que la connaissance que l'on produit peut avoir des conséquences directes sur la réalité que l'on analyse. L'adoption d'un regard critique sur ce qu'on fait et sur ce que l'on est susceptible d'induire m'apparaît central dans toute approche scientifique. Les sciences humaines n'y échappent pas et, à mes yeux, la restitution de la connaissance produite pour qu'elle puisse être utilisée par ceux-là même qui en constituent l'objet me paraît un moment essentiel de la démarche de recherche.

Par ailleurs, de tels discours ou propos de la population sont significatifs des tensions à l'égard des questions et des perceptions qu'elle a de l'aire protégée.

Le choix de Batuva, préalablement pensé, a été conforté par l'enquête exploratoire.



Suite à cette approche exploratoire, je me suis installée de façon permanente dans le hameau de Batuva, lieu où j'ai mené l'analyse approfondie d'un cas illustratif de la réalité locale. Par la suite, j'ai aussi débuté l'étude d'autres hameaux voisins de Batuva localisés dans la même vallée ou bassin hydrographique : Rio Verde ; Rio Cedro et Utinga. Ce travail comparatif m'a permis de rendre compte de la complexité des relations que la population du littoral nord, très diversifiée et fruit d'une histoire sociale et démographique mouvementée, entretient avec son environnement naturel.

Exposer la méthodologie du travail anthropologique et les méthodes développées au cours de celui-ci est une étape indispensable dans la mesure où elles dévoilent les conditions de recueil des informations, ainsi que la manière dont le travail a été conduit. Bien trop souvent absentes ou effleurées, au cours de l'enseignement universitaire et dans les travaux académiques, elles demeurent empreintes de mystère pour le jeune chercheur. Chaque professionnel semble élaborer ses propres méthodes, validant le plus souvent les analyses par l'effet « j'y étais », « j'ai fait tel ou tel terrain ». Il m'apparaît important de dépasser l'emploi de la référence quasi rituelle à l'observation participante, afin de l'explicitier, de la détailler, de même que de détailler les autres méthodes et techniques d'enquêtes utilisées et développées au cours du terrain. Mon travail n'échappe cependant pas aux bricolages inhérents à la discipline, où la formation se fait beaucoup « sur le tas », loin d'un enseignement universitaire qui s'en tient trop souvent, en guise de méthodologie de terrain, à l'invocation de l'observation participante, à la recommandation d'avoir recours à des entretiens non directifs et d'utiliser le magnétophone pour recueillir les discours, les représentations et les informations.

Plus qu'une observation participante, c'est une participation active observante que j'ai pu développer. Le terrain a lui-même défini un certain nombre de règles qui se sont imposées à moi. Ma démarche a en effet été induite par une série de facteurs qui s'imposaient à moi : la réticence de la population envers les étudiants et les chercheurs ; leur agacement face aux kyrielles de questions auxquelles ils n'ont cessé d'être soumis depuis que Guaraqueçaba et sa forêt sont devenus un centre d'intérêt ; mais aussi le fait que, nous le verrons dans le corps de ce travail, la majorité des pratiques productives dont ils tirent leur subsistance sont désormais prohibées et qu'ils ne peuvent les poursuivre que dans la clandestinité. La présence d'un témoin étranger apparaît donc comme une menace. La première étape de mon travail de recherche a donc consisté à construire un lien social avec les habitants de la vallée de Guaraqueçaba, à me faire accepter comme quelqu'un qui était prêt à les écouter avec attention

– sans leur faire la leçon comme tant de prosélytes de la défense de l'environnement ; en un mot il me fallait gagner leur confiance. Pour y parvenir, j'ai développé des techniques particulières qui consistaient à accompagner des individus et des groupes dans leurs activités, à participer activement à ces pratiques clandestines. Il était important pour moi de faire avec eux, à savoir cueillir le riz, le café, planter les haricots, défricher, ou encore d'être aux côtés de l'agriculteur lors du brûlis alors que toute sa vie il l'a fait seul, etc. Enfin, cela consistait aussi à participer activement aux travaux plus féminins, moins délicats à aborder. La participation active s'est imposée à moi et elle m'a permis d'observer, de comprendre par les gestes et le corps, par l'expérience physique, l'apprentissage des pratiques concrètes, mais aussi par les discussions engagées à cette occasion. J'ai pu ainsi comprendre et aborder ce terrain, au départ quelque peu hostile à la recherche car trop étudié, cette population écorchée par des lois qui la dépassent et qui lui imposent des règles strictes qu'elle ne peut qu'enfreindre si elle veut survivre.

De plus, la seule utilisation du discours des personnes par les entretiens reste limitée pour identifier et mettre à jour les réalités sociales car comme le souligne Maurice GODELIER :

*"Il existe des réalités historiques, sociales qui n'appartiennent pas à la conscience des informateurs et qui sont pourtant des réalités objectives qui doivent être analysées et si possible expliquées."* (GODELIER, 2004 : 195).

Ainsi, l'observation participante et la participation active observante de même que des entretiens plus dirigés lors des derniers mois de terrain m'ont permis de prendre de la distance par rapport aux discours des informateurs, de même qu'elle m'ont apporté les moyens d'une compréhension fine des réalités sociales, des structures sociales et du vécu quotidien.

Suivant une méthodologie qui repose sur une participation active et observante, mais aussi sur une collecte systématique de données à l'aide de relevés de terrain, de cartographie, d'entretiens structurés et de généalogies, j'ai développé une approche monographique centrée sur l'étude des relations que la communauté locale de Batuva entretient avec son environnement. Les domaines d'investigations principaux ont été les suivants :

- Organisation sociale et familiale du groupe local étudié (incluant la dimension historique et la dynamique des relations interfamiliales, le rôle des églises, les migrations).
- Dimensions techniques et sociales de l'exploitation des ressources naturelles : pratiques productives (agriculture, élevage, cueillette, chasse) ; techniques de

transformation (préparation, conservation, consommation) ; organisation sociale du travail (division sociale du travail, relations de coopération, salariat).

- Relevé des connaissances sur la végétation et ses usages.
- Analyse des tensions et conflits liés au contexte politique, réglementaire et économique (impact des nouvelles réglementations de protection environnementale et de l'intervention d'acteurs extérieurs à la population).

Dès mon premier séjour sur Batuva et ce durant la première année de thèse en 2001, j'ai repris un travail de relevé des généalogies des familles du hameau, travail entamé par Jane CHEREM, alors étudiante en Master d'Anthropologie. La collecte des informations sur les généalogies m'a permis de comprendre la structure sociale du hameau ainsi que son histoire, les alliances et les mobilités, les migrations de la population. De plus, l'enquête sur les généalogies a été un prétexte pour aborder non seulement les structures sociales mais aussi les histoires de vie, les parcours et les stratégies d'alliances et de migration de la population.

Ensuite, j'ai effectué plus d'un an et demi de terrain réalisé en séjours de deux à trois mois avec des allers-retours entre Guaraqueçaba et Curitiba pour suivre parallèlement les séminaires dispensés par le doctorat et participer aux travaux collectifs de l'équipe interdisciplinaire.

Mon installation quasi permanente sur le terrain m'a permis de participer au quotidien de la population, récoltant les réalités sociales, observant avec profondeur les activités et les relations. Tout cela a été développé dans l'accompagnement des activités quotidiennes, la participation active à ces activités, et cela a aussi été développé dans les rencontres quotidiennes et dans l'attention pour le quotidien, pour ce qui est banal et qui se révèle être pour l'anthropologue, particulier et spécifique.

La collecte systématique de données et leur organisation ont été également une dimension importante du travail de terrain. Les données ont été recueillies lors d'entretiens d'abord non directifs puis semi-directifs, et enfin d'entretiens directifs. Un certain nombre de données ont été récoltées à travers la construction des généalogies (initiées par Jane CHEREM), la construction de calendriers des activités, la réalisation de cartes des territoires familiaux, des relations sociales internes et externes, des entretiens sur la production, la consommation, l'autoproduction, les budgets, revenus et dépenses, la résolution des problèmes

quotidiens, la réalisation de croquis du hameau, des maisons, des jardins plantés et de l'analyse de toutes ces données récoltées.

Ma préoccupation était d'étudier par cette collecte systématique des données :

- Les bases sociales collectives de l'organisation des activités liées à l'usage des ressources naturelles dans leurs dimensions contemporaine et historique. Les relations sociales qui se mobilisent dans l'utilisation des ressources : l'histoire et la dynamique du peuplement, la caractérisation sociale au travers de la parenté, des trajectoires familiales (généalogie, histoire de vie, transmission), de l'organisation sociale du travail (division du travail, relation d'entraide, échange, salaire).

- L'usage, l'exploitation des ressources naturelles dans l'aspect technique au travers des pratiques de production (agriculture, élevage, cueillette, chasse, horticulture), des techniques de transformation (mode de préparation, conservation, consommation).

- Les connaissances sur les ressources naturelles, et les modes de représentations qui sont derrière ces savoirs, distinguant ainsi les savoirs opérationnels et les représentations.

J'ai aussi étudié la reproduction matérielle et sociale : les stratégies à des niveaux différents (individu, famille, hameau local, famille étendue à l'extérieur...) que les personnes développent pour permettre de se reproduire socialement et physiquement (construire une maison, s'habiller, s'alimenter, l'origine du revenu de la famille, la santé, l'importance des relations familiales internes et externes à la communauté pour répondre à ces nécessités). Il m'intéressait ainsi d'étudier comment les usages locaux des ressources rentrent comme éléments de reproduction dans le contexte contemporain (grand latifundio autour qui se sont appropriés de la plus grande partie des terres, répression sur les usages par les politiques de protection de l'environnement, projets de développement divers UFPR et ONG environnementalistes), analysant ainsi la capacité de la famille ou du hameau à se reproduire dans son territoire local.

Enfin, ma démarche de recherche s'est aussi appuyée sur la compréhension des dynamiques contemporaines en passant par une mise en perspective diachronique selon des échelles différentes. La dimension historique et celle du global au local sont indissociables d'une même réalité et elles ont été abordées à l'aide de différents outils :

- A un niveau général, celui du littoral nord du Paraná : j'ai bénéficié et utilisé des travaux antérieurs, en particulier les travaux de MIGUEL (1997) ainsi que les travaux réalisés dans le cadre du Doctorat MADE, telles que les thèses et travaux collectifs antérieures (MARCHIORO, 1999 ; RODRIGUES, 2002 ; TOMMASINO, 2002 ; RODRIGUES, SILVA, TOMMASINO, 2000) ; d'autres travaux collectifs des doctorants de la 4<sup>ème</sup> promotion et partagés dans le cadre des séminaires (DOMINGUES, TEIXEIRA, 2002) ; d'un travail rétrospectif d'analyse de la presse qui a décrit certains événements qui ont contribué il y a vingt ans à la création de l'APA.

- Au niveau de la vallée et du hameau de Batuva : j'ai pu croiser les informations historiques générales recueillies avec les témoignages des acteurs locaux.

Cette thèse s'organise de la manière suivante :

Les deux premiers chapitres campent le lieu d'étude dans leurs aspects plus larges de l'État du Paraná et du Brésil sous les angles géographiques, historiques, économiques et politiques.

Les chapitres 3 à 5 abordent le municípe dans son histoire, décrivent la société rurale actuelle et détaillent l'histoire du hameau choisi comme cas illustratif.

Les chapitres 7 et 8 présentent respectivement, les relations familiales comme élément structurant la vie sociale et la sociabilité sous diverses formes.

Les trois derniers chapitres décrivent et analysent les formes d'appropriation des ressources naturelles (les formes d'appropriation foncière), les activités liées à l'autosubsistance ; les activités génératrices de revenus (autour de l'exploitation agricole, de la collecte, les emplois salariés, retraites et autres, commerces) ; et enfin l'existence au quotidien (consommation, budget, dépenses), les stratégies sociales et les perspectives d'avenir. Cette analyse se fera en lien constant avec les contraintes imposées par l'application de la législation environnementale.

L'ensemble de ces données vient nourrir une réflexion sur les stratégies appliquées par les petits agriculteurs familiaux pour répondre aux défis que leur impose le classement de leur territoire en zone d'environnement protégé : s'adaptant, innovant, refondant leurs bases identitaires pour pouvoir continuer à vivre et à conserver un avenir dans un contexte où ils peinent désormais à trouver leur place. Autrement dit, ils sont amenés à changer afin de pouvoir continuer à exister, ce qui est l'essence même du processus de reproduction tel qu'il a été défini dans le référentiel théorique sur lequel s'appuie le programme collectif dans lequel cette thèse s'inscrit.

# **CHAPITRE 1 : LE PARANÁ :**

## **UNE GÉOGRAPHIE CONTRASTÉE,**

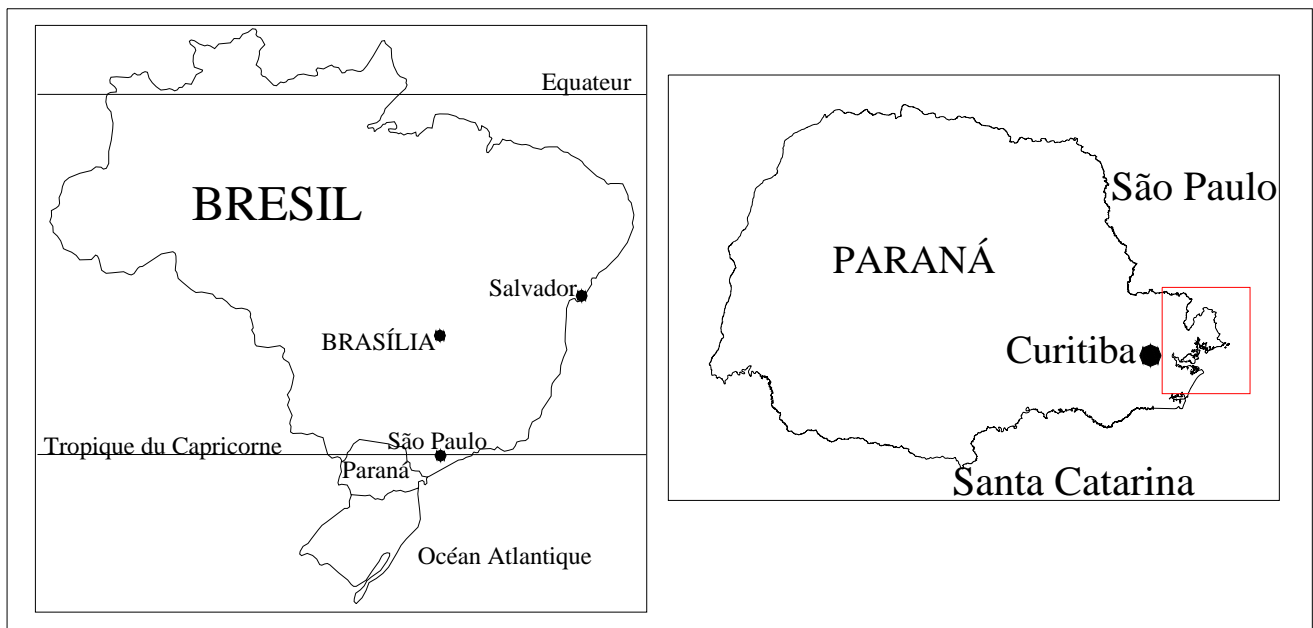
### **UNE ACCÉLÉRATION RÉCENTE DE L'HISTOIRE**

Le Brésil, Pays qui présente la dimension d'un continent, s'étend de l'Équateur jusqu'au-delà du Tropique du Capricorne. Même si, contrastant en cela avec les pays d'ancienne colonisation hispanique qui l'entourent, il a su se forger une indiscutable unité non seulement politique mais aussi sociale et culturelle, il offre, par sa géographie comme par son histoire, une mosaïque de situations locales dont chacune se distingue des autres par des traits qui lui sont spécifiques. C'est cette articulation constante entre singularité et unité – concrétisée institutionnellement par la fédération, régie par une constitution fédérale – qui offre une des clés de lecture des réalités rencontrées sur le terrain.

Le Paraná n'échappe pas à ce constat de portée générale. Il a su se doter d'une identité forte par rapport aux États qui l'entourent mais aussi vis-à-vis des autres composantes de l'ensemble fédéral. En outre, il présente lui-même une réalité aux forts contrastes. A partir d'un clivage géographique accusé, qui oppose de façon presque dichotomique – par l'effet de la barrière dressée par une haute chaîne côtière – une région littorale de superficie réduite et les vastes étendues des hautes plaines intérieures (*planalto*), se sont exercées des forces de différenciation d'ordre social, culturel, économique qui ont déterminé la place relative occupée par ces deux espaces au sein du même ensemble politico-administratif.

Un grand nombre des enjeux que j'ai trouvé à l'oeuvre sur mon terrain d'étude et, pour large part aussi, les différents acteurs que j'y ai rencontrés ne peuvent être analysés qu'à la lumière des dynamiques de tension et de solidarité qui caractérisent les relations que l'espace local littoral entretient avec l'ensemble régional plus large auquel il se rattache. Ensemble lui-même ouvert, par les relais politiques, administratifs, économiques, aux forces qui s'exercent à l'échelle de la société brésilienne et jusqu'au niveau international.

Une présentation de l'État du Paraná s'impose donc, avant de descendre vers des échelles plus fines qui nous conduirons jusqu'à Guaraqueçaba.



**Figure 1 :** Cartes de situation : Brésil - Paraná

## **1. LE CADRE GÉOGRAPHIQUE**

### *a) Le clivage entre la région littorale et les hautes plaines*

Le Paraná est un État de la région Sud du Brésil, elle-même formée de l'État du Paraná, de l'État de Santa Catarina et, plus au sud encore, du Rio Grande do Sul. Le Paraná, qui ne possède qu'une toute petite bande côtière (une centaine de kilomètres environ)<sup>1</sup>, se déploie largement vers l'ouest, en direction de l'intérieur du continent, pour rejoindre, sur ses confins, les frontières de l'Argentine et du Paraguay. Au nord, il est limitrophe de l'État de São Paulo – pôle métropolitain et économique du pays –; et au sud, de celui de Santa Catarina, État qui du point de vue économique, comme le Paraná, s'articule autour de secteurs diversifiés tant agricoles qu'industriels (textile, agro-industrie).

<sup>1</sup> Le Brésil disposant dans son ensemble de 7367 Km de littoral.



**Figure 2 :** Les principales villes du Paraná. Le relief du Paraná : les différents plateaux.  
 Source : site Internet : [www.educacional.com.br](http://www.educacional.com.br)

Le Paraná se situe entre le 23° et le 26° parallèle sud. Il est donc traversé dans sa partie nord par le Tropique du Capricorne, à hauteur de la ville de Maringá. Le climat est de type subtropical sur les trois quarts du territoire et tropical essentiellement sur le littoral. Le territoire du Paraná couvre approximativement 199.323,9 Km<sup>2</sup>, soit 2,34 % de la superficie du Brésil.

L'espace ainsi délimité se partage en cinq unités géomorphologiques qui se succèdent d'Est en Ouest : le littoral ; la Serra do Mar ; le Premier Plateau ou plateau de Curitiba, le Second Plateau ou plateau de Ponta Grossa ; et le Troisième Plateau ou plateau de Guarapuava (MAACK, 1981).



Ces cinq unités géomorphologiques se caractérisent ainsi :

- La rupture la plus marquée est introduite par la Serra do Mar, chaîne de montagne qui s'étend le long de la côte brésilienne depuis l'État de l'Espírito Santo (au nord de Rio) jusqu'au sud de l'État de Santa Catarina au sud, mais qui, dans sa traversée du Paraná, présente la caractéristique de se rapprocher de la côte et de s'élever à des altitudes élevées (le point culminant du sud du Brésil se trouve au Paraná : Pic du Paraná à 1877 mètres<sup>2</sup>), constituant une barrière aux pentes escarpées entre le littoral et les terres de l'intérieur.

- La frange qui sépare la Serra de la côte est constituée d'une plaine basse dont la largeur oscille entre 10 et 20 kilomètres. Dans la partie nord du littoral, la chaîne montagneuse se déploie en demi-cercle, dessinant une vaste baie où viennent se jeter différents cours d'eaux qui dévalent des versants (Rio Guaraqueçaba, Serra Negra, Tagaçaba, Açungui, Cachoeira). Les agglomérations urbaines les plus importantes se concentrent le long du rivage de la baie, développant une activité portuaire de pêche et de transport (voir plus loin). L'occupation humaine rurale – villages, hameaux – remonte sur les contreforts de la Serra : le long des vallées et tant que la pente ne fait pas obstacle aux activités agricoles.

- Le premier plateau commence à partir de la Serra do Mar et s'étend à l'ouest jusqu'à un escarpement qui initie le second plateau. Il englobe la ville de Curitiba – capitale de l'État - qui se situe aux environs de 900 mètres au-dessus du niveau de la mer.

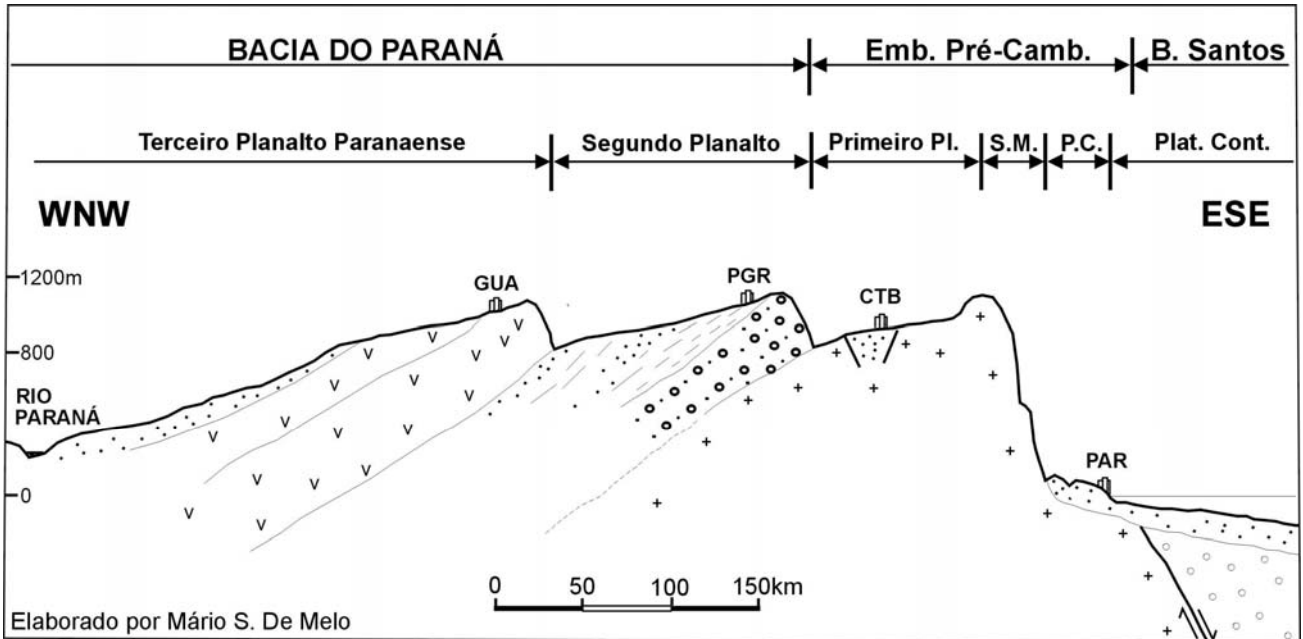
- Le second plateau s'élève jusqu'à 1200 mètres après l'escarpement qui le sépare du précédent. On l'appelle aussi le plateau des Campos Gerais.

- Un dernier escarpement détermine le troisième plateau, qui s'étend à l'ouest et couvre les deux tiers de la superficie de l'État. Il abrite les sources des grands fleuves du Paraná : le Rio Iguaçu, le Paranapanema, le Paraná, le Tibagi, le Piquiri, l'Ivai. Le relief de ce plateau est très marqué, allant de 250 mètres d'altitude aux abords des fleuves à 1200 mètres sur les parties hautes du plateau.

---

<sup>2</sup> Le point culminant de la Serra do Mar, dans son ensemble, se trouvant dans l'État de Rio de Janeiro, le Pic des Aiguilles Noires (Pico das Agulhas Negras), à 2787m d'altitude.

La figure 3 présente de manière schématique le découpage de ces aires successives.



**Figure 3:** Section Schématique de l'État du Paraná montrant la structure géologique du relief. PAR: Paranaguá; CTB: Curitiba; PGR: Ponta Grossa, GUA: Guarapuava; S.M.: Serra do Mar; P.C.: Planície Costeira. (MELO M., 2004).

### *b) Un climat contrasté*

Le Paraná est situé dans la région de climat subtropical, pourtant le climat du territoire Paranaense est diversifié du fait de son relief très marqué et donc de la variabilité selon l'altitude. Trois types de climat se rencontrent au Paraná :

- Un climat tropical très humide sur le littoral, caractérisé par des températures moyennes de plus de 22°C pour le mois le plus chaud et de plus de 18°C pour le mois le plus froid, sans saison sèche et sans gelées.

- Un climat subtropical humide et superhumide dans les régions les plus hautes des plateaux et dans les zones de montagnes (principalement dans le Centre, le Sud et le Centre-Est aux altitudes supérieures à 850-900 m), avec des moyennes inférieures aux précédentes, des étés frais et des gelées hivernales fréquentes.

- Un climat subtropical dans le Nord, l'Ouest et le Sud-Ouest de l'État, où l'altitude ne dépasse pas 850-900 m, avec des moyennes supérieures à 22°C le mois le plus chaud et inférieures à 18°C le mois le plus froid, des gelées peu fréquentes et un été chaud. C'est dans cette catégorie que se situe la zone d'étude, localisée sur le versant côtier Nord de la Serra do Mar, à moins de 850 m d'altitude (ne faisant pas parti de la zone littorale à proprement parlé).

En conséquence, ces différentes zones géographiques et climatiques se distinguent par les possibilités qu'elles offrent aux activités agricoles. Ainsi, la partie initialement colonisée à savoir le littoral, marqué par un relief accidenté, a permis le développement d'une agriculture à petite échelle dès les premiers temps. Par la suite, la culture de la banane a contribué à un essor du littoral autour des années 1930 ; toutefois ultérieurement, par manque de voies d'accès et du fait de son relief peu propice au développement de l'agriculture, le littoral a perduré en marge de la "révolution verte" opérant sur le reste du territoire. Les zones de plateaux à l'Ouest et au Nord du territoire, quant à elles, ont été investies par les grandes cultures industrielles, à partir du XX<sup>e</sup> siècle et plus intensément à partir des années 1930. Ce sont les grands « cycles » de cultures, tour à tour le café, puis le soja qui ont prolongé le phénomène d'extension des terres agricoles. Le développement de l'agriculture à grande échelle au Nord et à l'Ouest du territoire a été concomitante à une phase d'exploitation forestière, centrée principalement sur deux essences naturelles : l'*Araucaria angustifolia* et l'*Erva Mate (Ilex paraguayensis)*, prisées sur le marché international dès le XIX<sup>e</sup> siècle mais surtout à la fin du siècle et durant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Le développement de l'agriculture au Nord-Est et sur le premier plateau de l'État a ainsi entraîné un défrichement intensif, qui s'est accentué au cours de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle.

### ***c) Le vestige d'une forêt disparue***

Jusqu'à une période récente, le territoire du Paraná comportait de vastes forêts caractérisées principalement par trois types de forêt. La plus importante était la forêt d'*Araucaria (Araucaria angustifolia)* à l'ouest, sur les parties les plus élevées du *planalto*; puis la forêt ombrophile dense dont la forêt atlantique appelée *Mata Atlântica*, sur le versant est de la Serra do Mar; et enfin la forêt subtropicale dans les parties les plus basses du troisième plateau – à l'extrême Ouest de l'État (autour des chutes d'Iguaçu).

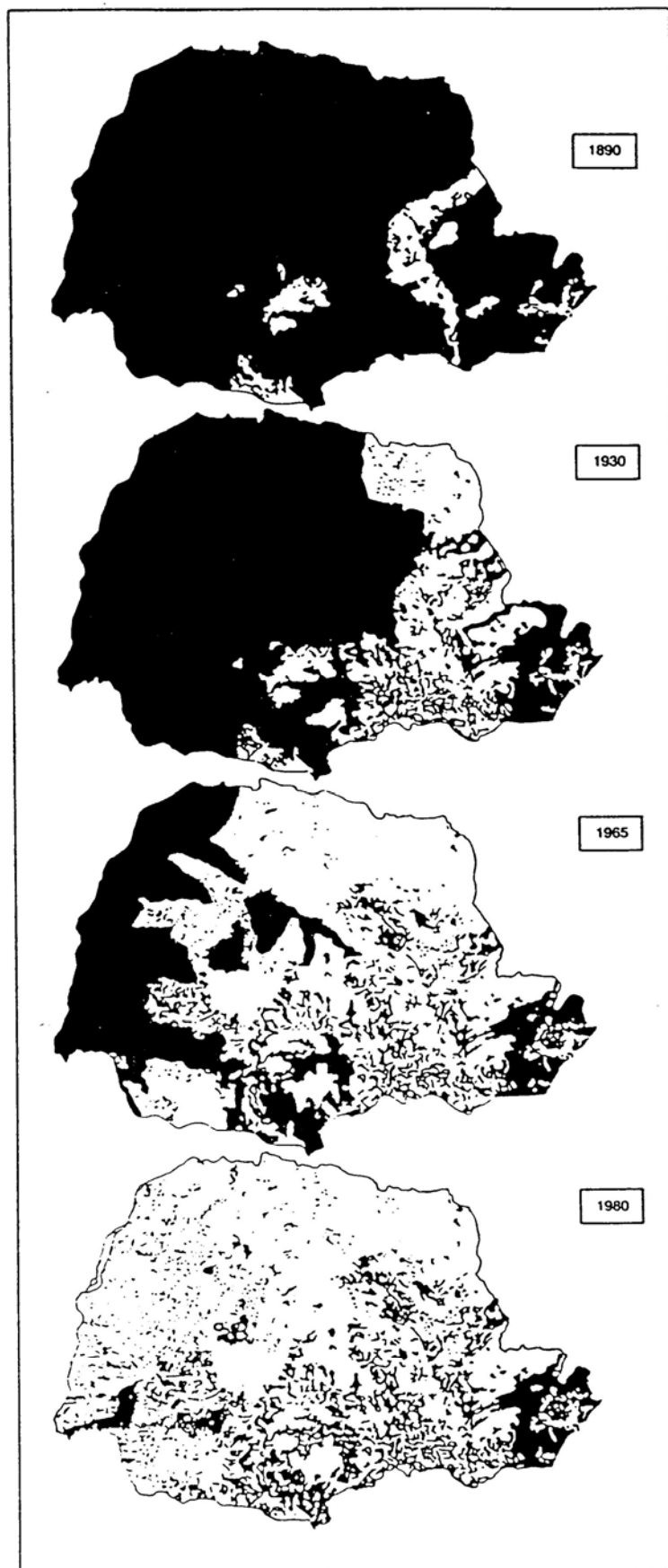
La carte de l'évolution de la déforestation au Paraná au cours du XX<sup>e</sup> siècle (voir ci-dessous, Figure 4), nous montre clairement qu'en même temps que le développement humain et économique de l'État avait lieu, la forêt était progressivement mise à mal.

Au XIX<sup>e</sup> siècle, les activités telles que l'extraction de minerais, le *tropeirisme* (voir plus loin) et la cueillette d'*Erva Mate*, n'ont pas produit de grandes déforestations. La déforestation s'intensifie dans la région du Nord Pionnier (*Norte Pioneiro*) à partir de 1910, du Nouveau Nord (*Norte Novo*) à partir des années 1940 mais principalement dans les années 1950, et enfin du Nord Novissimo (*Norte Novíssimo*) à la fin des années 1950. Cette

progression de la déforestation s'est opérée en fonction du front pionnier de la culture du café. Enfin, dans les années 1950 et 1960, la déforestation des régions Ouest et Sud-Ouest est initiée mais encore peu expressive du fait d'une migration massive des agriculteurs de Santa Catarina et du Rio Grande do Sul. C'est l'expansion de la culture du soja qui va contribuer considérablement à la déforestation de l'Ouest de l'État dans les années 1970.

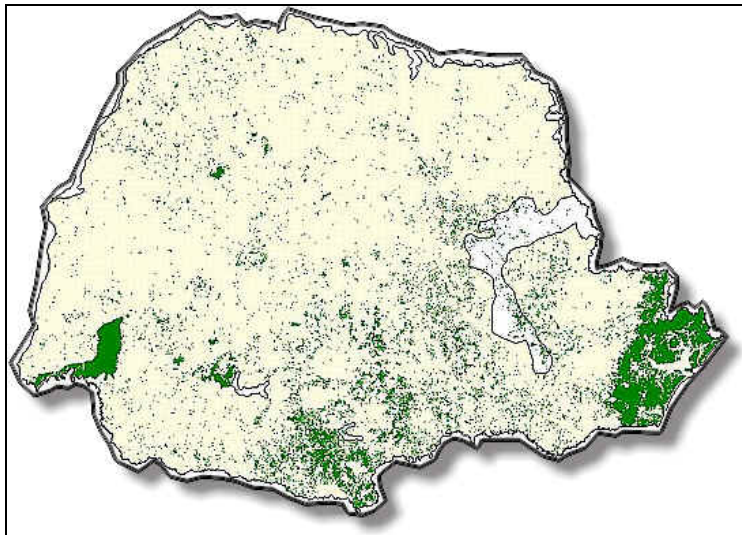
Ainsi, au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, le mouvement rapide et spectaculaire de déforestation était le résultat tout d'abord d'une exploitation massive du bois et de l'extension extrêmement rapide de la culture intensive du café – deux activités qui ont été les moteurs de la prospérité du Paraná. C'est à partir des années 1950, que la culture du café connaît une forte expansion en corrélation avec l'occupation et l'expansion agricole du Nord de l'État. De telle sorte qu'entre la fin des années 1950 et le début des années 1960, le Paraná est devenu l'État le plus grand producteur de café du Brésil et le port de Paranaguá, le plus grand exportateur. En contre partie, c'est à partir de cette période que la forêt connaît une destruction brutale et massive, qui se poursuit avec l'expansion de la culture du soja.

La destruction du massif forestier a été quasi-totale. Seules sont demeurées quelques bandes de couvert forestier aux deux extrémités de l'État : Foz d'Iguaçu à l'Ouest et le Littoral Nord à l'Est (Cf. Figure 4-5). L'enjeu de la protection de ces deux zones résiduelles apparaît significatif à la lumière de ce changement radical. Dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, en 1878 plus précisément, un mouvement d'opinion, animé par André Rebouças – s'inspirant du Parc National de Yellowstone créé en 1872 – a conduit à la création du Parc National d'Iguaçu en 1939 (DEAN, 1996 : 271). Beaucoup plus récemment – j'y reviendrai plus loin – c'est le thème de la protection de la Forêt Atlantique (*Mata Atlântica*) qui a occupé le devant de la scène. Cette formation végétale était caractéristique – bien qu'avec des faciès locaux diversifiés – d'une grande partie de la région côtière du Brésil : depuis l'État de Pernambuco jusqu'au Nord de l'État du Rio Grande do Sul sur une longueur de plus de 3500 kilomètres (Ibid : 24-25). Des plus d'un million de kilomètres carrés de forêts atlantiques côtières existantes lors de la découverte du Brésil, il ne resterait que 7 à 10 % aujourd'hui (selon les sources: Ibid : 361, 366; SOS MATA ATLANTICA, site Internet). Le développement des cultures industrielles – cacao, café, plus récemment canne à sucre – ainsi que le phénomène de concentration urbaine sur le littoral atlantique, ont conduit, presque partout, à sa complète disparition.



**Figure 4 :** Evolution de la couverture forestière naturelle du Paraná, de 1890 à 1980.  
Source : SANTOS, PEYRON, 1992 : 184.

Seuls quelques massifs isolés ont été épargnés. Les exemples les plus significatifs se situent sur le littoral Nord du Paraná et celui du sud de l'État de São Paulo. Ils y constituent l'essentiel de la couverture végétale du versant Est de la Serra do Mar. Le relief montagneux et l'histoire agraire locale – sur laquelle je vais revenir plus en détail – peuvent expliquer ce fait. Cette zone continue, jusqu'à aujourd'hui, à offrir une flore et une faune très diversifiée et qui compte de nombreuses espèces endémiques. Malgré les menaces qui ont pesé sur eux à plusieurs reprises, que j'exposerai par la suite, des pans relativement intacts de la Forêt Ombrophile Dense et des écosystèmes qui lui sont associés continuent à couvrir les versants les plus élevés de la Serra, tandis qu'ailleurs on rencontre une forêt secondaire encore très riche et diversifiée. Le littoral du Paraná combiné au sud du littoral pauliste, représente aujourd'hui le témoignage le plus important et le plus représentatif de ce qu'était autrefois la grande *Mata Atlântica* brésilienne (IPARDES, 2001).



**Figure 5** : Forêts natives primaires de l'État du Paraná - 1998.

Source : Fondation Mata Atlântica/INPE, publié sur Internet par le IAP, Instituto Ambiental do Paraná, 2000. [www.iap.pr.gov.br](http://www.iap.pr.gov.br)

## **2. LES GRANDES ÉTAPES DU PEUPEMENT**

Dans un contexte géographique dont je viens de retracer rapidement les grandes lignes, c'est à l'histoire qu'est revenu de dessiner les conditions dans lesquelles s'est opérée l'implantation des hommes et mis en place leur mode d'exploitation du milieu.

### ***a) Un littoral très tôt découvert***

L'histoire moderne du peuplement du Paraná a suivi le même cours que celle qui a présidé à la construction du Brésil contemporain. C'est l'histoire d'une colonisation et d'une implantation pionnière venue d'Europe, faite aux dépens de la population amérindienne autochtone. C'est également celle de la lutte entre les grandes puissances maritimes européennes du XVI<sup>e</sup> siècle : l'Espagne et le Portugal.

C'est en 1500, à Porto Seguro, – appartenant aujourd'hui à l'État de Bahia au Nordeste du Brésil –, que Pedro Álvares Cabral a mis pour la première fois le pied sur le rivage de cette portion de continent qui allait devenir par la suite le Brésil, le pays du bois de « Braise ». Cette arrivée suivait de très peu, six ans à peine, le premier voyage de Christophe Colomb. Les deux nations de la péninsule ibérique se menaient un combat sans merci pour la maîtrise des voies maritimes vers l'Orient et pour la découverte de nouveaux territoires. Très rapidement les voyages exploratoires s'enchaînèrent le long de ces côtes dont on ignorait encore si elles appartenaient à une île ou un continent et si s'y ouvrait un passage permettant de poursuivre – sur un globe dont on avait redécouvert la rotondité – la route vers les Indes orientales (passage qui serait reconnu plus tard par Magellan).

Mais les rivalités entre les deux puissances coloniales naissantes devenaient de plus en plus aiguës et il n'existait aucune référence permettant de les trancher. Le Pape Alexandre VI dont l'arbitrage avait été sollicité, proposa une première ligne de partage, très favorable à l'Espagne. Le Portugal refusa et, finalement, c'est un traité entre les deux concurrents, signé dans la petite localité espagnole de Tordesillas (Tordesilhas pour les Portugais) qui, en 1494, fixa la ligne de partage acceptée par les deux parties. Le traité définissait les portions du globe terrestre dévolues par anticipation et avant toute découverte effective à chacune des deux couronnes, espagnole et portugaise. La ligne de partage retenue suivait le méridien qui passe à 370 lieues à l'ouest des îles du Cap Vert. Cette ligne ne reposait sur aucune connaissance précise de la situation des terres à découvrir. En outre, les méthodes de relevé utilisées ne permettaient pas un positionnement précis. Ce fut d'ailleurs la mission de Magellan, durant

son voyage entamé en 1519, d'effectuer une reconnaissance de la ligne de partage et de situer les terres du domaine espagnol.



**Figure 6 :** Limites du Traité de Tordesilhas.  
Source : site Internet : [www.educacional.com.br](http://www.educacional.com.br)

Entre temps, dès 1502 les Portugais accostent, aux abords de ce qui est aujourd'hui Cananéia, sur le littoral sud correspondant actuellement à l'État de São Paulo, au 25° Sud, à quelques dizaines de kilomètres de mon actuel terrain d'étude.

Cependant, l'imprécision du partage des territoires des couronnes espagnole et portugaise demeurait grande sur le terrain. Envoyé par le Roi, afin d'installer une fortification sur le point le plus au sud de terres portugaises, Martim Afonso de Souza, lors de son expédition en 1531, faisait justement passer la ligne de partage par Cananéia – ce qui excluait de la tutelle portugaise toutes les terres qui s'étendaient à l'ouest. Si un tel partage avait effectivement été appliqué, une grande partie du territoire actuel du Brésil aurait appartenu à la couronne espagnole. Conflits et renégociations modifièrent par la suite ces données de départ.



Cananéia sera ainsi fondée en 1531<sup>3</sup>. Et, c'est de là que partirent ensuite d'autres expéditions par voie terrestre et maritime. Le littoral nord du Paraná et plus exactement l'île de Superagui<sup>4</sup> est alors découverte en 1545. Ce petit point perdu sur la côte brésilienne devait acquérir rapidement une certaine notoriété car c'est là qu'à la suite d'une tempête, en 1550, Hans Staden, accoste lors de son second voyage au Brésil, après 6 mois de voyage pour traverser l'Atlantique et voulant se diriger vers l'île de Santa Catarina. Il écrira par la suite un chapitre de cette étape de son voyage dans son livre *Deux voyages au Brésil* publié en allemand en 1557, où il décrira surtout d'autres aventures sur les côtes brésiennes, dont sa capture par les indiens Tupinambás entre São Paulo et Rio et son séjour-détention de neuf mois parmi eux en 1554. C'est l'un des premiers écrits ethnographiques sur l'Amérique du Sud, présentant des gravures – notamment de scènes de cannibalismes – dont allaient s'inspirer pendant des décennies tant d'illustrations et tant de relations de voyage. Ce court chapitre sera un des premiers écrits sur Guaraqueçaba et surtout sur l'île de Superagui (STADEN, 1974 : 55-57). Un an après l'édification de Cananéia, en 1532, Martim Afonso fonde São Vicente.

Parallèlement à la préoccupation sur les limites du territoire de la couronne avec celle de l'Espagne, des pressions politiques et des disputes de territoires se développaient avec d'autres nations européennes, comme avec les français et les hollandais, qui essayaient de prendre possession de certains espaces. La couronne portugaise a été ainsi contrainte de devoir rendre effective son occupation du territoire par crainte de perdre une partie de ses terres découvertes, et ce malgré des avantages économiques jugés moindre caractérisés par des dépenses importantes pour des recettes peu suffisantes. En effet, les recettes du *pau-brasil*, la richesse alors principalement exploitée par la colonie, ne représentaient qu'une infime partie des recettes de la couronne portugaise, comparées aux autres comme notamment celles provenant des épices asiatiques. Ainsi, en 1534, le Roi du Portugal crée les 15 Capitaineries, face à la convoitise extérieure, aux dépenses investies dans la colonisation de ces nouveaux territoires, et aux résultats peu convaincants de ses explorateurs dans la découverte de richesses pour la couronne portugaise. Ce fut la première division administrative du Brésil. Les capitaineries étaient des unités de territoires attribuées par le Roi à des « Capitaines » donataires qui, en contrepartie, devaient les coloniser à leurs propres frais

---

<sup>3</sup> Les villes étaient fondées une fois le pilori construit, symbole du pouvoir et de la justice du Roi du Portugal, même si bien souvent avait déjà été construite l'Eglise.

<sup>4</sup> Dépendant aujourd'hui de l'unité administrative de Guaraqueçaba.

puis les administrer et les défendre au nom et au bénéfice de la couronne. Les gouverneurs des capitaineries (*capitães-mores*) attribuaient à leur tour des unités territoriales plus petites, les *sesmarias*, aux colons qui se chargeaient de les occuper et de les mettre en valeur. Ils recevaient d'eux en retour une dîme sur les produits de la terre et de la pêche. Les capitaines payaient à la couronne 1/5<sup>ème</sup> des métaux précieux extraits et avaient le droit de vendre du bois brésil (*pau-brasil*) et trente indiens par an au Portugal.

L'actuel territoire du Paraná appartenait à la Capitainerie de São Vicente (qui allait donner naissance, plus tard, à l'État de São Paulo), administrée par Martim Afonso. L'occupation demeurait toutefois très clairsemée et limitée à la côte. Seuls les missionnaires jésuites s'aventuraient en pionnier dans les zones encore inexplorées : se chargeant d'évangéliser les populations indiennes et de les préparer à devenir de fidèles sujets du roi. Parallèlement, la tâche des capitaines donataires s'avérait difficile par manque de moyen. Le Roi envoie donc en 1549 un gouverneur général pour fonder la ville de Salvador, première capitale du Brésil colonial, afin de défendre les intérêts de la couronne et de superviser les capitaineries.

Au Paraná, ce n'est que plus d'un siècle plus tard, au cours de la première moitié du XVII<sup>e</sup> siècle, que des colons motivés par la recherche de l'or, s'installent dans la baie de Paranaguá, initiant la colonisation du littoral paranaense et jetant les fondations de ce qui allait devenir par la suite la cité du même nom et s'établissant aux alentours, tout particulièrement aux abords des rivières et des estuaires. C'est tout autour de la baie que les premiers peuplements s'organisent. Des établissements humains se forment dans les vallées de la Serra do Mar, le long des cours d'eau propices aux orpailleurs. Ainsi naissent Tagaçaba et Serra Negra, qui sont aujourd'hui de petites communautés appartenant au Município de Guaraqueçaba. La ville de Paranaguá, elle-même, est fondée en 1648, cent ans après que les missionnaires jésuites soient déjà venus s'installer sur le site.

Pendant longtemps la colonisation effective se limite au littoral. D'une façon générale, sur l'ensemble du territoire brésilien, l'implantation humaine demeure confinée à la bande côtière. L'intérieur du territoire demeure inconnu. Ce n'est qu'au fil des siècles qu'il sera exploré et conquis par les *bandeirantes*, ces groupes d'explorateurs qui s'aventuraient dans les vastes contrées intérieures "sauvages" et inconnues, à la recherche de minerais précieux, tel que l'or. La découverte d'importants gisements de pierres précieuses et d'or au début de

XVIII° (1705) entraîne une occupation effective, avec la fondation des grandes cités minières dans le Minas Gerais. Le Brésil devient ainsi rapidement le premier producteur d'or au monde.

Mais au Paraná, l'or se révèle vite n'être qu'un mirage, comme l'expose J.V.C. FERREIRA lorsqu'il retrace l'histoire de la région.

*"De cette forme, ce sont formés les deux premiers noyaux de population paranaense : Paranaguá et Açungui. Inconsciemment, peut-être, les fondateurs d'Açungui ont contourné la Serra do Mar qui a été durant longtemps le grand obstacle qui rendait difficile les communications entre les deux noyaux. (...) La naissance de territoires sur lesquels se développaient des champs et des petits élevages au prix du travail des esclaves, a répondu aux besoins de subsistance alors que continuait la chasse à l'or. Ces petits sites s'étendent en aires jamais très distantes de la côte, où progressivement se définit le centre du peuplement, où réside le capitaine fondateur et où déjà en 1648, lors de sa nomination, est érigé le pilori, symbole de l'autorité. A partir de ce premier noyau, sont atteintes les régions de Tagassaba, Serra Negra (...)." (FERREIRA, 1996 : 37-38)*

L'Açungui dont il est question ici ne doit pas être confondu avec le hameau de Guaraqueçaba du même nom. Il s'agit d'une localité perchée dans la montagne aux abords du plateau de Curitiba, dont l'accès s'est fait non pas à partir de la côte du Paraná à travers une Serra encore infranchissable, mais à partir de São Paulo en contournant la chaîne montagneuse du littoral le long d'anciens chemins tracés par les indigènes bien avant l'arrivée des colons.

Cette première région du plateau constitue donc très tôt un second pôle d'attraction, indépendant de celui constitué par la baie et le port de Paranaguá. Açungui commence à se peupler, bien que lentement à cause des difficultés d'accès au travers des montagnes. Même timide, le mouvement de remontée vers les plateaux intérieurs est entamé. Les chercheurs d'or s'enfoncent dans la montagne en suivant les rivières et finissent par trouver des passages qui franchissent la Serra. Le peuplement des hautes terres débute. C'est d'abord Nossa Senhora dos Pinhais, à la sortie de la chaîne montagneuse, qui est fondée en 1668 (actuel São José Dos Pinhais, banlieue actuelle de Curitiba). La localité qui deviendra la capitale de l'État voit à son tour le jour en 1693.

Dès le XVI° siècle, toutefois, les expéditions d'explorations se sont succédées pour parcourir l'intérieur du Paraná et rejoindre le Paraguay. Les buts visés étaient variés. Les Jésuites furent les premiers à emprunter les chemins indigènes, poussés par leurs objectifs missionnaires et par le projet à la fois mystique et politique qui allait donner naissance, sous leur protection, aux communautés indiennes – *Reduções* – qui seraient ressenties plus tard comme une menace par les Espagnols et les Portugais, et détruites sous leurs efforts conjugués. Nombreuses furent également les missions de reconnaissance commanditées par

la couronne du Portugal. Les expéditions qui tentèrent de traverser le Paraná se comptent autour de sept au cours du XVI<sup>e</sup> (MOTA, NOELLI, 1999 : 23-27). Au XVII<sup>e</sup>, ce sont les expéditions de “*Bandeirantes*”<sup>5</sup> qui se multiplient à la recherche d’esclaves pour les grandes fermes de São Paulo et à la recherche d’autres richesses comme les métaux précieux.

Pendant plus d’un siècle, pourtant, la barrière constituée par la chaîne montagneuse freinera le développement de l’intérieur des terres et centrera le développement sur le littoral. A la fin du siècle suivant, au XVIII<sup>e</sup>, l’exploitation de l’or se révèle un mirage. Les maigres ressources existantes sont vite épuisées. Il faut se tourner vers d’autres richesses. L’agriculture et l’élevage – alors que le pôle minier du Minas Gerais exerce une forte demande alimentaire – deviennent des activités plus lucratives. L’occupation des terres de l’intérieur se poursuit. Elle demeurera cependant relativement modeste, limitée pour l’essentiel à des activités de subsistances inspirées des pratiques indigènes, jusqu’à ce qu’au XIX<sup>e</sup> siècle, avec la naissance de l’Empire du Brésil, libéré de la tutelle coloniale portugaise et animé par l’objectif de se doter d’une économie diversifiée, la mise en valeur agricole du territoire devienne une priorité.

Jusqu’au seuil du XIX<sup>e</sup> siècle, l’équilibre économique et démographique se modifie peu : la zone des plateaux se développe lentement, tandis que le littoral, tout en demeurant le pôle de peuplement de la région, avec le port de Paranaguá qui crée une ouverture sur la mer, demeure en sommeil.

*"Sur le littoral, après la décadence de l’exploitation minière, durant de nombreuses années et jusqu’à la moitié du siècle dernier, à part de petits noyaux qui ont continué à végéter, seule est demeurée peuplée une bande située autour de Paranaguá, Antonina et Morretes. Dans sa totalité, le littoral entre la montagne et la mer, est resté peu peuplé, car c’est seulement à partir de 1876 que l’on assiste à de nouvelles tentatives d’occupation (...). La décadence s’accroissant, les habitants abandonnèrent la zone montagneuse de Açungui, se retournant sur la zone du plateau proprement dit." (FERREIRA, 1996 : 37)*

---

<sup>5</sup> Les “Bandeiras” étaient des expéditions armées particulières ou officielles qui se lançaient dans l’exploration de l’intérieur alors inconnu du Brésil à l’époque coloniale (XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup>). Généralement ces expéditions partaient de la Capitainerie de São Vicente (actuel São Paulo) et avaient pour objectif la capture d’indiens, la recherche de gisement de pierres et métaux précieux.

## *b) La naissance de l'État du Paraná*

Aussi lent soit-il, le mouvement de conquête de l'arrière-pays aboutit progressivement à un déplacement du centre de gravité de la région : c'est de la mise en valeur des plaines de l'intérieur que l'on attend désormais les ressources qui permettront de construire l'avenir. Curitiba prend tant d'importance sur le plateau Paranaense qu'au début du XIX<sup>e</sup> siècle, le centre administratif de la région quitte Paranaguá pour s'y installer. Même si la ville portuaire reste la plus grande cité du Paraná et son centre économique, ce n'est plus là que se situent les enjeux de l'époque, dont nous verrons plus loin qu'ils s'organisent autour des activités générées par le transit du bétail en direction du Minas Gerais (sur le plateau central, spécialement dans la région des campagnes appelées *Campos Gerais*), de la collecte, du traitement et de la commercialisation de l'*erva mate* – denrée particulièrement recherchée dans les pays du Rio de la Plata et dont la production embrassait une grande partie du territoire non littoral de l'État. Plus tard de nouvelles spéculations apparaîtront, notamment l'exploitation du bois qui accompagne le défrichement de la forêt – dans laquelle de nombreuses fortunes familiales de la région trouvent leur origine – puis, plus tard encore, le café au nord de l'État.

Cette dynamique nouvelle, tournée vers le *planalto* a contribué à l'enrichissement de la province et à son émancipation. En 1853, la chambre législative accepte la création de la province du Paraná par son détachement de celle de São Paulo, à laquelle cette zone n'avait cessé d'appartenir jusqu'alors. Une grande distance entre la capitale provinciale et le terrain n'était plus compatible avec l'encadrement rapproché que réclamaient l'afflux de nouveaux occupants et la diversification des activités. A ce moment là, le Paraná ne comptait cependant encore que neuf municipes (unités administratives correspondant à celle de communes) : Paranaguá, Guaratuba, Morretes, Antonina (sur le littoral) ; Curitiba, São José dos Pinhais, Lapa, Castro et Guarapuava (à l'intérieur). La mise en valeur et la colonisation des plateaux était encore un projet beaucoup plus qu'une réalité.

Durant toute la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, un effort raisonné et méthodique a été déployé par l'administration impériale afin d'organiser et de favoriser cette mise en valeur d'espaces encore largement inexploités – si ce n'est, bien sûr, par les populations indigènes, mais celles-ci demeuraient très largement à l'écart des circuits économiques et commerciaux du Brésil moderne. Les expéditions se multiplient alors afin d'identifier les ressources disponibles et d'ouvrir de nouvelles voies de circulation – tant à l'intérieur même du Paraná qu'en direction des États voisins ainsi que vers les pays limitrophes (Argentine, Paraguay).

### *c) Le temps des grands flux migratoires*

Jusqu'à l'exil de la cour portugaise au Brésil en 1818, et surtout, jusqu'à la déclaration de l'indépendance et la constitution de l'Empire en 1822, le Brésil n'a pas véritablement constitué une colonie de peuplement : le principal souci de la couronne portugaise était de drainer à son profit les richesses minières et les produits agricoles (canne à sucre, cacao) produits pour l'essentiel en exploitant la main-d'œuvre servile. Le développement d'une dynamique économique et sociale locale ne rentrait pas dans cette stratégie. Bien qu'il ne fût pas une priorité, le peuplement s'est produit de manière éparse et itinérante, ayant pour base une paysannerie libre et pauvre qui résidait sans aucun titre de propriété, ni aucune garantie légale sur la terre, aux abords des *fazendas*, grandes exploitations agricoles. Cette population assurait en partie l'approvisionnement des *fazendas*, dans la mesure où la production principale de ces dernières connaissait une période d'essor, et reposait sur une population esclave. La paysannerie bénéficiait ainsi du développement des *fazendas* dont elle fournissait les denrées alimentaires qui généralement n'étaient pas produites dans les fermes, concentrées sur la monoculture dont la production était destinée au marché extérieur (à ce sujet voir Gilberto FREYRE, 1974 : 63-83).

Avec l'indépendance, l'occupation effective du gigantesque territoire soustrait à la tutelle portugaise devint un enjeu géopolitique et social majeur. Une politique volontariste d'attraction des immigrants européens vit donc le jour – spécialement sous le second Empire, lorsque les luttes abolitionnistes et les pressions anglaises avaient déjà abouti à des restrictions sur le renouvellement du nombre d'esclaves – dont le trafic transatlantique était déjà interdit depuis 1851. Cette migration était en particulier dirigée vers le Sud-Est et le Sud : au Sud-Est afin de fournir une main-d'œuvre supplémentaire à la main d'œuvre esclave dans les fermes de café en expansion; et au Sud car il s'agissait d'une région en contact direct avec des voisins hispanophones avec lesquels les frontières demeuraient parfois imprécises<sup>6</sup>, avec pour objectif explicite de développer une production alimentaire régionale. Plus tard, en 1888, l'abolition de l'esclavage encouragea le recours à d'autres formes d'exploitation de la force de travail, fondées dès lors sur le recours à une main-d'œuvre libre.

---

<sup>6</sup> Le souci n'était pas nouveau car on relève, entre 1748 et 1752, une première vague de migrants européens - Portugais des Açores - venus s'installer au Paraná sur les terres frontalières voisines du Paraguay et de l'Argentine dans la région de Guaira et de Foz d'Iguaçu.

Enfin, la volonté de « blanchir » une population fortement métissée de noirs et d'indiens n'était pas étrangère aux objectifs poursuivis par l'administration coloniale (GRAZIANO DA SILVA, 1978 ; STECA et FLORES, 2002).

Des officines de recrutement furent ouvertes en Europe, principalement dans les régions rurales les plus pauvres – Allemagne, Italie, Suisse, Pologne, Ukraine. Des opérations de colonat sont montées : des terres étant mises à disposition de compagnies de colonisation, à charge pour elles d'attirer et de prendre en charge les nouveaux arrivants. Les échecs furent nombreux par faute d'une préparation adéquate et par manque d'encadrement. Toutefois, à partir de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, le processus migratoire gagne du terrain, à travers la fondation de Colonies d'immigrants qui recevaient l'appui impérial. Petit à petit, le Paraná accueille des étrangers de différentes origines européennes. Le flux migratoire s'intensifie et se diversifie au service d'une stratégie politique et économique soutenue par la couronne (STECA et FLORES, 2002 : 25).

C'est ainsi, par exemple, qu'au milieu du XIX<sup>e</sup>, l'un des objectifs d'aménagement du territoire pour le Paraná était d'établir une liaison terrestre avec la province enclavée du Mato Grosso. Pour cela, le terrien et commerçant João da Silva Machado (futur Baron d'Antonina) fut chargé en 1847 d'inviter un Suisse, le Docteur Jean Maurice Faivré, un socialiste utopiste, et de l'aider à fonder sur les bords de la rivière Ivaí, la Colonie Santa Tereza, peuplée de colons français. Les mêmes procédés ont été appliqués au profit d'allemands et d'italiens. Certains de ces réseaux migratoires étaient inspirés par des facteurs conjoncturels : ainsi pense-t-on que la nationalité des épouses des deux empereurs successifs (Pedro I et II) – respectivement d'origine allemande et italienne – aurait influencé l'orientation des efforts de recrutement. De même, la forte présence d'Ukrainiens et de Polonais au Paraná serait-elle le résultat des efforts déployés par le Président de la Province du Paraná d'alors : Adolfo Lamenha Lins (STECA et FLORES, 2002 : 26).

Cette main d'œuvre immigrée venait principalement pour remplir le vide d'un espace encore largement inoccupé, mais aussi pour répondre à la demande de denrées de subsistances au bénéfice des habitants de la province qui réservaient leurs efforts à des activités lucratives telles que l'exploitation du maté, l'élevage des bovins ou le commerce du bétail. Il s'agissait donc avant tout de petits agriculteurs familiaux, fuyant des conditions de vie misérables dans leur pays d'origine et prêts à s'investir dans la culture des lopins de terre qui leur étaient attribués. Plus tard, s'initia le cycle du café qui, à son tour, engendra une forte demande de main-d'œuvre. En dehors de l'agriculture, l'industrie forestière – abattage,

transport, sciage du bois – constitua également un secteur d'activité très dynamique, offrant de nombreuses possibilités de travail. Un certain nombre de migrants, qui étaient originellement venus comme agriculteurs se tournèrent vers ce secteur, soit pour leur compte propre, soit au service d'entrepreneurs.

Après la création de la province du Paraná, ce sont ainsi plus de 40 noyaux coloniaux qui furent constitués avec l'appui du gouvernement provincial et de l'administration impériale. Cette dynamique démographique générale profita tout particulièrement à la capitale de l'État, Curitiba. La ville comptait 5.819 habitants en 1854, plus du double, 12 651 en 1872 et 24 553 en 1890, pour atteindre 60 800 habitants en 1910. En 1854, fut achevée la construction d'une voie d'accès carrossable (la route de la Graciosa) sur le tracé déjà existant du chemin muletier qui traversait la Serra do Mar. Une communication directe entre Curitiba et le littoral était ainsi établie, elle fut renforcée en 1885 par la construction d'une voie ferrée entre Paranaguá à Curitiba : la chaîne montagneuse ne constituait plus un obstacle pour l'accès à la mer. Cette nouvelle réalité constitua un élément supplémentaire en faveur du dynamisme des régions intérieures de l'État, et de la capitale qui devenait désormais une plaque tournante dans la circulation des hommes et des marchandises.

L'immigration qui passait par les canaux officiels était très organisée. Un décret adopté en 1854, apportait à ceux qui décidaient de se rendre au Brésil pour s'y installer des subventions pour le voyage, une attribution de terres, des aides pour leur installation. Celui qui partait avait ainsi un emploi garanti sur place. Cette politique s'adressait à tous les migrants, quelle que fût leur origine. Chaque colonie particulière s'organisait souvent autour d'une même provenance, mais, dans leur ensemble, toutes constituaient une mosaïque de nationalités diverses. Ainsi la population de l'intérieur de Paraná se caractérise-t-elle aujourd'hui par la multiplicité de ses origines. On y trouve italiens, allemands, espagnols, suisses, prussiens, polonais, ukrainiens, voire français et anglais.

Les migrants abordaient généralement le Brésil à Rio – capitale de l'empire. Ils étaient ensuite acheminés vers Paranaguá; de là, conduits à Antonina. Puis, par la route qui traverse la Serra do Mar, ils parvenaient en charrettes jusqu'à Curitiba. Les femmes et les enfants logeaient provisoirement dans un bourg près de Curitiba, tandis que les hommes travaillaient à ouvrir une voie d'accès vers les terres qui leur avaient été attribuées, à défricher leur parcelle, à jeter les bases de leur plantation et à construire la cabane qui permettrait d'accueillir provisoirement le reste de la famille (STECA et FLORES, 2002 : 27-28).



Les premières colonies étaient installées loin de Curitiba, ce qui fut le plus souvent une cause d'échec par manque de voies de communications et du fait de l'éloignement. Les nouveaux venus se rapprochèrent donc des bourgs et des voies d'accès, fuyant l'isolement. Les colonies qui furent fondées par la suite le furent plus près des centres de la vie économique et sociale. En 1875 et 1876, le Président de la Province, Lamemha Lins a ainsi fondé plus de 8 colonies autour de Curitiba et il en créa d'autres sur le littoral : à Paranaguá, Morretes et Antonina qui furent occupées essentiellement par des italiens (STECA et FLORES, 2002 : 32).

Parallèlement à cette immigration organisée, il existait aussi des colonies particulières ou privées qui le plus souvent ne recevaient pas d'aide du gouvernement. D'autre part, sur la base des premières installations officielles, des filières s'établirent et de nouveaux venus venaient rejoindre par leurs propres moyens des compatriotes – parents, amis, concitoyens – déjà établis sur place et qui les aidaient à résoudre les premiers problèmes rencontrés. Enfin, se produisaient aussi des migrations internes, de la part de colons insatisfaits de la situation rencontrée sur leur lieu d'accueil. C'est ainsi que les premiers éléments de la présence allemande à Curitiba furent des occupants de colonies éloignées du Sud du Paraná et du Nord de Santa Catarina. Il en va de même avec les Italiens qui, pour une grande part, sont arrivés à Curitiba après avoir abandonnés les colonies où on les avait installés sur le littoral.

A partir du début du XX<sup>e</sup> siècle, c'est le Nord du Paraná qui connaît sa phase de peuplement migratoire. Dans ce cas, c'est le développement rapide de la culture caféière à partir du bassin déjà existant dans l'État de São Paulo qui constitue le pôle d'attraction, même si certains agriculteurs pratiquent une polyculture plus diversifiée. Dès lors, à la migration européenne se mêlent d'autres provenances, notamment asiatiques. Des compagnies de colonisation voient le jour, commanditées par le gouvernement afin de promouvoir et d'organiser l'installation des colons. Cependant, dans le Nord du Paraná, la migration européenne était moindre malgré le capital foncier anglais ayant colonisé une large partie du Nord au travers de la Compagnie des Terres Nord du Paraná, dont les profits extraordinaires, ont incité l'installation de colons venant essentiellement de São Paulo, Minas et Rio, où la production de café était décadente. Les compagnies de colonisation recevaient du gouvernement un territoire vacant constitué de forêt et sans voie d'accès afin d'y développer un projet de colonisation en développant la construction de voies de communications – pistes, voie ferrée – reliant ces territoires nouvellement colonisés au reste du Paraná et du Brésil. A l'étranger, la compagnie vantait la terre fertile du Nord du Paraná et

les débouchés prometteurs dans la culture du café, produit alors fortement valorisé sur le marché mondial. La compagnie vendait les lots et, en contrepartie, elle offrait toute une infrastructure pour l'arrivée des migrants sur les lieux comme des transports et des logements provisoires avant l'installation. Les Japonais furent les premiers à venir autour de 1910. Puis le développement de la région Nord du Paraná fut rapide et un succès en terme de colonisation réussie.

Sous des formes diverses, souvent plus spontanées, le flux migratoire à destination du Paraná ne s'est jamais tari jusqu'à aujourd'hui – même si, plus en avant dans le XX<sup>e</sup> siècle, il a surtout été alimenté par une migration venue d'autres régions du Sud dès les années 1950 et des régions les plus pauvres du Brésil – *Nordeste* en particulier – et s'il est venu grossir le flot des migrations rurales qui, au sein même de l'État, est venu désormais alimenter une croissance urbaine accélérée. Cependant, depuis les années 1970, le Paraná est passé d'un État d'immigration à celui d'émigration par un exode massif de ses zones rurales vers le Nord et le Centre-Ouest du Brésil.

Les deux graphiques ci-dessous sont tout à fait illustratifs de l'évolution démographique sur plus d'un siècle. On voit que la progression de la population du Paraná a connu une forte accélération dans la période 1950-1970, mais s'est poursuivie à un rythme soutenu depuis lors (figure 8). On voit également que Curitiba – à l'instar des autres centres urbains du Paraná – a connu une croissance explosive qui a débuté elle aussi dans les années 50 mais qui se maintient jusqu'à aujourd'hui (figure 7).

Evolution démographique de Curitiba de 1872 à 2000

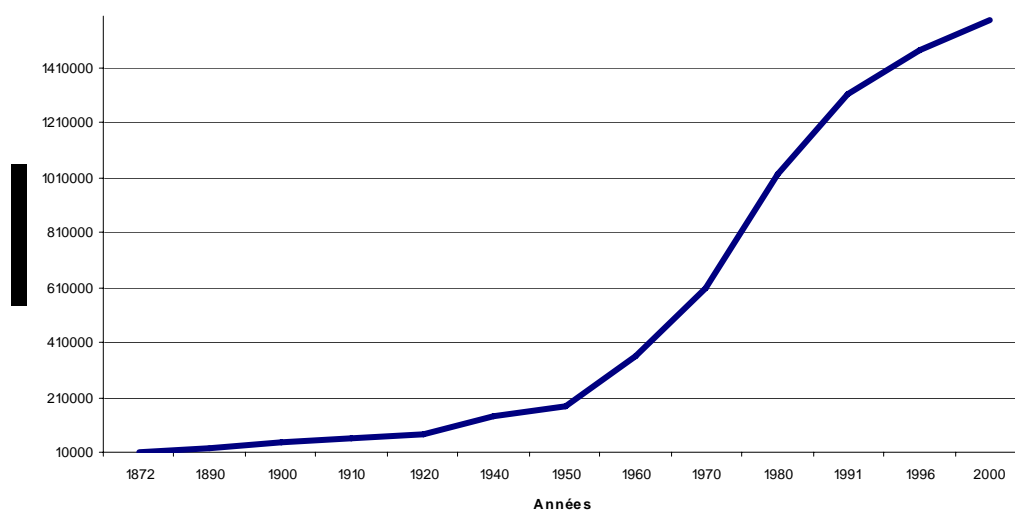


Figure 7 : Évolution démographique de Curitiba de 1872 à 2000. Source : IBGE, 2004.

Evolution démographique du PARANA

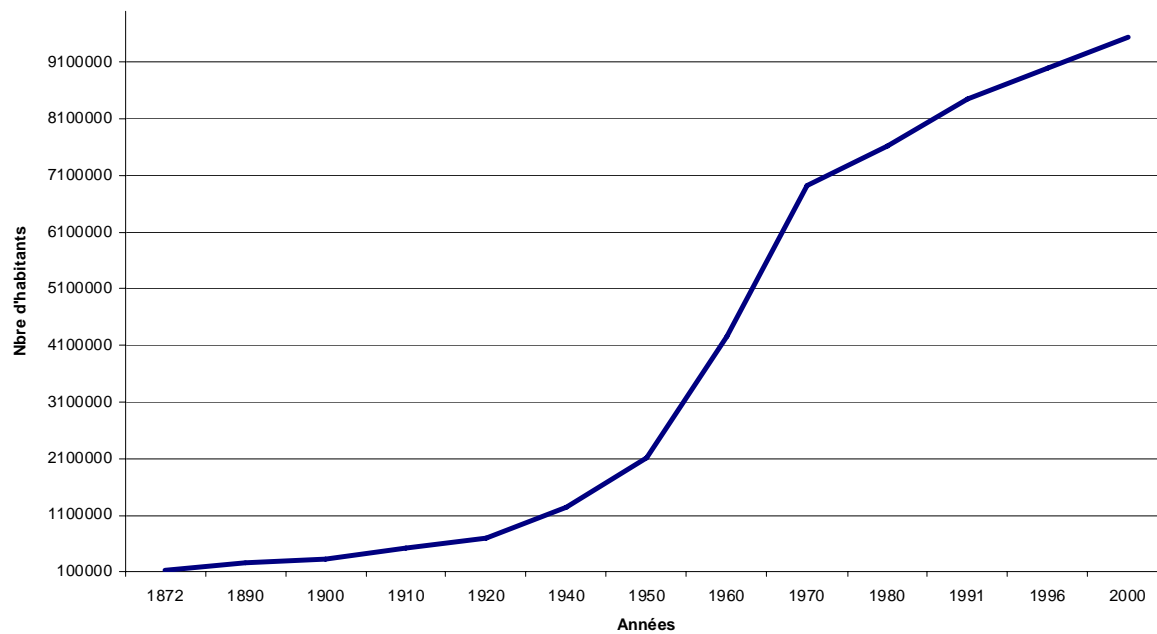


Figure 8 : Évolution démographique de l'État du Paraná de 1872 à 2000. Source : IBGE, 2004.

Cette histoire du peuplement dessine le visage d'une population jeune, d'un État pionnier et elle doit être mise en parallèle avec la quasi disparition du couvert forestier rapportée précédemment. Elle a aussi été marquée par un déplacement de la polarisation économique et démographique : le littoral qui est demeuré pendant plusieurs siècles le point focal de la présence et de l'activité humaine dans l'État colonial, est progressivement passé au second plan par rapport à la zone du *planalto* où se sont concentrés, à partir du début du XX<sup>e</sup> siècle, l'essentiel des enjeux sociaux et économiques de la région. C'est à la lumière de cette réalité que je pourrai appréhender la situation spécifique de mon terrain d'étude. Un rapide rappel de l'histoire agraire va permettre maintenant de préciser encore les choses.

### **3. QUELQUES REPÈRES DANS L'HISTOIRE ÉCONOMIQUE ET AGRICOLE DU PARANÁ**

Les grandes tendances de l'histoire administrative et démographique de l'État du Paraná qui viennent d'être survolées font écho à un certain nombre d'évolutions touchant les conditions d'exploitation des ressources naturelles. Elles ont été brièvement évoquées jusqu'ici, il convient maintenant de les examiner plus en détail, car elles offrent bien souvent des clés indispensables pour comprendre la place occupée par le littoral au sein de l'ensemble régional et identifier certaines des racines de la situation environnementale et socio-économique que l'on y rencontre aujourd'hui.

Il est de coutume, parmi les spécialistes de l'histoire économique du Brésil, de repérer dans le passé du pays une succession d'ères (*ciclos*) successives dont chacune est plus particulièrement polarisée autour d'une activité particulière. Il s'agit là d'un découpage commode qui peut aider à mettre de l'ordre dans une réalité diversifiée et complexe

#### ***a) Le rêve éphémère de l'or***

Même si la course à la conquête de nouveaux territoires qui opposa les grandes puissances européennes à partir du XVI<sup>e</sup> siècle répondait à de nombreux objectifs politiques, religieux, économiques, l'espoir de découvrir des sources inépuisables d'or anima de nombreux conquérants. C'est l'obsession qui guidait les premiers arrivants; l'objectif que poursuivait les expéditions montées pour explorer l'intérieur des terres. C'est dans cet espoir que les premiers *Capitães mores* investirent leur fortune dans les *Capitanias* qu'ils avaient reçues de la Couronne (voir précédemment). L'exploitation des quelques ressources aurifères

qu'offrait la Serra do Mar justifia, on l'a vu, la fondation des premières communautés de colons qui s'installèrent sur le littoral du Paraná. Cette activité se prolongea un certain temps; elle fut même le moteur principal de la dynamique économique au XVII<sup>e</sup> siècle, mais c'est ailleurs, beaucoup plus au nord et au cœur du Brésil, dans le territoire qui allait être désigné comme celui des *Minas Gerais*, dont la capitale allait prendre le nom évocateur de *Ouro Preto* (« Or sombre »), que les découvertes vraiment significatives allaient être faites au XVIII<sup>e</sup> siècle. Au Paraná, l'orpaillage n'allait dès lors n'être plus qu'une activité modeste ne dégageant que des bénéfices précaires.

### ***b) La forêt, source diversifiée de richesses***

L'exploitation de certaines ressources végétales naturelles comme le bois tinctorial – *Pau Brasil* (*Caesalpinia echinata*) – pour lequel le développement de la production de cotonnades en Europe, notamment en France à Rouen et à Nantes, créait une forte demande – alimenta les premiers courants d'échanges entre le Brésil et l'Ancien Monde. Aussi est-ce du « bois de braise » que le pays tire son nom. Pendant longtemps les productions tirées de la forêt de façon sélective constituèrent une base de l'économie du Paraná : bois d'œuvre, bois précieux et cordages notamment. Toutefois c'est le maté (*Ilex paraguayensis*) espèce endémique de la forêt du *planalto* qui allait devenir la principale richesse et un produit majeur d'exportation. Les colons européens avaient en effet emprunté aux indiens l'usage en infusion de cette plante aux vertus excitantes. Celle-ci allait devenir – et demeurer jusqu'à aujourd'hui – une consommation emblématique pour les habitants des vastes territoires qui s'étendaient du Paraná jusqu'aux lointaines plaines d'Argentine. Les forêts du Paraná se révélèrent abriter une population importante d'*Ilex*, permettant une production intensive et régulière de feuilles dont la cueillette, le traitement par étuvage et broyage, le conditionnement puis l'exportation vers les régions consommatrices – Sud du Brésil, Argentine et Uruguay – devait, pour longtemps devenir une activité lucrative.

### ***c) Une position centrale sur les voies de circulation du bétail***

La collecte et l'exploitation du maté, qui pouvait se faire de manière artisanale, ouvrirent la porte à l'occupation du *planalto*. Rapidement les activités tournant autour du bétail devinrent une activité de premier plan. L'élevage tout d'abord sur les Campos Gerais, zones de *cerrado* (végétation herbacée de type savane) mais aussi et surtout toutes les

retombées entraînées par le passage des troupeaux acheminés depuis les régions Sud du Brésil à destination des pôles économiques du pays : le Minas Gerais et le Nordeste sucrier. C'est ce qu'il est convenu d'appeler l'ère économique du *tropeirismo*. Les cavaliers *tropeiros* allaient chercher du bétail dans le Rio Grande do Sul et l'acheminaient sur pieds, en grands troupeaux, vers leurs lieux de destination. Sur leurs principaux lieux d'étapes émergèrent de petits centres de commerce et de services qui leur fournissaient tout ce dont ils avaient besoin en chemin. C'est ainsi que naquirent sur le second plateau les bourgades qui devaient devenir les villes d'aujourd'hui : Castro, Lapa, Ponta Grossa, Rio Negro. Curitiba, pour sa part, placé au carrefour de plusieurs voies de passage des caravanes y trouva une source importante de son développement initial.

Ce commerce du bétail était un chaînon essentiel de l'économie coloniale du Brésil à cette époque. Ainsi, comme l'a bien montré G. FREYRE (1974), au Minas Gerais comme dans le Nordeste sucrier, toutes les énergies et tous les capitaux se portaient vers les activités minières et « agro-industrielles » (culture de la canne, extraction et conditionnement du sucre) dont les produits étaient destinés à la métropole portugaise. La production agricole nécessaire à la subsistance de la population locale était grandement négligée. Il en résultait une situation de pénurie alimentaire qui touchait tout autant les classes les plus aisées que les plus pauvres. Les régions qui n'offraient ni or ni possibilité de cultiver de la canne à sucre furent mises à contribution pour produire les denrées nécessaires à l'alimentation locale – et en particulier l'entretien de la force de travail servile sur laquelle reposait la bonne marche des activités industrielles. Riz, haricot, bétail convergèrent donc vers les pôles économiques et administratifs de l'époque – le Paraná occupant une place de chaînon intermédiaire dans cette organisation toute centrée sur quelques régions phares. Cela suffit à entraîner une première occupation et une mise en valeur des terres de l'intérieur, sans pour cela créer les conditions d'une exploitation intensive de leurs ressources naturelles – comme en témoigne la préservation de la forêt pendant encore près de deux siècles.

Au XIX<sup>e</sup> siècle, l'occupation des confins du Paraná se renforce par l'action de grands éleveurs implantés sur les Campos Gerais. A la fin du siècle, la préoccupation du gouvernement est d'étendre les territoires occupés en densifiant le réseau de voies de communication : pistes et voies ferrées. La mise en valeur des terres du *planalto* se poursuit donc en direction de l'Ouest. C'est la dernière étape de la conquête des terres indigènes de l'Ouest. Au XX<sup>e</sup> siècle on ouvre de nouvelles pistes qui s'enfoncent encore plus vers l'Ouest, afin de permettre au bétail maigre du Mato Grosso de venir en pâture sur les Campos Gerais du Paraná : c'est la route du bœuf (*estrada boiadeira*).

#### *d) L'ère du bois et du café : la transformation radicale d'un paysage*

L'occupation du plateau – intensifiée à partir du XIX<sup>e</sup> siècle par les politiques favorables à l'immigration à destination des zones rurales s'accompagna de défrichements agricoles qui alimentèrent une industrie du bois. Pendant longtemps celle-ci conserva un niveau modéré car le marché était principalement interne et répondait aux besoins locaux et régionaux : barils, emballages, maisons, meubles, barrières, etc. Ce n'est que progressivement qu'elle prit une toute autre dimension, progressant selon un rythme accéléré qui obéissait à la fois à l'élargissement de la demande due à une ouverture sur un marché élargi – national et international – et à l'accroissement des abattages induits par l'intensification des activités agricoles. Comme le montre bien la figure 3 c'est au XX<sup>e</sup> siècle, lors des grands défrichements, que se mit en place une exploitation minière intensive des ressources ligneuses. De grandes entreprises locales, mais aussi nationales et multinationales, en tirèrent de grands profits, alimentant un marché aux dimensions internationales. Dans ce mouvement, le littoral du Paraná – contrairement à celui de bien d'autres États côtiers – fut relativement épargné. Le front pionnier agricole et ses grands défrichements se situaient sur les plateaux, et le relief montagneux constituait une contrainte pour l'exploitation forestière – les entreprises concernées se portèrent en priorité là où l'abattage et le transport pouvaient se faire plus facilement.

L'accélération de la déforestation et l'essor de l'industrie du bois ont donc été parallèles au développement de la caféiculture. Celle-ci, qui faisait déjà la prospérité de l'État de São Paulo, a connu son essor dans l'État du Paraná dans le courant des années 1930. Son apogée se situe dans les années 1950, suivie d'un déclin dans les années 1970, à la suite des gelées qui frappèrent les plantations dans les années soixante, puis de la concurrence des pays africains.

Ce sont les terres rouges du Nord de l'État qui se révélèrent particulièrement propices à la culture. La production caféière y a été le prolongement de la production pauliste qui s'est développée dès le XIX<sup>e</sup> siècle, jusqu'à franchir progressivement les frontières de la province paranaense. Dans un premier temps cette production était dirigée vers São Paulo par manque de voie d'accès sur le Paraná. C'est dans les années 1930 que le projet de construction d'une route reliant le Nord de l'État à Curitiba est envisagé afin d'en finir avec l'isolement du Nord de la province et d'en développer les relations avec l'Ouest et l'Est de l'État.

Avant cela, pour permettre au Paraná de profiter de la manne économique que semblait alors promettre le café, des tentatives avaient été faites pour en produire autour de

Curitiba, à Ponta Grossa et même, de façon plus expérimentale, sur le littoral. Mais les conditions naturelles et les sols n'y étaient guère propices. C'est avec la mise en valeur des zones de production favorables situées au Nord de l'État, avec leur désenclavement par rapport au reste de l'État et à la suite d'une politique systématique de peuplement menée par l'administration locale que la région s'est développée et peuplée et que le pôle caféier du Paraná s'est constitué.

Les effets convergents de cette « fièvre du café » et des intérêts défendus par l'industrie forestière, furent à l'origine de la quasi disparition de la forêt qui couvrait une grande partie des hauts plateaux du Paraná. Dans les années soixante, la multiplication de gelées fréquentes, la concurrence avec les pays africains ont contribué à l'éradication d'une part importante de la production de café.

#### *e) L'essor d'une grande agriculture industrielle*

A partir de 1970 le profil économique du Paraná devait connaître un nouveau grand changement avec la naissance d'une agriculture industrielle, inspirée de la « révolution verte » et centrée sur la production de céréales et surtout de soja. Ce processus accéléré de croissance économique a été favorisé par une politique économique du gouvernement brésilien au travers de mesures privilégiant une agriculture industrielle, hautement mécanisée, bénéficiant le secteur industriel, alors pôle hégémonique du récent modèle de développement capitaliste brésilien. Les politiques de crédits et de financements ont été développées afin de permettre aux producteurs brésiliens de développer leur capacité d'investissement. Ces efforts en direction de la modernisation de l'agriculture ont particulièrement réussi au sud du pays, où les conditions étaient réunies pour l'expansion des cultures en termes géographiques et climatiques, avec des zones planes mécanisables, propices aux cultures du soja, du blé et en second lieu aux cultures d'hiver (avoine, orge, seigle). Au Paraná, à partir de cette période, c'est le soja qui connaît une rapide expansion sur les anciennes parcelles de culture du café alors disparues, ainsi que sur de nouvelles aires. L'ampleur de la culture du soja au Paraná est telle qu'en dix ans, entre 1970 et 1980, la superficie cultivée est quasiment multipliée par six (passant de 395 500 ha à 2 250 000 ha). Aujourd'hui, au Paraná, la culture du soja vient en tête, suivie par le blé, le café, l'élevage bovin, le maïs, le haricot et le coton.



Pourtant, très rapidement l'impact social négatif, de ces politiques publiques de développement agroindustriel, se fait ressentir, pour les petits producteurs notamment par la valorisation de la terre qui en a résulté, ces propriétaires de petites parcelles de faible productivité ont ainsi été encouragés à vendre leurs propriétés. De même, chez les petits producteurs qui accédèrent à des crédits et introduisirent des technologies modernes, peu nombreux sont ceux qui ont bénéficié de cette croissance engagée par ce modèle de développement. Pour la grande majorité d'entre eux, leur productivité n'a que très peu augmenté, de plus ils ont rencontré des difficultés, et ont été soumis à des inégalités dans les systèmes de commercialisation, du fait du contrôle des prix et des dettes engendrées par les crédits. Ainsi, cette politique économique les a conduit à une dépendance accrue au marché, à la subordination au grand capital, que ce soit aux producteurs d'engrais chimiques, aux agro-industries, ou enfin au grand capital financier privé ou étatique, et ils ont eu de plus en plus de mal à assurer leur subsistance et celle de leur famille. De telle sorte qu'en 1975 au Paraná, le revenu mensuel moyen des petits producteurs n'atteignait pas le salaire minimum (FERREIRA, 1987).

Cette conjoncture de modernisation agricole des années soixante-dix a contribué à une vaste concentration foncière et, parallèlement, à l'exode massif d'une partie de la population rurale implantée dans ces zones de forte valorisation et spéculation foncière, vers d'autres régions du Brésil, Nord et Centre-Ouest, ainsi qu'à une prolétarianisation des petits producteurs devenant soit des *bóias-frias*<sup>7</sup> auprès des grand producteurs, ou des employés en zones urbaines.

Si l'on devait résumer les conséquences de cette évolution en quelques traits – retenus dans la perspective des questions que j'aurai à me poser sur le terrain – on pourrait retenir les points suivants :

- La quasi disparition de la végétation naturelle sur l'ensemble du territoire, intervenue au cours d'une évolution récente et extrêmement rapide. La mémoire d'un état tout à fait différent des paysages est toujours vive parmi la population locale car les bouleversements les plus intenses se sont produits en l'espace de deux générations, et les personnes nées au Paraná, qui sont aujourd'hui dans leur soixantaine ont connu des paysages complètement différents de ceux qui s'offrent à leurs yeux aujourd'hui.

---

<sup>7</sup> "*Repas-froid*", appelés ainsi car ils apportent leurs déjeuners froids, préparés chez eux, sur les plantations où ils travaillent comme travailleurs temporaires.

- Un recul massif du petit paysannat et des agriculteurs familiaux qui, avec l'afflux de migrants européens à la fin du XIX<sup>e</sup> et dans le premier quart du XX<sup>e</sup>, avaient été les artisans de la mise en valeur du Paraná. Dans les années 1970, le Paraná connaît un exode rural, sans précédent, de plus d'un million deux cent milles habitants, qui illustre cette vaste transformation de la paysannerie du Paraná.

- Une croissance urbaine explosive, qui accompagne une industrialisation de l'économie et la constitution de grandes métropoles – au premier rang desquelles Curitiba. Cette croissance est alimentée en partie par les populations rurales chassées de la campagne par l'avancée des grandes exploitations industrielles mais aussi par l'afflux de migrants venus des régions les plus pauvres du Brésil.

Dans cette évolution, le littoral du Paraná occupe une place bien particulière. Alors que c'est par lui qu'a débuté l'occupation de cette région et qu'il est demeuré pendant au moins deux siècles le pôle de la vie économique et administrative de la région, il s'est trouvé peu à peu marginalisé, au fur et à mesure que se développait l'occupation et la mise en valeur des hauts plateaux situés au-delà de la Serra do Mar. C'est sur le *planalto* que se sont situés à partir du XIX<sup>e</sup> siècle les grands défis et les grands enjeux. En dehors d'un bref épisode de prospérité au début du XX<sup>e</sup> siècle et sur lequel j'aurai l'occasion de revenir, le littoral est entré peu à peu en sommeil et son histoire sociale et économique s'est construite à la périphérie des grands mouvements qui trouvaient ailleurs leur origine : sur le *planalto* et à l'échelle du Brésil. Le littoral du Paraná se trouvait alors marginalisé et largement exclu des politiques publiques de par ses caractéristiques physiques et naturelles (relief, climat), ne présentant pas les conditions propices au développement d'une agriculture moderne mécanisée, industrielle, à des fins d'exportation. Les événements qui s'y déroulent aujourd'hui, les intérêts nouveaux qui s'y manifestent, les acteurs qui s'y pressent, tout ceci ne peut être compris qu'à la lumière des faits préalablement rappelés et d'un certain nombre de grands enjeux qui prennent racine bien au-delà du littoral, mais qui y ont des répercussions majeures. Ce sont certains de ces enjeux sur lesquels je vais me concentrer maintenant.

#### **4. LES ENJEUX CONTEMPORAINS DANS LE MONDE RURAL**

Dans un pays lui-même en évolution constante, le Paraná a traversé des périodes de bouleversements profonds – particulièrement intenses et rapides au cours du dernier demi-siècle. On y observe, dans tous les domaines, des dynamiques que l'on retrouve également à l'œuvre dans l'ensemble du Brésil mais qui prennent, dans le contexte local, des connotations spécifiques. Je vais ici développer plus particulièrement quelques questions qui concernent le monde rural et dont l'examen permettra d'éclairer les réalités spécifiques rencontrées sur le terrain d'étude.

##### *a) Les politiques publiques dans le domaine agricole*

Dans le Brésil impérial, pays où tout était à construire – à commencer par la population qui devait constituer la nation – le rôle de l'État comme inspirateur et moteur du développement a toujours été essentiel. Des politiques étaient mises en place pour attirer et organiser les flux migratoires. Des investissements étaient faits – en matière d'infrastructure comme à travers des aides aux producteurs ou encore par l'organisation des marchés – afin d'orienter la progression du front pionnier en fonction d'une logique d'occupation et d'aménagement du territoire. En particulier, c'est ainsi que s'est faite la mise en valeur du *planalto paranaense*, mouvement qui ne s'est achevé, on vient de le voir, que dans les dernières décennies du XX<sup>e</sup> siècle. Même dans un pays pionnier, l'État a toujours eu une influence déterminante sur les évolutions sociales et économiques qu'il n'a cessé d'influencer par le moyen de ses politiques publiques. Sur un territoire de dimensions continentales, qui trouvait dans ses ressources naturelles sa principale source de richesse – apparemment inépuisable ! –, le monde rural, considéré dans la diversité des modes d'exploitation qu'il permet (agriculture, élevage, exploitation forestière, sylviculture...), n'a cessé de faire l'objet de sollicitudes particulières. A travers ses représentants les plus riches et les plus puissants, il a acquis de longue date, et conserve jusqu'à aujourd'hui, une influence politique majeure.

C'est à partir du milieu des années 1960 et surtout durant les années 1970, que les politiques publiques orientées vers le développement agricole se mettent en place de manière radicale. La dictature militaire qui suivit le coup d'État de 1964 a largement contribué à ce développement par des politiques dirigées vers la modernisation des infrastructures comme les voies de communication principalement (route, chemins de fer, ports), et parallèlement par une politique d'incitations fiscales destinées à promouvoir l'occupation des aires de frontière

agricole, en particulier en Amazonie (FERREIRA, 1987) et sur les zones du littoral situées en pleine Mata Atlântica, comme à Guaraqueçaba (MIGUEL, 1997: 91). De même, dans un souci de modernisation des infrastructures, le régime militaire s'est polarisé sur des grands chantiers de construction d'usines hydroélectriques et ces grands barrages<sup>8</sup>, sur le développement des industries lourdes (sidérurgies, pétrochimie...) et enfin, sur le développement agricole par la politique de crédits subventionnés, la création d'institutions de développement rural comme l'EMATER<sup>9</sup>, présent dans tous les États du pays, et tout particulièrement au Sud et Sud-Est où il est présent dans chacun des municipes. Ainsi, du milieu des années soixante à la fin des années soixante-dix, les gouvernements militaires successifs ont mis en place - au travers de soutiens financiers, d'aides aux crédits, etc. - une politique de modernisation technique et de réorganisation du secteur agricole privilégiant le secteur agro-industriel et les grandes entreprises agricoles au détriment d'une réelle réforme agraire et d'un développement rural bénéficiant à la petite paysannerie.

Les programmes alors développés s'appliquaient à tout le territoire brésilien, mais avec de grandes inégalités régionales et en faveur de certaines productions privilégiées destinées à l'exportation. Au-delà de l'objectif principal de moderniser l'agriculture, spécialement la grande production, un autre de ses objectifs était de faire venir des industriels et des groupes économiques et commerciaux sur le terrain de l'investissement dans l'agriculture, et en particulier dans les activités forestières, au moyen de larges avantages fiscaux.

Ainsi, la Loi Fédérale n°5.106 de 1966 ouvrait droit à d'importantes déductions fiscales à toute personne ayant investi des capitaux dans la mise en place de projets de reboisement forestiers. Et, dans les années 1970, à partir des Décrets Fédéraux découlant de cette loi, il fut créé un « Fond d'Investissements Sectoriels », le Fiset, qui permettait à des personnes juridiques d'obtenir des droits d'exploitation dans des projets de reboisement implantés par des entreprises spécialisés et ouvrant droit aux déductions fiscales.

Au Paraná, ces projets de reboisement ont largement été développés et ont concerné particulièrement des espèces de pin, d'eucalyptus, de conifère natif *Araucaria angustifolia* et de palmier *Euterpe edulis* (MIGUEL, 1997 : 92). Ce dernier a fait notamment l'objet de projets de reboisement sur le littoral et particulièrement sur Guaraqueçaba avec, dans une moindre mesure, d'autres essences forestières. J'y reviendrai plus en détail dans le chapitre concernant le développement agraire du municipe et sa question foncière. Ces politiques

---

<sup>8</sup> Comme Itaipu, Salto Santiago et Santo Osório, pour ne citer que quelques exemples dans la Paraná.

<sup>9</sup> Empresa da Assistência Técnica e Extensão Rural (Entreprise d'Assistance Technique et d'Extension Rurale).

publiques ont contribué à l'implantation et au développement de grandes entreprises, privilégiant les (néo)latifundios.

Néanmoins, des politiques régionales de soutien aux petits producteurs coexistaient déjà avec cette politique hégémonique liée au projet de modernisation, notamment au Nordeste, mais ces politiques agricoles n'apportaient pas un soutien continu à ce public visé. En réalité, toute la conception de la politique destinée à l'agriculture avant même la période militaire considérait les petits producteurs comme des futurs entrepreneurs technifiés, sans qu'un ajustement soit pris en compte selon leurs conditions en termes de surface d'exploitation et de type de sol. Le crédit agricole, par exemple, était seulement concédé aux agriculteurs en fonction de la présentation d'un plan d'exploitation et de gestion avec l'introduction d'intrants chimiques et de mécanisation des établissements ruraux, dont généralement les petits producteurs familiaux ne pouvaient pas se doter par manque de moyens, de possibilités, et de maîtrise de ces stratégies complexes (MELAO, 1983).

Ainsi, une grande partie des petits producteurs sont restés en marge du processus de modernisation et des politiques publiques de développement, réalisant essentiellement une activité de subsistance caractérisée par une faible intégration au marché. Le modèle de développement ne leur offrait pas d'alternative dans la mesure où ils ne disposaient pas du profil adéquat pour en bénéficier : par manque de capacité suffisante d'investissement, et du fait de la non possession de titre de propriété de la terre dont ils faisaient l'usage en l'exploitant mais qui ne leur permettait pas d'accéder au crédit.

Durant toute la période du régime militaire et particulièrement au cours des années de crises à partir de 1974, l'ardeur développementaliste et la politique de subventions (au travers notamment de crédit rural subventionné) ont provoqué un impact considérable sur l'inflation, qui est devenue un levier important pour l'investissement dans les terres : le capital foncier est apparu, beaucoup plus qu'à d'autres périodes de l'histoire du Brésil, comme une forme de réserve de valeur dans un régime hautement inflationniste. Un tel processus, comme nous l'avons vu, a également été encouragé par les politiques publiques d'incitations fiscales pour la colonisation des frontières agricoles et en direction de *l'extrativisme*<sup>10</sup> – comme ce fut le cas à Guaraqueçaba – et qui a eu des conséquences singulières sur la dégradation des ressources forestières.

---

<sup>10</sup> Le terme désigne l'usage des ressources naturelles (minérales, animales et végétales) par l'extraction directe dans leurs milieux naturels (cueillette, chasse, pêche). Aujourd'hui on entend par extrativisme l'activité de cueillette de ressources naturelles renouvelables, dans la perspective d'un usage durable – c'est le cas des Réserves Extrativistes. Cependant le terme signifie également l'usage des ressources non renouvelables telles que les minerais, le pétrole, etc., de même, il peut désigner l'extraction sans prise en compte des niveaux d'utilisation des ressources, rationnelle ou non.

Bien qu'il fût intense et ample, le processus de modernisation a connu une stabilisation avec les changements du crédit agricole concédés à partir du début des années 1980, particulièrement au travers de l'arrêt d'une grande partie des subventions. La crise du "miracle brésilien" arrivait alors à son point culminant et la disponibilité des ressources pour l'agriculture fut freinée (MELAO, 1982). Ce fut justement à la fin des années 1970 et durant la décennie des 80 que la réaction aux effets du modèle de modernisation a commencé à s'exprimer. Au-delà du phénomène, précédemment cité, de l'exode rural massif et de l'absorption difficile des flux de population en milieu urbain, les impacts écologiques ont été déterminants. C'est principalement l'érosion, la contamination des eaux (eaux souterraines et superficielles suite à l'utilisation de produits phytosanitaires) qui ont été significatives dans les régions les plus modernisées. De même, les effets sur la santé des professionnels exposés (agriculteurs et travailleurs ruraux) de par leur proximité à la contamination atmosphérique, par l'utilisation importante d'intrants chimiques sur les exploitations, ont été significatifs, bien que n'ayant fait l'objet de recherche que très récemment (LIMA et Al, 2003). Et c'est sans parler des conséquences sur la santé des consommateurs, largement ignorée au niveau mondial, hormis lors de scandales médiatiquement relayés.

Dès la fin des années 1970, des mouvements sociaux s'organisent et viennent formuler des critiques au modèle de modernisation, ses impacts sociaux néfastes. Les petits producteurs familiaux participent activement à ces revendications, réclamant :

*"Des politiques agricoles différenciées, des meilleurs conditions de production et de meilleurs prix pour leurs produits", mais également "des mouvements de travailleurs « bóia-fria » revendiquant la réglementation de leur travail, des salaires et de meilleures conditions de travail; des mouvements d'agriculteurs expropriés par la mise en place des barrages pour la construction des usines hydroélectriques (...); des mouvements de lutte pour la terre. Ce sont les acteurs d'un monde rural en décomposition qui étaient ainsi exclus de la campagne sans pour autant trouver accès à la vie de la ville – emplois, services, possibilités de participation politique et de mobilité sociale."* (FERREIRA, RAYNAUT, ZANONI, 2005).

La critique est notamment soutenue par tout un mouvement pour le processus de la restauration démocratique, qui s'est particulièrement organisé autour de la lutte pour la Réforme Agraire, initialement sous l'influence de l'Eglise Catholique Progressiste, qui créa la Commission Pastorale de la Terre (CPT) en 1975, en Amazonie et renforcée ensuite par la formation du Mouvement des Travailleurs Ruraux Sans Terre du Brésil (MST), en 1984, au Paraná<sup>11</sup>. Leurs programmes et revendications s'articulent autour de l'accès à la terre, de l'amélioration des conditions de vie en milieu rural, basée sur la construction d'un modèle

---

<sup>11</sup> La première rencontre du MST ayant eu lieu à Cascavel, au Paraná en Janvier 1984.

différent privilégiant la vie communautaire et revendiquant la lutte pour une nouvelle société. Ce mouvement regroupe à la fois des agriculteurs qui ont perdu l'accès à la terre mais également et dans une large mesure des sans emplois et des sans abris des villes, pour la plupart des migrants ruraux de la deuxième et troisième génération. Le mouvement cherche à promouvoir les luttes sociales afin de garantir un modèle d'agriculture dont la priorité est la production d'aliments et la redistribution des richesses. Les actions privilégiées par le mouvement pour faire changer le modèle agricole productiviste et lutter pour la réforme agraire, se sont caractérisées par l'occupation des grandes aires improductives de latifundios considérant que l'occupation est le seul moyen légitime et effectif pour faire valoir ce droit à l'accès à la terre étant donné que les politiques publiques ne répondaient pas à toute cette frange de la population pauvre et en grande difficulté. Le mouvement est également accompagné par les luttes syndicales qui réclament une amélioration des salaires, ainsi que des conditions de travail des employés ruraux.

De leur côté, les agriculteurs familiaux possédant des lopins de terre avec des titres de propriété en bonne et due forme, ont également opéré leur critique du modèle de développement de l'agriculture moderne en cours, par la mise en place de stratégies diverses : la diversification agricole; la création de coopératives agricoles, la transformation des produits par ces mêmes coopératives ou associations, le développement de type d'agriculture alternative et/ou biologique.

Ces mouvements s'amplifient à la fin du régime militaire en 1985, spécifiquement alors que la démocratisation politique du pays ne paraît pas s'accompagner par une démocratisation de l'accès aux politiques publiques des segments de la population les plus défavorisés. En conséquence, le mouvement se perpétue et se dynamise dans les années 1990, pour la promotion de politiques qui privilégient les secteurs populaires exclus des politiques publiques des précédentes décennies. C'est dans ce contexte de soutien des mouvements ruraux, que des manifestations ont lieu, revendiquant des politiques agricoles pour les petits producteurs, la plus significative étant celle du « Cri de la Terre Brésil » (*Grito da Terra Brasil*, mobilisation promue par le mouvement syndical paysan, CONTAG : Confédération Nationale des Travailleurs dans l'Agriculture) dont la première manifestation s'est déroulée en 1995. C'est au cours de ces événements qui incitaient l'État à la différenciation des petits producteurs dans l'ensemble des agriculteurs brésiliens, que la dénomination "d'agriculteurs familiaux" apparaît pour la première fois.

La force de ces mouvements conduit l'État au lancement, encore dans les années 1990, du premier programme qui se propose d'appuyer de façon ciblée cette partie de la population,

dès lors désignée comme Agriculture Familiale : il s'agit du PRONAF (Programme National de Renforcement de l'Agriculture Familiale) créé en 1996. C'est avec la création du PRONAF que voit le jour la première politique publique en direction de la petite paysannerie. Il met à disposition des fonds destinés aux petits agriculteurs sous forme de crédits, d'aides à la réalisation de projets agricoles (LABAIG, 2003 : 5-6).

Dans un second temps, à partir de cette reconnaissance publique de la catégorie sociale "Agriculture Familiale" et de la perception du fait que ces agriculteurs ont une histoire au sein du milieu rural, ne travaillant pas seulement dans le secteur agricole mais développant des fonctions multiples, on commence à parler non plus seulement de développement agricole mais plus spécifiquement de politiques de développement rural.

Au niveau national et local, à l'intérieur de ces politiques, la question de l'environnement prend de l'importance, en relation à un développement rural où les agriculteurs familiaux ont une place prépondérante et où leurs spécificités sont reconnues. Même si ces formes de penser les politiques publiques pour le milieu rural ne sont pas encore hégémoniques, elles constituent un tournant dans l'histoire du Brésil rural. Toutefois, globalement considérées, les politiques agricoles conventionnelles, basées sur la mécanisation, le contrôle industriel des semences, le développement de l'utilisation de produits phytosanitaires (pesticides, engrais chimiques), continuaient à recueillir l'essentiel des ressources affectées à l'agriculture.

La question environnementale en lien à l'agriculture occupait pour sa part une place croissante dans les préoccupations gouvernementales, mais elle demeurait très fréquemment centrée sur la déforestation, n'arrivant pas à constituer un des éléments de la politique agricole qui vise la modification du modèle technologique de l'agriculture brésilienne (cela est en train de se faire depuis très récemment justement en parallèle des préoccupations écologiques, notamment autour de la question des cultures transgéniques).

Le débat sur l'agriculture familiale au Brésil reste toujours d'actualité tant en ce qui concerne la prise en compte actuelle de cette catégorie au sein des politiques publiques, que la reconnaissance du fait qu'il ne s'agit pas d'une simple survivance et qu'elle a un rôle spécifique à jouer dans l'avenir de l'agriculture du pays. La diminution significative et constante de la population rurale et du nombre d'exploitations rurales depuis les années 1950-1960 renforce cette problématique.



### ***b) Les politiques publiques sociales compensatoires***

Parallèlement aux politiques publiques de développement rural qui se sont développées plus particulièrement depuis une décennie, des politiques sociales ont vu le jour très récemment. Elles se caractérisent par des politiques compensatoires en direction des populations les plus pauvres. Ces programmes ont été lancés à partir du second mandat de Fernando Henrique Cardoso en 1999, puis ils ont été amplifiés et unifiés sous le gouvernement de Lula (Luiz Inácio Lula Da Silva) à partir de 2002 :

- *Bolsa Escola Federal* initiée en 2001 (mais déjà en cours auparavant dans quelques États pilotes du Brésil), Bourse Scolaire : ces bourses sont attribuées aux familles qui ont un revenu inférieur ou égal à un demi salaire minimum par personne (soit environs 30 Euros mensuel/personne), dont les enfants de 7 à 14 sont inscrits dans une école publique, et qui en font la demande auprès de leur mairie. La bourse s'élève par enfant à 15 Reais mensuel (5 Euros).

- *Vale-Gás* : Bon de Gaz de 7,50 Reais par mois (2,50 Euros).

- En octobre 2003, le programme *Bolsa Família*, Bourse Famille unifiée et coordonne toutes ces aides aux familles pauvres, dans le cadre du projet Fome Zero (Faim Zéro) : Bolsa Escola, Bolsa Alimentação, Vale-Gás...

- Le programme *Luz No Campo* suivi de celui *Luz Para Todos* : "Lumière à la campagne" et la "Lumière pour tous". Le programme Lumière à la Campagne a été initié en 2000, pour répondre aux besoins des populations rurales aux revenus faibles. Pourtant, les familles bénéficiaires devaient participer aux coûts d'installation à hauteur de 1600 Reais (530 Euros environs), ce qui représente une somme considérable pour des familles à faibles revenus. Même si elles avaient la possibilité de payer sur plusieurs années, l'investissement était élevé. Le programme "Lumière pour Tous" a été décrété en 2003, afin d'apporter ce service de base aux familles du milieu rural qui n'en sont pas pourvues. Ce programme privilégie le caractère social et il est totalement gratuit pour les bénéficiaires, à la différence du premier programme.

J'évoque ici de manière succincte ces programmes car je m'y référerai plus loin lorsque seront abordées plus spécifiquement les conditions de vie et de reproduction sociale et matérielle des habitants du hameau étudié.

Ces programmes de lutte contre la pauvreté, la faim et le maintien des jeunes en milieu scolaire, ne sont pas l'exclusivité du monde rural et ils sont aussi largement développés en

milieu urbain. Ils ont été mis en place afin de pallier les difficultés rencontrées par les familles les plus pauvres, cependant, jusqu'à très récemment, ils n'atteignaient pas toutes les familles qui pouvaient y prétendre, les municipes ayant des quotas, les procédures administratives se révélant compliquées pour une large part des bénéficiaires potentiels et les passe-droits étaient courants. Le programme "*Luz para Todos*" puis "*Luz no Campo*" est, quant à lui, destiné exclusivement au milieu rural.

### ***c) La question foncière : une problématique centrale au Brésil***

L'accès à la terre est un problème récurrent dans l'histoire du Brésil. Le contrôle de la terre, pour les différents usages qu'elle peut permettre n'a cessé de faire l'objet de tensions permanentes. Dans ce processus une dissociation s'est opérée entre la possession précaire de la terre ouvrant un droit d'usage et la propriété légale avec un titre de propriété, qui seul prévaut en dernière instance (même si ces titres étaient contestables, douteux et malgré qu'il y ait reconnaissance du fait que l'usage pouvait être à l'origine de la propriété, cela à partir des lois impériales sur la terre au début de la république). Comme le souligne GRAZIANO Da SILVA, le sort de la petite paysannerie ne peut pas être dissocié de la question de la propriété de la terre ainsi que des transformations qu'elle a connues tout au long de l'histoire du pays (1978 : 15). C'est pourquoi un retour en arrière est nécessaire pour saisir le passé dans lequel s'enracinent les réalités contemporaines.

La genèse du rapport au foncier au Brésil a obéi à deux grands principes fondateurs au fil de son histoire. Le premier est à l'œuvre depuis les lendemains de la découverte jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. L'autre prend effet à partir du XIX<sup>e</sup> siècle.

La première législation foncière instituait comme seul moyen de régularisation foncière la concession par le pouvoir royal, relayé par les *Capitães mores*, de titres fonciers appelés *sesmarias*. Ce système de concessions de terre était l'unique forme légale permettant d'obtenir la propriété d'une terre au sein des vastes territoires placés, en vertu d'accords internationaux, sous la tutelle formelle de la couronne portugaise, mais dont la colonisation effective demeurait encore à réaliser. Ceux qui bénéficiaient de ces concessions étaient des notables qui disposaient des capitaux leur permettant de prendre en charge le financement de la mise en valeur des territoires et qui, pour ce faire, recouraient de façon massive à la force de travail servile. Cette législation a marqué profondément la structure foncière et agraire du pays.

Ce premier découpage territorial et foncier du Brésil a jeté les bases d'immenses latifundios, placés sous l'autorité de véritables seigneurs féodaux qui régnaient non seulement sur la terre mais également sur ses occupants. Toutefois, dans la mesure où l'outil de délimitation des attributions foncières demeurait extrêmement rudimentaire – notamment du point de vue cartographique – les limites des propriétés ainsi dévolues demeuraient le plus souvent aussi imprécises que confuses. Personne ne coordonnait concrètement ces attributions, ni le roi, ni les capitaines, de sorte que, fréquemment, se produisaient des superpositions entre des concessions revendiquées par des personnes différentes. Cette imprécision des limites était d'ailleurs de l'intérêt des bénéficiaires car elle leur permettait, lorsque l'occasion s'en présentait, de déborder sur des terres publiques limitrophes des leurs. Elle générait aussi des conflits de voisinage, et c'est par la violence que ceux-ci se réglaient. Dans un cadre légal très général et très incertain, c'est en fin de compte l'occupation arbitraire fondée sur des rapports de force qui établissaient l'affirmation de droits fonciers.

Ces procédures étaient réservées à une frange privilégiée de la population qui, à défaut de domaines fonciers aux limites précises, recevait le droit de s'en constituer un à la mesure de leur richesse, de leur force et de leur ambition. Cependant, en parallèle, s'est développée, dès les premiers siècles de la colonisation, une autre forme d'occupation qui ne partait d'aucune reconnaissance juridique légale mais qui tirait profit du fait que, pendant longtemps, l'administration coloniale n'était pas en mesure de contrôler de façon effective les immensités sur lesquelles sa juridiction s'étendait. Nombreux furent ainsi les arrivants de statut plus modeste qui défrichèrent des terres sans demander rien à personne et qui, tant qu'ils ne constituaient de gêne ni pour la couronne ni pour les grands propriétaires, continuèrent à l'exploiter. Cette présence de fait donnait naissance à une sorte de droit d'usage coutumier – *posse* – qui, tant qu'un droit plus fermement établi ne venait pas le contester, faisait office de titre foncier. Au fil du temps cette forme d'occupation, privée de titres officiels, est devenue une pratique générale et tolérée. MIGUEL, dans son étude sur le littoral nord du Paraná, signale à ce sujet que, d'après un recensement de 1818, 40 % des exploitations de l'époque n'étaient pas régularisées et donc étaient considérées comme des possessions, *posses*, c'est-à-dire des terres occupées par droit coutumier (MIGUEL, 1997 : 37).

Mais un tel droit était éminemment précaire. Le plus souvent, un grand propriétaire, fort, si ce n'est de titres fonciers officiels, du moins de l'avantage que lui conférait sa richesse, son influence et, en dernier ressort, la menace que représentaient les hommes de mains dont il s'était entouré – gagnant ainsi le titre officieux mais respecté de *Coronel* – ne tardait pas à chasser les *posseiros*. Ils étaient alors contraints de céder le terrain et de partir à la recherche

d'une autre parcelle « vide ». Et c'est ainsi que toute une population de petits paysans « nomades » s'est constituée très tôt, aux marges du maillage foncier officiel dominé par un nombre réduit de grands propriétaires qui, souvent, maîtrisaient aussi les autres secteurs de l'économie (industrie, commerce<sup>12</sup>), et qui détenaient l'essentiel du pouvoir. (GRAZIANO DA SILVA, 1978 : 19-20). Ces petits producteurs développèrent une agriculture de subsistance dont les excédents étaient commercialisés sur le marché interne, local ou régional (GRAZIANO DA SILVA, 1978 : 9). Comme le rappelle DEAN, la violence était au cœur même de cette réalité, violence impunie perpétrée par les puissants propriétaires sur une population démunie de moyens légaux pour se défendre et qui, si elle ne fuyait pas, périssait sous les coups des hommes d'armes des grands *fazendeiros*, s'appropriant ainsi les terres (DEAN, 1996 : 166).

Cette première législation foncière fut abrogée en 1822, après des siècles de conflits fonciers exacerbés qui débouchaient sur une situation de désorganisation de la production agricole, qui se traduisait notamment par les difficultés d'approvisionnement des centres urbains en cours de constitution dans ces débuts de XIX<sup>e</sup> siècle.

*"... la concession de grandes surfaces à un nombre réduit d'individus tout au long de la période coloniale avait abouti à une situation catastrophique : une structure foncière marquée par une forte concentration et où la majorité des latifundias étaient non cultivées ou produisaient pour l'exportation. L'ancienne législation avait permis aux grands propriétaires de s'accaparer de vastes étendues de terres agricoles mais, surtout, d'être les seuls à disposer des moyens légaux de les régulariser juridiquement. En revanche, la grande majorité de la population rurale restait confrontée à une situation socio-économique fort précaire car, même lorsqu'elle possédait une tenure foncière, celle-ci n'avait aucune reconnaissance légale et juridique." (MIGUEL, 1997 : 39)*

Cependant, ce n'est que presque trente ans plus tard qu'une nouvelle législation établit une réglementation d'accès à la terre ainsi que des mécanismes de régularisation foncière. En effet, la Loi des Terres de 1850 ouvrit, sous certaines conditions, la possibilité d'une régularisation foncière des possessions antérieures à cette loi. De plus, elle décrétait que le seul moyen de régulariser de nouvelles possessions foncières se faisait par l'achat de terres à l'État Brésilien ou à son propriétaire légitime et que toute occupation ou régularisation de nouvelles possessions étaient interdites.

Cette démarche de régularisation foncière n'eut pas que des effets positifs pour les petites exploitations paysannes. Elle ne s'appliquait en effet qu'aux terres en culture, ignorant

---

<sup>12</sup> Secteurs marginaux durant la période coloniale, mais qui à partir de 1818, moment où la cour portugaise s'installe au Brésil, sont largement encouragés.

celles qui étaient laissées en jachère longue, ainsi que les parcelles de forêt exploitées de façon sélective et utilisées pour la cueillette – qui constituaient une part importante des ressources de subsistance (MIGUEL, 1997 : 39-40). Là encore, la nouvelle législation privilégia la grande propriété au détriment des petits paysans, dépourvus du capital nécessaire à l'achat des terres à l'État ou même indispensable pour faire face aux coûts engendrés par les démarches de régularisation des *posses*, c'est-à-dire le paiement pour la reconnaissance des possessions. C'est ainsi une grande majorité de la population issue des premiers pionniers du Brésil colonial qui s'est trouvée privée d'un accès sûr à la terre et s'est vue dès lors contrainte de répondre, au même titre que les nouveaux migrants, à la demande de main-d'œuvre des grandes exploitations.

Il faut attendre le début du XX<sup>e</sup> siècle pour qu'une nouvelle politique voie le jour au Brésil et au Paraná. En effet, c'est après la proclamation de la République en 1889 que l'on instaure la nouvelle Constitution brésilienne qui transfère aux régions la responsabilité de la question foncière. Ainsi, à partir de 1892, le gouvernement du Paraná développa une politique foncière d'envergure assurant notamment la concession de vastes aires à des compagnies privées de colonisation (MIGUEL, 1997 : 73) – dont j'ai évoqué plus haut le rôle dans l'accueil des immigrants. Cependant la recherche du profit qui guidait en priorité ces compagnies, le flou qui, encore une fois, entourait l'attribution et la délimitation des concessions, aboutirent souvent à de véritables imbroglios juridiques – marqués notamment par des superpositions de titres sur une même parcelle. Dans bien des cas, la situation foncière des attributaires de parcelles se révélait, en fin de compte, beaucoup plus précaire qu'ils ne le croyaient.

Durant cette période d'intense mobilité du front pionnier agricole, où le succès de cultures comme le café ou le cacao créait une véritable fièvre de terres, le phénomène de concentration foncière s'accrut encore : au bénéfice de l'aristocratie foncière déjà existante, mais aussi de nouveaux entrepreneurs locaux ambitieux et dotés de capitaux ou même de firmes internationales attirées par les perspectives offertes par un pays en pleine croissance. Les petits exploitants n'étaient guère de force à résister à cet appétit sans frein. Les *posseiros* qui ne pouvaient justifier que de leur droit coutumier étaient balayés sans merci. En ce qui concerne les colons, les chicanes juridiques, favorisées bien souvent par les failles de leur position foncière, appuyées parfois par la complicité d'hommes de loi véreux, vinrent dans beaucoup de cas à bout de leur résistance. Lorsque ces moyens juridiques ne suffisaient pas, le recours pur et simple à la violence permettait aux plus puissants d'arriver à leurs fins. Pour le

Nordeste cacaoyer, le roman *Terra do sem fim* de Jorge AMADO (publié au Brésil en 1942) fait vivre de façon très réaliste ces pratiques. Mais le même scénario se répéta dans l'ensemble du Brésil, y compris au Paraná. Des familles entières furent ainsi jetées sur les routes, grossissant la masse des expulsés, sans titre de propriété, à la recherche d'un misérable emploi dans les grandes plantations.

GRAZIANO Da SILVA souligne qu'il n'y a eu aucune politique publique en faveur de la petite propriété, à aucun moment dans l'histoire Brésilienne. Ainsi, la question de la propriété de la terre est restée longtemps sous cloche, intouchée. La concentration de la terre par un nombre réduit de grands propriétaires a permis à ces derniers d'acquérir un grand pouvoir et d'orienter à leur bénéfice les politiques foncières (GRAZIANO DA SILVA, 1978 : 34-35). La lutte pour la terre et pour la réforme agraire trouve ainsi ses fondements dès le XIX<sup>e</sup> siècle et perdure tout au long du XX<sup>e</sup> siècle, comme un leitmotiv plus ou moins latent ou exprimé selon les époques, en réponses aux injustices, aux prises de pouvoir, et à l'accaparement par certains des richesses et des terres au détriment des plus faibles.

En 1964, à l'aube du gouvernement militaire, une nouvelle loi définit le Statut de la Terre (*Estatuto da Terra*, Lei 4504 de 30/11/64) et institue le cadastre des « Établissements Ruraux » (*Imoveis Rurais*) pour mettre en place la Réforme Agraire et la promotion de la Politique Agricole. Le gouvernement militaire crée en même temps l'Institut Brésilien de Réforme Agraire (IBRA) et l'Institut National de Développement Agraire (INDA). Cette réforme agraire tant espérée par les paysans ne sera que de courte durée car la pression et la rage des grands propriétaires lui fait aussitôt écho. La Réforme Agraire prévoyait en effet l'expropriation partielle de latifundios insuffisamment mis en valeur pour les attribuer à des paysans sans terre. Or, les grands propriétaires terriens, qui venaient de cautionner le Coup d'État, s'insurgèrent contre un pouvoir qu'ils avaient contribué à mettre en place et faisait des choix qu'ils jugeaient contraires à leurs intérêts. Ils firent donc obstacle à l'application de la réforme agraire. Bien qu'inscrite dans les textes, elle fut très peu appliquée et les quelques opérations de redistribution qui eurent lieu furent loin d'être à la mesure de l'ampleur du problème.

C'est en 1970 que fusionnèrent l'IBRA et l'INDA pour devenir l'INCRA (l'Institut National de Colonisation et de Réforme Agraire) par le Décret n°1110 du 09/07/1970. Beaucoup plus que la réforme agraire, son objectif était alors la colonisation de l'Amazonie. L'expérience s'est soldée par de nombreux échecs. Cependant l'INCRA est devenu l'organisme chargé de mettre en place la loi sur le statut de la terre, de promouvoir la réforme

agraire, ainsi que le recensement de toutes les propriétés rurales. Afin de promouvoir la colonisation et la réforme agraire, cet organisme public doit en effet recenser et régulariser toutes les propriétés, il est aussi garant de l'application de l'impôt foncier des propriétés rurales.

Depuis le retour à la démocratie en 1985, les engagements publics en faveur de la réforme agraire se sont succédés. D'autre part, le mouvement des paysans sans terres s'est structuré et il a acquis une force significative dans la vie politique nationale. Affichée comme une priorité par le gouvernement de Fernando Henrique CARDOSO (1994-2002), la réforme agraire figurait au centre du programme de Luis Inácio Lula DA SILVA (Lula). Pourtant, une large controverse sur les chiffres présentés du nombre de familles bénéficiaires de la Réforme bat son plein (Ministère, CONTAG, MST...). Même si l'on note une accélération récente des redistributions et des installations (*assentamentos*), le problème demeure entier.

On estime entre 200.000 et 300.000 familles *assentadas* en 30 ans, de 1964 à 1994, sachant qu'il n'y a pas de recensement au cours de cette période qui pourrait confirmer ces données. Fernando Henrique CARDOSO (FHC) dit avoir installé 280.000 familles au cours de son premier mandat. La polémique sur les chiffres perdure selon les sources, le nombre de familles *assentadas* durant les deux gouvernements de FHC (8 ans) est estimé aux alentours de 500 000. Lula, quant à lui, a installé 245 000 familles entre 2003 et 2005 (3 ans sur les 4 qui comprennent son mandat, cf. [www.incra.gov.br](http://www.incra.gov.br)). Pourtant, là encore, la polémique sur les chiffres continue, le MST critique le fait que seulement 25% des ces familles ont été installées sur des terres désappropriées et que le reste l'ont été sur des *assentamentos* déjà existants, ou sur des terres publiques. Malgré la controverse sur les chiffres effectifs du nombre de familles *assentadas*, ces deux derniers présidents ont, durant leurs mandats respectifs, soit 11 ans au total, installés deux fois plus de familles (760.950 selon les données du Ministère du Développement Agraire) que durant les 30 ans précédents faisant suite à la loi sur le statut de la terre qui promulguait la redistribution et l'équité. En terme de surfaces allouées à la Réforme Agraire (par désappropriation ou sur des terres publiques), Lula en a créé presque deux fois plus que FHC, avec une moyenne de 4.828.157 Ha annuel contre 2.483.290 Ha annuel pour FHC. Néanmoins, il est important de noter que, parallèlement aux projets de redistributions et d'installations, le gouvernement Lula s'est également attaché à améliorer les conditions jusqu'alors précaires des *assentamentos* déjà existants, de fournir une assistance technique accrue, des financements pour le développement rural et plus de 5000 postes de fonctionnaires de l'INCRA ont été créés en 2005, afin de répondre aux besoins de projet de

réforme agraire, alors que les gouvernements précédents n'avaient accordé que peu de moyens à cet organisme.

Le succès du retour à la terre des *assentados* dépend en effet non seulement de l'attribution d'une parcelle mais aussi des moyens qui leur sont donnés pour exercer leur activité avec un minimum d'efficacité et pour accéder à des conditions de vie décentes. La mise en place d'un *assentamento* devrait donc s'accompagner de la mise en place d'infrastructures et de services de base (pistes, accès à l'eau, conseil agricole, crédits, écoles, dispensaire...). C'est très loin d'être toujours le cas. Le plus souvent, les groupes d'agriculteurs sont installés sur des terres marginales, d'accès difficile, privées de tout équipement. De nombreux attributaires ont perdu l'expérience de l'agriculture et auraient besoin d'un appui technique rapproché qui leur fait défaut. Logés dans des conditions rudimentaires, voire insalubres, parvenant difficilement à tirer de la terre les moyens de survivre, beaucoup d'entre eux se retrouvent dans des conditions de vie au moins aussi précaires que celles auxquelles ils pensaient avoir échappés. Lorsqu'ils ont le sentiment qu'aucun avenir ne s'ouvre devant eux, ils partent à nouveau sur les routes, à la recherche d'un ailleurs plus prometteur.

C'est, on le voit, dans une histoire multiséculaire fondée sur l'arbitraire, l'injustice et la violence, que la question foncière plonge ses racines au Brésil. La précarité du lien de la petite paysannerie avec la terre qu'elle exploite constitue une dimension essentielle de sa vulnérabilité face aux processus de concentration foncière qui sont aujourd'hui à l'oeuvre. Certes, à l'échelle du pays tout entier, existent encore d'importantes réserves de terres incultes vers lesquelles peut continuer à progresser la frontière agricole. Néanmoins, ces terres se situent généralement dans des secteurs, comme le bassin amazonien, dont la protection fait l'objet d'une mobilisation nationale et internationale forte qui complique leur conquête. En comparaison, celles qui se situent dans des espaces déjà exploités depuis un passé plus ou moins long, qui jouissent de conditions naturelles favorables et bénéficient d'une bonne infrastructure offrent un avantage différentiel qui les rend attractives. C'est le cas, en particulier, avec les parcelles que les petits agriculteurs familiaux du Paraná ont mis en valeur au cours d'une histoire dont j'ai rappelé plus haut les grandes lignes. Leurs exploitations constituent donc une cible de choix pour les grands domaines qui cherchent à s'étendre dans une région qui offre un potentiel élevé de valorisation. Dans cet État, le mouvement massif de défrichement qui a eu lieu durant la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle ne laisse plus aucune réserve pour une progression du front agricole – à l'exception de quelques pans de forêt



sauvés *in extremis*. L'élargissement des grands domaines s'y alimente donc à une seule source : la mainmise sur les terres des agriculteurs les plus vulnérables. Aux difficultés que crée, pour les petits exploitants du monde entier, la concurrence sauvage qui s'exerce sur un marché globalisé, s'ajoute, pour ceux du Brésil, la grande précarité provoquée par l'incertitude de leur statut foncier et par la violence qui continue à régner dans le traitement des conflits de la terre. Je montrerai sur le terrain comment cette réalité se manifeste concrètement et quelles en sont les conséquences pour les petits agriculteurs.

En dépit de la mobilisation politique et sociale qui s'opère depuis plusieurs décennies autour de la question de la terre, le phénomène de concentration foncière ne s'atténue pas, au contraire il se renforce. On estime aujourd'hui que 46,8% des terres agricoles du Brésil sont entre les mains de 1,6% des propriétaires ruraux (de plus de 1 000 Ha), et à l'inverse 86,3% des établissements ruraux (de moins de 100 Ha), se partagent 19,7% des terres. Ainsi, la concentration de terre au Brésil est l'une des plus élevée du monde, moins de 50 000 propriétaires ruraux possèdent des aires de plus de 1 000 Ha, et contrôlent presque 50% des terres cadastrées. Parallèlement, ce sont les établissements ruraux de moins de 100 Ha qui répondent à 47% de la production agricole et absorbent 40,7% de la main d'œuvre agricole, alors que les établissements de plus de 1 000 Ha, ne participent qu'à hauteur de 21% de la production et n'absorbent que 4,2% de la main d'oeuvre. Ainsi, paradoxalement, les plus petites exploitations sont aussi les plus productives.

Dans un pays dont l'industrialisation est déjà bien engagée, l'appétit pour la terre ne se dément pas. Cette réalité s'inscrit dans une logique ancienne du capitalisme brésilien. En effet, comme GRAZIANO DA SILVA l'a bien montré, la situation foncière brésilienne – une concentration combinée à une sous-utilisation – s'explique en grande partie par le rôle de réserve de valeur qu'a joué la terre dans ce pays, comme je l'ai déjà présenté. Le capital investi dans l'achat de terre vise ainsi beaucoup plus la spéculation foncière, voire immobilière dans les zones périurbaines, que la production (GRAZIANO DA SILVA, 1978 : 94). De ce fait, les grands propriétaires au Brésil ont toujours eu tendance à agrandir leur propriété afin de créer toujours plus de réserve de valeur, sans attacher toujours une grande importance à leur exploitation. Cependant, de façon générale cette réalité connaît des changements en fonction de la diminution de l'inflation et des possibilités ouvertes par un marché financier plus solide, processus qui s'accroît à partir des années 1990. Toutefois, cette logique est encore en cours sur le marché foncier rural et a eu un rôle fondamental dans

la configuration de la question de la terre au Brésil. Cette logique apparaîtra à l'œuvre de façon très évidente dans le cas de Guaraqueçaba.

Tout au long de l'histoire du Brésil, la petite paysannerie a été à la recherche d'un lien stable et durable à la terre. Mais ce rêve ne s'est pratiquement jamais réalisé. Elle a presque partout été rejetée à la périphérie des espaces où s'exerçaient les grands enjeux fonciers du moment ; n'y demeurant que tant que les grands propriétaires ne s'y intéressaient pas ; repartant vers de nouvelles frontières agricoles lorsqu'elle était délogée. Elle a ainsi toujours joué un rôle d'éclaireur dans la progression du front pionnier : ouvrant à la force de ses bras une brèche dans les terres incultes, puis cédant le terrain lorsque la force l'y contraignait. Sans cesse à la poursuite d'un rêve inaccessible : celui de posséder enfin un lieu à soi, de pouvoir en tirer sa subsistance et celle de sa famille et de le transmettre ensuite à ses enfants.

C'est cette même histoire qui a failli se jouer à Guaraqueçaba et qui sera présentée ultérieurement. Longtemps demeurés à la périphérie des territoires du *planalto* où se concentraient les grands enjeux fonciers du Paraná, les espaces forestiers du littoral ont failli disparaître eux aussi lorsque de puissants appétits se sont tournés vers ce dernier lambeau de forêt encore préservé. Ils n'ont dû leur survie qu'à la valeur sociale et politique qu'a soudain acquis ce dernier témoignage d'un patrimoine naturel partout ailleurs rayé de la carte du Brésil.

#### ***d) La défense de la Mata Atlântica : naissance de l'enjeu environnemental***

Le Brésil trouve l'origine de son nom d'une richesse très tôt exploitée : le bois brésil, "*pau-brasil*". Dès les premières expéditions, le bois brésil est extrait des forêts côtières du Nord du pays, et est dirigé vers les grands ports européens. En France, c'est principalement à Honfleur et Rouen qu'il aboutit (DEAN, Ibid : 64-68). Très tôt, la forêt fait donc l'objet d'une exploitation systématique : pour le bois de chauffe, l'exportation, la construction navale, la menuiserie, l'ébénisterie... tour à tour les bois précieux appelé "*madeira de lei*", comme le *pau-brasil*, le palissandre, le *tapinhoã*, la *canela*, le *jacaranda*, l'*ipê*, puis les fibres, les lianes pour les cordages, l'*erva mate*, les plantes médicinales, les fleurs tropicales (épiphytes, broméliacées, orchidées), et les perroquets très prisés par la bourgeoisie en Europe (DEAN, Ibid : 152 ; 177-182).

A l'arrivée des Portugais, une vaste forêt – dont on estime maintenant qu'elle représentait alors 12% du territoire brésilien – se déployait le long de la côte, depuis le

Nordeste jusqu'au Sud du pays. Le territoire original de la Mata Atlântica occupait toute la zone côtière du Brésil, du Rio Grande do Norte au Rio Grande do Sul et s'étendait sur une centaine de kilomètres à l'intérieur du continent, et dans les régions sud et sud-est atteignait l'Argentine et le Paraguay (c'est le cas du Paraná). Sa superficie totale correspondait à l'ensemble des territoires de la France, de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne (LIMA, 1997). Cet ensemble était composé d'une série très diversifiée d'écosystèmes, qui incluent des forêts de plaine et d'altitude, des forêts côtières et continentales, des îles, des mangroves...

C'est avec admiration que les premiers explorateurs l'on découverte et, longtemps après, c'est avec des accents lyriques qu'elle nous est présentée. Ils relatent l'abondance des poissons, des oiseaux et des plantes tel Sim o de Vasconcellos ayant vécu à Bahia qui décrit en 1662 la nature brésilienne en célébrant sa forêt qui concentre tous les arbres de l'univers. Le Brésil est, selon lui, la contr e du printemps  ternel. Il parcourt les immenses forêts et s'émerveille de son exubérance : aux troncs immenses, au trésor de remèdes, à la diversité des espèces, qu'il décrit une à une, aux odeurs suaves qui en émanent. Il définit cet ensemble comme :

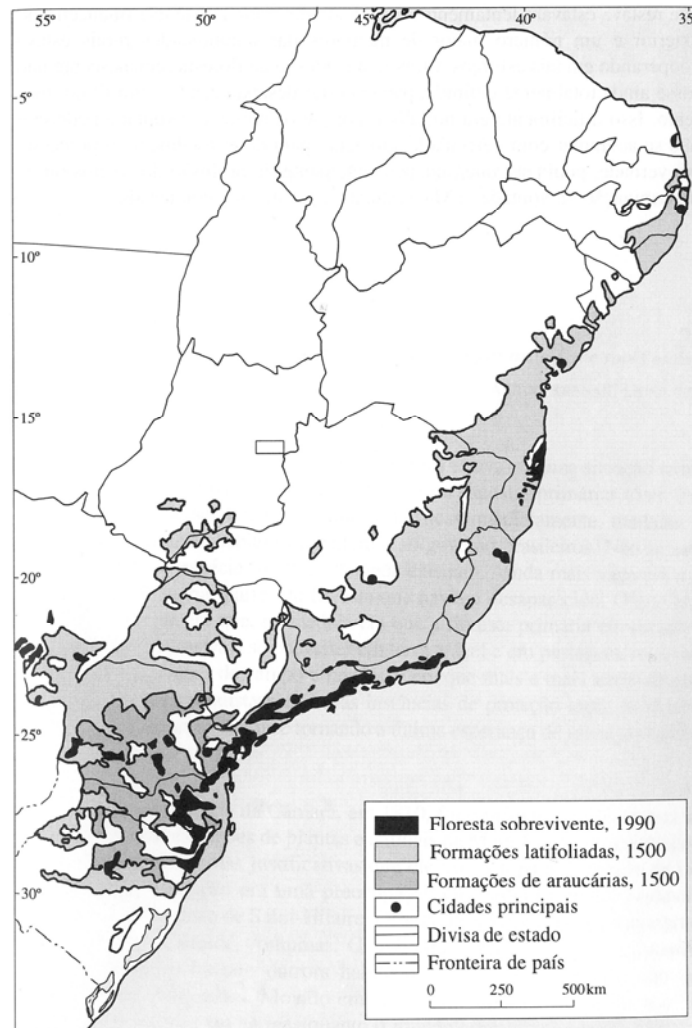
*"L'arboretum de l'univers, les pieds dans la terre et les cimes dans le ciel, formant des bosquets charmants, des forêts délectables, des profondeurs sauvages et sombres, les plus agr eables du monde"* (repris par DEAN, Ibid : 100-101).

Si, dans le Nordeste, les défrichements entraînés par la culture de la canne à sucre et les déboisements provoqués par la collecte de combustible pour alimenter les fours commencèrent assez tôt à porter atteinte à son intégrité, les dégâts sont demeurés globalement assez modérés jusqu'au XIX  siècle. C'est véritablement avec l'arrivée massive d'immigrants, le développement explosif de la culture du café et de celle du cacao, puis l'urbanisation intensive de la côte brésilienne que la forêt commence à disparaître. La nouvelle fièvre de la canne à sucre entraînée à la fin des années 1970 et au cours des années 1980 par le « plan alcool »<sup>13</sup> lui porta les derniers coups.

DEAN, dans son ouvrage consacré à la disparition de la Mata Atlântica, retrace de façon méticuleuse l'histoire de cette disparition. La carte ci-dessous en résume les principales étapes.

---

<sup>13</sup> Politique énergétique basée sur l'utilisation d'alcool de canne comme complément dans les carburants destinés aux véhicules.



**Figure 9** : Évolution de la Mata Atlântica brésilienne de 1500 à 1990. (DEAN, Ibid : 363).

Aujourd'hui, on estime que ce qui reste de cette forêt ne représente plus que 7 à 10% de sa superficie initiale. Les principaux vestiges en sont situés dans les régions Sud et Sud-Est, recouvrant une partie de la chaîne montagneuse Serra do Mar (États de São Paulo, Paraná, Santa Catarina), de la Serra da Mantiqueira (Minas Gerais, São Paulo, Rio de Janeiro), et sur le littoral sud de l'État de Bahia, du fait d'un relief accidenté et d'une marginalisation économique dont le cas du Paraná vient de fournir un exemple.

Ces vestiges continuent à témoigner d'une très grande biodiversité, avec beaucoup d'espèces endémiques. C'est le cas de nombreux mammifères, oiseaux, amphibiens, plantes surtout dans les familles des broméliacées, des palmiers et des arbres. Cette biodiversité serait supérieure à celle que l'on rencontre dans la forêt amazonienne.

Les quelques reliques qui ont pu subsister jusqu'à aujourd'hui sont, eux aussi, gravement menacés. L'Institut Socio-Environnemental (ISA) met en garde quant à la gravité de la situation. Ainsi, parmi les 202 espèces animales menacées d'extinction au Brésil, 171 se trouvent dans le domaine de la Mata Atlântica (ISA, site Internet, 2006).

Si quelques mesures isolées de protection furent prises dès la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle – comme la constitution de parcs naturels tels que celui de Itatiaia en 1937 à Rio, premier parc national brésilien, celui d'Iguaçu au Paraná en 1939<sup>14</sup>, et celui de la Serra dos Orgãos à Rio – ces interventions sont demeurées ponctuelles jusqu'à une période récente. Alors que dès la fin du XIX<sup>e</sup>, les organisations conservacionnistes de certains pays comme les États-Unis et certains pays d'Europe (France, Allemagne, Autriche), s'organisent et cherchent à s'articuler internationalement, le Brésil reste en marge jusqu'en 1925, date à laquelle le Code Forestier entre en vigueur, de façon tardive en comparaison à ces autres pays. La Société des Amis des Arbres fondée en 1931 au Brésil, proteste contre la déforestation grandissante dans l'État de Rio de Janeiro et organise la première Conférence Brésilienne sur la Protection de la Nature en 1934. Par la suite, les différents États du Brésil organisent des conseils forestiers qui font suite au Code Forestier et établissent plusieurs réserves, mais les créations furent relativement timides jusqu'à très récemment. De leur côté, quelques municipes créèrent également des réserves municipales mais, là encore, de façon très sporadique et limitée. Jusqu'à la fin des années 1960, les préoccupations se concentraient sur le développement économique qui s'accompagnait d'une inflation chronique, et peu significatives furent les interventions en direction de la protection environnementales. Bien au contraire, l'expansion agricole reliée à la déforestation systématique prend le dessus sur les considérations environnementales. Pourtant, au Paraná, un nouveau Parc National est créé en 1961, c'est le Parc National de Sete Quedas, dont l'objectif est de protéger les Indiens Xetá de l'expansion caféière, mais en 1981, un autre Décret vient mettre fin au Parc, sans que les Xetá ait été effectivement protégés (TEIXEIRA, 2004 : 118).

Au tournant des années 1970, le Brésil connaît une expansion rapide que l'on appelle le miracle économique brésilien, qui s'accompagna d'une répression extrême par les gouvernements militaires contre toute manifestation politique indépendante. Au cours de cette période difficile, les impacts environnementaux furent étendus et irréversibles, et ont fait l'objet de nombreuses contestations à l'extérieur du pays. Durant la période du « miracle économique » brésilien, de 1968 à 1973, les grands projets hydroélectriques se développent et avec eux l'inondation de parties remarquables de forêts, c'est le cas notamment de la construction de la plus grande usine hydroélectrique au monde, l'usine d'Itaipu au Paraná, non loin du Parc National d'Iguaçu, initiée en 1973 conjointement avec le Paraguay et accompagnée d'un déplacement de population notamment indigènes, d'un barrage immense

---

<sup>14</sup> Parc National d'Iguaçu, dont la création avait fait l'objet d'un débat dès la fin du XIX<sup>e</sup>, s'inspirant du parc de Yellowstone comme je l'ai déjà expliqué.

détruisant forêts et ruines de l'époque des jésuites. D'autres projets d'usines hydroélectriques voient le jour sur le domaine de la Mata Atlântica dans les États de São Paulo et de Rio, avec également la disparition de segments de forêts.

Un mouvement de contestation s'organisa autour de ces questions de constructions de barrages, d'usines hydroélectrique et d'inondations de pans de forêts – dont les arbres étaient préalablement coupés et vendus par les compagnies d'électricité – et des conséquences de ces projets en termes sociaux : déplacement de populations, disparitions de vestiges de cultures indigènes ancestrales, absence ou faiblesse des indemnisations, etc. Cette contestation prit de l'ampleur au-delà du mouvement environnementaliste et écologiste national pour atteindre une grande part de l'opinion publique au travers des médias par lesquels la critique s'intensifie. Au Paraná, le mouvement de protection de la Serra do Mar est impulsé par João José BIGARELLA, géologue, relativement influent à son époque, et notamment auprès du gouvernement militaire, du fait de sa position nationaliste, et de ses enseignements à l'École Supérieure de la Guerre, où il défend la protection de la nature (DEAN, 2000 : 322-323 ; TEIXEIRA, 2004 : 119).

Parallèlement, les années soixante-dix se caractérisent par la poursuite de la déforestation de la forêt du fait de l'expansion des frontières agricoles (pour le café, le soja, le cacao, la canne à sucre...), le maintien voire l'extension du commerce d'espèces valorisées et de ce fait la coupe sélective de bois précieux, de bois de chauffe, de plantes ornementales, etc. ; et enfin les intérêts immobiliers et l'urbanisation des périphéries des grandes métropoles. La même période ne connaît que très peu de création d'aires protégées. Quand c'est le cas, elles sont très isolées, d'extension modeste et dotées de peu de moyens pour leur implantation effective. En outre, durant cette période, la création des aires protégées ne prend pas en considération les populations locales : celles-ci sont le plus souvent exclues en vertu d'une attitude « préservationniste » qui voit l'être humain comme un intrus dans une nature qui doit demeurer sauvage et inviolée.

A la fin des années soixante-dix, le mouvement environnementaliste et écologiste s'accroît, fustigeant les dérives du développement à tout va soutenu par le gouvernement militaire. Le mouvement militant écologiste fut largement soutenu et conduit par des scientifiques qui commençaient à dénoncer haut et fort, à divers niveaux, l'ampleur et les graves conséquences de la déforestation. Leurs conclusions étaient reprises par la presse, et gagnaient ainsi un impact considérable sur les citoyens. Cependant, dans une époque de dictature, la force du mouvement écologiste reste restreinte et il ne s'aventure pas sur la scène politique, devant s'en tenir à des discussions d'ordre général sur l'humanité et son avenir, en

dehors de toute remise en cause du gouvernement afin d'éviter une censure, voire une répression violente, comme celle qui a touché les mouvements de contestation à caractère politique – notamment étudiants. Toutefois, face aux pressions tant internationales que nationales le gouvernement se voit obligé de prendre des mesures destinées à montrer ses efforts pour la protection de l'environnement. Ses actions dans ce domaine s'avèrent cependant désorganisées, limitées et insignifiantes.

Avec l'échec du gouvernement militaire au début des années quatre-vingt, le retour progressif à la démocratie par l'autorisation à l'organisation des partis politiques et des syndicats, et finalement la désignation d'un président civil imposée en 1985, la remise en cause du modèle de développement économique des trente dernières années pouvait alors être clairement exprimée. Le débat sur les conséquences environnementales était alors ouvert.

*"Le rétablissement des droits civils, une presse sans censure, et la liberté d'association favorisèrent le réexamen de telles politiques, y compris de ses dimensions environnementales inhérentes. La citoyenneté réassumait, effectivement, la pleine responsabilité de son patrimoine national."* (DEAN, Ibid : 33).

L'ouverture politique que connaît alors le Brésil favorise la politisation du mouvement écologiste aux côtés du mouvement de gauche brésilien, et de certains exilés politiques de la période de la dictature de retour au pays. Le Parti Vert est ainsi créé en 1986 (TEIXEIRA, 2004 : 79). Parallèlement des ONG et des fondations environnementales se développent, ainsi que des institutions scientifiques réalisant des recherches sur le thème de l'environnement. Les populations locales commencent alors à être prises en compte dans les discussions naissantes sur la présence humaine dans les Aires Protégées. Mais il s'agit de populations qui, d'une certaine manière, sont considérées comme participant de la nature même des lieux qu'elles occupent : populations dites « traditionnelles » dont les savoirs, les techniques, les rythmes de vie témoigneraient d'une « harmonie » avec le milieu qui les entoure.

C'est dans ce contexte que la fondation SOS Mata Atlântica est créée en 1986, par des scientifiques afin de défendre et de conserver la *Mata Atlântica* et ses habitants. Elle s'organise autour de recherches sur l'évolution du couvert forestier, les ressources hydrographiques (cartographie, production d'atlas...); de projets d'éducation à l'environnement, d'écotourisme; de production de plants et boutures; de participation à la mise en place de politiques publiques, au perfectionnement de la législation environnementale, au soutien à la gestion des aires protégées, et de dénonciations contre les agressions sur l'environnement. Dès sa création, la fondation fait pression auprès des gouvernements successifs afin qu'ils légifèrent spécifiquement sur la protection de la *Mata Atlântica* et leur

propose des textes de projet de loi dans ce sens. En 1993, le Décret *Mata Atlântica* voit le jour (Décret n°750/93) après de longues négociations.

Voyons à présent plus spécifiquement le parcours institutionnel de la protection de l'environnement, des forêts et notamment de la *Mata Atlântica*.

Les premières dispositions légales et législatives prenant en compte la protection de la Mata Atlântica émanent du nouveau Code Forestier de 1965, avec la Loi n°4771. Bien que cette loi soit considérée comme une des plus importantes pour la protection de l'environnement du pays, ses effets sont demeurés limités et, si quelques espaces ont échappé à la vague de défrichements qui a accompagné la période du « miracle économique » brésilien, c'est beaucoup moins grâce à son effet protecteur que du fait de l'existence de facteurs contraignants – topographie, difficultés d'accès, conflits fonciers etc. – qui rendaient ces secteurs moins attractifs que d'autres pour les investissements. (LIMA, 2001).

Remaniée au cours des décennies, notamment en 1989 au travers de la Loi n°7.803/89, cette loi continue à fournir aujourd'hui le cadre légal pour l'exploitation des ressources naturelles à des fins productives – en particulier agricoles. Un rapide résumé de leur contenu sera utile lorsque j'étudierai le cas des agriculteurs du littoral nord du Paraná, et en particulier les conditions particulières dans lesquelles ils peuvent exercer leurs activités au sein de la Forêt Atlantique.

La loi de 1965 définit les forêts comme des biens communs à tous et elle s'attache à conceptualiser la protection des sols, des versants, des cours d'eau ainsi que la gestion du stock des ressources forestières. La conservation de la biodiversité n'est pas encore dans son propos. Elle institue le concept de réserve légale<sup>15</sup>, et crée des aires de préservation permanente. Ainsi, instaure-t-elle une limite aux abords des cours d'eau en-deça de laquelle la suppression de la végétation est interdite. De même, pour la protection des sols et contre l'érosion, la loi décrète comme zone de protection permanente les pics des montagnes, les versants qui ont une déclivité de plus de 45°, de même que la végétation située à plus de 1800 mètres d'altitude.

En ce qui concerne l'exploitation des ressources végétales, le Code Forestier permet la coupe forestière quant elle est intégrée à un plan de gestion forestier et qu'elle fait l'objet de licence attribuée par les institutions publiques forestières compétentes. En 1967, est créé l'Institut Brésilien de Développement Forestier (IBDF), l'institution gouvernementale qui est

---

<sup>15</sup> Correspondant à 20% de la superficie de la propriété.



garante de l'application du Code Forestier et donc de l'environnement. Cette organisme est néanmoins placé sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture, dont les objectifs principaux sont davantage ceux du développement économique que de la préservation environnementale.

Jusqu'en 1970, la mise en place d'Aires Protégées au Brésil se caractérise par la création de Parcs Nationaux avec une idéologie préservationniste inspirée des Parcs Nationaux occidentaux – marquée notamment par une grande méfiance à l'égard des populations locales, qui sont exclues du processus de préservation (TEIXEIRA, 2004 ; DIEGUES, 1998).

Entre 1964 et 1986, la dictature militaire bat son plein et l'un de ses objectifs majeur est le développement économique rapide du pays. Même si un souci de meilleure gestion des ressources naturelles se fait jour, la protection de l'environnement n'apparaît pas encore comme une fin en soi. La position du Gouvernement militaire est claire, si bien qu'à la Conférence de Stockholm en 1972, au cours de laquelle est créé le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), le Brésil réaffirme la priorité qu'est le développement économique car, selon ses dirigeants, c'est la misère qui génère les destructions environnementales (TEIXEIRA, 2004 : 72). La période se caractérise plus par des plans d'incitation fiscale pour le développement agricole et économique qu'à la préservation de l'environnement. C'est le développement de l'agriculture extensive et l'appropriation de grandes concentrations de terres par les latifundios.

L'UNESCO initie en 1972 un programme sur l'Homme et la Biosphère (MAB : *Man and Biosphere*) avec pour objectif de mettre en adéquation le développement économique des populations concernées par les Aires Protégées et la conservation environnementale. Puis, quatre ans plus tard, ce même programme crée le concept de Réserve de Biosphère qui aurait dû être un exemple de plan de gestion d'Aire Protégée considérant les populations locales dans le processus de conservation encourageant ainsi un développement à moindre impact sur l'environnement (DUMORA, 2000 : 58-59).

En 1973, après les pressions internationales qui font suite à la position du Brésil lors de la Conférence de Stockholm un an auparavant, le Brésil crée le Secrétariat Spécial de l'Environnement (SEMA) sous la tutelle du Ministère de l'Intérieur et qui a la responsabilité des Aires Protégées. C'est le début d'une politique environnementale du Brésil. Là encore la priorité se situe au niveau du développement économique. Ensemble L'IBDF et la SEMA sont responsables de la création et de l'administration des Aires Protégées.

C'est à partir de la seconde moitié des années 70, que l'Organisation Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) définit une typologie des Unités de Conservation avec des gestions différenciées et des degrés d'occupation humaine, mais cela reste très

général et peu approfondi. Cette typologie va être reprise durant les années 80, par les organismes nationaux dans la création des nouvelles aires protégées. Après les Parcs Nationaux, d'États et Municipaux, et les Réserves Biologiques dont les concepts sont déjà dans le Code Forestier, deux autres catégories d'aire protégée sont créées par la SEMA en 1981 : les Stations Ecologiques, et les Aires ou Zones de Protection Environnementale (APA) – catégorie qui m'intéresse plus particulièrement et que j'aborderai en détail plus loin.

Alors que dans les années 70, l'occupation de la *Mata Atlântica* se poursuit au travers de l'expropriation des *posseiros* et par l'épuisement des ressources naturelles, les latifundios avancent sur des aires encore protégées ou peu dévastées. Un mouvement de protection de la *Mata Atlântica* et de l'estuaire Iguape-Cananéia s'organise dans l'État de São Paulo contre les appropriations illégales ou douteuses de terre des latifundios et la menace de l'exploitation forestière qui en découle et alors soutenue par le gouvernement au travers des incitations fiscales. En 1969, le *Parque Estadual de Jacupiranga* est créé à São Paulo non loin de la frontière du Paraná, à hauteur du nord du municipe de Guaraqueçaba.

Au Paraná, des scientifiques, accompagnés par le mouvement Pauliste de protection de la Mata Atlântica ainsi que par l'attention internationale portée à cet écosystème, proposent la création du Parc National du Marumbi, dans la Serra do Mar Paranense. Le décret de création est signé en 1974, mais il n'est pas officialisé. Comme la création du Parc n'était pas officialisée, la proposition d'un Parc non plus national mais étatique est faite, mais les difficultés quant à la désappropriation ont conduit l'État du Paraná à proposer une réglementation sur l'usage du sol. Et, c'est en 1984 qu'est créée l'Aire Spéciale d'Intérêt Touristique du Marumbi, le Parc d'État (*Parque Estadual do Marumbi*) a fini par être créé en 1990 (TEIXEIRA, 2004 : 119-120). On peut voir ici toute la difficulté inhérente à la création d'un Parc National ou d'une Aire Protégée lorsque la question de la régularisation foncière est en jeu.

En 1981, le gouvernement met en place la Politique Nationale de l'Environnement et le Système National de l'Environnement (SISNEMA), sous la direction du Conseil National de l'Environnement (CONAMA). L'objectif est de réunir les institutions gouvernementales et celles de chaque État, ainsi que la société civile autour des questions environnementales et des actions à mener au niveau régional et municipal (BRITO, 2000). Ainsi, les mesures environnementales à l'échelle du pays sont fédérées et réunies. La législation environnementale du Brésil s'est développée à travers le CONAMA qui a réglementé de manière détaillée les mesures de protection de l'environnement (TEIXEIRA, 2004 : 78).

L'application de la législation restait à charge des organisations gouvernementales environnementales et de la Police Militaire. Les premières étaient responsables de la surveillance et du contrôle, mais ne réussissaient pas à exécuter leurs fonctions par manque de ressources financières et humaines. La Police Militaire, quant à elle, marquée par son autoritarisme et sa violence héritée du Gouvernement Militaire, agissait par la répression violente face aux infracteurs (TEIXEIRA, 2004 : 79).

Alors que le processus démocratique est en cours dans tout le pays, au Paraná, l'Institut Paranaense de Développement Economique et Social (IPARDES) dresse en 1983 un diagnostic sur l'environnement et les ressources naturelles au Paraná, dont l'objectif est de permettre l'élaboration d'un plan d'action de l'État pour l'environnement. Les conclusions de ce diagnostic montre que l'État connaît des problèmes d'érosion et de déforestation qui font suite aux politiques de développement des dernières décennies. Un programme de l'État pour l'environnement voit ainsi le jour en 1984, qui constitue une avancée dans la considération de la relation entre la société et la protection environnementale : la composante anthropique est alors prise en compte en relation aux composantes biologiques et physiques, définissant le bassin hydrographique comme une unité naturelle et humaine d'action. Un Conseil d'État sur l'Environnement est mis en place afin de garantir la prévention et le contrôle de la pollution, la lutte contre l'érosion, l'usage et la gestion rationnels du sol et des ressources naturelles, ainsi que sa capacité de résilience et de stabilité écologique (TEIXEIRA, 2004 : 128). Un autre conseil de délibération collégial est constitué en 1984 (Décret 4605) avec la participation de représentants de l'État, des municipales et de la communauté civile, c'est le Conseil de Développement Territorial du Littoral Paranaense dont l'objectif principal est le contrôle du processus d'usage et d'occupation du littoral, prenant en compte les aspects économiques, sociaux et environnementaux.

En 1986, avec la fin du Gouvernement Militaire, le mouvement environnementaliste monte en puissance et s'organise, comme je l'ai retracé précédemment. Le thème de l'écologie – préservation de la Nature, risques sanitaires, alimentation saine – gagne en influence, notamment auprès des classes moyennes urbaines. Ce phénomène s'inspire notamment d'un phénomène de mythification de la Nature – Nature « Mère » qu'il faut préserver des agressions et des souillures –, qui trouve des racines anciennes dans la pensée occidentale, mais qui gagne une grande force imaginaire (DIEGUES, 1996). Des naturalistes s'investissent dans ce mouvement, apportant des arguments scientifiques à une vision centrée sur la préservation des écosystèmes.

Parallèlement à cette évolution, en phase avec le courant de libéralisation sociale et politique qui caractérise cette période de transition démocratique, des mouvements sociaux se mobilisent autour de questions liées aux conditions de vie des populations les plus démunies, notamment de toutes les victimes de l'évolution rapide du monde agricole. La survie de la petite agriculture familiale, l'accès à la terre et la réforme agraire, le sort des populations « *extrativistas* » vivant de l'exploitation des ressources de la forêt (latex, noix du Brésil, etc.) se situent au cœur des préoccupations de ces mouvements. Parmi les forces agissantes on peut citer les courants progressistes de l'Église catholique, le mouvement des « *Sem Terra* », le syndicat CUT (Centrale Unique des Travailleurs) ou syndicat des travailleurs, le mouvement des Seringueiros en Amazonie.

A la fin des années 80, la question des menaces qui pèsent sur l'Amazonie soumise à une déforestation effrénée prend une dimension internationale. Les conflits violents qui s'y déroulent, parmi lesquels le massacre de populations indiennes et l'assassinat de Chico MENDES, le leader du mouvement des *seringueiros*, prennent une dimension symbolique toute particulière, font que l'émotion se partage entre les dangers que court la forêt – promue au rôle de « Patrimoine mondial » – et ceux auxquelles sont soumises les populations qui y vivent.

Le Gouvernement brésilien doit répondre aux pressions qui viennent conjointement de sa propre opinion publique et de la communauté internationale. Ainsi, en 1989, est créé l'Institut Brésilien de l'Environnement et des Ressources Naturelles Renouvelables (IBAMA). Il regroupe entre autres l'IBDF et la SEMA. L'objectif de cet organisme fédéral est de centraliser les décisions sur les mesures relatives à l'environnement. Il lui faudra dix ans pour mettre en place son projet de création d'un Système National des Unités de Conservation (SNUC).

Le rôle des organismes internationaux dans l'application de ces nouvelles orientations politiques a été important. Après la création de nombreuses Réserves de Biosphère dans le monde entre 1976 et 1990, le programme MAB de l'UNESCO crée la première Réserve de Biosphère du Brésil en 1991 : c'est la Réserve de Biosphère Vallée du Ribeira – Serra da Graciosa, qui recouvre le Sud du littoral de l'État de São Paulo et le Nord du littoral du Paraná, où se trouve précisément la zone d'étude. C'est essentiellement grâce à des financements internationaux que les avancées sont réalisées pour la mise en place d'Aires Protégées. C'est ainsi que le Programme National de l'Environnement (PNMA) est initié en 1991 avec des ressources d'organisations internationales dont l'objectif est d'aider les

institutions et les structures officielles dans la protection des écosystèmes menacés, et les politiques environnementales.

L'organisation à Rio de Janeiro en 1992 de la seconde Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement marque la place que le Brésil veut désormais occuper sur la scène internationale dans le domaine des questions environnementales. Le thème de la défense de l'environnement prend une place encore accrue tant au sein de la société civile qu'au niveau des enjeux politiques.

L'année suivante le Décret sur la *Mata Atlântica* voit le jour, dans le contexte présenté précédemment, faisant suite aux pressions de longue date des ONG et fondations écologistes. Il définit les différents écosystèmes relevant de la *Mata Atlântica* et il réglemente les activités anthropiques. C'est le premier pas vers une réglementation stricte qui détermine les limites des activités humaines dans le domaine de la *Mata Atlântica*.

***e) La définition des Aires Protégées au Brésil : de l'absence à la participation des populations locales***

La place faite aux populations humaines au sein du cadre conceptuel et législatif qui se met en place, à partir des années soixante-dix, est très floue. Pour une part, l'Homme est désigné comme la principale menace pour l'intégrité des systèmes naturels. Toutefois, la présence ancienne de populations – et notamment de populations rurales pauvres et dotées de moyens techniques modestes – au sein des aires que l'on souhaite protéger ne peut être ignorée. Se développe alors, sur la base de conceptions élaborées au milieu des années soixante-dix par l'UICN, une vision romantique qui, d'une certaine manière, s'alimente à toute une imagerie bucolique qui a pris naissance en Europe au XVIII<sup>e</sup> siècle et qui a pris forme au XIX<sup>e</sup> siècle : imagerie dominée par l'idée d'une harmonie menacée ou perdue de l'Homme et de la Nature, harmonie que certaines populations dites « traditionnelles » auraient su maintenir avec le milieu dans lequel elles vivent. Cela se traduit par des évocations textuelles, discursives et non par de réelles prises en compte, et encore moins d'actions effectives en direction de ces populations dans le processus de protection des ressources naturelles.

Réaffirmée par l'UICN, lors du Congrès des Parcs Mondiaux en 1982, la préoccupation touchant les droits des sociétés traditionnelles dans les Unités de Conservation n'a encore que peu d'effets sur le terrain. Jusqu'à récemment ces populations ont été exclues

de tout processus de mise en place et de gestion des aires protégées (DIEGUES, 2000). Un témoignage très concret se donnera à voir lorsque j'examinerai le cas de Guaraqueçaba.

En 2000, le Système National des Unités de Conservation (SNUC) devient effectif au travers de la loi n°9.985. Il définit les critères et les normes pour la création, l'implantation et la gestion des différents types d'Aires Protégées ou Unités de Conservation. Alors qu'auparavant chaque type d'Unité de Conservation disposait de lois spécifiques et éparpillées dans la législation fédérale, et au niveau de chaque État et de chaque Municipale. Comme le souligne C. TEIXEIRA :

*"Même s'il suit les directives internationales relatives aux Unités de Conservation, le SNUC doit être envisagé comme le résultat de plus de 8 ans de débats et confrontations d'intérêts qui ont impliqué des environmentalistes, des scientifiques, des ONG's, des représentants de populations traditionnelles, des organisations environnementales internationales, des organisations privées et autres." (TEIXEIRA, 2004 : 87)*

Reprenant et redéfinissant les différentes Unités de Conservation ou Aires Protégées, la loi clarifie ce qui était jusqu'alors éparpillé et qui avait été construit au coup par coup. Tout d'abord il définit le terme d'Unité de Conservation comme étant un *"espace territorial et ses ressources naturelles avec des caractéristiques naturelles remarquables, légalement institué par le pouvoir public avec des objectifs de conservation et des limites définies, sous un régime spécial de l'administration, auquel s'appliquent des garanties adéquates de protection"* (Brasil, Lei Federal, 2000). Ce terme générique englobe toutes les formes diverses d'aires protégées. Puis il différencie et définit les termes de préservation et de conservation :

*"- Conservation de la nature: la gestion de l'usage humain de la nature, comprenant la préservation, la manutention, l'utilisation durable, la restauration et la récupération de l'environnement naturel, pour que puisse produire le meilleur bénéfice, sur des bases durables, aux générations actuelles, maintenant son potentiel de satisfaire les nécessités et les aspirations des générations futures, et garantissant la survie des êtres vivants en général;*

*- Préservation: ensemble de méthodes, de procédés et de politiques qui visent la protection à long terme des espèces, des habitats et des écosystèmes, au-delà de la manutention des processus écologiques, prévenant la simplification des systèmes naturels." (Ibid, 2000)*

Les catégories d'Unités de Conservation (UC) se divisent en 2 groupes :

- Les Unités de Protection Intégrale, *"Unidades de Proteção Integral"* : l'objectif est de préserver la Nature, et n'est admis que l'usage indirect de leurs ressources naturelles. On entend par usage indirect celui qui ne comprend pas la consommation, la collecte, et la destruction des ressources naturelles, et pouvant intégrer le tourisme dans certains cas. Ce groupe comprend les Unités de Conservation suivantes : Station Ecologique, Réserve Biologique, Parc National, Monument Naturel, Refuge de la Vie Sauvage.

- Les Unités à Usage Durable, *"Unidades de Uso Sustentável"* : l'objectif est de rendre compatible la conservation de la Nature avec l'usage raisonné de certains éléments de ses

ressources. Ce groupe comprend les UC's : Aire de Protection Environnementale ou APA (*Área de Proteção Ambiental*); Aire d'Intérêt Ecologique Remarquable (*Área de Relevante Interesse Ecológico*); Forêt Nationale ; Réserve Extrativiste (*Reserva Extrativista*); Réserve de la Faune; Réserve de Développement Durable ; et Réserve Particulière de Patrimoine Naturel ou RPPN (*Reserva Particular do Patrimônio Natural*).

C'est dans le groupe des Aires à usage soutenable que se situe Guaraqueçaba, en tant que APA, Aire de Protection Environnementale. La catégorie Aire de Protection Environnementale est créée en 1981 (Brasil, Lei 6902/81). Mais il faut attendre 1983 pour que la première APA soit créée, après mise en application de la loi sous forme de décrets. Aujourd'hui on compte 29 APA fédérales au Brésil. L'objectif principal de cette catégorie d'Unité de Conservation vise à contenir les dégradations environnementales tout en garantissant le développement des populations locales. Bien que les populations locales soient prises en compte dans cette catégorie d'Unité de Conservation, c'est plus pour répondre à la difficulté de la désappropriation des terres et au déplacement de population qui génèrent des coûts élevés dans le cas d'Unité de Conservation Intégrale que, réellement, dans l'objectif de considérer et de protéger les populations locales. La création d'une APA prévoit un zonage de l'aire qui détermine les activités possibles, restrictives ou interdites selon les différentes zones définies et ainsi permet de transformer les APA en instrument de gestion légal. Cependant, ces zonages ont pour la grande majorité été très tardif, le zonage de l'APA de Guaraqueçaba n'a, quant à lui, pas encore été réalisé, bien que des premières études de zonage récentes ait été faites (IPARDES, 2001). De même les lois qui définissent chacune des APA, révèlent que le contenu de la loi doit être divulgué et clarifié auprès des populations locales. Or, au cours du travail de terrain en 2001, j'ai pu constater que la grande majorité de la population ne savait pas ce qu'était une APA. Ils savaient bien que leur territoire faisait l'objet de restrictions environnementales, dont se réclamaient les interventions de la police forestière et qui introduisaient notamment de nouvelles contraintes dans l'exercice de leurs activités productives. Mais aucune information ne leur avait été donnée quant à la définition de l'Aire Protégée, aux limites des activités selon les zones. Ainsi, dès le début, l'APA n'a pas rempli la totalité des actions que prévoyait sa création. Comme je le montrerai plus loin, elle a cependant permis d'amenuiser les conflits entre les populations locales et les *fazendeiros*, qui ont été les premières cibles des organismes d'application de la loi.

Des 29 APA fédérales créées, 11 l'ont été entre 1983 et 1989, 12 entre 1990 et 1999, 5 entre 2000 et 2002, les dernières en date (site de l'IBAMA).

Soulignons l'importance des *Réserves Extrativistes* qui représentent la deuxième catégorie d'Unité de Conservation où la conservation est combinée à l'usage soutenable des ressources naturelles et qui fait l'objet de préoccupations accrues de la part du gouvernement. Les populations traditionnelles peuvent développer des activités productives (extrativisme mais également agriculture) afin de concilier la protection de l'environnement au développement durable. La catégorie *Réserve Extrativiste* est créée plus récemment en 1990, et entre 1990 et 1999 sont créés 12 Réserves, entre 2000 et 2005, ce sont 29 Réserves qui sont créées. En comparant avec la catégorie APA, on peut appréhender combien la catégorie *Réserve Extrativiste* a pris de l'ampleur dans les créations d'Unités de Conservation à Usage Soutenable. Les APA rencontrent dès le début des difficultés dans leur mise en place, dans l'effectivité de la réglementation et dans le suivi des populations locales. Les *Réserves Extrativistes* représentent, quant à elles, un concept qui fonctionne davantage, les moyens engagés étant mieux distribués et l'implication des populations mieux prises en compte. Alors que dans la création d'une APA la population n'a aucune participation concrète, même si théoriquement elle devrait en avoir une – dans le cas de Guaraqueçaba, sa participation au travers de représentants des hameaux est effective seulement depuis 2003, j'y reviendrai – dans le cadre des *Réserves Extrativistes*, la population est un acteur à part entière dès la conception de la Réserve, voire elle en est l'initiatrice. Il est intéressant de souligner ces différences qui sur le terrain sont fondamentales dans la suite des événements, l'implication ou l'absence d'implication, la connaissance ou la méconnaissance des enjeux, de la législation, de là où commencent et s'arrêtent les possibilités en terme d'exploitation du milieu et du soutien des institutions gouvernementales. Les plans de gestion des APA avec la constitution de Conseil de l'APA regroupant les différentes institutions à l'œuvre localement, et les représentants des populations locales, sont postérieurs à la mise en place des Aires Protégées, ce qui a rendu également difficile l'appropriation et la compréhension des populations locales dans les processus en jeu.

Ce cadre général sur la participation ou non des populations locales dans le processus de création et de gestion des Aires Protégées, permettra par la suite de comprendre les enjeux locaux à l'œuvre à Guaraqueçaba, cette participation faisant l'objet de discussions et de réclamations au niveau local de la part des populations, comme je le verrai par la suite.

Voici donc dans les grandes lignes les enjeux contemporains mis en lumière au travers d'un rapide exposé qui donne l'ossature historique, politique, économique et sociale de la région étudiée.



Les politiques publiques en direction de l'agriculture bénéficiant les entrepreneurs, la mécanisation et l'industrialisation ont considérablement marginalisé les petits producteurs ruraux, principalement au cours de la dictature militaire. La prise en compte, la reconnaissance et le soutien à "l'agriculture familiale" devient progressivement un enjeu de développement économique rural, mais les investissements publics en direction de la paysannerie, bien qu'ils connaissent un accroissement notoire depuis quelques années, s'avèrent encore timides en comparaison à ceux destinés à l'agriculture conventionnelle, moderne et mécanisée.

L'analyse de la complexité de la question foncière au Brésil qui trouve ses racines aux lendemains de la colonisation et qui n'a pas cessé depuis lors de rendre possible des usurpations, prises de possessions par la force des terres, témoignent jusqu'à aujourd'hui de la précarité des plus pauvres sur les petites parcelles de terre qu'ils exploitent mais dont il n'ont le plus souvent pas de titres officiels légaux. La concentration foncière prédomine encore aujourd'hui dans le paysage brésilien et explique les luttes encore actuelles pour le droit à la terre des populations les plus pauvres. Les régions les moins propices à l'agriculture sont devenues des enjeux de spéculation foncière une fois que le reste du territoire avait déjà fait l'objet de l'expansion de grands domaines fonciers.

Enfin, de nombreux changements se sont déroulés au cours des dernières décennies, face à une déforestation massive à l'œuvre sur tout le reste du territoire, et aux convoitises foncières qui se développaient, le littoral nord du Paraná et tout particulièrement Guaraqueçaba est devenu au centre des enjeux de la protection environnementale et de la patrimonialisation d'un reliquat de forêt ici préservé.

C'est à l'étude plus spécifique de l'histoire singulière du municipe de Guaraqueçaba que va être consacré le chapitre suivant afin de montrer les enjeux locaux à l'œuvre, les changements que la population a connu dans ses pratiques, pour en dégager la compréhension complexe de la situation dans laquelle elle se situe aujourd'hui, soumise à des contraintes imposées qui ne semblent pas laisser une grande marge de manœuvre dans l'exercice des activités de reproduction matérielle et par voie de conséquence sociale. Il m'apparaissait important de retracer ces aspects historiques car c'est seulement en passant par cette présentation géographique, historique, sociale, économique et politique que l'on peut placer le contexte du terrain d'étude et sa population et que l'on peut comprendre et analyser les faits, les activités, les représentations et les enjeux actuels.

## **CHAPITRE 2 : GUARAQUEÇABA :**

### **UNE RÉALITÉ GÉOGRAPHIQUE SINGULIÈRE**

### **AU SEIN DU LITTORAL DU PARANÁ**

La région littorale, nous venons de le voir, occupe une place toute particulière, tant sur le plan géographique qu'historique et économique, au sein de l'ensemble politique et administratif que constitue l'État du Paraná. Elle est loin, cependant, de constituer un espace homogène. Elle-même se décompose en territoires distincts en fonction desquels les grands enjeux économiques et sociaux du monde rural que nous venons d'évoquer se diffractent et se donnent à lire sous des formes et avec des acuités distinctes. En changeant d'échelle d'observation et en concentrant notre attention sur cet espace plus réduit, nous allons gagner en précision et en spécificité dans l'analyse de la façon dont les grands facteurs naturels et historiques ainsi que les tendances fortes qui marquent l'évolution sociale et économique du monde contemporain s'incarnent et prennent corps dans la vie quotidienne des petits agriculteurs. Si, comme nous le pensons, la compréhension des dimensions générales de la réalité passe par une observation fine de la façon dont celles-ci se manifestent au niveau de situations singulières, la contrepartie méthodologique de cette démarche implique, rappelons le encore une fois, que le cas particulier qui va constituer l'objet de cette étude – en l'occurrence quelques « communautés » paysannes du Municpe de Guaraqueçaba – soit bien situé au sein du contexte complexe et diversifié dans lequel il s'inscrit.

#### **1. LE LITTORAL DU PARANÁ : HÉTÉROGÉNÉITÉ DE L'ESPACE RÉGIONAL ET POLARISATIONS ÉCONOMIQUES**

Comment les grandes évolutions qui ont touché le Paraná et qui ont été retracées au chapitre précédent se sont-elles exprimées à l'échelle de la zone littorale ? Quelle place celle-ci occupe-t-elle aujourd'hui dans une réalité économique et sociale complexe dominée par des dynamiques dont le théâtre s'est déplacé vers les hautes plaines de l'intérieur ? Quels phénomènes de diversification se trouvent-ils ainsi induits à l'échelle locale et quelle place le municpe de Guaraqueçaba occupe-t-il dans le paysage régional qui se dessine de la sorte ? Telles sont quelques unes des questions que je vais évoquer maintenant.

a) *Un milieu naturel différencié*



**Figure 10 :** Localisation des communes du littoral.

Les données du milieu naturel sont loin de constituer des déterminants absolus, on le sait. Elles n'en jouent pas moins leur rôle dans les mouvements d'une histoire au fil de laquelle se sont dessinés les enjeux auxquels les acteurs sociaux sont confrontés aujourd'hui. Il a été évoqué, plus haut, l'importance qu'a pu avoir dans l'histoire démographique, agricole et économique du Paraná l'opposition marquée entre la zone littorale et les hauts plateaux, ainsi que la barrière, longtemps difficile à franchir, dressée entre ces deux espaces par la *Serra do Mar*. Jusqu'à aujourd'hui, le littoral se distingue et s'identifie clairement par rapport au reste du territoire de l'État. Cela ne signifie pas pour autant qu'il se présente comme une entité géographique homogène. Il connaît, au contraire, une diversification interne marquée et se subdivise, du nord au sud, en sept communes ou municipes – Guaraqueçaba, Antonina,

Morretes, Paranaguá, Pontal do Paraná, Matinhos et Guaratuba – qui ne partagent pas des conditions naturelles identiques.

Au nord, les trois premières d'entre elles sont riveraines d'une vaste baie – *Baia de Paranaguá* – qui, par ses caractéristiques (disposition, taille, ressources halieutiques), représente une situation très particulière sur l'ensemble de la côte brésilienne. C'est dans cette partie du littoral, également, que la chaîne montagneuse se rapproche le plus de la côte et atteint les altitudes les plus élevées (800 mètres en moyenne, avec un point culminant de 1877 mètres au Pic du Paraná, sur le municpe de Antonina, suivi par 1.547 mètres au Pic de Marumbi, sur le Municpe de Morretes). Sur les plaines littorales, la végétation est une végétation hygrophile herbacée ou arbustive et, des vallées aux montagnes, la végétation est constituée de forêt ombrophile dense (MIGUEL, 1997). Comme je l'ai déjà noté, cette forêt dense ou *Mata Atlântica* est composée d'écosystèmes forestiers diversifiés d'une grande richesse et d'une grande diversité en ressources naturelles.

La ville portuaire de Paranaguá est située sur la rive sud de la baie, offrant aux navires un havre à l'abri de la haute mer. Le territoire du municpe déborde largement l'agglomération urbaine proprement dite et déborde sur la plaine littorale environnante.

Au centre, les communes de Pontal do Paraná et de Matinhos sont situées sur une grande bande littorale sableuse ouvrant directement sur l'océan Atlantique.

Au sud, enfin, le municpe de Guaratuba reprend certaines caractéristiques proches de celles du littoral Nord : au bord d'une baie à la taille beaucoup plus modeste, bordée de près par la chaîne montagneuse, également couverte par la forêt, mais qui, à cet endroit, a beaucoup perdu en altitude.

Au prix d'une certaine simplification, on peut donc opposer la partie nord de la région littorale, dominée par la présence conjointe de la baie et de la *Serra*, et la partie sud, où la plaine côtière s'élargit et où le contact avec l'océan se fait plus direct. On retrouve l'impact de ces facteurs géographiques sur la situation sociodémographique et économique des différents municpes. La proximité de la baie ouvre des possibilités d'activité économique spécifiques : la pêche, grâce à des eaux poissonneuses; l'aquaculture; et, surtout, le trafic portuaire marchand. La portion de côte qui s'ouvre directement sur l'océan, quant à elle, a vu se développer une intense activité touristique avec la multiplication de stations balnéaires. Pour les municpes du littoral nord, Guaraqueçaba en premier lieu et Morretes à un moindre degré, la place occupée par les zones de relief accidenté, voire montagneux, a représenté, j'y reviendrai plus loin, une contrainte spécifique pour le développement des activités agricoles, en particulier à partir du moment où celle-ci se sont mécanisées. Par ailleurs, le relief et la

topographie ont constitué un obstacle à l'ouverture de routes et ce n'est que récemment, dans les années soixante-dix, qu'une voie carrossable a atteint Guaraqueçaba, et encore s'agit-il d'une piste de terre parfois difficilement praticable. La partie sud du littoral, au contraire, bénéficie de larges plaines alluviales, propices à une agriculture intensive et au tracé d'un réseau routier de bonne qualité. Paranaguá, du fait de son rôle ancien de débouché portuaire, pour tout l'arrière-pays du Paraná et au-delà, bénéficie de longue date d'une liaison ferroviaire et routière avec l'intérieur.

### ***b) La polarisation maritime : facteur structurant de l'économie locale***

Le Paraná ne possède qu'une façade maritime très étroite. Une telle configuration a conféré à cette frange littorale un rôle stratégique dans l'histoire de la constitution de cet État – surtout à partir du moment où celui-ci, au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, est devenu une entité politique et administrative de plein droit. Les autorités qui présidaient à son destin veillèrent en effet désormais à assurer son autonomie économique et s'attachèrent, à se donner les moyens d'assurer de façon indépendante l'écoulement de leurs productions. Cette fonction d'ouverture sur le large – porte d'entrée pour les migrants, débouché pour les marchandises – constitue, jusqu'à aujourd'hui, un fil conducteur essentiel pour comprendre l'histoire économique et sociale de la région littorale.

Assez tôt après les débuts de l'implantation portugaise, les conditions favorables à l'installation d'un port sûr dans une baie bien protégée ont été mises à profit. Le premier port de Paranaguá a été créé au XVII<sup>e</sup> siècle. Son développement a ensuite suivi celui des activités économiques du Paraná, telles que retracées au chapitre précédent. Tant que celles-ci se sont limitées au littoral, les flux de marchandises qui devaient transiter par le port demeuraient modestes. L'exploitation de l'or, même si elle a été très loin de répondre aux attentes, a cependant permis de jeter les bases d'une implantation urbaine et administrative et d'établir les premiers éléments d'une infrastructure de communication. Le contrôle de l'extraction, de la circulation et de l'exportation de l'or était une tâche prioritaire pour les représentants de la couronne portugaise (MIGUEL, 1997 : 23-24). Mais, nous le savons, l'impulsion initiale donnée par l'exploitation aurifère fut éphémère.

L'essentiel de la circulation des hommes et des marchandises se faisant par voie d'eau – sur les rivières et à travers la baie – la position le long d'une voie navigable ou sur la côte était un élément important pour le développement d'un centre commercial et l'apparition d'une concentration urbaine. Dans le cadre d'échanges qui se limitaient surtout à la région

littorale, trois pôles se sont ainsi constitués à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle : Morretes, carrefour des liaisons vers l'intérieur des terres, Antonina et surtout Paranaguá, ports maritimes ouverts sur l'extérieur. Les productions locales y étaient dirigées pour être ensuite exportées par bateaux.

Parallèlement aux productions minières puis se substituant peu à peu à elles, d'autres ressources offertes par la zone littorale furent mises à profit : la pêche, la collecte des produits de la forêt (bois, lianes), l'agriculture. Un artisanat se développa avec la fabrication de planches, de poutres, la construction de pirogues, de pressoirs, de pilons, etc. (MIGUEL, 1997 : 25-41). Le débouché principal se trouvait sur le marché local, mais l'ouverture se faisait aussi sur des réseaux d'échange plus larges, régionaux, voire internationaux. La production agricole locale était transformée en farine de manioc et en riz pilé destinés à l'approvisionnement des villes du littoral, mais aussi exportés vers d'autres régions du Brésil ou à destination des pays de la Plata. Ces denrées et marchandises étaient acheminées par pirogues, barques ou petits voiliers le long des rivières et à travers la baie vers les ports du littoral. Même si ces échanges se sont limités longtemps à la région littorale – et plus particulièrement à sa partie nord – ils généraient à cette échelle réduite une activité économique significative : collecte, transport, stockage, transformation, construction navale, etc. C'est sur la main-d'œuvre servile que reposait l'exécution des tâches les plus dures. Ainsi, en 1853, Paranaguá comptait-elle 1.274 esclaves sur une population totale de 6.533 habitants. On en recensait 1.796 autres dans l'ensemble des autres localités de la région (LEANDRO, 1999). La traite esclavagiste représentait donc une part non négligeable du trafic commercial local.

Le XIX<sup>e</sup> siècle, nous l'avons vu, marque un tournant dans l'histoire démographique et économique du Paraná. Avec la conquête du *planalto*, le centre de gravité administratif et politique se déplace de la côte vers l'intérieur. En 1853, Curitiba devient la capitale de l'État du Paraná, désormais détaché de celui de São Paulo. Offrant l'unique débouché du plateau sur la mer, les ports de Paranaguá et Antonina profitèrent de l'accroissement de trafic provoqué par la mise en valeur des terres de l'intérieur. Ce fut le cas, en particulier, avec la commercialisation, la transformation et l'exportation du maté. Celui-ci était récolté sur les plateaux du Paraná et acheminé sur le littoral pour être exporté vers le Sud du Brésil, les pays de la Plata (Argentine, Uruguay, Chili) et l'Europe. Dès le XVIII<sup>e</sup>, le maté venu du plateau était échangé en nature contre du sel, du coton, de la farine et d'autres produits qui réapprovisionnaient ainsi les populations du plateau de Curitiba de ces denrées nécessaires. Mais au XIX<sup>e</sup> ce commerce prend une autre dimension et Paranaguá se dote d'infrastructures

afin de transformer le maté nature en maté prêt à l'emploi – séché, coupé, fumé – assurant ainsi une plus-value du produit à la vente à l'exportation.

Par ailleurs, une grande partie des flux de biens, marchandises, personnes que réclamaient l'occupation et la mise en valeur des terres de l'intérieur transitait par le littoral, y suscitant une activité commerciale intense. Pour faciliter ces échanges, une route carrossable reliant le littoral à Curitiba fut construite dès le milieu du siècle, doublée par une voie ferrée en 1885.

Cette activité commerciale eut un effet très positif sur le développement économique des agglomérations urbaines : les ports, bien sûr, mais aussi Morretes qui occupait une position charnière au piémont de la Serra. L'impact fut plus modeste, mais réel néanmoins, sur l'économie agricole. Les productions vivrières – riz, manioc, bananes, élevage, pêche – trouvèrent de nouveaux débouchés. Mais ce fut sans doute l'exploitation forestière qui connut l'impulsion la plus forte durant cette période. Dès 1820, un voyageur français, Saint Hilaire, signalait la place que le bois occupait à Paranaguá comme produit d'exportation (SAINT HILAIRE, 1978 : 159-174). La demande était forte, en particulier à destination des grandes cités du *Rio de la Plata*, alors en plein développement : Buenos Aires, Montevideo. L'abattage, le débitage, le transport du bois constituait une activité rémunératrice pour la population rurale du littoral. Á telle enseigne que prit naissance un commerce illégal : bois de construction et essences nobles étaient chargés directement sur les bateaux dans la baie ou en mer, échappant au contrôle du capitaine du port de Paranaguá, qui signale le fait aux autorités administratives de la province. Celles-ci s'inquiètent des dommages que ce trafic, avec l'engouement qu'il suscite auprès des populations rurales, peut avoir non seulement sur la forêt, mais encore sur la production agricole que les petits cultivateurs désertent au profit d'une activité plus lucrative (*Arquivo Publico do Paraná*, 1862, Vol 15, AP 144, pp 297-302).

Jusqu'à l'orée du XX<sup>e</sup> siècle, en dépit d'une polarisation croissante de l'économie régionale autour de l'activité portuaire, de plus en plus fortement tributaire des échanges avec une région des hauts plateaux en plein essor, la population rurale du littoral tira bénéfice des possibilités de débouchés offertes à la production locale. Cela est vrai, en particulier, du littoral nord et de Guaraqueçaba. L'histoire agraire de ce municípe sera menée plus loin; signalons simplement ici qu'après l'impulsion éphémère donnée par l'exploitation aurifère, celui-ci conserva une certaine prospérité tirée de ses productions agricoles (riz et manioc) et de l'exploitation intensive des ressources de la forêt – dès 1859, un document officiel, écrit par le capitaine du Port de Paranaguá au Président de la Province du Paraná, exprimait des préoccupations quant aux conséquences de cette activité : "*la dévastation des forêts*

*nationales qui s'opère en ces lieux*" (LEANDRO, 1999). Dans les deux premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle, la production de bananes à destination de l'Argentine et de l'Uruguay y connut un boom éphémère.

La situation changea profondément avec la mise en valeur intensive du *planalto*, décrite au chapitre précédent : afflux de migrants, défrichement accéléré de la forêt d'araucaria, développement explosif de la culture du café puis, beaucoup plus récemment, apparition d'une agriculture industrielle centrée sur les céréales et le soja. Les activités portuaires ont indubitablement bénéficié de l'essor général qu'a connu l'économie du Paraná. Mais c'est avant tout Paranaguá qui profita de la situation. A partir de 1930, la ville se dota de nouvelles installations portuaires, capables d'accueillir des navires de fort tonnage (GERHARDT, 2000 : 59), à l'époque où le café était déjà exporté et où le cycle d'exportation du maté et du bois se maintenait. Dès lors, Paranaguá supplanta définitivement Antonina, située dans une position moins favorable au fond de la baie. A la fin des années cinquante et au début des années soixante elle était devenue le plus important port exportateur de café du Brésil. Par la suite, elle a su accompagner les grandes évolutions économiques du Paraná, en se dotant d'installation moderne pour le chargement des grains (céréales, blés), puis en jouant un rôle important dans l'acheminement des pièces destinées aux usines d'assemblage automobile construites à Curitiba dans les années soixante-dix. Aujourd'hui, le port de Paranaguá est le troisième du Brésil en tonnage traité.

Au cours de ces modernisations successives, le port a eu cependant de plus en plus tendance à fonctionner en autarcie. Il n'a pas su induire une véritable dynamique économique dans la ville de Paranaguá même – au point que l'on a pu parler d'un « divorce » entre le port et la cité (GODOY, 1998 : 134). L'impact a été encore moins perceptible sur le reste de la région littorale. Les différents municipes ont connu des évolutions distinctes en fonction des atouts propres dont ils disposaient et des contraintes particulières qui s'imposaient à eux. La frange côtière ouvrant sur la pleine mer a vu se développer le tourisme balnéaire à grande échelle, – prenant, sous le nom de Pontal do Paraná, son autonomie municipale par rapport à Paranaguá à laquelle elle était rattachée jusque tout récemment, en 1995<sup>16</sup>. Le littoral sud (Matinhos, Guaratuba) a pu développer une économie relativement diversifiée : agriculture de haut niveau technique, tourisme, pêche. Au centre, Morretes, profitant de sa position à proximité de la route et de la voie ferrée conduisant au grand marché urbain de Curitiba, bénéficiant également des avantages climatiques qu'offre le littoral, opéra une mutation

---

<sup>16</sup> Les premières élections municipales de Pontal do Paraná datent quant à elles de 1997.



agricole fondée sur une spécialisation dans la culture maraîchère et fruitière (MARCHIORO, 1999). Antonina, après avoir souffert du déclin de son port, rénove aujourd'hui ses installations pour pouvoir venir épauler Paranaguá, dont le trafic est aujourd'hui saturé.

Dans ce contexte général qui témoigne d'un relatif dynamisme – même si l'économie agricole du littoral n'a pas connu une croissance aussi spectaculaire que celle du *planalto* – la situation du municípe de Guaraqueçaba se détache de façon marquante. Du fait de son enclavement et des contraintes imposées par le milieu (relief, climat) il est demeuré largement à l'écart des investissements et des évolutions techniques qu'a connu le reste du littoral. La petite agriculture familiale très peu mécanisée continue à y occuper une place majeure. La forêt, qui s'y est largement reconstituée après les dommages causés à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> par l'exploitation du bois et les défrichements agricoles, représente désormais l'une de ses principales richesses potentielle – tant sur le plan économique que symbolique, avec valeur patrimoniale acquise désormais par la *Mata Atlântica*.

Je reviendrai plus en détail sur l'histoire agraire de Guaraqueçaba et sur les enjeux actuels sur lesquels elle débouche. Je tiens, ici, à souligner que, contrastant avec un mouvement général qui, au cours du siècle écoulé, a vu la zone littorale se spécialiser de plus en plus dans sa fonction de débouché maritime des hauts plateaux du Paraná, tandis que son agriculture pour survivre, se repliait sur quelques « niches » spécialisées, sa partie la plus septentrionale a été touchée de plein fouet par le phénomène global de marginalisation qui a affecté les secteurs géographiques les moins attractifs pour les investissements. C'est à cette désaffection – partielle, je le verrai, car il s'en est fallu de peu, à quelques occasions, que des intérêts économiques puissants ne mettent la forêt en coupe réglée – que Guaraqueçaba doit, en fin de compte, le statut écologique qui est le sien aujourd'hui – et que partagent à un moindre degré Morretes et Antonina. Dans le plan de développement régional élaboré par le Conseil du Littoral (1984, Conseil de Développement Territorial du Littoral Paranaense), c'est désormais cette richesse là qui est considérée comme le principal atout de ce municípe, dans une zone littorale où le développement urbain, industriel et agricole n'a, partout ailleurs, montré que peu de respect pour l'environnement naturel. Ce Conseil du Littoral s'intègre à une politique de l'État du Paraná plus large autour d'un Programme d'État pour l'Environnement (PEMA) qui met en parallèle la protection de l'environnement et la protection de "l'agriculture familiale" représentant ainsi une avancée dans les idées sur la relation entre la société et la protection de l'environnement. Les dynamiques d'interaction entre ces deux composantes ont permis de ce fait de définir le concept de bassin hydrographique comme une unité naturelle et humaine d'action (TEIXEIRA, 2004 : 128).

*"En tant qu'organisation de délibération collégiale, le Conseil du Littoral avait pour objectif la coordination et le contrôle du processus d'usage et d'occupation du littoral, prenant en compte les aspects économiques, sociaux et environnementaux. Cela était réalisé avec la participation de représentants de l'État, de communes et de communautés." (Ibid : 129)*

Dans cet effort de planification, la production agricole et le développement rural n'ont pas été retenus comme constituant des perspectives significatives pour l'avenir du municípe de Guaraqueçaba, la priorité étant donnée à la valorisation de son patrimoine naturel et de sa biodiversité. Plus que vers une amélioration des pratiques productives, l'action publique s'y est donc orientée avant toute chose vers le contrôle d'une urbanisation désordonnée (qui pourrait mettre en danger le milieu naturel et ses paysages) ainsi que vers l'institution de zones d'environnement protégé – ainsi que je le présenterai plus loin.

### ***c) La population du littoral : des racines anciennes, une évolution récente***

Comme il a déjà été vu dans le précédent chapitre à l'échelle du Paraná, les mouvements de migration qui se sont développés depuis le XIX<sup>e</sup> siècle ont contribué de façon déterminante au peuplement du Paraná et à la diversification de sa population. La situation de la zone littorale est quelque différente à cet égard. Occupée par la couronne portugaise depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, elle a été peuplée pendant toute la période de domination portugaise selon les schémas que l'on retrouve dans toutes les régions historiques du Brésil : un petit noyau de colons originaires de la métropole recevaient des terres dans le cadre du système des *capitanias* et des *sesmarias* décrit précédemment, et ne tardaient pas à se lier à des femmes indiennes ou à des esclaves noires, donnant naissance à la population métissée si caractéristique du Brésil (FREYRE, 1974 : 33-41; PRADO JUNIOR, 1942 : 107-112). Si ces mélanges de sang ne sont pas absents des familles de notables, ils ont été encore plus intenses dans les couches les plus modestes de la société. Ce sont eux qui ont formé la population de petits paysans pauvres (*caboclos*) qui a longtemps peuplé les campagnes brésiliennes en marge des grandes plantations (avant d'alimenter les *favelas* des grandes villes). Dans la région littorale de Rio de Janeiro, São Paulo et du Paraná, on rencontre une variante particulière de ce petit peuple rural, qui se distingue par la place qu'occupent les activités de pêche dans leur mode de vie. Dès le XVIII<sup>e</sup> siècle, l'administration coloniale de São Paulo notait la présence de petits paysans, vivant en autosubsistance, en marge de l'économie de plantation (MARCILIO, 1973 : 18-29; MARCILIO, 1986 : 30-34). Un terme est utilisé pour les désigner : celui de *caiçara*, mot tiré de la langue tupi et qui désigne un dispositif en forme de palissade utilisé pour capturer le poisson (Dicionário Houaiss, 2001). Gioconda

MUSSOLINI dans son ouvrage "*Ensaio de anthropologia indígena e caiçara*" consacre sa deuxième partie aux *caiçaras*, qu'elle définit comme une population métisse marquée par des influences indigènes et portugaises, et dans une moindre mesure d'esclaves noirs, et une population créative dans la recherche de solutions pour répondre aux problèmes de subsistance. Cette population rurale qui aurait, selon l'auteur, occupé tout le littoral du Brésil durant plusieurs siècles, est caractérisée par ses activités halieutiques basées sur la pêche artisanale ainsi que par la culture du manioc. MUSSOLINI a étudié cette population sur le littoral pauliste en 1953 et par la suite elle a généralisée la dénomination à toute la population du littoral brésilien comportant des éléments culturels et sociaux communs. Ces petits groupes de peuplements ruraux à proximité du littoral se sont constitués à la périphérie de peuplements plus importants et ont connu un certain isolement, développant une économie d'autosubsistance presque sans échange, voire insulaire (MUSSOLINI, 1980 : 219-239). Je reviendrai plus en détail sur cette filiation et de l'analyse qui en est parfois faite. Notons simplement ici que la présence de cette population aux racines locales plus anciennes et, surtout, la manière dont elle a contribué à façonner l'image extérieure du littoral et de ses habitants, constituent un trait distinctif qui mérite d'être signalé.

Ceci rappelé, il convient aussitôt de noter que cette région n'a pas davantage que l'intérieur de l'État échappé aux effets démographiques des grands flux de colonisation du XIX<sup>e</sup> siècle. Suisses, Allemands, Italiens, Japonais et bien d'autres encore ont puissamment contribué à la formation de son peuplement, non seulement en milieu urbain mais également en zone rurale.

Ainsi, Lamemha Lins, Président de la Province entre 1875 et 1876, a fondé des colonies à Paranaguá, Morretes et Antonina qui furent occupées essentiellement par des italiens. A la même période, une colonie privée d'allemands s'installe à Guaraqueçaba, au lieu dit Serra Negra. À Guaraqueçaba, c'est dès 1852 qu'est fondée la colonie de Superagüi, sur l'île du même nom, sur l'initiative privée de Charles Perret-Gentil, qui y recrute et installe 85 immigrants suisses, français et allemands ainsi que quelques brésiliens. On possède un témoignage détaillé sur la vie de cette colonie grâce aux lettres et aux aquarelles d'un des ces colons, William Michaud (1829-1902), originaire de Vevey en Suisse (SCHERER, 1988). Ces flux de population se poursuivirent au cours du XX<sup>e</sup> siècle ; ainsi un groupe de japonais arriva et s'installa dans le municípe d'Antonina en 1917, au lieu dit Cacatu en direction de Guaraqueçaba. Ces colonies, en tant que communautés et espaces qui faisaient l'objet d'une gestion particulière, eurent une existence éphémère. Peu à peu leurs

membres se mêlèrent à la population locale et l'on rencontre aujourd'hui de nombreux descendants des familles qui les fondèrent. Guaraqueçaba n'a pas échappé à ce brassage.

Mais les flux démographiques qui contribuèrent à la formation de la population du littoral n'ont pas trouvé uniquement leur origine à l'extérieur du pays. Des migrations internes au Brésil y ont également participé de façon très significative. Au gré des appels de main-d'œuvre générés par des périodes de prospérité, des travailleurs venus de régions parfois lointaines du pays, le Nordeste pauvre en particulier, sont arrivés dans la région.

Au cours du dernier siècle, la population du littoral a donc connu une croissance importante, bien qu'inférieure à celle de l'ensemble de l'État (Cf. Tableau 1).

**Tableau n°1** : Evolution démographique du littoral et de Curitiba de 1910 à 2000.

	1910	1940	1950	1970	1980	1996	2000
Curitiba	60.800	140.656	180.575	609.026	1.024.975	1.476.253	1.587.315
Littoral PR	45.635	74.789	<b>58.258</b>	107.889	131.362	188.498	197.333

Source : IBGE, 2004.

Ces flux migratoires ont modifié sensiblement la composition du peuplement local, rendant de plus en plus minoritaire sa composante « *caiçara* ». Ils ont pu toucher ponctuellement les zones rurales, comme cela a été le cas à Guaraqueçaba dans les premières décennies du XX<sup>e</sup>, nous allons le voir. Toutefois, ce sont les villes, et tout particulièrement Paranaguá, qui en ont subi les principaux effets.

Le tableau 2 illustre bien les différences marquées de rythme de croissance entre les municipes du littoral.

**Tableau n°2** : Evolution démographique des Municipes du littoral du Paraná de 1910 à 2000.

	1910	1940	1950	1970	1980	1996	2000
<b>Guaraqueçaba</b>	<b>6.396</b>	<b>9.210</b>	<b>7.178</b>	<b>7.648</b>	<b>7.662</b>	<b>8.035</b>	<b>8.288</b>
<b>Morretes</b>	7.341	12.711	10.651	11.838	13.238	15.020	15.275
<b>Antonina</b>	8.453	20.977	11.037	16.457	16.305	18.402	19.174
<b>Guaratuba</b>	4.130	3.362	4.477	9.436	12.183	<b>31.635</b>	27.257
<b>Paranaguá</b>	19.315	28.529	24.915	<b>62.510</b>	81.974	115.406	127.339

Source : IBGE, 2004.

Entre 1910 et 2000, la population de Paranaguá a été multipliée par 6,6, de même que celle de Guaratuba. Durant la même période, celle des municipes d'Antonina et de Morretes doublait approximativement, alors que Guaraqueçaba croissait à peine de 13%. On a donc assisté, au cours du siècle passé, à un phénomène de polarisation urbaine qui n'a sans doute pas la même ampleur que celui que l'on a observé dans d'autres métropoles du Paraná – comme à Curitiba en particulier dont la population a été multipliée par 26 au cours de la même période (Cf. Tableau n°1) – mais qui a contribué à modifier fortement la structure démographique du littoral. Le monde rural n'a cessé de perdre du poids dans la population

d'ensemble<sup>17</sup>. Cette évolution a été renforcée et accélérée par les mouvements d'exode rural qui ont conduit une proportion importante des petites communautés riveraines de la baie vers les agglomérations urbaines proches : en particulier Paranaguá dont certains quartiers sont composés en grande majorité de familles qui viennent des communautés riveraines de la baie (GERHARDT, 2000 : 91 ; 164-167).

Guaraqueçaba a été particulièrement concernée par cette évolution différentielle. En dépit d'un courant non négligeable d'installation d'agriculteurs venus d'autres origines (j'y reviendrai plus loin), sa population a pratiquement stagné depuis 1970. Cela témoigne bien de l'importance de l'exode rural dans ce municípe – phénomène dont nous rencontrerons l'impact lorsque nous observerons de plus près les stratégies sociales et économiques des familles de petits paysans. Cette léthargie démographique, contrastant avec le dynamisme plus marqué des autres municípes, traduit une situation d'enclavement mais aussi une réalité économique, sociale et politique spécifique dont nous rencontrerons les manifestations concrètes sur le terrain.

Cette évolution différentielle se reflète aujourd'hui dans la situation démographique des différents municípes, considérée à partir de deux critères : la densité démographique et la répartition entre populations rurale et urbaine.

**Tableau n°3** : Répartition de la population sur le littoral du Paraná.

	Aire (Km <sup>2</sup> )	Pop Totale 2000	Densité de population (Hab/km <sup>2</sup> )	Pop Urbaine	Pop Rurale	% Pop Urbaine	% Pop Rurale
<b>Guaraqueçaba</b>	<b>2.019</b>	<b>8.288</b>	<b>4,1</b>	<b>2.582</b>	<b>5.706</b>	<b>31%</b>	<b>69%</b>
<b>Paranaguá</b>	827	127.339	<b>154</b>	122.347	4.992	<b>96%</b>	4%
<b>Morretes</b>	685	15.275	22,3	7.153	8.122	47%	<b>53%</b>
<b>Antonina</b>	882	19.174	21,7	15.837	3.337	83%	17%
<b>Guaratuba</b>	1.326	27.257	20,5	23.156	4.101	85%	15%

Source : IBGE, 2004.

Ici encore, Guaraqueçaba se distingue nettement : bien qu'étant le municípe le plus étendu du littoral du Paraná, il est aussi le moins peuplé et donc celui dont la densité de population est la plus faible – cinq fois inférieure environ à celle des trois autres municípes non exclusivement urbains : Antonina, Guaratuba et Morretes. Il se caractérise aussi par le fait que près de 70 % de sa population demeure située en zone rurale. Morretes, possède aussi une composante rurale forte, bien que sensiblement inférieure (53%).

<sup>17</sup> Une des caractéristiques de toutes les communes du littoral est aussi la forte diminution de population au cours de la seconde guerre mondiale. Ceci est dû à plusieurs facteurs : l'éloignement des colons allemands, italiens et japonais du littoral par les autorités pour des raisons sécuritaires et stratégiques et à la réquisition des hommes en âge de partir à la guerre, le Brésil étant entré en guerre contre l'Allemagne et l'Italie en 1942 (à la suite de torpillages de navires brésiliens). Peut-être aussi à une période de stagnation économique qui a précédé le « boom » caféier.

#### *d) Exemplarité de Guaraqueçaba*

C'est donc par toute une série de traits – naturels, sociaux, économiques – que Guaraqueçaba se distingue au sein d'une région littorale qui, elle-même, par sa géographie et son histoire, occupe une place particulière au sein du Paraná. C'est sur le territoire de ce municípe que le contact entre la *Serra* et la baie se fait le plus direct. C'est ici que la *Mata Atlântica* est la plus présente – ou, plus exactement, ce qui demeure de la forêt originale et ce qui s'en est reconstitué après les dégâts intervenus à différentes périodes du passé. Le mouvement d'urbanisation qui a touché à des degrés divers les autres communes y est resté très modeste. Le siège du municípe, l'agglomération de Guaraqueçaba elle-même, n'est toujours qu'une petite bourgade<sup>18</sup>. La majorité de la population résidente vit dans des localités dispersées le long des vallées qui montent au flanc de la *Serra*. Agriculture, pêche, cueillette demeurent ses principales activités et c'est la famille qui constitue la structure de base qui ordonne l'organisation du travail. Malgré un apport non négligeable de population extérieure – on a vu que dès le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle une colonie y était fondée pour accueillir des Européens – le modèle social et le mode de vie de la petite paysannerie y demeure dominant.

Vers la fin des années soixante-dix, lorsque, la protection de la *Mata Atlântica* et, plus largement, la question environnementale, ont commencé à se construire comme enjeux sociaux et politiques forts au Brésil et au Paraná, ces traits qui, jusqu'alors, avaient été les marqueurs du retard pris par ce municípe par rapport au mouvement de « modernisation » qu'avait connu le reste du littoral, sont devenus au contraire, aux yeux de regards extérieurs, les emblèmes d'une réalité environnementale et sociale ayant, par miracle, échappé au mouvement dévastateur qui, presque partout ailleurs, avait emporté la forêt et, avec elle, les hommes et les femmes qui la peuplaient et l'exploitaient. Exception au sein du littoral – même si, à une moindre échelle, on peut trouver quelques traits similaires autour de la petite baie de Guaratuba – le municípe de Guaraqueçaba a pris progressivement un caractère d'exemplarité remarquable pour tous ceux qui s'engageaient dans la lutte en vue de préserver ce lambeau d'un écosystème pratiquement effacé de la carte du Brésil et pour sauvegarder ce qui était interprété comme le témoignage d'une coexistence harmonieuse entre une société paysanne « traditionnelle » et son environnement. Ainsi s'est construite l'image de

---

<sup>18</sup> En recul par rapport au statut dont elle jouissait au début du XX<sup>e</sup> siècle, pendant un bref âge d'or où elle présentait certaines caractéristiques emblématiques d'une grande cité (à la mesure de ce que pouvait être la vie urbaine à cette époque au Brésil) : 2 journaux locaux *O Paraná* (1900) et *A Reação* (1917), un club littéraire et un club de musique, quelques bâtiments imposants, une promenade en pavés au bord de la baie, "Pointe de Morretes", des infrastructures urbaines : fontaines publiques, réseau d'eau, marché public, télégraphe... (VON BEHR, 1997 : 38-39)

Guaraqueçaba, comme conservatoire d'une inestimable richesse naturelle et d'une culture *caiçara* aux racines séculaires. Ce double statut étant partagé, j'y reviendrai, avec la région du Vallée du Ribeira, jouxtant Guaraqueçaba, située de l'autre côté de la frontière avec l'État de São Paulo. La conclusion institutionnelle de cette évolution a été la création, en 1985, de l'APA (*Área de Proteção Ambiental*), qui définit désormais le cadre réglementaire qui régit l'ensemble des rapports entre les acteurs intervenant localement et le milieu naturel dans ses différentes composantes.

Cette position nouvelle sur la scène politique, sociale et économique – fruit tout à la fois d'une réalité objective, des représentations sociales qui s'en sont construites et des enjeux de multiples natures qui s'y sont investis – donne également à Guaraqueçaba un caractère d'exemplarité en tant qu'objet d'étude. C'est ce qui a justifié qu'un programme d'étude interdisciplinaire lui ait été consacré. Mon objectif, dans le cadre de ce travail, est de tenter de rendre compte de ce que peut être, derrière cette construction sociale, le vécu d'une petite population paysanne, longtemps oubliée mais qui se trouve emportée aujourd'hui dans le tourbillon d'intérêts et de décisions dont les conséquences l'affectent directement mais dont l'origine est bien souvent extérieure aux réalités locales. Avant d'en venir là il est nécessaire à nouveau de changer de « focale » et d'examiner de plus près la réalité diversifiée et complexe qui, au-delà de l'image générale qui vient d'être tracée dans une comparaison avec le reste du littoral, constitue le cadre naturel, historique et social dans lequel s'inscrit l'existence de ces petits agriculteurs.

## **2. LE MUNICIPE DE GUARAQUEÇABA : UNE RÉALITÉ GÉOGRAPHIQUE DIVERSIFIÉE**

La description qui vient d'être faite du municipe de Guaraqueçaba correspond en effet davantage à l'image que l'on peut s'en faire de l'extérieur, sur la base de constats très généraux, qu'à la réalité qui se découvre lorsque l'on y pénètre, que l'on regarde de plus près un milieu physique aux contrastes accusés, une forêt dont la préservation est toute relative, une histoire plus mouvementée et conflictuelle que la situation d'isolement pourrait le laisser penser, et une réalité sociale beaucoup plus diversifiée que celle que suggère l'idée d'un petit paysannat « traditionnel ». Pour comprendre ce qu'impliquent aujourd'hui au quotidien, pour les petits agriculteurs, les enjeux de la protection environnementale dont nous avons esquissé plus haut l'émergence à l'échelle du Paraná et à celle du Brésil, il faut également retracer avec quelques détails les circonstances dans lesquelles Guaraqueçaba est devenue un lieu emblématique pour les défenseurs de la *Mata Atlântica*.

### *a) Une topographie mouvementée*

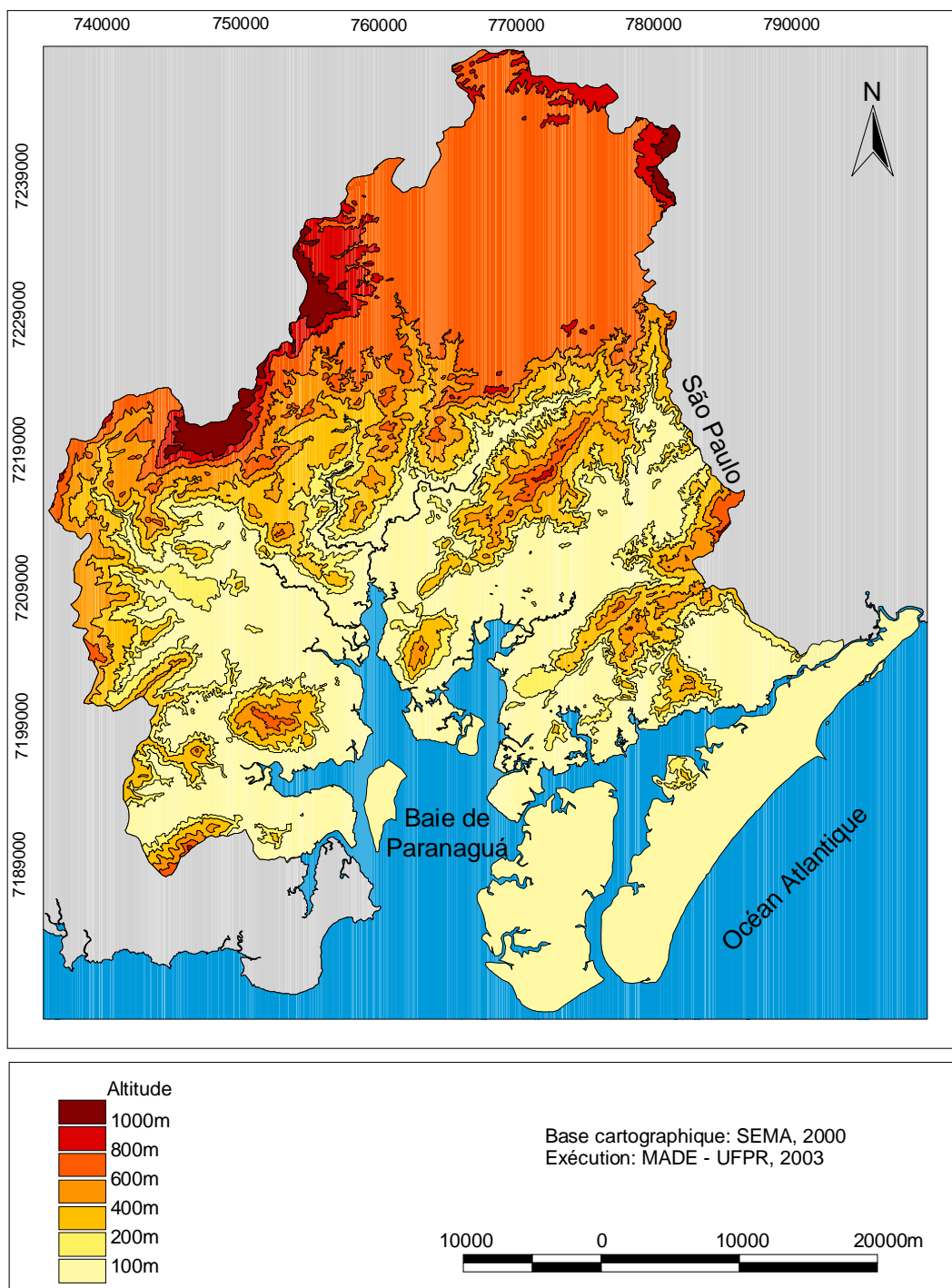
Le municiple de Guaraqueçaba, on l'a vu, couvre toute la partie nord de la *Serra do Mar*, ainsi qu'une partie de la baie et de son débouché sur l'océan. Son territoire englobe plusieurs îles habitées par des communautés de pêcheurs. La baie, ses eaux poissonneuses, constituent des éléments majeurs du paysage et des ressources qui font vivre la commune et ses habitants. Dans la mesure où mon étude se concentre sur les petits agriculteurs et sur le rapport qu'ils entretiennent avec la forêt, je ne vais pas pousser plus avant la description de cette composante du milieu naturel. D'autres recherches antérieures, menées dans le cadre du programme interdisciplinaire, ont été consacrées aux pêcheurs, à leurs activités et à leur cadre de travail (ROUGEULLE, 1989 ; ANDRIGUETTO, 1999).

Dès que l'on s'éloigne des rives de la baie, le relief montagneux se fait immédiatement très présent. La plaine littorale n'occupe qu'une superficie réduite, en amont des plaines alluviales basses qui se forment au débouché des cours d'eau se resserrent rapidement en vallées encaissées. Les piémonts et les versants ont été longtemps exploités par l'agriculture itinérante, tandis qu'approximativement au-dessus de 400 mètres d'altitude règne la forêt, soit sur plus de 50% du territoire du municiple. Sur le territoire du municiple, les sommets ont en moyenne 650-700 mètres et culminent aux alentours de 1200 mètres (les pics du municiple les plus élevés se situent dans la Serra da Virgem Maria, au nord du hameau de Tagaçaba de Cima, culminant à 1542 mètres; puis dans la Serra Gigante à 1088 m, autour de la vallée du Rio Guaraqueçaba).

Le climat est subtropical, caractérisé par l'alternance de deux saisons : une saison hivernale à sécheresse modérée de juin à septembre, et une saison estivale chaude et humide de novembre à avril. La température moyenne du mois le plus chaud est supérieure à 25°C, avec un maximum de 35°C, et la température du mois le plus froid, en juillet, oscille entre 3°C et 18°C. Des gelées peuvent se produire exceptionnellement. On compte en moyenne 207 jours de pluie par an et une pluviométrie moyenne de 2.364 mm. Les plus faibles précipitations ont lieu à la fin de l'automne et en hiver d'avril à août ; les plus fortes, en été entre décembre et mars. Le taux d'humidité moyen est de 85% avec peu de variation tout au long de l'année (MIGUEL, 1997 : 2 ; IPARDES, 2001 : 44).

Le paysage est très marqué par un relief accidenté. Cette topographie limite les surfaces disponibles pour l'agriculture. Les pentes sont rapidement trop abruptes pour pouvoir être cultivées par une agriculture itinérante sur brûlis – qui est, de longue date, la technique de culture dominante – sans aménagements susceptibles de prévenir l'érosion des terres arables.





**Figure 11** : Relief de Guaraqueçaba représenté en courbe de niveau.

De façon schématique le municpe est divisé en 5 unités morphopédologiques ou sous-régions (MIGUEL, 1997 : 12-14; IPARDES, 1989 : 1-7) :

- Sous-région des plaines littorales, "*Restingas*" et sous-région des bas-fonds:

Comprenant l'ensemble des plaines littorales aux abords de la baie et la partie aval des principales vallées alluviales, dont plus des 3/4 des surfaces de fond de vallées sont occupées par des bas-fonds, d'une altitude inférieure à 40 m. La végétation se caractérise par une végétation hygrophile herbacée ou arbustive dans les zones marécageuses, à une végétation constituée d'une forêt ombrophile dense dans les parties mieux drainées, auxquelles il faut rajouter la mangrove (unité distincte aux abords de la baie).

- Sous-région des vallées alluviales larges :

Comprenant la partie intermédiaire des principales vallées alluviales. La largeur des fonds de vallées peut dépasser 6 km et entre 40 et 60% des surfaces sont occupées par des plaines d'épandages de crues en bordure des principaux fleuves et par des terrasses alluviales, le reste est constitué des bas-fonds. Cette sous-région comprend également quelques versants montagneux. La végétation varie d'une végétation herbacée, voire arborée hygrophile, à une végétation constituée par une forêt ombrophile dense prédominant sur les versants montagneux.

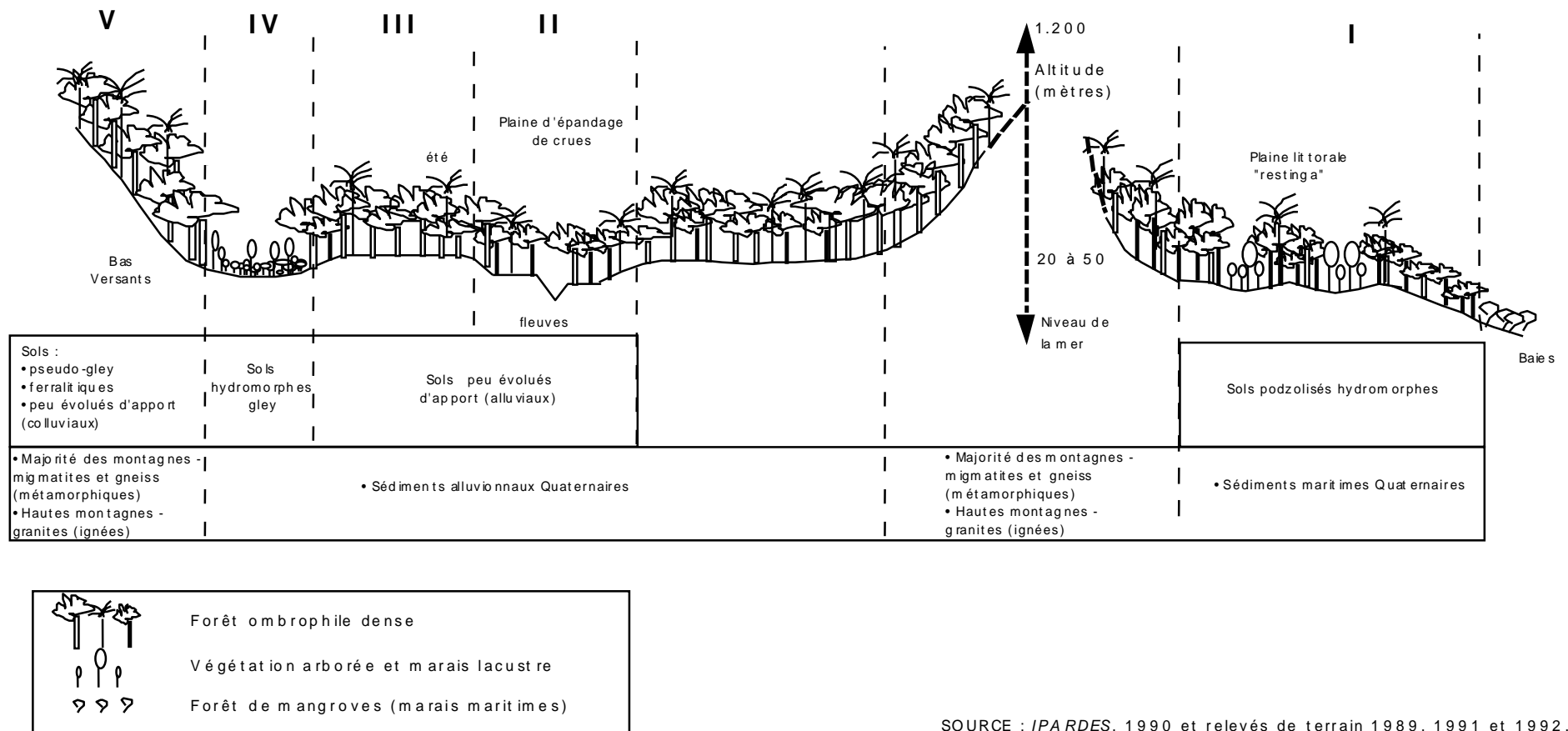
- Sous-région des vallées alluviales étroites :

Comprenant la partie amont des vallées alluviales quasi totalement entourées par la sous-région montagneuse. Ces vallées sont étroites, large le plus souvent de moins de 2 km, et les plaines d'épandage de crues ainsi que les terrasses alluviales occupent plus de la moitié des surfaces de fond de vallée. Comme la sous-région précédente elle dispose aussi de versants montagneux et sa végétation est également similaire.

- Sous-région montagneuse :

Couvrant plus de la moitié de la superficie du municipe et constituée de nombreuses petites vallées alluviales secondaires et étroites ainsi que de l'ensemble des montagnes avec des déclivités supérieures à 45% (des chaînes marginales discontinues qui s'élèvent de 400 à plus de 1000 mètres). Les surfaces de fond de vallée y sont étroites et ces petites vallées alluviales sont le plus souvent constituées de versants de montagnes de faible déclivité. La forêt ombrophile dense y est dominante. La forêt ombrophile dense s'y décline selon l'altitude de forêt ombrophile dense sous-montagneuse (jusqu'à 600-700 mètres), forêt ombrophile dense montagneuse (de 500/600 à 1000/1200 mètres d'altitude) et forêt ombrophile dense de haute montagne (entre 1000/1200 et 1500 mètres).

Le schéma à suivre montre ces 5 unités morphopédologiques et les végétations principales :



**Figure 12 :** Schéma de la région littorale nord du Paraná, Guaraqueçaba, avec les 5 unités morphopédologiques et la végétation climacique. (MIGUEL, 1997 : 16)

### *b) Une forêt aux faciès hétérogènes*

La *Mata Atlântica* est, nous l'avons vu, devenue l'emblème de Guaraqueçaba, et sa préservation, un enjeu majeur qui détermine dans une large mesure l'existence présente et future des habitants du municipe. Mais, derrière cette appellation générique, quelque peu mythifiée, c'est une réalité diversifiée et, à certains égards, largement modelée par l'action humaine qui se présente.

Le programme interdisciplinaire dans lequel s'intégrait ma recherche comportait un volet plus particulièrement consacré à l'étude de cette forêt (DOMINGUES, 2004). J'en reprends ici, de façon très schématique, quelques conclusions.

Les conditions climatiques et géologiques de Guaraqueçaba et de toute la portion Est du Paraná ont favorisé la formation d'une forêt tropicale appelée Forêt Ombrophile Dense. rencontre sur les régions côtières du Brésil (plaines et chaînes montagneuses) et l'Amazonie, espaces caractérisés par des températures élevées (moyenne de 25°C) et des pluies distribuées tout au long de l'année (de 0 à 60 jours secs), sans période sèche. La période végétative y est ininterrompue. Le type de végétation de cette forêt à Guaraqueçaba est caractérisé par des grands et moyens phanérophytes (arbres, arbustes pérennes dont les bourgeons sont situés à plus de 50 cm du sol), et en abondance des lianes ligneuses, des épiphytes. Les arbres de hauteurs moyennes, entre 25 et 30 mètres, sont disposés de façon serrée, dense (DOMINGUES, 2004 : 75-76). La diversité des espèces est estimée à 708 espèces, dont 50% sont endémiques et ne se retrouvent dans aucun autre espace, et aux alentours de 10% se retrouvent de façon peu significative dans d'autres régions du Brésil. La composition et la structure de cette forêt changent selon les variations d'altitude, de sol, de géologie, et de relief, présentant de ce fait plusieurs compositions floristiques. Les espaces sont encore fragmentés en fonction de la disponibilité d'eau, de la potentialité des sols et des types de climats qui modèlent le relief.

DOMINGUES dans sa recherche sur l'histoire du couvert végétal de Guaraqueçaba, menée dans le cadre du programme interdisciplinaire, considère que les forêts connaissent une nature dynamique et un processus long de changement tant en fonction des variations climatiques que d'autres processus qui ont eu lieu au cours de la formation de la planète. On parle ainsi de successions végétales ou successions de formations végétales dépendant des perturbations sur une variété d'échelles de temps et d'espace, qui provoquent un manque de contrôle de l'équilibre naturel, et révèlent des forces déterminant la présence ou l'absence d'espèces et les processus responsables de la régulation de la structure. Ainsi, les formations

végétales sont en ajustement constant avec l'environnement, même sans interférence anthropique (Ibid : 66-68). La succession végétale se caractérise par une succession primaire et une succession secondaire.

La succession primaire répond à un processus de colonisation à partir de l'installation d'une communauté végétale pionnière, résultant au développement de la végétation et de la faune. Les changements successifs sont déterminés par des interactions internes. D'un autre côté, quand la succession a lieu sur une aire où une autre communauté antérieurement existante a été éliminée par une perturbation causée par des perturbations extérieures - anthropiques ou autres, elle est appelée succession secondaire. Elle est induite par des forces externes qui altèrent le système.

Selon le système de classification de la végétation brésilienne de l'IBGE (1992), les unités du système primaire de la Forêt Ombrophile Dense rencontrées dans la région sont:

- Forêt Ombrophile Dense Alluviale: formations sur les plaines d'accumulation de sédiments des rivières, sujettes ou non aux inondations périodiques, avec une prépondérance de bois de faible densité: *Cyatharexylum myrianthum* (jacataúva), *Alchornea triplinervea* (tapia), et *Schizolobium parahyba* (guapuruvú); et communs: *Genomoma elegans* (guaricana) et *Euterpe edulis* (palmier juçara).

- Forêt Ombrophile Dense des Bas-Fonds: formation située généralement sur les plaines côtières, entre le niveau de la mer et 20 m d'altitude, importance de *Calophyllum brasiliense* (guanandi), formant une strate arborée continue entre 20-25 m de hauteur, souvent accompagné de *Tabebuia umbellata* (ipê-amarello-do-brejo), de ficus... Sur les strates inférieures sont communs *Tabebuia cassinoides* (caxeta), *Euterpe edulis* (palmier juçara). Sur des sols bien drainés, on trouve des *Ocotea* (canela), *Attalea dubia* (indaiá) et une variété de *Myrtaceae*.

- Forêt Ombrophile Dense de Sous-montagne: comprend les formations forestières qui se situe sur la plaine littorale et le début des versants de la Serra do Mar, approximativement sur une altitude de 20 à 600 mètres. Dans cette zone se trouvent les meilleurs sols et ainsi la forêt sous montagneuse y présente la plus grande diversité végétale. Le couvert typique est forestier, multi-stratifié, dont la cime peut atteindre 30 mètres. Les espèces les plus communes sont *Ocotea catharinensis* (canela preta), *Schizolobium parahyba* (guapuruvú), *Virola bicuhyba* (bocuva), *Cedrela fissilis* (cedro brasileiro) et *Volchysia bifalcata* (guaricica). Sur les strates inférieures on trouve également des *Euterpe edulis* (palmier juçara).

- Forêt Ombrophile Dense de Montagne: comprend les formations forestières qui se situent sur la portion intermédiaire de la Serra do Mar, entre 600 et 1200 mètres. Même si elle dispose d'une physionomie semblable à la précédente, sa composition floristique est différenciée, avec une diminution voire une absence d'espèces tropicales, selon les basses températures imposées par l'altitude, avec possibilités de gelées. On retrouve les *canela*, *cedro*, myrtacées et rubiacées...

- Forêt Ombrophile Dense de Haute Montagne: sur les portions les plus élevées de la Serra do Mar, au-dessus de 1200 mètres. Les basses températures, les vents forts et constants, la nébulosité élevée et les sols ras et progressivement moins fertiles, conditionnent le couvert végétal qui est constitué d'associations arborées simplifiées et de hauteurs réduites (3 à 7 mètres).

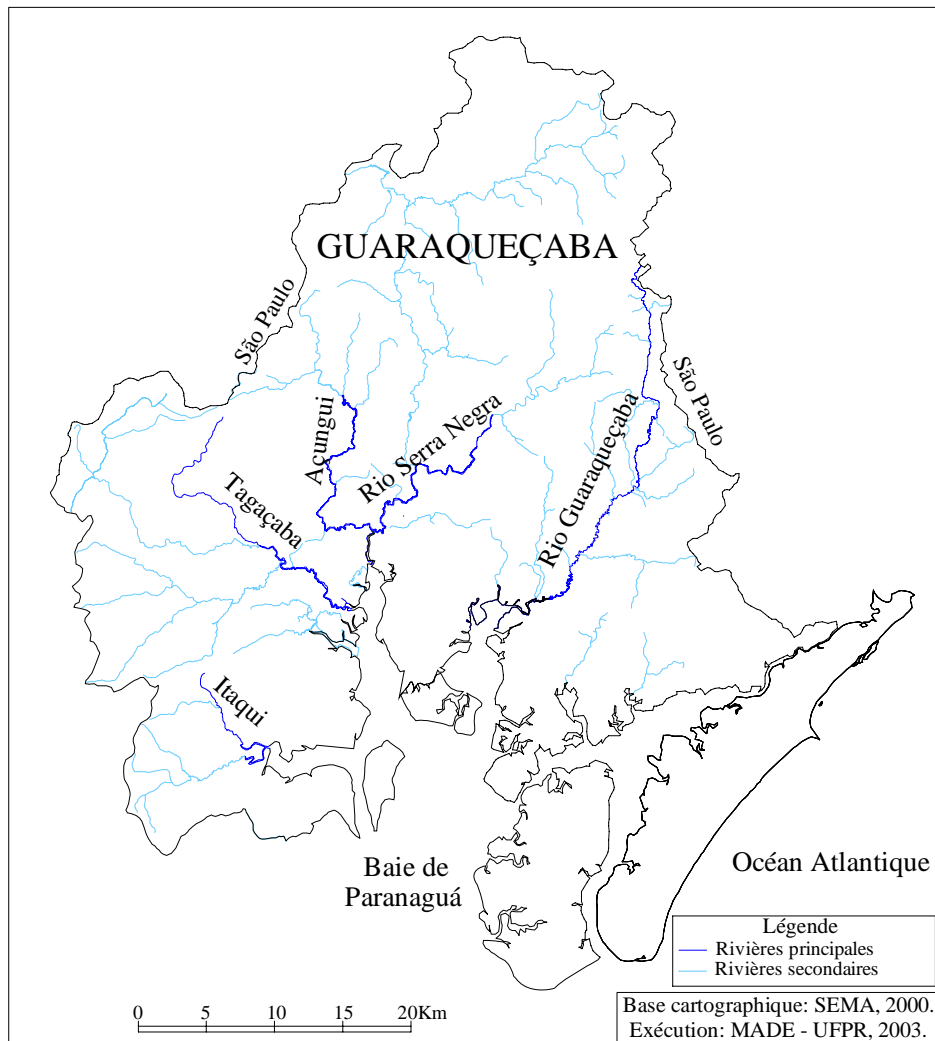
Ce sont là les principales formations. On compte également les formations pionnières dans des milieux instables sur des terres basses et alluviales, et les refuges de végétation sur les cimes des montagnes de la Serra do Mar. L'intervention et l'exploration de longue date des forêts de la région ont rendu rares les aires de forêt primaire c'est-à-dire sans intervention ou ayant seulement subi des coupes sélectives d'espèces:

*"Selon RODERJAN, actuellement les formations forestières de la plaine littorale et des versants les moins élevés de la Serra do Mar (jusqu'à 600m d'altitude) sont principalement secondaires. La forêt Ombrophile Dense de Montagne (600 à 1200m d'altitude) a été soumise presque exclusivement à l'extraction sélective, étant relativement bien conservée. Les auteurs considèrent que seulement les forêts de hautes montagnes, les terrains et la végétation rupestre du haut des Serras, et partiellement, les formations pionnières comme les mangroves, les zones d'inondation et les restingas se trouvent intactes". (DOMINGUES, 2004 : 85-86)*

Ainsi, une grande partie de la forêt du munícipe est secondaire, étant le produit d'une histoire ancienne de relations avec les hommes qui l'ont exploitée à des échelles et des degrés divers, selon l'altitude, les besoins et les débouchés économiques du moment. Il s'agit largement d'une nature anthropisée et seuls quelques points isolés n'ont fait l'objet d'aucune intervention, essentiellement du fait de la difficulté d'accès. Cependant la faible pression démographique, économique et les activités historiquement développées, ont permis le maintien d'un couvert arboré certes secondaire, mais préservant toutefois la diversité, puisque c'est plus de 50% de la surface du munícipe où la forêt prédomine encore (Cf. chapitre précédent). Toutefois, étant donné ce contexte exceptionnel de la forêt sur le munícipe en comparaison à la disparition quasi-totale de la forêt ombrophile dense sur le reste du territoire brésilien, on comprend tout l'enjeu dont cet espace fait l'objet depuis plusieurs dizaines d'années en direction de sa préservation-conservation.

### c) Un espace cloisonné

Une conséquence du relief mouvementé est le compartimentage de l'espace. Comme on peut le voir sur la figure ci-dessous, le territoire rural de Guaraqueçaba est sillonné par trois grandes vallées qui suivent le parcours de trois grandes rivières : Tagaçaba, Serra Negra et Guaraqueçaba. Deux autres vallées plus petites : celle des rivières Açungui et d'Itaqui complètent ce maillage (figure 13).



**Figure 13** : Principales Rivières et Bassins hydrographiques de Guaraqueçaba.

Cette topographie modèle profondément l'occupation de l'espace par les cultures et par les hommes. Elle compartimente le territoire et a abouti, au fil du temps, à la constitution d'unités de peuplement autonomes et qui, jusqu'à aujourd'hui, communiquent peu entre elles. Ainsi, la majorité des familles qui résident dans la vallée de Tagaçaba (une des plus à l'ouest du municpe) n'est jamais allée dans les hameaux de la vallée de Guaraqueçaba, et vice et versa. Pendant plusieurs siècles et jusqu'à tout récemment, le seul mode de circulation des hommes et des marchandises était la navigation : le long des rivières, à travers la baie. Cela

n'encourageait pas, bien au contraire, les communications transversales entre vallées. C'est seulement en 1970 qu'a été construite une route en terre (PR 404) afin de relier le bourg de Guaraqueçaba à Antonina et de faire la jonction avec le réseau routier du littoral. Cette piste, qui traverse le territoire de la commune sur près de 90 kilomètres, serpente au grès du relief et des découpages de la baie. Il faut plus de quatre heures de voiture pour parcourir cette distance faite de bosses, de trous, de grosses pierres affûtées par endroits, de montées et de descentes. Lenteur et prudence sont toujours de rigueur, en particulier lors des pluies fréquentes qui rendent la piste boueuse et glissante. Dans la traversée des plaines, les inondations peuvent la rendre impraticable. Le trajet est donc pénible et fatigant, on ne peut prévoir l'heure d'arrivée et les accidents ou pannes sont fréquents. Ces conditions ne font la joie que de quelques urbains amateurs de week-end de cross et d'aventures. Les habitants de Guaraqueçaba, pour leur part, ne l'empruntent qu'en cas de nécessité.



**Figure 14** : Les différents hameaux du municpe et les voies carrossables (ou pistes)<sup>19</sup>.

<sup>19</sup> Le hameau encadré est celui qui fait l'objet de l'étude approfondie.



Les pistes vicinales qui pénètrent dans les vallées, sont encore plus récentes (elles datent des années quatre vingt) et encore plus précaires. Pour les habitants des hameaux situés au sommet des vallées, où les voitures sont encore rares, se déplacer relève de l'expédition.

Ces difficultés de communication expliquent en partie le cloisonnement social entre les vallées, mais en partie seulement car on verra que les habitants de la vallée de Guaraqueçaba sur laquelle se concentrera l'étude n'hésitent à franchir à pied des kilomètres de pistes abruptes et boueuses pour se rendre dans des localités de l'État de São Paulo visiter leurs parents.

En fait, historiquement, les vallées ont longtemps constitué des entités sociales solidaires et les localités réparties au fil des rivières s'y trouvaient liées par des rapports de parenté, de dépendance et de complémentarité économique, selon le rôle qu'elles jouaient dans la production et l'acheminement des marchandises par voie d'eau (MIGUEL, 1997). Beaucoup de ces liens sociaux anciens, même s'ils ont pris d'autres formes, se sont maintenus jusqu'à aujourd'hui.

#### *d) Une occupation humaine éclatée, des équipements collectifs précaires*

Le municipe de Guaraqueçaba comptait au dernier recensement de 2000, une population totale de 8.288 habitants. Sur ce total, 35% approximativement résident dans les îles (2881 personnes), et le reste, sur la terre ferme. Le bourg regroupe 2582 habitants. On évalue donc la population rurale *stricto sensu* à 2825 personnes (34% de la population) (UFPR-MADE, 2003).

La densité humaine est très faible (4,1 hab./km<sup>2</sup>) sur un territoire municipal particulièrement étendu : 2.019 km<sup>2</sup><sup>20</sup>. Nous avons vu que le découpage des vallées avait favorisé un cloisonnement accusé de l'occupation humaine. Le long de chaque cours d'eau, l'habitat se présente également de façon très dispersée. Il se regroupe ici et là en quelques bourgades, en particulier au débouché de la rivière sur la baie, où se concentrait traditionnellement une activité plus intense du fait de la rupture de charge entre les pirogues qui apportaient les marchandises de l'amont et les canots ou bateaux de plus fort tonnage qui les acheminaient ensuite jusqu'à Paranaguá. Ailleurs, il forme quelques petits hameaux.

---

<sup>20</sup> Ce qui, pour donner un ordre de grandeur, correspond au tiers la superficie du département des Deux-Sèvres ou au cinquième de celui de la Gironde. Guaraqueçaba est le municipe le plus étendu du Paraná.

Parfois, enfin, il s'égrène en chapelet le long du cours d'eau ou s'égayé sur les pentes. L'usage local a établi l'usage de lieux-dits pour désigner les différents secteurs ainsi occupés. Certains s'appliquent à des regroupements plus importants et plus clairement identifiables : on parlera alors de *comunidades*. D'autres concernent des ensembles de plus petite taille ou moins clairement repérables : on les désignera alors comme des *localidades*, des « écarts » qui se rattachent plus ou moins à une *comunidade* mère. Cette catégorisation demeure très floue et imprécise. Aucune de ces entités ne jouit d'un statut administratif particulier au sein du municipale. Tout au plus s'agit-il de quartiers dont les problèmes spécifiques peuvent être considérés et pris en compte, sans pour autant être représentés *de jure* au sein de la structure administrative. Bien évidemment les élections municipales répondent à des enjeux très locaux et les *vereadores* (conseillers municipaux) se font les porte-parole, parfois les lobbyistes, des intérêts de leur lieu de résidence. D'autre part, des *Associações de moradores* (Associations de résidents) se sont constituées dans certains quartiers, au même titre qu'il en existe dans les villes. Elles aussi s'efforcent de faire valoir leurs revendications.

Le terme de *comunidade* est très largement employé au Brésil<sup>21</sup>. Par son ambiguïté, il prête souvent à confusion. Il induit en effet l'idée d'une cohésion sociale, d'un sentiment d'identité que partageraient les membres d'un même quartier. Cette vision a été critiquée car elle est loin de correspondre toujours à la réalité. Les critiques sur les études de communautés soulèvent le fait que celles-ci se focalisent sur leurs aspects traditionnels, occultant l'influence de la modernité, ou la considérant comme une menace pour l'avenir de ces communautés au mode de vie « traditionnel » (MURDOCH et PRATT, 1993 : 417 ; CÂNDIDO, 1964 : 24). Je reviendrai plus loin sur ce sujet, sur la base de mes propres observations de terrain.

---

<sup>21</sup> Dans la bibliographie brésilienne, le terme de communauté est lié à celui de société comme des parties complémentaires et interdépendantes. Malgré les variantes selon les études, la communauté représente une forme de compréhension de la partie dans le tout qu'est la société (FERNANDES, 1972 : 47-50). Les "études de communautés" qui caractérisaient les recherches sociologiques des années soixante, cherchaient à comprendre comment la vie de petites localités pouvait, en même temps, être une partie d'un ensemble et à la fois être expliquée par cet ensemble (FUKUI, 2003). Ces études de communautés, ou petits groupes, ont fait de la paysannerie un de leurs principaux objets de recherche. Puis, les recherches sur les communautés se sont diversifiées vers d'autres thématiques qui traitent plus spécifiquement des conflits et des tensions entre des groupes précis. Au Brésil le terme de *comunidade* est très usité tant du point de vue sociologique comme petite entité sociale et géographique que dans la pratique politique et ce depuis les années soixante-dix, où l'on parle de développement communautaire pour des populations rurales, et plus récemment de communauté solidaire en ce qui concerne les politiques sociales en direction des populations les plus démunies. CÂNDIDO lui préfère le terme de quartier de fermiers (*bairro de sítiantes*) (1964 : 24-25, 81-85) et QUEIROZ lui préfère le terme de quartier rural (*bairro rural*) (1973). Nous y reviendrons plus en détails dans l'étude de cas de la communauté de Batuva.

Les différentes études conduites par le programme de recherche sur Guaraqueçaba ont conduit à identifier 12 « communautés » rurales, sur la base de la configuration géographique et de l'usage en cours parmi les habitants du municípe (MIGUEL, 1997 ; GERHARDT, 1994 ; UFPR-MADE, 2003). La carte précédente (Figure 14) présente leur répartition sur le territoire du municípe. Dans la réalité, l'habitat est beaucoup plus dispersé car de nombreuses *localidades*, voire des maisons individuelles, se rattachent à ces points focaux mais ne sont pas représentées. Cette carte donne néanmoins la mesure de la dispersion humaine sur un espace très étendu.

On conçoit aisément les problèmes que posent l'administration et l'équipement d'un tel territoire au peuplement très dispersé. La précarité du réseau de communications terrestre a déjà été notée, en revanche, tous les hameaux disposent de l'électricité, même si quelques familles plus isolées ne sont pas encore approvisionnées (83,5% des domiciles ruraux possèdent l'électricité). L'eau, en revanche, ne fait pas l'objet d'un réseau public organisé et chacun a mis en place, avec l'aide de la commune ou non et de façon individuelle ou collective selon les cas, un système de canalisations afin de relier sa maison à une source ou à la rivière. De même, les hameaux ne sont pas dotés d'égouts et les habitants possèdent soit des fosses septiques, soit rejettent leurs déchets et eaux usées à ciel ouvert ou dans les rivières. Il en va de même pour la collecte des ordures ménagères, qui ne fait pas l'objet d'un service de ramassage par la municipalité et dont les habitants se débarrassent soit dans des fosses, soit en les brûlant, les ordures alimentaires quant à elles sont majoritairement réutilisées dans l'alimentation des animaux (poules, porcs et chiens pour ces derniers les restes de riz et de viande surtout...).

Tous les hameaux sont dotés d'une école primaire assurant la classe tous les matins du lundi au vendredi pour les enfants de 6 à 9 ans – équivalent au CP, CE1, CE2, CM1. L'école distribue aux élèves tous les jours, lors de la récréation, une collation composée de lait et de céréales ou, le plus souvent, d'un plat de haricot et de riz. Après ces quatre premières années, les élèves doivent se rendre au bourg de Guaraqueçaba pour poursuivre leur scolarité - du CM2 à la 3<sup>ème</sup>. De Potinga à Ipanema, les élèves se rendent au bourg en bus scolaire - gratuit pour eux - le soir à 17 heures pour suivre la classe et retournent chez eux par le même bus à 23 heures, lorsque les conditions météorologiques sont clémentes et que la route est praticable. Il arrive souvent que les cours n'aient pas lieu pour ces enfants par manque de praticabilité de la route. Ce car scolaire de la mairie est exclusivement réservé au transport des

élèves, mais il peut être utilisé exceptionnellement en cas d'urgence par d'autres passagers ayant besoin de se rendre au dispensaire ou à l'hôpital du centre. Entre Potinga et Serra Negra, les collégiens ont également la possibilité de suivre les cours la journée au collège récemment construit de Tagaçaba dont le transport est assuré par un bus de la mairie. Cependant ce transport est réservé aux élèves et ne prend pas d'autres passagers. Seul le hameau de Pedra Chata n'est pas desservi par ces bus scolaires.

Les élèves de la vallée du Guaraqueçaba, quant à eux, prennent un bus privé qui part de Batuva, tout en haut de la vallée, du lundi au vendredi, à 11 heures du matin et les ramène en fin d'après midi, arrivant à Batuva à 19H. La municipalité prend en charge le transport des enfants scolarisés. Les autres voyageurs paient 3,5 Reais par personne par voyage, soit 7 Reais aller-retour, aux alentours de 2 euros<sup>22</sup>. C'est le seul moyen de transport à la disposition de la population de la vallée de la rivière Guaraqueçaba. Il circule aussi le samedi, partant à 7 heures de Batuva et repartant de Guaraqueçaba à 13 Heures, par contre la liaison n'est pas assurée le dimanche. Ce bus permet à la population de la vallée de se ravitailler dans les épiceries, superettes, marché communautaire du bourg, d'aller à l'hôpital ou au poste de santé pour leurs soucis de santé, de se rendre aux différents lieux administratifs de la ville (mairie, poste, banque, et autres institutions...), et à la pharmacie.

Les hameaux situés plus à l'ouest et le long de la piste principale PR 404-405, peuvent se rendre au bourg par les trois bus quotidiens qui vont à Guaraqueçaba, en provenance de Curitiba ou de Paranaguá. Ils peuvent aussi les utiliser pour se rendre dans ces villes<sup>23</sup>. Pourtant peu nombreux sont les habitants de Potinga – le hameau le plus à l'ouest - qui vont au bourg ; ils préféreront aller à Antonina pour faire leurs achats ou régler un problème de santé. S'ils doivent absolument se rendre au chef-lieu du municípe pour régler un problème administratif, ils préféreront aller à Paranaguá en bus et ensuite prendre le bateau ou encore se rendre à Itaquí, hameau riverain de la baie, et poursuivre en bateau. Peu nombreux sont ceux qui possèdent un véhicule, voiture, camion ou une moto: selon l'enquête du doctorat, on compte seulement 62 familles qui possèdent une voiture soit 8,53% de la population des

---

<sup>22</sup> Pour fixer un ordre de grandeur, le salaire mensuel minimum en 2006 est fixé à 350 reais, soit 100 euros.

<sup>23</sup> Au départ de Guaraqueçaba, trois transports: 6H30 destination Paranaguá, 8H30 et 17H destination Curitiba. Au départ de Curitiba, 2 transports: 7H et 15H30. Au départ de Paranaguá, 1 transport: 14H. Tous ces transports desservent chacun les hameaux le long de la piste et passent par Antonina. Le trajet Guaraqueçaba – Curitiba dure 5H30 et Guaraqueçaba – Paranaguá 5H05. La partie la plus longue concerne celle interne au municípe de Guaraqueçaba, puisque il faut 4H20 pour relier le bourg de Guaraqueçaba au bourg d'Antonina, soit 3H45 de route en bus sur une piste en terre qui selon les périodes est impraticable (lors de fortes pluies, avec des inondations en conséquence) ou difficilement praticable.

hameaux ruraux du municípe, et 17 possèdent une moto, soit 2,33%. Par contre 48,97% des domiciles possèdent une bicyclette et 5,08% un cheval.

**Tableau n°4** : Moyens de transport existants dans les domiciles ruraux de Guaraqueçaba, en 2000.

Moyen de transport	N°	%
Bicyclette	356	48,97
Voiture	62	8,53
Cheval	37	5,08
Charrette	19	2,61
Moto	17	2,33

Source : UFPR. Doutorado em Meio ambiente e Desenvolvimento/CNRS – Université Bordeaux II. Programme de Recherches au Littoral du Paraná: recherche réalisée dans les communautés rurales de Guaraqueçaba en 2000.

Le réseau des télécommunications est encore précaire dans les hameaux ruraux. Un téléphone public à carte est situé au centre des hameaux les plus importants tels que Potinga, Tagaçaba, Serra Negra et Batuva, les huit autres hameaux ne disposent pas de téléphone public. Certains latifundios possèdent quant à eux un *Celular Rural*, ou téléphone portable rural avec un dispositif comprenant une antenne de plusieurs mètres et d'un téléphone privé, mais ces dispositifs restent peu fiables et rencontrent souvent des dysfonctionnements. De même, le réseau des téléphones publics est régulièrement défaillant et il n'est pas rare que le téléphone soit en dérangement durant plusieurs semaines voir plusieurs mois. Fonctionnant avec un transformateur et une antenne, le moindre orage ou une forte pluie nuisent au bon fonctionnement du matériel et les interventions de réparation sont généralement longues.

Potinga, Tagaçaba et Serra Negra disposent de superettes qui proposent denrées alimentaires et domestiques. Itaquí, Açungui, Pedra Chata, Ipanema, Morato, Rio Verde et Batuva, quant à eux, ont des bars-épiceries qui vendent le nécessaire pour dépanner les ménages en alimentation non périssable et en produits domestiques. Dans ce contexte l'approvisionnement en produits frais est difficile surtout dans la vallée de la rivière Guaraqueçaba, à Pedra Chata, et Itaquí. Pour les hameaux disposés le long de la piste principale, quelques produits frais sont disponibles et, une fois par semaine, si la piste est praticable, un bus-épicerie ambulant vient vendre des fruits et légumes. La vallée du Guaraqueçaba, pour sa part, ne peut obtenir de produits frais qu'auprès des petits commerces du bourg, au prix de trois heures de trajet aller-retour. C'est donc au mieux une fois par

semaine que les familles peuvent s'approvisionner, souvent beaucoup moins fréquemment, je le montrerai lorsque j'examinerai de plus près les conditions d'existence à Batuva.

Le bourg de Guaraqueçaba dispose d'un marché communautaire qui vend en gros les denrées de base non périssables comme le sucre, le sel, le riz, le haricot, et tous les produits de base. Ce marché fonctionne avec le soutien de la commune et propose des prix attractifs. Il y a encore deux supermarchés-superettes qui offrent un éventail plus large de produits alimentaires – notamment de la boucherie. On trouve aussi cinq petites épiceries-bars qui proposent quelques produits de première nécessité. Deux magasins sont spécialisés dans le matériel électroménager, la vaisselle, la quincaillerie, le matériel de construction, trois autres commercialisent du mobilier et de l'habillement. L'offre commerciale est donc relativement diversifiée, les habitants de la commune trouvent sur place ce dont ils peuvent avoir besoin au quotidien, mais les prix sont renchérissés par le coût de l'acheminement de toutes ces marchandises à travers la baie. Et, lorsqu'il s'agit de matériel pondéreux – pour la construction par exemple – le transport jusqu'au lieu de résidence représente aussi une dépense non négligeable.

Un hôpital et un centre de santé gérés par la commune sont situés au bourg de Guaraqueçaba. L'hôpital prend en charge surtout les urgences (accouchements, chirurgies simples, traumatologie, etc.) et les hospitalisations et dispose d'une demi-douzaine de lits. Pour les cas demandant une prise en charge plus lourde, les patients sont acheminés par bateau à Paranaguá. Le centre de santé situé à 500 mètres de l'hôpital assure les consultations médicales (GERHARDT, 1994 : 61-62). La commune dispose d'une ambulance et d'un bateau pour les déplacements vers l'hôpital Paranaguá.

Les plus grands hameaux disposent de postes de santé qui pourtant ne fonctionnent presque pas ou peu, avec peu de personnel et peu de matériels. Ces dispensaires sont situés à Tagaçaba, Itaqui, Serra Negra et Rio Verde. Au cours de mon travail de terrain, le dispensaire de Rio Verde, dans la Vallée du Rio Guaraqueçaba, n'avait aucune activité et était fermé. A la fin du terrain cependant, une aide-soignante issue de Batuva et nouvellement nommée allait assurer une journée par semaine la permanence à Rio Verde et une journée à Batuva. Elle allait avoir pour mission de s'occuper des injections pour les traitements, des pansements, de la prise de tensions, de la distribution de médicaments de base, et enfin de diriger les patients dans leurs soins vers les autres structures. Les autres dispensaires fonctionnent à l'identique avec un agent de santé présent plusieurs fois par semaine. L'infrastructure et le matériel de ces

dispensaires sont rudimentaires et ils disposent le plus souvent d'une étagère, d'une balance, une table, deux chaises et des banquettes. Les dispensaires sont sous-utilisés par manque de moyens, de matériels et de médicaments (Ibid : 75).

Les soins sont gratuits ainsi que, en principe, les médicaments, mais fréquemment les patients doivent se fournir en médicaments à la pharmacie privée du bourg. Comme le souligne GERHARDT, la dotation en médicament est relativement importante dans le système de santé public, mais l'approvisionnement dépend de la distribution faite par l'État et avec l'enclavement de la région, les médicaments parviennent difficilement (Ibid : 65). Les médicaments de base (analgésiques, antipyrétiques, antiacides, antispasmodiques, antibiotiques) sont également vendus dans les commerces des communautés isolés, comme les épiceries-bars déjà cités. Ainsi, l'automédication et l'usage de plantes médicinales sont très fréquents.

Deux éléments principaux sont à retenir de cette rapide description. Tout d'abord la vie est difficile pour les habitants de la zone rurale de Guaraqueçaba<sup>24</sup>. L'éloignement, les difficultés de communication, l'insuffisance des infrastructures et des équipements dans un territoire dont la taille et la topographie rendent la gestion particulièrement difficile constituent autant d'obstacles à la résolution de leurs problèmes quotidiens. S'approvisionner, se soigner, éduquer ses enfants constituent, pour chaque famille, autant de défis pour lesquels il faut trouver des solutions. Sur ce point, leur sort n'est sans doute pas très différent de celui de bien d'autres habitants de zones rurales brésiliennes. Toutefois, dans leur cas, se surajoutent les défis supplémentaires posés par le statut particulier qu'a acquis leur environnement de vie du fait de la valeur patrimoniale qui s'y est investie aux yeux de nombreux acteurs extérieurs. Comment hiérarchisent-ils et gèrent-ils les problèmes dans ce contexte, c'est la question que j'aurai à me poser à partir des observations de terrain.

D'autre part, la géographie et les formes d'occupation humaine ne facilitent pas les contacts entre des hameaux dispersés. Même s'il existe un certain nombre de domaines où des intérêts communs se dessinent et où des formes d'organisation collective apparaissent – il existe par exemple un Syndicat des Travailleurs Ruraux (STR) – le morcellement et l'individualisme dominant. S'il existe des formes de sociabilité et des stratégies de résolution de problèmes de nature plus englobante, elles relèvent principalement du modèle du réseau

---

<sup>24</sup> Elle l'est tout autant pour les occupants des îles, mais c'est un problème que nous ne traiterons pas ici.

clientéliste : construit non pas sur des solidarités horizontales mais sur une pyramide de rapports d'allégeance qui convergent vers une tête, un notable sur la protection duquel on s'appuie et auquel on offre ses services. Comme dans bien d'autres endroits au Brésil, la vie sociale, économique et politique locale est dominée par ce modèle. Si l'on est conduit parfois à parler de la « société rurale » de Guaraqueçaba, il s'agit dans une large mesure d'une commodité de langage. Cette terminologie n'implique nullement l'existence d'une cohésion et de solidarités sociales s'exerçant à l'échelle de la commune.

#### *e) Une société rurale différenciée*

Cette hétérogénéité et cette diversification s'expriment en particulier à travers des stratifications sociales et économiques qui s'opèrent en fonction des activités, des intérêts et du niveau économique de différentes catégories de la population rurale.

Cette stratification est le fruit de l'histoire, que je vais développer dans le chapitre suivant, mais elle s'inscrit également dans l'espace et entretient des liens étroits avec la diversité des milieux physiques et naturels. Ainsi MIGUEL, dans son travail mené dans les années quatre-vingt, a proposé une typologie des systèmes de production dans laquelle l'accès aux différents éléments du paysage constitue un élément discriminant important. (Cf. Figure 15).

Il distingue en effet, au sein de la société rurale de Guaraqueçaba, 5 grandes catégories socio-économique : néo-latifundios, agriculteurs patronaux, manouvriers, paysans minifundistes et paysans "moyens" (Ibid : 152-215).



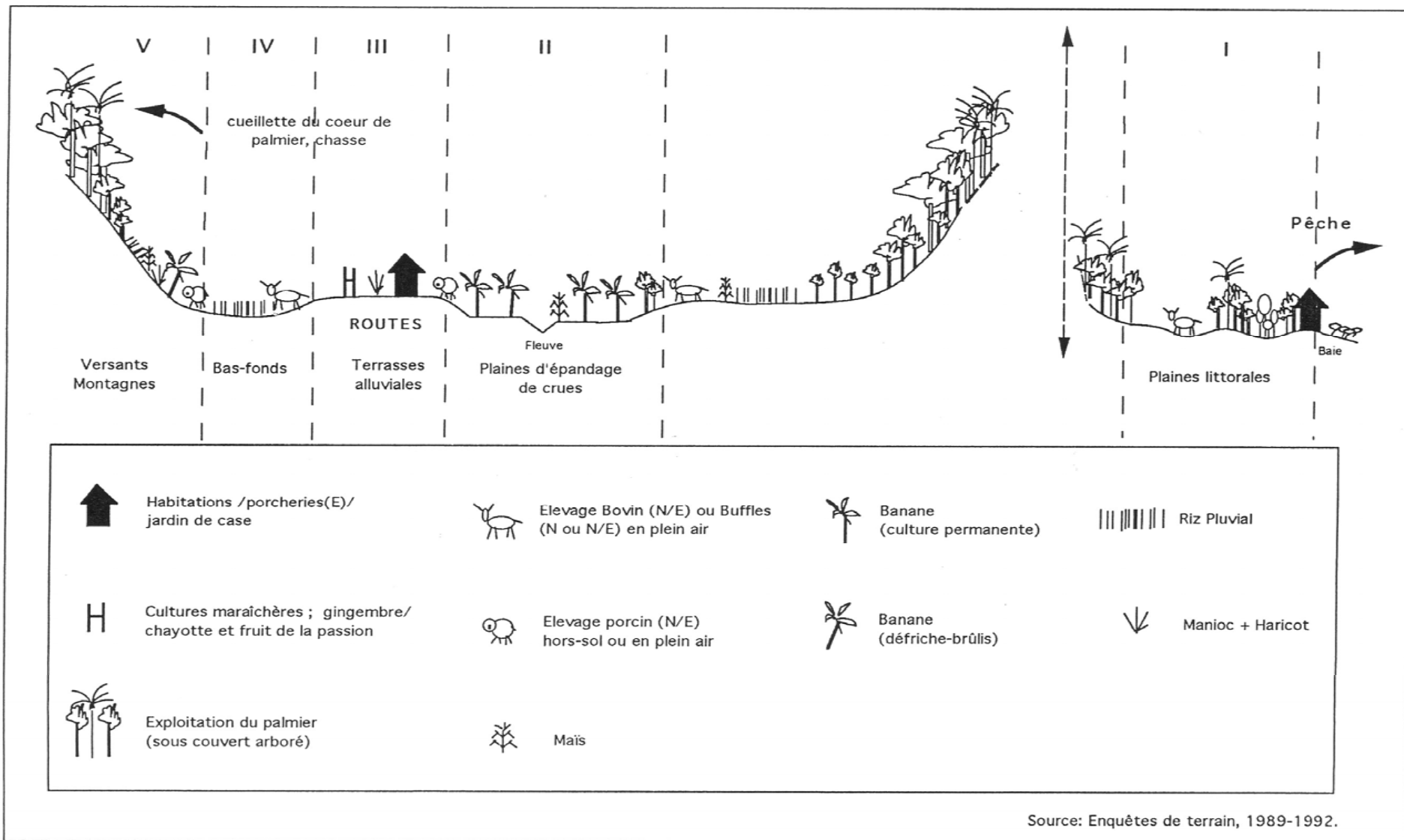


Figure 15 : Mode actuel d'exploitation du milieu dans le municpe de Guaraqueçaba. (MIGUEL : 150)

- Les systèmes de production néo-latifundiaires: 13% du total des exploitations.

Les néo-latifundiaires sont des entreprises ou des individus extérieurs au municípe qui s'y sont installés dans les années soixante – soixante dix, afin de profiter de la politique de développement des activités agroforestières menée par le gouvernement à cette époque. Ils représentent autour de 13% des exploitations mais concentrent plus de 80% de la surface du territoire. Ces exploitations sont gérées par des employés et les propriétaires n'y viennent qu'exceptionnellement. Le système de production est basé sur un, voire deux systèmes de culture ou d'élevage. Deux systèmes de production se distinguent au sein de cette catégorie : le premier concerne l'élevage de buffle en plein air (6% des exploitations) allié parfois à l'exploitation de boisements naturels de palmier présents sur l'exploitation (pour 1/4 de ces exploitations) et le second touche l'exploitation du cœur de palmier, *Euterpe edulis* (7% des exploitations). Ces systèmes sont développés sur des exploitations allant de quelques centaines d'hectares à des dizaines de milliers d'hectares, pour ces derniers dont l'acquisition foncière est douteuse (voir plus en avant). Ces exploitations se situent essentiellement sur les plaines alluviales les plus favorables, les bas-fonds et dans la sous-région montagneuse. Cependant, l'exploitation de buffle connaît un déclin voire est abandonnée par certains depuis plus d'une dizaine d'année ; quant à celle du cœur de palmier, elle connaît également un recul du fait d'un contrôle policier accru depuis plus de cinq ans sur les autorisations de coupe et le transport des cœurs de palmier.

- Le système de production des agriculteurs patronaux : à peine 1% des exploitations.

Ils sont implantés dans le municípe depuis les années quatre vingt et sont issus de la ceinture maraichère de Curitiba qu'ils ont quitté par manque de surfaces agricoles et par une politique de développement des cultures maraichères sur le littoral du gouvernement du Paraná. Leur surface agricole est comprise entre 8 et 20 hectares. Leur faible représentativité s'explique par la nécessité d'infrastructures favorisant la commercialisation et le transport de la production dont des voies de transport développées, des routes goudronnées qui manquent au municípe. Ce système concerne uniquement quelques exploitations proches d'Antonina et de la route goudronnée. Ces exploitations développent les cultures maraichères telles que le gingembre, le chayotte et le fruit de la passion, mais aussi le manioc, le maïs et le taro en rotation de cultures. Ce système s'appuie sur une préparation accrue du sol et sur l'utilisation d'intrants chimiques et organiques (fumure) et de produits phytosanitaires. Ces exploitations se concentrent sur les terrasses alluviales.

- Les systèmes de production des paysans manouvriers: représentant 37% des exploitants agricoles.

C'est la catégorie la plus répandue sur le municipe. Ce sont le plus souvent des anciens paysans locaux qui ont été prolétarisés lors de l'arrivée des néo latifundios dès la fin des années soixante. Les plus récemment arrivés sont issus d'autres régions maraîchères de l'État du Paraná, intéressés par le développement des cultures maraîchères sur le littoral, précédemment cité. Cette catégorie se concentre essentiellement dans les hameaux les mieux desservis par les voies de communication. Cette catégorie développe, parallèlement à son emploi dans les fazendas des néo latifundios qui se sont également localisés dans les mêmes zones, une petite agriculture sur les terrasses alluviales sur des surfaces allant de 0,4 à 2,4 hectares par actif familial. Pour les paysans manouvriers disposant des superficies les plus réduites, les parcelles se réduisent à des jardins de case à destination vivrière, situées sur les terrasses alluviales (bananiers, caféiers, avocatiers, orangers et tubercules comme le manioc et le taro). Ceux qui disposent d'un foncier un peu plus étendu, mais composé de parcelles restreintes et éparpillées, ont un accès plus diversifié aux différentes zones. Ils exploitent également les terrasses alluviales où ils ont des jardins de case mais aussi des parcelles consacrées au manioc associée au haricot, cultivé selon le système de la défriche brûlis avec désormais des périodes de recrûs inférieures à 4 ans. Les éventuels surplus de manioc sont commercialisés ou transformés en farine dans des ateliers familiaux puis commercialisé (équipements manuels dans 70% des cas). Sur les parcelles situées sur les plaines d'épandage des crues, on trouve les cultures de la banane et du maïs : la première étant en grande partie commercialisée, le second étant destiné à l'autoconsommation. Certains ont des parcelles de bas-fonds ou dans les plaines littorales, où ils cultivent du riz pluvial, à finalité exclusivement vivrière. Cette catégorie d'exploitants ne parvenant pas à assurer sa subsistance de la simple production agricole, elle doit assurer ses revenus grâce au salariat agricole, à la cueillette du cœur de palmier ou encore à des activités artisanales ou halieutiques. La dépendance économique de cette catégorie et sa précarité matérielle l'a contrainte à rechercher les activités les mieux rémunérées, mais le plus souvent clandestines comme la collecte et la transformation du cœur de palmier, qui ne font qu'accentuer l'instabilité conjoncturelle familiale. De plus, la cueillette intensive du cœur de palmier a contribué à l'épuisement de la ressource, ce qui rend l'activité est de plus en plus contraignante, les cueilleurs devant aller toujours plus loin dans la forêt pour trouver des palmiers. Par ailleurs, l'intensification des contrôles exercés sur cette cueillette rend encore plus aléatoire cette source de revenus. Certains manouvriers tentent de développer d'autres activités comme le travail salarié

journalier très largement développé par cette catégorie d'exploitants – avec la limitation, toutefois, que les emplois existants sur les néolatifundios sont généralement pourvus par des personnes extérieures aux municipes, venant d'autres exploitations appartenant aux mêmes néolatifundios.

- Les systèmes de production des paysans minifundistes : 33% des exploitants.

C'est la deuxième catégorie la plus représentée sur le municipe. Ils sont également issus des petits paysans locaux qui ont quant à eux réussi à garder une partie des surfaces agricoles qu'ils cultivaient lors de l'arrivée des néolatifundios sur le territoire. Ils ont pu résister à l'appropriation des terres par ces derniers soit par la possession de titres fonciers, ou de récépissés délivrés par l'administration, au contraire de la catégorie précédente. Les paysans minifundistes sont plus représentés dans la sous-région des vallées alluviales étroites où l'essor de la culture de la banane au début du XX<sup>e</sup> siècle leur a permis de régulariser leurs terres, alors que les autres paysans localisés dans les plaines littorales et les bas-fonds étaient restés en retrait de cette régularisation et se sont ainsi transformés plus facilement en paysans manouvriers. De ce fait, les systèmes de production des paysans minifundistes se révèlent plus complexes, tout d'abord car ils disposent de surfaces agricoles supérieures, entre 3,5 et 7 hectares par actif familial, et d'une variété d'unités de milieu naturel. Comme les manouvriers, ils disposent de jardins de case. Les systèmes de culture les plus répandus s'appuient également sur le système de défriche brûlis mais, compte tenu des superficies dont ils disposent, les recrûs peuvent parfois être plus long, allant parfois jusqu'à 10 ans sur les versants des montagnes. Ils cultivent le riz pluvial dans les bas-fonds, le manioc associé au haricot noir, en rotation de culture. Sur les plaines d'épandage de crues ils cultivent la banane de façon permanente. Sur les versants des montagnes, ils produisent du manioc, du haricot noir et du maïs. Ceux qui ne disposent que de peu de surface en plaine, cultivent également la banane sur des parcelles en bas des versants sur des parcelles exploitées pendant 5-6 ans, puis laissées en repos pendant 8 à 10 ans. Certains font également de l'élevage porcin, en petite quantité, d'un à trois par an, pour l'engraissement et destiné exclusivement à l'autoconsommation, la commercialisation d'une partie étant occasionnelle. Ils commercialisent leur production de banane, de manioc en nature ou en farine (possédant un atelier de transformation manuel ou semi-mécanisé) et le commerce porcin leur assure également des revenus complémentaires. Certains ont aussi recours à des activités non agricoles, dont notamment, là encore, la cueillette et/ou la transformation du cœur de palmier, certains possédant un mulet qui facilite le transport des produits de la cueillette. Plus

occasionnellement certains d'entre eux ont recours au travail journalier, d'autres organisent des travaux pour les néolatifundios (nettoyage de pâturage, réfection ou construction de clôtures), ce sont ceux qui ont des rapports privilégiés avec les néolatifundios et qui emploient aussi occasionnellement d'autres paysans.

- Les systèmes de production des paysans "moyens" : 16% du total des exploitants.

Là encore ils sont issus des paysans locaux de la région et ils ont su profiter du processus d'accumulation et de différenciation socio-économique qui a marqué la société paysanne depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. En effet, ce sont ceux qui ont acquis les surfaces agricoles les plus favorables, à savoir les plaines d'épandage de crues, et ils ont de même développé les principales activités économiques locales, comme le commerce du cœur de palmier, du bétail, et le transport. Bien qu'ils aient perdu depuis une trentaine d'années ce privilège, du fait de l'amélioration des voies de communication et l'implantation des néolatifundios, ils gardent cependant une importance considérable dans la société agraire locale. Tout comme les paysans minifundistes ils étaient en meilleure position pour résister à l'appropriation des terres des néolatifundios dans la mesure où ils possédaient des titres fonciers. A la différence des catégories précédentes cependant, la superficie de leurs exploitations est supérieure, allant de 8 à 21 hectares par actif familial et ils bénéficient de parcelles dans toutes les unités de milieu naturel avec de plus grandes parcelles dans les plaines d'épandage de crues que les autres catégories d'exploitants paysans. Ils disposent de matériels et d'équipements qui se différencient des autres catégories, tous possédant un atelier manuel ou semi-mécanisé de farine de manioc, et plus variablement de mulets, de tronçonneuses, de débroussailleurs, enfin de façon collective au travers d'association ou d'entreprise, certains disposent de camionnettes, d'ateliers de transformation de banane et de motoculteurs. Le système de production est centré sur des systèmes de culture de défriche brûlis avec des recrûs de 2 à 10 ans selon l'unité physique, sur la culture permanente de la banane de façon importante comparé aux autres catégories, du maïs, du riz pluvial, du manioc et du haricot. Ils pratiquent également l'élevage bovin et porcin en plein air, ainsi que des activités non agricoles. Le jardin de case est toujours présent chez cette catégorie. Les systèmes de culture sont similaires aux précédents (riz, haricot noir, maïs, banane, etc.). Certains, disposant de surfaces agricoles sur les versants montagneux, y exploitent également les boisements naturels de cœurs de palmier existants sur les versants les plus éloignés ; d'autres, moins nombreux, développent la culture du palmier natif sous couvert arboré sur les versant à proximité du domicile, afin d'éviter les vols qui sont fréquents. La particularité de cette catégorie est que, bénéficiant d'un

accès significatif aux bas-fonds et aux plaines littorales, elle y développe l'élevage bovin en plein air et la culture du riz pluvial qui lui permet de bénéficier d'un calendrier agricole souple avec des travaux agricoles de courtes durées centrés sur certaines périodes de l'année, lui offrant la possibilité de se libérer des travaux agricoles pendant de longues périodes et ainsi de développer des activités non agricoles : enseignement, employé communal, gestion de coopérative, emplois divers, entrepreneurs auprès des néo latifundios ou auprès d'autres paysans.... D'autres, grâce à leur matériel, réalisent la coupe et le façonnage du bois, activité le plus souvent clandestine soumise à des restrictions légales, nécessitant des autorisations difficiles à obtenir, mais qui peut se révéler largement rémunératrice. D'autres font des travaux pour les néolatifundios comme la construction et/ou la réparation de clôtures, le défrichage, le débroussaillage, ces dernières activités rémunérées à la journée. Enfin, plus récemment, depuis la fin des années quatre vingt dix et le début des années deux mille, certains ont pu bénéficier des aides du gouvernement en faveur du développement de l'agriculture familiale au travers de prêts attractifs et échelonnés afin de pouvoir acheter du matériel agricole comme des débroussailleurs (*rotofil*) utilisés dans les plantations de bananes et permettant ainsi une augmentation de la productivité du travail. Ils ont pu également développer des cultures comme celles de palmiers natifs ou exotiques, par l'achat de boutures notamment. Cette catégorie peut aussi faire appel à d'autres paysans payés à la journée pour certaines activités agricoles pendant notamment les périodes de récolte de riz entre avril et mai, ou à la main-d'œuvre familiale (parents, frères, sœurs, beaux-frères) en échange de jour de travail (*troca de dia*).

Pour mieux comprendre la réalité sociale qui s'esquisse ici, pour identifier les grands enjeux qui se dessinent aujourd'hui et repérer les acteurs en présence sur la scène locale, il est nécessaire d'aller au-delà des données géographiques et socio-économiques qui viennent d'être esquissées à grands traits et d'effectuer un retour en arrière pour jeter un regard sur l'histoire de Guaraqueçaba. Cela permettra, en particulier de préciser les circonstances dans lesquelles s'est construite la question environnementale, qui occupe aujourd'hui une telle importance dans ce municipe dont le territoire est entièrement englobé dans l'espace couvert par une APA.

### **CHAPITRE 3 : GUARAQUEÇABA :**

### **ENTRE OUBLI ET EXCÈS D'INTÉRÊT :**

### **UNE HISTOIRE MOUVEMENTÉE<sup>25</sup>**

Nous avons vu plus haut que la situation environnementale et sociale particulière de Guaraqueçaba était la conséquence du relatif isolement de cette partie nord du littoral, dans un contexte où, du moins depuis un siècle, les grands enjeux du monde rural se sont déplacés vers la zone des hauts plateaux. Pour dire les choses simplement, si la forêt atlantique n'y a pas été rasée, comme presque partout ailleurs, c'est parce que ce n'est pas ici que les intérêts économiques les plus puissants se portaient en priorité. Si l'on y retrouve quelques éléments d'une société rurale aux racines culturelles anciennes, c'est que, contrairement à ce que l'on a vu se produire partout ailleurs, la majorité des familles de petits paysans n'a pas été brutalement chassée de leurs terres et jetée sur les routes comme dans tant d'autres régions du Paraná.

Mais cette image d'un milieu et d'une société vivant en marge des grands événements du siècle et où une certaine harmonie des hommes et de la nature a été miraculeusement préservée ne doit pas tromper. L'oubli qui a touché Guaraqueçaba est tout relatif, car cela n'a pas toujours été le cas, cette région a connu des périodes d'intense activité économique, et à certaines périodes, elle a fait l'objet de puissantes convoitises. La forêt – on peut le lire dans son état et sa configuration actuels – n'a pas toujours été un sanctuaire préservé. La situation présente est le fruit d'une histoire mouvementée et complexe où la *Mata Atlântica* et les petits agriculteurs ont été fréquemment menacés. La scène locale a vu apparaître, parfois repartir, parfois rester durablement, de nombreux acteurs venus d'ailleurs avec leurs propres objectifs et leurs propres priorités – souvent indifférents au devenir de la région et de ses habitants. C'est cette histoire qu'il convient de résumer ici car – au moins dans ses épisodes les moins anciens – elle est profondément gravée dans la mémoire des habitants et inspire leur façon de réagir.

---

<sup>25</sup> Cette section s'appuie pour une large part sur le travail de recherche effectué par Miguel, exposé dans sa thèse soutenue en 1997.

## **1. 1730-1888 : LA MISE EN PLACE D'UNE SOCIÉTÉ AGRAIRE DIFFÉRENCIÉE (ESCLAVGISTES ET PAYSANNERIE)**

La fondation d'un établissement humain à Guaraqueçaba trouve son origine, sans doute vers le XVII<sup>e</sup> siècle, dans l'exploitation de l'or. C'est très certainement la zone d'Açungui, Serra Negra qui a été occupée la première (voir chapitre 1). On a cependant peu de traces de ces premières installations de chercheurs d'or. Tout au plus sait-on qu'ici comme ailleurs ils tentèrent de réduire en esclavage les populations amérindiennes qu'ils rencontrèrent et de les utiliser pour leurs activités d'orpaillage. S'appuyant sur le savoir faire de ces populations, ils pratiquaient également un peu d'agriculture afin de satisfaire à leurs besoins. Le manioc, emprunté aux indiens, était au premier rang des plantes qu'ils cultivaient.

Le déclin de l'extraction de l'or sur le littoral a été rapide, nous l'avons vu. Toutefois, cette activité a permis de poser les bases de l'occupation et de la mise en valeur de la région, avec la création de villages, de commerces et d'administrations, ainsi que le démarrage des activités portuaires et fluviales. Lorsque le rêve de l'or s'évanouit, les habitants se tournèrent davantage vers l'agriculture, ce qui participa à la construction d'une société paysanne (MIGUEL, 1997 : 22-26).

Dès le XVIII<sup>e</sup> siècle, des notables de Paranaguá avaient commencé à exploiter cette partie de la baie en y établissant des domaines agricoles et en extrayant du bois de la forêt – envoyant sur place, pour ce faire, une partie de leur main-d'œuvre servile noire. Ce n'est cependant que beaucoup plus tard, en 1838, que l'on trouve trace de la construction d'une chapelle à Guaraqueçaba et de l'institution d'une paroisse. C'est encore plus tard, en 1880, que Guaraqueçaba devient une municipalité.

L'exploitation des ressources forestières et halieutiques se développa grâce à la présence d'un écosystème très diversifié (forêt ombrophile dense, mangrove, estuaire). Cet environnement a permis une grande variété d'activités de cueillette, d'extraction, de pêche et un artisanat lié à ces matières premières abondantes :

- Extraction de bois nobles pour le vendre en planche ou en poutre, matériaux pour la confection de pirogues, de pilons, de moulins manuels à manioc, de pressoirs ;
- Cueillette de lianes pour vendre telles quelles ou tressées en cordage ;
- Chasse de gibier et vente sur les marchés, de même pour la pêche, le ramassage de coquillages et d'huîtres, etc.



Les cités portuaires absorbaient cette production pour leur usage propre aussi bien que pour la commercialisation et l'exportation.

L'agriculture représentait également un domaine d'activité important. Manioc et riz étaient cultivés en grande quantité, tant pour l'autoconsommation que pour la vente, sous forme de farine de manioc et de riz décortiqué. Le système de la défriche brûlis constituait la pratique culturale la plus courante. Il consistait à défricher une parcelle de forêt en coupant la végétation arbustive à la machette et à abattre les arbres à la hache en laissant les souches en terre et en débitant les troncs. Les bois nobles pouvaient être sélectionnés et vendus. La parcelle était laissée quelques mois en l'état afin de permettre le séchage de la masse végétale coupée. Après quelques jours bien ensoleillés et secs, le brûlis était réalisé et le surlendemain le semis était réalisé sur un sol encore chaud :

*"Le semis intervenait sitôt après le brûlis de la biomasse végétale qui permettait aux plantes cultivées de profiter au maximum des apports fertilisants en éléments minéraux des cendres, ainsi que d'une période de faible concurrence avec des herbes adventices et la repousse de la recrû. L'outillage utilisé pour les travaux de semis et de plantation était constitué d'un bâton fousseur et de la houe." (Ibid : 30).*

Je montrerai que ce système n'a guère changé jusqu'à nos jours dans toute sa partie technique et dans son déroulement, mais qu'il a connu quelques changements pratiques liés à des contraintes extérieures de marché d'une part, et à la législation environnementale d'autre part.

Après leur mise en culture, les parcelles cultivées étaient abandonnées pour une période d'environ 20 ans, le recrû naturel assurant le renouveau d'une végétation arborée et la reproduction de la fertilité. Par ailleurs, cette alternance de culture et de jachère réduisait la prolifération sur les parcelles des herbes adventices et des insectes – surtout des fourmis (Ibid : 29). Les cultures produites de cette manière étaient essentiellement le riz pluvial, le haricot, mais aussi le maïs, la patate douce, le manioc. Le riz était cultivé seul, sur un rythme annuel. Les autres cultures faisaient l'objet de cultures bisannuelles et étaient plantées souvent en association pendant un ou deux cycles de culture avant l'abandon de la parcelle au recrû. Enfin, les cultures permanentes comme les bananiers, caféiers et orangers s'étaient étalées sur une dizaine d'années.

La chasse, la pêche et la cueillette occupaient une place importante dans les activités de cette paysannerie. Comme je l'ai déjà signalé, la cueillette et l'extraction de lianes et de fibres végétales pour la confection de cordage étaient une activité prisée et une importante source de revenus des petits agriculteurs, dont la production se vendait facilement sur les ports. De plus, la cueillette de fruits locaux pour l'autoconsommation était largement

développée. La chasse et la pêche étaient fondées sur l'utilisation de pièges et répondaient essentiellement à l'autoconsommation. Pour les habitants situés à proximité de la baie, la pêche représentait l'activité principale, à la fois pour la consommation et pour la vente. Dans un premier temps, l'élevage n'a tenu qu'une place modeste. Il se résumait aux quelques têtes de bovins et de porcins que l'on rencontrait surtout dans les grands domaines (Ibid : 30).

Dès cette époque – et ceci, jusqu'à l'abolition de l'esclavage en 1888 – la société rurale de Guaraqueçaba était assez nettement différenciée. Pour cette période, MIGUEL dénombre en effet trois catégories d'exploitations<sup>26</sup> :

- La petite paysannerie, qui représentait 90% des exploitations. Ses membres étaient, dans leur grande majorité, des descendants de chercheurs d'or portugais et d'esclaves amérindiens. Leur équipement était très rudimentaire. Ils possédaient souvent tout au plus une pirogue, des outils manuels et rarement un moulin à manioc manuel. Ils disposaient d'une main d'œuvre familiale complétée parfois par de la main d'œuvre libre nommée *agregado*<sup>27</sup>.

*"Le système de production mis en œuvre reposait sur la culture du manioc, du maïs, du haricot noir, du riz pluvial et de quelques bananiers, plantains et caféiers. En plus, ils produisaient de la farine de manioc, du poisson séché, des cordages de lianes et des planches et poutres en bois. Ils commercialisaient la totalité de la production de cordages et de planches et poutres ainsi que leurs faibles surplus de riz pluvial, de farine de manioc et de poisson séché."* (Ibid : 33)

L'exploitation directe des ressources de la forêt par la chasse et la cueillette tenait également une place importante dans leurs activités.

- Les agriculteurs esclavagistes, 9 % des exploitations, disposaient de moins de 10 esclaves. Ils possédaient quelques moyens de production tels que des pirogues, un moulin à manioc. Leurs activités agricoles étaient identiques à celles des petits paysans, à la différence que le travail manuel était accompli par les esclaves, supervisés par des membres de la famille. Cette main-d'œuvre était utilisée pour les travaux agricoles – manioc, maïs, riz, haricot –, la pêche, la transformation du manioc en farine, le décorticage du riz. Ils étaient également occupés à l'abattage et au sciage du bois. Les ventes de farine de manioc, de riz et de bois constituaient les principales ressources de ces exploitations. (Ibid : 34-35). Les activités de cueillette n'occupaient qu'une place réduite, car l'on craignait de voir les esclaves s'échapper si on les envoyait en forêt.

---

<sup>26</sup> Les recensements effectués notamment au moment de la création de l'État du Paraná, et diverses archives conservées à Cananéia – São Paulo – permettent de dresser cette typologie.

<sup>27</sup> Individu ou famille affranchie, ou juridiquement libre, des personnes pauvres qui vivaient dépendant, sous la tutelle d'une autre famille. En échange de leur travail, ils bénéficiaient des moyens de production nécessaires à leur propre production de subsistance.

- Les grands exploitants esclavagistes. Ils représentaient à peine 1 % des exploitations. Ils possédaient plus de 10 esclaves et jouaient un rôle dominant dans la vie sociale et économique de la région. Il s'agissait de notables (commerçants, militaires, hauts fonctionnaires) qui résidaient généralement dans les villes portuaires du littoral du Paraná, surtout à Paranaguá. Ils avaient souvent obtenu leurs terres des autorités, qui y voyaient un moyen d'encourager la mise en valeur de la région afin d'inciter la colonisation et la mise en valeur de ces terres. Le travail était supervisé par des régisseurs qui résidaient sur place. Ces grandes propriétés regroupaient à elles seules un tiers de tous les esclaves du municipe. Elles disposaient également d'importants moyens de productions : barques ou voiliers, alambics, moulins et pressoirs hydrauliques ou à traction animale. Elles menaient simultanément plusieurs activités : la production agricole, portant sur les mêmes cultures que les autres exploitations, mais aussi la canne à sucre ; la transformation des produits bruts : production de sucre, d'alcool et de farine de manioc, décorticage du riz ; le commerce : en achetant pour revendre à Paranaguá la production des petits paysans et en leur fournissant, souvent à crédit, des denrées de premières nécessité – selon un système qui, en bien des endroits du Brésil, s'est perpétué jusqu'à nos jours, créant une dépendance dont il est difficile de se libérer (Ibid : 35-36).

Jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la quasi-totalité des exploitations agricoles et donc de la population de Guaraqueçaba étaient localisée le long des plus grandes rivières et, surtout, à proximité de leurs embouchures et en bordure de la baies et des estuaires, le transport étant essentiellement réalisé par voie fluviale et maritime. L'occupation et la mise en culture des terres se limitait donc à quelques unités morpho-pédologiques : les plaines littorales, les bas-fonds et les vallées alluviales dans leur section la plus basse et la plus large (Ibid : 32. Cf. Figure 16). La forêt commençait toutefois à faire l'objet d'une exploitation assez intense, comme en témoigne l'importance du commerce du bois à Paranaguá, et le souci exprimé par les autorités – en particulier concernant Guaraqueçaba – au sujet de l'engouement qu'il suscitait auprès d'une population qu'on aurait préféré voir se consacrer à l'agriculture (voir ci-dessus, Chapitre 2 - 1 - b). Sans que ce soit peut-être au même degré qu'au Nordeste avec ses très grands domaines esclavagistes consacrés à une quasi monoculture de la canne à sucre, le recours à la main-d'œuvre servile était, à Guaraqueçaba comme dans l'ensemble du littoral, un pilier du système de production local jusqu'à l'abolition de l'esclavage en 1888. Avec la libération des captifs, c'est toute la structure de fonctionnement des exploitations esclavagistes, grandes et petites qui est mise à mal. Cet événement historique marque un premier tournant dans l'organisation de la société agraire locale et dans les conditions d'exploitation des ressources naturelles.

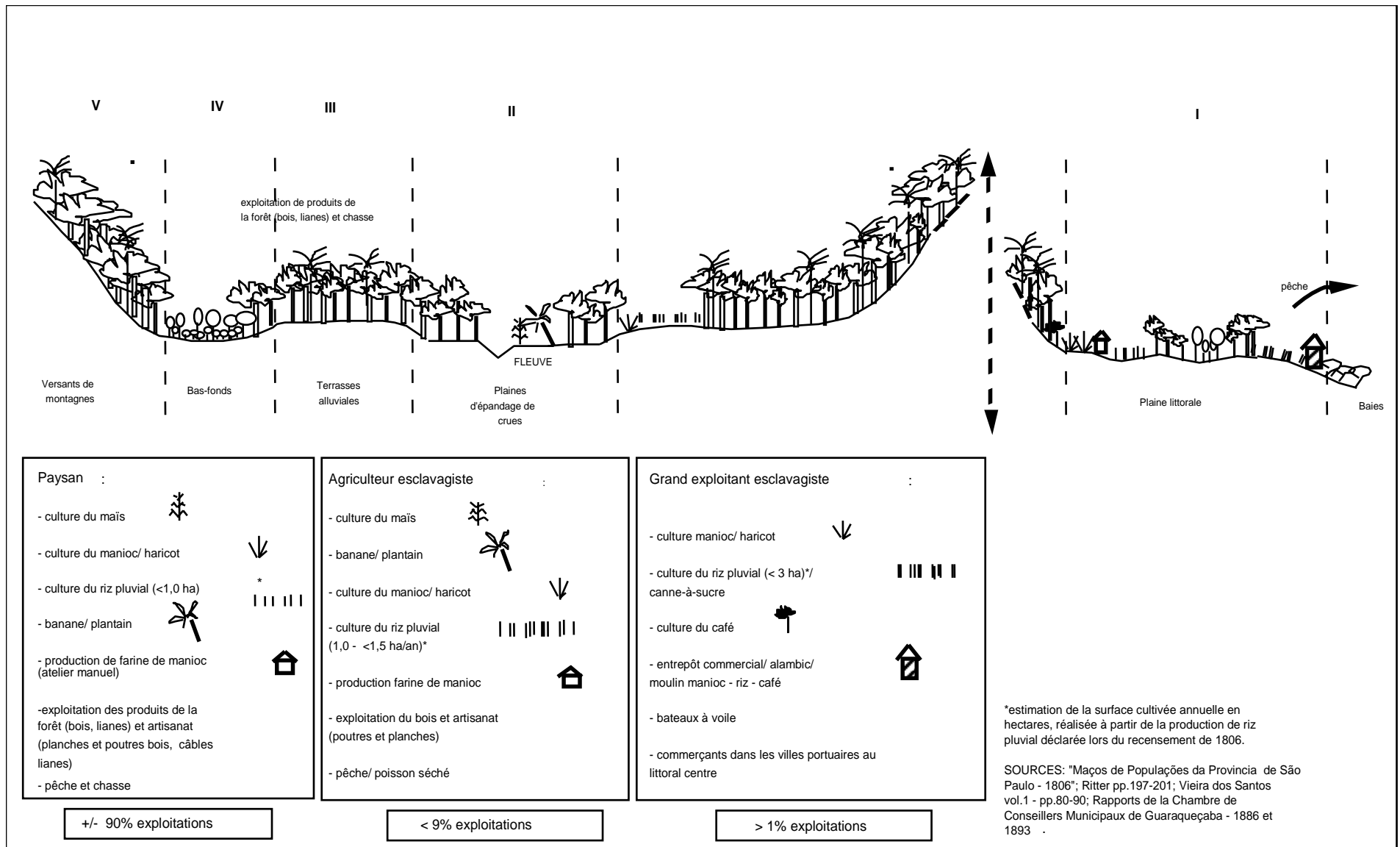


Figure 16 : Mode d'exploitation du milieu sur le municiple de Guaraqueçaba entre 1730 et 1888. (Ibid : 28).

## **2. 1888-1930 : LES BOULEVERSEMENTS D'UNE SOCIÉTÉ AGRAIRE ET DE SON RAPPORT AU MILIEU NATUREL**

Les transformations qui ont eu cours du milieu à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, et en premier lieu le long processus d'abolition de l'esclavage, ont eu des conséquences importantes sur l'ensemble de la société agraire et ont surtout touché de plein fouet les grands propriétaires esclavagistes, remettant en cause les bases de leur fonctionnement. La crise du système esclavagiste s'est traduite progressivement par l'abandon des exploitations esclavagistes sur le municipal, tout comme dans la région voisine de la vallée du Ribeira dans l'État de São Paulo. Le départ des propriétaires esclavagistes entraîna le retour de leurs terres au statut de "terres vacantes et sans maître" (*terras devolutas*). Les paysans utilisèrent progressivement ces territoires laissés à l'abandon, les anciens propriétaires ne trouvant guère d'acquéreurs dans une conjoncture locale peu favorable à la poursuite des activités économiques précédentes. Les esclaves affranchis de leur côté quittèrent le littoral et migrèrent vers les centres urbains (Ibid : 49).

Les agriculteurs esclavagistes ont dû transformer leur mode d'exploitation pour pallier la nouvelle conjoncture, réduisant leurs activités agricoles et se concentrant sur les activités de cueillette et de transformation comme la farine de manioc, la pêche, le bois et les lianes, utilisant la main d'oeuvre familiale et dans une moindre mesure le travail salarié. Les mieux situés géographiquement proches des voies de communications supplantèrent les grands exploitants esclavagistes en jouant le rôle d'intermédiaire dans le commerce local de marchandises, de biens de consommation courante et d'achats des produits agricoles et artisanaux des paysans locaux.

Les paysans dispersés sur le territoire se sont maintenus et n'ont connu que peu de modifications du fait de leur autonomie vivrière et matérielle. Cependant, leur mode d'exploitation a quelque peu changé par la demande des anciens agriculteurs esclavagistes en produits artisanaux, forestiers (lianes et bois) et en farine de manioc, réduisant ainsi leur production de riz (Ibid : 49).

Ces modifications de la société agraire s'accompagnèrent à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle d'une colonisation des sous-régions des vallées larges et des vallées étroites. D'une part, des paysans venus de la sous-région des plaines du littoral et des bas-fonds, s'installèrent sur ces étendues de terres vacantes plus à l'intérieur du continent. D'autre part et plus modestement, des paysans issus de régions voisines de l'État de São Paulo occupèrent l'amont de la vallée

alluviale du Rio Guaraqueçaba (mon terrain actuel, j'exposerai plus loin son peuplement spécifique).

*"Confrontés à l'épuisement des terres et à un manque de nouvelles surfaces agricoles, ces paysans entreprirent la colonisation de cette vallée alluviale de l'amont vers l'aval, en suivant une ligne télégraphique. Ils s'installèrent sur les rives des principaux fleuves navigables et purent ainsi s'approprier une grande partie des plaines alluviales, notamment les mieux situées en termes de transport fluvial." (Ibid : 50).*

La nouvelle conjoncture s'accompagna d'un essor économique impulsé par l'amélioration des transports maritimes, le déploiement des bateaux à vapeur, ce qui privilégia les exportations des villes portuaires du littoral du Paraná. L'exportation de la banane connut alors un élan considérable. La culture de la banane qui était destinée exclusivement à l'autoconsommation devint la principale culture de rente du littoral (MIGUEL, 1997 : 53). Parallèlement, la production et le commerce de cordes et de lianes se maintenaient. L'exploitation de bois connut également une continuation par la construction des chemins de fer utilisant des poutres et des traverses.

Les modes d'exploitation du milieu développés par la paysannerie ne rencontrèrent que peu de changement, maintenant le système de défriche brûlis (manioc, haricot, maïs, riz, banane, etc.), l'exploitation des ressources forestières, la transformation artisanale de certains produits agroforestiers, la culture de vergers et l'élevage pour l'autoconsommation.

MIGUEL caractérise les différentes catégories sociales existantes à cette période selon leur mode d'exploitation du milieu :

- Les petits paysans ("camarades") : Leurs exploitations représentaient 80% des exploitations de la région. Ils étaient issus des paysans locaux de la période précédente ainsi que de nouveaux arrivants (Cf. plus haut). Les terres de ces paysans étaient considérées comme des "possessions" sur des terres "vacantes et sans maître" situées loin des voies fluviales principales. La surface d'exploitation ne dépassait pas 60 hectares et se répartissait sur diverses unités de milieu naturel, principalement sur les bas-fonds et les versants des montagnes. Les activités agricoles prédominantes étaient destinées à l'autoconsommation (manioc, haricot, maïs) et plus modestement aux productions à destination du commerce local (riz pluvial et banane). Cependant, ils n'arrivaient pas à bénéficier réellement de ce commerce, disposant de parcelles dans des unités de milieu limitant la production et le transport et ne réalisant que peu de surplus. Ainsi, ces paysans étaient contraints de vendre leur force de travail pour pouvoir acheter des marchandises, notamment dans l'exploitation et la transformation de bois, la collecte et la fabrication de cordages de lianes.

- Les paysans "moyens" : Ils représentaient presque 20% des exploitations et étaient issus des agriculteurs esclavagistes et de quelques paysans venant de régions voisines, récemment installés dans les vallées en amont des principales vallées alluviales. Leurs exploitations comptaient aux alentours de 80 à 150 hectares, en grandes parties situées sur les plaines d'épandage de crues et les plaines alluviales. Leur système de production reposait également sur la défriche brûlis tout comme les petits paysans, à la différence de ces derniers leurs équipements étaient plus importants, possédant notamment un atelier de production de farine de manioc, des pirogues et pour certains des animaux de trait (mulets et chevaux). Ils commercialisaient le riz et la banane, disposant d'accès privilégié aux voies fluviales. De plus, ils développaient l'élevage porcin dont ils tiraient également des bénéfices par le commerce. Plus rares étaient ceux qui élevaient des bovins et en retiraient un moyen d'épargne. Les paysans moyens faisaient appel à la main d'œuvre locale (voisins, petits paysans) pour des activités demandant une forte mobilisation de force de travail comme pour le défrichement et la récolte de riz. Ils organisaient des journées de travaux collectifs sur la base d'échange, appelés "*mutirão*". Invitant le voisinage à participer à l'activité, ils offraient l'alimentation, la boisson tout au long de la journée de travail et organisaient une fête le soir avec boisson à volonté, musique et danse (ALVAR, 1979 ; CÂNDIDO, 1964 : 87-88). Ces activités pouvaient s'étaler sur plusieurs jours et rassembler des dizaines de paysans. Parallèlement, ils employaient des personnes à la journée pour réaliser certaines activités comme le sarclage, le semis, le transport en pirogue ou en mulets. Ces employés étaient soit des petits paysans voisins, soit des familles "*d'agregados*" – dépendantes d'une autre famille, bénéficiant des moyens de production (matériel) et d'un lopin de terre de cette autre famille en échange de quoi elles rendent services dans les travaux agricoles et/ou domestiques (PRADO JUNIOR, 1942 : 159).

- Les commerçants locaux : Ils étaient auparavant des agriculteurs esclavagistes ou des petits commerçants extérieurs installés récemment attirés par le développement du commerce de la banane. Ils étaient situés en des lieux stratégiques à l'embouchure des principaux fleuves, proches de la baie ou en aval des principales vallées alluviales. Ils faisaient le commerce de biens de consommation courantes, achetaient les productions des paysans locaux et finançaient les paysans les plus démunis par des avances de marchandises ou d'argent pour la production. Peu nombreux, ils étaient les intermédiaires phares de la société agraire locale, assurant le transport et la commercialisation de la production locale. Certains commerçants étaient également installés dans des endroits plus éloignés et développaient des activités agricoles et d'élevage, destinées au commerce (riz, banane, bovins, porcins). En plus de la main d'œuvre familiale ils faisaient appel aux journaliers pour la réalisation de travaux agricoles et pour assurer les transports fluviaux.

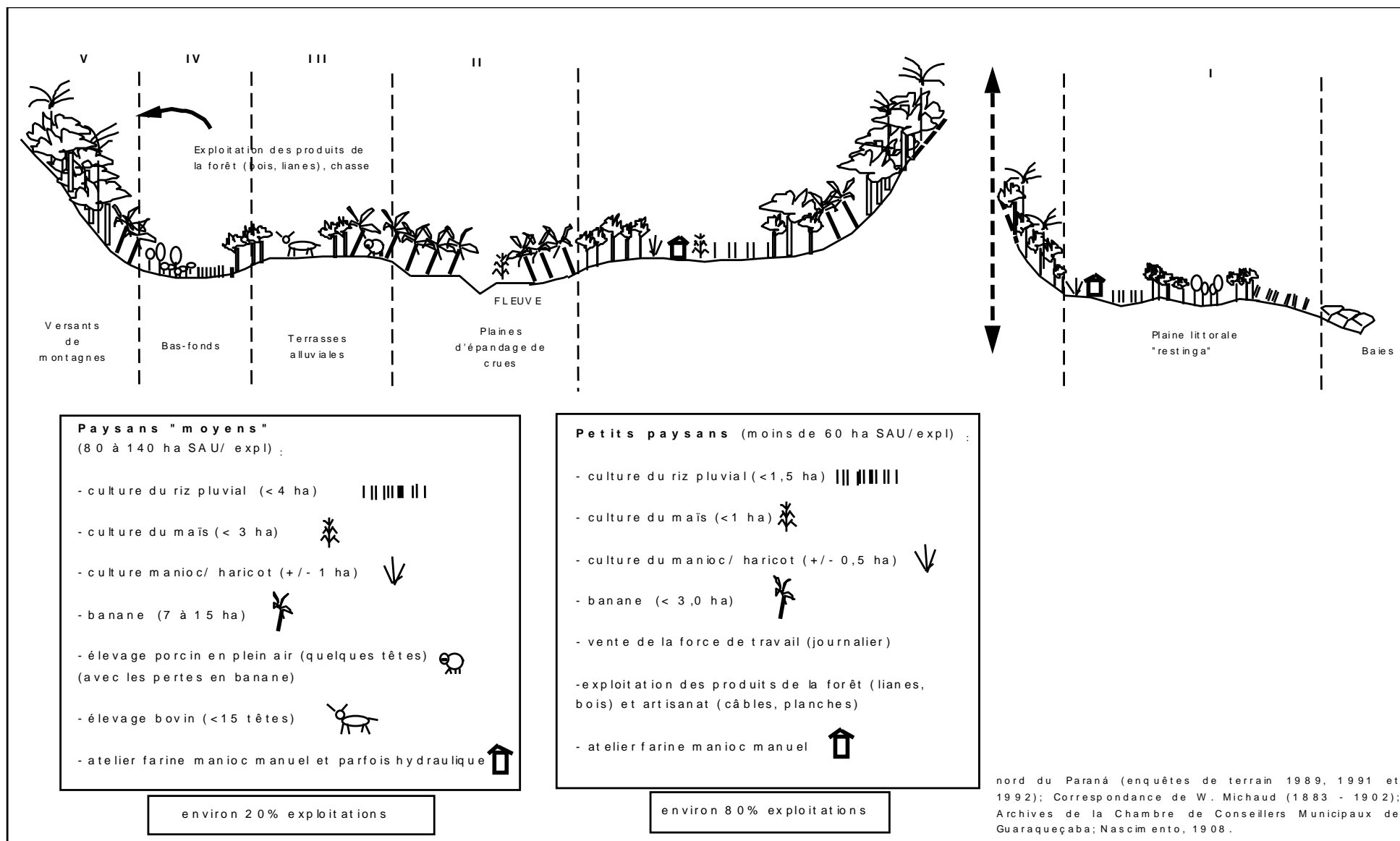


Figure 17 : Mode d'exploitation du milieu au début du XX<sup>e</sup> siècle du municpe de Guaraqueçaba. (MIGUEL, 1997 : 65).



Cette période d'essor économique caractérisée par le cycle de la banane, suscita des transformations sociales et environnementales considérables dans le municipe. Un important flux migratoire s'opéra, à la fois extérieur et interne. Alors qu'une stagnation démographique eu lieu au tournant du siècle (entre 1890 et 1900, l'accroissement de la population est insignifiant passant de 5417 à 5469), la population augmenta de 57% entre 1900 et 1920, pour atteindre 8566 habitants, plus que la population actuelle du municipe. Cette tendance s'est maintenue jusqu'en 1940 atteignant alors 9210 habitants. Cette augmentation comme nous l'avons déjà abordée est le résultat du boum du commerce de la banane ainsi que de l'existence de vastes étendues de terres vierges, particulièrement en amont des principales vallées alluviales. Au-delà des nouveaux arrivants, ces terres suscitèrent l'intérêt des paysans locaux des zones environnantes, confrontés à l'épuisement des sols et au manque de nouvelles surfaces agricoles, ces derniers migrèrent sur les vallées alluviales. A cela s'ajoute une politique foncière de colonisation menée par l'État, évoquée précédemment (Chapitre 1), avec des concessions de terres déléguées à des compagnies privées de colonisation et les ambiguïtés de superpositions entre les différentes successions de concessions suite aux premiers échecs de colonisation, où les premiers protagonistes à pâtir de ces imbroglios juridiques furent les petits paysans dont la régularisation foncière fut peu significative ou dans de nombreux cas n'a pas été opérée (MIGUEL, 1997 : 74 ; DOMINGUES, TEIXEIRA, 2002).

Les conséquences sur le milieu de cet essor économique se firent rapidement ressentir. Dès le début des années vingt, les vallées alluviales en amont des principaux fleuves, c'est-à-dire la zone des vallées étroites, étaient largement occupées. L'augmentation de la population rurale et la saturation de l'utilisation des vallées alluviales des fleuves navigables ne permettaient pas l'expansion des activités agricoles marchandes et vivrières sur ces parcelles d'unités de milieu.

Les paysans ont été ainsi obligés de diminuer la durée de période de recrû des parcelles déjà exploitées dans les principales vallées alluviales et ont été contraints de s'éloigner sur les versants des montagnes et dans les vallées alluviales secondaires pour les nouvelles mises en culture.

*"La réduction progressive de la durée des recrûs eut pour conséquence une diminution des conditions de reproduction du système de culture de défriche-brûlis. En effet, elle entraîna non seulement la diminution de l'accumulation de la biomasse végétale (et donc la diminution de la reproduction de la fertilité des parcelles), mais également la réduction de l'efficacité de la période de recrû dans le contrôle des herbes adventices (...). Il s'ensuivit donc une réduction des rendements des cultures et une augmentation du temps de travail, notamment pour les opérations de sarclage."* (MIGUEL, 1997 : 76)

Afin de compenser cette diminution des rendements, les paysans ont dû augmenter progressivement les surfaces cultivées, accélérant par là la rotation des cultures. Ainsi, la durée de recrû dans les principales vallées alluviales qui était jusqu'au début du siècle de l'ordre d'une vingtaine d'années passa petit à petit à moins de 10 ans dans les années trente, et 6 ans dans les années quarante, notamment dans la culture de la banane. L'accélération du rythme des cultures et de jachères contribua à l'appauvrissement graduel des sols.

En conséquence, les paysans déplacèrent les cultures annuelles, dont la production pouvait aisément être amenée à dos d'homme ou de mulet, sur des parcelles toujours plus éloignée, disposant de ce fait de parcelles nouvelles constituées de végétation primaire, et étendant des recrûs sur plus de 10 ans. On peut considérer que cette période fut celle où le recul de la forêt a dû être le plus marqué et où le paysage a dû être profondément modelé de par les défrichements de nouvelles parcelles cultivables sur les vallées étroites, les vallées secondaires et les versants montagneux.

La culture de la banane fut mise à mal, inadéquate sur les versants et les vallées secondaires de par la difficulté de transport, elle fut maintenue dans les vallées alluviales et sur les bas versants des montagnes, dont la reproduction de la fertilité dépendait de la période de recrû. Or la réduction progressive du temps de recrû conduisit à la baisse de qualité de la banane et à des pertes considérables car elle ne correspondait plus aux normes d'exportation. De plus, la concurrence croissante avec la région du littoral de São Paulo, mieux desservie en voies de communication, fit perdre au littoral du Paraná son exclusivité dans la production et l'exportation de la banane, et les producteurs de São Paulo se sont graduellement emparés du marché. Ainsi, au milieu des années trente, les exportations de bananes de Guaraqueçaba stoppèrent totalement à destination des pays importateurs du Rio de la Plata et le marché se réduisit à l'échelle locale et régionale, là encore concurrencé par d'autres régions de l'État du Paraná mieux accessibles.

### **3. 1930-1960 : CRISE ET CHANGEMENTS DANS LES MODES D'EXPLOITATION DU MILIEU COMME RÉPONSE À LA CRISE**

La crise économique de Guaraqueçaba fut telle qu'entre 1938 et 1947, le municiple perdit son autonomie et fut rattaché à celui de Paranaguá en tant que district. Les principaux facteurs de cette crise locale ont été la forte diminution de la commercialisation des produits agricoles, le manque d'infrastructure et la précarité des voies de communication accentuant la perte de compétitivité de la production locale, la crise économique des pays du Rio de la Plata qui cessèrent leurs importations de Guaraqueçaba, et enfin l'amélioration des voies d'accès entre Paranaguá et le *planalto*, dont la production et le commerce de ce dernier prenaient de l'ampleur.

Cette période de crise se traduisit par des nouveaux changements dans les modes d'exploitation concernant toutes les catégories sociales de la société agraire. Pour les paysans, du fait de la dégradation de leurs conditions de production et de la fertilité des sols, l'impact fut considérable. Ils développèrent de nouvelles activités comme la cueillette du cœur de palmier. Certains se sont tournés ou ont intensifié l'élevage bovin et porcin, la production et la transformation du manioc ou ont introduit de nouveaux systèmes de production de la banane. Selon leurs localisations, leurs moyens de production et de capitaux, les impacts sur la paysannerie ont été différenciés.

- Les paysans "moyens" disposant de moyens de production et de capitaux comme du bétail, des mulets, des parcelles sur les plaines d'épandage de crues, des facilités de paiement et de financement auprès des commerçants, s'adaptèrent avec plus de facilité et modifièrent leur système de production, comme ceux précédemment évoqués : élevage porcin et bovin, cueillette du palmier. Au début des années cinquante, une conserverie de cœur de palmier fut construite à Guaraqueçaba, par des industriels originaires de São Paulo, venant bénéficier des peuplements naturels de palmier dans la région, face à la pénurie grandissante sur le littoral de l'État de São Paulo. Le cœur de palmier devint alors une activité économique en plein essor sur le municiple. Les paysans moyens développèrent ainsi largement la cueillette et jouèrent le rôle d'intermédiaires dans le commerce du palmier, entre les paysans et les conserveries, assurant l'achat auprès des paysans et le transport vers les lieux de transformation. Ainsi :

*"A la fin des années cinquante dans la localité de Batuva par exemple, localisée en amont du fleuve Guaraqueçaba, 3 ou 4 paysans "moyens", qui disposaient de dix à trente mulets et de quelques pirogues, assuraient le transport du cœur de palmier vers les conserveries".(Ibid : 86)*

Parallèlement, ils intensifièrent leur production de manioc et la transformation en farine disposant d'atelier de transformation. Cependant, ils diminuèrent leur production de cultures annuelles (riz, haricot, maïs), et les déplacèrent dans les vallées alluviales secondaires et les versants des montagnes éloignés des fonds de vallées jusqu'alors inexploités et dont ils prirent possessions. Lors des opérations agricoles comme le semis et la récolte, ils s'installaient dans des campements, *rancho*, pour y séjourner le temps nécessaire à l'activité, plusieurs jours voire plusieurs semaines. Leurs mulets et chevaux assuraient le transport de la production. Sur les plaines d'épandage de crues ils adaptèrent la culture de la banane, en cultivant une nouvelle espèce, *cavendish*, en supprimant la période de mise en repos – la reproduction de la fertilité étant assurée par les apports alluviaux des crues. Mais les difficultés de commercialisation contraignirent l'activité.

Ils ont développèrent également l'élevage porcin en plein air comme activité de rente – l'alimentation des animaux étant assurée essentiellement avec des bananes ce qui permettait de compenser la difficulté de la commercialisation. Ils pouvaient ensuite acheminer le bétail destiné au commerce par voie terrestre chez les commerçants. Cependant la grande majorité de l'élevage était destinée à l'autoconsommation. De même, l'élevage bovin s'intensifia parmi cette catégorie sociale. Supplantant la culture de riz pluvial sur les terrasses alluviales et les bas fonds, l'élevage profita des parcelles libérées par cette culture cette culture qui se déplaça vers les vallées secondaires et les versants. Le troupeau allait de quelques têtes à une trentaine selon les cas.

- Les petits paysans en voie de paupérisation : ne disposant pas de moyens de production et de capitaux suffisants, ils n'ont pu affronter la nouvelle conjoncture agraire et économique régionale en modifiant leurs systèmes de production. Leurs moyens ne leur permettaient pas en effet de se consacrer à l'élevage et leurs parcelles disponibles ne favorisaient pas la culture de la banane. De plus, l'usage de parcelles éloignées leur était impossible car ils ne disposaient pas d'animaux de trait et ne pouvaient compter que sur eux-mêmes pour assurer le transport de la production. Ainsi, ils étaient obligés de maintenir le système de défriche brûlis en réduisant les périodes de recrû de moins de 6 ans. Enfin, les demandes de journaliers de la part des paysans "moyens" et des commerçants locaux ayant diminué, ils avaient peu de débouchés. Même pour la cueillette de palmier qui ne demandait

pourtant pas de moyens spécifiques ils avaient besoin de l'aide des paysans "moyens" et/ou des commerçants locaux. Leur situation était telle que pour assurer cette activité ils devaient s'endetter en demandant des avances de nourritures et des avances financières afin de pouvoir réaliser l'activité. Ces petits paysans s'enlisèrent dans un processus de dépendance à l'égard des autres catégories sociales en se consacrant davantage à la cueillette du cœur de palmier et en compromettant progressivement leur autonomie alimentaire, délaissant de plus en plus leurs activités agricoles vivrières. La cueillette du cœur de palmier pouvait être réalisée tout au long de l'année et, à la fin des années cinquante, ces paysans y consacraient presque la moitié de leur temps de travail.

- Les commerçants locaux dans la continuité de la période précédente ont peu souffert de la conjoncture économique défavorable et ont pu maintenir leurs activités grâce à leur installation privilégiée dans des endroits stratégiques, aux abords des voies de communication. Ils écoulaient la production locale vers le marché régional, bénéficiant d'une position centrale d'intermédiaires et maintenant sous leur dépendance des petits paysans qui devaient obligatoirement passer par eux, aussi bien pour commercialiser leurs produits, que pour s'approvisionner ou se procurer du crédit.

Parallèlement au déclin de la production bananière, le municipe de Guaraqueçaba entra dans une phase de léthargie économique qui s'accompagna, au tournant de la seconde guerre mondiale, d'une baisse de population, contrairement aux autres municipes du littoral, puis par une stagnation qui dura plusieurs décennies (Cf. Tableau 2). A partir des années trente on observa, plus généralement, un mouvement conduisant de nombreux petits paysans et *agregados* des zones agricoles vers les régions riveraines de l'estuaire. Certains demeuraient au sein du municipe mais se convertissaient à la pêche artisanale qui connaissait un essor grâce à l'amélioration des méthodes de conservation. C'est ainsi que le quartier des pêcheurs du bourg de Guaraqueçaba (le Costão) dont la population a triplé entre 1930 et 1950. D'autres partaient vers Paranaguá et Antonina dont le développement économique et portuaire créait un appel de main d'œuvre.

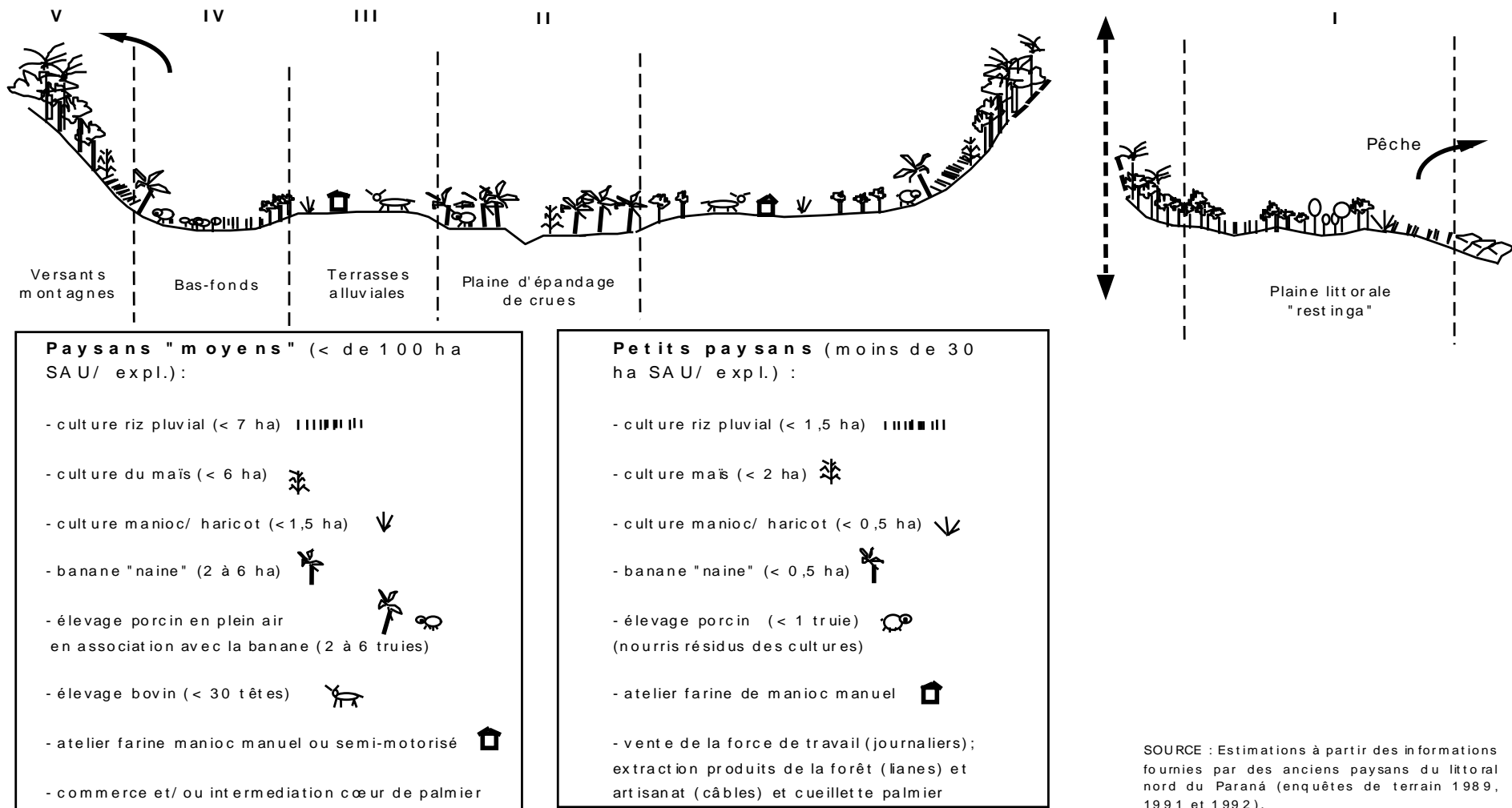


Figure 18 : Mode d'exploitation du milieu sur le municiple de Guaraqueçaba au milieu du XX° siècle (Ibid : 82).

Dans ce contexte, l'exploitation de la forêt et les défrichements se sont maintenus, se développant et s'amplifiant sur les versants montagneux pour les cultures annuelles basées sur le système de défriche brûlis avec des périodes de recrû de longue durée (MIGUEL, Ibid ; DOMINGUES, 2004 : 95, 98). Ainsi, la diminution de l'usage agricole d'un côté, dans les sous régions des plaines alluviales du fait de la baisse de la fertilité et, d'autre part, le développement des activités agricoles avec de longues périodes de recrû sur les versants, ont initié un processus de régénération forestière. Comme le souligne DOMINGUES, la dégradation environnementale a produit des effets différenciés sur l'environnement naturel :

*"En termes de paysage régional et pour les dynamiques du système naturel ces effets ne furent pas très marquants. Même à l'apogée de la production agricole du début du siècle, les techniques de production et l'échelle de production et de commercialisation, n'ont pas été suffisantes pour causer de grands impacts dans le paysage. De plus, les aires utilisées pour la culture agricole et l'extrativisme forestier étaient localisées dans les vallées alluviales ou sur les versants proches d'elles, loin d'atteindre tout le territoire du municipe. En cela, ce sont les formations végétales qui survenaient dans ces conditions qui étaient relativement atteintes."* (DOMINGUES, 2004 : 99)

Pourtant, à partir de la fin des années cinquante, avec l'intensification de l'extrativisme et la venue d'exploitants forestiers au cours de cette décennie, le paysage se modifia graduellement. Des parcelles dans les plaines, les vallées alluviales, et le bas des versants, qui avaient été abandonnées lors des deux précédentes décennies furent de nouveau occupées progressivement. Le couvert forestier des versants plus élevés qui était jusqu'alors de formation primaire, commença à souffrir d'intenses d'une exploitation forestière intense (DOMINGUES, 2004 : 102 ; RODRIGUES, 2002).

L'importante transformation de la structure foncière du municipe est alors en marche au début des années soixante avec la venue de nouveaux acteurs, attirés par différents facteurs. Il s'ensuit des conséquences défavorables pour la paysannerie caractérisées par l'accélération du processus d'exclusion sociale.

#### **4. 1960-1980 : REGAIN D'INTÉRÊT POUR UNE RÉGION EN DÉCLIN, GRAVES MENACES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES**

Les années 1960-1970 – qui correspondent *grosso modo* à la période d'implantation et de renforcement du gouvernement militaire, marquée notamment par une politique extrêmement volontariste en matière de développement, le littoral fut redécouvert par les pouvoirs publics. Nous avons vu précédemment (Chapitre 1) qu'un certain nombre de mesures étaient prises à l'échelle nationale afin d'encourager les investissements dans le domaine agricole et permettre une modernisation accélérée de ce secteur. Dès 1966, des programmes de déductions fiscales furent mis sur pieds pour inciter des entreprises et des personnes juridiques à investir dans la gestion « rationnelle » et l'exploitation de la forêt. À partir des années soixante-dix, ils débouchèrent sur la mise en place de « Fonds d'Investissements Sectoriels », Fiset, destiné à encourager les reboisements. Guaraqueçaba, qui conservait un patrimoine forestier significatif, devint très attractif pour les entreprises et les fonds d'investissements qui voulaient tirer parti de ces avantages fiscaux.

C'est autour des essences forestières telles que l'eucalyptus, le *guapiruvu* (*Schizolobium parahyba*), mais essentiellement du palmier *Euterpe edulis* que se sont concentrés les projets. Ainsi, entre 1969 et 1977, 69 800 des 70 000 hectares de reboisements autorisés dans le cadre du programme sur Guaraqueçaba étaient consacrés au palmier. Ces chiffres donnent à penser concernant l'importance des capitaux publics engagés dans ce programme sur le municípe (MIGUEL, 1997 : 93).

Le palmier dont le bourgeon terminal – le « cœur » – constitue depuis longtemps un produit de cueillette destiné à la consommation alimentaire était une essence forestière très répandue dans cette zone de la forêt ombrophile dense. Sa consommation s'est par la suite largement généralisée chez le consommateur brésilien et sur le plan international, créant une forte demande et ouvrant un marché prometteur. Plusieurs variétés de palmier peuvent être exploitées pour en consommer le cœur, mais *Euterpe edulis*, présent à l'état natif dans la forêt locale, donne le produit le plus recherché.

La récolte du *palmito* exige que l'arbre soit abattu. C'est une activité qui est donc potentiellement destructive de la ressource. Pour que celle-ci soit préservée, il faut que certaines conditions de collecte soient respectées, en particulier que l'arbre ne soit abattu qu'après qu'il ait commencé à fructifier et à produire des graines qui puissent assurer son remplacement. Ce n'était pas toujours le cas et la surexploitation était déjà engagée dans les



années 60-70. Les opérations de reboisement visaient donc à reconstituer la ressource là où elle se dégradait. Les secteurs replantés étaient destinés à être exploités de façon raisonnée. Ainsi, à la fin des années soixante, des dispositifs ont été mis en place par l'administration afin de réglementer la cueillette, le transport et la commercialisation au travers d'autorisations, de plans de gestion et de reboisements. La paysannerie se trouva alors dans l'illégalité dans son activité de cueillette du cœur de palmier, la réglementation n'octroyant les autorisations de cueillette qu'aux seuls néolatifundios engagés dans des projets de reboisement ou de plans de gestion agroforestiers de palmier et limitant la transformation aux seules conserveries industrielles qui bénéficièrent ainsi d'un monopole.

La forêt fournit également du bois et, avec la disparition progressive du massif forestier du *planalto*, la *Mata de la Serra do Mar* – d'exploitation plus difficile du fait du relief et de l'enclavement – attira à son tour les convoitises. Des entreprises forestières, en particulier certaines d'entre-elles qui s'étaient spécialisées dans la fabrication de charbon de bois, avaient déjà commencé à s'implanter sur le littoral dès les années cinquante, commençant à provoquer de forts dégâts (MIGUEL, 1997 : 97 ; DOMINGUES, 2004 : 102). Les programmes de reboisement concernaient également les essences exploitées pour leur bois : résineux, eucalyptus, etc.

La perspective d'avantages fiscaux constitua un attrait supplémentaire. Plusieurs entreprises spécialisées s'implantèrent sur le littoral, tandis que des groupes industriels et commerciaux créaient des fonds d'investissements dans le domaine du reboisement. Les premières passaient des contrats de fermages avec des propriétaires fonciers locaux, tandis que les secondes sous-traitaient leur intervention sur le terrain auprès d'intermédiaires locaux (MIGUEL, 1997 : 96). Dans bien des cas, ces opérations de reboisement furent fictives : les superficies effectivement replantées ne représentaient qu'une petite partie de celles qui étaient officiellement déclarées et sur la base desquelles étaient calculées les subventions. En revanche, l'attestation de reboisement ouvrait des droits à l'exploitation de la ressource – théoriquement renouvelée grâce l'intervention de l'investisseur. Le prétexte était fourni pour une mise en coupe réglée de la forêt existante – avec ses populations natives d'*Euterpe edulis* et ses essences à bois. Dès lors, le bénéfice était double : toucher une subvention pour un investissement qui n'avait été réalisé que très partiellement ; avoir les mains libres pour se livrer à une exploitation sans frein de la ressource forestière (Ibid : 97-98). On comprend l'attrait exercé dès lors par le littoral nord, et Guaraqueçaba en particulier par ce que MIGUEL appelle les néolatifundiarios, grands propriétaires de terres dans d'autres régions ou États, dont l'objectif n'est pas l'exploitation agricole mais qui étaient attirés par les gains liés

aux avantages fiscaux, et à l'exploration des ressources naturelles existantes localement principalement en bois et en palmier (Ibid : 91-102 ; DOMINGUES, 2004 : 104).

D'autres types d'initiatives étaient également appuyés. C'était le cas notamment concernant le développement de l'élevage, en particulier celui des buffles pour lesquels les basses plaines côtières humides offraient un terrain propice. Des fermes d'élevage commencèrent donc à se monter avec l'appui des pouvoirs publics, rachetant notamment les exploitations d'anciens latifundios de production de charbon, facilitant l'implantation de pâturages permanents (MIGUEL, 1997 : 101). D'autres types d'agriculteurs, moins nombreux, venus tout particulièrement de l'État de Santa Catarina, s'installèrent et introduirent de nouvelles techniques de culture notamment pour le riz. Certains développèrent la culture du manioc ou l'activité forestière, cette dernière qui fut relativement intensifiée (RODRIGUES, 2002 ; TOMASSINO, 2002).

À partir des années soixante-dix, après la longue période de léthargie qui avait suivi l'effondrement du marché de la banane, le littoral nord retrouva donc de l'intérêt aux yeux des investisseurs, surtout à partir de la construction de la piste en terre reliant Guaraqueçaba au reste du littoral en 1970. Outre les avantages à court terme que ceux-ci pensaient tirer des subventions et d'une mise en coupe réglée de ses ressources naturelles, une stratégie à plus long terme commençait également à se dessiner. Des bénéfices importants étaient attendus de la valorisation du prix de la terre que ne manquerait pas de provoquer l'attractivité retrouvée de la zone. À cet égard, un élément qui attisait les spéculations était le potentiel touristique de ses magnifiques paysages.

Dans cette perspective, mais aussi pour des raisons plus pratiques de facilitation des transports routiers, naquit durant les années soixante dix un grand projet de prolongement de la route inter-état qui longeait le littoral depuis le sud du Brésil, mais qui s'en écartait au Paraná pour rejoindre São Paulo en contournant la Serra par le *planalto*. Le tracé de la nouvelle route ainsi projetée passait par Guaraqueçaba, ouvrant alors largement l'accès au municípe. On verra plus loin que ce projet n'a pas abouti. Il n'en a pas moins joué son rôle dans l'intérêt que le territoire du municípe a acquis entre le milieu des années soixante-dix et celui des années quatre-vingt aux yeux des spéculateurs fonciers, ce futur accès leur promettant la valorisation de la terre.

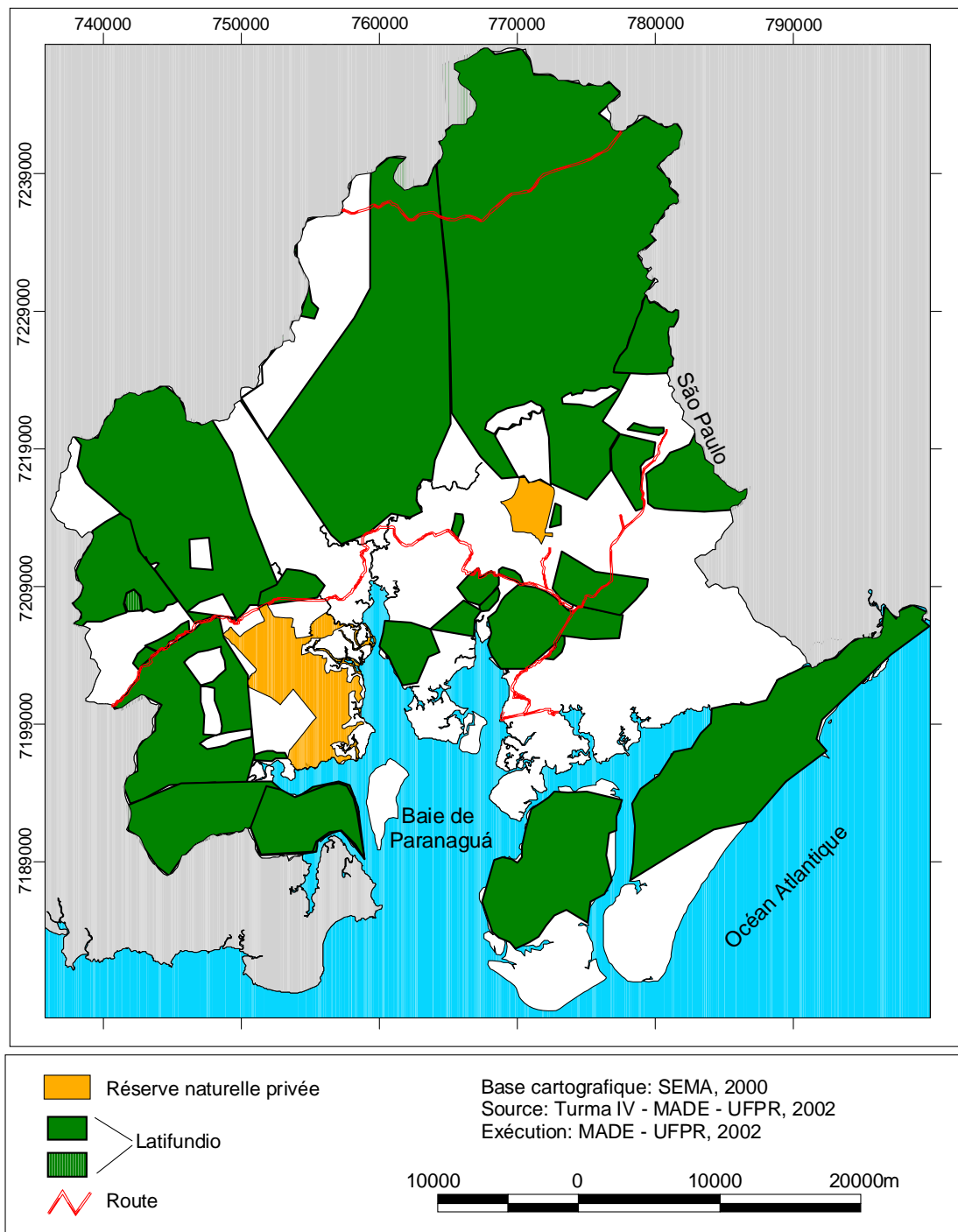
Cette conjugaison de facteurs attractifs – subventions, ressources naturelles, renchérissement espéré du foncier, amélioration des voies d'accès – alimenta dès lors une course au contrôle de la terre de la part d'acteurs économiques étrangers à la région : entreprises forestières du Paraná ou d'États voisins, fonds d'investissements financiers,

spéculateurs privés, etc. De grandes étendues de terre du municipe étaient encore considérées d'un point de vue légal comme « vacantes et sans maître ». D'autres étaient exploitées par de petits agriculteurs familiaux, mais, le plus souvent, avec le statut précaire de *posseiro* (voir chapitre 1). D'autres enfin, avaient fait l'objet entre 1850 et 1950, d'opérations de colonisation dont beaucoup avaient été éphémères, si bien que le droit de propriété qu'elles ouvraient n'était plus exercé depuis longtemps. Au cours d'une histoire foncière mouvementée c'est une situation juridique très embrouillée qui s'est ainsi nouée de sorte que, bien souvent une même parcelle pouvait avoir plusieurs ayant droits – certains pouvant même l'être à leur insu. Ainsi, en 1985, l'INCRA (organisme qui enregistre et contrôle les propriétés foncières) recensait 378 mille hectares de propriétés foncières enregistrées dans ses archives, soit presque le double du territoire du municipe ! (repris par VON BEHR, 1997 : 47).

La complexité de la situation foncière, ses ambiguïtés juridiques, l'hétérogénéité des statuts – parmi lesquels celui de terres « sans maître » – offraient de nombreuses possibilités à des entreprises et à des personnes rompues à toutes les astuces pouvant permettre de se rendre maître de terres convoitées. Achat auprès de propriétaires en titre ; expulsion par des moyens juridiques des simples *posseiros* ; menaces, intimidations, violences à l'égard de ceux qui résistaient ; accaparement des terres « libres », qui relevaient théoriquement de la puissance publique. Toutes les techniques du *grilagem* – acquisition frauduleuse de terres – mises au point et éprouvées de longue date au Brésil partout où des enjeux fonciers surgissent<sup>28</sup> ont été appliquées à Guaraqueçaba entre la fin des années 1960 et le milieu des années quatre-vingt. J'en donnerai des exemples concrets à propos de Batuva. Il suffit de noter ici le résultat de cette ruée vers la terre de la part d'investisseurs extérieurs : en 1985, selon les données de l'IBGE (équivalent brésilien de l'INSEE), 5 établissements ruraux ou néolatifundios appartenant au groupe possédant plus de 10 000 hectares déclaraient occuper 124 200 Ha soit presque 60% des terres du municipe (RODRIGUES, SILVA et TOMMASINO, 2000 : 37). De plus, entre 1970 et 1985, le nombre d'exploitations agricoles sur le municipe a augmenté de façon significative de 64% (passant de 496 à 813 établissements ruraux), ce qui représente une tendance contraire au reste de l'État du Paraná qui, sur la même période, a diminué de plus de 15% (RODRIGUES, SILVA et TOMMASINO, 2000 : 32). Les exploitations de plus de 5000 hectares apparaissent dans les recensements de l'IBGE en 1975, avec 4 établissements sommant quasiment 100 000 Hectares (Ibid : 37). La figure suivante illustre cette concentration foncière encore à l'œuvre aujourd'hui (Figure 19).

---

<sup>28</sup> Voir, par exemple la description romancée mais véridique que Jorge Amado en donne dans son roman *Terras do sem fim*, Les terres du bout du monde (1985).



**Figure 19 :** Carte des grands établissements ruraux actuels sur le municpe de Guaraqueçaba.

Une telle concentration foncière ne pouvait se faire qu'aux dépens des petits exploitants qui, depuis plusieurs générations, étaient présents sur place et tiraient leurs moyens de subsistance de leurs petits lopins de terre (ALVAR et ALVAR, 1979). De nombreux conflits, parfois sanglants, éclatèrent. De nombreuses familles des hameaux de Rio Verde et de Batuva ont ainsi perdu leur droit de possession sur la terre suites aux pressions musclées des *jagunços* envoyés par des néolatifundios peu scrupuleux (VON BEHR, 1997 : 46). Pendant un certain temps cela se passa en silence mais, avec le début de libéralisation de la vie politique au Brésil puis la transition vers un gouvernement civil, une sensibilité sociale plus marquée commença à se manifester parmi le personnel politique et administratif, tandis que la presse lançait des campagnes pour dénoncer les exactions des grands latifundiaires.

Ainsi une affaire défraya-t-elle la chronique régulièrement dans les journaux du Paraná et de São Paulo entre 1981 et 1983 : celle de la Compagnie *Agropastoril Litorânea Paraná SA* et son projet « Capela » d'implantation d'élevage de buffles sur les îles de Guaraqueçaba. Tout d'abord mise en cause lors de son appropriation du territoire de l'île de Superagui en 1981 et de menaces d'expulsion des habitants *posseiros* accompagnées de violences et d'intimidations telles que la destruction de plantation et les menaces physiques<sup>29</sup>, cette compagnie fut convaincue de ne disposer que de titres de propriété nuls car émis en 1951 par la vente de terres « sans maître » par le municpe de Guaraqueçaba, qui n'avait aucun droit à le faire car celles-ci relevaient de l'autorité de l'État. En outre, en octobre 1983, à la suite de dénonciations dans la presse (*O Estado de São Paulo* et le *Jornal da Tarde*), la compagnie a connu des poursuites judiciaires pour pratiques « esclavagistes » auprès d'une quarantaine d'employés ainsi que pour avoir contribué à la déforestation massive d'une partie des îles de Superagui et Das Peças. Par la suite, de nouvelles campagnes de presse furent menées contre d'autres représentants des grandes compagnies qui avaient jeté leur dévolu sur Guaraqueçaba. Les injustices sociales et les dégâts environnementaux dont souffrait ce municpe prirent de plus en plus de place dans l'opinion publique du Paraná. Elles devinrent un enjeu politique majeur et cette prise de conscience provoqua un nouveau tournant dans l'histoire sociale et environnementale du littoral nord.

Les exploitations familiales qui avaient échappé aux spoliations imposées par les néolatifundiaires, n'en étaient pas moins dans une situation difficile. Elles n'avaient que peu, voire pas du tout, bénéficié des politiques de développement et elles éprouvaient de plus en plus de difficultés à subsister. Celles qui bénéficiaient de l'accès aux voies de communication avaient pu cependant développer la production et la commercialisation de la banane, du manioc et la transformation de manioc en farine.

---

<sup>29</sup> Intervention d'hommes d'armes (*jagunços*) et lâcher de bétail détruisant tout sur son passage dans les ruelles et dans les jardins privés figuraient parmi les techniques utilisées pour terroriser et faire fuir la population.

## **5. 1980-2000 : ÉMERGENCE ET DÉVELOPPEMENT DE LA QUESTION ENVIRONNEMENTALE**

La mobilisation médiatique et politique régionale autour de la situation sociale et environnementale de Guaraqueçaba entraîna un processus de création et de renforcement des aires de préservation de la part de l'appareil législatif de l'État. L'objectif était de réguler et mettre fin aux exactions foncières, environnementales et sociales menées depuis plusieurs décennies sur le littoral nord et tout particulièrement à Guaraqueçaba menaçant la sauvegarde des écosystèmes forestiers et estuariens locaux. Bien que le littoral ne représentait que 3% de la surface de l'État, il renfermait plus de 30% du couvert forestier naturel. A la suite des violences des néolatifundios perpétrées envers des petits paysans qui firent échos dans la presse régionale et nationale, et de la mobilisation d'organisations des droits de l'homme (la Commission Pastorale de la Terre), et d'associations de protection de la nature (SOS Mata Atlântica), les pouvoirs publics lancèrent une Commission Parlementaire d'Enquête (CPI) afin d'analyser la situation. Ils renforcèrent également les contrôles policiers. Afin de combattre les irrégularités foncières, et de contrer les pressions des néolatifundiaries qui exigeaient l'ouverture de la route BR 101 à Guaraqueçaba pour relier le littoral de São Paulo au Sud les pouvoirs publics mirent en place des dispositifs de réglementation environnementale.

C'est en 1980, que furent délimitées des aires d'intérêts particuliers et de protection du littoral du Paraná dans son ensemble (Décret n°2963/80), des aires spéciales et lieux d'intérêt touristique du littoral appelées "Loi de l'usage du sol du littoral" (Loi 7389/80). Ces zones concernaient les municipes d'Antonina, Guaraqueçaba, Guaratuba, Matinhos, Morretes et Paranaguá.

En 1981, un bureau de l'Institut des Terres et de Cartographie (ITC) est installé à Guaraqueçaba dans l'objectif de réguler la question foncière du municipe, de contrôler l'exploration des ressources forestières, d'empêcher la déforestation, ainsi que d'empêcher la réalisation de pistes clandestines par les néolatifundios qui tentaient d'accéder aux routes de l'État de São Paulo compte tenu du fait que la route tant attendue ne se concrétisait pas. La mission centrale de l'ITC était d'articuler la protection environnementale à la défense de la petite agriculture par un contrôle renforcé des activités des grands néolatifundios (TEIXEIRA, 2004 : 147). Le contrôle se concentrait alors sur la pêche prédatrice, l'extraction de bois et de palmier dont l'intensité et la vitesse d'exploitation menaçaient la reproduction du

milieu naturel (Ibid : 148). Pourtant, les efforts de contrôle de l'ITC étaient peu suivies par les instances supérieures et donc largement dédaignés par les entreprises et les néolatifundios, d'autant que les amendes jugées faibles n'empêchaient en rien la continuité des activités de prédation. Ces mesures permirent de commencer à freiner les entreprises forestières dans leurs avancées de spoliation foncière et de déforestation.

La petite paysannerie, dans ce contexte, n'était pas considérée comme une responsable notable de la dégradation environnementale et n'était donc pas la cible principale des actions menées par l'ITC (Ibid : 152). Mais, déjà fragilisée par les crises qui s'étaient succédées durant les précédentes décennies, victime plus récemment de spoliations foncière, ne bénéficiant de pratiquement aucun appui technique ou financier susceptible de l'aider dans son développement, elle voyait son avenir gravement menacé. Sa seule possibilité de survie à court terme résidait dans une intensification encore accrue de l'exploitation des terres qui lui restaient – notamment par une réduction supplémentaire des temps de jachère – et dans la poursuite, voire l'accélération de la collecte du cœur de palmier, désormais soumise à un contrôle sévère.. Afin de tenter de stabiliser leur situation foncière, l'ITC entreprit un processus de régularisation foncière, au travers de la titularisation des possessions (*posses*), par des actions d'usucapion (*usucapião*: prescription acquisitive, droit reconnu par l'usage de longue date). L'ITC par le biais du Statut de la Terre proposa une réforme agraire qui devait être menée par l'INCRA (*Instituto Nacional de Colonização e Reforma Agrária*). Mais, la complexité foncière de Guaraqueçaba avec ses superpositions de titres et ses nombreux faux titres de propriétés, *grilos*, n'a permis de régulariser qu'un nombre réduit de propriétés de petits agriculteurs. Le gouvernement de l'État fléchissait face à la pression des grands propriétaires, et le plus souvent les faux titres de propriété ne furent pas invalidés, demandant des procédures longues et compliquées, compromettant des personnes influentes, et des juridictions d'État voisins (Ibid : 154).

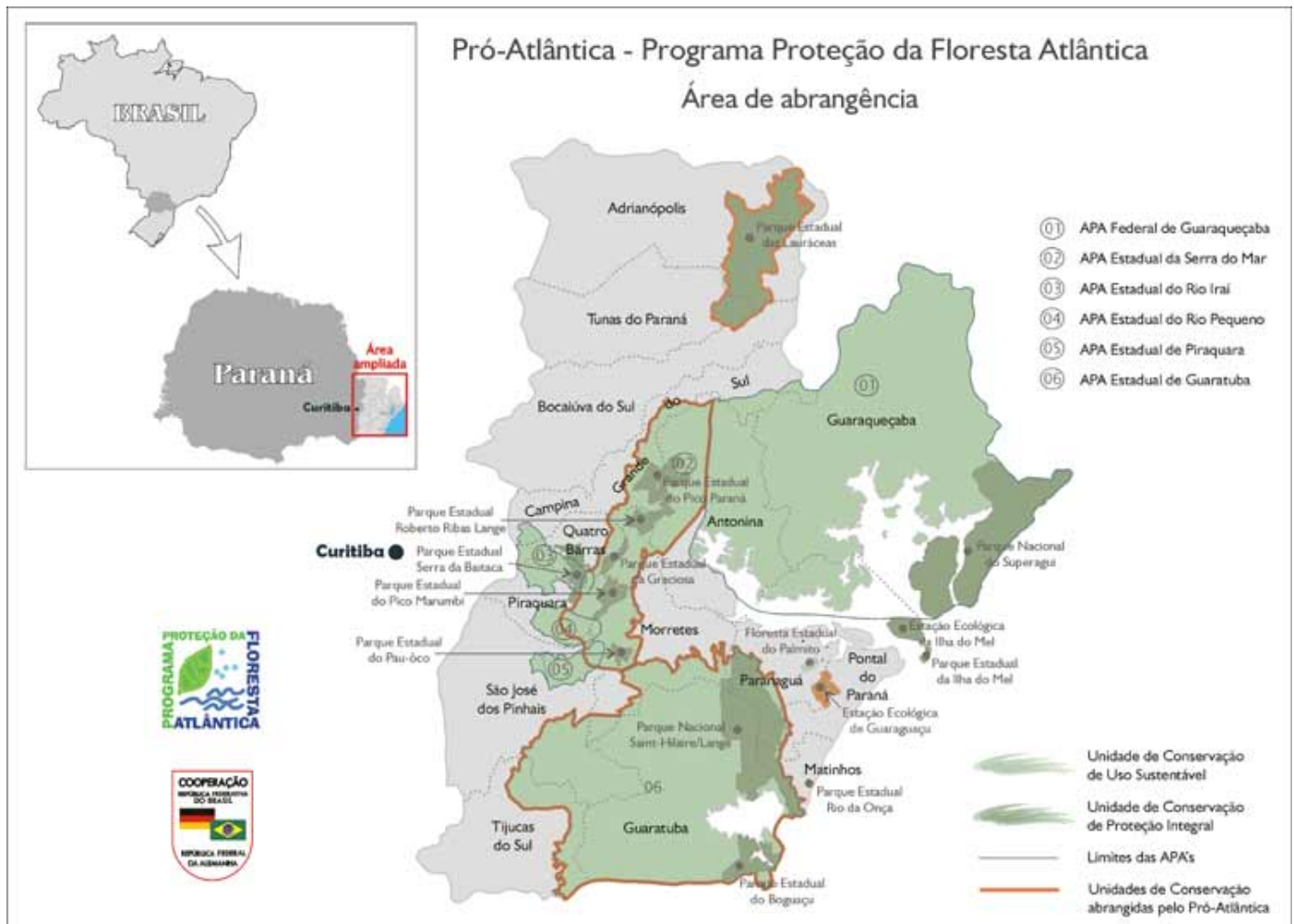
Les fonctionnaires de l'ITC sensibilisés aux conditions défavorables et précaires de la paysannerie locale, tentèrent cependant d'agir en faveur du développement agricole des petits agriculteurs "traditionnels", favorisant les autorisations de cultures en adaptant l'application du Code Forestier au calendrier agricole, et soutenant la création d'un syndicat de travailleurs ruraux à Guaraqueçaba. Ainsi peut-on dire que les premières interventions publiques conduites pour répondre à la menace qui pesait sur le territoire de Guaraqueçaba et sa population rurale furent conduites en répondant à une double préoccupation : mettre terme à

la mainmise des néolatifundiaires sur l'espace local ; protéger et soutenir la petite paysannerie.

Par la suite, la première réglementation environnementale spécifique à Guaraqueçaba a tout d'abord concerné la mangrove, en 1982, avec la création de la Station Écologique de Guaraqueçaba (Décret Fédéral n°87222 du 31/05/1982). L'unité de conservation "Station écologique" avait pour objectif la préservation intégrale et la recherche et excluait l'occupation humaine. Les populations de pêcheurs vivant sur les îles furent épargnées par la délimitation de la station écologique afin d'éviter les désappropriations et considérant qu'ils n'étaient pas la cause des dommages environnementaux. Cette Unité de Conservation fut créée pour pallier l'urgence des exactions sociales et environnementales menées sur l'île de Superagui (précédemment exposées). Ce premier décret a ainsi permis le déploiement localement des organismes publics chargés de la protection environnementale et les premières mesures de protection environnementale. L'organisme qui était chargé de l'implantation et de la gestion de la Station écologique était le Secrétariat Spécial à l'Environnement (SEMA) mais sa présence n'était pas constante dans les premières années, et elle n'a pu s'installer à Guaraqueçaba qu'à partir de 1985. Elle travaillait cependant en étroite collaboration avec l'ITC.

Dès 1982, la SEMA projette la création d'une Aire d'Environnement Protégée (APA), mais il faut attendre 1985 pour qu'elle soit effective. L'APA de Guaraqueçaba a été créée par le Décret n°90.883/85 et s'étend sur 313.844 Hectares. Au-delà du municiple de Guaraqueçaba qu'elle englobe entièrement, l'APA recouvre aussi une partie des municipes limitrophes : Paranaguá dans la partie de sa baie, Antonina et Campina Grande do Sul. Cette nouvelle Aire d'Environnement Protégé est devenue le point focal de la protection de l'environnement du littoral nord du Paraná, au-delà de son rôle de protection de la Station Ecologique, elle devait aussi défendre la protection des Aires Protégées créées quelques mois plus tôt que sont les Aires d'Intérêt Ecologique Important des îles Pinheiros et Pinheirinho. Par la suite, elle aura également en charge les aires protégées qui seront créées : notamment le Parc National de Superagui créé en 1989 (Cf. Figure suivante des différentes unités de conservation qui se superposent localement).





**Figure 19 Bis :** Localisation des différentes Unités de Conservation du littoral du Paraná (Source : Site Internet : [www.pr.gov.br/meioambiente/programa\\_atlantica.shtml](http://www.pr.gov.br/meioambiente/programa_atlantica.shtml)).

L'objectif principal de l'APA est d'assurer la protection d'une des dernières aires représentatives de la Forêt Pluviale Atlantique, des sites archéologiques et des communautés "*caíçaras*" intégrées dans l'écosystème local, et établir des critères rationnels d'usage et d'occupation du sol dans la région (défini par le décret). La population ainsi identifiée comme *caíçara* était présentée comme responsable de la conservation des ressources naturelles et de ce fait considérée comme une partie de l'environnement à protéger. Toute l'imagerie d'une population mystifiée, vivant en étroite harmonie avec la nature, est ici en jeu et a nourri les premières interventions de protection de l'environnement, qui cherchaient à préserver la nature et les sociétés qui y résident et l'exploitent de façon traditionnelle. Populations *caíçaras* cataloguées elles-mêmes comme « traditionnelles » selon des représentations influencées par une écologie romantique pour laquelle le mythe du « bon sauvage » demeure d'actualité. Cette « traditionnalité » sociale devant être préservée au même titre que l'intégrité de la « Nature » avec laquelle elle entretient des relations

harmonieuse. Point n'est besoin dans ces conditions de se préoccuper de mener des actions en faveur de leur développement technique et économique ou de se soucier des conséquences négatives que peuvent avoir sur leur existence quotidienne les restrictions imposées par les nouvelles règles environnementales. L'objectif est en fin de compte de revenir à un supposé « état d'harmonie » initial (ADAMS, 2000 : 146-182 ; DIEGUES, 2004 : 44-45).

La dénomination de la population *caiçara* caractéristique du littoral de Rio de Janeiro, São Paulo et du Paraná trouve son origine dans l'œuvre de Darcy RIBEIRO et de Antônio CÂNDIDO, qui définissent les variantes socioculturelles du peuple brésilien en fonction du métissage, des particularités environnementales régionales et du type d'activités économiques développées et qui distinguent dans le Brésil rural un ensemble de sous-cultures appelées généralement de "*culture rustique brésilienne*", ou autrement désignée de culture rurale, paysanne, traditionnelle (RIBEIRO, 1995 : 21, 383 ; CÂNDIDO, 1964 : 26-28). A l'intérieur de cet ensemble<sup>30</sup> on retrouve la culture *caipira*, au Sud Est et au Centre du pays, formée du métissage entre portugais, amérindiens et moins significativement d'anciens esclaves noirs<sup>31</sup>, et dont le *caiçara* fait parti. La culture *caiçara* serait une variante régionale du littoral de la culture *caipira* de l'intérieur et se caractérise par la pêche et une agriculture de subsistance basée sur la culture du manioc (évoqué précédemment au travers du travail de MUSSOLINI).

Giaconda MUSSOLINI considère que la vie *caiçara* est simplifiée dans ses éléments matériels autour d'une tradition de pêche en bord de mer et à petite échelle, exécutée à partir de canoës à rames réalisés dans des troncs d'arbre, et de matériels de pêche rudimentaires, issus de la culture indigène. L'agriculture y est également pratiquée, mais essentiellement tournée vers l'autosubsistance. La culture matérielle s'appuie sur une connaissance approfondie des propriétés et des usages des plantes. La pêche est l'activité principale, reposant généralement sur une forme d'organisation de travail et de production communautaire, avec des échanges et des partages du matériel et du résultat de la pêche entre les participants et/ou le propriétaire du filet de pêche. Pour l'agriculture, l'activité est essentiellement familiale avec une collaboration possible d'un parent ou d'un ami sous forme

---

<sup>30</sup> Historiquement on distingue divers modes rustiques brésiliens : *sertanejos* dans le "*sertão*" du Nordeste, intérieur semi-aride des caatingas et du cerrado ; *caboclos* en Amazonie ; *crioulos* sur le littoral du Nordeste ; *caipiras* au Sud Est et au Centre du pays ; et *gaúchos* au Sud (RIBEIRO, 1995 : 21 ; 269-444). Pour CÂNDIDO, le *caboclo* est le métis blanc-indien qui compose la population traditionnelle de São Paulo et le *caipira* désigne les aspects culturels (mode de vie et d'être) et non raciaux des populations des "aires d'influence historique pauliste" (CÂNDIDO, 1964 : 28).

<sup>31</sup> Et dont l'histoire est marquée par une grande mobilité du fait d'une part de son système d'agriculture itinérante rendu possible par le système de possessions et par les réserves de terres nouvelles et fertiles, et d'autre part de la précarité de l'occupation et de la possession de la terre sans titre de propriété et par la succession d'expulsions et de spoliations des terres qu'ils exploitaient par l'avancée des fazendeiros et l'expansion agricole (RIBEIRO, 1995 : 383-389 ; CÂNDIDO, 1964 : 59-60 ; 107-109).

d'échange de jours de travail (*troca de dia*). L'auteur souligne enfin l'importance du folklore et de la tradition orale dans l'identité de cette population *caiçara* du littoral avec des différenciations selon les régions, mais toujours empreintes d'influences portugaises. Enfin, elle conclut en expliquant que la conservation de ce mode de vie a été rendue possible par l'isolement et la perpétuation des conditions d'existence primitives. En dehors des quelques rares et misérables groupes d'indiens qui subsistent jusqu'à aujourd'hui, cette population constitue, de fait, le fond originaire sur la base duquel s'est constitué le peuplement des zones rurales du littoral (MUSSOLINI, 1980).

Progressivement dans la littérature sur les *caiçaras*, cette population qui se situait sur la côte en bordure de plages et vivait exclusivement de la pêche artisanale, a fini par recouvrir l'ensemble de la population rurale du littoral, regroupant alors des populations agraires – c'est-à-dire la paysannerie située dans des bassins hydrographiques, des vallées traversées par une rivière principale et cernée par la montagne et la forêt dense, n'ayant que peu ou pas de contacts avec la mer et la plage – en même temps que les populations caractérisées par leurs activités halieutiques (DIEGUES, 2004 : 9-10). Ainsi, le *caiçara* devient un *pêcheur-paysan* (*pescador-lavrador*) ou un *paysan-pêcheur*, pourtant la littérature ne considère que presque exclusivement les populations aux activités halieutiques dominantes lorsqu'elle étudie les *caiçaras* (ADAMS, 2000 : 152-157).

Le décret de création de l'Aire d'Environnement Protégé, en généralisant et en stigmatisant la population de Guaraqueçaba, comme *caiçara*, enferme celle-ci dans ses aspects traditionnels et ne considère pas ses modes d'exploitation du milieu naturel, notamment le système de défriche-brûlis, les périodes de jachères longues, l'utilisation et l'exploitation de la forêt de la population rurale paysanne. Même si les populations traditionnelles ont été idéalisées dans la mise en place des Aires d'Environnement Protégé associées à l'idée romantique de vie en harmonie avec la nature, il n'en reste pas moins que leurs pratiques restaient largement méconnues des pouvoirs publics et bien qu'elles puissent perdurer dans leur mode d'exploitation du milieu, rien ne prévoyait dans la création de l'APA un accompagnement, une concertation, la constitution d'instance de discussion et d'information ou des actions envers la population locale et encore moins les paysans. Et, très rapidement la législation environnementale et le Code Forestier ont été appliqués tels quels sans tenir compte des pratiques dites « traditionnelles » prétendues harmonieuses, préservant la nature.

Ainsi, après une première période de mise au pas des néolatifundios, ceux-ci se font plus discrets et ce sont les petits paysans qui passent en première ligne comme cibles de la

protection environnementale. En effet, les contrôles et la fiscalisation de la police forestière s'intensifient auprès des paysans dans leurs modes d'exploitation du milieu, et surtout autour des défriches brûlis et de la cueillette clandestine du cœur de palmier réalisées par les paysans (MIGUEL, 1997 : 128-133).

Ce changement de posture envers les petits agriculteurs avec le durcissement de la protection environnementale et du contrôle s'est opéré à la suite du changement de gouvernement de l'État en 1990. La première mesure adoptée par le nouveau gouvernement fut l'introduction, en 1991, d'un impôt écologique, ICMS écologique – l'Impôt sur la Circulation des Marchandises et sur les Services (ICMS) écologique – modifiant la répartition de l'impôt afin d'indemniser les municipes dont une partie du territoire avait fait l'objet de la création d'aires protégées et soumis de ce fait à des restrictions dans leur développement socio-économique. Cela concernait 1,25% de la totalité de l'impôt ICMS récupéré par l'État du Paraná. Le municipe de Guaraqueçaba, dont la totalité du territoire était classée sous une forme ou une autre en espaces protégés, bénéficia largement de cette nouvelle répartition de l'impôt (Ibid :139). Il utilisa ces fonds publics essentiellement dans l'amélioration des services municipaux (santé, éducation, collecte des ordures, aménagements urbains, constructions de pistes secondaires, multiplication des fonctionnaires municipaux), mais les actions menées en direction du développement économique local ont été insignifiantes (Ibid : 140).

Le nouveau gouverneur de l'État du Paraná, Roberto Requião, insatisfait de la répartition des organismes responsables de l'environnement au Paraná, créa le Secrétariat d'État de l'Environnement et des Ressources Hydriques (SEMA), et l'Institut Environnemental du Paraná (IAP) en 1992, donnant ainsi un nouveau statut à l'environnement dans la hiérarchie administrative de l'État. Cette centralisation donnant l'exclusivité à l'environnement, certaines questions furent considérées comme étrangères à la politique environnementale *stricto sensu*, en particulier celles qui concernaient l'avenir de la petite paysannerie (TEIXEIRA, 2004 : 195-196).

Les moyens de contrôle ont alors été renforcés au travers notamment de l'emploi de nouveaux agents et policiers forestiers à Guaraqueçaba. Les activités agricoles et de cueillette se sont trouvées soumises à des restrictions encore plus étroites. Des autorisations obligatoires ont dû être demandées par les paysans aux organismes de protection de l'environnement afin d'être présentées aux agents de contrôle, à réquisition. Les limitations d'usage des ressources naturelles se basaient sur une application stricte du Code Forestier et des lois brésiliennes existantes en matière d'environnement. Ces exigences, qui demeurent en vigueur jusqu'à maintenant, concernent le déboisement, le défrichage de toute végétation arborée, la coupe

d'arbre sélective pour la construction, la cueillette de palmier. Les interdictions d'usage des ressources naturelles touchent le défrichage le long des cours d'eau, l'exploitation des produits forestiers (hormis le cœur de palmier et certains produits destinés à l'autoconsommation ou à l'artisanat, tous sous contrôle et faisant l'objet de demandes préalables et d'autorisations officielles), la chasse et les restrictions de défrichage des versants montagneux et des bas-fonds.

Ce mode de contrôle s'est traduit localement essentiellement par de la répression et de l'oppression allant de la confiscation de la ressource prélevée ou du matériel utilisé, à des amendes ou des peines de prisons, et enfin, assez fréquemment, à des violences physiques, et des brimades (ZANONI et MIGUEL, 1995 : 427-438). La population locale ne connaissait pas les restrictions dans leurs détails et n'avaient reçu aucune information de la part des organismes environnementaux sur les démarches exigées. Les agriculteurs n'ont pris véritablement conscience de l'existence de ces réglementations qu'à travers la répression qui s'est exercée sur eux. Ce n'est que très récemment en 2003 que l'IBAMA au travers de ses nouveaux fonctionnaires est venus expliquer de façon individuelle aux paysans les modalités et les détails des restrictions, lors de contrôles en vue d'autorisations.

Les principales restrictions d'usage des ressources naturelles à Guaraqueçaba s'appuient sur des dispositifs législatifs fédéraux et gouvernementaux présentés dans le tableau suivant :

Restrictions d'usage	Dispositifs législatifs
Interdiction totale de la chasse (même pour l'autoconsommation).	Loi Fédérale n°5197 du 03/01/1967 et n°7803 du 18/07/1989
Interdiction de défricher les versants des montagnes d'une déclivité supérieure à 25% ou ayant un cota supérieur à 20 mètres par rapport au niveau de la mer.	Loi Fédérale n°4771 du 15/09/1965 : Code Forestier
Interdiction de défricher les versants des montagnes couverts par une végétation arborée naturelle ou par des recrûs d'un âge supérieur à environ 5 années.	Loi Fédérale n°4771 du 15/09/1965 : Code Forestier. Décret Fédéral n°750 du 10/02/1993 : Décret Mata Atlântica
Interdiction de défricher les plaines et les fonds de vallées couverts par une végétation arborée ou par des recrûs d'un âge supérieur à environ 8 années.	Décret Fédéral n°750 du 10/02/1993 : Décret Mata Atlântica
Interdiction de défricher les rives des cours d'eau (30 m à 100 m selon la largeur) et les bordures des estuaires et baies.	Loi Fédérale n°7803 du 18/07/1989
Renforcement de l'interdiction de la cueillette, commercialisation, et transformation du cœur de palmier récolté sur les terres considérées comme "vacantes et sans maître" ou d'origine inconnue (c'est-à-dire des peuplements naturels non régularisés auprès des organismes de protection de l'environnement).	Portaria IBDF n°269 de 1981 Portaria IBDF n°039, n°267 de 1988 Portaria IBDF n°218, n°439 de 1989 Portaria IBAMA n°038 de 1989
Interdiction de l'exploitation des produits forestiers (sauf pour certains produits destinés à l'autoconsommation et certaines activités artisanales).	
Renforcement de l'interdiction de la mise en conserve artisanale du cœur de palmier et de sa commercialisation.	Portaria IBDF n°300 de 1983
Demande d'autorisation préalable obligatoire pour l'exploitation des ressources forestières ainsi que pour toute opération de défrichage à des fins agricoles ou non.	Portaria IBAMA n°039 de 1989 Portaria IBAMA n°027 de 1992
Interdiction de l'usage de feu dans les forêts et les autres formations végétales. Dans le cas de particularités locales ou régionales, l'usage du feu dans des pratiques agricoles, la permission sera établit par le Pouvoir Public délimitants les aires et établissant des normes et précautions.	Décret Fédéral n°97635 de 1989
Obligation d'autorisation du port de tronçonneuse renouvelable tous les 2 ans auprès de l'IBAMA.	Loi Fédérale n°7803 du 18/07/1989

**Tableau 5 :** Principales restrictions d'usages des ressources naturelles à Guaraqueçaba et les dispositifs législatifs correspondants (MIGUEL, 1997 ; Législation brésilienne).

Je montrerai plus en avant dans mon travail comment ces dispositifs législatifs et ce réseau d'interdictions se traduit localement dans les pratiques et les usages de la paysannerie. On peut déjà souligner qu'appliquée à la lettre cette législation va à l'encontre des pratiques traditionnelles développées par la paysannerie locale, ne laissant pas d'espace au maintien ou au développement des activités agricoles et compromettant le système même de culture, à savoir le système de défriche-brûlis avec des périodes de longues jachères, permettant la reproduction de la fertilité des sols. Ce cadre de contraintes qui s'est imposé aux petits agriculteurs a eu des conséquences importantes sur leurs activités productives et surtout sur leurs modes d'exploitation du milieu qui se sont modifiés sans pouvoir s'adapter aux nouvelles dispositions de la politique environnementale.

Par ailleurs, en particulier au cours des dix dernières années, Guaraqueçaba est devenu progressivement un point focal pour les intervenants concernés par la question environnementale : des ONG et des chercheurs universitaires dans un premier temps, puis des entreprises soucieuses de soigner leur image « écologique ». Plus récemment, dans la foulée des accords de Tokyo, d'autres acteurs et d'autres enjeux sont venus s'exprimer sur la scène locale. Désormais, la question environnementale domine de plus en plus la réalité locale. La confrontation de représentations se heurte entre ce que les intervenants externes pensent de la « nature » et des relations que les populations locales entretiennent et doivent entretenir avec elle et ce que les petits paysans font et pensent.

La première ONG qui va jouer un rôle important localement est la Société de Protection de la Vie Sauvage (SPVS) (*Sociedade de Pesquisa em Vida Selvagem e Educação Ambiental*) qui est créée en 1984 à Curitiba, par un groupe de jeunes chercheurs du Musée d'Histoire Naturelle. Elle a concentré ses actions sur Guaraqueçaba dès sa création et plus intensément à partir de son partenariat avec l'ONG nord-américaine *The Nature Conservancy* (TNC) en 1991. Elle a développé des activités d'éducation environnementale, de conservation de la nature, de gestion de réserves naturelles et a élaboré une campagne pour les perroquets à col violet présents dans la forêt atlantique (*papagaio-de-cara-roxa*), espèce en voie de disparition. Cette dernière campagne se caractérise encore aujourd'hui par des spots publicitaires invitant le grand public à parrainer un perroquet, à adopter symboliquement un perroquet de la forêt en versant des dons pour cette action de préservation de l'espèce. En 1992, la SPVS réalise un diagnostic de l'APA de Guaraqueçaba, mandaté par les organismes gouvernementaux chargés de l'environnement, et acquiert ainsi une renommée et des financements pour ses actions de recherche. A partir de ce moment, la TNC lui donne la possibilité de développer d'autres projets encore plus ambitieux dirigés sur

Guaraqueçaba afin de participer au combat contre le phénomène de réchauffement global et pour la conservation de la nature. C'est ainsi qu'ils ont mis en place des projets de puits de carbone sur Guaraqueçaba avec des financements colossaux. La TNC a obtenu des fonds de grandes entreprises (American Electric Power, General Motors et Chevron Texaco) qui ont permis l'achat par la SPVS de plus de 20 mille hectares d'aires dégradées entre 1998 et 2002. Les aires acquises par la SPVS doivent faire l'objet d'actions de restauration du couvert forestier et de conservation durant quarante ans afin de répondre à l'objectif de captation du carbone et de combattre ainsi le réchauffement de la planète. Selon les dispositions des accords du Protocole de Tokyo, les grandes entreprises qui financent ces actions acquièrent ainsi un « droit à polluer » et s'achètent une bonne conduite environnementale. De son côté la SPVS, au terme des quarante ans prévus pour les projets de puits de carbone financés par ces entreprises, pourra jouir à loisir des aires dont elle a acquis la propriété et qu'elle a déjà transformées en Réserves Naturelles Privées (RPPN). Les projets de puit de carbone représentent donc pour cette association une opportunité afin de financer des projets à long terme de protection et de recomposition d'aires dégradées dans l'APA. Son objectif principal est effectivement de gérer ces Réserves Naturelles et de développer ses activités d'éducation environnementale et de recherches scientifiques sur la conservation de la nature (CHANG, 2004 : 162-166).

Le concept de puits de carbone a été consacré durant le Protocole de Kyoto sur les changements climatiques en 1997 et a pour objectif de réduire les concentrations élevées de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère en créant des réservoirs de carbone qui le capturent, le stockent et permet ainsi de lutter contre le réchauffement climatique dû aux émissions de gaz à effet de serre. Une des formes de captation du carbone se fait au niveau de la végétation arborée. La végétation par le processus de photosynthèse emprisonne le carbone, les arbres durant leur croissance absorbent le CO<sub>2</sub> de l'atmosphère, stockent le carbone et rejettent l'oxygène, arrivés à maturité, les arbres absorbent moins de carbone. Ainsi, une des formes de projets de puits de carbone se centre sur la production forestière. Pourtant des controverses sont déjà à l'œuvre sur les taux de captation de carbone effectifs selon les types et les modalités de plantation.

A la suite du Protocole de Kyoto, le mécanisme du droit à polluer a été mis en place. Il consiste à mettre sur le marché les quantités de CO<sub>2</sub> émises par différentes industries polluantes, avec, en contrepartie, la possibilité de compenser leurs émissions par des « crédits » gagnés à travers des actions destinées à capter des quantités équivalentes de CO<sub>2</sub> : c'est une véritable bourse du carbone qui a ainsi vu le jour (CHANG, 2004).

Les projets de puit de carbone sont regroupés par CHANG dans trois types (Ibid : 131-134) :

- les projets commerciaux : l'objectif principal est de répondre aux intérêts de l'entreprise commanditaire c'est-à-dire l'obtention de Certificats de Réduction d'Emission (CER) afin de réaliser les engagements de réduction d'émission de CO<sub>2</sub> des entreprises à forte émission de CO<sub>2</sub>. Ces projets sont financés par des entreprises cherchant soit à améliorer leur image en y intégrant l'aspect environnemental et ainsi améliorer leur compétitivité sur le marché, avec ce nouveau label, soit à tirer profit de ce nouveau marché émergent de commercialisation des crédits de fixation du carbone.

- les projets conservationnistes : au travers de la génération de crédits de carbone ce sont les bénéfices environnementaux qui sont ici visés c'est-à-dire la conservation de la forêt, de la biodiversité locale. Ces projets sont menés par des ONG environnementalistes qui en sont les initiatrices et qui passent des accords de financement avec des entreprises qui génèrent également de fortes émissions et qui veulent des CER et où chaque partie tirent profit l'un de l'autre à des fins différentes.

- les projets développementistes : caractérisés par des objectifs sociaux et environnementaux. Financés par des entreprises qui recherchent une image de responsabilité sociale au-delà des CER, ou par des organismes internationaux qui soutiennent le développement durable. Les responsables techniques de ces projets sont des ONG qui cherchent au travers de ces projets à contribuer au développement social durable et environnemental en même temps que de répondre aux attentes des commanditaires, les CER.

A Guaraqueçaba, la SPVS développe trois projets pilotes de puits de carbone de type fondamentalement conservationniste. Certes les projets de puits de carbone de la SPVS à Guaraqueçaba, au-delà de leur objectif principal qui est la captation du carbone de l'atmosphère par la phase de pousse du couvert forestier, prétend également à développer des actions de développement durable auprès des populations locales au travers de la création d'alternatives économiques (CHANG, 2004 : 165). Toutefois cette composante du développement local vise à en fin de compte à proposer des alternatives techniques et économiques non dommageables pour l'environnement. L'avenir économique des populations locales n'apparaît pas comme un objectif en soi ; il n'est pris en considération que pour autant qu'il concerne la finalité principale, qui est la sauvegarde de la forêt. Ainsi, la SPVS cherche-t-elle à identifier les activités qui peuvent être des modèles de durabilité écologique et en même temps viables économiquement.



Faute d'une réflexion en matière de développement elle a longtemps tâtonné autour d'opérations ponctuelles – la santé, l'aquaculture, l'éducation à l'environnement, sans trouver un fil conducteur à son action dans le domaine du développement. Tout récemment, le thème de l'agriculture biologique – et tout particulièrement celui de la production de banane séchée biologique destinée à l'exportation qui est la principale – s'est dégagé comme orientation centrale. En réalité, cette activité avait déjà été initiée il y a une dizaine d'années par l'Université Fédérale du Paraná sous la forme d'un projet mené avec des producteurs agriculteurs du hameau de Batuva. Les universités fédérales brésiliennes possèdent un département dit d'« *extensão* » dont l'objectif est de favoriser une articulation de l'enseignement et de la recherche avec la demande sociale et de créer, autour d'action concrètes, des interfaces entre l'Université et la Société. Des projets de recherche-développement sont menés en partenariat avec des enseignants, chercheurs, étudiants et des groupes sociaux bénéficiaires de ces projets. A l'Université Fédérale du Paraná, un accent particulier est mis sur les projets concernant les populations défavorisées. C'est ainsi qu'une série d'actions ont été menées depuis le début des années quatre-vingt-dix dans le Municipale de Guaraqueçaba (ZANONI, WALFLOR, ROUGEULLE, 1995). Ainsi, depuis lors, la communauté de Batuva a fait l'objet d'un projet de recherche-développement mené par l'Université Fédérale du Paraná en concertation avec l'Université de Paris 7. Toute une série d'études sur l'agriculture, le milieu et les pratiques paysannes ont été menées par des étudiants brésiliens et français (MIGUEL, 1997 ; ROUGEULLE, 1993 ; NAIZOT, 1993 ; MIGUEL et GUERALT, 1991 ; GERHARDT, 1994 ; CLEMENT, 1996 ; etc.). Ces recherches ont abouti, notamment, à la création d'une entreprise de transformation de banane séchée – selon une technologie mise au point par l'Université Fédérale du Paraná – et elle a été financée par le Gouvernement de l'État ainsi que par des fonds venus du gouvernement français au travers de l'Association Holos partenaire du projet de recherche et d'extension (Association de recherche interdisciplinaire pour l'environnement et le développement) (Caderno de Extensão, 1999). Par la suite, l'entreprise Terra Preservada est venue soutenir l'entreprise de transformation de banane de Batuva en lui donnant un appui technique et commercial dans le cadre du commerce biologique et équitable en lui assurant l'exportation vers le Suisse en 1999, par le biais de l'entreprise de commerce équitable Gebana.

Ce n'est qu'en 2001 que la SPVS a noué un partenariat avec Terra Preservada afin de financer les Certifications Biologiques, c'est-à-dire la venue des experts qui donnent le label biologique à la production ou à l'exploitation du producteur dans son ensemble. Le projet n'est donc pas nouveau et la SPVS a su tirer parti d'un projet qui fonctionnait et qui pouvait

lui permettre de conforter son image de contribution au développement durable tant recherchée. Dans la présentation qu'elle fait de ses actions à Guaraqueçaba, la SPVS profite du projet de Batuva, sans évoquer l'histoire du projet ni le rôle de l'Université, et en se gratifiant, à grand renforts de moyens médiatiques, de son action en faveur du développement communautaire, de l'amélioration des conditions de vie, de la création d'alternatives économiques pour la population locale<sup>32</sup>. Il n'en reste pas moins qu'avant l'intervention de la SPVS, l'entreprise et les petits agriculteurs menaient à bien avec leurs fonds propres le financement des certifications, et que la SPVS est venue alléger cette dépense.

Cette action est jugée par les propres producteurs bénéficiaires comme ponctuelle et sporadique (ROCHA, 2004 : 204). Le financement de la certification biologique par la SPVS a été ensuite développé auprès d'autres producteurs situés dans d'autres communautés, notamment à Rio Verde, et dans les hameaux autour des réserves de la SPVS, comme Tagaçaba – localité dont la commercialisation et la transformation des bananes est réalisée dans une fabrique de Antonina. Les petits producteurs de Batuva conscients de la récupération médiatique par la SPVS du projet de transformation de banane, et hostiles de longue date à cette ONG qui les a longtemps considérés comme des prédateurs purs et simples de la forêt, profitent de son soutien, mais parallèlement se montrent réfractaires à l'utilisation abusive du projet à des fins de marketing. La dernière confrontation en date, à la fin de mon travail de terrain, fin 2003, fut le refus du gestionnaire de l'entreprise de Batuva du tournage d'un documentaire qui devait assurer l'image de marque de la SPVS. Alors qu'au cours de la même année un documentaire sur Guaraqueçaba avait été réalisé et diffusé sur le Canal Cultura, où le hameau de Batuva avait été présenté ainsi que son projet de transformation de la banane sans que la part belle soit faite à un intervenant plutôt qu'à un autre<sup>33</sup>.

Un autre projet de la SPVS consiste à développer un partenariat avec un grand éleveur de buffles, Fazenda Ana Terra, autour d'une expérience elle a créé localement quatre-vingt emplois pour la réalisation et la conduite de ses projets de carbone : surveillance de la propriété afin d'éviter toute intrusion, entretien et plantation des boutures, et en nombre moindre emplois administratifs et de services (CHANG, 2004 : 178). La plupart de ces

---

<sup>32</sup> Cf les sites suivant : [http://www.spvs.org.br/projetos/ced\\_banana.php](http://www.spvs.org.br/projetos/ced_banana.php); [http://www.arvore.com.br/noticia/2002\\_2/n1111\\_1.htm](http://www.arvore.com.br/noticia/2002_2/n1111_1.htm); <http://www.ambientebrasil.com.br/noticias/?action=ler&id=8703>; <http://revistagloborural.globo.com/GloboRural/0,6993,EEC280993-1641,00.html>

<sup>33</sup> Ce documentaire fut d'ailleurs le premier à montrer les difficultés de la population locale dans le cadre de l'Aire d'Environnement Protégé.

employés sont originaires de Guaraqueçaba ou même étaient employés par les Fazendas rachetées par la SPVS.

Un autre acteur non gouvernemental et environnementaliste important sur Guaraqueçaba est la Fondation « O Boticário » de Protection de la Nature. Elle a vu le jour en 1990 à l'initiative de l'entreprise de cosmétique de Curitiba, O Boticário (elle-même créée autour de 1980). Un des objectifs de la fondation est de créer un modèle de Réserve Naturelle Particulière Privée (RPPN) qui servirait de référence pour la création de futures Réserves Naturelles Privées. La première Réserve acquise par la fondation est localisée à Guaraqueçaba, au nord du hameau de Morato, c'est la Réserve du Salto Morato, le salto étant une cascade de plus de 80 mètres, la plus grande du municípe. La propriété est acquise en 1993 par l'achat d'anciennes propriétés d'élevage de buffles, la réserve est inaugurée en 1996, comptant 2430 Hectares. La fondation a également reçu le soutien de l'organisation *The Nature Conservancy* pour la mise en œuvre de ce projet de réserve. Celle-ci est à la fois un lieu touristique, avec des visites organisées, une aire de camping, de pique-nique, privilégiant l'écotourisme et l'éducation à l'environnement, un lieu de protection de l'environnement surveillé par des gardiens empêchant toute intrusion humaine et un centre de recherche. Initialement, l'objectif principal de la Réserve était la gestion et la récupération des ressources naturelles de la propriété qui avaient été fortement dégradées par l'élevage de buffles, mais les techniciens de la réserve, à la suite de conflits liés à des intrusions dans l'espace protégé, ont dû prendre en compte la situation économique précaire des populations environnante et le fait que celles-ci avaient été aggravée par les restrictions d'usage des ressources naturelles imposées par la réserve. Ainsi la fondation O Boticário a commencé à développer dans la communauté de Morato, limitrophe de sa réserve, un projet de Génération de Revenu à partir de 1997, autour de la confection artisanale par la population de paniers en lianes (en *jungo* et *tabuão*), destinés à la réalisation de coffrets dans lesquels sont vendus les produits cosmétiques de la marque. L'objectif était d'apporter une alternative à la population du hameau et, ce, afin d'éviter l'utilisation des ressources forestières de la région, particulièrement de la réserve – en particulier la cueillette des cœurs de palmier. La majorité des familles participèrent au projet et sachant déjà confectionner des paniers qu'elles réalisaient pour un usage domestique, la formation fut rapide. Au début du projet la production tournait autour de 500 paniers par mois, avec plus de 80% de la production à destination des magasins du Boticário. Initialement ces vanneries n'étaient pas vendues mais étaient utilisées par les clients afin de faciliter leurs achats, puis ils étaient employés dans les coffrets-cadeaux. Le reste de la production était commercialisé auprès des touristes qui

visitaient la réserve (ROCHA, 2004 : 159). Entre 1997 et 1999, la commercialisation de l'artisanat local était en plein essor et assurait aux familles un revenu stable. Pourtant à partir du milieu de l'année 2001, la demande du Boticário diminue considérablement, jusqu'à même retarder les paiements des artisans de plusieurs mois. La fondation avait fait appel à une personne extérieure afin de rechercher d'autres marchés pour l'écoulement de la production artisanale mais le projet périclita progressivement. Le développement de la population n'étant pas sa priorité, la Fondation se désengagea progressivement de ce projet, livrant la population à elle-même. Faute de débouchés suffisants auprès des touristes qui fréquentaient la réserve ou qui visitaient le magasin de l'association des artisans situé au bourg de Guaraqueçaba, les revenus s'effondrèrent. Certaines familles quittèrent le hameau pour aller s'installer dans des localités voisines proches de la baie où ils avaient des parents. D'autres entrèrent de nouveau en conflit avec la réserve, notamment fin 2002, où ils ont détruits le pont en bois qui y donne accès (Ibid : 164). En fin de compte, le projet de Génération de Revenu lancé par la Fondation n'a constitué qu'une solution ponctuelle, temporaire qui n'a pas réussi créer une dynamique durable au profit des populations riveraines de la réserve, ni même à compenser les pertes créées par l'interdiction d'usage d'espaces qu'elles exploitaient de longue date (Ibid : 164).

Comme l'explique FERREIRA, des "latifundios écologiques" se sont développés depuis le milieu des années 1990 à l'exemple de ceux de la SPVS et de la Fondation O Boticário. Ces vastes domaines fonciers privés emploient eux aussi quelques habitants locaux mais à la différence des latifundios agricoles ou d'élevages, ils interdisent à la population de pénétrer sur leurs terres pour y chasser, y pratiquer la cueillette, voir y pratiquer quelques cultures dérobées destinées à l'autoconsommation. Souvent même elles interdisent le passage sous prétexte de ne pas déranger les animaux et ne pas compromettre l'équilibre écologique (FERREIRA, 2003). On retrouve ici l'idée développée par DIEGUES d'une nature intouchable, de vision romantique de la nature (DIEGUES, 1998) et où le développement durable apparaît seulement comme un prétexte à la poursuite d'autres fins qui sont essentiellement environnementalistes, les projets de développement durable et/ou communautaire viennent y apporter un supplément « éthique », quand ils ne se limitent pas à créer une simple image marketing (ROCHA, 2004 : 206).

La population locale se trouve dans ce contexte confrontée à un double blocage lié à la fois à la précarité économique qui est commune au monde rural brésilien, et tout particulièrement la petite agriculture familiale, et à l'accentuation de cette précarité engendrée par les restrictions environnementales de l'APA, sur l'usage des ressources

naturelles et spécifiquement sur les activités agricoles, précarisant encore plus les conditions de possibilités de reproduction sociale et économique de la petite agriculture familiale (FERREIRA, 2003).

## **Conclusion**

Rappelons les principaux points qui ont été abordés au cours de ce chapitre et les principales informations qui seront utiles par la suite :

- Au sein d'un espace littoral dont l'économie s'est progressivement polarisée autour de la façade ouverte sur l'océan Atlantique et autour des activités que celle-ci favorise – trafic portuaire, tourisme, pêche – Guaraqueçaba se distingue à la fois par la présence massive qu'y exerce la forêt et par l'existence d'une population qui demeure en majorité composée de petits agriculteurs familiaux. La très faible densité la population, la dispersion de l'occupation humaine dans un espace au relief tourmenté y constituent des facteurs contraignants tant en ce qui concerne l'implantation des équipements collectifs que pour le transport et pour la communication entre les personnes.

- En dépit de l'image d'abandon et d'isolement qu'à pu donner jusqu'à une époque récente ce municiple, il a connu une histoire mouvementée qui, depuis un siècle, en a fait à plusieurs reprises un centre d'attraction économique ou démographique et un lieu de confrontation parfois violente entre des intérêts extérieurs. Ce passé a marqué fortement de son empreinte la réalité locale. Á Guaraqueçaba, pas plus la *Mata Atlântica* que la société paysanne ne sont des survivances du passé ; ce sont les produits de cette histoire.

- Depuis une vingtaine d'années environ, pour des raisons qui tiennent tout autant aux évolutions sociales, politiques et culturelles qui se sont produites au Brésil et sur la scène internationale qu'aux réalités sociales et naturelles effectivement rencontrées sur le terrain, Guaraqueçaba est devenu un lieu emblématique de la protection environnementale et de la quête d'un retour à une relation considérée comme plus « durable » entre les êtres humains et leur milieu. Différents acteurs sociaux concernés par cette thématique s'y pressent désormais.

- Pour toutes ces raisons, ce municiple représente un cas d'école pour l'étude des problèmes que posent à une population locale l'application d'une politique environnementale qui se construit à la rencontre de plusieurs processus : les menaces effectives qui pèsent sur l'un des derniers témoignages d'un écosystème en voie de disparition ; les représentations de la nature, de la société « traditionnelle » et de leur protection qui se construisent pour une bonne part à partir de matériaux symboliques étrangers aux réalités locales ; la confrontation des intérêts concurrents et parfois divergents qui animent les acteurs en présence.

## **CHAPITRE 4 : LA SOCIÉTÉ RURALE**

### **DE GUARAQUEÇABA ET SA DIVERSITÉ**

Voici donc une petite société paysanne qui a vécu une histoire au cours de laquelle ont alterné les phases plus actives, les périodes d'isolement et d'oubli et celles au cours desquelles elle s'est trouvée menacée de disparaître, au moment même où l'était aussi la Mata Atlântica dont elle tirait en grande partie les moyens de sa subsistance. Elle se voit aujourd'hui placée sous le feu des projecteurs, non pas pour elle-même mais en tant qu'occupante et utilisatrice d'un milieu naturel qui a acquis une forte valeur patrimoniale et se trouve investi d'un grand poids symbolique tant au Brésil que sur la scène internationale. Selon les moments et en fonction du point de vue des acteurs concernés, des images disparates lui ont été appliquées au fur et à mesure que montaient les préoccupations touchant à la protection de la forêt atlantique et tandis que se mettaient en place les mesures destinées à sa protection. Elle a tour à tour été considérée comme la victime des exactions des grands propriétaires qui faisaient main basse sur la forêt ; comme un élément de la société et de la culture *caiçara* dépositaire d'une tradition séculaire de relation harmonieuse avec la nature ; enfin, comme l'exemple d'un petit paysannat ayant échappé à la « modernité » qui gagne les campagnes brésiliennes et qui perpétue des pratiques archaïques, dommageables pour le milieu naturel.

Ces différentes visions se sont en quelque sorte stratifiées au cours du temps et continuent à inspirer de façon plus ou moins complémentaire ou désarticulée, selon les cas, les interprétations que différents acteurs venus de l'extérieur font de la société locale et les idées qui inspirent leur action. Durant les premières années d'implantation de la Zone d'Environnement Protégé (APA), les institutions en charge du contrôle et de la fiscalisation environnementale et tout particulièrement l'ITC (Institut des Terres et de Cartographie), composé essentiellement d'agronomes et de techniciens, et le IAP (Institut Environnemental du Paraná), considéraient les usages de la paysannerie non pas comme des activités prédatrices ou destructrices de l'environnement, et ils avaient une "affinité" avec la petite agriculture, engagés eux-mêmes dans les mouvements de justice sociale. Ils favorisaient même dans leurs actions la paysannerie locale, notamment en lui attribuant facilement des autorisations liées aux activités agricoles en prenant en compte le calendrier agricole, et ainsi en adaptant et en assouplissant les procédures, tout comme ils attribuaient les autorisations

alors même que les paysans ne possédaient pas de titre de propriété officiel, pourtant nécessaire à la remise de ces dites autorisations (TEIXEIRA, 2004 : 256-257). Par la suite, les institutions environnementales qui se sont substituées localement aux précédentes, telle que l'IBAMA, et les ONG d'obédience écologiste se sont accordées, pour attribuer à la population locale et à ses pratiques d'usage des ressources naturelles une responsabilité forte dans la dégradation environnementale. De "l'affinité avec l'agriculture" on passe à "l'affinité avec le milieu naturel" de la part des techniciens, chercheurs en sciences naturelles et biologiques, voir même en sciences sociales, engagés dans le mouvement environnemental (Ibid : 256).

Par delà les stéréotypes et les idées toutes faites, qui ont souvent peu à voir avec la réalité, il convient cependant d'aller examiner de plus près comment se compose, s'organise et travaille la société paysanne locale. On va voir qu'elle ne se laisse pas appréhender à partir d'un modèle descriptif unique. À l'analyse, elle se révèle au contraire diversifiée et composite : fruit d'une histoire complexe beaucoup plus que simple héritière d'une culture figée dans une « tradition ».

Cette description générale du milieu paysan du municipe et des différences qui le traversent, va me permettre de préciser la place plus particulière qu'occupe la vallée de Guaraqueçaba et le hameau de Batuva parmi cette diversité de situations sociales et économiques. Cela fournira des éléments pour identifier ce qu'a à la fois de général et de singulier mon terrain d'étude, pour définir plus clairement ce dont il est illustratif et expliciter les conditions de généralisation des observations que j'y ferai.

## **1. LA POPULATION DES COMMUNAUTÉS AGRICOLES DE GUARAQUEÇABA : CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES**

Rappelons brièvement les caractéristiques démographiques générales de la population de Guaraqueçaba présentées précédemment :

- Un afflux de population pendant les premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle qui a accompagné le « boom de la banane », puis le municipe a connu un déclin démographique au cours de la seconde guerre mondiale, ensuite une stagnation sur plusieurs décennies, et une reprise récente depuis le début des années quatre-vingt-dix : on retrouve en 2000 les effectifs de 1920.

- Un mouvement d'urbanisation moins intense que dans les autres municipes du littoral : en 2000, 69% de la population du municipe était encore classée comme « rurale » : regroupant les communautés de terre ferme et celles des îles.

L'instrument principal de description et d'analyse de la société rurale contemporaine repose sur une enquête menée par le Doctorat MADE en 2000 dans l'ensemble des communautés rurales du municipe<sup>34</sup>. Cette enquête a été réalisée dans le cadre du programme général de recherche sur Guaraqueçaba présenté dans l'introduction et elle s'est efforcée d'être aussi exhaustive que possible. Tous les domiciles ont été visités, seuls n'ont pas été intégrés à l'enquête ceux dont les occupants étaient absents ainsi que les quelques cas de refus rencontrés. Il ne s'agit donc pas d'une enquête par échantillon, mais d'un recensement que l'on peut considérer comme presque complet.

L'enquête a dénombré 13 communautés rurales ayant une existence reconnue de notoriété publique<sup>35</sup>. L'une d'elle, Rio Guaraqueçaba, qui après l'enquête s'est révélée ne compter que 2 domiciles, a été ensuite retirée de l'étude. La recherche, conduite par domiciles à englobé l'ensemble des habitants des communautés recensées quelle que soit leur activité, qu'ils soient agriculteurs ou non.

Les habitants des *fazendas* ont aussi été inclus, lorsqu'ils développaient une agriculture à leur propre compte, mais les données agropastorales et foncières de celles-ci ne seront pas analysées ici<sup>36</sup>. En effet, elles ont fait l'objet d'autres recherches spécifiques réalisées dans le cadre du programme collectif et une recherche individuelle (TOMMASINO, 2002 ; RODRIGUES, 2002 ; RODRIGUES, SILVA, TOMMASINO, 2000)<sup>37</sup>. La place qu'elles continuent à occuper proportionnellement en terme de surface occupée est un élément

---

<sup>34</sup> Rappelons que le Programme de recherche interdisciplinaire mené sur le littoral nord comprenait un certain nombre d'opérations collectives de recherche. Cette enquête était l'une d'elles. Ses résultats ont été mis à profit par les différents doctorants participant au Programme. C'est à ce titre que je les utilise moi-même. Ils ont été collationnés dans un document spécifique : *Relatório parcial do Programa de Pesquisa Interdisciplinar no Litoral do Paraná - Guaraqueçaba. Projeto Preservação da Natureza e Desenvolvimento Sustentável*. Documento: Resultados da pesquisa realizada em comunidades rurais de Guaraqueçaba em 2000. Curitiba, MADE, 2003.

<sup>35</sup> Elles ont été délimitées à partir de discussions réalisées avec les habitants eux-mêmes lors d'entretiens antérieurs à l'enquête et se retrouvent également dans des études précédentes (BOTELHO, 1993).

<sup>36</sup> Elles se caractérisent par leur type de gestion (indirecte) ainsi que par leur superficie : supérieure à 350 ha.

<sup>37</sup> Selon les données disponibles de 1995, on compte 22 entreprises agropastorales ou fazendeiros, représentant 10% des établissements agricoles du municipe et concentrant 85% du territoire (RODRIGUES et AL, 2000 : 32-37), occupant des surfaces allant de 350 ha à plus de 15000 ha. Ces données se rapprochent de celles apportées par MIGUEL, 13% des exploitations sur 80% du territoire (Cf. Chapitre 2 et figure 19). On rencontre des difficultés pour accéder à ces informations du fait de la complexité foncière et des imprécisions dans les recensements officiels qui en résultent.



important pour comprendre la situation actuelle des petits paysans, toujours victimes des spoliations qui ont eu lieu dans le passé, dont la régularisation foncière n'a été que très limitée. La petite paysannerie ne bénéficie donc encore aujourd'hui que d'un espace réduit, aux alentours de 15% du territoire du municípe.

L'enquête a ainsi recensé 727 domiciles, comptabilisant 755 familles et 433 exploitations rurales agropastorales, totalisant 2825 personnes résidentes des 12 communautés étudiées. Ce sont les résultats de cette enquête qui vont être utilisés pour caractériser la population rurale de Guaraqueçaba.

### *a) Les données démographiques*

Un des premiers résultats de l'enquête a été de montrer les fortes connexions que les ménages étudiés entretiennent avec l'extérieur. Alors que, nous venons de le voir, la population résidente compte 2825 personnes, on en dénombre également 1681 qui sont déclarés comme étant des membres non résidents. Ils résident à l'extérieur à plein temps, ou pour des périodes plus ou moins longues, tout en continuant à être considérés comme faisant partie du groupe domestique. Je verrai, lors des études de terrain plus approfondies, dans quelle mesure et sous quelle forme ils contribuent à la résolution des problèmes de ceux qui sont demeurés au domicile. C'est plus de 56% des familles enquêtées qui possèdent des membres de familles non résidents, ceux-ci se répartissent ainsi:

- 89% d'entre eux sont les enfants des familles résidentes,
- Ce sont des femmes à hauteur de 54%,
- Ces non résidents sont majoritairement mariés ou vivant en couple pour 71% d'entre eux (chiffre qui passe à 86,7% si l'on considère seulement les 20 ans et plus),
- Ils ont entre 15 et 44 ans pour plus de 66% (36% entre 15-29 ans et 30% entre 30-44), ainsi, les non résidents sont surtout des personnes jeunes.

Lieu de résidence	Pourcentage
Guaraqueçaba	41%
Municípe du littoral	35%
Autre municípe du Paraná	15%
État de São Paulo ou Santa Catarina	8%
Autre État	1%

**Tableau n°6** : Lieu de résidence des membres de famille non résidents (FRANCISCO, 2001).

On constate qu'une grande partie des non résidents habitent à Guaraqueçaba (41%). Plus d'un tiers des non résidents habitent dans l'un des municipes du littoral du Paraná (Paranaguá et Antonina surtout, mais aussi Morretes, et Matinhos). Cette proximité des non résidents de leurs parents, 76% vivant entre Guaraqueçaba et les municipes voisins du littoral du Paraná, permet ainsi de développer des formes d'entraide les plus diverses que je détaillerai pour l'étude de cas particulière.

Cette ouverture sur un espace d'activité et de ressources qui dépasse largement la communauté locale constitue une dimension importante des stratégies de reproduction matérielle et sociale des familles de petits agriculteurs. C'est pourquoi, si je vais privilégier ici les données concernant la population résidente, je tiendrai compte également, lorsque cela sera pertinent, de celles qui concernent les membres extérieurs des ménages.

**(1) La distribution par sexe et par âge**

Groupes d'âge	MASCULIN	FENININ
0 - 9	266	258
10 - 14	211	180
15 - 28	396	291
29 - 47	285	273
48 - 57	123	103
58 - 64 ans	75	45
Plus de 65	113	93
Non déclaré	51	39
Total <sup>38</sup>	1520	1282

**Tableau n°7** : Distribution de la population rurale résidente du municipe de Guaraqueçaba, par groupe d'âge, selon le sexe, en 2000 (UFPR-MADE, 2003).

On constate un rapport de masculinité en faveur des hommes (53.8% d'hommes – 45.4% de femmes). Ce déséquilibre est compensé si l'on prend en compte les membres non résidents où à l'inverse, les femmes représentent 54% des membres de famille non résidents, comme je viens de le voir. Ce déficit de femmes s'explique donc en grande partie par leur migration, les mariages plus fréquents en dehors des communautés rurales enquêtées. A ce sujet de nombreux auteurs brésiliens s'accordent à définir ce phénomène significatif au monde rural brésilien comme une masculinisation de la population rurale caractéristique du processus d'exode rural, "*de l'évasion rurale brésilienne croissante*", et principalement des femmes, depuis les années soixante et plus intensément dans les années soixante-dix, quatre-

<sup>38</sup> 23 personnes n'ont pas été incluses car leur sexe n'était pas spécifié dans le questionnaire, soit 0,8%.

vingt. En contrepartie, on observe pour la même période une féminisation du milieu urbain (ABRAMOVAY, CAMARANO, PINTO, 1997 : 3).

D'autre part, si l'on considère plus particulièrement les tranches d'âge de la population rurale résidente du municipe, on constate le nombre important de jeunes (les moins de 15 ans représentant 32,5%), qui se définit majoritairement par une population inactive en âge d'être scolarisé, n'ayant pas l'âge pour composer une force de travail familiale et qui est donc dépendante. De même, les classes plus âgées sont fortement représentées, environ 11% de la population a 60 ans ou plus. Ce constat témoigne là encore d'une tendance caractéristique du milieu rural brésilien du vieillissement de la population rurale (CAMARANO, ABRAMOVAY, 1999 : 2). Au-delà de l'exode rural, le vieillissement de la population rurale brésilienne s'explique par la chute de la fécondité notable dans toutes les régions du pays (ABRAMOVAY, et Al, 1997 : 8).

Nous observons une situation, où la proportion d'inactifs – les générations les plus jeunes et les plus âgés – est élevée par rapport aux actifs : approximativement 1554 actifs pour 1181 inactifs (90 non déclarés). Ce rapport entre la population active et inactive s'explique, là encore, par la proportion des non résidents actifs – entre 15 et 59 ans – représentant plus de 76% du total des non résidents (très certainement plus, considérant que le nombre de non résidents dont l'âge n'est pas connu atteint 19%, et que les non résidents de moins de 15 ans et 60 ans et plus déclarés représentent 5%).

Les études sur les processus migratoires au Brésil, soulignent le rajeunissement du flux migratoire rural-urbain, la tranche d'âge réalisant le plus fort taux de migration dans les années quatre-vingt dix étant celle des 20-24 ans pour les hommes et 15-19 ans pour les femmes, alors que dans les années cinquante, c'était les 30-39 ans, (CAMARANO, ABRAMOVAY, 1999 : 5). Le phénomène de migration des jeunes constitutifs du contingent des actifs conditionne ainsi le déséquilibre relatif entre actifs et inactifs. La prédominance de la migration féminine tient à plusieurs facteurs : les possibilités de travail en ville pour les jeunes filles issues du milieu rural ont été multipliées et particulièrement dans les services en entreprises et aux particuliers (historiquement essentiellement des travaux domestiques mais aussi de plus en plus du secrétariat, de la vente); la valorisation familiale de la mobilité des jeunes filles pour leur indépendance économique, et ainsi l'ouverture de la famille vers l'extérieur; enfin la valorisation de la scolarité surtout pour les jeunes filles qui proportionnellement étudient plus longtemps que les garçons (58% des filles ont fréquenté l'école durant plus de 4 ans, 45% pour les garçons, j'y reviendrai plus en avant).

Je montrerai dans l'étude de cas la place importante des retraités et des non résidents dans la vie quotidienne, l'économie locale, la résolution des problèmes quotidiens, dont les formes d'entraide et de soutien – au travers notamment des pensions et retraites pour les premiers – viennent contribuer à l'amélioration somme toute relative des conditions de vie des familles résidentes.

## (2) *Composition et structure des ménages*

L'effectif moyen par domicile est de 3,88 personnes. Comme le montre le tableau ci-dessous, c'est la famille nucléaire – un couple et ses enfants – qui constitue la structure de base du ménage (Tableau 8). Il est très rare que s'y adjoigne soit un individu ou un couple de la génération précédente, soit un enfant marié accompagné de son conjoint. Les informations fournies par d'autres recherches menées au sein de l'équipe<sup>39</sup> ainsi que mes propres données de terrain montrent que les rapports de parenté élargis continuent à jouer un rôle important dans l'organisation de la production ainsi que dans la résolution des problèmes quotidiens (voir Chapitre 5-6). La résidence, en revanche, s'organise sur des bases beaucoup plus restreintes.

Relation avec le chef du domicile	N°	%
Chef	739	26,16
Conjoint	587	20,78
Fils – fille	1246	44,11
Belle-fille et gendre	10	0,35
Mères, pères, beau-père et belle-mère	17	0,60
Employés et agrégés	32	1,13
Autres	142	5,03
Non déclaré	52	1,84
Total	2825	100,00

**Tableau n°8 :** Population résidente selon la relation avec le chef du domicile à Guaraqueçaba, distribution absolue et en pourcentage, 2000 (UFPR-MADE, 2003).

On trouve une part non négligeable de familles qui partagent l'aire de leur domicile avec d'autres personnes, dont la maison jouxte la leur, ce sont des employés ou des *agregados*. Ces derniers sont, comme je l'ai déjà expliqué précédemment (Chapitre 2), des familles ou des individus qui sont rattachés à une famille qui leur permet de vivre sur ses terres et de les exploiter en contrepartie de services rendus dont notamment la participation aux activités agricoles. Historiquement ces familles *agregadas* ont été beaucoup plus

<sup>39</sup> Ces informations proviennent des mémoires et thèses issues du programme de recherche, spécialement de FRANCISCO, Edna Cristina (2003); SAMPAIO, Claudia P.(2004) et SANTOS, Eduardo Britto (2004).

nombreuses et elles bénéficiaient du territoire de la famille qui la prenait sous sa tutelle. A la suite des conflits fonciers qui ont eu lieu au cours des précédentes décennies, la catégorie des *agregados* a diminué considérablement. Certaines familles élèvent également des petits enfants, des neveux ou nièces le plus souvent dans des cas de difficultés financières ou de santé des parents, d'emplois éloignés, contraignants, ou de parents séparés, en instance de divorce (que l'on retrouve dans la catégorie autres).

Etat Civil	Population résidente	Population non résidente
Célibataire	10,4	0
Marié ou vivant maritalement	<b>73,3</b>	<b>86,7</b>
Veuf	5	1,4
Séparé	0,6	3
Non déclaré	10,7	8,9
Total	100,00	100,00

**Tableau n°9** : Etat civil de la population résidente et non résidente de plus de 20 ans, distribution en pourcentage, 2000 (MADE-UFPR, 2003; IBGE, 2000).

La population non résidente âgée de plus de 20 ans est caractérisée unanimement par une population mariée ou vivant maritalement, cela corrobore l'idée selon laquelle le départ du domicile est réalisé au moment de l'union mais également même si les jeunes partent pour des raisons professionnelles, ils sont tous mariés à partir de 20 ans (aucune personne non résidente de plus de 20 ans étant déclarée célibataire).

Nous avons délibérément réunis les catégories mariées et vivant maritalement, le concubinage étant souvent déclaré par les personnes concernées comme le mariage, étant donné l'idée commune que se marier c'est vivre ensemble. L'union entre deux personnes se caractérise symboliquement par le partage du même toit et s'exprime dans les mêmes termes que le mariage: "*casado*", marié.

### (3) *La mobilité de la population*

On a vu plus haut que des effectifs importants de population vivaient en dehors des communautés rurales, mais étaient considérés par les ménages comme leur demeurant rattachés. Ce fait constitue un indice d'ouverture et de mobilité. Il est confirmé par les données concernant le lieu de naissance de la population résidente et la date d'arrivée des familles dans la communauté de résidence.

Lieu	N°	%
Même communauté	977	34,58
Autre communauté	823	29,13
Municipe du littoral	404	14,30
Etat du Paraná	353	12,50
São Paulo ou Santa Catarina	135	4,78
Autre Etat	67	2,37
Autres	1	0,04
Non déclaré	65	2,30
Total	2825	100,00

**Tableau n° 10** : Lieu de naissance de la population résidente à Guaraqueçaba, distribution absolue et en pourcentage, 2000 (MADE-UFPR, 2003).

Plus de 63,7% de la population résidente est née dans la communauté de résidence ou dans une autre communauté du municpe de Guaraqueçaba, et 14,3% dans un municpe du littoral de Paraná. Cela porte à 78% la population née sur le municpe ou aux alentours (Tableau 10). Le municpe se compose donc essentiellement d'une population autochtone pour la génération présente. En même temps ce constat montre une certaine mobilité interne au sein du municpe et des municpes du littoral.

Les personnes non résidentes, quant à elles, sont nées pour plus de 36% d'entre elles dans la communauté où réside la famille, ou dans une autre communauté du municpe. Cependant, nombreux sont ceux qui sont nés dans un autre municpe du littoral, presque 30% ; et dans l'Etat du Paraná presque 19% (Rapport MADE 2003).

Même si la majorité de la population trouve son origine dans un faible rayon autour de la communauté, une proportion significative vient de l'extérieur, comme en témoigne le tableau suivant:

Date d'arrivée	N°	%
Avant 1970	66	8,74
1971 - 1985	82	10,86
Après 1986	193	25,56
A toujours habité dans la même communauté	414	<b>54,84</b>
Total	755	100,00

**Tableau n°11** : Date d'arrivée de la famille dans la communauté rurale où elle réside en 2000 -Guaraqueçaba, distribution absolue et en pourcentage (MADE-UFPR, 2003).

Ce sont presque 55% des familles qui ont toujours habité dans la communauté de résidence actuelle. On note cependant que plus de 36% des familles sont arrivées après 1971.

La construction et l'amélioration des voies de communication terrestre puis la création de l'aire protégée ont été des facteurs considérables dans la mobilité des familles internes au municipale et dans l'installation de nouvelles familles venues de l'extérieur.

### *b) Les caractéristiques socio-économiques*

La scolarité est obligatoire au Brésil pour les enfants entre 7 et 14 ans, sur huit niveaux d'enseignement obligatoires, correspondant aux années allant du Cours Préparatoire (CP) à la quatrième, appelés au Brésil Enseignement Fondamental, ou premier degré, de la première à la huitième section. L'enseignement fondamental se subdivise en deux phases, première-quatrième sections et cinquième-huitième sections.

L'Enseignement Moyen correspond à la troisième jusqu'à la terminale, appelé aussi second degré. Au Brésil, les élèves restent en moyenne 5 ans à l'école, soit un temps inférieur à celui obligatoire, puis ils échappent au circuit scolaire et mettent en moyenne un total de onze ans pour faire les huit sections. Le fort taux de redoublement se conjugue avec les pressions socioéconomiques qui obligent à un travail précoce pour expliquer le fort taux d'abandon de la scolarité (Instituto Nacional de Estudos e Pesquisas Educacional Anísio Teixeira, 2006).

Il n'existe pas dans les communautés rurales de Guaraqueçaba d'école maternelle pour les 4-6 ans. Chacune des communautés possède une école qui forme les enfants à la première phase du 1° degré (1° à 4° section), puis il faut que les enfants se rendent soit au bourg soit à l'école de Tagaçaba pour poursuivre leur scolarité.

Au niveau national, en 2000, 48,6% de la population de 25 ans et plus possédait le premier degré incomplet (1°-8° section), ce taux est de 40,4% pour la population rurale de Guaraqueçaba de 25 ans et plus<sup>40</sup>. Le premier degré complet est atteint par 13% de la population brésilienne de 25 ans et plus, et par seulement 3,9% de la population rurale de Guaraqueçaba. Les chiffres sont encore plus éloquentes lorsque le niveau scolaire s'élève, 16,4% de la population de 25 ans au Brésil ont atteint l'enseignement moyen (2° degré), alors que la 5% de la population rurale de Guaraqueçaba y parvient. Le niveau supérieur n'est atteint que par moins de 1% de la population rurale du municipale, et il est de 7% au niveau national. Le niveau scolaire de la population rurale de Guaraqueçaba est largement en deçà de

---

<sup>40</sup> Il a été cependant difficile de comparer les données du milieu rural de Guaraqueçaba aux données nationales, ces données ne considérant que les formations complétées, ou avec un découpage des sections ne correspondant pas aux 2 phases distinctes de l'enseignement fondamental : 1° à 3° et 4° à 7° (IBGE, 2000), alors que l'enquête a découpé par phase 1° à 4° et 5° à 8° section. C'est pourquoi nous avons présenté tout d'abord le 1° degré incomplet dans son ensemble.

la moyenne nationale, hormis en ce qui concerne le premier degré incomplet, c'est-à-dire du primaire à la quatrième, même s'il est inférieur à la moyenne nationale il ne l'est pas dans les mêmes proportions que les autres niveaux scolaires (de la troisième à la terminale et au niveau supérieur).

Afin de pouvoir comparer les données des communautés rurales de Guaraqueçaba, rajoutons encore qu'au niveau national, 97% des enfants de familles gagnant plus de 2 salaires minimum par personne fréquentent le 1<sup>o</sup> degré contre 75% des familles qui ont un revenu par personne inférieur aux précédentes. A Guaraqueçaba, c'est 84,1% des enfants en âge d'être scolarisé qui fréquentent effectivement l'école entre l'enseignement fondamental et l'enseignement moyen (entre 7 et 19 ans: 2048 enfants scolarisés 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> degré sur un total de 2434 enfants de cette tranche d'âge, IBGE, 2000). Le taux de personnes ayant suivi un programme d'alphabétisation pour adultes dans le milieu rural de Guaraqueçaba est largement supérieur au taux national: 4,1% pour Guaraqueçaba contre 0,2% au niveau national.

Le taux d'analphabétisme au niveau national en 2000 était de 13,3% de la population de 15 ans et plus, ce pourcentage est de 9,7% en milieu urbain et de 29% en milieu rural (les taux du Nordeste atteignant 41% et plus et ceux des régions Sud, aux alentours de 12,4%, 16,4% dans le rural du Paraná), dans les communautés rurales de Guaraqueçaba le taux est de 17,5% soit nettement supérieur au taux national global et supérieur à celui du milieu rural du Paraná (IBGE, 2000; MADE-UFPR, 2003). Si l'on considère uniquement les chefs de famille de la population rurale de Guaraqueçaba, le taux d'analphabétisme atteint 23,4%, la proportion de jeunes de 15-25 ans faisant nettement diminué le taux général, 4,3% de cette tranche d'âge étant analphabète.

C'est donc une population adulte peu scolarisée qui compose les communautés rurales du municiple. Cet indicateur est le reflet du niveau scolaire peu élevé du milieu rural, agricole en général.

L'agriculture et les activités qui lui sont liées demeurent la source de revenus majeure pour la population des communautés rurales de Guaraqueçaba. Puisque plus de 38% des individus âgés de 15 ans et plus non scolarisés (limite d'âge considérant la population d'âge post-scolaire élaborée par l'enquête du Doctorat MADE-UFPR, 2003) ont pour activité principale l'agriculture ou le travail agricole (39% si l'on considère uniquement les chefs de famille). Je n'ai pas d'informations au sujet du travail infantile sur Guaraqueçaba, d'après mes observations de terrains, les enfants aident leurs parents dans les activités agricoles en dehors



du temps scolaire à partir de 15 ans environs. Avant, l'aide est très occasionnelle pour le jardin de case, et le désherbage des plantations proches du domicile, comme les plantations de manioc et de haricots.

La deuxième catégorie importante de la population est celle des retraités ou des personnes recevant une pension (invalidité, retraite du conjoint décédé...) avec 22% de la population (ou 25,4% des chefs de famille). Les retraités avaient en majorité, à plus de 60%, l'agriculture comme activité principale avant leur retraite.

Le pourcentage des travailleurs salariés non agricoles et des fonctionnaires comptabilise plus de 14% de la population résidente. Les artisans, commerçants et autonomes représentent 6% de la population et les pêcheurs presque 4,5%. La proportion de chômeur est peu significative avec moins de 0,5% (enfin 5% déclarent d'autres activités sans précision).

Parmi les personnes qui n'ont pas pour activité principale l'agriculture, 15,07% d'entre elles déclarent l'agriculture comme activité secondaire.

En effet, on constate un nombre important de personnes qui sont soit fonctionnaires, soit artisans ou commerçants, soit employés et qui ont pour activité secondaire l'agriculture. Comme je l'aborderai plus loin c'est le reflet de la pluriactivité présente et développée dans le milieu rural. La proportion des femmes qui déclarent comme activité principale les travaux domestiques est de 42,2% et celles qui déclarent l'agriculture comme activité principale est de 15%. Par ailleurs, Les femmes au foyer ont souvent déclaré comme activité secondaire l'agriculture. Ainsi la proportion d'agriculteurs est plus élevée, atteignant presque 44% de la population (hors âge scolaire) lorsque l'on prend en compte les activités principales et secondaires liées à l'agriculture (MADE-UFPR, 2003). Ces données traduisent l'ampleur de l'agriculture dans les activités de la population ainsi que la pluriactivité de la population, 55% déclarant une activité secondaire, et en premier lieu des agriculteurs.

On constate que l'agriculture est dominante dans les communautés rurales mais qu'il y a une certaine diversification des sources de revenus. On verra plus loin que des différences importantes existent selon les communautés et que, dans certaines d'entre elles, des activités comme le commerce ou l'artisanat, prennent plus d'importance. L'un des critères de choix de Batuva est justement qu'il s'agit d'une des communautés les plus agricoles.

Au contraire de la population résidente qui est majoritairement une population d'agriculteur, la population non résidente se caractérise par une population à presque 24% d'artisans et autonomes ; presque 19% de retraités ou touchant une pension ; et moins de 11%

d'agriculteurs. La catégorie qui reste élevée dans les deux groupes résidents et non résidents est celle des retraités.

Un autre élément d'information important pour analyser la réalité sociale rurale est la religion. En effet, la religion est très présente dans la vie quotidienne au Brésil, en particulier depuis une trentaine d'années avec le développement des religions évangéliques ou pentecôtistes (CORTEN, 1995). La multiplication et la croissance de ces religions, de leurs dogmes et des pratiques qu'elles préconisent ou interdisent ont été des facteurs importants dans les changements qui ont eu lieu au sein du monde rural et urbain brésilien. L'ampleur de leur développement a suscité des modifications dans les pratiques notamment dans le domaine agricole, avec la quasi disparition de certaines d'entre elles comme les activités collectives qui se terminaient par des fêtes : le *mutirão*, dont j'ai déjà parlé précédemment, en est l'exemple le plus significatif. La religion catholique reste cependant la religion la plus pratiquée au Brésil à hauteur de 73,6% de la population, et les religions évangéliques après avoir triplé entre 1950 et 1970, ont ensuite doublé entre 1980 et 2000, pour atteindre plus de 15% de la population (CORTEN, 1995 : 76; IBGE, 2006). Pourtant ces proportions sont relativement moindres dans le milieu rural, et beaucoup plus marquées en milieu urbain, puisqu'au niveau de la société rurale brésilienne, le taux de catholique passe à 83% et celui d'évangélistes à moins de 11%.

Les religions les plus pratiquées dans les communautés rurales de Guaraqueçaba sont par ordre décroissant : la religion Catholique avec 32,58%, et l'Assemblée de Dieu avec 23,71% (appartenant aux Églises Évangélistes). La grande majorité de la population fait partie d'une Église évangéliste ou pentecôtiste, avec plus de 54% de la population (la première est Assemblée de Dieu, comme je viens de le montrer, puis Baptiste, Congrégation Chrétienne du Brésil, Pentecôtiste Dieu est Amour, Presbytérienne, et Adventiste). La proportion d'athées est infime avec moins de 0,26%, enfin 9,93% déclarent d'autres religions et 3,05% ne se sont pas prononcés. Ainsi, la population rurale de Guaraqueçaba se distingue de la société rurale brésilienne dans son ensemble avec un taux d'évangélistes et de pentecôtistes cinq fois plus élevé que la moyenne rurale brésilienne, et celui de catholique 2,5 fois moins important. Les modifications sociales engendrées par l'ascension de ces religions étaient déjà perceptibles au début des années soixante-dix, comme l'observait déjà en 1970 les ALVAR, un couple d'ethnographes, à Guaraqueçaba "*les religions en ont fini avec certaines pratiques et fêtes et de la même manière un type de travail organisé...*" et qu'ils voyaient comme des changements irréversibles et la disparition d'une culture (ALVAR et ALVAR,

1979 : 105-106). Retenons ici l'importance et l'ampleur de ces religions localement qui déterminent en partie certaines formes de relations sociales et certaines pratiques, comme je l'observerai sur le hameau de Batuva plus en détails.

En l'absence de données fiables sur les revenus, l'observation des conditions de vie matérielle d'une population fournit un bon indicateur de son niveau économique et un instrument de mesure des disparités qui la partagent. Cette méthodologie a déjà été utilisée en milieu urbain par les équipes de recherche du Doctorat MADE et a donné de bons résultats pour l'étude des relations entre disparités socio-économiques et disparités de santé (GERHARDT, 2000 : 50-52 ; NAZARENO, 1999). Elle a été également appliquée lors de l'enquête menée dans les communautés rurales de Guaraqueçaba. Après des enquêtes qualitatives destinées à identifier un certain nombre d'objets, d'éléments de confort et d'équipements qui pouvaient être considérés comme révélateurs du niveau de vie d'un ménage, ceux-ci ont été systématiquement relevés lors de l'enquête domiciliaire. 727 domiciles ont été ainsi décrits. Il y a été noté les éléments suivants :

- La présence ou l'absence d'un plafond intérieur : élément de confort minimum dans une zone où les températures hivernales peuvent être basses.
- le type de sol (terre battue, planches, carrelage/parquet),
- le nombre de chambre à coucher,
- l'existence d'une salle de bain (toilettes et douche) dans le domicile,
- l'accès à l'eau courante et à l'électricité,
- La possession d'équipements électroménagers et de moyens de transport (vélo, moto, automobiles).

Tous ces critères ont permis de décrire le cadre de vie quotidien des familles et ils sont entrés dans la composition d'un indicateur global de niveau de vie.

Les résultats de l'enquête sont fournis en détail dans le rapport 2003 (MADE-UFPR, 2003). Je me contenterai ici d'en extraire quelques données significatives.

Ainsi, la majorité des domiciles ruraux de Guaraqueçaba (66,71%) est de construction sommaire et ne possède pas de plafond. Si le sol en terre battue est relativement peu fréquent (1,1%), il est le plus souvent constitué de planches de bois brut (65%). On rencontre du carrelage ou du parquet – élément de confort et d'agrément du cadre de vie – que dans 23,38%. La grande majorité des domiciles ont plusieurs chambres (43% en ont deux, 25% en ont trois et 22% en ont une). Mais cette observation, pour être significative, doit être mise en

relation avec le nombre d'occupants. Souvent, ces chambres se réduisent à des cellules séparées par des cloisons de bois qui assurent un minimum d'intimité.

Près de la moitié des domiciles n'ont pas de sanitaires dans la maison. Une écrasante majorité de domiciles bénéficie d'une adduction d'eau (89%), même si, dans bien des cas, celle-ci a été bricolée par les occupants grâce à une conduite amenant l'eau d'une source située dans la montagne, ou venant d'un réservoir communautaire. L'électricité, en revanche est fournie par le réseau public. Une grande majorité de domiciles sont desservis (83,5%), mais cela signifie malgré tout qu'une minorité non négligeable (près de 17%) en est dépourvue.

En ce qui concerne l'existence d'électroménagers dans les domiciles, le réfrigérateur est le bien le plus présent, à presque 60%, puis viennent le poste radio (sans distinction radio, cassette, et lecteur CD) à 47,7%, la télévision à 47,2%. La machine à laver est un équipement relativement peu fréquent puisque seulement 27,5% des domiciles en disposent. Quand on sait le travail que demande le lavage du linge à une femme au foyer, on comprend mieux la réponse en ce qui concerne l'occupation principale des femmes, à savoir les travaux domestiques. Car, lorsqu'elles n'ont pas une machine à laver, les femmes passent des heures au lavoir (évier-lavoir), ou à la rivière. Enfin, le congélateur est encore plus rare avec 17,6%.

Ces chiffres sont à comparer avec ceux qui concernent l'ensemble de la population brésilienne. Dans le recensement de l'IBGE de 2000, 83% des domiciles avaient un réfrigérateur, 90% un poste de radio, et 88% une télévision. Le niveau d'équipement de la population rurale de Guaraqueçaba est donc bien en deçà de la moyenne nationale. Pour ce qui est de la machine à laver ce sont 32,7% des domiciles qui en possèdent au niveau national. La possession d'une machine à laver au sein des domiciles est ainsi à Guaraqueçaba comme au niveau national un indice significatif. En effet, ces chiffres relativement similaires entre la moyenne nationale et celle du municépe de Guaraqueçaba sont révélateurs de l'ampleur du travail ménager des femmes, et également de l'emploi de femmes de ménage considérable en milieu urbain pour la réalisation de cette tâche. Soulignons encore le fait que le plus souvent les machines à laver utilisées dans le milieu rural de Guaraqueçaba sont des machines qui lavent le linge mais qui ne le rince pas ni ne l'essore, ainsi même lorsque les domiciles possèdent une machine, le travail est certes relativement facilité mais il n'est pas complet, puisque les femmes doivent rincer et essorer le linge à la main.

En tant qu'innovation technique ayant considérablement bouleversé les conditions d'existence humaine, la machine à laver est à l'origine de ce qui est commun d'appeler la libération féminine (avec la pilule bien sûr), libérant les femmes d'un certain nombre de

contraintes quotidiennes, réduisant le temps de travail quotidien et les efforts intrinsèques de ce travail. Pourtant le constat de la faible démocratisation ou banalisation de la machine à laver au Brésil montre combien les mutations des conditions d'existence des femmes ont peu opéré à l'échelle de la nation dans son ensemble où paradoxalement elles ont été substituée-compensée par des emplois domestiques qui auraient soit perduré voire auraient été multipliés (mais je n'ai pas les données). De plus je ne pense pas que l'on peut simplement mettre en relation l'ampleur des emplois domestiques avec la faible proportion de machine à laver, considérant que j'imagine (mais c'est à vérifier) que la plupart des domiciles qui n'ont pas de machine à laver n'ont pas d'employée domestique, et le contraire serait à vérifier dans les grandes agglomérations surtout. Enfin, il est important de noter la présence des lavandières "*no interior*", dans les zones urbaines de l'intérieur, mais que l'on ne retrouve pas en zone rurale et notamment pas dans le milieu rural de Guaraqueçaba. Ces données qui apparaissent au premier abord périphérique se révèlent fondamentales dans la compréhension de l'organisation sociale, de la division des activités, des questions de genre au Brésil. La libération de la femme des contraintes domestiques (qui est largement relative aussi dans les pays dit industrialisés du Nord) apparaît comme étant un point névralgique au Brésil, et cela est encore plus marqué au Nord et au Nordeste. La condition féminine à Guaraqueçaba n'échappe pas à cette tendance nationale et il m'apparaissait important de le souligner car les travaux domestiques exclusivement féminins sur le hameau étudié rythment les activités quotidiennes et la répartition de celles-ci en fonction du genre et déterminent le temps de travail octroyé pour chacune des activités, de même que l'implication des femmes dans les autres activités telles que les activités agricoles.

On notera, en revanche que le niveau d'équipement en congélateur avoisine la moyenne nationale (19% en 2000), fait qui est peut être à mettre en relation avec les difficultés d'accès aux sources d'approvisionnement en vivres frais (IBGE, 2000).

L'accès aux moyens de transports se révèle également un critère fortement discriminant. La bicyclette demeure le moyen de locomotion le plus fréquent (49%), alors que l'automobile et la motocyclettes sont encore l'apanage d'une minorité (respectivement 8,5% et 2,3%). Le cheval et la charrette sont encore présents dans près de 8% des domiciles. Il convient de souligner que 32,5 % des foyers ne disposent d'aucun moyen de transport personnel.

A partir des données ainsi recueillies, a été établie une stratification en quatre classes de A à D: niveau bas (A), moyen-bas (B), moyen (C), moyen-haut (D). Un tel outil est bien sûr grossier. Il sera surtout utile pour évaluer les différences de niveau de vie qui peuvent

exister entre les communautés rurales. Il fournit néanmoins une certaine image des disparités de conditions de vie matérielle qui existent parmi la population étudiée.

Le niveau de vie est un indicateur qui se caractérise par l'accès à certains biens des domiciles. La valorisation de ces biens a été établie par les agriculteurs lors du pré-test de l'enquête du doctorat MADE. Ainsi, il a été attribué des scores différents pour chaque élément qui compose cet indicateur (FRANCISCO, 2003:45; SAMPAIO, 2004 : 39-41) :

a) l'accès à l'électricité : 1 point; l'existence d'un plafond : 3 points; la présence d'une salle de bain complète interne : 3 points;

b) l'existence d'électroménagers : télévision (0,5 point), réfrigérateur (1,5 points), congélateur (3 points), machine à laver le linge (2 points), poste de radio (1,5 points);

c) les moyens de transports : bicyclette (0,5 point), cheval (1 point), motocyclette (1 point), voiture (2 points).

Ainsi la stratification des niveaux de vie selon les scores est la suivante : le niveau bas (A) comptabilise de 0 à 3 points, le niveau moyen-bas (B) comptabilise de 3,5 points à 8,5 points, le niveau moyen (C) de 9 à 12,5 points et le niveau moyen-haut (D) plus de 13 à 21 points.

À un niveau global, on peut faire l'analyse suivante : 28,3 % des ménages étudiés sont dans des conditions de vie que l'on peut qualifier de misérables (classe A), le plus souvent sans électricité ou avec peu d'équipement électroménager, pas de plafond, pas de moyen de transport, pas de salle de bain interne. Puis, on trouve respectivement dans les classes intermédiaires B et C, 26% et 25% des ménages étudiés, avec l'électricité et au moins deux électroménagers mais difficilement une machine à laver, un moyen de transport non motorisé ou pour la catégorie C éventuellement une motocyclette et/ou une salle de bain interne. Enfin, 20% des ménages seulement (classe D) disposent de conditions de vie qui, sans en faire une catégorie aisée par rapport aux standards de la réalité brésilienne, leur permet de disposer d'éléments appréciables de confort (électricité et plusieurs appareils électroménagers dont une machine à laver; une salle de bain interne, un plafond et rarement un moyen de transport motorisé).

Niveau	Distribution absolue	%
A	206	28,34
B	190	26,13
C	181	24,90
D	150	20,63
Total	727	100,00

**Tableau n°12** : Niveau de vie des ménages ruraux résidents de Guaraqueçaba, 2000 (MADE-UFPR, 2003).

### *c) Les agriculteurs et leurs activités productives*

Si l'on excepte les domaines fonciers d'une superficie supérieure à 350 hectares et soumis à un mode de faire valoir indirect, on dénombre 433 exploitations agricoles ou agropastorales dans les communautés rurales de Guaraqueçaba qui ont été enquêtées. On a vu (Chapitre 1) que la tendance générale au Paraná était à la disparition progressive des petites exploitations familiales. Un mouvement allant dans la même direction est très certainement à l'œuvre dans ce municiple. Il est cependant très difficile à documenter car les données fournies par le recensement agro-pastoral effectué périodiquement par l'IBGE sont difficilement interprétables : elles montrent une augmentation des effectifs de soixante pour cent entre 1970 et 1985 (de 496 à 813) puis une chute brutale en 1995 (212). Le déclin des incitations fiscales, le manque d'amélioration des voies d'accès (goudronnage de la route non réalisé) et l'application de la législation environnementale ont contribué à des modifications considérables dans les déclarations selon les intérêts du moment et donc à la diminution dans les déclarations du nombre d'exploitations auprès de l'IBGE. Pourtant, les chiffres de l'IBGE semblent peu probables quant aux chiffres effectifs d'exploitations agropastorales en 1995 et révèlent également un mode de calcul qui ne prend pas en compte les exploitations agricoles qui ne tirent pas de revenus de leurs activités agricoles (RODRIGUES, 2002 : 30-34; RODRIGUES et Al, 2000, MADE-UFPR, 2003 : 19).

BOTELHO dans son travail de relevé socioéconomique de Guaraqueçaba compte quant à lui en 1995, 605 établissements ruraux ce qui semblerait plus proche de la réalité et témoigne d'une diminution moins drastique qu'il n'en paraît (BOTELHO, 1993). Quoi qu'il en soit, même si le repli du nombre des petites exploitations est à l'œuvre à Guaraqueçaba comme ailleurs au Paraná et comme partout ailleurs au Brésil, il y est manifestement moins avancé et l'agriculture familiale y demeure une réalité vivante. C'est dans cette catégorie que rentrent les exploitations agricoles recensées par l'enquête de 2000 du doctorat MADE.

Compte tenu du poids que revêtent les problèmes touchant l'accès à la terre, la première question que l'on peut se poser à leur propos concerne leur statut foncier. La réalité n'est pas simple à appréhender dans le contexte local. La légalisation des terres n'est pas une pratique fréquente chez les petits agriculteurs. Toutefois, à Guaraqueçaba, on rencontre un type de statut foncier particulier qui est une conséquence de l'histoire de la région. Il est fréquent que des ménages unis par des liens de parenté demeurent en indivision sur les terres qu'ils ont héritées de leurs aïeux. Chacun en exploite une portion pour son propre compte, mais aucun partage n'est effectué sous une forme reconnue légalement. Ils disposent

collectivement d'un titre ou plus souvent d'un récépissé qui leur garanti la propriété indivise du domaine familial et qui leur fournit une garantie légale contre les éventuelles prétentions de tiers. Mais c'est sur la base d'un accord informel qu'ils définissent ce qui revient à chacun. Mes observations de terrain me permettront de décrire et d'analyser des exemples concrets de ce type d'organisation.

Condition du producteur	Total	%
Propriétaire individuel ou indivis	200	46,20
Locataire, fermage ou métayage : <i>Arrendatário + Parceiros</i>	10	2,30
Possession en droit d'usage : <i>Posseiro</i>	69	15,90
Reçu en cession d'usage temporaire : gardiens, employés disposant d'une parcelle pour planter	132	30,50
Non déclaré	22	5,10
Total	433	100,00

**Tableau n°13** : Statut foncier des exploitants, distribution absolue et en pourcentage, à Guaraqueçaba, en 2000 (MADE-UFPR, 2003).

Seulement 46% des exploitations disposent donc d'un titre de propriété reconnu – soit individuel soit collectif. Un peu plus de 50% n'ont qu'un rapport précaire à la terre qu'ils cultivent : en fermage ou métayage, en droit d'usage ou ayant droit du statut de *posseiro*, ou encore ayant reçu d'un employeur ou d'un propriétaire un lopin pour l'usage personnel. La grande majorité des exploitations rurales utilisent moins de 5 hectares de terres pour leurs activités agricoles, 67,7% (37,7% moins de 2 Ha et 30% de 2 à moins de 5 ha).

Venons-en à présent à l'usage et à l'occupation du sol dans les exploitations. Les informations quantitatives fournies par l'enquête concernant leur superficie totale et les surfaces consacrées respectivement à chaque culture et à chaque mode d'usage du sol (culture, jachère, forêt ...) sont d'une fiabilité douteuse et la proportion de non déclarations est très importante (65%). Il en est de même en ce qui concerne les données touchant la production. Ces lacunes sont l'expression des réticences des agriculteurs dans un contexte où leurs activités sont soumises aux restrictions sévères et aux contrôles étroits exercés par l'IBAMA et la police forestière. Les petits agriculteurs craignent de se voir sanctionnés si certaines de leurs activités, interdites par la réglementation en vigueur, venaient à être découvertes. C'est en particulier le cas en ce qui concerne les essarts qu'ils ouvrent au cœur de la forêt, dans des sites éloignés des voies carrossables, sur des terres qui leur appartiennent mais qu'ils ne sont plus autorisés à défricher compte tenu des restrictions imposées par les réglementations environnementales. On comprend donc leurs réticences à répondre aux



questions portant sur ces sujets sensibles. S'ajoute à cela le fait que, dans le contexte foncier local, les agriculteurs ne connaissent pas tous avec précision la superficie des terres qui leur appartiennent ou sur lesquelles ils exercent leur droit d'usage.

Les données présentées ci-dessous (Tableau n°14) concernent donc la fréquence d'occurrence de parcelles dévolue à chaque type d'activité parmi les exploitations enquêtées. Dans presque chacune d'elles (97%) on rencontre des champs cultivés. Plus de 70% ont des parcelles de forêt – qu'il s'agisse de forêts anciennes ou de recrues plus récentes. Une proportion non négligeable d'entre elles (39%) ont des terres agricoles qu'elles laissent actuellement en repos ou qu'elles ont cessé récemment de cultiver, on les appelle *pousio* et *capoeira*, ce qui signifie de la jachère récente aux recrues qui se situent dans un stade arboré allant jusqu'à environ 5 mètres de hauteur – ce qui traduit, dans certains cas, la poursuite de la pratique de la défriche-brûlis (que je rencontrerai et décrirai plus loin) mais parfois aussi la déprise due, notamment, aux contraintes imposées par la réglementation environnementale. A cela s'ajoute d'ailleurs près de 30% d'exploitants qui déclarent avoir des parcelles non cultivées ou incultes comme les zones de marais, de forêts ciliaires faisant l'objet de restrictions particulières. L'élevage est une activité moins fréquente, comme le traduit le fait que seulement un peu plus d'un tiers de ces petits exploitants déclarent avoir des parcelles utilisées comme pâturage. Le résultat aurait été très différent dans le cas des fazendas, dont une proportion significative se consacre à cette activité, principalement l'élevage de buffles : 13 fazendas en activités dont les aires de pâturages sont largement étendues sur près de 2700 Ha, et comptent plus de 1372 buffles, et 16 fazendas inactives du fait du déclin de l'activité, mais dont les aires de pâturage sont maintenues, plus de 2000 Ha (TOMMASINO, 2002 : 121-126 ; 170).

Type d'utilisation	Exploitations	%
Cultures permanentes et temporaires	423	97,24
Pâturages	153	35,17
Mata Nativa – "Forêt Primaire" ou considérée comme telle caractérisée par des repousses anciennes (plus de 15 ans) et dont la hauteur du couvert arboré est similaire à celle de la forêt primaire (autour de 15m, plus de 15 ans).	207	47,59
Reforestation : recrûs atteignant un stade arboré de plus de 6 m de haut (entre 10 et 15 ans)	105	24,14
Terres en recrû ( <i>pousio/capoeira</i> ) Jachères et recrues arboré atteignant jusqu'à 5 m de haut (5 à 10 ans).	171	39,31
Autres (Terres productives non utilisées et aires incultes)	126	28,97

**Tableau n°14** : Utilisation des terres dans les établissements ruraux, par groupes d'activités économiques, distribution absolue et en pourcentage, à Guaraqueçaba, en 2000 (MADE-UFPR, 2003).

Les productions agricoles les plus fréquemment rencontrées parmi les petites exploitations de Guaraqueçaba sont respectivement le manioc et la banane (plus de 70% des cas) ; le maïs et le haricot (plus de 34%) ; l'horticulture, la fruiticulture (ou cultures maraîchères) ; le palmier (plus de 33%), et enfin le riz (30% des établissements). Quant à l'élevage c'est celui de la volaille qui est le plus significatif, avec plus de 58% exploitations qui en possèdent (Tableau n°15). Celui du gros bétail est peu fréquent – cela confirme ce qu'indiquaient, ci-dessus, déjà les types d'usage de la terre.

Il convient de noter la proportion non négligeable d'exploitations qui déclarent pratiquer la culture du palmier, principalement la variété native (*Euterpe edulis*) mais aussi une variété allogène (*pupunha* : *Bactris gassipaes*).

Activités Agro-sylvo-pastorales	Exploitations	
	N°	%
<b>Agriculture</b>		
Manioc	306	70,34
Banane	305	70,11
Maïs	149	34,25
Haricot	148	34,02
Riz	131	30,11
Café	110	25,29
Igname	60	13,79
Canne à sucre	57	13,10
Gingembre	25	5,75
Autres cultures	39	8,97
<b>Horti - fruiticulture</b>	146	33,56
<b>Sylviculture</b>		
Palmier (variété native)	146	33,56
Palmier (variété allogène)	33	7,59
<b>Elevage</b>		
Volaille	253	58,16
Vaches laitières	78	17,93
Porcin	50	11,49
Bovin (à viande)	48	11,03
Buffles	14	3,22
Autres élevages	47	10,80

**Tableau n°15** : Activités agro-sylvo-pastorales des établissements ruraux à Guaraqueçaba, en 2000. Distribution absolue et en pourcentage (MADE-UFPR, 2003).

L'importance de la production vivrière est significative en comparaison avec les cultures destinées à la commercialisation : près de 58% des établissements ruraux produisent à des fins exclusivement d'autosubsistance. Alors que certains auteurs défendent l'idée selon laquelle l'agriculture à Guaraqueçaba n'est pas viable ou durable (RODRIGUES, 2002; TOMMASINO, 2002), ils ne prennent pas en compte la part significative de l'agriculture de

subsistance et dont on voit ici l'importance et qui contribue à la viabilité des exploitation, surtout dans un contexte de pluriactivité. Dans les cultures destinées à la vente, celle qui est la plus commercialisée est la banane – seule ou avec d'autres productions (palmier, riz, igname...hormis manioc) – ; près de 20% des exploitations la commercialisent. C'est ensuite le de manioc avec presque 10% des exploitations qui la commercialisent seule ou avec d'autres productions (palmier, riz, igname...). Enfin les établissements qui commercialisent la banane et le manioc et d'autres cultures atteignent 9%, et ceux qui commercialisent d'autres cultures comptabilisent 3%. La diversification des cultures dont la production est commercialisée est donc considérable au sein des exploitations et la production vivrière encore plus importante.

La main d'œuvre utilisée dans les établissements agricoles est essentiellement une main d'œuvre familiale ou plus rarement, se limite au chef de famille seul (52,7 +11= 63,7%), puis la main d'œuvre familiale combinée à l'emploi temporaire (15,5%). La proportion des exploitations fonctionnant exclusivement ou presque sur l'utilisation de la main d'œuvre familiale atteint ainsi presque 80%. Seules 3% des exploitations confient le travail entièrement à des salariés (Tableau n°16). Ainsi, nous sommes effectivement face à une agriculture familiale qui s'appuie sur sa structure interne pour assurer ses activités agricoles et qui fait appel le plus souvent à la famille élargie dans le cadre de certaines activité et éventuellement à la main d'œuvre extérieure si ses revenus le permettent. L'exemple de Batuva sera à ce titre illustratif de ces pratiques.

Travail utilisé dans les établissements ruraux	N	%
<b>Familial</b>	229	<b>52,8</b>
<b>Familial + Employés temporaires</b>	67	<b>15,5</b>
Familial + Employés permanents	5	1,1
Familial + Employés permanents et temporaires	6	1,4
Seulement salarié	13	3
<b>Seulement le producteur</b>	48	<b>11</b>
Producteur + employés temporaires et/ou permanents	21	4,8
Non déclaré	45	10,4
Total	433	100

**Tableau n°16 :** Caractérisation de la main d'oeuvre utilisée dans les établissements agricoles, par distribution absolue et en pourcentage, à Guaraqueçaba, en 2000 (MADE-UFPR, 2003).

L'emploi de main d'œuvre rémunérée est peu significatif dans les exploitations rurales de Guaraqueçaba puisque 66% de celles-ci déclarent ne pas en utiliser. Je décrirai plus en détail les formes de salariés et la façon dont il y est fait recours dans la partie consacrée à l'étude de Batuva.

Plus de 90% des établissements consomment une partie de leur production dans le cas de la production du manioc, du maïs, du haricot, du riz, du café, de l'igname, de la canne à sucre et des cultures maraîchères (pour chacune de ces productions entre 91 et 95% des exploitations qui les produisent en consomment). La production ou la cueillette du palmier sont destinées plus exclusivement à la commercialisation, presque 48% des exploitations qui le produisent ou le cueillent ne le consomment pas.

La diversification des activités est majoritaire au sein des exploitations : on compte de 6 à 18 (cultures ou élevage) pour presque 32% d'entre elles et entre 4 et 5 dans presque 28% des cas. Ainsi, les exploitations paysannes de Guaraqueçaba se caractérisent par une grande diversification de leurs activités et de leurs productions, des activités "traditionnelles" mais également quelques nouvelles spéculations qui correspondent aux sollicitations extérieures du marché et aussi aux contraintes de la réglementation environnementale : banane biologique, on le verra plus loin, palmier cultivé, gingembre, cultures maraîchères...

Les systèmes de culture les plus répandus au sein des établissements ruraux sont la combinaison de la culture de la banane avec la culture du manioc (15%), puis de la culture de la banane, du manioc, du maïs, du haricot et du riz (13,9%), la culture de la banane seule ou en association avec une autre culture (10,2%), et enfin le manioc seul ou en association avec une autre culture (9,7%). Ainsi, les deux systèmes les plus répandus sont pour le premier le moins diversifié et pour le second le plus diversifié en terme de reproduction vivrière de base dans l'alimentation.

## **2. UN PROFIL DIVERSIFIÉ DE LA POPULATION RÉSIDENTE DES DIFFÉRENTES COMMUNAUTÉS RURALES DE GUARAQUEÇABA**

Comparons à présent les données de l'enquête selon les communautés afin d'en distinguer les différences et les particularités. Tout d'abord, Batuva se remarque comme la communauté qui est composée proportionnellement de plus d'hommes que de femmes, avec presque 60% d'hommes (Tableau n°17). Cela peut en partie s'expliquer par l'éloignement de la communauté du reste du municpe et comme une des communautés les plus rurales.

Communautés rurales	Masculin		Féminin		Non déclaré		Total	
	N°	%	N°	%	N°	%	N°	%
Açungui	119	57,21	89	42,79		0,00	208	100
Batuva	136	<b>59,65</b>	91	<b>39,91</b>	1	0,44	228	100
Ipanema	84	51,53	77	47,24	2	1,23	163	100
Itaqui	172	53,92	145	45,45	2	0,63	319	100
Morato	80	51,28	75	48,08	1	0,64	156	100
Pedra Chata	55	50,93	52	48,15	1	0,93	108	100
Potinga	203	52,19	184	47,30	2	0,51	389	100
Rio Verde	86	54,43	71	44,94	1	0,63	158	100
Serra Negra	131	51,57	120	47,24	3	1,18	254	100
Tagaçaba	235	55,56	179	42,32	9	2,13	423	100
Tagaçaba de Cima	191	51,90	176	47,83	1	0,27	368	100
Utinga	28	54,90	23	45,10		0,00	51	100
<b>TOTAL</b>	<b>1520</b>	<b>53,81</b>	<b>1282</b>	<b>45,38</b>	<b>23</b>	<b>0,81</b>	<b>2825</b>	<b>100</b>

**Tableau n°17 :** Distribution de la population résidente dans les communautés rurales du municpe de Guaraqueçaba, selon le sexe, en 2000 (MADE-UFPR, 2003).

Batuva est encore la communauté qui présente le plus de résidents issus de la communauté, qui sont nés dans la communauté, avec Itaqui, qui respectivement ont 50% et 51% des résidents nés dans la communauté (Tableau n°18). Ces deux communautés sont les deux les plus éloignées de la piste principale et du bourg. Cet indicateur montre bien un ancrage plus important de la population dans la communauté d'origine comparée aux autres communautés. Au contraire, Ipanema, Morato et Utinga sont les trois communautés, avec respectivement 43%, 48% et 54% de la population née dans une autre communauté du

municipe. Ces trois communautés ont été attractives à un moment donné pour les populations d'autres communautés du fait de la création de la piste au début des années soixante-dix, et des fazendas qui s'y sont installées à la même époque, offrant du travail pour les populations qui s'y sont rapprochées, et venant pour Morato et Ipanema de hameaux plus proches de la baie (qui aujourd'hui n'existent plus). Quant à Potinga, Tagaçaba et Tagaçaba de Cima, ce sont les communautés qui ont reçu le plus de population venue d'autres municipes du littoral du Paraná et d'autres municipes du Paraná en général. Même si elles ont aussi plus de 50% de la population née dans la communauté ou une autre communauté de Guaraqueçaba, elles ont fait l'objet de venues plus récentes du fait là aussi de la construction de la piste en 1970 et de leur proximité avec la route goudronnée de Antonina.

	Même Communauté	Autre Communauté	Municipe du Littoral	Etat du Paraná	São Paulo ou Santa Cata.	Autre Etat	Autres	Non déclaré	Total
Açungui	37,50	23,08	12,02	12,98	7,69	1,44	0,48	4,81	100
<b>Batuva</b>	<b>50,00</b>	25,44	3,51	8,33	7,02	3,51	0,00	2,19	100
Ipanema	28,83	<b>43,56</b>	4,91	15,95	4,29	1,23	0,00	1,23	100
<b>Itaqui</b>	<b>51,10</b>	17,24	15,99	10,66	1,88	1,57	0,00	1,57	100
Morato	33,97	<b>48,08</b>	8,97	5,13	0,64	1,28	0,00	1,92	100
Pedra Chata	47,22	22,22	16,67	9,26	2,78	0,93	0,00	0,93	100
Potinga	34,19	18,25	<b>24,94</b>	10,03	7,97	3,08	0,00	1,54	100
Rio Verde	49,37	37,34	6,96	2,53	0,63	1,27	0,00	1,90	100
Serra Negra	23,62	32,68	12,60	16,54	9,84	1,97	0,39	2,36	100
Tagaçaba	22,93	<b>26,71</b>	13,71	<b>25,30</b>	3,78	3,78	0,24	3,55	100
Tagaçaba de Cima	24,18	36,96	<b>22,28</b>	9,78	1,36	2,99	0,00	2,45	100
Utinga	27,45	<b>54,90</b>	0,00	1,96	15,69	0,00	0,00	0,00	100
<b>TOTAL</b>	34,58	29,06	14,30	12,50	4,78	2,37	0,11	2,30	100

**Tableau n°18** : Lieu de naissance de la population résidente dans les communautés rurales de Guaraqueçaba, en 2000, Distribution en pourcentage (MADE-UFPR, 2003).

Lorsque l'on compare la date d'arrivée des familles dans les différentes communautés, on note que les communautés de Pedra Chata et de Rio Verde sont les communautés où plus de 75% des familles ont toujours habité au sein de celles-ci. Tagaçaba, Açungui et Itaqui ont aussi un taux élevé de familles ayant toujours habité dans la communauté entre 57 et 64%. Vient ensuite Batuva dont plus de 53% des familles ont toujours vécu là. Il faut aussi considérer la proportion des familles arrivées à Batuva après 1986, avec presque 28% des familles (Tableau n°19). L'arrivée de familles à cette période coïncide avec l'ouverture de la

piste en terre qui relie Batuva au reste de la vallée et à la piste principale PR 405 qui relie Guaraqueçaba à Antonina. Etant donné que le projet de cette piste était l'ouverture d'un tronçon de route qui devait relier le sud de l'Etat de São Paulo au littoral du Paraná, l'aspect attractif explique ce taux important d'installation à cette époque, plus que la création de l'aire protégée. Il en est de même pour Utinga à l'entrée de la vallée où la construction de la piste a eu un effet de concentration de nouvelles installations, avec plus de 41% de familles arrivées après 1986.

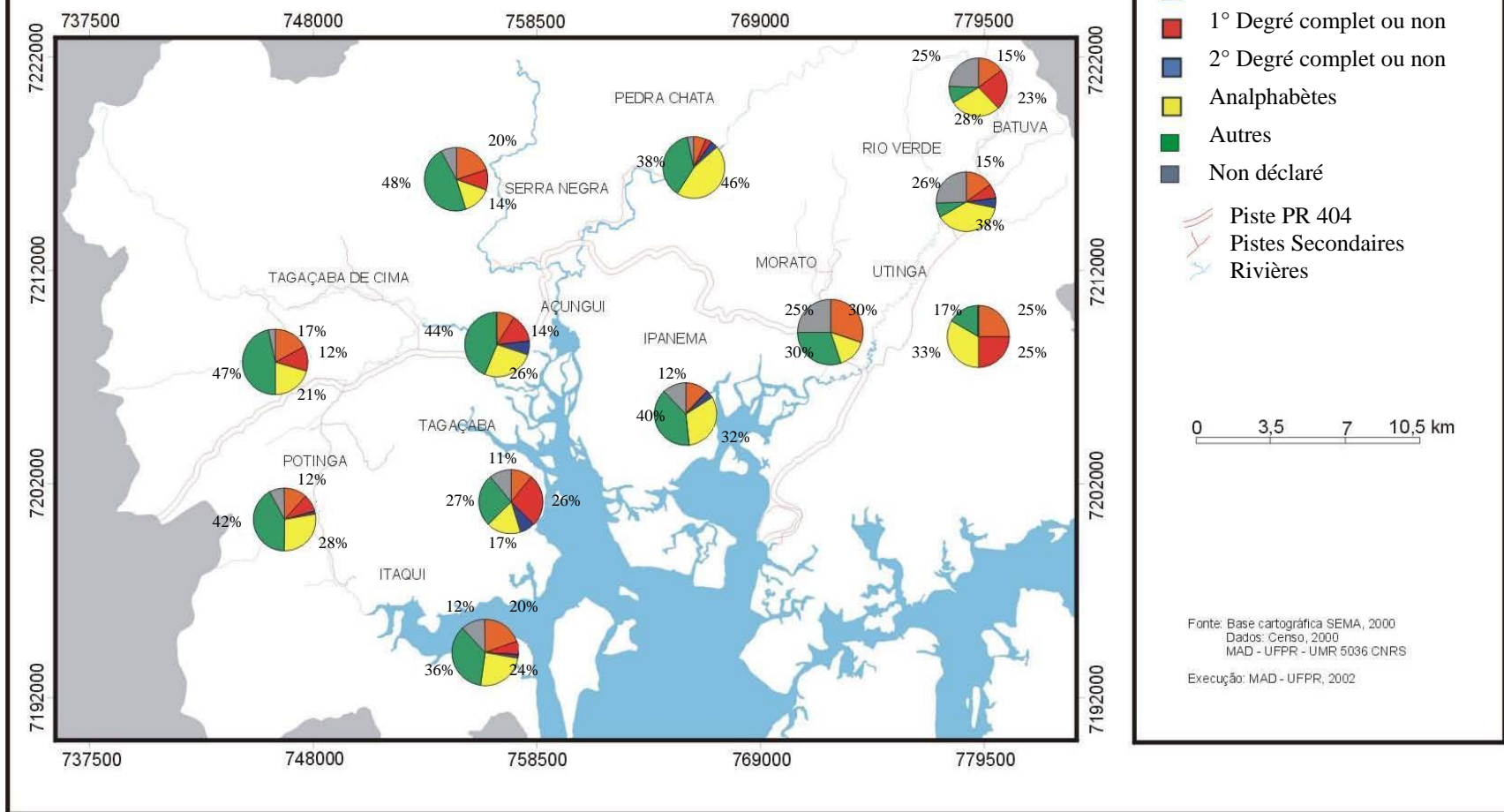
Potinga, Tagaçaba et Serra Negra ont aussi fait l'objet d'installations de familles récentes après 1986, entre 28 et 36%. La raison essentielle est là toute autre puisque c'est l'attrait pour l'aire protégée nouvellement créée et les perspectives touristiques, d'implantations de résidences secondaires qui en sont les leitmotivs centraux. Nombreux sont les Curitibanais qui ont acquis depuis cette période une propriété, une maison, construit des « *chácaras* », maisons de vacances.

	Avant de 1970		1971 – 1985		Après 1986		A toujours habité la communauté		Total	
	N°	%	N°	%	N°	%	N°	%	N°	%
Açungui	5	8,33	5	8,33	14	23,33	36	60,00	60	100
Batuva	3	5,56	7	12,96	15	<b>27,78</b>	29	<b>53,70</b>	54	100
Ipanema	3	6,67	8	17,78	10	22,22	24	53,33	45	100
Itaqui	10	12,20	14	17,07	11	13,41	47	57,32	82	100
Morato	6	14,63	4	9,76	9	21,95	22	<b>53,66</b>	41	100
Pedra Chata	2	6,25	3	9,38	2	6,25	25	<b>78,13</b>	32	100
Potinga	6	6,12	11	11,22	34	<b>34,69</b>	47	47,96	98	100
Rio Verde	2	5,00	4	10,00	4	10,00	30	<b>75,00</b>	40	100
Serra Negra	11	14,10	7	8,97	22	<b>28,21</b>	38	48,72	78	100
Tagaçaba	14	11,29	13	10,48	45	<b>36,29</b>	52	41,94	124	100
Tagaçaba de Cima	4	4,49	6	6,74	22	24,72	57	64,04	89	100
Utinga		0,00		0,00	5	<b>41,67</b>	7	58,33	12	100
TOTAL	66	8,74	82	10,86	193	25,56	414	54,83	755	100

**Tableau n°19** : Date d'arrivée de la famille au lieu de résidence dans les communautés rurales du municpe de Guaraqueçaba, en 2000 (MADE-UFPR, 2003).

Lorsqu'on observe de plus près le niveau scolaire des chefs de familles en fonction des différentes communautés, on constate des disparités importantes, avec tout d'abord la forte proportion d'analphabètes à Pedra Chata (46%), à Rio Verde (38%), Utinga (33%) et Ipanema (32%). Les communautés de Batuva, Potinga, Açungui et Itaqui ont également un taux élevé d'analphabétisme chez les chefs de domiciles entre 24 et 28%. Les proportions les plus importantes où les chefs de domiciles possèdent le premier degré complet ou incomplet se situent à Tagaçaba, Utinga et Batuva entre 23 et 26% (Figure 20).

**FIGURE 20 : SCOLARITÉ DES CHEFS DE FAMILLE  
DES ETABLISSEMENTS RURAUX,  
GUARAQUEÇABA-PR.**





Au niveau du second degré, les communautés de Açungui, Tagaçaba, se distinguent des autres en ayant plus de chefs de famille possédant le niveau complet ou incomplet 7 et 8% respectivement, mais les taux restent cependant faibles, puis suivent de loin Rio Verde (5%), Ipanema (4%) et Pedra Chata (3%). Des tendances se précisent ainsi dans la scolarité des chefs de familles mais il est difficile d'en tirer des conclusions, en dehors de l'éloignement et de la difficulté d'accès de la communauté de Pedra Chata qui peut en partie expliquer la forte proportion d'analphabétisme, la voie est carrossable mais de façon très précaire, beaucoup plus que pour d'autres hameaux et aucun bus ne vient s'y aventurer. Pourtant les origines de cette disparité importante ne peuvent pas s'expliquer exclusivement par la difficulté d'accès, mais mes connaissances limitées sur ce hameau ne me permettent pas d'aller plus en avant dans l'analyse.

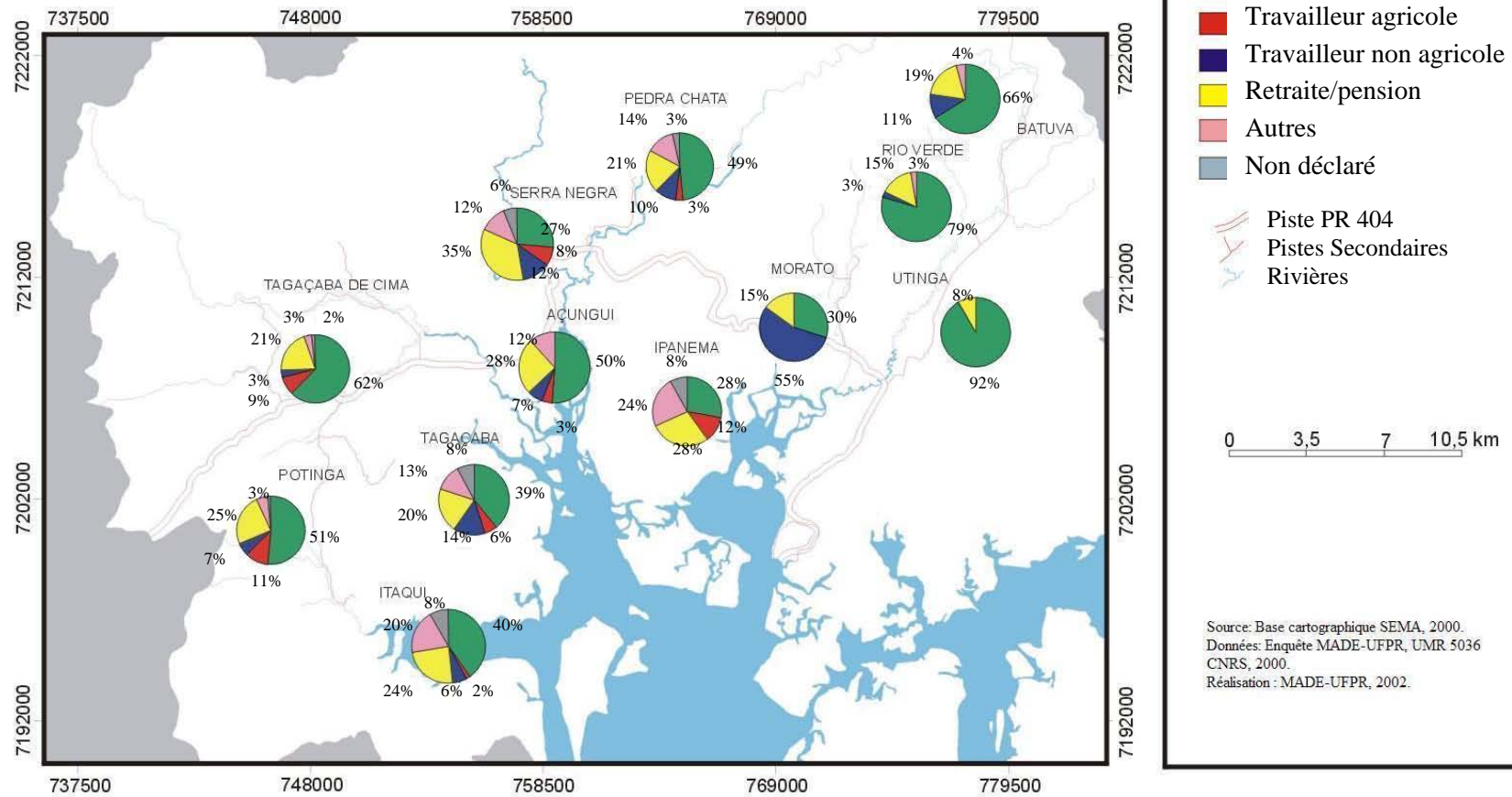
Batuva est avec Rio Verde et Utinga l'une des communautés les plus agricoles du municípe de Guaraqueçaba, avec entre 66% et 92% de la population résidente dont l'occupation principale est l'agriculture. Ce sont donc les communautés de la vallée de la rivière Guaraqueçaba qui sont le plus caractérisées par un profil agricole. Vient ensuite la communauté de Tagaçaba de Cima avec un pourcentage de 62%. Comptabilisant les agriculteurs et les travailleurs agricoles, c'est entre 52 et 62% de la population qui travaillent dans l'agriculture dans les communautés de Potinga, Açungui et Serra Negra. Ces trois communautés présentent une diversification des activités et une proportion relative entre chacune puisque elles sont toutes représentées et avec tout de même une dominante agricole pour Potinga et Açungui, et une forte concentration de retraités à Serra Negra, 35% des chefs de familles, le plus fort taux de l'ensemble des communautés rurales (Figure 21).

Itaqui est la communauté la plus proche de la baie de toutes les communautés rurales étudiées lors de l'enquête, elle est aussi celle dont l'activité la plus représentée est la pêche avec plus de 18%. Une autre communauté se remarque pour son activité de pêche importante, c'est Ipanema, plus de 9%. C'est aussi une communauté très proche de la baie et dont la population est historiquement issue de communautés donnant sur la baie, aujourd'hui disparues et dont les activités étaient dirigées essentiellement vers la pêche (Tromomô, Rio das Canoas<sup>41</sup>).

---

<sup>41</sup> Ce dernier hameau situé à plus de 45 minutes de marche d'Ipanema et où persistent 3 familles isolées et des vestiges d'une époque révolue notamment une jolie petite Eglise.

**FIGURE 21 : OCCUPATION PRINCIPALE  
DES CHEFS DE DOMICILES DES ETABLISSEMENTS RURAUX,  
GUARAQUEÇABA-PR.**



Ipanema dispose aussi du record des chefs de familles retraités ou touchant une pension, 28% après Serra Negra, et dans les mêmes proportions que Açungui. Là encore l'attrait pour ces communautés, de la part de personnes âgées des communautés plus éloignées est notable, pour bénéficier des facilités attenantes à la piste, avec les transports en commun.

A Serra Negra tout comme à Tagaçaba on compte un nombre considérable de chefs de familles ne travaillant pas dans l'agriculture, 12-14%. Mais, c'est surtout la communauté de Morato qui se distingue des autres par son pourcentage de chefs de familles qui travaillent dans des activités non agricoles : 55% et comme la communauté la moins agricole avec 30% des chefs de familles travaillant dans l'agriculture, suivie de Serra Negra avec 35%. Cette situation s'explique par la main mise par la fondation O Boticário sur le travail des habitants de la communauté. En effet, depuis l'implantation de la Réserve de Boticário, les activités agricoles ont chuté pour quasi disparaître. L'ancienne fazenda, que l'entreprise de cosmétique a acquise, faisait auparavant travailler la population et laissait celle-ci réaliser ces champs de culture vivrière sur une partie de la propriété. Avec, la fondation Boticário, la préservation est à l'ordre du jour et donc les activités agricoles sur les terres nouvellement acquises, en 1996, sont rapidement interdites. La vigilance de la part des employés de la fondation s'accroît progressivement contre ce qui leur paraît alors comme la destruction de l'environnement. Comme je l'ai présenté précédemment, les gestionnaires de la Réserve du Salto de Morato ont tenté de mettre en place des activités de substitution, mais leur projet a vite tourné court.

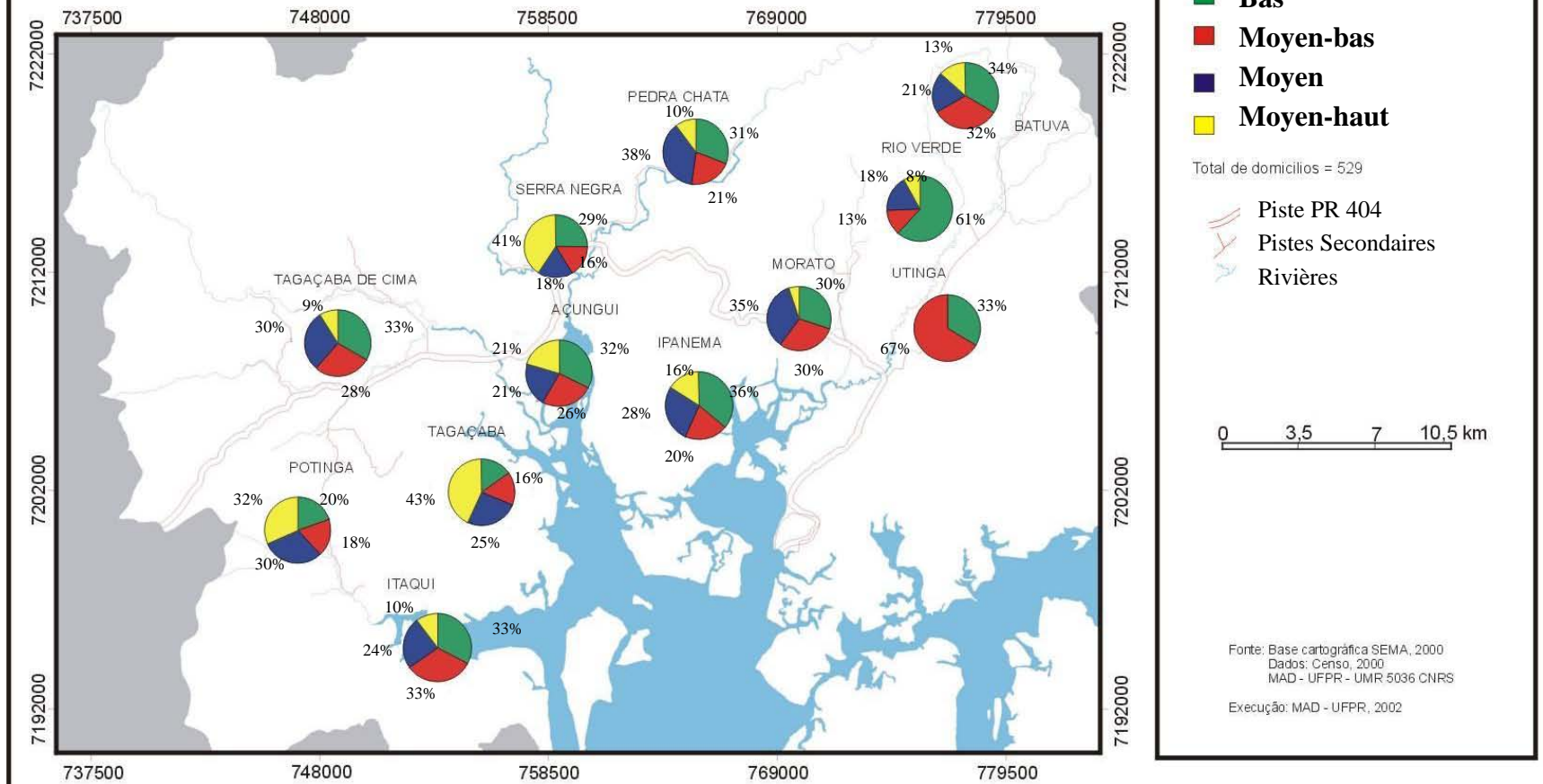
Le taux de retraité qui travaillaient auparavant dans l'agriculture est le plus important à Batuva avec plus de 90%, puis Rio Verde avec plus de 85%, et Potinga à 73%. Les communautés de Pedra Chata et de Morato sont celles où la proportion de retraités agricoles est la moins importante. Les autres oscillent autour de 40-55%.

L'indicateur du niveau de vie, établi selon l'existence de certains biens et caractéristiques dans les domiciles, témoigne que les 6 communautés où les niveaux de vie bas et moyen-bas sont les plus représentés sont : Utinga (100%), Rio Verde (74%), Batuva (66%), Itaqui (66%), Tagaçaba de Cima (61%), Morato (60%) (Figure 22). Les trois premières communautés représentent celles qui ont le profil le plus agricole et qui sont situées dans la vallée de la rivière Guaraqueçaba (Cf. Figure 21 et figure ci-dessus). La quatrième communauté, Itaqui, est celle qui a un profil à la fois agricole et dont les activités halieutiques sont les plus importantes de toutes les communautés. Tagaçaba de Cima est également une des communautés à forte proportion agricole et qui au contraire de ces hameaux voisins bénéficient peu de l'attrait de la piste à proximité, malgré un accès facilité. Pour Morato c'est une des communautés les moins agricoles et qui a subi une forme d'acculturation dans sa structure, sa reproduction matérielle et professionnelle comme je l'ai déjà expliqué.

Tagaçaba, Serra Negra et Potinga sont les 3 communautés qui ont un niveau de vie moyen-haut plus fréquent : entre 32% et 43% des domiciles. Ce sont également les communautés qui ont un profil socioprofessionnel le plus diversifié par rapport aux autres communautés.

On peut d'ores et déjà faire un parallèle entre le niveau de vie et la structure socioprofessionnelle des communautés : plus le profil est agricole et plus les niveaux de vie sont bas, c'est ce qui caractérise les communautés de la vallée Guaraqueçaba; d'autre part plus le profil est diversifié, et plus le niveau de vie s'améliore, le tout étant favorisé par la situation géographique centrale des communautés en question, en bordure de la piste principale et les plus proches du municipe voisin Antonina.

**FIGURE 22 : NIVEAU DE VIE  
DES DOMICILES DES ETABLISSEMENTS RURAUX,  
GUARAQUEÇABA-PR.**



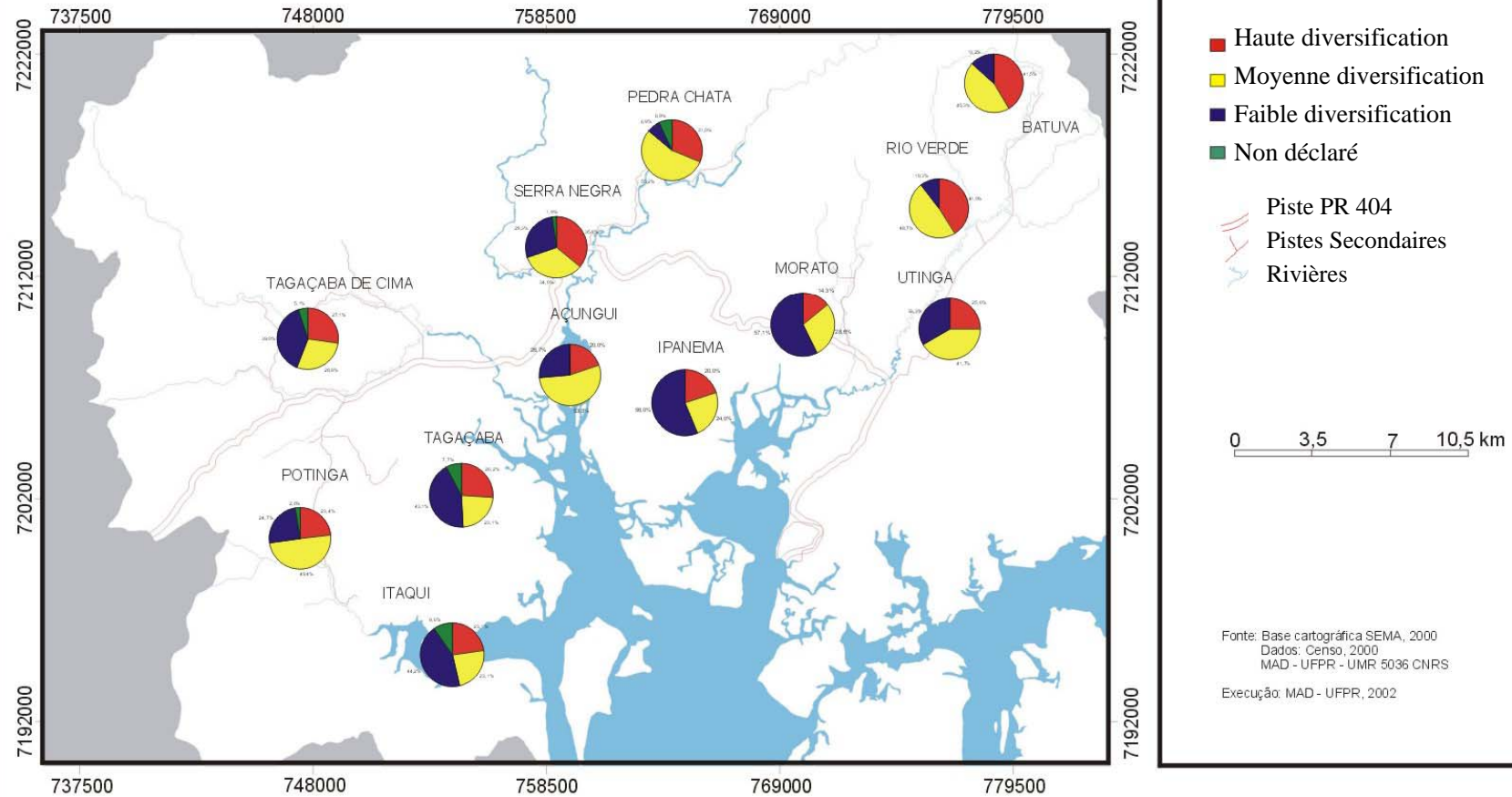
Les systèmes de culture les plus diversifiés se trouvent dans les établissements ruraux de la vallée de la rivière Guaraqueçaba, au sein donc des communautés au profil agricole dominant, ainsi que Pedra Chata (Figure suivante). Leurs systèmes de culture combinent les cultures de la banane, du manioc, du maïs, du haricot et du riz ; ou ajouté à ceux-ci la culture du palmier. Ces deux systèmes correspondent à un modèle de culture vivrier garantissant l'alimentation de base et ainsi que l'autosubsistance et une source de revenus complémentaire à partir de la culture du palmier qui s'ajoute à la commercialisation possible de la banane.

Les communautés qui comptabilisent le plus ces 2 systèmes de cultures sont celles de la vallée de la rivière Guaraqueçaba : Utinga (66,6%), Batuva (46,6%), et Rio Verde (44,8%), ainsi que Pedra Chata (37,6%). On peut se demander les facteurs qui sont en cause pour cette diversification localisée, hormis le fait que les communautés de la vallée de la rivière Guaraqueçaba sont les communautés les plus agricoles. Un élément de réponse est leur éloignement des voies principales, et leur configuration géographique encaissée dans les vallées. Ces caractéristiques territoriales et topographiques permettent peut-être (et ce que je verrai dans l'étude de cas) de maintenir une agriculture de subsistance développée et diversifiée garantissant l'autosubsistance en dépit des restrictions des usages de l'environnement qui empêche de conserver les systèmes de production dans un cadre légal. La poursuite des systèmes de production vivriers traditionnels passerait ainsi par des modes agricoles clandestins et illicites. L'aspect occulte et caché des champs vivrier est un élément de réponse à la diversification agricole possible des établissements ruraux. J'étudierai plus en détail dans les chapitres suivant cette question.

Les hameaux qui observent le moins de diversification dans leur système agricole sont en premier lieu Morato, Ipanema et Itaquí, du fait de leurs spécificités respectives que j'ai déjà évoquées: pour la première sa caractéristique non agricole forte et plus artisanale; pour les deux autres, leur concentration sur les activités halieutiques, malgré une agriculture relativement développée.

Les établissements ruraux où la main d'œuvre est exclusivement familiale se situent dans les hameaux de Utinga et de Batuva, avec plus de 90% de l'utilisation de la main d'œuvre familiale. C'est là encore la vallée de la rivière Guaraqueçaba qui se distingue substantiellement. Puis on trouve Pedra Chata et Serra Negra avec 88% de main d'œuvre familiale et enfin Açungui (83%). Au contraire, les communautés où les établissements ruraux font le plus appel à la main d'œuvre salarié (temporaire ou permanente) avec plus de 35%, sont Itaquí et Ipanema, et ce malgré qu'elles comptent plus de la moitié des producteurs utilisant exclusivement la main d'œuvre familiale.

**FIGURE 23 : SYSTEMES AGRICOLES,  
GUARAQUEÇABA-PR.**



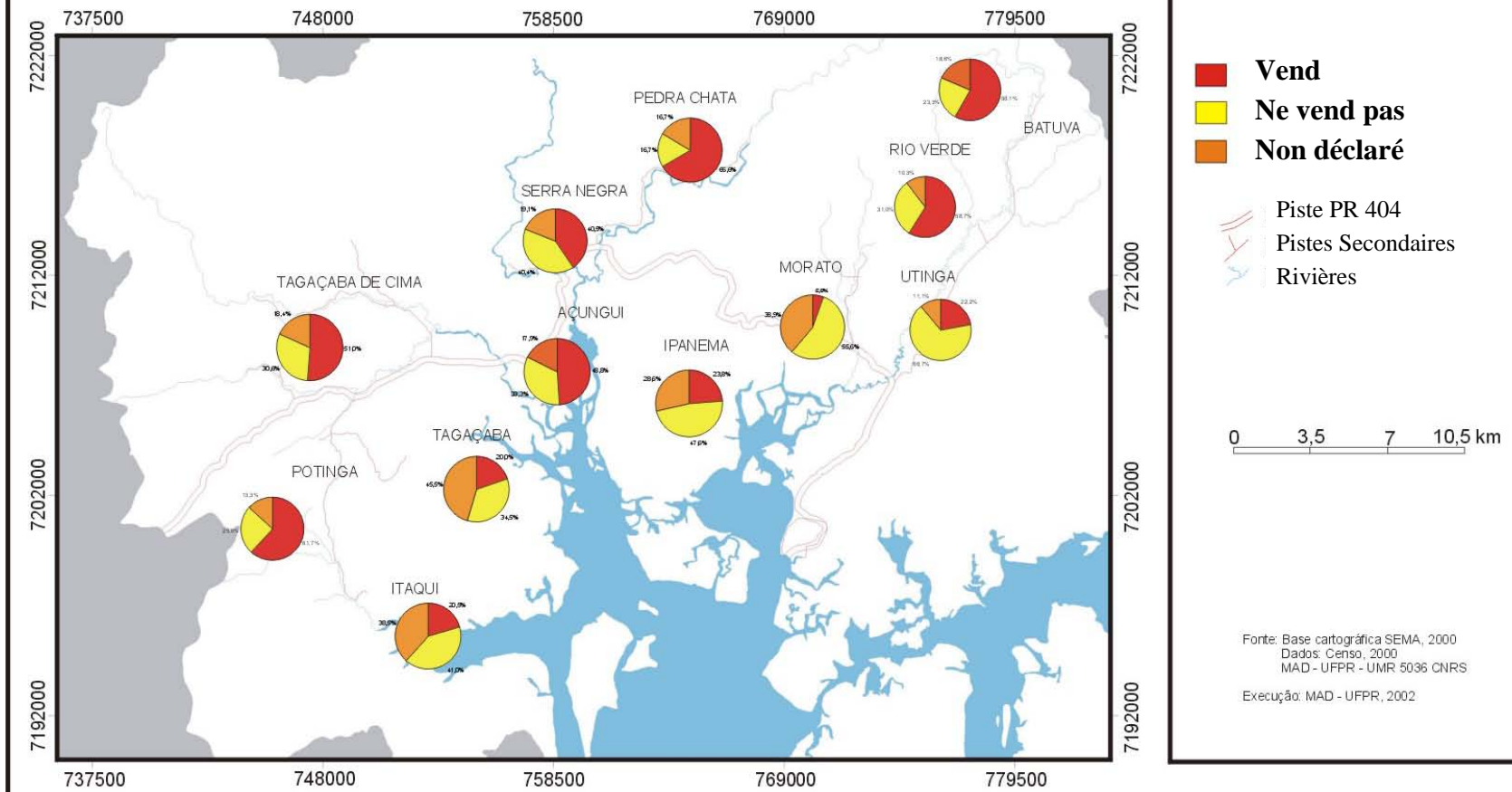
Les communautés dont une grande majorité des producteurs commercialise une partie de sa production agricole sont Pedra Chata, Batuva, Batuva, Potinga et Rio Verde, suivis par Açungui et Tagaçaba de Cima. Malgré cela, dans ces communautés que l'on note le système de production le plus diversifié en même temps que les niveaux de vie sont les plus bas, hormis Potinga – qui comme nous l'avons déjà vu, possède des productions maraîchères, des producteurs implantés récemment et des systèmes de cultures plus modernes ainsi que d'une situation géographique stratégique, plus à l'ouest du municípe et donc plus proche des autres municípes du littoral et des routes goudronnées.

Les producteurs qui vendent le moins leur production se situent dans les communautés de Utinga, Morato, Ipanema, Itaqui et Tagaçaba. La communauté d'Utinga est parallèlement celle qui cumule le plus de foyers au niveau de vie le plus bas. Le profil socioprofessionnel particulier de Morato, Ipanema et Itaqui, peut apporter une explication à cette faiblesse de la commercialisation. Il faut noter néanmoins un taux de non déclaration important à Tagaçaba, Morato et Itaqui, ce qui limite la portée des données recueillies (Figure 24).

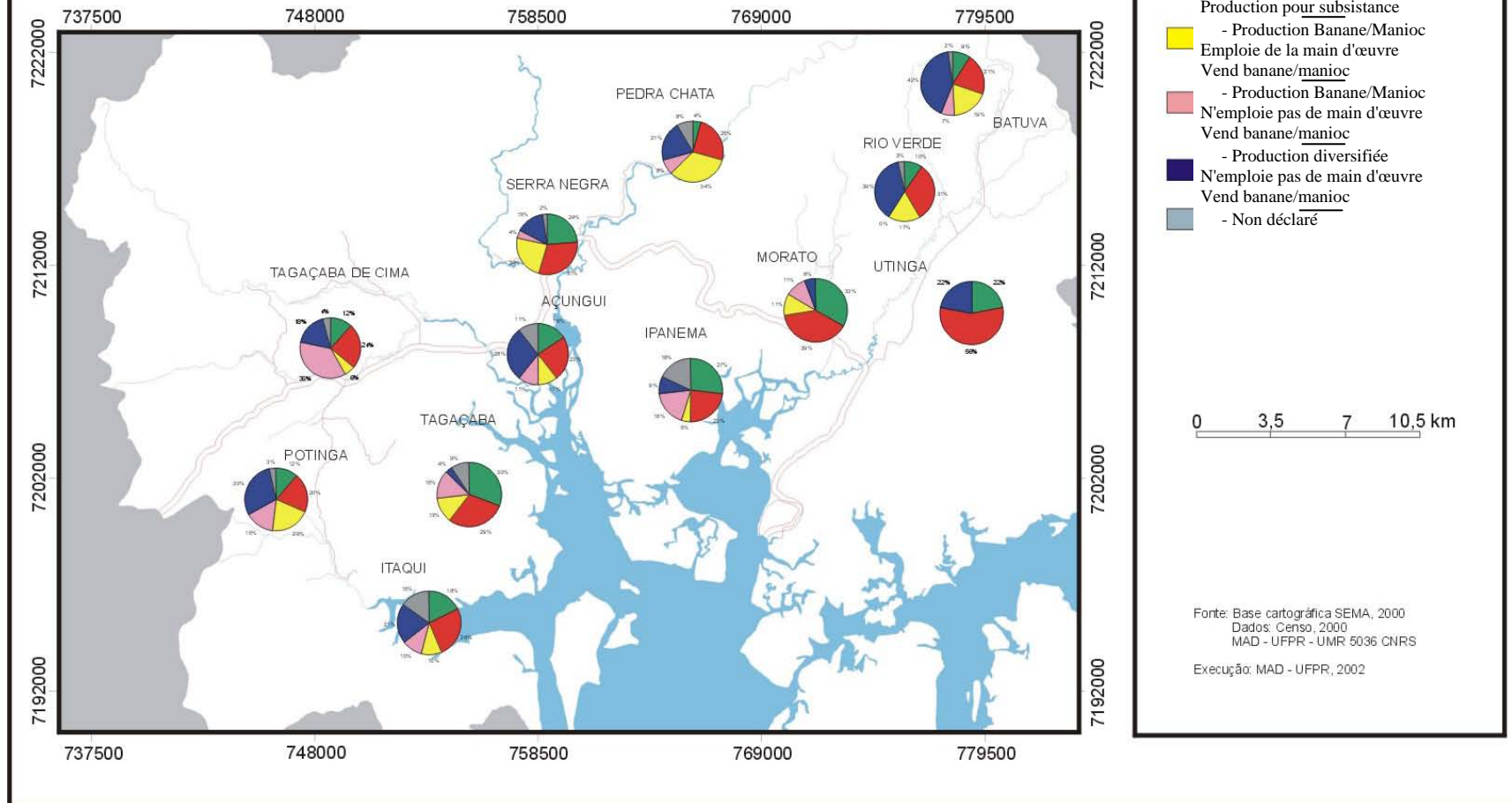
Enfin, lorsque l'on superpose les données des établissements ruraux dans chacune des communautés à savoir les données sur la diversification des systèmes agricoles, sur l'emploi de main d'œuvre et sur la commercialisation de la production (banane/manioc), les tendances qui apparaissaient jusqu'alors de façon découpées, se précisent et s'affinent. Ainsi, les hameaux de la vallée de la rivière Guaraqueçaba se différencient amplement des autres hameaux par une série de traits distinctifs : une production diversifiée, un faible recours à la main d'œuvre. L'autoconsommation y est élevée mais une partie significative de la production est également destinée à la commercialisation (banane et de manioc en particulier : schématisés en bleu et rouge dans la figure suivante). Malgré cela ces communautés apparaissent comme celles qui cumulent le plus de foyers au niveau de vie bas et moyen-bas et qui sont relativement les plus éloignés des voies de communication et donc du marché (Figure 25).



**FIGURE 24 : COMMERCIALISATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE, GUARAQUEÇABA-PR.**



**FIGURE 25 : SYSTEMES DE PRODUCTION AGRICOLE/  
MAIN D'ŒUVRE/INTEGRATION AU MARCHÉ,  
DES ETABLISSEMENTS RURAUX, GUARAQUEÇABA-PR.**



Enfin, lorsque l'on superpose les données des établissements ruraux dans chacune des communautés à savoir les données sur la diversification des systèmes agricoles, sur l'emploi de main d'œuvre et sur la commercialisation de la production (banane/manioc), les tendances qui apparaissaient jusqu'alors de façon découpées, se précisent et s'affinent. Ainsi, les hameaux de la vallée de la rivière Guaraqueçaba se différencient amplement des autres hameaux par une série de traits distinctifs : une production diversifiée, un faible recours à la main d'œuvre. L'autoconsommation y est élevée mais une partie significative de la production est également destinée à la commercialisation (banane et de manioc en particulier : schématisés en bleu et rouge dans la figure précédente). Malgré cela ces communautés apparaissent comme celles qui cumulent le plus de foyers au niveau de vie bas et moyen-bas et qui sont relativement les plus éloignés des voies de communication et donc du marché (Figure 25).

A partir de cette présentation générale de la société rurale du municpe, il convient d'en tirer les conclusions majeures qui justifient le choix du terrain d'étude particulier :

- Loin de l'image d'une société fermée, la population rurale du municpe se caractérise d'abord par sa mobilité : de la diversité de ses origines, et de son ouverture vers l'extérieur notamment par les importantes migrations;
- La diversité des activités et des niveaux économiques révèle des disparités marquées entre les communautés, qui traduisent le décalage avec l'image stéréotypée de la société *caçara*. Même s'il s'agit d'une société dont une partie est héritière d'une histoire locale aux traits originaux, elle est aussi largement ouverte sur la réalité brésilienne contemporaine et ne coïncide pas avec une tradition séculaire figée.
- La pertinence de Batuva comme terrain d'étude privilégié se justifie au travers des données présentées ci-dessus : par sa singularité dans le paysage social et économique des hameaux ruraux du municpe, alliant un profil agricole diversifiée et presque exclusivement familial, avec un faible recours à la main d'œuvre; un fort rapport d'autosubsistance mais également une importante ouverture sur le marché; et parallèlement où un nombre significatif de domiciles se situent dans des niveaux de vie bas et moyen-bas.

Je chercherai, par l'analyse de ce cas, à comprendre comment une communauté comme celle-ci, dont le profil est majoritairement agricole et fortement diversifié, dont plus de la moitié de la population a toujours habité dans la communauté et qui présente un des niveaux de vie les plus bas dans le municipe, trouve et développe des stratégies pour assurer sa reproduction sociale et matérielle dans le contexte créé par les fortes restrictions d'usage imposées par les règles de protection environnementales appliquées avec une rigueur particulière à Guaraqueçaba.

Dans un contexte où les enjeux contemporains à l'œuvre dans le municipe se cristallisent sur la protection de l'environnement, quel est l'avenir d'une agriculture familiale ? Face au constat de l'inefficacité structurelle des politiques agricoles en direction de la paysannerie dans le municipe mais que l'on retrouve plus généralement dans d'autres régions du pays (ROCHA, 2004), et face à la particularité locale de la protection de l'environnement, qui pour l'heure est une source de contraintes supplémentaires à la difficulté de la reproduction matérielle et sociale de l'agriculture familiale alors que cela pourrait être un atout pour celle-ci, (valorisant sa production, label bio et préservation environnementale, etc.), comment vivent concrètement ces familles ? Quelles sont leurs stratégies pour fonctionner sur le plan social, et matériel ?

C'est à présent ce que je vais m'attacher à comprendre en étudiant de plus près l'existence au quotidien des familles concernées : comment elles s'organisent socialement quelles stratégies sociales, économiques, matérielles elles appliquent non seulement pour survivre au jour le jour mais pour assurer un avenir à leurs enfants : pour assurer leur propre « durabilité ».

## **CHAPITRE 5 : BATUVA ET SA VALLÉE :**

### **UN CONDENSÉ DE L'HISTOIRE RÉCENTE**

#### **DE GUARAQUEÇABA**

La problématique centrale de la présente recherche concerne les conditions d'existence et les possibilités de permanence de populations locales au sein d'une zone d'environnement protégé. En d'autres termes, il s'agit de s'interroger, à partir d'une situation concrète, sur la difficile conciliation entre « durabilité » environnementale et « durabilité » sociale. Nous avons vu plus haut que ces deux approches de la durabilité ont inspiré la mise en place des politiques environnementales tant à l'échelle du Brésil qu'à celle, plus particulière, de l'APA de Guaraqueçaba. Sauver un des derniers témoignages d'un système naturel en voie de disparition (la *Mata Atlântica*) et protéger une population de petits agriculteurs/pêcheurs héritiers d'une tradition ancienne (les *Caiçaras*) étaient les objectifs dont se réclamaient – au prix parfois de beaucoup d'ambiguïtés – les initiateurs des mesures de protection mises en place dans le littoral Nord du Paraná dans les années quatre-vingt. Par la suite, nous l'avons vu également, des contradictions ont surgi ; la préservation de la nature s'est affirmée comme visée dominante tandis qu'une relation de violence et de conflit s'établissait avec les petits exploitants familiaux. Peu à peu, un glissement d'image s'est produit et, ceux-ci, de victimes des exactions de grands propriétaires aussi impitoyables pour la nature qu'ils dévastaient que pour les hommes qu'ils balayaient sur leur passage, sont devenus, aux yeux de l'IBAMA, de la Police Forestière et des ONG, la principale menace pour l'intégrité des milieux naturels.

Les représentations dont font l'objet les membres des communautés qui peuplent les vallées de Guaraqueçaba sont inspirées de bien des stéréotypes, de bien des idées contradictoires. Selon les moments et les interlocuteurs, ils apparaîtront tantôt comme les dépositaires d'une culture ancienne, d'un savoir profond issu d'une relation intime avec le milieu qui les entoure ; tantôt comme des inconscients dont les techniques agricoles destructrices (défriche/brûlis), une pratique inconsidérée de la chasse et le ramassage sans frein du *palmito* mettent gravement en danger la forêt ; tantôt encore comme une population misérable, laissée pour compte de la modernité, condamnée à vivre d'expédients – aussi dommageables soient-ils pour l'environnement – afin de pouvoir survivre. Quelques notions

sont mobilisées de façon récurrente pour interpréter la réalité sociale locale : en particulier celle de culture et d'identité *caiçaras* et aussi celle de *comunidade* qui désignerait non seulement une proximité de voisinage mais aussi une forme de sociabilité particulière.

Nous avons pu constater, au terme de la présentation générale que nous avons faite de Guaraqueçaba, de son histoire, de sa démographie, que sa population rurale ne pouvait se laisser appréhender à travers quelques définitions simplificatrices. Elle est, au contraire, assez fortement hétérogène, partagée par différentes lignes de clivages. A un noyau de familles présentes sur place depuis parfois plusieurs générations, sont venus, un peu partout, s'adjoindre de nouveaux arrivants, venus parfois de fort loin, au fil d'épisodes migratoires successifs. Si beaucoup sont des agriculteurs, on constate aussi une forte diversification des activités et des sources de revenu (commerce, artisanat, postes publics, retraite). Enfin, des conditions de vie assez fortement contrastées traduisent l'existence d'une inégalité économique notable au sein même du monde rural. On a noté, également, la place qu'y occupent désormais les nouveaux mouvements religieux, évangélistes en particulier, comme références autour desquelles se nouent de nouvelles formes d'identification et de sociabilité.

En dépit de sa taille démographique réduite et même si elle a été moins touchée que dans d'autres régions du Paraná par les grands mouvements de changement qui, au cours du XX<sup>e</sup> siècle, ont bouleversé le petit paysannat brésilien, la société rurale du littoral nord ne se présente pas comme une entité « traditionnelle », stable et homogène que l'on peut aborder à partir de quelques idées simples. Derrière les images superficielles qui lui sont appliquées, que peut-on savoir des bases sur lesquelles elle s'organise ? Des liens sociaux qui s'y tissent ? Des processus d'identification qui y émergent ? Des stratégies de reproduction matérielle et sociale qui s'y dessinent et des ressources qu'elles mobilisent ? Des modes de relations avec la nature qui s'y construisent à la rencontre entre la volonté de s'assurer un futur durable dans un lieu de vie où l'on est né ou que l'on a choisi et les contraintes créées par les exigences actuelles de protection environnementale. C'est donc cette société elle-même qu'il faut comprendre avec ses dynamiques de reproduction sociale, physique et matérielle dans une relation avec l'environnement, et cela dans une perspective de tension entre les permanences et changements qu'ils soient d'ordre historique, social, politique, et/ou écologique. En même temps qu'elle s'appuie sur des fondements historiques pérennes, que l'on appellera "tradition" ou pratiques "traditionnelles", toute société connaît des changements afin de pouvoir se reproduire et se perpétuer.

Dans un contexte économique et politique global marqué par tant de défis que certains mettent en doute l'avenir même de ce petit paysannat (RODRIGUES, 2002 ; TOMMASINO,

2002) l'application des lois de protection environnementale et la création de l'APA ont créés des contraintes supplémentaires auxquelles il lui a aussi fallu s'adapter. Mais ces familles ne sont pas de simples jouets passifs à des forces extérieures. Si certaines perdent pied, beaucoup mettent tout en œuvre pour survivre. Quelles stratégies mettent-elles en œuvre, soit individuellement soit de façon collective, pour faire face à tous ces défis ? Cette question est au cœur de la problématique qui guide notre recherche.

Pour mener le « regard rapproché » qui est nécessaire pour s'efforcer de répondre à ces interrogations, j'ai choisi de travailler en profondeur sur un cas précis : celui de la communauté de Batuva et, de manière moins centrale, sur les autres groupes d'habitats (Rio Verde, Rio Cedro, Utinga) qui constituent avec elle le peuplement de la vallée de Guaraqueçaba. Outre le fait que cette vallée constitue un point focal pour les recherches conduites par le programme collectif interdisciplinaire, ce qui me permet de bénéficier à son sujet d'un faisceau d'informations de nature diverse, ce choix est pertinent d'un point de vue scientifique car, les données présentées au chapitre précédent montrent que c'est dans cette zone du municpe de Guaraqueçaba que l'on trouve la plus forte concentration de population agricole ainsi que la proportion la plus élevée de familles d'implantation ancienne. Les habitants de la vallée du Rio Guaraqueçaba tirent de longue date l'essentiel de leurs moyens d'existence de l'agriculture et de l'exploitation de la forêt, ce qui la place en première ligne face aux conséquences des politiques environnementales dont les exigences pèsent parfois lourdement sur l'existence quotidienne des petits agriculteurs.

Enfin, et cela a été un élément déterminant de mon choix, c'est là plus que partout ailleurs que se sont concentrés les conflits avec les grands propriétaires qui ont marqué les années soixante-dix et quatre-vingt. Batuva et les hameaux environnants sont donc au cœur de l'histoire mouvementée qui a conduit à la création de l'APA. Ce cas me paraît donc particulièrement indiqué tant pour s'interroger sur la façon dont s'organise et fonctionne une petite société paysanne solidement enracinée dans son espace de vie que pour observer la façon dont elle répond au quotidien aux défis que soulèvent sa survie et la construction de son avenir dans un contexte où la « durabilité » environnementale constitue la priorité de la plupart des acteurs intervenant sur la scène locale.

## **1. LA VALLÉE DU RIO GUARAQUEÇABA, POINT FOCAL DES CONFLITS D'USAGE DE LA FORÊT**

Je reviendrai dans le chapitre suivant sur l'histoire du peuplement de la vallée de Guaraqueçaba et de la fondation de Batuva car cela me donnera le fil conducteur qui me permettra de mieux comprendre la réalité sociale sur laquelle je vais travailler. Contentons nous, pour l'instant de dire que dans les années soixante-dix, au moment où, après une longue période d'oubli, la zone littorale du Paraná commençait à susciter l'intérêt d'entrepreneurs et d'investisseurs venus de l'extérieur (chapitre 2), la vallée du Rio Guaraqueçaba était occupée et exploitée par des familles de petits agriculteurs installées là depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et qui avaient tissé avec leur espace de vie des liens construits sur plusieurs générations.

Je ne prétends pas faire ici une présentation exhaustive de l'histoire de Batuva et des autres hameaux de la vallée. L'objectif est simplement de retracer les événements qui, il y a quelques décennies, ont propulsé cette région du littoral sur le devant de la scène, constituant, je l'ai montré précédemment, l'un des déclencheurs du mouvement de mobilisation qui a conduit à la création de l'APA. Ce passé récent reste très présent dans l'esprit des habitants de la vallée et sa connaissance est indispensable pour qui veut comprendre les réalités actuelles.

La restitution que je fais de ces événements s'appuie non seulement sur l'histoire orale recueillie auprès des habitants de la vallée mais aussi sur des travaux antérieurs, en particulier la thèse de Lovois de Andrade MIGUEL (1997), les études de João TORRENS, sociologue ayant travaillé à la SPVS dans les années quatre-vingt dix (SPVS, 1996), et celles des autres chercheurs de l'équipe du Doctorat MADE-UFPR – informations partagées avec eux lors d'ateliers communs et à travers la rédaction de documents de travail collectifs (UFPR-MADE 2001, et 2003). Pour certains conflits qui défrayèrent largement la chronique durant les années 80, les comptes rendus et les commentaires qu'en firent à chaud les journaux de l'époque ont fourni des informations et des jalons précieux<sup>42</sup>. Cette histoire va nous donner à voir pourquoi Batuva et sa vallée constituent un terrain pertinent pour une étude anthropologique dans la perspective de notre problématique.

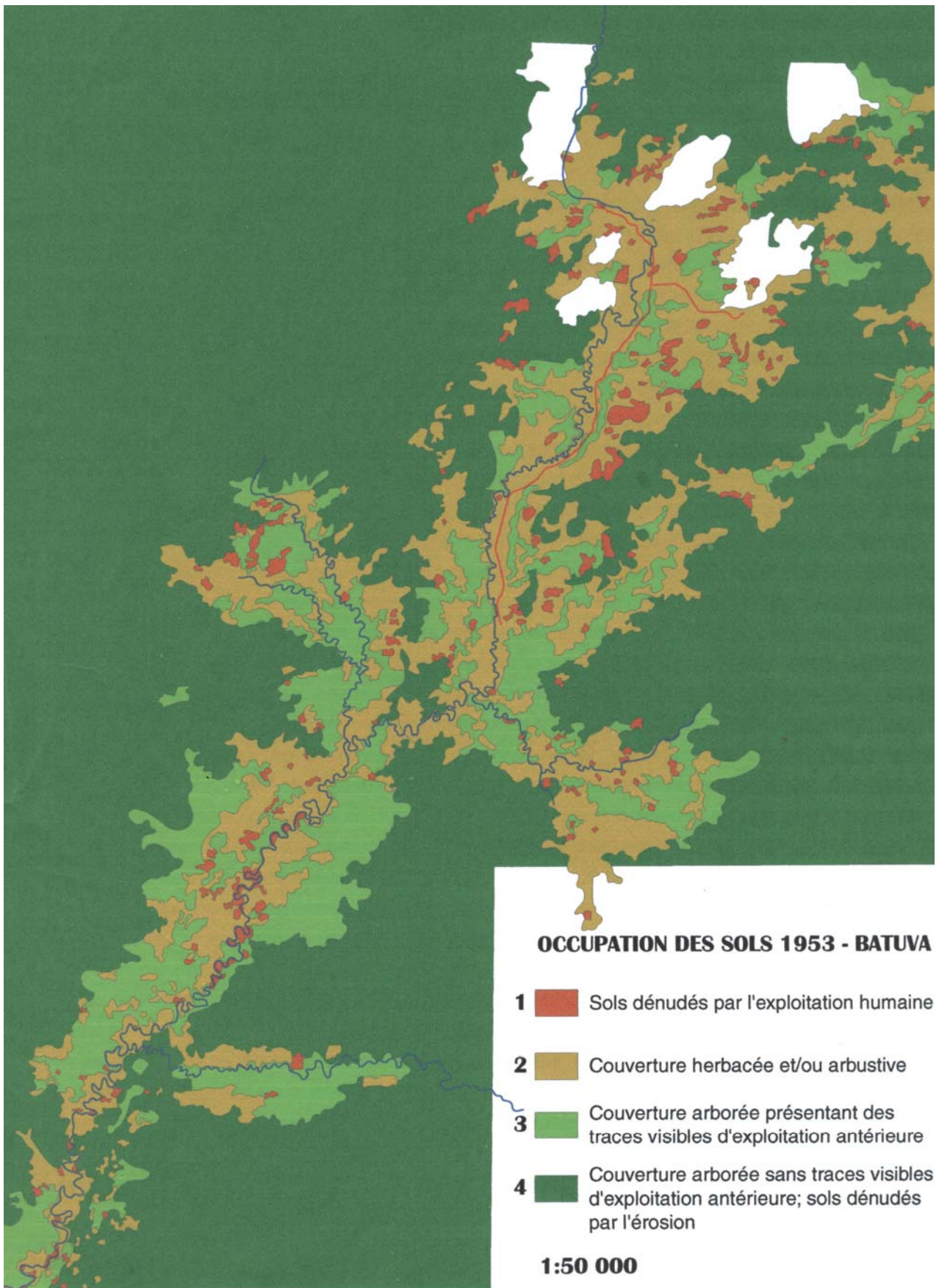
---

<sup>42</sup> Je tiens à remercier Lovois de Andrade Miguel pour avoir mis à la disposition de notre équipe certaines de ses archives de recherche et, en particulier, les nombreuses coupures de journaux qu'il avait méthodiquement recueillies.



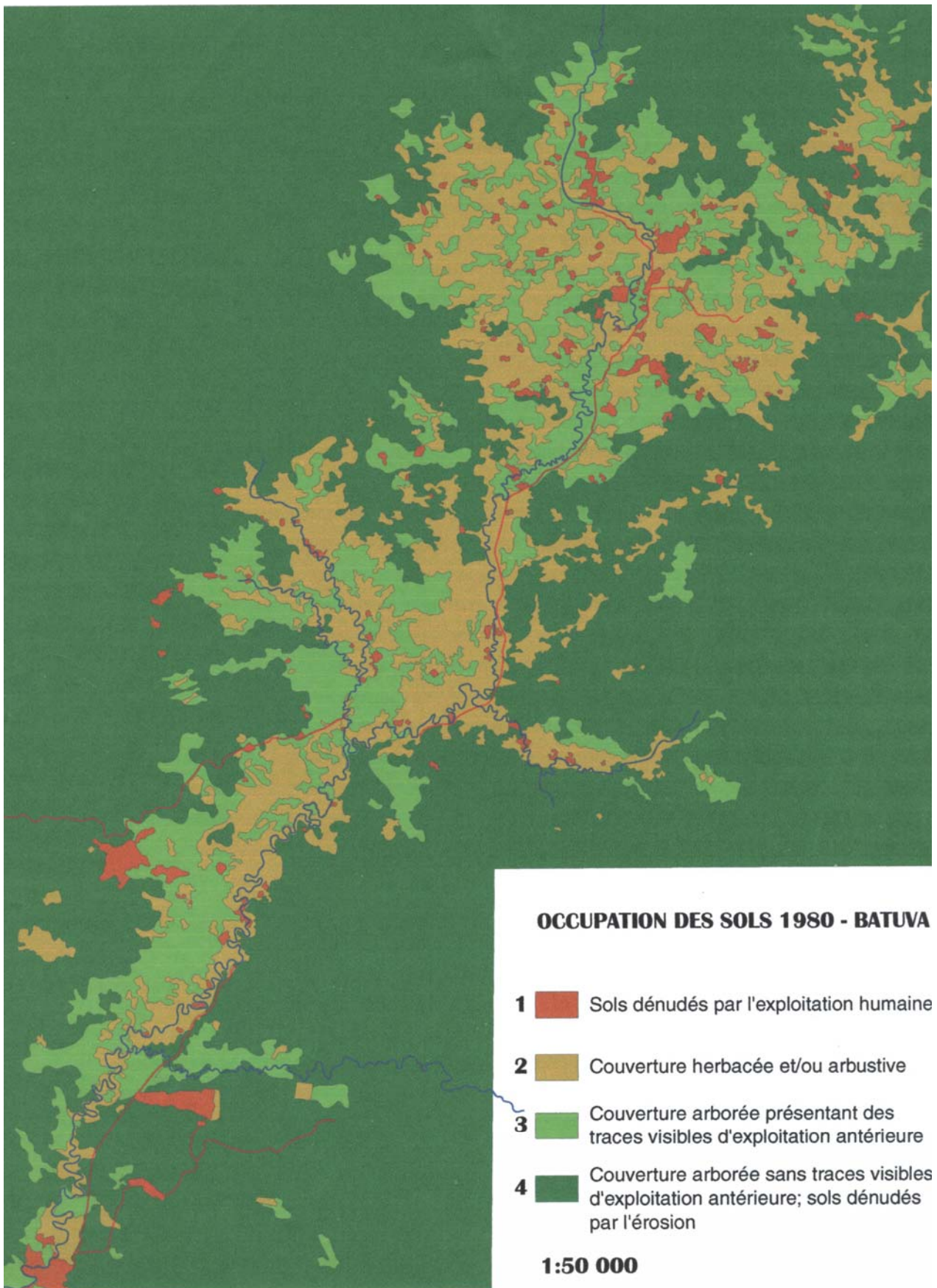
Au début des années soixante dix, la vallée de Guaraqueçaba demeurait donc un espace enclavé d'accès très difficile. La route de terre qui relie le bourg du municipe à Antonina venait juste d'être terminée et la piste qui s'y rattache et remonte la vallée n'existait pas encore. Résidait là une population de petits agriculteurs familiaux solidement enracinés dans leur espace de vie et qui continuaient à cultiver les mêmes plantes que celles qui avaient fait un temps la prospérité de Guaraqueçaba, bananes, manioc, riz, maïs, un peu de café et de canne à sucre. Quelques animaux venaient compléter la production familiale. Prévalait encore le système d'agriculture itinérante sur brûlis et une occupation différenciée de la vallée et de ses versants que j'ai décrits au chapitre 2. Une partie de la production était autoconsommée, ce qui était destiné à la vente continuait à descendre la rivière dans des canots ou des pirogues monoxyles pour rejoindre la baie et, de là, être dirigée vers les marchés de Guaraqueçaba bourg et Paranaguá. Certes, l'agriculture pratiquée à ce moment dans le littoral nord ne pouvait aucunement être considérée comme la prolongation de pratiques « traditionnelles » figées dans le temps. Nous avons vu précédemment qu'elle avait au contraire subi de nombreux bouleversements durant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Toutefois, malgré de nécessaires adaptations aux aléas du marché, aux exigences du milieu et aux réaménagements de la société rurale locale, on demeurait dans le cadre d'une petite agriculture paysanne familiale non mécanisée qui ignorait pratiquement l'usage d'intrants extérieurs, qu'il s'agisse d'engrais ou de pesticides. La région, rappelons le, était restée à l'écart du mouvement de modernisation qui commençait à toucher la région du *planalto*, fût-ce de manière encore timide et centrée sur les plus grandes exploitations.

La comparaison des cartes de l'occupation des sols entre 1953 et 1980 réalisées par Charles Cheung à partir de l'interprétation de photos aériennes de 1953, 1980 (ci-dessous) témoignent bien de la faible emprise des activités humaines sur l'espace de la vallée, et laisse apparaître un déplacement des blocs de parcelles cultivées caractéristiques de l'agriculture itinérante sur brûlis qui était pratiquée. La forêt demeurait très présente jusqu'au début des années 80 – même s'il s'agissait, pour une large part, de formations secondaires qui avaient récupéré le terrain après le recul des grands défrichements intervenus durant le premier tiers du siècle, comme je l'ai montré au chapitre 3 (Chap. 3 §3) (DOMINGUES, 2004 : 99).



**Figure 26** : Carte de l'occupation des sols de la vallée du Rio Guaraqueçaba, 1953 (CHEUNG, 2002).





**Figure 27** : Carte de l'occupation des sols de la vallée du Rio Guaraqueçaba, 1980 (CHEUNG, 2002).

A partir du milieu des années soixante-dix, avec l'arrivée sur la scène locale de nouveaux intérêts, portés par des investisseurs extérieurs attirés par les incitations publiques, comme je l'ai déjà décrit plus haut à un niveau beaucoup plus général, la situation sociale et environnementale allait changer de manière radicale. Le choc allait être grand pour les habitants de la vallée qui, depuis longtemps, n'étaient guère en contact avec les sphères économiques et politiques plus larges qu'à travers leurs échanges commerciaux.

Avec l'apogée des implantations de grandes entreprises agro-forestières à Guaraqueçaba, attirées par les déductions fiscales et les subventions attribuées par le gouvernement militaire dans les années soixante et soixante-dix, et avec l'inauguration de la piste PR 404-405<sup>43</sup> qui désenclavait Guaraqueçaba en lui donnant accès au reste du littoral et par-là aux villes de l'intérieur du Paraná en 1970, Guaraqueçaba allait devenir l'enjeu d'âpres disputes pour l'appropriation de la terre et des ressources naturelles. Par ailleurs, existait à l'époque un projet de construction du segment de la route nationale BR 101 qui rejoint le sud et le nord du pays en longeant le littoral au plus près – interrompue jusqu'alors à la hauteur du littoral nord du Paraná et du sud de São Paulo. Le passage d'une liaison routière majeure à travers ces espaces auparavant isolés pouvait créer des perspectives économiques nouvelles et ouvrait la porte à divers types de spéculations. Comme le trajet envisagé passait par la vallée du Rio Guaraqueçaba pour rejoindre l'État de São Paulo celle-ci y gagnait une importance stratégique. On sait que le projet n'a jamais vu le jour – en particulier pour ne pas mettre en danger la préservation de la forêt atlantique – toutefois il représentait à ce moment là un attrait majeur pour certains nouveaux arrivants, de même qu'un espoir pour certains habitants de Guaraqueçaba.

Avec l'intérêt nouveau suscité par le littoral nord, c'était une ère nouvelle qui s'ouvrait pour la vallée du Rio Guaraqueçaba et pour ses habitants. Allait se reproduire ici le schéma si fréquent au Brésil d'une confrontation entre une petite paysannerie vulnérable, aux droits fonciers mal établis, et des intérêts extérieurs mus par une recherche effrénée du profit, bénéficiant de moyens matériels et financiers puissants ainsi que de solides appuis dans l'appareil politique et administratif. Une confrontation dominée par la loi du plus fort, où tous les moyens sont bons pour triompher des résistances – y compris la violence.

---

<sup>43</sup> Numéro différent selon les sources et les cartes.

Nous avons retracé plus haut dans leurs grandes lignes les événements de cette époque. Voyons maintenant quelle tournure concrète ils ont pris dans la vallée du Rio Guaraqueçaba, qui allait se révéler un lieu focal de ces conflits.

*a) L'avant-garde d'une offensive de plus grande ampleur*

Si l'irruption de nouveaux acteurs et de nouveaux intérêts sur la scène locale allait s'intensifier dans les années soixante-dix, elle avait connu précédemment quelques signes avant-coureurs – marque de l'attrait que commençait à exercer sur quelques entrepreneurs pionniers les espaces peu exploités du littoral nord.

En effet, la venue du premier latifundiaire sur la scène de Batuva s'est faite dès les années cinquante. Elle s'est déroulée sans violence, avec même une certaine collaboration de la population locale. Elle n'en reposait pas moins sur les pratiques illicites de conquête de droits fonciers (*grilagem*) dans lesquelles, au Brésil, bien des créateurs de grands domaines fonciers étaient passés maîtres.

Il est notoire que c'est grâce à de faux titres de propriété que le Docteur Manoel Da Silva, s'est approprié la propriété des terres situées au nord du hameau de Batuva afin d'y créer sa *fazenda*. Il aurait racheté les terres d'un propriétaire antérieur connues comme le *grilo Salto do Ipiranguinha*. Celui-ci les aurait lui-même acquises de manière illicite<sup>44</sup>, mais dans le cadre d'un accord négocié avec les agriculteurs déjà établi à Batuva, respectant les limites des terres déjà occupées et exploitées par ceux-ci et reconnaissant ainsi leurs droits fonciers. Selon une anecdote rapportée par les journaux lorsqu'ils ont enquêtés sur les conflits qui éclatèrent dans les années quatre-vingt, le territoire des agriculteurs de Batuva était alors compris dans les limites où l'on pouvait percevoir le son de la cornemuse d'Américo Pontes – le plus ancien occupant des lieux (Jornal da Tarde 25/01/85).

Le Docteur Manoel avec son entreprise Secomil S/A après son rachat de la terre tenta d'implanter à Batuva une plantation de café sur 34 *alqueires* (85 hectares). Il employait de la main-d'œuvre locale pour le défrichage et la mise en valeur des terres : riz tout d'abord, café ensuite. Il demandait à chaque agriculteur employé par lui de s'occuper de 1 à 2 *alqueires* et il les rémunérait.

---

<sup>44</sup> Le *grilo Salto do Ipiranguinha* fut le plus grand faux titre de propriété de l'Etat avec 21 000 *Alqueires* (52 000 Hectares) qui s'étendait depuis l'Etat de São Paulo dans la vallée du Ribeira au nord du Paraná et aurait été la propriété d'un français nommé Vampré (Jornal da Tarde 25/01/85).

Les ambitions de cet entrepreneur n'étaient pas modestes. Pour venir aisément sur place en dépit des difficultés créées par l'enclavement de la vallée, il avait fait défricher à Batuva une piste d'atterrissage et venait en avion. De mémoire des informateurs locaux, c'est en 1967 qu'on l'a vu pour la dernière fois. L'existence de cette piste est confirmée par l'indication qui en est faite sur les cartes de l'IGBE de l'époque.

Ce projet de création d'une plantation de café fit toutefois long feu – comme ce fut le cas pour d'autres tentatives similaires sur le territoire de Guaraqueçaba car les conditions climatiques locales extrêmement humides se prêtent peu à une exploitation à grande échelle de cette culture. Le domaine fit faillite et les terres allaient être rachetées à la fin des années soixante-dix par un groupe agro-forestier, la société Madezatti, qui possédait déjà des terres de l'autre côté de la limite de l'État de São Paulo, dans la vallée du Ribeira. L'ampleur des enjeux était alors tout autre et les manières de procéder allaient changer.

#### *b) Mainmise sur la vallée*

A partir du milieu des années soixante dix, l'ampleur et la nature de l'intervention d'acteurs extérieurs au sein de la vallée allait changer de manière radicale. J'ai analysé plus haut les racines économiques et politiques de ce phénomène. Prendre place dans le Municipale de Guaraqueçaba et, notamment, dans la vallée qui offrait un débouché vers l'État de São Paulo, devenait une stratégie intéressante pour de grands groupes industriels et financiers. Leur venue s'est certainement inscrite dans une stratégie à moyen terme. Un certain nombre de motifs, notamment fiscaux, avaient commencé à les attirer dès le début des années soixante dix. La fièvre d'entreprendre qui caractérisa également la période du « boom » brésilien a certainement joué sa part dans cet engouement, le littoral constituant à cette époque un des derniers front pionniers possibles au Paraná. Le désenclavement routier de Guaraqueçaba s'inscrivait dans ce schéma en donnant corps à des perspectives qui demeuraient encore incertaines. D'autant qu'il constituait la première pierre d'un projet beaucoup plus large qui envisageait une mise en valeur intensive des ressources de la région de Guaraqueçaba, en particulier grâce au tourisme. La construction du segment manquant de la grande route littorale nationale Sud/Nord constituait l'élément clé de ce programme. Comme devait le dénoncer plus tard le maire de Guaraqueçaba, au moment où son Municipale allait se trouver au centre d'une campagne de presse, l'implantation géographique des entreprises qui se sont installées durant cette période (notamment, Casa Grande, Madezatti, Plantec, Reflorest Invest, Zugman) trahissait leur stratégie : les terres dont elles cherchaient à s'emparer par tous les

moyens – y compris les plus illicites – accompagnaient au plus près le tracé envisagé pour la route (interview de Cleantes Coelho Xavier : O Estado de São Paulo 31/07/84 : 14). On sait que, au début des années quatre-vingt, dans un autre contexte politique, un coup d'arrêt allait être donné à des projets qui étaient susceptibles des bouleverser aussi bien la société et l'économie locales que d'entraîner la disparition du dernier lambeaux de la forêt atlantique. Toutefois, pendant plus de dix ans, les petits agriculteurs locaux se sont trouvés confrontés à des agressions qui constituaient une réelle menace pour leur survie et le souvenir de cette période marque encore profondément leur lecture des réalités d'aujourd'hui et leur vision de l'avenir.

Pour comprendre ce qui s'est passé, refaisons brièvement l'histoire. Deux grandes entreprises ont marqué celle de la vallée du Rio Guaraqueçaba : la Madezatti et la Zugman.

La première est une grande entreprise agro-forestière de l'État du Rio Grande do Sul implantée aussi dans les États de São Paulo, Santa Catarina, Mato Grosso et du Paraná dès la fin 1979 par son rachat de la Secomil S/A. C'est une affaire familiale, d'où son nom formé de la contraction de *Madereira* (entreprise agro-forestière) et Zatti (nom de la famille fondatrice). Son premier objectif, en venant s'installer à Batuva en 1979 était de prolonger une propriété vouée à l'exploitation du bois noble et du palmier qu'elle possédait déjà du côté de l'État de São Paulo, à Jacupiranga, et qui se prolongeait jusqu'à la route nationale BR116. Les nouveaux espaces qu'elle cherchait à conquérir au sein du Municípe de Guaraqueçaba s'étendaient de Pedra Chata/Serra Negra à l'Ouest jusqu'à Batuva à l'Est et atteignaient au sud le hameau de Rio Verde. Au total, les chiffres qui circulent, évoquent une propriété totale de 25.000 *alqueires*, soit 60.000 hectares, les chiffres avancés par l'entreprise elle-même sont de 50 820 hectares, qui serait la plus grande propriété en sa possession.

Les Madezatti sont arrivés à la fin 1979 début 1980 à Batuva avec une équipe d'hommes d'armes, une quinzaine de *jagunços*, venus avec un camion et ouvrant un chemin pour accéder au nouveau domaine de l'entreprise. Ils voulaient prendre possession de la terre dont la société avait acquis les titres de propriété et tentaient de l'étendre à travers différentes manœuvres frauduleuses. Ils étaient menaçants et violents avec les petits propriétaires, les *posseiros*, et les autres équipes de *jagunços* d'autres fazendas qui s'installèrent à la même période à l'Ouest sur les hameaux de Serra Negra et Pedra Chata et qui essayaient elles aussi de s'accaparer des terres plus vers l'Est vers la vallée du Rio Guaraqueçaba, pour bénéficier d'un accès à la future route. Des familles de Batuva ont été traquées, délogées, expulsées ou

ont reçu des menaces de la part de ces milices. A Serra Negra, les échauffourées entre mercenaires des différents *fazendeiros* se disputant le territoire se sont soldées par des meurtres, des disparitions de *jagunços*. Sur le hameau de Batuva, des maisons d'habitants ont été brûlées. Les menaces, l'intimidation, la peur, des actes de violence ont été les armes utilisées afin de récupérer du territoire. Les hommes d'armes de Madezatti s'étaient installés dans la forêt sous des bâches en plastiques et ont semé la terreur avec leurs fusils.

Nombreuses ont été les familles qui ont fui la terreur causée par la troupe de mercenaires. Il est pourtant difficile de donner un nombre exact de familles concernées et expulsées ou qui ont fui. D'après nos entretiens c'est plus d'une dizaine de familles sur Batuva qui sont partis à la suite de ces actes. Une femme qui avait alors une vingtaine d'années se souvient que Madezatti a expulsé beaucoup de gens avec sa milice armée jusqu'aux dents. Elle raconte qu'ils ont été très violents et ont menacé de fusiller les gens qui ne s'en allaient pas. Ses propres parents se sont enfuis vers l'Etat de São Paulo, au hameau voisin de Santa Maria, où ils avaient également un lopin de terre. Les *Jagunços* les avaient menacés tout d'abord, puis avaient brûlé leur plantation et leur poulailler. En fin de compte, les menaces de mort et leur maison partie en fumée en ont fini avec la résistance de cette famille qui n'est jamais revenue par la suite. La jeune femme qui s'était quant à elle mariée à Batuva, raconte résignée cet épisode violent qu'a vécu sa famille, qui sans titre de propriété officiel a dû fuir, laissant derrière elle son histoire, ses biens, tous ses efforts du travail perdus. Mais tous n'avaient pas la chance de posséder un autre lopin de terre ailleurs ; dépossédés de leurs terres d'habitation ou de leurs terres agricoles, de leurs racines, ils migrèrent et s'installèrent dans des hameaux voisins près de membres de leur famille s'il en avaient ou bien ils quittèrent la vallée vers d'autres municipes comme Paranaguá ou des municipes limitrophes de São Paulo, comme Cananéia, dont les hameaux proches de Taquari ou Santa Maria.

Au-delà des expulsions violentes des *posseiros*, les hommes d'armes interdisaient au reste de la population de pénétrer dans la propriété de Madezatti. Les habitants ne pouvaient plus ainsi utiliser les anciennes parcelles cultivées, ou encore ramasser, cueillir des produits de la forêt dont le palmier, ou bien chasser et même traverser le domaine de la fazenda qui jusque là composait le territoire qu'ils occupaient et exploitaient depuis des générations comme ayant droit et dont ils puisaient la plupart de leur subsistance.

Face à ces agissements hors la loi, aux traques subies, et avec l'appui d'un Pasteur de l'Église Presbytérienne qui venait régulièrement à Batuva, les habitants rencontrent un avocat



de Curitiba, ami du Pasteur, qui les aida à créer une association de défense de la population. Ainsi, l'Association Rurale des Habitants et Amis de Batuva fut créée en 1984. Le président de l'Association dénonça alors Madezatti auprès des autorités et par la suite, deux hommes de Batuva, D. Barreto et J. Xavier, président et secrétaire de l'association, « ont été marqués pour mourir » par les hommes d'armes de Madezatti. A l'époque Madezatti était venue avec un tracteur pour ouvrir une piste, pour couper des arbres et les transporter jusqu'à la BR 116, où l'entrepreneur avait une scierie. D. Barreto et J. Xavier avaient dénoncé l'affaire auprès de l'IBDF (l'Institut Brésilien de Développement Forestier) à Curitiba, ancien IBAMA de l'époque. Ainsi, ils ont permis de mettre fin à la dévastation par l'ouverture d'une piste clandestine à des fins d'extraction forestière, l'IBDF étant venu empêcher la poursuite du projet par le contrôle et l'application de procès verbaux. Mais comme l'affaire avait été divulguée dans les journaux avec les noms des représentants de l'association de Batuva, les *jagunços* de Madezatti ont cherché à les tuer. D. Barreto raconte qu'il a dû se cacher pendant un moment pour leur échapper, il craignait pour lui et sa famille. Les journaux du 28 Novembre 1984 titraient alors « *Des Jagunços terrorisent des colons* » (O Estado do Paraná), « *Batuva : des agriculteurs en panique* » (Corrêio de Notícias).

Parmi les familles qui furent malmenées et qui perdirent leurs terres, seule une, la famille Dias, est entrée en justice avec les Madezatti par le biais du Syndicat des Travailleurs Ruraux, quelques années plus tard, et a pu récupérer la moitié des terres qu'elle exploitait, 25 *alqueires*, 62 hectares, au prix de longues démarches juridiques, grâce à l'obstination d'un père pour sa terre et les biens de sa famille et grâce aussi à la possession d'un titre de propriété.

Le comportement de Madezatti a été un exemple de procédés violents qui ont marqué cette époque. En même temps qu'ils accomplissaient leurs exactions, la mobilisation environnementale se développait et s'organisait. La population s'est ainsi mobilisée car il y a eu des procédés classiques de violences à l'œuvre, mais seulement grâce au soutien extérieur.

Le grand écrivain brésilien Jorge AMADO, retrace dans *Terra Do Sem Fim*, les procédés utilisés au début du XX<sup>e</sup> siècle par de grands *fazendeiros*, dans le sud de l'Etat de Bahia, grande région cacaoyère du Brésil, d'où il est lui-même originaire. Là, ces grands *fazendeiros* à la tête de leurs équipes d'hommes d'armes, se sont disputés de manière extrêmement violente les terres, usant de *caxixes* "une entourloupe d'avocat pour prendre les terres des autres" (AMADO, 1985 : 29). Ainsi, certains puissants, accompagnés d'avocats, de notaires et de géomètres véreux et corrompus, se sont appropriés des territoires à coup

d'embuscades et de mises à mort de petits propriétaires, et ce durant le XX<sup>e</sup> siècle sur tout le territoire brésilien repoussant les limites de leurs territoires, expulsant les petits, et s'enrichissant personnellement. Ils ont ainsi usé de procédés d'éviction pour déposséder les petits agriculteurs de leurs droits sur la terre dont ces derniers avaient acquis la propriété par l'usage, le droit coutumier.

Le cas de Guaraqueçaba n'est donc pas un cas isolé. Il est pourtant singulier et a connu de larges échos médiatiques et politiques à une époque où les préoccupations environnementales sont émergentes et où Guaraqueçaba représente une des dernières reliques de la forêt *Mata Atlântica* de la côte brésilienne.

Mais la réalité était plus complexe que ne le laisse apparaître ce rapide résumé. En effet, l'entreprise Madezatti s'était trouvé des alliés sur place, notamment en employant un bon nombre d'habitants dans la localité voisine de Rio Verde. Une dizaine de personnes ont été ainsi recrutées et se sont installées avec leurs familles sur les terres de l'entreprise. Cette installation était même devenue, dans les années quatre-vingt, le hameau le plus peuplé de Rio Verde, plus à l'ouest du hameau existant aujourd'hui. Les réactions des deux communautés voisines de Rio Verde et de Batuva ont donc été très différentes face à la stratégie de conquête de la Madezatti, stratégie elle-même différenciée distinctement dans les deux hameaux. La population de Batuva s'est posée en résistance et en lutte contre l'entreprise par le biais de l'association, des médias, des actions auprès des syndicats et organismes gouvernementaux. A l'inverse, à Rio Verde, les habitants ont participé à l'implantation de l'entreprise en devenant employés de celle-ci.

Il n'est pas ici question de porter des jugements de valeur, mais de montrer différents processus de domination et de réponses locales à ces dominations ou d'ajustements réalisés par la population afin de perdurer localement. Sur Rio Verde, la stratégie de l'entreprise a ainsi été de transformer les petits agriculteurs familiaux indépendants en employés et seule une famille de *posseiros* est entrée en résistance et se trouve encore face à la justice contre le *fazendeiro*. Toutes les autres familles ont vu au travers des emplois fixes offerts par l'entreprise une aubaine pour assurer leur développement, avec des salaires leur permettant de s'émanciper de conditions de vie difficiles dans une conjoncture défavorable, décrite auparavant. Cependant leurs terres n'ont pas été la proie de l'entreprise, seules les terres aux titres précaires des *posseiros* de Batuva jouxtant la propriété en titre de la *fazenda* ont fait l'objet de menaces et d'expulsions. Si une dizaine de familles ont du fuir à Batuva, seule une famille à Rio Verde a été inquiétée par les hommes d'armes et résiste jusqu'à aujourd'hui en

maintenant des cultures sur les terres dont elle se dit propriétaire mais qui font cependant officiellement encore parti du domaine de la fazenda.

Jusqu'à aujourd'hui ceux qui ont bénéficié, par des emplois, de l'installation de la fazenda sur Rio Verde minimisent, voire nient, les violences dont celle-ci a été accusée. Par contre la population de Batuva et la famille de Rio Verde qui se trouve en démêlés avec l'entreprise, bien qu'elles parlent avec difficulté de ces épisodes, et seulement après de longues discussions sur d'autres sujets, expliquent sans véhémence et avec beaucoup de retenue cette histoire, que tous aimeraient oublier et qui pourtant reste présente. Elle l'est d'autant plus qu'un jeune garçon de Rio Verde a perdu la vie au cours de cette période, un de ses camarades en voulant jouer avec le fusil de son père *jagunço* l'a malheureusement atteint. Aujourd'hui, même si l'émotion reste vivante, les discours sur les agissements violents se tarissent, la méfiance et la peur de représailles créent une certaine réserve dans les discours de la population.

Même si Madezatti a été l'entreprise qui a mis la main sur le plus de terre, elle n'a pas été la seule. D'autres se sont aussi appropriées des étendues de terres mais avec des stratégies différentes, et des procédés moins violents qui font qu'ils n'ont pas été sur le devant de la scène. C'est le cas de la fazenda Zugman dont l'installation ne s'est pas faite dans la violence mais qui a trompé la population, s'emparant de leurs terres en leur faisant signer des actes de vente à leur insu, dans une autre localité proche, Rio Cedro, située dans la vallée. Cette affaire n'a pas fait l'objet comme celle de Madezatti de tûlés médiatiques. Moins violente, plus fourbe mais toute aussi crapuleuse, elle a désapproprié les petits agriculteurs *posseiros*. Ces informations ont été récoltées lors de notre travail de terrain auprès d'un homme de la famille Gonçalves Do Carmo qui a perdu ses terres sur Rio Cedro et s'est installé sur les terres de son épouse à Rio Verde. C'est au milieu des années soixante-dix que cette entreprise est venue sur la scène locale du hameau de Rio Cedro au sud de Batuva, date à laquelle elle fait venir un administrateur de la ferme<sup>45</sup>, avec un titre de propriété pour des terres proches du hameau de Rio Cedro et afin d'y bénéficier des programmes fiscaux de l'époque pour la culture du palmier. L'entreprise a d'abord employé des habitants du hameau de Rio Cedro, avec des contrats de travail en règle. C'est plus de 15 familles concernées qui ont profité de cette occasion de travail régulier alors qu'elles ont été dupées par la suite. Car, d'après les précisions d'habitants concernés, au bout d'une année les dirigeants de l'entreprise sont venus

---

<sup>45</sup> Aujourd'hui cet homme est âgé et à la retraite, et passe sa retraite dans un hameau voisin : Rio Verde.

offrir aux employés des paniers garnis et leur ont fait signer un papier qui soit disant se référait à ce cadeau de Noël. Ils ne savaient pas ce qu'ils signaient et c'était en fait la vente de leurs propres terres, car le statut de *posse*, basé sur l'usage de terres sans maître, autorise la pratique de transactions (l'usage prolongé de la terre constituant une possession de fait – fragile cependant tant que qu'elle n'a pas été enregistrée officiellement). Ils ont signé à la hâte ce document dont on leur disait qu'il concernait leur travail et le cadeau de Noël distribué à chacun, et selon les propos des informateurs, beaucoup ne savaient pas lire. Très rapidement l'entreprise a ensuite licencié ses employés, alors qu'il lui avait fallu environ trois-quatre ans pour réussir à les duper ainsi. Sans brutalité mais par la supercherie, l'entreprise s'est ainsi appropriée toutes les terres au-dessus de la Rivière Cedro jusqu'à l'entrée de Batuva au nord et jusqu'à la montagne qui fait la limite de São Paulo à l'est, partie pour laquelle elle possédait déjà un titre de propriété lors de sa venue. La propriété de l'entreprise s'étendit alors sur presque 500 hectares.

Par la suite, après un recours en justice, chacun des *posseiros* spolié, soutenu par le Syndicat des Travailleurs Ruraux, a pu récupérer 5 hectares. Cette superficie était bien inférieure à celle qu'ils exploitaient auparavant. Cette transaction permit toutefois de régler l'affaire et de faire taire les revendications des petits agriculteurs. Dans cette affaire, le directeur du Syndicat des Travailleurs Ruraux de Guaraqueçaba a, quant à lui, bénéficié de 10 hectares à Rio Cedro, pour son service rendu en faveur de l'entreprise Zugman durant ce procès. Aujourd'hui, une dizaine de familles Gonçalves Do Carmo habitent au hameau de Rio Cedro et cultivent leur lopin de terre réduit au minimum, encerclé par la propriété de l'entreprise. Les conditions de vie de la population de Rio Cedro apparaissent comme des plus précaires en comparaison aux familles de Batuva et de Rio Verde qui ont pu garder de plus grands espaces, sans considérer ceux qui ont dû partir.

L'entreprise Zugman dont l'objectif était de profiter des avantages fiscaux du gouvernement pour l'exploitation du palmier, vient encore aujourd'hui avec des autorisations de coupe de palmier, employer de manière précaire des habitants de la région pour réaliser ces coupes, essentiellement des jeunes de Batuva. Son procédé est bien dans la lignée des "entourloupes" décrites par Jorge AMADO. Ces procédés s'appuyant sur l'utilisation abusive des autorisations de coupe sont largement diffusés sur le municípe et font l'objet d'une fiscalisation renforcée (MIGUEL, 1997 ; BRITTO, 2001).

Les interventions de ces deux entreprises, même si elles relèvent de procédés différents, ont toutes deux largement contribué à modifier aussi bien le paysage local que les conditions d'accès des petits agriculteurs de Batuva, Rio Verde et Rio Cedro aux ressources naturelles environnantes. Elles ont également changé leurs relations avec l'extérieur, notamment avec tous ceux dont ils peuvent craindre qu'ils les soumettent à nouveau à un rapport de force défavorable. La méfiance s'est développée et la peur d'être abusé ou dépouillé de sa terre continue d'être présente. Jusqu'à aujourd'hui, les témoins ont des difficultés à raconter ces événements. Ils craignent des représailles de la part de ces entreprises qui historiquement l'ont déjà terrorisée ou escroquée.

Ces deux entreprises d'agroforesterie sont celles qui ont le plus mis à mal la condition des petits propriétaires et des *posseiros* de Batuva et des deux hameaux voisins. Pourtant, ils n'ont pas été les seuls. Une troisième *Fazenda* vient finir d'encercler la population de ces trois hameaux et de limiter ainsi le territoire d'usage auquel celle-ci a accès. Il s'agit de la *fazenda* Ponta Grossa, située au nord du hameau de Batuva appartenant à Milton Mello Milreu de São Paulo et s'étendant sur 600 *Alqueires*, soit 1500 hectares du côté du Paraná qui se prolongent d'une superficie équivalente, de l'autre côté de la frontière avec l'État de São Paulo, sur le territoire de Cananéia-Taquari : soit au total environ 3000 hectares à cheval sur la frontière. Le propriétaire aurait acheté la partie qui se situe au nord de Batuva à une famille du hameau, les Pires, à la fin des années 1970.

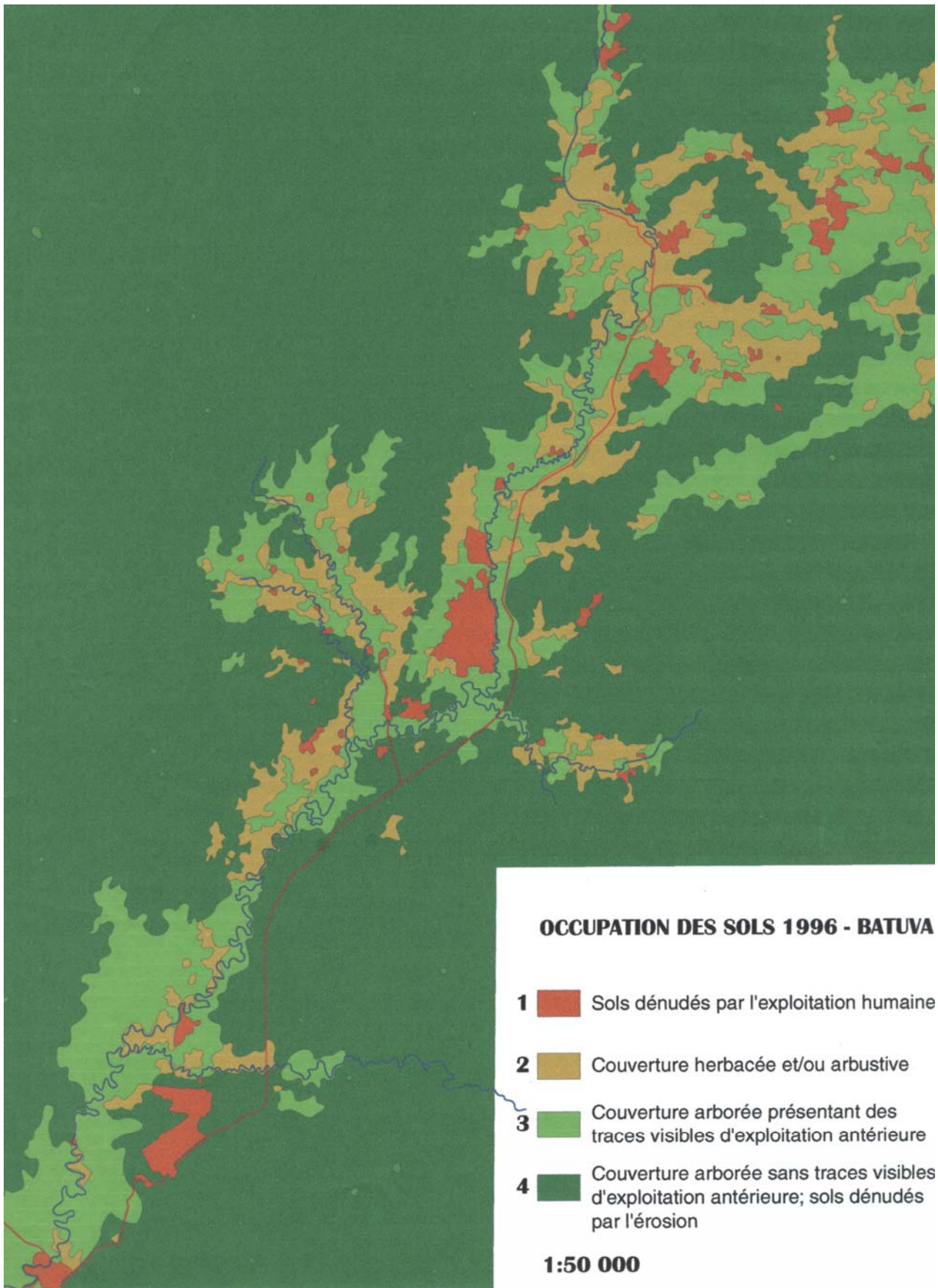
Du côté du Paraná, l'activité principale de ce *fazendeiro* a été l'extraction du palmier et du bois jusqu'en 1985. Il y avait alors des hommes d'armes employés comme gardes forestiers, mais il n'y a pas eu de violences perpétrées contre la population. Les *jagunços* empêchaient cependant la population de pénétrer sur les terres de la fazenda qui étaient relativement éloignées du hameau et où les incursions se limitaient à la cueillette du cœur de palmier ou à l'extraction occasionnelle de bois. Par la suite, aucune autre forme de mise en valeur n'a été poursuivie par l'entreprise. Elle a seulement maintenu sur place un garde forestier issu du hameau à partir de 1986, mais ce dernier n'étant plus rémunéré depuis 1995, se considère à présent comme *posseiro* de ces terres dont il avait la charge et y développe avec sa famille des cultures vivrières selon le système de défriche-brûlis. Du côté de São Paulo, la *fazenda* a développé des activités d'élevage de bovins et de plantations de gingembre.

Milton Mello Milreu a aussi beaucoup fait parler de lui dans les journaux de São Paulo et auprès des autorités de São Paulo en 1985 par ses activités de déforestations illégales

massives et par sa tentative d'ouvrir une piste au nord de Batuva, sur plus de 20 km pour rejoindre la BR 116 à Jacupiranga et écouler par là les arbres destinés à sa scierie de Pariquera-Açu (entre Jacupiranga et Cananéia, SP) (Jornal da Tarde, 02/07/85 ; 30/09/85 ; 10/10/85). Les mêmes sources l'ont accusé d'être un des plus grands *grileiros* de terres de la vallée du Ribeira, il aurait aussi agit violemment à Taquari-Cananéia avec l'aide de mercenaires pour s'approprier des terres de *posseiros*, et raser de tout arbre des parcelles et réaliser des sentiers avec jusqu'à plus de 180 employés et de nombreuses tronçonneuses (Ibid).

Ces trois exemples illustrent des procédés de spoliation malhonnête, d'usurpation par violence ou par la ruse à des fins d'enrichissement personnel, étendant leur emprise et privant les agriculteurs locaux de l'accès à des territoires qu'ils exploitaient auparavant. Les deux premières sociétés ont maintenu une présence légère au niveau local et emploient du personnel, ils viennent ainsi le retour des *posseiros* que pourraient tenter des terres demeurées vacantes. Quelles que soient les conditions litigieuses dans lesquelles ils ont acquis leurs terres, ils ont pu les faire enregistrer légalement en leur nom et conservent leurs droits. Ils ont cessé toute activité forestière ou presque mais ils tiennent à préserver ce patrimoine foncier dont ils prévoient la valorisation future.

Lorsqu'on regarde l'interprétation des photographies aériennes de 1996, réalisée par Charles Cheung, on constate, par rapport aux précédentes, un repli de l'agriculture sur brûlis engendré par l'appropriation des terres par les fazendeiros et par les restrictions environnementales et la quasi disparition de l'agriculture itinérante sur brûlis a laissé la place à de vastes parcelles dénudées caractéristiques des procédés de latifundios pour la mise en place d'élevage de buffles.



**Figure 28** : Carte de l'occupation des sols de la vallée du Rio Guaraqueçaba, 1996 (CHEUNG, 2002).

## **2. LES ENJEUX DE LA PROTECTION, L'ARRÊT DONNÉ A L'EXPANSION ET LE RENFORCEMENT DU CONTRÔLE POLICIER**

Au début de l'année 1985, sous l'effet des pressions médiatiques et grâce à la résistance organisée de la population de Batuva des revirements s'opèrent en haut lieu à Curitiba. Les gouvernements des deux États de São Paulo et du Paraná signent une convention de coopération dont l'objectif est la protection de la zone lagunaire estuarienne de Iguape - Guaraqueçaba - Paranaguá contre la spéculation foncière et les dévastations massives imputables aux entreprises agroforestières. Il s'agit également de donner un coup d'arrêt à des projets de complexes touristiques.

Les habitants de Batuva, organisés depuis peu en association, saisissent cette occasion pour envoyer une lettre aux deux gouvernements et demander que la route devant relier le littoral de São Paulo au littoral du Paraná ne soit réalisée qu'à la condition d'une régularisation préalable des titres de propriétés des terres des petits agriculteurs et *posseiros* traversés par son futur tracé. Parallèlement, les habitants continuent de se plaindre des violences, des pressions et des spoliations perpétrées par l'entreprise Madezatti (Jornal da Tarde, 25/01/85).

Comme je l'ai déjà montré, la régularisation foncière est une opération complexe du fait de la superposition des titres de propriétés et de la multiplication de titres falsifiés – rappelons ce que a été dit plus haut au sujet de la superficie de terres enregistrées très largement supérieure à la surface totale du territoire de Guaraqueçaba. De ce fait, la régularisation foncière n'a été en fin de compte que très limitée et n'a bénéficié qu'à très peu de *posseiros*. Sur Batuva, seule la famille Dias a pu ainsi récupérer une parcelle spoliée par Madezatti. L'INCRA, l'organisme gouvernemental en charge de la régularisation foncière, disposant de peu de moyens, ne pouvait démêler la complexité de la situation foncière locale et se trouvait face à des grands propriétaires dont les relations avec des instances supérieures les rendaient quasiment invulnérables. La focalisation sur le contrôle des activités de déforestation des entreprises agroforestières décrite dans le chapitre 3 a été la seule mesure concrète pour réduire les activités de celles-ci et ainsi mettre à mal leurs desseins.



Sous le double effet des résistances locales et des politiques publiques, s'est donc opéré un basculement au début des années quatre-vingt. L'enjeu de la protection environnementale et celui de la survie des populations locales ont contraint les entreprises agroforestières à suspendre leurs interventions les plus directes sur le terrain. La population cessa progressivement d'être la cible de ces *fazendeiros* et reçut un certain soutien de la part des institutions publiques afin de pouvoir poursuivre ses activités agricoles (Chapitre 3). Bien que les territoires exploités par la population se soient vus considérablement réduits, les agriculteurs ont pu maintenir leur système agricole basé sur la défriche-brûlis sur les parcelles qu'ils n'avaient pas perdues, et dont les autorisations étaient facilement octroyées par les techniciens et agronomes des institutions officielles (l'Institut des Terres et de Cartographie, ITC, principalement).

A la fin des années quatre-vingt, tout semblait rentrer dans l'ordre et les paysans qui avaient pu se maintenir localement en dépit de la tourmente qu'ils venaient de traverser, entreprirent de s'adapter à la perte de territoire subie et aux nouvelles contraintes environnementales auxquelles ils étaient désormais soumis. Cette éclaircie fut cependant de courte durée. En effet, alors que dans les premières années de l'implantation de l'Aire Protégée APA, les pratiques agricoles locales ne sont pas remises en cause – comme en témoigne les propos des agriculteurs eux-mêmes qui relatent la facilité avec laquelle ils pouvaient alors obtenir des autorisation de coupe et de mise en friche, la situation connaît un revirement en 1990 après le changement de gouvernement de l'État du Paraná. Les institutions environnementales sont restructurées et l'appareil judiciaire et policier sur le municipale est renforcé (Cf. Chapitre 3). On assiste alors à la restriction et à l'interdiction des pratiques agricoles développées par les petits paysans. Les autorisations deviennent de plus en plus difficiles à obtenir, les procédures se durcissent et se bureaucratisent à outrance, rendant difficiles les recours, multipliant les démarches, allongeant les délais, de sorte que les réponses, le plus souvent négatives, arrivent trop tard par rapport au calendrier agricole.

Très rapidement les agriculteurs renoncent aux procédures officielles et se résignent à l'illégalité pour pouvoir continuer à défricher et semer en temps utiles. C'était pour eux une question de survie. La conséquence en fut une multiplication des contrôles policiers et une répression sévère, fondée une application stricte de la législation forestière. Les agriculteurs sont alors contraints de se réfugier dans la clandestinité, de pratiquer leurs défriches dans des endroits d'accès difficile – loin du trajet de la police forestière. S'ils poursuivent leurs

activités de coupe, de cueillette et de chasse dans la forêt – destinées à répondre aux besoins de leur vie matérielle et à compléter leurs revenus – ils ne le font plus qu'en cachette.

Les paysans m'ont décrit les diverses formes de répression et d'oppression qu'ils connaissent alors et que, jusqu'à un certain point, ils continuent à subir aujourd'hui. Les années quatre-vingt dix ont été les années où la répression policière a été la plus violente. La multiplication des amendes, des confiscations du matériel agricole, des outils utilisés pour la chasse, des produits prélevés s'est souvent accompagnée de violences physiques et tout particulièrement lorsqu'il s'agissait de flagrant délit de cueillette ou de transport illégal de palmier. Là encore, une famille m'a raconté avec beaucoup de difficultés un épisode violent au cours duquel un des fils de la famille a perdu la vie. Alors qu'il transportait des conserves artisanales de cœur de palmier, il a été pris par la police. Afin de lui soutirer des informations sur la destination de sa production, sur les noms des commanditaires, il a d'abord subi des brimades, puis il a été frappé, s'est retrouvé allongé à terre et a reçu de nombreux coups de pieds dans l'abdomen, qui lui ont causé des hémorragies internes desquelles il a succombé quelques heures plus tard à l'hôpital de Guaraqueçaba. Cette histoire douloureuse m'a été racontée longtemps après avoir partagé de nombreux moments de la vie quotidienne de cette famille, après de longues discussions et à la suite d'une confiance acquise au bout des deux années de terrain. La difficulté éprouvée à parler de cet épisode tragique tenait à la fois la souffrance de la perte d'un être cher et la gêne engendrée par les circonstances dans lesquelles leur fils a trouvé la mort. A aucun moment cependant un sentiment de révolte ou d'injustice n'est exprimé, la retenue restant prédominante. Ces moments sont vécus comme des fatalités, dans un contexte qui leur est défavorable, et les personnes semblent résignées à leur sort. Nous verrons plus loin comment les religions pentecôtistes et évangéliques sont des réponses possibles pour surmonter ce sort, ces souffrances vécues : des réponses qui, d'une certaine manière, permettent à la population d'accepter, de mieux vivre ce quotidien pesant et difficile. Nous reviendrons alors sur le rôle de ces Églises dans la vie individuelle et collective.

Selon les habitants, la cueillette de palmier est l'activité autour de laquelle les violences semblent avoir été les plus importantes, surtout les violences physiques. Les policiers tentent d'appréhender les cueilleurs de palmier, *palmiteiros*, lorsqu'ils se rapprochent de la piste principale pour livrer les cœurs de palmier aux camions de la conserverie. Les chauffeurs détiennent les autorisations de transports. Cependant, ces autorisations mentionnent précisément le lieu de prise en charge des cœurs de palmier en fonction du lieu spécifique pour lequel l'autorisation de coupe a été délivrée, ce lieu qui n'est généralement pas

le même que celui de l'autorisation lorsqu'il s'agit du transport de cœur de palmier clandestin venant de la forêt. Les policiers peuvent ainsi appréhender les *palmiteiros* et les chauffeurs de camion. De nombreux témoignages font état des violences physiques commises par le passé dans ces circonstances. Une autre occasion d'appréhender la cueillette clandestine survient lors du transport des conserves de cœur de palmier qui ont été faites à la maison. Dans ce cas, ce sont le plus souvent les femmes qui sont cause, lorsqu'elles prennent le bus régulier qui va de Batuva au bourg et acheminent leur production. Elles disposent généralement leurs cartons dans la soute du bus et, lorsqu'un contrôle de police survient et met la main sur la marchandise, elles ne s'en déclarent pas les propriétaires. Une femme de Batuva m'a raconté qu'une fois, n'ayant pas pu mettre son carton dans la soute elle l'avait gardé avec elle. Lorsque le bus a été arrêté par la police forestière, elle a eu la présence d'esprit de cacher entre ses jambes et de le dissimuler sous sa jupe. Elle a pu échapper ainsi à l'interpellation. La vie des familles de Batuva est faite de quantité d'aventures de ce genre, certaines dramatiques, certaines cocasses.

A partir des nouveaux dispositifs législatifs environnementaux de 1989 (Cf. Chapitre 3), les demandes d'autorisation sont réclamées pour toutes les activités ayant trait aux ressources forestières. Avec leur application drastique un an plus tard, la population, ayant connu des refus quasi systématiques et s'étant résolue à ne plus engager de procédure d'autorisation, n'y avait que rarement recours. La réplique des organismes chargés de la protection environnementale fut un contrôle accru de toutes les activités, agricoles aussi bien que forestières, des petits agriculteurs : contrôle assorti d'une répression sévère chaque fois qu'était constatée une pratique contraire aux règlements. C'est une surveillance constante qui s'exerçait ainsi et, au début des années quatre vingt dix, les policiers venaient plusieurs fois par semaine faire leur tournée des hameaux par la piste principale mais aussi par les sentiers qui montaient vers les versants. On raconte même qu'ils pouvaient venir tous les jours. Ces dernières années, les habitants constatent que la présence de la police dans la vallée est beaucoup plus sporadique. Ils la soupçonnent cependant d'utiliser des moyens plus perfectionnés avec des repérages par survol de la vallée en avion, des relevés GPS et, lorsqu'elle repère des parcelles frauduleuses, d'exercer une surveillance quotidienne pendant plusieurs semaines jusqu'à prendre sur le fait les responsables et les arrêter.

La coupe de bois destiné aux travaux courants de l'exploitation (construction et entretien de la maison, édification de clôtures ou de poulailler, etc.) ou à des fabrications qui

faisaient partie de longue date des savoir faire paysans, comme le creusement de canoës monoxyles est très rigoureusement réglementée. La police forestière multipliait ses tournées dans les hameaux et lorsqu'elle surprenait des hommes en possession d'une tronçonneuse, coupant ou ayant coupé des planches, des poteaux ou des poutres, elle exigeait d'eux la présentation d'une autorisation de coupe ainsi qu'une autorisation de port de tronçonneuse. Le plus souvent, ces agriculteurs ne possédaient ni l'une ni l'autre et la police confisquait le tout. Même si elle est moins tatillonne que par le passé cette surveillance se poursuit jusqu'à maintenant et, durant mon de terrain, des agriculteurs m'ont décrit de semblables mésaventures. L'autorisation de coupe est difficile à obtenir, car il faut des titres de propriété en bonne et due forme et les parcelles concernées doivent représenter de telles superficies boisées que peu nombreux sont ceux qui peuvent y prétendre. Les autorisations de coupe sont moins difficiles à obtenir dans le cas des arbres déjà tombés au sol, mais le coût et les échéances de la procédure – qui comprend une inspection de terrain – font que les habitants ne prennent pas la peine de s'y aventurer, l'arbre ayant le temps de pourrir sur place avant que l'autorisation leur parviennent. Ils débitent donc l'arbre sans se soucier de lancer une procédure aussi hasardeuse à leurs yeux. L'autorisation de port de tronçonneuse a également un coût (environ 15-20 Euros) et doit être renouvelée tous les ans, mais comme les autorisations de coupe sont très difficiles à obtenir, les porteurs de tronçonneuse sont peu nombreux à régulariser leur port de matériel. Ils prennent donc le risque de malencontreuses rencontres avec la police et de la perte de leur matériel. Lors de notre terrain, un homme avait sa tronçonneuse confisquée depuis plus d'un an, et comme elle était sa principale source de revenus, il était contraint de trouver d'autres activités lucratives pour assurer sa subsistance, l'unique petite parcelle qu'il possédait ne pouvant subvenir à ses besoins. Il reprit donc une activité qu'il avait abandonnée depuis quelques années : la cueillette clandestine de cœur de palmier. Il expliquait qu'il avait fait recours auprès de l'IBAMA et de la police forestière afin de récupérer sa tronçonneuse et qu'il avait dû passer par le Syndicat des Travailleurs Ruraux afin d'établir une attestation de situation de pauvreté pour pouvoir prétendre à la dévolution de son outil de travail et à l'exonération de son amende (de 3 fois un salaire minimum, soit à l'époque 750 Reais ou entre 220 et 250 Euros). Comme il me l'a expliqué et comme en ont témoigné d'autres agriculteurs, avoir à solliciter et à produire une telle attestation pour pouvoir récupérer son matériel a constitué pour lui une énorme humiliation. Ces blessures d'amour propre sont extrêmement douloureuses pour ces petits paysans qui ne possèdent que peu de choses mais qui attachent un grand prix à leur dignité. Devoir s'humilier pour continuer à mener la vie qu'ils ont toujours connue est insupportable pour eux. De la réserve conservée

pour exprimer les souffrances physiques ou la honte de devoir vivre dans la clandestinité on passe ici à la colère, celle de devoir s'avilir pour récupérer son outil de travail, ou pour se voir exonéré de l'amende. La morale et l'honneur sont ici en jeu. La morale car ils ont le sentiment d'exercer un travail honnête et d'être exposé à l'injustice sous couvert de l'application de la loi. L'honneur qu'ils estiment bafoué par l'humiliation qu'on leur impose. Tous ces sentiments se mêlent et le vécu au quotidien est celui d'une population sur ses gardes, méfiante, et qui éprouve en permanence la crainte d'être prise en flagrant délit. Cette peur au quotidien rythme les activités, l'attention prêtée au moindre bruit. L'utilisation de la tronçonneuse est d'autant plus risquée qu'elle s'entend de loin, et les policiers ont vite fait de percevoir le vrombissement d'une tronçonneuse depuis la piste. De l'autre côté, les agriculteurs aux aguets prêtent l'oreille aux bruits d'un moteur de voiture et prennent rapidement la poudre d'escampette pour se faufiler dans la forêt ou rejoindre une maison prenant soin de cacher leurs outils. Pourtant, depuis la diffusion des débroussailleuses (*rotofil*) qui émettent un bruit similaire à celui d'une tronçonneuse les policiers ont des difficultés à différencier les deux sons.

J'ai pu ainsi observer la défriche d'une *capoiera* (recrû de plus de 8-10 ans, d'un stade arboré avancé de plus de 4 mètres) située dans une plaine à une quinzaine de minutes de marche de la piste en terre, réalisée par cinq hommes dont deux avaient une tronçonneuse. A l'ambiance bon enfant du début suscitée par ma présence a succédé une tension causée par un bruit de moteur de voiture. Le jeune fils et moi sommes retournés au domicile le plus proche afin de demander aux enfants d'aller faire le guet et de nous prévenir si la police forestière était dans les parages. Ce n'était qu'une fausse alerte, mais les agriculteurs clandestins ont vite fait de s'inquiéter pour leur sort et celui de leur matériel. La peur les accompagne au cours de toutes leurs activités.

Compte tenu de la multiplications des restrictions qui soustraient désormais des pans entiers du terroir du hameau à la défriche et à la mise en culture, un agriculteur est très vite dans l'illégalité s'il veut continuer à pratiquer les rotations culturales sur lesquelles son système de culture a été fondé de tout temps. Inutile de penser à demander une autorisation officielle :

*"C'est l'agent forestier qui choisit et ensuite il faut attendre entre six mois et un an avant d'avoir l'autorisation, c'est pour cela que personne ne passe par la demande d'autorisation, cela ne fonctionne pas"* m'assure un agriculteur.

Toute la communauté fait front commun pour répondre aux incursions jugées injustes de la police. Lorsque des agents rencontrent une défriche ou une parcelle cultivée située dans

une zone interdite et qu'elle interroge des voisins pour savoir qui en est l'auteur, personne ne le renseigne personne : le silence fait loi<sup>46</sup> :

*"Personne ne dénonce personne, ils trouvent par leurs propres moyens".*

Ainsi la police se trouve en difficulté pour retrouver le propriétaire du champ délictueux. Leur tâche est encore compliquée par le caractère indivis des territoires et la complexité voire à l'absence de cadastre effectif. La stratégie des policiers est alors de venir régulièrement sur la parcelle afin d'y prendre le propriétaire sur le fait. Durant mon séjour, plusieurs agriculteurs ont ainsi perdu leurs productions de riz ou de haricot car ils ont cessé de continuer à les entretenir après qu'elles aient été découvertes par la police forestière.

En octobre 2002, durant mon séjour, des agriculteurs se pressaient à vouloir réaliser rapidement leur brûlis car la police était soit disant passée en avion au-dessus des parcelles défrichées et allait venir les contrôler par voie terrestre à l'aide d'un GPS et tenterait de surprendre les agriculteurs. Aussi, l'un d'eux était très anxieux à l'idée de ne pas pouvoir planter sa parcelle de riz cette année là. Il expliquait que la police traquait propriétaires de champs clandestins.

Nombreux sont les exemples de contrôle policier considérés comme une véritable persécution qui m'ont été relatés. Ils vont du passage de la police par avion lors de la récolte du riz ou de la défriche à la venue quotidienne de la police forestière sur un champ durant plus de quinze jours pour y trouver le propriétaire, aux amendes de plus de 3000 Reais (presque 1000 Euros) pour un champs de haricot clandestin à Rio Verde en 2003, enfin aux obligations de se cacher dans la forêt en attendant que les policiers repartent pour ne pas se faire prendre.

Aucune forme d'information sur les dispositions réglementaires en vigueur n'a précédé la mise en place d'une répression systématique. Nombreuses sont pourtant celles qui s'appliquent aux pratiques agricoles, en particulier en fonction de la déclivité du terrain, de la distance à la rivière, de hauteur de la végétation. Dans un premier temps, nous l'avons vu, les autorisations leur étaient octroyées de façon très libérales. Par la suite, la procédure est devenue démesurément longue et aléatoire et ils l'ont alors jugée incompatible avec un exercice normal de leurs activités productives. Ils ont donc décidé de faire l'impasse sur ces démarches et de continuer leur travail sans se soucier d'une réglementation qu'on ne leur

---

<sup>46</sup> Comme je le verrai plus loin la dénonciation est plus fréquemment invoquée lorsqu'il s'agit de la cueillette et la transformation artisanale du cœur de palmier : la concurrence est alors très vive et tous les moyens sont bons pour se débarrasser d'un rival.

avait pas expliquée et qu'ils ne comprenaient pas. C'est au coup par coup, en fonction des sanctions qui les frappent qu'ils en prennent connaissance. Il y a encore peu de temps, certains découvraient l'interdiction de cultiver dans la zone bordant la rivière, considérée comme le domaine de la forêt ciliaire, alors même que depuis longtemps la forêt y avait fait place à des parcelles cultivées. C'est ainsi que lorsqu'un agriculteur a voulu demander une autorisation de coupe de palmiers allochtones, totalement étrangers à la flore locale, qu'il avait lui-même soigneusement planté en lignes droites – plantation dont il pouvait attester sans contestation possible - les techniciens de l'IBAMA lui ont refusé l'autorisation de coupe sous prétexte que la parcelle se trouvait sur une zone protégée de forêt ciliaire. Cet agriculteur se trouvait dans l'impossibilité de profiter légalement de sa production alors qu'il était temps d'en réaliser la coupe. Il leur a rétorqué qu'il allait le faire illégalement et que par la suite il laisserait la forêt ciliaire s'y régénérer. Ils auraient pu, leur a-t-il dit, lui octroyer l'autorisation en lui demandant effectivement de laisser ensuite la parcelle en recrû, la considérant à l'avenir comme une zone de protection permanente.

On constate une absence d'accompagnement de la petite agriculture tout au long de cette période et ce jusqu'à aujourd'hui et une accumulation de situations absurdes empêchant purement et simplement le maintien des activités agricoles dans la plupart de leurs modalités.

Les surfaces arables qui peuvent être légalement exploitées sont réduites pratiquement à néant, le système de culture est totalement remis en cause par la législation, et se voit contraint à des adaptations menaçant sa durabilité et alourdissant son impact sur le milieu, par des pratiques agricoles désordonnées car clandestines (ZANONI, MIGUEL : 1995). Dans ce contexte, la population perd prise sur son avenir et s'adapte au coup par coup pour assurer sa survie immédiate, sa production vivrière annuelle.

Au niveau de la chasse enfin, l'activité est interdite sur tout le territoire du Brésil depuis 1967 – interdiction qui a été étendue en 1989 à l'autoconsommation des populations dites traditionnelles, hormis dans des réserves privées de chasse. Selon une habitante de Batuva, il est plus grave de se faire prendre par la police avec de la chasse qu'avec du palmier, car on peut aller directement en prison. Là encore les stratégies développées par la population pour échapper à la répression sont multiples, de l'enfant qui part en courant pour aller informer les personnes qui arrivent de la forêt par le sentier, au propre chasseur qui en s'approchant du hameau dépose sa chasse et son fusil dans une cachette et une fois qu'il s'assure qu'il n'y pas de danger revient récupérer sa prise et son fusil, enfin à tenter de se cacher lorsqu'on aperçoit les policiers. Les flagrants délits sont rares et cela fait plusieurs

années qu'il n'y en a pas eu. La discrétion mise en œuvre par les chasseurs et la diminution de la chasse en sont les explications les plus courantes.

L'exemple de Batuva montre bien comment l'application stricte et extrême sévère de la législation environnementale sur les activités agricoles et forestières des petits paysans constitue une menace pour leur existence, dans la mesure où de multiples entraves les privent de la possibilité de tirer de leur environnement naturel les moyens de leur subsistance : qu'il s'agisse de l'agriculture, de l'exploitation du bois à des fins domestiques ou artisanale, de la cueillette, de la chasse. Cette situation a contraint ces agriculteurs à développer des stratégies de dissimulation afin de pouvoir maintenir à la fois une agriculture de subsistance et des activités génératrices de revenus. Menacés dans leur survie, nombreux sont ceux qui se sont tournés en fin de compte vers la cueillette du cœur de palmier qui, en dépit des risques qu'elle leur fait courir et de l'extrême dureté de l'effort physique qu'elle exige, leur assure un revenu sans réclamer d'eux ni terres, ni argent, ni compétences ni outils particulier.

Cette activité est donc devenue le point focal de la répression policière. Les quatre conserveries du municipe ont fermé petit à petit du fait du déclin de l'activité et du contrôle accru. La fermeture provisoire sous ordre judiciaire de la dernière conserverie de palmier du municipe en 2003 a considérablement fait chuter l'activité des derniers *palmiteiros* clandestins, dont certains ont même abandonné. Reste à savoir si cette fermeture sera maintenue étant donné que nombre d'agriculteurs avaient depuis peu signé des contrat de plantation avec le dirigeant de la conserverie pour des plantations de palmiers allochtones dont la conserverie avait le monopole de l'achat et dont une partie de la production lui revenait de droit, car elle avait participé au financement des plants de palmiers. L'activité de cueillette de cœur de palmier a cependant pu se maintenir plus sporadiquement au fond de la vallée du Rio Guaraqueçaba, à Batuva en particulier grâce à des possibilités de commercialisation du côté de l'État de São Paulo, où le contrôle est moins lourd.

Dans ce contexte général, la population est assez pessimiste au sujet de son avenir et de celui de ses enfants. Ni le gouvernement ni la municipalité ne lui proposent d'alternative crédible. Des projets agroforestiers de génération de revenus ont pu voir le jour à Batuva, comme nous allons le voir, grâce au soutien de l'Université Fédérale. Mais les perspectives ouvertes à l'ensemble de la population sont réduites. Les agriculteurs attendent en vain un soutien significatif la part des organismes qui sont en charge de l'appui à l'agriculture



familiale. En même temps, ils se plaignent des restrictions que leur impose la protection de l'environnement :

*"Nous ne pouvons plus rien faire, disent-ils : on protège la forêt et les animaux mais on laisse mourir les hommes de faim en leur interdisant de planter pour survivre".*

Leur façon de résumer la situation est certes excessive, mais il n'en est pas moins vrais que la législation environnementale pèse sur eux de tout son poids, qu'elle constitue un réel handicap pour la conduite des activités de production dont dépend leur existence et qui sont les seules sur lesquelles ils peuvent compter pour construire l'avenir de leurs enfants. Ils n'entrevoient aucun moyen d'échapper à la spirale infernale qui les entraîne vers le déclin. Aujourd'hui, les jeunes adultes qui ont une vingtaine d'année n'ont connu que la répression vécue par leurs parents et qu'ils ont eux-mêmes subi. Leur vie quotidienne, leur pratique de l'agriculture, leur rapport avec la forêt ont toujours été marqués du sceau de la méfiance à l'égard d'une sanction toujours possible et de la dissimulation qui peut permettre d'y échapper. Pour ces jeunes comme ils l'expriment eux-mêmes :

*"Il en a toujours été ainsi, la vie entière il y a eu les agents forestiers (policiers forestiers), les restrictions environnementales".*

Ces jeunes ont grandi et se sont construit dans cette situation, ils connaissent les stratégies de dissimulation, les pratiques agricoles clandestines, elles sont devenues pour eux la norme, la règle. Ils connaissent les stratégies d'adaptation nécessaires pour le maintien des activités agricoles, forestières, cynégétiques, et même halieutiques (la pêche étant également très réglementée), ces stratégies qui sont fondées aujourd'hui sur la nécessité d'être toujours aux aguets, de toujours anticiper la venue de la police, de savoir se dissimuler, se cacher à temps. Ils se sont construits dans la méfiance et la crainte d'être pris.

Cependant, parallèlement à la recrudescence du contrôle et des contraintes durant ces quinze dernières années, quelques projets scientifiques et de développement initiés par des institutions extérieures ont vu le jour dans la vallée et plus particulièrement dans le hameau de Batuva. Le fait que, à la suite des événements dont nous avons déjà parlé plus haut, la population se soit organisée en association et ait montré sa capacité à unir ses forces créait des conditions favorables à l'établissement de relations de partenariat autour de la recherche de solutions pour sortir de l'impasse créée par l'application rigide des règles de protection environnementale.

### **3. LA PÉRIODE CONTEMPORAINE : INTÉRÊTS SCIENTIFIQUES ET PROJETS DE DÉVELOPPEMENT**

A la fin des années quatre-vingt et au début des années 1990, se met en place un programme franco-brésilien qui associe l'Université Paris VII et l'Université Fédérale du Paraná et qui a pour thème « Gestion des ressources naturelles pour un développement durable ». Le municiple de Guaraqueçaba est choisi comme terrain de mise en œuvre de ce programme, dont l'objectif est d'établir un lien entre recherche scientifique et développement. Certains travaux concernent la pêche et la mangrove, d'autres sont consacrés au milieu rural. C'est le cas, en particulier, des travaux universitaires de Lovois de Andrade MIGUEL. Ce chercheur a d'abord réalisé son master en sciences économiques et sociales à l'Institut Agronomique de Paris dont le sujet traitait de l'évolution des systèmes agraires dans la région de Guaraqueçaba, puis son doctorat dans la même institution, dans la continuité de sa première étude. Du fait de ses recherches, il a été un témoin privilégié des difficultés rencontrées par les petits paysans du municiple sous les effets conjugués du mouvement général de marginalisation de l'agriculture familiale, des conflits avec les latifundiaires et, en dernier lieu, des contraintes créées la mise en place non concertée de l'APA, avec son cortège de réglementations environnementales appliquées avec une rigueur renforcée. Ce constat conduisit, sous son impulsion et celle de Magda ZANONI, Maître de Conférence à l'Université de Paris 7, à la création d'une association du nom d'HOLOS, dont l'objectif était la promotion de la recherche interdisciplinaire pour l'environnement et le développement et dont le principal théâtre d'opération était le municiple de Guaraqueçaba. Grâce à différentes subventions et bourses, elle a pu mener une série de recherches-action dont l'objectif principal était la conduite de diagnostics préalables à l'élaboration de projets de développement durable au bénéfice de la population locale. En milieu rural, les actions se sont concentrées sur Batuva. Avec des fonds collectés en France et au Brésil, et avec l'appui du programme d'Extension de l'Université Fédérale du Paraná<sup>47</sup>, différentes opérations ont pu être menées entre 1994 et 1999 afin de trouver des alternatives techniques et économiques adaptées à la réalité culturelle, sociale et économique locale et permettant de concilier une exploration

---

<sup>47</sup> Les programmes d'extension des universités fédérales au Brésil sont des départements distincts des enseignements qui visent à la vulgarisation de la production scientifique à destination de la société civile. *"L'extension universitaire est entendue comme un processus éducatif, culturel et scientifique qui articule l'enseignement et la recherche de forme indissoluble et viabilise la relation transformatrice entre l'université et la société."* (WALFLOR, 1999 : 19)

durable des ressources naturelles de la Mata Atlântica et une amélioration des conditions de vie des petits agriculteurs familiaux (ZANONI et WALFLOR, 1999 : 13). Le projet visait en particulier une meilleure gestion des populations de palmier natif et une amélioration de la culture de la banane. Les recherches se sont alors multipliées, en concertation étroite avec les agriculteurs, afin de promouvoir des techniques et des systèmes de production garantissant l'augmentation de la production et du revenu des producteurs tout en assurant la reproduction des écosystèmes exploités.

Une des composantes du projet était également la création sur Batuva d'une coopérative de transformation des produits agricoles (de la banane en banane séchée, bonbon de banane et de cœur de palmier en conserves). L'objectif une augmentation des revenus des producteurs grâce d'une part à la valeur ajoutée introduite par la transformation des produits et, d'autre part en assurant un meilleur écoulement à la production de banane, dont une partie se perdait faute de débouchés. La mise en place de cette fabrique s'est accompagnée de nombreuses recherches – menées notamment par le département d'ingénierie de l'Université Fédérale - pour résoudre les problèmes techniques et assurer la viabilité économique. Et, à mesure que les recherches avançaient, leurs résultats étaient restitués aux producteurs afin de permettre leur participation et leur formation. De ce point de vue, la dimension sociale de la mise au point du projet – valorisation des savoirs locaux, définition concertée des objectifs, amélioration des capacités d'organisation et de gestion – était aussi importante dans le cours de cette démarche que les aspects techniques de recherches agronomiques, d'ingénierie civile pour élaborer la fabrique, ou de micro-économie et de développement rural afin de viabiliser le projet.

En 1996 l'unité de transformation fut construite par les membres de l'association de Batuva avec les fonds collectés par le programme franco-brésilien. Des périodes d'essais et de formation ont été nécessaires pour sa mise en route effective. J'aborderai plus en détail le déroulement communautaire de la mise en place de l'entreprise dans le chapitre sur les formes d'organisation de la population de Batuva face aux enjeux contemporains afin de comprendre les stratégies internes de la population et comment elle a réagi devant tous ces changements historiques récents. La production de banane séchée s'est développée petit à petit prenant le pas sur la commercialisation de banane en nature rendue difficile par la perte du camion de l'association qui assurait l'acheminement des bananes sur le marché régional. En ce qui concerne la production de conserve de cœur de palmier, le projet, après des essais prometteurs, a ensuite périclité du fait de la complexité des procédures administratives, des

plans de gestion nécessitant un statut foncier réglé que la plupart des agriculteurs ne disposait pas, comme des titres de propriété individuels - problèmes que l'Université est mal armée pour les résoudre. Le projet d'extension de l'Université Fédérale du Paraná se poursuit jusqu'à aujourd'hui avec des étudiants et des professeurs de diverses disciplines. Les derniers en date, à la fin de notre travail de terrain, agronomes, ingénieurs forestiers et avocats tentaient de démêler la question foncière afin de relancer la transformation du cœur de palmier; un deuxième séchoir était à l'étude car l'entreprise n'arrivait pas à absorber la production de tous les producteurs associés et enfin le soutien sur les semis avec la diffusion de semences rustique. Le département d'extension de l'Université continue à apporter son soutien pour le suivi organisationnel, financier et pour la formation.

Comme je l'ai brièvement évoqué au chapitre 2 le fait que les producteurs de Batuva étaient constitués en association – qui était une des premières sur le municipe – et le fonctionnement exemplaire de l'entreprise de transformation de banane ont alors suscité la venue d'autres organisations, d'autres acteurs intervenant localement. Ainsi, la première fut l'organisation Terra Preservada, dont un des techniciens avait depuis plusieurs années des accointances dans la vallée, y ayant fondé une communauté alternative hippie dans les années quatre-vingt sur le hameau de Rio Verde. Comme je l'ai déjà expliqué, cette organisation est venue donner son soutien à l'entreprise de Batuva pour la commercialisation des bananes séchées à l'étranger, pour la certification biologique de la production garantissant une plus value à l'extérieur. C'est dans ce cadre que d'autres ONG comme la SPVS sont venues se greffer au projet déjà existant. J'apporterai plus de détails sur ses interventions dans l'entreprise et sur comment elles ont été reçues par la population dans le chapitre sur les formes d'organisations contemporaines dans le hameau (Chapitre 7). Rappelons simplement ici que la SPVS, dont nous avons vu plus haut le rôle de premier plan qu'elle exerce dans le municipe, en particulier depuis le lancement des projets de « puits de carbone », cherche à s'approprier une initiative à laquelle elle n'a participé que tardivement – sous forme d'un appui à l'obtention de certifications – mais dont elle cherche à faire une vitrine qui puisse lui permettre de montrer qu'elle ne s'occupe pas seulement de préservation de l'environnement mais de développement durable. Les relations des habitants de Batuva avec cette ONG demeure cependant tendues et marquées par la méfiance, comme je le montrerai ultérieurement.

Quel que soit l'apport positif qu'ont constitué pour les agriculteurs de Batuva les initiatives que je viens de rapporter, celles-ci sont loin de tout résoudre et l'isolement n'est par rompu. C'est ainsi que l'institution locale de soutien à l'agriculture familiale, l'EMATER, continue à peu intervenir dans le hameau. Peut-être la réputation combative que celui-ci a acquis au cours des luttes passées y est-elle pour quelque chose ; peut être aussi l'intervention soutenue de l'Université Fédérale et des associations lui donne-t-elle le sentiment que ces producteurs sont privilégiés et ont moins besoin de leur aide que d'autres localités du municípe. Quoi qu'il en soit, le défaut d'accompagnement technique est, pour ceux-ci, un motif de frustration.

Pour être complet il convient de signaler que, depuis quelques années, quelques opérations menées par le gouvernement fédéral au bénéfice de la petite agriculture commencent à toucher Batuva. C'est le cas tout particulièrement du PRONAF, le Programme National pour le Renforcement de l'Agriculture Familiale, au travers de fonds attribués au développement de l'agriculture et dont bénéficient quelques producteurs du hameau : aide qui a permis à certains d'entre eux de développer des activités leur garantissant de meilleurs revenus (plantations de palmeraie et amplification des bananeraies) et de se doter d'équipements modernes pour faciliter les pratiques agricoles (comme le désherbage avec les débroussailleuses).

Au contraire de l'isolement souvent évoqué ou imaginé par les intervenants extérieurs, et certains scientifiques, on constate donc la présence de nombreux acteurs sur la vallée du Rio Guaraqueçaba avec une concentration toute particulière des intérêts sur le hameau de Batuva. Le hameau et sa population ont été tour à tour le point focal des intérêts des entreprises agroforestières y voyant le passage prometteur de la future route reliant l'Etat de São Paulo au Paraná par le littoral, puis des considérations médiatiques sur les exactions et les violences de ces derniers envers la paysannerie locale, enfin des projets de recherche et de développement. Batuva apparaît donc comme une communauté en interaction avec différents acteurs, avec qui selon les cas il s'y est construit des affinités ou des répulsions, et qui tentent ensemble de trouver des solutions, de préserver un avenir.

Il me faut à présent expliciter les caractéristiques sociales et historiques de la population du hameau, son peuplement, les relations familiales et sociales afin de voir comment elle s'est constituée, et comment elle s'organise.

## **CHAPITRE 6 : BATUVA ET LA VALLÉE:**

### **CADRE DE VIE ET PEUPLEMENT:**

Poursuivons donc l'approche qui va nous conduire progressivement au plus près des agriculteurs dont j'ai choisi d'observer le cadre d'existence quotidien pour tenter de comprendre ce que représente, pour eux – pour leur vie présente et pour leur avenir – le fait de vivre dans une aire de protection environnementale. Pénétrons donc dans la vallée de Guaraqueçaba et observons ce que j'ai moi-même découvert tout au long du trajet qui mène à Batuva, le hameau dont j'ai partagé pendant plusieurs mois l'existence au jour le jour. Ces premières impressions, aussi superficielles soient-elles, sont importantes car elles campent le cadre dans lequel va se construire peu à peu un effort de compréhension, selon un cheminement fait d'un va et vient constant entre le vécu partagé qu'apporte une observation participante et les informations factuelles que fournit un travail méthodique de collecte d'information.

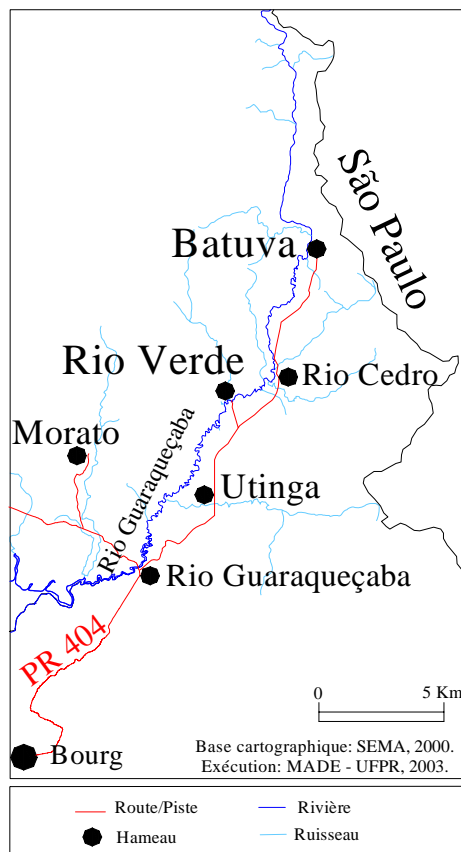
#### **1 PREMIER REGARD SUR LA VALLÉE DU RIO GUARAQUEÇABA**

Les hameaux qui peuplent la vallée, et en particulier Batuva dont j'avais choisi de faire mon lieu de résidence sont loin d'être d'accès facile. Mon lieu de destination est situé tout au bout de la vallée du Rio Guaraqueçaba. Pour qui vient de l'extérieur du municípe de Guaraqueçaba, il faut d'abord parcourir, durant près de trois heures, les 65 kilomètres de la piste caillouteuse et montagneuse qui débute à Antonina. Vingt kilomètres avant d'atteindre le bourg de Guaraqueçaba, on doit s'engager ensuite sur une piste secondaire qui devient rapidement un sentier à peine carrossable qui remonte la vallée sur 18 kilomètres (Cf. Figure 27). Les premiers kilomètres traversent une immense fazenda dénudée et vallonnée, encerclée de barrières et peuplée par une trentaine de buffles. En 2003, lors de mes derniers séjours, le nouveau propriétaire y faisait construire une villa avec piscine. Avançant sur la piste, alors que s'achève la fazenda et que l'on traverse le pont de la rivière Utinga, le hameau du même nom apparaît, avec sa dizaine de maisons en bois qui s'alignent le long de la piste. Un chemin sur la gauche, juste après le pont, conduit à l'école toute proche, construite en 2002, et beaucoup plus loin, au deuxième hameau d'Utinga situé au bord de la rivière Guaraqueçaba. Ce chemin n'est pas praticable en voiture mais seulement à pied ou à cheval et, par temps de

pluie, on s'y enfonce jusqu'aux genoux dans la boue. Il y a bien 25 minutes de marche pour y arriver. L'ensemble de la localité regroupe une cinquantaine d'habitants.

Lorsqu'on reprend la piste secondaire, la forêt alentour accompagne le visiteur avec ses tons de verts et la montagne à droite avec ses pics et sa forêt plus dense. Il faut encore parcourir quelques kilomètres pour apercevoir trois maisons sur la gauche et une bifurcation qui donne accès à un sentier carrossable mais précaire qui conduit, au bout de deux kilomètres, au quartier principal du hameau de Rio Verde, regroupé à la hauteur du pont jeté par-dessus le Rio Guaraqueçaba. Un peu plus, haut, toujours accessible par le sentier carrossable, se dresse le quartier "de cima". Pour atteindre le quartier Galdino, du nom de la famille qui y réside, il faut laisser la voiture et prendre un petit sentier qui traverse deux ruisseaux que l'on franchit sur un simple tronc d'arbre. Le dénombrement effectué par le Programme en 2000 comptait 158 habitants pour l'ensemble de la localité.

De retour sur la piste principale, et en poursuivant encore deux kilomètres, on rencontre un pont qui traverse le Rio Cedro tandis que s'ouvre à droite le chemin qui dessert le hameau du même nom. Il n'est pas praticable en voiture. Une dizaine de maisons se succèdent le long du sentier, espacées les unes des autres, séparées par des champs et des plantations de bananes et de manioc.



**Figure 29** : Croquis de la vallée du Rio Guaraqueçaba.

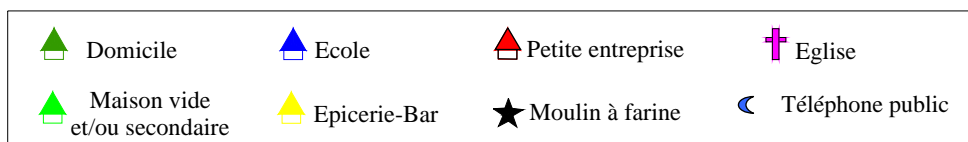
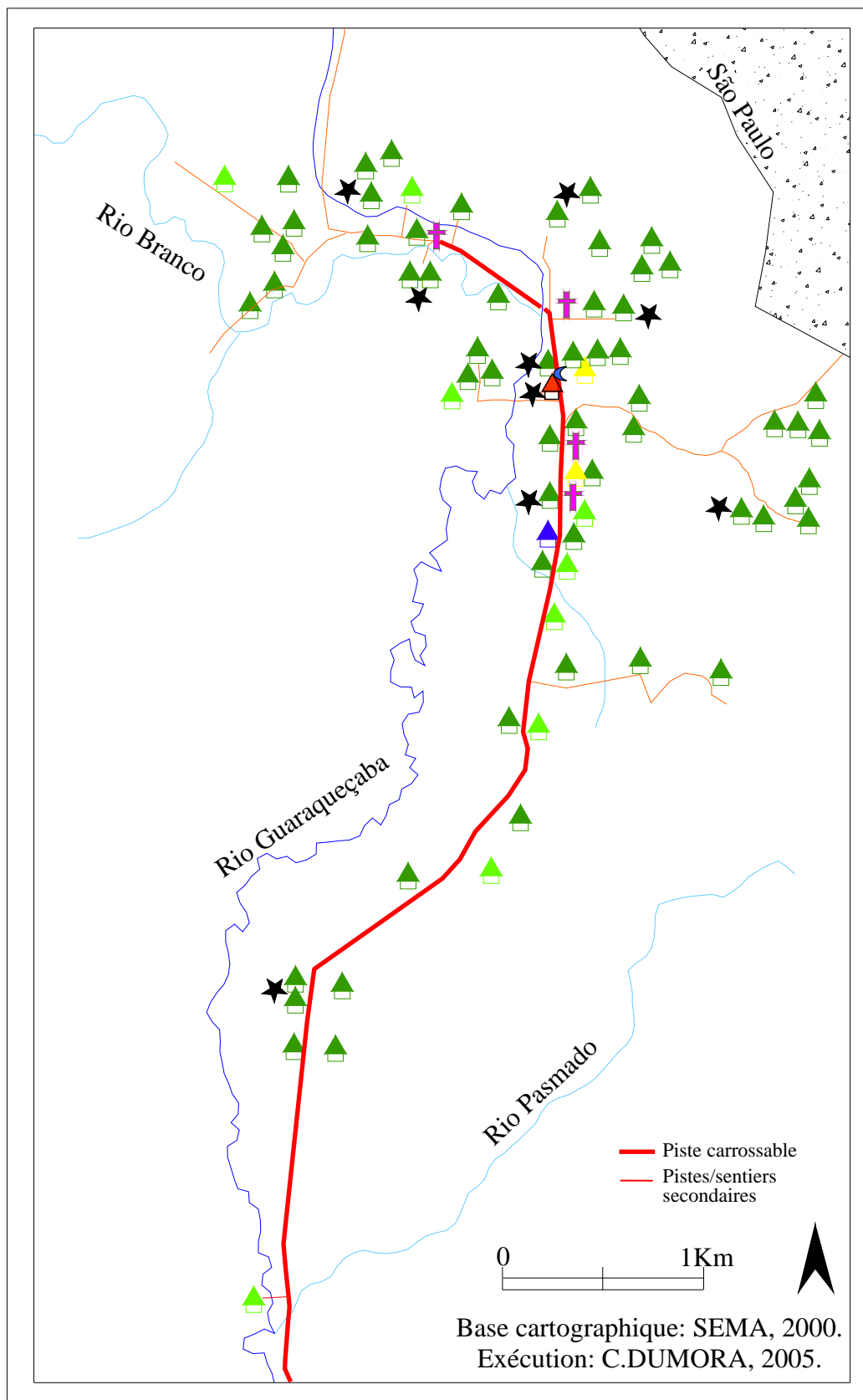
Reprenant la piste, on arrive enfin à Batuva, localité qui, avec ses 228 habitants, regroupait en 2000 la moitié du peuplement de la vallée. Les premières habitations apparaissent le long de la route, quelques kilomètres avant le hameau principal. D'abord, on aperçoit un chemin à gauche qui mène à une petite fazenda d'élevage de buffles. Au bord de la piste ce n'est encore que forêt secondaire et verdoyante, et le chemin de la fazenda s'ouvre sur une clairière, un grand pâturage dénudé pour le cheptel. A gauche, se dressent deux maisons : celle du propriétaire qui vient de temps en temps et un peu plus loin celle du *caseiro*, c'est-à-dire l'employé qui s'occupe de la ferme.

Peu à peu les habitations se font plus nombreuses le long de la route. On en croise une quinzaine, assez éloignées les unes des autres, séparées par leurs jardins, leurs plantations de bananes et de palmiers.

Puis le bourg proprement dit apparaît, annoncé par une petite ferme entourée de palmiers et autour de laquelle paissent une vingtaine de vaches laitières. Vient un premier groupe de maisons qu'accompagnent l'école, deux églises – l'une Presbytérienne et l'autre de l'*Assembléia de Deus* – et une petite épicerie qui fait aussi fonction de bar. Encore deux, trois maisons puis s'ouvre sur la droite un chemin qui mène, au bout d'environ un kilomètre et demi, au petit hameau du Coqueiro avec sa dizaine d'habitations. De retour sur la piste principale, un autre chemin conduit sur la gauche à quatre autres maisons que l'on atteint après avoir traversé le Rio Guaraqueçaba sur un « pont de singe ». Près de l'embranchement de ce chemin, au bord de la piste, se dresse la fabrique communautaire de transformation de banane. En continuant la piste carrossable, on rencontre à gauche un petit pâturage, puis l'unique téléphone public de la vallée, une maison à gauche, un terrain de football à droite que voisine un autre bar-épicerie et trois maisons dont la première fait aussi office de bureau de poste depuis peu. Plus avant s'ouvre sur la droite un sentier qui mène, après avoir traversé un vaste pâturage, à un groupe de cinq maisons, flanquées d'une Église de la congrégation *Deus é Amor*. La piste carrossable rencontre peu après la rivière Guaraqueçaba qu'il faut traverser à gué. Cinq kilomètres environ sont encore à parcourir, à travers une petite plaine densément cultivée où se succèdent les plantations de bananiers et de palmiers, les champs de manioc, de haricot ou de maïs, ainsi que quelques pâturages, pour parvenir à une quinzaine de maisons à proximité desquelles se dresse une église de la *Congregação Cristão*.

C'est en quelque sorte, la première vision que l'on a en arrivant au hameau de Batuva et en s'y promenant. On peut observer sur le croquis suivant la distribution des maisons et des principaux services à Batuva.



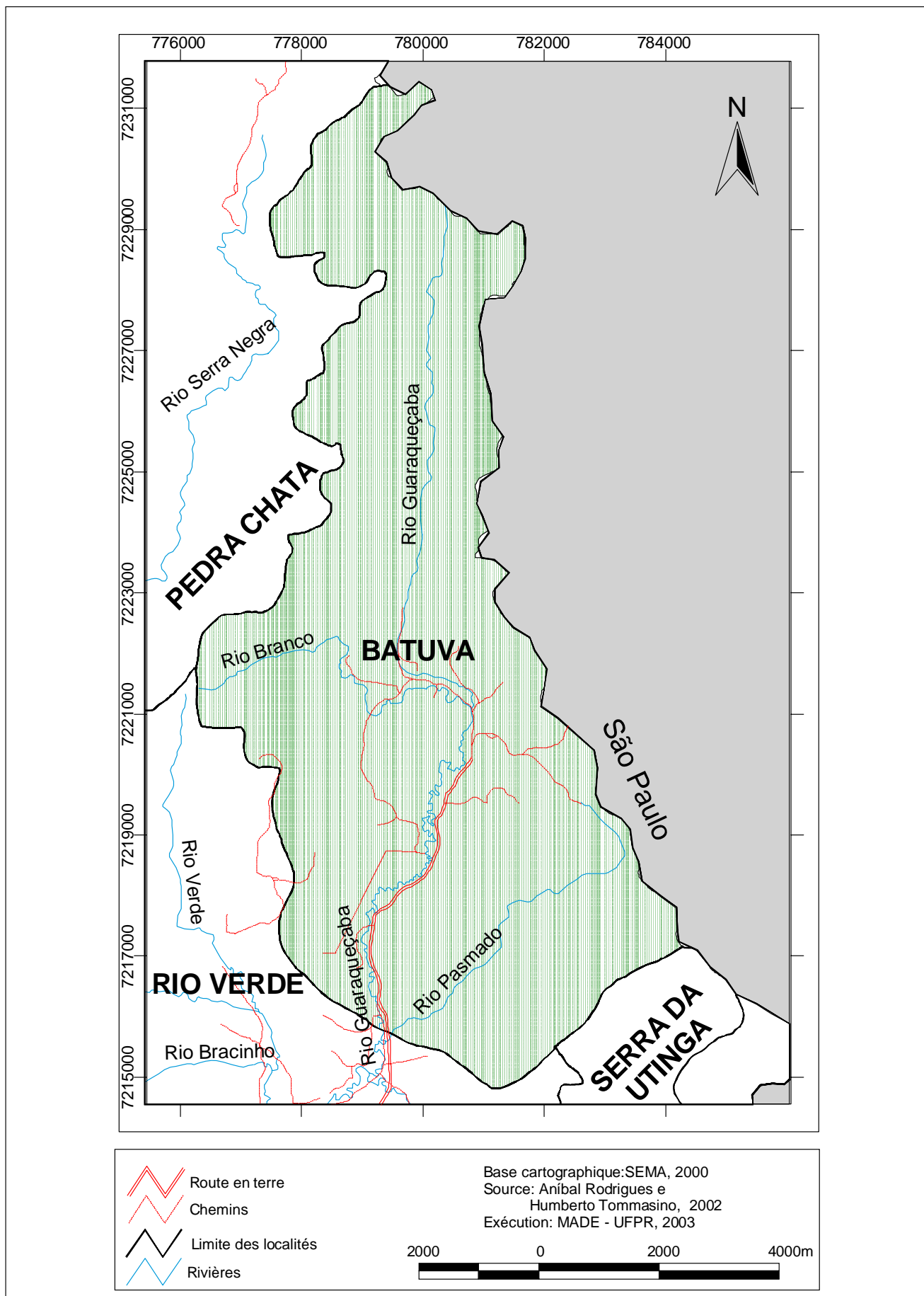


**Figure 30** : Croquis de Batuva selon la distribution des maisons et des principaux services.

La piste s'interrompt ici. Au dessus, s'élèvent les montagnes de la Serra. Les sommets à l'Ouest font la séparation avec la vallée de la rivière Pedra Chata, une des vallées qui partagent le territoire du Municpe de Guaraqueçaba. Derrière ceux du Nord et de l'Est passe la frontière avec l'État de São Paulo (Figure 30). Un sentier très difficilement praticable part du centre de Batuva, via le Coqueiro, et permet d'accéder à travers la montagne à des hameaux du municpe de Cananéia dans l'État voisin. Les premières maisons sont à plus de trente minutes de marche, lieu-dit Colônia Santa Maria, mais il faut encore deux heures pour atteindre l'école du hameau de Taquari et la première piste carrossable qui passe à proximité. En dépit des difficultés du trajet, nous verrons plus loin que les relations sont nombreuses entre les habitants de Batuva et Cananéia. Ce n'est qu'en 1985 qu'a été ouverte la piste qui dessert la vallée et relie Batuva au bourg de Guaraqueçaba. Auparavant, pour les habitants de ce hameau comme pour ceux de Rio Verde et Rio Cedro, il était plus facile de se rendre à Cananéia qu'au siège de la municipalité à laquelle ils étaient administrativement rattachés. Nous verrons que les raisons pratiques n'expliquent pas tout, car la rivière Guaraqueçaba qui conduit à la baie de Paranaguá constitue une voie de communication utilisée de longue date. Des raisons historiques et familiales sont aussi à l'origine de cette relation privilégiée entre Batuva et Cananéia.

Les autres hameaux, situés plus bas dans la vallée ont, quant à eux, des relations plus soutenues avec les localités situées sur la route principale et avec Guaraqueçaba Bourg.

L'isolement et la faiblesse des infrastructures sont une caractéristique de la vallée du Rio Guaraqueçaba. Ce n'est qu'en 1987 qu'elle a été électrifiée et l'unique téléphone de la vallée se trouve à Batuva depuis le début des années 1990. Il fonctionnait avec une réceptionniste jusqu'en 2000, puis s'est modifié en téléphone public du type cabine téléphonique.



**Figure 31** : Croquis du domaine territorial de Batuva, partie supérieure du bassin hydrographique du Rio Guaraqueçaba.

Bien des caractéristiques qui distinguent cette vallée et plus particulièrement Batuva et qui ont fait j'ai choisi d'y consacrer mon étude de terrain sont liées à cette situation géographique et sociale particulière.

Batuva, mais aussi les autres localités de la haute vallée comme Rio Verde et, à un moindre degré Utinga, constituent des ensembles résidentiels bien identifiables, avec leur hameau principal, leur école, leurs églises : entités spatiales dont on peut formuler l'hypothèse qu'elles traduisent l'existence d'entités sociales – dont le contenu reste à explorer mais qui vont au-delà d'un simple voisinage fortuit. Le fait que, comme l'enquête menée par le Programme le montre, la majorité des habitants de ces localités sont natifs du lieu vient donner corps à cette impression. D'autre part, la disposition spatiale ordonnée et l'éclatement en quartiers bien identifiés suggèrent l'existence de réalités sociales structurantes qui donnent forme à une projection dans l'espace.

La ruralité du lieu s'affirme également aux yeux du visiteur, avec son paysage agricole aménagé, ses plaines cultivées, ses enclos, ses pâturages, les plantations de bananes ou de manioc aux pieds des versants. Les chiffres nous confirment que l'agriculture et l'exploitation des ressources naturelles environnantes constituent les principales activités des familles qui peuplent ces espaces (Cf. Chapitre 4).

Mais la Nature est également très présente, avec les montagnes couvertes d'une épaisse forêt. La présence humaine reste relativement clairsemée et ne marque le paysage que localement. La *Mata Atlântica* exerce une présence dominante. Nous avons vu dans les chapitres précédents qu'elle a connu par le passé des périodes d'exploitation agricole plus intense (Cf. Chapitre 3). Nous savons aussi que, plus récemment, elle a attisé bien des convoitises et que sa sauvegarde et, jusqu'à un certain point, sa reconstitution ont donné lieu à d'âpres luttes durant les années quatre-vingt. C'est une « Nature » qui a une histoire ; intimement liée à la présence humaine. Sa vitalité ne s'en impose pas moins avec force aujourd'hui aux familles qui tentent de continuer à vivre dans un milieu qui les a vu naître et où elles voudraient que leurs enfants trouvent leur avenir.

Au-delà de ces premières impressions – tirées d'un premier contact avec les lieux et des informations recueillies à diverses sources – nous allons maintenant pénétrer dans ces communautés, nous efforcer d'en acquérir une vision plus précise et de comprendre de l'intérieur comment elles s'organisent et fonctionnent.

## **2. UNE POPULATION AGRICOLE SOLIDEMENT ANCRÉE DANS SON ESPACE DE VIE**

Que savons nous dès à présent des habitants qui peuplent les hameaux que nous venons traverser ? Les données de l'enquête de 2000 nous ont permis plus haut de mettre en évidence la spécificité du peuplement de la vallée du Rio Guaraqueçaba et, plus particulièrement de Batuva (chapitre 4). Le bref rappel historique présenté au chapitre précédent nous a confirmé ce que ces chiffres suggéraient, à savoir l'ancienneté de l'implantation d'une partie significative de la population actuelle. Plusieurs familles d'agriculteurs présentes jusqu'à aujourd'hui sont arrivées dans la dernière décennie du XIX<sup>e</sup> siècle. La relation non seulement matérielle mais aussi affective et symbolique qu'elles entretiennent avec leur espace de vie, et en particulier avec le milieu naturel qui les entoure, s'est donc construite au fil de plusieurs générations. Cette profondeur historique, que partagent bien sûr quelques autres localités de Guaraqueçaba mais qui s'affirme avec une évidence particulière à Batuva et dans plusieurs autres localités de la vallée, a déterminé mon choix d'un terrain d'étude.

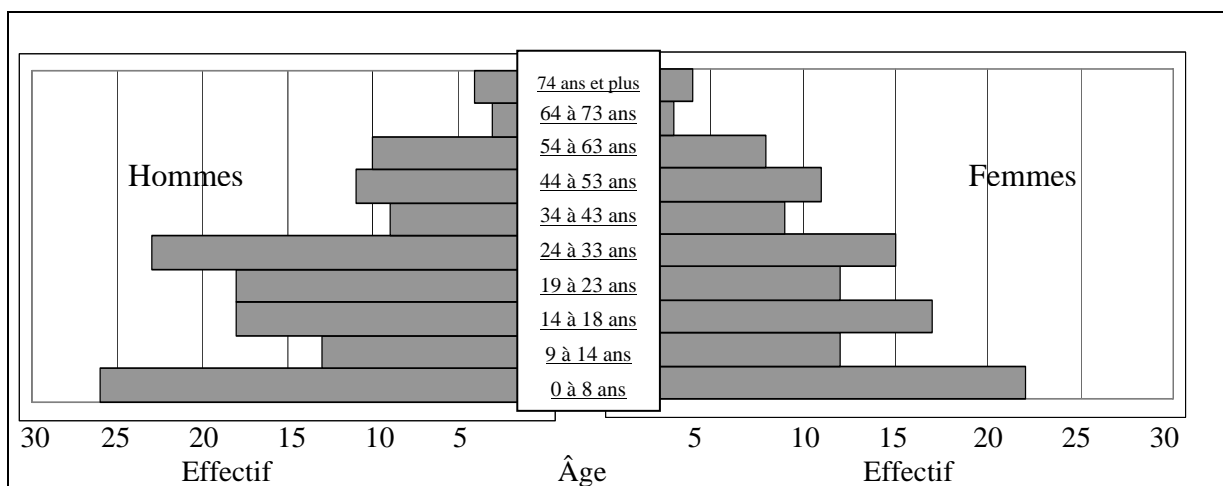
Examinons maintenant d'un peu plus près la composition démographique et socio-économique de la population sur laquelle va porter mon travail d'observation anthropologique.

En 2000 la vallée regroupait au total 437 habitants. Plus de 52 % vivaient à Batuva. Le reste se répartissait principalement entre Rio Verde - Rio Cedro (36%) (ces deux hameaux ayant été regroupés pour l'enquête, à partir des discussions avec la population, le hameau de Rio Cedro étant étroitement lié à celui de Rio Verde a été intégré à ce dernier) et Utinga (12%). Cela représentait 106 ménages ou unités domestiques (famille vivant sous le même toit) dont 54 sur Batuva (58 lors de notre enquête de terrain, durant les trois années suivantes, nous verrons que des familles sont parties et d'autres sont revenues), 40 sur Rio Verde (dont 8 à Rio Cedro) et 12 sur Utinga.

La densité démographique est très faible avec approximativement moins de 4 hab./km<sup>2</sup>. Ce chiffre ne doit pas être pris comme une valeur précise mais seulement comme un ordre de grandeur car il s'applique à un espace, la vallée et ses versants, dont les limites sont difficiles à déterminer de façon rigoureuse et qui englobe de larges portions de montagne très peu accessibles. Compte tenu des moyens techniques réduits utilisés par les agriculteurs –

reposant presque exclusivement sur le travail manuel – cela suggère un niveau de prélèvement sur les ressources naturelles globalement réduit, même s'il peut se révéler localement élevé.

Il s'agit d'une population jeune : sur Batuva 36,8% d'entre elle a moins de 15 ans, 13% entre 16 et 20 ans, soit presque 50% de la population qui a moins de 20 ans. La tranche 21-29 ans regroupe 16,3% de la population, les 30-50 ans comptabilisent 17,9% (9,4% pour les 30-39 ans et 8,5% les 40-49 ans), enfin les 50 ans et plus représentent 15,7% de la population (7,2% les 50-59 ans, et 8,5% les 60 ans et plus). Le sex-ratio est nettement déséquilibré en faveur des hommes. (57/43). L'écart est encore plus marqué à Batuva où il atteint (60/40). Une des hypothèses pour expliquer ce déséquilibre comme nous l'avons vu dans le chapitre 3, est la compensation par le sex-ratio des non résidents qui est inversé, les jeunes filles migrant plus que les garçons. Une des conséquences en est la difficulté rencontrée par les jeunes hommes au moment du mariage et la nécessité pour eux d'aller chercher une épouse au dehors. Nous reviendrons plus loin sur les stratégies de mariage.



**Figure 32** : Pyramide des âges de la population de Batuva.

L'analyse plus détaillée confirme la stabilité résidentielle de la population locale. Les résultats de l'enquête présentés plus haut l'indiquaient déjà. La moitié des habitants de Batuva y était née et un quart venait d'une autre communauté du municiple de Guaraqueçaba. La situation est similaire à Rio Verde avec près de la moitié des habitants née sur place et une moins grande ouverture sur des origines lointaines (37% sont nés à Guaraqueçaba). Le cas d'Utinga est assez différent car la majorité de ses habitants vient d'une autre localité du municiple : 55%, en particulier Morato et Ipanema, alors que seulement 27% d'entre eux sont natifs du lieu.

54% des chefs de famille de Batuva ont toujours vécu dans le hameau, contre 75% des familles de Rio Verde. Le pourcentage est significatif pour les familles arrivées après 1986 à Batuva qui est de 28%, et de 10% pour Rio Verde. Les familles arrivées entre 1971 et 1985 représentent 13% à Batuva et 10% à Rio Verde. Celles arrivées avant 1970 représentent 5% à Batuva comme à Rio Verde. Il est intéressant de remarquer l'attrait notoire que Batuva a suscité entre 1971 et 1985, mais surtout après 1986. La construction de la piste en terre et la perspective d'une prolongation vers l'Etat de São Paulo tout proche, ainsi que la création de l'aire protégée sont des facteurs qui ont pu attirer les nouveaux arrivants. De même et comme je l'étudierai plus longuement plus loin, les réseaux élargis familiaux et de connaissances ont favorisé ces installations récentes plus nombreuses sur Batuva.

L'analyse plus approfondie que nous avons faite durant notre séjour sur place est venue compléter et modifier un peu ces données. En effet, la stabilité des familles de Batuva est en réalité plus grande que l'image qu'en donne l'enquête générale, du fait de quelques ambiguïtés dans la compréhension des questions posées. Neuf familles considérées comme venues de l'extérieur n'ont en réalité fait que changer de place dans le hameau, à l'occasion d'un mariage et après construction d'une résidence pour le jeune couple. Six autres sont effectivement venues s'installer à Batuva à une date plus ou moins récente mais, dans leur cas, cela correspond à un retour de la famille sur le hameau : le chef de famille au moins, (voire toute la famille) est originaire du hameau, l'a quitté puis y est revenu (il sera intéressant de voir ces migrations, ces vas et vient réguliers, ces départs pour chercher d'autres possibilités ailleurs, que nous avons pu observer durant le terrain). En fin de compte, seulement huit familles sur 54 étaient véritablement originaires de l'extérieur, soit 14,8%. Cela confirme bien le fort enracinement des habitants de Batuva dans leur espace de vie 74,1% ont en fait toujours habité le hameau et 11,1% des familles sont originaires de Batuva y ont vécu, puis ont vécu à l'extérieur et sont ensuite revenues sur le hameau. Ces chiffres se rapprochent alors de ceux du hameau de Rio Verde. Des huit familles récentes, deux sont arrivées entre 1984 et 1985, et les six autres entre 1991 et 1999.

La population de la vallée est majoritairement une population agricole comme nous l'avons vu au chapitre 4, plus particulièrement sur Batuva : avec plus de 65,4% d'agriculteurs (en occupation principale) parmi les chefs de familles, 21,1% des chefs de famille sont à la retraite, et tous le sont sous le régime agricole, ce qui porte à 86,5% des chefs de familles étant ou ayant été agriculteurs, sachant que tous les retraités de l'agriculture déclarent par ailleurs comme activité secondaire encore l'agriculture (un agriculteur ne cesse jamais d'être

un agriculteur même à la retraite). Enfin 13,5% des chefs de familles sont salariés (fonctionnaires ou employés), ces derniers déclarent cependant tous l'agriculture comme activité secondaire (Base de données MADE-UFPR 2000, et données de terrain 2001-2003). C'est donc 100% des chefs de famille qui sont agriculteurs (en occupation principale ou secondaire ou retraités de l'agriculture qui maintiennent des activités agricoles et). Ces informations déclaratives témoignent déjà de la pluriactivité des chefs de familles.

Les épouses des chefs de famille du hameau de Batuva, déclarent pour 61,7% d'entre elles l'agriculture comme activité principale ou secondaire. Ce sont 44,7% des épouses qui déclarent comme activité principale les travaux domestiques, 27,7% l'agriculture, 12,8% un emploi salarié (fonctionnaire ou employée) et enfin 12,8% comme retraité de l'agriculture ou touchant une pension (pour invalidité - santé ou retraite du mari décédé) (réparties 8,5% retraités de l'agriculture et 4,3% touchant une pension).

Voyons à présent la proportion de travail infantile et de scolarisation des enfants à Batuva. Au niveau des enfants entre 10 et 15 ans, 68% d'entre eux sont scolarisés, 26% sont agriculteurs (dont la moitié âgés de 15 ans, puis un dans chaque âge entre 11 et 14 ans), une enfant de 10 ans handicapée n'est pas scolarisée, une autre de 15 ans s'occupe des travaux domestiques et est employée occasionnellement à la fabrique de transformation de banane, à elles deux elles représentent 6% des jeunes de cette tranche d'âge.

Lorsqu'on observe les données des jeunes âgés de 16-17 ans, on constate une chute de la scolarité, alors que par la suite les données des 18-19 ans reviennent à des proportions proches des 10-15 ans: 44,4% des 16-17 ans sont scolarisés, contre 66,7% des 18-19 ans. Chez les 16-17 ans, encore 44,4% sont agriculteurs et 11,2% s'occupent des tâches ménagères (toutes des filles). Pour les 18-19 ans, le tiers restant est agriculteur (33,3%). De plus si dans la tranche 10-15 ans, on isole les 10-14 ans et les 15 ans, on constate que pour les 10-14 ans la proportion des jeunes scolarisés passe à 77,3% et pour les 15 ans, le taux est de 44,4% et donc à mettre en parallèle avec la tranche 16-17 ans. Ces données corroborent les analyses nationales faites au chapitre 3, où le taux de scolarisation jusqu'à 14 ans est similaire ou presque (plus de 77%), et où les proportions de redoublement, d'abandon à un moment donné entre 15-17 ans est important, échappant au système scolaire, puis un retour à la scolarité s'opère progressivement entre 18-19 ans. Cependant, c'est tout de même 18,2% des enfants entre 10 et 14 ans qui ne sont pas scolarisés et qui travaillent dans l'agriculture avec leurs parents. Ils représentent une aide aux activités agricoles mais, d'après mes observations, ne



réalisent pas de gros travaux agricoles seuls, ils accompagnent et apprennent les travaux agricoles avec leurs parents et sont responsables de tâches peu pénibles.

Les activités agricoles sont globalement celles que nous avons rencontrées dans l'ensemble des localités rurales de Guaraqueçaba (voir chapitre 4) avec comme nous l'avons vu une proportion importante dans la vallée de la diversité agricole en comparaison au reste du milieu rural de Guaraqueçaba. Proportionnellement, les hameaux de Batuva et de Rio Verde sont ceux où il y a le plus d'exploitations rurales qui produisent du riz, du haricot: pour le haricot: 74,4% sur Batuva, 79,3% sur Rio Verde; pour le riz: idem pour Batuva, 93,1% pour Rio Verde. Batuva se distingue encore par la proportion d'exploitations produisant du maïs, 70% des établissements du hameau en produisent, bien au-dessus des autres hameaux, alors que les proportions de Rio Verde sont de 38% des établissements produisant du maïs. Ces trois productions sont significatives du maintien du système agricole de type traditionnel et de la forte production vivrière. En effet, ces trois productions représentent avec le manioc les productions qui composent l'alimentation de base et dont le système de culture repose localement sur la défriche brûlis. La proportion de production de manioc est également importante dans la vallée, mais n'est pas comparable à la production commerciale très développée sur les hameaux de Potinga, Açungui. Cependant, les établissements ruraux de Batuva produisent pour 77% d'entre eux du manioc et 62% pour ceux de Rio Verde. En terme de diversification des cultures c'est encore sur Batuva et Rio Verde que l'on trouve proportionnellement le plus grand nombre d'exploitations pratiquant un large éventail de cultures, produisant riz, haricot, manioc, maïs, banane et palmier : 46,9% des établissements sur Batuva et 44,8% sur Rio Verde. De plus, les communautés de la vallée du Rio Guaraqueçaba sont celles dont les exploitations fonctionnent essentiellement sur la main d'œuvre familiale ou sur le seul chef de famille lui-même entre 85 et 100% (100% pour Utinga, 82% Rio Verde et 90% pour Batuva). Paradoxalement, comme nous l'avons également constaté au chapitre 4, les hameaux de la vallée sont ceux qui comptabilisent le plus de domiciles aux niveaux de vie les plus bas (chapitre 4). Batuva est le hameau qui cependant en compte le moins en comparaison aux deux autres hameaux de la vallée et malgré que ce soit le hameau le plus éloigné et le plus encaissé de la vallée, l'existence de l'entreprise de transformation de la banane n'est sans doute pas étrangère à cette situation, ayant permis une amélioration des conditions de vie sur le hameau.

Même si le premier regard ne laisse guère transparaître de différences entre les habitants de Batuva qui tous se considèrent comme des agriculteurs, il existe entre eux des nuances qui renvoient à des positions sociales et économiques différentes, des relations distinctes avec l'agriculture et, en fin de compte, des marges de manœuvre variables pour répondre à la situation présente et aux multiples contraintes qu'elle implique. Sans rentrer dans une typologie détaillée nous pouvons, en nous appuyant sur les données recueillies lors du recensement conduit dans le cadre du programme de recherche interdisciplinaire, faire apparaître un certain nombre de lignes de partage particulièrement significatives. Les observations qualitatives présentées plus loin, sur la base de mes travaux de terrain, permettront de mieux voir ce que recouvrent ces catégorisations qui demeurent formelles et superficielles.

Un premier clivage important concerne le degré et les formes de dépendance des ménages vis-à-vis de l'activité agricole (au sens large du terme, y compris l'élevage). Première constatation importante : la moitié des ménages, tout en travaillant la terre, ont une autre source de revenu : salaire, retraite ou pension. Deuxième constatation : plus d'un tiers des ménages (36,5%) ont une production exclusivement vivrière (les autres combinant autoconsommation et commercialisation). Une production exclusivement dirigée vers l'autoconsommation est plus fréquente dans les familles pour lesquelles l'agriculture est une activité secondaire (44% d'entre elles sont dans ce cas). Néanmoins, presque un tiers (31%) de celles qui déclarent n'exercer que cette activité, l'agriculture, ne vendent pas leur production. On peut se demander, dans leur cas, d'où elles tirent le revenu, même minime, dont elles ont nécessairement besoin, dans une économie désormais presque totalement monétarisée, pour acheter les biens qu'elles ne produisent pas. Je reviendrai ultérieurement sur cette importante question (Chapitre 10 et 11). Soulignons cependant que parmi ces ménages les deux tiers se situent dans les niveaux de vie les plus bas et un tiers, dans le niveau de vie moyen, ces derniers au nombre de trois ont respectivement soit une activité de commerce, soit de coordination de la collecte du cœur de palmier et enfin pour le dernier il s'agissait de fausses déclarations puisqu'il commercialise sa production de banane au sein de l'entreprise du hameau (on constate qu'il a répondu à l'enquête avec méfiance). On notera aussi que c'est parmi les familles qui disposent d'un revenu non agricole (hormis les retraités) que l'on rencontre les exploitations qui ont une approche plus « entrepreneuriale » : diversifiant les productions tirées de l'agriculture et de l'élevage qu'elles commercialisent. Cela peut suggérer qu'une partie des revenus extérieurs est utilisée pour dynamiser l'exploitation.

Quelles relations peut-on établir entre ces grands clivages et les niveaux économiques. Rappelons tout d'abord que Batuva est, parmi les hameaux de Guaraqueçaba, l'un de ceux où la proportion des ménages présentant un train de vie faible à très faible est le plus élevé. Cela signifie que presque 70% de la population vit dans une grande précarité matérielle : dans des conditions d'habitat rudimentaires (seul un ménage sur cinq parmi la catégorie la plus pauvre bénéficie d'un branchement électrique), sans aucun équipement ménager moderne, sans moyen de locomotion, parfois même sans un équipement sanitaire minimum. A l'opposé, presque tous les ménages des deux strates supérieures habitent une maison dotée d'un plafond (élément d'isolation important dans une situation où la température peut descendre assez bas en hiver), ont l'électricité et possèdent des appareils ménagers modernes. D'une maison à l'autre au sein du hameau, les conditions de vie peuvent varier considérablement : misérables ici, relativement confortable là. La possession d'un revenu extra agricole est faiblement discriminante du point de vue du niveau de vie : 70% des ménages qui vivent exclusivement de l'agriculture se classent dans les deux strates les plus pauvres, et la proportion est équivalente pour ceux qui ont une autre source de revenu, cependant dans ce cas il s'agit presque pour les deux tiers d'entre eux de retraités. A l'autre extrémité, les écarts ne sont pas beaucoup plus marqués : 15,4 % des agriculteurs « purs » présentent un train de vie qui les classe dans la strate la plus élevée, idem pour ceux qui ont un revenu extra agricole. Les proportions sont identiques pour la strate intermédiaire. Le fait de bénéficier d'un salaire ou d'une pension ne semble donc pas changer profondément les conditions matérielles de vie des familles – même si les stratégies économiques peuvent être différentes dans un cas et dans l'autre. Cependant et ce sont là les limites de l'enquête quantitative et que confirme une recherche plus qualitative, il y a une adéquation entre les revenus non agricoles les plus élevés et les niveaux de vie les plus élevés, et comme je viens de le préciser les ménages qui ne disposent que d'une retraite, donc un revenu faiblement élevé, se situent parmi les plus pauvres, surtout lorsque le chef de famille ne peut plus assurer une production destinée à la commercialisation.

Parallèlement, on distingue que le fait de commercialiser la production est un facteur discriminant pour les niveaux de vie. Puisque les données de l'enquête montrent que parmi les ménages qui se centrent exclusivement sur une agriculture de subsistance, plus de la moitié (53%) se situent dans la strate la plus pauvre, contre 27,3% pour ceux qui commercialisent une partie de leur production. Dans les classes intermédiaires, on trouve 42% des ménages

vivant uniquement d'une agriculture de subsistance, contre plus de la moitié (51,5%) des ménages qui commercialisent leur production, seulement la banane dans leur cas.

A l'opposé, les ménages qui commercialisent leur production représentent 87,5% de la strate de niveau de vie la plus élevée, et c'est là que se situe plus particulièrement les ménages qui développent une commercialisation plus diversifiée de leur production en comparaison aux autres strates, le restant un seul ménage composé d'un couple qui cumule deux retraites et qui réalise un peu de commerce (de vêtements ramenés de séjours à Cananéia).

Aussi c'est aux deux extrémités que les différenciations sont éloquentes entre les niveaux de vie des ménages selon la production exclusivement d'autosubsistance et celle commercialisée. De ce fait, on repère l'importance de l'agriculture dans les niveaux de vie lorsqu'elle fait l'objet d'une commercialisation.

Enfin, on observe que la pluriactivité est également un facteur de différenciation dans les niveaux de vie des familles car comme on vient de le montrer la diversification de la production destinée à la commercialisation est développée par les ménages qui sont positionnés dans la strate la plus élevée, ainsi que les revenus non agricoles plus ou moins élevés (les plus élevés se situant dans la même strate, comme je le verrai au chapitre 10) favorisant l'investissement dans les activités agricoles. Cependant il nous faudra affiner par l'enquête qualitative car on aperçoit ici les limites des études par questionnaire qui comportent nécessairement une part importante d'incertitudes et de biais de recueil, et qui doivent être complétées par une démarche d'observation plus proche des réalités vécues pour identifier et comprendre les stratégies et c'est ce que je présenterai et j'analyserai dans les trois derniers chapitres.

Ainsi, j'observerai plus minutieusement les agriculteurs du hameau à la lumière du travail de terrain, des observations et d'entretiens spécifiques afin d'affiner cette présentation des agriculteurs, leurs modes de reproduction matérielle et leurs sources de revenus afin d'identifier les différents niveaux économiques, la diversité de la réalité locale et les moyens qui sont mis en place pour pallier les restrictions environnementales afin de perdurer et se reproduire matériellement.

### **3. LE PEUPEMENT DE LA VALLÉE : UNE HISTOIRE DE FAMILLES**

Au-delà de ces quelques éléments descriptifs, qui nous donne encore d'eux une image très superficielle, qui sont les habitants de la vallée ? Qu'est ce qui les rassemble et existe-t-il, entre les groupes domestiques, un tissu de relations qui puisse constituer la base d'une entité – voire d'une identité – collective. Si oui, est-on dans la simple fluidité de l'interaction au quotidien ou bien existe-t-il des institutions qui cimentent de manière plus stable les rapports inter-individuels ?

Nous avons vu, dans l'introduction, la distance critique qu'il fallait prendre avec le terme de « communauté », si fréquemment employé au Brésil et dont le contenu est pourtant si ambigu. La notion de « hameau rural » m'est apparue moins stéréotypée et moins chargée d'à priori mais, par sa neutralité même, elle réclame que l'on précise davantage quelle réalité sociale spécifique elle désigne dans chaque contexte particulier.

Beaucoup d'images toutes faites sont ainsi plaquées sur les populations de petits agriculteurs qui occupent depuis plusieurs générations la zone littorale du Paraná et de l'État de São Paulo. L'appellation de « *Caiçara* », nous l'avons vu, est souvent employée pour les désigner de façon générique – sous entendant ainsi qu'elles partagent une même culture, un même mode de vie et une même organisation sociale. Les populations « *Caiçaras* » sont même devenues un objet d'étude spécifique, selon une démarche qui en ferait une sorte d'ethnie distincte au sein du petit paysannat brésilien (DIEGUES, 2004). Nous avons analysé plus haut la confusion que recouvre cette dénomination commune. Cette tentative d'homogénéisation quelque peu forcée renvoie en fin de compte à la recherche d'une « traditionnalité » qui en ferait en quelque sorte les témoins d'un passé social et culturel à préserver, élément d'un patrimoine menacé à sauvegarder au même titre que l'on doit préserver les derniers témoins d'un patrimoine naturel comme la *Mata Atlântica*. Nous avons vu au chapitre 2, comment, dans la construction idéologique du mouvement environnementaliste qui s'est mobilisé pour la préservation du littoral, les objectifs de protection des populations traditionnelles « *caiçaras* » allaient de pair avec ceux de la conservation de la forêt.

Notre projet est, ici, de faire l'économie de ces catégorisations *a priori* dont la validité nous paraît douteuse et de tenter de mieux définir, à travers des observations concrètes, ce qui

peut fonder la dimension collective de la vie et de l'organisation de ces hameaux que nous n'abordons dans un premier temps que comme des groupes de voisinage dont les membres partagent un certain « sentiment de localité », pour reprendre la définition que donnait M. I. QUEIROZ du quartier rural (1973 ; 1976).

*a) Américo Pontes : figure de l'ancêtre fondateur*

Nous n'avons que très peu d'indices concernant des populations indiennes qui auraient peuplé la vallée de Guaraqueçaba antérieurement à ses occupants actuels. Certains habitants ont pu nous dire que, lorsqu'ils étaient enfants, il y avait des indiens à Batuva. Étaient ils là depuis longtemps ? Sinon, quelle était leur origine et d'où étaient-ils venus ? Nous ne pouvons répondre à ces questions. Ce qui est certain c'est qu'ils ont aujourd'hui disparu et qu'aucune généalogie, aucun mariage ne font état d'alliances avec des Indiens du lieu. Les seules communautés indiennes présentes aujourd'hui dans le municiple de Guaraqueçaba se trouvent en bordure de la baie – et en particulier dans les îles.

Le peuplement actuel de la vallée s'est constitué à partir du dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle. La ligne télégraphique reliant Santos à Curitiba, construite aux alentours de 1872-74 et qui traverse la vallée au niveau de la rivière Pasmado, entre Batuva et Rio Cedro, lui a fourni sa principale voie d'accès. En effet, pour assurer l'entretien de cette installation, la compagnie de télégraphe faisait nettoyer régulièrement son tracé, ce qui laissait place à un sentier praticable.

La frontière entre L'État de São Paulo et du Paraná n'est qu'à quelques kilomètres de Batuva, et c'est dans cet État voisin que la population de la vallée trouve ses racines, surtout à Cananéia, Taquari, et ce que les habitants de la vallée appellent L'Eldorado Pauliste avec entre autres les villes de Jacupiranga, Cajati, Xiririca, et Eldorado dans la vallée du fleuve Ribeira. Les familles arrivées sur Batuva sont largement métissées de toutes les influences que seul le Brésil a su mélanger. En effet l'origine des ancêtres foisonne entre amérindiens et africains, portugais, suisses, français, italiens et/ou allemands ou plus vaguement européens ou blancs nous dira-t-on. Ces arrivants s'installèrent sur des terres déclarées *devolutas* ou dévolues, vacantes, inoccupées, c'est à dire sans propriétaire autre que l'État. Leur statut était alors celui de *posseiros* – usagers de la terre – dont nous avons décrit plus haut les caractéristiques (Cf. chapitre 4).

A leur arrivée, le bourg de Guaraqueçaba existait déjà de longue date mais c'est surtout avec leur région d'origine – Taquari, Cananéia – que ces familles maintenaient le

contact, du fait de liens sociaux dont nous allons voir qu'ils demeurent encore vivaces, mais aussi parce qu'il était beaucoup plus facile d'y accéder en suivant le sentier de la ligne télégraphique que de descendre vers la baie à travers la forêt épaisse ou descendant la rivière qui y menait. Ce n'est que progressivement que le trafic fluvial s'est développé et que les habitants de Batuva ont développé leurs échanges commerciaux en transportant marchandises et personnes vers Guaraqueçaba et Paranaguá à l'aide de pirogues et de barques. Ce n'est que très tardivement, au milieu des années quatre-vingt, on l'a vu, qu'une mauvaise piste carrossable est venue désenclaver les hameaux de la vallée.

Pour pouvoir retracer l'histoire du peuplement de la vallée, du fait de la quasi-inexistence de documents écrits, il m'a fallu recourir à l'histoire orale transmise par les habitants eux-mêmes. La reconstitution des généalogies nous a permis d'identifier l'aïeul fondateur des lignées actuelles et, à partir de là, nous nous sommes efforcée de reconstituer les circonstances de son arrivée. C'est donc en nous appuyant sur la mémoire des actuels descendants que nous avons pu reconstruire ce passé. Cette méthode présente des lacunes, non seulement en ce qui concerne la fiabilité des informations recueillies – elles se contredisent parfois selon les sources – mais aussi parce que certaines lignées se sont éteintes et que le souvenir s'en est effacé avec elles.

Le nom de Batuva trouve son origine dans le mot « *batuvira* », un petit tapir, (*Tapirus terrestris*). Ces animaux auraient été très nombreux lors de la venue des premiers habitants. Comme dans beaucoup de cas, c'est dans une caractéristique du lieu que l'appellation trouve son origine. On l'a vu pour Guaraqueçaba, qui tire aussi son nom de la faune locale. Souvent c'est le cours d'eau voisin qui transmet le sien au lieu-dit : c'est le cas, dans la vallée, des localités de Rio Verde, de Rio Cedro et d'Utinga.

D'après nos informations, le premier à s'être installé dans la région entre 1872 et 1880, aurait été Américo Silva Pontes, descendant d'européens et d'esclaves africains. Cependant une recherche antérieure datant de 1996, menée par un sociologue et une anthropologue alors employés de la SPVS (Société de Recherche sur la Vie Sauvage), affirme que Américo Silva Pontes aurait été descendant d'africain et probablement serait un esclave affranchi<sup>48</sup> (SPVS, 1996). Une autre anthropologue ayant réalisé un DEA à l'UFPR (Université Fédérale du Paraná) en 2000-2001, a recueilli comme information à ce sujet qu'il

---

<sup>48</sup> La fin de l'esclavage au Brésil datant de 1888. Cependant il ne nous est pas possible de confirmer cette information recueillie par d'autres chercheurs et que nous n'avons pas retrouvée dans les entretiens que nous avons réalisés.

était fils d'esclaves (CHEREM, 2000 : 5). Cette controverse ne nous permet pas de préciser son origine et nous révèle les limites de l'histoire orale construite sur des souvenirs qui s'estompent et se brouillent au fil des générations.

Américo Silva Pontes serait venu avec sa femme Maria Fermina Ribeiro, descendante d'européens et d'amérindiens, et les frères de cette dernière. Arrivée par le sentier de la ligne télégraphique depuis l'État de São Paulo, cette famille serait originaire de Jacupiranga ou Cananéia, municipes du Sud de l'État de São Paulo, localisés de l'autre côté de la frontière toute proche de Batuva. Il serait venu à la recherche de terre pour s'installer, vivre et planter.

Ayant participé à la construction des premiers bâtiments de la Mairie de Guaraqueçaba (construite en 1910), Américo Pontes aurait été un homme reconnu des autorités de la commune de Guaraqueçaba et du Gouvernement de l'État du Paraná. Ainsi, il aurait eu à charge de distribuer des parcelles de terres aux nouveaux venus de Batuva et des environs à la fin du XIX<sup>e</sup> début XX<sup>e</sup>. Il aurait été la personne clé du peuplement de la vallée.

*“Les terres de la vallée de la rivière Guaraqueçaba étaient dévolues, c'est-à-dire qu'elles appartenaient à l'Etat. Apparemment Américo Pontes, à partir de son prestige politique, avait des relations étroites avec les autorités locales et de l'Etat. Selon des informations de terrain, lors d'une conversation avec le gouverneur de l'époque, Manoel Ribas, il a reçu la charge de promouvoir l'occupation de la région et de distribuer des parcelles de terres aux familles d'agriculteurs qui prétendaient les exploiter, avec comme condition de payer pour ces terres qu'ils occupaient. La taille de la glèbe destinée à cette occupation varie selon les agriculteurs interrogés : un d'eux a dit autour de 1000 Alqueires ; un autre a affirmé que le précurseur aurait été chargé de distribuer 400 alqueires de terres dans la vallée. Compte tenu de l'aire acquise par les familles qui demeurent jusqu'à présent on présume que la glèbe de terres devait être approximativement de 500 alqueires.”* (SPVS, 1996 : 17)

Il aurait ainsi distribué pour le compte de l'État jusqu'à 500 Alqueires<sup>49</sup> soit 1250 hectares aux agriculteurs qui voulaient s'installer. Par la suite chaque famille qui en avait les moyens, a fait mesurer sa parcelle lors de la venue d'un géomètre, puis a payé durant 18 ans à l'État le prix de la terre, de 1910 à 1928.

*“Les informateurs racontent que, à cette époque, quand leurs grands-parents sont arrivés à Batuva ils devaient d'abord discuter avec Américo Pontes (...) Les familles délimitaient provisoirement leurs lots, jusqu'à épuiser la quantité de terres cédées par l'Etat pour qu'elles soient vendues aux agriculteurs. Après que la région ait eu les familles installées sur les terres destinées à l'occupation, les autorités gouvernementales ont envoyé un “ingénieur” chargé de prendre les mesures et de démarquer les aires. Ce technicien est resté à Batuva durant plusieurs mois pour faire le relevé de terrain. Durant cette période, la famille qui faisait mesurer ses terres était responsable de son alimentation et de son logement. Le travail de soutien à la démarcation des lots était de la responsabilité des agriculteurs. Chacune des familles qui ont occupé ces terres ont payé à l'Etat, durant 18 ans (entre 1910 et 1928), pour la valeur de la terre.”* (Ibid : 17)

---

<sup>49</sup> Alqueire : mesure portugaise ancienne, un alqueire correspond à 2,5 hectares. Mesure encore utilisée au Brésil.



La distribution des parcelles faites par Américo Pontes et le paiement postérieur de celles-ci à l'État, a officialisé le statut de propriétaire de certaines familles, les dotant d'un titre de propriété et les faisant échapper au statut précaire de *posseiros*.

Avant cela, en 1894, à titre personnel, Américo Silva Pontes, avait fait enregistrer au notaire de Guaraqueçaba les terres qu'il occupait, officialisant ainsi son statut de propriétaire des lieux. Ce document daté du 22 octobre 1894 nous informe sur la superficie de la terre, sur ses voisins et sur activités de leur propriétaire :

*“Américo Silva Pontes 1894, habitant la Rivière Guaraqueçaba vient requérir les registres des terrains et sites. Terrains de 400 mètres de brasses (cultivés) face plus ou moins au côté gauche de la rivière Guaraqueçaba, faisant division avec le cultivateur Eloy Pontes, par un arbre de guararema, et ayant du côté d'en haut une petite rivière avec la limite avec Thobias França, faisant face à la même rivière et au fond les montagnes, faisant une aire totale de 88 ha, à laquelle ces trois parties cultivées et une inculte. Ayant dessus ma maison et mon champ de manioc, canne, riz, maïs, banane, dont les produits sont commercialisés sur les marchés de Paranaguá et Guaraqueçaba. 22 octobre 1894 (...)*

*Je soussigné viens, sous la forme que préconisent les articles 110, 111, 114 du règlement de l'Etat, déclarer posséder des terrains avec 250 brasses de face et 800 de fonds, plus ou moins à droite de la rivière Guaraqueçaba, desquels se divisent du côté bas avec les terres de Fernando Bello par une carrière de banane maçã et du côté haut avec les terrains de Thobias da Silva França par la limite d'une petite rivière appelée “Olaria”, je possède ce terrain par occupation pacifique depuis plus de 10 ans. Ce terrain a une aire totale de 96 ha et 80 ares duquel la moitié est cultivée et l'autre moitié inculte. J'ai dessus mon champ de café, de canne, de riz, de maïs, et banane, coupé par un chemin par où traversent les voisins et par une petite rivière. Les produits sont vendus à Paranaguá et Guaraqueçaba car ils sont plus proches”. (Document notarial extrait de SPVS, 1996 : 16)*

Nous apprenons donc dans le registre de la terre qu'il plantait du manioc, du café, de la canne à sucre, du maïs et du riz et des bananes, et qu'il commercialisait une partie de sa production sur Guaraqueçaba et Paranaguá.

### ***b) Un peuplement par vagues successives***

Américo Pontes serait donc à l'origine du hameau et, à partir de là, du peuplement de la vallée. Il était accompagné, ou a été rapidement rejoint, par d'autres chefs de famille dont les noms figurent dans l'acte cité ci-dessus. Eloy Pontes, son neveu qui serait arrivé en même temps que lui et son épouse Loriania França. Leurs descendants ont eu comme nom de famille le prénom de cet homme c'est à dire Eloy. Son fils s'appelle ainsi Joaquim Eloy França, né en 1910. Il y avait aussi Thobias França ou Thobias Da Silva França comme apparaît son nom dans le texte notarial et dont nous avons eu connaissance dans la généalogie de la famille Martins comme en étant l'ancêtre venue sur Batuva sous le nom de José Thobias Da Silva França petit-fils de Français. Son premier fils, seul descendant resté à Batuva, prend

alors le nom de Gonçalo Thobias França, qui se marie avec Beatriz Martins et dont les enfants porteront seulement le nom de la mère : Martins.

Enfin, le dernier voisin de Américo Pontes qui apparaît dans l'acte notarial de la terre de celui-ci est Fernando Bello mais nous n'avons pu recueillir d'information ni sur lui-même ni sur ses descendants.

Ainsi, en même temps ou très récemment après la venue d'Américo Pontes d'autres familles se sont installées et au cours des décennies elles se sont modifiées, les noms se sont mélangés, certains ont disparu soit par les alliances soit par les migrations ou les usages. Des familles ont alors pris de l'importance que ce soit par leur effectif, par la taille du territoire qu'elles occupent ou par la place qu'elles ont prise dans l'histoire locale. Jusqu'à aujourd'hui elles tiennent une place importante à Batuva et, pour certaines d'entre elles, dans la vallée.

- Américo Pontes a eu 13 enfants dont 7 hommes qui ont eu de nombreux descendants à Batuva et dans les environs. En ce qui concerne les 6 autres enfants, on a perdu trace de leur descendance et leur lieu de résidence. Les 7 hommes ont à leur tour eu 14 fils dont les descendants ont vécu, ou vivent encore dans la vallée, Batuva, Rio Cedro et Rio Verde essentiellement, où se situent les terres de Américo. Ainsi, la famille Pontes s'est construite sur la vallée, s'y est largement développée, pour y être aujourd'hui la famille la plus représentée avec 18 familles Pontes (c'est-à-dire : famille dont l'homme, le chef de famille est Pontes), dont 4 sur Rio Verde, 1 sur Rio Cedro et 13 sur Batuva. Mais nous reviendrons sur la composition sociale et familiale d'aujourd'hui de la vallée.

- José Thobias da Silva dit França (pour avoir des ancêtres français), n'a eu qu'un seul fils dont les descendants et lui-même sont restés sur Batuva. Il s'agit de Gonçalo Thobias França, époux de Beatriz Martins, qui elle aussi aurait été de Batuva. Leur unique fils, Luis, a pris le nom de famille de sa mère : Martins. Il a épousé Alzira Paiva et aucun des ses fils n'est resté sur Batuva ; ils se sont tous installés à Cananéia, où la famille a vécu durant 20 ans de 1974 à 1994. Seule une fille de Luis et Alzira vit à Batuva et a épousé un homme de Rio Cedro. Cette famille disparaît donc de l'histoire du lieu, étant pourtant une des fondatrices aux côtés d'Américo. Les sœurs de José Thobias S. França se sont mariées à des Pontes : Loriane França avec Eloy Pontes ainsi que Maria França avec le même Eloy après le décès de sœur aînée. Joaquina França, quant à elle, s'est mariée avec Américo Pontes Filho, le premier fils de Américo Pontes. Le frère de José Thobias S. França, Lino França, a vécu à Taquari, et plus exactement à la Colônia Santa Maria, le hameau le plus proche de Batuva du

côté São Paulo. Ses descendants ont gardé le nom de famille França et de nombreuses alliances entre ses descendants et des personnes de familles de Batuva ont été réalisées par la suite. En effet, comme nous allons le voir dans l'histoire des familles à venir, nombreuses ont été les jeunes filles França à épouser des hommes de familles situées entre Batuva, Rio Verde et Rio Cedro et la Colônia Santa Maria.

- Eloy Pontes, (le neveu de Américo,) là aussi la famille a disparu de la vallée. Joaquim Eloy França, son fils, vivant aujourd'hui à l'âge de 93 ans à Guaraqueçaba. Ses descendants habitent entre Guaraqueçaba et Paranaguá. Un fils de Joaquim Eloy vit aujourd'hui à Batuva, c'est Albertino ou Osbertino França qui est revenu vivre à Batuva en 1993 après avoir passé plus de 23 ans à Guaraqueçaba de 1970 à 1983.

Ces deux familles précédemment citées sont les exemples des mutations que connaissent les noms de familles où dans le premier cas le nom du père disparaît complètement et dans le second cas c'est le prénom du père qui fait office de nom de famille accompagné du nom de la mère. Cela m'a demandé de longues heures d'entretiens afin de dénouer les liens et de comprendre finalement qui est qui, et fils de qui... ? Surtout du fait de la presque disparition de ces familles dans la vallée.

- La famille Paiva aurait aussi été une des premières à venir s'installer, venant de Taquari. C'est une famille qui s'est peu développée et qui finit aussi par disparaître de Batuva et de la vallée, il reste aujourd'hui une seule famille Paiva sur le hameau.

- De même, les familles Soares, Nardes, apparaissent dans les premières alliances matrimoniales réalisées par les fils de Américo, mais aucun descendant homme n'a pu transmettre le nom et ainsi garder une histoire de ces familles. De même, ils n'apparaissent pas comme propriétaires de terres, pourtant selon nos relevés de terrain, ces familles auraient été de Batuva ou du moins venues en même temps que Américo. La famille Nardes habitait au bord de la rivière Pasmado, à l'entrée du hameau au sud. Elle aurait été une grande famille et selon nos indications tous ses membres seraient partis à Paranaguá.

Comme il est commun au Brésil, des familles sont agrégées à d'autres, c'est-à-dire que des familles plus aisées s'associent à d'autres plus pauvres, ces dernières ayant l'usufruit de la terre de l'autre moyennant des services rendus, et cela aurait pu être le cas pour

certaines de ces familles. Certaines familles auraient donc été propriétaires et d'autres seraient rentrées vis-à-vis d'elles dans une relation de métayage ou d'assistance. Il est difficile de vérifier le système de relation alors développé, nous savons par ailleurs qu'au-delà d'un métayage à proprement parler c'est un système d'entraide, d'assistance entre des propriétaires et des paysans qui n'étaient pas suffisamment riches pour acheter de la terre auprès de l'État. En effet, nous savons que certaines familles pratiquaient cette assistance auprès de familles plus pauvres, cela au cours du XX<sup>e</sup> siècle. C'est à dire qu'une famille possédant suffisamment de terre proposait à d'autres, nouvellement venues et sans capital, de s'installer sur leurs propres terres sans contrepartie, mais par charité selon nos informateurs. Il pouvait y avoir échange de services, don d'une partie de la production, mais rien d'institutionnalisé. Lors d'un entretien, un propriétaire a bien insisté sur le fait qu'aucune rétribution n'était demandée, mais qu'à l'époque il y avait suffisamment de terre dans la famille pour y laisser d'autres familles s'y installer et planter, qu'il n'y avait pas de problème ni d'interdiction liée à la pratique de l'agriculture, ni le problème de revendication de *posse*, de demande de propriété du fait du droit coutumier. On est là au cœur des processus de construction des réseaux clientélistes, où les rapports de dépendance économique et sociale s'habillent souvent des apparences des liens familiaux – de façon parfois si étroite, qu'il devient difficile de séparer un type de relation de l'autre.

- C'est à la même époque que serait aussi venu de l'État de São Paulo, et plus précisément de Xiririca, Malaquias Cunha et son épouse Antônia Durvaes, dont un seul fils a eu des descendants sur Batuva, Dorico Cunha né en 1885, lui-même ayant un seul fils qui à son tour n'a eu qu'un seul fils pour assurer la lignée sur Batuva. Les Cunha vivaient d'abord sur les terres des Nardes au Rio Pasmado et ils auraient été ainsi agrégés à cette famille. Par la suite l'unique descendant Cunha a hérité de terre du côté de sa mère qui est une fille Pontes.

D'autres familles venues à la même période, aux alentours de 1880, s'installèrent à Rio Cedro, Rio Verde :

- La famille Viana aurait été la première sur Rio Verde avec les Pontes puis les familles Gonçalves et Galdino ;

- Les familles Do Carmo et Constantino sur Rio Cedro. La famille Do Carmo a eu la particularité d'abandonner ses terres de Rio Cedro (10 Alqueires) dans les années 1960, avant

même la venue du latifundio Zugman. Ils sont allés s'installer comme *posseiros* au hameau de Morato d'où l'accès était plus facile au Bourg de Guaraqueçaba et à la baie.

Le lieu-dit Utinga a été peuplé quant à lui essentiellement par des gens venus du Paraná, venant par le lieu-dit Morato plus au sud de la vallée de la rivière Guaraqueçaba au niveau du delta de la rivière.

Il y aurait eu ainsi deux vagues principales de peuplement au nord du bassin hydrographique de la rivière Guaraqueçaba (Batuva, Rio Verde et Rio Cedro), la première réunie autour de Américo Pontes, puis la seconde attirée par la distribution – vente des terres faites par l'État au travers du même Américo. Sont alors arrivés, au début des années 1900, les familles Xavier, Barreto, Pires, Gonçalves da Silva, Moraes.

Cet attrait pour la distribution de terre par l'État, puis l'achat de la terre sur 18 ans a conduit au fait que des familles, aujourd'hui les plus représentées et les plus influentes de la vallée, deviennent propriétaires et non *posseiros*. Ce qui fait la particularité de la situation c'est que jamais ces propriétés des personnes fondatrices des familles sur le lieu n'ont pas été divisées par les descendants, les héritiers. Ainsi, les descendants nomment cette propriété comme « terre d'héritage » et chaque descendant a droit à une parcelle au sein de ces ensembles indivis.

Au sein de ces familles, certaines avaient gardé des terres dans leur municípe d'origine et elles se sont développées et ont vécu autour des deux propriétés, comme nous allons le voir avec les familles suivantes.

On dit que certaines de ces familles seraient arrivées à Batuva pour fuir, se cacher de la justice à la suite d'un délit dont elles seraient accusées. Mais il ne m'a pas été possible de vérifier ces affirmations.

Il m'est difficile de citer de manière chronologique l'arrivée de chaque famille, aussi je présente chacune des familles de façon succincte sans qu'il y ait un ordre fixé de leur arrivée sur le local, mais en tentant toutefois de se rapprocher de ce qui a pu être la succession des arrivées.

- Famille Xavier : Bento Xavier, un anglais arrivé à l'âge de 12 ans au Brésil, au port de Santos, dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, est venu s'installer avec son épouse à la Colônia Santa Maria où sont nés ses neufs enfants, puis il vient à Batuva, où il finira sa vie en

1931. Ce sont les descendants de son sixième fils, Juvenal Xavier (1900-1990), qui se sont établis à Batuva. Les autres enfants de Bento se sont installés à Cananéia, Paranaguá et à São Paulo. Dès lors qu'ils sont partis faire leur vie loin de Batuva, la famille restée à sur place a perdu le contact et n'a plus de nouvelles des descendants de la famille. Juvenal Xavier a eu 8 enfants avec son épouse Maria França de la Colônia Santa Maria (1912-1988). L'histoire de cette famille et de leurs enfants est faite de vas et vient entre Taquari et Batuva où la famille possédait des terres. Les enfants se marièrent et s'installèrent entre Batuva, Taquari et Cananéia. La particularité de cette famille est sa mobilité, ils ont vécu un temps à Taquari, un autre à Batuva et encore un autre à Cananéia. On retrouve en nombre la famille Xavier à Cananéia, il y a même une rue entière de Xavier sur l'île de Cananéia. Les quatre premières filles de Juvenal Xavier ont épousé trois frères de la famille Pires (que nous verrons plus loin) et les deux dernières vivant à Batuva racontent cette mobilité très forte dans la famille. De même son cinquième fils Ezequiel (1929) qui vit aujourd'hui à Guaraqueçaba, a eu plusieurs fils, la majorité vivant à Cananéia ou São Paulo et dont un seul est resté durablement à Batuva, mais qui lui aussi vit aujourd'hui à Guaraqueçaba et des sept enfants de ce dernier, un seul, l'aîné, vit encore à Batuva aujourd'hui, Argeu S. Xavier (1973). Les autres habitent le bourg de Guaraqueçaba. Comme nous le verrons plus loin le problème de cette branche de la famille Xavier est le peu de terre resté pour les fils d'Ezequiel, contraints de partir car leur père avait vendu une grande partie de la propriété.

-Famille Barreto : Francisco Gomes Barreto (1865-1935) est originaire de l'Eldorado Paulista, Xiririca précisément. Il vient s'installer en 1902 à Batuva avec son épouse Ernestina de Oliveira, qui aurait été amérindienne, et avec 3 enfants, deux filles probablement, et leur premier fils João (né en 1898), qui n'a que 4 ans à leur arrivée. Selon les propos de ses descendants, c'est pour fuir la justice qu'il vient se cacher à Batuva avec sa famille. João De Oliveira Barreto (1898-1984) a épousé Domingas Tubanelli (1900-2000) fille du premier mariage de Tereza Tubanelli épouse Pires (au second mariage, comme nous le verrons plus loin). C'est João qui va perpétuer le nom de la famille sur Batuva. Ses Huit sœurs se marieront et iront pour la majorité sur Paranaguá. Deux de ses 4 frères (Braulio et Bonival), ont eu à eux deux 32 enfants, tous ou presque installés à Cananéia. Ainsi, la famille Barreto est aussi fameuse pour avoir des rues entières à Cananéia habitées par la famille.

Revenons à João dont le premier garçon assure la descendance sur Batuva, Liberato Barreto (1927) qui a épousé une jeune femme de Utinga, de leurs neuf enfants, quatre fils s'installent à Guaraqueçaba avec lui après le décès de sa femme en 1996; trois de ses fils

restent sur Batuva, ainsi que deux de ses filles qui s'étaient mariées dans le hameau, l'une à un Pires et l'autre à un Dias. Un second fils de João qui s'est installé encore jeune à Guaraqueçaba a eu de nombreux descendants : 11 enfants qui vont s'installer et avoir des enfants sur Paranaguá. Trois autres enfants de João s'installent à Curitiba, une fille dans l'Etat de Goiana à Goiás, Aujourd'hui on compte trois familles Barreto sur le hameau de Batuva. Là encore, la mobilité et les attaches à l'extérieur du hameau, au bourg et dans d'autres municipes favorisent des relations élargies et au besoin des formes d'entraides.

- Famille Pires : L'histoire de la famille Pires est étroitement liée à celle de la famille Xavier, avec 4 mariages entre les deux familles à la deuxième génération. De même la famille Pires a un lien direct avec la famille Dias, car le fondateur de la famille Dias sur Batuva s'est marié à la sœur du fondateur de la famille Pires sur Batuva. Abilio Rodrigues Pires (1881-1941) vient également de l'Eldorado Pauliste. D'un premier mariage, il a eu deux fils, Domingo et Miguel. C'est lors de son deuxième mariage avec la femme veuve de son cousin Benedito Pires, Tereza Tubanelli (italienne, arrivée au Brésil à l'âge de 4 ans), qu'il vient à Batuva aux alentours de 1911, avec leurs enfants respectifs de leur premier mariage. De son premier mariage : son fils Miguel a épousé l'une après l'autre les jumelles Xavier, puis s'est installé à Cananéia, ses trois descendants sont sur Cananéia ; Domingo (1909-1971) a épousé Valdemira França originaire de la Colônia Santa Maria, à Taquari. Ils ont eu 5 filles qui se sont mariées et installées sur São Paulo, Cananéia ; et un fils Abilio França Pires (1941) qui a épousé Maria Cordeiro (1954). C'est Abilio F. Pires qui a assuré la lignée de la famille Pires issue du premier mariage de son grand-père Abilio Rodrigues Pires, surtout avec son fils aîné vivant à Batuva ; ses autres enfants vivent à Cananéia, au bourg de Guaraqueçaba et à Curitiba ; enfin il a six garçons adolescents qui vivent avec lui.

De son deuxième mariage, Abilio Rodrigues Pires a eu un fils qui marquera la lignée de la famille sur Batuva, Umberto Rodrigues Pires (1918-1985) qui a épousé Olga França Xavier avec qui il a eu deux fils qui maintiennent la lignée, Nelson Pires (1943) et Irzo (1946), trois autres de leurs enfants sont sur São Paulo. Un autre fils de Tereza et Abilio R. Pires marque l'histoire de Batuva, c'est Arzemiro Pires (1921) époux de Durvalina França Xavier (sœur de Olga), sans descendant, il est le seul avec son frère Umberto à être resté sur Batuva, leurs trois autres sœurs ayant migré et s'étant mariées sur São Paulo, Cananéia et Rio Guaraqueçaba. Aujourd'hui la famille Pires compte sept ménages sur le hameau.

- Famille Gonçalves da Silva : Pedro Felisbino (environs 1887-1950) originaire de Xiririca, il serait venu à Batuva célibataire, sans aucune précision d'âge, ni s'il vient avec ou sans ses parents. Il rencontre à Batuva sa future épouse Maria Francisca da Silva, originaire aussi de Xiririca et elle aussi venue à Batuva alors célibataire et là encore sans aucune précision de la date de sa venue, ni de si elle était accompagnée. Seraient-ils venus ensemble avec leur famille respective et se seraient-ils mariés par la suite ? Ils se sont installés sur le lieu-dit Coqueiro à l'ouest de Batuva. Leur venue se situerait donc entre 1900 et 1910. Ils ont d'abord eu deux filles qui se sont mariées sur Batuva et Rio Verde. Leur troisième enfant, Maximiro Francisco Da Silva (il garde donc le nom de sa mère) (1928-1997), se marie à Antônia Gonçalves de Rio Verde (1926-1999). C'est à partir essentiellement de Maximiro que la descendance de la famille sera assurée sur Batuva, deux fils Pedro et Ilton : Pedro (1950) qui épouse sa cousine Delfina et qui ont 8 enfants ; Ilton (1953), marié à Agueda Cordeiro (1962), qui ont 4 enfants. Puis vient Antônio (1955) marié à Maria Viana de Rio Verde, où il s'installe avec elle, ils ont 5 enfants. Enfin le dernier fils de Maximiro va s'installer à Cananéia avec sa femme, ils ont 5 enfants.

Un autre fils de Pedro Felisbino et Maria Francisca da Silva, va assurer la lignée de la famille sur Batuva c'est Miguel Sandadozo (1935-2001), il ne porte pas les noms de ses parents, son nom ayant été donné à partir d'un nom tiré d'un Almanach, et ses descendants portent ce nouveau nom de famille : Sandadozo, cinq garçons et huit filles. Il y a aussi César (1939) fils de Pedro Felisbino qui a 4 filles mariées et réparties entre São Paulo, Cananéia, Guaraqueçaba et Curitiba et trois fils sur Batuva. Aujourd'hui, le hameau compte 7 familles Silva et Sandadozo.

- Famille Dias : Camilio Dias serait venu de Taquari avec sa femme Jordina Pires Dias, attirés sûrement par l'installation du frère de Jordina, Abilio Rodrigues Pires. Ils sont arrivés à Batuva déjà mariés avec leurs six premiers enfants (3 garçons et 3 filles). Ils ont eu encore trois enfants nés à Batuva (2 garçons et une fille). Camilio et Jordina seraient donc nés à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et seraient arrivés à Batuva entre 1937 et 1939. Une grande partie de la famille a par la suite migré sur Ribeirão Pires, dans l'État de São Paulo. Ce pôle de migration s'est réalisé au travers de Zoraide, la septième fille du couple qui s'est mariée avec le propriétaire d'une entreprise métallurgique de Ribeirão Pires. En effet Zoraide alors toute jeune, vers 17 ans, est allée travailler comme gouvernante à São Paulo, par le biais d'une connaissance de la famille. Là elle se marie avec le propriétaire d'une entreprise métallurgique. Par la suite quatre de ses frères la rejoignent et travaillent dans l'entreprise, de même une de ses sœurs, et deux

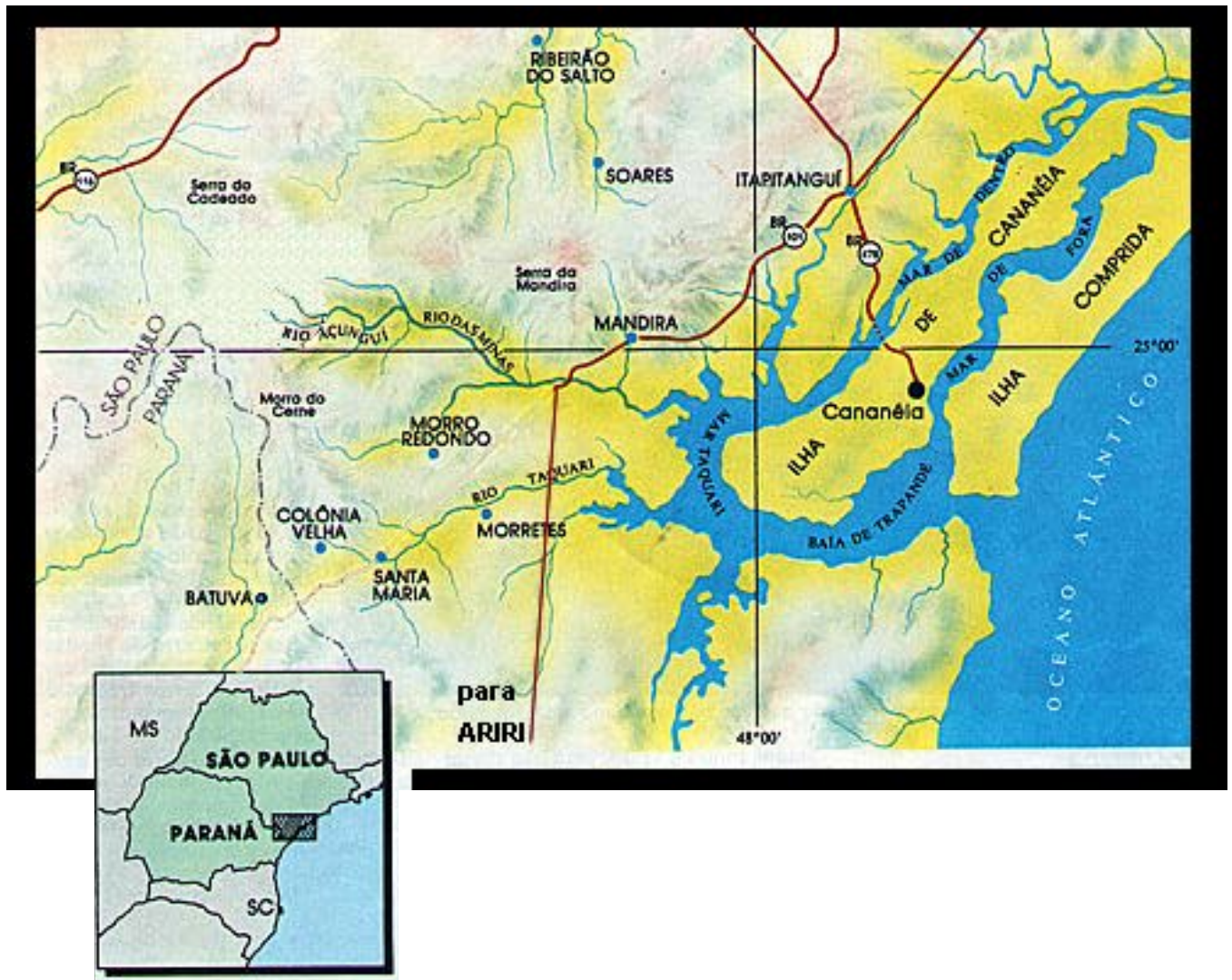


neveux. L'opportunité d'une vie meilleure, d'un bon salaire, par l'emploi assuré dans l'entreprise métallurgique, a permis cette migration de la majorité de la famille. A Batuva, est resté un seul fils de Camilio, Alerino marié à Maria Soares Dias, qui assure avec cinq de ses fils la descendance de la famille Dias sur le hameau. Aujourd'hui la famille Dias compte 7 ménages sur le hameau.

Ces 5 familles ainsi que la famille Pontes et les autres familles venues en même temps que Américo Pontes sont les familles fondatrices et constitutives du hameau, elles en sont l'identité et l'essence. D'après cette succincte présentation historique de chacune d'elles, il apparaît significatif déjà l'importance de leur mobilité en même temps qu'elles établissent un ancrage dans le local et que les va et vient entre l'intérieur et l'extérieur font partie intégrante des processus de reproduction sociale. L'autre aspect important de cette présentation sont les alliances entre les familles qui très tôt sont présentes et motivent cette mobilité, j'étudie par la suite plus en détail les alliances entre les familles, mais on constate dès à présent des liens familiaux qui se tissent et s'entrecroisent. Enfin, l'origine de ces familles confirme leur venue par le nord du hameau, par la frontière avec l'État de São Paulo et leurs lieux de résidences antérieurs se situent entre Cananéia (du bourg mais surtout des hameaux proches de la frontière SP/PR qui sont Taquari et la Colônia Santa Maria), et Eldorado Paulista/Xiririca (le municiple de Xiririca s'est transformé en Eldorado en 1948, c'est en fait le même municiple plus au nord de Cananéia, dans la vallée du fleuve Ribeira, Cf. Cartes suivantes).



**Figure 33** : Carte administrative de la Vallée du Ribeira, où les habitants du hameau trouvent leur origine (IGC, 2006).



**Figure 34 :** Carte du Sud Est de l'État de São Paulo, Vallée du Ribeira. (Site Internet : source : CF Comunicações Ltda. & Colunas do Vale Ltda.1998)

En effet l'accès à Batuva par l'État de São Paulo se fait par le Coqueiro à l'Est du hameau et par le sentier qui mène de là à la Colônia Santa Maria, Taquari deux hameaux du municipe de Cananéia. A partir de Taquari on accède par la droite à l'île de Cananéia et au bourg du municipe ; et par le nord au municipe de Jacupiranga (Cajati), puis au municipe récent de Eldorado (ancien Xiririca).

Voyons à présent les familles venues plus récemment, dans les années 1960, et 1980-90.

Cordeiro : Leopoldo Cordeiro vient s'installer à Batuva en 1961 avec sa femme, et ses trois premières filles. Ils auront encore deux autres filles à Batuva. Leopoldo Cordeiro était de Guaratuba, il travaillait pour le télégraphe dans la manutention de la ligne et du chemin au pied du télégraphe. Lorsqu'il perd son emploi, c'est avec seulement les habits sur le corps et sa famille qu'il est venu à Batuva, accueilli sur les terres de Liberato Barreto. Leopoldo a vécu sur Batuva en travaillant comme camarade payé à la journée sur les plantations des autres, Il y avait beaucoup de travail à l'époque dans les années soixante et soixante-dix. Liberato Barreto le laissait cultiver un bout de terre pour sa propre consommation et celle de sa famille. Monsieur Cordeiro a eu seulement des filles, et c'est pour cela que le nom de la famille s'est perdu. Des cinq filles, trois sont restées sur Batuva où elles se sont mariées avec des hommes issus de familles plus anciennes : Pires, Pontes et Gonçalves Da Silva. Les deux autres filles se sont installées à Cananéia.

Pereira dos Santos : Luis Pereira dos Santos (1945) vient à Batuva avec sa femme et ses enfants en 1985. Ils viennent de l'État de Minas Gerais. Luis était employé par un Xavier, ce dernier lui ayant cédé un lopin de terre en 1990. Aujourd'hui veuf, Luis vit avec son fils aîné, célibataire, Reginaldo (1971). Trois autres de ses enfants vivent à Paranaguá où ils sont mariés. Enfin la benjamine, Irene (1982) a épousé le fils d'un nouveau venu également, Nivaldo Mendes (1974).

Rossoni : Gilmar Rossoni (1952), s'installe à Batuva en 1991 avec sa femme et ses enfants. Il est gardien de la ferme Madezatti sur Batuva. Il travaillait déjà pour Madezatti sur l'une de leurs fazendas du côté de São Paulo. Il a en charge les terres de Madezatti et il garantit la non invasion sur les terres du fazendeiro. Son rôle est de dissuasion, pour empêcher le vol de palmier, l'installation de *posseiros*. Il a cinq enfants.

Matsumoto : Getulio Matsumoto est né en 1947 à São Paulo de parents japonais arrivés au Brésil adolescents. Ses parents s'installent à Guaraqueçaba sur le quartier du Costão, au bord de la baie, avec leurs jeunes enfants au début des années cinquante, amoureux de la région où ils étaient venus pêcher. Getulio grandit au bourg de Guaraqueçaba. Alors âgé de 20 ans en 1967, il participe à la construction de l'école de Batuva. Puis entre 1983 à 1991, employé de la mairie, il participe à l'ouverture de la piste qui relie la vallée du Rio Guaraqueçaba à la piste principale. Il achète par la suite sa propriété à Batuva, à l'entrée du hameau, près de la route, en 1992 à Lino Xavier. Il s'y installe puis part régulièrement au Japon depuis quelques années. Il travaille là-bas durant deux ans et revient avec un pécule pour la famille. Sa femme reste sur Batuva à s'occuper du travail de la ferme. Trois de leurs enfants sont aussi au Japon où ils travaillent dans des industries de charbon et automobile. Malgré cette mobilité effective de la famille, l'objectif de Getulio est de passer sa retraite sur Batuva.

Schneider : Roberto Schneider (1969) est originaire de Jacupiranga, sud de l'État de São Paulo, et précisément Guaraú, où toute sa famille réside. Il décide de venir s'installer à Batuva en 1995 avec sa compagne Maria-Antônia Da Silva Borges (1965), le frère de Roberto, y étant déjà installé depuis plus de 2 ans et ayant acquis une petite propriété à la famille Barreto, 7,2 hectares. Quelques mois plus tard, son frère repart sur Jacupiranga. Maria-Antônia rejoint donc son époux en octobre 1995, avec son fils. Ils ont démangé plusieurs fois sur le hameau depuis lors.

Mendes : Doracino Mendes (1937) a acheté un terrain au sud de Batuva, à l'entrée du hameau, en bordure de la piste, en 1996. Pendant deux ans avec ses deux fils, il vient régulièrement pour construire la maison, cultiver la terre. Ils viennent également de Guaraú un hameau assez éloigné de la route et sans moyen de transport. Et c'est en octobre 1998, que Doracino vient s'installer avec sa femme, et ses deux fils. Ses deux autres filles sont déjà installées et mariées à Jacupiranga. Ils expliquent leur venue sur Batuva du fait de la présence du fils de leurs voisins de Guaraú, Roberto Schneider, qui est de la famille de cœur. Leur choix tient aussi au fait qu'à Guaraú, il n'y a pas de ligne de bus scolaire comme à Batuva qui permet aux habitants de profiter du transport pour se rendre à la ville pour les courses, la santé, recevoir le paiement de la retraite tous les mois, comme c'est le cas de ce couple. A Batuva, l'accès leur est apparu mieux développé, l'épouse ayant des problèmes de santé, ne pouvant que peu se mouvoir et ayant besoin de soins médicaux réguliers.

Roecher: Eloy Roecher (1960) est originaire de Manoel Ribas au Nord de l'État du Paraná. Il vient s'installer à Batuva avec son épouse et leurs deux filles, en janvier 1996. La propriété où il s'installe, construit une maison et élève des vaches laitières essentiellement, appartient à son frère et à son cousin, le premier est conseiller municipal de Guaraqueçaba, et propriétaire d'un restaurant au bourg ; le second est propriétaire d'un supermarché, du seul hôtel du bourg (Eduardo II) et de l'unique poste d'essence de Guaraqueçaba, au bourg. Tous deux avaient acheté cette propriété en 1982 à Ezequiel Xavier, d'une superficie de 137 hectares, dont Eloy s'occupe en métayage (*arrendado*).

On observe donc avec la présentation de ces familles, de leur arrivée sur la scène locale et au travers de leur histoire, de leur trajectoire qu'il y a aujourd'hui des blocs familiaux qui se sont établis sur Batuva et qui y ont planté leurs racines historiques et identitaires. Mais, on constate parallèlement que ces familles ont aussi des relations avec l'extérieur soit parce qu'elles y ont gardé des liens, des contacts avec la famille, soit par une pluri-résidence avec des propriétés ou des maisons hors du hameau, soit car des membres de la famille s'en vont vivre à l'extérieur pour le travail ou par le mariage. De plus, il y a des relations fortes avec les autres communautés environnantes et en particulier les communautés proches du côté de l'État de São Paulo, notamment pour les intermariages, la recherche de conjoint à l'extérieur. On note aussi les nombreuses stratégies économiques qui ont conduit des membres des familles citées à s'installer à l'extérieur du hameau et surtout vers São Paulo : Cananéia étant un pôle important, puis Ribeirão Pires pour une famille en particulier, et Paranaguá. On remarque aussi la venue de familles extérieures à la communauté et d'installation récente qui ont des profils et des caractéristiques très diversifiés et qui entrent en relation avec les autres familles plus établies historiquement. (je verrai cela ultérieurement).

Cette présentation nous a également permis de voir succinctement les flux des arrivants mais aussi des partants qui ne se sont jamais taris jusqu'à aujourd'hui, dans cette mobilité interne et externe aux familles plus ou moins anciennes.

Ainsi, il est difficile de penser une telle communauté en termes d'ensemble clos et refermé sur lui-même. Cependant, certaines familles se réclamant des familles fondatrices de la communauté font perdurer dans la mémoire collective leur légitimité dans l'espace social et géographique du hameau. C'est notamment le cas dans le fonctionnement de l'entreprise de transformation de banane, la fabrique comme ils l'appellent, où les familles les plus récentes

n'ont pas accès et sont exclues presque d'emblée pour ne pas être issues du lieu, ce qui permet ainsi de pérenniser le statut des familles plus anciennes dans le territoire batuvanaï.

Ni communauté fermée, ni population traditionnelle stricte, la population de Batuva qui s'est construite ne dispose pas d'une organisation politique, hiérarchique et sociale pré-établie ou régulée mais l'histoire locale transmet de fait des droits (transmis par les liens de parenté) de certaines familles plus anciennes sur d'autres plus récentes. La régulation s'établit dans les cercles fermés comme c'est le cas pour la fabrique qui n'accepte pas les personnes extérieures récemment arrivées dans le hameau. Et, c'est plus par le non-dit que la non-acceptation de la plupart des familles récentes se réalise, plutôt que par la concertation de la communauté lors de réunions. Ainsi, c'est dans un désordre apparent que l'ordre prend forme, par des procédés non assumés, des enjeux cachés, et où se joue la place de chacun dans l'espace local, par peur d'une prise de pouvoir possible par certaines personnes extérieures.

Dans ce contexte, les relations familiales apparaissent comme un élément structurant de la sphère sociale et politico-économique du hameau. Les hameaux ont des structures sociales et entretiennent des relations entre eux. Pour comprendre comment cela fonctionne la famille est un élément important. A présent que l'histoire du hameau et de l'arrivée des familles est posée, venons-en aux familles elles-mêmes, aujourd'hui dans leurs particularités contemporaines, les relations familiales, les alliances, l'occupation du territoire et la place de chacune des familles sur le hameau.

## CHAPITRE 7 : LES RELATIONS FAMILIALES, ÉLÉMENT STRUCTURANT DE LA VIE SOCIALE

La notion de communauté m'est apparue floue et peu opérante dans l'étude du hameau rural. En effet, au-delà de définir une collectivité territoriale, elle suppose l'idée d'une organisation sociale spécifique, autonome empreinte de rapports sociaux ordonnés autour de règles définies dont le postulat reste pourtant à démontrer et qui ne peut pas s'appliquer à tout espace social. L'idée de quartier ou hameau rural se révèle moins marquée, se rapprochant plus de la réalité locale d'un espace social de voisinage sans forme d'organisation sociale institutionnalisée et établie, intégré dans un contexte social, institutionnel et politique plus large qui est le municipale.

En l'absence d'une dimension politique comme facteur d'organisation sociale au niveau du hameau de résidence, ce sont les structures familiales et les liens qu'elles entretiennent qui fonctionnent comme cadre à partir duquel se construit une certaine cohérence sociale, mais également s'ordonne le rapport aux ressources naturelles et à la terre en particulier.

Aujourd'hui, il y a dans le hameau de Batuva des grands blocs familiaux, des regroupements d'exploitation en fonction de lignages, et il y a également des exploitations plus périphériques qui en terme de filiation n'appartiennent pas à ces lignages et qui sont tous répartis d'une certaine manière dans l'espace.

Le hameau se compose, comme en témoigne les deux tableaux suivants, d'une grande proportion de la population issue de la famille du fondateur, les Pontes, qui représentent 28% de la population du hameau<sup>50</sup>. On est tenté d'ajouter à la famille Pontes, la famille Dias car la mère du clan Dias sur Batuva est elle-même Pontes (Maria Soares Pontes Dias), étant donné également que les deux familles restent relativement proches tant spatialement sur le territoire du hameau que par la filiation, et comme je l'évoquerai par la suite par leur appartenance à la même Église *Dieu est Amour*. Ainsi, par élargissement, la famille Pontes-Dias représente à elle seule 41% de la population du hameau.

Les trois grandes familles suivantes sont très proches numériquement, puisque c'est entre 13 et 14% qu'elles composent la population du hameau : Gonçalves Da Silva, Pires-

---

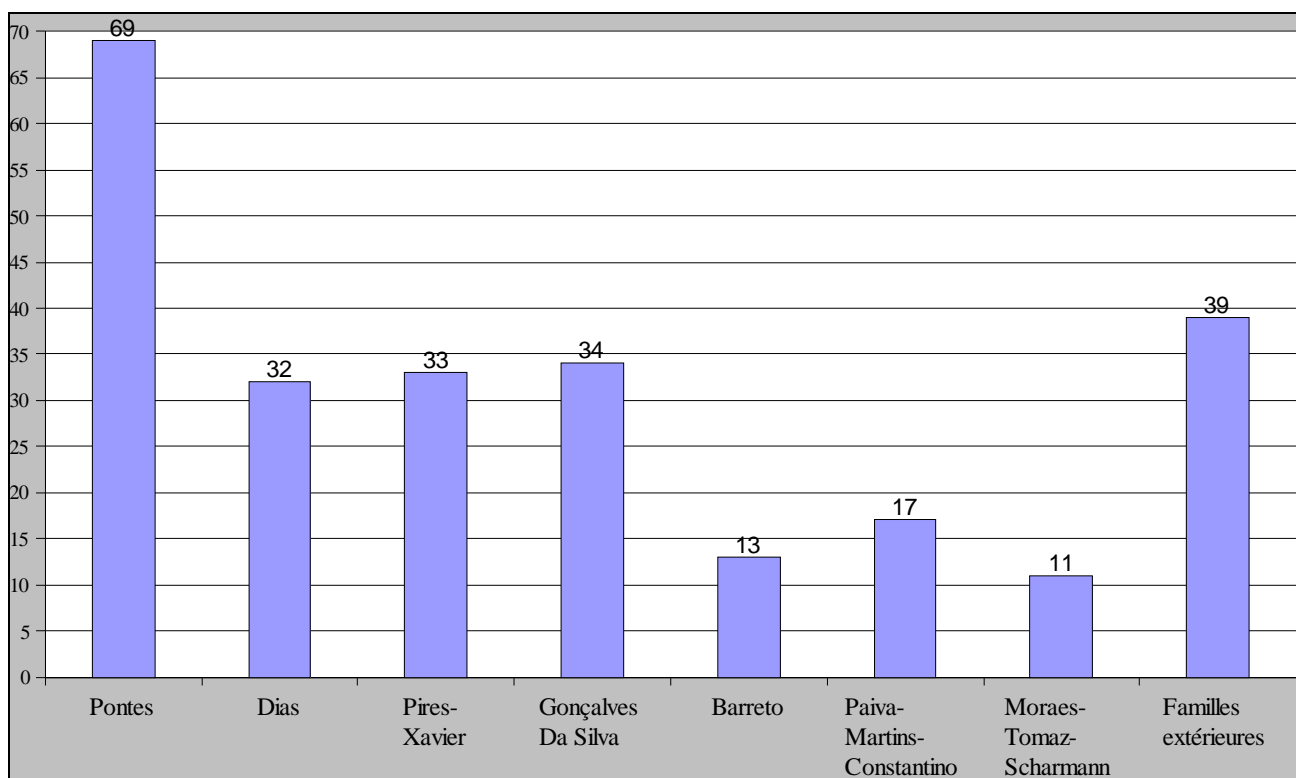
<sup>50</sup> Nous avons joint ici à la famille Pontes, la famille Cunha, soit deux ménages, qui sont Pontes du côté de leur mère et qui résident sur les terres héritées par cette même personne : Matilde Pontes Cunha.



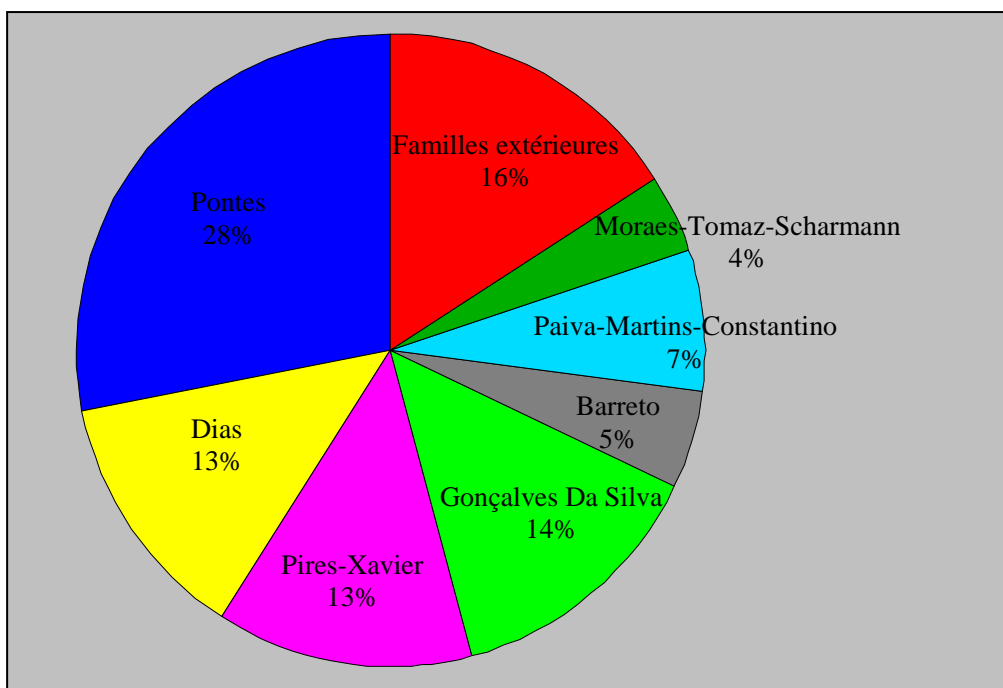
Xavier. Là encore, j'ai regroupé les familles Pires et Xavier car les fils Pires ont épousé des filles Xavier et que les deux familles sont étroitement liées tant par ces mariages à la deuxième génération, que par l'appartenance commune à une même Église : l'Église Presbytérienne.

Enfin, les familles moins représentées entre 4 et 7%, sont les familles : Moraes celle-ci regroupée avec les familles Tomaz (dont l'unique famille se rattache aux Moraes par l'épouse) et Scharmann (idem, une seule famille dont l'épouse est Moraes) ; la famille Barreto ; et les familles regroupées Paiva, Martins et Constantino (l'unique famille Martins dont l'épouse est Paiva, et l'unique famille Constantino dont l'épouse est Martins).

Si on les rassemble en une même catégorie, les unités domestiques de venue plus récente (depuis les années soixante et jusqu'aux années quatre vingt dix), celle-ci ne représentent que 16% de la population totale du hameau. Ce regroupement est grandement artificiel car les liens qui existent entre ces ménages sont de l'ordre du voisinage et des rapports d'entraide mais ne se distinguent en rien de ceux qu'ils entretiennent avec des familles d'origine plus ancienne. Si ce n'est dans le cas de deux d'entre elles qui se connaissaient déjà et avaient des relations de proximité dans leur village d'origine, Jacupiranga, lieu-dit Guaraú.



**Figure 35 :** Total du nombre d'habitants par groupe familial à Batuva.



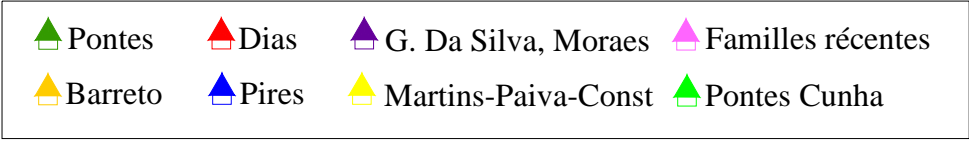
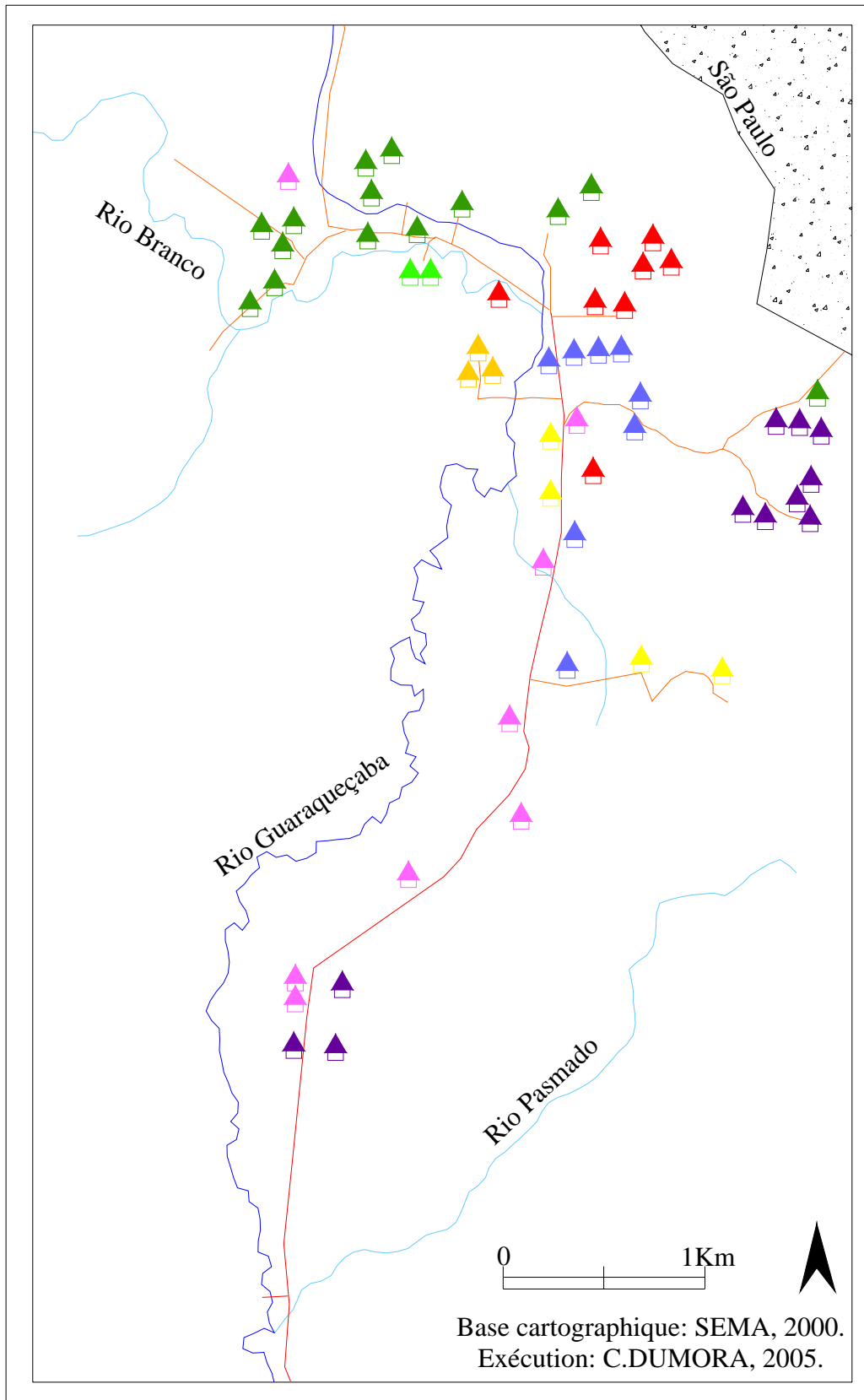
**Figure 36** : Répartition des habitants résidents de Batuva par groupe familial.

Aujourd'hui, la composition sociale et familiale de Batuva montre que plus de 30% des familles sont issues des Pontes. De plus, les six familles fondatrices représentent à elles seules plus de 74% de la population. Elles bénéficient ainsi d'un poids social important dans le hameau.

## **1. L'INSCRIPTION DANS L'ESPACE ET LE CONTRÔLE DU FONCIER**

La spatialisation des familles sur le territoire du hameau montre le regroupement des familles : les Pontes, Dias, et Cunha au nord du hameau appelé « *Cima* » ; les Gonçalves da Silva à l'ouest, au « *Coqueiro* » ; les familles Barreto, Pires, Xavier au centre ainsi que les familles Paiva, Martins et Constantino ; et au Sud les familles Moraes, Tomaz et Scharmann regroupées par la couleur avec la famille Gonçalves da Silva car ils ont des liens étroits avec celle-ci, l'épouse Moraes étant de la famille Da Silva du Coqueiro et les Moraes étant également originaires du Coqueiro.

Les familles récentes, quant à elles, se situent le long de la piste essentiellement. Celle qui résidait au niveau du territoire Pontes était en train de déménager vers le sud du hameau à la fin de notre terrain (voir Croquis suivant).



**Figure 37** : Croquis de la répartition des domiciles de Batuva par familles.

La période du peuplement de la vallée s'est accompagnée, comme nous l'avons déjà vu, de la mise en place de domaines fonciers par les grandes familles dites fondatrices. Ces domaines fonciers ont gardé jusqu'à aujourd'hui toute leur réalité et leur importance, même s'ils ont été menacés, amputés, voir certains ayant disparus à l'arrivée des grands propriétaires et de leur usurpation des terres ancestrales. Il reste tout de même que des domaines familiaux perdurent, et marquent l'histoire des familles.

Américo Pontes et ses descendants occupent une place dominante dans l'histoire puisque en tant que premier arrivant il s'était taillé un large domaine et a, par la suite, distribué les terres aux autres familles. En ce qui concerne les familles les plus anciennes sur le hameau, comme je l'ai déjà évoqué, elles ont pu officialiser leurs titres de propriétés au cours du début du XX<sup>e</sup> siècle en payant leur droit à la terre à l'État durant presque une vingtaine d'années et ainsi chaque grande famille détient un titre de propriété correspondant à la totalité de la terre par grande famille. Le fait est que, par la suite, les héritiers n'ont pas fait établir de titre de propriété individuel et la propriété reste en indivision. Ce qui n'est pas sans poser de problème à plusieurs niveaux, du fait des tensions internes que cela peut générer au sein des familles, certains s'appropriant les meilleures parcelles et laissant aux autres les moins bonnes terres agricoles, nous verrons plusieurs cas tout au long de notre présentation. Cela crée également d'autres problèmes vis à vis de l'extérieur, en particulier pour pouvoir obtenir des autorisations et monter des projets de développement agraire financés par les organismes publics, démarches qui réclament des titres individuels ou des titres de possession avec les signatures de tous les voisins confirmant la propriété du demandeur. Cependant, les titres de propriété indivis mais à caractère officiel de ces familles leur ont permis de se protéger des usurpations des latifundios. Les familles qui sont en indivision sont respectivement les familles Pontes, Dias, Barreto, Pires, Xavier, Gonçalves da Silva et Paiva-Martins. Voyons comment se répartissent aujourd'hui ces domaines fonciers sur chacun des hameaux.

#### Sur Batuva :

La famille Pontes possède 257,5 hectares (103 Alqueires). Elles sont aujourd'hui plus de 20 familles à se partager ce territoire sachant qu'elles utilisent chacune d'entre elles entre 5 et 8 hectares pour l'agriculture.

La famille Barreto possédait initialement 145 hectares (58 Alqueires). De cette propriété, 70 hectares ont fait l'objet, au milieu des années quatre-vingt dix, de transaction par la vente et l'échange comme partie du paiement contre une maison au bourg de Guaraqueçaba

appartenant à un Curitibanais. Il reste donc à la famille 30 Alqueires soit 75 hectares utilisés par trois fils et un petit-fils.

La famille Pires dispose de 115 hectares. Initialement la famille possédait 155 hectares (62 Alqueires), et deux descendants de la famille avaient vendu et échangé 40 hectares à Albertino França. Aujourd'hui, six familles Pires se partagent cet héritage en indivision. Nous verrons plus loin les conflits familiaux qui ont surgi par la suite.

La famille Dias possède 62,5 hectares (25 Alqueires) qu'ils ont récupérés en justice contre la Fazenda Madezatti en 1983. Et comme la mère Dias est issue de la famille Pontes, elle a aussi hérité 18 hectares (7,5 Alqueires) de son côté, étant la seule fille de sa famille à être restée sur le hameau, tous étant parti et lui ayant laissé leur droit sur la terre de leur père, cela n'a jamais fait l'objet d'un partage et elle seule avec ses enfant utilisent ces parcelles héritées par son père. La famille possède encore 70 hectares (28 alqueires) au nord du hameau. Ils ont ainsi 132,5 hectares en héritage direct de la famille Dias, et qui fait au total 150 hectares avec la parcelle héritée par la mère issue de la famille Pontes. Ce sont sept familles Dias résidentes à Batuva qui en ont hérité (8 si l'on considère le retour d'une famille sur le hameau en 2002). Les autres familles qui résident à l'extérieur laissent aux résidentes l'usufruit de leur part et ne viennent pas réclamer de droit tant qu'ils n'en ont pas l'utilité. Pourtant, si l'un d'entre eux revenait vivre sur le hameau, on lui laisserait la place nécessaire pour subvenir à ses besoins. Dans le cas d'une vente, tous les héritiers résidents ou non peuvent faire valoir leur droit et recevoir une partie de la vente. Il en est de même pour toutes les autres familles dont le territoire est en indivision.

La famille Xavier possédait initialement plus de 150 hectares. Il y a eu huit héritiers : Lino, et les sept enfants de Juvenal (Guiomar, Olga, Durvalina, Neide, Frutuoso, Celso et Ezequiel). Les enfants de Juvenal se partageant la plus grande partie de l'héritage, Lino ayant quitté Batuva et ayant vendu une partie de sa part. Ezequiel, le grand-père de Argeu Xavier, l'unique descendant Xavier qui réside encore sur Batuva, a vendu sa part (voir plus loin à Roecher). Ainsi, tous les frères de Argeu sont partis de Batuva par manque de terre. Olga, Celso et Frutuoso ont aussi vendu leur part à un Curitibanais qui détient une fabrique de transformation du cœur de palmier à Guaraqueçaba. Aujourd'hui Argeu possède un hectare et demi et son père, Joël, 2,5 hectares. Ils ont en fait acquis ces propriétés par l'achat à deux autres héritiers Xavier (Durvalina et fille de Olga). Aujourd'hui, seule Durvalina possède encore ses terres, où elle réside avec son époux Arzemiro Pires elle jouit également des parts de ses sœurs vivant à l'extérieur, Neide et Guiomar.

La famille Gonçalves da Silva détient une centaine d'hectares répartis autour des 6-7 familles héritières.

La famille Moraes a environs une vingtaine d'hectares à l'entrée du hameau pour trois familles. Cette propriété a été achetée aux Pires il y a plusieurs décennies. Comme nous verrons plus loin, la famille Moraes a longtemps été agrégée (*agregada*) à d'autres familles, sur leurs terres.

La famille Paiva avec la famille Constantino de Batuva ont environs 37 hectares (15 Alqueires), dont la famille de Oswaldo Constantino détient 12 hectares (5 alqueires) par alliance, son épouse Zoraide est fille d'une Paiva. La famille Martins dispose par alliance d'une partie de la propriété des Paiva. Elle aussi a pendant longtemps bénéficié de lopin de terre d'autres familles (voir paragraphe en dessous sur les *agregados*).

Albertino França a 40 hectares. Il était parti vivre à Guaraqueçaba où il était employé municipal puis il est revenu sur Batuva en 1993 et a échangé avec les Pires sa maison de Guaraqueçaba contre cette propriété, à laquelle s'est ajoutée une transaction financière.

Luis Pereira Dos Santos a 4,2 hectares cédés par son ancien employeur, Lino França Xavier, en 1990.

Getulio Matsumoto possède 57 hectares (23 Alqueires) qu'il a achetés en 1992 à Lino França Xavier.

Antônio Rocha possède 70 hectares (28 alqueires) qu'il a achetés et échangés à Liberato Barreto en 1994 contre une maison à Guaraqueçaba.

Eloy Roecher est en métayage sur les terres de son frère et de son cousin qui tous deux vivent au bourg de Guaraqueçaba. Eloy s'occupe depuis 1996 de leur propriété de Batuva de 137 hectares. Celle-ci a été acquise par l'achat de terres à la famille Xavier.

Doracino Mendes a acheté 6 hectares (2,5 Alqueires) à José Moraes en 1996 à l'entrée du hameau au sud.

Roberto Schneider a eu plusieurs petites parcelles à Batuva, qu'il a par la suite vendues ou échangées. A la fin de notre terrain il avait 2 lots de 12X40 mètres à Batuva, où il avait sa maison et son jardin. Il avait acheté et échangé ces deux lopins à deux propriétaires différents<sup>51</sup>.

---

<sup>51</sup> Le premier contre une vache et de l'argent à Enrique França qui lui-même l'avait acheté à Benedito Schultz, ce dernier l'ayant acheté à Arzemiro Pires. Le deuxième lopin, il l'a acheté à Luis Martins, son voisin d'en face, avant que ce dernier ne déménage pour Cananéia. Benedito Schultz (vivant en concubinage avec une veuve Pontes Dias) doit posséder moins d'un hectare. Il a acheté une partie à Arzemiro Pires et a également acheté le lopin de terre et la maison qui appartenait auparavant à l'entreprise de transport collectif, dont il était le chauffeur, quand la ligne de bus était alors assurée par cette entreprise. Puis c'est Benedito qui a repris la ligne à son compte et a racheté la maison de l'entreprise.

### Sur Rio Cedro :

Nous n'avons que peu d'informations sur les propriétés d'origine des populations. Sauf que chacune des familles, qui sont entrées en justice contre la fazenda Zugman, a récupéré 5 hectares.

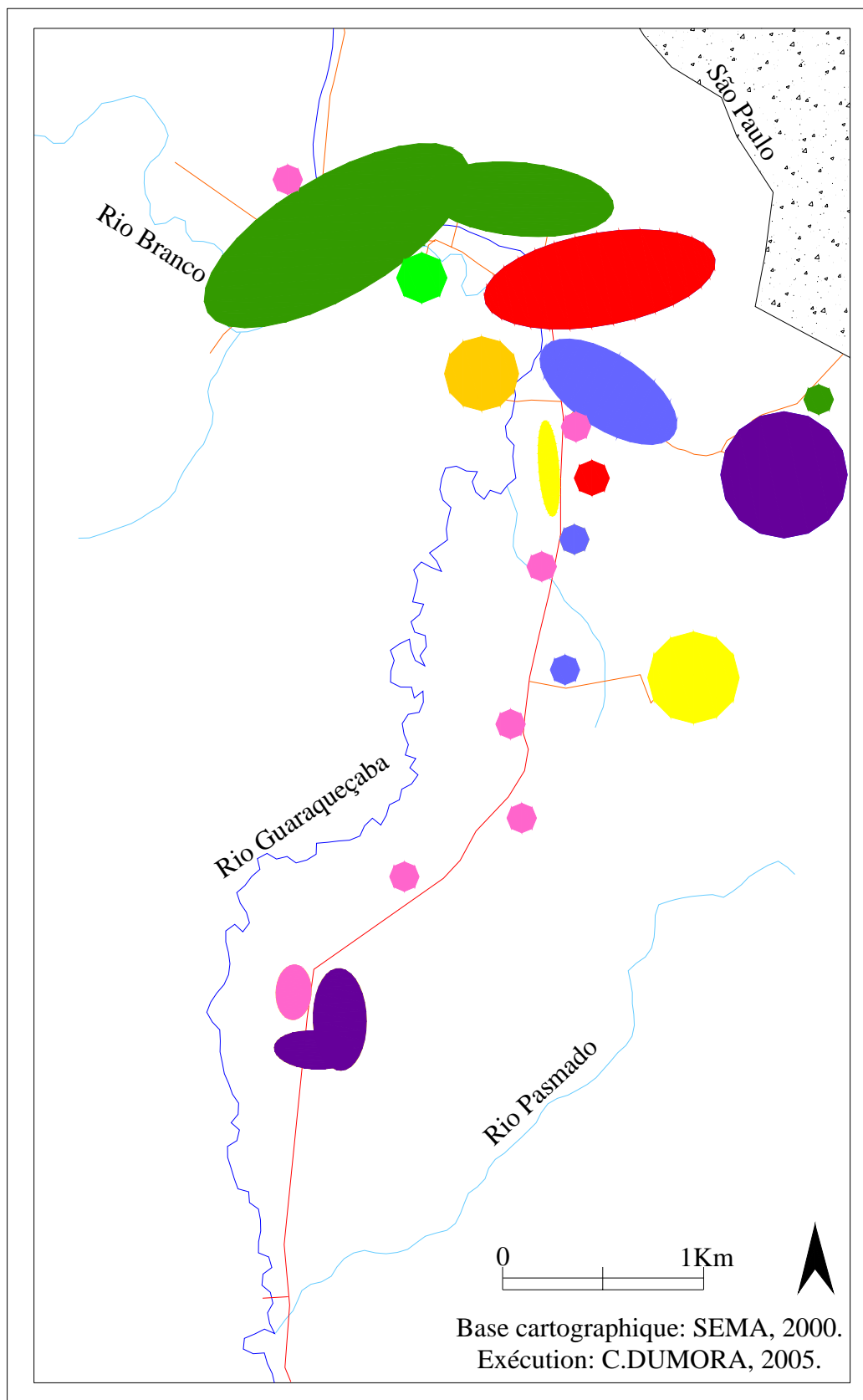
Deux héritiers Pontes possèdent à Rio Cedro 100 hectares (40 Alqueires), héritage du petit-fils de Américo Pontes, Antônio Américo, qui s'était marié en second mariage à une fille Do Carmo, la seule qui ait hérité du territoire Do Carmo sur Rio Cedro. Les autres Do Carmo, comme nous l'avons déjà expliqué, ayant déménagé pour Morato avant même l'arrivée des grands fermiers pour des raisons de commodité et d'accessibilité. Les deux enfants d'Antônio Américo et de Senhorina Do Carmo, qui résident dans la vallée se partagent ce territoire.

### Sur Rio Verde :

La famille Viana possède 275 hectares (110 Alqueires). Ce serait la deuxième famille avec les Pontes qui serait venue peupler la vallée et qui s'est établie sur Rio Verde, s'arrogeant, comme Américo Pontes, un vaste domaine. La famille Galdino quant à elle dispose de 75 hectares (30 alqueires). Les Pontes et les Gonçalves de Rio Verde ont par alliance des terres sur Rio Verde qui sont en fait des terres de l'héritage Viana et Galdino.

Il y avait d'autres familles qui avaient des terres dans la vallée et qui ont été dépossédées et ont fui le hameau lors des tensions avec les grands fermiers. C'est le cas notamment de Claudino Ribeiro qui avait 75 hectares à l'ouest du hameau (30 alqueires).

Il est cependant difficile tant de chiffrer comme de localiser la taille des territoires. Certains ont hérité de leurs oncles et tantes, d'autres ont vendu, ou racheté. De plus, du fait de la situation tendue lié aux restrictions environnementales, il est difficile de situer les domaines précisément : les informations sont difficiles à obtenir et même, si je le pouvais avec précision, la divulgation de ces informations pourraient être préjudiciable à des familles qui, bien souvent, ne peuvent survivre qu'en exploitant dans des parties lointaines de leurs propriétés, des parcelles qui échappent ainsi au regard des agents chargés de préserver la forêt et réprimer les défrichements agricoles. Ainsi, le croquis qui suit permet de situer les familles plus par leurs domaines de résidence et les étendues vont bien au-delà de la représentation que nous en avons faite pour ce qui est de l'usage et de la propriété réelle.



**Figure 38** : Croquis localisant approximativement les territoires familiaux de Batuva.



Dans l'histoire du hameau, il y a eu également des familles qui ont été agrégées à d'autres, "*os agregados*", et qui étaient installées sur les terres de ces familles qui les accueillait à titre gracieux. Le cas le plus significatif est celui de Liberato Barreto qui a ainsi mis à disposition une partie de son territoire pour des familles qui n'étaient pas propriétaires de terres, celles-ci ayant vécu ainsi de nombreuses années. Ces familles disposaient d'un lopin de terre pour pouvoir produire leur propre autosubsistance et si elles étaient amenées à travailler pour Liberato Barreto, celui-ci les rétribuait pour le travail rendu, soit en argent, soit en échange de journée de travail. Liberato signale qu'en ce temps là, il avait confiance dans les personnes car nul ne réclamait, comme de nos jours, le droit de possession afin de devenir propriétaire du lopin où il habitait et produisait. Ainsi se sont succédées sur les terres Barreto les familles de Izaqueu Xavier, le premier professeur officiel de Batuva, durant une quinzaine d'années ; il en a été de même pour Leopoldo Cordeiro ; un certain Altamiro et ses enfants durant 15-20 ans ; José Paraguay et Manoel Moraes, tous décédés aujourd'hui. Il y a eu aussi Luis Martins et sa famille. Liberato raconte que Izaqueu est arrivé et qu'il lui a concédé un lieu pour s'installer, de même Leopoldo arrivé sans rien à Batuva avec sa femme et sa première fille. Et pareillement pour les autres, sans terre, ils n'avaient pas où s'installer, Liberato les a accueillis. Luis Martins, après être resté sur les terres de Liberato, s'est installé sur les terres de son beau-père Paiva. Selon les informateurs, seul Liberato Barreto a aidé ainsi de nombreuses familles car il "*aimait rendre service*". Et jamais personne ne lui a fait de "*querelle*" pour obtenir par la suite la terre.

La famille Nardes, qui avaient des terres au niveau du Rio Pasmado, à l'entrée du hameau a aussi accueillis des familles telles que la famille Cunha. Par la suite, la famille Nardes a migré à Paranaguá et a tout abandonné à Batuva (mais nous ne disposons pas d'information sur les raisons de leur départ).

Encore aujourd'hui, on peut citer, le cas de « Gango », João Gonçalves (inclus dans la famille Pontes tellement il fait parti de la famille). Maria Fermina Pontes fille de Dacio Pontes avait demandé à sa sœur Leotilde de s'occuper de son lopin de terre sur Batuva car elle habitait et habite encore à Rio de Janeiro. Leotilde, elle-même vivant au bourg de Guaraqueçaba, a demandé à Gango de s'en occuper. Et, depuis 1995, il habite sur cette terre. Leotilde lui ayant dit qu'il pouvait vivre sur la terre, travailler dessus pour lui-même, faire de l'agriculture et en échange Leotilde lui fait parvenir un panier garni de temps en temps, le rétribuant ainsi en nature.

Comme on l'a déjà vu, presque un tiers de la population n'est pas née dans la hameau ou plus largement dans le municipe et vient de l'extérieur (plus de 23%). Pourtant la carte de l'origine des familles résidentes ci-dessus, ne montre pas cette proportion avec seulement huit familles apparaissant comme venant de l'extérieur et d'installation récente. En effet, il faut considérer tout d'abord les familles dont l'épouse vient de l'extérieur (je l'aborderai plus loin dans la question des alliances) ainsi que les familles issues de Batuva qui sont parties à un moment donné de leur parcours et qui sont revenues par la suite à Batuva, qui gardent leur droit sur le territoire ancestral ; sur leurs enfants qui sont revenus également : c'est le cas des familles Martins et Constantino, certaines unités domestiques des familles Dias, Pontes et aussi Gonçalves da Silva, etc. En fait chaque grande famille détient dans son histoire un cas similaire. Et, comme cela a déjà été exprimé, c'est le lot des va-et-vient des familles qui vont tenter leur chance à l'extérieur et qui reviennent soit bredouille, au chômage, revenant pour cultiver un lopin de terre, soit avec la nostalgie, « *saudade* », de leur Batuva, où ils ont grandi.

Au sein de la population de Batuva, il y a aussi un certain nombre de petites familles, qui ne répondent pas à l'image de profondeur historique, dont certaines sont pourtant arrivées dans la seconde moitié du siècle passé.

En fin de compte, on observe à Batuva une structure familiale complexe et relativement diversifiée. Si la prééminence démographique, foncière et symbolique des grandes familles fondatrices demeure incontestable, il existe une proportion non négligeable de familles moins anciennes, voire d'arrivée récente, dont la présence vient relativiser et assouplir cette domination, et introduire une certaine flexibilité dans le jeu des relations sociales par le fait des alliances qui se nouent.

## **2. LES RELATIONS DE FILIATION. JUSQU'À QUEL POINT PEUT-ON PARLER DE LIGNAGES PATRILINAIRES ?**

Le hameau fonctionne donc, en termes sociaux, par le jeu des relations entre les lignages, les groupes familiaux mais aussi par ses ouvertures vers l'extérieur. Les relations familiales jouent donc un rôle essentiel dans la structuration de cette entité sociale que nous cherchons ici à définir. Cela est vrai aussi bien au niveau collectif qu'individuel. Cela concerne l'accès à la terre et à son usage, mais cela marque aussi fortement la sociabilité sous ses multiples formes. L'analyse de la structure familiale constitue donc une entrée incontournable pour comprendre la vie sociale dans un hameau comme Batuva. Dans la conduite de cette approche commençons par nous interroger sur le rôle de la filiation et sur la constitution de ces ensembles familiaux que l'on peut, en première approximation, désigner sous le nom de lignages, ou peut-être mieux, de lignées.

On entend par filiation le lien de parenté qui unit un enfant à ses parents. Le lignage désigne le groupe de filiation unilinéaire :

*"Dont les membres se réclament soit en ligne agnatique (patrilignage) soit en ligne utérine (matrilignage) d'un ancêtre commun. Les membres du lignage sont capables de restituer les relations généalogiques qui les lient les uns aux autres ainsi qu'à l'ancêtre fondateur du lignage. En tant qu'unité sociale, le lignage combine résidence (patrilocale ou matrilocale), filiation (patrilinéaire ou matrilinéaire), principe d'autorité (stratification par âge et par sexe, aînesse et adelphie) et patrimoine (héritage et succession en primogéniture)." (BONTE, IZARD, 1991 : 421)*

Ici, la construction des lignages a été réalisée par le relevé des généalogies et construit sur une base patrilinéaire. C'est une certaine construction qui a été ainsi privilégiée afin de lire les structures sociales et familiales. Dans la pratique locale, les deux lignées patrilinéaire et matrilinéaire sont prises en compte à titre égal. La descendance patrilinéaire sert le plus souvent pour la transmission du nom et elle est souvent invoquée par les individus pour se situer dans leur histoire familiale et lignagère. Cela justifie que je me sois appuyée sur elle pour organiser l'analyse de structures familiales ramifiées et touffues. Les habitants de Batuva se réfèrent ainsi spontanément aux « Pontes » comme à une entité familiale.

Toutefois la patrilinéarité n'est pas exclusive, même pour l'héritage du nom de famille qui est historiquement mouvant et, dans ce contexte, difficile à manier, bien qu'aujourd'hui les noms transmis aux enfants soient plus stables. Il en est de même pour la résidence des familles qui peut être à la fois patrilocale ou matrilocale, comme je l'ai déjà signalé. Le découpage patrilinéaire m'a permis toutefois de comprendre les structures sociales, familiales,

lignagère et, par recoupement, d'aborder aussi le système matrilineaire. Il n'en reste pas moins que cette méthode est un découpage qui a ses limites même si elle facilite la compréhension globale et historique de la société étudiée.

Dans le cas de Batuva, comme dans d'autres cas variés, on observe une bilinéarité en ce qui concerne la transmission des biens matériels et de la terre. Il y a des choses qui peuvent se transmettre de manière patrilinéaire et d'autres de manière matrilineaire, et encore d'autres des deux côtés (c'est le cas pour les noms de famille et la terre).

Pour reconstruire les lignées patrilinéaires et re-situer par rapport à elles les ménages résidant actuellement à Batuva, j'ai eu recours à la méthode de l'analyse généalogique, reconstruisant, à partir des déclarations des contemporains, les relations de filiation depuis le premier ancêtre venu s'établir dans la vallée. La généalogie est un outil précieux car il permet d'accéder aux propres classifications des relations dans le hameau (le statut des individus, l'époux et l'épouse potentiel, les alliances possibles ou non), de mettre en évidence la façon dont se définissent les groupes, s'ordonnent les statuts, s'opère la transmission des biens. Mais on ne doit pas perdre de vue qu'elle est une reconstruction qui a un côté arbitraire, et qui ne correspond que partiellement aux représentations des personnes concernées.

La structure sociale et familiale du hameau ne fonctionne pas selon un système patrilinéaire *stricto sensu* puisque comme je l'ai déjà évoqué et comme en témoigne la spatialisation et la territorialisation des familles, il y a des biens qui s'attachent à la mère, au lien maternel. C'est notamment le cas pour l'héritage foncier dans la mesure où le lieu de résidence peut se situer aussi bien sur les terres de la famille de l'époux ou de celle de l'épouse : la matrilocité est aussi acceptée que la patrilocalité, avec ses conséquences lors de la transmission de la maison familiale. Ainsi les familles Dias et Cunha sont établies sur le territoire des Pontes parce que des hommes portant ces patronymes se sont mariés avec des femmes du lignage Pontes, sont venus résider avec leurs épouses et ont pu bénéficier des terres dont celles-ci étaient les héritières légitimes – alors qu'eux-mêmes ne possédaient presque rien. Il en a été autrement pour les femmes Barreto qui, se mariant et intégrant un autre lignage, ne peuvent pas jouir des terres Barreto. Là, la logique implicite fait que soit elles ne revendiquent pas un lopin de terre soit, si elles le font, il leur est refusé car le territoire des Barreto est réduit et que les descendants hommes Barreto vivant sur le hameau se réservent le droit à la terre, leurs sœurs ayant par leur mariage acquis des parcelles au sein de la famille des maris (le père Barreto ayant vendu une grande partie de la terre au décès de son épouse en 1996, et s'étant installé à Guaraqueçaba, il reste peu de terre aux enfants. De

plus, les frères qui sont partis avec leur père à Guaraqueçaba à cette époque ont donné leurs parts à leurs trois frères qui sont restés sur Batuva).

Dans la pratique, le système n'est pas exclusivement patrilinéaire mais il varie en fonction des circonstances. Dans le cas précis du choix du lieu de résidence et du choix des parcelles agricoles c'est la disponibilité des terres d'une lignée ou de l'autre qui est mise en avant, avant même le lien patrilinéaire. De même, au sein de territoire familial indivis, le choix des nouvelles parcelles à exploiter pour la réalisation de cultures ne fait pas l'objet d'un consensus au sein de la famille. En effet, l'accès à la terre se fait sans contrôle direct du groupe familial. Citons le cas d'une descendante Pontes épouse Dias qui, lors du choix d'une nouvelle parcelle agricole, explique qu'elle a défriché le terrain avant même d'en informer les membres de sa famille. Comme elle dit elle-même : elle ne « *publie* » pas l'information à l'avance et met les autres devant le fait accompli, par peur qu'une autre personne ne vienne, avant elle, utiliser la parcelle qu'elle convoite. C'est donc l'usage qui justifie la propriété provisoire de la parcelle agricole dans ce cas et j'étudierai cela plus loin. Cette pratique est facilitée par plusieurs facteurs : tout d'abord le fait que le découpage foncier n'est pas clair au sein des terres familiales indivises, tous les descendants ont un droit égal dessus ; d'autre part l'usage fonde l'appropriation c'est-à-dire que tant qu'une personne exploite une parcelle ses droits ne sont pas contestés.

Cette informatrice explique ainsi : *"chacun plante où il veut. On ne prévient pas avant. Cela se passe ainsi : on va faire le champ et les autres savent à ce moment là quand ils voient que c'est déjà défriché, utilisé, sinon ils te devancent, le font avant toi. Je défriche toujours d'abord et les autres savent après la défriche... Quand c'est à beaucoup de personnes ce n'est pas comme si c'était seulement à moi, qui fait à l'heure que je veux. Sur les terres d'héritage si tu publies (divulgues), parfois quelqu'un va devant défricher. Cela a toujours été ainsi."*

La famille Pires entretient ainsi un conflit foncier latent (comme la famille Barreto déjà vu plus haut par rapport aux femmes). En effet, cette famille a été scindée en deux à un moment donné de son histoire. La partie de la famille descendante du premier mariage de l'ancêtre se trouve reléguée sur des terres improductives, et/ou qui ne permettent pas d'exploiter des parcelles à l'abri des contrôles des agents de la Police Forestière car trop à la vue sur les versants de la montagne. Les discours des deux parties de la famille pour justifier la situation sont totalement divergents. En effet, la famille issue du second mariage rétorque que ce sont eux-mêmes (les autres Pires) qui ont choisi et se sont installés sur ces terres à l'entrée du Coqueiro, qu'il n'y a pas eu de discrimination. Alors que la partie concernée explique qu'ils ont pris ce qui restait car les autres avaient déjà pris les meilleures parcelles

dans la plaine, et qu'ils n'ont pas voulu faire d'histoire, alors ils subissent résignés la situation. Comme a expliqué l'épouse Pires qui s'estime dépossédée, ce qui est important c'est la "*racine sur la terre*", en ce sens que ce sont les racines que l'homme a plantées qui définissent la propriété. C'est donc l'utilisation de la terre par la personne qui définit son droit. La personne concernée, en dépit de se considérer lésée, ne s'est jamais battue pour récupérer la terre sur laquelle elle considérait avoir des droits héréditaires :

*"Je ne me suis jamais disputé pour la terre que les autres Pires ont pris, ni mon père et ils ont finis par prendre toute la plaine. Il n'y a pas de querelle mais cela nous porte tort, c'est nous qui sommes lésés."*

Ainsi, certains se sont appropriés les meilleures parcelles sur la plaine, l'un d'entre eux ayant vendu des parcelles, sans consulter les autres familles Pires et en aurait profité pour son compte.

Je reviendrai sur le problème de la terre, de l'espace agricole disponible, les plaines et les restrictions environnementales qui conduisent inmanquablement au développement d'une pratique d'agriculture occulte. J'aurai aussi à revenir sur les circonstances et les conséquences de ces conflits latents ou ouverts pour la terre au sein des familles, le fait que lorsque le patriarche est en vie, il tient en main l'ordre établi et évite les mésententes, les problèmes et les débordements de ce type.

Un autre exemple qui témoigne de ce problème lié à la terre, à l'indivision et à la force ou non qu'une personne représente par son statut ou sa lutte pour son droit, c'est l'exemple de la même Pontes, épouse Dias, qui ne « *publie* » pas lorsqu'elle fait un champ. En effet, elle a dû lutter pour récupérer un lopin de terre (4 alqueires) sur la propriété Pontes après le décès de son époux. Elle a dû ainsi faire valoir ses droits en justice. La même année du décès de son mari, elle a voulu agrandir une bananeraie qu'elle avait sur les terres des Pontes, et des personnes de sa famille Pontes ont tout coupé. Le juge lui a donné raison et elle a pu récupérer 4 alqueires (10 hectares) de terres ainsi que les fautifs replantent la bananeraie arrachée.

Cette personne explique que tout comme le choix d'une parcelle à planter il en est de même pour le choix de l'installation de résidence et de la construction de la maison :

*"Tu fais, tu construis... et après que tu sois là dedans, personne ne t'en enlève. Car si tu le fais savoir, publie avant, il y a déjà des gens dessus."*

Tous ces exemples nous montrent que, même si la référence patrilinéaire, peut servir de référence pour identifier un territoire – ainsi parlera-t-on des « terres Pontes » – l'accès à la terre est ouvert aux femmes comme aux hommes. Ils montrent également qu'à l'intérieur du

cadre très lâche que constituent les domaines fonciers indivis, une large marge de manœuvre est laissée aux individus (femmes aussi bien qu'hommes) et que le droit créé par l'usage joue alors un rôle déterminant.

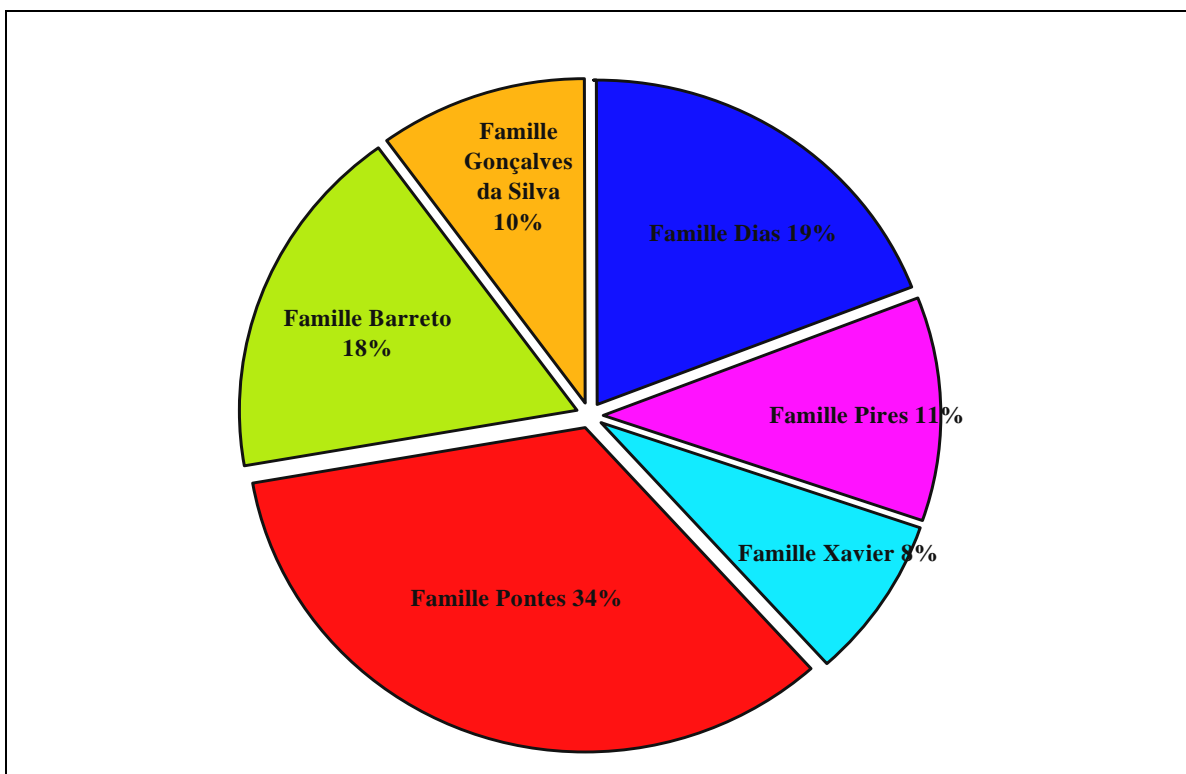
En ce qui concerne les noms de famille, ils se transmettent généralement en ligne patrilinéaire mais, nous l'avons vu, ce n'est pas toujours le cas. Citons le cas de la famille Thobias França qui est devenue Martins à la troisième génération, le nom du père disparaissant au profit du nom de la mère. De même le nom de Eloy Pontes qui à la seconde génération se transforme en Eloy França, França du nom de la l'épouse, fille de Thobias França. Dans ces deux cas, c'est le nom de la mère qui devient le nom de famille, sans autre explication qu'à l'époque c'était à l'enregistrement des enfants à la mairie que le changement s'opérait sans réel choix des parents qui étaient souvent analphabètes. De plus, le nom d'usage peut aussi être différent du nom officiel. Nous avons aussi cité le cas d'un nom de famille totalement différent de celui des parents, trouvé dans un almanach (Cf. Chapitre 6). Là encore il n'y a pas d'explication et les descendants héritent ainsi d'un nom totalement créé à la génération précédente, de Gonçalves da Silva certains sont ainsi devenus Sandadozo. C'est pour le moins étrange. Ces changements entrent néanmoins en ligne de compte dans la formation de l'identité des individus et de leur histoire.

Au sein de la famille Pontes, le prénom du descendant Américo reste emblématique et ressurgit périodiquement dans le choix du prénom d'un nouveau-né garçon aux différentes générations. C'est ainsi que onze descendants ont un prénom composé ou non avec le prénom Américo. Tout d'abord des treize enfants de Américo, dont sept hommes restés sur Batuva, un s'appelait Américo Pontes Junior ou « Americozinho », et quatre avaient un prénom composé comprenant Américo : João Américo Pontes filho, Franciso Américo dit « Xico Américo », Manoel Américo, Dacio Américo. Des petits-enfants de Américo, cinq ont des prénoms avec Américo : Laudemiro Américo, Antônio Américo, João Américo, Américo Nazno « Dico », et Américo Filho « Dino ». Enfin, un seul arrière petit-fils s'appelle Américo. Le fondateur de la lignée reste une référence et perdure ainsi dans la mémoire collective de la famille et du hameau. C'est d'ailleurs, parmi les familles de Batuva, la seule qui ait ainsi transmis le prénom du fondateur de la lignée de cette manière.

Même si ces grandes lignées patrilinéaires ne constituent aucunement des ensembles rigides et monolithiques, elles n'en sont pas moins des repères d'identification utilisés par les habitants de la vallée pour se situer les uns par rapport aux autres. A quelques exceptions près,

que nous avons signalées plus haut, les descendance des premiers occupants ont crû et se sont multipliées. Leur importance numérique respective actuelle ne reflète pas toujours la primauté de leur rôle dans le peuplement initial de la vallée. Toutefois elles continuent à constituer, numériquement, des éléments fondamentaux du paysage social à Batuva, Rio Verde et, à un moindre degré, dans les autres hameaux.

Comme on peut le voir dans le graphique ci-dessous, la famille Pontes demeure numériquement la plus importante des six familles fondatrices. Puis ce sont les familles Dias et Barreto qui viennent en second. Enfin, les familles Pires, Gonçalves da Silva et Xavier sont un peu moins nombreuses.

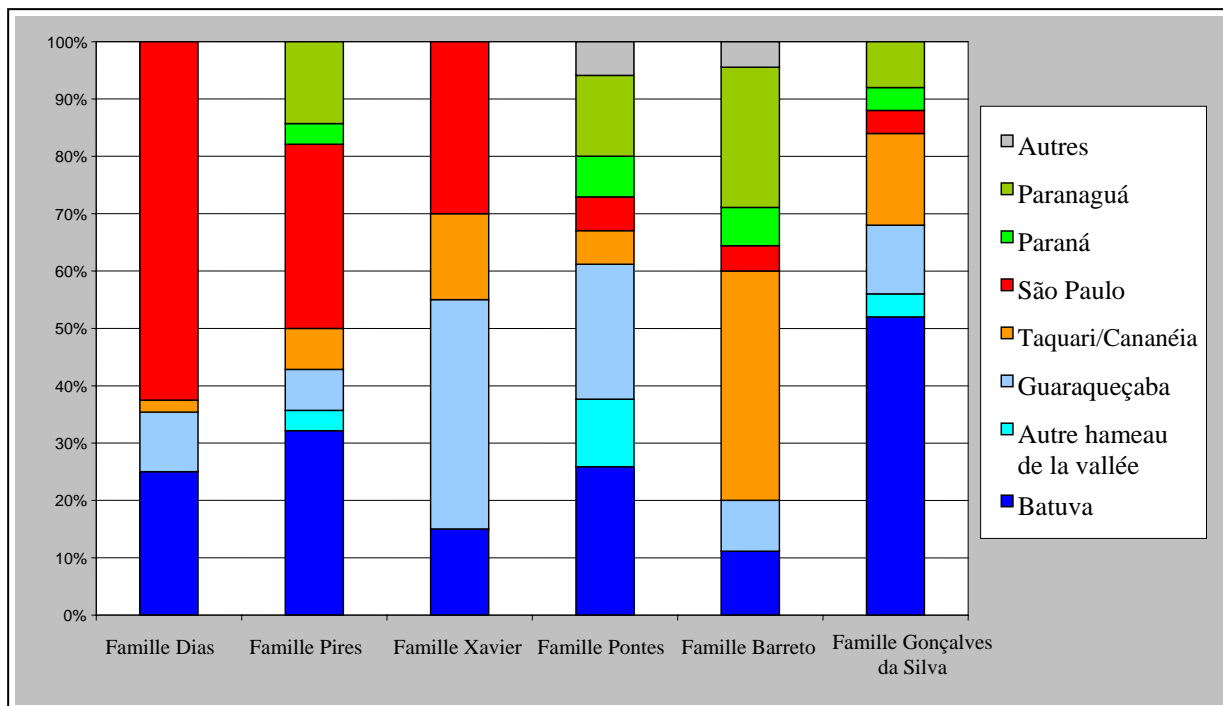


**Figure 39 :** Effectifs relatifs actuels des ménages résidents et non résidents des principales lignées patrilinéaires du hameau.

Source : données de terrain recueillies entre 2001 et 2003

Le fait d'évoquer ces grandes lignées patrilinéaires ne doit cependant pas faire illusion et conduire à penser que tous leurs ressortissants continuent à résider à Batuva ou dans la vallée. La croissance de leurs effectifs s'est accompagnée d'une dispersion de leurs membres, au fil des événements et des itinéraires de vie qui se sont construits au fil des générations. C'est ce que met en évidence le graphique suivant.





**Figure 40 :** Lieu de résidence actuel des ménages par lignage de Batuva

Sources : données de terrain recueillies entre 2001 et 2003.

Si l'on considère l'ensemble des ménages qui, aujourd'hui, se rattachent en filiation patrilinéaire aux six grandes familles fondatrices de Batuva, on constate que leur distribution géographique se fait très largement au-delà du hameau ancestral. Certaines lignées sont plus centrées sur Batuva, d'autre plus dispersées, mais chacune est amplement ouverte sur l'extérieur.

- La famille Gonçalves da Silva est celle dont la plus forte proportion de membres résident à Batuva et dans la vallée : plus de 55% de la famille. Le reste de la famille se situe à 15% à Cananéia et plus de 10% à Guaraqueçaba. Cette plurilocalité de la famille explique que certaines personnes de la famille ont la possibilité d'aller voir leur famille sur Cananéia et Guaraqueçaba pour résoudre des problèmes administratifs, de santé et pour tenter de s'installer comme cela a été le cas de jeunes gens de la famille.

- En dépit de son rôle historique dans le peuplement de la vallée, la famille Pontes n'a aujourd'hui que 38% de ses ménages installés à Batuva et dans la vallée du Rio Guaraqueçaba. Les ménages Pontes restent toutefois très centrés sur l'espace local ou micro-régional : 22% au bourg du municiple et 15% à Paranaguá, de l'autre côté de la baie.

- Seuls 15% des ménages de la famille Xavier résident à Batuva ; une beaucoup plus grande proportion (40%) se trouve à Guaraqueçaba ; et la majorité se trouve de l'autre côté de la frontière : 30% à São Paulo et 15% à Taquari-Cananéia.

- La famille Pires se situe à 32% à Batuva, ce pourcentage s'élève à 42% si l'on compte les unités domestiques de la famille vivant à Batuva, dans la vallée et au bourg de Guaraqueçaba. Puis c'est plus de 30% de la famille qui vit à São Paulo.

- La famille Dias ne dispose que de 25% de ses unités domestiques vivant sur Batuva, et 10% sur Guaraqueçaba. La grande majorité de la famille réside à São Paulo, et précisément à Ribeirão Pires, 62% de la famille.

- La famille Barreto, enfin, n'a que 11% de la famille sur Batuva, 9% sur Guaraqueçaba, 22% sur Paranaguá, et 40% sur Cananéia.

On voit donc que les lignées fondatrices des hameaux de la vallée, en dépit de leur enracinement fort dans l'espace où elles sont venues prendre place il y a plus d'un siècle – enracinement foncier notamment à travers les grandes territoires indivis mais aussi enracinement affectif et symbolique dans un cadre de vie auquel elles sont fortement attachées – s'inscrivent aussi dans un univers géographique extrêmement ouvert et diversifié. Toutes, ou presque, ont des membres qui résident au siège du municpe de Guaraqueçaba, dans le port actif de Paranaguá, à Curitiba. Le municpe historique de Cananéia et même la grande métropole de São Paulo en accueillent également un grand nombre.

Il existe donc un contraste marqué entre l'image de hameau isolé, blotti au fond de la vallée, enclos dans un espace de vie étroitement borné – dans une sorte de dialogue exclusif avec la forêt environnante – que donnent Batuva ou Rio Verde et la réalité des ouvertures dont leurs habitants disposent vers un extérieur aux ressources extrêmement diversifiées. Pour mener à bien une démarche administrative, pour résoudre un problème de santé, pour trouver du travail, pour héberger un enfant qui veut poursuivre sa scolarité, presque tous ces ménages ont des oncles et tantes, des cousins, des enfants qui peuvent les accueillir et les aider au sein d'une grande ville voisine. Lorsque l'on cherchera à comprendre les stratégies qu'ils mettent en œuvre pour continuer à vivre au sein de l'univers rural auquel ils sont étroitement attachés, nous verrons l'importance du rôle que jouent ces percées vers l'extérieur, vers des lieux où se concentrent des services de base comme la santé et la formation ; où se trouvent les administrations qui détiennent la réponse aux problèmes bureaucratiques sans cesse plus nombreux qu'il faut résoudre pour pouvoir cultiver un champ, couper un arbre, obtenir des papiers d'identité, toucher une retraite, etc. ; où miroite l'espoir de trouver un travail rémunéré qui permettra d'aider la famille demeurée au village.

### **3. LE RESEAU COMPLEXE DES ALLIANCES MATRIMONIALES**

L'alliance désigne les systèmes matrimoniaux, les règles qui régissent les relations d'intermariages, et plus généralement les relations entre les lignages. L'alliance témoigne des échanges, ou des non échanges, entre les lignages, des règles qui sous-tendent les relations dans le territoire, le hameau. Les rapports sociaux se constituent par la filiation et aussi par l'intermariage. Si l'on veut comprendre un groupe social comme celui que l'on rencontre à Batuva, et saisir les dynamiques qui l'animent, il est important de comprendre les relations qui se nouent par mariage entre les grands ensembles, les agrégations et les ouvertures vers l'extérieur qui s'opèrent ainsi.

Nous avons vu que, si l'on s'en tient à la filiation, les lignages s'ouvrent et se répartissent sur un territoire qui va bien au-delà de la communauté. L'examen des alliances matrimoniales confirme ce constat. Il y a des stratégies d'ouverture vers l'extérieur qui s'opère par le mariage.

Les lignages s'intermarient jusqu'à un certain point et, pour les familles d'arrivées plus récentes cela conduit à des phénomènes d'agrégations.

Pour mettre en évidence cette dynamique nous avons reconstitué, à partir de l'analyse des généalogies, la façon dont se sont tissées les relations matrimoniales à chaque génération. (Voir en annexe toutes les généalogies et les croquis sur les alliances). A partir de cela, nous parlerons du local et du global dans la reproduction familiale. Les généalogies nous montrent des espaces de résidence diversifiés et des espaces matrimoniaux ouverts.

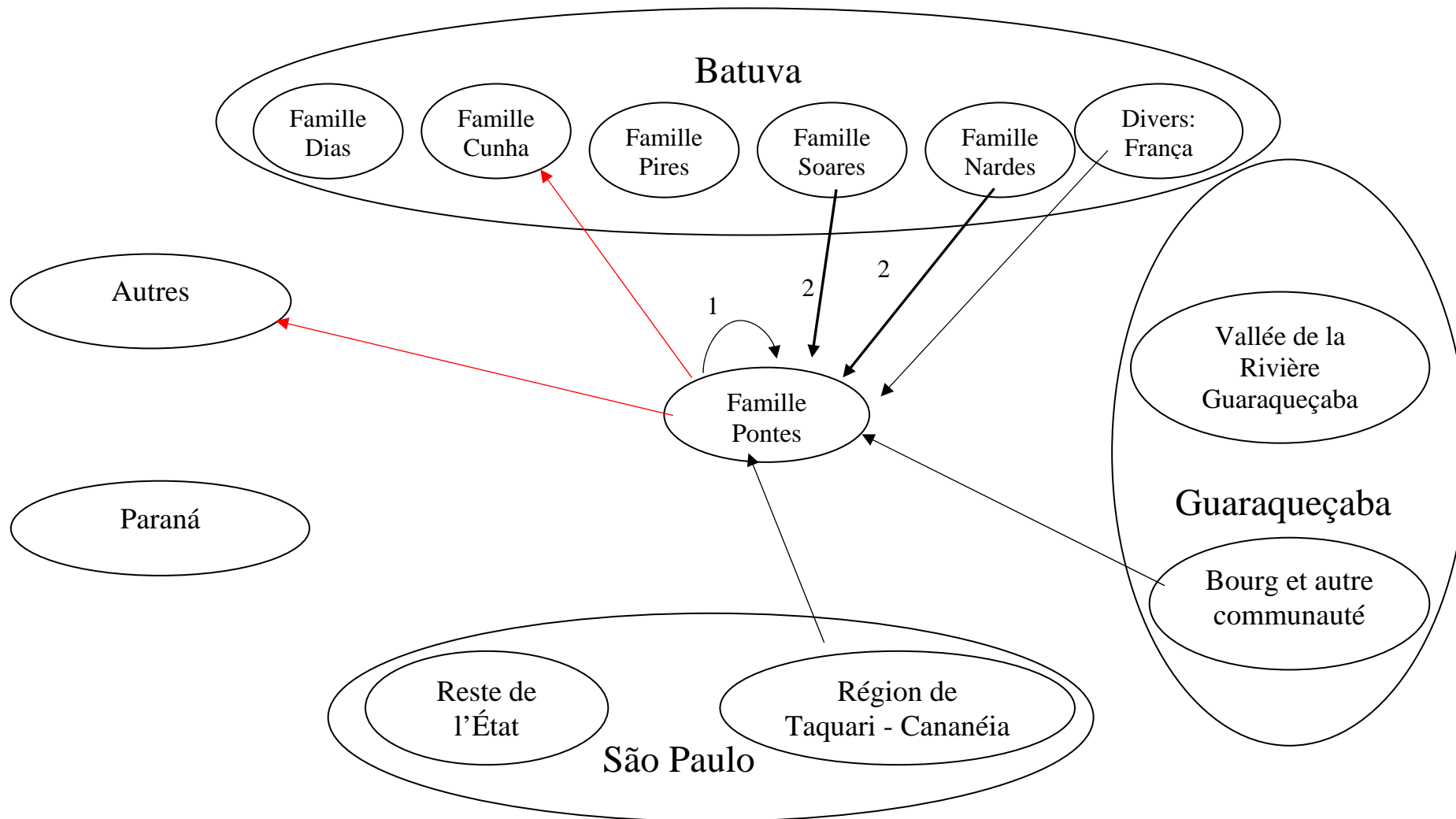
Les croquis qui suivent sont la représentation des intermariages par génération. La famille de référence étudiée est située au centre, c'est la lignée dont on étudie les intermariages. Les flèches qui s'y dirigent représentent le mouvement des femmes qui viennent s'y associer par mariage (flèches noires) et les flèches qui en émanent indiquent le mouvement des femmes de cette lignée vers les autres familles du hameau et vers des familles extérieures (flèches rouges). L'épaisseur du trait de chaque flèche correspond au nombre d'alliances effectuées dans une même direction, vers une même famille. Les familles de Batuva sont représentées en haut ; celles du reste de Guaraqueçaba distinguant les familles des autres hameaux de la vallée et du reste de Guaraqueçaba sont situées à droite ; les familles

entrant en relation avec le lignage situé à São Paulo (distinguant ceux de Cananéia-Taquari et le reste de São Paulo) sont en bas du croquis ; enfin à gauche du croquis sont situés les échanges réalisés avec le reste du Paraná et les autres États du Brésil.

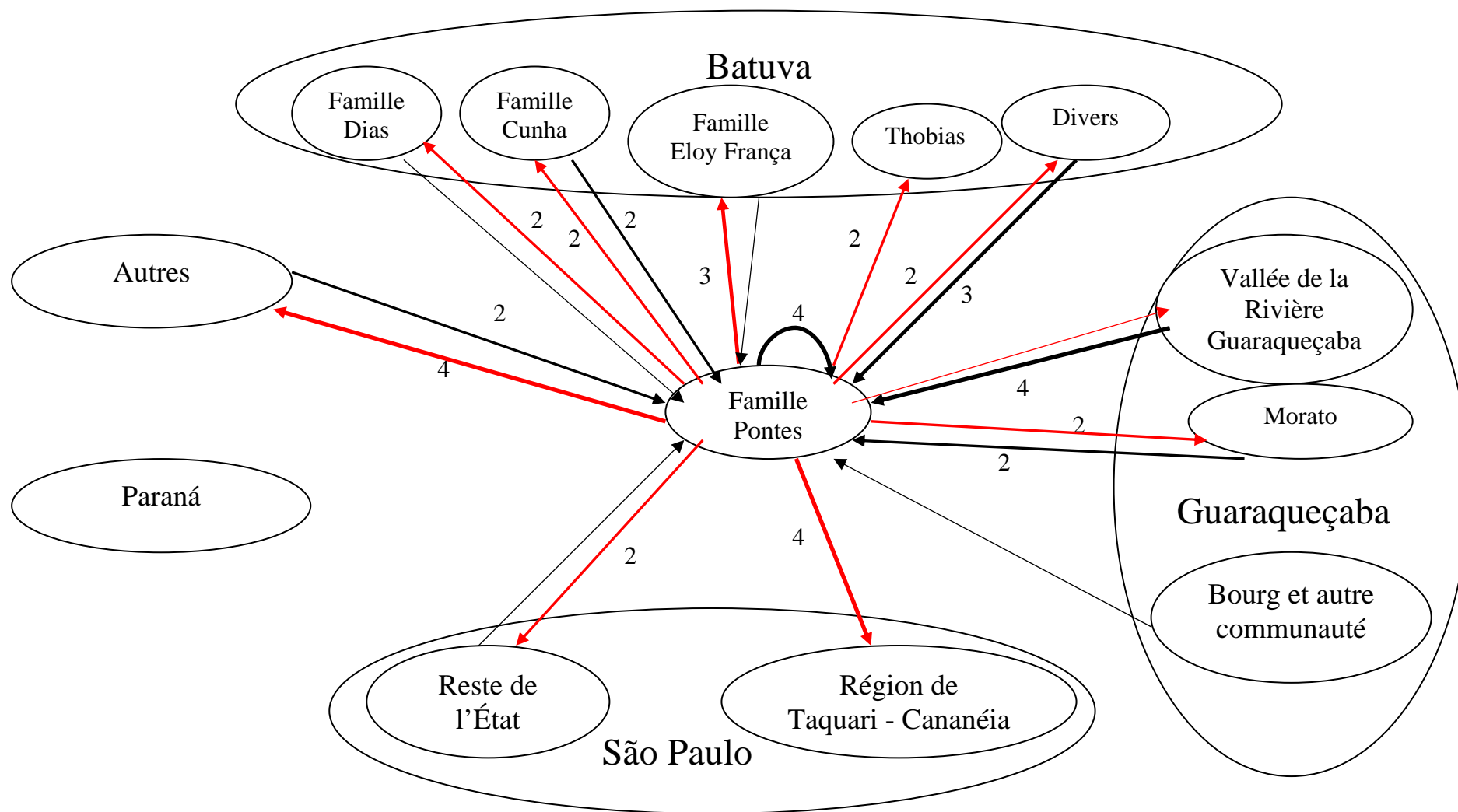
La famille Pontes étant la plus importante sera la première présentée ici. La première génération n'est pas prise en compte, formée du couple des fondateurs et de celui du frère du fondateur : Américo Da Silva Pontes marié à Maria Fermino Ribeiro et Fernandes Pontes marié à Escolastica Soares. La deuxième génération correspond alors aux enfants des deux couples initiaux, surtout du premier, dont huit enfants sont connus sur Batuva et trois enfants pour le second.

On distingue à la deuxième génération dans le lignage Pontes :

- Tout d'abord un mariage entre cousins germains.
- L'importance dans les premières alliances des petites familles qui ont aujourd'hui disparu ou sont peu nombreuses de nos jours à savoir les familles Nardes, Soares et Cunha (cette dernière encore présente aujourd'hui avec deux unités domestiques dans le hameau) qui comptabilisent cinq alliances.
- Une alliance avec la famille França, ce lignage ayant une plurirésidence entre Taquari Colônia Santa Maria et Batuva.
- Enfin, déjà dès les premiers mariages, des alliances avec l'extérieur : Serra Negra autre hameau de Guaraqueçaba et un homme de Bahia qu'une fille Pontes a rencontré à Rio de Janeiro. Cette jeune fille est allée s'installer à Rio mais personne aujourd'hui n'a su donner la raison et elle a été par la suite un point d'appui pour des jeunes garçons et des jeunes filles du lignage Pontes pour trouver du travail à Rio et aussi pour faire des rencontres et se marier. J'y reviendrai dans les autres générations.



**Figure 41 :** Origine et destination de l'épouse dans les mariages de la Famille Pontes à la deuxième génération.



**Figure 42 :** Origine et destination de l'épouse dans les mariages de la Famille Pontes à la troisième génération.

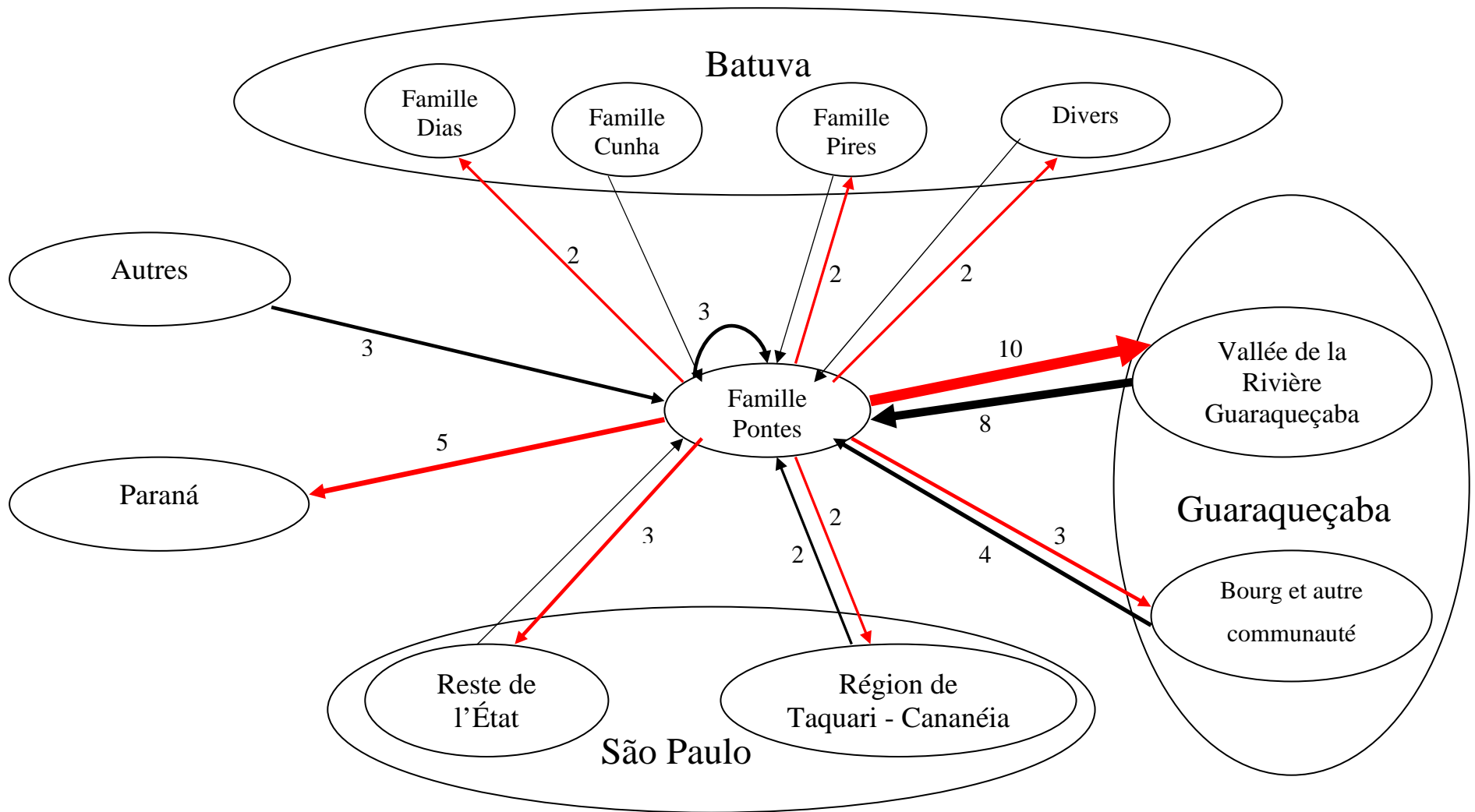
La troisième génération du lignage Pontes se caractérise par des alliances plus diversifiées encore :

- Tout d'abord les alliances « endogamiques » entre cousins qui s'intensifient – au nombre de quatre.
- Dix-huit alliances au sein de Batuva réparties comme suivent : la famille Cunha, Dias, et França (Eloy-França) et Thobias tout d'abord partageant 13 alliances ; et 5 autres réparties entre Paiva, Nardes, Da Silva, Cordeiro et Moraes. Ces dernières représentent, là encore, des familles périphériques qui se sont agrégées à la famille Pontes.
- Les alliances avec d'autres familles de la vallée et du hameau de Morato se développent à cette génération, avec neuf alliances.
- Quatre jeunes femmes Pontes vont se marier sur Taquari dont deux avec des hommes du lignage França.
- Enfin, avec le soutien de Maria Pontes, fille de la génération précédente qui s'était installée à Rio et avait épousé un Bahianais, trois sœurs, (Nêca, Dione, Celina : les nièces de Maria, filles de son frère Arnaldo), vont à Rio et se marient avec des Cariocas ; de même un de leur frère Iolando les rejoint à Rio, y trouve du travail et se marie également à une Carioca. Il reviendra par la suite vivre à Batuva avec son épouse. Il en va de même pour un autre frère, Orzelino, qui part s'installer avec sa famille à Rio, profitant de la possibilité offerte par l'implantation de la famille, il y vit deux ans et revient rapidement à Batuva, car, comme il dit, il "ne se fait pas" à son nouveau cadre de vie et a le mal du pays. Son épouse explique ainsi : *"un va là-bas et les autres vont suivre, chercher du travail"*. Cela illustre bien l'importance des ouvertures vers l'extérieur du point de vue d'une stratégie de diversification des ressources.

- La quatrième génération voit s'intensifier considérablement les alliances au sein des hameaux de la vallée de la rivière Guaraqueçaba, avec dix-huit mariages.

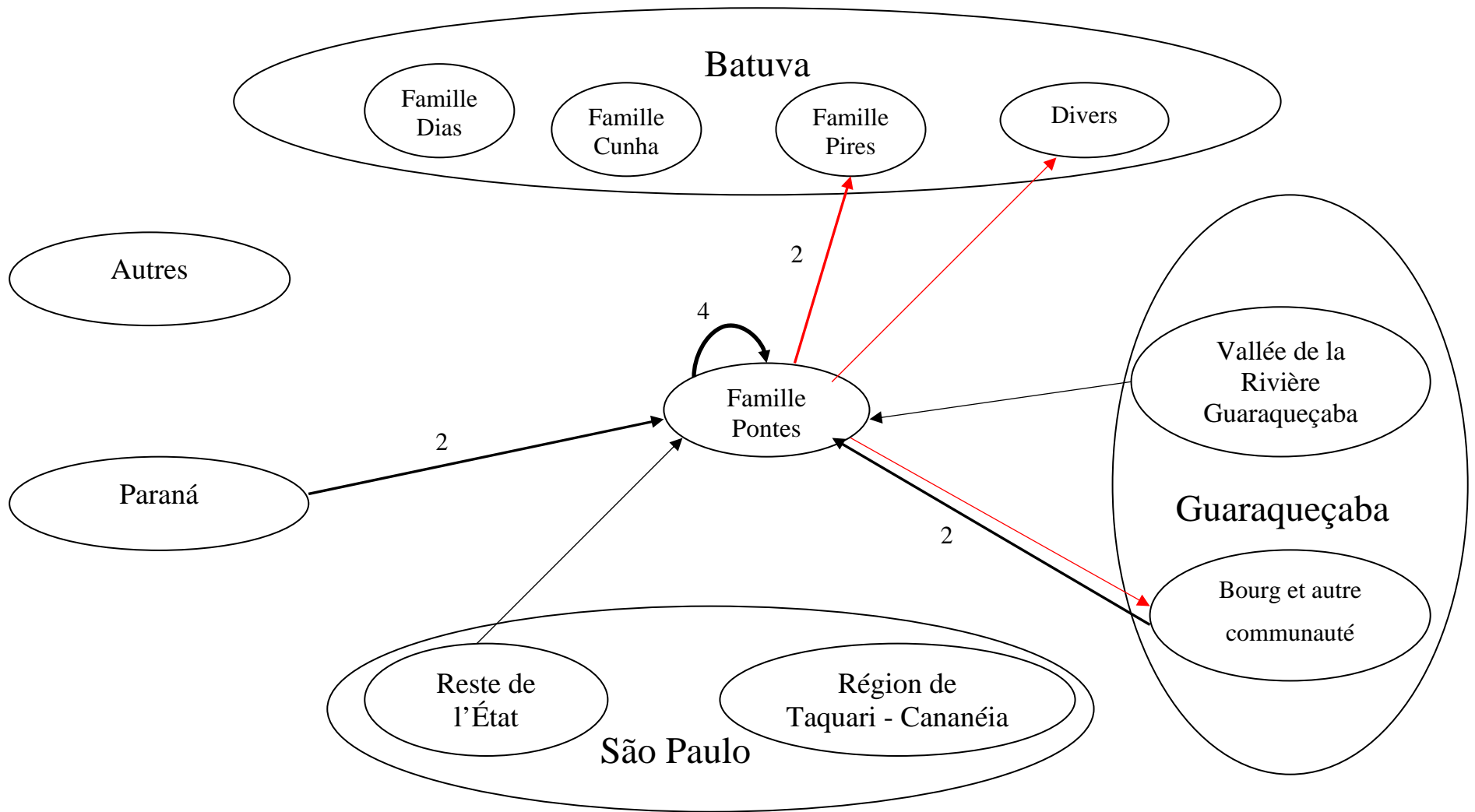
La famille Pires apparaît alors comme conjoints possibles. On observe toujours un nombre significatif de mariages entre cousins germains (3), et des alliances avec les familles Dias et Cunha perdurent.

Les alliances se diversifient encore plus, avec le bourg de Guaraqueçaba et les autres hameaux (7 alliances), avec Cananéia (4), São Paulo et autres (7) et avec le reste du Paraná notamment Paranaguá (5).



**Figure 43 :** Origine et destination de l'épouse dans les mariages de la Famille Pontes à la quatrième génération.





**Figure 44 :** Origine et destination de l'épouse dans les mariages de la Famille Pontes à la cinquième génération.

A la cinquième génération, c'est-à-dire les jeunes adultes d'aujourd'hui, le phénomène de mariage entre cousins se maintient toujours avec quatre alliances. Les alliances sont encore peu nombreuses étant donné l'âge des enfants de cette génération qui sont encore adolescents ou enfants pour la plupart.

A présent étudions le cas des autres familles. Les croquis ont ici été mis en annexe afin de rendre le texte plus homogène.

Nous avons déjà vu dans la présentation des familles les grandes relations qu'entretiennent certaines familles ou lignages entre eux notamment pour les alliances : surtout les familles Xavier et Pires avec plus de cinq mariages à la seconde génération.

Comme en témoigne également l'étude des alliances de la famille Pontes, les alliances des membres de la famille avec d'autres familles telle que la famille Xavier sont inexistantes. Les alliances de la famille Pontes avec la famille Pires ne sont présentes qu'au cours des deux dernières générations où des membres de la famille Pontes s'aventurent à des alliances nouvelles avec la famille Pires, avec cinq mariages. Si l'on regarde de plus près, on remarque cependant que ces alliances se sont faites majoritairement avec la branche de la famille Pires du Coqueiro descendante du 1<sup>er</sup> mariage du patriarche Pires, avec 3 mariages ; et 2 mariages avec les descendants du 2<sup>nd</sup> mariage du patriarche, dont un suivi d'un divorce.

Comment expliquer l'absence d'alliance entre certains groupes familiaux, comme par exemple l'absence de mariage entre la famille Pontes et la famille Xavier ? Certains avoueront à voix basse dans l'intimité de leur maison à huit clos qu'on ne se marie pas avec des noirs et cela se révèle être la raison centrale cachée, notamment pour les Xavier avec aucune alliance avec les Pontes. Les Pontes descendants d'un noir et d'une indienne, sont donc très métissés et cela peut être dérangeant pour certaines familles marquées par des représentations stéréotypées et discriminantes sur ceux qui sont plus métissés, plus colorés ou plus noir...

On constate également que la famille Gonçalves da Silva n'est pas une famille de choix dans les alliances des familles Xavier, Pires, Barreto et même Dias. En effet, ce lignage n'a pas entretenu d'alliance ou de mariage avec ces familles dans son histoire. La famille Gonçalves da Silva représente sur Batuva la famille la plus afro-brésilienne ou l'africanité à la brésilienne, étant la famille sur le hameau dont les traits physiques caractéristiques traduisent le plus l'ascendance africaine, et en ce sens représente symboliquement ce que le brésilien ne met pas en valeur, les aspects dévalorisés du peuple.

Il y a en effet au Brésil une discrimination raciale latente, on parle aussi de racisme social, du préjugé de la race ou de la couleur (GUIMARÃES A.S.A.; 2004 : 17-24), le noir

représentant largement ce que le Brésil essaie depuis des siècles de gommer, d'effacer et/ou d'oublier : le sauvage, l'esclave, le souci du peuple brésilien de se "blanchir", d'amenuiser les traits africains par des alliances avec des personnes toujours plus blanches que soi, ce qui explique en partie les politiques d'immigrations essentiellement européennes du XIX<sup>e</sup> et début XX<sup>e</sup> siècle. Ce rejet des racines africaines et surtout des traits physiques africains se perpétue dans un sentiment de honte, d'infériorité et de dévalorisation face à ces traits physiques mais surtout par la pérennisation d'idées reçues véhiculées dès le plus jeune âge dans l'éducation, dans des phrases anodines du quotidien qui enferment le noir dans cette image dévalorisée, inférieure, stéréotype négatif (cheveux drus, noir mais éduqué, fainéant...), GUIMARÃES parle de racisme d'attitudes (GUIMARÃES A.S.A., 1999: 107). Tout cela n'est pas clairement exprimé, hormis que lors de discussions certains abordent le sujet de la couleur comme un facteur diminuant, péjoratif, dévalorisé. Ainsi, des informateurs nous ont dit des phrases telles que : "*jamais une de mes filles ne se mariera avec un noir*", ou encore parlent des habitants du Coqueiro que sont les Gonçalves da Silva, avec une mine de dégoût évoquant leur couleur. La discrimination raciale au Brésil prend la forme d'un racisme camouflé, invisible et est largement répandu sur tout le territoire avec des problèmes tels que l'accès à l'éducation, au travail pour la population noire (ainsi qu'indienne) et majoritairement pauvre. Comme le révèlent les données de terrain, les réticences à l'égard du mariage avec des personnes de couleur ou à la couleur plus prononcée, plus sombre que soi-même constitue une des formes de la discrimination raciale au quotidien. C'est une dimension qu'il faut intégrer dans l'analyse car elle détermine en partie les relations sociales, les alliances ou leur absence<sup>52</sup>.

Revenons aux alliances des autres groupes familiaux de Batuva. Les alliances de la famille Xavier montrent l'exclusivité des mariages avec les familles Pires et Barreto sur Batuva et l'ouverture des alliances sur São Paulo et Cananéia-Taquari surtout.

On note aussi pour la famille Pires l'importance des alliances à l'extérieur du hameau et précisément sur São Paulo et Cananéia-Taquari.

La famille Gonçalves da Silva quant à elle concentre ses alliances sur les autres hameaux de Guaraqueçaba et de Taquari-Cananéia.

---

<sup>52</sup> Pour plus d'informations sur le thème du racisme brésilien, de la discrimination sur la couleur et parallèlement du mythe de la démocratie raciale et de la sociabilité brésilienne voir DA MATTA, FERNANDES, GUIMARÃES.

Pour ce qui est de la famille Dias, les alliances confirment leur réseau sur Ribeirão Pires et sur Taquari-Cananéia à la dernière génération ainsi que des mariages avec des Pontes surtout, puis Barreto et d'autres familles moins nombreuses de Batuva.

La famille Barreto enfin révèle très tôt une diversification des origines des alliances avec cependant des dominantes sur Cananéia-Taquari, le bourg de Guaraqueçaba et autres communautés du municípe, Paranaguá.

De façon synthétique, on observe des grandes tendances et des grandes stratégies d'alliances au sein de chacune des familles et entre celles-ci. La particularité de la famille Pontes est notoire avec de nombreuses alliances endogamiques aux différentes générations, des alliances soutenues avec la famille Dias. De même, les alliances se sont multipliées entre les familles Pires et Xavier, Paiva et Martins, Moraes et Silva, aux cours de générations, entretenant ainsi des rapprochements, des échanges variés et des relations durables entre ces familles de longue date. D'autres familles développent et multiplient très tôt des relations et des alliances en dehors du hameau, spécialement la famille Barreto dont des membres avaient pour particularité d'acheminer avant la construction de la piste des troupes de mulets depuis l'État de São Paulo pour en faire le commerce sur la vallée et maintenaient ainsi des relations avec l'extérieur plus régulières et qui ont pu aboutir à des mariages. Ou encore des familles qui ont maintenu des liens étroits avec l'extérieur du fait de possessions de terres ou de membres de famille à l'extérieur. La mobilité de certaines familles est ainsi considérable : Barreto, Pontes, Dias, Xavier, Pires. Un nombre important de leurs membres s'est établi à l'extérieur, certains au plus près entre Guaraqueçaba, Paranaguá, Cananéia, mais aussi pour d'autres plus éloignés entre Curitiba, São Paulo, Rio de Janeiro, voir Goiás. Ces proches résident le plus souvent dans des agglomérations plus importantes, plus urbanisées, permettant à ceux qui restent sur le hameau de bénéficier de possibilités d'accueil, d'hébergement, plus ou moins provisoires ou durables afin de répondre à des besoins divers (pour des questions de santé surtout, nous y reviendrons dans le chapitre suivant, mais également pour l'approvisionnement sur des marchés mieux fournis), et à des possibilités d'ouverture en termes de travail, et d'amélioration des conditions de vie.

Enfin, des groupes se constituent sur la base de parcours migratoires de ménages, sous la forme de relations particulières entre des familles qui partagent le statut commun de nouveaux arrivants. Dans le chapitre suivant nous verrons comment le statut de nouveaux arrivants des familles de résidence récente contribue au développement entre elles de rapprochements, d'interrelations privilégiées face aux groupes familiaux anciens, et les

conduisent à fonctionner comme des groupes familiaux, développant des formes d'entraide et d'alliances, sans toutefois aboutir systématiquement à des alliances matrimoniales.

L'étude des structures sociales dans leurs dimensions familiales de filiation et d'alliance donne à voir à la fois ce qui peut constituer, au sein du hameau de Batuva, la base d'une identité commune (la densité du tissu des relations de parenté) et l'ampleur de l'ouverture vers l'extérieur – tant par la large extension territoriale de lignages paternels que par les liens matrimoniaux noués parfois fort loin. Cette dualité est porteuse d'une tension entre d'une part le repli sur l'univers connu et stable de structures familiales enracinées dans le local et, d'autre part, la projection vers l'extérieur, la recherche de solutions que la vie au hameau n'apporte pas, la porte ouverte au changement. Les mouvements qui s'opèrent lors des alliances, mariages à l'extérieur ainsi que les déplacements de certaines familles vers l'extérieur montrent à un moment donné la recherche d'une vie meilleure face, à la venue sur la scène locale, dans les années soixante-dix, des grands fermiers et de leurs milices. L'occasion suscitée par l'installation de certains membres de la famille à l'extérieur va permettre une délocalisation d'une petite partie des résidents et ainsi que des rencontres et des alliances externes. Les perspectives d'avenir chaotique des années soixante-dix, avec un espace de non-droit et de terreur semée par les jagunços, ont participé aux mouvements et aux déplacements de certains jeunes... c'est le cas comme nous l'avons vu d'une partie des familles Dias sur Ribeirão Pires, Pontes sur Rio de Janeiro, etc.

La famille Barreto, quant à elle, avait connu des déménagements pour une partie de ses membres sur Guaraqueçaba avant même les problèmes liés à l'appropriation de la terre par les latifundios, puis pour une autre partie de la famille bien après cette conjoncture et à la suite d'un décès. Enfin, une large part de la famille a continué d'avoir des attaches sur Cananéia et où la famille s'est largement développée.

De même on retrouve, plus récemment, une quantité de jeunes célibataires ou de jeunes couples qui vont tenter leur chance à Paranaguá, Cananéia, Ribeirão Pires notamment en allant s'installer provisoirement chez leurs grands-parents, oncles et tantes ou frères et soeurs. Aujourd'hui le contexte est différent, la menace n'est plus celle qu'exerçaient naguère les grands propriétaires ; en revanche la vie et les perspectives d'avenir sont rendues désormais très incertaines par les restrictions fortes imposées à l'agriculture et à toutes les formes d'exploitation des ressources naturelles par une législation environnementale, appliquée avec une rigueur, voire une rigidité, particulière dans le cadre de l'APA.

Les départs, l'ouverture vers l'extérieur, font partie des stratégies de réponse aux menaces et aux contraintes qui s'appliquent dans l'espace local. Des familles entières sont parties dans les années soixante-dix sous la pression des *jagunços*. On peut dire qu'aujourd'hui c'est la protection de l'environnement qui conduit une partie de la population, et en particulier les plus jeunes, à s'interroger sur leurs possibilités d'avenir s'ils demeurent sur place. De ce point de vue l'ouverture sur l'extérieur des lignages et des alliances est un moyen de pérenniser les relations familiales, de répondre aux soucis quotidiens et d'envisager un futur meilleur – cette ouverture s'observait déjà parmi les générations les plus anciennes, mais, aujourd'hui, elle peut constituer une stratégie de réponse et de résistance aux menaces ressenties. Les mouvements de va-et-vient que nous avons constatés (départs, puis retour, voire nouveaux départs) montrent toutefois que l'on a affaire à une réalité dynamique et non pas à un phénomène linéaire de déprise rurale. Il est à noter d'ailleurs que les rapports de parenté ou de proximité par un statut similaire sont également opérants lorsque l'on cherche à percer les motifs qui ont attiré de nouveaux arrivants à venir s'installer à Batuva : une alliance matrimoniale, un lien de parenté même lointain, une relation de dépendance s'inscrivant dans le système clientéliste encore si vivant au Brésil.

A partir de l'étude des généalogies et des alliances matrimoniales, on observe l'importance de la parenté comme institution structurante de la vie sociale locale à Batuva et dans la vallée, notamment du point de vue foncier, mais aussi dans la mesure où, à travers les mariages s'opèrent des rapprochements, des alliances, mais également des mises à l'écart qui peuvent devenir des clés de compréhension de ce qui se passe lorsque des tensions et des conflits surviennent. Cependant, cette étude montre aussi comment la famille, par la délocalisation et par les alliances avec l'extérieur, ouvre un espace élargi pour des stratégies de reproduction matérielle et sociale. A la lumière de ces éléments sur les structures familiales et leurs histoires, nous pourrions mieux comprendre et analyser les dynamiques de reproduction matérielle et sociale ainsi que les stratégies individuelles et collectives, à l'œuvre sur le hameau.

Au-delà de la parenté comme élément constitutif de la structure sociale, d'autres formes d'interactions (contacts, rencontres, réseaux, liens, rapprochements) doivent être considérés en tant que principes fondamentaux de la structure sociale et de la vie locale. Cela se manifeste sous des formes diversifiées de la sociabilité caractérisée par les interrelations, les échanges, l'entraide, la vie religieuse et la dynamique des Églises, la variabilité des contacts quotidiens autour de lieux ou d'activités spécifiques. C'est ce que nous allons examiner au chapitre suivant.

## **CHAPITRE 8 :**

### **LES DIVERSES FACETTES DE LA SOCIABILITÉ**

Dans la réflexion générale sur la notion ambiguë de communauté et sur la façon de la définir, je suis partie de la réalité concrète du hameau comme unité de co-résidence et j'ai montré comment, dans le cas de Batuva, les rapports de parenté y jouaient un rôle structurant aussi bien pour ce qui concerne le tissu des relations internes que pour ce qui touche les relations avec l'extérieur. Mais le « vivre ensemble » induit par le voisinage se conjugue au travers d'une multiplicité d'autres liens sociaux qui se nouent autour de situations concrètes.

J'ai déjà évoqué le fait qu'il n'y a pas une unité politique et administrative qui fédère la communauté, hormis éventuellement selon les mandats municipaux, un conseiller municipal issu du hameau qui peut être porteur des intérêts locaux. Cela n'a pourtant pas été le cas lors de mon terrain, mais a pu avoir eu lieu auparavant. C'est donc à partir d'une sociabilité interne et externe un peu diffuse, se construisant dans l'histoire et dans le contemporain, que l'on peut aborder les liens sociaux et leurs dynamiques.

Le concept de sociabilité désigne les rapports sociaux qui ne sont pas imposés par des structures sociales préexistant aux individus mais qui sont le produit d'une dynamique interpersonnelle, faite de choix, de rejets, d'oppositions, d'adhésions plus ou moins librement consenties à des groupes d'appartenance. Il s'agit donc d'un niveau beaucoup plus mouvant et plus fluctuant de la réalité sociale vécue par des individus – envisagés dès lors comme des acteurs de leur vie sociale. L'objet devient ici l'organisation plus ou moins marquante et dynamique des groupes sociaux, fondés sur l'échange, l'entraide, les dons et/ou la réciprocité, le partage de convictions communes. On étudie ainsi la sociabilité et, par élargissement, les réseaux de sociabilité, c'est-à-dire là où se construit cette sociabilité, les interrelations sociales. Ces relations et ces échanges touchent à l'organisation sociale, religieuse et matérielle. Enfin, étudier la sociabilité permet aussi d'évoquer la place symbolique en jeu, le statut des individus dans les relations sociales.

En effet, les individus échangent des biens et des services au quotidien dans les sphères familiales et de voisinage. Les échanges et les interrelations se passent dans des domaines variés comme la vie domestique, les activités collectives, l'agriculture, les services rendus, le travail, les églises, les bars - épicerie, le terrain de football, les conversations, les

fêtes, l'association des producteurs, l'entreprise de transformation de banane, etc. Tout cela contribue à créer du lien social.

Je vais ici étudier quelques-uns des espaces où se joue la sociabilité :

- Au sein du travail et surtout dans l'agriculture : avec la pratique collective du *mutirão*, l'échange de journée de travail, le don, le travail de camarade, l'échange de semences, etc. ; les services rendus autour du travail, comme par exemple faire le marché à Guaraqueçaba (on donne à quelqu'un sa production pour la vente et la personne en retour récupère une partie du bénéfice) ; s'occuper de l'affaire d'une personne durant son absence (ex : entre la famille Roecher et la famille Schneider, cette dernière qui s'occupe de la ferme et des vaches, tirent le lait et vendent celui-ci et en tire le bénéfice, lorsque la première s'absente) ;

- Dans la vie quotidienne : autour de la sphère de la maison pour la construction de la maison, le jardin, l'échange ou le don de plants, de boutures ; l'alimentation, le don de vêtements, la santé, les bars - épiceries, les fêtes, etc. ;

- Au travers de l'appartenance aux différentes Églises ;

- Les formes d'organisation nouvelles face aux enjeux contemporains : autour de la création de l'association des habitants, de l'entreprise de transformation de banane et la mise en place du conseil de l'APA.

Je m'attarderai plus particulièrement sur quelques-unes de ces dimensions de la sociabilité.

Certains cas présentés ci-dessous exigent que l'on change les noms afin de garantir l'anonymat des personnes, car nous sommes en présence de pratiques clandestines, et les recoupements doivent être par la suite irréalisables lorsqu'il sera question plus en détails des conditions d'existence et des pratiques illégales et répréhensibles. La question de l'anonymat est nécessaire car dans leur grande majorité les habitants font appel à des pratiques illicites pour assurer leur reproduction matérielle et ainsi mettre en place des stratégies de reproduction. Dans ce contexte, à partir de quel moment le chercheur doit-il assurer l'anonymat des individus ? S'il avait été initialement fait usage de l'anonymat dès le chapitre sur l'histoire du hameau et sur la composition sociale, il aurait été, pour les lecteurs brésiliens connaissant le hameau, très facile d'identifier les différentes familles et ainsi par rapprochements de repérer les contrevenants. Aussi, je ne fais intervenir l'anonymat qu'à partir de maintenant et dans le cadre exclusif des activités clandestines (elle ne sera pas appliquée à la sociabilité au quotidien, autour des échanges alimentaires et de l'appartenance aux différentes Églises).



# **1. LA SOCIABILITÉ DANS LES PRATIQUES AGRICOLES**

## ***a) Le mutirão et ses modifications***

La pratique agricole qui centralise avec le plus d'intensité la sociabilité, et qui a été historiquement très développée dans la vallée, est la pratique du *mutirão*. Dans sa présentation historique sur les quartiers ruraux, Maria Isaura de QUEIROZ souligne que le *mutirão* avant tout, ainsi que l'échange de journée de travail et d'autres formes d'entraides mutuelles :

*"étaient les solutions adoptées pour résoudre le manque de main d'œuvre, d'un côté, et, d'un autre côté, le manque de moyen pour l'obtenir ; car cultiver la terre seulement avec les bras de la famille n'était pas très productif..."* (QUEIROZ, 1973 : 4).

Ce serait donc à partir des difficultés rencontrées dans le mode de reproduction matérielle que se serait développée une forme de sociabilité particulière autour des activités agricoles. Le *mutirão* représente ainsi la forme de sociabilité et d'entraide caractéristique des interrelations au sein des quartiers/hameaux ruraux ou communautés au Brésil.

Le *mutirão* est une activité collective qui fonctionne comme un fait social total comme le définit Marcel MAUSS. Il ne se réduit pas à sa dimension utilitaire mais constitue aussi une occasion privilégiée de se retrouver et de construire, renforcer, renouveler du lien social, de produire du sentiment de « vivre ensemble ».

D'un point de vue concret, il consiste à réunir le plus de personnes possibles afin de réaliser une activité qui demande beaucoup de travail physique et de main d'œuvre. Le *mutirão* signifie une aide communautaire dans des travaux agricoles particuliers. C'est donc une mobilisation collective d'aide mutuelle à caractère gratuit surtout dans le milieu paysan à l'occasion d'activités telles que la défriche, l'abattis et la récolte essentiellement. Celui qui organise l'activité collective veut répondre ainsi à un besoin qu'il ne peut accomplir seul ou en famille. Cela fonctionne sous la forme du don et du contre-don. L'organisateur prévient par avance les habitants de la communauté de son intention de réaliser l'activité collective et invite tout le monde à y participer. Le *mutirão* s'étale généralement sur un ou deux jours.

Mais le *mutirão* ne saurait se réduire à son utilité pratique ni à son simple caractère de socialisation de la force de travail et d'entraide. Sa dimension festive est également essentielle. L'organisateur fournit l'alimentation durant la journée de travail, habituellement un verre de *pinga* (le rhum brésilien) toutes les heures, et il organise une fête le soir avec un bal, un barbecue et de la boisson à volonté, traditionnellement la *pinga*. Ce sont surtout les

hommes âgés entre 15 et 60 ans qui participent au travail collectif, les femmes quant à elles sont conviées pour la fête le soir.

Cette pratique pouvait rassembler tout ou partie de la communauté et des communautés voisines. Pourtant, elle est aujourd'hui en voie de disparition. A Batuva elle a presque totalement disparu et elle a encore lieu exceptionnellement à Rio Verde. Néanmoins, les techniques agricoles n'ont quant à elles pas changé. C'est toujours le travail manuel qui prévaut dans l'agriculture sur brûlis qui est pratiquée, la population ne disposant pas d'outils modernes, ni de tracteur ou d'outils aratoires, et la topographie accidentée du territoire n'ayant pas permis le développement de techniques et d'usages modernes.

Les raisons de l'abandon de cette pratique sont multiples : d'abord les restrictions environnementales et en conséquence la pratique clandestine de l'agriculture de subsistance annuelle pour le riz et le haricot essentiellement. De ce fait les champs sont plus petits pour être moins visibles et donc ne nécessitent pas d'autant de main d'œuvre qu'auparavant. Mais c'est surtout la peur engendrée par la répression probable, qui conduit ainsi à la discrétion et à l'évitement de la monopolisation collective suscitée par le *mutirão*.

La deuxième raison est en rapport direct avec la dimension sociale de ces rencontres. Elle est la conséquence du développement des Églises Protestantes Évangélistes qui interdisent à leurs fidèles les fêtes, la consommation d'alcool, la danse, la musique, et le football, c'est-à-dire tout ce qui peut pervertir, selon elles, l'âme et la foi, comme ce que peut représenter le *mutirão*, avec la fête et l'alcool qui entourent l'activité. Ce qu'elles proposent, je vais y revenir, c'est une autre forme de sociabilité, fondée sur d'autres règles de vie et d'autres valeurs morales. Ces Églises se sont beaucoup plus développées à Batuva qu'à Rio Verde où la population reste à dominante catholique et maintient de manière exceptionnelle cette pratique. C'est l'occasion pour les batuvanaï catholiques ou athées d'y participer.

Les *mutirões* étaient largement pratiqués jusque dans les années quatre-vingt et étaient régulièrement organisés pour la récolte ou la mise en friche de grands champs. Les agriculteurs expliquent que, jusqu'à cette époque, ils "*plantaient 2-3 alqueires de riz et récoltaient ainsi entre 30-40 alqueires de riz*". Lorsqu'ils expliquent la quantité plantée et récoltée en alqueire cela correspond au volume planté ou produit. C'est-à-dire dans ce cas, (sachant que 1 alqueire de riz équivaut à 40 litres de riz) ils plantaient plus de 80 Litres de riz pour en récolter entre 1200 et 1600 litres bruts soit (étant donné que 1 alqueire de riz récolté, battu correspond à environ 18 kg de riz pilé) entre 540 kg et 720 kg de riz pilé. Cela peut paraître beaucoup mais lorsqu'on sait, et nous le verrons dans le chapitre suivant, qu'en moyenne une famille consomme plus de 1,5 kg de riz par jour, soit environ 45 kg par mois,

cela peut atteindre cette quantité de plus de 540 kg pour l'année. Le *mutirão* répondait ainsi à une nécessité d'entraide pour la production de subsistance annuelle.

Il y a 25 ans de cela dit-on, les champs occupaient toute la plaine près des maisons, mais pouvaient également se situer dans la forêt sur les versants. Les *mutirões* pouvaient alors réunir de 40 à 60 personnes. En moyenne, 40 personnes, en moins d'un jour, moissonnaient ainsi 30 alqueires de riz et le battaient pour n'en garder que les grains. La récolte du riz pouvait ainsi s'étaler sur plusieurs jours.

Aujourd'hui, cette pratique est devenue très rare, et je n'ai pu l'observer que trois fois durant le travail de terrain : à l'occasion du défrichage d'un pâturage sur Rio Verde, et de la récolte du riz dans le même hameau. Le *mutirão* représente encore, dans les cas observés à Rio Verde, une activité très collective et festive. Ainsi, il existe encore exceptionnellement dans ce hameau une forme de *mutirão* traditionnel qui perdure et où l'on offre aux participants un verre de *pinga* toutes les heures, la fête le soir, le bal et le barbecue. Le dernier que j'ai pu observer s'est clôturé par un bal qui s'est terminé à 6 heures du matin.

Aujourd'hui, la quasi disparition de cette pratique d'entraide collective s'explique essentiellement je l'ai évoqué par la peur de la répression de la police forestière. Il est devenu très risqué de faire une friche, un brûlis, un champ de culture vivrière. Les champs ont ainsi diminué en surface, se sont développés sur les versants cachés et suscitent moins de main d'oeuvre. Dans ce cadre, la famille élargie répond aux besoins de main d'oeuvre et non plus la collectivité dans son ensemble.

A Batuva j'ai toutefois pu observer une forme spontanée et modifiée du *mutirão*. Un membre de la famille ROSA ayant eu des problèmes de santé avant la récolte du riz a fait l'objet d'un élan de solidarité de la part de toute la famille élargie pour sa récolte en 2003. Ses frères, ses enfants, ses gendres et neveux sont tous venus l'aider alors qu'il ne s'y attendait. Pour répondre à ce *mutirão* improvisé et spontané qui a réuni une quinzaine de personnes, son épouse a ainsi préparé les repas pour toute la troupe et la solidarité a été rétribuée par la commensalité et le plaisir de se retrouver ensemble comme en des temps anciens où tout le monde participait à ce type de rencontres. Le plaisir se reflétait dans tous les regards et les repas typiques des périodes de récoltes rassasiaient toute l'équipe réunie autour d'une "*viande de chasse*", du riz, des haricots accompagnés de farine de manioc, etc. La sociabilité autour de l'activité collective et autour de la table rappelle alors, à tous, cette époque d'abondance révolue. Cette « aventure » collective, au caractère désormais exceptionnel, a été motivée par le souci de venir en aide à une personne affaiblie par des problèmes de santé mais elle a été

également rendue possible par le fait que cette personne dispose d'un terrain privilégié pour ses cultures annuelles comme le riz et le maïs, à plus de deux heures de marche du hameau, dissimulé bien loin des possibles intrusions de la police forestière et où elle a construit un "rancho", une maisonnette qui lui permet de rester sur place le temps nécessaire pour les périodes de récolte, de défriche et de plantation. Ce lieu tenu secret fonctionne en quelque sorte hors du temps et hors-la-loi, comme autrefois. C'est le plaisir du bon temps retrouvé, d'une bonne récolte promise pour assurer l'alimentation de toute une année à venir. En effet, cet espace éloigné permet à toute une famille, parents, enfants et belles-familles, de conserver des pratiques agricoles autour des cultures vivrières (assurant l'essentiel de l'alimentation de base annuelle) ainsi que des pratiques connexes à l'activité comme la chasse, le rassemblement collectif autour de la tâche, et la commensalité autour de la table. La rémanence de cette activité fonctionne comme un catalyseur du souvenir heureux du labeur d'antan et du plaisir inhérent à une bonne récolte, de l'ambiance festive collective de ce moment prospère et joyeux. Une telle occasion mettait bien en évidence la fonction sociale de ces rencontres, fonction qui allait bien au-delà de son seul rôle utilitaire.

### ***b) L'échange de jour de travail***

Si elle n'existe plus guère sous sa forme festive et collective, la solidarité et la sociabilité dans le travail continuent à se manifester sous la forme d'échanges de journées de travail entre « *camarades* ». C'est une forme de don et de contre-don non institutionnalisée, qui repose sur l'engagement implicite de rendre le service reçu. Sur le moment, la solidarité est vécue comme un moment de sociabilité, cependant le bénéficiaire sait qu'il rendra à l'autre ce don de jour de travail, et le camarade peut aussi être dans l'attente d'une rétribution future. Dans le cas dont j'ai été témoin, la récolte a duré deux jours et a réuni 10 personnes, ce sont 875 kg qui ont ainsi été récoltés<sup>53</sup>. Il était clair que les protagonistes se plaçaient dans la perspective d'un échange élargi de journées de travail. Un frère du bénéficiaire, Vicente ROSA<sup>54</sup>, son épouse et son fils, sont venus travailler pendant une journée dans l'attente que, lorsque leur tour viendrait de récolter le bénéficiaire, André ROSA, et son fils viendraient les aider. Un autre camarade a échangé sa journée de récolte contre une autre journée de travail que le fils d'André lui avait consentie. Le fils adoptif d'un des gendres d'André est venu travailler deux jours en contrepartie d'une journée de travail accomplie précédemment chez

---

<sup>53</sup> 25 sacs de 80 Litres de riz battus récoltés : le sac de 80 Litre de riz battu une fois nettoyé est égal à 35 Kg.

<sup>54</sup> Le nom a été changé pour garder ici l'anonymat, s'agissant ici d'une pratique clandestine.

son grand père adoptif par André et son fils. Enfin, le dernier frère d'André ROSA est venu travailler deux jours et ce dernier est venu un peu plus tard avec son fils lui rendre l'aide dont il avait bénéficié. En dépit du caractère spontané de ces échanges et du fait qu'ils mobilisent des relations sociales étroites – familiales en particulier – ils font l'objet d'une comptabilité attentive : une correspondance est recherchée qui tient compte non seulement du nombre de jours travaillés mais aussi de la pénibilité des tâches accomplies. Ainsi une journée de défriche, qui réclame un gros effort physique s'échangera contre une autre journée de défriche alors qu'il existe une équivalence entre une journée de semailles et une journée de récolte.

L'échange peut aussi prendre une dimension symbolique. C'est ainsi que, dans le même exemple que je viens de présenter, trois personnes participaient sans attendre une rétribution sous forme de travail. Dans un cas, il s'agit d'un frère de l'intéressé qui vit à l'extérieur de la communauté et qui rendait visite à la famille : participer au travail a été pour lui un moyen de manifester et de renforcer les liens affectifs qui l'attachent à son frère. Deux gendres d'André ROSA sont également venus travailler et leur présence était l'occasion de consolider leur relation avec leur belle-famille, sans attendre de contrepartie directe dans la mesure où eux-mêmes n'ont que très peu de terre d'héritage à Batuva. En revanche, ils sont redevables vis-à-vis de leur beau-père dans la mesure où celui-ci met à leur disposition quelques parcelles où ils peuvent cultiver le riz, le haricot et le manioc. Par leur disponibilité les deux gendres gagnent auprès de leur belle-famille – beau-père, belle-mère et même grand-mère – une position privilégiée dont ne bénéficient pas d'autres gendres ou même des fils qui offrent moins facilement leurs services.

Déjà dans les années 1950, lors de son terrain dans un municpe rural de l'État de São Paulo, Antônio CANDIDO relevait des différenciations dans la pratique collective mutuelle du *mutirão* et notamment le caractère parfois spontané de celui-ci :

*"La nécessité de l'aide, imposée par la technique agricole et sa rétribution automatique, déterminait la formation d'un réseau ample de relations, liant les uns aux autres les habitants du groupe de voisinage et contribuant à son unité structurelle et fonctionnelle. Ce caractère pour ainsi dire inévitable de la solidarité apparaît peut-être encore plus clairement dans les formes spontanées d'entraide vicinale collective, qui constituaient une modalité particulière du mutirão proprement dit (...). C'était le cas des voisins, percevant que l'un d'entre eux était débordé de travail, organisaient entre eux de l'aider, sans l'avertir au préalable. Parfois le bénéficiaire apprenait la nouvelle et préparait la nourriture pour les recevoir ; d'autre fois, il était vraiment surpris et improvisait le repas. La différence n'était pas seulement dans la motivation de l'entraide (spontanée, non convoquée), mais, aussi, dans le fait que le bénéficiaire ne donnait pas de fête (...)" (CANDIDO, 1964 : 89).*

Si Antônio CANDIDO a pu observer cette même pratique spontanée au sein du hameau rural qu'il a étudié, il apparaît que dans notre cas précis, ce ne sont plus les voisins dans leur ensemble qui prennent part à cette activité spontanée d'entraide mais plus spécifiquement la famille élargie puisque ce sont tous des membres de la famille, ou des personnes de foyers apparentés qui se sont déplacés pour l'occasion et non les voisins. C'est en partie avec l'aide de l'étude des généalogies que l'on peut comprendre et identifier qu'il s'agit essentiellement des relations de parenté qui interviennent dans la sociabilité autour des activités agricoles.

Aujourd'hui la sociabilité dans les pratiques agricoles se concentre essentiellement sur l'entraide familiale et sur l'échange de jour de travail (*troca de dia*). Cela était déjà le cas auparavant auxquels s'y rajoutait l'activité communautaire qu'est le *mutirão*. A présent, les membres des familles s'entraident principalement lors des activités qui demandent beaucoup de main d'œuvre comme la défriche ou la récolte du riz. Pourtant, cette pratique d'échange de journées de travail, elle-même, est devenue moins importante qu'avant pour les mêmes raisons présentées plus haut à savoir : la peur de la répression et la diminution de la taille des champs et donc de la production. Le plus commun aujourd'hui est le travail agricole réalisé par la famille nucléaire, parents et enfants, avec un ou deux camarades éventuellement avec échange de journées de travail.

La période de la récolte du riz est une période difficile pour trouver de l'aide car toutes les familles sont mobilisées dans leur propre récolte à ce moment là. Peu nombreux sont encore ceux qui font appel au travail de camarades qu'ils rémunèrent. Dans ce cas précis, ce n'est plus du registre de l'entraide et de la solidarité à proprement parler qu'il est question puisque rentre en ligne de compte le travail salarié, la rétribution marchande du travail. Pourtant, même dans ces échanges marchands, on fait appel soit à des personnes de la famille élargie, soit à des camarades de confiance avec qui on a l'habitude de travailler. La rémunération varie selon celui qui emploie, j'ai pu observer le prix de la journée de travail agricole varié de 10-12 à 15 Reais (soit aujourd'hui environs 3,5 et 5 euros). L'utilisation de camarade rémunéré est faite avec parcimonie, pour un ou deux jours seulement.

Penchons-nous maintenant sur deux exemples autour de la production de riz, le premier avec l'échange de journée de travail et le second avec l'emploi de camarade rémunéré pour en distinguer les différences particulières. Le premier est celui d'une agricultrice, A., et de ses 3 fils d'une vingtaine d'années chacun, vivant sous le même toit. Lors de la récolte du riz en avril 2002, ils ont fait appel à des "*camarades*" pour faire un échange de journée de récolte. Ils ont réuni sept camarades durant une journée pour couper le riz. Ces 7 camarades et

deux des fils ont ainsi coupé les pieds de riz avec chacun une petite faucille et ont fait des petits tas dispersés sur toute l'étendue du champ, celui-ci mesurant environ 1,5 hectares. Le midi l'agricultrice et sa fille sont venues porter le repas pour la troupe et elles ont passé l'après-midi à battre le riz sur la table improvisée disposée sur une bâche où les grains de riz étaient récupérés. Tous les hommes qui sont venus aider durant une journée la famille à couper le riz ont en échange reçu un jour de travail pour leur propre récolte de la part des fils d'A. En plus de cette journée de travail, il a encore fallu aux trois fils et au gendre d'A., un jour et demi pour finir de ramasser les bottes de riz, les battre, mettre le riz ainsi battu dans les sacs et de transporter jusqu'au chemin ces sacs pesant une cinquantaine de kilos. Transportant deux sacs chacun par voyage, les quatre hommes devaient ainsi descendre le versant pentu de la colline, et traverser la rivière, où là les attendait un autre camarade avec un petit tracteur appartenant à l'association du hameau, pour acheminer les 33 sacs récoltés jusqu'au domicile. Le deuxième jour de récolte, la mère est revenue vers midi apporter le déjeuner et est restée l'après-midi pour battre le riz. Il y avait 2 équipes pour réaliser ce travail, deux hommes apportaient les bottes de riz et les empilaient juste derrière la deuxième équipe qui battait les tiges de riz en paquet pour n'en récupérer que les grains.

On constate ainsi que même dans l'échange de journée de travail, la nourriture est offerte par le bénéficiaire aux camarades. La commensalité et la détente autour du repas est de rigueur avec un repas "*tropeiro*" typique de la nourriture emmenée aux champs et composée le plus souvent de riz, de viande frite mélangée avec de la grosse farine de maïs que l'on mange avec gourmandise et avec la faim au ventre après un labeur intense. De même, l'organisateur fournit la "*mistura*" pour la pause du café de 10 heures du matin, où le café chaud sort de la bouteille isotherme et s'accompagne de biscuits ou de beignets faits maisons (généralement beignets frits à base de farine de blé, et éventuellement farcis d'une rondelle de banane, ou encore des bananes frites, du manioc bouillis). Dans cet exemple, les camarades venus faire l'échange d'une journée de travail n'étaient pas de la famille hormis le gendre et un beau-frère, les 5 autres camarades étant extérieurs à la famille.

Le deuxième exemple est celui d'un homme qui est seul dans ses travaux agricoles, n'ayant pas d'enfant en âge de l'aider. Il a planté en 2002 un champ de riz d'un quart d'hectare. Pour réaliser l'abattis il a fait appel à deux personnes pour l'aider. Ils ont travaillé à trois une journée et il les a rémunérés 12 Reais chacun (4 Euros environs). Lors de la plantation, il a encore pris les services d'une personne pour l'aider une journée et l'a payé 12 Reais. De même, un mois et demi plus tard, il a coupé les mauvaises herbes avec un camarade payé à la journée. Enfin, pour la récolte, il a employé deux personnes pour une journée et a

payé la même somme. En tout, ce sont 6 journées qui ont été payées, soit 72 Reais (20-24 euros), pour répondre aux besoins de cet agriculteur seul dans son activité pour la culture du riz de 2002, où ont été récoltés 250 kg de riz, de quoi, pour cette famille, passer l'année, car elle consomme peu de riz, 5 kg par mois seulement. Cet agriculteur fait toujours appel aux mêmes personnes pour l'aider. Ici, nous sommes face à un homme qui est le seul actif agricole de la famille, même dans les activités où interviennent habituellement les jeunes enfants ou les épouses, comme le désherbage ou la récolte qui est aussi la période festive tant attendue. Il est seul et il se sent seul, ce qui est un poids émotionnel pour lui qui le rend nerveux face à la situation dans laquelle il se trouve et qu'il doit affronter sans le soutien de la famille. En effet, son épouse est employée et son fils de 13 ans n'aime pas les activités agricoles et se consacre à ses études pour lesquelles il se passionne. Ainsi, cet agriculteur n'a pas le temps de faire des échanges de journée de travail et il emploie occasionnellement des personnes à la journée en essayant cependant de faire le maximum tout seul.

J'ai pu observer d'autres cas d'hommes seuls dans leurs activités agricoles et qui ne font pas appel au travail rémunéré, ni à l'échange de travail, tentant de travailler à leur mesure avec l'aide exceptionnelle des enfants pour la récolte. C'est le cas de Victor MACHADO, qui réalise toutes les activités agricoles tout seul et qui, lors de la dernière récolte de riz, a travaillé seul durant 7 jours et le huitième et dernier jour, un samedi, 5 de ses jeunes enfants sont venus l'aider, car ils n'avaient pas école. Il a récolté sur ce champ 245 kg de riz et il en avait planté un autre la même année qui a donné par la suite 300 kg environ, de quoi sûrement pouvoir passer l'année sans devoir en acheter.

### *c) L'échange de semences*

L'échange de semences, autre pratique liée à l'agriculture et qui, elle aussi, contribue à exprimer et entretenir les liens de sociabilité entre habitants du hameau de Batuva. En effet, d'une année sur l'autre, les agriculteurs privilégient la plantation de semences différentes de celles de l'année précédente. Ainsi, on fait appel à la famille élargie ou aux voisins pour troquer un sac de riz à planter ou encore en emprunter un que l'on rendra au moment de la prochaine récolte. Reprenons l'exemple de l'agricultrice A., déjà citée qui avait récolté en avril 2002, 33 sacs de 80 litres de riz, c'est-à-dire aux alentours de 1155 kg. A la veille de la récolte de l'année suivante il lui restait encore 4 sacs de riz. Disposant d'une quantité de riz supérieure à ses besoins de consommation, elle avait donné en février 2003, un sac de riz à un voisin, pasteur de l'Église Assemblée de Dieu. C'était un don spontané au bénéfice d'un



homme d'Église. Fin mars, début du mois d'avril 2003, ses 2 beaux-frères et le fils de l'un d'eux sont venus lui emprunter du riz car ils leur en manquaient pour faire la soudure avec la nouvelle récolte toute proche. Ce sont ainsi 3 sacs qu'elle a prêtés et qu'ils lui ont redonnés peu après. De plus, elle a prêté un demi sac pour une autre personne de sa famille en mars. Elle avait aussi prêté en novembre 2002 quelques litres pour les semailles de personnes apparentées qui lui ont également rendu lors de leurs récoltes : pour la fille d'un beau-frère, 20 Litres; pour sa soeur de Guaraqueçaba, 20 litres. Elle a également cédé du riz pour les semailles à des personnes extérieures de la famille, mais dans ce cas là, elle l'a vendu : 20 Litres (7,5 kg) pour 6 Reais (2 euros) à deux personnes différentes. Cependant, elle a refusé de prêter à une personne extérieure de la famille début avril, car elle trouvait qu'elle n'en avait plus assez pour sa propre consommation. En décembre, une autre personne extérieure à sa famille voulait lui acheter un sac pour consommer mais elle a refusé. Elle explique que cela ne vaut pas la peine de vendre, surtout si après, elle doit elle-même en acheter dans le commerce pour sa propre alimentation. Elle a seulement vendu à ceux qui en voulaient pour planter, mais pas pour la consommation. Selon elle, lorsque quelqu'un vient lui demander du riz pour planter, elle ne peut pas refuser et elle en vend car "*c'est tout ce que les gens ont ici de pouvoir planter*" dit-elle. Elle estime qu'un sac de 80 litres lui revient à 24 Reais (6 euros) donc elle vend 20 litres pour 6 Reais.

La législation environnementale a contraint la population à se retrouver hors la loi dans ses pratiques de culture de subsistance et principalement pour la culture du riz qui est à la base de l'alimentation. De ce fait, les agriculteurs ont également modifié les pratiques qui gravitent autour de l'agriculture comme ces pratiques de sociabilité communautaire du *mutirão* et de l'entraide de voisinage autour de la récolte du riz, ou de la défriche. Les procédures de demande d'autorisation auprès des organismes officiels sont lourdes et contraignantes pour les agriculteurs : elles sont soumises à une bureaucratie pesante et les refus sont quasi systématiques depuis les années quatre-vingt dix. Aussi la majorité des agriculteurs ne s'engagent-ils plus dans ces procédures et, pour pouvoir subvenir à leurs besoins de base et à ceux de leur famille, se résignent à cultiver dans la clandestinité.

Cette nouvelle réalité a conduit les populations à se replier presque exclusivement sur leurs relations familiales, abandonnant peu à peu la sociabilité et la solidarité collective communautaire pour les activités agricoles essentiellement mais pas seulement, comme je vais le montrer pour les Églises et les autres activités quotidiennes, où la famille et le voisinage apparaissent là encore comme un élément structurant des échanges.

## **2. LA SOCIABILITÉ AU QUOTIDIEN**

La sociabilité au quotidien concerne les échanges qui se déroulent autour de la sphère domestique. Ce sont les échanges à caractère familiaux ou de voisinage, d'interrelations qui n'englobent pas toute la communauté. Il se construit ainsi des réseaux à géométrie variable. Des réseaux qui se définissent autour des relations personnelles choisies. Ces réseaux de sociabilité au quotidien sont changeants, fluides. Ils sont d'autre part moins critiques que dans les activités agricoles où le besoin en force de travail conditionne des formes d'entraides spécifiques, organisées. Dans le quotidien, la sociabilité peut changer selon le moment, les affinités ou les opportunités. De plus, les réseaux de sociabilité au quotidien peuvent s'entrecroiser. Certains peuvent être liés avec les uns pour telle activité ou tel échange et avec d'autres pour d'autres choses. Ce sont des réseaux qui se croisent les uns les autres, qui ne se superposent pas nécessairement, et donc cela offre un espace de stratégies élargies aux personnes.

Ainsi, j'ai regroupé différents aspects de cette sociabilité au quotidien :

– Autour de la maison et du jardin : les fêtes intimes comme les anniversaires ou autres ; les échanges, les cadeaux ; les échanges alimentaires, de plats cuisinés ; les échanges autour de la production de denrées du jardin potager, des boutures de plantes ornementales et de simples (médicinales), d'ustensiles;

– Autour du moulin à farine ;

– Les lieux de rencontre : autour des bars – épiceries ; des fêtes organisées par ces derniers ; le billard ; la télévision ; les apéritifs, etc. ; autour des terrains de football : l'un attendant à un bar – épicerie ; l'autre sur le domaine d'une famille.

– La solidarité et la mobilité des familles où j'exposerai des exemples de solidarité lorsqu'il faut résoudre des problèmes à l'extérieur comme les problèmes de santé, et l'accueil par les parents vivant à l'extérieur du hameau dans des municipes aux structures de soins plus efficaces. J'aborderai également la solidarité en jeu dans le fait de rendre service dans les activités de travail hors agriculture : comme faire le marché (entre ceux qui vendent de porte à porte leur production à Guaraqueçaba le samedi, et la solidarité lorsque l'un d'entre eux ne peut pas le faire, on prend sa production et on prélève un bénéfice sur la vente), ou encore s'occuper de la ferme lors d'un voyage.

### *a) La sociabilité autour de la maison, de l'alimentation et du jardin potager*

C'est essentiellement dans les échanges alimentaires que se traduit la sociabilité au sein des domiciles. On distingue ainsi plusieurs formes d'échanges alimentaires : les échanges caractérisés par le don pour les parents souvent âgés ; les échanges – dons à destination du voisinage ; et la réalisation collective de mets qui conduit à un partage entre les participantes. Pour ce qui est des échanges alimentaires plus masculins, ils tournent autour de l'abattage du bœuf ou du cochon, du don de morceaux de viande et du partage des restes et abats entre les participants. Ici, c'est encore la famille qui est prédominante.

Comme je l'ai déjà décrit, les familles résident sur des territoires déterminés et la proximité de la résidence des parents lorsqu'ils habitent sur le hameau entraîne des échanges alimentaires privilégiés. C'est le cas surtout pour 4 familles : Dias ; les deux noyaux de la famille Pires ; et les Moraes, qui ont toutes les quatre des parents âgés dont, pour deux d'entre elles, seulement la mère (une Dias et une Pires). Ces échanges sont réciproques entre les membres dans le cas des trois premières familles. Pour la famille Moraes, c'est une des filles qui donne des denrées à ses parents âgés et handicapés.

La mère/grand-mère veuve de la famille Dias fait l'objet de don de la part de ses fils, de ses belles-filles et de ses petit(e)s-fil(le)s. Il est commun qu'on lui donne une part d'un plat cuisiné, un morceau de viande de chasse ou d'une viande issue de l'élevage. Elle reçoit également des mets réalisés par les belles-filles et petites-filles comme des confitures ou de la farine de manioc. Elle habite à côté de la cabane qui fait office d'atelier de transformation de la farine et qui lui appartient, où tous les membres de la famille peuvent réaliser la farine de manioc, des confitures, ou torrifier le café. Elle participe souvent aux activités qui ont lieu dans cette cabane et, elle-même, donne à sa famille le café non torréfié qu'elle produit et dont elle est très fière.

La veuve Pires, quant à elle, vit sous le même toit qu'un de ses fils et ils partagent toute leur alimentation. Elle reçoit aussi de ses deux autres belles-filles les mets qu'elles préparent à l'occasion de la fabrication de la farine de manioc ou autres. C'est surtout une de ses belles-filles Eva qui, en bonne cuisinière, réalise des mets traditionnels comme des galettes à base de farine de manioc – friandises dont elle lui fait bénéficier. Elle l'invite souvent pour le déjeuner ou le dîner et lui donne des parts de gâteaux ou de plats à ramener chez elle, juste en face.

Les parents Moraes reçoivent de leur fille, qui est leur voisine, du riz, de la farine de manioc nécessaire à l'alimentation hebdomadaire, du poisson et de la viande que leur fille

ramène de Guaraqueçaba au retour de son marché. Elle leur fournit ainsi une large part de leur alimentation pour leur venir en aide.

Le couple Pires du Coqueiro, quant à lui, reçoit exceptionnellement des denrées de leur fille et donne souvent à leurs enfants les abats de la viande de bœuf lors d'abattage, j'y reviendrai plus en détails.

Lorsque les parents âgés maintiennent une activité productive, l'échange est ainsi réciproque. Cependant, les échanges font là encore l'objet de préférences, d'exclusivité en fonction des affinités et des goûts culinaires des uns et des autres pour la cuisine. Les deux cordons bleus des familles Dias et Pires, qui sont en fait des filles Barreto, excellent dans la réalisation de mets traditionnels et autres plats qui font l'unanimité des gourmets. Je présenterai plus amplement ces deux cas car elles organisent des séances collectives de préparation culinaire à de nombreuses occasions.

Les échanges alimentaires peuvent aussi avoir lieu avec le voisinage et entre amis, pourtant je n'ai que peu observé cette pratique. Elle est surtout développée autour des familles venues habiter récemment dans le hameau. Ainsi, Maria-Antônia S. B. donne facilement à ses voisins un morceau de gâteau ou un bout de viande chassé par son époux. Avant qu'ils ne déménagent pour la ferme où son époux est employé, elle privilégiait ainsi ses proches voisins A. Dias, L. Martins, ainsi que la famille Roecher de résidence récente également, et lorsqu'elle rendait visite à l'épouse Mendes à l'entrée du village, dont la famille est issue du même hameau que son époux. Notons aussi le cas d'une adepte de l'Église Assemblée de Dieu qui donne régulièrement des denrées à la femme du pasteur depuis leur installation au milieu de l'année 2003. Elle leur a donné depuis leur arrivée du riz, du haricot, de la viande de chasse, des gâteaux.

Alors que le travail de Edna FRANCISCO sur le hameau de Rio Verde témoigne d'une grande sociabilité autour du don ou de l'échange alimentaire, cette pratique apparaît moins développée sur Batuva (FRANCISCO, 2003). En effet je n'ai que très peu observé ces échanges sur le hameau. Les informateurs eux-mêmes témoignent qu'il est peu commun de donner ou d'échanger de la nourriture cuite ou cru, hormis avec les parents comme je viens de le décrire et sous forme exclusivement de don ou en échange de l'utilisation de l'atelier de transformation de farine, utilisé également pour la réalisation de confiture ou pour la torréfaction de café. Cette pratique a lieu surtout lorsque les femmes réalisent à plusieurs des mets comme des confitures (de papaye surtout, mais aussi de goyave ou de banane), du jus de canne à sucre (*garapa*), et des biscuits ou galettes à base de farine de manioc comme les *biju*,

ou les *bereréca*, *coruja*<sup>55</sup> (Cf. glossaire). Ces trois derniers mets sont préparés sur le four en cuivre en général utilisé pour la farine de manioc. Ce sont surtout les deux sœurs Barreto, épouse Pires pour l'une et Dias pour l'autre, qui réalisent ces préparations. Il y a aussi L. G. Barreto qui accompagne souvent Eva Barreto Pires dans cette activité.

Les deux sœurs Barreto ont appris à réaliser ces mets avec leur grand-mère Domingas Tubanelli. Ce sont des mets qui demandent de longues heures de travail et il faut être au moins deux pour les préparer. Le plus souvent c'est Eva qui organise l'activité et invite soit sa sœur soit sa belle-sœur pour l'occasion, tous les 2-3 mois, et quand elle fait de la farine de manioc. Il n'y a qu'elles qui au sein du hameau réalisent ainsi ces activités de manière collective et régulière. Ces galettes étaient auparavant réalisées en grande quantité à l'occasion des grands travaux agricoles qui réunissaient les camarades et pour les *mutirões* afin d'être apporter sur les champs lors des récoltes le plus souvent. Les femmes participant à la récolte n'avaient pas le temps de préparer tous les repas et préparaient ainsi à l'avance pour être plus disponibles pour les travaux des champs. Eva raconte :

*"On les faisait à l'époque de la récolte du riz. Avant, on tuait un cochon, on préparait le couscous [gâteau de semoule], le biju, en grande quantité, assez pour les camarades, quand arrivait l'époque de la récolte, on les préparait pour avoir l'accompagnement tout prêt pour le café. Parce que les femmes allaient aussi au champ récolter et pour que tout soit prêt quand on faisait le mutirão."*

Elle raconte encore qu'à cette même période, les femmes faisaient le "*picadinho de carne de porco*" pour les repas sur les champs. Cette recette consistait à faire revenir des petits morceaux de porc puis de les mélanger au riz, et cuire le riz avec les morceaux de porc préalablement frits, un peu comme un risotto. Les femmes cuisinaient cela sur le champ dans des boîtes de conserves de 20 litres récupérées à partir d'emballage de boîtes d'huile, de peinture ou de biscuits. Il n'y avait pas de marmite à l'époque et l'on cuisinait ainsi sur le champ au feu de bois et il fallait être très vigilant, surveiller afin que la boîte ne prenne pas feu. Elle explique enfin que :

*"Cela ne se fait plus depuis que l'on ne plante plus autant comme avant, que les plantations ont diminué après l'arrivée de l'IBAMA et de la protection. Aujourd'hui, les petits producteurs ne plantent plus que pour manger et non plus pour le commerce, car ils acheminaient leur production de riz, de maïs et de cochon sur des canoës à rames jusqu'à la baie voir même jusqu'à Paranaguá. Ils amenaient 30 à 40 sacs de riz ainsi car ils plantaient 3-4 alqueires et ils avaient besoin de monde pour la récolte."*

---

<sup>55</sup> Le *biju* de riz est une galette salée. La *bereréca* sucrée est un gâteau à base de manioc râpé. La *coruja* est une pâte à base de manioc, de graisse de porc, d'œufs et de sel et de poivre.

Il en était ainsi pour presque toutes les familles. Aujourd'hui, même si on ne réalise plus ces grands champs et ces grandes activités collectives que représente la récolte du riz, certaines femmes comme Eva, Conceição et Leozilda perpétuent la réalisation de ces mets avec la farine de riz ou de manioc car elles les apprécient et aiment se retrouver autour d'une activité qui représente le passé, le plaisir lié au passé, le goût du passé et le goût des plats anciens. Au sein du hameau, la persistance de la réalisation de ces plats est l'apanage de ces trois femmes, autour de l'une d'entre elle surtout.

La réalisation des confitures réunit également plusieurs femmes et fait l'objet d'échanges et de dons. C'est surtout le cas pour les confitures préparées au four de cuivre de l'atelier de farine comme notamment la confiture de papaye faite avec du jus de canne à sucre. La canne à sucre est d'abord battue avec un morceau de bois pour la ramollir puis broyée entre deux billots de bois qui font pressoir et tournés à la force des bras. C'est là encore l'occasion de réunir plusieurs personnes qui sont généralement apparentées. On récupère un peu du jus de la canne que l'on boit frais fait et que l'on donne aux personnes alentours : enfants, parents, grands-parents. Ensuite, il faut couper en morceaux les papayes et les mélanger au jus de canne dans la vasque du four. Puis, on doit remuer sans interruption le mélange qui cuit jusqu'à l'épaississement de la confiture. Une demi-journée de travail est nécessaire pour toute cette préparation que l'on fait une fois dans l'année et où plus de 30 kg de confiture sont réalisés. C'est là encore le plus souvent une femme Barreto épouse Dias qui organise l'activité et qui demande de l'aide auprès de ses nièces et belles-sœurs. Enfin, elle partage équitablement la confiture et en donne à sa belle-mère. Ce sont encore et toujours les mêmes femmes qui organisent ces activités de manière collective basées sur l'échange et le plaisir culinaire.

Il en de même pour l'utilisation du four à pain qui fait l'objet d'un partage. Eva est la seule à posséder un four à pain en brique dans le hameau et elle y fait souvent du pain et des gâteaux. Sa belle-sœur Leozilda profite généralement de l'occasion pour elle aussi enfourner ses pains dans le four chaud. Elles y rajoutent après la cuisson du pain des gâteaux de banane.

Un autre exemple marquant de la sociabilité autour de l'alimentation et de la cuisine est celui du cas particulier du "*rancho no centro*". Comme je l'ai déjà abordé dans la sociabilité des activités agricoles, une famille a construit bien loin du hameau plus au nord une maison sur un site éloigné et caché où elle réalise ses champs annuels de riz et de maïs surtout. Construite en 1999, cette maison en bois permet à la famille élargie de rester sur place

durant les périodes nécessaires, notamment pendant toute la durée des semailles et des récoltes, alors qu'auparavant, les membres de la famille devaient faire l'aller-retour chaque jour avec plus de deux heures de marche à chaque trajet. La particularité se trouve dans le fait que la cuisine de ce ranch est équipée aujourd'hui de deux cuisinières – elle en avait trois un an avant ma venue. Les deux coins de la cuisine ont chacun une cuisinière à bois ainsi que des étagères respectives. Chacune appartient à une femme en particulier : la mère et la belle-fille. La mère explique que c'est comme si chacun était chez soi, à la maison, chacune avec sa cuisine et ses denrées. Cette année la cuisinière de la belle-fille était en fait celle de la fille l'année précédente. Chacune dispose également de ses casseroles, et comme elles sont petites, il faut cuisiner de nombreuses casseroles de riz pour nourrir toute l'équipe qui participe à la récolte. La mère explique qu'elle et sa belle-fille ont des habitudes de cuisine différentes et aiment faire leurs affaires seules : "*c'est meilleur ainsi*", dit-elle. Au moment des repas elles partagent tout sur la table pour tout le monde. Ce sont les deux mêmes gendres dont j'ai parlé tout à l'heure qui ont construit la maison et ce sont le père et le fils qui ont construit le coin cuisine. C'est aux alentours du ranch que le père, les fils et les gendres font leurs champs de riz annuellement – même si l'un d'entre eux fait parfois le sien plus proche du hameau.

Les fêtes comme les anniversaires sont peu réalisées dans le hameau, la plupart des familles étant "*crentes*", croyantes des Églises Pentecôtistes, où les fêtes sont interdites. C'est encore les familles catholiques et presbytériennes qui réalisent ces petites fêtes et invitent surtout la famille et les voisins autour d'un gâteau et du jus de fruit. Ces moments conviviaux restent intimes et ne réunissent pas toute la communauté.

La fête qui réunit la communauté dans son ensemble est la fête des enfants, le 15 octobre. C'est dans l'enceinte de l'école primaire que l'on organise un grand goûter et des jeux où les adultes participent et sont mis en scène par les professeurs autour d'activités ludiques.

Les denrées du jardin potager, lorsque la production est conséquente, font également l'objet de dons spontanés aux personnes de foyers apparentés et aux voisins. On se donne de la salade, du chou essentiellement. Le potager englobe aussi les simples et ils sont aussi offerts ou donnés quand quelqu'un de la famille ou un voisin en a besoin pour des petits maux quotidiens comme les maux de tête, de gorge, de la fièvre, ou des diarrhées. Pour les simples, le don dépasse largement le cadre de la famille et du voisinage proche puisqu'il est commun d'aller demander à quelqu'un dont on sait qu'il a une plante particulière, quelques feuilles

pour faire des tisanes. Les personnes peuvent aussi demander des boutures de plantes qu'elles soient ornementales ou médicinales.

Enfin, la sociabilité est aussi en jeu lors de l'abattage du cochon ou du bœuf – même si le plus souvent, la viande est destinée à la vente. L'abattage et le découpage du cochon ou du bœuf demandent de la main d'œuvre. Là encore, c'est la famille qui s'en charge exclusivement. Ce sont surtout certaines familles qui réalisent ces activités, celles qui ont des élevages bien sûr, mais aussi celles qui se sont spécialisées dans cette activité rémunératrice. C'est le cas de certaines familles Dias qui tuent aujourd'hui le cochon et le bœuf, mais dont deux d'entre elles préfèrent vendre le bétail vivant ; quant à la troisième famille Dias, elle abat elle-même et vend la viande au kilo ou à l'arrobe qui équivaut à 15 kg. C'est aussi le cas de la famille Pires du Coqueiro qui tue des bœufs plusieurs fois dans l'année pour faire le commerce de la viande. Occasionnellement d'autres familles tuent un cochon pour la consommation ou le commerce, ou un bœuf à l'occasion de la préparation d'un mariage par exemple et/ou de la nécessité de trouver des ressources pour l'organisation d'une fête. J'ai pu aussi assister à des abattages et des ventes de viande de porc de la part de la famille Paiva et Pontes Dias et de bœuf par la famille Schneider.

Abilio Pires réalise cette activité en compagnie de ses fils à qui il donne par la suite les abats (tête, queue, tripes, foie, etc.). Et, s'ils le peuvent, ils lui achètent aussi des morceaux de viande. Cet homme achète le bœuf vivant à la famille Dias le plus souvent et il les paie après la vente de la viande. Il réalise ainsi un bénéfice d'environ 100 Reais soit presque 34 Euros. Fin 2003, deux enfants d'Abilio, Maria Olinda Pires Pontes et Domingo C. Pires, ont acheté un bœuf au beau-père de Maria Olinda. C'est Abilio et ses deux enfants qui ont tué le bœuf. Maria Olinda a gardé la moitié du bœuf et l'autre moitié a été vendue au bénéfice de Domingo. Maria Olinda (à qui son appartenance à l'Église catholique n'interdit pas d'organiser des réjouissances) a ainsi réalisé un grand barbecue pour sa famille et ses amis pour fêter sa réussite au concours d'institutrice. Domingo a donné à son père 8 kg de viande pour le remercier de les avoir aidés.

Lorsque Mario Dias tue un cochon, il donne les abats à ceux de la famille qui l'ont aidé – c'est le cas de sa nièce Ivanira qui en mai 2003 a reçu un morceau des tripes, et du foie – et il offre aussi des morceaux de viande, 1 à 2 kilos, aux autres personnes de la famille même si elles ne l'ont pas aidé : ses frères et neveux - nièces. Il donne aussi un morceau de viande à sa mère qui réalise le *tocinho* : elle sale des morceaux de viande avec leur graisse et



les laisse sécher au-dessus de son four à bois. Mario vient ensuite en manger un peu car il est très friand du *tocinho* de sa mère.

Servino Dias, quant à lui, lorsqu'il tue le bœuf, donne 2 kg aux personnes qui l'aident, souvent ses fils, ses 2 gendres et ses frères, ainsi que parfois Gilmar R. le garde de la fazenda Madezatti qui connaît bien les animaux et vient les aider (il a été élevé dans une ferme et a appris avec un vétérinaire à s'occuper des animaux). Servino garde pour lui 15 kg et vend le reste.

Une fois par an, Argeu Xavier tue un bœuf, et il fait toujours appel à son voisin Oswaldo Constantino pour l'aider et à qui il donne 3 kg. Il vend le reste et garde quelques kilos pour sa consommation.

Donnons encore l'exemple de Irzo Pires qui fait castrer ses cochons par Gilmar R. Ce dernier ne lui demande rien en paiement, mais lorsque Irzo tue un cochon il le rétribue pour le service rendu par 2-3 kg de viande. Les exemples de dons lors de l'abattage du cochon ou de bœuf sont nombreux et j'en ai donné ici les principaux, ceux qui se révèlent être le plus illustratifs du don et du contre-don.

La sociabilité autour des activités quotidiennes comme je viens de l'exposer montre en grande partie l'importance des réseaux familiaux que ce soit pour les échanges qui sont d'ordre alimentaire, autour de la maisonnée, du jardin potager ou pour l'abattage des animaux. De même, le voisinage tient une place non négligeable et enfin le réseau des familles de résidence récente apparaît aussi comme structurant les relations d'affinités et ainsi une forme de sociabilité structurée autour de ces familles un peu à part dans le hameau. Les liens de parenté sont forts dans la sociabilité au quotidien comme dans les autres formes de sociabilité et les familles récentes ne sont pas exclues mais sont en quelques sortes en retrait des réseaux apparentés plus fermés et elles ont ainsi mis en place une sociabilité singulière qui fonctionne comme un réseau familial distinct.

Les réseaux de sociabilité autour des moulins de farine de manioc vont comme je vais le montrer maintenant conforter ces premières analyses.

## ***b) La sociabilité autour des moulins à farine et des fours de cuivre***

La communauté dispose de plusieurs moulins ou ateliers de farine de manioc<sup>56</sup>. Ce ne sont pas des moulins à proprement parler mais des cabanes qui renferment un atelier de transformation du manioc composé d'une râpe manuelle ou motorisée, d'un pressoir, et d'un four à bois surplombé d'une vasque en cuivre.

C'est presque chaque grande famille qui possède un atelier. Ils sont au nombre de 9 sur le hameau : l'un étant dans l'enceinte de la fabrique de transformation de banane et appartenant à l'association des producteurs du hameau. Les huit autres appartiennent aux familles, l'un d'entre eux, comme en témoigne la figure suivante, était hors service durant mon terrain, celui de la famille Gonçalves Da Silva, et allait faire l'objet d'une reconstruction prochaine. De même, Diniz Barreto avait tout le nécessaire pour en construire un et il se concentrait dans la finition de sa maison et de son atelier de farine afin de pouvoir ensuite l'aménager. Ce dernier n'apparaît donc pas dans la figure. Il reste donc sept ateliers qui appartiennent aux familles, répartis comme suit : Iolando Pontes, Orzelino Pontes, Maria Soares Dias, Nelson Pires, Manoel Cunha, Oswaldo Constantino, Doracino Mendes.

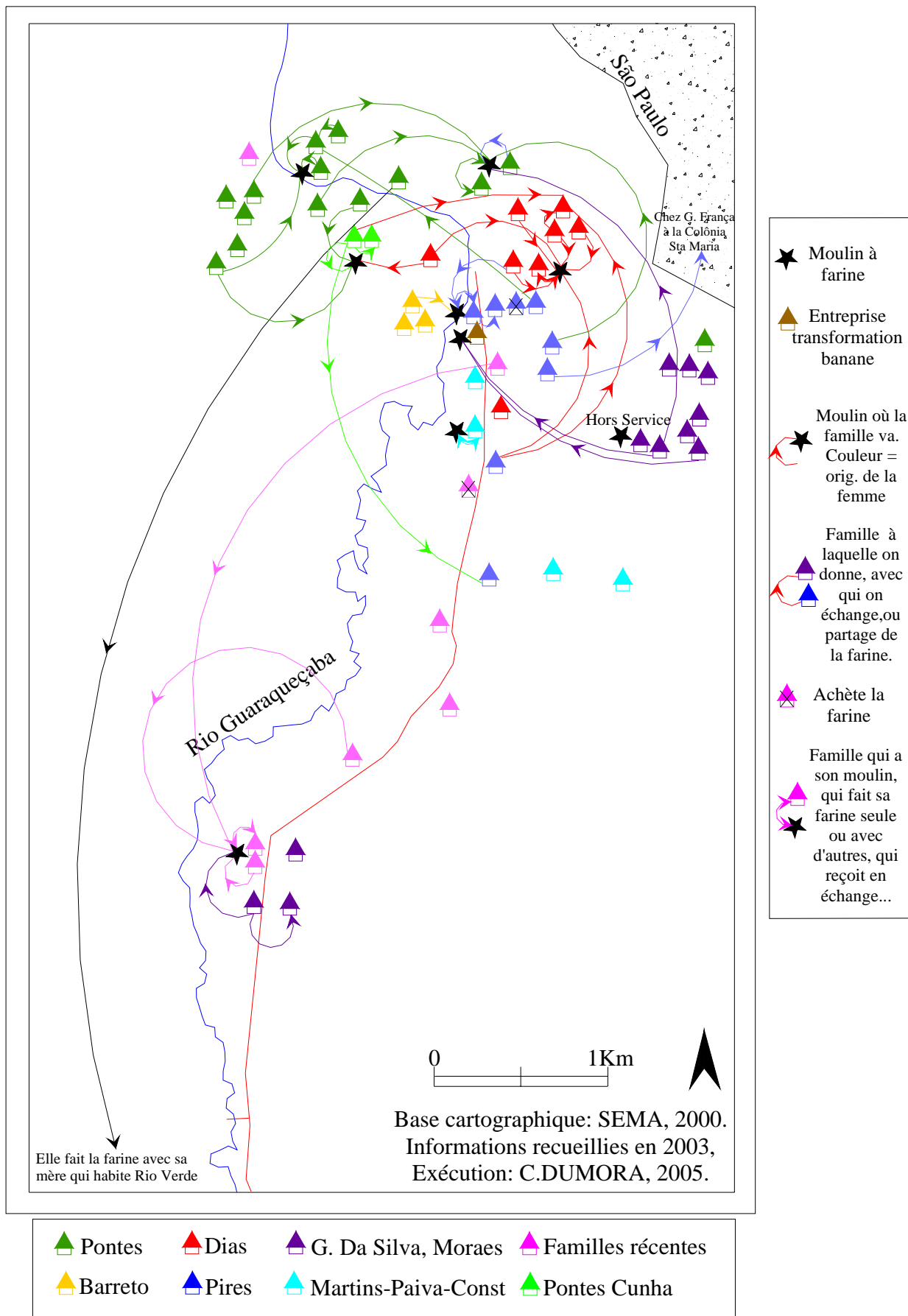
L'atelier de farine de manioc de l'association date de 1999. C'est avec un projet financé par le Programme *Paraná 12 menses* (voir chapitre 2-3) qu'ils ont pu le construire. Ce projet a été défendu par l'organisme EMATER de promotion à l'agriculture familiale. Ainsi, on leur a fourni tout le matériel nécessaire pour la construction, et ce sont les propres adhérents de l'association qui ont réalisé la construction. Sauf qu'il avait été omis dans le budget le matériel pour construire le toit. Bon an mal an, ils ont réussi à construire le local et le petit atelier attenant à la fabrique de transformation de banane. Pourtant, celui-ci n'est pas au point, avec du matériel inadapté lors de la construction et après plusieurs tentatives, les habitants ont vite abandonné son utilisation. J'ai pu assister à deux utilisations au début de mon terrain en 2001. La première fois c'est autour d'une famille Gonçalves da Silva et d'une famille Xavier que la farine a été faite collectivement. Les deux familles ont mis en commun leur manioc. Elles ont ensemble nettoyé et épluché les tubercules dans le jardin de Argeu S. Xavier. Puis ils sont allés à la fabrique utiliser pour leur première fois le matériel. C'est Delfina G. Da Silva, la belle-sœur de la famille G. Da Silva en question, qui s'est occupée de

---

<sup>56</sup> La réalisation de la farine de manioc : peler le manioc, le laver, le râper, le presser dans la presse, presser petit à petit afin que la pâte de manioc perde tout son jus. Le liquide est le *Mandiqueiro*, c'est ce liquide qui est toxique. Puis, mettre la farine de manioc au four de cuivre, mélanger sans cesse avec une spatule jusqu'à diminution de la farine, on tire ainsi toute l'humidité.

râper le manioc, car la râpe à moteur s'avère être très puissante et relativement dangereuse à qui ne serait pas expérimenté. La râpe est particulièrement efficace et rapide. Le four qui sèche le manioc est totalement motorisé et complètement différent des méthodes habituelles. Le four en fer dispose d'une pale métallique qui tourne automatiquement et chauffe en même temps. Ainsi, la farine se brasse et se fait presque seule durant de longues heures de cuisson. C'est toute la difficulté de trouver le moment de cuisson juste. C'est un équipement et une technique très différents du mode de faire traditionnel, d'où les réticences manifestées à l'utiliser. De plus le mécanisme n'est pas totalement au point et se casse facilement, les bois qui fixent le four chauffent également et sont ainsi fragilisés. Lors de cette séance de réalisation de farine, il leur a fallu toute l'après-midi pour préparer le manioc puis toute la nuit pour faire cuire la farine. Les participants ont ensuite divisé en deux la production finale de farine et chacun a donné quelques kilos à Delfina pour son aide. C'est la seule occasion où ces deux familles se sont réunies pour faire ensemble la farine à l'atelier de l'association. D'ailleurs c'est la seule fois qu'ils ont utilisé respectivement cet atelier à farine.

Les autres ateliers de farine du hameau présentent presque tous les mêmes caractéristiques avec quelques variantes. Tout d'abord, ils se composent d'une râpe fonctionnant soit manuellement avec un système de roue et de poulie soit avec un moteur. Les familles disposant d'une râpe à moteur sont : Orzelino Pontes, Nelson Pires, Doracino Mendes, Oswaldo Constantino. Les familles de Iolando Pontes, Maria Soares Dias et Manoel Cunha ont une râpe manuelle. Le pressoir se fait en mettant la pâte de manioc ainsi râpée dans un *tipiti*, un panier lâchement tressé, et pressé soit à l'aide d'une large vis de bois soutenue par une structure en bois et qui par rotation à l'aide d'un manche descend et vient presser sur le *tipiti* lui-même posé sur une planche, soit dans le même principe avec un balancier et une grosse pierre qui vient se faire pression sur le *tipiti*, faisant ainsi couler le liquide nocif du manioc. Enfin, le four est composé d'une structure cylindrique en brique avec une niche où l'on prépare le feu de bois, le tout surmonté d'une vasque en cuivre posée sur la structure. Le plus souvent on mélange avec une spatule manuellement. Seuls Nelson Pires et Orzelino Pontes disposent d'un système mélangeur avec une pale qui est actionnée avec, là encore, un système d'engrenage. Le moteur pour la râpe facilite le travail et diminue considérablement le temps de travail. Le système du mélangeur permet de moins se fatiguer également (Cf. annexe).



**Figure 45** : Croquis des échanges autour des ateliers de farine.

Aide Pontes, l'épouse de Orzelino a gagné son atelier dans le cadre d'un tirage au sort réalisé par l'organisme de promotion de la petite agriculture l'EMATER en 1993. L'EMATER lui a fourni le moteur de la râpe, et tout le matériel de construction à savoir les briques, la vasque en cuivre, les tuiles, le bois, le ciment, les câbles électriques. Et, c'est Orzelino qui a construit l'atelier. Il y a eu deux gagnants sur tout le municípe, Aide et une autre personne du hameau de Tagaçaba. Aide fait environ 20 kg de farine tous les mois, et cela lui prend toute une journée de travail avec son mari. Il lui arrive aussi de laisser son beau-frère et sa belle-sœur utiliser l'atelier pour leur usage personnel. Par la suite, ils lui donnent la moitié de la production lorsqu'ils utilisent le manioc d'Aide pour réaliser leur farine et seulement quelques kilos lorsqu'il s'agit de leur propre manioc. Ils mettent aussi leur moulin à disposition de la sœur de Orzelino qui vient faire de la farine avec sa fille mariée à un Pires du Coqueiro, comme en témoigne la figure ci-dessus. Dans ce cas, Aide prête son moulin et généralement ne reçoit rien en retour.

L'atelier de Maria Soares Dias sert à toute la famille Dias qui vient régulièrement y faire de la farine. Sur la figure précédente on remarque deux domiciles extérieurs à la famille Dias qui l'utilisent, ce sont en fait des filles Dias épouses d'autres familles qui viennent faire également leur farine dans ce moulin. A chaque fois que la farine est prête, Maria S. Dias reçoit plusieurs kilos en don. Ivanira Dias m'a raconté qu'en août 2003, elle a fait de la farine avec son frère Beto et sa sœur Xica D. Xavier. Ils ont fait 61 Litres de farine. Ils avaient commencé à 17H et ont terminé à 2H du matin. La grand-mère a reçu 3 litres de farine, la mère a aussi reçu 3 litres, Beto et Xica ont partagé entre eux deux 50 litres. Mais Ivanira n'a quant à elle reçu que 5 litres. En fait, elle était partie vers 22H pour aller chez son oncle qui habite à côté de l'atelier pour regarder une série à la télévision. Son frère était furieux qu'elle les ait laissés ainsi et en conséquence elle n'a reçu qu'une petite partie de la production.

L'atelier de farine de Nelson Pires est utilisé par son épouse Eva en compagnie soit de sa sœur Conceição soit de sa belle-sœur Leozilda. Elle fait la farine tous les 2 mois, le plus souvent avec Leozilda. En général elles produisent ainsi 20 litres de farine soit 10 kg et elles se partagent chacune une moitié. De plus comme nous l'avons déjà vu c'est aussi l'occasion de préparer les galettes traditionnelles.

Manoel Cunha possède un atelier de farine avec son fils Haroldo. Ce dernier a reconstruit la cabane en 2003 en bambou et en paille. Haroldo avec son épouse et sa mère font de la farine tous les 2 mois, voire tous les mois, Manoel et son épouse en consommant beaucoup. Ils partagent ainsi la production en deux. Niuza, l'épouse d'Haroldo en fait aussi avec ses sœurs soit Ivanira ou Xica. Et elles se partagent là encore la production. Izael Pontes

vient aussi utiliser, avec son épouse, le moulin de Manoel pour sa propre production, avec une petite rétribution sous la forme d'un ou deux kilos de farine donnés à Manoel.

L'atelier de farine de Iolando Pontes est utilisé par lui-même et son épouse, par son fils vivant sous le même toit, Américo. Et, comme l'épouse d'Américo est la fille de Izael Pontes, ce dernier se joint régulièrement à eux, partageant ainsi la production. Il y a aussi Arnaldo, le frère de Iolando, qui utilise le moulin avec sa fille Marcia Pontes épouse Pires, comme le signale la figure 45. Celle-ci vient aider ses parents à faire la farine et repart avec une partie de la production.

Oswaldo et Zoraide Constantino font leur farine dans la cabane qui fait également office de cuisine avec un feu de bois. C'est un de leur fils qui a construit la râpe à moteur et c'est en famille avec leurs enfants qu'ils font la farine. Zoraide fait aussi les confitures, seule avec ses enfants dans sa cuisine.

L'atelier de Doracino Mendes est utilisé par lui-même et son fils. Iolanda Moraes et son fils, ses voisins réalisent aussi la farine chez lui, ainsi qu'un autre voisin Luis Pereira Dos Santos. Doracino leur prête son atelier sans rien demander en retour. Iolanda et Luis lui donnent parfois quelques litres. Il arrive également que Iolanda et Doracino réalisent la farine ensemble afin de partager le travail, et la production par la suite.

L'utilisation des différents ateliers à farine fait ainsi l'objet d'échange et de sociabilité entre des familles le plus souvent apparentées et entre des familles de résidence récente ou voisines. La proximité est un facteur de l'utilisation des ateliers mais également les affinités comme en témoigne bien le dernier exemple cité. On aperçoit aussi sur la figure des échanges autour des moulins, une femme épouse Pontes qui va sur Rio Verde faire sa farine chez ses parents, avec sa mère de la famille Gonçalves. De même on remarque à partir de cette description que les échanges, le partage de la production entre les protagonistes et le propriétaire de l'atelier répondent à des règles précises d'équité et de justice, d'une évaluation tacite du travail fournis, du don par le contre-don et de sa symbolique dans le maintien des relations de sociabilité. On observe également que c'est autour des ateliers de farine que les réseaux de sociabilité s'entrecroisent avec plus de faciliter.

Je vais à présent étudier le cas des lieux de rencontres du hameau qui sont à priori des lieux plus ouverts, en dehors des sphères domestiques et familiales.

### *c) Les lieux de rencontres*

On rencontre à Batuva d'autres lieux où les relations de sociabilité se développent. C'est le cas des bars qui font aussi office d'épicerie. Ils sont au nombre de deux sur le hameau. Le premier appartient à Antônia Pontes Dias et le second à Norival Xavier Pires. Ils sont situés tous deux en bordure de la piste principale.

La famille Pires détient ce bar-épicerie depuis 1956. Tout d'abord c'est le père Umberto Pires qui l'a créé devant sa maison. Puis son fils aîné a repris l'activité quand il s'est marié et a construit sa maison, où il a fait le bar-épicerie, entre 1972 et 1992. A la naissance de son fils il a ensuite arrêté l'activité. Enfin son frère cadet a reconstruit un autre bar – épicerie devant sa maison.

Le second bar-épicerie existe depuis 1998 ouvert par Antônia P. Dias après s'être installée avec le chauffeur de bus de la ligne Batuva-Guaraqueçaba, dans la maison de son concubin. Puis en 2002 elle a fait construire un nouveau bar-épicerie attenant à son habitation en bordure de la route principale à quelques mètres de son ancien négoce<sup>57</sup>.

Ce sont surtout les hommes qui viennent s'y retrouver le soir après le travail pour boire une bière ou une *pinga*. Les jeunes garçons viennent aussi pour jouer au billard. Antônia Dias organise aussi des soirées avec bal plusieurs fois dans l'année où se retrouvent les catholiques. Les bals se déroulent jusqu'à 3 heures du matin et ont lieu surtout au moment de la récolte du riz au mois de mai et l'été aux alentours de Noël.

Les deux bars disposent aussi d'une télévision où l'on peut assister au journal national le soir et aux séries télévisées qui suivent. Faisant aussi l'épicerie, on y vient surtout pour acheter les denrées qui manquent occasionnellement entre deux allers-retours à Guaraqueçaba, où toutes les familles du hameau vont régulièrement faire leurs courses. Les familles ont une ardoise à l'épicerie d'Antônia, qu'elles viennent solder tous les mois. Les bars-épiceries sont les lieux privilégiés où l'on parle des problèmes du quotidien, de la politique du pays, de Guaraqueçaba, et où l'on donne des nouvelles. Il est cependant rare d'y voir des femmes, hormis occasionnellement des femmes catholiques de la famille Pontes. Les enfants viennent aussi à la sorti de l'école y acheter des bonbons ou la commande que leur mère leur a dit de rapporter après la classe.

Le deuxième lieu de rencontre privilégié tourne autour des terrains de football. Là encore ils sont au nombre de deux sur le hameau : l'un attenant au bar de Norival Pires et le

---

<sup>57</sup> Il y a eu d'autres bars – épiceries sur le hameau dans les années 1970-1980 : un de Alerino Dias, un autre de Liberato Barreto et enfin un de Lino Xavier qui lui n'a duré que 2-3 ans.

deuxième situé sur le territoire des Barreto. Celui de Norival Pires est officiellement celui où l'on organise les tournois, alors que celui des Barreto est moins fréquenté et est surtout utilisé pour les moments de détente des enfants Barreto et de leurs amis.

Les tournois ou les matchs de football réunissent les jeunes du hameau ainsi que les moins jeunes, qu'ils soient catholiques ou presbytériens. Toutes les familles du hameau sont ainsi représentées car le plus souvent les jeunes adolescents de sexe masculin, même de familles *crentes* pentecôtistes, ne font pas partis eux-mêmes de ces Églises. C'est l'occasion pour certaines femmes de vendre des pop-corn, des sorbets, des beignets de poulet ou de palmier. La période la plus propice pour ces jeux se situe après l'hiver et surtout l'été entre octobre et janvier. Les équipes s'entraînent pour ensuite disputer des tournois dans les autres hameaux de Guaraqueçaba et au bourg.

Les moments de loisirs qu'ils soient autour d'un verre au bar, sur le terrain de football ou au bal, mettent en jeu des relations qui dépassent les réseaux familiaux même si cependant ils réunissent surtout les hommes. Les femmes catholiques peuvent aussi participer aux bals, mais toujours accompagnées du mari ou des parents alors que les hommes peuvent y aller seuls.

Edna FRANCISCO dans son étude sur le hameau voisin de Rio Verde montre que les loisirs y sont beaucoup plus fréquents. Les bals sont réguliers et réunissent les catholiques de Rio Verde mais aussi les jeunes garçons de Batuva, des familles de Utinga, et de Taquari. Les jeunes adolescents de parents évangélistes y participent aussi, tout comme à Batuva. La dynamique des bals de Rio Verde présente des spécificités différentes de ceux de Batuva. Tout d'abord ils sont plus fréquents, réunissent plus de personnes et notamment plus de femmes. Ces dernières restent retranchées dans une salle-cuisine attenante à la salle du bar et attendent d'être conviées par les hommes pour danser. Elles ne restent pas au comptoir du bar réservé aux hommes (FRANCISCO, 2003 : 111-112). A Batuva, il n'y a pas de salle qui fait cet office, et les femmes restent dans le bar, proches du comptoir ou assises sur les bancs qui sont disposés tout autour du bar. La population du hameau de Rio Verde étant à dominante catholique et préservant une identité catholique forte, au contraire de Batuva, la configuration et l'organisation des bals y sont aussi différents et singuliers. De plus Rio Verde s'enorgueillit d'avoir des bals où l'on fait bien la fête et où l'on danse jusqu'à l'aurore.

Il en est de même pour le football où le hameau de Rio Verde se démarque des autres de la vallée car il est le plus dynamique dans cette activité, organisant des championnats intercommunautés. Edna FRANCISCO remarque que les tournois permettent une certaine rupture dans les tensions quotidiennes générées par des conflits entre les différentes familles



et que la sociabilité vécue lors des jeux met en suspension ces tensions, et promeut l'intégration de tout un chacun au sein de la communauté (FRANCISCO, 2003 : 113). On retrouve effectivement cela à Batuva où le football fédère toutes les familles du hameau autour du jeu loin des tensions et des conflits divers entre les personnes.

La sociabilité et la solidarité peuvent prendre encore d'autres formes, spécialement lorsque les personnes doivent se déplacer à l'extérieur de la communauté pour diverses raisons. C'est ce que je vais montrer à présent.

#### *d) Solidarité et mobilité des familles*

Pour faire face à des problèmes qui ne peuvent être résolus à Batuva, en particulier ceux qui touchent à la santé, les familles savent chercher des recours à l'extérieur. C'est ici que la large ouverture des réseaux familiaux bien au-delà des limites du hameau, notée précédemment, joue un rôle important. Grâce aux appuis et aux relais qu'elles peuvent ainsi trouver au bourg de Guaraqueçaba ou même dans une grande ville de l'État du Paraná ou de São Paulo, les personnes concernées ont la possibilité de se déplacer et de rester pendant le temps nécessaire près de l'endroit où elles trouveront le service dont elles ont besoin. Dans certains cas même, des gens du hameau qui, pour une raison ou une autre, ne trouvent plus à Batuva les conditions de vie qu'elles souhaitent déménagent vers des municipes où ils ont de la famille. La mobilité est de règle et le territoire du hameau ne constitue aucunement un espace clos. Ainsi, loin d'être isolés, les habitants du hameau reçoivent ponctuellement ou durablement de l'aide de la famille qui réside à l'extérieur. Les exemples sont nombreux tant dans le domaine de la santé que dans celui du travail ou pour résoudre des problèmes administratifs. Et ce sont toutes les familles de Batuva qui sont concernées par cette solidarité où, là encore, c'est le réseau familial qui prédomine.

Citons les cas de Seu Vicente et de Carlos Paiva qui sont partis en 2003 rejoindre leur famille à Curitiba : le premier du fait de problèmes de santé liés à son âge avancé et, le second, pour faire bénéficier son fils handicapé d'une prise en charge qu'il ne peut trouver qu'à Curitiba. Seu Vicente et Carlos Paiva habitaient à l'Est du hameau, où il fallait plus de deux heures de marche pour rejoindre leurs maisons. Comme dit un informateur : "*Ici il n'y a pas de condition pour rester vieux à la retraite*". Il y a aussi le cas de Luis Martins et de son épouse Alzira qui sont tous deux âgés et sont allés s'installer en 2002, à Cananéia, près de leurs enfants qui vivent là-bas. Ce sont surtout des raisons de santé qui les ont poussés à prendre la décision de déménager et cela a été possible grâce au soutien de la famille à

l'extérieur qui peut les accueillir. Ainsi, provisoirement, les maisons sur le hameau de Luis Martins et de Carlos Paiva ont été habitées par le petit-fils de Luis et la fille de Carlos. C'est encore la solidarité familiale qui prévaut ici.

Eloy Roecher qui s'occupe en métayage de la ferme de son frère et de son cousin, avait, lui aussi, l'intention de déménager fin 2003, pour retourner dans sa ville d'origine, Manoel Ribas au nord de l'État du Paraná, où toute sa famille habite et où il a gardé sa terre. Le travail de la laiterie est lucratif à Guaraqueçaba, mais il espérait une amélioration des voies de communication. De plus, il avait aussi investi dans les plantations de palmier depuis 2000, en partenariat avec un entrepreneur qui possède une fabrique de transformation de cœur de palmier sur Guaraqueçaba, mais ce dernier allait fermer son entreprise car les organismes publics ne lui donnaient plus d'autorisation de coupe de palmier. Eloy est déçu et même si la laiterie est moins rentable à Manoel Ribas car il y a beaucoup plus de production et de concurrence, il estime que c'est tout de même plus accessible, les conditions moins difficiles. Il trouve qu'il a "*assez lutté à Batuva et que cela ne lui rapporte pas autant qu'il l'avait espéré*".

Lorsque des membres de la famille Dias ont des problèmes de santé ou des besoins quelconques d'ordre administratif ou de travail, ils vont à Ribeirão Pires chez leurs parents qui les accueillent à bras ouverts et peuvent ainsi y rester le temps opportun pour résoudre leurs problèmes, cela peut même durer des mois. Pour exemple, prenons le cas de Maria Soares Dias, de son fils Servino et son petit-fils Diones qui ont passé un mois à Ribeirão Pires chez le beau-frère de Maria, en Janvier 2003. Servino avait des problèmes de santé et il s'est occupé de sa santé durant toute cette période, Maria l'a accompagné et en a profité pour faire un bilan de santé. Quant à Diones, il les a accompagnés et a passé son permis motocyclette. Maria Soares a payé tous les déplacements. Diones avec ses économies a pu passer son permis. Et pour leur séjour, ils ont bénéficié de la solidarité familiale. Les soins ont été pris en charge par le système de santé développé du municiple. Cet exemple est singulier mais il est aussi illustratif de nombreux autres exemples similaires, surtout dans le domaine de la santé car les structures de santé sont très précaires à Guaraqueçaba et les familles vont très rapidement se tourner vers Cananéia, São Paulo, Paranaguá ou Curitiba, selon où ils ont de la famille pour disposer de soins de qualité et d'un suivi médical. Des nombreux témoignages recueillis sur les soins à Guaraqueçaba, ce dernier illustre tant d'autres : "*A Guaraqueçaba il n'y a rien, ils laissent les personnes mourir avec des perfusions de sérum*". Aussi, pour des problèmes de santé quotidiens peu graves, ils vont à Guaraqueçaba mais pour des soucis de santé plus importants, c'est dans d'autres municipes où la famille peut les accueillir que les

batuvanais vont se faire soigner. Un autre informateur nous dit qu'au niveau des soins de santé à Guaraqueçaba: "*l'accompagnement est inopérant*".

Citons un autre exemple singulier de la mobilité des familles du hameau vers l'extérieur : Everaldo Cordeiro Pontes et son épouse Ina Da Silva Pontes ont passé plus de six mois en 2003 chez la grand-mère d'Everaldo à Cananéia. Everaldo avait trouvé du travail comme ouvrier chez un artisan maçon. Encore une fois, la famille a pu les accueillir alors qu'ils passaient des moments difficiles à Batuva après la perte de leur nouveau-né en décembre 2002. Ils sont revenus une première fois en avril lors de la récolte du riz, car la mère d'Everaldo et son père se trouvaient à l'hôpital de Paranaguá à cette période, pour des problèmes de santé. Everaldo et ses frères se sont occupés de la récolte. Puis ils sont encore revenus pour replanter le riz et se sont réinstallés sur Batuva fin 2003.

Les familles de résidence récente sur le hameau ont aussi des liens étroits et s'entraident mutuellement. Roberto Schneider a réalisé en 2003 sa plantation de riz sur un lopin de terre dont Gilmar Rossoni est le garde pour un des grands fermiers. De même, une fois par an, Eloy Roecher allait voir sa famille à Manoel Ribas et laissait son activité à Roberto durant son voyage. Ce dernier prenait soin de son cheptel de vaches laitières, les nourrissait, leur tirait le lait avec son épouse et vendait la production à son compte durant l'absence d'Eloy. Cette solidarité des familles récentes fonctionne à l'identique des familles plus anciennes du hameau. Les familles récentes ont ainsi développé une sociabilité propre.

Les réseaux de sociabilité sont ainsi multiples, mais la famille reste un élément structurant et fédérateur de la sociabilité comme j'ai pu le constater.

La sociabilité est aussi en jeu dans une autre activité où la mobilité des personnes rentre en ligne de compte : "*faire le marché*", c'est-à-dire aller à Guaraqueçaba vendre sa production en faisant du porte à porte, le bourg n'ayant pas de marché hebdomadaire organisé. Lorsque la mobilité d'une personne est réduite soit pour des raisons de santé, d'âge ou d'un imprévu qui l'empêche de se déplacer, elle peut faire appel à une autre personne pour le faire à sa place. Cette activité et cette solidarité tournent autour de quelques personnes qui sont les seules à réaliser cette activité. C'est donc un réseau particulier qui s'est mis en place selon les besoins autour de personnes développant une activité identique. Les marchands ambulants de Batuva qui vont vendre le samedi leur production à Guaraqueçaba se connaissent bien, ils se croisent dans les rues du bourg, avec leur brouette, transportant les denrées à vendre. Il y a surtout Delfina Gonçalves da Silva, Abilio Pires, Servino Dias, qui développent cette activité de deux jusqu'à quatre fois par mois. Arzemiro Pires lui aussi a

beaucoup fait ce commerce ambulante le samedi, mais depuis qu'il est tombé malade, il demande aux trois autres personnes citées plus haut de vendre à sa place, et ils partagent équitablement les bénéfices. Plus occasionnellement Aide Pontes et Izael Pontes, une à deux fois par mois au maximum, vont aussi vendre leur production surtout de la farine de manioc. Aide vend aussi du *biju*, les galettes de manioc et, à la période des fruits, des confitures de goyave, banane ou papaye. Irzo Pires vend aussi du manioc et des bananes, mais il vend essentiellement pour deux supermarchés et moins en ambulante. Mais ces derniers ne partagent pas au besoin leur activité avec d'autres personnes.

J'aborderai la question du contenu des stratégies de reproduction matérielle dans le chapitre suivant. Il est intéressant ici de voir que les marchands ambulants les plus assidus ont mis en place un réseau de solidarité afin de perpétuer l'activité même quand les aléas de la vie ne leur permettent plus de la réaliser eux-mêmes. Servino a ainsi vendu les *caras*, pommes de terre, de Arzemiro Pires en 2003. Il a vendu à plusieurs reprises 40 kg, à 1 Real le kilo, soit 20 Reais pour lui et 20 Reais pour Arzemiro, un peu plus de 7 euros chacun. Servino dispose d'une vingtaine de clients au bourg de Guaraqueçaba, dont la majorité vit au bord de la baie sur le *Costão*. Abilio, quant à lui, vendait beaucoup de canne à sucre à un marchand de Guaraqueçaba qui vendait du jus de canne, la *garapa*. Mais comme ce marchand a arrêté de vendre le jus, il a offert à Abilio sa machine à presser la canne.

Dans ces trois exemples qui font appel à la mobilité des personnes soit pour des questions de santé, de voyage à l'extérieur ou de la réalisation du marché hebdomadaire, nous percevons des réseaux de sociabilité multiples. Ces réseaux de sociabilité sont ici d'ordre familial, d'affinités des familles récentes ou encore d'affinités liées à la réalisation d'une même activité. La diversité des réseaux est dans le cas de la mobilité très explicite et répond aux besoins en même temps qu'aux relations interpersonnelles d'affinités. Ces faits montrent bien que la forte inscription des habitants de Batuva dans un espace local de vie où ils sont profondément enracinés, au fond d'une vallée d'accès difficile, ne signifie aucunement que l'on a affaire à une communauté close, figée dans sa tradition. Ces familles, et chacune des personnes qui les composent, s'inscrivent au contraire dans un réseau social et spatial très large qui leur permet justement de continuer à vivre dans un lieu où elles se sentent de fortes et anciennes attaches tout en allant chercher au dehors la solution aux problèmes qui ne peuvent être résolus sur place. C'est cette mobilité, cette multi-localité ouverte sur la modernité qui est au cœur de leurs stratégies de reproduction matérielle et sociale. C'est en fin compte – en dépit de la dispersion et de l'éloignement – leur capacité à maintenir vivantes les relations de parenté construites sur la filiation et sur l'alliance qui leur a permis jusqu'ici de

continuer à vivre à Batuva, en dépit des immenses difficultés auxquelles elles ont dû faire face.

Une toute autre forme de sociabilité se développe autour de l'appartenance aux différentes Églises. Les réseaux y sont, encore une fois, construits de manière singulière.

### **3. LA SOCIABILITÉ AU SEIN DES ÉGLISES :**

L'appartenance religieuse constitue aujourd'hui un des éléments structurant du lien social à Batuva et dans les hameaux de la vallée. Comme je vais le montrer, elle n'intervient pas de façon indépendante, mais elle entre en combinaison avec d'autres champs d'organisation de la vie relationnelle comme la famille, le voisinage et les multiples rapprochements et clivages qui, au fil des événements et des tensions, ont façonné le réseau des rapports interpersonnels au sein de chaque hameau. Les réalités sont donc différenciées et complexes selon les hameaux et cela renvoie à l'histoire singulière de ceux-ci.

Historiquement, la religion catholique était très importante dans la société brésilienne en général et dans les hameaux ruraux de la vallée de la rivière Guaraqueçaba en particulier. Or, depuis plus d'une trentaine d'années, les Églises protestantes et évangéliques se sont largement développées sur tout le territoire du pays et la vallée étudiée n'échappe pas à ces changements (CORTEN, 1995 ; NOVAES, 1999). L'engouement et l'expansion récents pour les Églises Évangéliques ou Pentecôtistes (Assemblée de Dieu, Dieu est Amour, Congrégation Chrétienne...) au Brésil sont tels qu'elles atteignent presque 15% de la population (Recensement 2000, IBGE). Le pentecôtisme est un mouvement religieux qui regroupe différentes Églises dont le principe fédérateur est la croyance fervente en la puissance de l'Esprit Saint, capable de changer la vie des croyants, multipliant les miracles, et les guérisons divines. Ces Églises préconisent une vie pieuse sans télévision, ni divertissement, sans alcool et, pour les femmes, l'interdiction de porter des pantalons, de couper ses cheveux et de se maquiller. Ainsi, dans les travaux agricoles, il est commun de voir les femmes porter un pantalon sous leur jupe. Toutes ces choses interdites symbolisent pour ces religions le maléfique, le diabolique.

Mon propos n'est pas ici de faire une étude du phénomène en général. C'est une question qui a été déjà largement explorée et qui fait l'objet d'une abondante littérature (Ibid ; WILLAIME, 1998 ; BASTIAN, 1994). Ce que je cherche ici, ce sont uniquement des éléments de compréhension de la société étudiée dans sa dimension sociale. Les Églises étant

une des composantes fortes de la structure sociale des hameaux que j'ai étudiée, c'est à ce titre que je m'y attarde plus particulièrement. Je vais ainsi présenter chacune des religions qui ont une importance sur la scène locale afin d'en analyser les structures et les réseaux sociaux.

C'est en 1963 que fut fondée l'Église Presbytérienne à Batuva par Juvenal Xavier, lui-même presbytérien avant son arrivée sur Batuva. C'est à la même date qu'il y a eu le premier instituteur sur Batuva, Izaqueu Xavier (ce dernier n'avait pas de lien de parenté avec Juvenal selon les informateurs) et, pendant les premières années, l'école primaire a eu lieu dans l'Église Presbytérienne avant la construction du bâtiment de l'école en 1967. Les filles Xavier, Olga et Durvalina mariées toutes deux à deux frères Pires ont ainsi amené la famille de leurs époux vers cette Église. La famille Barreto appartenait également dès le début à cette Église. Les filles et un fils de Liberato Barreto ont commencé à la rejoindre en 1973, suivi en 1981 par un autre frère, qui a été, comme il le dit lui-même, "*élevé dans la Presbytérienne*", et qui dans les années 1970 s'en est éloigné, il a "*dévié*" selon ses propres mots, puis est revenu par la suite pour devenir aujourd'hui un des officiants de la messe avec son frère. Les familles Barreto et Xavier sont ainsi les deux familles fondatrices de cette congrégation sur le hameau et c'est sur les terres des Xavier qu'a été construite l'église. La messe se déroule le samedi de 19H à 20H, et le dimanche de 14H à 15H. Le dimanche de 9H30 à 10H30, a lieu ce qu'ils appellent l'école : cela consiste en une forme de catéchisme avec des discussions, enseignements et réflexions autour de la Bible. La messe Presbytérienne a la même structure que la messe catholique dans sa forme et son déroulement, sans la communion. Ce qui distingue l'Église Presbytérienne de la Catholique est l'absence d'image dans l'église, au nom du refus de représenter Dieu, Jésus ou tout autre personnage sous une forme visible. De plus, il n'y a pas de communion et le culte aux saints et à la Vierge sont bannis comme des manifestations d'idolâtrie. L'église a été entièrement reconstruite en 2001, en brique alors qu'elle était auparavant en bois. A Batuva, une certaine image d'érudition est associée à l'Église Presbytérienne, ne serait-ce que par le fait d'avoir hébergé l'école primaire pendant plusieurs années. Aujourd'hui encore, elle réunit les familles les plus instruites, celles dont le langage est le plus châtié. Dans les années quatre-vingt, l'Église Presbytérienne menait de nombreuses activités en direction de la communauté et ainsi elle réunissait occasionnellement une large part de la population autour d'un groupe de théâtre pour les enfants, de dons et de ventes de vêtements, de kermesses afin de récolter des fonds pour la construction de l'Église. Enfin, c'est au travers d'elle qu'a pu voir le jour l'Association des habitants de Batuva en 1984, déjà présentée lors des conflits de terre avec les fazendeiros usurpateurs. Des accusations personnelles et des conflits familiaux ont conduit à l'interruption de ces activités.

L'Église de la « Congrégation Chrétienne » est présente sur Batuva depuis 1960, date à laquelle venaient prêcher des personnes originaires de l'île de Superagui. Ce sont les descendants du Suisse Michaud (Cf. Chapitre 2, p.113) qui sont ainsi venus régulièrement à Batuva pour dire la messe. C'est ainsi que deux cousins de la famille Michaud se sont mariés à deux sœurs Da Silva. L'église a été construite en brique en 1993, sur les terres des Pontes-Cunha, au Nord du hameau. Auparavant, de 1985 à 1990, il y avait un bâtiment dont la structure était en bois chez Abilio Pires, au Coqueiro, puis un second chez les Gonçalves Da Silva de 1990 à 1993. Au tout début, la messe était dite chez l'habitant, au Coqueiro. Le culte de la Congrégation Chrétienne a lieu tous les 15 jours, le dimanche de 14H à 16H. Le pasteur vient pour l'occasion du bourg de Guaraqueçaba. Cette Église réunit des familles moins nombreuses, situées essentiellement au Coqueiro, dont j'ai vu plus haut qu'elles étaient quelque peu marginalisées parmi la population de Batuva du fait d'une ascendance africaine plus marquée. Ce sont surtout les femmes que l'on retrouve au culte.

L'Église « Dieu est Amour » est arrivée à Batuva en 1988, ce sont des pasteurs de Guaraqueçaba qui sont venus évangéliser en proposant des cultes conviant la population du hameau. Les habitants connaissaient déjà l'existence de cette Église par la Radio, car le fondateur de « Dieu est Amour » possède une station radiophonique<sup>58</sup>. Cette Église représente une des plus fondamentalistes du mouvement pentecôtiste avec, à chaque culte, des phénomènes de miracles et de guérisons divines. Les mêmes phrases sont psalmodiées à tue-tête durant toute la durée du culte et les fidèles croyants crient et répondent à l'officiant par des "*Alléluia*" et "*Gloria a Deus*" incessants. Puis, dans la clameur, chaque croyant fait sa prière individuelle à voix haute, chacun racontant ou demandant des choses différentes. Ensuite, l'officiant appelle des malades en désignant et décrivant la maladie et les symptômes qu'il voit. La personne qui se sent visée lève le bras, l'officiant répondant si oui ou non il s'agit de la personne concernée. Si c'est le cas, la personne s'avance vers l'officiant et celui-ci met sa main sur son front et lui dit que l'Esprit va la guérir, tout cela dans une élocution énergique, rapide, saccadée et d'un niveau sonore élevé. Durant les deux premières années de présence sur Batuva, le culte se déroulait au domicile d'un membre de la famille Dias puis, en 1990, le bâtiment de culte a été construit sur les terres de la famille Dias. Dès le premier culte organisé dans un pré, une femme de la famille Pontes Dias a été guérie de fibromes et de douleurs gynécologiques. Les croyants sont persuadés de ces miracles et ne remettent pas en

---

<sup>58</sup> C'est le Missionnaire David Martins de Miranda qui a créé cette religion en 1962 au Brésil, puis a fondé une radio destinée à son prêche. C'est toute sa famille qui contrôle l'Église, la radio, la production musicale des chants que l'on peut acheter chez certains disquaires.

cause l'aspect miraculeux de leur Église, les exemples foisonnent. Celui chez qui avait lieu les cultes durant les deux premières années raconte qu'il avait des douleurs lombaires et des douleurs à la jambe qui l'obligeaient à rester au lit, et qu'il ne pouvait même plus marcher. Les médecins n'avaient pu diagnostiquer ce qu'il avait. Dès l'instant où il s'est converti, il a été guéri dit-il. C'est surtout les familles Pontes et Dias qui appartiennent à cette Église. Le culte se déroule du mardi au samedi de 19H à 20H30, et le dimanche de 13H à 14H30. Les officiants sont au nombre de trois, et ils font chacun leur tour le culte : il y a un Pontes, un Dias et un Cunha. Une fois par mois, un vendredi, un prêtre vient donner la communion. La périodicité du culte de cette Église marque l'importance de la présence de la religion dans la vie quotidienne de ses membres par rapport aux autres Églises où le poids de l'activité religieuse est bien moindre. Dona Maria justifie sa conversion par le fait qu'elle est analphabète et que, ne pouvant lire ni la Bible ni le Missel, elle ne pouvait pas suivre correctement les cultes Catholique ou Presbytérien. Avec « Dieu est Amour » c'est plus simple pour elle car elle comprend tout explique-t-elle.

L'Église « Assemblée de Dieu » apparaît à Batuva plus tardivement Le premier bâtiment de culte, en bois, a été dressé au centre du hameau, en 2000, sur des terres cédées par un ancien chauffeur non originaire de Batuva, qui, après l'ouverture de la piste en 1985, avait créé la première ligne d'autobus reliant le hameau au bourg de Guaraqueçaba. Il vit aujourd'hui en concubinage avec une veuve Dias. En 2003, l'église est reconstruite en brique. Le culte de l'Église « Assemblée de Dieu » se déroule du jeudi au samedi de 19H à 20H et le dimanche en fin d'après-midi. Les familles qui font parti de cette Église n'appartiennent pas aux grands lignages fondateurs ni à leurs proches alliés : ce sont les familles Paiva, Constantino, et Matsumoto. De plus en 2003, un couple venu de l'extérieur de Guaraqueçaba, dont l'homme est pasteur de l'Église, s'est installé derrière le bâtiment de culte. Il officie et fait preuve d'un prosélytisme actif afin de recruter de nouveaux croyants, organisant notamment des goûters avant l'office. Le déroulement du culte ressemble un peu à celui de l'Église Dieu est Amour, en plus calme cependant et avec des chansons accompagnées à la guitare. C'est d'ailleurs ce critère qui a motivé la famille Constantino à rejoindre cette Église en 2002, car l'épouse et ses filles aiment chanter, et trouvent dans sa liturgie une ambiance joyeuse qui les a séduites. La mère était adventiste depuis son enfance, elle avait pratiqué à Cananéia où elle avait habité pendant plusieurs années, mais cette Église n'est pas représentée à Batuva.

A côté de cela, durant presque 30 ans, de 1960 à 1988, s'est maintenue une communauté Catholique importante autour des familles Pontes et Dias et dont l'église



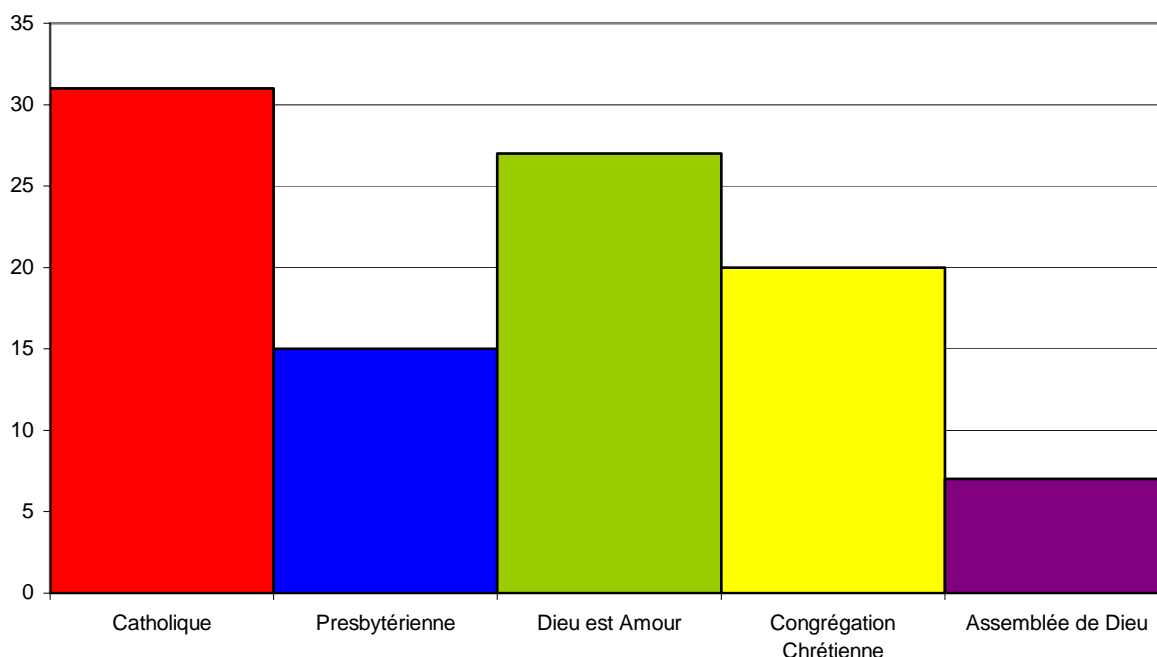
construite en bois se situait sur le domaine des Dias. La religion Catholique était vécue de manière festive et se montrait assez permissive vis-à-vis de comportements qui pouvaient conduire à des excès. L'un des motifs de conversion est la recherche de consignes de comportement plus strictes qui mettent à l'abri de « dérapages » pouvant parfois conduire à des drames. Un décès accidentel dans la famille Dias explique en partie l'engouement que cette famille a connu pour cette nouvelle religion qui venait en 1988 proposer des miracles et des guérisons. En 1988, au retour d'un tournoi de football au bourg de Guaraqueçaba, l'équipe de joueurs de Batuva avait arrosé la victoire et revenait en camionnette pick-up au hameau. Le jeune homme Dias alors âgé de 35 ans est tombé de la camionnette et est décédé. Ce drame a profondément marqué la famille qui par la suite s'est réfugiée dans l'Église « Dieu est Amour », en finissant ainsi avec les excès de fête et d'alcool, le football et les divertissements. C'est d'ailleurs la propre épouse du défunt qui fut la première à faire l'objet d'un miracle, d'une guérison divine, celle que j'ai déjà évoquée.

Le pentecôtisme au Brésil comme l'explique André CORTEN, dans son ouvrage sur ce sujet, met l'accent sur la dimension émotionnelle de la religion vécue par les croyants et sur l'extériorisation de cette émotion lors du culte (CORTEN, 1995). Selon lui, le pentecôtisme émeut et réunit toujours plus de fidèles d'origine sociale pauvre, et il "*amène les pauvres eux-mêmes, ces pauvres écrasés par la douleur, dans un grand mouvement jubilatoire, d'enthousiasme et d'allégresse divine*" durant le culte (CORTEN, 1995 : 48). L'expérience émotionnelle transparaît dans divers aspects du culte comme le « parler en langues » (prière spontanée dans une langue étrange, glossolalie) ; le chant ; la parole libre (Alléluia et Gloire à Dieu, psalmodiés de manière anarchique durant le culte par les croyants) ; l'imposition des mains (l'officiant posant ses mains sur la tête d'un croyant et où l'Esprit Saint va intervenir pour le guérir) ; enfin les miracles et guérisons divines (pour plus de détail, voir l'ouvrage de CORTEN). Ces méthodes qui génèrent les émotions des croyants, on les retrouve effectivement dans les religions pentecôtistes présentes sur Batuva. Tout cela contribue à entretenir l'émotion divine par ce que l'on nomme "l'oralité du pentecôtisme" (CORTEN, 1995 : 67).

Aujourd'hui encore, les catholiques représentent la catégorie religieuse la plus nombreuse. Pourtant il faut relativiser ce pourcentage car comme l'a bien exprimé un informateur : se dit "*catholique celui qui ne va nulle part, qui n'a pas de religion*". Car si l'on considère les catholiques pratiquants, ils sont à peine cinq familles sur les 17 qui se disent catholiques, alors que pour les autres religions, la grande majorité voir la totalité des fidèles suivent les cultes avec assiduité, avec seulement quelques exceptions dans le cas de la

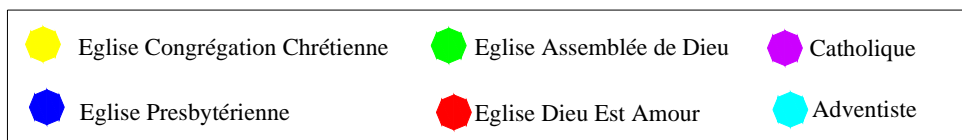
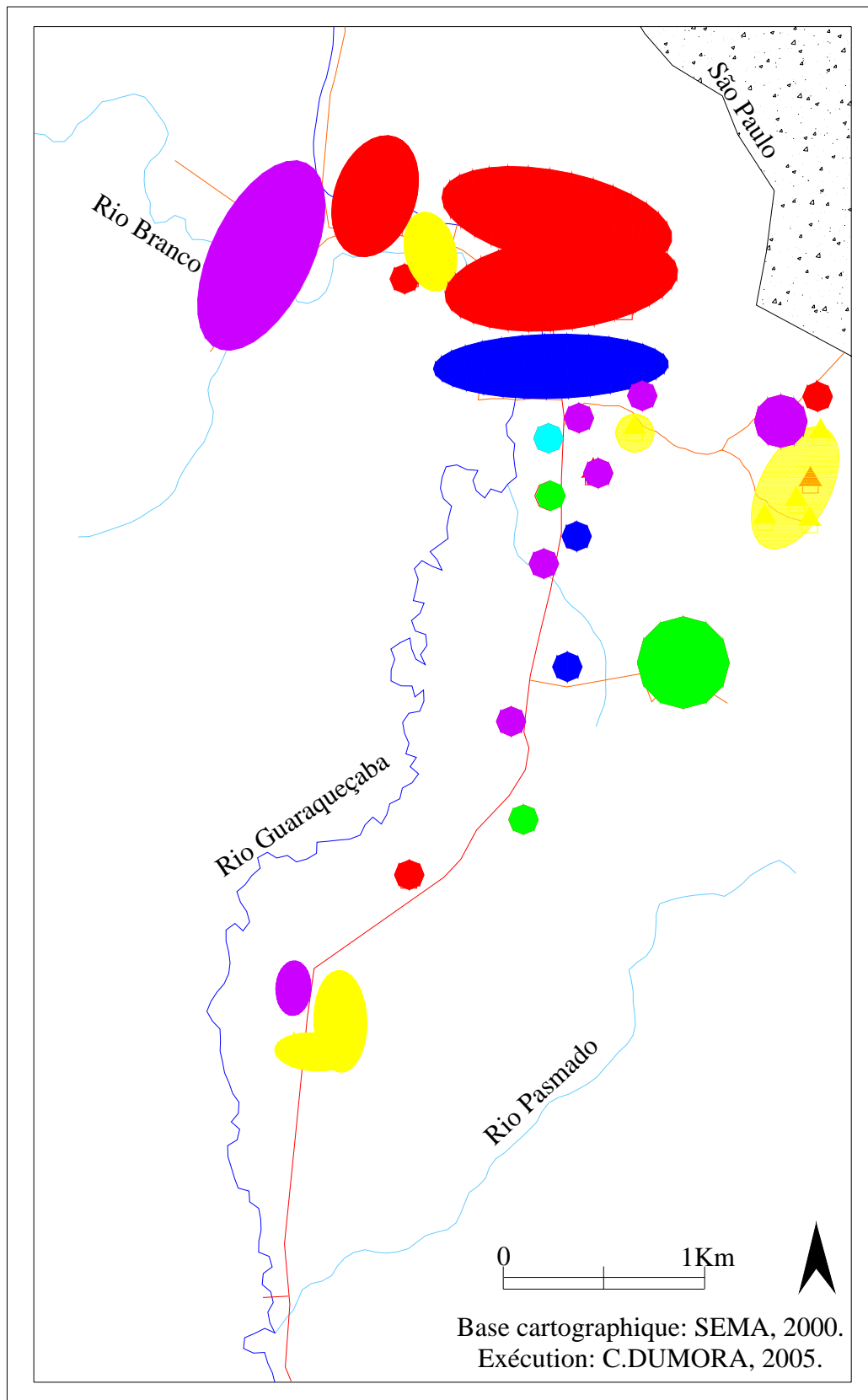
Presbytérienne où certains pratiquent peu. De plus, le bâtiment de l'Église Catholique sur le hameau est à l'abandon, tombant en ruine sur le territoire Dias, la famille s'étant tournée presque entièrement vers l'Église *Dieu est Amour*. Cependant, la messe catholique subsiste sur le hameau sous l'initiative d'une famille de résidence récente, Roecher. L'absence de prêtre est aussi un des facteurs de la désaffection de la religion catholique, et cette famille essaie de maintenir le flambeau en invitant le prêtre tous les deux mois pour dire la messe chez elle – office où les autres catholiques sont conviés. Pourtant, cette messe au domicile de la famille ne réunit le plus souvent que les membres de cette famille et exceptionnellement une ou deux personnes représentant aussi des familles d'arrivée récente sur le hameau.

Le graphique ci-dessous récapitule les appartenances religieuses déclarées par les habitants de Batuva. Plus de 30% de la population continue à se déclarer catholique. L'Église « Dieu est Amour » est la deuxième Église la plus fréquentée, avec plus de 26%. Puis, c'est l'Église « Congrégation Chrétienne » qui suit avec 20% des domiciles.



**Figure 46 :** Appartenance aux Églises des domiciles du hameau en pourcentage.

Comme on a pu le constater au travers des brefs rappels historiques présentés plus haut, les réseaux familiaux marquent d'une empreinte forte les conversions et les appartenances religieuses. Par le fait même, compte tenu de l'existence de « territoires » lignagers, on remarque aussi, comme le montre la figure 47, que l'appartenance religieuse obéit à des polarisations spatiales au sein de l'espace du hameau.



**Figure 47 :** Croquis de l'influence des Eglises en relation aux domiciles du hameau.

Ainsi les fidèles d'une même congrégation conjuguent souvent un faisceau d'autres liens – de parenté, de voisinage – qui sont porteurs d'une forte charge de sociabilité, tant sur le plan affectif que sur celui de l'entraide et des échanges au jour le jour dont j'ai multiplié les exemples plus haut. L'appartenance religieuse apparaît donc, dans la vie sociale du hameau, comme un révélateur et un catalyseur de tout un ensemble d'autres liens qui sont à l'œuvre de manière moins visible mais qui n'en opèrent pas moins avec force.

La différenciation des familles ne se résume pas seulement à leur histoire, aux aspects matériels, aux relations familiales et foncières mais elle se manifeste également à travers leurs relations avec les différentes Églises. Le ralliement à telle ou telle congrégation organise et exprime de façon symbolique les clivages et les rapports de pouvoir entre les grands lignages ; il permet aussi de fédérer les familles qui ne se rattachent à aucun d'entre eux. Chaque grande famille contrôlant une Église particulière, ou plusieurs familles se partageant le contrôle d'une seule Église. Pour la plupart des membres des familles faire partie d'une Église signifie se situer par rapport à des réseaux d'influence et de pouvoir. En exerçant le rôle de leader religieux, et d'officiant, certains personnages deviennent leader moral, utilisant cette position pour tenter de contrôler les comportements, les alliances et les pratiques.

Ce sont en fait des dynamiques complexes qui sont à l'œuvre dans lesquelles se mêlent et se combinent des stratégies de groupe aussi bien que des stratégies plus particulières et plus individuelles qui trouvent dans l'appartenance religieuse un champ d'exercice. Ainsi, des conflits interpersonnels, des luttes d'influences trouvent leur transposition dans le domaine du religieux. La sphère religieuse constitue également un champ privilégié de régulation sociale et de contrôle collectif sur les comportements personnels.

Prenons pour exemple de ces dynamiques et de ces tensions, celui significatif de deux personnes de la famille Pontes dont l'une était fidèle de l'Église « Dieu est Amour » jusqu'à la fin de mon terrain et qui en est sorti en octobre 2003. Les autres fidèles le sermonnaient à propos de ses activités clandestines liées à la collecte du cœur de palmier, lui disant qu'il ne pouvait pas s'absenter comme il le faisait durant deux jours pour aller couper du palmier en pleine nuit et l'acheminer ensuite vers les lieux de marché (dont je tairai les noms afin de garder le secret, étant donné que c'est l'activité la plus fortement contrôlée et réprimée). Soumis à ces pressions, il a quitté l'Église un peu avant mon départ, m'expliquant qu'il comptait tout de même la réintégrer car elle était très importante pour lui. Le père de ce dernier raconte qu'il faisait parti de l'Église Congrégation auparavant et que le prêtre s'est beaucoup absenté et lorsque sont venus les prêcheurs de la Dieu est Amour et qu'ils ont

construit l'Église tout proche de sa maison, ils ont alors changé pour la proximité et la régularité du culte.

La famille Dias a été pendant longtemps catholique puis certains membres ont rallié l'Église Presbytérienne. Enfin, la grande majorité s'est fédérée au sein de l'Église « Dieu est Amour ». Tout fonctionne, au cours de l'histoire de la localité, comme si chaque famille, à un moment donné, avait cherché à se démarquer et à s'identifier familialement en référence à une Église. Cela s'est fait, en particulier, en cédant un lopin de terre pour la construction d'un bâtiment de culte, marquant ainsi de manière publique le point d'ancrage identitaire et religieux de la famille.

Le cas d'un membre de la famille Pires que nous avons déjà rencontré plus haut et qui s'estime mal considéré au sein de sa famille et désavantagé sur le plan foncier, montre comment la participation à l'implantation d'une congrégation religieuse peut aussi être utilisée, à un niveau individuel, comme un moyen d'affirmation sociale. Il a en effet tenté à deux reprises d'obtenir l'installation d'un lieu de culte sur ses terres : offrant tout d'abord une parcelle à la « Congrégation chrétienne » puis, sa proposition ayant été rejetée, la renouvelant sans plus de succès auprès de « l'Assemblée de Dieu ». Tout s'est passé comme s'il recherchait, en tentant d'obliger les responsables d'une Église à restaurer son statut social et à améliorer son rapport de force avec son entourage familial. Le refus des leaders religieux traduit bien, de son côté, leur propre stratégie, qui privilégie les alliances avec les personnes les plus influentes, celles qui sont capables d'entraîner à leur suite tout un réseau de parents et de voisins.

Le leadership symbolique joué par les officiants issus du hameau, est valable pour les Églises Presbytérienne, Dieu est Amour, Assemblée de Dieu, et non pas pour la Congrégation chrétienne ni la Catholique où là ce sont des prêtres ou pasteurs qui viennent de l'extérieur pour officier. Cependant, le statut d'officiant de certaines personnes leur confère un prestige symbolique, qu'ils utilisent parfois afin de conduire dans le droit chemin certains fidèles dont ils pensent qu'ils sont en train de dévier, déviance par rapport à un certain ordre, par rapport au bon comportement moral et pieux.

L'arrivée de ces Églises récentes sur la scène locale est vécue par les habitants comme un bienfait ayant considérablement changé leur vie. A la question posée : Qu'est ce que cette Église a apporté dans votre vie ? Qu'est ce qui a changé ? Ils expriment presque tous en ces termes : que cela a beaucoup changé, qu'avant ils "*vivaient dans le monde*", ils buvaient, qu'il

y avait des maladies, et que l'Église leur a apporté la paix et la santé. Le discours de l'un d'eux résume tous ces propos presque semblables :

*"On ne va pas plus de par le monde. Dans le monde on allait, on vivait dans le désordre, on se saoulait et on se bagarrait. A présent on ne se bagarre plus, on va à l'Église, tranquille. Pour les enfants c'est la même chose, ils ne fument pas, ne boivent pas, car cela cause des maladies. Avant on se bagarrait, on se saoulait, aujourd'hui on est calme, on travaille, on va à l'Église, et on va dormir tranquille."*

Les femmes surtout parlent aussi de l'animation de l'Église, qu'elles aiment chanter, prier.

Les Églises Pentecôtistes répondent ainsi à un désordre, à un manque de repère et à un besoin d'ordre que les personnes recherchent et auquel l'Église Catholique ne répondrait plus. Tout d'abord, car elle n'a plus de présence réelle sur le hameau, le bâtiment de l'Église Catholique étant laissée à l'abandon sur le territoire des Dias, la famille s'étant tournée vers l'Églises « Dieu est Amour » à la suite comme nous l'avons vu d'un choc émotionnel.

L'appartenance aux différentes Églises et leur superposition avec les réseaux familiaux apparaissent comme une autre forme de sociabilité plus contraignante et structurante que la sociabilité au quotidien au sens large. Cependant, il y a une affirmation qui s'opère dans le choix de l'Église, et avec cette affirmation individuelle, une sorte de contrainte collective d'appartenance à un groupe. On est dans un autre domaine que celui des relations au quotidien car, là, il y a adhésion collective à un certain nombre de valeurs communes et on se situe en s'opposant aux autres. Ainsi, les familles s'affirment dans leur appartenance à l'Église et parallèlement se distinguent aussi des autres. Ce sont des identités qui se construisent au travers de ces appartenances et de ces affirmations religieuses. Et, finalement, les Églises participent de la division de la communauté en la partageant en entités distinctes qui marquent clairement les distances entre elles. Les commentaires et les critiques ne manquent pas, comme ceux que suscitent les Églises Pentecôtistes de la part de congrégations moins exubérantes, comme par exemple l'Église Presbytérienne dont un des membres me disait ironiquement : *"Dieu n'est pas sourd et qu'ils n'ont pas besoin de faire autant de bruit ni de hurler"*.

Malgré un fort lien entre les différents hameaux de la vallée, qu'il soit de l'ordre de la proximité géographique ou familiale, d'une histoire semblable ou proche, les hameaux de Batuva et de Rio Verde se différencient au niveau des Églises. En effet, à Rio Verde, l'Église Catholique perdure forte à plusieurs niveaux. Tout d'abord, l'église de Rio Verde est bâtie en dur, en brique et non en bois, ce qui marque de manière pérenne sa présence sur le hameau. Il y a aussi l'existence de la fête de l'église de Rio Verde chaque année, *festa da padroeira*, le

19 octobre, qui est l'occasion de faire des baptêmes, de faire la fête et de réunir la population du hameau et alentour. Symboliquement, l'église de Rio Verde est ancrée dans le paysage, elle est d'ailleurs située sur une colline à l'entrée du hameau, au-dessus de l'école. Elle se rattache ainsi à une histoire forte, une présence et un attachement qui lie de manière plus durable les habitants du hameau, par sa visibilité et sa pérennité, juchée sur la colline, visible par tous, et bâtie en dur traversant les années et les décennies, elle est un repère fortement enraciné, et ce en dehors des territoires familiaux. Alors que très tôt à Batuva, d'autres Églises ont pris place dans le désordre, le manque de religiosité, et venaient répondre à un manque voir même une détresse de la part d'un large part de la population, à Rio Verde une forte identité catholique perdure, et comme nous l'avons déjà vu, identité qui s'organise particulièrement sous forme festive et où les *mutirões* subsistent encore. Même si ces derniers sont exceptionnels, ils sont l'occasion de multiplier les fêtes, aux côtés des fêtes religieuses, dont la religion ne réprime pas l'abondance et la consommation d'alcool.

Les questions soulevées par le déclin de l'Église catholique et la multiplication des Églises de différentes obédiences sont nombreuses et elles constituent un champ de recherche spécifique qui, bien qu'ayant déjà fait l'objet de nombreuses études, réclamerait d'être encore approfondi. Je n'ai abordé ici le problème que sous un angle particulier, celui du rôle que joue l'appartenance religieuse dans la structuration des liens sociaux parmi la population d'un petit hameau rural.

Les exemples qui ont été présentés ici, bien que parfois anecdotiques et ponctuels, sont illustratifs du rôle que la religion joue dans une dynamique actuelle de reconstruction des identités parmi une population menacée dans sa survie matérielle et soumise à une intense érosion de ses repères culturels et symboliques. Les Églises nouvelles, quelles que soient les accusations qu'on peut leur adresser pour l'aliénation qu'elles font subir aux catégories sociales les plus vulnérables, doivent aussi leur succès à ce qu'elles apportent à leurs adeptes. Pour un petit paysannat qui peine à trouver sa place dans un Brésil agricole en pleine mutation, qui est menacé dans sa survie et qui est exposé à Guaraqueçaba à un discours totalement dissocié qui, tout à la fois idéalise une culture « *caiçara* » traditionnelle largement imaginaire et en dévalorise et pourchasse les porteurs supposés au nom d'un objectif suprême de protection de la nature, les Églises apportent un cadre de référence qui permet de rebâtir une relation avec le monde contemporain – reconstruction largement illusoire, au puritanisme stérilisant, qui encourage parfois davantage une fuite dans l'imaginaire qu'une adaptation aux réalités concrètes.

Elle permet aussi de donner naissance à des identités plus affirmées, fondées sur des solidarités restreintes, soutenues par des cadres symboliques et institutionnels qui dépassent et stabilisent le jeu fluctuant des affinités interpersonnelles. Si la « communauté » de Batuva n'existe guère comme entité sociale, divisée qu'elle est entre les ensembles familiaux et parcourue de clivages que les réseaux relationnels ponctuels et circonstanciels peinent à dépasser, la multiplicité des Églises aide à ordonner, et dans une certaine mesure à dépasser, cette hétérogénéité en lui donnant comme référentiel idéal et symbolique l'univers transcendant de la volonté divine et des règles morales qu'elle propose aux humains.

Rejoindre une Église, c'est marquer sa différence – et ainsi affirmer son identité – mais c'est le faire non pas au nom de préférences subjectives ou de rivalités plus ou moins avouables, mais au nom de principes et d'une quête de sens.

On peut ainsi formuler l'hypothèse, qui serait à vérifier par des analyses plus systématiques et plus approfondies mais que les données d'observation directe recueillies à Batuva suggèrent, que la présence des Églises aide à la fois à se situer symboliquement par rapport à un monde extérieur menaçant, et à structurer les clivages internes à partir d'un référentiel porteur d'un sens plus large que le découpage lignager, vis-à-vis duquel la filiation impose à chacun une position qui échappe au choix personnel, ou que les réseaux d'affinité plus empreints d'affectivité que de choix raisonné. Dans la combinaison des appartenances religieuses, familiales et groupales, c'est en fin de compte un « vivre ensemble » à l'échelle locale qui est en chantier.

#### **4. LES FORMES D'ORGANISATION FACE AUX ENJEUX CONTEMPORAINS**

Même s'il n'existait pas à Batuva d'institution politique, la population a tenté de se défendre face à l'arrivée des latifundios dans les années 1970-1980. Elle s'est ainsi organisée et a créé une association. La sociabilité et la solidarité du hameau se situent dans une histoire où la population a essayé de se souder devant des agressions extérieures et autour d'activités particulières. Puis avec le soutien de l'Université Fédérale du Paraná et l'Université de Paris VII, elle a pu fonder une coopérative qui a donné le jour par la suite à une entreprise de transformation de banane. Enfin, avec la mise en place du conseil de l'Aire Protégée (APA) en 2003, aussi tardif soit-il – presque vingt ans après la création de l'Aire Protégée – c'est encore une autre forme d'organisation qui devrait permettre à la population de faire valoir ses



droits, une instance où l'on peut se défendre, un lieu de parole et d'échanges avec ses contraintes et ses jeux stratégiques confinés. Il me faut maintenant examiner comment, face à des enjeux d'aujourd'hui et depuis une vingtaine d'années, les rapports familiaux, les divisions d'Églises, les affinités personnelles, ont joué pour organiser les réponses d'une « communauté » aux défis et aux sollicitations qui lui sont venus de l'extérieur.

Pour faire face aux enjeux d'aujourd'hui, la population de Batuva – de même que celle des autres localités – est confrontée à une exigence d'unité : face à certaines des menaces et certains des défis actuels elle doit pouvoir serrer les rangs et réagir comme une entité sociale dotée d'un minimum de cohérence et de solidarité internes, comme une « communauté », ce qu'elle n'est pas véritablement, je viens de le voir. Cet effort de construction d'une solidarité transversale aux clivages qui viennent d'être décrits s'est manifesté historiquement, pour la première fois, par la création d'une Association des habitants pour se défendre contre les latifundios. Est venue ensuite la création d'une entreprise, la « *Fabrique* » (projet impulsé par l'Université on l'a vu et visant l'amélioration des conditions de vie) puis, plus récemment, l'élection d'un représentant du hameau dans le conseil de l'APA. Dans tous les cas, ces nouvelles formes d'organisation se sont mises en place dans le cadre d'une interaction avec des intervenants extérieurs – latifundiaires, représentants des pouvoirs publics, ONG, universités – soit que, pour se défendre il fallait unir ses forces, soit que pour tirer parti des opportunités offertes, il fallait faire taire les divergences.

#### *a) L'association des habitants et des producteurs du hameau*

L'Association Rurale des Habitants et Amis de Batuva voit le jour officiellement en 1984 pour la défense de la population en réponse aux violences et aux agissements hors la loi des latifundiaires. L'association a reçu le soutien pour sa création du pasteur de l'Église Presbytérienne qui venait régulièrement à Batuva et qui a mis en relation la population avec un de ses amis avocat pour les aider et elle est officiellement créée en juillet 1987 comme Association des Petits Producteurs Ruraux de Batuva. L'association, comme je l'ai expliqué au chapitre 5 (pp.230-232), a été l'instigatrice des dénonciations faites auprès des autorités et de la presse contre les latifundiaires.

Alors que la première année l'association s'est focalisée sur la défense des habitants, afin de minimiser l'invasion des latifundiaires dans le hameau – surtout l'entreprise agro-forestière Madezatti – l'Association a, par la suite, développé des activités de soutien à

l'agriculture, surtout au niveau des débouchés de la production des agriculteurs. C'est dans la commercialisation de la banane qu'elle a beaucoup œuvrée durant de nombreuses années. Avec l'ouverture de la piste en 1985, elle a pu négocier tout d'abord des accords avec des organismes de commercialisation de bananes. Ainsi, c'est avec l'Association des producteurs du littoral du Paraná, le PRO-HORTA<sup>59</sup> que, pendant plus de cinq ans, elle a entretenu des rapports commerciaux pour la commercialisation des bananes des producteurs de Batuva. Un peu avant 1990, l'association PRO-HORTA connaissant une crise importante, elle n'assura plus la commercialisation des bananes de Batuva. C'est l'ACARPA qui pris la suite, l'organisme de vulgarisation agricole du Paraná, et qui venait échanger les bananes des producteurs contre d'autres denrées et un peu d'argent.

L'Association des producteurs de Batuva s'est alors tournée vers la mairie de Guaraqueçaba et a ainsi reçu du municipale, en 1990, un camion qui lui permettait d'acheminer la production de banane de tous les agriculteurs du hameau vers les centres régionaux de commercialisation sans passer par le PRO-HORTA en crise structurelle. Le camion appartenait à la mairie et était gracieusement prêté à l'association. Benedito Schultz, le chauffeur de la ligne Batuva-Guaraqueçaba, assurait deux fois par semaine avec ce camion le transport des bananes jusqu'à Curitiba, au CEASA, (Centrale d'Approvisionnement, marché de gros). C'était plus de 350 caisses de bananes qui étaient transportées à chaque voyage. De nombreux témoignages relatent cette époque comme une période où tout le monde dans le hameau parvenait à vendre sa production. A cette époque, les agriculteurs "*luttaient avec la banane*", c'est-à-dire travaillaient beaucoup la banane et peu avec le palmier disent-ils. Le camion a été utilisé durant 4 ans, puis il a été récupéré par la mairie au mandat suivant, selon les informations ce serait dû au fait que les batuvanais avaient voté massivement pour le maire sortant, perdant de ces élections. La période du camion de l'association aura permis aux producteurs de vendre plus et mieux, directement, sans intermédiaire. Certains disent que les producteurs vendaient au moins 60 caisses de bananes par mois grâce au camion, nettement plus que lorsqu'ils passaient par la PRO-HORTA et de l'ACARPA.

Durant les premières années, l'Association a également obtenu une machine motorisée pour dépiquer le riz, elle a également sensibilisé l'organisme public d'électricité la COPEL afin que le hameau puisse obtenir l'électricité, ce qui fut fait en 1987. De plus, elle a permis

---

<sup>59</sup> Le PRO-HORTA: Association de producteurs du littoral centre du Paraná, créée en 1979 par environ 85 producteurs des alentours de Morretes, avec l'appui de l'organisme de vulgarisation agricole de l'Etat du Paraná (ACARPA), dont l'objectif était l'amélioration de la commercialisation de produits locaux (banane et produits maraîchers surtout) et la transformation sur place d'une partie de la production. (MIGUEL, 1997 : 133)

de revendiquer entre autres choses l'amélioration de la piste, la construction de ponts qui à chaque fois furent obtenus.

Cependant, l'Association n'a jamais fait l'unanimité au sein de la communauté et réunissait tout au plus 50 personnes, ce qui embrassait pourtant presque toutes les familles du hameau.

Autour de l'Association, entre la fin des années 1980 et le début des années 90, les producteurs organisaient également des travaux collectifs semblables à des *mutirões* – mais sous une forme quelque peu modifiée. Pendant la période de la récolte, tous les membres de l'Association allaient porter de l'aide à l'un de leurs camarades, choisi à tour de rôle. La récolte prenait ainsi une journée de travail pour chaque champ, chacun apportait son repas et le café était offert. Cependant il n'y avait pas de bal comme dans le *mutirão* plus traditionnel.

L'Association a ainsi permis de répondre aux agressions extérieures et, en même temps, elle a montré la capacité du hameau à se rassembler autour d'intérêts communs, qu'ils soient fonciers ou agricoles. Les habitants de Batuva ont par-là même fait preuve de cohésion et d'union contrairement à d'autres hameaux puisque l'association de Batuva a été la première en son genre sur tout le municípe. Une dynamique s'est de ce fait mise en place et a fédéré la population. Cette dynamique créée par l'Association s'est traduite par de nombreux acquis en faveur de la population du hameau tout entier.

Plus récemment, en 1999, alors que la fabrique de Batuva fonctionnait déjà, l'Association a obtenu du projet *Paraná 12 meses*, un atelier de farine de manioc (évoqué précédemment) ainsi qu'un petit tracteur (*tobata*) pour assurer le transport des bananes des champs jusqu'à la fabrique. Tous les membres de l'Association peuvent utiliser le matériel moyennant une petite participation, de même que les non associés avec une participation financière double. Des règles d'utilisation de ces outils ont été mises en place lors de réunions de l'Association.

Alors qu'en 1994, l'Association n'avait plus de camion pour assurer la commercialisation régulière de la production de banane, l'idée qui avait été déjà naissante de la création d'une coopérative de transformation de la banane, devint plus concrète et les agriculteurs réfléchirent de plus en plus à la question en partenariat – comme je l'ai vu au chapitre 5 – avec l'Université Fédérale du Paraná et surtout le programme d'Extension et avec l'Association HOLOS.

L'entreprise de transformation de banane va alors marquer la deuxième phase d'organisation de la population face aux enjeux et aux changements modernes afin de mettre en place des alternatives pour l'amélioration des conditions de vie de la population.

### ***b) La fabrique de transformation de la banane***

L'objectif principal de la fabrique était de profiter au mieux de la production de banane, afin d'éviter les pertes, les facilités d'écoulement ayant diminué après la perte du camion de la mairie. L'idée d'une fabrique artisanale avait été lancée par les habitants et c'est grâce au projet franco-brésilien qu'elle a été ensuite impulsée. Des étudiants sont alors venus pour étudier le projet, sa viabilité et sa réalisation. La fabrique a pu être construite entre 1995-1996.

La création de la fabrique n'a pas été sans tension au sein du hameau et ce jusqu'à aujourd'hui. Le consensus n'a jamais vraiment été obtenu. En effet, tous les membres de l'Association n'ont pas cru à ce projet, n'ont pas parié sur sa réussite, comme le disent de nombreux informateurs. Et, au fur et à mesure de sa construction, les tensions et les conflits ont fait surface, ramenant au grand jour des tensions passées entre différentes familles, des rivalités déjà présentes depuis des décennies.

Une partie des habitants faisant parti de l'Association a œuvré pour la construction de la fabrique, chacun venant apporter de la main d'œuvre (une semaine et demi de travail chacun), et extraire du bois dans la forêt pour la réalisation des poutres pour la charpente.

Il a fallu, par la suite, d'autres recherches afin de mettre en place le fonctionnement de la fabrique. C'est tout un travail d'apprentissage et d'expérimentation qui a été développé en 1996. Entre 1996 et 1997, l'activité s'est focalisée sur la production de bonbons de banane. Puis en 1997, la production de banane séchée a été expérimentée et perfectionnée après la construction d'un séchoir. L'année suivante, l'entreprise « DIAS, PONTES, SILVA, BARRETO, E CIAL LTDA » est créée à Batuva. A partir de là, l'association des producteurs et l'entreprise se distinguent clairement tout en restant étroitement associées. L'entreprise procède de l'association mais elle a son fonctionnement autonome, en particulier du fait de son statut d'entreprise qui impose des règles administratives et juridiques propres. Lors de la création de l'entreprise se sont tous les adhérents de l'association qui ont été inscrits comme membres de la société hormis une partie des familles PIRES qui est rapidement rentrée en désaccord avec les orientations prises notamment sur le statut juridique de la fabrique. Ainsi l'entreprise est un espace plus restreint que celui de l'association, où la gestion des décisions

est de ce fait transposée dans un procédé institutionnalisé. Cela a pu générer des incompréhensions et des problèmes par la suite comme je vais le montrer.

C'est en 1998 que la production a pu être lancée avec de la part des habitants la connaissance de tout le fonctionnement de l'unité de production. Un des objectifs principaux recherchés par le projet d'*extensão* de l'Université Fédérale du Paraná était l'autonomie des producteurs engagés dans cette entreprise.

Au niveau de la commercialisation, le professeur chargé du programme d'*extensão* se chargeait de la vente de la production sur Curitiba. De son côté l'entreprise du hameau mettait en vente dans un premier temps les bonbons de banane dans les différents commerces de Guaraqueçaba puis les bonbons ont été inclus dans les goûters scolaires des communes environnantes. Mais cela ne dura qu'un temps et la continuité n'a pas été assurée par les municipes. Au début, la commercialisation était moindre et certains producteurs ont abandonné, explique le gérant actuel de la fabrique. Cela n'a pas été sans beaucoup de travail et de lutte dit-il pour que cela fonctionne.

En 2001, l'entreprise de Curitiba, « Terra Preservada », de commercialisation de produits biologiques a apporté son soutien à la fabrique en développant un commerce avec une entreprise de commerce équitable et biologique en Suisse, GEBANA. La « Terra Preservada » assure ainsi jusqu'à aujourd'hui la certification biologique des produits, par son soutien financier et technique – avec le concours de l'Institut de Certification Biodynamique Brésilien (IBD) –, aux normes de l'agriculture biologique et la commercialisation à l'étranger. Les certifications des produits aux normes biologiques et au label BIO SUISSE se différencient selon que seule la culture de la banane est biologique pour le premier cas et pour le second cas c'est toute la propriété du producteur qui doit répondre aux normes biologiques afin de pouvoir être commercialisé pour l'exportation. C'est-à-dire les pesticides et autres produits toxiques ne doivent pas être utilisés sur la parcelle de production ou sur la propriété du producteur dans son ensemble, même au niveau du domicile.

Des tensions au sein de la fabrique se sont développées, et il faut les analyser en termes de processus et d'interprétations de la part de certains protagonistes dont on ne doit pas tirer de conclusion hâtive. En effet, des membres de la fabrique sont mécontents de ce qui a pu être écrit lors de recherches précédentes où un étudiant a clairement exprimé le fait que la fabrique privilégie seulement quelques familles (SCHIOCHET, 2002). Les membres de la fabrique en cause se défendent en expliquant que ce sont certaines familles qui se sont elles-mêmes éloignées de la fabrique, qui n'ont pas cru à la réussite du projet, ou qui n'ont pas

voulu jouer le jeu, se plier à certaines règles, où aux leaders en place pourtant élus démocratiquement. Les tensions existent et il ne faut pas les occulter, pourtant il est difficile d'analyser les ressentiments de certains comme étant la réalité. Que certains se sentent exclus, c'est leur droit, leurs sentiments, leurs représentations. Qu'ils le soient vraiment ou qu'eux-mêmes se soient exclus par des critiques et des désaccords c'est aussi un élément de réponse, une piste. Cependant, ce qui est important de souligner c'est toute la difficulté de fédérer, réunir un groupe sur le long terme, la dynamique du groupe et les dérives possibles.

Les conflits se sont cristallisés autour de problèmes soulevés par la modification des modes de déclaration des revenus entraînée par la participation à l'entreprise. A partir de 1998, l'association s'est constituée en micro-entreprise ce qui a modifié non seulement son statut (de coopérative initialement prévue en entreprise) mais aussi le type de déclaration de revenu que les membres devaient remplir. Auparavant, chacun allait à la poste faire sa déclaration de non imposable. A partir de 1998, les membres de la fabrique ont dû remplir la déclaration en tant que personne juridique et non plus en tant que personne physique. La responsable du programme universitaire d'extension sur le hameau, est venu les réunir afin de remplir ces documents quelques peu barbares pour ces non initiés, certains même analphabètes ou presque. Elle les a ainsi aidés à remplir les formulaires de la déclaration. Et, à partir de la seconde année, certains n'ont pas pris au sérieux l'affaire et ne se sont pas présentés à la réunion organisée par le professeur du programme d'extension. Celle-ci, est allée jusqu'à leur maison pour les raisonner et tenter de remplir le document avec plus ou moins de succès, certains habitants rétorquant que cela ne servait à rien, qu'ils ne bénéficiaient en rien de la fabrique (selon leurs propres propos recueillis lors de mon terrain), celle-ci ne pouvant absorber la production de tous les associés, et ils ont refait leur déclaration à la poste comme auparavant en tant que personne physique. A partir de là, certains ont eu leur CPF (Cadastre des Personnes Physiques<sup>60</sup>) bloqué et des indemnités à payer auprès des centres des impôts. Les tensions ne sont alors accentuées ouvrant la voie à des récriminations concernant l'enrichissement de certains sur le dos des autres et autres représentations. Il n'est pas question ici de juger des fondements de ces accusations. Ce qui est certain, c'est que ces conflits sont révélateurs des tensions qui subsistaient derrière la façade de solidarité donnée auparavant par l'Association. La création d'une micro-entreprise, avec tout le cortège de difficultés et de rivalités qu'elle fait naître, a servi de révélateur et de catalyseur pour ces

---

<sup>60</sup> Fonctionnant comme un numéro fiscal utilisé dans de nombreux cas de la vie courante administrative équivalent au numéro de sécurité sociale. Faute de ce document, aucune démarche administrative, y compris l'encaissement des pensions, n'est possible.

conflits latents. Le changement imposé par ces initiatives était très rapide et très profonds pour une population qui jusque là avait travaillé sur une base largement individuelle, complétée par des échanges de travail dont la réciprocité était clairement établie, et qui n'avait été confrontée que de très loin aux exigences et tracasseries d'une bureaucratie dont les principes de fonctionnement lui demeure largement étrangers.

Il faut noter que le thème des tensions de la fabrique s'est imposé à moi, plus qu'il n'a constitué un sujet délibérément choisi. C'était une préoccupation presque générale sur le hameau. Les agriculteurs venaient m'exposer leurs problèmes, me raconter les tensions, leurs ressentiments de manière spontanée. Le premier a m'en avoir parlé, m'a en fait confondu avec le professeur du programme d'extension et m'a demandé quand j'allais régler son problème de CPF bloqué. Je n'y comprenais alors rien. Je l'ai rencontré une deuxième fois sur le chemin principal du hameau et il m'a reparlé de sa situation et de mon intervention pour régler le problème. Ayant été informé de la confusion qu'il avait faite, je lui expliquais donc qu'il fait erreur sur la personne. A partir de là, lors de mes visites aux domiciles touchés par le problème, les personnes ont commencé à me raconter tout leur ressentiment et tous les dysfonctionnements de la fabrique. Il a été difficile de dénouer le pourquoi et le comment de la situation, mais avec le temps et les informations diverses recueillies j'ai pu mettre à jour une situation complexe où il n'est pas question de bon ou de mauvais, de privilèges et d'exclusions mais de dysfonctionnement, de problèmes de communication, d'interprétation, en même temps que de dynamique de groupe, de coordination, de choix stratégiques de fonctionnement et/ou d'organisation, dans une organisation expérimentale et d'ignorance de la part de certains.

Un autre problème au sein de la fabrique se pose, c'est celui de la capacité d'absorption et de production de la fabrique. En effet, dans sa structure actuelle, la fabrique ne peut pas absorber la production de tous les producteurs associés et même si les plus motivés, les plus impliqués dans la vie de la fabrique sont les mieux servis, il n'en reste pas moins que le gérant tente de prendre les bananes de tous les membres. Sauf que, là encore, certains demandent plus de transparence dans la répartition des ventes de caisses de bananes de chacun pour la fabrique. En effet, il n'y a pas de régulation, de contrôle, et d'instance permettant à tous les membres de savoir qui vend, et combien par semaine ou par mois à la fabrique. Ainsi, ce sont à partir de petits manques dans le fonctionnement que les suspicions, la méfiance et par la suite les rumeurs se développent jusqu'à créer ce problème important de

CPF bloqué et d'amendes pour une dizaine de familles. Tant bien que mal, le professeur du programme d'extension universitaire tente de résoudre tous ces problèmes, tout en cherchant à mettre en place l'autonomie espérée. Un producteur de la fabrique m'explique le problème lié aux CPF bloqués en ces termes :

*"Le problème n'a pas été le manque d'orientation, ni la faute de l'université. Cela a été un abus de la propre communauté. Durant deux années, Marlene (le professeur du programme d'extension) est venue faire (la déclaration pour les membres). Les personnes disaient après : je ne vais pas perdre mon temps, quand on allait les chercher. Ils disaient que cela faisait gagner les autres et qu'ils vont perdre leur temps. Tous doivent faire la déclaration de revenu comme personne juridique. C'est nouveau pour eux. Ce sont des personnes désinformées des choses, mais quand ils ont besoin ils vont courir derrière. Il y a cette carence, pour le titre d'électeur, après pour la retraite, ils voient qu'ils en ont besoin."*

Un autre m'a dit :

*"Il y a des gens qui n'ont jamais cru dans la fabrique, et ce jusqu'à aujourd'hui. Ils n'ont pas parié, ne se sont pas risqué, ne sont pas rentrés dans le défi. Certains veulent porter préjudice, ils ne veulent pas que ça fonctionne."*

La fabrique a également réalisé des conserves de cœur de palmier durant une année, en 1999. Puis elle a perdu l'autorisation sanitaire de l'ANVISA (Agence Nationale de Vigilance Sanitaire) pour réaliser cette activité du fait de la proximité de la production de la banane séchée avec cette autre production. Des réformes étaient envisagées et à l'étude par le programme d'extension de l'Université, durant notre travail de terrain, afin de remettre aux normes sanitaires la production de conserves de palmier. Lorsque la fabrique a réalisé cette activité, il y avait un plan de gestion de chaque producteur qui avait été fait avec l'Université et l'IBAMA, sur des parcelles de palmier planté. La fabrique achetait 1,80 Reais (51 centimes d'euros) pour chacune des conserves faites à partir d'un fagot de palmier et elle utilisait la totalité du fagot dans la réalisation des conserves, alors que lorsque les producteurs vendaient ou vendent à la fabrique de Guaraqueçaba, celle-ci paie 1,40 Reais (40 centimes d'euros – aujourd'hui mais en 1999 c'était 1 real soit 28 centimes –) par conserve réalisée et, en plus, elle leur dit qu'elle ne peut pas utiliser tout le fagot afin de payer encore moins cher. Un fagot de palmier donne environ 30 conserves de cœur de palmier. Alors qu'à Batuva, la fabrique réalisait par exemple 30 conserves avec un fagot (soit 54 reais, ou 15,4 euros), celle de Guaraqueçaba disait qu'elle en avait produit seulement 20 conserves et payait en conséquence seulement le prix de 20 conserves (28 reais, ou 8 euros).

Aujourd'hui, la fabrique de Batuva absorbe autour de 300 caisses de banane par mois en hiver, soit 75 caisses par semaines, et 600 caisses les mois d'été, le four ayant une capacité de production hebdomadaire d'au maximum 150 caisses soit 430 kg de bananes séchées. Le projet de réalisation d'un second four (étuve) devait voir le jour afin de répondre à toute la



production locale. Alors que la fabrique était prévue pour profiter du surplus de la production qui n'était pas vendue sur les marchés locaux et régionaux, elle est devenue l'activité principale et peu nombreux sont les camions qui viennent jusqu'à Batuva acheter la banane en nature. Aussi, certaines années c'est presque 50% de la production de banane qui se perd dans les bananeraies par manque de commercialisation en nature et du fait de la capacité réduite de la fabrique. On est loin des proportions de commercialisation réalisées lorsque l'association bénéficiait d'un camion de la mairie pour transporter la production de la totalité des producteurs (environ 700 caisses par semaines soit 2800 caisses par mois), ce qui peut expliquer en partie les grandes déceptions et les sentiments d'injustice, de manque d'équité de la part de certains, qui regrettent cette époque. Avec la perte du camion tout d'abord et la déception entraînée par la faible capacité d'absorption de l'entreprise, on observe un certain repli de la dynamique de l'association, de laquelle nombreux se sont désengagés.

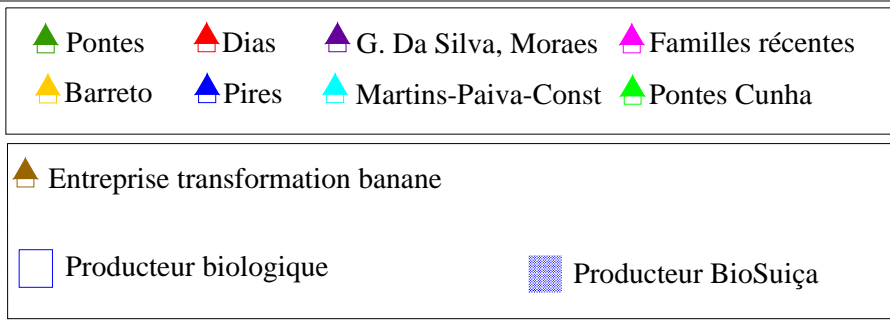
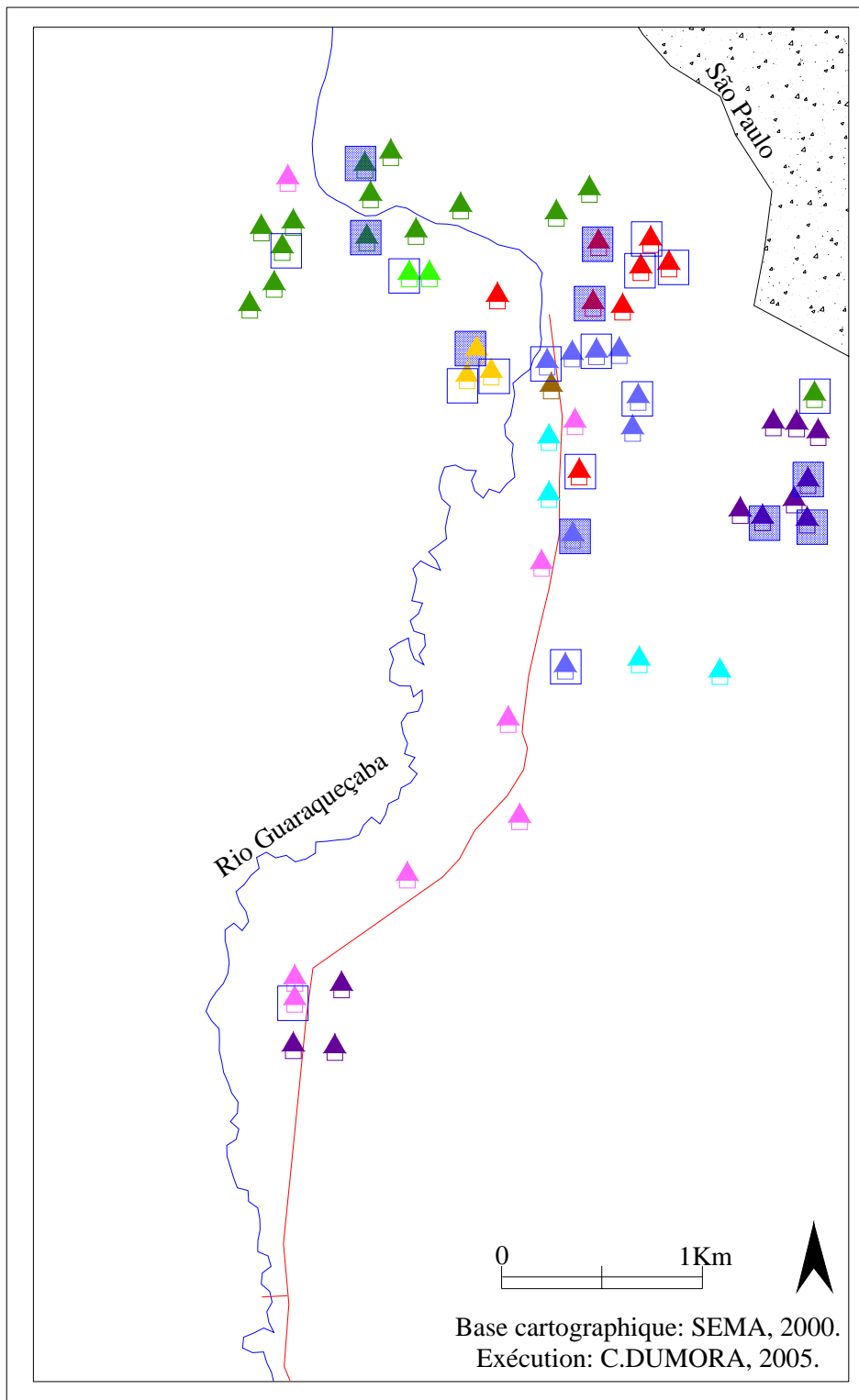
En été, les producteurs déclarent vendre à la fabrique entre 20-25 caisses de banane par mois pour la plupart, alors que quelques-uns déclarent vendre 70-80 caisses de banane par mois. On note des différences importantes qui témoignent effectivement de certains privilèges donnés à quelques-uns. L'hiver la répartition apparaît plus équilibrée selon les producteurs. Ils ont été cinq à déclarer vendre la plus grande quantité de caisses de banane vendues à la fabrique en été. Pour 4 d'entre eux, ce sont les personnes qui ont été, depuis le début, les moteurs de la réalisation du projet, le noyau dur de la fabrique et qui ont le label Bio Suisse. C'est le gérant de la fabrique qui détermine la quantité vendue par chaque producteur à la fabrique. Et, par ces différences d'achat entre les producteurs il favorise certains, établissant ainsi des alliances. En favorisant les personnes les plus impliquées et les plus motivées depuis le début du projet, qu'elles soient apparentées ou non, il rétribue l'implication continue, constante dont témoignent ces producteurs. Cette construction d'alliance favorise effectivement un noyau de producteurs, et permet également au gérant d'augmenter sa possibilité de reproduction économique personnelle et celle de ses alliés. Il participe, de ce fait, à améliorer ou à pérenniser sa position de gérant. Et c'est bien cette construction d'alliance et ce contrôle qu'il détient qui devient, pour les autres moins favorisés mais suspectant des privilèges, l'objet de tensions.

Des 50 agriculteurs qui faisaient partie initialement de l'entreprise il n'en reste aujourd'hui qu'une vingtaine qui s'impliquent et participent activement à la vie de la fabrique. A la fin de notre terrain 3 familles avaient demandé par courrier leur retrait de la fabrique. Ainsi, la figure qui suit montre les familles qui font encore parties de l'entreprise, avec celles

qui vendent la banane au label Bio Suisse, représentées par les carrées hachurés bleu, 9 d'entre elles, et celles qui vendent leur production biologique avec un carré aux contours bleu, soit 14 familles, sachant que certaines n'en vendent pas régulièrement, c'est le cas surtout de 5 d'entre elles.

Le label Bio Suisse apporte aux producteurs une plus value lors de la vente de la banane, la caisse de banane Bio Suisse se vend 4 Reais (soit plus d'un euros) à la fabrique alors que la caisse de banane biologique se vend 3 Reais (soit 85 centimes d'euros). Notons, que le PRO HORTA et les autres camions qui apparaissent très rarement sur Batuva, paient autour de 1,5 Reais la caisse, indépendamment de son label (soit 43 centimes d'euros). L'entreprise Suisse Gebana achète 40 tonnes par an de bananes séchées dont 12 tonnes provenant de la fabrique de Batuva, le reste est produit par l'entreprise de transformation de banane d'Antonina avec les bananes des producteurs de Rio Verde et d'autres communautés entre Antonina et Tagaçaba.

Ainsi, on s'aperçoit qu'avec la mise en place de l'entreprise, l'association des producteurs s'est considérablement affaiblie, elle recouvrait et réunissait plus largement l'ensemble des producteurs du hameau, que la micro-entreprise n'a pas réussi jusqu'à aujourd'hui à rassembler en partie de fait de sa capacité de traitement limitée. On constate un phénomène de repli et les conflits qui ont vu le jour recourent partiellement les divisions familiales, les oppositions entre certaines familles, mais pas seulement et pas exclusivement. La déception presque généralisée, évoquée précédemment, est également révélatrice du repli et des tensions face aux enjeux transversaux qui se sont mis en place et qui ont pris la forme de clivages familiaux qui s'exerçaient déjà dans d'autres domaines de la vie sociale. C'est par ces multiples facteurs que l'on peut expliquer le repli : dans la perte d'un outil essentiel à l'acheminement de la production (le camion), le passage de l'association à l'entreprise qui renvoie au choix du statut d'une entreprise avec les difficultés de gestion qui peuvent faire peur et où tout le monde n'a pas voulu s'engager. Enfin la faible capacité d'absorption de l'entreprise qui ne peut pas répondre à toute la production locale dévoile les limites du projet de développement. Pourtant ce dernier était initialement destiné à réduire les pertes et non pas à pallier une absence de débouché, mais il s'est substitué au manque de débouché. Cependant, le type de structure choisi, l'entreprise, n'est également pas étranger aux problèmes engendrés, les statuts et les démarches complexes induites modifient considérablement la nature de la participation et génèrent plus de tensions, de rivalités, de même que les protagonistes se heurtent à une bureaucratie compliquée, le degré d'engagement devant être plus fort dans ce contexte.



**Figure 48** : Croquis des différents types de producteurs de banane de la fabrique.

Une fois la fabrique en route, la SPVS a tenté de venir s'immiscer dans la communauté pour y apporter un soutien technique, avec également un partenariat avec la Terra Preservada. Très rapidement les membres de la fabrique ont mis fin à cette tentative, après avoir entendu à la radio que la SPVS se vantait de la réalisation de projet de développement envers la communauté, alors qu'ils arrivaient bien après le travail déjà mené avec l'Université et qu'ils récupéraient médiatiquement le projet afin de justifier des actions en direction des populations. Comme en témoigne le propos d'un agriculteur disant que la SPVS fait illusion en disant qu'elle vient apporter de l'aide, elle s'approprie un projet de développement déjà existant à son compte.

Par contre la SPVS a développé un projet identique à celui fait par l'université dans d'autres communautés, comme au hameau voisin de Rio Verde, où là l'Université n'agissait pas et où la population a été plus ouverte à leur soutien.

La SPVS était déjà venue en 1994 à Batuva pour, disait-elle, aider la population par de la formation et de la recherche. Mais son discours à l'époque ultra préservationniste n'avait pas satisfait les petits agriculteurs familiaux et l'expérience avait rapidement coupé court.

Tous les six mois, les producteurs de la fabrique doivent renouveler la certification aux normes biologiques et Bio Suisse de leur production de banane et de leur propriété. C'est d'abord la Terra Preservada qui s'occupait de financer l'opération de l'IBD (Institut de Certification Biodynamique Brésilien), et par deux fois en 2003, la SPVS partenaire de la Terra Preservada s'en est occupée avec ses objectifs de communication à l'extérieur sur ses actions dans les communautés, à coup de campagne de marketing bien orchestrée. Les producteurs veulent se délivrer de cette dépendance avec la Terra Preservada et la SPVS pour la réalisation de la certification avec l'IBD. Il faut compter 300 Reais pour payer la journée de l'inspecteur de l'IBD (85,7 euros), et ce deux fois par an, une journée de travail étant suffisante pour réaliser l'expertise des 18 producteurs recensés.

L'entreprise de transformation de banane de Batuva emploie environ 6 femmes dans l'atelier de transformation et plus en été. Elles sont toutes de la communauté. La plus ancienne, a un contrat de travail et est payé au mois, alors que les autres sont payés à l'heure travaillée et n'ont pas de contrat de travail. L'objectif est aussi de pérenniser ces emplois. La plus ancienne fait parti de la famille Gonçalves da Silva, Delfina, elle coordonne l'équipe et forme les nouvelles recrues. La seconde est de la famille Dias, puis il y a une Pontes, une Barreto, une Cunha (arrivée peu de temps avant la fin de notre terrain), et encore une Dias. Occasionnellement il est fait appel à d'autres femmes telles qu'une Gonçalves da Silva, une

Dias ou une Barreto. Delfina G. Da Silva travaille du lundi au vendredi de 8H à 17H et le samedi de 8H à 13H, soit 50 heures par semaines et elle gagne un salaire minimum<sup>61</sup>, soit 200 Reais (à l'époque de mon terrain, presque 60 euros). Les autres femmes gagnent 90 centimes de Reais de l'heure (soit 26 centimes d'euros de l'heure) soit pour une journée complète de 8 heures de travail (1 heure entre 12H et 13H pour aller déjeuner) 7,2 Reais (2,06 euros). Si elles travaillent toute la semaine soit 45 heures par semaine, et durant un mois entier, elles peuvent gagner jusqu'à 160 Reais (45,7 euros), soit moins du salaire minimum. Le commerce équitable est ici relatif, car il devrait assurer des emplois pérennes et sous contrat avec les charges payées, ce qui n'est le cas pour l'instant que pour une employée. C'est toute la question de l'équité qui se joue ici, et de sa représentation, et selon quelle échelle (le salaire minimum national représente-t-il vraiment une amélioration des conditions de vie des agriculteurs, le soucis d'équité et de justice, et le travail à la journée, payé en dessous de ce salaire minimum? Des questions qui resteront ici en suspens, car ce n'est pas l'objet de notre travail mais sur lequel nous aimerions si possible travailler par la suite).

Deux fois par semaine Neemias Barreto et Diones Dias, vont récupérer les caisses de banane aux bord des champs des producteurs avec le petit tracteur et ils reçoivent chacun 20 Reais par semaine (5,7 euros).

L'entreprise compte également un gérant, Antônio S. Dias depuis décembre 1998. Auparavant c'était son frère qui en avait la charge durant les 2 premiers mois, mais il a renoncé car cela lui demandait trop de travail et il ne pouvait plus s'occuper de son travail d'autosubsistance. Antônio a pensé plusieurs fois à abandonner également, mais dit-il, personne ne veut prendre sa place et il explique que c'est difficile de travail avec la population. Le gérant s'occupe de la répartition de la vente de banane de chacun des producteurs, de la partie administrative et de la commercialisation. Il gagne un salaire et demi soit 300 Reais par mois (un eu plus de 85 euros). Il y a aussi un responsable technique de la fabrique, Ilton G. Da Silva qui a ensuite laissé sa place à Argeu S. Xavier en 2003 car Ilton a été élu comme représentant au conseil de l'APA et ne pouvait plus se consacrer à ce travail à la fabrique. Le responsable technique s'occupe de toute la partie de la production de bananes séchées et de bonbons. Il est nécessaire parfois de passer la nuit à la fabrique lors des périodes de séchage des bananes, et c'est lui qui doit assurer ce travail. Il gagne un salaire minimum soit 200 Reais.

---

<sup>61</sup> Au début de mon terrain le salaire minimum était de 180 Reais en 2001, puis il est passé à 200 en 2002 et en 2003 à 240 Reais. Pour information entre 2004 et 2006, il est passé de 260 à 350 Reais.

La fabrique a permis d'apporter à ses membres des revenus réguliers, pérennes dans le temps et ainsi une certaine sécurité. Malgré les problèmes rencontrés, elle a été le premier et pendant longtemps l'unique moyen d'espérer améliorer les conditions de vie de la population du hameau. Même si elle rencontre des difficultés, des incompréhensions, elle a le mérite d'exister, et de vouloir au travers du programme d'extension de l'Université de vouloir perdurer dans la recherche d'une autonomie locale.

Au-delà de la sociabilité il a fallu exposer l'organisation et le fonctionnement pour en saisir les enjeux, les rapports qui en résultent ainsi que les tensions ou les ajustements. L'entreprise, on vient de le voir, renvoie à un statut complexe qui a engendré une forme de repli d'un bon nombre des associés ; de même, elle engendre de la déception par rapport aux attentes excessives que sa création avait suscitées. Les clivages familiaux ont ainsi pris place au sein de l'entreprise et la dynamique initiale de l'association s'est progressivement bloquée.

Voyons à présent les modifications engendrées par la mise en place du conseil de l'APA, cette autre forme d'organisation contemporaine.

### ***c) Le conseil de l'APA***

La création de l'Aire Protégée APA aurait dû faire l'objet, dès le début, de la mise en place d'un conseil réunissant tous les acteurs en jeu localement qu'ils soient institutionnels ou la société civile afin d'ouvrir un dialogue démocratique entre les différents acteurs, comme en témoignent les textes relatifs aux Plans de Gestion des Unités de Conservation (voir chapitre 1 et 2). Cependant, c'est presque 20 ans après la mise en place de l'aire protégée que ce conseil voit le jour. Tout d'abord l'IBAMA, l'institution qui gère l'APA s'est dotée de trois fonctionnaires supplémentaires en 2002 alors qu'auparavant une seule personne avait en charge toute l'aire de Guaraqueçaba. A partir de là, le conseil a été créé et sa première phase a été de mettre en place des représentants des communautés par bassin hydrographique. En novembre 2002, les différents représentants des communautés ont été réunis afin de leur expliquer le futur fonctionnement du conseil. C'est la SPVS qui a été chargée d'organiser ces réunions d'informations et la mise en place des représentants. La situation est pour le moins paradoxale, cette ONG dont les positions protectionnistes sont clairement affirmées, dont les intérêts liés à la mise en place des « puits de carbone » sont de notoriété publique et à laquelle les habitants de la vallée font souvent le grief de faire passer la protection de la *Mata Atlântica* avant le bien être des paysans de Guaraqueçaba, se voit confier par l'IBAMA la

tâche de facilitateur du dialogue entre ces mêmes habitants et les différents protagonistes engagées dans le fonctionnement de l'APA.

Le conseil réunit 19 représentants de la société civile, du gouvernement et d'institutions privées telles que des ONG's agissant localement. Les onze représentants institutionnels et des ONG's sont : l'IBAMA (Institut Brésilien de l'environnement), l'EMATER (Entreprise de soutien technique rural), la SEMA (Secrétariat de l'État de l'Environnement), l'Université Fédérale du Paraná, l'Institut de Recherche de Guaraqueçaba, l'Université Catholique (qui possède une antenne à Guaraqueçaba), les mairies de Guaraqueçaba et Antonina, la Fondation Boticário de protection de la nature, la SPVS. Les huit représentants de la société civile ont été choisis par bassin hydrographique (le bassin des rivières Cachoiera-Faisqueira, celui de la rivière Guaraqueçaba, puis Serra Negra, Tagaçaba, Itaquí-Benito, Itinga-Paranaguá, Medeiros-Ilha Rasa et enfin un représentant du bourg de Guaraqueçaba). Le représentant de la vallée de la rivière Guaraqueçaba est Ilton Gonçalves da Silva de Batuva. Alors que je finissais mon travail de terrain en novembre 2003, ce dernier m'expliquait que le conseil n'était pas encore fonctionnel et qu'il n'avait pas grand chose à en dire hormis que le dialogue avait commencé avec l'IBAMA. Le processus qui doit aboutir à une gestion participative de l'Aire Protégée se situait donc dans une phase embryonnaire.

Les nouveaux fonctionnaires de l'IBAMA sont également venus sur le hameau et ont explicité les règles et les restrictions environnementales à certains producteurs, les accompagnant sur leurs parcelles agricoles.

Dans l'étude sur les différentes formes de sociabilité on peut constater l'importance des relations de parenté, différents réseaux qui sont flexibles, et d'autres plus construits. Enfin, c'est autour de l'association et de la fabrique que se jouent aujourd'hui des enjeux de pouvoir, d'alliances et de clivages. De plus le conseil de l'APA devrait apporter un moyen nouveau de défense des modes de vie et de reproduction matérielle de la population. Les initiatives internes ont en même temps généré des améliorations et des tensions au sein du hameau. Les initiatives extérieures peuvent être envisagées selon les cas comme des intrusions ou comme des tentatives de dialogue. Cependant les restrictions environnementales persistent et conduisent à la pérennisation de pratiques occultes qui assurent la reproduction matérielle de la population et son autosubsistance. Ce sont ces pratiques que je vais maintenant étudier en exposant les différentes formes de reproduction matérielles et les stratégies de reproduction que la population met en place afin de perdurer localement.

En relation avec la problématique globale du programme de recherche interdisciplinaire du Doctorat Environnement et Développement de l'Université Fédérale du Paraná sur les discussions entre permanence et changement dans les relations qu'un groupe social entretient avec son environnement et sa reproduction sociale, ces analyses montrent que la reproduction du hameau de Batuva s'accompagne de nombreux changements : dans les relations entre les familles, l'assimilation de nouveaux arrivants, l'ouverture vers l'extérieur, l'innovation et le développement de stratégies en fonction d'un contexte, de conjonctures pour se reproduire socialement et matériellement.

A présent, on comprend mieux comme fonctionne la communauté et les entités en constante interaction, les rapports de force et les identités, la structure sociale et son histoire.

Des clivages et des alliances entre des familles se sont développés face à des enjeux nouveaux. L'arrivée de nouveaux acteurs sur la scène locale participe aux changements internes. Tout cela interagit et j'ai essayé de montrer la marge de manœuvre de la population, la capacité d'organisation de ces petits agriculteurs sur cette scène ouverte à d'autres acteurs.

La création de la fabrique constitue un enjeu virulent et où initialement elle était conçue pour englober toute la population et qui progressivement s'est refermée sur un réseau de sociabilité et où des oppositions familiales ont joué ainsi que des déceptions et des démobilisations de certains face aux nouvelles difficultés posées par le statut de l'entreprise se heurtant à une bureaucratie complexe.

Le nouveau défi avec la constitution du conseil de l'APA et la représentation des habitants des hameaux est à l'œuvre afin d'organiser un dialogue avec les différents acteurs responsables de l'APA ou qui y jouent un rôle important. Pourtant, l'encadrement actuel du conseil de l'APA est réalisé par la SPVS, ONG qui a un passé ultra préservationniste et qui a déjà connu des conflits conceptuels avec les habitants sur l'environnement et l'utilisation de celui-ci, qui a beaucoup dénigré la population la traitant comme un des facteurs de la destruction de la *Mata Atlântica*, aspect qui apparaît quelque peu problématique dans la participation effectivement des représentants locaux et dans leur appréhension des négociations futures.

Au sein du conseil de l'APA, la population cherche à dénoncer la position de hors la loi dans laquelle elle se trouve rejetée alors qu'elle cherche simplement à survivre. Le conseil devrait d'abord être un espace de parole et d'écoute et enfin devrait apporter des mesures pour résoudre ces problèmes. L'aspect embryonnaire cependant du conseil ne permet pas encore de tirer des conclusions ou des analyses. Le reste est à venir.



## **CHAPITRE 9 :**

### **LES FORMES D'APPROPRIATION DES RESSOURCES**

### **ET LES ACTIVITÉS LIÉES A L'AUTOSUBSISTANCE :**

Dans le questionnaire général sur les relations que la société entretient avec la nature, j'en viens à présent, de façon plus précise, aux conditions dans lesquelles les familles, dont j'ai vu qu'elles constituaient le niveau le plus fondamental de l'organisation sociale locale, s'efforcent d'assurer leur reproduction matérielle et sociale, à court et moyen terme, dans un contexte désormais marqué par les mesures de protection de l'environnement et de restrictions d'usage des ressources naturelles. En d'autres termes, je vais m'interroger sur les stratégies mises en œuvre par ces petits agriculteurs pour satisfaire leurs besoins immédiats (se loger, se nourrir, se soigner) ainsi que pour assurer leur avenir et celui de leurs enfants, en particulier par l'éducation.

Dans le chapitre qui suit, je vais me centrer sur les activités dites d'autosubsistance, à l'occasion desquelles les denrées ou les biens sont produits par ceux-la même qui les consomment ou les utilisent. Il s'agit de matières et de denrées prélevées dans la nature environnante, directement (cueillette, chasse, pêche) ou par l'intermédiaire d'un cheminement productif qui contrôle et oriente les processus naturels (agriculture, élevage). Elles peuvent être consommées ou utilisées directement ou après la mise en œuvre de techniques de transformation appropriées.

L'étude de l'usage des ressources naturelles a été abordée dans sa contemporanéité mais également dans sa dimension historique, prenant en compte les changements intervenus dans les pratiques au fil du temps et selon les contextes – plus particulièrement en relation avec à la mise en place des restrictions environnementales. Une des questions qui m'intéressent est, en effet, de savoir ce qui se passe dans une société qui se trouve dans un environnement protégé et où en même temps des projets de développement rural sont développés. Ainsi, ce n'est pas exclusivement la relation société/nature à laquelle je m'attache mais aussi toute la problématique du développement durable et de la protection de l'environnement comme je l'ai déjà expliqué dans l'introduction de cette recherche. En tenant

compte de la dimension historique, mon questionnement se centre sur la façon dont, dans ses usages des ressources naturelles, la société rurale locale s'est adaptée aux nouvelles réalités qui s'imposaient à elle, opérant les changements nécessaires pour assurer sa propre survie.

Pour ce faire, je vais examiner tout d'abord les conditions sociales de l'appropriation des ressources naturelles. J'étudierais ensuite les modalités d'exploitation de ces ressources, à travers l'agriculture, le jardinage, la pêche et la chasse.

Les données présentées ici proviennent des observations directes que j'ai pu faire au cours des deux années durant lesquelles j'ai partagé la vie et les activités des habitants de Batuva durant de longues périodes ; elles sont également tirées d'enquêtes et de relevés plus systématiques opérés auprès d'un échantillon de 21 familles. Ces enquêtes spécifiques ont abordé une très large gamme de questions touchant en particulier les productions, les sources de revenus, les conditions d'habitation, les dépenses, la consommation (notamment alimentaire), la résolution des problèmes de santé, l'organisation du travail familial, l'outillage, et les échanges divers.

Le choix de l'échantillon des familles enquêtées a répondu à plusieurs facteurs : tout d'abord, un des aspects importants est la relation que j'avais développée durant tout le terrain avec les familles, créant un climat de confiance plus développé avec un certain nombre d'entre elles ; cette première exigence satisfaite, ont été retenues des familles issues de lignages différents – en s'efforçant de maintenir une proportionnalité entre la taille des lignages et le nombre des familles ; je me suis également efforcée de refléter du mieux possible la diversité des situations socio-économiques et de ne pas laisser de côté les familles de résidence récente. Il s'agit donc d'un échantillon raisonné qui, sans prétendre à la représentation statistique, prétend fournir une illustration des principales situations familiales, sociales et économiques rencontrées à Batuva.

Le choix a été fait de changer les noms des personnes afin de garder l'anonymat et de pouvoir ainsi présenter les stratégies de chacune des familles en considérant à la fois les pratiques licites et, le cas échéant, les pratiques illicites, occultes. Cela me permet en toute liberté de donner à voir et d'analyser les stratégies individuelles dans leur ensemble sans porter tort aux familles qui développent des activités hors la loi et de montrer la continuité dans les différentes activités pour chacune des familles.

L'enquête a été réalisée auprès des familles suivantes :

- 4 familles COSTA (Alfredo, Bruno, Nestor, Paulo) ;
- 4 familles ROSA (Vicente, Fernando, André, Julia) ;
- 4 familles SANTOS (Augusto, Francisco, João, Celso) ;
- 1 famille BRANCO (Jorge) ;
- 1 famille MACHADO (Victor) ;
- 1 famille GOMES (Bento) ;
- 1 famille MOREIRA (Clara) ;
- 1 famille PEIXOTO (Miguel) ;
- 1 famille ARAUJO (Mariano) ;
- 1 famille LOBOS (Sebastião) ;
- 2 familles de résidence récente (Joaquim CANDIDO, Samuel MACEDO).

Les enquêtes de ces familles, comme des études microscopiques, illustrent des modèles de situation de reproduction, elles illustrent des réalités matérielles et sociales. On va voir comment la population vit fondamentalement des ressources du milieu.

M'appuyant sur l'ensemble des informations recueillies par observation et par enquête, je montrerai dans un premier temps les modes d'appropriation des ressources naturelles et la répartition foncière selon les familles, les conditions de cette appropriation. Je décrirai ensuite les techniques de mise en valeur et les pratiques agricoles, ainsi que les pratiques qui ponctionnent directement sur l'environnement (chasse, pêche, cueillette). Certaines de ces activités sont presque essentiellement destinées à la satisfaction des besoins de base et ne passent pas par le marché, toutefois le contraste entre production d'autoconsommation et production de rente n'est pas toujours facile à faire car les cultures dites vivrières peuvent aussi devenir des cultures commerciales en cas de surplus, de surproduction. La distinction est en revanche nette dans certains cas, car certaines productions et certaines activités sont fondamentalement destinées à fournir un revenu monétaire. Je les considérerai dans le chapitre suivant, celui-ci étant centré sur les activités productives d'autosubsistance.

## **1. LES FORMES D'APPROPRIATION FONCIÈRE :**

Le territoire disponible par famille, sa configuration et sa situation vont déterminer en partie la capacité de la famille à se reproduire matériellement en permettant ou non la pratique d'une agriculture, dans des conditions plus ou moins occultes, cachées afin de pouvoir perdurer face aux restrictions environnementales contraignantes. J'ai abordé la question dans le chapitre sur la sociabilité en mettant l'accent sur des tensions au sein même des familles quant à l'appropriation de parcelles pour l'agriculture. Le fait que les terres familiales des grands lignages demeurent en indivision contribue à générer ces tensions. Car après plusieurs générations, le contrôle assuré jusqu'alors par les anciens perd en vigueur et les histoires familiales singulières suscitent des désaccords, des mésententes ou plus souvent des non-dits par des droits octroyés individuellement sur certaines parcelles. Comme en avait témoigné les informateurs, c'est l'usage qui crée un droit provisoire ou à long terme des parcelles à l'intérieur des territoires familiaux. C'est la "*racine dans la terre que l'on a plantée*" qui a de la valeur et ainsi est respectée par autrui, selon l'expression employée par les informateurs eux-mêmes.

Pour ce qui concerne la cueillette et la chasse, la population utilise de manière illicite les territoires des fazendas environnantes qui ne sont pas fermées par des barbelés. Les habitants se sont octroyés un droit de passage pour aller chasser ou cueillir le palmier car les gardes des fermes n'ont pas les moyens de contrôler étant seulement au nombre de deux, et ne voulant pas non plus entrer en conflit avec la population. Les habitants continuent donc, comme auparavant, de parcourir la forêt et la montagne pour ces activités qui sont le plus souvent nocturnes. L'extraction de bois se fait quant à elle sur les parcelles des familles.

Plus largement, il faut envisager la configuration de l'espace disponible sur le hameau, du paysage qui va en partie déterminer les pratiques agricoles.

Le hameau est composé de plusieurs noyaux d'habitations comme je l'ai déjà présenté précédemment. Tout le long de la piste principale en terre s'égrènent les habitations. Elles sont entourées de petites parcelles dans lesquelles ont été aménagés des jardins potagers attenants aux maisonnées, puis des bananeraies, des plantations de manioc et plus rarement des petites plantations de riz ou de haricot ou des plantations de palmier.

C'est ainsi que se présente le paysage lorsque l'on pénètre dans le premier noyau d'habitations de Batuva : semis de maisons parsème la petite plaine qui s'ouvre au débouché

de la piste qui remonte la vallée. Ce sont cependant les bananeraies qui apparaissent les plus disséminées sur le territoire de la plaine, proche de la piste, des chemins et des maisonnées. La production de la banane est, comme je l'exposerai plus loin, réservée à la commercialisation et très peu destinée à la consommation. Ainsi les cultures vivrières, hormis le manioc et le jardin potager, n'apparaissent pas spontanément à l'œil du visiteur et il faut s'enfoncer dans les chemins de traverse des versants et de la forêt, des chemins caillouteux et accidentés pour accéder à des petits sentiers et se rapprocher des parcelles agricoles vivrières.

Le hameau est encastré au fond de la vallée au bord de la rivière et il est entouré par la forêt et les versants montagneux. Les rives du Rio Guaraqueçaba, réservés au développement de la forêt ciliaire, ainsi que les espaces marécageux où pousse une espèce d'arbre protégé, la *caxeta* (*Tabebuia cassinoides*), sont interdits à tout type d'usage. Sont également protégés les versants à partir de 45° de déclivité, ainsi que tous les espaces couverts de forêt. L'espace disponible pour les activités agricoles est donc très réduit. La situation peut changer sensiblement d'une famille à l'autre car toutes n'ont pas un accès égal aux terres les mieux placées – en fonction de l'histoire lignagère, avec ses tensions, ses privilèges acquis, ses exclusions. De ce fait, les espaces agricoles disponibles en plaine sont réservés aux cultures pérennes tandis que les versants font l'objet quant à eux de cultures temporaires, saisonnières et annuelles et dont le principe est la culture sur brûlis.

En plaine, la population n'a pas la possibilité de pratiquer la culture sur brûlis car, si elle respectait les périodes de recrû nécessaires à la fertilisation du sol, le couvert forestier atteindrait une telle taille qu'il lui serait interdit d'en faire la défriche pour recommencer un cycle de culture. Les paysans réservent donc les parcelles de plaine pour les cultures pérennes, qui ne demandent pas de période de recrû trop longue, ou une grande fertilité du sol comme le manioc, la banane et vont ainsi se cacher sur les versants pour les cultures annuelles.

Cet espace montagneux forestier est ainsi le tableau des principales activités agricoles de la population locale, lieu soumis à de fortes restrictions environnementales mais propices à la pérennisation de la culture sur brûlis.

On peut donc diviser le territoire agricole de Batuva en plusieurs catégories. La première concerne l'espace résidentiel, la maisonnée et le jardin. Cet espace est presque toujours situé dans la plaine ou à moins de 50 mètres d'altitude. La deuxième, est la partie des plaines, où se situent les cultures permanentes comme les bananeraies, les plantations de palmiers, les cultures de manioc et de maïs essentiellement, ainsi que les pâturages de bovins. Enfin, la troisième catégorie est le territoire qui se situe sur les collines, les versants des montagnes.

Le territoire de Batuva comporte ainsi approximativement :

- 13% de plaines, terres basses localisées près de la rivière ;
- 15% du territoire sont des collines de 30 à 100 mètres d'altitude ;
- 22% sont des versants de 100 à 200 mètres d'altitude ;
- 37% correspondent à des versants de 200 à 500 mètres d'altitude ;
- Les versants de plus de 500 mètres d'altitude jusqu'à 700 mètres environs correspondent à 13% du territoire.

Ces données approximatives sont le résultat d'une étude du relief et de la réalisation d'une carte, à partir d'une carte de l'IBGE (IGN Brésilien), systématisant les courbes de niveau d'altitude. La délimitation de la communauté de Batuva a été réalisée à partir des frontières géographiques et des frontières d'usage et de propriété des habitants de la communauté, à savoir :

- Frontière entre les États Paraná – São Paulo, se situant sur les pics des montagnes à l'est de Batuva ;

- Frontière avec les territoires des latifundios à l'ouest (Madezatti) ; au sud, sud-est (Zugman); au sud, sud-ouest (Almir Rocha); au nord (Ponta Grossa)<sup>62</sup>.

Le territoire apparaît dans son aspect physique, géographique et dans sa dimension sociale comme étant un espace délimité revendiqué par un groupe social, sur lequel il a des droits d'accès, de contrôle et d'usage sur tout ou partie de ces ressources naturelles (Cf GODELIER, 1984). A Batuva, les principaux usages se concentrent dans les espaces situés à une altitude inférieure à 200. Occasionnellement, certaines activités se poursuivent entre 200 et 300 mètres d'altitude (notamment cueillette et chasse). Au-delà, seules se maintiennent la cueillette du coeur de palmier et certaines parties de chasse collective – devenues exceptionnelles de nos jours. Les versants de plus de 500 mètres d'altitudes ne font l'objet d'aucun usage et d'aucune incursion de la part de la population. Ce sont des montagnes de 500 à 700 mètres d'altitudes autour de la communauté de Batuva, les pics les plus élevés se situent plus au sud de Batuva, à l'est de la communauté de Rio Cedro et atteignent jusqu'à 1070 mètres d'altitude.

---

<sup>62</sup> Cette dernière, comme cela a été dit précédemment, a été abandonnée par son propriétaire et le garde forestier de la fazenda, habitant de Batuva, sans salaire depuis 1996, s'est attribué l'usage des terres depuis l'absence de nouvelles du propriétaire.

C'est donc 57% du territoire (de 0 à 200 mètres d'altitude) qui sont théoriquement disponibles pour des usages réguliers ou occasionnels de la part de la population de Batuva. Cette surface se réduit à 32% du territoire si l'on ne considère que les plaines et les versants d'une altitude inférieure à 100 mètres, occupées par l'habitat et par les cultures pérennes. De cette superficie théorique, se retranchent des espaces très importants qui sont frappés par des interdictions d'usage.

Une étude de l'occupation des sols réalisée par Charles CHEUNG dans le cadre du Programme de recherche collectif montre qu'en 1996, 75% du territoire de Batuva était couvert par une végétation arborée sans trace visible d'exploitation humaine, c'est à dire de forêt qu'elle soit secondaire ou primaire. Alors que 25% du territoire présentait des signes d'exploitation humaine en cours, récente ou antérieure. Ces 25% du territoire correspondent avant tout à la plaine et aux versants jusqu'à 100 mètres d'altitude ; quelques traces d'usage apparaissent sur les versants situés entre 100 et 200 mètres d'altitude.

Ainsi, en plaine, ce sont les cultures vivrières comme le manioc et les jardins potagers surtout qui sont développés. Ces deux cultures sont des activités exclusivement féminines. En effet, les femmes se réservent la réalisation et l'entretien de ces deux cultures proches du lieu de résidence alliant ainsi leurs responsabilités domestiques et une activité agricole vivrière. Les autres cultures comme le riz, le maïs, la banane sont plus masculines, les femmes pouvant cependant participer à certaines activités comme la cueillette ou l'arrachage des mauvaises herbes. La culture du haricot est quant à elle plus mixte encore, souvent plus proche du lieu de résidence que les plantations de riz ou de maïs.

A présent, étudions les territoires des familles, la propriété et la transmission de la terre. J'ai déjà traité dans des chapitres précédents certains aspects des conditions d'accès à la terre des différents groupes familiaux de Batuva. On a vu, en particulier, que la question foncière à Guaraqueçaba, comme dans d'autres régions du Brésil, est particulièrement confuse et difficile, notamment en ce qui concerne les "*posseiros*" et qu'elle s'est révélée conflictuelle et violente au cours des précédentes décennies. En effet par manque de titularisation officielle pour certains et par des délimitations de propriétés floues pour d'autres, les *posseiros* et les propriétaires de titres de propriété ancestraux peu clairs, ont été les cibles des latifundiaires peu scrupuleux. La majorité des familles du hameau dispose toutefois d'un titre de propriété acquis à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et qui se transmet de génération en génération sans modification, restant en indivision pour tous les héritiers descendants de l'ancêtre ayant fait établir le titre de propriété (Cf. chapitre 6). Les limites de ces propriétés sont, depuis le début,

relativement floues : définies selon des méthodes de cadastrage désuètes aujourd'hui. Une grande partie du territoire, de la propriété a été également acquise depuis des décennies et des générations d'usage, de productions agricoles collectives, familiales. Cette appropriation a souvent eu un caractère informel et de ce fait ces terres sont ou ont été des "*points de mire faciles de la spéculation immobilière et les premières à être victimes du grilagem*" (DIEGUES et NOGARA, 1999 : 37).

Ce que j'ai pu observer est que, de nos jours, la taille et la localisation du territoire des grandes familles déterminent leur capacité à planter, à cultiver et surtout à accéder à des espaces situés hors de la vue de la police forestière et où elles peuvent continuer à pratiquer l'agriculture sur brûlis, dont elles tirent l'essentiel de leur production vivrière. La taille du territoire plus ou moins grande et plus ou moins accessible détermine le nombre et la taille des plantations annuelles des familles. Citons l'exemple de la famille ROSA qui dispose de terre au nord de Batuva. Ces terres sont difficiles d'accès, bien cachées du panorama visuel que l'on peut avoir de la route et du chemin principal. Cette taille et cette disposition leur permettent de réaliser leurs plantations illicites loin, à l'abri des regards et des pas des policiers forestiers.

Le niveau de couverture des besoins alimentaires par l'autoproduction est un élément déterminant du statut économique d'une famille : en effet pour ceux qui doivent se fournir sur le marché, les dépenses alimentaires constituent une dépense importante qui engloutit une bonne partie de leurs maigres revenus. Ceux qui, au contraire, vivent pour l'essentiel sur leur propre production – notamment en ce qui concerne les denrées de base que sont le riz, le haricot et le maïs – l'argent disponible peut être utilisé pour d'autres usages, domestiques ou productifs. La culture sur défriche-brûlis, interdite par la réglementation environnementale, demeurant la technique majeure pour les cultures vivrières, le fait de pouvoir s'y livrer à l'abri des regards et donc de pouvoir accéder à des espaces éloignés, situés sur des versants difficilement accessible, constitue un avantage différentiel très significatif. Inversement, n'avoir de terres que dans des lieux exposés à la vue constitue une contrainte forte pour la pratique du défriche-brûlis, et donc un facteur limitant pour la production vivrière et pour la satisfaction des besoins alimentaires de base. C'est le cas, par exemple, des familles MACHADO, dont la localisation du domaine foncier ne comprend pas d'endroits qui leur permettraient de cultiver riz et haricot en toute discrétion. Quand il défrichent, sur les terres qui leur appartiennent, une parcelle laissée en jachère suffisamment longtemps pour avoir récupéré un niveau suffisant de fertilité, et qui donc porte des arbres dont la taille interdit qu'ils soient abattus, ils s'exposent à lourdes sanctions.



J'ai présenté au chapitre 7, la taille des territoires de chacun des groupes lignagers à partir de leurs déclarations faites lors de l'enquête du Doctorat *Meio Ambiente e Desenvolvimento* (MADE) en 2000, et des collectes de données lors de mon propre terrain. A partir de ces informations on peut estimer la taille moyenne de territoire disponible pour chaque noyau familial, c'est-à-dire chaque ménage, dans chacun des groupes lignagers.

Famille	Taille approximative du territoire par noyau familial
SANTOS	12
MACHADO	12
PEIXOTO	12
GOMES	10
LOBOS	10
COSTA	19
ROSA	21
BRANCO	25
CANDIDO	137
MOREIRA	6
ARAUJO	1,5
MACEDO	0,96

**Tableau n°20** : Taille approximative des territoires par ménage en hectares.

Il ne s'agit que d'une valeur théorique moyenne. Dans les faits, au sein d'un même lignage peuvent exister des conflits qui désavantagent certains ménages du point de vue foncier. C'est le cas pour une branche de la famille COSTA dont 2 familles sont reléguées sur des versants très exposés à la vue et donc très peu propices au développement de parcelles vivrières. On peut donner aussi l'exemple du lignage BRANCO, miné par les désaccords entre frères et sœurs : une sœur réclamant des droits sur la terre de ses parents et ses frères les lui refusant sous prétexte que, par son mariage, elle a acquis de suffisamment de terre et que eux se retrouveraient lésés s'ils devaient partager avec elle.

De façon générale, les agriculteurs déclarent utiliser une moyenne de 5 à 8 hectares pour les activités agricoles (c'est le cas de la majorité des familles enquêtées de façon approfondie hormis les familles MOREIRA, MACEDO).

En dépit des approximations auxquelles on est contraint en matière foncière, il est clair que des disparités importantes existent d'un lignage à l'autre, d'un ménage à l'autre. On peut regrouper d'un côté les familles SANTOS, MACHADO, PEIXOTO, LOBOS, GOMES, COSTA qui disposent de 10 à 19 hectares par ménage (moyenne de 12 ha) et dont plus de 70% du territoire se situe en forêt et sur des versants montagneux. D'un autre côté, les familles ROSA, et BRANCO qui détiennent entre 21 et 25 hectares par ménage, là encore dont plus de 70% du territoire en forêt sur des versant montagneux cachés. Les ménages ARAUJO et

MACEDO ne disposent en revanche que de moins d'un hectare et demi en moyenne. Dans les familles MOREIRA la moyenne est de 6 hectares. Le cas de la famille CANDIDO est très particulier car elle a accès, à elle seule, à 137 hectares, exploités en métayage.

Ainsi, la grande majorité des ménages étudiés dispose de 10 et 25 hectares, majoritairement situés sur des versants montagneux et composés de forêt. Ces familles disposent ainsi, plus ou moins selon la topographie de leur propriété, de conditions propices au maintien de pratiques agricoles vivrières clandestines. A l'extrême, les stratégies des familles ARAUJO et MACEDO seront minutieusement étudiées pour entrevoir comment elles font face à la faible superficie de leurs terres. Et à l'autre extrême, la famille CANDIDO se distingue pour disposer d'un vaste territoire et, nous le verrons, d'une activité atypique sur le hameau et aussi sur le municipe en général.

Cette disparité des situations foncières, tant en termes de superficie que de localisation, se retrouve également à Rio Verde, où demeurent trois grands groupes lignagers. Selon mes relevés de terrain et l'enquête du MADE, un groupe familial possède 268 ha pour 12 familles et un autre 72 ha pour 8 familles. Le premier groupe a plus de possibilités de planter, chacun des ménage disposant d'environ de 22,3 ha alors que le second a 9 ha par ménage. Par ailleurs le territoire dont dispose le premier groupe lignager offre plus de possibilités de plantations cachées que celui du second.

La taille et la localisation du territoire de chaque famille déterminent également le nombre d'années de repos du sol entre deux cultures, la période de recrû ou de jachère. Ainsi, celui qui ne dispose que de peu d'espace va se contenter d'une jachère de 2 à 4 ans, alors que celui qui a plus de terres, va laisser de 5-6 ans jusqu'à 10 ans de recrû. C'est ainsi la qualité de la fertilisation du sol qui est en jeu et, en conséquence la productivité des parcelles cultivées. L'ambiguïté des titres de propriété, qui sont acquis depuis plusieurs générations, dont la localisation est floue et, de ce fait, le manque de cadastre clairement défini, favorise le maintien de l'agriculture sur brûlis clandestine et permet cette situation de cache-cache avec la police forestière. La police forestière rencontre des difficultés pour savoir à qui appartient le territoire lorsqu'elle trouve une parcelle sur laquelle elle identifie une pratique illicite (défriche, brûlis, plantation). Alors que chaque famille sait parfaitement où commence et finit son territoire et celui du voisin, connaît la terre qu'elle possède et ses limites ainsi que celles des autres familles. Mais, personne au sein des hameaux ne va dire à qui appartient tel ou tel champ lors de la venue de la police<sup>63</sup>.

---

<sup>63</sup> Selon certains, il y aurait des cas de délations anonymes par téléphone, mais rien ne peut être confirmé à ce sujet, et concernerait essentiellement la cueillette du palmier.

Venons-en à la répartition des terres au sein de chaque groupe lignager. Comme je l'ai dit, au sein d'un ensemble indivis, c'est l'usage qui fonde le droit. Ainsi, au lieu de me dire que cette parcelle est de l'un de ses fils X et cette autre d'un autre de ses fils Y, une mère de famille m'explique qu'ici c'est le maïs de X et que là c'est la palmeraie de Y. Le territoire reste clairement en indivision, et c'est son usage qui détermine, à un moment précis, les droits d'une personne sur une parcelle donnée. Droit qui ne durera que tant que l'usage persiste. Au sein de l'ensemble indivis, il n'y a donc pas de partage définitif, hormis en ce qui concerne le lieu de résidence. Celui-ci est le plus souvent défini en concertation avec le plus ancien de la famille, parent ou grands-parents, lorsqu'un nouveau ménage veut construire sa maison et s'installer.

Parallèlement, le lieu qui va faire l'objet d'une plantation future est déterminé par le chef de ménage. Comme je l'ai étudié précédemment, il n'y a pas de consensus et chacun va établir une plantation où bon lui semble, l'information se faisant par la suite, une fois l'usage établi, afin que personne ne vienne devancer l'autre.

J'ai entendu dire à plusieurs reprises que *"celui qui ne plante pas c'est parce qu'il ne veut pas"*. Ceux qui tiennent ce propos estiment que quelqu'un qui n'a pas de champ – ou pas suffisamment de terre – peut toujours demander à quelqu'un de mieux loti, de lui permettre de cultiver sur ses terres. Ceux qui disent cela n'ont généralement pas de problème foncier et disposent de terres abondantes et « bien placées ». Pour ma part, je n'ai jamais rencontré de cas où un lignage autorisait un ménage qui lui était étranger à venir cultiver sur son territoire indivis. De même je n'ai connu aucun cas de personnes d'un groupe familial ayant demandé la possibilité de planter sur les terres d'un autre groupe.

Ce que j'ai pu constater, c'est le cas d'une vieille femme veuve qui possède une plantation de café et qui a autorisé une dame d'un autre groupe familial à cueillir du café sans aucune contrepartie explicite. Cette personne possède une plantation de café conséquente. Elle, ses enfants et petits-enfants avaient déjà récolté la plus grande partie cette année là, et cette autre dame s'est contentée de ramasser les grains restés par terre à la suite de la récolte principale.

Le cas est différent au sein des familles qui sont extérieures à ces groupes lignagers et qui sont d'installation récente dans le hameau, de 6 à 10 ans. Il y existe une solidarité entre ses familles, en quelque sorte parallèle à celle qui s'exerce entre membres d'un même groupe lignager, comme je l'ai précédemment évoqué au chapitre 7. J'ai observé qu'un homme d'une famille de résidence récente a demandé à un autre homme dans la même situation qui est garde forestier d'un latifundio s'il pouvait planter du riz en 2002 sur une parcelle de terres

dont il a la charge. Ce dernier a accepté et ne lui a rien demandé en retour. Cependant, après sa récolte le bénéficiaire a donné quelques kilos de riz en remerciement à la famille qui lui a laissé l'opportunité de planter.

Les raisons de la situation décrite ici sont à chercher dans l'histoire du hameau et des lignages. Cette histoire a été construite par les familles fondatrices. Entre ces groupes lignagers cette solidarité n'est toutefois pas à toute épreuve car des clivages conflictuels peuvent exister entre branches familiales différentes. En revanche, les territoires des divers lignages fondateurs sont étanches les uns aux autres. A travers le foncier il se joue des jeux de pouvoir et de compétition entre les groupes familiaux, les différentes branches de ces groupes, les lignages du hameau. Soulignons deux exemples afin d'illustrer cela, dans les années 1960-70, un groupe a eu un certain pouvoir sur le contrôle de la collecte et de la vente du cœur de palmier. Ce même groupe, lors de l'implantation de la fabrique de banane, dans les années 90, a participé à la construction du bâtiment mais s'est rapidement retiré du projet car il n'était pas d'accord avec les orientations prises et rentrait régulièrement en conflit avec le reste des membres de la fabrique lors des premières réunions de mise en route juridique de l'entreprise (évoqué au chapitre précédent). Ce groupe familial s'est donc mis à l'écart des décisions et du contrôle de l'entreprise en la quittant dès sa constitution. Cet exemple est révélateur des enjeux et des intérêts des groupes familiaux sur le pouvoir et le contrôle dans divers domaines de la structure sociale du hameau au-delà du foncier. D'autre part, les familles de "l'extérieur" n'ont pas accès à la fabrique, certaines apparaissant comme des rivales à l'ordre établi par l'histoire construite du lieu. Les enjeux de chaque groupe familial, ou branches des groupes familiaux sont à défendre pour le maintien du jeu. Les conflits ne sont pas explicites tout comme la distribution de la terre à l'intérieur même des groupes familiaux.

La mobilité interne au sein du hameau des personnes de chaque groupe révèle également cette frontière, ou barrière entre les groupes familiaux. Chaque ménage de chaque groupe lignager reste spatialement dans le territoire de son groupe. Les occasions de sortir du territoire sont liées aux divers déplacements en direction des lieux publics comme la route principale pour prendre le bus, pour aller à l'épicerie, à l'école ou à la cabine téléphonique. Ainsi, je n'ai jamais observé de déplacement des familles MACHADO dans les territoires des familles ROSA, SANTOS, COSTA, BRANCO, ARAUJO, et idem aucune incursion ni même visite n'est faite de la part des familles ROSA au territoire des familles MACHADO et BRANCO. Dans les autres cas, les déplacements dans les territoires d'autres groupes familiaux se font pour atteindre une propriété personnelle, s'il faut traverser le territoire de

l'autre famille pour y accéder. Par exemple les COSTA doivent traverser une partie du territoire des ROSA pour accéder certaines de leurs terres. L'existence de relations d'alliances tissées par les intermariages peut toutefois créer des liens et notamment des rapports au territoire singuliers. Ainsi les ROSA sont en relation de parenté avec les SANTOS, tous les descendants ROSA appartenant par leur mère au groupe familial SANTOS, leur territoire est partiellement issu de l'héritage de leur mère et, par ailleurs, le territoire hérité de leur père se trouve après le territoire des SANTOS. Aussi, la mobilité des ROSA à l'intérieur du territoire des SANTOS est quotidienne. Mais cela n'est pas vrai dans l'autre sens, les personnes du groupe familial SANTOS ne traversent pas le territoire des ROSA hérité par leur père. De même, le seul fils ARAUJO résidant à Batuva est marié à une fille ROSA, il profite par son mariage de l'usufruit des terres que le lignage ROSA possède au nord de Batuva. Il y plante ses cultures annuelles comme le riz, le haricot à l'abri des incursions de la police forestière, lui-même possédant un territoire restreint et n'ayant pas de terres propices au défrichage de parcelles discrètes sur lesquelles pratiquer ces productions vivrières. Le même schéma se reproduit pour les familles GOMES qui, n'ayant pas de territoire propre, disposent par héritage de terre sur le territoire SANTOS, car la mère de la famille GOMES est issue du groupe familial SANTOS. Tout comme la famille de Sebastião LOBOS n'ayant pas de terre sur le hameau, dispose des terres de la famille de son épouse issue du groupe familial ROSA.

La complexité de la situation foncière à Batuva se donne à voir tant du point de vue de la titularisation de la terre que des relations familiales liées à l'usage et l'usufruit de la terre.

Un autre point important qui entre en ligne de compte dans le domaine foncier et dans l'appropriation foncière est la question des limites entre les parcelles des différents groupes familiaux. Ces limites sont clairement déterminées lorsque les parcelles font l'objet d'un usage ou d'une exploitation continue, comme c'est le cas pour des parcelles cultivées, des champs ou encore des espaces domestiques et des pâturages délimités par des barrières. Il reste qu'une grande partie des territoires familiaux se situe sur les versants recouverts de forêt : ici les limites sont plus floues, bien que des repères soient connus et reconnus par les habitants comme des accidents de relief, des arbres ou des arbustes bien identifiés de bornes entre les parcelles des familles. C'est le cas, par exemple, d'une bambouseraie qui sépare les territoires des familles BRANCO et ROSA à un certain endroit ou encore du seul pin Araúcaria qui marque l'entrée du territoire ROSA au nord du hameau, sur la limite avec le territoire SANTOS. De même, la rivière peut être un marqueur de limites entre des territoires de familles différentes, ce qui peut être source de litiges car son lit est mouvant et modifie son

cours au fil des années. C'est notamment le cas pour un lopin de terre situé initialement à droite de la rivière et attribué de ce fait à la famille COSTA et qui, du fait des déplacements du lit, s'est retrouvé petit à petit du côté gauche, ce dont les BRANCO tirent argument pour le faire leur.

Les limites en forêt sont définies encore une fois par des repères physiques comme des sentiers, des ruisseaux et des espèces végétales reconnaissables et ne font le plus souvent pas l'objet de conflits car ces parcelles ne sont pas utilisées pour l'exploitation agricole et que chacun connaît ses limites et celles d'autrui depuis des générations. Les cas les plus conflictuels sont ceux précédemment cités d'une répartition inégale du territoire chez les COSTA avec l'appropriation des meilleures parcelles par une branche de la famille, mais dont la caractéristique du conflit est d'être latent, subi dans le non-dit par l'autre branche qui, bien que s'estimant lésée, ne veut pas affronter le reste de la parenté et se résigne à la situation. Il en est de même pour le conflit, là encore larvé, entre la famille COSTA et la famille BRANCO pour la parcelle qui est passé de l'autre côté de la rivière après les modifications de son lit. Hormis ces deux cas, il n'est fait aucun état d'autres conflits de limites entre les différentes familles sur le hameau. Cependant le système des limites et plus généralement des propriétés reste un peu flou au regard extérieur ce qui permet largement les exploitations illicites en même temps que cela favorise ou engendre des difficultés d'identification des parcelles par la police forestière lors de ses incursions sur le hameau pour trouver les propriétaires contrevenants aux lois environnementales.

Ainsi, les limites des différents territoires familiaux, même si elles peuvent apparaître comme floues pour l'œil extérieur, répondent cependant à une connaissance du paysage environnant très développée car la moindre colline, le moindre ensemble floristique un peu particulier ou homogène – comme une bambouseraie, un *caxetal* ou autres – possède un nom et son propriétaire est clairement identifié par lui-même et par autrui. Le problème ne se situe donc pas tant au niveau des limites des grands territoires lignagers, qui sont globalement identifiées et respectées, qu'au sein de ces territoires eux-mêmes lorsqu'on en vient à la répartition de leur usage par les différents ménages : ici une forte concurrence peut sévir, marquée par la méfiance, la dissimulation et des stratégies qui consistent à mettre les autres ayant droits devant le fait accompli (Cf. chapitre 7).

## **2. LES CONDITIONS D'EXPLOITATION DES RESSOURCES:**

Dans les pages qui suivent, je vais voir comment, dans le contexte foncier qui vient d'être décrit, est menée l'exploitation des ressources naturelles ainsi appropriées. Je m'intéresserai plus particulièrement ici aux productions destinées à l'autosubsistance, sans perdre de vue les liens qu'elles entretiennent avec l'une des réponses apportées par les agriculteurs locaux aux contraintes créées par la réglementation environnementale : la généralisation de pratiques clandestines.

Je ne prétends pas ici présenter de manière exhaustive toutes les pratiques qui ont trait à l'exploitation des ressources mais plutôt mettre en exergues les plus représentatives. Et, c'est à partir de l'autosubsistance des familles que je vais identifier l'exploitation des ressources, les pratiques agricoles tournées vers l'autosatisfaction directe des besoins tirée du milieu naturel. L'objectif est ici d'identifier, de décrire et d'analyser les pratiques induites des ressources de l'environnement pour la subsistance directe.

Dans un premier moment j'étudie donc les productions de subsistance que sont les cultures du riz, du haricot et le manioc. Même si, occasionnellement, ces productions peuvent aboutir à des revenus, elles sont fondamentalement destinées à l'autosubsistance. Je porterai ensuite mon attention sur les jardins de case – vergers, potagers, jardins de simples – qui jouent un rôle important dans l'économie domestique. J'aborderai ensuite certaines formes plus directes d'exploitation des ressources naturelles : pratiques de chasse, de pêche et de cueillette.

### ***a) Les cultures vivrières***

Malgré son interdiction totale, la pratique agricole la plus développée dans le hameau et plus largement dans le municpe par les paysans est l'agriculture sur brûlis. Elle répond à des facteurs de tradition, d'adaptabilité au milieu géographique, et aux connaissances techniques de la paysannerie locale. En effet, l'agriculture sur brûlis est une technique agricole traditionnellement utilisée de longue date. Depuis les premiers arrivants jusqu'à aujourd'hui, elle reste la pratique agricole la mieux maîtrisée par les paysans et elle a permis également grâce à des périodes de recrû longues d'assurer la fertilité des sols et la

régénération du couvert forestier<sup>64</sup>. Ainsi, elle apparaît comme la pratique qui jusqu'à nos jours s'est avérée la mieux adaptée au milieu géographique et topographique. De plus, cette pratique s'est transmise de génération en génération et ses techniques s'appuient sur des connaissances et des savoir-faire paysans éprouvés.

Au cours de l'histoire du siècle écoulé, nous l'avons vu, divers facteurs ont fortement perturbé ce système de culture : défrichements entraînés par la flambée de la culture bananière puis par une forte poussée démographique ; plus récemment, mainmise des latifundiaires sur une part importante des terres agricoles. Pour ces différentes raisons les temps de jachère ont tendu à se réduire, aux dépens de la fertilité du sol et de la capacité de régénération de la végétation. La mise en application rigoureuse des réglementations de protection de la *Mata Atlântica* est venue, au cours des dernières décennies, compliquer encore la situation : elle rend impossible la pratique de la jachère longue, car le dynamisme de régénération de la végétation naturelle est tel que des premiers stades de régénération forestière s'installent (*capoeira*) et ne peuvent plus faire l'objet de défrichement. Comme je l'ai montré plus haut, des procédures de dérogation sont théoriquement prévues pour la petite agriculture, mais elles sont appliquées désormais de manière si restrictive et avec tant de lenteur que les demandes se soldent souvent par un refus ou que les éventuelles autorisations parviennent trop tard pour être utiles compte tenu des contraintes du calendrier agricole. Les petits agriculteurs familiaux, sans ressource face à cette bureaucratie, préfèrent passer outre et se mettre hors la loi. L'agriculture sur brûlis, qui est le pilier de l'agriculture vivrière locale est donc devenu aujourd'hui une pratique clandestine. Ceci rend inutilisables tous les espaces trop facilement visibles ou d'accès trop facile, réduisant d'autant les disponibilités foncières et constituant un obstacle à la pratique de rotations longues – garantes de l'efficacité de ce système cultural en terme de productivité (à la fois par une bonne régénération des sols et une meilleure maîtrise des adventices<sup>65</sup>) et de maintien de la biodiversité végétale.

Les bases de l'alimentation à Batuva, comme dans le reste du Brésil, se composent du riz, du haricot noir et du manioc. Ces trois productions essentielles à l'alimentation quotidienne sont aussi celles qui font l'objet de culture sur brûlis, surtout pour les deux

---

<sup>64</sup> L'agriculture sur brûlis est souvent considérée comme une menace pour l'intégrité des milieux naturels. Des études ont montré que ce n'était pas le cas lorsque des temps de rotations adaptés au rythme de régénération de la végétation à croissance spontanée (BAHUCHET et al, 1999). Dans le cadre du programme de recherche mené à Guaraqueçaba, une étude spécifique conduite au sujet de ce type de pratique a montré que la pratique de mise au repos de 6 à 10 ans permettait le maintien d'un haut niveau de biodiversité sur les parcelles exploitées (LAULAN, 2002).

<sup>65</sup> Voir sur ce point les analyses de ZANONI et MIGUEL, 1995.



premières. Sur les 21 familles enquêtées, vingt cultivent le riz, 15 d'entre elles cultivent le haricot et la totalité produit du manioc. Enfin, 18 familles produisent de la farine de manioc et 3 n'en produisent pas. J'étudie ici ces trois cultures qui sont principalement destinées à l'autoconsommation mais qui, dans certains cas, peuvent être commercialisées soit exceptionnellement, soit par un nombre limité de familles. Ce qui m'intéresse à présent ce sont les systèmes de cultures, les techniques utilisées afin d'appréhender l'usage des ressources naturelles et les conditions de satisfaction des besoins liés à l'autosubsistance.

### *(1) La culture du riz*

La culture du riz fait appel à des techniques et des savoir-faire qui sont connus et utilisés de longue date. Celles-ci ont peu changé dans le temps et la culture du riz se fait essentiellement selon le système de culture basé sur la défriche-brûlis. Alors qu'auparavant le riz pouvait être planté indifféremment en plaine ou sur des versants proches ou éloignés des domiciles selon la topographie des territoires familiaux, et selon les différents usages des parcelles disponibles ou déjà en culture, il s'est, du fait des restrictions imposées par les lois environnementales, déplacé essentiellement vers les versants éloignés. Comme en témoigne les déclarations que j'ai recueillies auprès des agriculteurs locaux, la culture du riz était, jusqu'au milieu des années quatre-vingt, réalisée à grande échelle à Batuva, donnant lieu à une production conséquente qui permettait à la fois de satisfaire les besoins de consommation annuelle des familles et à la génération de revenus. En effet, la production de riz était également fortement commercialisée, acheminée jusqu'à la baie par canoë. Selon les témoignages recueillis, les aires de culture de riz auraient diminué de plus de la moitié depuis la mise en place de l'Aire Protégée.

Fernando ROSA explique que cela a diminué à partir du milieu des années 1980, et pas seulement les plantations de riz mais aussi l'élevage porcin, la culture du maïs pour l'élevage et toutes les autres productions vivrières. Les paysans interrogés expliquent qu'à l'époque ils ouvraient leurs parcelles de culture dans la forêt, abattant des arbres de grande taille, sachant que plus la période de recrû avait été longue, plus le sol était fertile et permettait d'obtenir de bons rendements. Par ailleurs, une rotation longue permettait de limiter la pousse de plantes adventices qui concurrencent les plantes cultivées et dont l'élimination par des sarclages peut représenter une lourde charge de travail.

Le défrichage était réalisé à l'aide de faux, de haches et de grands couteaux d'abattis. Aujourd'hui encore les mêmes outils et les mêmes techniques sont utilisés avec, pour certaines familles, l'utilisation de la tronçonneuse qui est venue faciliter le travail. L'usage de cet outil demeure cependant limité, car peu de familles en possèdent – 6 sur les 21 familles enquêtées – et moins encore l'utilisent pour réaliser la défriche ou l'abattis – 3, seulement.

Alors que les champs de riz s'étendaient auparavant sur plus de 4 à 10 hectares, ils se réduisent aujourd'hui à des petites parcelles qui ne dépassent presque jamais un hectare et demi, et cela, sur les versants en forêt, souvent éloignés. En plaine, il est rare de voir des plantations de riz. Ce ne sont, de façon très occasionnelle, que de toutes petites parcelles situées sur des friches récentes, où l'on évite de laisser le recrû forestier atteindre une taille suffisante pour tomber sous le coup des interdits d'abattage. La production de ces parcelles demeure faible car elles sont de petite taille et la terre, soumise à des rotations trop rapprochées, y est peu fertile.

Jorge BRANCO considère que les restrictions environnementales ne se sont pas accompagnées d'un soutien de la part des autorités publiques aux petits agriculteurs et que ceux-ci ont dû faire face à la nouvelle donne d'une application législative environnementale stricte en se débrouillant chacun dans leur coin.

Au cours de mes trois années de présence sur le terrain, ce sont seulement 4 petites parcelles de plantation de riz que j'ai pu identifier en plaine, appartenant à 4 familles différentes. Deux de ces parcelles de culture de riz n'atteignaient pas la moitié d'un terrain de football en surface soit un quart d'hectare et ne venait qu'en complément d'autres plantations. Les deux autres avaient une taille d'environ une fois et demi la taille d'un terrain de football soit trois quarts d'hectare et dont la récolte a assuré une partie de la consommation de riz annuelle de ces deux familles qui ont été contraintes, pour terminer l'année, d'acheter une partie de leur consommation de riz sur le marché.

Nestor COSTA et sa mère se rappellent, lors d'un entretien, que, jusqu'au milieu des années quatre-vingt, les champs de riz atteignaient 6 à 10 hectares au nord et à l'ouest du hameau et qu'une grande partie de la récolte était acheminée par canoë aux ports de Paranaguá, et à Morretes. De même, Augusto SANTOS rapporte qu'il plantait dans les années 1960-1970, 5 à 7 hectares de riz, qu'il récoltait 100 sacs de 50 kilos et qu'il en vendait 80 à la Colonie Santa Maria - Taquari à un intermédiaire qui les acheminait en canoë et les revendait à Cananéia. Augusto gardait 20 sacs pour sa consommation annuelle. Il raconte encore qu'aux périodes de défriche et de récolte, il déménageait lui et ses parents avec le poulailler, les cochons et l'élevage dans la forêt aux abords des plantations, qu'ils construisaient un abri

(une cabane) et qu'ils pouvaient rester un mois ainsi avec sa famille pour la récolte. Chaque famille était l'une à côté de l'autre et s'entraidait, les ROSA et les SANTOS côte à côte, car les parcelles étaient proches. Puis, une fois marié, il a moins produit et s'est concentré sur l'élevage porcin et la commercialisation de cet élevage, mais les restrictions environnementales ont mis fin également à son activité d'élevage.

Avec les restrictions environnementales c'est la peur qui a surgi, la peur de la répression et cela a engendré une diminution des champs de riz entre autres. Selon certains, les superficies cultivées ont été divisées par quatre. Et comme me le dit une femme de la famille ARAUJO : "*on cherche des endroits bien cachés pour faire nos champs de riz*".

Périodiquement la police forestière vient faire des contrôles sur le hameau à la recherche d'abattis et de champs clandestins. On me raconte même que c'est d'abord par hélicoptère qu'elle vient faire des repérages de parcelles contrevenantes et qu'ensuite les policiers viennent en voiture et à pieds pour retrouver ces parcelles et leurs propriétaires. André ROSA raconte qu'en septembre 2001, alors qu'il était sur une parcelle qu'il défrichait, un hélicoptère est passé et a filmé son champ, lui et ses fils se sont alors cachés dans la forêt. C'est la peur au ventre qu'il est retourné un mois plus tard sur sa défriche pour réaliser le brûlis espérant que personne n'allait venir le prendre en flagrant délit.

Parmi les cultures locales, le riz est celle qui demande le plus de fertilité du sol et donc qui requiert des parcelles bien fournies en nutriments. C'est pourquoi c'est encore la culture qui fait appel essentiellement à la technique du défriche-brûlis en zone forestière pour pouvoir répondre aux exigences de croissance et de productivité. Les agriculteurs disent que le riz exige une terre grasse, riche et compacte tout comme le maïs. Ce sont les meilleures terres qui sont ainsi recherchées dans son cas. De plus, il faut que la parcelle soit bien drainée et maintenue humide par la pluie et/ou des cours d'eau. Les terrains en pente légère s'avèrent plus propices. Alors que les temps de mise en jachère étaient naguère supérieurs à 15 ans pour la culture du riz, ils sont passés aujourd'hui à 8 et même 5 ans du fait des restrictions et du peu de terres disponibles. Les rendements en ont sensiblement pâti.

J'ai déjà abordé dans le chapitre concernant les formes de solidarité (Chapitre 8) certains aspects de la culture du riz, en particulier la gestion de la force de travail marquée par l'importance de l'entraide, des échanges de main-d'œuvre ou du recours, plus limité, aux « camarades », salariés à la journée. C'est au moment du défrichage et surtout lors de la récolte que la demande de main-d'œuvre est la plus forte. Dans le premier cas la tâche peut être ardue et réclament un déploiement de force physique. Dans le second, c'est la rapidité du

travail qui est importante afin de bénéficier de bonnes conditions climatiques et de pouvoir récolter les grains à une bonne maturité et dans des conditions favorables à leur conservation.

La période de l'abattis pour la préparation du champ de riz se situe généralement entre le mois d'octobre et le mois de novembre. La défriche doit être réalisée après deux ou trois jours d'ensoleillement. Il faut entre un et plusieurs jours de travail pour défricher une parcelle, selon le nombre de personnes engagés dans l'activité, la taille de la parcelle à abattre et son âge, et les outils employés. Ainsi, Nestor COSTA a réalisé son abattis en octobre 2001 en une journée, pour une parcelle d'un quart d'hectare située sur un versant qui était une jachère de 8 ans et avec l'aide de deux camarades qu'il a rémunéré 12 Reais chacun. Il était équipé d'une tronçonneuse et ses deux camarades de faux et de haches. Il a ensuite laissé sécher la matière organique durant un mois et demi avant de faire le brûlis.

En effet, c'est généralement après un mois et demi à deux mois de séchage de la défriche, que le brûlis est réalisé par l'agriculteur seul ou accompagné d'un fils. Cette opération doit faire suite à plusieurs jours d'ensoleillement successifs, 2 jours au minimum sans pluie ni humidité matinale, trois jours de soleil étant le laps de temps idéal avant la réalisation du brûlis. Aussi, les brûlis des différents agriculteurs ont le plus souvent lieu le même jour et j'ai pu observer en novembre 2002 cette activité simultanée alors que j'accompagnais un agriculteur pour son brûlis, 3 autres brûlis ont pu être observé au même moment sur des versants épars. Le moment propice du brûlis se situe aux alentours d'une heure et demi de l'après-midi après que le soleil du matin et de midi ait bien réchauffé les matières végétales sèches. Victor MACHADO explique encore que, selon la disposition et la déclivité du terrain, le nombre de jours d'ensoleillement nécessaires peut varier, ainsi un terrain en plaine ou sur des terres basses, devra avant la réalisation du brûlis recevoir plus de trois à quatre jours de soleil car ce sont des parcelles qui s'assèchent plus lentement, où l'eau stagne longtemps alors que, sur les versants, l'eau s'écoule plus rapidement.

Le feu est allumé à l'aide d'une branche ou d'un feuillage bien sec et, en fonction du vent et de la topographie du terrain, il est réparti tout autour du futur champ et ne dure pas plus de 5 à 10 minutes. Ainsi, le feu est allumé à des endroits différents selon le vent et la topographie. Il peut être mis sur une ligne, en bas de la parcelle lorsque le terrain est en pente et que le vent souffle de bas en haut. Il peut aussi être mis en forme de U tout autour de la parcelle. L'agriculteur observe au préalable la direction du vent et connaissant bien sa parcelle qu'il a préalablement défrichée, il va utiliser le vent pour faire progresser le feu sur la totalité du terrain. Le lendemain même du brûlis, la parcelle est prête pour les semailles au milieu des cendres encore chaudes qui vont permettre l'éclosion rapide des graines. Nestor COSTA a

ainsi réalisé le brûlis et les semailles à la fin du mois de novembre 2002. Puis, au bout d'un mois et demi, il est revenu sur son champ avec un camarade employé pour la journée pour sarcler les mauvaises herbes. L'opération a duré une journée. Enfin, à la fin du mois de mars 2002, il a récolté son riz avec le même camarade durant 2 jours de travail, là encore il a rémunéré son compagnon. L'année suivante 2002-2003, Nestor COSTA a réalisé son champ sur une jachère plus courte en plaine et n'a pas eu besoin de faire d'abattis, il a seulement défriché la parcelle seul durant 3 jours. De même, il a planté seul des grains de riz de la récolte précédente et il a désherbé seul. Il a fait appel à un voisin pour la récolte. Celle-ci s'est étalée sur une semaine mais il n'a employé un camarade que pour une journée et a récolté le reste seul. Au cours de ces deux années de culture du riz, Nestor a réussi à récolter le nécessaire pour la consommation familiale, mais la récolte de 2003 n'a pas été très productive car le riz était tombé avant de mûrir. Il explique ce phénomène par la situation de la parcelle qui s'avérait être peu fertile de même que par les pluies qui avaient fait verser les tiges. Cependant lui et sa famille consomment peu de riz, à hauteur de 5 kilos par mois, de sorte que même une petite récolte, comme ce fut le cas en 2003 avec 250 kilos, lui permet d'assurer sa consommation annuelle ainsi que d'en faire don à ses enfants qui vivent à Paranaguá.

André ROSA procède à ses plantations de riz au nord du hameau, sur des versants dissimulés où il a même construit avec ses fils et ses gendres une maison qu'il occupe avec sa famille et ses gendres durant les travaux les plus pénibles et demandant plusieurs jours ou semaines de présence constante comme pour l'abattis et la récolte. Cet endroit se situe à plus de deux heures de marche du hameau. Il déménage lors de la récolte avec sa femme et ses enfants célibataires et ceux mariés avec leurs épouses, et il apporte même ses poules pour s'en occuper et en consommer durant la semaine ou les 15 jours que dure la récolte. Il convie également des camarades issus de la famille qui viennent l'aider et avec qui il échange des journées de travail entre lui, ses fils célibataires et les camarades.

Fin août, début septembre 2002, André a passé une semaine avec son fils dans cette maisonnée afin de réaliser l'abattis et la défriche avec des haches et des faux, une parcelle qui était en friche depuis plus de 10 ans et qui faisait environ un demi hectare. Il a ensuite laissé sécher la défriche durant deux mois avant de réaliser le brûlis et de planter le lendemain du brûlis fin octobre. C'est son fils qui est revenu seul pour faire le brûlis. Le lendemain André et son fils ont commencé à planter avec l'aide de deux autres camarades. Et cela leur a pris deux jours, à quatre personnes, pour planter les 38 litres qu'il avait empruntés à sa belle-sœur, Julia ROSA et qu'il lui a rendus lors de sa récolte en avril 2003. Ce n'est qu'en janvier 2003 qu'ils sont revenus pour retirer les mauvaises herbes, lui et son fils, et encore deux autres camarades

qui n'étaient autres que ses 2 gendres ; cela leur a demandé deux jours de travail. Enfin, en avril 2003, la récolte a réuni onze personnes le premier jour et sept le second.

André explique que les agriculteurs du hameau ont l'habitude de planter le riz à la période de la lune décroissante car, selon eux, les épis sont par la suite meilleurs et plus fournis en grains. Les grains de riz plantés proviennent soit de la récolte précédente ou encore sont échangé avec des grains de récoltes précédentes de personnes apparentées ou de voisins. En effet, les agriculteurs préfèrent d'une année sur l'autre changer de semence, surtout au bout de deux ans, considérant que c'est meilleur pour la prochaine récolte et pour la qualité des grains.

La technique utilisée par les agriculteurs pour le semis est la même pour tous, elle consiste à l'aide d'un bâton pointu à faire un trou dans le sol et à y jeter deux à trois grains puis à refermer le trou avec le même bâton. Le semis est réalisé en ligne et chaque semis est environ espacé d'une quarantaine de centimètres.

A Batuva, seul Jorge BRANCO ne réalise plus de brûlis pour ses plantations et ce depuis 1997. Il a développé une autre technique de mise en culture. Il a pu développer cela grâce aux connaissances d'un de ses fils qui a reçu une formation de technicien agricole et qui le conseille dans la pratique de l'agriculture. Ainsi il coupe, défriche une parcelle et laisse décomposer le tout sur la parcelle durant plus de deux mois ; ensuite il nettoie en faisant des lignes et plante au beau milieu de ce compost. Il a constaté que les plantes poussent mieux de cette façon. Ce système qui est très développé au Brésil est le système du semis direct (*plantio direto*). De plus, Jorge fait des apports de calcaire pour compenser les apports des cendres fournis par le brûlis. Jorge laisse en friche de 6 mois à un an avant de réaliser l'opération de défriche. Il lui arrive également de passer le microtracteur "tobata" de l'association des producteurs – qui sert généralement à transporter les caisses de banane des associés des plantations à la fabrique – sur la défriche pour mélanger la terre avec le compost, la matière organique. Jorge est le seul sur le hameau à utiliser ce microtracteur pour des travaux agricoles de mise en culture.

Enfin, la récolte se déroule entre la fin du mois de mars et la mi-mai. Elle peut se faire de deux manières. La première, qui est aussi la plus commune, est de couper les pieds à la base avec un grand couteau et de faire des petits tas des pieds coupés. L'équipe de personnes qui participent à la récolte se répartit ainsi en trois groupes, le premier coupe des pieds et réalise les petits tas tandis que le second réunit les tas à l'endroit où ceux-ci vont être battus,

opération réalisée par au moins deux personnes sur une bâche pour ne garder que les grains qui seront ensuite mis en sac. La seconde technique de récolte consiste à ne couper que les épis sur le haut des pieds avec un petit couteau et de les mettre directement dans les sacs. Il faudra alors séparer les grains des épis en marchant pieds nus dessus dans un deuxième temps lorsque les sacs seront rapportés au domicile. Ce décorticage peut être réalisé en une seule fois au retour de la récolte et après séchage des épis ou tout au long de l'année car les grains de riz peuvent se conserver ainsi durant l'année.

Sur les 21 familles enquêtées, toutes cultivent du riz ; 5 familles ont récolté en 2003 avec la seconde méthode, tandis que 16 ont opéré le battage directement au champ. Les cinq premières expliquent que c'est par habitude qu'elles récoltent ainsi le riz, les autres familles, quant à elles, considèrent que cette méthode donne plus de travail une fois revenu au domicile et ne l'apprécient pas pour cette raison.

Je ne reviens pas ici sur l'organisation sociale de la récolte car elle a fait l'objet d'un exposé dans le chapitre précédent lorsque j'ai examiné les formes de solidarité au sein des pratiques agricoles. Je rappelle seulement que la récolte de riz est l'activité saisonnière qui monopolise le plus de main d'œuvre et de ce fait engage le plus de solidarité et d'entraide au sein des familles, en même temps qu'elle permet de souder les liens sociaux par un système d'échange de journées de travail et également par l'emploi occasionnel de main d'œuvre extrafamiliale. Cependant, durant cette période, il est difficile de trouver de la main d'œuvre disponible car tout le monde est mobilisé sur ses propres champs pour la même raison et peu nombreux sont ceux qui disposent de moyens pour pouvoir employer de la main d'œuvre. En 2003, sur les 21 familles seules celles de Nestor COSTA, Jorge BRANCO et Fernando ROSA ont employé des camarades pour leurs récoltes. Nestor COSTA a employé un jour un camarade pour l'aider, à 12 Reais la journée ; Jorge BRANCO a employé durant 1 jour et demi Miguel PEIXOTO et son fils pour cueillir et battre le riz, soit 3 jours rémunérés à 12 Reais ; et Fernando ROSA qui est celui qui fait le plus appel à la main d'œuvre locale rémunérée dans ses activités agricoles, avec pour la récolte de riz de 2003, six jours rémunérés pour 4 personnes à 10 Reais la journée, soit 240 Reais. Notons que ces 3 familles sont les trois seules qui font régulièrement l'usage de main d'œuvre rémunérée pour différentes activités agricoles – tout particulièrement Fernando ROSA.

Les autres membres de la famille ROSA utilisent essentiellement l'échange de journées de travail entre eux et avec des gendres ; ils font parfois appel à d'autres personnes liées à eux par alliance, comme les familles de Vicente ROSA, André ROSA, Julia ROSA, Bento GOMES, Mariano ARAUJO et plus occasionnellement Laurenço BRANCO, gendre de Julia

ROSA. Sebastião LOBOS échange aussi des journées de travail avec des membres du lignage ROSA, dont son épouse est originaire, et surtout avec les frères et sœurs de cette dernière.

D'un autre côté, les familles SANTOS s'entraident également, notamment Augusto et ses fils Celso et João et, comme João est marié à une fille de Alfredo COSTA, les frères de son épouse viennent aussi l'aider pour la récolte. Bruno COSTA, quant à lui, échange indifféremment des journées de travail avec son beau-père de la famille SANTOS, des personnes de la famille MACHADO, et Biles COELHO, une famille de résidence récente sur le hameau. Ce dernier a aussi participé à la récolte de Samuel MACEDO, une autre famille récente sur le hameau. Soulignons cependant que la famille de Celso SANTOS n'a pas planté de riz en 2002 par peur de la venue de la police forestière qui avait découvert sa parcelle défrichée et l'avait menacé de lui faire un procès verbal. Il a replanté un champ de riz en 2003.

Enfin, parmi les 21 familles, sept d'entre elles ne font appel à personne pour les aider et réalisent seules leurs récoltes, ce sont les familles d'Alfredo COSTA, Victor MACHADO, Francisco SANTOS, Paulo COSTA, Miguel PEIXOTO, Joaquim CANDIDO et Clara MOREIRA.

Après la récolte et de retour au domicile, les grains de riz ou les épis sont disposés sur une bâche et laissés à sécher au soleil. Deux jours de soleil sont nécessaires pour faire sécher les grains avant de les remettre dans les sacs et ensuite les piler pour les décortiquer lorsque se fait ressentir le besoin. En effet, les familles ne décortiquent pas toute la récolte de suite, mais selon les besoins et la consommation. Elles vont réaliser le pilage d'un sac tous les mois ou tous les quinze jours. Le riz est soit pilé au pilon soit à l'atelier mécanique de pilage de l'association des producteurs. Dans le cas du pilage au pilon, ce sont surtout les femmes qui réalisent cette activité ou un couple, et là les personnes ne pilent que quelques kilogrammes car cela demande beaucoup de travail. Une fois pilé, les femmes passent les grains de riz au van afin d'éventer les grains de riz et d'en séparer les pellicules résiduelles qui les entourent. Mais c'est surtout au sein de l'association des producteurs que la population fait piler son riz, car celle-ci dispose d'un atelier mécanique qui pile le riz. J'ai vu que rarement au cours de mon terrain des femmes et un couple piler le riz dans un pilon, l'atelier de l'association était alors en panne durant un mois ; ce fut l'occasion de me parler des méthodes d'autrefois et du gain de temps apporté par l'atelier de décortilage. C'est la population dans son ensemble qui a accès à l'atelier mécanique de pilage de riz, même ceux qui ne font pas partie de l'association. Une participation aux frais est demandée et la somme varie si l'on fait partie ou



non de l'association, le tarif est de 0,10 Reais le kilo si l'on en fait partie et de 0,20 Rais si l'on n'en fait pas partie. L'atelier de l'association est situé dans un local attenant à la fabrique de transformation de banane. Il est ouvert seulement les vendredis et c'est un fils d'André ROSA qui en a la charge et qui gagne 15 Reais par journée de travail à l'atelier. Il organise le décortilage, s'occupe de la machine, pèse le riz une fois pilé et gère les paiements de la population qui vient faire décortiquer son riz. La machine sépare chaque grain de riz de la pellicule qui l'entoure. D'un côté de la machine sort le riz décortiqué et de l'autre les pellicules qui enveloppaient le riz et qui donnent un son. Celui-ci est récupéré et utilisé pour l'alimentation des cochons et des poules, il peut aussi être employé comme engrais.

Enfin, la culture du riz peut s'accompagner d'une petite plantation de citrouille dans un coin du champ, la plantation et la récolte ayant lieu à la même période. En terme de culture simultanée, les agriculteurs expliquent que le riz ne peut pas être planté en même temps que le haricot car les deux cultures rentrent en compétition dans l'absorption des nutriments. De plus, nombreuses sont les familles qui déclarent que *"chaque champ est une chose et on ne plante pas des choses différentes ensemble, en même temps"*. Enfin, en ce qui concerne les rotations de culture, étant donné que les champs de riz sont éloignés ils sont rarement réutilisés après la récolte, un seul agriculteur me dit avoir réutilisé la même parcelle pour la plantation de haricot suivante à la récolte du riz, car elle était proche du domicile. Eventuellement un an après la récolte du riz, la parcelle peut également faire l'objet d'une plantation de maïs, mais là encore un seul agriculteur l'a déclaré. Hormis ces deux exemples, les témoignages sur la rotation de culture sur les parcelles de riz récemment récoltées, sont rares, la raison tient essentiellement à la distance de ces champs qui comme je viens de l'exposé sont souvent les plus éloignés. Aussi en règle générale les parcelles de riz sont cultivées une seule année et laissées en longue jachère par la suite.

On constate que la culture du riz fait appel à des connaissances techniques transmises de longue date, et qui se heurtent aux nouvelles contraintes imposées par les restrictions environnementales. Elle peut aussi, comme je l'ai observé dans le cas de Jorge BRANCO, recourir à des techniques innovantes qui sont conciliables avec les réglementations nouvelles. Toutefois, il s'agit d'un cas isolé qui n'a pas fait école parmi les autres agriculteurs. Plusieurs raisons peuvent expliquer la faible adoption de ces nouvelles pratiques. La première est que toutes les familles n'ont pas la chance de disposer d'un encadrement technique compétent rapproché, comme c'est le cas pour Jorge, dont le fils a une formation de technicien agricole.

Les services de vulgarisation comme l'EMATER sont très peu présents et laissent les agriculteurs démunis face aux défis auxquels ils doivent répondre. Dans un contexte fortement marqué par l'individualisme, voire par les conflits et les tensions sociales, la diffusion horizontale des savoir-faire ne s'opère pas de façon spontanée. Par ailleurs, il faudrait analyser de plus près la quantité de travail, l'organisation, voire l'équipement que réclame une application efficace du *plantio direto* afin d'évaluer son applicabilité dans les conditions que connaissent la majorité des exploitations agricoles du hameau. Enfin, il est certain que bien des petits agriculteurs familiaux demeurent attachés aux techniques éprouvées qu'ils ont héritées de leur parents, et n'accepteraient d'en changer que pour autant qu'on aurait su les convaincre de l'efficacité des changements qu'on leur propose – ce qui, ici encore, exige l'existence d'une démarche de vulgarisation et d'appui technique systématique – ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui. Ainsi, c'est en toute illégalité que la culture du riz, essentielle à l'alimentation des ménages et donc à leur survie, continue à être pratiquée dans une écrasante majorité des cas. Voyons à présent ce qu'il en est de la culture du haricot.

## (2) *La culture du haricot*

La culture du haricot pose moins de problèmes liés aux restrictions environnementales que n'en pose la culture du riz dont l'essentiel du système de culture repose sur la défriche brûlis, sur des parcelles étendues et au sol fertile. La production du haricot demande tout d'abord moins d'espace car elle contribue dans une moindre mesure à la satisfaction des besoins alimentaires des familles. De plus, les critères de choix de la parcelle sont moins stricts en ce qui concerne la qualité du sol et l'humidité. Aussi, il est plus commun de trouver des champs de haricot en plaine, même si la population préfère trouver des parcelles bénéficiant de friches plus longues, situées sur des versants peu élevés.

Le cycle du haricot est de 90 à 100 jours. La culture peut être bisannuelle, avec des semis en mars et en août et des récoltes en juin et en novembre. Cependant, plus de la moitié des agriculteurs réalise une seule culture par an et privilégie celle qui va d'août à novembre car elle est plus productive. Et, même les familles qui réalisent deux cultures de haricot par an considèrent que celle qui va de mars à juin est une petite plantation et que la plantation principale est la seconde. La première période est en effet plus sujette aux gelées hivernales et aux basses températures qui réduisent considérablement la production. La seconde période est

de ce fait plus favorable à la plantation de haricot car s'initie le redoux et le début de l'époque pluvieuse propice au développement des plantes.

Des 21 familles enquêtées, une seule ne produit pas de haricot, celle de Joaquim CANDIDO qui consomme 3 kg par mois et préfère l'acheter dans les commerces du bourg et ne se donne pas la peine de le produire. Soulignons que Nestor COSTA a arrêté de cultiver le haricot en 2002, considérant, là encore, que cela ne "*compense*" pas, autrement dit ne vaut pas la peine, car lui et sa famille consomment seulement 1 kg par mois et que la part de travail engagé ne se justifie pas ou plus, "*trop de travail*" dit-il. Son épouse se plaint de la situation et estime que c'est une honte de ne pas produire de haricot et de devoir en acheter mais, comme Nestor réalise seul les travaux agricoles, il a voulu réduire des efforts qu'il trouve démesurés par rapport à la quantité consommée annuellement. Il préfère donc acheter les quelques kilos de haricot dont sa famille a besoin. Des 19 familles restantes, 10 d'entre elles ne réalisent qu'une seule culture annuelle et 9 en réalisent deux.

Le déroulement de la culture principale de haricot suit la chronologie suivante : au mois de juin, l'agriculteur réalise la défriche ; deux mois plus tard il réalise le brûlis et le lendemain le semis ; en octobre, il désherbe. La récolte s'effectue en novembre, les gousses sont séchées au soleil, puis sont écosés et stockés.

Par exemple, en 2002, André ROSA, a mis un jour et demi, seul, les 15 et 16 juin, pour préparer le terrain ; travail effectué avec une faux et une hache. C'est encore seul qu'il est revenu le 25 d'août pour réaliser le brûlis aux alentours de 14 heures. Il a mis le feu avec une feuille de bananier séchée, traçant une ligne sur la partie basse du champ et utilisant le vent pour faire progresser le feu sur toute la parcelle en remontant. Cela a duré 5 minutes. Le lendemain matin, à 7 heures du matin, André a sélectionné les graines à planter qui provenaient de la récolte précédente, 5 litres en tout, puis il est allé sur la parcelle située à 45 minutes de son domicile, avec un de ses fils et un gendre. Son épouse avait préparé un casse-croûte avec une bouteille isotherme de café et des petits gâteaux pour la pause prévue en milieu de matinée. A eux trois, ils ont mis quatre heures pour réaliser le semis avec une pause à 10h30. Le semis se déroule de la même manière que celui du riz, à l'aide d'un bâton pointu dans une main, à l'aide duquel est creusé un poquet dans lequel sont jetées de l'autre main deux ou trois graines puisées dans un petit sac porté en bandoulière. Le semeur progresse d'un pas régulier, fermant le poquet au passage avec son bâton. Les poquets sont espacés les uns des autres d'environ une quarantaine de centimètres. Le semis a été réalisé à la période de la pleine lune qui, selon lui, est l'époque idéale pour la plantation de haricot afin d'éviter que les

insectes viennent manger les grains sur les pieds. Cependant, d'autres agriculteurs préfèrent planter au moment de la lune descendante pour les mêmes raisons. Pour tous, en revanche, la période de la lune montante est proscrite pour le semis car cela attirerait les insectes en quantité. Aux alentours du 26 août de cette même année, plus ou moins un jour, les agriculteurs du hameau ont donc été nombreux à planter leurs haricots.

A la mi-octobre, André a désherbé seul avec une houe, éliminant les plantes adventices qui envahissaient le champ aux dépens des jeunes plants de haricot. Le 18 novembre, André et ses deux camarades (un fils et un gendre) sont revenus à trois pour récolter les haricots durant une matinée. Le principe de la récolte consiste à arracher les pieds de haricots avec les racines et à les réunir par deux en enroulant leurs racines afin de les fixer entre eux. Généralement ces bottes de haricots sont rapportées au domicile et mises à sécher dehors au soleil suspendues à des piquets de bois, durant une vingtaine de jours. Ensuite les gousses sont décortiquées en famille et les grains de haricots sont stockés dans des sacs. Ainsi, André a récolté 150 bottes de haricots. Pourtant, il ne les a pas ramenées de suite à son domicile et les a laissées sécher durant vingt jours sous une bâche en bordure du champ. Il est alors revenu et a réalisé le décorticage en frappant avec un bâton les bottes sur la bâche, les grains se séparant des cosses et tombant sur la bâche.

Certains spécialistes considèrent qu'il serait préférable de couper les pieds de haricot et de laisser les racines en terre pour contribuer à la refertilisation du sol – en particulier en restituant l'azote que fixe la plante. Mais les agriculteurs arrachent tous les pieds avec les racines car ce sont elles qui leur permettent de lier les bottes, facilitant ainsi le transport et le séchage de la récolte. La logique technique paysanne ne se limite pas à la relation plante-sol mais prend en compte l'ensemble des opérations nécessaires pour aboutir à un produit consommable. Ce faisant, elle attache autant d'importance à la valorisation de la force de travail qu'à celle du sol. C'est une observation qui est faite chaque fois que l'on se trouve dans une situation où l'espace est relativement abondant – ce qui est le cas dans un contexte où est pratiquée la défriche-brûlis – et où le principal goulet d'étranglement se situe au niveau de la main d'œuvre. De nombreuses observations dans ce sens ont été faites, notamment parmi les petites agricultures paysannes en Afrique (RAYNAUT, 1997).

Mariano ARAUJO a, quant à lui, réalisé sa culture de haricot en 2002, sur une friche de bananeraie sauvage tout proche de son domicile, on l'appelle aussi banane *Caité*, un faux bananier dont les fruits ne sont pas consommables. C'est une toute petite parcelle sur laquelle il a planté 1 litre de haricot de la récolte précédente. Il a tout d'abord défriché seul en juillet

en une journée à l'aide d'une faux, et il n'a pas réalisé de brûlis car cela aurait selon lui produit trop de mauvaises herbes du fait du type de friche. Il a ainsi laissé pourrir la matière organique qui a enrichi le sol. Quinze jours plus tard, lui et son épouse sont venus nettoyer le sol en traçant des lignes et en désherbant durant la matinée. L'après-midi ils ont planté tous les deux. Vingt jours ont suivi sans aucune opération sur le champ, et au vingtième jour, l'épouse de Mariano est venue vérifier si les mauvaises herbes avaient poussées, comme il n'y en avait que très peu elle a désherbé en une demi-heure avec une houe et un couteau pour retirer les mauvaises herbes et les jeunes pousses de faux bananiers. A la fin du mois d'octobre, son épouse a récolté avec deux de ses sœurs, 45 bottes de haricots, ce qui donne environ 45 kg. Elle a ensuite aidé ses sœurs lors de leurs propres récoltes.

Lorsque les plantations de haricot sont proches des domiciles, ce sont surtout les femmes qui réalisent le désherbage et la récolte, car elles peuvent concilier les travaux domestiques quotidiens et de petites activités agricoles.

Mariano a profité de ce champ de haricot pour planter également du manioc. Un fois que les jeunes pousses de haricots étaient bien parties, il a passé une journée avec son épouse pour planter au milieu du champ le manioc. Ils ont ainsi planté 500 rameaux de manioc qu'ils avaient préalablement récupérés d'un champ d'une personne apparentée. Je reviendrai sur ce point lorsque je traiterai de la culture du manioc.

Outre cette petite parcelle de haricot proche du domicile, Mariano a également planté 3 kg de haricots au nord du hameau sur les terres de son beau-père à 45 minutes de son domicile. Ces 3 kg ont été empruntés à son beau-frère qu'il a restitué après sa récolte. Cette deuxième plantation a fait l'objet d'une défriche au mois d'août, Mariano l'ayant réalisée seul en une journée et demi. Puis, après trois semaines de séchage, il a procédé à un brûlis, le 25 août. C'était, tout comme pour les autres agriculteurs, un jour idéal ensoleillé, avec du vent et qui suivait trois jours de soleil. Il a planté deux jours après le brûlis, n'ayant pas pu planter le jour suivant car il avait dû, au préalable, faire une barrière pour le bétail car son champ se situait à côté d'un pâturage de sa belle-famille et la barrière était nécessaire afin d'éviter l'invasion du bétail sur le champ. Ainsi, il a planté le 27 août les 3 kg durant un jour et demi. Une quinzaine de jours plus tard il est venu seul sur le champ pour retirer les mauvaises herbes. Enfin, à la mi-novembre, Mariano a récolté les haricots, seul durant deux jours. Puis il a ramené à son domicile à dos de cheval les bottes récoltées.

On remarque que l'équipement technique est très simple et se réduit, pour l'essentiel, à des outils manuels. Les instruments les plus modernes sont la tronçonneuse et la

débroussailluse, dont j'ai vu plus haut que la possession était rare et l'usage agricole, plus encore. Le travail agricole repose donc, presque exclusivement, sur la main-d'œuvre humaine – à l'exception du transport, qui peut parfois se faire avec l'aide d'un cheval ou d'un âne. Il en serait difficilement autrement dans un système de défriche brûlis, où la parcelle est généralement éloignée, d'accès difficile, en forte déclivité et encombrée de nombreux obstacles – souches d'arbres et d'arbustes en particulier. Toutes ces caractéristiques constituent autant d'obstacle à la mécanisation et, même, à l'usage de la traction animale. Le travail humain demeure donc au centre du système productif. Le contrôle social et la gestion de la force de travail, beaucoup plus que ceux de la terre ou des outils de production, constituent donc la base des rapports de production au sein de ce système. Le fait dominant à souligner ici est que ce contrôle et cette gestion se font pour l'essentiel à travers les rapports familiaux et sociaux : main-d'œuvre présente au sein du ménage, échanges de travail, entraide. Le recours au salariat demeure encore ponctuel et opté par peu de familles.

Enfin, il est commun de réaliser d'autres cultures en même temps que le haricot quand celui-ci a commencé à germer de quelques centimètres, avec deux ou trois petites feuilles. Il s'agit alors surtout de manioc, alors que le riz est généralement semé seul ou exceptionnellement accompagné de citrouilles ou de courges sur un coin de la plantation.

En ce qui concerne les rotations de cultures, le haricot peut aussi être planté à la suite d'une plantation de riz, bénéficiant du défrichage déjà effectué. Mais cela est peu pratiqué car les parcelles de riz sont généralement très éloignées et ce sont les champs les plus proches qui sont privilégiées pour le haricot, ne réclamant pas d'une grande fertilité et où les femmes peuvent participer plus intensément.

Alors que, pour le riz, il est souvent fait appel à des « camarades » (échange de journée de travail ou rémunération), la culture du haricot fait peu ou pas appel au travail extérieur. C'est la main-d'œuvre familiale qui est en général mobilisée et, nous l'avons vu, les femmes participent activement. C'est seulement par plaisir que l'on voit des sœurs s'échanger des journées de récoltes, de semis ou de désherbage, et l'objectif tient plus au fait d'être ensemble, de discuter et de s'amuser non loin des domiciles. Le haricot se montre ainsi une culture plus féminine de par sa plus grande proximité. De même elle monopolise le réseau familial restreint et les affinités entre sœurs surtout ou le ludique, l'occasion de se retrouver et d'échanger s'associent au travail et à l'entraide.

### (3) *La culture du manioc*

Le manioc est la culture qui est la moins exigeante au sujet de la fertilité du sol et il peut être ainsi planté sur des sols peu riches. Aussi, est-elle généralement pratiquée en plaine, à proximité des domiciles, avec peu de temps laissé en friche ou à la suite d'autres cultures comme le haricot. Alors que, pour la culture du riz, le travail féminin se réduit essentiellement à la récolte et/ou au désherbage en milieu de culture, la culture du manioc comme celle du haricot apparaît plus mixte voire même essentiellement féminine, tout au long du processus de production.

Reprenons le cas de la plantation précédemment citée de Mariano ARAUJO, qui a introduit du manioc au milieu des jeunes pousses de haricot en août 2002. Lui et son épouse avaient récupéré des rameaux de manioc d'un champ d'un de ses oncles quelques jours auparavant. Les rameaux sont laissés à sécher durant environ cinq jours afin que la sève (le lait comme ils disent) sèche. Ce sont plus de 500 rameaux d'une quinzaine de centimètres chacun qui ont par la suite été plantés par le couple, durant une journée entière à proximité de leur domicile. Le principe du semis consiste à réaliser un trou avec une bêche dans lequel est introduit le rameau, puis recouvert de terre à la main en laissant seulement apparaître environ un demi centimètre hors de terre. Puis, il faut régulièrement venir désherber autour des plants et c'est surtout l'épouse de Mariano qui réalise cette activité. Elle a donc commencé cet entretien du champ deux mois après le semis, en novembre 2002, quelques semaines après la récolte du haricot. Aucune autre plantation n'a été réalisée sur ce champ par la suite, et seule est maintenue la plantation de manioc. Au bout d'un an, le manioc est bon pour commencer à être récolté et il l'est au fur et à mesure des besoins. Le champ peut ainsi durer jusqu'à six ans si les tubercules ne pourrissent pas. Pourtant, après deux à trois ans de récolte, le manioc ne sert plus pour être consommé directement mais pour être préparé sous forme de farine, car il durcit. L'année suivante, en août 2003, Mariano et son épouse ont planté le même jour le manioc et le haricot. Ils ont d'abord planté les rameaux de manioc le matin et ensuite les grains de haricot l'après-midi. On voit comment les pratiques sont en même temps organisées et fluides d'une année sur l'autre, ne répondant pas à des règles strictes et immuables. Il y a des grands principes, des règles générales, mais également une large adaptabilité d'autres usages.

Des 21 familles enquêtées, la totalité cultive le manioc. Lorsque la plantation de haricot se situe à proximité du domicile, elle s'accompagne souvent d'une plantation de manioc, soit en même temps, soit lorsque les jeunes pousses de haricots apparaissent. Tout

comme Mariano ARAUJO, nombreux sont ceux qui réalisent cette double culture, au total 12 familles. Cela ne se produit que sur les parcelles proches des domiciles.

En revanche, certaines familles plantent le manioc seul. Selon les familles la responsabilité est diversement partagée entre l'homme et la femme. Dans certains cas, comme chez Miguel PEIXOTO ou Celso SANTOS, c'est l'épouse qui gère cette plantation. Chez Bruno Costa, mari et femme ont chacun leur plantation dont ils s'occupent séparément. Ailleurs, comme chez Francisco SANTOS et Joaquim CANDIDO, les deux participent conjointement. Victor MACHADO, en revanche s'occupe seul du champ de manioc comme du reste de sa production agricole, son épouse ayant un emploi à temps plein ne l'aidant que très exceptionnellement.

Alfredo COSTA quant à lui plante le manioc une fois le haricot récolté, car il trouve que l'association des deux plantes est préjudiciable à l'une d'entre elles. Il prépare donc le champ après la récolte de haricot et c'est sa femme qui prend le relais pour la plantation et le désherbage. Alfredo quant à lui intervient dans le processus de production au moment de l'arrachage des tubercules. Nestor COSTA plante aussi le manioc seul, et c'est le plus souvent son épouse qui en a la charge près de la maison ; il en est de même pour Jorge BRANCO. Ce sont 9 familles qui plantent ainsi le plus souvent le manioc seul.

Tout comme pour la culture du haricot, la culture du manioc ne requiert pas ou peu d'entraide d'échange de journée de travail. Et là encore, on retrouve surtout des sœurs qui s'entraident pour le désherbage tout en chahutant, et se divertissant, c'est l'occasion de se retrouver autour d'une activité particulière. Mais tous les autres moments du processus de culture du manioc sont réalisés soit en famille, les 2 époux, les fils célibataires et occasionnellement la maman veuve et retraitée ; soit pour la majeure partie des opérations, la femme seule.

### ***b) Les jardins de case ou jardins potager, vergers et simples***

Le rôle de la femme dans les activités agricole se précise et se confirme dans le cas du jardin de case ou jardin potager. C'est le domaine privilégié des épouses. Le jardin potager est essentiellement fourni à la période hivernale, du mois d'avril au mois d'octobre, avec quelques variations selon les légumes. Comme l'expliquent de nombreux habitants, l'été le soleil brûle les plantes du jardin, de même les fourmis envahissent et mangent les plantations du jardin.



Attenants aux maisons, les jardins potagers permettent aux femmes de concilier les activités domestiques quotidiennes et l'entretien du jardin. Le *quintal*, comme il se nomme, regroupe à la fois le jardin potager, les arbres fruitiers et les plantes médicinales. Le plus souvent le jardin potager est séparé du verger par un petit enclos empêchant les animaux domestiques d'y entrer. Le verger, quant à lui, se compose généralement de quelques arbres fruitiers disposés autour de la maison. Enfin, le jardin de simples fait soit l'objet d'un petit enclos à côté du jardin potager, soit se réduit à quelques plantes en bordure du domicile, près de la porte d'entrée, et peut-être accompagné par des plantes d'ornement. Cependant, peu nombreuses sont les femmes qui prennent la peine de planter des plantes d'ornement.

Pour la réalisation du jardin potager, les femmes achètent généralement les semences à Guaraqueçaba, mais elles se plaignent presque toutes de la mauvaise qualité des semences disponibles au bourg qui, selon elles, germent difficilement. L'humidité et le mauvais stockage des semences sont les raisons les plus souvent exprimées pour expliquer la mauvaise qualité des semences commercialisées au bourg. Il n'y a pas de magasin spécialisé dans la vente de semences, et ce sont les superettes qui les vendent en sachets préemballés. Aussi, les habitants du hameau essaient, quand ils le peuvent, de se procurer les semences dans d'autres communes lors de voyages prévus pour d'autres raisons, comme pour des besoins de santé, de courses particulières, ou des visites à la famille. C'est donc entre Paranaguá et Cananéia que la population se fournit alors, mais les occasions sont plutôt rares. En ce qui concerne les simples, les femmes se procurent des boutures chez leurs parents, ou chez leurs voisines. Là encore, les visites faites chez des parents en dehors du hameau sont l'occasion de rapporter des boutures, ou des graines. Il en est de même pour les plantes ornementales.

Sur les 21 familles enquêtées, 4 n'ont pas de jardin potager attendant au domicile : Alfredo COSTA, Francisco SANTOS, Bruno COSTA, Celso SANTOS. L'épouse d'Alfredo COSTA explique que si elle plante près de sa maison il vient beaucoup de fourmis qui mangent les produits du jardin. Aussi, elle plante généralement dans sa plantation de manioc non loin de son domicile : des feuilles de chou (*couve*), chou blanc, tomate, salade. C'est la seule sur le hameau à cultiver ses légumes hors de l'entourage immédiat de la maison. Il est commun cependant de planter le concombre dans la plantation de manioc avec également d'autres tubercules comme les patates douce et l'igname, ou les courges et citrouilles dans la plantation de riz.

Bruno COSTA, pour sa part, avait un jardin potager en 2002 durant la période hivernale avec de la salade, des concombres, de la chicorée et des tomates qui ont été

envahies par les fourmis et sont tombées avant maturation. En 2003 il n'a rien planté prétextant qu'il y a trop de fourmis qui viennent porter tort au jardin.

L'épouse de Celso SANTOS, n'a pas de jardin car elle a des problèmes de colonne vertébrale et des douleurs qui l'empêchent de se livrer à des efforts qui sollicitent trop fortement son dos et sa colonne.

Francisco SANTOS ne consomme pas de légumes, hormis les tubercules et le haricot noir comme en témoignent mes observations sur sa consommation alimentaire (Cf. Chapitre 11), cependant il n'a pas exprimé de raison de ne pas avoir de jardin potager, mais il se plaint de sa situation de pauvreté, et comme je le montrerai plus loin sa situation est une des plus précaires sur le hameau.

Hormis ces 4 familles, on constate que la famille de Miguel PEIXOTO n'avait pas de jardin potager jusqu'en 2003, date à laquelle elle a bénéficié d'un don de semences qui lui a fait exceptionnellement produire 20 têtes de salades et de la ciboulette. L'épouse de Miguel PEIXOTO est une de celles qui se plaint le plus de la mauvaise qualité des semences achetées au bourg. Elle a déjà essayé de les utiliser, me dit-elle, mais sans succès. De plus, elle ne se déplace qu'exceptionnellement à Cananéia, où elle a pourtant de la famille, et n'a donc pas d'autre source d'approvisionnement. Son jardin potager se réduit généralement à néant. Notons toutefois que ces deux familles sont les plus pauvres de celles que j'ai enquêtées. Leur régime alimentaire est très peu diversifié, leur existence se déroule au jour le jour et l'absence d'intérêt pour la production de légumes et de fruits traduit peut-être davantage une résignation à la misère qu'un choix délibéré ou des obstacles techniques insurmontables.

Enfin, Clara MOREIRA, ne possède dans son jardin potager que de la ciboulette. Elle explique que, sur la parcelle de son domicile, elle n'arrive jamais à avoir des légumes. Les tomates par exemple sont envahies par les fourmis et jamais les fruits n'arrivent à maturité, ils pourrissent petits et encore verts. De plus, son domicile est situé sur une zone inondable, très proche de la rivière qui par temps de fortes pluies laisse place à une véritable marre, aussi elle ne peut pas entretenir un jardin potager car tout meurt du fait des inondations répétées. Elle me dit encore qu'elle avait des feuilles de chou et du chou blanc, mais que pour ces raisons tout a disparu.

Des 17 familles qui possèdent un jardin potager, je peux dresser une typologie en fonction de la diversification des cultures pratiquées.

Ainsi les deux familles précédentes se situent dans la catégorie la moins diversifiée avec une seule production (ciboulette) pour Clara MOREIRA et on compte également une

production pour Miguel PEIXOTO avec de la ciboulette et exceptionnellement très peu de salade.

Quatre familles ont une faible diversité avec deux à trois productions différentes (Jorge BRANCO, Augusto et João SANTOS, Paulo COSTA) : tous produisant de la salade (entre Juillet et Octobre-Novembre), trois d'entre eux produisant des feuilles de chou, et trois produisant soit du cresson, soit du poivron soit du concombre entre 3 et 5 mois dans l'année.

Six familles ont une diversité moyenne avec entre 4 et 5 productions différentes (Joaquim CANDIDO, Victor MACHADO, Sebastião LOBOS, Fernando ROSA, Mariano ARAUJO et Bento GOMES) : les six produisant du chou, 5 d'entre eux de la salade, et de la ciboulette et/ou du persil, deux des tomates ou des poivrons et quatre produisant chacun soit du piment, soit des carotte, soit de l'oignon ou encore de l'oignon.

Enfin, 5 familles présentent une diversité plus importante avec entre 6 et 9 productions différentes (Nestor COSTA, Vicente ROSA, André ROSA, Samuel MACEDO, Julia ROSA) : les cinq produisant de la salade et du chou, quatre produisant des tomates et/ou poivrons, et/ou de la ciboulette et/ou persil, trois produisant du piment et/ou des betteraves, deux des cristophines, et quatre produisant chacun soit des carottes, soit de la coriandre et du laurier soit de l'ail ou encore du concombre.

Je mettrai en relation ces niveaux de diversification par la suite avec d'autres critères comme le niveau économique et le niveau d'autosubsistance. Soulignons dès à présent qu'il y a une corrélation entre les niveaux de vie et d'autosubsistance les plus élevés et la diversification des jardins de case et inversement, les plus pauvres sont aussi ceux qui réussissent le moins assurer leur autosubsistance et à diversifier leur jardin de case. J'y reviendrai plus en détails dans les deux chapitres suivants en montrant et en analysant l'ensemble de l'autosubsistance de l'autoproduction, des sources de revenus, des stratégies de reproduction matérielle et de la résolution des problèmes quotidiens.

19 des 21 familles enquêtées disposent d'un verger ou de quelques arbres fruitiers autour de leur domicile (les deux qui n'en possèdent pas sont celle de Sebastião LOBOS et Augusto SANTOS). De ces 19 familles, toutes ont un oranger dont la récolte et donc la consommation, et éventuellement la commercialisation, ont lieu entre les mois d'avril et mai (j'aborderai la commercialisation dans le chapitre suivant); toutes ont également un goyavier (qui produit entre novembre et février); 11 ont un ou plusieurs papayers (produisant toute l'année); 10 possède un pied de *pitanga* (*Eugenia uniflora*) produisant entre octobre et novembre); 9 ont un ou plusieurs *jabuticaba* (*Myrcia cauliflora* Berg.) produisant entre

septembre et novembre; 6 ont un citronnier; 5 ont un prunier (fruit entre août et septembre) et cinq un cerisier (fruit entre novembre et décembre); trois familles ont un avocatier (fruit entre décembre et janvier); 2 ont un pêcher, deux autres des fruits de la passion (entre août et septembre); une seule famille a des pieds d'ananas (récolte en janvier).

On remarque une large diversité dans les vergers, pourtant la production et en conséquence la consommation sont très saisonnières et regroupées dans le temps. De plus, comme je le verrai dans la consommation des familles, les fruits sont consommés essentiellement par les enfants en dehors des repas, ramassés dans l'arbre selon l'envie et à l'occasion de leurs jeux. Plus occasionnellement les adultes en consomment avec leurs enfants en milieu de journée. On peut toutefois considérer que cette proximité et cette disponibilité en fruits constituent un apport alimentaire significatif, particulièrement important pour les jeunes enfants – même si la consommation n'en est pas formalisée.

On peut encore une fois regrouper les familles selon la diversité de la production fructifère. Les familles où la diversification est la plus faible – de 0 à 3 arbres fruitiers différents – sont au nombre de sept. Huit autres familles ont un verger moyennement diversifié entre 4 et 5 arbres fruitiers différents. Enfin, on comptabilise six familles qui disposent d'un verger très diversifié avec entre 6 et 9 variétés différentes. Ces informations sont reportées dans le tableau suivant par famille.

Enfin, les 21 familles possèdent des plantes médicinales, la majorité possédant des orangers et utilisant les feuilles comme plantes médicinales (utilisées en tisanes pour la grippe, les diarrhées, les problèmes respiratoires, la fièvre), de même la grande majorité possède de la mélisse appelée *l'erva cidreira*, de la *salva vida* ou verveine anisée (*Lippia alba*), de la citronnelle, l'anis appelé *erva doce* (*Pimpinella anisum*), du boldo, de la camomille, de la menthe, du *guacó* (*Mikania glomerata*). Certaines familles déclarent enfin posséder des herbes dont le nom correspond en fait au composant médicinal tel que la pénicilline (*Alternanthera dentata*, ou *brasiliana*), merraciline, terramycine (ces deux dernières dont je n'ai pas réussi à identifier le nom linnéen). Selon les familles la diversité des plantes médicinales va de une à six plantes différentes. Ces simples sont utilisés dans les affections quotidiennes et répondent de façon importante aux lacunes du système de santé public: le hameau de Batuva ne disposant pas de poste de santé opérationnel ; le bourg du municipale est éloigné à presque deux heures de route en voiture et l'acheminement est essentiellement réalisé par l'unique transport collectif quotidien ; l'offre de soin est limitée et les évacuations tardives du fait de l'enclavement ; enfin les médicaments sont coûteux et

malgré la couverture généralisée, bon nombre d'entre eux doivent être achetés. GERHARDT souligne la précarité des services de santé du municipale (1999 : 98) et l'absence de recours aux structures sanitaires ne dépend pas seulement de l'éloignement des populations du bourg mais aussi des perceptions des services disponibles et de leur qualité (Ibid : 99). Dans ces conditions, les habitants se débrouillent relativement seuls pour les maux les plus communs décrits ci-dessus. Ils ont recours d'abord à l'usage de ces plantes médicinales qu'ils connaissent. Ainsi, l'usage des simples ainsi que l'automédication sont généralement utilisés lorsque les maladies sont perçues comme sans gravité, de même qu'en réponses aux carences du système de soins. GERHARDT conclut que :

*"L'utilisation des plantes médicinales reste encore une alternative à la médecine moderne. Cette utilisation des plantes par les populations locales est d'une part, liée aux savoirs et valeurs traditionnelles transmis par les anciens et, d'autre part, à la perception très négative des services offerts par la médecine moderne (médecin, médicaments)." (Ibid : 125).*

La population fait très rarement usage de plantes de la forêt pour se soigner, les témoignages révèlent que la plupart des habitants n'y ont font jamais appel. Et c'est en insistant lors de l'entretien que deux familles présentent une ou autre plante de la forêt qu'elles peuvent être utilisées dans les affections quotidiennes. Les personnes racontent qu'il en était fait usage plus régulièrement autrefois mais qu'aujourd'hui les simples plantés à côté du domicile sont suffisants pour ces affections et qu'ils ne prennent plus la peine d'aller en forêt pour ramasser les plantes sauvages. Enfin le dernier thérapeute local/guérisseur (*curandeiro*) est décédé en 2001 et avec lui ses connaissances se sont perdues, car il n'avait pas formé un successeur. Certains racontent que personne ne s'est intéressé à perpétuer se savoir et ce savoir-faire, et celui que le thérapeute local voulait former explique que par manque de temps il n'a jamais récupérer ce savoir, le *curandeiro* lui a cependant donné son livre qui explique les remèdes qu'il utilisait. Aussi, pour les urgences comme les accidents, les piqûres de serpent ou d'araignées, les problèmes cutanés, la population ne dispose plus de ce thérapeute local qui était régulièrement sollicité, qui possédait toute sorte de plantes, de breuvage de plantes et autres, qui avait des formules de bénédiction, et en qui la population avait confiance. On trouve encore sur le hameau deux personnes qui savent enlever le venin des serpents avec des mélanges de plantes et des bénédictions et ces personnes sont également connues de tous. Enfin, une seule personne parmi les familles enquêtées utilise la graisse de quelques-uns des animaux chassés pour certaines affections (otite, rhumatisme, kyste synovial, etc.). Des connaissances ancestrales transmises de génération en génération

entretiennent ces savoir-faire même si on constate qu'elles sont en perte de vitesse et considérées par certains comme des superstitions.

J'ai ainsi réalisé une classification des familles selon la diversification tant des simples, du verger et du potager. Il en ressort 4 catégories de un à 4, allant d'une faible diversification à une grande diversification.

Cette classification des familles sera mise en lien à la fin de notre travail avec tous les autres éléments liés à la reproduction afin d'en dégager une classification générale des modes ou des types de reproduction matérielle combinant la part d'autoproduction, autosubsistance, de ponction sur l'environnement et la part de ce qui vient de l'extérieur, de ce qui doit être acheté, alliés aux différents types de sources de revenus, aux budgets, etc.

	Plantes médicinales	Verger	Potager	Total	Catégorie
Francisco SANTOS	0,5	1	0	1,5	Cat 1
Celso SANTOS	1	1,5	0	2,5	Cat 1
Augusto SANTOS	1	0	2	3	Cat 1
Bruno COSTA	2	1,5	0	3,5	Cat 1
Clara MOREIRA	1	2	1	4	Cat 1
Miguel PEIXOTO	1	2,5	1	4,5	Cat 1
Paulo COSTA	1	1,5	2	4,5	Cat 1
Alfredo COSTA	2,5	2	0	4,5	Cat 1
João SANTOS	1	2	3	6	Cat 2
Jorge BRANCO	1	2,5	3	6,5	Cat 2
Joaquim CANDIDO	1	1,5	4	6,5	Cat 2
Sebastião LOBOS	1,5	0	5	6,5	Cat 2
Victor MACHADO	1	3,5	4	8,5	Cat 3
Fernando ROSA	2	3,5	4	9,5	Cat 3
Bento GOMES	1,5	3	5	9,5	Cat 3
Mariano ARAUJO	2	3	5	10	Cat 3
Nestor COSTA	1,5	4,5	6	12	Cat 4
Samuel MACEDO	2	2	8	12	Cat 4
Julia ROSA	1	2	9	12	Cat 4
Vicente ROSA	3	2,5	7	12,5	Cat 4
André ROSA	2,5	4	9	15,5	Cat 4

**Tableau n° 21** : Classification des familles selon la diversification du potager, du verger et des simples.

Note : Comptabilisation : 0,5 par type de fruit, 0,5 par plante médicinale, 1 par légume du potager

On constate des écarts considérables dans l'effort fait par les différentes familles pour diversifier les ressources alimentaires et médicinales que peut leur procurer leur environnement immédiat. A une extrémité, plus d'un tiers de notre échantillon ne cultivent

que quelques plantes et l'on ne peut guère parler dans leur cas de jardin ou de verger. Chez une petite minorité, au contraire, on rencontre une véritable horticulture familiale, caractérisée par des potagers et vergers bien tenus, offrant une grande variété de légumes et de fruits : contribution significative à l'alimentation familiale. Entre ces deux extrêmes, on rencontre bien sûr toutes les nuances. D'une façon générale, on constate la place réduite que tiennent les simples dans les petits jardins de case. Même si l'automédication par la phytothérapie conserve sa valeur de référence dans cette société rurale, elle semble ne plus contribuer que de façon marginale aux pratiques effectives de soin. Je n'ai rencontré aucun jardin de plantes en mesure de répondre la diversité de pathologies banales auxquelles les familles sont confrontées au quotidien.

### ***c) La pêche et la chasse***

La pêche est une activité exclusivement destinée à l'autoconsommation les mois d'été. Personne sur le hameau n'en fait le commerce. Les poissons qui sont pêchés dans la rivière sont des poissons de petite taille surtout le *lambari (Astyanax sp)*, le *bagre (Bagre sp)*, le *mandi (Pimelodus sp)*, *jacundá (Crenicichla lenticulata)*, ou encore *tijubucu* et *cará* (non identifiés). La pêche est une activité qui est pratiquée entre octobre et avril. Du mois de mai au mois de septembre, l'eau est froide et les poissons sont peu nombreux, aussi on ne les pêche pas à cette période. La pêche se fait au filet, à la ligne ou au piège (*covo* : réceptacle réalisé en bambou et en lianes qui possède une ouverture en entonnoir par où les poissons peuvent entrer et sont fait prisonnier). Les habitants pêchent peu et ont peur de la police car, là encore, la pratique est interdite. Les poissons pêchés en été complètent les rations protéiniques nécessaires aux familles, surtout aux plus pauvres. La pêche est aussi pour certaines personnes une forme de loisir. La pratique halieutique n'est pas une activité exclusivement masculine. Les femmes s'adonnent aussi à la pêche et c'est l'occasion de se baigner, ou de se tremper les jambes, en prenant soin de garder ses habits, car du fait des religions pentecôtistes, les femmes ne se découvrent pas et ne laissent pas apparaître leurs corps. La pêche est ici un prétexte au bain de rivière car sinon les femmes ne vont pas spontanément prendre le loisir d'aller se baigner dans la rivière, les présupposés moraux véhiculés par la religion les empêchant de se laisser aller au loisir pour le loisir.

En fin de compte, la pêche apparaît comme une pratique isolée, saisonnière et qui remplit une fonction autant ludique que pratique. J'en resterai donc ici dans la présentation de cette activité afin de développer davantage les activités cynégétiques qui occupent une place

plus importante dans les activités productives d'une population qui, par le passé, a toujours beaucoup compté sur le gibier pour assurer sa subsistance et qui, de ce fait, a développé des connaissances et des techniques spécifiques dans ce domaine d'activité.

La chasse est une activité qui a connu de grandes modifications depuis la création de l'Aire Protégée APA. En effet, les pratiques cynégétiques étaient largement développées auparavant et monopolisaient une grande partie des activités masculines. Elles étaient pratiquées essentiellement pour l'autoconsommation. Les produits de la chasse pouvaient donner lieu à un commerce, mais, selon ce qui m'a été dit, cela ne se produisait que ponctuellement et ces ventes n'ont jamais constitué une source importante et régulière de revenu.

Un informateur m'explique qu'avant les lois de protection de l'environnement, la population vendait la peau de chevreuil (ou cerf *veado*), de loutre (*Lontra longicaudis*), de jaguar (*onça pintada*, *Panthera onca*), d'ocelot (*gato do mato*, *Leopardus tigrinus*). La population chassait et gardait les peaux pour les vendre. Selon la taille de la peau, la personne gagnait autour de 50 Reais ou l'échangeait contre des munitions, des balles pour les fusils de chasse, à Taquari du côté de São Paulo. La peau de *paca* (*agouti*) se vendait 60 Reais, celle du tatou 25 Reais, du *macuco* (*Tanamus solitarius*) 10 Reais. La période de la chasse allait de mars à juin, jusqu'à la fête de la Saint Jean, le 24 juin, après cela les animaux maigrissent et ne sont pas bons à chasser. Ce commerce pouvait apporter des compléments de revenu appréciables mais c'était toujours de façon ponctuelle et, à Batuva, la chasse n'a jamais pratiqué à grande échelle.

Aujourd'hui, les produits de la chasse ne font que très exceptionnellement et de manière extrêmement isolée l'objet d'un commerce. Lors de mon terrain, je n'ai eu qu'une seule information relatant une commande passée par un habitant du bourg de Guaraqueçaba à un autre du hameau de Utinga pour acheter une viande de chasse de tatou. Cependant, les habitants de Batuva voient d'un mauvais œil cette pratique et se disent offensés si quelqu'un veut leur acheter des animaux de chasse. Parallèlement, cela révèle une certaine récupération du discours écologique par les petits agriculteurs qui cherchent à se poser comme les premiers protecteurs de la nature et à ce titre ils prennent ainsi leur distance vis-à-vis de la chasse commerciale.

Si la chasse continue à être pratiquée en dépit des interdictions, ce n'est plus guère maintenant que pour l'autoconsommation. C'est également une pratique qui a beaucoup



régressé car elle est devenue clandestine. Il s'agit de décrire ici les pratiques cynégétiques actuelles et de montrer comment elles ont changé par rapport au passé.

Seules sept des familles enquêtées ne possèdent pas de fusil. Deux d'entre elles m'ont exprimé avec ferveur leurs raisons personnelles de ne pas aimer chasser. Le premier, Victor MACHADO, explique qu'il a cinquante ans, et qu'il n'a jamais eu de fusil, qu'il n'aime pas chasser ni pêcher. Il aime seulement manger du poisson et pas la viande de chasse. Lui et ses frères ne possèdent pas de fusil par choix et par dégoût pour la chasse. Le second, Alfredo COSTA, me raconte qu'il n'a plus de fusil depuis qu'il a perdu un fils en 1985 à la suite d'un coup de fusil perdu. Alors que le jeune garçon de 14 ans était en vacances chez son oncle à Cananéia, son cousin en voulant jouer avait pris un fusil et l'avait dirigé vers lui mais le fusil était chargé et l'enfant est décédé.

Aujourd'hui les gens chassent surtout pendant la période de la récolte du riz, aux mois d'avril-mai, lorsqu'ils sont dans les montagnes, dans la forêt et qu'ils restent plusieurs nuits près de la plantation. Ils chassent le plus souvent en groupe et surtout des mammifères comme le *gambá* (*Didelphis marsupialis*), le chevreuil, le tatou, la *paca* (*Agouti paca*), et des oiseaux comme le *macuco* (*Tinamus solitarius*) et le *jacutinga* (*Pipile jacutinga*). Les personnes qui font la collecte de cœurs de palmier et qui vont ainsi régulièrement en forêt ont aussi la possibilité de chasser, pourtant ils ne s'encombrent pas souvent du fusil car ils doivent déjà transporter leur grand couteau puis, au retour, le ou les lourds fagots de cœurs de palmier. C'est donc exceptionnellement qu'ils chassent en même temps qu'ils collectent les cœurs de palmier.

Des 21 familles enquêtées, 14 possèdent donc un fusil. En tout, c'est plus de 25 familles sur le hameau qui en détiendraient un. Les parties de chasse sont rares aujourd'hui car la répression est encore plus sévère envers la chasse qu'envers la collecte de palmier, la coupe de bois et les plantations cachées. Si une personne se fait prendre en flagrant délit de chasse, elle encourt de la prison ferme, un an à trois ans me disent-ils. Aussi, ils ne s'aventurent guère sur les chemins avec leur fusil. La chasse, aujourd'hui, est devenue, pour certains, une activité de loisir, mais elle demeure une ressource alimentaire significative pour les familles qui en consomment régulièrement et qui n'ont que la chasse comme apport protéinique. Des 14 enquêtés qui ont déclaré avoir un fusil, je présente les pratiques cynégétiques et les préférences de chasse ainsi que ce qu'ils ont chassé en 2003.

Francisco SANTOS déclare chasser peu et préférer la pêche. Augusto SANTOS dit ne pas avoir chasser depuis 1999. Il chassait avec son père et à présent il n'a plus le temps et son

père est décédé. Il dit aussi qu'il y a d'autres personnes dans sa famille qui chassent et qui lui donnent des morceaux de viande. Celso SANTOS, son premier fils, chasse surtout le tatou et la *paca*. Une fois par mois environ il ramène une pièce de gibier qu'il tue lors de ses excursions dans la forêt lors de la collecte des cœurs de palmier. Il chasse surtout le tatou une fois par mois environ et en 2003, il a chassé une seule *paca*. Son épouse déclare que la viande qu'ils mangent vient de la chasse, qu'elle en achète très peu et qu'ils consomment surtout leurs œufs de poules. João SANTOS, son second fils, chasse peu, en 2003 il n'a pas chassé et comme il veut développer un travail dans l'écologie à l'avenir après sa formation d'animateur en environnement qu'il suit périodiquement au bourg, il pense monter un projet d'élevage d'animaux sauvages.

Paulo COSTA ne chasse plus depuis 2000, il n'a plus de fusil et il explique qu'avec les fonctionnaires de l'IBAMA, et de la police forestière qui viennent sur le hameau, il ne faut pas sortir avec un fusil.

Jorge BRANCO aime chasser surtout la *paca*, mais, comme il exerce un emploi salarié et n'est pas très disponible, il n'a pas de temps à consacrer à cette activité. Il aime rester percher sur la branche d'un arbre à épier la *paca* qui vient manger les graines qu'il lui a préparées, que l'on appelle la fruitière. Ce sont des heures d'affût dans la nuit. En 2003, il n'a chassé qu'en tout et pour tout, un seul *macuco*. Il caresse le projet de monter un élevage de *paca*. A partir de là il voudrait créer un chasse privée "*caça e pague*", "chasse et paie", qui est une variante des étangs de pisciculture où l'on peut pêcher – "*pesca e pague*", "pêche et paie" – communs au Brésil. Ce serait un élevage rassemblant les femelles et les petits, couplé à une réserve de chasse où seraient lâchés les mâles que l'on viendrait chasser contre rétribution. De plus il lâcherait chaque année des animaux en liberté pour repeupler la forêt de cette espèce. Après en avoir parlé à des responsables de l'APA dans les années 1990, il n'a pas eu de soutien, ni d'accompagnement pour la réalisation de ce projet ; cela reste donc un vague rêve.

Mariano ARAUJO chasse surtout le *Coati* (*Nasua nasua*) et le tatou. C'est autour d'une chasse par mois qu'il me dit réaliser. En novembre 2003, il a ramené chez lui un tatou et, avant cela, il avait chassé lors de la récolte du riz en avril-mai.

Bruno COSTA, quant à lui, explique qu'il n'a pas la patience d'épier et de chasser la *paca*. Il aime chasser le tatou, le *tateto* (*Pecari tajacu*), le cochon sauvage (*Porco do mato*, *Tayassu pecari*), avec ses chiens. En février 2003, il a chassé un *tateto*, puis il n'en a plus chassé depuis qu'il a vendu deux de ses chiens. En octobre 2003, il a chassé un cochon sauvage (*porco do mato*). Il ramène le plus souvent des tatous, au moins un par mois car il est facile de les chasser et qu'ils sont proches de la maison. Cette famille consomme beaucoup de

gibier, qui est la principale source de protéines de son alimentation. A l'époque du cochon sauvage, il en ramenait 2-3 par mois, mais à présent qu'il n'a plus ses chiens qui étaient efficaces pour cette chasse, il va moins en chasser me dit-il. En mai, la bonne période pour chasser le *coati*, il en chassait aussi, de même le *gambá*, au même moment.

Nestor COSTA aime surtout chasser les oiseaux qui viennent près de la maison se nourrir des fruits des palmiers. C'est surtout les *pavão* (*Pyroderus scutatus*), les *jacuguaçu* (*Penelope obscura*) et les toucans qu'il chasse ainsi.

Samuel MACEDO apprécie particulièrement de chasser le *gambá*. Il chasse avec des camarades et va ainsi une ou deux fois par an dans la forêt pour l'occasion, passant la nuit dans la forêt.

Bento GOMES chasse à l'époque de la récolte du riz avec des personnes apparentées. Il chasse le *gambá*, le chevreuil, le tatou, la *paca*, la *macuco* et le *jacutinga*. A la période du *macuco*, il en chasse 3 à 4 de septembre à février. A la récolte du riz, c'est la chasse au tatou, au *gambá*, et à la *paca*. En 2003, il a chassé 2 *macucos* en octobre à la période de la plantation du riz. Et, avant cela, il avait chassé en avril 2003, à la récolte du riz. Les périodes de plantation et de récolte sont ainsi propices à l'activité cynégétique.

Vicente ROSA, le premier des trois frères ROSA, chasse également essentiellement lors de la récolte du riz en avril mai, époque où les animaux sont bien dodus. En 2003, il a ainsi chassé un tatou, un chevreuil et un *gambá*. En octobre 2003, il a chassé avec un neveu un *jacuguaçu* et un *macuco* et ils ont partagé les animaux chassés en deux. C'est son frère qui chasse le plus avec ses fils et il leur donne toujours un morceau de viande. Ce dernier André ROSA, a chassé lors de la récolte du riz en 2003, 7 tatous, 2 *gambás* et 2 oiseaux. Puis en août 2003, lors d'une défriche, il a chassé une *paca*. Le dernier des trois frères, Fernando ROSA chasse peu, essentiellement le chevreuil lorsqu'il traverse la propriété.

La famille de Julia ROSA, veuve ROSA, n'a pas de fusil, et les jeunes garçons en empruntent un à leur voisin lorsqu'ils veulent chasser. En 2003, ils ont ainsi chassé un tatou, 2 toucans, 2 *pavão*, 1 *jacuguaçu*, 4 *gambá* et 5 *coatis*.

Des 14 familles enquêtées, possédant un fusil, 10 ont ramené de la chasse en 2003. Les différences de pratiques et de nombre de chasses sont importantes d'une famille à l'autre comme en témoigne le récapitulatif présenté dans le tableau suivant de la chasse réalisée en 2003 et selon leur déclaration.

	<b>Animaux chassés en 2003</b>	<b>Total animaux chassés</b>
<b>Francisco SANTOS</b>	Aucun	0
<b>Augusto SANTOS</b>	Aucun	0
<b>Celso SANTOS</b>	12 tatous et 1 paca.	13
<b>João SANTOS</b>	Aucun	0
<b>Bento GOMES</b>	2 macucos, 4 gambás, 3 tatous, 1 jacutinga, 1 paca	11
<b>Jorge BRANCO</b>	1 macuco	1
<b>Mariano ARAUJO</b>	4 tatous, 2 coatis	6
<b>Bruno COSTA</b>	1 tateto, 1 cochon sauvage, 20 tatous, 2 coatis	24
<b>Paulo COSTA</b>	Aucun	0
<b>Nestor COSTA</b>	2 pavão, 1 jacuguaçu, 4 toucans	7
<b>Samuel MACEDO</b>	4 gambás, 2 coatis, 1 paca	7
<b>Vicente ROSA</b>	1 tatou, 1 chevreuil, 1 gambá, 1 macuco et 1 jacuguaçu	5
<b>André ROSA</b>	7 tatous, 2 gambá, 2 oiseaux, 1 paca	12
<b>Fernando ROSA</b>	1 chevreuil	1
<b>Julia ROSA</b>	5 coatis, 1 tatou, 2 toucans, 2 pavão, 1 jacuguaçu, 4 gambá	15

**Tableau n°22** : Nombres d'animaux chassés en 2003 par les familles enquêtées possédant un fusil.

Les chasseurs occasionnels ont chassé entre 1 et 7 animaux sauvages en 2003. Ils se caractérisent comme des chasseurs de loisir et sont au nombre de six. Les quatre plus gros chasseurs du hameau enquêtés, chassent en moyenne un animal par mois, et 2 pour l'un d'entre eux. Ces familles ont la particularité de vivre de la collecte du cœur de palmier pour 2 d'entre elles qui sont celles qui chassent le plus, Celso SANTOS et Bruno COSTA. Et, pour les deux autres, André ROSA et Bento GOMES, un homme et son gendre, ils travaillent beaucoup dans la forêt sur des versants cachés pour réaliser leurs travaux agricoles et ont ainsi l'occasion de rester plusieurs jours et nuits dans l'année hors du hameau, près de la forêt. Ces deux familles qui consomment le plus de gibier ont aussi la particularité d'être celles qui essaient avec le plus de détermination de maintenir les pratiques agricoles traditionnelles, fussent-elles dans l'illégalité et la clandestinité. La localisation de leurs terres, à l'abri des regards extérieurs et de la police, leur donne cette possibilité. La famille de Bruno COSTA n'a pas beaucoup de sources de revenus et la chasse constitue pour elle un apport bienvenu de protéines. Deux des fils de Julia ROSA chassent mais n'ont pas de fusil, aussi ils empruntent à leurs oncles ou à un ami pour aller chasser, comme je viens de le voir. En 2003, ils ont pratiqué la chasse régulièrement avec leurs amis et ainsi c'est autour de 15 pièces de gibier qu'ils ont ramenées chez eux dans l'année, soit plus d'une par mois.

Il est difficile d'évaluer la pratique cynégétique sur tout le hameau, pourtant, d'après mes observations, je peux d'abord dire *grosso modo* la moitié des 21 ménages enquêtés ont au moins un membre qui pratique cette activité. Six le font occasionnellement et quatre plus

régulièrement, dont un de manière plus assidue. Des familles comme cette dernière, on en compte moins de 5 sur tout le hameau qui compte plus de 55 familles. On peut établir plusieurs analyses différentes voir opposées à partir de ce type d'information.

Si l'on se place du côté de la protection de l'environnement, on peut déjà déplorer la destruction de la faune sauvage. Pourtant, si l'on se situe au niveau de l'étude sociale du phénomène et de ce à quoi il répond en terme de ponction sur l'environnement, d'autosubsistance de la population, et même sur la part de loisir qui est aussi abordée dans cette pratique, on peut relativiser la pratique et effectivement l'envisager comme une pratique isolée et sporadique. Cependant, il faut tenir compte qu'effectivement certaines espèces sont gravement menacées d'extinction et la disparition d'un seul reproducteur peut constituer une perte grave. Il s'agirait donc de faire une évaluation plus fine sur les espèces menacées et les ponctions de celles-ci par la pratique de la chasse, ce qui n'est pas ici de mon ressort. Donc la question reste en suspend à savoir : bien que la chasse soit une pratique relativement isolée aujourd'hui, quels impacts engendrent-elle sur les espèces menacées ?

Le problème, selon les chasseurs de Batuva, ne réside pas tant dans la quantité de gibier abattu – au demeurant modeste dans leur cas – mais plutôt dans les périodes de chasse. En effet, les chasseurs doivent, aujourd'hui plus que jamais, faire preuve de bon sens et s'appuyer sur leur connaissance des différentes espèces afin de respecter les rythmes de reproduction et de sevrage des animaux. Avant les lois de restrictions sur l'environnement, il y avait un garde chasse issu du hameau qui déterminait les périodes de chasse et d'interdiction de la chasse. Après les lois restrictives et l'interdiction totale de la chasse, certains chasseurs, du fait de l'illégalité de la pratique, ont commencé à ne plus respecter les périodes propices à la chasse et ont chasser à tout va. Petit à petit, avec la disparition des grandes plantations, les animaux eux aussi ont reculé vers la forêt et n'apparaissent que très rarement près du hameau. Les occasions et les possibilités de chasse se sont ainsi raréfiées et l'organisation de cette activité s'est faite désordonnée comme me l'expliquent certains habitants.

Pourtant, si l'on compare aujourd'hui les périodes où les animaux sont chassés, et le calendrier élaboré avec des habitants qui détermine les périodes de chasse propice, les périodes de reproduction et de sevrage, on observe une certaine adéquation entre les deux. Il semble donc que les chasseurs d'aujourd'hui n'ont pas perdu la connaissance de grands cycles de reproduction de la faune sauvage et que beaucoup d'entre eux s'efforcent encore d'en tenir compte. De plus, dans toutes les familles interrogées, la ponction globale demeure modeste, hormis pour l'une d'entre elles pour laquelle cette activité est essentielle à sa subsistance.

Penchons-nous sur l'apprentissage de la chasse et sur les techniques utilisées selon les espèces ainsi que les préparations culinaires.

Les jeunes garçons apprennent à chasser avec leur père et leurs oncles à partir de l'âge de quatorze ans environ. Le plus souvent, ils n'ont pas de fusil et en empruntent un à un voisin ou à une personne apparentée.

La *paca* se chasse en l'appâtant avec des fruits que l'on dispose par terre ou qui se trouvent naturellement au pied d'un arbre qui les porte, appelé fruitière. L'animal est ainsi attiré durant plusieurs jours, voire plusieurs semaines, la nuit, afin de l'habituer à venir se nourrir sur le lieu de l'affût. Venu le jour de la chasse, le chasseur prépare l'appât, la fruitière, ainsi qu'un banc improvisé dans un arbre à une hauteur d'environ 3-4 mètres et sur lequel il va guetter l'animal, de nuit, en silence. Il apporte avec lui une lampe torche et son fusil et lorsqu'il entend l'animal qui mange à la fruitière, il dirige sa lanterne vers lui et tente de lui tirer dessus. L'appât/fruitière est composé soit de maïs, de banane, de fruits de l'arbre *pau-brasil*, de goyave, ou encore d'autres fruits sauvages comme les *canela-nhutinga* (ressemblant à la noix de muscade, *Cryptocarya aschersoniana*), ou les fruits du palmier *Indaiá* (*Attalea*).

La préparation pour la consommation se fait comme suit : tout d'abord il faut retirer la peau, les abats (sauf le foie et le cœur qui peuvent être consommés), les pattes, la queue et les oreilles. Puis, on nettoie l'animal au-dessus du feu de bois en brûlant les restes de peau et de poil, et l'on nettoie ensuite sous l'eau froide, on peut aussi le tremper dans l'eau bouillante. La viande est découpée en quatre ou gardée entière et est laissée à mariner au moins deux heures avec de l'ail, de l'oignon, du piment doux, du sel, du vinaigre et du citron. Puis, on le cuit au four ou on le fait frire en morceaux dans de l'huile. On peut aussi fumer la viande en la laissant quelques jours au-dessus du four à bois et la faire frire ensuite.

Le tatou est chassé en l'attendant à l'entrée de son terrier à la tombée de la nuit avec une lanterne et un fusil. L'attente peut être de 20 minutes comme de deux à trois heures, jusqu'à ce que le tatou sorte de son terrier pour aller se nourrir. On peut aussi le chasser en préparant un piège sur le chemin qu'il emprunte habituellement et qui est facilement reconnaissable, ou on peut encore utiliser un chien qui sent l'animal dans son terrier et aboie, il n'y a plus qu'à attendre alors qu'il sorte. La préparation est identique à celle de la *paca*, on nettoie d'abord, on laisse mariner et on cuit au four dans sa carapace, retourné dans le plat.

Le *coati* (*Nasua nasua*) se chasse de jour et, là, le chien a une grande importance car c'est lui qui débusque et poursuit l'animal. Ce dernier monte alors dans un arbre tentant de se cacher et le chien se met en arrêt et aboie en attendant son maître qui court le rejoindre et

tente d'abattre l'animal. Pour cette chasse, il faut avoir un bon chien spécialisé dans la chasse au *coati* et qui aime cela, car ce ne sont pas tous les chiens qui sont bons pour cette chasse. Si l'on ne possède pas ce type de chien et que l'on sait qu'un ami ou qu'un parent en a un, on peut aussi lui emprunter. Pour la préparation, il faut retirer les poils de l'animal en le passant sur les flammes ou en le trempant dans l'eau bouillante. On enlève les tripes et les abats, puis on fait mariner la viande enfin on la cuit au four ou la faire frire, la faire bouillir ou encore fumer au feu de bois puis grillée au four.

Le toucan se chasse de jour au fusil, lorsqu'il se pose dans certains arbres pour manger des fruits comme ceux du palmier *Juçara* (*Euterpe edulis*, dont on exploite le bourgeon terminal, « cœur de palmier »), les bananes, les fruits de l'arbre *cannela-nhutinga*. Il vient près des maisons lorsqu'elles ont dans leur jardin ces types d'arbres. Pour le préparer, on retire les plumes et le bec et on le cuisine comme un poulet. Le *jacuguaçu*, le *pavão* se chassent de la même façon que le toucan, car ils viennent aussi manger les mêmes fruits sur les arbres et se cuisinent à l'identique. Le *jacutinga* (*Pipile jacutinga*) se chasse en forêt car il ne s'approche pas des habitations comme les précédents.

Le *macuco* est un oiseau difficile à chasser. Il se chasse surtout au couchant, lorsqu'il chante pour aller dormir. Il émet trois sons avant d'aller dans l'arbre se coucher et trois autres sons avant de s'endormir. De mars à juillet-août la femelle pond ses œufs et se cache, elle fait son nid par terre et pond ainsi à même le sol. Elle piaule lorsqu'elle pond et ainsi est facilement repérable. Les œufs sont de couleur bleue et sont comestibles. Le *macuco* se cuisine comme le poulet.

Le *gambá* (*Didelphis marsupialis*) se chasse avec un piège ou au fusil de nuit avec une lanterne. Il faut le chercher en silence avec la lanterne dans les arbres, ses yeux brillants avec la lumière de la lanterne. Le *gambá* vient très souvent près des maisons et surtout des poulaillers car il mange les poules. De même il mange les bananes la nuit.

Le cochon sauvage (*porco do mato*) et le *tateto*, plus petit que de dernier, se chassent en forêt à la trace, on suit leur chemin durant le jour. Puis, lorsque l'on se rapproche, on lâche le chien qui va le chercher. Là encore, cela demande d'avoir un bon chien de chasse, bien dressé pour cette chasse particulière. Le chien court et aboie devant son gîte. Le chasseur suit le chien. Celui-ci entre dans le gîte et aboie. Puis, une fois ce dernier sorti du gîte, on dirige le fusil dans le terrier et l'on tire. On les cuisine comme du porc au four ou frit. Un seul chien sur le hameau aime chasser le cochon sauvage car celui-ci a la particularité d'émettre un

liquide d'une glande qu'il a sur son dos lorsqu'il se sent en danger, dont l'odeur est insupportable pour les chiens.

Le chevreuil (*Veado, Mazana nana*) se chasse de jour avec le chien qui lui court après et le rabat vers le chasseur. L'animal s'enfuit vers la rivière où on l'attend pour lui tirer dessus. Le chien est aussi d'une grande importance dans la chasse au chevreuil. De nuit on chasse cet animal en l'appâtant avec des fruits et en se mettant à l'affût. On reconnaît le mâle de la femelle à leurs excréments, surtout à la période où les femelles sont pleines et que leurs excréments ne sont plus en petites pelotes mais plus gros. A la période où les femelles élèvent leurs petits on ne les voit pas, elles restent éloignées en forêt et si l'on repère une trace, c'est que c'est un mâle et que l'on peut le chasser. Pour la préparation culinaire, il faut d'abord retirer la peau, les extrémités, les tripes et les abats (sauf le foie et le cœur). On le prépare comme du bœuf, coupé en morceau et cuit au four ou frit ou en sauce.

Le chien joue un rôle primordial dans la chasse au chevreuil, et d'ailleurs parfois un chien peut courir après un chevreuil alors même que son maître est chez lui ou qu'il réalise une activité agricole et n'a pas son fusil. Si le trajet emprunté par le chevreuil, pour accéder à la rivière, passe près d'une habitation, et que les habitants ont entendu de loin le chien aboyer, ils repèrent facilement au bruit la situation, s'emparent de leur fusil et tentent d'abattre l'animal au passage. Dans le cas où l'affaire a été réalisée avec succès, on partage la viande du chevreuil entre le propriétaire du chien et celui qui a tiré sur la bête, et même avec les autres personnes qui se sont postées pour participer à la chasse. Il en est ainsi de coutume et j'ai pu assister à ce type de chasse improvisée par l'initiative d'un chien à deux reprises durant le terrain. De plus, si une personne n'a pas de chien expérimenté pour chasser le chevreuil, elle peut aller chasser avec un camarade qui en possède un.

Le tapir (*anta, Tapirus terrestris*) se chasse au piège et au fusil. Dans le premier cas, on prépare un piège au milieu de la forêt sur le chemin où passe le tapir et dont on a repéré les traces, puis deux des chasseurs y viennent tous les trois ou quatre jours pour voir s'ils ont fait une prise, cela peut durer des semaines. Puis, lorsque la bête est prise dans le piège on l'abat. Selon les dires des chasseurs, le tapir passe sur le chemin une fois à la pleine lune et une autre fois dans l'autre sens à la prochaine pleine lune. C'est ainsi que l'on repère les traces, le chemin emprunté et son jour de passage. Si on le chasse au fusil, il faut être à plusieurs et avec des chiens. Les chiens lui courent après alors qu'il se dirige vers la rivière pour prendre la fuite. Les chasseurs se postent à différents endroits, dont plusieurs à la rivière. Les chiens rabattent le tapir par leurs aboiements. Une fois abattu, le tapir doit être transporté et comme



c'est un animal de grande taille, plusieurs personnes sont nécessaires. On le cuisine ensuite comme du bœuf. Le dernier tapir chassé et abattu sur le hameau date de 1999. Il y avait neuf personnes pour le chasser dont quatre avec un fusil. Chacun est ensuite reparti avec un morceau de viande.

Le jaguar (*onça pintada*, *Panthera onca*) n'est plus chassé depuis fort longtemps sur le hameau, plus de 15 ans. Il fait l'objet de légende que l'on raconte aux enfants et aux étrangers et éveille en même temps que la curiosité, la peur. Au mois d'août, lorsque la femelle est en chaleur, elle va n'importe où et vient près des maisons manger des poules et des chiens.

Des espèces chassées, certaines sont menacées d'extinction, c'est le cas, notamment, du *macuco*, du *jacutinga*, du toucan.

Beaucoup de croyances sont associées à la chasse et aux animaux de la forêt. Ainsi le fils de Vicente ROSA me raconte qu'en 1995, alors qu'il était âgé de 12 ans, il est allé chasser avec son père un singe *bugio* (*Alouatta guariba*). Le singe se trouvait dans un arbre et une fois que son père l'a tué, le singe a enroulé sa queue sur une branche et est resté coincé dans l'arbre. Le chasseur a dû faire ce qu'ils appellent une « sympathie » afin que le singe se laisse tomber de la branche. Dans ce cas, faire sympathie cela s'est traduit par le fait que le chasseur a commencé à se déshabiller, il a d'abord retiré sa chemise puis son pantalon et le singe est tombé. Le *bugio* n'est plus chassé à présent dans le hameau car il se fait rare et que les chasseurs préfèrent chasser d'autres animaux. Les chasseurs expliquent que, lorsqu'ils tirent sur un singe, celui-ci crie et se bénit avec des herbes et des feuilles qu'ils frotte sur son corps afin qu'on le manque. De même, lorsque la femelle singe élève ses petits et qu'on la chasse, elle montre son petit devant elle pour inspirer la pitié du chasseur.

Si un homme va chasser et que sa femme est enceinte, il doit faire une sympathie pour pouvoir attraper du gibier, sinon il rentrera bredouille. Ainsi, il doit emporter avec lui quelque chose de sa maison comme un torchon ou un bout de tissu pour faire « sympathie ».

De telles croyances sont associées à la chasse, beaucoup plus qu'aux autres activités auxquelles se livrent les habitants de Batuva, ce qui témoigne de la place symbolique qu'elle occupe dans leur pensée, exprimant en particulier la relation singulière qu'ils entretiennent avec le monde de la forêt. On dit, par exemple, qu'il ne faut pas enjamber un animal chassé sinon les chiens ne vont plus chasser, ne vont plus courir derrière les animaux. Lorsqu'un

chevreuil est tué, on fait sentir aux chiens son odeur, et surtout aux jeunes chiens pour qu'ils la repèrent.

Les femmes enceintes ne peuvent pas manger gibier de peur d'avoir des problèmes de grossesse, des malformations ou des maladies. De même, il est proscrit de manger du gibier pour les femmes qui allaitent. Les femmes expliquent que ce sont des viandes fortes et qu'elles ne doivent pas être consommées durant ces périodes de la vie, surtout les viande de paca, tapir, et de chevreuil. Elles multiplient les exemples de fausses couches et de maladies de nouveau-nés liées à la consommation de viande de chasse.

Le dressage et l'entraînement des chiens sont une des conditions de la réussite des chasses qui réclament leur intervention. Des techniques reconnues sont utilisées à cette fin. C'est ainsi que, lorsqu'on chasse le chevreuil, on laisse les chiens lécher l'animal, puis on leur donne les abats (peau, boyaux, cœur, tête) à manger. La cervelle est réservée au chien qui chasse le mieux le chevreuil pour le féliciter et l'encourager à continuer d'être un bon chasseur. On fait de même pour les autres chasses où les chiens ont un rôle important comme pour le cochon sauvage, le *tateto*, le *coati*, etc.

A partir de cette présentation des différentes espèces chassées, des techniques et de la préparation culinaire, on peut dresser une typologie des types de chasses, des types d'animaux chassés. La population distingue ainsi plusieurs types de chasse, certains pouvant d'ailleurs se combiner entre eux : la chasse au fusil, avec ou sans le chien ; au piège ; à guetter dans un arbre ; la chasse nocturne et celle de jour ; la chasse au fusil et à la lampe torche ; au sec ou à la rivière ; au terrier ; à la trace ; au pied de la fruitière (d'un arbre ou placée comme appât). Ils différencient également les animaux selon qu'ils montent aux arbres comme le *coati* et le *gambá* et ceux qui n'y montent pas comme la *paca* et le tapir ; ceux qui fuient vers la rivière comme le chevreuil et le tapir ; les rongeurs comme la *paca* ; les oiseaux qui mangent les fruits de certains arbres près des habitations, ceux qui restent en forêt, ceux qui piaulent avant de dormir ou de pondre. On sait aussi sur le hameau quel chien est bon pour quelle chasse ainsi le chien d'untel est bon pour le cochon sauvage, celui d'un autre pour le chevreuil et encore un autre pour le tatou.

Sur la disparition des animaux sauvages proches du hameau, nombreux sont les habitants qui m'expliquent que c'est à cause des lois restrictives qu'ils ont disparu, car auparavant, avec les plantations de riz, de haricot, de maïs, de manioc qui étaient plus

importantes, les animaux venaient aussi s'y nourrir. Certains disent que la police forestière n'y connaît rien et que c'est avec leurs lois qu'ils ont fait disparaître les animaux sauvages, les oiseaux, le gibier<sup>66</sup>. Ils expriment ainsi le fait que c'était la population elle-même qui nourrissait les animaux avec les cultures et les plantations.

Par ailleurs, la chasse demeure, aux yeux de cette population dont on a vu que le niveau de vie est très modeste, une activité dont ils attendent une contribution importante pour leur subsistance. Un de leaders du hameau tient des propos très explicite sur ce point :

*"Les gens vont chasser pour chercher quelque chose à manger, parce qu'ils en ont besoin, car on manque d'élevage."*

A leurs yeux, la préservation des espèces sauvages rentre en concurrence directe avec leurs propres capacités de subsistance.

Les connaissances et les pratiques cynégétiques observées sont le témoignage de l'importance que la chasse occupait dans l'existence quotidienne de cette population. Alors qu'elle est aujourd'hui perçue surtout comme une population agricole, elle a longtemps beaucoup reposé sur la chasse pour sa survie. Le gibier était l'une des ressources importantes sur lesquelles elle comptait pour vivre. Les pratiques cynégétiques sont en voie de disparition contraintes et forcées par les lois de restriction environnementale. Et cette disparition, ou tout au moins le mouvement d'individualisation et le rejet dans la clandestinité, créent une discontinuité dans les processus d'apprentissage et de transmission et conduisent, au bout du compte, à une perte de connaissance chez les jeunes générations. La chasse qui jadis occupait une place de choix n'est plus qu'une relique, une survivance qui allie clandestinité, nécessité alimentaire pour certains, et loisir pour d'autres.

## **Conclusion**

C'est tout un pan d'activité qui constituait pour la société locale un aspect essentiel tant de son système de reproduction matérielle que de son articulation symbolique avec la nature environnante – source non seulement d'imaginaire mais aussi de connaissances fines – qui est en voie de disparition du fait de l'application des lois de protection environnementales,

---

<sup>66</sup> A partir du discours d'un habitant: *"Autrefois il y avait plus d'animaux, de chasse. Ils (les policiers forestiers) ne savent rien. Il n'y a plus d'animaux (petits oiseaux, chasse) parce qu'il n'y a plus de culture pour qu'ils puissent manger. Ce sont eux avec la loi qui en ont finis avec les animaux."*

dont l'application a été renforcée par la création de l'APA. N'y a-t-il pas là un certain paradoxe, dans la mesure où le mouvement d'opinion qui a conduit à la création de l'Aire Protégée de Guaraqueçaba, et les caractéristiques spécifiques de ce type d'aires environnementales, prétendaient combiner la protection de la forêt atlantique et des espèces menacées avec celles de populations dites « traditionnelles » considérées comme partie prenante de ces milieux. L'objectif de sauver la *Mata Atlântica* allait de pair, on l'a vu, avec celui de sauver la culture « *caiçara* » et ses représentants. Pourtant dans ses pratiques les plus « traditionnelles », celles qui ont constitué longtemps les bases de sa survie, la population ne connaît aujourd'hui que la répression, la peur d'être arrêté, pris en flagrant délit. Des activités qui avaient été les piliers de sa reproduction matérielle pendant plusieurs générations, et qui reposaient sur un tissu de relations diversifiées et durables avec la forêt, sont aujourd'hui montrées du doigt comme étant responsables de la crise environnementale locale, de la dégradation, de la déforestation et de l'extinction des espèces. C'est le cas en particulier de la pratique de la défriche-brûlis, de la chasse, de la cueillette, sans parler de la pêche, très sévèrement réglementée pour les populations riveraines de la baie.

La population incriminée se montre, à travers les observations que j'ai pu faire et les déclarations que j'ai recueillies auprès des habitants de Batuva et Rio Verde, totalement déstabilisée dans ses relations matérielles et symboliques avec le milieu dont elle tire sa subsistance de longue date. Elle tente de se défendre en rétorquant aux écologistes et aux fonctionnaires des organismes de protection de l'environnement que c'est elle qui a préservé jusqu'à aujourd'hui l'environnement et que les donneurs d'ordre et de leçon auraient intérêt à prêter plus d'attention aux pratiques et aux connaissances qui leur avaient permis jusqu'à présent de maintenir un certain équilibre de reproduction de la faune et du couvert forestier par des pratiques adéquates et raisonnées fondées sur des connaissances empiriques mais éprouvées.

Cette idée fait aussi son chemin dans certains courants environnementalistes. A ce titre l'organisation non gouvernementale SOS Mata Atlântica reconnaît que les populations de la forêt ont toujours incorporé dans leurs modes de vie des systèmes d'appropriation des ressources naturelles de faible impact environnemental. Et, qu'elles connaissent aujourd'hui un conflit ambigu par le fait d'être à la fois reconnues et valorisées pour avoir contribué à la préservation de l'environnement et, en même temps, d'être empêchées, de la manière la plus sévère et la plus rigide, de mener les activités qui constituaient justement la base de cette articulation durable avec la forêt ; agriculture sur brûlis, cueillette, chasse. (Voir en particulier de ce point de vue le site Web de l'ONG : [www.sosmataatlantica.org.br](http://www.sosmataatlantica.org.br)). Cette prise de

conscience fait suite aux travaux de longues dates et aux ouvrages développés par Carlos DIEGUES et son équipe du Centre d'aide à la Recherche sur les populations humaines en Zones Humides Brésiliennes (*Núcleo de apoio à Pesquisa sobre populações humanas em Áreas Úmidas Brasileiras*) créé en 1988 à l'Université de São Paulo. Historiquement, il est incontestable que ce ne sont nullement les populations de petits agriculteurs qui sont directement à l'origine de la quasi disparition de la *Mata Atlântica*. Ce sont les grandes stratégies économiques, guidées par une toute autre approche et une autre philosophie que la leur, qui en sont la cause : avec pour résultat les mouvements de déforestation massifs de l'ère du cacao, du café, de la canne à sucre, de l'exploitation du bois. Si de petits agriculteurs ont pu y participer, ce n'était nullement en fonction de leur propre logique, mais comme instruments de ces grandes stratégies. Le travail historique de DEAN (1996) est très éclairant à ce sujet.

Entendre et reconnaître ce paradoxe – magnification des cultures « traditionnelles » et répression des activités qui constituent les bases de leur reproduction matérielle et sociale – ne signifie nullement que la cohabitation de ces populations avec la forêt n'est aucunement susceptible de poser problème d'un point de vue environnemental. Les prélèvements, même modestes, effectués sur des populations animales ou végétales menacées, peuvent avoir des effets désastreux. Il existe, dans le monde, de nombreux exemples montrant que, dans certaines conditions, le système de la défriche-brûlis peut avoir des effets environnementaux très négatifs. Cela signifie simplement que, jusqu'à présent, le maintien de ces pratiques demeure pour ces populations une condition de leur survie. Il ne s'agit nullement de « mauvaises habitudes » que l'on peut se contenter de réprimer, mais de composantes d'un système de production complexe qui possède sa cohérence, qui repose sur une expérience technique éprouvée, sur un savoir parfois subtil et sur certaines formes de rapports sociaux – dans lesquels les liens familiaux occupent, on l'a vu, une place fondamentale.

Tout au long de la description que je viens de parcourir concernant les pratiques productives liées à l'autosubsistance, un terme est constamment revenu : clandestinité. Une grande partie des activités agricoles, de chasse, à un moindre degré de pêche, dont l'exécution conditionne la satisfaction des besoins de base des habitants de Batuva est menée de manière clandestine. C'est-à-dire avec des risques très élevés de sanction, dans des conditions particulièrement difficiles puisqu'elles conduisent à privilégier la dissimulation, l'éloignement dans le choix des parcelles cultivées : avec un prix considérable en matière de déplacement, de temps de travail, de difficultés de transport de la récolte. Il ne s'agit pas de

comportements marginaux, mais bien de pratiques généralisées. Cela est moins vrai concernant la chasse, mais l'importance de l'enjeu se vérifie pour quelques familles, les plus démunies. Ceux qui prennent ces risques et supportent ces contraintes ne le font pas de gaîté de cœur, ni par mauvaise habitude et encore moins par ignorance mais bien parce qu'ils ne peuvent pas faire autrement, s'ils veulent pouvoir se nourrir et faire vivre leur famille.

Un tel constat mérite qu'on y réfléchisse et qu'on s'interroge sur la réalité des conditions d'existence et de travail des populations que l'APA prétend protéger au même titre que le milieu dans lesquelles elles vivent mais dont, pourtant, les réglementations environnementales, telles qu'elles sont appliquées, menacent l'existence quotidienne et l'avenir.

Modifier l'équilibre complexe d'un système de production implique qu'il faut l'analyser, le comprendre et prendre la mesure exacte de ses effets environnementaux – plutôt que de partir de présupposés qui jugent *a priori* qu'une pratique est néfaste<sup>67</sup>. Il faut s'interroger aussi sur les conséquences environnementales réelles de réglementations théoriquement destinées à protéger le milieu naturel : la pratique de défriche brûlis, lorsqu'elle s'accompagne de temps de rotation longs n'est pas nécessairement néfaste à la forêt atlantique. On peut même dire qu'elle a contribué à la produire telle que nous la connaissons, puisqu'une grande partie des systèmes forestiers que nous rencontrons aujourd'hui, et que l'on prétend préserver, sont secondaires et donc marqués à un certain degré par l'action humaine (DOMINGUES, 2002). En revanche, lorsque la recherche de la clandestinité forcée la confine dans des espaces limités, la durée des jachères se raccourcit et l'impact sur l'environnement s'accroît. Dans les parcelles de plaine, exposées à tous les contrôles, on se gardera même de laisser les recrûs prendre de la vigueur par crainte de les voir tomber sous le coup d'une interdiction de défrichage. On est pratiquement en situation de culture continue – sans pour cela que les techniques évoluent afin de permettre de restituer au sol ce qui en est prélevé par les cultures année après année.

L'examen qui vient d'être fait des pratiques culturales confirme bien une des conclusions d'une recherche menée précédemment à Batuva (ZANONI, MIGUEL, 1995) qui mettait en évidence les effets contre-productifs des mesures de protection environnementale du fait des réponses techniques qu'elles engendrent de la part des petits agriculteurs. Faute de

---

<sup>67</sup> Encore une fois renvoyons ici, à titre d'exemple, aux résultats de l'étude menée, dans le cadre de notre programme collectif, sur les effets environnementaux de la défriche-brûlis telle qu'elle est pratiquée à Batuva (LAULAN, 2002).

souplesse dans l'application de ces règles, ceux-ci n'ont guère d'autre solution s'ils veulent continuer à assurer leur subsistance et celle de leur famille. D'autant que leur fait défaut l'appui technique et/ou financier qui pourrait leur permettre, lorsque c'est effectivement nécessaire à la préservation environnementale, d'opérer une mutation progressive de leurs pratiques productives – mutation nécessairement lente et complexe dans la mesure où elle part d'un système de production déjà existant, avec ses performances positives mais aussi avec ses contraintes et son inertie. Or, on a vu dans les chapitres précédents l'énorme lacune qui existait, de la part des services publics, en matière d'encadrement technique et d'appui à la petite agriculture familiale. On a également observé que les ONG et organismes privés qui intervenaient au sein de l'APA et y exerçaient désormais une position dominante étaient liés à de vastes enjeux politiques et économiques internationaux, notamment avec l'implantation de « puits de carbone ». Pour défendre leurs intérêts, ils ont tendance à privilégier la prévention à court terme des impacts humains sur les espaces où ils ont investi et où se joue leur propre avenir, proposant des activités génératrices de revenu de substitution – plutôt qu'une action à long terme, qui considérerait comme centrale la permanence – la « durabilité » – des populations agricoles locales, qui méritent au moins autant de sollicitude que le milieu qu'elles habitent et qui sont partie prenantes d'un paysage qu'elles ont contribué, pour une part importante, à modeler.

Je vais montrer, dans le chapitre suivant, que la réalité se complexifie et se nuance encore davantage lorsqu'on élargit l'analyse au-delà du strict domaine de la subsistance alimentaire et que l'on prend en compte les activités tournées vers l'obtention de revenus monétaires, nécessaires, eux aussi, à la couverture d'une grande palette de besoins fondamentaux, qui ne peuvent plus aujourd'hui être satisfaits par l'autoproduction mais qui exigent le paiement de biens et de services et donc le recours à l'intermédiation de la monnaie. La question de l'articulation au marché devient alors centrale, ouvrant de nouvelles perspectives, créant de nouveaux problèmes.

## **CHAPITRE 10 :**

### **LES ACTIVITÉS GÉNÉRATRICES DE REVENUS :**

Je viens de présenter les activités liées à la satisfaction des besoins de base, fondées sur l'autoproduction et, donc, qui ne passent pas par le marché. Il s'agissait d'identifier ce que les familles tirent des ressources naturelles pour leur subsistance directe. J'ai repéré des activités où le partage entre autosubsistance et ouverture sur le marché est difficile à faire, certaines cultures vivrières pouvant, dans certains cas, être commercialisées, comme le riz éventuellement, cependant cela reste très exceptionnel. Aussi, j'ai distingué les cultures qui sont principalement destinées à l'autoconsommation et celles qui sont fondamentalement tournées vers le commerce, la rente, tout en y intégrant celles qui font l'objet d'un commerce occasionnel. C'est ce que je vais exposer à présent, de même que les autres sources de revenus existantes. On cherche ici à connaître ce que les familles tirent de l'environnement pour générer des revenus puis les autres sources de revenus qui ne reposent pas sur l'utilisation des ressources naturelles.

On désigne comme activités génératrices de revenus, les productions ou services qui sont ouverts sur le marché et destinés à procurer des ressources monétaires. Je distingue deux types d'activités génératrices de revenus. D'un côté les activités liées à l'exploitation agricole faisant l'objet d'un commerce (banane, manioc, palmier, élevage et plus occasionnellement d'autres productions), les travaux agricoles occasionnels rémunérés et les activités de collecte, là encore dans un but de commercialisation (palmier, bois). Ce type d'activités s'appuie sur l'usage direct des ressources naturelles, et donc qui ponctionnent sur l'environnement. Le deuxième type de sources de revenus concerne les emplois salariés stables (des emplois agricoles salariés, aux emplois municipaux...), les retraites, et les activités ne ponctionnant pas sur le milieu qui génèrent des revenus mensuels telles que les commerces (épiceries, bars).

A partir de ces deux types d'activités, différentes formes de stratégies ont pu être observées lors du terrain et dans les enquêtes approfondies. On va voir que de nombreuses familles combinent plusieurs stratégies et que certaines ne se concentrent que sur une seule activité. Je présente ici un découpage arbitraire des différentes stratégies, mais à chaque fois,



en précisant si elles s'insèrent ou non dans un contexte plus large de pluriactivité. Je chercherai par la suite (dans le chapitre suivant) à savoir quelles sont les stratégies de reproduction matérielle et sociale des familles à la lumière de ces éléments et en y intégrant les dépenses, les budgets, la consommation et les stratégies sociales d'ouverture vers l'extérieur (notamment au travers du soutien familial extérieur).

La question est finalement de savoir comment les personnes, les familles, s'organisent pour assurer leur existence quotidienne, voire pour construire leur avenir, dans un contexte désormais marqué par des restrictions fortes dans l'usage des ressources naturelles. Cela me permettra, en particulier, de replacer des pratiques marquées par la clandestinité et l'illégalité vis-à-vis des règles de la législation environnementale, dans le contexte concret de l'existence des petits agriculteurs, de leurs efforts pour survivre au quotidien et construire l'avenir de leurs enfants, montrant qu'il ne s'agit pas de pratiques « déviantes » mais bien de composantes centrales de stratégies de reproduction matérielle et sociale.

## **1. AUTOUR DE L'EXPLOITATION AGRICOLE**

Les productions agricoles faisant l'objet d'un commerce et destinées à procurer des ressources monétaires aux familles peuvent se regrouper en plusieurs catégories, en fonction du type de produit ou d'activité concernée : la banane, le manioc, le palmier et l'élevage.

Plus exceptionnellement, je l'ai dit, des productions dont la destination principale est vivrière comme le riz et des patates ou tubercules sont commercialisées. Je mettrai à chaque fois en relation la production réservée à l'autoconsommation et la production destinée à la commercialisation. De plus, je répartirai en les mensualisant les revenus obtenus, qu'ils soient ponctuels ou réguliers, afin de pouvoir effectuer des comparaisons entre les différents producteurs.

### *a) La banane*

La culture de la banane (*Musa spp*) est une culture permanente pour une grande partie de la population. Elle occupe une place particulièrement importante chez les agriculteurs qui sont liés à la fabrique de banane séchée implantée dans le hameau mais, pour les autres, il existe d'autres débouchés comme les « supérettes » de Guaraqueçaba. On compte ainsi plus d'une vingtaine de familles sur le hameau qui se consacrent exclusivement à cette production de rente.

Deux types de banane sont produits sur le hameau : la banane *Caturra* ou *Nanica* (*Dwarf Banana*) et la banane *Maçã* (*Silk Banana*). L'entreprise de transformation de banane de Batuva utilise seulement la banane *Caturra*. Les commerces de Guaraqueçaba, quant à eux, absorbent essentiellement la banane *Maçã* mais aussi la *Caturra*. Les bananeraies sont généralement situées sur les plaines. La banane représente l'activité agricole génératrice de revenus la plus répandue sur le hameau.

J'identifie, pour chaque agriculteur qui a fait l'objet de l'enquête approfondie, différents aspects de sa production et de sa commercialisation de banane : nombre de pieds de banane dans sa bananeraie (bananes *caturrea* et *macã*), sa consommation mensuelle, le revenu mensuel tiré de la commercialisation de la banane, au sein de la fabrique de Batuva ou par d'autres voies de commercialisation. Enfin, je précise si le producteur fait partie de l'association des producteurs de Batuva et est lié à la fabrique et quel type de label possède sa production, ce qui détermine le prix de vente à la fabrique.

Des 21 familles enquêtées, 10 d'entre elles vendent leur production de bananes à la fabrique de Batuva – trois d'entre eux commercialisant également au bourg de Guaraqueçaba. Un producteur a cédé toute sa production à un intermédiaire qui est venu exceptionnellement trois fois en hiver 2003 (Augusto SANTOS, je détaillerai plus loin). Et un autre ne commercialise qu'à Guaraqueçaba. Enfin, 9 familles ne vendent pas de banane.

	Consommation mensuelle	Bananaie Caturra	Bananaie Maçã	Commercialisation mensuelle à la fabrique	Type de label	Fait parti de l'association	Commercialisation à Guaraqueçaba mensuelle
Alfredo COSTA	4 régimes	800 pieds	1200 pieds	Non		Non	20 régimes maçã 30 RS
Bruno COSTA	4 régimes	- de 300 pieds		Non	Bio	Oui	Non
Paulo COSTA	2 régimes	2000 pieds	2000 pieds	40 caisses = 120 Reais	Bio	Oui	8 caisses caturra=40 RS 20 caisses maçã= 100Rs
Nestor COSTA	1 régime	7000 pieds		40 caisses=120 RS 80 caisses=240 RS	Bio	Non	Non
Augusto SANTOS	1 régime	2000 pieds		Non		Non	Non
Celso SANTOS	Peu	7000 pieds Caturra en 1998 mais il les a abandonnés		Non		Non	Non
João SANTOS	2 régimes	Ne sait pas	50 pieds	Non		Non	Non
Francisco SANTOS	1 régime			Non		Non	Non
Mariano ARAUJO	4 régimes	2350 pieds		5 caisses=20 RS 25 caisses=100 RS	Bio Suisse	Oui	Non
Jorge BRANCO	2 régimes	3000 pieds		40 caisses=160 RS 80 caisses=320 RS	Bio Suisse	Oui	Non
Bento GOMES	1 régime	2000 pieds		20 caisses=60 RS	Bio	Va revenir	Non
Clara MOREIRA	2 régimes	2000 pieds		Non		Non	Non
Victor MACHADO	4 régimes	3000 pieds	5000 pieds	10 caisses=40 RS 20 caisses=80 RS	Bio Suisse	Oui	160 régimes maçã = 160 Reais sur 7 mois
Vicente ROSA	2 régimes	4000 pieds		40 caisses=160 RS 80 caisses=320 RS	Bio Suisse	Oui	Non
André ROSA	1 régime	1500 pieds	2000 pieds avec ses frères	15 caisses= 45 RS	Bio	Oui	10 régimes maçã = 30 RS
Fernando ROSA	1 à 2 régimes	8000 pieds		40 caisses=160 RS	Bio Suis	Oui	Non
Julia ROSA	1 régime	3000 pieds		20 caisses= 60 RS	Bio	Oui	Non
Sebastião LOBOS	2-3 régimes	30 pieds		Non		Non	Non
Miguel PEIXOTO	4 régimes	Trentaine de pieds		Non		Non	Non
Joaquim CANDIDO	Peu	Non		Non		Non	Non
Samuel MACEDO	Moins d'un régime	10 pieds		Non		Non	Non

**Tableau n°23 :** Récapitulatif de la production, consommation et commercialisation de la banane auprès des 21 familles enquêtées.

Seules 9 familles enquêtées font partie de l'association de producteurs. L'une d'elles ne commercialise plus sa production de banane à la fabrique depuis 2000. Il s'agit de Bruno COSTA qui ne possède plus beaucoup de pieds de banane. Il en avait auparavant 300 pieds et il explique qu'il ne s'en occupe plus depuis lors, estimant qu'en vendant à la fabrique il perdait beaucoup de sa production et que cela n'était pas rentable. Il vendait auparavant aux alentours de 15-20 caisses par mois et seulement durant les mois d'été, et il gagnait aux alentours de 30-60 Reais (entre 10 et 20 Euros).

Une autre famille a été liée à la fabrique mais elle s'en est éloignée depuis 1999, considérant que celle-ci n'absorbait qu'une partie insuffisante de sa production. A la fin de son terrain elle vendait à nouveau la fabrique et allait réintégrer l'association. Il s'agit de Bento GOMES. Ce producteur possédait 8.000 pieds de banane jusqu'en 1999, date à laquelle il a abandonné ses bananeraies par manque de débouchés aussi bien auprès de la fabrique que des négociants extérieurs qui avaient cessé de venir à Batuva. L'activité n'était donc pas rentable. Il a également rencontré des problèmes liés à la non déclaration de revenus comme personne juridique et a dû payer deux années d'amendes (exposé au chapitre 8). A présent il fait les démarches nécessaires pour revenir dans l'association en payant les mensualités de retard et il remplit ses déclarations en bonne et due forme. Il a le souhait de s'impliquer plus dans l'entreprise communautaire.

Par ailleurs, entre 2000 et 2003, trois autres familles (un père et ses deux fils) ont quitté la fabrique de Batuva (je détaille plus en avant).

Les producteurs qui vendent leur production à la fabrique disposent soit du label biologique simple soit du label biologique Bio Suisse. La différence entre les deux tient au fait que, dans le premier cas, ce sont seulement les bananeraies qui sont biologiques et dans le second cas c'est toute la propriété du producteur qui doit répondre aux normes biologiques, c'est-à-dire qu'il ne doit utiliser aucun engrais chimique ou pesticide sur l'ensemble de sa propriété, ni même au niveau de son domicile ou de son jardin potager. Certains insistent même sur le fait que, dans ce cadre, ils ne peuvent même pas utiliser de répulsif corporel contre les moustiques. Au niveau de la commercialisation, la caisse de banane biologique est vendue à 3 Reais, et la Bio Suisse à 4 Reais (en euro la différence va de 1 Euro à presque 1,5 Euro). Pour être affilié à l'association il faut s'acquitter d'une cotisation mensuelle de 3 Reais qui correspond à la valeur d'une caisse de banane bio vendu à la fabrique. Il faut ainsi rejoindre l'association de producteurs, et donc payer la cotisation pour commercialiser à la fabrique.

Ainsi on distingue parmi les familles enquêtées :

- **Les membres de la fabrique qui lui vendent leur banane** : au nombre de 8 dont 5 label Bio Suisse et 3 label Bio ;

o Bio Suisse : Mariano ARAUJO, Jorge BRANCO, Victor MACHADO, Vicente ROSA, Fernando ROSA.

o Bio : André ROSA, Julia ROSA, Paulo COSTA (vient d'intégrer la fabrique depuis 2002 et vend seulement depuis lors).

- **Un membre de la fabrique qui n'y commercialise pas de banane** : Bruno COSTA.

- **Deux membres qui s'étaient éloignés de la fabrique et qui veulent la réintégrer** : Bento GOMES qui commercialise à la fabrique depuis 2003 et Francisco SANTOS. Ce dernier a peu de pieds de banane. Il n'a jamais vendu de banane à la fabrique et très rarement à Guaraqueçaba. Sa production est essentiellement pour sa consommation. Il fait pourtant partie de l'association des producteurs et de l'entreprise et il a eu son CPF bloqué ainsi qu'un redressement fiscal pour avoir fait sa déclaration de revenu pendant plusieurs années comme personne physique et non comme personne juridique, en tant qu'associé de la fabrique. Il veut rester associé à la fabrique et espère un jour pouvoir vendre sa production. Cependant, ses conditions matérielles ne lui permettent pas de régulariser sa situation auprès des impôts. La responsable du projet d'extension de l'Université tentait (à la fin de mon terrain) de résoudre le problème auprès des instances officielles.

- **Les familles qui n'appartiennent ni à la fabrique ni à l'association** : au nombre de 7.

o Six ne vendent pas de banane à la fabrique : Alfredo COSTA, Clara MOREIRA, Sebastião LOBOS, Miguel PEIXOTO, Joaquim CANDIDO, Samuel MACEDO.

o Nestor COSTA, quant à lui, commercialise sa production à la fabrique. Sa situation révèle ici l'ambiguïté entre le fait d'être adhérent de l'association pour pouvoir commercialiser sa production à la fabrique qui doit être la règle et pour laquelle il semble bénéficier d'un passe-droit, puisqu'il m'a affirmé ne pas faire partie de l'association.

- **Trois familles qui ont quitté la fabrique depuis peu** :

Augusto SANTOS s'est retiré depuis janvier 2003. Il vendait jusqu'alors en moyenne 10 caisses par mois en qualité biologique, c'est-à-dire 30 Reais par mois. Il me dit ne jamais y avoir vendu plus de 15 caisses par mois. De même, il ne cotise plus à l'association

des producteurs depuis 2000, car il estime que cela revenait trop cher, le prix d'une caisse de banane chaque mois, alors qu'il n'en vendait que 10 caisses par mois.

Son fils, Celso SANTOS avait plus de 7000 pieds de banane en 1998, et il a quitté l'association et la fabrique à cette époque. Il n'a jamais vendu sa production sur place. Progressivement il ne s'est plus occupé plus de ses bananeraies, et à présent il les coupe pour planter autre chose comme du maïs et du haricot. Il a fait, en octobre 2002 une lettre pour sortir officiellement de la fabrique car il a eu le même problème de CPF bloqué et de redressement fiscal. Actuellement, il ne commercialise plus du tout de banane.

Son deuxième fils, João SANTOS ne vend plus de banane à la fabrique depuis 2000. Lui aussi a écrit une lettre en 2003 pour s'en retirer officiellement. Il possédait 5000 pieds de banane, il a planté du palmier entre les pieds et, petit à petit, en poussant, les palmiers ont étouffé les bananiers qu'il a ensuite coupés. Aujourd'hui il ne s'occupe plus de plantation de banane *Caturra*, il maintient seulement une petite bananeraie de 50 pieds de banane *Maçã* pour la consommation familiale.

Notons que les deux frères COSTA, Nestor et Paulo, ont participé au début du projet de la fabrique, Nestor a même donné le lopin de terre où a été construit le bâtiment, et ils ont aidé à son édification. Ils racontent qu'on n'a pas fait appel à eux par la suite pour former le groupe de la fabrique. D'autres témoignages expliquent que, lors des premières réunions, les deux frères COSTA n'étaient d'accord sur rien, s'énermaient facilement et se sont exclus eux-mêmes ainsi. Leur nom n'apparaît donc pas dans la dénomination juridique de l'entreprise qui regroupe les noms des principaux groupes familiaux du hameau. Paulo a réintégré l'entreprise en 2002 et Nestor commercialise sa production à la fabrique, cependant à la fin de mon terrain il continuait à ne pas vouloir intégrer l'association et l'entreprise.

Afin de réaliser une moyenne de la vente des bananes à la fabrique par mois sur une année, on considère que les mois d'hiver, où la vente est réduite, va de juin à octobre soit 5 mois et la période des mois d'été, où la vente est accrue, va de novembre à mai soit 7 mois. Sur cette base on calcule que la moyenne de la vente de caisses de bananes par mois par agriculteur à la fabrique est de 35 caisses.

5 producteurs sont en dessous de cette moyenne : Victor MACHADO (15), André ROSA (15), Mariano ARAUJO (20), Bento GOMES (20) et Julia ROSA (20), Deux d'entre eux ont le label Bio Suisse (Mariano ARAUJO et Victor MACHADO). Les autres 5 producteurs vendent au-dessus de cette moyenne : Fernando ROSA (40), Paulo COSTA (40),

Nestor COSTA (60), Jorge BRANCO (60), Vicente ROSA (60), dont trois avec le label Bio Suisse et un ne faisant pas partie de l'association de producteurs ni de la fabrique.

Ainsi, les revenus mensuels moyens tirés de la vente de bananes à la fabrique varient selon les agriculteurs de 60 Reais à 240 Reais (20 à 80 Euros mensuels). Cette disparité peut générer un sentiment de manque d'équité, de justice et de transparence au sein de la gestion de la fabrique et de la répartition des achats selon les producteurs. Cette enquête retrace les ventes réalisées en 2003, et il faut considérer que cela peut changer et a changé dans le temps, certains ayant quitté la fabrique au cours des dernières années et d'autres l'ayant intégrée très récemment. Par ailleurs les stratégies des producteurs peuvent être différentes et varier dans le temps, l'effort pouvant aussi être porté sur d'autres productions jugées plus rémunératrices. Peuvent cependant intervenir aussi, dans la variabilité des achats, les relations personnelles du vendeur avec le gérant qui, comme on le voit, peut même acquérir les bananes de personne extérieures à l'association et à la fabrique de manière ponctuelle ou pérenne. Certains soupçonnent que les volumes achetés à tel ou tel producteur soient influencés par des critères qui sont plus subjectifs qu'objectifs.

Tous ne partagent pas cette interprétation et un producteur qui garde ses distances vis-à-vis des conflits et tensions qui divisent association et fabrique, estime, bien que les quantités qui lui sont achetées soient parmi les plus faibles, que la variabilité des volumes est affaire de chance, car il faut que tout le monde puisse vendre. Il reconnaît que la répartition est compliquée, mais il est confiant que chacun sera favorisé à tour de rôle. D'autres, plus nombreux, mettent en doute l'équité dans la commercialisation et se plaignent du manque de transparence au sein de l'entreprise. Ils considèrent que des privilèges sont accordés à certains. Ces récriminations traduisent bien les difficultés d'une activité économique communautaire qui met les participants en situation de concurrence, d'autant plus que la capacité de production actuelle de l'équipement de séchage ne lui permet pas d'absorber la totalité de la production locale.

Les producteurs qui commercialisent leur production à Guaraqueçaba, sont au nombre de 4. La moyenne du revenu retiré par cette activité est de 30 Reais (10 Euros) pour deux d'entre eux ; 95 Reais (32 Euros) pour un autre, du label Bio Suisse. Le dernier gagne 140 Reais (47 Euros) grâce à l'exclusivité qu'il s'est assuré auprès de plusieurs commerçants du bourg de Guaraqueçaba.

J'ai pu observer un cas, tout à fait exceptionnel, de vente à un intermédiaire, venu en camion, à trois reprises entre août et octobre 2003, à un moment où une pénurie se faisait sentir sur le marché régional. Quinze producteurs du hameau qui commercialisent habituellement à la fabrique ont ainsi également commercialisé à cet intermédiaire, dont 10 qui ont fait l'objet de l'enquête approfondie, parmi eux un producteur qui ne commercialise pas sa banane habituellement. Ils ont vendu 0,10 Real le kilo et ont pu ainsi écouler leur surplus. Chacun d'eux a pu ainsi obtenir une amélioration de son revenu à hauteur de 20 à 40 Reais durant trois mois (7 à 14 Euros). L'un d'eux explique que ce n'est pas tous les ans qu'ils ont la chance de pouvoir vendre à un camion qui vient sur Batuva et que, l'été, personne ne vient au hameau. Cela faisait plus de deux ans qu'aucun intermédiaire n'était venu s'approvisionner sur place.

Bien que le prix de vente au kilo à l'intermédiaire soit très faible, il a permis d'écouler le surplus et d'apporter un revenu complémentaire non négligeable. Dans l'état actuel du marché de la banane, il ne peut cependant pas s'agir d'un débouché régulier. Cela montre bien l'intérêt de la stratégie qui a été menée par la fabrique, appuyée par l'Université : recherche de qualité, labellisation, conquête de niches de marché spécifiques – à l'exportation en particulier. Cela illustre aussi le « retournement » qui peut être opéré par rapport aux conséquences du classement environnemental de la zone : le fait d'être dans une APA n'est pas uniquement source de contraintes ; cela peut devenir un avantage différentiel, un support d'image commerciale qui constitue un argument de vente et permet de bénéficier de prix meilleurs. Reste un problème d'échelle, la fabrique artisanale de Batuva ne parvient pas à constituer un débouché suffisant pour la production du hameau dans son ensemble. Les revenus qu'elle génère demeurent en fin de compte modestes et, jusqu'à présent, les producteurs locaux ne peuvent pas compter sur leur entreprise pour les faire vivre – quel que soit le progrès que sa présence constitue.

On perçoit toute la complexité de ce projet de génération de revenus avec le choix à un moment donné de créer une entreprise avec les difficultés administratives qui en résultent pour les producteurs, avec également les conflits internes, la difficulté de la transparence et le développement de suspicions, de méfiance. Tout cela influe sur les revenus des familles qui sont plus ou moins écartées, ou qui s'écartent du projet. Peu nombreuses sont les familles qui réussissent à dégager de cette activité un revenu minimum mensuel tout au long de l'année, 4 familles seulement (le revenu minimum brésilien s'élevant à 240 Reais au cours de mon terrain et à 260 Reais à la fin du terrain soit entre 80-87 Euros). On observe ainsi la



complexité de la mise en place d'un projet communautaire dont l'objectif initial était de répondre au besoin de l'ensemble de la population, de même que ses faiblesses liées à la capacité d'absorption de l'entreprise qui ne peut pas bénéficier à tous les producteurs.

Je mettrai en lien les différentes sources de revenus en fin de chapitre afin d'en dégager les tendances, et les différentes stratégies de génération de revenus.

### ***b) Le manioc***

Le manioc est peu commercialisé par les producteurs du hameau à la différence de certains hameaux proches de la piste principale et d'Antonina comme Potinga, Tagaçaba et Serra Negra. Dans la vallée de la rivière Guaraqueçaba, le manioc est essentiellement destiné à la consommation, sous forme de farine surtout mais aussi bouilli en accompagnement des repas. Pour réaliser un kilogramme de farine de manioc, il faut 4 kilogrammes de manioc. En moyenne la production annuelle de manioc tourne autour de 400-500 kg par famille. Mais comme le manioc se récolte à tout moment de l'année, selon les besoins et la consommation, certains producteurs ont du mal à évaluer la production annuelle effective. Le manioc est destiné à la consommation mais également à l'élevage (alimentation) et à la commercialisation selon les familles.

Des 21 familles enquêtées, et plus généralement, d'après les informations recueillies sur tout le hameau, on observe que, sur la cinquantaine de familles qui composent le hameau, six seulement commercialisent le manioc<sup>68</sup>, dont quatre sous forme de manioc cru frais, une seule commercialise uniquement la farine, et une autre commercialise les deux formes de manioc (frais et en farine). Ce dernier, Francisco SANTOS, est l'unique producteur qui vit exclusivement de la commercialisation du manioc et de la farine de manioc ainsi que des autres productions vivrières qu'il commercialise en petite quantité au bourg du municipe, afin de pouvoir acheter le nécessaire pour son alimentation.

Le revenu moyen mensuel fourni par la commercialisation du manioc et de son dérivé est de 45 Reais (15 Euros). Deux producteurs ne commercialisent qu'à hauteur de 10-15 Reais (4-5 Euros), deux autres à hauteur de 80 Reais (27 Euros), enfin les deux derniers commercialisent l'un jusqu'à 30 Reais (10 Euros) et l'autre jusqu'à 55 Reais (19 Euros), celui-là même qui vit essentiellement de cette activité.

---

<sup>68</sup> Mon enquête spécifique a en effet été réalisée en tentant de prendre la diversité des situations et toutes les familles du hameau qui commercialisent le manioc sont ici représentées dans l'enquête approfondie.

Le commerce du manioc et celui de la farine de manioc sont réalisés au bourg exclusivement soit au travers des commerces locaux, soit par vente directe au porte à porte.

Les 15 autres familles réservent la production de manioc et de farine à leur consommation et n'en retirent aucun revenu.

	Consommation mensuelle		Commercialisation de la farine mensuel	Commercialisation du manioc mensuel
	Farine	Manioc		
Alfredo COSTA	15 kg	20-30 kg	Non	30 kg à 0,5 Real le kilo = 15 Reais. Supermarché et ambulant
Bruno COSTA	5 kg	5 kg	Non	Non
Paulo COSTA	2 kg	2 kg	Non	80-100 kg à 0,9 Real le kilo = 80-90 Reais. Supermarchés et ambulant
Nestor COSTA	1 kg	10 kg	Non	Non
Augusto SANTOS	5 kg	2 kg	5 kg à 2 Reais le kilo = 10 Reais	Non
Celso SANTOS	6 kg	1 kg	Non	Non
João SANTOS	2 kg	4 kg	Non	Non
Francisco SANTOS	15 kg	10 kg	10 kg à 1,5 Reais le kg = 15 Reais	40 kg à 1 Real le kilo = 40 Reais. Ambulant
Mariano ARAUJO	2 kg	5 kg	Non	Non
Jorge BRANCO	1 kg	5 kg	Non	Non
Bento GOMES	3 kg	5 kg	Non	Non
Clara MOREIRA	2 kg	2 kg	Non	Non
Victor MACHADO	1 kg	7 kg	Non	30 kg à 1 Real le kilo = 30 Reais. Ambulant
Vicente ROSA	2 kg	8 kg	Non	Non
André ROSA	1 kg	8 kg	Non	80 kg à 1 Real le kilo = 80 Reais. Ambulant
Fernando ROSA	4 kg	15 kg	Non	Non
Julia ROSA	2 kg	5 kg	Non	Non
Sebastião LOBOS	1 kg	1 kg	Non	Non
Miguel PEIXOTO	2 kg	8 kg	Non	Non
Joaquim CANDIDO	3 kg	3 kg	Non	Non
Samuel MACEDO	2 kg	4 kg	Non	Non

**Tableau n°24 :** Récapitulatif de la consommation, et de la commercialisation du manioc et de la farine de manioc sur les 21 familles enquêtées.

Une famille se distingue particulièrement des autres par sa consommation élevée : la famille d'Alfredo COSTA consomme autour de 20-30 kg de manioc et 15 kg de farine par mois. On remarquera la grande consommation mensuelle par rapport à d'autres familles, et j'en tirerai les conclusions plus loin. Alfredo commercialise son manioc, et après la banane, c'est la deuxième production dont il tire ses principales sources de revenu. Il vend sa

production à un marché de Guaraqueçaba, environ 30 kg par mois, à 0,50 Real le kilo soit 15 RS par mois (5 Euros). Alfredo produit plus que la moyenne des autres habitants : presque 1000 kg par an.

De même les familles de Paulo COSTA et de André ROSA se distinguent car elles sont celles qui commercialisent le plus de manioc :

Paulo COSTA a la particularité de commercialiser le manioc frais, environ 80-100 kg par mois, à 0,90 Real le kilo, soit 80-90 Reais par mois (27-30 Euros). Il trouve que c'est plus rentable de vendre le manioc "en nature" et ne se donne plus la peine de faire la farine. Il produit également plus de 1000 kg par an de manioc. Il vend à deux supermarchés et en ambulant au porte à porte au bourg. Après le commerce de banane, celui du manioc est sa deuxième source de revenu liée à sa production agricole. Parallèlement, lui et sa famille consomment 2 kg de farine qu'il achète à Guaraqueçaba et qui est produite à Tagaçaba.

André ROSA commercialise son manioc le samedi au bourg de Guaraqueçaba, autour de 20 kg à chaque fois soit au plus 80 kg à 1 Real le kilo ou 80 Reais (27 Euros).

Si l'on réunit la commercialisation du manioc avec celle de la banane on obtient pour chaque producteur commercialisant les deux productions :

	Revenu de la vente régulière de manioc	Revenu de la vente régulière banane		Total
		Fabrique	Bourg	
Alfredo COSTA	15 Reais	Non	30 Reais	45 RS
Paulo COSTA	80 Reais	120 Reais	140 Reais	340 RS
Augusto SANTOS	10 Reais	Non	Non	10 RS
Francisco SANTOS	55 Reais	Non	Non	55 RS
Victor MACHADO	30 Reais	60 Reais	95 Reais	185 RS
André ROSA	80 Reais	45 Reais	30 Reais	155 RS

**Tableau n°25** : Répartition des revenus issus du manioc et de la banane selon les familles enquêtées.

Seule la famille de Paulo COSTA réussit à dégager de la commercialisation de ces deux productions plus d'un salaire minimum, les autres atteignant le plus souvent bien moins qu'un salaire minimum mensuel.

On verra que les deux familles représentées dans ce tableau qui ont les revenus agricoles les moins importants, disposent de ressources économiques autres comme une retraite, et/ou un salaire (Alfredo COSTA et Augusto SANTOS). Par contre Francisco SANTOS ne dispose pas de beaucoup plus comme revenu chaque mois, il faut ajouter ponctuellement la vente de riz, de haricot, d'autres tubercules, etc., mais cela reste très sporadique et irrégulier pour pouvoir réaliser les achats alimentaires hebdomadaires. Il ne dispose pas d'une grande marge de revenu.

Continuons dans la présentation générale des différentes activités génératrices de revenus qui ponctionnent directement sur le milieu.

### ***c) La culture du palmier***

Les différents types de palmiers plantés sur le hameau sont soit le palmier natif appelé localement *Juçara* (*Euterpe edulis*) ou les palmiers exotiques *Real* (*Archontophoenix sp*) ou *Pupunha* (*Bactris gasipaes*). Le revenu apporté par la culture du palmier est tardif puisque pour le palmier *Juçara* c'est au moins huit ans après la plantation que l'on peut commencer à l'exploiter, pour la *pupunha* c'est à partir de 18 mois, et au moins 3 ans pour le palmier *Real*. Le palmier *Pupunha* a la particularité de former plusieurs têtes sur un seul pied, et de reformer des rejetons à partir du pied mère qui se développent après une première coupe, tout comme le bananier. A la différence des deux autres palmiers qui meurent une fois coupés, le *Pupunha* est pérenne ou semi-pérenne. De plus, comme en témoigne la périodicité de coupe, le palmier *Pupunha* est précoce et en même temps il a la caractéristique d'être rustique. Depuis les années 1990, les pouvoirs publics ont encouragé le développement des cultures de palmiers *Pupunha* et *Real* face à l'épuisement des stocks naturels de palmiers *Juçara* dans la *Mata Atlântica*, et face à la menace de disparition créée par une collecte incontrôlée et sauvage. C'est seulement le cœur de palmier qui est commercialisé dans la zone d'étude, alors qu'ailleurs au Brésil se sont également les fruits, le bois et la fibre.

La coupe et le transport de palmiers font l'objet d'un contrôle strict de la part des institutions publiques environnementales. A ce titre, l'IBAMA qui s'occupe du contrôle des industries de transformation de cœur de palmier, a réglementé le transport de celui-ci, des productions agricoles aux industries de transformation, au travers de l'Instruction Normative n°2 du 30 Septembre 1997. Cette directive établit la nécessité pour le transporteur de posséder une autorisation de transport, et pour le producteur, une autorisation de coupe fournie par l'IBAMA après une inspection de la plantation. Ces mesures visent à mettre fin à la collecte et au commerce illégal de palmier natif *Juçara*. Aussi, ces autorisations ne s'obtiennent pas sans difficultés et sans retards. De nombreuses contraintes et modalités doivent être remplies pour pouvoir les obtenir.

Il existe deux possibilités légales d'autorisation de coupe de palmier :

- l'agrément d'un plan de gestion forestier durable,
- ou l'autorisation simple de coupe.

Les difficultés dans le premier cas se révèlent incommensurables pour les petits producteurs qui ne peuvent le plus souvent pas y prétendre étant donné les exigences, tout d'abord en terme de titre de propriété individuel que les familles étudiées ne possèdent pas, ayant des titres hérités indivis, et encore bien d'autres exigences qui écartent de fait la population rurale locale de ce type d'agrément.

Le second cas qui est l'autorisation simple de coupe est moins contraignant pour la population tout d'abord en ce qui concerne le titre de propriété qui peut se résumer à une déclaration de *posse*, c'est à dire une déclaration de possession signée par deux témoins et voisins attestant de la possession pacifique de la propriété de longue date. Enfin, l'autorisation simple de coupe est d'autant plus facile à obtenir qu'il s'agit des palmiers exotiques (*pupunha* et *real*), hormis si le type de parcelle sur laquelle se situe la plantation est en zone de protection permanente comme en zone de forêt ciliaire, nous en aurons un exemple plus loin. Les choses se compliquent lorsqu'il s'agit du palmier natif, dont la parcelle doit présenter des caractéristiques de plantation effective notamment d'alignement très précis et réguliers, ce qui s'avère être difficilement le cas, les agriculteurs ayant le plus souvent semé ça et là de façon plus ou moins alignée les graines de palmier.

Dans le cadre du programme d'extension de l'Université Fédérale du Paraná, des démarches ont été engagées courant 2002, autour de professeurs de droit et d'ingénierie forestière, auprès de l'IBAMA afin d'assouplir les règles et de permettre des plans de gestion aux petits agriculteurs locaux, cependant ce n'était pas sans difficultés et à la fin de mon terrain les démarches étaient encore en cours.

Les difficultés d'obtention d'autorisation de coupe même simple révèlent encore une fois le caractère contre-productif des réglementations qui ne tiennent pas compte de la réalité des petits agriculteurs et de la nécessité d'établir un rapport de négociation pour parvenir à les assouplir. Un des cas présentés ci-dessous témoignent de façon éloquente de ce paradoxe.

Ce préambule permet de situer localement les enjeux de la production et de la collecte que j'aborderai plus loin. J'étudie plus en détail chacun des producteurs enquêtés qui développent cette activité agricole. On distingue le nombre de pieds plantés pour chacune des espèces, si le producteur a bénéficié d'un financement par le PRONAF et/ou s'il a signé un contrat avec l'entreprise de transformation du cœur de palmier située au bourg du municipe et enfin s'il a déjà commercialisé sa production.

	Palmiers <i>Juçara</i>	Palmiers <i>Pupunha</i>	Palmier <i>Real</i>	Financement PRONAF	Contrat avec propriétaire de la fabrique de GK	Commercialisation
Bruno COSTA	Non	Non	10000 pieds plantés en 2003	4000 RS en 2002 à rembourser en 2007 avec une réduction de 700 Reais	Oui. Achat des plants à 0,20 RS chacun soit 2000 RS. 30% de la production pour le propriétaire de la fabrique et 70% au producteur sans obligation de vendre au propriétaire de la fabrique	Pas encore
Mathias COSTA	20000 pieds plantés petit à petit depuis 1993	Non	10000 pieds plantés en 2003	4000 RS en 2002 idem précédent	Non.	Une seule fois, 100 têtes pour les tests à la fabrique de Batuva
Nestor COSTA	Non	Non	7000 pieds plantés en 2003	2200 RS en 2002 rembourse tous les 6 mois un peu	Oui. Plants donnés par le propriétaire. 30% de la production au propriétaire et 70% au producteur avec obligation de vente au propriétaire de la fabrique	Pas encore
Celso SANTOS	2500 pieds plantés en 2000	Non	Non	Non	Non	Pas encore à maturité
João SANTOS	3000 pieds plantés en 1996	Non	Non	Non	Non	Non. Une seule fois. Réserve à la consommation
Fernando ROSA	1000 pieds plantés en 1998	2500 pieds plantés en 1998	1100 pieds plantés en 1998	Non	Non. Pourtant c'est lui qui lui a donné les plants des palmiers real et pupunha.	<i>Pupunha</i> : 1200 têtes entre 2002- 03. = 1200RS ou <b>25RS/mois sur 4 ans</b>
Vicente ROSA	Non	Non	1000 pieds en 1999	Non	Oui. Le propriétaire a donné les plants. Vicente doit lui vendre en 2004. Idem précédents 30% et 70%	Pas encore
Joaquim CANDIDO	Non	12000 pieds depuis 1997	25000 pieds depuis 1997	Non	Oui. Le propriétaire a fourni les plants. Obligation de lui vendre la production et répartition 30%, 70%	<i>Pupunha</i> 2001 :8000 T. 6720 RS. <i>Real</i> 2002 : 8000 têtes = 6400 RS ou <b>200 RS/mois sur 6 ans</b>

**Tableau n°26** : Récapitulatif des plantations de palmiers, de leurs financements, contrats et commercialisation.

Bruno COSTA a réalisé un emprunt par le PRONAF en 2002 de 4000 Reais (1335 Euros) pour planter des palmiers *Real*. Il doit d'abord rembourser les intérêts à la fin 2003, de 650 Reais. Puis il explique que lorsqu'il devra rembourser le prêt au PRONAF à partir de 2007, s'il le rembourse en une seule fois, et il bénéficiera d'une réduction de 700 Reais, son prêt sera alors remboursé à hauteur de 3.300 Reais. Au total, avec les intérêts précédemment payés, cela lui reviendra à 3950 Reais (1317 Euros). Bruno a réalisé en 2003 un contrat avec

Nelson Waideman Filho, le propriétaire de l'industrie de transformation de palmier de Guaraqueçaba (*Tropical Distribuidora de Alimentos* LTDA créée en 1997). Ce dernier lui a vendu les boutures et il devra lui acheter les cœurs palmiers quand ils seront à maturité et au prix du marché. Mais, s'il le veut, Bruno pourra aussi vendre à un autre acheteur -. Bruno a payé 0,20 Real la bouture, il en a acheté 10.000, soit 2.000 Reais (667 Euros). Au niveau de la production, 30% revient au propriétaire de la fabrique et 70% à Bruno qui la vendra soit au propriétaire ou à un autre acheteur. On va voir dans les autres cas de contrats signés sur Batuva par les producteurs et le propriétaire de cette industrie que les boutures peuvent être également données gratuitement par le dirigeant de l'industrie et que dans ce cas les bénéficiaires doivent commercialiser obligatoirement les 70% de la production à ce même propriétaire. Fin 2003 Bruno avait déjà planté 6.000 boutures et lui en restait 4.000 à planter.

En ce qui concerne Paulo COSTA, c'est son fils Mathias, qui s'occupe des plantations de palmier de la famille. A l'âge de 13 ans, en 1993, il a commencé à planter plus de 2.000 pieds de palmier *Juçara*. Il explique qu'il trouvait que c'était beau et qu'il a commencé à planter par pur plaisir. Il les a plantés alignés dans la forêt. Il plantait les graines qui tombaient des palmiers situés à côté de leur maison. La passion pour ces palmiers ne l'a pas quitté et aujourd'hui il possède plus de 20.000 pieds de palmiers *Juçara* dont 3.000 dans la bananeraie. Il n'en a vendu qu'une seule fois 100 pieds pour les expérimentations de fabrication de conserves à la fabrique de Batuva. Aujourd'hui, il dit qu'il n'a pas besoin d'en replanter, que les graines vont se replanter toutes seules avec l'aide des oiseaux qui vont les disséminer. Il a l'intention de demander en 2007 une autorisation de coupe simple auprès de l'IBAMA pour couper 1.000 pieds et ainsi rembourser le prêt de 4.000 Reais qu'il a fait au PRONAF en 2002 pour planter de nouveaux palmiers. Avec le financement du PRONAF, Mathias a planté des palmiers *Real* en 2003 et, lors de mon enquête, il devait encore en planter, au total plus de 10.000 pieds. Avec ce financement il a pu également acheter fin 2002, une tondeuse portable de 1.200 Reais (débroussailleuse achetée à Curitiba) qui lui permet de nettoyer aux pieds des bananiers et des palmiers. C'est un gain de temps important quand on sait qu'un jour de travail avec la tondeuse équivaut à 3 jours de travail avec une faux.

Nestor COSTA a aussi réalisé un prêt de 2.200 Reais (734 Euros) en 2002 auprès du PRONAF pour financer un projet de plantation de palmier *Real*. Cette même année, il a planté 7.000 palmiers. Il a passé contrat avec Nelson Waideman Filho qui lui a fourni gratuitement les boutures et à qui il devra vendre sa production avec le schéma précédemment cité où 30% de la production appartient de fait au propriétaire de la fabrique sans dédommagement et 70% au producteur qui doit lui vendre en exclusivité.

Celso SANTOS a 2.500 pieds de palmiers *Juçara* plantés depuis 2.000. Ils ne sont pas encore à maturité pour être vendus, il faut encore attendre plus de 5 ans.

João SANTOS avait fait un plan de gestion avec un étudiant français, Olivier Clément<sup>69</sup>, il avait planté 3.000 pieds de palmiers *Juçara* dans sa bananeraie en 1995. Il a perdu la bananeraie étouffée par les palmiers et il a vendu une seule fois en 1999, 1.000 pieds, mais il dit que cela ne lui a pas rapporté beaucoup, la coupe a été faite alors que les palmiers étaient petits. Cette coupe était destinée à la fabrique de Batuva lorsque celle-ci réalisait les conserves de cœur de palmier. Puis, des personnes ont envahi sa plantation et lui ont volé de nombreux palmiers. Il n'en fait pas le commerce à présent et réserve sa production seulement pour son autoconsommation.

Fernando ROSA a planté en 1998, 1.000 pieds de palmiers *Juçara* sur un versant, pour l'autoconsommation. Il en consomme 2-3 fois dans l'année, il coupe ceux qui sont à côté de sa maison, où il a 30 pieds. Ceux plantés sur le versant en 1998 ne sont pas encore à maturité pour être coupés. Il a également planté des palmiers *Pupunha* en 1998 : il a eu les plants par le propriétaire de la fabrique Guaraqueçaba, qui lui a donné 2.500 boutures, sans faire de contrat. Dans ce cas il s'agit de relations interpersonnelles particulières qui se donnent à voir et révèlent des enjeux et des intérêts sous-jacents que je ne suis pas en mesure de déceler mais qui témoignent de la différenciation des relations entre les différents producteurs et le propriétaire de l'industrie du bourg. Depuis 2002, il lui en a vendu 3 fois sans difficulté pour obtenir les autorisations de coupe : 400 têtes à chaque fois soit 1.200 têtes en tout à 1 RS la tête de palmier soit 600 RS par an entre 2002-03, ou 50 RS par mois sur ces deux ans mais, si l'on parle de l'année de plantation en 1998, cela revient en fait à 25 Reais par mois. Le prix dépend du nombre de conserves réalisées. De même, il a planté en 1998 des palmiers *Real*. Les boutures ont été données gratuitement là encore par le propriétaire de la fabrique, 1.000, sans contrat. A la fin de mon terrain, il rencontrait des problèmes pour obtenir les autorisations de coupe car cette dernière plantation était située près de la rivière, sur la zone de forêt ciliaire, qui est une zone de protection permanente. Les fonctionnaires de l'IBAMA lui refusaient l'autorisation de coupe et aucune négociation ne semblait pouvoir se mettre en place. Aussi, il leur a dit qu'il couperait cette plantation en toute illégalité et qu'effectivement il n'utiliserait plus par la suite cette parcelle.

---

<sup>69</sup> Olivier CLEMENT a réalisé une recherche en 1995-96, sur la gestion des ressources agroforestières à Batuva dans le cadre de la coopération universitaire franco-brésilienne.



Vicente ROSA a planté des boutures de palmier *Real* en 1999. Il a fait un contrat avec Nelson Waideman Filho qui lui a donné 1.000 boutures. Il est ensuite obligé de lui vendre à lui en particulier à partir de 2004.

Joaquim CANDIDO a lui aussi passé un contrat : il a reçu des boutures et a l'obligation de lui vendre en exclusivité sa production, aux conditions habituelles. Joaquim a ainsi planté depuis 1997, 12.000 pieds de palmier *Pupunha* et 25.000 pieds de palmier *Real*, soit en tout 37.000 pieds. Compte tenu des termes du contrat, ce sont en fait 25900 pieds que lui appartiennent en propre. En 2003, il avait été fait deux coupes d'au total 16.000 têtes de palmiers, une de *Pupunha* en 2001, de 8000 têtes à 0,84 Real la tête soit 6720 Reais et une coupe de *Real* en 2002, de 8000 têtes à 0,80 Real la tête soit 6400 Reais. Tout cela équivalent à un travail de plus de 5-6 ans, soit un bénéfice annuel de 1.066 et 1.344 (6720/5 et 6400/6) ou 2410 Reais pour les deux coupes et par année, ou mensuellement sur les 6 ans 200 Reais. Joaquim attendait à la fin de son terrain que le reste de ce qu'il avait planté soit coupé et vendu au propriétaire de l'industrie (soit presque 10.000 têtes) afin de retourner vivre dans son municpe d'origine au Nord du Paraná, où il a toute sa famille, sa maison, et 3 alqueires de terres. Le problème était que l'IBAMA ne libérait pas les autorisations et tentait de faire fermer l'industrie de transformation de palmier de Guaraqueçaba.

Ainsi, ces exemples qui témoignent des difficultés d'obtention d'autorisation de coupe des palmiers même lorsqu'il s'agit de palmiers exotiques montrent le contexte dans lequel les initiatives pouvant conduire à des alternatives viables sont freinées plutôt que favorisées. La logique protectionniste prend ici clairement le pas sur la logique de développement durable. Les fermetures judiciaires répétées de l'industrie de transformation de cœur de palmier du bourg et l'inculpation de son dirigeant peuvent s'expliquer par des accusations de fraudes, des délits sur des transports illégaux de cœurs de palmiers, mais le développement d'une arboriculture qui peut se substituer à la collecte clandestine et "sauvage" ne peut se faire que s'il y a un programme qui l'encourage en amont et qui crée des débouchés. Ces exemples concrets révèlent de façon exubérante ce caractère contre-productif des réglementations environnementales déjà abordé précédemment, du manque de souplesse dans leur application et de la l'absence de prise en compte des réalités locales, des conditions d'existence, des modes de reproduction matérielle.

La culture du palmier – natif ou exotique – pour l’exploitation du « *palmito* » semble pouvoir constituer une alternative à une collecte en forêt dont on craint qu’elle mette en danger les peuplements natifs d’*Euterpe edulis*. Même si la recherche publique – de l’EMATER en particulier – a beaucoup contribué à la mise au point des techniques d’arboriculture, on voit que le progrès de cette pratique à Batuva est dû à une initiative privée, celle d’un entrepreneur de Guaraqueçaba. Ici encore, les programmes publics destinés à promouvoir cette nouvelle pratique sont extrêmement limités – bien qu’elle constitue à la fois une source de revenu appréciable pour les petits agriculteurs et un moyen de réduire les dommages subis par la forêt. Seul le PRONAF, dans la mesure où il ouvre l’accès au crédit pour la petite agriculture familiale, a eu un impact positif dans ce domaine. L’IBAMA, pour sa part, hanté par la crainte de la fraude et de la coupe illégale (qui demeure une réalité, j’y reviendrai) semble rester sur une attitude défensive, multipliant les entraves aux autorisations de coupe, ce qui a pour effet de décourager les hésitants de se lancer dans ce type de spéculation. A ma connaissance, ni la fondation Boticário ni la SPVS n’ont mis sur pied de programme pérenne susceptible de promouvoir une culture qui pourrait être bénéfique non seulement pour les agriculteurs, mais aussi pour la protection du milieu – qui est leur objectif primordial. Si l’on tient compte du fait que se lancer dans ce type de culture réclame certaines conditions que tous les agriculteurs ne possèdent pas : parcelle adéquate, force de travail suffisante, capacité d’apprentissage de techniques nouvelles, possibilité de mobiliser une partie de l’exploitation pour des investissements à long terme, le fait que plus d’un tiers des enquêtés s’y soit lancés constitue un réel succès. Pour ceux qui s’y sont engagés de manière résolue, on constate que l’appoint de revenu est très significatif. D’autres modes de gestion du palmier sont possibles et ont été expérimentés : notamment le repeuplement en forêt avec la variété locale *juçara*, dont la possibilité a été démontrée à Batuva par l’association Holos et l’Université qui, je l’ai vu aux chapitres 3 et 8, sont à l’origine de l’initiative de la fabrique de banane séchée (ZANONI, WALFLOR, 1999), mais leur généralisation s’est heurtée à encore plus d’obstacles jusqu’à présent, du fait de la grande suspicion qui, de la part des défenseurs de la *Mata Atlântica*, entoure encore tout ce qui touche à la collecte en forêt – qui, on le verra plus loin, fait l’objet d’un trafic organisé.

Continuons dans la présentation exhaustive des productions agricoles qui génèrent des revenus par les familles ayant fait l’objet de l’enquête approfondie.

#### *d) Les autres productions agricoles qui font l'objet d'une commercialisation*

Il est assez commun, comme je l'ai déjà exposé, de vendre quelques kilogrammes de riz ou, plus exceptionnellement, de haricot à un voisin pour que celui-ci réalise ses semailles, de même, sous forme d'échange avec des personnes apparentées ou non. Pourtant le commerce à proprement parler de la production de riz et de haricot est quasi inexistant. Seul Francisco SANTOS déclare vendre un peu de sa production à Guaraqueçaba après la récolte. Comme je l'ai expliqué, Francisco SANTOS vend avec parcimonie ses différentes productions afin d'en tirer un mince revenu lui permettant d'acheter les denrées qu'il ne peut pas produire comme le sucre, l'huile, les pâtes, etc. Après la récolte du riz en 2002, comme celle-ci avait été abondante, presque 750 kg, et qu'il consomme au maximum 400 kg par an, il a pu vendre en quantité du riz à Guaraqueçaba cette année là, à 1 Real le kilo de riz pilé, soit en admettant qu'il ait vendu 350 kg de riz entre mai 2002 et mai 2003, 350 Reais pour l'année ou 30 Reais par mois (10 Euros). En 2003, par contre, sa récolte n'a pas été bonne puisqu'il n'a récolté que 250 kg, aussi il en a vendu très peu et a dû au contraire acheter du riz à partir de décembre 2003 pour sa consommation, soit jusqu'à la prochaine récolte, 6 mois d'achat de riz. Les revenus agricoles de cette famille sont extrêmement aléatoires d'une année sur l'autre et elle n'a pas de culture qui lui assure un revenu régulier et pérenne. C'est pourquoi on constate une tendance générale à tirer parti de tout type de production pour arrondir ses finances. Ainsi Francisco a-t-il vendu du maïs vert en décembre et janvier, à 1 Real pour 4 épis de maïs. En 2003, il a vendu en tout 500 épis de maïs, soit 125 Reais. Ce qui lui donne un revenu mensuel pour l'année de 10 Reais (presque 3,5 Euros).

Julia ROSA a vendu et échangé, comme je l'ai vu lorsque j'ai analysé les réseaux sociaux, un peu de riz à la période des semailles en 2003. De même, Vicente ROSA a vendu et échangé en 2003 du haricot pour les semailles également. Et il explique que cela faisait plusieurs années qu'il n'avait pas vendu de haricot. Cela fonctionne plus comme un échange de bons procédés lorsque la récolte a été abondante et qu'il en reste suffisamment pour la consommation : on échange des graines qui seront rétribuées à la prochaine récolte ou encore immédiatement sous la forme de paquets de haricot vendus dans les commerces de Guaraqueçaba. De même, la vente pour les semailles apparaît comme une forme de solidarité des petits producteurs entre eux. Vicente avait récolté 150 kg de haricot en décembre 2002 et au moment des semailles en juin 2003, il en a vendu 20 kg à 2,5 Reais le kilo soit plus de 42 Reais et il en a échangé 25 kg. On ne peut pas considérer cette vente comme un commerce habituel mais plus comme une forme d'échange où l'intermédiaire monétaire rentre dans

l'échange mais où l'objectif n'est pas celui du commerce et de la recherche de revenu ponctuel potentiel.

Isabel SANTOS l'épouse d'Augusto SANTOS a vendu à Guaraqueçaba en 2003, 30 kg de haricot à 2 Reais le kilo soit 60 Reais. Ils avaient récolté en novembre 2002, 60 kg de haricot, ils ont consommé les 30 kg restant durant l'année, mais ils ont dû en acheter 6 kg en octobre-novembre 2003, avant leur récolte suivante. En 2002, Isabel a vendu 90 kg de café en grain à 4 Reais le kilo, soit 360 Reais sur toute l'année. Ils avaient récolté 300 kg de café en 2002 et en ont consommé 120 kg. Isabel a quatre clients à Guaraqueçaba qui lui achètent presque tous les mois 2 kg chacun. Isabel a aussi vendu 5 citrouilles en 2003 à 3 Reais la citrouille soit 15 Reais. Elle en avait récolté 50. Elle a consommé le reste avec sa famille et en a donné à ses fils et à ses frères et sœurs.

Alfredo COSTA, quant à lui, vend la canne à sucre et le jus de canne, *garapa*, en été d'octobre à mars, au porte à porte au bourg de Guaraqueçaba, 1,5 Reais le litre. Il vend 20 litres à chaque fois, soit 30 Reais, à chaque marché. Il ne vend plus la canne à sucre comme il le faisait auparavant car le marchand qui lui achetait à arrêter de faire le jus de canne et il lui a offert sa presse à canne à sucre en septembre 2003. Ainsi, il vend directement le jus de canne. En supposant qu'il fait au moins 3 fois par mois le marché à Guaraqueçaba entre octobre et mars, cela lui fait un revenu moyen pour ces mois de commerce de cette denrée, 90 RS par mois sur 6 mois ou 45 RS par mois (15 Euros) répartis sur toute une année.

André ROSA vend occasionnellement en été de la canne à sucre à Guaraqueçaba, 50 cannes pour environ 20 Reais. Comme il n'a pas su évaluer la quantité commercialisée, on considère que s'il vend au moins 6 fois en été cette quantité, cela lui fait un revenu de 120 Reais ou 10 Reais par mois sur l'année (3,5 Euros).

A l'époque des oranges en avril, Alfredo COSTA, Regina MACHADO et André ROSA en vendent à Guaraqueçaba. En 2003, André ROSA en a vendu 3 fois, chaque fois 30 kg à 1 real le kilo, soit 90 Reais en tout sur 2 mois. De même Alfredo COSTA a vendu en avril 2003, 100 kg d'oranges à Guaraqueçaba soit 100 Reais. Enfin Regina MACHADO, quant à elle, a vendu pour plus de 80 Reais d'oranges à la même période.

Paulo COSTA a vendu en 2003, 100 kg d'igname à Guaraqueçaba, c'est presque toute sa production, à 0,90 Real le kilo, soit 90 Reais. André ROSA a produit un peu plus de 50 kg d'igname en août-septembre 2003, il en a vendu 15 kg à 1 Real le kilo à Guaraqueçaba, soit 15 Reais au total sur l'année. Le reste a été consommé par lui et sa famille. Ils apprécient l'igname et aussi la réserve à l'autoconsommation plutôt qu'au commerce. André a aussi récolté 100 kg de patate douce en août-septembre 2003, il en a vendu 60 kg à 1 real le kilo

soit 60 Reais. André n'a pas pu récolter de citrouille en 2003, car ses pieds n'ont pas produit. Mais auparavant, en 2002, il avait récolté 200 citrouilles. Il en a consommé la moitié et a commercialisé l'autre moitié, à 4-5 Reais la citrouille soit environ 400 Reais en 2002 avec ce commerce. André commercialise aussi les légumes du jardin potager qui sont plus abondants en hiver. Il produit des feuilles de chou, *Couve*, ou chou salade, qu'il vend à Guaraqueçaba, mais moins en été. Il vend 1 Real la botte, et vend entre 10 et 20 bottes par mois, soit entre 10-20 Reais. Si l'on considère qu'il vend 10 bottes par mois sur toute l'année cela lui fait un revenu mensuel de 10 Reais sur toute l'année.

Julia ROSA a vendu en avril 2003, 20 kg de café torréfié au hameau d'Utinga, à 4 Reais le kilo. Elle a ainsi gagné 80 Reais. Elle possède 100 pieds de café et celui qu'elle a torréfié et vendu en avril 2003 avait été récolté en 2001. Pourtant elle n'a pas l'habitude de vendre son café et c'est exceptionnellement qu'elle en a vendu à ce moment là.

Jorge BRANCO est le seul producteur de miel du hameau. Il a 7 ruches. C'est en 1984 qu'il a commencé à développer cette activité. Lors de la création de l'association des producteurs de Batuva, un spécialiste était venu leur donner un cours sur l'apiculture et la production de miel. Depuis lors il fait du miel avec des abeilles de la famille européenne avec dards. En 2002, il a produit 314 kg sur trois récoltes. Il a tout vendu à Guaraqueçaba et à Cananéia et a seulement gardé pour sa consommation 14 kg. Il vend 6 Reais le kilo de miel, soit pour les 300 kg, 1.800 Reais ou un revenu mensuel de 150 Reais (50 Euros). En 2003, la première récolte en octobre n'a donné que 50 kg à cause du froid de l'hiver. Il a dû récolter en décembre 2003 (mon terrain ayant fini en novembre 2003), il espérait récolter 100 kg, puis la troisième récolte est faite en janvier.

Joaquim CANDIDO produit et commercialise des salades d'avril à novembre, durant 8 mois dans l'année. Il vend la salade à 0,50 Real et il en vend en moyenne 150 par semaine à Guaraqueçaba, soit 75 Reais par semaine, ou 300 Reais par mois durant 8 mois. Cela représente en moyenne de revenu 200 Reais par mois (67 Euros). De même durant la même période il vend du *Couve*, chou salade, 30 bottes par semaine à 1 Real la botte, soit un revenu mensuel annualisé de 80 Reais (27 Euros). Il commercialise aussi le *cheiro verde*, un mélange de persil et de ciboulette, 10 paquets par semaine à 1 Real le paquet durant la même période, soit 25 Reais par mois annualisé (8,5 Euros).

Samuel MACEDO avait perdu son emploi comme ouvrier dans une ferme de Batuva en 2002 aussi, lui et son épouse ont vendu d'août à septembre la production de leur jardin potager. Pourtant, cette activité est plus le résultat d'une conjoncture économique difficile que d'une réelle activité développée de manière régulière puisque à partir de février

2003 il a retrouvé du travail dans une autre ferme à Utinga pour 3 mois pour défricher un pâturage, puis a été employé de manière stable par un autre employeur en août 2003 pour s'occuper de sa ferme avec un authentique contrat de travail. En 2002, ils ont ainsi vendu de la salade, du chou-salade de leur production. En août, ils ont gagné 50 Reais et les autres mois entre septembre et octobre un peu moins. Je montrerai plus loin que, durant cette période de chômage, il a également fait le commerce d'autres denrées et ustensiles qu'il avait achetés à Paranaguá et lorsqu'il est allé voir sa famille à Guaraú, Cajati, côté São Paulo.

Là encore on remarque une diversité dans les sources de revenu liées au travail et à la production agricole. On est en quelque sorte dans situation de « bricolage » individuel, où chaque fait flèche de tout bois pour tirer parti, en fonction des circonstances du moment, de toutes les sources potentielles de revenu. Dans beaucoup de cas, on est face à une situation qui est plus proche de la lutte quotidienne pour la survie que d'une stratégie délibérément construite. Cette diversité est le résultat de stratégies individuelles ainsi que de la saisonnalité des productions en considérant que d'une année sur l'autre les variabilités de production peuvent être importantes (comme pour la production d'orange qui, disent les agriculteurs, est bonne une année sur deux). Les deux avant-derniers exemples très singuliers et fortement lucratifs témoignent d'une possibilité de trouver des stratégies de reproduction économique, ou de génération de revenus, indépendamment des lois environnementales restrictives. Le problème est, on le voit, le manque d'accompagnement vers de nouvelles alternatives. Car pour le cas de Joaquim CANDIDO, il est venu à Batuva avec sa connaissance et sa technique déjà acquise sur son lieu de résidence antérieur. Jorge BRANCO quant à lui est une personne qui se distingue par ses connaissances et par sa recherche individuelle d'alternatives et le soutien de son fils qui a une formation de technicien agricole et qui le conseille dans les activités agricoles pour optimiser la production dans le cadre légal. Jorge a de nombreux projets en tête, cependant il lui manque un accompagnement technique et l'appui des institutions. J'y reviendrai plus loin sur la question de l'élevage.

Récapitulons les productions agricoles autres que la banane, le manioc et le palmier qui sont commercialisées par les différents producteurs. Seules deux familles du hameau commercialisent soit du riz, du haricot et du maïs, soit du haricot, du maïs et du café :

	Riz	Haricot	Maïs	Café
Francisco SANTOS	2002: 30RS/m 2003: 10RS/m	Non pas en 2003 ni 2002	2003: 10RS/m	Non
Augusto et Isabel SANTOS	Non	2003: 5RS/m	Non	2002: 30RS/m Pas en 2003

**Tableau n°27 :** Récapitulatif des autres productions agricoles faisant l'objet d'une commercialisation. Légende: RS/m = Reais par mois.

Les autres productions commercialisées :

	Canne à sucre <i>garapa</i>	Miel	Oranges et autres	Salades, <i>couve</i>
Augusto et Isabel SANTOS	Non	Non	Citrouille en 2003:15RS/an Soit 1,25RS/mois	Non
Alfredo COSTA	45RS/mois	Non	Oranges: 8,5 RS/mois	Non
Paulo COSTA	Non	Non	En 2003 : Igname:7,5RS/mois	Non
André ROSA	10 RS/mois	Non	En 2003 : Oranges:7,5RS/m, Igname: 15 RS/an = 1,25RS/m, Patate douce: 5RS/mois. En 2002 : Citrouille : 33RS/an (pas en 2003)	Couve : 10RS/mois
Jorge BRANCO	Non	En 2002 : 150 RS/mois	Non	Non
Victor et Regina MACHADO	Non	Non	Oranges: 7 RS/mois	Non
Joaquim CANDIDO	Non	Non	Non	Salade, Couve, Cheiro Verde : 305 RS/mois

**Tableau n°27 Bis :** Récapitulatif des autres productions agricoles faisant l'objet d'une commercialisation.

Légende: RS/m = Reais par mois. Les orangers produisent une année sur deux. Lorsqu'une année a été productive, l'année suivante la production est réduite. La plante est fatiguée disent les agriculteurs. Idem pour le café.

Ainsi, les revenus moyens mensuels de ces 7 producteurs, qui commercialisent leurs diverses productions, se répartissent comme suit :

Francisco SANTOS : entre 20 et 40 Reais ; Augusto SANTOS : autour de 37 Reais ; Alfredo COSTA : 53,5 Reais et plus ; Paulo COSTA : 7,5 Reais/mois ; André ROSA : entre 25 et 56 Reais ; Victor MACHADO : 7 Reais ; Jorge BRANCO : autour de 150 Reais ; Joaquim CANDIDO : 305 Reais.

Si l'on reprend, pour chaque famille, chacune des productions agricoles génératrices de revenus à savoir la banane, le manioc, le palmier et les autres productions, on compte 14 familles qui répartissent leurs revenus mensuels selon les différentes productions comme suit :

	Revenu du manioc	Revenu de la banane	Revenu d'autres productions	Total
Alfredo COSTA	15 Reais	30 Reais	53,5 Reais	<b>98,5 RS</b>
Paulo COSTA	80 Reais	260 Reais	7,5 Reais	347,5 RS
Augusto SANTOS	10 Reais	Non	37 Reais	<b>47 RS</b>
Francisco SANTOS	55 Reais	Non	30 Reais	<b>85 RS</b>
Victor MACHADO	30 Reais	155 Reais	7 Reais	192 RS
André ROSA	80 Reais	75 Reais	40 Reais	195 RS
Jorge BRANCO	Non	240 Reais	150 Reais	390 RS
Joaquim CANDIDO	Non	Non	305 Reais +200RS palmier	505 RS
Nestor COSTA	Non	180 Reais	Non	180 RS
Mariano ARAUJO	Non	80 Reais	Non	<b>80 RS</b>
Bento GOMES	Non	60 Reais	Non	<b>60 RS</b>
Vicente ROSA	Non	240 Reais	Non	240 RS
Fernando ROSA	Non	160 Reais	Non (25 RS palmier)	185 RS
Julia ROSA	Non	60 Reais	Non	<b>60 RS</b>

**Tableau n°28 :** Répartition des revenus issus des différentes productions agricoles selon les familles enquêtées.

De ces 14 familles, certaines ont des revenus très modestes, en dessous du revenu minimum brésilien (de 240-260 Reais durant mon terrain 80-87 Euros), tels que Alfredo COSTA, Augusto SANTOS, Francisco SANTOS, Mariano ARAUJO, Bento GOMES, Julia ROSA, entre 50 et 100 Reais (17 - 33,5 Euros). Je vais montrer qu'ils ont d'autres sources de revenus comme des salaires, des retraites, d'autres activités de commerce. Pourtant Francisco SANTOS reste celui dont le revenu est le plus faible, puisque lui n'a pas d'autres sources de revenu et il n'a pas d'activité de collecte qui pourrait lui donner un complément. Sa famille vit dans une situation de pauvreté parmi les plus extrêmes rencontrées sur le hameau.

D'autres familles cumulent des activités de production agricoles rémunératrices avec d'autres sources de revenus comme des salaires, retraites, élevages, commerces (Victor MACHADO, André ROSA, Jorge BRANCO, Joaquim CANDIDO, Nestor COSTA, Paulo COSTA, Vicente ROSA, Fernando ROSA), dont Nestor, Fernando et André qui au niveau des activités agricoles rémunératrices sont aussi en dessous du revenu minimum, mais bien au-dessus des précédents, entre 160 et 195 Reais mensuel (53,5 - 65 Euros). Au sein des familles qui ont des revenus agricoles il y en a également qui développent des activités de collecte en forêt, 2 d'entre elles de manière régulière et 3 autres de manière plus occasionnelle (j'y reviendrai). C'est du fait de ces activités occultes et illégales, que je ne donne pas de nom réel. Il y a encore d'autres familles qui n'ont pas d'activité agricole rémunératrice soit car ce sont des familles qui ont investi dans les plantations de palmier et n'ont pas encore tiré de revenu de cette production, soit car ils ont d'autres sources de revenus plus ou moins licites, ou des salaires, retraites, élevages, commerce (Bruno COSTA, João SANTOS, Celso SANTOS, Miguel PEIXOTO, Sebastião et Angêlina LOBOS, Samuel MACEDO, Clara MOREIRA). Trois d'entre elles ne vivent que la collecte illicite du palmier.

#### *e) Les travaux agricoles rémunérés*

Il s'agit ici de présenter les travaux agricoles ponctuels rémunérés et non pas les emplois salariés à temps plein qui seront présentés plus avant. Peu nombreuses sont, à Batuva, les familles qui emploient des « camarades » à la journée et, ce, de manière exceptionnelle. De même, peu nombreuses sont celles qui vivent de cette rémunération sur le hameau. Sur les 21 familles enquêtées, 3 familles ont déclaré faire appel à des personnes apparentées ou à des camarades extérieurs à la famille qu'ils rémunèrent à la journée pour la réalisation de travaux agricoles divers. Sur les familles enquêtées, ce sont essentiellement 3 familles qui répondent à



ce besoin de main d'œuvre agricole exceptionnel et qui en tirent ainsi une source de revenus comme journaliers agricoles.

Ainsi, Vicente ROSA a employé exceptionnellement à la journée en 2003, Miguel PEIXOTO a deux reprises : une fois une journée pour défricher et préparer ainsi un champs de maïs, et une fois une autre journée pour ramasser des boutures de bananier. Il le rémunère 10 Reais la journée, avec le déjeuner inclus. De même, Jorge BRANCO fait appel à la même personne pour retirer les mauvaises herbes de la plantation de riz, deux jours à 12 Reais la journée en 2003 ; pour la cueillette du riz, deux jours à 12 Reais la journée en 2003 ; pour battre le riz, une journée à 12 Reais en 2003 ; pour planter les haricots, 7 jours à 10 Reais ; pour enlever les mauvaises herbes de la plantation de haricot, 4 jours à 10 Reais ; pour la cueillette du haricot, 2 jours en 2003 à 12 Reais la journée. Ainsi Miguel PEIXOTO a gagné en tout pour ses travaux rendus à Jorge BRANCO et Vicente Rosa en 2003, (13x10 et 7x12) 166 Reais, soit 14 Reais par mois en 2003 (moins de 5 Euros).

Fernando ROSA a employé de nombreuses fois des personnes apparentées et d'autres personnes du hameau pour la réalisation d'activités agricoles en 2003. Il est celui qui fait le plus appel à des camarades rémunérés sur le hameau. En 2003, il a déclaré plus de 50 journées de camarades rémunérés, soit presque 4 journées par mois à 10 Reais la journée, 500 Reais sur l'année. Ainsi, il a employé ses neveux surtout. Pour la plantation du riz il a employé : pour défricher, Luiz SANTOS, 4 journées ; pour planter, son neveu (fils d'André ROSA), 2 jours ; pour enlever les mauvaises herbes (2 neveux et Nilson BRANCO, le fils de Jorge BRANCO), 6 journées ; pour la cueillette, 4 personnes durant 6 jours, Luiz SANTOS, Nilson BRANCO, Bento GOMES, et une autre personne du hameau. Pour la culture du haricot : pour défricher il a employé son neveu, fils d'André ROSA, une journée. Pour ses bananeraies : pour débroussailler il fait appel à son autre neveu fils de Vicente ROSA, deux fois par an, soit 4 jours ; et Luiz SANTOS, une semaine pour une autre bananeraie, soit 12 jours. Seul Bento GOMES fait l'objet d'une enquête approfondie et est ainsi pris en compte, pour le calcul des journées de travail rémunéré, soit 6 journée à 10 Reais, 60 Reais soit 5 Reais par mois annualisé (moins de 2 Euros). Les autres sont en effet employés très ponctuellement et soit ne sont pas intégrés dans l'enquête spécifique, soit s'ils le sont par leur père ou ils représentent une famille à part entière et n'ont pas été enquêtés particulièrement, ou bien ils font partie du domicile d'un des frère, mais ce revenu est instable, très ponctuel et je ne le prends pas en compte dans le revenu familial, c'est en quelque sorte l'argent de poche des deux neveux en question, et qui s'élève à 10 journées dans l'année pour les deux réunis. Cependant, hormis ces travaux agricoles rémunérés auprès de Fernando ROSA, Bento GOMES évalue en

moyenne sur l'année, une journée de travail de camarade par mois soit 12 Reais (4 Euros) par mois sur l'année pour cette activité.

Nestor COSTA emploie lui aussi des camarades. En 2003, il a employé une personne pour l'aider à défricher sa plantation de riz, une journée à 12 Reais. Une autre personne l'a aidé pour la cueillette, une journée à 12 Reais. Cette même personne l'a aidé à nettoyer sa plantation de palmier, durant 4 jours.

Enfin, Mariano ARAUJO a été employé en novembre 2003, par un fermier pour défricher les limites de sa ferme, durant 4 jours à 20 Reais par jour. C'est l'unique travail rémunéré qu'il a accompli cette année, soit 80 Reais ou sur l'année, 6,5 Reais par mois (un peu plus de 2 Euros). Miguel PEIXOTO, Bento GOMES et Mariano ARAUJO sont les seuls enquêtés à avoir déclaré réaliser des travaux agricoles rémunérés par d'autres personnes du hameau. En moyenne par mois pour 2003, ils ont ainsi gagné :

	Travaux agricoles rémunérés/mois
Miguel PEIXOTO	14 Reais
Bento GOMES	12 Reais
Mariano ARAUJO	6,5 Reais

**Tableau n°29 :** Travaux agricoles rémunérés chez les familles enquêtées.

Les travaux agricoles rémunérés à la journée se révèlent être de modestes compléments de revenus mensuels pour un nombre limité de familles et sur des périodes extrêmement aléatoires et courtes. Ils ne constituent pas une source de revenus pérennes et sont très ponctuels. Cependant, se sont presque toujours les mêmes personnes à qui il est fait appel pour la réalisation de petits travaux agricoles. Quoi qu'il en soit, même si il y a rémunération du travail, nous ne sommes pas ici dans une situation de salariat au sens strict du terme – avec la pure et simple « marchandisation » de la force de travail. Le rapport interpersonnel demeure toujours au premier plan ; employeurs et employés sont pratiquement toujours liés par une relation de parenté, d'amitié ou de protection/dépendance. L'échange travail/rémunération relève davantage du don/contre-don, qui préserve et même renforce la relation sociale, que comme l'achat d'un service qui ne présuppose aucune relation personnelle entre les parties – ou même, parfois, l'évacue purement et simplement. Cette pratique vient confirmer ce que j'ai noté dans un chapitre précédent concernant le rôle que jouent les relations interpersonnelles comme matériau à partir duquel se construit l'identité sociale du hameau – créant des réseaux de liens sociaux qui l'organisent, en dépit de l'absence d'une superstructure politique ou symbolique qui imprimerait, du haut, une unité à cette communauté.

*f) les sources de revenu liées à l'élevage*

Sur les 21 familles enquêtées, quinze mènent des activités d'élevage. Mais ce n'est pas la totalité qui en dégage une source de revenus : trois produisent exclusivement pour l'autoconsommation. On observe que, lorsque l'élevage contribue à générer des revenus, il est aussi un bon moyen d'épargne et lorsqu'il est réservé exclusivement à l'autoconsommation il répond largement aux nécessités alimentaires des familles ou contribue à diversifier un régime alimentaire qui est généralement peu varié (ce sujet sera abordé plus spécifiquement dans le chapitre suivant).

Les revenus tirés de l'élevage sont principalement issus de la commercialisation des bovins : tête de bétail vivante ou viande. Certains font commerce des produits dérivés de l'élevage, essentiellement le lait, le fromage et autres produits laitiers.

	Commercialisation mensuelle autour de l'élevage de poule	Commercialisation mensuelle autour de l'élevage bovin	Commercialisation mensuelle autour de l'élevage Porcin	Total mensuel
Joaquim CANDIDO	Non	1330 Reais/mois	Non	1330 RS
João SANTOS	Non	210 Reais/mois	Non	210 RS
Bruno COSTA	Non	40 Reais/mois	Non. Autres : 116	156 RS
André ROSA	5 Reais/mois	85 Reais/mois	Non	90 RS
Alfredo COSTA	Non	80 Reais/mois	Non	80 RS
Vicente ROSA	Non	25 Reais/mois	30 Reais/mois	55 RS
Fernando ROSA	Non	50 Reais/mois	Non	50 RS
Mariano ARAUJO	Non	45,5 Reais/mois	Non	45,5 RS
Julia ROSA	Non	25 Reais/mois	15 Reais/mois	40 RS
Samuel MACEDO	Non	33 Reais/mois	Non	33 RS
Jorge BRANCO	Non	25 Reais/mois	Non	25 RS
Augusto SANTOS	Non	25 Reais/mois	Non	25 RS

**Tableau n°30** : Répartition des revenus issus de l'élevage des familles enquêtées.

Joaquim CANDIDO se démarque des autres producteurs du hameau par son activité d'élevage qui constitue sa principale source de revenus et, comme je le montrerai plus loin, qui correspond au revenu le plus élevé du hameau et même de la vallée. Il représente un cas à part et isolé, en même temps qu'un exemple de succès en terme d'activité génératrice de revenus en adéquation avec la réglementation environnementale. En tant que famille de résidence récente sur le hameau, venue dans les années quatre-vingt dix pour s'occuper des

terres de son frère et de son cousin, Joaquim CANDIDO a en fait importé sur le hameau une pratique qu'il développait depuis toujours au Nord du Paraná. Ses connaissances et compétences techniques lui ont permis avec son épouse de développer la même activité à Batuva et ouvrant par là un marché dans un domaine où l'offre était auparavant quasi inexistante ou très limitée au bourg. Son activité a ainsi connu sur Guaraqueçaba une expansion considérable, bien supérieure aux bénéfices tirés dans son municiple d'origine où la concurrence est importante. Il possède 20 têtes de bétail dont 8 vaches laitières, et 12 veaux. Il abat 3 bœufs par an pour l'autoconsommation. Son activité génératrice de revenu se concentre sur la commercialisation laitière. Ainsi, il vend 65 bouteilles de lait (de 2 litres chacune) par semaine à Guaraqueçaba à 3 Reais la bouteille, soit 195 Reais/semaine ou 780 Reais par mois (260 Euros). De plus, son épouse Antônia réalise 44 fromages par semaine qu'ils vendent également au bourg. De ces fromages, 22 font 500 grammes et 22 font 1 kg, qu'ils vendent 5 Reais les petits et 7 Reais les grands soit 264 Reais par semaine ou 1056 Reais par mois (352 Euros). Ils vont vendre leur production 2 fois par semaine à Guaraqueçaba. La famille de Joaquim réalise un chiffre d'affaire mensuel pour l'activité d'élevage de 1836 Reais (612 Euros) auquel il faut retirer les dépenses inhérentes à l'élevage comme les rations alimentaires essentiellement qui s'élèvent à 400 Reais par mois et les traitements contre les tiques, les vaccins (vaccin contre la fièvre aphteuse, 2 fois par an que l'on mensualise ici) à 16 Reais par mois, soit un bénéfice de 1420 Reais. Il faudrait aussi prendre en compte l'électricité car il utilise un moteur pour broyer le mélange de ration et de feuilles de palmier, maïs et/ou pelures de bananes, de même que les barrières électrifiées qui délimitent le pâturage, et enfin le congélateur et les deux réfrigérateurs qui conservent les fromages et le lait, la dépense en électricité s'élève à environ 80-90 Reais par mois. Le revenu net lié à l'activité laitière revient donc à 1330 Reais mensuel (443,4 Euros soit 5,5 fois le salaire minimum brésilien).

A côté de cette exception, on peut répartir les 11 autres familles qui développent une activité d'élevage et qui en retirent une source de revenu, par tranches de revenus générés. On distinguera ainsi 3 tranches :

La tranche qui vient après Joaquim CANDIDO, correspond à deux familles qui atteignent entre 156 et 210 Reais (52 - 70 Euros), bien moins que le précédent.

João SANTOS possède 20 têtes de bétail, dont 3 vaches laitières, 3 veaux, 3 buffles et 11 bœufs. Il abat 2 bœufs par an, il garde pour lui 1/4 et il vend les autres 3/4 soit entre 100 et 150 kg. Il vend par morceau de 15 kg appelé arrobe, à 45 Reais l'arrobe c'est-à-dire 10 arrobes, ou 450 Reais par bœuf, ce qui fait en tout 900 Reais pour les 2 bêtes abattues dans l'année ou 75 Reais par mois (25 Euros). De plus, il vend aussi entre 6 et 7 bœufs vivants par

an lorsqu'ils ont entre 1 et 2 ans, chacun pour un prix d'environ 300 Reais, ou pour 6 l'équivalent de 1800 Reais soit 150 Reais par mois (50 Euros). De ces revenus, il faut retirer les frais engagés pour les vaccinations, à hauteur de 164 Reais par an, ce qui porte ses revenus mensuels issus de l'élevage à 210 Reais (70 Euros).

Bruno COSTA a une vache et un veau. Il commercialise la viande de bœuf une fois dans l'année quand il fait l'abattage. Il l'abat avec son père Alfredo COSTA et lui donne un peu de viande, il gagne ainsi autour de 500 Reais, soit 40 Reais par mois. Pour des raisons de santé, Bruno a dû cesser son activité de collecte en forêt en 2003, et comme c'était sa principale source de revenus, il a été contraint de trouver une alternative. Il a ainsi vendu 2 de ses chiens de chasse pour 900 Reais et sa mule pour 500 Reais, soit, sur l'année, 1.400 Reais ou 116 Reais par mois. Ajouté au revenu mensuel de la vente de viande bovine, il a ainsi pu accumuler 156 Reais par mois en 2003 (52 Euros). C'est toute son épargne qu'il a en quelque sorte utilisée afin de répondre à l'urgence de sa situation de santé et l'impossibilité de poursuivre son activité rémunératrice habituelle. Ainsi, en 2003, la commercialisation exceptionnelle d'animaux qu'il n'aurait pas vendus s'il avait pu maintenir son activité génératrice de revenus habituelle est venue compenser son manque à gagner. C'est contraint qu'il a puisé dans son épargne et vendu ses bêtes afin de pouvoir assurer les nécessités quotidiennes, l'achat de denrées alimentaires de base pour sa famille. Cette situation de crise de la famille permet déjà d'aborder les difficultés de génération de revenus et surtout celle de issue de la collecte illicite du palmier, activité physiquement contraignante et pénible et très aléatoire, j'y reviendrai.

La seconde tranche des revenus issus de l'élevage des familles enquêtées regroupe 5 familles dont les revenus sont compris entre 45 et 90 Reais mensuel (15 - 30 Euros).

André ROSA élève une quarantaine de poules et sa famille en consomme une trentaine par an ainsi que 3-4 douzaines d'œufs par semaine. Il n'a vendu qu'une poule vivante en 2003 à 8 Reais et c'est exceptionnellement qu'il en vend car lui et sa famille sont des grands consommateurs de volailles et d'œufs. Il vend également rarement des œufs à Guaraqueçaba, 2 douzaines par mois maximum, à 2,5 Reais la douzaine soit 5 Reais par mois. La famille d'André possède 13 buffles femelles : les 2 fils en ont 3 chacun, André en a 5 et son épouse en a 2. André a en plus un buffle mâle. Ils abattent un animal par an à la fin de l'année, à la période de Noël. Il vend 20 ar robes à 35 Reais l'ar robe sur le hameau soit 700 Reais, ce qui représente presque 60 Reais par mois. Il garde une ar robe pour sa famille ainsi que les tripes. De temps en temps, André vend son lait à Guaraqueçaba lors de sa vente ambulante les samedi dans les rues du bourg. Il vend autour de 10 litres, à 2,5 Reais les 2

litres soit 12,5 Reais à chaque fois. Si l'on considère qu'il fait au moins deux marchés par mois à Guaraqueçaba et qu'il vend son lait avec cette périodicité cela lui fait un revenu mensuel de 25 Reais.

Alfredo COSTA n'a pas de bétail, mais il commercialise la viande de bœuf en achetant des bœufs vivant à ses voisins. Il fait cela 5 fois par an, avec une périodicité de presque tous les 2 mois. Il achète à Fernando ROSA, Armando COSTA, Augusto SANTOS surtout, au prix de 280-300 Reais la bête selon sa taille. Il vend toute la viande sauf 15 kg qu'il garde pour sa consommation et les abats qu'il donne à sa famille. Il vend 3,5 Reais le kilo de viande avec l'os et 5 Reais le kilogramme de "*viande propre*" comme il dit, c'est-à-dire sans os ; il vend aussi l'arrobe c'est-à-dire 15 kg pour 45 Reais. Pour un bœuf d'environ 180 kg de viande, sachant qu'il garde entre 15 et 20 kg, il commercialise 160 kg soit presque 11 arrobes, au moins 500 Reais en tout (si l'on compte la vente par tranche de 15 kg). Il arrive ainsi à faire un bénéfice d'environ 200 Reais. S'il fait cela 5 fois dans l'année, cela lui rapporte 1.000 Reais, soit 80 Reais par mois. Jusqu'en 1996, il élevait des cochons et en commercialisait la viande, mais il avait arrêté et depuis 2003, il recommence à élever 2 cochons pour l'autoconsommation surtout. Il n'a plus élevé de cochon pendant plus de 7 ans car, dit-il :

*"Les institutions sanitaires « fiscalisent », contrôlent beaucoup l'élevage de porc, ils disent que c'est un animal dont la viande donne beaucoup de maladies."*

Vicente ROSA élève 5 cochons et en abat 2 dans l'année, un à Noël et un au moment de la récolte du riz au mois d'avril-mai. Il vend un peu plus de la moitié du porc à 3,5 Reais le kilo et consomme le reste avec sa famille. Il vend ainsi aux alentours de 50 kg soit 175 Reais deux fois dans l'année, ce qui revient à un bénéfice mensuel de 30 Reais. Vicente possède aussi 8 têtes de bétails dont 2 bœufs et 6 vaches. Il vend le bœuf vivant lorsqu'il a 2-3 ans. Depuis 1996, il n'abat plus de bœuf et préfère les vendre vivant. Ainsi il vend un bœuf par an au maximum soit 300 Reais par an ou 25 Reais par mois.

Fernando ROSA possède 2 bœufs et 11 vaches. Il vend autour de 2 bœufs vivants sur pieds par an à 300 Reais la bête soit 600 Reais sur l'année ou 50 Reais par mois.

Mariano ARAUJO élève une vache. Il a vendu un bœuf vivant à Laurenço BRANCO (frère de Jorge BRANCO) mi-novembre 2003 à 450 Reais pour racheter un autre bœuf plus jeune deux jours plus tard à Armando COSTA pour 350 Reais. Cette transaction lui a permis de gagner ainsi 100 Reais, si l'on mensualise ce revenu cela lui fait un peu plus de 8 Reais par mois. De plus chaque année il tue un bœuf et vend la viande autour de 150 kg, à 45 Reais l'arrobe ou 450 Reais, soit 37,5 par mois.

Enfin, la dernière tranche de revenus issus de l'élevage comprend 4 familles avec un revenu mensuel inférieur à 40 Reais et supérieur à 25 Reais (8,4 - 13,4 Euros).

Tout d'abord, Julia ROSA qui possède 7 têtes de bétail dont 5 vaches. Elle vend au moins un boeuf par an sur pied pour 300 Reais soit 25 Reais par mois. En 2003 elle a également élevé un cochon qu'elle a fait abattre par ses fils et dont elle a vendu la moitié, soit environ 50 kg à 3,5 Reais le kilo ou 175 Reais, c'est-à-dire 15 Reais par mois.

Samuel MACEDO achète une ou deux fois par an un bœuf sur pieds pour l'abattre et vendre la viande pour retirer un bénéfice avoisinant 200 Reais par tête, soit 400 Reais sur l'année ou 33 Reais par mois.

Dans l'élevage diversifié de Jorge BRANCO – que je verrai lors de l'étude sur la consommation en lien à la production – seul le veau fait l'objet d'un commerce. Jorge élève un veau par an et en tue un par an. La moitié est destinée à l'autoconsommation et l'autre à la commercialisation sur le hameau soit environ 80 kg à 4 Reais le kilo, 320 Reais ou 25 Reais par mois.

Augusto SANTOS possède une vache et un veau. Il est rare qu'il vende sa production laitière. Lui et son épouse consomment peu de viande de bœuf. Aussi, il vend le bœuf vivant à d'autres personnes du hameau spécialisées dans l'abattage et le commerce de la viande bovine comme Alfredo COSTA par exemple. En novembre 2003, Augusto SANTOS a vendu un bœuf pour 300 RS, à sa belle-fille et le frère de sa belle-fille qui sont les enfants d'Alfredo COSTA. C'est Alfredo COSTA qui l'a abattu (voir chapitre sur sociabilité). Ce fut le seul bœuf qu'il a vendu en 2003, soit un revenu mensuel de 25 Reais avec cette vente.

Hormis l'activité laitière atypique de Joaquim CANDIDO, les revenus issus de l'élevage, des familles enquêtées, se concentrent sur la vente de bétail sur pied et la vente de viande bovine et porcine : 4 familles commercialisant uniquement la viande bovine (dont un qui a exceptionnellement vendu en 2003 trois autres animaux) ; 2 seulement des bœufs sur pieds ; 2 des bœufs sur pied et de la viande bovine ; 2 des bœufs sur pieds et de la viande porcine et enfin un seul commercialisant de la viande bovine, des œufs et du lait.

L'élevage, on le voit, constitue une composante de plus dans la vaste palette des activités que les petits agriculteurs familiaux mènent pour se procurer les revenus qui leur sont désormais indispensables pour se procurer les biens et les services nécessaires à leur existence quotidienne. Ce domaine d'activité a la particularité, souvent observée dans les petites agricultures paysannes, de jouer également le rôle d'épargne et de réserve de valeur, que l'on peut mobiliser pour faire face aux aléas et imprévus.

## **2. LA COLLECTE EN FORÊT ET LA CUEILLETTE**

Les ressources naturelles qui sont directement extraites de la forêt et qui sont commercialisées sont : le cœur de palmier, le bois sous forme de planches et de poutres, et exceptionnellement le miel pour une famille enquêtée.

### ***a) La collecte du cœur de palmier***

Les cœurs de palmier collectés en forêt peuvent soit être vendus directement aux industries de transformation de cœur de palmier, ou à des intermédiaires qui les revendent ensuite à ces dernières, soit être transformés en conserves par les familles elles-mêmes, par les femmes essentiellement et vendus clandestinement sur le marché local, à Guaraqueçaba. Plusieurs familles de Batuva vivent de l'exploitation du cœur de palmier. L'une d'entre elles particulièrement, dont le chef de famille, Celso SANTOS, coordonne l'activité de 4 autres familles apparentées. Il est le *gato*, c'est-à-dire celui qui fait l'intermédiaire entre les *palmiteiros*, les collecteurs de palmiers et l'industrie. C'est lui qui possède une troupe de mules, 5 au total, avec laquelle il rejoint durant la nuit ses comparses dans la forêt qui ont préalablement coupés les cœurs durant deux jours. Puis il achemine la production à dos de mules aux intermédiaires situés du côté de l'État de São Paulo.

Cette activité a connu, en particulier au cours des dernières années, de grandes modifications, tant en ce qui concerne les protagonistes qui y participent que la destination de la commercialisation. Jusqu'en 2000-2001, la commercialisation était essentiellement dirigée vers Guaraqueçaba, mais à cause d'un contrôle de plus en plus sévère tant des sources d'approvisionnement de l'industrie de Guaraqueçaba – soupçonnée de faire appel au marché parallèle en complément de ses fournitures licites – que des déplacements de ses chauffeurs et de leur cargaison, la commercialisation a progressivement été transférée vers d'autres marchés surtout vers le municiple de São Paulo qui jouxte le hameau de Batuva. L'industrie de transformation de palmier de Guaraqueçaba, dont il est question ici, est la même qui a promu des contrats avec les petits agriculteurs locaux, présentés précédemment, autour de la production de palmiers exotiques, et qui à la suite de poursuites judiciaires a été fermée à plusieurs reprises au cours de mon terrain. A la fin de mon terrain elle était encore fermée.



Celso m'a déclaré que son revenu pouvait ainsi s'élever à 250 Reais par mois (83,4 Euros). De plus son épouse, Raquel, réalise des conserves de cœur de palmier qu'elle commercialise à Guaraqueçaba. Elle a ses clients attirés. Elle emporte une caisse de 20 conserves de palmier dans le bus et les revend à 2 Reais la conserve, soit 40 Reais à chaque fois qu'elle fait cette opération. Elle me déclare ainsi un revenu autour de 200 Reais par mois pour cette activité. Elle doit acheter de l'acide et des capsules pour faire ses conserves ce qui lui coûtent un peu plus de 13 Reais par mois. Enfin, elle récupère les bocaux auprès de ses clients et les réutilise.

Bien que cette activité soit lucrative pour cette famille, elle est aussi très précaire et très risquée. Elle mobilise également toute leur énergie aux dépens de la pratique d'une agriculture de subsistance. D'autant plus que leurs terres sont situées sur un versant exposé au regards et qu'en 2002, la police forestière est venue sur leur parcelle et voulait établir un procès verbal pour une friche réalisée en 2001. Ils ont eu peur qu'elle ne revienne et n'ont pas planté depuis lors. Le risque lié à leur activité clandestine la rend provisoire à leurs yeux et cette famille espère pouvoir déménager vers Cananéia où elle a une maison. Il faut trouver du travail là-bas pour réaliser ce rêve, car pour eux les perspectives d'un avenir confortable et durable sur le hameau ne sont pas garanties. Ils ont acheté une maison à Cananéia en 1998 et ils doivent encore y faire des travaux, notamment une salle de bain avant de pouvoir s'y installer.

Des familles enquêtées plus spécifiquement, et hormis celle précédemment citée, 4 autres vivent également de la collecte du palmier. Sebastião LOBOS est aussi un organisateur, un *gato*, et gagne autour de 250 Reais par mois. Les trois autres familles gagnent quant à elles autour de 60-70 Reais par mois (20 - 23,4 Euros), pour une production commercialisée par l'intermédiaire des deux *gato* déjà évoqués. Il est difficile de rentrer plus en détail dans l'organisation de la cueillette du palmier car il s'agit d'informations « sensibles » qui m'ont été confiées sous conditions de discrétion. Je peux dire que ces trois dernières familles ont d'autres activités lucratives et que les hommes ne s'adonnent à la collecte du palmier qu'exceptionnellement, une ou deux fois par mois pour améliorer un peu leur revenu mensuel. De plus comme je l'ai déjà dit, la première famille réalise cette activité avec 4 autres familles apparentées que je n'ai pas étudiées dans l'enquête spécifique.

En plus des 5 familles enquêtées qui m'ont déclaré travailler dans la collecte du palmier à plus ou moins grande échelle, il y a encore une sixième famille, celle de Bruno COSTA, qui vivait essentiellement de la collecte du palmier à hauteur de 200 Reais par mois car Bruno était *palmitero* du premier *gato* évoqué et qu'il faisait cela régulièrement. Mais,

comme je l'ai vu plus haut, des problèmes de santé l'ont contraint de mettre fin à cette activité. Il souffre en effet de sérieux problèmes de dos et de colonne vertébrale – pathologie liée aux efforts extrêmement éprouvants imposés par la collecte du *palmito* et le transport des lourds fagots de cœurs de palmier. Il a dû rester couché durant plusieurs mois, durant mon terrain. Il devait porter comme tous les autres *palmiteiros*, les fagots de cœurs de palmier sur les épaules et marcher des heures (plus de 3 heures) dans la forêt et sur les sentiers de montagne pour rejoindre le *gato* et sa troupe de mules. Entre 60 et 80 kg à chaque voyage étaient transportés. Cet homme s'est épuisé à la tâche et en 2003, à 33 ans, il était anéanti. Cela faisait plusieurs années qu'il souffrait du nerf sciatique mais il supportait la douleur, jusqu'au début de l'année 2003 où il lui a été impossible de résister davantage. Il a investi dans les plantations de palmiers *Real* et *Pupunha* avec un emprunt auprès du PRONAF, et il espère ainsi pouvoir vivre de cette nouvelle activité lucrative et légale. Au cours de l'entretien, il me confie cependant qu'il a déjà eu l'idée de partir du hameau car il n'y a pas de travail sur Batuva. Pour l'heure il veut encore rester, dit-il, car il aime son hameau et il espère que les choses vont évoluer : que, grâce notamment à la mise en place du conseil de gestion de l'APA, une autre relation pourra s'établir avec les défenseurs de l'environnement, et en particulier l'IBAMA, de sorte qu'il soit de nouveau possible de vivre de l'agriculture et de l'élevage à Guaraqueçaba, sans subir des contraintes rigides qui ne permettent plus de produire et de vivre sur place. Si rien ne change, dit-il, que le manque de travail et de possibilités pour l'agriculture persistent, et s'il trouve autre chose ailleurs, il partira, explique-t-il. J'ai présenté ci-dessus, qu'il avait réussi à survivre en 2003 seulement en vendant les animaux qui constituaient son épargne.

On m'a relaté encore un fait qui montre combien la répression de la collecte de palmier a été forte dans les années 1990. Un habitant du hameau a été passé à tabac en 1993 par des policiers alors qu'il transportait des conserves de cœur de palmier du hameau au bourg de Guaraqueçaba. Le sujet reste tabou car il a succombé aux coups qu'il a reçus, quelques heures plus tard. Personne n'a ensuite porté plainte du fait qu'il était hors la loi et par peur de représailles.

La collecte du cœur de palmier se fait dans les montagnes dans le domaine de la forêt *Mata Atlântica*, à plus de 3 heures de marche du hameau sur les territoires des grandes fazendas dont la surveillance par les gardes est rendue difficile par les étendues qu'ils doivent couvrir, par leur nombre restreint (2) et par le caractère nocturne de l'activité. Dans ces conditions, la collecte sélective est peu visible et éloignée des sentiers battus.

Celso SANTOS	435 Reais
Sebastião LOBOS	250 Reais
Mariano ARAUJO	60-70 Reais
Bento GOMES	60-70 Reais
Miguel PEIXOTO	60-70 Reais

**Tableau n°31** : Revenu des familles enquêtées vivant de la collecte du palmier.

Dans l'organisation de la collecte et du commerce du cœur de palmier on repère 3 types d'activités différentes et de ce fait trois types de revenus distincts. Enfin, il y a également la transformation artisanale des cœurs de palmier en conserves et leur commercialisation.

La première activité est celle du *gato*, l'intermédiaire, l'organisateur. C'est lui qui envoie les *palmiteiros* couper les cœurs de palmier la nuit et à l'aurore, les rejoint à un endroit précis à leur retour, avec des mules pour prendre le relais du transport des fagots. Le *gato* ne va généralement pas couper les cœurs de palmier avec les *palmiteiros*, il est le premier intermédiaire et il achemine les fagots jusqu'à l'acheteur, ce dernier généralement propriétaire d'une entreprise de transformation de cœur de palmier. De nos jours, il retire un revenu mensuel de 250 Reais (83,4 Euros, soit un salaire minimum).

Puis il y a le *palmiteiro* « régulier » – comme c'était le cas de Bruno COSTA avant ses problèmes de santé en 2003 – qui va cueillir les cœurs de palmier en moyenne 4 fois dans le mois, et gagne aux alentours de 200-250 Reais (66,7 - 83,4 Euros), selon la taille des fagots et des cœurs de palmier. C'est la moyenne relevée aujourd'hui et je montrerai en quoi l'activité a considérablement changé depuis cinq ans environs.

On observe ensuite le *palmiteiro* occasionnel qui part en forêt une fois par mois, rapportant 2 fagots au *gato*, et tirant un revenu de 60-70 Reais selon leur taille (20 - 23,4 Euros). C'est le cas des trois *palmiteiros* présentés précédemment. Ce sont ces trois mêmes personnes qui s'emploient à des travaux agricoles rémunérés à la journée auprès des autres agriculteurs du hameau.

Les témoignages révèlent une grande diminution de l'activité liée à la collecte du cœur de palmier depuis environ 5 ans. En effet, d'anciens *palmiteiros* qui ont définitivement mis fin à cette activité racontent que jusqu'à cette période un *palmiteiro* régulier allait cueillir les cœurs de palmier deux à trois fois par semaine, soit entre 8 et 10 fois par mois (considérant qu'il ne réalisait pas l'activité de façon aussi assidue toutes les semaines), deux à trois fois plus qu'un *palmiteiro* régulier aujourd'hui. Il retirait ainsi des revenus de 120 à 200 Reais par semaine soit 500-600 Reais par mois (166,7 - 200 Euros, entre 2 et 2,5 salaires minimum).

Ainsi, parallèlement, le *gato* gagnait également le double, voire plus, de ce qu'il ne gagne aujourd'hui.

La diminution significative de l'activité trouve son explication dans plusieurs facteurs. Tout d'abord la pénibilité accrue de l'activité du fait de l'épuisement de la ressource et la nécessité de s'enfoncer toujours plus loin dans la forêt et les montagnes afin de cueillir les cœurs de palmier de taille suffisante pour la commercialisation, et de ce fait l'augmentation du temps de travail, sa difficulté et l'augmentation du temps de transport des fagots. Chaque *palmitreiro* ramenant 2 fagots par voyage, soit un poids avoisinant 60-80 kg, le travail devenait de plus en plus difficile avec le doublement de la durée de transport à dos d'homme. Par ailleurs, l'activité est devenu progressivement moins lucrative, le fagot vendu passant de 40 Reais à 35 Reais voir même 25 Reais selon les acheteurs, car ceux-ci essayaient de tirer parti du grand nombre de *palmitreiros* et donc de l'abondance de l'offre en négociant le prix du fagot à la baisse. D'anciens *palmitreiros* expliquent leur abandon par le fait qu'ils considèrent que les entrepreneurs les volaient par rapport à la quantité qui était fournie, ainsi que par la peur liée à la répression accrue.

En effet, le deuxième facteur ayant entraîné la diminution de l'activité concerne l'accroissement des contrôles par la police forestière, qui a notamment multiplié ses incursions aux abords des hameaux, au milieu de la nuit, afin d'appréhender le trafic illégal de cœur de palmier. Ainsi l'activité s'est progressivement déplacée sur São Paulo qui en a quasi le monopole aujourd'hui.

Puis, un troisième facteur touche la réduction du nombre d'intermédiaires *gato* en lien également avec progressivement le refus de certains *palmitreiros* de travailler pour certains *gatos* du côté de São Paulo suite à des différends sur des non paiements successifs des *palmitreiros* et des dettes de *gatos* à des *palmitreiros* du hameau.

Enfin, le dernier facteur qui résulte des précédents tient au fait que l'entrepreneur qui possède la fabrique de transformation de cœur de palmier au bourg développe depuis plusieurs années des contrats avec des agriculteurs autour de plantations de palmiers allochtones (*real, pupunha*) et donc a permis d'ouvrir des alternatives à la collecte illégale du cœur de palmier natif pour lui comme pour les agriculteurs (fin des années quatre-vingt dix début 2000, présentés précédemment).

Ainsi pour tous ces facteurs de nombreux *palmitreiros* ont abandonné l'activité et le nombre d'intermédiaires s'est réduit ainsi que le nombre d'acheteurs potentiels. Progressivement les entreprises de transformation de cœur de palmier ferment et la dernière qui subsiste au bourg de Guaraqueçaba, extrêmement contrôlée par la police forestière connaît

régulièrement – comme on l’a vu – des suspensions judiciaires d’activité. Sous l’effet des contrôles routiers, le transport jusqu’à d’autres entreprises du littoral du Paraná, notamment à Antonina, ont quasiment disparu.

L’épuisement du palmier natif, sa quasi disparition trouve son origine dans le manque d’alternative qu’a connu la population qui s’était largement tournée vers la collecte illégale dans les années quatre-vingt dix. Alors qu’auparavant les *palmiteiros* réalisaient la collecte de façon raisonnée en prenant soin de ne pas cueillir les palmiers qui produisaient des fruits et de permettre ainsi la reproduction de l’espèce, sa pérennisation, les *palmiteiros* ont progressivement coupé les cœurs de palmier sans se préoccuper de sa régénération, se concentrant sur leur subsistance immédiate et incités par des intermédiaires et des entrepreneurs en demande croissante.

Un ancien chauffeur d’une entreprise de transformation de cœur de palmier explique que les contrôles de police se sont intensifiés depuis la fin des années quatre-vingt dix. Lui-même a été emprisonné trois fois pour transport illégal de cœur de palmier, par la suite il a été licencié en 2000 par son employeur qui a réduit considérablement ses transports de cœur de palmier et est devenu la cible de contrôles judiciaires. Il me confirme que de nombreuses familles ont arrêté la collecte du cœur de palmier du fait de la répression, de l’épuisement des ressources ainsi que de la baisse de la rentabilité de l’activité. Le commerce s’est déplacé de Guaraqueçaba vers l’État de São Paulo où les contrôles ne connaissent pas d’augmentation et où les possibilités du marché sont encore maintenues, mais où certains intermédiaires sont jugés de peu de confiance et mauvais payeurs.

Aujourd’hui peu nombreuses sont les familles qui vivent de la collecte du cœur de palmier sur le hameau, on compte 2 *gatos* qui travaillent chacun avec deux à trois autres familles où l’homme est *palmitreiro* régulier et une dizaine d’autres au maximum qui sont occasionnels. Les revenus varient ainsi aujourd’hui de 60-70 Reais pour les occasionnels à 250 Reais pour les réguliers et les *gatos*. Enfin la transformation artisanale du cœur de palmier en conserves a également connu une diminution considérable ses dernières années et seules deux femmes sur le hameau maintiennent cette activité et cette source de revenus, l’une de façon régulière (et faisant un bénéfice de 175 Reais par mois en moyenne) et l’autre plus occasionnellement (gagnant autour de 60 Reais par mois).

La collecte de cœur de palmier est une activité exclusivement masculine. Pourtant, dans les années quatre-vingt dix, après le décès de son époux, Julia Rosa a également

participé à l'activité avec ses jeunes fils qui l'accompagnaient, et ce afin de pouvoir subvenir à ses besoins et répondre aux difficultés financières du moment.

La collecte du cœur de palmier, on le voit, est une activité extrêmement pénible sur le plan physique, entraînant de grands risques personnels (amendes, confiscations, emprisonnements, violences physiques) et, au bout du compte, peu rémunératrice. Si, la commercialisation à large échelle de cette denrée, extrêmement prisée sur le marché national et international, met en jeu des intérêts économiques et sans doutes politiques puissants – défendus par des réseaux organisés – sa collecte, telle que nous l'observons à Batuva, ne relève de rien d'autre que d'une stratégie de survie : ceux qui s'enfoncent dans la forêt, sinon les intermédiaires, comptent parmi les plus pauvres des habitants du hameau. Les contrôles accrus ont certainement eu un effet positif sur la réduction du trafic et sur l'intensité des prélèvements. Toutefois, alors même que la poursuite d'activités agricoles nécessaires à la subsistance quotidienne ne peut souvent se faire que dans la clandestinité, que les initiatives pouvant conduire à une mutation vers des activités productives licites (comme l'arboriculture) sont peu encouragées, voire même entravées ; qu'une innovation comme la production et la transformation de bananes biologiques labellisées demeure une action ponctuelle qui ne parvient pas à offrir les débouchés nécessaires à l'écoulement de la production locale, on peut se demander quelle alternative s'ouvre pour ceux qui finissent par abandonner cette activité. Y a-t-il pour eux d'autres issues qu'une misère accrue ou un départ vers des lieux imaginés plus prometteurs ?

### ***b) L'exploitation du bois***

La deuxième activité que l'on peut aussi considérer comme de la collecte, et qui constitue une source de revenu pour quelques familles du hameau est l'exploitation du bois. Sur les 21 familles enquêtées, 6 possèdent une tronçonneuse et 4 d'entre elles exploitent le bois à des fins lucratives, les deux autres l'utilisant pour les activités domestiques et dans l'agriculture : pour couper des bûches de bois pour le four à bois, et pour réaliser les abattis. Sur l'ensemble du hameau on compte 10 familles qui possèdent une tronçonneuse dont 7 l'utilisent pour en tirer une source de revenus. Les 4 familles enquêtées qui exploitent le bois comme activité rémunératrice possèdent chacune une tronçonneuse pour abattre les arbres et scier des planches. Le bois vient essentiellement des parcelles appartenant aux familles elles-mêmes, sauf dans le cas d'une famille qui n'a pas de terres.

Pratiquement aucune d'entre elles n'a d'autorisation de coupe, car l'IBAMA n'en accorde que de façon exceptionnelle, de sorte que les habitants répugnent à s'engager dans une démarche dont ils connaissent d'avance l'issue, qui subit les lenteurs bureaucratiques et qui, de plus, les expose à l'attention future des contrôleurs. L'exploitation du bois demeure donc une activité essentiellement clandestine et hors la loi. Elle répond souvent à des besoins incontournables tels que la construction de maisons, de greniers à grain, de clôtures, et autres édifices nécessaires à leurs activités agricoles ou domestiques. Toutefois, les abattages ne sont pas uniquement destinés à satisfaire une demande locale, ils font parfois suite à des commandes émanant d'autres hameaux, mais toujours pour une destination qui demeure limitée à un usage direct et non à un commerce. Plus exceptionnellement, des habitants du bourg de Guaraqueçaba commandent aux bûcherons du hameau des planches, des poutres pour leurs constructions, pour des quilles de bateau, ou encore des canoës, des pilons réalisés dans des troncs d'arbres. Dans tous les cas, on est très loin d'une exploitation à grande échelle, il s'agit d'une activité de nature artisanale, strictement réduite à la satisfaction de besoins dans un rayon restreint.

Paulo COSTA et Mathias COSTA	250 RS/mois
Nestor COSTA	50 RS/mois
João SANTOS	250-300 RS/mois
Mariano ARAUJO	Jusqu'en 2002, 200 RS/mois. Puis 0

**Tableau n°32 :** Revenus de l'exploitation de bois des familles enquêtées.

La première famille qui tire essentiellement ses revenus de cette activité gagne environ 250 Reais par mois, parfois plus. C'est un père et son fils, Paulo et Mathias COSTA, qui se consacrent à l'exploitation de bois, Mathias possédant une tronçonneuse et son père l'aide à abattre, à scier et à transporter les planches de bois. Le jeune homme a acquis son premier instrument en 1996 et depuis lors, dit-il, c'est avec lui qu'il gagne sa vie. Sa première tronçonneuse a duré 7 ans et il en a racheté une neuve en janvier 2003. Il vend 25 Reais la douzaine de planches. Elle lui coûte de à 4-5 Reais en essence et en huile de moteur puisque sa tronçonneuse consomme un litre d'essence à 2,20 Reais le litre, et ½ litre d'huile à 2 Reais. Mathias m'explique qu'avec un arbre moyen il réalise 2 douzaines de planches et demie et avec un grand arbre il en obtient 4 à 5 douzaines. Les arbres qu'il coupe pour réaliser les planches sont soit des « cèdres » (*Cedrela fissilis* Vell.), des *ipés* jaunes (*Tabebuia umbellata*), *araribá* (*Centrolobium robustum*), *urucurana* (*Croton urucurana* Bail.),

*maçaranduba* (*Manilkara subsericea*), etc. Ces bois ont la particularité d'être utilisés dans la construction civile et adaptés aux usages externes et internes.

Paulo et Mathias ramènent chacun sur leur dos les planches débitées dans la forêt sur le versant à côté de leur maison, 3 planches chacun, soit une demi-douzaine de planches par voyage. Et selon la difficulté du terrain et la déclivité il leur faut une demi-heure à une heure pour les ramener jusqu'au domicile.

La deuxième personne qui tire une partie de son revenu de cette activité est le frère de Paulo, Nestor COSTA. Il gagne moins de 50 Reais par mois. Il possède lui aussi une tronçonneuse et coupe le bois sur sa propriété dans la forêt, sur le versant. Cependant, c'est pour lui une activité plus occasionnelle que pour son frère et son neveu. En effet il a d'autres sources de revenus comme la commercialisation de la banane et le salaire de son épouse comme en témoignera le récapitulatif des différentes sources de revenus.

Une troisième famille tire du bois une partie de ses revenus. Le chef de famille, João SANTOS, possède une tronçonneuse depuis 1998 et réussit à gagner autour de 250-300 Reais par mois avec son activité de bûcheron. Pourtant, João témoigne de son envie d'y mettre fin. Il a en effet suivi un cours en 2003 à Guaraqueçaba pour être "moniteur environnemental" c'est-à-dire animateur en environnement dans le cadre de l'écotourisme mais il n'a pas encore trouvé du travail dans cette branche qui est naissante sur le municiple et où peu d'organismes recrutent pour l'heure. Il espère pouvoir vivre de cette nouvelle activité. Il a comme projet, comme je l'ai évoqué précédemment, de créer un parc d'animaux sauvages qu'il élèverait. Or, les textes interdisent de domestiquer et d'élever des animaux sauvages. João a aussi des revenus liés à l'élevage et à la vente de bétail dont il investit les revenus dans la construction d'une maison à Cananéia depuis 2000. Il envisage aussi de pouvoir y vivre si la situation ne s'améliore pas sur le municiple pour les producteurs et pour l'écotourisme où il prétend chercher du travail.

La quatrième famille, qui vivait de l'exploitation du bois depuis 1999, a arrêté l'activité en mars 2002 car le chef de famille, Mariano ARAUJO, a été pris en flagrant délit par la police forestière qui lui a confisqué sa tronçonneuse. Depuis lors, il attend de pouvoir la récupérer. Il gagnait autour de 200 Reais par mois. Il coupait le bois sur les propriétés des personnes qui lui commandaient des planches et des poutres, n'ayant pas de terre à lui. Il avait été pris en flagrant délit avec une autre personne du hameau dont la tronçonneuse a également été confisquée par la police.



On citera également à titre d'exemple, bien qu'il n'ait pas fait partie de mon échantillon, le cas d'un propriétaire de tronçonneuse qui a été employé à plusieurs reprises par un gros propriétaire de Cananéia afin de défricher un pan de forêt en vue d'y créer un pâturage. Il a été payé au taux de 20 Reais par jour et a travaillé environ trois semaines durant mon séjour.

Il faut noter que le coût d'une tronçonneuse est élevé pour la population puisqu'une un outil neuf revient environ entre 1200 et 1400 Reais (400 - 466,7 Euros). Une tronçonneuse d'occasion en bon état peut se vendre autour de 400-800 Reais (133,4 - 266,7 Euros). C'est un prix élevé pour qui veut investir dans cette activité lucrative qu'est l'exploitation du bois. Cependant, comme on peut le constater, le prix de vente du bois extrait en planches ou en poutres est aussi élevé et l'amortissement de l'achat du matériel peut être rapidement obtenu. Cependant, les risques de confiscation sont grands et la restitution de l'outil incertaine comme je l'ai précédemment expliqué. Le risque est d'autant plus grand que le bruit d'une tronçonneuse est facilement repérable de loin par la police forestière lorsqu'elle vient faire des contrôles ou des rondes dans la vallée.

De plus, les possesseurs de tronçonneuse doivent faire une demande auprès de l'IBAMA d'autorisation de port de tronçonneuse tout comme pour le port d'arme, qu'ils doivent renouveler tous les ans au prix de 30 Reais. Mais ils ne font généralement pas les démarches pour obtenir cette autorisation en raison du coût et du fait que cela les expose d'autant plus aux contrôles policiers. Enfin, il leur faut aussi faire une demande auprès du même organisme d'autorisation de coupe de bois, précédemment évoquée.

Suite à la confiscation de sa tronçonneuse, Mariano ARAUJO a fait appel à l'avocat du municipe pour défendre sa cause et il a dû remplir un document qui justifie sa condition de pauvreté afin de pouvoir engager la démarche de restitution de son outil de travail. Pourtant, à la fin de mon terrain, fin 2003, il n'avait toujours pas obtenu de réponse. Cela faisait plus d'un an et demi qu'il avait engagé les démarches et, dans l'incapacité de reprendre son activité qui était sa principale source de revenus, il avait repris temporairement la collecte illégale de cœur de palmier sans grand enthousiasme et, disait-il, contraint d'en passer par là pour subvenir aux besoins de sa famille.

Cette exemple montre que, lorsque la population connaît des situations similaires (confiscation des outils de travail, amendes) tant pour l'exploitation du bois et la collecte de palmier que pour des pratiques agricoles clandestines ou pour la chasse, elle peut avoir

recours à un soutien judiciaire auprès de la mairie et établir avec le syndicat des travailleurs ruraux un document de situation de pauvreté afin de pouvoir être relaxé et récupérer le matériel appréhendé. Comme en témoignent les propos que j'ai recueillis, c'est au prix de l'humiliation qu'ils peuvent faire valoir leur droit en établissant des documents attestant leur condition de pauvreté. Ils insistent sur ce fait de devoir s'humilier en faisant établir ce type de document démontrant leur situation de pauvreté, de passer par la honte et de devoir vivre cachés pour pouvoir assurer des revenus plus ou moins décents, pour survivre et ne pas être contraints de partir. C'est leur dignité qui est ici en jeu et ils ont le sentiment de l'avoir perdue du fait des contraintes créées par la législation environnementale et de la menace qu'elles font peser sur leur possibilité de continuer à vivre sur place. Ce sentiment est vécu douloureusement, avec désespoir et tous sont dans l'attente de propositions, d'initiatives, de soutiens qui pourront leur permettre de continuer à vivre décemment là où beaucoup d'entre eux sont nés et où ils voudraient que leurs enfants prennent leur suite.

Comme j'ai déjà eu l'occasion de le signaler la tronçonneuse est également utilisée pour réaliser les abattis pour la mise en culture de parcelles mais selon les données de terrain il n'est pas fait appel dans ce cas à l'emploi rémunéré des spécialistes possesseurs de cet outil. J'ai pu seulement observer des échanges de journées de travail entre des personnes apparentées pour la réalisation d'abattis. Il est intéressant de noter que pour l'abattis une heure de travail avec une tronçonneuse correspond à toute une journée de travail avec une hache. Le gain de temps et la facilité du travail sont considérables.

Dans ce cas également, les exemples de demandes d'autorisation non accordées par l'IBAMA pour la réalisation de cultures vivrières sont nombreux. La population ne fait donc plus appel non plus à cet organisme avant de défricher un champ. Aujourd'hui comme ils disent, ils font pour leur "*propre compte sans autorisation*". Ils expliquent également qu'avant l'IBAMA, du temps de l'ITC et de ITCF (Cf. chapitre 3 : 164-166), à la fin des années 1980, début des années 1990, les autorisations étaient faciles à obtenir et n'exigeaient pas toute une bureaucratie compliquée. Les fonctionnaires de ces organismes laissaient la population produire, cultiver et extraire selon des règles permettant à la fois une gestion raisonnée des parcelles et assurant la reproduction matérielle de la population. Puis, les processus se sont durcis et il n'est plus d'actualité de faire des demandes tant elles sont peu satisfaites.

En résumé, les activités de collecte sources de revenus sont pratiquées par seulement 3 familles pour le bois et 5 familles pour le cœur de palmier, parmi les 21 familles enquêtées. C'est l'affaire de spécialistes. L'exploitation du bois a toujours été une activité pratiquée par

peu de familles surtout à partir de l'acquisition de tronçonneuses par certains depuis la fin des années 1980. Auparavant chaque famille allait couper le bois, les planches nécessaires à la réalisation de constructions telles que les maisons. C'était une activité familiale réalisée à plusieurs avec des grandes scies de plusieurs mètres. Le cœur de palmier a, quant à lui, monopolisé de nombreuses familles à la fin des années soixante-dix, début des années quatre-vingt. La famille de Nestor COSTA était propriétaire d'une troupe de mules, autour de 18 et coordonnait l'activité. Nestor employait d'autres personnes du hameau pour aller collecter les cœurs de palmier puis il les rejoignait avec 9 de ses mules pour récupérer les palmiers à l'orée du bois, alors que les 9 autres mules se reposaient du voyage précédent. Les cœurs de palmier étaient alors acheminés en canoës jusqu'à l'entrée de la baie où ils étaient commercialisés et échangés à des intermédiaires qui rémunéraient le *gato* et le fournissaient en denrées inexistantes sur le hameau comme le sel, l'huile et autres.

Un autre habitant du hameau, Miguel PEIXOTO recueille exceptionnellement du miel dans la forêt. Mais lors de mon terrain il rencontrait des difficultés pour le commercialiser. Aussi je ne considère pas cela comme une activité rémunératrice régulière, stable ni même occasionnelle susceptible d'être mensualisée puisqu'en 2003 il n'avait pas réussi à commercialiser son miel.

On signalera enfin d'autres types de collecte effectuée en forêt. Elles sont aujourd'hui plus particulières et, dans une certaine mesure, plus anecdotiques. Ainsi cinq artisans sur Batuva fabriquent ces objets réalisés avec des lianes (paniers pour les mules ou paniers utilisés pour la fabrication de farine de manioc, *tipiti*) ou du bambou (pièges pour poissons, *covo*). Cependant, j'ai pu constater que l'activité est très isolée et rare car c'est moins d'une fois par an que les spécialistes de cet artisanat ont des commandes et en font le commerce. Mais il est vrai que l'on peut considérer qu'au-delà des revenus réguliers présentés ici, il y a de nombreuses petites sources de revenus éparses et diversifiées qui permettent d'augmenter les revenus un mois dans l'année ou un mois une année sur deux. Cependant leur caractère exceptionnel ne permet pas de les intégrer ici, considérant que pour l'année prise en compte dans l'enquête approfondie aucune de ces activités n'a été relatée par les familles enquêtées.

### **3. LES EMPLOIS SALARIÉS**

Sur le hameau, sur la cinquantaine de familles résidentes, on en compte 14 qui bénéficient d'emplois salariés soit dans la fonction publique, soit dans les deux fermes latifundiaires qui jouxtent le hameau. Certaines familles cumulent deux emplois salariés entre l'homme et la femme, elles sont au nombre de trois. Ces trois chefs de familles sont en quelque sorte les leaders du hameau, en effet ils sont les plus affables, les personnes de référence, des personnes clés dans l'association de producteurs (dirigeant ou meneur), l'un est pasteur de l'Église Presbytérienne, un autre est instituteur de longue date.

Je ne donnerai pas ici les noms associés aux fonctions qui sont facilement identifiables afin de préserver, ici encore, l'anonymat et empêcher les recoupements possibles.

L'école primaire du hameau emploie 4 salariés dont un couple (l'un professeur et l'épouse cantinière), une autre professeur et une autre cantinière. Une autre professeur habitant sur le hameau enseigne dans un hameau voisin. Il y a encore une femme agent de santé de Batuva et de Rio Verde. ; une receveuse de la poste du hameau qui gagne 140 Reais par mois. La mairie emploie encore 2 fonctionnaires sur le hameau : un chauffeur qui travaille la semaine au bourg et un responsable de la voirie sur le hameau. L'entreprise de transformation de banane emploie un gérant administratif et commercial, un responsable technique, une responsable de la production et des manipulatrices de production (4 emplois stables et 2 occasionnellement parmi les familles enquêtées).

Le latifundio Madezatti emploie un garde; un éleveur de buffle Raul FIGUEIRA a un employé. Des 14 familles ayant un emploi régulier (J'ai ici enlevé les manipulatrices occasionnelles), j'en ai enquêtées plus particulièrement 9 (2 des manipulatrices étant sœurs et vivant sous le toit de leur parents, elles sont comptabilisées une seule fois au sein de la famille) sur les 21 familles enquêtées.

Voici les salaires de chacun d'entre eux :

Familles	Rémunérations	Total Salaire
Fernando ROSA	360 Reais - 240 Reais	<b>600</b> Reais
Jorge BRANCO	480 Reais - 240 Reais	<b>720</b> Reais
João SANTOS	326 Reais	326 Reais
Nestor COSTA	340 Reais	340 Reais
Mariano ARAUJO	240 Reais	240 Reais
Victor MACHADO	240 Reais	240 Reais
Augusto SANTOS.	150 Reais	150 Reais
Vicente ROSA	170 Reais - 150 Reais	320 Reais
Samuel MACEDO	260 Reais	260 Reais

**Tableau n°33** : Répartition des emplois et des salaires des 9 familles enquêtées salariées.

A l'époque de l'enquête, le salaire minimum (SMIC brésilien) était de 240-260 Reais, or on constate que même en travaillant à temps plein les manipulatrices de l'entreprise de transformation de banane sont rémunérées en deçà du salaire minimum. Cela met en question la notion de « commerce équitable », étant donné que l'entreprise en Suisse commercialise la production de Batuva dans le cadre de ce commerce et que la fabrique a déjà obtenu un prix Max Havelaar, avec des objectifs d'équité, de conditions de vie durables et justes. Il s'agit ici d'un exemple qui montre la difficulté de répondre aux critères du commerce équitable.

#### **4. LES RETRAITES, PENSIONS ET LES BOURSES :**

Les retraités sur le hameau sont au nombre de dix, comme deux d'entre eux sont des couples, cela porte à huit familles (il y en avait 3 autres mais qui ont déménagé au cours de mon terrain : deux familles parties vivre à Curitiba, et un couple à Cananéia). Parmi eux, j'en ai enquêtés deux plus spécifiquement et trois autres moins en détail, soit cinq familles sur les huit que compte le hameau (là encore les noms même fictifs ne sont pas repris ici). Le revenu de retraité "du rural", retraité agricole, s'élève à 240 Reais par personne, un salaire minimum.

De plus, certaines femmes touchent aussi une pension pour leurs époux décédés, au nombre de quatre. Là encore la pension s'élève à 240 Reais par mois. Deux autres familles reçoivent une pension, l'une pour des raisons de santé et l'autre pour un fils handicapé, toutes deux de 240 Reais.

Rajoutons que Alfredo COSTA élève deux de ses petits enfants et à ce titre sa fille qui vit à Curitiba lui donne tous les mois 100 Reais pour les frais de ses deux enfants.

Enfin, certaines familles reçoivent du gouvernement via la mairie des bourses scolaires et des bourses pour l'achat mensuel de gaz. La bourse scolaire est de 15 Reais par enfant et répond à des critères sociaux, de même la bourse d'aide à l'achat du gaz mensuel de 7,50 Reais (Cf. Chapitre 1 : 79). Toutes les familles de Batuva ne bénéficient pas de ces bourses et notamment certaines familles qui sont pourtant dans des situations précaires.

Seules 5 familles sur les 21 enquêtées en bénéficient : Alfredo COSTA reçoit 2 bourses scolaires par mois pour 2 de ses fils : soit 30 Reais/mois. Victor MACHADO en reçoit 3, soit 45 Reais et une bourse de gaz à 7,5 Reais par mois, soit au total 52,5 Reais. Vicente ROSA reçoit 1 bourse scolaire et une pour le gaz soit 22,50 Reais. Fernando ROSA, a 2 bourses scolaires et une bourse de gaz, 37,50 Reais. Mariano ARAUJO a une bourse scolaire et une gaz : 22,50 Reais.

On remarque que peu nombreuses sont les familles qui reçoivent les bourses accordées par le gouvernement fédéral et distribuées par la mairie. Ce dysfonctionnement traduit plus un problème de gestion des bourses, accordées parfois à ceux qui ont des revenus fixes et stables et parfois pas aux plus démunis. De plus, les bourses allouées par le gouvernement sont également peu nombreuses et le plus souvent ce sont les premiers à les demander à les recevoir. Je montrerai dans l'exposé récapitulatif tous les revenus ce constat des bourses selon les autres revenus familiaux (on peut déjà noter la famille de Fernando ROSA qui se situe parmi celles qui ont des revenus salariés des plus élevés sur le hameau et qui pourtant reçoit 37,5 Reais de bourses).

Ainsi, le tableau suivant présente les revenus liés aux retraites, pensions et bourses chez les familles enquêtées du hameau : En italique sont représentées les 8 familles qui ont participé à l'enquête spécifique.

	Retraite	Pension	Bourses scolaire et gaz	Total
Josefina ROSA	240	240		480
Emmanuel GOMES	240			240
Olga COSTA	240	240		480
Armando COSTA	240			240
<i>Augusto SANTOS</i>	<i>240</i>			<i>240</i>
José MOREIRA	240x2			480
Daniel MENDES	240x2			480
<i>Alfredo COSTA</i>	<i>240</i>	<i>100</i>	<i>30</i>	<i>370</i>
<i>Angélica et André ROSA</i>		<i>240</i>		<i>240</i>
<i>Vicente ROSA</i>		<i>240</i>	<i>22,50</i>	<i>262,50</i>
<i>Julia ROSA</i>		<i>240</i>		<i>240</i>
<i>Clara MOREIRA</i>		<i>240</i>		<i>240</i>
<i>Victor MACHADO</i>			<i>52,50</i>	<i>52,50</i>
<i>Fernando ROSA</i>			<i>37,50</i>	<i>37,50</i>
<i>Mariano ARAUJO</i>			<i>22,50</i>	<i>22,50</i>

**Tableau n°34** : Répartition des retraites, des pensions et des bourses sur le hameau.

## **5. LES AUTRES ACTIVITÉS DE COMMERCE :**

Les deux bars-épicerie du hameau sont tenus par deux familles distinctes. Le premier couple a déclaré faire un bénéfice d'environ 300-400 Reais par mois et la deuxième un bénéfice de 500-600 Reais par mois. Seule la deuxième a été enquêtée de manière plus approfondie et donc est intégrée dans le tableau qui suit dans le sous-chapitre sur les types de reproduction économique rencontrés qui récapitule tous les revenus des familles enquêtées. J'ai déjà décrit plus haut les activités développées au sein de ces commerces et je rappelle seulement qu'ils font office d'épicerie de proximité et répondent aux besoins ponctuels des

familles entre deux courses réalisées au bourg dans le supermarché municipal communautaire – où les tarifs sont les plus bas – et les autres supermarchés.

L'artisanat est aujourd'hui une activité peu développée surtout comme activité rémunératrice. Ponctuellement et le plus souvent sur commande certains spécialistes reconnus dans une activité artisanale sont sollicités par des personnes du hameau ou des hameaux voisins, ou encore du bourg pour réaliser et vendre des ustensiles, outils. Là encore aujourd'hui l'activité est plus sporadique qu'elle ne l'a été auparavant : lié à l'exploitation surtout de bois, avec la réalisation de canoës, et de lianes pour les paniers, etc., le travail du cuir pour la réalisation de fourreau pour les couteaux.

La commercialisation sur le hameau de produits extérieurs est exceptionnelle, un habitant du bourg vient en été une fois par mois en motocyclette pour vendre du poisson. Une ou deux fois dans l'année apparaissent des vendeurs ambulants dans leur camionnette pour tenter de vendre des ustensiles de cuisine, du linge de maison et des outils de bricolage. Mais cela arrive rarement.

Samuel MACEDO lorsqu'il était au chômage en 2002, a vendu des produits qu'il avait achetés à Paranaguá, comme des oranges et des ananas. Mais c'était là encore très exceptionnel afin de répondre à une conjoncture défavorable et un manque de revenu. C'est à la suite d'un voyage à Paranaguá, où il est allé rencontrer le Syndicat des travailleurs CUT, afin de se renseigner au sujet d'un litige qu'il avait avec son ancien employeur qui ne l'avait pas déclaré et qui ne l'avait pas indemnisé lors de son licenciement, qu'il a rapporté des denrées à vendre sur le hameau.

## **6. LES TYPES DE SITUATIONS RENCONTRÉES :**

A partir des activités génératrices de revenus présentées jusqu'à présent, on peut dresser une typologie des familles selon les combinaisons d'activités observées et les revenus mensuels générés, de même qu'en fonction des activités issues d'une ponction directe ou indirecte sur l'environnement ou celles qui ne s'appuient pas sur l'usage des ressources naturelles et, enfin, en tenant compte de la clandestinité des activités génératrices de revenus. Cette typologie va ainsi prendre en compte le degré de pratiques occultes, de ponction et d'utilisation de l'environnement et de pratiques non liées à l'utilisation de l'environnement, qui rentrent dans les différentes combinaisons. Cette typologie ne se veut pas représentative

de toutes les familles du hameau mais elle est illustrative de la diversité rencontrée sur le hameau, mon souci ayant été de choisir les familles selon cette diversité des situations.

Je présente tout d'abord un tableau réunissant toutes les sources de revenus mensuelles pour les 21 familles enquêtées :

	Total Salaire	Revenus élevage et production agricole	Travaux agricoles rémunérés	Revenus de la collecte en forêt	Retraite pension et bourses	Autres : Commerce Artisanat	Total mensuel	Catégorie
Joaquim CANDIDO	0	1835		0	0		1835 RS	A
Jorge BRANCO	720	415		0	0		1135 RS	A
Fernando ROSA	600	235		0	37,50		872,5 RS	B
Julia ROSA	0	100		0	240	500	840 RS	B
João SANTOS	326	210		250	0		786 RS	B
Paulo COSTA	0	347,5		250	0		597,5 RS	C
Nestor COSTA	340	180		50	0		570 RS	C
Vicente ROSA	0	295		0	262,50		557,5 RS	C
Alfredo COSTA	0	178,5		0	370		548,5 RS	C
André ROSA	0	285		0	240		525 RS	C
Victor MACHADO	240	192		0	52,50		484,5 RS	C
Augusto SANTOS	150	72		0	240		462 RS	C
Mariano ARAUJO	240	125,5	6,5	60	22,50		454,5 RS	C
Celso SANTOS	0	0		435	0		435 RS	C
Samuel MACEDO	260	33		0	0		293 RS	D
Sebastião LOBOS	0	0		250	0		250 RS	D
Clara MOREIRA	0	0		0	240		240 RS	D
Bruno COSTA	0	156		0	0		156 RS	E
Bento GOMES	0	60	12	60	0		132 RS	E
Francisco SANTOS	0	85		0	0		85 RS	E
Miguel PEIXOTO	0		14	60	0		74 RS	E

**Tableau n°35** : Récapitulatif des revenus mensuels des familles enquêtées, en 2003 par ordre décroissant.

Le premier constat porte sur la pluriactivité développée par la grande majorité des familles. Ainsi ce sont seulement 6 familles qui trouvent leurs sources de revenus dans une seule activité : 3 dans la production agricole (Joaquim CANDIDO, Bruno COSTA et Francisco SANTOS), 2 dans la collecte de *palmito* (Celso SANTOS et Sebastião LOBOS) et une avec une pension. On compte sept familles qui cumulent deux activités génératrices de revenus, et sept autres qui cumulent 3 activités différentes, enfin une seule combine 5 sources de revenus, Mariano ARAUJO (dont 2 très modestes).

Afin de réaliser la typologie sur les classes de revenus, j'ai procédé à un découpage en fonction du nombre de salaires minimum, sur la base du salaire minimum brésilien de 240 Reais, soit 80 Euros (sur la base de 1 Euro équivalent à 3 Reais, mais cela fluctue régulièrement entre 2,8 et 3,5 Reais), durant la majeure partie de mon terrain (à la fin du terrain il s'élevait à 260 Reais, mais je garde la base qui avait cours durant l'enquête de 240



Reais). Le salaire minimum brésilien correspond à un niveau de revenu très bas et il est commun au Brésil de compter les revenus en nombre de salaires minimums. Ce découpage est simplificateur mais permet de rendre visible les différentes tranches de revenus et sert de référence pour étudier les inégalités sociales. Les critères pour tracer les frontières entre les tranches reposent essentiellement sur les écarts entre les différents revenus de certaines familles qui permettent une fragmentation aisée pour les trois tranches supérieures, de même le critère du salaire minimum brésilien a permis de réaliser trois autres limites entre ceux qui sont en dessous, ceux qui l'atteignent précisément ou à peine plus et enfin ceux qui sont au-dessus. Ainsi, j'ai identifié 5 catégories de revenus :

- Catégorie A : Familles dont les revenus mensuels atteignent entre 4,8 et 7,6 revenus minimums, soit entre 378 et 612 Euros : 2 familles ;
- Catégorie B : Familles dont les revenus mensuels s'élèvent entre 3,2 et 3,7 revenus minimums, 262 - 291 Euros : 3 familles ;
- Catégorie C : Familles dont les revenus mensuels se situent entre 1,8 et 2,5 revenus minimums, 145 - 200 Euros : 9 familles ;
- Catégorie D : Familles aux revenus mensuels s'élevant entre 1 et 1,2 revenus minimums, 80 - 100 Euros : 3 familles ;
- Catégorie E : Familles dont les revenus mensuels n'atteignent pas un salaire minimum (entre 0,3 et 0,7 du revenu minimum brésilien), 24,7 - 53,4 Euros : 4 familles.

Deux familles se distinguent par leurs revenus mensuels les plus élevés, catégorie A : Joaquim CANDIDO avec des revenus exclusivement issus de la vente de produits laitiers et maraîchers (salades essentiellement) avec 1.835 Reais par mois, soit presque 612 Euros, plus de 7,6 salaires minimums ; et Jorge BRANCO avec des revenus issus de deux salaires et de la production agricole (miel surtout et banane) avec 1.135 Reais, ou 378,4 Euros, presque 5 salaires minimums. Ainsi, les activités pionnières sur le hameau développées par ses deux familles sont aussi les plus rémunératrices, comme la commercialisation de produits dérivés de l'élevage (lait, fromage) et la production de miel. Mais elles demandent un bon niveau de connaissance, un savoir-faire et un réseau de commercialisation. Joaquim CANDIDO a ainsi importé son savoir-faire sur le hameau et Jorge BRANCO est également le seul sur le hameau à maîtriser la technique de production de miel et à posséder les connaissances nécessaires. Alors que Miguel PEIXOTO extrait occasionnellement du miel dans la forêt mais ne dispose pas d'un réseau de commercialisation nécessaire pour écouler sa petite production, et que la collecte du miel sauvage est également fortement réglementée, même interdite, sa production

est donc illicite, Jorge BRANCO possède un réseau élargi d'acheteurs tant au bourg de Guaraqueçaba qu'à Cananéia où il a de la famille et où il va régulièrement. De plus la famille de Jorge BRANCO a deux salaires, dont un le plus élevé du hameau. Enfin, cette même famille est parmi celles qui vendent le plus de bananes à la fabrique du hameau.

La deuxième tranche de revenus, catégorie B, compris entre 785 et 873 Reais, ou 262 et 291 Euros, comptabilise 3 familles : Fernando ROSA avec 872,5 Reais dont 69% issu des salaires, 27% de la banane et de l'élevage et 4% de bourses ; Julia ROSA avec 840 Reais issus à 60% de son commerce, 29% d'une pension et 11% de la banane et de l'élevage ; et João SANTOS avec 786 Reais, équilibrés entre 3 sources (salaire, élevage et extrativisme de bois).

Je considère ces deux premières tranches comme les revenus élevés du hameau (moyens hauts à hauts pour les 2 premiers), plus de trois revenus minimums.

La troisième tranche de revenus, catégorie C, compris entre 435 et 600 Reais, soit entre 145 et 200 Euros, est celle qui comptabilise le plus de familles, avec 9 familles. Le premier de cette tranche est Paulo COSTA qui gagne le plus dans cette tranche de revenus avec 597,5 Reais par mois répartis à hauteur de 58% issus de la commercialisation de sa production agricole essentiellement de la banane au bourg et à la fabrique et le manioc au bourg et 42% provenant de l'exploitation de bois commercialisé sur le marché local (hameau, hameaux voisins et parfois au bourg). Puis, vient la famille de Nestor COSTA avec 570 Reais, dont 60% d'un salaire, 32% venant de la commercialisation de la production agricole, essentiellement la banane à la fabrique et 8% de l'exploitation de bois. Vicente ROSA 557,5 Reais avec des revenus équilibrés issus essentiellement de la banane-élevage, pension-bourses. Alfredo COSTA, quant à lui, comptabilise 548,5 Reais de revenus, avec 67% provenant de sa retraite, d'une aide de sa fille pour élever ses enfants, et de 2 bourses scolaires et 33% provenant de la vente de viande de bœuf sur le hameau et la commercialisation de sa production agricole au bourg du municiple. Après, il y a André ROSA qui gagne 525 Reais, avec 54% provenant de l'élevage tout d'abord puis de la vente de la production agricole là encore surtout au bourg du municiple, surtout le manioc, mais aussi la banane et d'autres productions, et 46% issu de d'une pension. Victor MACHADO a des revenus mensuels qui s'élèvent à 484,5 Reais dont 50% d'un salaire, 40% de la commercialisation de la production agricole, surtout de la banane au bourg de Guaraqueçaba et 10% de bourses. Puis, la famille d'Augusto SANTOS avec 462 Reais de revenus, dont une retraite et un salaire comptabilisent 84% des revenus, et le reste issu de la commercialisation de la production agricole surtout du

café, du manioc et de l'élevage. Ensuite, Mariano ARAUJO gagne 454,5 Reais par mois, avec 53% des revenus issus d'un salaire, 13% de la collecte du cœur de palmier et le reste réparti entre la commercialisation de la banane, de la viande de son petit élevage, et de bourses scolaire/gaz et plus exceptionnellement de travaux agricoles rémunérés Enfin, le dernier de cette tranche est la famille de Celso SANTOS qui gagne 435 Reais exclusivement de la collecte du palmier. Je qualifierai cette tranche de revenus de « moyen » avoisinant les deux salaires minimums.

La quatrième tranche de revenus, catégorie D, compte 3 familles gagnant entre 240 et 300 Reais, ou entre 80 et 100 Euros. La première famille est celle de Samuel MACEDO comptabilisant 293 Reais de revenus mensuel en 2003, dont 260 Reais de salaire et 33 Reais issu de la commercialisation de la production de son jardin potager. Puis, il y a Sebastião LOBOS qui gagne 250 Reais par son activité de collecte du cœur de palmier. Et enfin, Clara MOREIRA qui reçoit 240 Reais de pension. Cette tranche de revenus correspond au revenu minimum brésilien ou à peine plus, qui est, je l'ai vu, un revenu relativement bas.

La cinquième tranche de revenus, catégorie E, comprend les 4 familles qui ont les revenus les plus faibles. Elle se décompose en deux, deux familles gagnant entre 130 et 160 Reais, soit entre 43,4 et 53,4 Euros, et deux autres gagnant entre 75 et 85 Reais, entre 25 et 28,4 Euros. Les deux premières, Bruno COSTA ayant gagné en 2003 mensuellement 156 Reais de la vente de 2 de ses chiens, d'une mule et de son élevage (vente de viande) ; et Bento GOMES recevant 132 Reais issus à 45% la collecte du palmier, 45% de la commercialisation de la banane à la fabrique et plus modestement 10% provenant de travaux agricoles rémunérés. Les deux dernières familles les plus pauvres, Francisco SANTOS 85 Reais (28,4 Euros) qui commercialise au bourg de Guaraqueçaba sa petite production agricole et Miguel PEIXOTO 74 Reais (24,7 Euros) qui lui, vit d'un peu de collecte de cœur de palmier et de travaux agricoles rémunérés réalisés pour d'autres familles du hameau. Cette activité n'est pourtant pas très abondante sur le hameau et ne permet pas d'assurer un revenu stable. Il s'agit de revenus extrêmement bas.

Le découpage en tranche est cependant relativement arbitraire et je considère les revenus élevés (hauts et moyens haut), et moyens non pas comme des revenus qui sont effectivement élevés en comparaison aux revenus brésiliens, car malgré tout ils restent des revenus modestes, mais ils sont les plus élevés sur le hameau. Ces tranches seront réutilisées ensuite lorsque je situerai le type d'activité en fonction des revenus. De même dans le chapitre suivant, je mettrai en parallèle les niveaux de vie des familles enquêtées (établis en fonctions

de certains biens et équipements, déjà présentés aux chapitres 4 et 6) c'est-à-dire les catégories de train de vie avec ces catégories de revenus estimés.

Les revenus qui ne reposent pas sur des activités entraînant des ponctions sur les ressources naturelles, sont les salaires, les retraites, les pensions et les bourses. Les revenus qui reposent globalement sur une ponction, directe ou indirecte sur les ressources naturelles sont les activités agricoles et d'élevage et les activités de collecte. Cette opposition tranchée est, bien sûr, très grossière et il faudrait distinguer beaucoup plus finement les types d'usage des ressources naturelles : une pratique de la défriche-brûlis avec des rotations longues qui permettent la récupération de la fertilité et la reconstitution de la biodiversité, ou une agriculture permanente consommant peu d'espace et opérant des apports adéquats en fertilisants et en matière organique ne pouvant être confondues avec des activités « prédatrices » qui correspondent à des prélèvements sans aucune restitution, comme la collecte de *palmito*, l'abattage d'arbres, ou la chasse. Cette catégorisation, quelles que soient ses limites, a néanmoins le mérite, dans un contexte dominé par les idées de protection de la nature, de poser la question du degré auquel les familles de Batuva dépendent de leur environnement naturel pour assurer leur existence, pour se reproduire matériellement et socialement. Ainsi, on peut déjà classer les familles selon leur degré de ponction ou non sur l'environnement :

	Total Revenus ponctionnant sur l'environnement	Total Revenus ne ponctionnant sur l'environnement	Total mensuel	Catégorie
Joaquim CANDIDO	<b>100%</b>	0	<b>1835 RS</b>	<b>A</b>
Jorge BRANCO	63%	36%	<b>1135 RS</b>	A
Fernando ROSA	73%	27%	<b>872,5 RS</b>	B
Julia ROSA	88%	12%	<b>840 RS</b>	B
João SANTOS	41%	59%	<b>786 RS</b>	B
Paulo COSTA	<b>100%</b>	0	597,5 RS	<b>C</b>
Nestor COSTA	60%	40%	570 RS	C
Vicente ROSA	53%	47%	557,5 RS	C
Alfredo COSTA	67%	33%	548,5 RS	C
André ROSA	46%	54%	525 RS	C
Victor MACHADO	40%	60%	484,5 RS	C
Augusto SANTOS	16%	<b>84%</b>	462 RS	C
Mariano ARAUJO	42%	58%	454,5 RS	C
Celso SANTOS	<b>100%</b>	0	435 RS	<b>C</b>
Samuel MACEDO	11%	<b>89%</b>	293 RS	D
Sebastião LOBOS	<b>100%</b>	0	250 RS	<b>D</b>
Clara MOREIRA	0	<b>100%</b>	240 RS	D
Bruno COSTA	<b>100%</b>	0	156 RS	<b>E</b>
Bento GOMES	<b>100%</b>	0	132 RS	<b>E</b>
Francisco SANTOS	<b>100%</b>	0	85 RS	<b>E</b>
Miguel PEIXOTO	<b>100%</b>	0	74 RS	<b>E</b>

**Tableau n°36** : Pourcentage des revenus issus d'activités qui ponctionnent ou non sur les ressources naturelles, auprès des 21 familles enquêtées.

Sur les 21 familles étudiées, on en compte huit qui dépendent uniquement de l'exploitation des ressources naturelles environnantes pour assurer leur existence. Quatre d'entre elles sont parmi les familles les plus pauvres avec un revenu mensuel inférieur à 156 Reais. Une se situe au niveau du salaire minimum brésilien (250 Reais), deux autres tirent un revenu moyen (435 et 597 Reais). Enfin la dernière est celle qui possède le revenu le plus élevé du hameau (1835 Reais). Il y a également 2 familles qui tirent leurs sources de revenus (73 et 88%) de l'usage des ressources naturelles et qui sont parmi celles dont les revenus sont supérieurs, moyens hauts (840 et 872 Reais). Leur manière d'exploiter les ressources naturelles n'est évidemment pas identique : certaines, en particulier parmi celles dont les revenus sont les moins élevés, vivent exclusivement ou en grande partie d'activités de collecte, d'autres – en particulier celle dont les revenus sont les plus élevés – tirent leurs ressources de l'agriculture ou de l'élevage. On dénombre d'autre part une famille dont le revenu est exclusivement issu d'activité qui ne ponctionne pas sur l'environnement (une pension) et dispose du revenu minimum brésilien. Deux autres familles ont une forte proportion des revenus non liés aux ressources naturelles à hauteur de 84-89% et disposent d'un salaire au dessus du minimum pour la première et moyen pour la seconde. Enfin une grande partie des familles enquêtées (8) trouvent leurs sources de revenus de façon plus ou moins équilibrée dans l'usage des ressources naturelles entre 40 et 67% ainsi que dans des activités qui ne ponctionnent pas sur l'environnement entre 33 et 60%, et elles se situent parmi les revenus moyens à moyens hauts. La conclusion, simple mais significative, que l'on peut tirer de cette analyse est que, même dans une communauté comme Batuva, que j'ai choisie parmi les autres communautés de Guaraqueçaba parce qu'elle présentait un caractère particulièrement rural, une grande majorité de familles ne parviennent à vivre, souvent très modestement (revenus moyens), que grâce à l'appoint de revenus qui ne doivent rien à l'exploitation du milieu qui les entourent. Par ailleurs, il est significatif de constater que parmi les familles qui pratiquent presque uniquement des activités liées à l'usage des ressources naturelles, plus de la moitié compte parmi les plus pauvres.

Cette remarque introduit à la question de la place qu'occupent des activités qui contreviennent aux réglementations environnementales parmi celles qui permettent aux familles de Batuva de se nourrir et de se procurer l'argent dont elles ont besoin pour vivre. Je vais distinguer les exploitations en fonction de la part des revenus tirés des activités illicites en comparaison aux activités licites dans l'ensemble des revenus des familles. Afin de réaliser ce découpage, je considère que la production de banane, de palmiers exotiques plantés,

l'élevage et la production de miel sont des activités agricoles licites. Par contre, les autres productions sont considérées comme illicites car elles sont généralement pratiquées dans la clandestinité et/ou sur des zones de protection permanentes (manioc, riz, haricot). De même les petits travaux agricoles rémunérés sont exclusivement utilisés dans le cadre de pratiques agricoles clandestines et sont donc intégrés aux revenus illicites. Les autres activités génératrices de revenus illicites sont les différents types de collecte en forêt, et les licites sont les salaires, pensions, bourses scolaires et autres.

	Total Revenus licites	Revenus illicites	Total mensuel	Catégorie
Joaquim CANDIDO	<b>100%</b>	0	<b>1835 RS</b>	<b>A</b>
Jorge BRANCO	<b>100%</b>	0	<b>1135 RS</b>	<b>A</b>
Fernando ROSA	<b>100%</b>	0	<b>872,5 RS</b>	<b>B</b>
Julia ROSA	<b>100%</b>	0	<b>840 RS</b>	<b>B</b>
João SANTOS	68%	32%	<b>786 RS</b>	<b>B</b>
Paulo COSTA	43,5%	<b>56,5%</b>	597,5 RS	<b>C</b>
Nestor COSTA	<b>91%</b>	9%	570 RS	<b>C</b>
Vicente ROSA	<b>100%</b>	<b>0</b>	557,5 RS	<b>C</b>
Alfredo COSTA	87,5%	12,5%	548,5 RS	<b>C</b>
André ROSA	77%	23%	525 RS	<b>C</b>
Victor MACHADO	<b>92%</b>	8%	484,5 RS	<b>C</b>
Augusto SANTOS	<b>90%</b>	10%	462 RS	<b>C</b>
Mariano ARAUJO	85%	15%	454,5 RS	<b>C</b>
Celso SANTOS	<b>0</b>	<b>100%</b>	435 RS	<b>C</b>
Samuel MACEDO	<b>100%</b>	0	293 RS	<b>D</b>
Sebastião LOBOS	<b>0</b>	<b>100%</b>	250 RS	<b>D</b>
Clara MOREIRA	<b>100%</b>	0	240 RS	<b>D</b>
Bruno COSTA	<b>100%</b>	0	156 RS	<b>E</b>
Bento GOMES	45%	<b>55%</b>	132 RS	<b>E</b>
Francisco SANTOS	<b>0</b>	<b>100%</b>	85 RS	<b>E</b>
Miguel PEIXOTO	<b>0</b>	<b>100%</b>	74 RS	<b>E</b>

**Tableau n°37** : Répartition des revenus en pourcentage selon leur caractère licite ou illicite.

Ainsi, treize familles sur les 21 enquêtées développent des activités génératrices de revenus illicites, dont 4 exclusivement et 3 dans une proportion allant du tiers à plus de la moitié. Pour les 6 autres ce type d'activités entre pour une proportion allant de 8 à 23% dans leurs revenus. Des quatre familles qui vivent exclusivement de revenus issus d'activités illicites, deux ont les revenus les plus faibles (l'un vendant essentiellement une partie de sa modeste production vivrière, et l'autre faisant la collecte occasionnelle de cœur de palmier), et deux autres ont des revenus moyens (se sont les *gatos*, intermédiaires de la collecte du cœur de palmier). Les autres familles développant des activités illicites se situent en majorité (6) dans les revenus moyens compris entre 454 Reais et 570 Reais. Et enfin deux se trouvent dans

les revenus moyens à moyens hauts, ces deux développent l'exploitation du bois qui est une activité à forte plus-value, ainsi que la vente de bétail.

Si l'on ajoute à ce constat celui que j'ai fait au chapitre précédent, à savoir que les cultures de subsistance sont généralement menées dans la clandestinité, on voit que la pratique d'activités qui sont illicites au regard de la réglementation environnementale ne représente pas un comportement déviant mais bien un phénomène quasiment structurel parmi la population considérée. Beaucoup – les plus pauvres en particulier mais aussi parmi ceux qui ont un revenu modeste – n'ont à leur portée aucun autre moyen de satisfaire à leurs besoins essentiels. Aucun de ces agriculteurs ne peut être considéré comme un « trafiquant » qui s'enrichit en se livrant à des pratiques hors la loi. Ce sont simplement des chefs de famille qui se battent par tous les moyens pour parvenir à assurer leur subsistance et celle de leur famille. Si les réglementations environnementales aboutissent à pousser massivement dans l'illégalité une population qui ne cherche qu'à vivre, c'est qu'il y a un problème si ce n'est dans leur principe, mais du moins dans les conditions de leur application.

D'autres familles ont développé des activités plus "licites" grâce à des innovations, des ajustements dans les pratiques et la diversité des sources de revenus essayant de (re)trouver un certain mode de vie, d'existence et de travail dans cet univers qui présente des contraintes. Seule une famille bénéficie d'un soutien financier de la part de la famille extérieure, la fille en l'occurrence, mais cela reste dans un cadre précis de soutien aux dépenses engagées pour élever les enfants qui vivent avec leurs grands-parents sur le hameau. Cependant c'est presque 20% des revenus mensuels de cette famille qui sont issus de cette aide financière extérieure et qui lui apporte ainsi des revenus non négligeables, dont elle peut tirer partie pour son existence.

Si l'on recalcule les revenus mensuels en tenant compte du nombre de personnes par famille, vivant sous le même toit et donc bénéficiant des revenus familiaux, cela modifie dans une certaine mesure, les revenus disponibles par personne surtout pour les familles les plus pauvres et les plus nombreuses.

	Nombre de personnes résidentes par famille	Total Revenus	Total revenu mensuel/ personne
<b>Joaquim CANDIDO</b>	4	<b>1835 RS</b>	<b>458,75 RS</b>
<b>Jorge BRANCO</b>	5	<b>1135 RS</b>	<b>227 RS</b>
Vicente ROSA	7	<b>877,5 RS*</b>	<i>125,35 RS</i>
Fernando ROSA	4	<b>872,5 RS</b>	<b>218,12 RS</b>
Julia ROSA	4	<b>840 RS</b>	<b>210 RS</b>
João SANTOS	3	<b>786 RS</b>	<b>262 RS</b>
Paulo COSTA	3	597,5 RS	199,1 RS
Nestor COSTA	3	570 RS	190 RS
Alfredo COSTA	11	548,5 RS	49,86 RS
André ROSA	4	525 RS	131,25 RS
Victor MACHADO	7	484,5 RS	69,21 RS
Augusto SANTOS	2	462 RS	231 RS
Mariano ARAUJO	5	454,5 RS	91 RS
<b>Celso SANTOS</b>	6	435 RS	72,5 RS
Samuel MACEDO	3	293 RS	97,6 RS
<b>Sebastião LOBOS</b>	4	250 RS	62,5 RS
Clara MOREIRA	2	240 RS	120 RS
Bruno COSTA	6	156 RS	26 RS
Bento GOMES	5	132 RS	26,4 RS
<b>Francisco SANTOS</b>	4	85 RS	<i>21,25 RS</i>
<b>Miguel PEIXOTO</b>	7	74 RS	<i>10,57 RS</i>

**Tableau n°38** : Revenus mensuels par personnes dans chaque famille enquêtée.

\* Ici sont pris en compte les salaires des deux filles de Vicente qui vivent sous le même toit et dont la somme de leur revenu mensuel s'élève à 320 Reais.

Famille par ordre décroissant des revenus mensuels	Modifications, variations	Familles par ordre décroissant des revenus/personne
<b>Joaquim CANDIDO</b>	→	<b>Joaquim CANDIDO : 153 Euros</b>
<b>Jorge BRANCO</b>	→	<b>João SANTOS : 87,4 Euros</b>
Vicente ROSA	→	<b>Augusto SANTOS : 77 Euros</b>
<b>Fernando ROSA</b>	→	<b>Jorge BRANCO : 75,7 Euros</b>
<b>Julia ROSA</b>	→	<b>Fernando ROSA : 72,7 Euros</b>
<b>João SANTOS</b>	→	<b>Julia ROSA : 70 Euros</b>
Paulo COSTA	→	<b>Paulo COSTA : 66,4 Euros</b>
Nestor COSTA	→	<b>Nestor COSTA : 63,4 Euros</b>
Alfredo COSTA	→	<b>André ROSA : 43,75 Euros</b>
André ROSA	→	<b>Vicente ROSA : 41,8 Euros</b>
Victor MACHADO	→	<b>Clara MOREIRA: 40 Euros</b>
Augusto SANTOS	→	<b>Samuel MACEDO: 32,6 Euros</b>
Mariano ARAUJO	→	<b>Mariano ARAUJO : 30,4 Euros</b>
Celso SANTOS	→	<b>Celso SANTOS: 24,2 Euros</b>
Samuel MACEDO	→	<b>Victor MACHADO : 23,1 Euros</b>
Sebastião LOBOS	→	<b>Sebastião LOBOS : 20,9 Euros</b>
Clara MOREIRA	→	<b>Alfredo COSTA : 16,7 Euros</b>
<b>Bruno COSTA</b>	→	<b>Bento GOMES : 8,8 Euros</b>
<b>Bento GOMES</b>	→	<b>Bruno COSTA : 8,7 Euros</b>
<b>Francisco SANTOS</b>	→	<b>Francisco SANTOS : 7,1 Euros</b>
<b>Miguel PEIXOTO</b>	→	<b>Miguel PEIXOTO : 3,6 Euros</b>

**Tableau n°39** : Différence entre les familles selon les revenus mensuels nets et les revenus par personne dans chaque famille.



Ainsi, les 4 familles les plus pauvres apparaissent encore plus pauvres avec entre 3,6 et 8,8 Euros par personne et par mois.

Les familles les plus nombreuses d'Alfredo COSTA, Victor MACHADO et Vicente ROSA qui ont un revenu mensuel moyen voient leur revenu par personne fortement diminué. Et d'un autre côté des familles plus modestes mais ayant peu de membres dans leur famille ont un revenu par personne qui s'élève : João SANTOS, Augusto SANTOS, Clara MOREIRA et Samuel MACEDO. C'est ce que montre le schéma précédent présentant les modifications de chaque famille entre leur revenu mensuel net et le revenu par personne.

## **Conclusion**

L'étude des activités génératrices de revenus montre l'importance de la pluriactivité de la grande majorité des familles, qui témoigne de la recherche de la diversification des sources de revenus afin de répondre aux contraintes et aux nécessités de subsistances. Les fluctuations et les changements d'activités apparaissent fréquemment et plus particulièrement chez les familles les plus modestes, où la situation de précarité et de pauvreté les conduisent à cette flexibilité dans la diversité des sources de revenus, avec de maigres revenus retirés.

En contrepartie les activités pionnières sont les plus rémunératrices mais elles font appels à des connaissances extérieures, à des savoirs-faire voir à des soutiens techniques et elles restent très isolées.

Les revenus provenant des activités agricoles restent globalement pour la majorité des familles enquêtées. Dans cette perspective comment l'aire protégée peut-elle faire l'économie d'un soutien renforcée à la population où l'agriculture familiale est au fondement de ses activités ? Les alternatives sont rares et se concentrent essentiellement dans des activités illicites et clandestines.

Dans ce contexte, la population rencontre des difficultés pour se projeter dans l'avenir. Certains ont récemment parié dans la plantation de palmiers allochtones avec le soutien financier du PRONAF, le soutien matériel et la garantie de la commercialisation de l'entreprise de transformation de cœur de palmier du bourg de Guaraqueçaba. Cependant, les perspectives s'amenuisent à mesure que l'entreprise devient la cible des contrôles policiers et

qu'elle connaît de nombreuses périodes de fermetures sous ordre judiciaire. Les producteurs espèrent pouvoir bénéficier de la vente de leur production de palmier à Guaraqueçaba comme à l'extérieur du municipe. D'autres méfiants ont eu peur de s'engager dans des financements et dans la plantation de ces palmiers. Leur histoire cahotique des vingt dernières années leur a appris la méfiance et certains tentent de subsister avec ce qui les entoure et donc au travers majoritairement de pratiques illicites sans se risquer dans des investissements lourds et des procédures administratives qu'ils ne maîtrisent pas, avec la peur de perdre le peu qu'ils ont, mais se risquant cependant à la répression par leurs activités clandestines essentiellement agricoles et extratrivistes.

Il faut maintenant mettre en relation la production agricole de subsistance, les activités génératrices de revenus avec la consommation, les budgets des familles, la résolution des problèmes quotidiens. Cela permettra de percevoir comment les individus et les familles réussissent à se reproduire matériellement et socialement localement et comment ils envisagent leur avenir. Il en a été un peu question dans ce chapitre où l'on voit que certains investissent à l'extérieur, ou veulent le faire afin de s'assurer des alternatives futures face aux contraintes toujours plus restrictes sur le hameau.

## **CHAPITRE 11 : L'EXISTENCE AU QUOTIDIEN, PERSPECTIVES D'AVENIR ET STRATÉGIES SOCIALES**

En m'appuyant sur un certain nombre de cas choisis comme illustratifs de la diversité des situations socio-économiques rencontrées à Batuva, je me suis attachée, dans les chapitres précédents, à mieux comprendre d'où les habitants de ce hameau tiraient les ressources qui leur permettaient de poursuivre leur existence dans un territoire où la plupart d'entre eux ont leurs racines et où les autres, de venue plus récente, ont créé des attaches matérielles et affectives fortes. J'ai observé les contraintes créées, dans l'exercice de leurs activités productives de base, par les réglementations environnementales désormais en vigueur avec une sévérité accrue dans cet espace environnemental protégé, investi d'une forte valeur patrimoniale, en raison de préoccupations et d'intérêts dont l'origine est extérieure à la scène locale et dont j'ai décrit plus haut les conditions historiques d'émergence. J'ai constaté l'ampleur de la contradiction qui surgit entre les exigences touchant la protection environnementale, du moins dans la forme sous laquelle elles sont appliquées depuis le début des années 90, et l'exercice d'activités productives (agriculture principalement, mais aussi collecte en forêt, chasse) qui sont les seules que les petits paysans locaux savent et ont les moyens de pratiquer pour assurer leur subsistance et répondre à leurs besoins de base. J'ai donc vu comment, pour simplement continuer à vivre et demeurer sur place, la très grande majorité d'entre eux n'avait pas trouvé d'autre moyen que de se réfugier dans la clandestinité et l'illégalité – avec tous les risques et la précarité que cela engendre.

Je vais maintenant plonger plus avant dans la vie quotidienne de ces ménages, afin de montrer comment, et à quel degré, ils parviennent, dans ce contexte, à résoudre les problèmes qui se posent à eux au jour le jour, pour se nourrir, se soigner, entretenir leur espace domestique, s'habiller, répondre aux petites nécessités de la vie de tous les jours, et surtout, pour beaucoup, prendre soin de leurs enfants dans les meilleures conditions possibles. Comment, en un mot, les familles parviennent à répondre aux défis auxquels elles sont confrontées pour continuer à vivre. Pour ce faire, je vais m'appuyer sur une analyse de la consommation, menée à travers des budgets détaillés que j'ai établis grâce à des entretiens approfondis et détaillés. Comme budget bâti à partir d'enquêtes rétrospectives, ceux-ci demeurent approximatifs et reposent sur des déclarations qui ne sont pas toujours vérifiables. Ils fournissent néanmoins des ordres de grandeur et mettent en évidence des réalités vécues

qui sont cohérentes avec ce que je connais par ailleurs de ces familles dont j'ai partagé l'existence pendant de longs mois. Même si elles prennent la forme quantitative de budget, les données présentées ici sont le produit d'une démarche anthropologique, caractérisée par une observation participante et une approche qualitative.

Dans un second temps, en guise de conclusion, je m'attacherai à dépasser ces informations factuelles et à présenter comment, devant un avenir incertain, les familles et les individus font appel à l'extérieur, envisagent leur avenir, recherchent de nouvelles stratégies localement et à l'extérieur afin d'échapper à un contexte toujours plus contraignant, et tentent de répondre à une situation difficile où le fondement de leur reproduction matérielle et sociale est menacée par la législation environnementale.

## **1. CONSOMMATION ALIMENTAIRE :** **PRODUCTION-ACHAT**

Dans l'alimentation il s'agit de mesurer la part de la production agricole c'est-à-dire d'autosuffisance et la part d'achat de denrées de base. Les enquêtes approfondies m'ont permis de récolter des données sur la consommation mensuelle des familles, l'autosuffisance alimentaire, les budgets, les dépenses et les achats mensuels. C'est à partir de ces enquêtes que s'appuie cet exposé. Je vais d'abord traiter des denrées de bases, puis des autres denrées dont ne dépend pas la survie.

L'alimentation quotidienne se compose essentiellement de riz, de haricot et de manioc (manioc et farine de manioc). La plupart des familles du hameau produisent ces denrées localement. Elles consomment aussi en quantité des bananes et du café, ce dernier est produit seulement par certaines d'entre elles, les autres devant en acheter dans le commerce. Je considère ainsi ces denrées comme étant ou pouvant être produites localement, je les présente dans un premier temps, ensuite ce sont les autres productions vivrières qui sont exposées comme les légumes et les condiments, enfin la consommation de viande au travers de l'élevage. Je mets en parallèle, pour chacune des denrées, la production et la consommation avec les achats.

Ensuite j'étudie les autres denrées qui sont consommées comme le sel, le sucre, les pâtes, l'huile de soja et la farine de blé ainsi que les condiments et autres denrées alimentaires qui ne sont pas produites localement et qui font l'objet d'achats mensuels sur le marché local, au bourg du municpe essentiellement.

**a) Les denrées de bases pouvant faire l'objet d'une production agricole**

Les denrées alimentaires de bases pouvant être produites localement sont le riz, le haricot, le manioc, la banane, le café, des légumineuses et des condiments issus du jardin potager ainsi que la viande, le laitage et les œufs issus de l'élevage, et enfin la pêche et la chasse. Je vais tout d'abord me concentrer sur la consommation, la production et l'appréciation de l'autosuffisance sur une année, et enfin sur les dépenses mensuelles concernant les cinq denrées principales.

**(1) Les denrées de base**

Le tableau suivant montre pour chaque famille la **consommation mensuelle** pour chacune de ces denrées :

	Riz/kg	Haricot/kg	Banane Régime	Farine de manioc/kg	Manioc/kg	Café/kg
Alfredo COSTA	<b>60</b>	<b>15</b>	<b>4 régimes</b>	<b>15</b>	<b>25</b>	3
Bruno COSTA	20	6	<b>4 régimes</b>	5	5	1/2kg. Maté: 3 kg
Paulo COSTA	22	2	2 régimes	2	2	2
Nestor COSTA	4	1	1 régime	1	<b>10</b>	1
Augusto SANTOS	30	3	1 régime	5	2	1
Celso SANTOS	30	8	1/2	6	1	1kg. Maté: 1,5kg
João SANTOS	22	4	2 régimes	2	4	1
Francisco SANTOS	30	<b>10</b>	1 régime	<b>15</b>	<b>10</b>	3
Mariano ARAUJO	35	7	<b>4 régimes</b>	2	5	2
Jorge BRANCO	15	5	2 régimes	1	5	2
Bento GOMES	30	5	1 régime	3	5	5
Clara MOREIRA	25	5	2 régimes	2	2	1,5
Victor MACHADO	30	<b>15</b>	<b>4 régimes</b>	1	7	3
Vicente ROSA	<b>45</b>	<b>10</b>	2 régimes	2	8	2
André ROSA	<b>45</b>	<b>11,25</b>	1 régime	1	8	1,5
Fernando ROSA	21	3,5	1,5 régimes	4	<b>15</b>	1,5
Julia ROSA	35	3	1 régime	2	5	2
Sebastião LOBOS	10	5	2,5 régimes	1	1	2
Miguel PEIXOTO	15	3	<b>4 régimes</b>	2	8	1
Joaquim CANDIDO	10	3	1/2	3	3	0. Maté : 4 kg
Samuel MACEDO	20	4	1/2	2	4	1,5
Moyenne/famille	26,4	6,1	1,97	3,67	6,4	1,8

**Tableau n°40** : Consommation mensuelle des principales denrées de bases.

La moyenne de la consommation mensuelle de riz par famille est de 26,4 kg, le riz étant le socle de l'alimentation quotidienne ; avec le haricot dont la moyenne mensuelle est de 6,1 kg. Le riz est préparé une fois par jour et c'est entre 500 gr et 1 kg que la cuisinière prépare dans la matinée. Généralement elle fait frire une gousse d'ail et/ou un peu d'oignon avant d'y ajouter le riz et l'eau. Le riz préparé dans la matinée est ainsi consommé le midi et le soir. Le haricot accompagne le plat de riz quotidiennement, il est cuisiné avec de l'eau dans une marmite à pression. Généralement c'est une petite quantité qui est cuisinée, environ 500

grammes et qui est consommée durant 2 à 3 jours. En fin de cuisson les cuisinières rajoutent une gousse d'ail et/ou un peu d'oignon précuit et le plus souvent elles écrasent légèrement les haricots dans leur jus afin que la sauce s'épaississe et soit bien imbibée de haricot pour pouvoir ainsi profiter du plat durant plusieurs jours, rajoutant au besoin un peu d'eau lorsqu'ils sont ensuite réchauffés. La farine de manioc est saupoudrée dans l'assiette sur la sauce des haricots et permet de lier la sauce afin de faire selon les convenances une petite purée. Le manioc quant à lui, accompagne généralement le café au petit déjeuner ou à la collation de l'après midi, il est alors seulement bouilli ou frit par la suite, il peut également être servi lors des repas dans des plats en sauce ou simplement bouilli. Les bananes se consomment essentiellement frites, en beignets ou dans des pâtisseries pour le café du matin ou de l'après-midi. C'est la surtout la banane *Maçã* qui se consomme en friture ou cuite pour ces repas et la banane *Caturra* est plus consommée crue en dehors de repas, surtout par les enfants.

La famille qui consomme en plus grande quantité les aliments de base est celle d'Alfredo COSTA, avec 60 kg de riz par mois, 15 kg de haricot et 25 kg de manioc. Cela se justifie tout d'abord par le nombre de personnes qui compose le foyer, puisqu'il y a 11 personnes. Aussi, ces chiffres sont relativisés lorsque l'on regarde la consommation par personne dans chaque foyer, comme je le montre plus bas. Dans cette systématisation générale, ce sont les familles de Vicente et André ROSA qui suivent pour la consommation du riz avec 45 kg. Puis vient les familles de Mariano ARAUJO et Julia ROSA avec 35 kg. Enfin avec 30 kg de consommation mensuelle de riz, les familles de Augusto SANTOS, Celso SANTOS, Francisco SANTOS, Bento GOMES et Victor MACHADO se suivent. La famille qui consomme le moins de riz est celle de Nestor COSTA avec 4 kg mensuel, puis le suivent de loin Joaquim CANDIDO et Sebastião LOBOS avec 10 kg mensuel.

Il est à noter que si les familles ROSA et SANTOS apparaissent comme les grandes consommatrices de riz, ce sont également celles qui ont le plus de terres disponibles éloignées du hameau et qui peuvent ainsi réaliser les cultures vivrières de façon clandestine en maintenant des champs relativement étendues en comparaison aux autres familles. Je détaillerai ce point lorsque je présenterai la consommation mensuelle par personne. Les familles enquêtées consomment en moyenne 6,4 kg de manioc par mois, 3,67 kg de farine de manioc et moins de 2 régimes de banane. Certaines familles nourrissent également leurs animaux d'élevage avec des bananes mais, dans le cadre précis de la consommation familiale, ces proportions n'ont pas été prises en compte. Ainsi, João SANTOS et sa famille consomment 2 régimes par mois de banane. Ses 4 chevaux et ses 2 ânes consomment 20

régimes par mois, ainsi que les poules un peu, et très peu pour le bétail (20 têtes) qui consomment plus du maïs. Mariano ARAUJO consomme 4 régimes de banane par mois. Il nourrit également son petit élevage, constitué d'un porc et d'une vache, avec 20 régimes par mois. Jorge BRANCO et sa famille consomment 2 régimes de banane par mois. Il nourrit également ses 2 chevaux, ses 2 porcs et son boeuf avec des bananes. Son épouse Lucia réalise aussi tous les 2-3 mois de la confiture de banane, environ 5 kg à chaque fois, pour la consommation de la famille, au petit-déjeuner et à la collation de la fin d'après-midi.

Joaquim CANDIDO ne possède que quelques pieds de banane et en il en consomme très peu. Jusqu'en Août 2003, il achetait des régimes de banane aux producteurs du hameau pour son élevage. Il achetait les régimes trop petits ou trop verts pour être vendus à la fabrique, et il récupérait auprès de cette dernière les épluchures des bananes pour nourrir son troupeau de vaches laitières. Il achetait ainsi 20 régimes pour 10 Reais chaque semaine. Il mélangeait les bananes à la ration alimentaire. Cela lui revenait cependant trop cher, me dit-il. Ainsi, il n'achète plus de banane et il nourrit son élevage depuis le mois d'août avec du maïs concassé, des feuilles de palmier pupunha qu'il broie et qu'il mélange à la ration, de plus il laisse paître son troupeau toute la journée dans son pâturage comme à l'accoutumé.

Voyons plus dans le détail la **consommation** de ces aliments de base **par personne** dans chacune des familles.

	Nombre de personne	Riz	Haricot	Farine de manioc	Manioc	Café
Alfredo COSTA	11	5,45	1,36	1,36	2,27	0,27
Bruno COSTA	6	3,33	1	0,83	0,83	0,08
Paulo COSTA	3	<b>7,33</b>	0,67	0,67	0,67	0,67
Nestor COSTA	3	1,33	0,33	0,33	<b>3,33</b>	0,33
Augusto SANTOS	2	<b>15</b>	1,5	<b>2,5</b>	1	0,5
Celso SANTOS	6	5	1,33	1	0,17	0,17
João SANTOS	3	<b>7,33</b>	1,33	0,67	1,33	0,33
Francisco SANTOS	5	6	2	<b>3</b>	2	0,6
Mariano ARAUJO	5	<b>7</b>	1,4	0,4	1	0,4
Jorge BRANCO	6	2,5	0,83	0,17	0,83	0,33
Bento GOMES	5	6	1	0,6	1	<b>1</b>
Clara MOREIRA	2	<b>12,5</b>	<b>2,5</b>	1	1	0,75
Victor MACHADO	7	4,28	2,14	0,14	1	0,43
Vicente ROSA	7	6,43	1,43	0,28	1,14	0,28
André ROSA	4	<b>11,25</b>	<b>2,81</b>	0,25	2	0,37
Fernando ROSA	4	5,25	0,87	1	<b>3,75</b>	0,37
Julia ROSA	4	<b>8,75</b>	0,75	0,5	1,25	0,5
Sebastião LOBOS	4	2,5	1,25	0,25	0,25	0,5
Miguel PEIXOTO	7	2,14	0,43	0,28	1,14	0,14
Joaquim CANDIDO	4	2,5	0,75	0,75	0,75	0
Samuel MACEDO	3	6,67	1,33	0,67	1,33	0,5
Moyenne pers/famille	4,8	6,12	1,29	0,79	1,33	

**Tableau n°41:** Consommation mensuelle par personne dans chaque famille enquêtée.

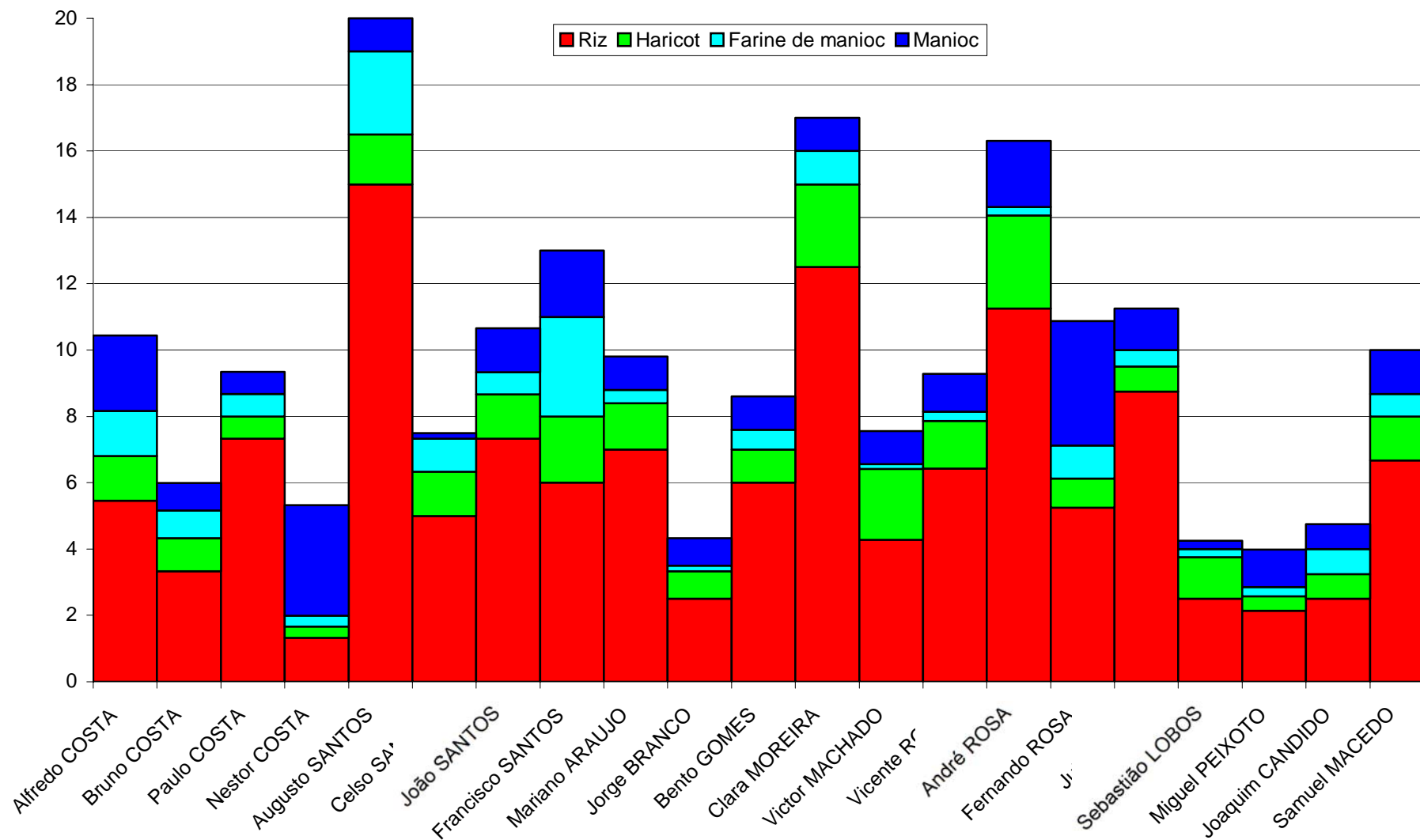


Figure 49 : Graphique des denrées de base consommées mensuellement par personne dans les familles enquêtées.



Si l'on considère la consommation mensuelle par personne dans chacune des familles, les écarts demeurent très marqués, mais les proportions changent considérablement. Ainsi, c'est la famille de Augusto SANTOS qui consomme le plus de riz avec 15 kg par personne et 2,5 kg de farine de manioc. Puis vient Clara MOREIRA avec 12,5 kg de riz, 2,5 kg de haricot. Ensuite, on trouve André ROSA avec 11,25 kg de riz, et 2,81 kg de haricot. Enfin, dans la consommation du riz c'est la famille de Julia ROSA qui consomme le plus après ces 3 familles avec 8,75 kg de riz. Fernando ROSA consomme avec sa famille le plus de manioc avec 3,75 kg et suit la famille de Nestor COSTA avec 3,3 kg. Pour la consommation de farine de manioc c'est la famille de Francisco SANTOS qui en consomme le plus avec 3 kg par mois par personne. Enfin, Bento GOMES et sa famille consomment 1kg de café par mois et par personne sachant qu'il a 3 enfants de 3 à 8 ans. Il faut signaler que dans de nombreuses familles, les enfants consomment très tôt du café.

Mon objectif est ici d'identifier le rôle de l'agriculture sur brûlis aujourd'hui, en retenant la part d'autosuffisance qu'elle contribue à rendre possible dans un contexte de restriction environnementale. Cela me conduit ainsi à mesurer la part des activités clandestines dans la reproduction alimentaire, dans l'autosuffisance/autosubsistance alors que dans le chapitre précédent sur les activités génératrices de revenus, je me suis intéressée aux pratiques sources de revenus avec un accent mis sur celles qui sont occultes, hors les lois environnementales.

Une première typologie sur le degré d'autosuffisance alimentaire, de production agricole vivrière peut par ce premier travail être établie, tenant compte des possibilités territoriales des familles car c'est l'aspect récurrent dans les possibilités de mises en culture offertes ou non. Cette typologie sera ensuite combinée avec les autres critères établis précédemment en relation avec les sources de revenus. Ainsi selon les différentes familles, pour 2003, il s'agit d'identifier la consommation des denrées de base en relation avec leur production annuelle et d'étudier l'autosuffisance alimentaire annuelle en lien avec les achats de ces denrées. Ces denrées sont le riz, le haricot, la farine de manioc et le café.

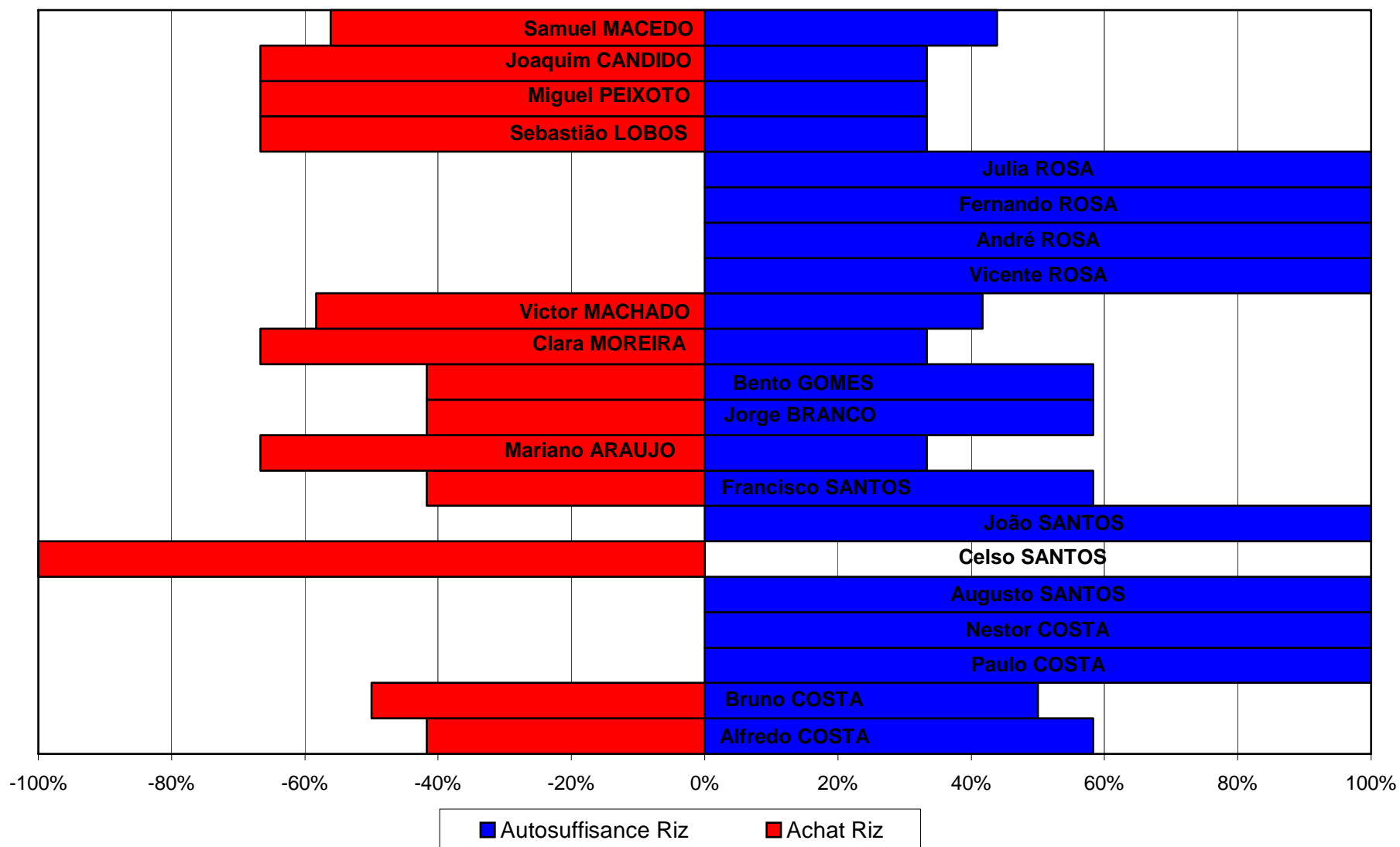
J'ai ici enlevé le manioc et la banane car ils sont produits et consommés par toutes les familles enquêtées, et plus largement par toute les familles du hameau de Batuva, et qu'aucune des familles n'a recourt à l'achat de ces denrées au cours de l'année. Lorsqu'une famille manque de manioc provisoirement, les familles apparentées donnent spontanément à ceux qui en ont besoin ou mettent à disposition leur champ pour qu'ils aillent en ramasser. De plus, il est difficile de quantifier ce don qui est relativement isolé et sporadique. De même, les familles ne sont jamais en manque de banane. En effet, le manioc et la banane sont les deux

denrées qui ne sont jamais achetées dans le commerce et sont produites par toutes les familles du hameau. Aussi, j'écarte pour l'instant ces deux denrées, et j'intégrerai les quantités produites consommées lorsque je ferai la somme des denrées produites que je comparerai avec la somme des denrées achetées par la suite.

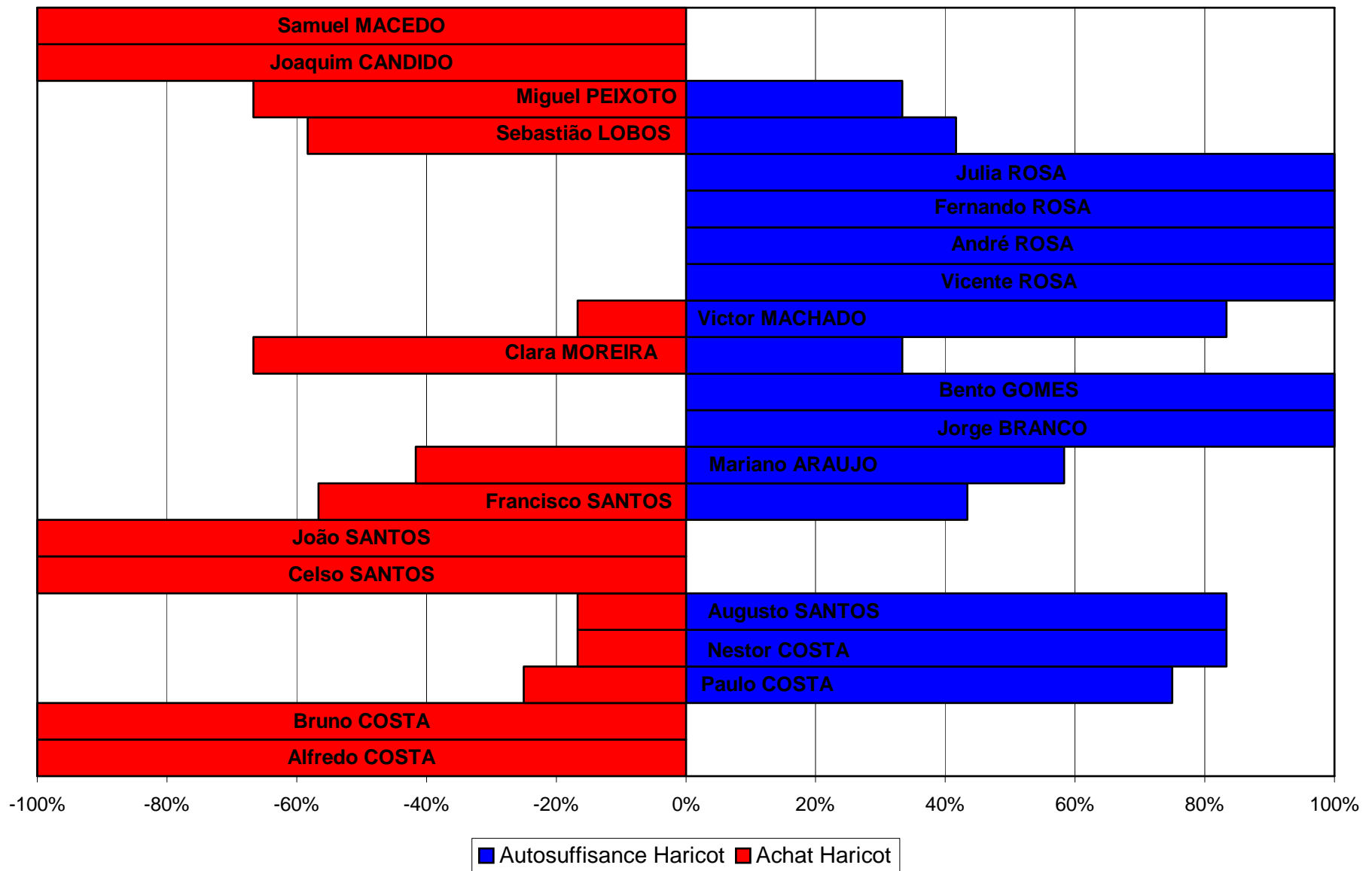
Ainsi, voici les taux **d'autosuffisance annuelle** pour chacune des familles à partir de leur **production** de riz, de haricot, de farine de manioc et de café à partir du tableau systématisant ces informations sur la base des informations recueillies pour l'année 2003.

	Riz	Haricot	Farine de Manioc	Café
Alfredo COSTA	Autosuffisance partielle à 58,33% Achat de Décembre à Avril	Achat	Autosuf. totale	Autosuffisance partielle à 33,33% Achat Oct à Mai
Bruno COSTA	Autosuffisance partielle à 50% Achat de Novembre à Avril	Achat	Autosuf. totale	Achat
Paulo COSTA	Autosuffisance totale	Autosuffisance partielle à 75% Achat de Sept. à Nov.	Achat	Achat
Nestor COSTA	Autosuffisance totale	Autosuffisance partielle à 83,33% Achat de Oct à Nov	Autosuf. totale	Autosuffisance totale
Augusto SANTOS	Autosuffisance totale	Autosuffisance partielle à 83,33% Achat de Oct à Nov	Autosuf. totale	Autosuffisance totale
Celso SANTOS	Achat	Achat	Autosuf. totale	Achat
João SANTOS	Autosuffisance totale	Achat	Autosuf. totale	Achat
Francisco SANTOS	Autosuffisance partielle à 58,33% Achat de Décembre à Avril	Autosuffisance partielle à 41,66% Achat d'Avril à Oct.	Autosuf. totale	Achat
Mariano ARAUJO	Autosuffisance partielle à 33,33% Achat de Septembre à Avril	Autosuffisance partielle à 58,33%. Achat Juin à Oct	Autosuf. totale	Achat
Jorge BRANCO	Autosuffisance partielle à 58,33% Achat de Novembre à Mars	Autosuffisance totale	Autosuf. totale	Achat
Bento GOMES	Autosuffisance partielle à 58,33% Achat de Décembre à Avril	Autosuffisance totale	Autosuf. totale	Achat
Clara MOREIRA	Autosuffisance partielle à 33,33% Achat d'Août à Mars	Autosuffisance partielle à 33,33%. Achat Avril à Nov.	Autosuf. totale	Achat
Victor MACHADO	Autosuffisance partielle à 41,66%. Achat d'Octobre à Avril	Autosuffisance partielle à 83,33%. Achat de Oct à Nov	Autosuf. totale	Achat
Vicente ROSA	Autosuffisance totale	Autosuffisance totale	Autosuf. totale	Autosuffisance totale
André ROSA	Autosuffisance totale	Autosuffisance totale	Autosuf. totale	Achat
Fernando ROSA	Autosuffisance totale	Autosuffisance totale	Autosuf. totale	Autosuffisance totale
Julia ROSA	Autosuffisance totale	Autosuffisance totale	Autosuf. totale	Autosuffisance totale
Sebastião LOBOS	Autosuffisance partielle à 33,33% Achat de Septembre à Avril	Autosuffisance partielle à 41,66% Achat d'Avril à Oct.	Autosuf. totale	Achat
Miguel PEIXOTO	Autosuffisance partielle à 33,33% Achat de Septembre à Avril	Autosuffisance partielle à 33,33% Achat de mars à oct. 3 Kg/mois	Autosuf. totale	Achat
Joaquim CANDIDO	Autosuffisance partielle à 33,33% Achat d'Août à Mars	Achat	Achat	Achat Maté
Samuel MACEDO	Autosuffisance partielle à 41,66% Achat d'Octobre à Avril.	Achat	Achat	Achat

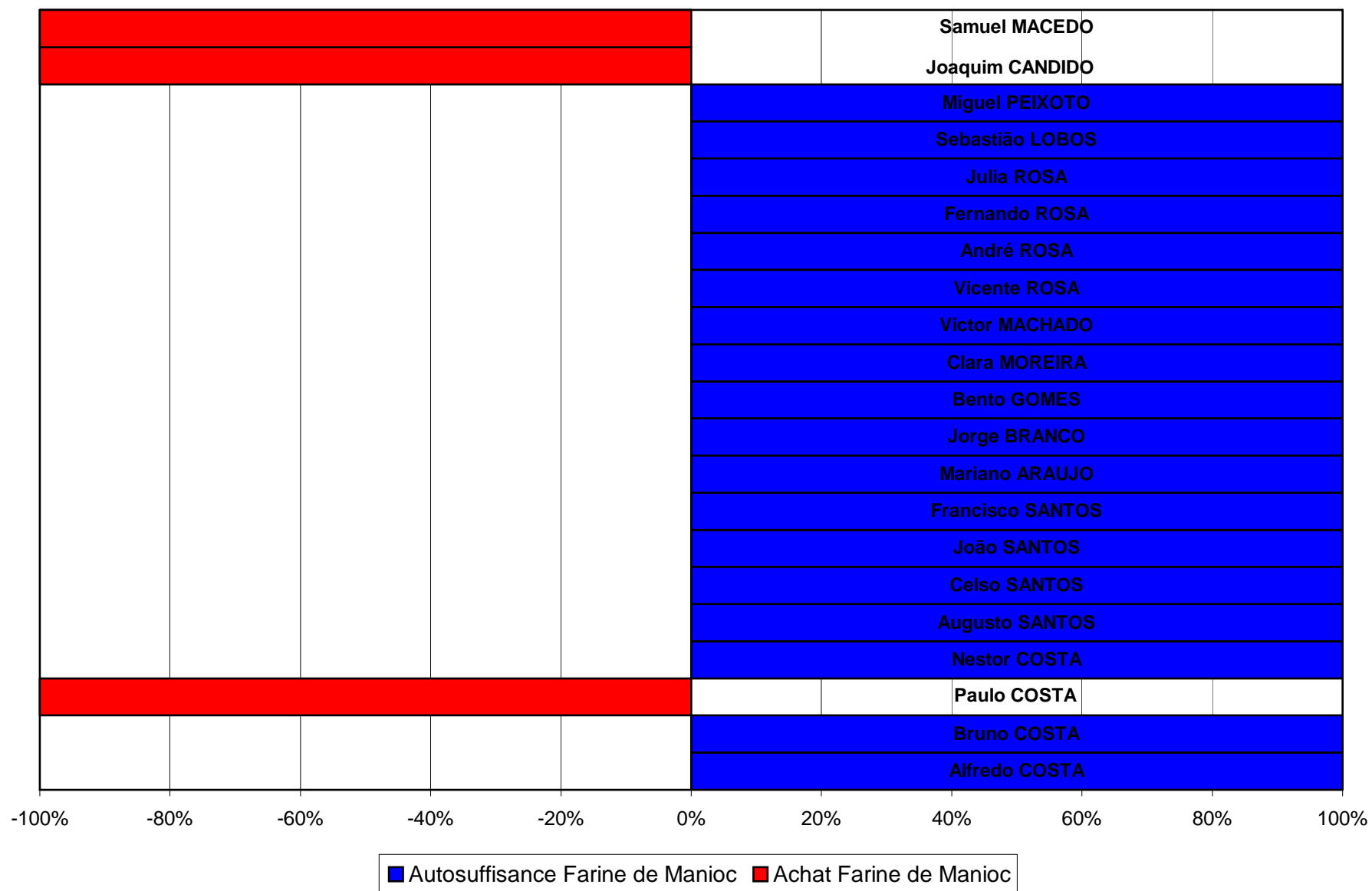
**Tableau n°42** : Degré d'autosuffisance des familles enquêtées pour les 4 denrées de base.



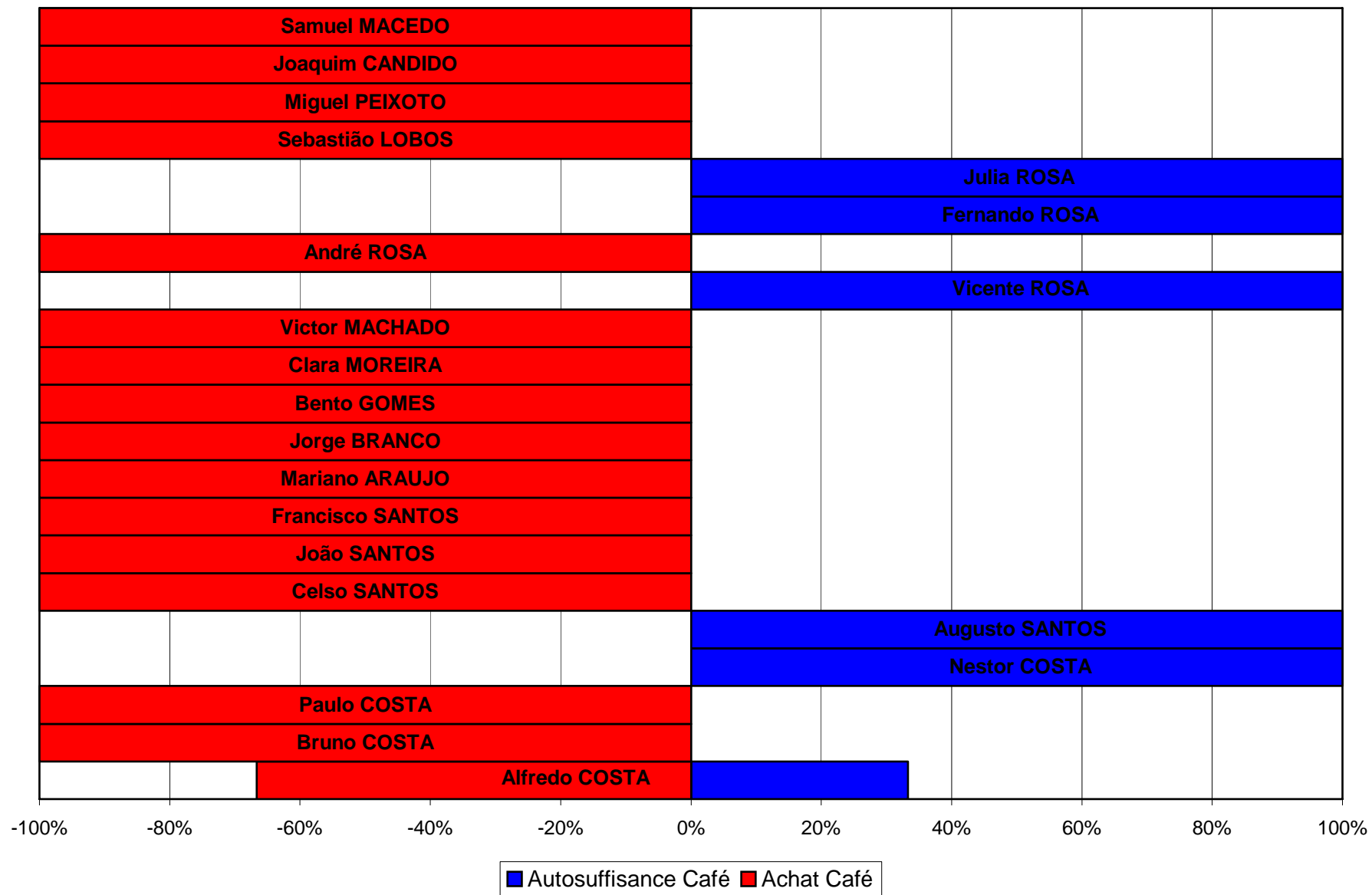
**Figure 50** : Graphique de la proportion entre autosuffisance et achat de riz en 2003 auprès des familles enquêtées.



**Figure 51** : Graphique de la proportion entre autosuffisance et achat de haricot en 2003 auprès des familles enquêtées.



**Figure 52** : Graphique de la proportion entre autosuffisance et achat de farine de manioc en 2003 auprès des familles enquêtées.



**Figure 53** : Graphique de la proportion entre autosuffisance et achat de café en 2003 auprès des familles enquêtées.

Le riz est l'aliment qui illustre le plus clairement la capacité à planter, au travers des possibilités foncières agricoles familiales et, parallèlement, c'est cette culture qui enracine l'agriculteur dans sa condition de petit producteur fier de sa production, orgueilleux de pouvoir faire bombance avec une marmite pleine de riz qu'il a lui-même récolté. Le riz est la richesse du paysan et sa production abondante est sa fierté lorsqu'il garantit son alimentation et celle de sa famille jusqu'à la prochaine récolte. Aussi, parmi les huit familles qui sont en autoproduction totale pour le riz, cinq d'entre elles sont également celles qui en consomment le plus : André ROSA, Julia ROSA, Augusto SANTOS, João SANTOS et Paulo COSTA. De plus, ces huit familles sont celles qui ont les "meilleures" parcelles car elles offrent les meilleures conditions pour le maintien de l'agriculture sur brûlis clandestine : les quatre familles ROSA, deux familles COSTA de la branche familiale qui dispose des meilleures terres, et deux familles SANTOS qui ont également des parcelles bien situées.

L'épouse de Miguel PEIXOTO explique que lorsqu'elle a du riz de la "*roça*", de sa production, elle en consomme plus que lorsqu'elle doit l'acheter, de l'ordre du double. Clara MOREIRA, une des grandes consommatrice de riz sur le hameau, pourrait, quant à elle, largement satisfaire par sa production ses besoins en riz annuellement, mais en 2003 elle a fait don de sacs de riz à des membres de sa famille, à sa sœur notamment qui est plus dans le besoin qu'elle, à une tante du bourg et à une nièce d'un autre hameau qui lui avait rendu service. Elle a ainsi consommé seulement 2 sacs de riz des 5 qu'elle avait récoltés. Seulement, une fois qu'elle a eu tout consommé, elle n'a pas réduit sa consommation comme dans l'exemple précédent, de plus elle donne les restes à ses deux chiens. Toutes les familles enquêtées possèdent des chiens, au moins deux et donnent les restes de riz tous les soirs ainsi que de haricot passés trois jours. Cependant, les cuisinières ne préparent pas plus de riz en pensant à l'alimentation des chiens, mais la quantité cuisinée est telle qu'il reste toujours du surplus pour eux.

Sur les six ménages qui ont une autoproduction totale pour le haricot, quatre appartiennent à la famille ROSA, et un est apparentée la famille GOMES, gendre d'André ROSA, qui réalise une grande partie de sa production sur les terres de son beau-père. La particularité des terres de la famille ROSA se confirme dans la capacité à produire et surtout à produire en quantité suffisante pour répondre aux besoins alimentaires sur toute l'année.

Comme je l'ai expliqué dans le chapitre sur les pratiques agricoles destinées à l'autosubsistance, la famille ROSA se distingue par la topographie d'un territoire qui permet le maintien des pratiques agricoles les plus traditionnelles et surtout au-delà du fait d'être traditionnelles, fondées sur une culture vivrière qui assure la pérennisation de l'autosuffisance alimentaire. C'est de la continuité de ces pratiques par la quantité produite que s'enorgueillissent ces familles et que, face à elles, les autres familles ressentent de la honte de par leur impossibilité à maintenir leur autosuffisance alimentaire du fait du manque de terre permettant les pratiques clandestines, et la peur de la sévérité de la répression. Le riz en est l'exemple emblématique et nombreuses sont les familles qui expriment cette honte de ne pas pouvoir subvenir à leurs besoins par leur propre production. A la honte, au déshonneur vient se greffer la colère, le sentiment d'être moins valorisé que l'animal sylvestre, que la forêt luxuriante, à la subsistance, à la survie duquel tous les efforts se consacrent.

La législation restrictive renvoie le petit agriculteur à ce néant, à sa dévalorisation, à une image stigmatisée de prédateur, destructeur de la nature. C'est sa dignité qui est en jeu et que l'on peut percevoir dans les discours, dignité bafouée en vivant dans la honte, le mépris général, la peur, la clandestinité. C'est ce qui peut déterminer comme je le verrai à la fin de mon exposé, les envies de partir, de déménager qu'expriment certains. Il est d'ailleurs significatif que les familles ROSA, sont celles qui envisagent le moins de partir, de déménager, qui semblent plus confiantes dans l'avenir puisque ce sont elles qui encore aujourd'hui peuvent assurer dans leur ensemble leur reproduction matérielle, leur sécurité alimentaire par leur propre production. Pourtant, elles aussi vivent la peur de la répression et lorsqu'elles vont aux champs, à la satisfaction de participer à produire par leur travail ce qui va assurer l'alimentation de l'année à venir se mêle la peur d'être pris en flagrant délit.

Sur les 21 familles enquêtées seulement 3 ont eu une autosuffisance totale pour les 4 denrées de base durant toute l'année 2003, à savoir, là encore, 3 familles du groupe familial ROSA : famille de Vicente ROSA, Fernando ROSA et Julia ROSA. Rajoutons à ces 3 familles celle qui a une autosuffisance totale pour le riz, le haricot et le manioc qui est là encore une famille ROSA, celle de André ROSA, qui a de ce fait une autosuffisance à 75% car il ne produit pas son café (son épouse ne supportant pas de torrifier le café et se plaignant de problèmes de vue et de vertiges).

Ainsi, toutes les familles ROSA ont une autosuffisance totale ou quasi-totale et se différencient des autres familles enquêtées. Je viens de l'expliquer, la famille ROSA est celle qui possède le plus de territoire permettant la pérennisation des pratiques agricoles vivrières,



par le maintien de l'agriculture sur brûlis dissimulée grâce une topographie du territoire permettant une agriculture clandestine. Car, même si d'autres familles comme les COSTA et les BRANCO ont des superficies équivalentes ou supérieures à celles des ROSA, la situation et la topographie de leur territoire ne leur offrent pas une aussi grande facilité pour développer une agriculture clandestine pour l'ensemble des denrées de base.

Cependant d'autres familles réussissent à produire les denrées alimentaires de base à 96% car elles ont une autosuffisance totale sur toute l'année pour le riz, la farine de manioc et le café et de 83,33% pour le haricot : c'est le cas de 2 familles, celles de Nestor COSTA et Augusto SANTOS.

	Autosuffisance Riz, Haricot, Farine Manioc, Café	Autosuffisance Riz, Haricot, Manioc, Farine de manioc, banane, café
Alfredo COSTA	48%	73,4%
Bruno COSTA	37,5%	75,5%
Paulo COSTA	44%	91%
<b>Nestor COSTA</b>	<b>96%</b>	<b>99,4%</b>
<b>Augusto SANTOS</b>	<b>96%</b>	<b>99%</b>
Celso SANTOS	25%	22,9%
João SANTOS	50%	90,6%
Francisco SANTOS	50%	72,6%
Mariano ARAUJO	48%	69%
Jorge BRANCO	65%	82,8%
Bento GOMES	65%	70%
Clara MOREIRA	42%	61,3%
Victor MACHADO	56%	76%
<b>Vicente ROSA</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>
<b>André ROSA</b>	<b>75%</b>	<b>98,1%</b>
<b>Fernando ROSA</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>
<b>Julia ROSA</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>
Sebastião LOBOS	44%	74,6%
Miguel PEIXOTO	42%	81,2%
Joaquim CANDIDO	8%	40,5%
Samuel MACEDO	10%	47,5%

**Tableau n°43** : Pourcentage de l'autosuffisance des familles enquêtées pour les 4 denrées de base, puis pour les 6 denrées de base, (autosuffisance en relation à l'achat de ces mêmes denrées annuellement en kilo).

(J'ai évalué à 10 kg le régime de banane pour monter le tableau).

Il est important de souligner que la torréfaction du café est une activité pénible où il faut remuer incessamment le café dans la marmite sur le feu de bois, ce qui dégage une fumée

toxique qui irrite considérablement les yeux et la gorge, aussi la torréfaction rebute-t-elle de nombreuses femmes qui préfèrent de ce fait l'acheter tout prêt torréfié et moulu. Comme la torréfaction du café décourage la grande majorité des femmes, le café est la denrée sur les 4 présentées que la majorité des familles achètent le plus fréquemment : 15 familles sur 21 ne produisant pas de café. Alors que seulement 3 familles ne produisent pas de farine de manioc, 6 familles ne produisent pas de haricot et une seule famille ne produit pas de riz sur les 21 familles enquêtées.

En effet, un ménage, celui de Celso SANTOS, n'a pas produit de riz en 2003. Il explique qu'il n'a pas planté de riz ni de haricot en 2002-2003, par peur de la répression de la police forestière. En 2002, il avait cueilli son riz planté en 2001, il a pu consommer sa production jusqu'en janvier 2003, soit pendant 9 mois, puis il a passé l'année de 2003 à acheter le riz, et, lors de la fin de mon terrain, en novembre 2003, il allait replanter du riz pour la récolte de 2004. Il a fait de même pour le haricot. L'année précédente, comme j'ai eu l'occasion de l'expliquer précédemment, il a pris peur après une descente de la police forestière sur sa parcelle défrichée et il n'avait pas réalisé de semailles. On a ici un exemple direct de l'impact de la répression sévère de la pratique de l'agriculture de défriche-brûlis, sur la capacité d'une famille à satisfaire ses besoins alimentaires de base. On ne peut pas, non plus, dans ce cas, ne pas faire le lien avec l'autre activité, elle aussi clandestine, qui permet à Celso de subvenir, chichement, aux besoins de sa famille : la collecte de *palmito* pour laquelle, nous l'avons vu au chapitre 10, il exerce les fonctions de *gato*. On ne saurait certes simplifier à l'excès et conclure qu'il se livre à une activité illégale parce qu'il est empêché de cultiver ses terres, mais il est au moins paradoxal qu'il se sentent davantage menacé dans une activité productive essentielle à la subsistance de sa famille que lorsque il participe, fût-ce, à son modeste niveau à un trafic clandestin de large ampleur et qui met en jeu de puissants intérêts.

Les ménages de Bento GOMES et Jorge BRANCO et celui de Victor MACHADO satisfont une partie significative de leurs besoins alimentaires par l'autoproduction : 65% dans les deux premiers cas ; 56%, dans le dernier. Les premiers réussissent ainsi une autosuffisance totale pour le haricot et la farine de manioc et 58,33% pour le riz. Le troisième atteint une autosuffisance totale pour la farine, 83,33% pour le haricot et 41,66% pour le riz.

Bento GOMES dispose de parcelles agricoles par son beau-père de la famille ROSA et peut ainsi maintenir une continuité dans les pratiques agricoles traditionnelles.

Jorge BRANCO dispose d'un territoire étendu et peut également assurer la même stabilité, et comme je l'ai vu dans le chapitre 9, il bénéficie également des conseils de son fils,

technicien agricole, afin de développer des systèmes de culture tentant de rentrer dans la légalité.

Enfin, Victor MACHADO "*lutte seul*", comme il le dit lui-même, afin de pérenniser une agriculture vivrière suffisante.

Une grande partie des familles enquêtées parvient à se procurer la moitié ou un peu moins de leurs denrées de base par leurs propres moyens. Ce sont, par ordre décroissant, les familles de João et de Francisco SANTOS (50%), d'Alfredo COSTA et de Mariano ARAUJO (48%), Paulo COSTA et Sebastião LOBOS (44%), et de Clara MOREIRA et Miguel PEIXOTO (42%).

Alfredo COSTA explique que sa récolte de haricot en novembre 2002 a permis l'alimentation quotidienne familiale durant seulement 2 mois, et qu'à partir de janvier 2003, il a dû en acheter. Parallèlement, il atteint une autosuffisante annuelle partielle de 48% grâce à sa production de riz (58,33%), de farine de manioc (100%) et de café (33,33%). Il me dit que sa terre "*ne donne pas bien de haricot*", et qu'il avait planté sur le peu de plaine qu'il a, étant donné qu'il ne peut pas planter sur ses versants trop visibles, et sa parcelle de plaine était une recrue de seulement un an, c'est la raison pour laquelle la production a été médiocre issue d'une parcelle peu fertile.

La famille de Nestor COSTA ne consomme que 1 kg de haricot par mois. Jusqu'à présent il produisait le haricot nécessaire à la consommation annuelle, mais comme il est seul dans les activités agricoles et que la consommation de sa famille est moindre, il a décidé d'arrêter de planter cette denrée afin de pouvoir se consacrer à ses autres activités agricoles. Les années précédentes son épouse réussissait à le convaincre de poursuivre cette production. Et, lorsqu'il m'annonce que pour cette nouvelle année il ne va pas en planter, son épouse s'indigne et exprime la honte qu'elle ressent en tant qu'agricultrice "*gente da roça*", qui a été élevée sur le hameau dans l'agriculture, de devoir acheter du haricot dans le commerce.

Mariano ARAUJO avait planté en 2002 son riz près de sa maison en plaine sur une terre peu fertile et déjà épuisée par des rotations de cultures rapprochées et il n'a pas beaucoup produit ce qui l'a contraint de devoir acheter du riz durant 8 mois. En 2003, il allait planter sur un versant caché grâce au territoire propice de son beau-père ROSA sur les versants éloignés.

Clara MOREIRA avait cueilli 5 sacs de riz en avril 2003, comme on l'a vu précédemment, elle en a donné trois à des parents en cadeau ou en remerciements de services

rendus, et elle n'a pu consommé les 2 autres que durant 4 mois, contrainte ensuite d'acheter durant encore 8 mois le reste de riz pour sa consommation annuelle.

On rencontre enfin des ménages qui ont une autosuffisance très réduite : Bruno COSTA (37,5%), Celso SANTOS (25%), et loin derrière celles de Samuel MACEDO (10%) et Joaquim CANDIDO (8%). Pour ce qui est de Bruno COSTA la production de haricot de novembre 2002 n'a permis une consommation que de deux mois et à partir de janvier 2003 il a dû en acheter dans les commerces du bourg. Les raisons sont là encore similaires à celles de son père, Alfredo COSTA, citées plus haut, le peu d'espace propice aux cultures vivrières, la topographie d'un domaine foncier en forte déclivité et très à la vue, et peu de plaine. En août et septembre 2003, Bruno et son épouse ont donc planté du haricot avec d'autres personnes, sur des parcelles qui ne leur appartenaient pas : elle, avec ses propres parents de la famille SANTOS sur le territoire SANTOS et dont ils partageront la récolte, et lui avec un voisin du côté de l'État de São Paulo, côté Taquari, Colonie Santa Maria, sur les terres d'un *fazendeiro* absent.

Celso SANTOS quant à lui, comme je l'ai montré dans le chapitre précédent et comme on l'a rappelé un peu plus haut, se consacre presque exclusivement à son activité collecte de cœur de palmier et dans la coordination de cette activité sur le hameau.

Enfin Joaquim CANDIDO et Samuel MACEDO ont des activités moins dirigées vers l'agriculture vivrière puisque le premier est éleveur, il vit de la commercialisation des produits laitiers et maraîchers (essentiellement de la salade) et sa production est exclusivement destinée à la commercialisation, comme je l'ai vu dans le chapitre précédent il est celui qui comptabilise le plus de revenus liés à son activité et ainsi ne se consacre que très modestement aux cultures vivrières.

La situation de Samuel MACEDO est celle d'un salarié plus que celle d'un exploitant agricole, de plus il ne dispose pas de parcelles lui permettant des productions alimentaires.

Si l'on examine à présent pour ces mêmes denrées la **proportion achetée** dans le commerce, il faut tout d'abord prendre en compte la **période de l'année durant laquelle ces 4 denrées ont été achetées**, ou toute l'année pour certaines et **quantifier cette dépense**.

	Achat Riz	Achat Haricot	Achat Farine de Manioc	Achat Café
Alfredo COSTA	de Déc à Avril 60 gk/m= 80 RS	15 kg/mois 27 RS	Non	D'Oct à Mai 3 kg/m= 12 RS
Bruno COSTA	Nov à Avril 10 kg/m= 14 RS	6 Kg/mois 9 RS	Non	500 gr/mois 2 RS
Paulo COSTA	Non	Sept-Nov 2 kg/m = 3,6 RS	3 kg/mois 3 RS	2 Kg/mois 12 RS
Nestor COSTA	Non	Oct-Nov 1 kg/m= 1,8RS	Non	Non
Augusto SANTOS	Non	Oct-Nov 3 kg/m= 5,4 RS	Non	Non
Celso SANTOS	30 kg/m= 42 RS	8 kg/m= 14,4RS	Non	1 kg/mois= 4 RS
João SANTOS	Non	4 kg/m= 7,2 RS	Non	1 kg/mois= 4 RS
Francisco SANTOS	Déc à Avril 30 kg/m= 42 RS	d'Avril à Oct. 10kg/m= 15 RS	Non	3 kg/mois= 6 RS
Mariano ARAUJO	Sept à Avril 35 kg/m = 49 RS	Juin à Oct 7 kg/m= 12,5RS	Non	2 kg/mois= 8 RS
Jorge BRANCO	Nov à Mars 15 kg/m= 21 RS	Non	Non	2 Kg/mois= 8 RS
Bento GOMES	Déc à Avril 30 kg/m= 42 RS	Non	Non	5 kg/mois= 25 RS
Clara MOREIRA	Août à Mars 25 kg/m = 35 RS	Avril à Nov 5 kg/m= 12,5RS	Non	1,5 kg/mois= 6 RS
Victor MACHADO	D'Octobre à Avril 30 kg/m= 42 RS	Oct-Nov 15 kg/m=27 RS	Non	3 kg/mois= 6 RS
Vicente ROSA	Non	Non	Non	Non
André ROSA	Non	Non	Non	1,5 kg/mois=7,5 RS
Fernando ROSA	Non	Non	Non	Non
Julia ROSA	Non	Non	Non	Non
Sebastião LOBOS	Sept. à Avril 10 kg/m= 14 RS	Avril à Oct 5 Kg/m= 10 RS	Non.	2 Kg/mois= 8 RS
Miguel PEIXOTO	Sept. à Avril 15 kg/m= 21 RS	Mars à Oct. 3 kg/m= 5,4 RS	Non	1 kg/mois =4 RS
Joaquim CANDIDO	Août à Mars 10 kg/m= 14 RS	3 kg/mois=6 RS	3 kg/mois = 3 RS	Maté: 4 kg/mois= 8 RS
Samuel MACEDO	Oct à Avril 20 kg/m= 28 RS	4 kg/m= 7,20	2 kg/mois= 2RS	1,5 kg/mois= 7,5 RS

**Tableau n°44** : Achats des 4 denrées de base, période et prix mensuel\*.

\* Le sac de 5 kg de riz se vend à 7 Reais au marché communautaire du bourg. Le tarif du café dépend de la qualité et de la marque achetée, ici c'est la déclaration de la personne qui est prise en compte pour le prix.

Ainsi, l'on représente les **dépenses annuelles**, ainsi que **mensualisées, par famille pour ces 4 denrées de base** :

	Dépenses annuelles pour l'achat de riz, haricot, farine de manioc et café	Dépense mensualisée sur l'année
<b>Alfredo COSTA</b>	<b>825 Reais</b>	<b>68,75 Reais</b>
Bruno COSTA	216 Reais	18 Reais
Paulo COSTA	187,2 Reais	15,6 Reais
<i>Nestor COSTA</i>	<i>3,6 Reais</i>	<i>0,3 Reais</i>
<i>Augusto SANTOS</i>	<i>10,8 Reais</i>	<i>0,9 Reais</i>
<b>Celso SANTOS</b>	<b>724,8 Reais</b>	<b>60,4 Reais</b>
João SANTOS	134,4 Reais	11,2 Reais
<b>Francisco SANTOS</b>	<b>387 Reais</b>	<b>32,25 Reais</b>
<b>Mariano ARAUJO</b>	<b>550,5 Reais</b>	<b>45,9 Reais</b>
Jorge BRANCO	201 Reais	16,75 Reais
<b>Bento GOMES</b>	<b>510 Reais</b>	<b>42,5 Reais</b>
<b>Clara MOREIRA</b>	<b>452 Reais</b>	<b>37,66 Reais</b>
<b>Victor MACHADO</b>	<b>420 Reais</b>	<b>35 Reais</b>
<i>Vicente ROSA</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>André ROSA</i>	<i>90 Reais</i>	<i>7,5 Reais</i>
<i>Fernando ROSA</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Julia ROSA</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Sebastião LOBOS	278 Reais	23,2 Reais
Miguel PEIXOTO	259,2 Reais	21,6 Reais
Joaquim CANDIDO	316 Reais	26,33 Reais
<b>Samuel MACEDO</b>	<b>396,4 Reais</b>	<b>33 Reais</b>

**Tableau n°45** : Total des dépenses annuelles et mensuelles des 4 denrées de base.

On compte ainsi seulement 5 familles sur les 21 enquêtées qui n'ont pas ou presque pas (moins d'un real par mois) de dépenses à fournir pour ces 4 denrées. Ce sont précisément les familles ROSA, une famille COSTA et une SANTOS.

Il s'agira ensuite de réunir les dépenses et de les comparer avec les quantités consommées et les quantités achetées pour l'ensemble des denrées, et dans l'ensemble des budgets familiaux afin de les mettre en lien avec les sources de revenus, leurs origines, licites ou illicites, prélevant sur l'environnement ou non. Retenons ici également que pour les trois familles qui dépensent le plus dans l'achat de ces 4 denrées de base, la somme consacrée à ces dépenses atteint cependant seulement de 10% à 14% de leur budget mensuel, et deux d'entre elles Alfredo COSTA et Mariano ARAUJO ont une autosuffisance de 48% sur ces mêmes denrées, alors que le troisième Celso SANTOS n'a que 25%. A l'inverse si l'on regarde de plus près les 3 familles les plus pauvres, ou qui ont les revenus mensuels les plus bas, à savoir Miguel PEIXOTO (74 RS), Francisco SANTOS (85 RS) et Bento GOMES (132 RS), la somme destinée à l'achat de ces denrées s'élèvent respectivement à 29,2%, 38% et 32,2%, soit un tiers ou plus de leur budget mensuel et ce bien qu'ils aient une autosuffisance de 42 à 65%.

Ainsi, on peut déjà évaluer l'autoproduction qui permet de se nourrir durant une période plus ou moins longue de l'année c'est-à-dire aborder la question de la satisfaction effective des besoins alimentaires de base à partir de ces premières données de consommation, d'autoproduction et d'achats nécessaires. On a vu plus haut que les quantités consommées par personne fluctuaient beaucoup d'un ménage à l'autre. Je me concentre ici sur les deux denrées principales, le riz et le haricot. J'ai déjà identifié que pour les familles qui ont une autosuffisance totale pour le riz, les quantités consommées par celles-ci sont en règle générale les plus importantes. Il s'agit des familles ROSA dans leur ensemble, de deux familles COSTA et deux familles SANTOS, celles-là même qui ont une capacité à produire plus importante – disposant d'un territoire à la topographie propice rendant possible la dissimulation des champs vivriers – et grâce à l'abondance de leurs terres biens situées ils peuvent copieusement se nourrir à partir de leurs productions.

Parmi les ménages qui consomment le moins de riz on trouve les deux familles qui ont le train de vie le plus élevé, qui ne produisent que partiellement du riz et qui n'ont pas de difficultés à en acheter (CANDIDO, BRANCO). Il y a également la famille de Nestor COSTA qui, comme on l'a vu, ne consomme que très peu de riz, et réalise une autoproduction qui satisfait pleinement à sa consommation annuelle et qui par ailleurs fait partie des familles au niveau de vie élevé, enfin qui compte parmi les familles peu nombreuses sur le hameau cherchant dans leur consommation alimentaire à diversifier les menus, tout comme les deux familles précédentes, la suite de l'exposé en donnera le témoignage. Enfin, tout en bas de l'échelle des revenus, on trouve la famille de Miguel PEIXOTO qui consomme également peu de riz par personne et par mois et qui n'arrive à produire annuellement qu'un tiers de sa consommation de riz ainsi que de haricot. Dans son cas, la consommation mensuelle par personne illustre de ses difficultés pour acheter en quantité suffisante les denrées de base, puisque comme le dit son épouse lorsque le riz est produit, la famille en consomme le double que lorsqu'il est acheté. Faute de revenus suffisants cette famille se prive en partie dans sa consommation pendant les huit mois d'achat obligé. Malgré ces restrictions, les achats des denrées de base représentent une proportion importante de son budget, presque un tiers. Les deux ménages qui le précèdent dans le classement des trains de vie les plus faibles, consomment presque le triple de riz par personne, ils produisent également plus que lui mais doivent aussi l'acheter durant cinq mois, et malgré leurs faibles revenus ils se privent bien moins que lui. Comme Miguel doit passer par l'achat de riz durant huit mois, il doit aussi faire plus attention. Enfin, on trouve encore au sein des familles qui ont les trains de vie les plus modestes, deux autres familles dont la consommation mensuelle de riz est parmi les plus

faibles, Bruno COSTA et Sebastião LOBOS et qui font là encore preuve de privation lorsque le riz doit être acheté durant la moitié de l'année pour le premier et sur huit mois pour le second. Les privations sont ainsi importantes chez les familles les plus démunies, surtout lorsque l'achat doit s'étaler durant de longs mois, et elles montrent encore une fois les inégalités de niveaux économiques, les limites des stratégies de subsistance au travers du manque de production et du manque de revenus nécessaires pour pouvoir acheter les denrées et assurer l'alimentation de base.

On observe également d'autres situations plus variées pour les familles situées dans des trains de vie intermédiaires mais encore très modestes. Ainsi Clara MOREIRA ne réduit pas sa consommation de riz et de haricot lorsqu'elle doit les acheter. Et il en va de même pour les familles de Mariano ARAUJO, Alfredo COSTA et Samuel MACEDO, cependant la proportion des achats alimentaires des denrées de bases atteint pour ces familles entre 10 et 15,7% de leur budget.

	Conso Riz/mois/pers	Autosuf. Riz annuelle	Conso Haricot/mois/pers	Autosuf. Haricot annuelle	Total Revenus mensuel	Dépenses Mensualisées denrées de base
<b>Joaquim CANDIDO</b>	2,5	<b>33,33%</b>	0,75	0	<b>1835 RS</b>	26,33 Reais
<b>Jorge BRANCO</b>	2,5	58,33%	0,83	100%	<b>1135 RS</b>	16,75 Reais
Fernando ROSA	5,25	100%	0,87	100%	<b>872,5 RS</b>	<b>0</b>
Julia ROSA	8,75	100%	0,75	100%	<b>840 RS</b>	<b>0</b>
João SANTOS	7,33	100%	1,33	0	<b>786 RS</b>	11,2 Reais
Paulo COSTA	7,33	100%	0,67	75%	<b>597,5 RS</b>	15,6 Reais
Nestor COSTA	1,33	100%	0,33	83,33%	<b>570 RS</b>	<b>0,3 Reais</b>
Vicente ROSA	6,43	100%	1,43	100%	<b>557,5 RS</b>	<b>0</b>
Alfredo COSTA	5,45	58,33%	1,36	0	548,5 RS	<b>68,75 Reais</b>
André ROSA	11,25	100%	2,81	100%	<b>525 RS</b>	7,5 Reais
Victor MACHADO	4,28	41,66%	2,14	83,33%	484,5 RS	<b>35 Reais</b>
Augusto SANTOS	15	100%	1,5	83,33%	462 RS	<b>0,9 Reais</b>
Mariano ARAUJO	7	33,33%	1,4	58,33%	454,5 RS	<b>45,9 Reais</b>
<b>Celso SANTOS</b>	5	0	1,33	0	435 RS	<b>60,4 Reais</b>
Samuel MACEDO	6,67	41,66%	1,33	0	293 RS	<b>33 Reais</b>
<b>Sebastião LOBOS</b>	2,5	33,33%	1,25	41,66%	250 RS	23,2 Reais
Clara MOREIRA	12,5	33,33%	2,5	33,33%	240 RS	<b>37,66 Reais</b>
Bruno COSTA	3,33	50%	1	0	156 RS	18 Reais
Bento GOMES	6	58,33%	1	100%	132 RS	<b>42,5 Reais</b>
<b>Francisco SANTOS</b>	6	58,33%	2	41,66%	85 RS	<b>32,25 Reais</b>
<b>Miguel PEIXOTO</b>	2,14	33,33%	0,43	33,33%	74 RS	21,6 Reais

**Tableau n°46** : Récapitulatif de la consommation des familles par personne pour les deux principales denrées, de la part d'autoproduction et des dépenses mensuelles par rapport au revenu.

J'en viens à présent à la consommation de viande, de poisson, d'œufs et de laitages, j'identifie là encore la production et l'achat.



(2) *La viande, le poisson, les œufs et le laitage*

Mon objectif est, je le rappelle, d'identifier et de comprendre les conditions concrètes dans lesquelles les ménages étudiés parviennent à assurer leur reproduction matérielle, et la part respective que prennent dans la consommation de ces familles, dont la plupart continuent à entretenir un modèle idéal d'autosuffisance, l'autoproduction d'une part, les achats de l'autre. Examinons à présent, d'autres denrées, moins directement liées à des pratiques agricoles réprimées par les lois environnementales, mais qui font partie également des produits de base d'une alimentation équilibrée : viande, œufs et laitages, sources d'apports protéiniques.

La consommation de viande, d'œufs et de laitages produits localement, que l'on annualise en prenant comme unité de mesure la quantité de kilogrammes consommés, se répartit selon les familles comme suit :

	Viande, bovine, porcine, volaille produite et consommée	Autres Produits consommés issus de l'élevage*	Consommation issue de l'élevage
Alfredo COSTA	147	24	Volaille, viande de boeuf, oeufs
Bruno COSTA	70	0	Oie, viande de veau ou de boeuf
Paulo COSTA	<b>616</b>	96	Volaille, viande de porc, oeufs
Nestor COSTA	72	<b>300</b>	Volaille, œufs, lait
Augusto SANTOS	72	144	Volaille, oeufs, lait
Celso SANTOS	36	36	Volaille, oeufs
João SANTOS	222	<b>588</b>	Volaille, viande de bœuf, œufs, lait, fromage
Francisco SANTOS	<b>0</b>	<b>0</b>	
Mariano ARAUJO	272	48	Volaille, viande de boeuf et de porc, oeufs
Jorge BRANCO	<b>624</b>	48	Volaille, viande de veau et de porc, oeufs
Bento GOMES	36	48	Volaille, oeufs
Clara MOREIRA	36	0	Volaille
Victor MACHADO	72	48	Volaille, oeufs
Vicente ROSA	72	288	Volaille, œufs, lait
André ROSA	231	200	Volaille, viande de boeuf, oeufs, lait
Fernando ROSA	302	48	Volaille, canards, viande de porc, oeufs
Julia ROSA	122	48	Volaille, viande de porc, oeufs
Sebastião LOBOS	36	24	Volaille, oeufs
Miguel PEIXOTO	36	0	Volaille
Joaquim CANDIDO	<b>1344</b>	<b>684 (*)</b>	Volaille, viande de boeuf et de porc, oeufs, lait, fromage, crème fraîche, ricotta, beurre
Samuel MACEDO	152	48	Volaille, viande de bœuf, oeufs

\* Œufs, laitages.

**Tableau n°47** : Consommation de viande et de produits dérivés issus de l'élevage.

Afin de réaliser cette systématisation, j'ai estimé le poids de certaines denrées produites lorsqu'elles n'étaient pas précisées dans les enquêtes comme : une douzaine d'œufs pour 1 kg, une poule pour 6 kg, un cochon pour 100 kg, une oie pour 10 kg, un litre de lait comme 1 kg.

Joaquim CANDIDO (\*) est le seul sur le hameau à produire et consommer du beurre, de la ricotta, et de la crème fraîche, dont les proportions sont incluses ici, soit 96 kg pour ces denrées. Par ailleurs, il consomme avec sa famille 600 kg de viande bovine et une quantité équivalente de viande de porc par an (3 bœufs, 6 cochons), et 144 kg de volaille, sans parler des œufs, du lait et du fromage qui sont comptabilisés ci-dessus. Les autres familles achètent plus spécifiquement de la margarine qui n'apparaît pas dans cette systématisation, et est incluse dans la présentation des autres denrées achetées. Ainsi, même si l'on enlève ces 3 denrées dans la production - consommation de Joaquim, il reste celui qui consomme le plus de viande et ainsi de protéines sur le hameau avec 1932 kg par an. C'est toute la particularité de son activité principale qui transparaît dans cette consommation, avec l'exclusivité de l'élevage essentiellement bovin mais également porcin et de volaille, et avec les produits dérivés qui sont également produits et consommés. Ainsi, on pourrait également rajouter à ces apports protéiniques la graisse de porc qu'il produit lui-même et qu'il est là encore le seul à consommer sur le hameau, les autres familles consommant de l'huile de soja achetée dans les commerces. Aussi Joaquim est le seul à ne pas acheter d'huile et a utilisé que sa graisse, à hauteur de 5 kg par mois.

Hormis ce consommateur exceptionnel de viande et de produits laitiers, qu'est-ce qui se dégage de la production/consommation des autres familles ? On remarque dès à présent que ce sont les familles les plus pauvres du hameau qui réussissent le moins à bénéficier de la consommation de l'élevage, elles produisent moins et donc consomment moins. C'est le cas de Francisco SANTOS, Miguel PEIXOTO, Clara MOREIRA, mais aussi de Sebastião LOBOS, Bruno COSTA et Bento GOMES. On trouve également Celso SANTOS, qui pourtant se situe dans une tranche de revenu un peu plus élevée. Francisco SANTOS explique que "*la peste*" a tué ses poules en 2002 et qu'il n'en a plus depuis. Miguel PEIXOTO, quant à lui, dit qu'il n'a "*pas les conditions d'acheter un bœuf, il aimerait mais il ne peut pas*", de même il a acheté des volailles très récemment courant 2003, et explique qu'avant il n'en avait pas. Pourtant, quelques semaines avant l'enquête la moitié de ses volailles étaient mortes (4 sur 8) là encore de "*la peste*" explique-t-il. Les difficultés rencontrées par ces deux familles pour subvenir à leurs besoins sont telles que même investir dans un petit élevage de poules relève de l'expérience risquée. Et comme, comme on le verra plus loin, Miguel bénéficie très

ponctuellement du soutien financier de son fils vivant à Cananéia qui, lorsqu'il vient rendre visite à ses parents, ce qui demeure cependant exceptionnel, leur donne parfois un peu d'argent pour passer le mois et améliorer ainsi l'alimentation quotidienne.

Inversement, ce sont globalement les familles qui ont les revenus les plus élevés sur le hameau qui parviennent à assurer une plus grande production/consommation de viande et de produits dérivés de l'élevage, notamment après Joaquim CANDIDO, João SANTOS, Paulo COSTA et Jorge BRANCO. L'investissement nécessaire à l'élevage surtout l'élevage bovin explique en partie ce constat.

Lorsqu'on systématise les données récoltées sur la consommation de viande, poisson, lait, œufs en fonction de la production, de la chasse, et de l'achat, la proportion pour chacune des familles enquêtées est approximativement la suivante :

	Viande, poisson acheté/kg/an	Viande, etc. consommée issue de l'élevage/kg/an	Chasse /kg/an	Total Viande, etc. consommée /kg/an
Alfredo COSTA	126	171	0	297
<b>Bruno COSTA</b>	12	70	<b>200</b>	282
Paulo COSTA	36	<b>712</b>	0	<b>748</b>
Nestor COSTA	120	372	14	506
Augusto SANTOS	36	216	0	252
Celso SANTOS	102	72	82	256
João SANTOS	<b>150</b>	<b>810</b>	0	<b>960</b>
Francisco SANTOS	60	<b>0</b>	0	<b>60</b>
Mariano ARAUJO	54	320	44	418
Jorge BRANCO	<b>144</b>	<b>672</b>	1,5	<b>817,5</b>
Bento GOMES	90	84	57	231
Clara MOREIRA	<b>216</b>	<b>36</b>	0	252
Victor MACHADO	126	120	0	246
Vicente ROSA	72	360	40,5	472,5
André ROSA	<b>246</b>	431	67	<b>744</b>
Fernando ROSA	72	350	25	447
Julia ROSA	<b>180</b>	170	90	440
Sebastião LOBOS	72	60	0	132
<b>Miguel PEIXOTO</b>	<b>36</b>	<b>36</b>	<b>0</b>	<b>72</b>
Joaquim CANDIDO	0	2028	0	<b>2028 (*)</b>
Samuel MACEDO	60	200	54	314

**Tableau n° 48** : Consommation annuelle des familles en kilogramme de viande, poisson, œufs, laitage, en fonction de la production, de la chasse et de l'achat.

Le poids estimé pour les animaux de chasse est le suivant selon les animaux : 30 kg un *tateto*, idem le cochon sauvage ; 6 kg un tatou ou un *gambá* ; 25 kg un chevreuil ; 10 kg une paca ou un *coati* ; 2 kg le *pavão*, le *jacuguassu*, le toucan, le *jacutinga* et enfin 1,5 kg le *macuco*. Il n'a pas été pris en compte ici la pêche qui est extrêmement sporadique, très limitée

dans une saison et les poissons de la rivière sont de très petites tailles. Enfin, les familles qui consomment des poissons pêchés sont peu nombreuses et, elles-mêmes, ont des difficultés à apprécier leur consommation issue de la pêche, tant la quantité et la taille sont minimes et l'activité s'étalant sur environ trois mois dans l'année (novembre à janvier-février). Cependant, j'ai constaté que les familles qui pêchent le plus sont souvent les familles les plus pauvres qui ont des difficultés à trouver les apports en protéines au travers de la production et qui n'ont pas de marge de manœuvre et de moyens monétaires qui leur permettent un achat régulier et conséquent de viande ou de poisson. Il s'agit surtout des familles de Francisco SANTOS et Miguel PEIXOTO, qui s'adonnent plus fréquemment à la pêche à la bonne période. On peut aussi rencontrer le cas de ménages dont un membre apprécie particulièrement la pêche, et où elle apparaît plus comme un plaisir occasionnel, trois ou quatre fois dans l'année, plutôt que comme une nécessité, c'est le cas de Paulo COSTA et André ROSA. Enfin, certaines femmes vont pêcher l'été, comme j'ai eu l'occasion de le dire plus haut, et là c'est aussi un prétexte à la baignade et au loisir dans une société où le loisir, les plaisirs sont contenus par une pression religieuse forte et où les femmes ne peuvent se dévêtir.

La systématisation sous la forme du poids consommé donne à voir l'ampleur de la chasse dans la consommation alimentaire de viande chez les familles de chasseurs identifiés au chapitre 9. Ainsi, Bruno COSTA tire presque exclusivement sa consommation de viande de la chasse, à 71% (Cf. Tableau 49). De plus on repère pour les autres familles que la chasse est un complément "mineur" dans l'alimentation et qu'elle se révèle être ici aussi plus une activité de loisir peu importante (déjà identifiée au chapitre 9). Enfin, on peut également apprécier par ces données que la population ne se caractérise pas par un profil de prédateur de la faune comme certains écologistes le laisseraient entendre, la ponction sur la faune demeurant très minime.

Parallèlement on fait le constat éloquent de la faible proportion de viande consommée par Francisco SANTOS et Miguel PEIXOTO, respectivement 60 et 72 kg par an en comparaison aux autres familles, soit entre 5 et 6 Kg par mois. Ces proportions peuvent apparaître à première vue suffisante, sachant d'autant plus que ces deux familles déclarent également pêcher au cours de la bonne période du poisson de rivière, cependant la famille PEIXOTO est composée de 7 personnes et celle de Francisco SANTOS de 4. Une étude nutritionnelle n'est pas ici de mon ressort, mais il s'agit de souligner le caractère marginal de ces deux familles et le faible apport de viande et de protéines : 1,25 kg par personne et par mois pour la famille de Francisco SANTOS et moins de 860 gr pour la famille de Miguel

PEIXOTO. Ce dernier explique que, lorsqu'il arrive à gagner un peu plus d'argent au cours d'un mois, il achète un peu plus de viande ainsi que d'autres denrées qu'il ne peut pas acheter régulièrement, à voir plus loin. Mais il affirme également que pour les repas quotidiens : *"Parfois il n'y a pas de mixture, ce n'est pas à chaque fois que l'on en achète"* (la « mixture » correspond à la viande, au poisson ou aux oeufs, c'est l'accompagnement du riz et des haricots). On verra qu'il en est de même pour les légumes vert, la salade qui sont rarement consommés par la famille. Francisco SANTOS, quant à lui, dit ne manger que très peu de viande. Ils sont les seuls sur les familles enquêtées à avoir donné cette information, les autres familles déclarant presque systématiquement : *"ici on ne manque jamais de mixture"*, *"il y a toujours de la viande à la maison"*, ou encore *"difficilement il n'y a pas de viande, de mixture"*, *"mixture, poisson, viande, œufs, il y a toujours quelque chose"*, enfin *"pour moi s'il n'y a pas de viande ce n'est pas un repas"* dit Bruno COSTA. A défaut de ne pas avoir de viande, les œufs sont consommés, mais dans la hiérarchie de la « mixture » valorisée, ils apparaissent en dernier. Aussi à défaut de viande ou de poisson, on consomme les œufs en dernier ressort.

Ainsi, lorsque je demande aux personnes enquêtées ce qu'elles mangent habituellement pour les repas quotidiens, d'elles-mêmes elles énumèrent toutes la même séquence, d'abord le riz, puis le haricot, et ensuite soit de la viande (bœuf ou porc), soit de la saucisse, soit du poulet, soit du poisson, soit des œufs. Cet ordre est récurrent dans la présentation, hormis pour Francisco SANTOS où c'est le poisson qui apparaît en premier lieu comme mixture. Cette présentation séquentielle des différents types de protéines ou du type de « mixture » qui accompagne le riz et les haricots, montre en effet la valorisation de la viande bovine ou porcine qui présentées en premier se révèle en haut de la hiérarchie de la représentation de la « mixture ». Par contre, alors qu'en France on présenterait plus facilement d'abord la viande et ensuite l'accompagnement, ici c'est tout de même le riz et le haricot qui sont présentés en premier lieu, car ils constituent le fondement même de l'alimentation comme je l'ai déjà vu. Et, aucune famille enquêtée ne déclare consommer autre chose que du riz et du haricot comme plat principal midi et soir. Comme je le noterai plus loin, même lorsque les familles préparent et consomment un plat de pâte une ou deux fois par semaine, essentiellement durant le week-end, le plat de riz et de haricot sera aussi présent à table. Haricot et riz (*arroz e feijão*) sont les piliers du modèle alimentaire non seulement dans la région étudiée mais dans l'ensemble du Brésil, à telle enseigne qu'on les trouvent fréquemment évoqués dans des expressions ou des chansons. Dans cette hiérarchisation des aliments, la viande occupe néanmoins également une place significative – en particulier dans

le sud du Brésil ou le *Churrasco*, la grillade est synonyme de réjouissance et de fête. Par contre et cela sera abordé plus loin, les légumes, les salades ne font pas l'unanimité et se trouvent peu présents sur la table familiale en milieu rural.

Avançons dans la lecture de ces données en présentant comme pour les denrées de bases précédentes, le pourcentage des types de produits consommés, en fonction de leur origine : achat, autoproduction, chasse.

	Viande, poisson acheté%/an	Viande, etc. consommée issue de l'élevage%/an	Chasse%/an
Alfredo COSTA	42,4	57,6	0
<b>Bruno COSTA</b>	4,2	24,8	<b>71</b>
Paulo COSTA	4,8	<b>95,2</b>	0
Nestor COSTA	23,7	<b>73,5</b>	2,8
Augusto SANTOS	14,3	<b>85,7</b>	0
Celso SANTOS	39,9	28,1	32
João SANTOS	15,6	<b>84,4</b>	0
Francisco SANTOS	<b>100</b>	0	0
Mariano ARAUJO	12,9	<b>76,6</b>	10,5
Jorge BRANCO	17,6	<b>82,2</b>	0,2
Bento GOMES	39	36,3	24,7
Clara MOREIRA	<b>85,7</b>	14,3	0
Victor MACHADO	51,2	48,8	0
Vicente ROSA	15,2	<b>76,2</b>	8,6
André ROSA	33,1	57,9	9
Fernando ROSA	16,1	<b>78,3</b>	5,6
Julia ROSA	40,9	38,6	20,5
Sebastião LOBOS	54,5	45,5	0
<b>Miguel PEIXOTO</b>	50	50	<b>0</b>
Joaquim CANDIDO	0	<b>100</b>	0
Samuel MACEDO	19,1	<b>63,7</b>	17,2

**Tableau n°49** : Consommation annuelle des familles en pourcentage de viande, poisson, œufs, laitage, en fonction de la production, de la chasse et de l'achat.

On constate que, pour la viande et les produits d'origine animale, 10 familles ne font appel que très minoritairement au marché : elles se fournissent très majoritairement – 80% ou plus – grâce à leur propre production ou, dans une moindre mesure, à la chasse. L'autosuffisance ou la quasi autosuffisance à plus de 80% est atteinte par 10 familles. Dans neuf autres cas, la part de l'autoproduction demeure importante : entre 45 et 77%. Seuls deux ménages dépendent entièrement ou très largement du marché dans leurs approvisionnements : Francisco SANTOS qui n'a eu aucune production en 2003 et Clara MOREIRA qui atteint seulement 14,3% d'autosuffisance.

On notera à nouveau que la chasse intervient comme source alimentaire dans la moitié des ménages – de manière très significative (plus de 20%) dans 4 cas.

La somme mensuelle destinée à l'achat de viande, de poisson et d'œufs, estimée par les familles se répartit de la façon suivante (les 9 familles qui déclarent acheter "difficilement" du poisson en achète moins d'une fois par trimestre, voir encore moins souvent).

	Viande	Poisson	Total dépenses/ RS
Alfredo COSTA	5 poulets = 35 RS	3 kg =9 RS	<b>44</b>
Bruno COSTA	1 kg bœuf = 4 RS	Difficilement	4
Paulo COSTA	3 kg = 15 RS		15
Nestor COSTA	10 kg = 35 RS	Difficilement	35
Augusto SANTOS	2 poulets = 15 RS	non	15
Celso SANTOS	2 poulets = 15 RS Œufs = 2,5 RS	5 kg = 10RS	27,5
João SANTOS	3 poulets = 18 RS 8 kg bœuf = 32 RS	Difficilement	<b>50</b>
Francisco SANTOS	Difficilement	5 kg = 10 RS	10
Mariano ARAUJO	1 poulet = 5 RS. 2 kg bœuf = 5 RS. 1 kg saucisse = 3 RS	Non	13
Jorge BRANCO	10 kg = 35 RS	2kg = 5RS	40
Bento GOMES	3 kg bœuf = 10 RS. 1 poulet = 7 RS	3 kg = 6RS	23
Clara MOREIRA	Bœuf : 10 kg = 25RS. 3 poulets = 18 RS. 5 kg saucisses = 12,5 RS	Non	<b>55,5</b>
Victor MACHADO	Poulet : 3 = 21 RS. Bœuf : 2 kg = 8 RS Saucisses : 2 kg = 6 RS	2 kg = 5 RS	40
Vicente ROSA	2 kg Bœuf = 8 RS. 2 kg saucisses = 7 RS. 2 kg poulet= 7RS	Difficilement	22
André ROSA	6 kg bœuf ou porc : 18 RS. 4 kg saucisses : 12 RS. 2 poulets : 14RS	Difficilement	<b>44</b>
Fernando ROSA	5 kg bœuf = 35 RS. 1kg saucisses = 3 RS	Difficilement	38
Julia ROSA	10 kg bœuf = 35 RS. Saucisses = 20 RS	Difficilement	<b>55</b>
Sebastião LOBOS	8 kg saucisses : 24 RS	Non	24
Miguel PEIXOTO	2 kg de viande = 4 RS. Œufs : 4 RS	non	8
Joaquim CANDIDO	Non	Difficilement	0
Samuel MACEDO	5kg = 25RS	Difficilement	25

**Tableau n°50** : Dépenses mensuelles pour l'achat de viande, poisson et œufs.

Les prix présentés sont ceux estimés par les propres enquêtés et varient selon la qualité de la viande ou du poisson acheté, ainsi qu'en fonction du lieu d'achat. Au niveau de l'achat de viande ou de poisson, c'est Clara MOREIRA qui y consacre la proportion la plus grande de son budget en comparaison aux autres familles avec 23%, puis Bento GOMES à hauteur de 17,4%, puis viennent les deux familles qui ont le moins de ressources, Francisco SANTOS (12%) et Miguel PEIXOTO (10,8%). Francisco SANTOS est celui avec Celso SANTOS qui achètent le plus de poisson, et parallèlement celui qui avec Joaquim CANDIDO n'achètent pas de viande. Les autres consacrent en moyenne 4 à 6% de leur budget mensuel dans l'achat de

viande, poissons, oeufs. Ces chiffres sont bien sûr approximatifs, cependant ils donnent à voir les tendances générales qui se confirment au fur et à mesure de l'approfondissement des conditions matérielles de vie, et du rôle joué par l'agriculture et ainsi de l'autosuffisance dans ces conditions. Voyons à présent les autres denrées qui rentrent de manière moins essentielle dans l'alimentation.

### (3) *Les légumes et les condiments*

Certains condiments et légumes sont aussi produits et/ou achetés et consommés en quantité relativement importante. Il s'agit surtout de l'oignon, de l'ail, du chou salade, de tomates, de salades, persil, ciboulette et des pommes de terre. La production des familles se concentre sur le chou salade (*couve*), le chou (*repolho*), le persil, la ciboulette. Peu nombreux sont ceux qui cultivent des tomates, des cristophines et des betteraves, et leur production est très réduite, comme je l'ai déjà expliqué au chapitre 9. En effet, le jardin potager est fourni durant la période hivernale entre juin et octobre et les fourmis représentent le principal obstacle au développement et au maintien du jardin potager, de même la question souvent exprimée de la mauvaise qualité des semences vendues dans les commerces du bourg qui très souvent "*ne naissent pas et ne sont pas bonnes*". En terme de production/consommation, selon les déclarations des familles voici les approximations de consommation mensuelle :

	Consommation mensuelle issue de la production
Alfredo COSTA	2,5 kg
<b>Bruno COSTA</b>	<b>0</b>
Paulo COSTA	2,6 kg
Nestor COSTA	8,6 kg
Augusto SANTOS	4,1 kg
<b>Celso SANTOS</b>	<b>0</b>
João SANTOS	2,2 kg
<b>Francisco SANTOS</b>	<b>0</b>
Mariano ARAUJO	3,5 kg
Jorge BRANCO	2,2 kg
<b>Bento GOMES</b>	<b>0,7 kg</b>
<b>Clara MOREIRA</b>	<b>0,5 kg</b>
Victor MACHADO	1 kg
Vicente ROSA	8,8 kg
André ROSA	4 kg
Fernando ROSA	8,1 kg
Julia ROSA	3,7 kg
Sebastião LOBOS	2,6 kg
<b>Miguel PEIXOTO</b>	<b>0,7 kg</b>
Joaquim CANDIDO	7,5 kg
Samuel MACEDO	3,6 kg

**Tableau n°51** : Consommation mensuelle issue de la production du jardin potager.

Le problème lié à la production du jardin potager est donc bien relatif, étant donné que certaines familles parviennent à produire pendant la période hivernale des quantités qui



mensualisées peuvent atteindre jusqu'à plus de 8 kg. La question semble tenir plus au fait de l'entretien du jardin potager, qui est essentiellement une tâche féminine et donc des compétences ou du savoir-faire de certaines par rapport à d'autres. La production atteint de 7,5 et 8,5 kg dans seulement quatre ménages : Joaquim CANDIDO, Fernando ROSA, Vicente ROSA, Nestor COSTA. Les jardins potagers de ces familles ainsi que de celles qui atteignent une production de 3,5 à 4 kg (soit en tout 9 familles), ont la particularité de se caractériser par de véritables enclos protégés des intrusions des animaux domestiques ou autres, par des jardins bien soignés et délimités, sans mauvaises herbes, avec un entretien presque quotidien de la part des femmes essentiellement. C'est donc tout un savoir-faire qui est ici mis en œuvre, avec des règles à respecter, alors que pour ceux qui en produisent le moins, le jardin potager est réalisé de façon moins soignée, sans enclos, et somme toute un peu anarchique. Cela étant il ne faut pas minimiser ou occulter les problèmes qui sont exprimés et, même les familles qui ont une bonne production, rencontrent des difficultés liées aux parasites, au climat, à la qualité du sol qui parfois portent tort à la production. Ainsi, chez Miguel PEIXOTO ou Bento GOMES qui produisent de la salade et d'autres légumes ou condiments, la production est extrêmement réduite, moins d'un kilogramme par mois étalé sur toute l'année.

Si l'on regarde à présent de plus près la consommation mensuelle de légumes et condiments de bases provenant de l'achat dans les commerces, les achats selon les familles se distribuent comme suit :

	Oignon	Ail	Pommes de terre	tomates	chou
Alfredo COSTA	3 kg=2 RS	500 gr=4 RS	5 kg=4 RS	Dif	Non
Bruno COSTA	2 kg=1,8	300gr=3RS	2 kg=2RS	non	2= 2RS
Paulo COSTA	1 kg=1 RS	500 gr=4 RS	Dif	Dif	Dif
Nestor COSTA	1kg= 1RS	250gr=2,5	Dif	Dif	Dif
Augusto SANTOS	2 kg= 2RS	500 gr= 2 RS	Dif	Dif	Non
Celso SANTOS	3 kg= 2 RS	1 kg= 6,5 RS	Dif	Non	2= 1 RS
João SANTOS	3 kg= 2 RS	250 gr= 2 RS	3 kg= 2,5 RS	Non	Non
Francisco SANTOS	2 kg=1,5	250 gr=2 RS	non	Non	Non
Mariano ARAUJO	1,5 kg= 1 RS	300 gr= 3 RS	4 kg= 3 RS	2 kg= 2 RS	Dif
Jorge BRANCO	2 kg=1,5RS	500gr= 4 RS	2 kg=2RS	1 kg=1RS	2 =2 RS
Bento GOMES	5 kg= 4 RS	1kg= 7 RS	Dif	Non	Non
Clara MOREIRA	Dif	500 gr= 4 RS	Dif	Non	Non
Victor MACHADO	2 kg= 1,5 RS	400 gr= 3 RS	4 kg= 4 RS	dif	dif
Vicente ROSA	3 kg= 3 RS	150 gr= 1 RS	Dif	2 kg= 2 RS	2= 2 RS
André ROSA	1 kg= 0,8 RS	500 gr= 4 RS	dif	Dif	Non
Fernando ROSA	1 kg= 1RS	500 gr= 3 RS	2,5 kg= 2,5 RS	1 kg= 1 RS	
Julia ROSA	2 kg=2RS	500gr= 4 RS	2 kg= 2 RS	1 kg=1 RS	1=1 RS
Sebastião LOBOS	1 kg= 0,8 RS	300gr= 3 RS	1 kg= 1RS	1 kg= 1 RS	2= 2RS
Miguel PEIXOTO	1 kg= 0,8 RS	500 gr= 4 RS	Dif	Dif	non
Joaquim CANDIDO	2 kg= 1,5 RS	500gr= 4 RS	3 kg= 3 RS	2 kg= 2 RS	2= 2 Rs
Samuel MACEDO	1 kg=1 RS	300gr= 3 RS	1 kg= 1 RS	1 kg=1RS	2=2RS

**Tableau n°52** : Achat mensuel en condiments et légumes de base, en kilogramme. (Dif = difficilement, ce qui veut dire quasiment jamais, pour ne pas dire jamais ou très exceptionnellement)

On constate que 8 familles sur les 21, achètent seulement de l'oignon et de l'ail ; parmi elles la moitié n'a pas ou quasiment pas de production potagère et dit ne pas consommer ou très rarement des légumes verts ou de la salade. Il s'agit de Francisco SANTOS, Miguel PEIXOTO, Clara MOREIRA.

Seules les familles de Victor MACHADO, André ROSA, Fernando ROSA, Julia ROSA, Vicente ROSA, João SANTOS, Samuel MACEDO, Nestor COSTA, Joaquim CANDIDO et Jorge BRANCO déclarent manger ces denrées au moins une fois par jour, c'est à dire un peu moins de la moitié des familles enquêtées.

De plus, seulement 3 familles consomment également des pommes de terre tous les mois : Nestor COSTA, 3,5 Reais (1,5 kg); Fernando ROSA, 4 Reais (1 kg); et Joaquim CANDIDO, 2 Reais (1 kg). Une seule autre famille achète régulièrement des carottes : João SANTOS, 2 Reais par mois (2 kg). Aussi, dans la somme des dépenses alimentaires j'intègre ces dépenses en pomme de terre et en carotte, qui sont le propre de quelques familles.

	Total en kilo d'achat de condiments et légumes mensuel	Dépenses mensuelles condiments et légumes
Alfredo COSTA	8,5	10 RS
<b>Bruno COSTA</b>	<b>6,3</b>	<b>8,8 RS</b>
Paulo COSTA	1,5	5 RS
Nestor COSTA	2,75	7 RS
Augusto SANTOS	2,5	4 RS
<b>Celso SANTOS</b>	<b>6</b>	<b>9,5 RS</b>
João SANTOS	8,25	8,5 RS
<b>Francisco SANTOS</b>	<b>2,25</b>	<b>3,5 RS</b>
Mariano ARAUJO	7,8	9 RS
Jorge BRANCO	7,5	10,5 RS
<b>Bento GOMES</b>	<b>6</b>	<b>11 RS</b>
<b>Clara MOREIRA</b>	<b>0,5</b>	<b>4 RS</b>
Victor MACHADO	6,4	8,5 RS
Vicente ROSA	7,15	8 RS
André ROSA	1,5	4,8 RS
Fernando ROSA	6	11,5 RS
Julia ROSA	6,5	10 RS
Sebastião LOBOS	5,3	7,8 RS
<b>Miguel PEIXOTO</b>	<b>1,5</b>	<b>4,8 RS</b>
Joaquim CANDIDO	10,5	14,5 RS
Samuel MACEDO	5,3	8 RS

**Tableau n°53** : Total mensuel condiments et légumes achetés (kilogramme et Real).

Si l'on comptabilise les quantités de condiments et de légumes produits et achetés, on constate que Clara MOREIRA est celle qui consomme le moins de légumes et de condiments avec 6 kg par an, déclarant ne consommer que de l'ail pour accompagner les haricots. Puis

suivent les 2 familles les plus pauvres qui consomment en faible quantité ces denrées en comparaison avec autres familles, mais bien plus que la précédente : Francisco SANTOS et Miguel PEIXOTO avec 26 à 27 kg consommés dans l'année.

A l'inverse les familles qui détiennent les revenus les plus élevés sont celles qui consomment le plus de légumes et de condiments, en premier lieu Joaquim CANDIDO (216 kg/an).

	Autosuffisance pour les principaux condiments et légumes
Alfredo COSTA	22,7%
<b>Bruno COSTA</b>	<b>0</b>
Paulo COSTA	63,4%
Nestor COSTA	77,8%
Augusto SANTOS	62,1%
<b>Celso SANTOS</b>	<b>0</b>
João SANTOS	21,1%
<b>Francisco SANTOS</b>	<b>0</b>
Mariano ARAUJO	31%
Jorge BRANCO	22,7%
<b>Bento GOMES</b>	<b>10,5%</b>
<b>Clara MOREIRA</b>	<b>50%</b>
Victor MACHADO	13,5%
Vicente ROSA	55,2%
André ROSA	72,7%
Fernando ROSA	57,5%
Julia ROSA	36,3%
Sebastião LOBOS	32,9%
<b>Miguel PEIXOTO</b>	<b>31,8%</b>
Joaquim CANDIDO	41,7%
Samuel MACEDO	40,5%

**Tableau n°54** : Proportion de l'autosuffisance pour les principaux légumes et condiments.

Ces proportions sur l'autosuffisance seront mises en relation dans le récapitulatif de toutes les denrées produites et achetées. Cependant pour ces données concernant les légumes et les condiments, l'autosuffisance est très relative étant donné par exemple que Clara MOREIRA ou Miguel PEIXOTO produisent respectivement 50% et 31,8% de leur consommation mais que pour autant leur consommation sont les moins importantes sur l'ensemble des familles enquêtées. Mais il s'agira à la fois de mettre en parallèle l'autosuffisance avec les quantités produites, consommées et achetées pour toutes les denrées, afin de dégager une typologie générale des familles au-delà des typologies déjà réalisée aux 2 chapitres précédents qui se centrait pour la première sur la production puis sur l'origine des revenus, les tendances selon les activités génératrices de revenus.

### ***b) Les denrées non produites sur place***

Les autres denrées consommées en grande quantité sont le sucre, le sel, l'huile de soja, la farine de blé, et les pâtes. Ces aliments ne sont pas produits localement et doivent donc être achetés dans les commerces.

Ainsi, le tableau suivant montre la forte consommation de sucre par la population, la moyenne de consommation de sucre étant de 14,4 kg par mois. Le sucre est le plus souvent utilisé pour sucrer le café du matin et pour le goûter traditionnel de l'après-midi "*café da tarde*", réalisé dans toutes les familles vers 16-17 H, après le retour du travail. Le café est fortement sucré par habitude et rares sont les familles qui ne sucent pas le café dans le récipient même avec lequel il est servi – laissant à chacun le loisir de se sucrer à son goût. En effet, seules deux familles n'en mettent pas dans la préparation du café, Nestor COSTA et Jorge BRANCO, et ce sont aussi celles qui en consomment le moins. Le litre de café se prépare ainsi avec en général 2 cuillères à soupe de café et 4 cuillères à soupe pleines à ras de sucre, ou 2 louches moyennes, le plus souvent c'est une cuillère pour servir le riz qui sert de mesure, ou une grosse cuillère à soupe. C'est ainsi autour de 100 à 150 grammes de sucre par litre de café soit par jour entre 200 et 300 gr de sucre qui accompagne les 2 cafés de la journée soit les 2 à 4 litres de café quotidien. Le sucre est aussi utilisé pour les beignets et les gâteaux. Les plus gros consommateurs sont les familles de Bento GOMES et Victor MACHADO avec 30 kg de sucre mensuellement. Puis suivent avec 20 kg, les familles de Celso SANTOS, Alfredo COSTA, Clara MOREIRA et Joaquim CANDIDO.

Clara MOREIRA bat les records de consommation par personne pour l'huile de soja avec 2,75 Litres, les pâtes avec 2 kg et 1,5 kg de sel.

On retrouve les même familles grandes consommatrices de sucre, pour la consommation de la farine de blé qui est surtout utilisée pour la réalisation de beignets frits, accompagnant le petit déjeuner ou le goûter, et de gâteaux et dont la moyenne de consommation au sein des familles enquêtées est de 8 kg mensuel. Les familles qui en consomment nettement au-dessus sont : Alfredo COSTA, Bento GOMES, Victor MACHADO, Joaquim CANDIDO et Miguel PEIXOTO avec 15 kg mensuel.

L'huile de soja a remplacé depuis des décennies la graisse de porc et est utilisée en grande quantité pour les fritures, c'est ainsi plus de 5 litres par mois qui sont utilisés en moyenne par les familles enquêtées. Seule la famille de Joaquim CANDIDO utilise la graisse de porc, car il élève de nombreux cochons et a l'habitude d'en garder la graisse pour les préparations culinaires, essentiellement dans les fritures. Les autres familles ont, pour la

plupart, abandonné l'élevage porcin qui était auparavant très développé, pour des raisons sanitaires, des fonctionnaires d'institutions sanitaires étant venus à la fin des années quatre-vingt les mettre en garde contre la nocivité de l'élevage porcin et même d'en interdire quelques-uns dans certains cas. Et même les familles qui ont un petit élevage ne consomment plus la graisse de porc.

Enfin, notons la forte consommation de sel, dont la moyenne mensuelle par famille est de 1,71 kg. C'est la famille de Celso SANTOS qui bat le record de consommation mensuelle avec 5 kg. Comme je l'ai noté au précédemment chapitre, Raquel son épouse réalise des conserves de cœur de palmier qu'elle commercialise au bourg du municiple et elle en utilise une grande partie pour leur confection. Puis, il y a les familles de Bruno COSTA (4 Kg dont un destiné à la consommation de sa vache), Francisco SANTOS et Clara MOREIRA tout trois consommant ainsi 3 kg de sel par mois. Le sel est utilisé dans la cuisson du riz et du haricot de même que pour saler les viandes à la cuisson mais aussi pour les fumer au-dessus du feu de bois.

	Huile de soja/litre	Pâtes /kg	Farine de blé/kg	Sucre /kg	Sel /kg
Alfredo COSTA	<b>10</b>	<b>5</b>	<b>15</b>	<b>20</b>	<b>2</b>
Bruno COSTA	5	1	1	15	<b>4</b>
Paulo COSTA	4	2	2	10	1/2
Nestor COSTA	5	1	10	7	1/2
Augusto SANTOS	3	2	5	10	1,5
Celso SANTOS	6	2	10	<b>20</b>	<b>5</b>
João SANTOS	5	2	5	10	1
Francisco SANTOS	5	<b>5</b>	1	10	<b>3</b>
Mariano ARAUJO	5	2	10	15	2
Jorge BRANCO	5	3	10	5	1/2
Bento GOMES	<b>10</b>	4	<b>15</b>	<b>30</b>	2
Clara MOREIRA	5	4	2	<b>20</b>	<b>3</b>
Victor MACHADO	5	3	<b>15</b>	<b>30</b>	2
Vicente ROSA	<b>10</b>	3	8	15	1
André ROSA	<b>8</b>	3	5	10	1
Fernando ROSA	4	2	5	10	1
Julia ROSA	6	4	5	10	1
Sebastião LOBOS	5	4	5	15	2
Miguel PEIXOTO	4	2	<b>15</b>	15	1/2
Joaquim CANDIDO	0	2	<b>15</b>	<b>20</b>	2
Samuel MACEDO	3	3	10	5	1/2
<b>Moyenne/famille</b>	<b>5,6</b>	<b>2,8</b>	<b>8</b>	<b>14,4</b>	<b>1,71</b>

**Tableau n°55 :** Consommation mensuelle des 4 autres denrées principales non produites localement auprès des familles enquêtées.

Voyons plus dans le détail la consommation de ces aliments par personne dans chacune des familles puis les dépenses mensuelles pour l'achat de ces 5 denrées :

	Nombre de personne	Huile de soja/litre	Pâtes	Farine de blé	Sucre	Sel
Alfredo COSTA	11	0,9	0,45	1,36	1,82	0,18
Bruno COSTA	6	0,83	0,17	0,17	2,5	0,67
Paulo COSTA	3	1,33	0,67	0,67	3,33	0,17
Nestor COSTA	3	1,67	0,33	<b>3,33</b>	2,33	0,17
Augusto SANTOS	2	1,5	<b>1</b>	2,5	5	0,75
Celso SANTOS	6	1	0,33	1,67	3,33	0,83
João SANTOS	3	1,67	0,67	1,67	3,33	0,33
Francisco SANTOS	5	1	<b>1</b>	0,2	2	0,6
Mariano ARAUJO	5	1	0,4	2	3	0,4
Jorge BRANCO	6	0,83	0,5	1,67	0,83	0,08
Bento GOMES	5	2	0,8	<b>3</b>	<b>6</b>	0,4
Clara MOREIRA	2	<b>2,75</b>	<b>2</b>	1	10	<b>1,5</b>
Victor MACHADO	7	0,71	0,43	2,14	<b>4,28</b>	0,28
Vicente ROSA	7	1,43	0,43	1,14	2,14	0,14
André ROSA	4	<b>2</b>	0,75	1,25	2,5	0,25
Fernando ROSA	4	1	0,5	1,25	2,5	0,25
Julia ROSA	4	1,5	<b>1</b>	1,25	2,5	0,25
Sebastião LOBOS	4	1,25	<b>1</b>	1,25	3,75	0,5
Miguel PEIXOTO	7	0,57	0,28	2,14	2,14	0,07
Joaquim CANDIDO	4	0	0,5	<b>3,75</b>	5	0,5
Samuel MACEDO	3	1	<b>1</b>	<b>3,33</b>	1,67	0,17

**Tableau n°56** : Consommation mensuelle par personne dans chaque famille enquêtée pour les 4 denrées principales achetées.

	huile	Pâtes	Farine de blé	Sucre	Sel	Total dépense
Alfredo COSTA	20	10	16,5	16	0,5	<b>63</b>
Bruno COSTA	10	2	1	12	1	26
Paulo COSTA	8	4	1,5	8	0,25	21,75
Nestor COSTA	10	3	14	10	0,4	37,4
Augusto SANTOS	6	6	5,5	8	0,4	25,9
Celso SANTOS	12	6	10	16	1,5	<b>45,5</b>
João SANTOS	10	6	6	8	0,25	30,25
Francisco SANTOS	10	5	1	7,6	1,5	25,1
Mariano ARAUJO	10	5	12	12	1	40
Jorge BRANCO	10	6	12	4	0,4	32,4
Bento GOMES	20	6	16,5	22,8	0,5	<b>65,8</b>
Clara MOREIRA	10	8	2	20	1,5	<b>41,5</b>
Victor MACHADO	10	6	16,5	21	0,5	<b>54</b>
Vicente ROSA	20	5	10	12	0,25	<b>47,25</b>
André ROSA	16	7,5	6,5	10	0,4	40,4
Fernando ROSA	8	4	5,5	10	0,25	27,75
Julia ROSA	12	8	6	10	0,40	36,4
Sebastião LOBOS	10	6	6	10,5	1	33,5
Miguel PEIXOTO	8	3,6	18	11,4	0,25	<b>41,25</b>
Joaquim CANDIDO	0	4	18	16	1	39
Samuel MACEDO	6	6	12	4	0,25	28,25

**Tableau n°57**: Dépenses mensuelles par famille pour l'huile, les pâtes, la farine de blé, le sucre et le sel, en Real.

Le prix de la farine, du sucre, des pâtes et du sel varie selon la quantité achetée, le type de produit et selon l'endroit où les personnes font leurs courses. Les prix considérés sont ceux déclarés par les personnes elles-mêmes. Les familles dont les dépenses mensuelles pour ces denrées sont les plus importantes entre 63 et 66 Reais sont celles de Bento GOMES et Alfredo COSTA. Bento GOMES qui a cependant un des revenus les moins élevés (ces dépenses s'élevant à presque 50% de son budget, contre 11,5% pour Alfredo) et dont les déclarations doivent être relativisées au regard de son maigre revenu. Ainsi il faut considérer que ses dépenses peuvent fluctuer considérablement d'un mois sur l'autre selon ses revenus, en même temps que sa pratique plus ou moins soutenue de collecte du palmier pour assurer ses revenus selon les difficultés du moment pour assurer la subsistance de sa famille. Inversement à la mesure de ses revenus très limités et de l'absence d'alternative dans ses sources de revenus Francisco SANTOS est un de ceux qui accordent le moins de dépenses pour ces denrées, après Paulo COSTA, mais qui représentent cependant plus de 36% de son budget, alors que c'est moins de 4% du budget de Paulo.

Il faut encore considérer d'autres denrées qui sont achetées mensuellement par les familles telles que l'extrait de tomate, les biscuits, la farine de maïs ou *fubá*, le vinaigre, le ferment à gâteau, le lait concentré, la margarine, etc. qui sont aussi presque toutes consommées par la totalité des familles. Ces données sont intégrées dans le tableau récapitulatif suivant.

	Total en Real/mois	Total en kg/mois
Alfredo COSTA	18,7	15
Bruno COSTA	22,5	22,25
Paulo COSTA	9	9
Nestor COSTA	34,75	16,5
Augusto SANTOS	30,1	20
Celso SANTOS	47	43
João SANTOS	50,35	32,5
Francisco SANTOS	6	4,25
Mariano ARAUJO	30,5	30,37
Jorge BRANCO	44,3	34
Bento GOMES	38,6	23,25
Clara MOREIRA	12,7	14,5
Victor MACHADO	22	19
Vicente ROSA	46,8	15,5
André ROSA	29,1	31
Fernando ROSA	28,7	10,5
Julia ROSA	48,2	43,5
Sebastião LOBOS	26	15,25
Miguel PEIXOTO	18,7	11
Joaquim CANDIDO	36,5	29,25
Samuel MACEDO	26,2	18,75

**Tableau n°58** : Achats mensuels en kilo et en real des autres denrées.

(extraits de tomates, biscuits, vinaigre, mayonnaise, farine de maïs, *fubá*, ferment pain et/ou gâteau, jus de fruit margarine, sodas, lait en poudre, lait concentré sucré, crème fraîche, chocolat en poudre, maïzena, céréales, et autres consommés par peu de familles).

Je réserve ces données pour le récapitulatif des denrées achetées mensuellement par chacune des familles et pour l'analyse générale à suivre des conditions d'existence.

Soulignons que l'alimentation des familles n'est pas étrangère aux problèmes de santé fréquents rencontrés par la population. Une alimentation riche en sel et en sucre pour toute la population et pauvre en légumes verts pour plus de la moitié d'entre elles explique certains de ces problèmes. Nombreuses sont les personnes adultes qui ont des problèmes de cholestérol, de diabète, de pression haute et qui selon les conseils du médecin doivent réduire leur consommation de sel et de sucre et augmenter leur consommation de légumes.

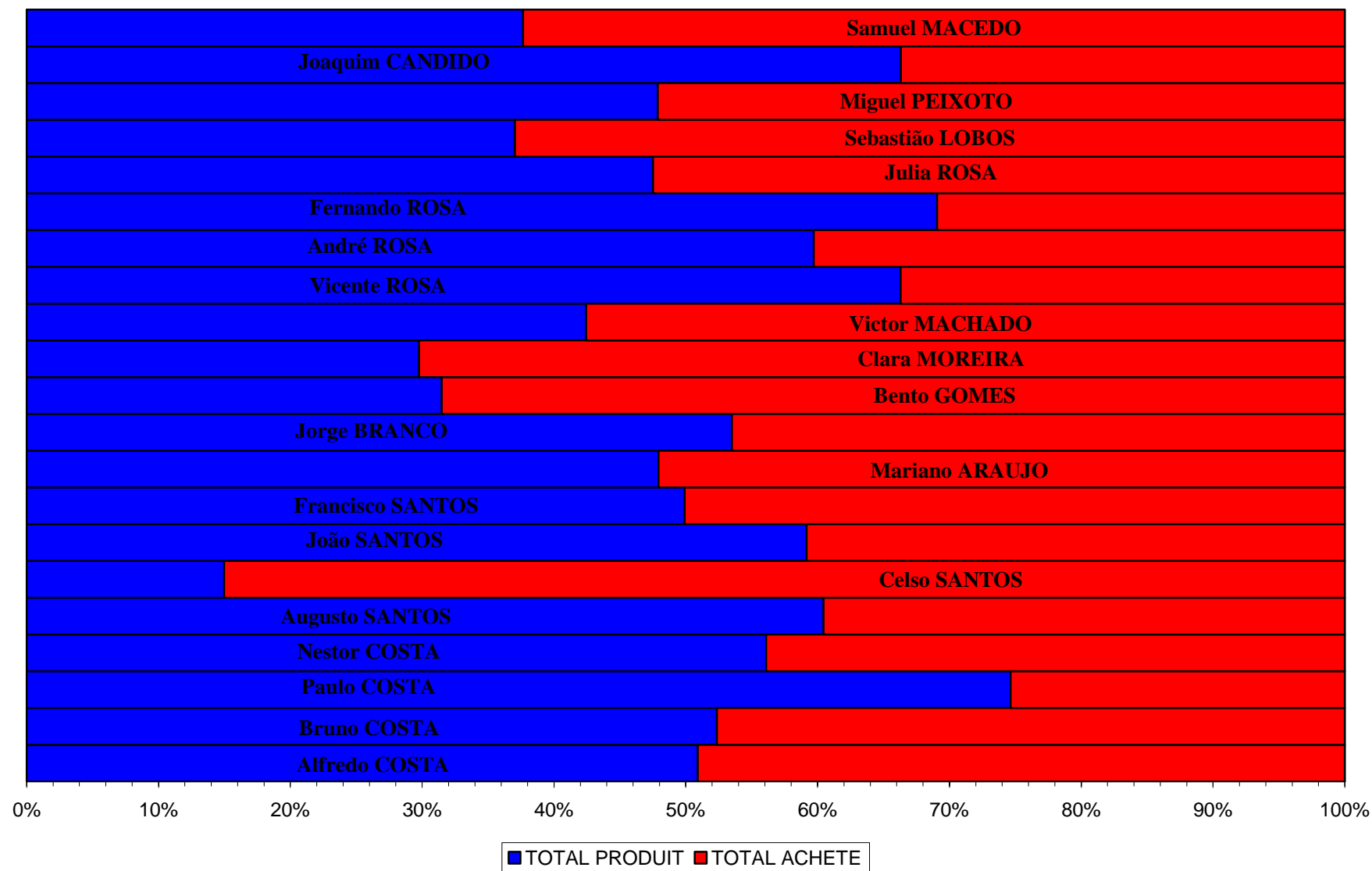
### *c) Répartition des denrées consommées produites et achetées*

Il s'agit à présent de faire le point sur l'ensemble de la consommation annuelle des familles enquêtées en considérant la production et l'achat. Ainsi, récapitulons la consommation issue de la production et celle provenant d'achat dans les commerces.

	TOTAL PRODUIT	TOTAL ACHETE
Alfredo COSTA	<b>1593</b>	<b>1536</b>
Bruno COSTA	990	900,6
Paulo COSTA	1289,2	438
Nestor COSTA	811,2	635
Augusto SANTOS	871,2	570
Celso SANTOS	298	1692
João SANTOS	1412,4	975
Francisco SANTOS	680	682
Mariano ARAUJO	1159	1259,04
Jorge BRANCO	1176,9	1023
Bento GOMES	<b>635,4</b>	<b>1383</b>
Clara MOREIRA	450	1062
Victor MACHADO	1008	1366,8
Vicente ROSA	<b>1550,1</b>	<b>787,8</b>
André ROSA	<b>1449</b>	<b>978</b>
Fernando ROSA	1192,2	534
Julia ROSA	988,4	1092
Sebastião LOBOS	485,2	824,6
Miguel PEIXOTO	716,4	780
Joaquim CANDIDO	2254	1145
Samuel MACEDO	505,2	836,6

**Tableau n° 59 :** Total des denrées produites et achetées annuellement en kilogrammes.





**Figure 54** : Total denrées consommées selon la production et l'achat, en pourcentage, par an et par famille.

Ainsi, sur les 21 familles enquêtées, 12 produisent plus qu'elles n'achètent proportionnellement. On compte tout d'abord les familles qui produisent 69% et plus de leur consommation alimentaire : Paulo COSTA (74,6%) et Fernando ROSA (69,1%). Puis deux familles produisent à hauteur de 66,3% de leurs denrées consommées : Joaquim CANDIDO et Vicente ROSA. On peut ainsi classer ces 4 familles dans une catégorie qui serait les familles qui produisent entre 66 et 75% du total des denrées consommées.

La deuxième tranche regroupe les familles qui produisent entre 56 et 61% : Augusto SANTOS (60,5%), André ROSA (59,7%), João SANTOS (58,2%), Nestor COSTA (56,1%).

Ensuite, viendrait les familles qui produisent entre 50 et 54% : Jorge BRANCO (53,5%), Bruno COSTA (52,4%), Alfredo COSTA (50,9%), Francisco SANTOS (50%).

Puis les familles qui produisent entre 47 et 48% : Mariano ARAUJO (48%), Miguel PEIXOTO (47,9%), Julia ROSA (47,5%).

La tranche suivante regroupe les familles qui produisent de 37 à 43% : Victor MACHADO (42,5%), Samuel MACEDO (37,6%), Sebastião LOBOS (37%).

Ceux qui comptabilisent le moins de production des denrées consommées : Bento GOMES (31,5%), Clara MOREIRA (29,8%). Et enfin le dernier avec 15% de denrées produites est Celso SANTOS.

Ce découpage est à mettre en relation avec le type d'activité génératrice de revenus. Mais auparavant, on voit déjà ici l'importance de l'autoproduction dans l'alimentation des familles. Cela est vrai pour les familles les plus pauvres, notamment Miguel PEIXOTO et Francisco SANTOS qui tirent entre 48 et 50% de leur alimentation de l'usage des ressources naturelles, de même Bruno COSTA à plus de 50%. Seul Bento GOMES qui se situe dans les tranches de revenus les plus faibles ne réussit pas à produire plus de 31,5% de son alimentation. Mais c'est également exact, et même à un degré supérieur, pour les ménages les plus aisés, car ce sont aussi ceux qui ont les plus forts niveaux d'autosuffisance, tous produits cumulés. On a vu, en particulier, l'importance que l'élevage possède chez eux – ce qui leur permet d'atteindre l'autosuffisance dans leur approvisionnement en viande. Ils sont en mesure de consentir des investissements – achats de bétail notamment – qui ne peuvent être envisagés par les exploitations d'un niveau économique plus modeste.

Aussi, la première conclusion que l'on peut tirer est d'abord la vitalité que conserve la petite agriculture familiale de subsistance et, ce, malgré les contraintes qu'elle subit dans le contexte particulier de l'APA de Guaraqueçaba : elle contribue de manière fondamentale à procurer aux familles leurs moyens d'existence, à leur permettre de se reproduire physiquement et socialement.

On ne peut poser la question de la viabilité de la petite agriculture familiale sans prendre en compte cet aspect essentiel de leur système de production. Dans un pays comme le Brésil où la misère d'une frange croissante de la population constitue un problème majeur, où l'exode en direction des villes génère les situations dramatiques que l'on connaît, une agriculture qui parvient encore à nourrir ceux qui la pratiquent – ou qui contribue de manière significative à le faire – remplit une fonction essentielle car elle leur permet de continuer à vivre dans leur milieu d'origine – ce qui est, pour eux, une forme majeure de « durabilité ». Cela est vrai, même si cette agriculture est très vulnérable dès qu'elle essaie de trouver sa place sur un marché concurrentiel, dominé par des systèmes de production mécanisés et industrialisés.

Aux difficultés que rencontrent, à des degrés divers, tous les petits agriculteurs familiaux brésiliens, l'application rigoureuse des lois environnementales qu'a entraîné la création de l'APA a ajouté une difficulté supplémentaire : elle a contraint une grande partie des activités productives dirigées vers la subsistance à rentrer dans la clandestinité. La dissimulation, la capacité à échapper aux contrôles est devenue désormais – au côté de critères purement agricoles ou agronomiques (comme la qualité des sols, la distance des parcelles, la nature des outils) une composante capitale des stratégies productives. C'est devenu un facteur structurel discriminant pour la performance des activités productives de subsistance. En termes simples, pour assurer de façon décente l'existence des siens, un ménage doit pouvoir travailler dans la clandestinité. Cela pose en termes provocants mais réalistes la question de la coexistence entre objectif de préservation de la nature et objectifs de protection des populations locales.

	Prélèvements sur ressources naturelles locales	Revenus illicites	Part de l'auto production alimentaire	Revenu mensuel
Joaquim CANDIDO	<b>100%</b>	0	<b>66,3%</b>	<b>1835 RS</b>
Jorge BRANCO	63%	0	<b>53,5%</b>	<b>1135 RS</b>
Fernando ROSA	73%	0	<b>69,1%</b>	<b>872,5 RS</b>
Julia ROSA	88%	0	47,5%	<b>840 RS</b>
João SANTOS	41%	32%	<b>58,2%</b>	<b>786 RS</b>
Paulo COSTA	<b>100%</b>	<b>56,5%</b>	<b>74,6%</b>	597,5 RS
Nestor COSTA	60%	9%	<b>56,1%</b>	570 RS
Vicente ROSA	53%	<b>0</b>	<b>66,3%</b>	557,5 RS
Alfredo COSTA	67%	12,5%	50,9%	548,5 RS
André ROSA	46%	23%	<b>59,7%</b>	525 RS
Victor MACHADO	40%	8%	42,5%	484,5 RS
Augusto SANTOS	16%	10%	<b>60,5%</b>	462 RS
Mariano ARAUJO	42%	15%	48%	454,5 RS
Celso SANTOS	<b>100%</b>	<b>100%</b>	15%	435 RS
Samuel MACEDO	11%	0	37,6%	293 RS
Sebastião LOBOS	<b>100%</b>	<b>100%</b>	37%	250 RS
Clara MOREIRA	0	0	29,8%	240 RS
Bruno COSTA	<b>100%</b>	0	<b>52,4%</b>	156 RS
Bento GOMES	<b>100%</b>	<b>55%</b>	31,5%	132 RS
Francisco SANTOS	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>50%</b>	85 RS
Miguel PEIXOTO	<b>100%</b>	<b>100%</b>	47,9%	74 RS

**Tableau n°60** : Récapitulatif de l'origine des revenus (en pourcentage de ceux ponctionnant sur l'environnement et ceux illicites) et de l'autosuffisance alimentaire.

Parallèlement la famille qui est un des pivots de la collecte de *palmito*, dont le chef de famille est le coordinateur de l'activité, ne peut pas assurer l'autosuffisance alimentaire, puisqu'elle est la plus marginale en terme de production pour l'autosubsistance. On l'a vu, sa condition en 2003 est le fruit d'une conjoncture défavorable, pressionnée en 2002 par la police forestière, elle n'a pas pu réaliser ses plantations de riz et de haricot. Cet exemple n'est pas un cas isolé, et d'une année sur l'autre, il peut s'agir d'une autre famille, ce fut le cas pour Alfredo COSTA en 2001. Il reste que la famille ROSA et les familles qui lui sont apparentées restent bien éloignées de ce type de conjoncture, car elles ont échappé à la répression policière qui n'a pas découvert leurs champs vivriers éloignés, mais cela reste aléatoire et rien ne dit qu'elles ne seront elles aussi contraintes dans quelques années à devoir renoncer à leurs culture vivrières pendant une année. C'est tout l'aléatoire de cette condition de clandestinité où il apparaît difficile de construire sur le long terme un avenir et de prévoir à court terme les coups durs qui peuvent s'abattre sur les familles et les entraîner brutalement dans la précarité. A Rio Verde en 2003, un agriculteur a dû abandonner, je l'ai déjà évoqué, sa récolte de

haricot, car les policiers après avoir trouvé le champ ont rebattu le site à plusieurs reprises pour y trouver le contrevenant, et il avait peur de retourner dans son champ pour sa récolte.

En dépit de l'importance de la place conservée par la production agricole dans l'accès aux moyens d'existence basique des ménages, un autre point est à noter à l'examen du tableau précédent : une nette majorité d'entre eux – 13 sur 21 – ont des revenus qui ne reposent pas sur une exploitation des ressources naturelles locales mais qui proviennent d'autres sources que j'ai passées en revue plus haut : retraites, pensions, salariat, petit commerce. Ici encore on a la confirmation d'un point essentiel, déjà constaté à de multiples reprises dans les études consacrées à la petite agriculture familiale : à savoir l'importance d'une pluriactivité ouverte à bien d'autres sources de revenu que l'agriculture *stricto sensu*. S'interroger sur la viabilité de la petite agriculture familiale et sur les stratégies qu'elle applique pour continuer à exister contre vents et marées impose que l'on dépasse les activités purement agricoles et que l'on tienne compte de l'éventail large et diversifié de ressources auxquelles elle fait appel. Pour être complet, on devrait d'ailleurs tenir compte des échanges non marchands, des dons et contre-dons, de l'entraide – dont on a vu l'importance dans la constitution du tissu social de la « communauté » mais qui, j'en ai donné quelques exemples, peut permettre de franchir certains caps difficiles, de ne pas succomber à des événements (une maladie, mais aussi une confiscation de matériel ou un contrôle sur un champ clandestin) auxquels il aurait été impossible de résister en ne comptant que sur ses propres forces. Je n'ai pu intégrer cette dimension dans la reconstitution des budgets mais on ne doit pas oublier qu'elle peut jouer un rôle déterminant dans certaines situations critiques.

Malgré la tentative de systématisation qui représente une photographie de l'année 2002-2003, on perçoit la situation mouvante et incertaine dans laquelle se trouvent les familles. Cependant quelques familles n'ont que peu de recours pour assurer les cultures vivrières nous l'avons vu. C'est le lot des familles qui disposent de peu de terres, mal situées, à la vue et peu fertiles.

On repère enfin, que les 8 familles qui ont les revenus les plus bas sont celles qui ont globalement le plus de difficultés à assurer leur sécurité alimentaire, leur autosubsistance et ce sont parmi elles que l'on trouve les 4 familles qui tirent à 100% de leurs revenus de la collecte illicite de produits de la forêt, puis une à 55%, et trois autres dont les revenus ne proviennent pas de ce type d'activités. Parmi ces trois dernières, une seule tire ses revenus

d'activités ponctionnant exclusivement sur l'environnement et une exclusivement d'une pension. Pour finir on remarque la famille qui détient le plus fort taux d'autoproduction alimentaire est celle de Paulo COSTA qui réussit à équilibrer ses sources de revenus d'activités licites et illicites, mais toutes ponctionnant sur l'environnement.

La tendance générale montre bien cependant que plus les ressources financières sont élevées, plus les conditions sont réunies pour pouvoir assurer l'autosuffisance, enfin la dominante de la pluriactivité dans la génération des sources de revenus favorise également à la fois des revenus plus élevés et une autosuffisance élevée.

## **2. LES AUTRES DÉPENSES : L'HABILLEMENT, L'HYGIÈNE, L'ÉNERGIE, LES OUTILS, LE TRANSPORT**

Dans le budget des familles nous venons de voir la part importante de l'alimentation, qui est la base de leur subsistance. Mais bien d'autres dépenses se présentent au quotidien, auxquelles il faut pouvoir faire face en puisant dans ses revenus. Ce sont les dépenses mensuelles pour le gaz, l'électricité, les produits d'hygiène et de nettoyage, l'habillement, le transport, etc.

Notons que généralement les familles n'ont pas de dépenses de santé car les soins sont théoriquement gratuits, ainsi que les médicaments. Cependant le système de soin de Guaraqueçaba est largement considéré comme précaire, peu efficace et lors de graves soucis de santé les gens vont soit à Paranaguá, soit à Cananéia où tout le système de soin est gratuit et plus opérationnel, et ils vont dans l'une ou l'autre des communes selon qu'ils ont de la famille pour les accueillir sur place. Il faut le souligner car cela explique en partie les raisons des liens qui sont maintenus avec Cananéia. Nous avons vu dans un précédent chapitre la place que cette commune de l'État de São Paulo occupait dans le réseau de relations sociales et familiales des habitants de Batuva. Ces relations seront volontiers mobilisées en cas de problèmes de santé car les structures de soin y sont jugées excellentes. Ainsi, l'épouse de Sebastião LOBOS explique :

*"A Cananéia c'est mieux, il y a plus de ressources, on n'a pas besoin de payer pour aller faire un examen, c'est gratuit, et ils vous emmènent gratuitement loin pour faire les examens. A Guaraqueçaba, il faut payer le bateau si on doit aller faire des examens à Paranaguá. A Cananéia, la famille nous aide aussi, les oncles et tantes."*

Les dépenses de santé quotidiennes se bornent donc à l'achat ponctuel d'analgésiques pour des douleurs ou la fièvre passagères.

Voyons donc comment se répartissent ces autres dépenses mensuellement selon les familles. Il faut rajouter à ces dépenses présentées ci-dessus, des dépenses qu'ont certaines familles telles que les dépenses de rations pour les animaux, le matériel scolaire, la dîme à l'Église, les outils. Tous ces frais sont comptabilisés dans le total des dépenses présenté dans le tableau suivant. Les dépenses d'habillement, de matériel scolaire et d'outillage sont ponctuelles mais je les ai préalablement annualisées puis mensualisées pour qu'elles apparaissent dans les dépenses totales mensuelles.

	Dépenses Alimentaires en Reais	Dépenses produits d'hygiène etc	Electricité	Transport En bus	Dépense de gaz en Reais	Dépenses mensuelles totales en Reais
Alfredo COSTA	171,45 251,45 avec le riz durant 5 mois	34	10	14	10	240 320 avec riz de déc à avril
Bruno COSTA	149 163 avec le riz durant 6 mois	16	10	14	0	194 208 avec le riz
Paulo COSTA	67	30	10	28	10	150
Nestor COSTA	105 125 avec le lait durant 6 mois	45,5	20-30	28	10	280 300 avec le lait
Augusto SANTOS	76	45	10	14	15 RS	200
Celso SANTOS	190	30	12	28	0	270
João SANTOS	150	40	10	35	31	325
Francisco SANTOS	60 102 avec le riz durant 5 mois	15	Non	14	0	89 RS 131 avec le riz
Mariano ARAUJO	106 155 avec le riz durant 8 mois	25	15	7	10	180 229 avec le riz
Jorge BRANCO	135,2 156,2 avec le riz durant 5 mois	45	20-30	42	31	335,2 356,2 avec le riz
Bento GOMES	163 205 avec le riz durant 5 mois	20	10	7	0	200 242 avec le riz
Clara MOREIRA	125 160 avec le riz durant 9 mois	24	15	20	4	190 225 avec le riz
Victor MACHADO	135 177 avec riz durant 7 mois	35	Non	21	0	206 248 avec le riz
Vicente ROSA	124	45	15-20	0-7	31	390
André ROSA	126	40	19-25	21	20	236
Fernando ROSA	106	48	8	14	31	335
Julia ROSA	150	45	40	28	31	400
Sebastião LOBOS	105 119 avec riz durant 8 mois	30	Non	14	15	165 179 avec le riz
Miguel PEIXOTO	80 101 avec le riz durant 8 mois	23	20	7	10	140 161 avec le riz
Joaquim CANDIDO	116	50	90	0	31	935
Samuel MACEDO	104 132 avec le riz durant 7 mois	30	10	21	20	205 233 avec le riz

**Tableau n°61** : Dépenses mensuelles des familles enquêtées en 2003.

En ce qui concerne l'habillement, certaines familles expliquent qu'elles reçoivent des vêtements de la famille qui vit à l'extérieur, et précisément à Cananéia. Ainsi l'épouse

d'Alfredo COSTA explique qu'elle a beaucoup d'habits, les sœurs de son époux et les siennes, qui vivent à Cananéia, leur donnent toujours des vêtements usés, et les aident dit-elle : "*Nous de la campagne on gagne beaucoup d'habits usés. On en achète très peu*". Bruno COSTA commente qu'il "*gagne plus de vêtements qu'il n'en achète*", et qu'ils lui sont donnés par la famille de Cananéia. Paulo COSTA et sa femme n'achètent pas de vêtement et reçoivent une fois par an un paquet de vêtements par le courrier de leur fille qui habite São Paulo. L'épouse de Celso SANTOS dit confectionner des habits pour ses enfants et en recevoir en quantité importante de la famille de Cananéia. En règle générale, les vêtements pour enfants sont reçus en don de la famille extérieure, ainsi que les habits utilisés pour les travaux agricoles, des blouses, t-shirts, pantalons et jupes usés. Les familles reçoivent également des habits qu'ils peuvent utiliser pour sortir, pour les occasions, ou pour aller à l'Église. Bento GOMES explique encore que la famille donne des vêtements en quantité et qu'il en achète très rarement, ainsi que Miguel PEIXOTO et Samuel MACEDO. Certaines femmes m'ont ainsi montré avec beaucoup de fierté leur armoire pleine d'habits pour toute la famille. D'autres familles comme celle de Clara MOREIRA déclarent acheter deux fois dans l'année des habits pour les enfants et pour eux-mêmes n'acheter que rarement. Elle possède ainsi deux ensembles pour sortir. De même Vicente ROSA achète deux fois par an des vêtements pour leurs deux jeunes enfants et une fois par an pour le couple. Ils achètent par contre des couches tous les mois, pour environ 30 Reais. Il en va de même pour les familles de Nestor COSTA, Fernando ROSA, Joaquim CANDIDO, Jorge BRANCO qui achètent une à deux fois par an des vêtements pour les enfants et pour le couple, avec des dépenses mensualisées aux alentours de 30-45 Reais. Enfin, la famille d'Augusto SANTOS achète seulement pour le couple surtout des sous-vêtements et reçoit de la famille des habits, de même celle de Victor MACHADO qui reçoit des vêtements de la famille de Cananéia et achètent essentiellement des sous-vêtements, des chaussures (surtout des tongs) et, exceptionnellement, des habits à finalité plus "sociale". Il est souvent fait référence à des dons de vêtements dans les entretiens que j'ai eus avec les familles. On constate ainsi l'importance du lien maintenue avec la famille extérieure dans des formes d'entraides diverses allant de l'accueil, du gîte pour la résolution des problèmes de santé, aux dons de vêtements très développés.

Les achats d'outils sont rares, une fois tous les cinq ans ou moins, et se font exclusivement les grands couteaux (*facão*), les haches et les faucilles utilisés pour les travaux agricoles qui sont achetés lorsqu'ils sont cassés.

En ce qui concerne les dépenses pour le gaz, la bombonne de gaz coûte 31 Reais et nombreuses sont les familles qui consomment une bouteille de gaz par trimestre. Elles



utilisent rarement le gaz et cuisinent essentiellement au feu de bois, il s'agit de six familles. Cinq autres familles n'ont pas de gazinière et cuisinent exclusivement également au feu de bois. Trois familles n'ont pas l'électricité, parmi elles, Victor MACHADO dont la maison venait juste d'être terminée et qui était dans l'attente de l'installation électrique, car il avait réalisé un projet *Luz no campo* (Cf. Chapitre 1 § 4 b)). Une fois l'installation faite il devra régler la somme de 2000 Reais pour la pose du poste électrique, qu'il pourra payer en petites prestations. Sebastião LOBOS, venait également de s'installer depuis peu et il avait aussi fait la demande d'installation électrique au travers du projet *Luz no Campo*. Enfin Francisco SANTOS vit sans l'électricité depuis toujours et ne peut pas assurer la dépense ni pour l'installation, ni mensuellement pour la consommation.

Les familles qui ont d'importantes dépenses pour leur élevage en rations et vaccins : Joaquim CANDIDO avec des dépenses qui s'élèvent à plus de 400 Reais par mois, les autres familles qui élèvent du bétail dépensent entre 15 et 50 Reais par mois.

Enfin je n'ai pas pris en compte ici les données concernant le logement et l'équipement qui pourraient faire l'objet d'une étude à elles seules. Les dépenses liées à l'habitat s'avèrent être des investissements lourds, cependant il s'agit de dépenses qui ont lieu approximativement tous les 15-20 ans. La construction d'une maison se déroule en règle générale lorsqu'un couple se met en ménage, puis au moins une ou deux fois dans le cours de son existence commune. Les maisons sont généralement réalisées à partir de bois extraits dans la forêt, le plus souvent on l'a vu en toute illégalité. Il est fait appel aujourd'hui aux personnes qui possèdent une tronçonneuse pour la coupe de planches et de poutres nécessaires à la construction. Les tronçonneuses sont venues faciliter considérablement le travail depuis la fin des années quatre-vingt, car comme les habitants le racontent et comme en témoignent les planches à dessins des ALVAR (1973), le travail s'avérait naguère très pénible, nécessitant plusieurs personnes et une scie immense afin de couper dans le sens de la longueur les troncs d'arbre pour en retirer des planches et des poutres. Entre les poutres et les planches d'une maison reviennent aujourd'hui entre 500 et 1000 Reais pour les murs, la charpente et le sol, selon la taille de la maison, la taille moyenne d'une maison étant de 60-70 m<sup>2</sup> (entre 15 et 20 douzaines de planches à 15 Reais la douzaine si elle est achetée à quelqu'un localement, les planches se vendant à la douzaine de même que pour les poutres et les planches du sol). Puis selon leurs moyens, les familles achètent ou non dans le commerce Guaraqueçaba les fines lattes qui servent de joint entre les planches pour éviter de laisser passer des courants d'air (0,80 Reais la latte, et il en faut aux alentours de 200, soit 160

Reais). Enfin, il faut également considérer les salles de bains, qui généralement sont bâties en brique et en ciment, les cuisinières à bois idem, l'installation électrique, la toiture, la main d'œuvre et les biens d'équipements.

Le problème de l'habitat que j'ai pu constater aujourd'hui concerne la qualité de certains matériaux utilisés et plus particulièrement des toitures. En effet, étant donné les revenus très modestes des familles, elles réalisent leur toiture à partir de plaques de tuiles ondulées de type *eternit* composées de ciment et d'amiante. Selon le fabricant, les fibres d'amiantes sont emprisonnées dans le ciment, donc sans risque pour la santé. Le problème se pose lorsque les familles les plus démunies qui ne réalisent pas de plafonds, installent ces plaques au-dessus de leur cuisinière à bois. Il y a des suintements qui se développent avec le chaleur de la cuisinière, le tuyau d'aération étant généralement très réduit, ainsi que des suintements liés à la vapeur de la cuisson des aliments, la friture, la graisse, qui viennent s'amalgamer sur la partie inférieure des tuiles à l'intérieur de la cuisine autour du poêle à bois ou même de la gazinière. De plus, ces plaques de tuiles ne sont pas isolantes et avec les chaleurs estivales, la température dans les maisons est souvent étouffante. Je n'ai pas trouvé d'étude sur le sujet, cependant le questionnement sur la santé des résidents est ici posé, sur les conditions d'existence, le lien entre la pauvreté, les inégalités sociales et les risques sur la santé. Comme l'explique Vicente ROSA, proportionnellement pour une maison qui nécessite 1000 tuiles romaines, il suffit de 60 plaques *eternit*, soit un coût de 400 Reais pour les premières et entre 180 et 280 Reais pour les secondes selon l'épaisseur de la tuile, une économie considérable pour les familles pauvres. Lui-même a acheté des tuiles romaines en 2003 pour changer sa toiture car comme il dit :

*"C'est meilleur, plus frais, plus résistant. Elles durent plus longtemps que les plaques d'amiante. En fait, les tuiles eternit sont faites pour faire les toits des poulaillers, des hangars, des cabanes pour les cochons. Mais, ici tout le monde les utilise pour le toit des maisons, car ils ont pas beaucoup d'argent, c'est moins cher."*

La question du type de toiture ne se pose pas aux yeux de la population en terme de santé, mais en terme de coût tout d'abord puis de confort, et enfin d'aspect pratique. En effet, j'ai pu constaté que certaines familles changeaient les tuiles à base de ciment et d'amiante contre des tuiles en terre cuite au-dessus de leur cuisinière pour remédier à l'inconvénient de la suie qui tombe sur les marmites.

Les familles de Paulo COSTA et de André ROSA quant à elles ont la particularité d'avoir des tuiles qui ont plus de 100 ans et qui sont réutilisées dès que les maisons doivent être reconstruites.

Ainsi, le coût de construction d'une maison peut varier de 700 Reais à plus de 2000 Reais selon la taille, le matériel, la main d'œuvre, voire moins pour les familles qui coupent elles-mêmes les planches et les poutres. Enfin, très souvent dans le cas d'une reconstruction, un bon nombre de matériaux sont réutilisés comme les tuiles je viens de le voir. Les familles construisent ou réforment petit à petit leur maison et ne font jamais tout en même temps, elles améliorent ainsi leur habitat en fonction de leurs moyens et des priorités. Les planches et poutres de bois extraits de la forêt représentent on le voit la moitié ou plus du budget de construction de la maison et impliquent une ponction directe sur les ressources naturelles environnantes sous la forme de coupe de bois. La complexité des procédures de demandes d'autorisation, les refus déjà essayés par la population rendent presque impossible le non recours à l'illégalité dans la construction de leur maison. C'est encore la confirmation des difficultés rencontrées par la population pour survivre compte tenu des contraintes imposées, et de l'application rigide de la loi.

Si l'on met à présent en parallèle l'ensemble des dépenses mensuelles, intégrant les dépenses alimentaires et les autres dépenses présentées antérieurement, leur proportion dans le budget familial avec les niveaux de vie établit par l'enquête du programme de recherche MADE, présentée au chapitre 6, on obtient :

	Dépenses mensuelles totales en Reais	Proportion des dépenses mensuelles dans le budget	Niveau de vie
Joaquim CANDIDO	935 RS	51%	Moyen-Haut
Jorge BRANCO	335,2 RS 356,2 avec le riz	30 à 32%	Moyen-Haut
Fernando ROSA	335 RS	38,4%	Moyen
Julia ROSA	400 RS	47,6%	Moyen-Haut
João SANTOS	325 RS	41,3%	Moyen-Haut
Paulo COSTA	150 RS	25,1%	Moyen-Bas
Nestor COSTA	280 RS 300 avec le lait	49,1 à 52,6%	Moyen-Haut
Vicente ROSA	390 RS	70%	Moyen-Haut
Alfredo COSTA	240 RS 320 avec riz	43,8 à 58,3%	Moyen-Bas
André ROSA	236 RS	45%	Moyen-Bas
Victor MACHADO	206 RS 248 avec le riz	42,5 à 51,2%	Moyen-Bas
Augusto SANTOS	200 RS	43,3%	Moyen
Mariano ARAUJO	180 RS 229 avec le riz	39,6%	Moyen
Celso SANTOS	270 RS	62,1%	Moyen
Samuel MACEDO	205 RS 233 avec le riz	70% à 79,5%	Moyen-Bas
Sebastião LOBOS	165 RS 179 avec le riz	66 à 71,6%	Bas
Clara MOREIRA	190 RS 225 avec le riz	79,2% à 93,75%	Bas
Bruno COSTA	194 RS 208 avec le riz	124 à 133%	Bas
Bento GOMES	200 RS 242 avec le riz	151 à 183%	Bas
Francisco SANTOS	89 RS 131 avec le riz	104,7 à 154%	Bas
Miguel PEIXOTO	150 RS 171 avec le riz	202,7 à 231%	Bas

**Tableau n°62** : Parallèle entre la proportion des dépenses mensuelles dans le budget et le niveau de vie.

Les familles aux revenus les plus élevées consacrent entre 30 et 50% de leur budget aux dépenses mensuelles et se situent globalement dans le niveau de vie le plus élevé. Il faut cependant souligner la situation de Paulo COSTA qui est celui qui rassemble le moins de dépenses mensuelles et qui dispose d'un niveau de vie moyen-bas, cette situation s'explique par le fait que comme je l'ai vu précédemment c'est aussi celui qui a le plus fort taux d'autosuffisance et se consacrant exclusivement à l'agriculture et à l'extrativisme de bois, il a quelque peu délaissé les travaux importants qui s'imposaient dans la rénovation voire la reconstruction de sa maison. Son épouse se plaint qu'il va "*tirer des planches dans la forêt pour les autres, pour gagner de l'argent, mais que pour nous il n'a pas le temps, et la maison tombe en ruine*". Ainsi le niveau de vie moyen-bas, établi par les biens et les installations de confort peu présents, s'explique par cette situation. Il dit fin 2003 qu'il va se consacrer à la reconstruction de sa maison très prochainement.

En parallèle, la situation de Fernando ROSA qui se situe dans un niveau de vie moyen en 2000 lors de l'enquête du doctorat MADE a changé en 2003. Il a également reconstruit sa maison et dispose de tous les biens et de toutes les installations du niveau de vie moyen-haut.

Pour la grande majorité des autres familles on repère une adéquation entre les niveaux de vie, les revenus et l'autosuffisance. Par contre on constate pour les familles les plus pauvres un décalage important entre les revenus et les dépenses qui atteignent entre 105 et 230% du budget de ces familles. C'est ici toute la relativité de la mensualisation, qui d'une part donne à voir que les familles doivent faire des choix dans les achats mensuel et que certainement il y a des priorités dans les dépenses, elles sont alimentaires et sur l'alimentation de base, au détriment d'autres denrées dont ne dépend pas la survie, comme la viande, les légumes, des produits de nettoyage, le gaz également qui peut ne pas être renouvelé une fois que la bouteille est vide, et cela peut durer quelques mois. Ainsi, les dépenses déclarées sont les dépenses réalisées au mieux lorsque les conditions financières le permettent. Elles correspondent en quelque sorte au « modèle idéal » à atteindre pour satisfaire leurs besoins, mais auquel elles ne parviennent que rarement. Le déficit revenu/dépenses exprime en fait les privations que subissent ces familles et leur incapacité à faire face à leurs nécessités les plus fondamentales. Sans doute faut-il tenir aussi compte du fait que ces familles ont recours plus souvent qu'elles ne me l'ont déclaré aux activités clandestines comme la collecte de *palmito*, celle-ci étant davantage pour eux un expédient auquel elles font appel lorsqu'elles sont dans le besoin, davantage qu'une activité régulière dont ils sont capable de faire le bilan. Le déficit tout théorique que je présente ci-dessus ne fait que confirmer l'extrême précarité et la vulnérabilité dans laquelle se trouvent ces familles.

A partir de ces budgets on repère également que les familles, dont une partie conséquente du budget n'est pas utilisé pour les dépenses mensuelles, et qui réussissent à capitaliser pour leur avenir, soit en améliorant l'habitat, en investissant dans du bétail qui est l'épargne la plus rentable, ou encore dans la banane, le palmier, enfin dans l'achat d'un terrain ou d'une maison et/ou la construction d'une maison à Cananéia ou Guaraqueçaba. Il s'agit là encore des familles qui cumulent les facteurs favorables : une large autosuffisance, les revenus les plus élevés, et les niveaux de vie les plus haut.

Les familles parmi les niveaux de vie moyen-haut qui ont une maison ou qui construisent une maison sur Cananéia ou Guaraqueçaba sont : Jorge BRANCO, João SANTOS, Nestor COSTA. Joaquim CANDIDO, ce dernier possédant encore sa propriété et sa maison dans son village d'origine au Nord du Paraná.

Celso SANTOS a acheté une maison à Cananéia en 1998, qu'il arrange progressivement.

Samuel MACEDO possède également une maison à Guaraqueçaba qu'il a échangé en 2003 contre sa maison située au bord de la piste secondaire, près de Rio Verde. Lors de la transaction il a aussi récupéré une vieille voiture.

Ainsi posséder une maison en dehors du hameau dans des bourgades plus importantes, notamment au bourg du municpe ou à Cananéia, signifie un investissement durable, une ouverture sur l'extérieur concrète et la possibilité de vivre en dehors du hameau où les perspectives d'avenir s'amenuisent. Cependant l'investissement foncier à l'extérieur du hameau est réservé à quelques familles seulement, celles qui ont pu tirer profit d'une pluriactivité (commercialisation agricole et salaires), ou d'une activité fortement lucrative (commerce autour de l'élevage, coordination de l'extraction du palmier). En revanche nombreux sont les exploitations, en particulier celles dont le domaine foncier est réduit ou peu favorable au maintien d'une agriculture clandestine et qui n'ont pas de revenus extérieurs stables, qui n'arrivent que très difficilement à satisfaire leurs besoins essentiels, sans parler d'une impossible amélioration de leurs conditions de vie.

Ainsi, les plus pauvres, les moins bien lotis en foncier, et qui ne font pas parti du groupe d'associés de la fabrique de transformation de banane ou qui y commercialisent très occasionnellement, ont du mal à faire face à la situation présente. Qu'il s'agisse de la collecte de cœur de palmier, de la coupe du bois ou de la culture sur brûlis, ils dépendent entièrement d'activités considérées comme illégales par la législation environnementale, ce qui les place dans une position de très grande vulnérabilité. Obligés d'abandonner leur champ sous l'effet des contrôles, privés de leur outil de travail qui leur a été confisqué, soumis à la baisse du prix

du cœur ce palmier et à une difficulté croissante pour le vendre – sans parler de la pénibilité du travail – ils ne parviennent pas à entrevoir par quels moyens ils pourraient sortir de la misère actuelle. La fabrique de banane séchée représente un espoir, mais nous avons vu que celle-ci n'est pas en mesure d'absorber la production de toute la communauté.

Tous les agriculteurs de Batuva ne sont pas dans une situation aussi désespérée. Certains se sont trouvés en mesure de prendre des initiatives en vue de s'adapter aux nouvelles réalités créées par l'existence de l'APA. La présence de la fabrique, la culture de la banane biologique et les techniques nouvelles de culture du palmier représentent des possibilités dont ils se sont saisis. Les soutiens financiers du PRONAF, initiative récente, ont constitué une aide appréciable. Les contrats passés avec le propriétaire de la conserverie de *palmito* de Guaraqueçaba ont aussi suscité des espoirs. Toutefois, ici encore la conciliation est difficile avec les exigences imposées par la réglementation environnementale. Interdiction d'exploiter une parcelle située à l'emplacement théorique de la forêt ciliaire, obligation d'autorisation pour l'abattage des palmiers même plantés, fermetures répétées de la conserverie sont autant de facteurs qui menacent gravement le succès de ces initiatives. L'exemple de Joaquim CANDIDO, avec son élevage et sa fabrique de produits laitiers, montre qu'il y a place pour des activités qui génèrent du revenu tout en étant compatibles avec la réglementation, mais ce succès est celui d'une personne venue de l'extérieur, qui est arrivée avec un projet et les moyens financiers nécessaires pour le réaliser – ce qui n'est pas le cas des petits agriculteurs de Batuva. D'autre part ce succès lui-même est relatif puisque Joaquim envisage de repartir car comme il l'explique, les difficultés liées à son activité, le fait qu'il n'est pas sur ses propres terres, les conditions d'existence difficiles localement, telles que l'isolement, le manque d'infrastructure, sont des facteurs qui lui font penser à un retour prochain dans son lieu d'origine. Car selon lui, même s'il y a plus de concurrence en terme de production laitière à Manoel Ribas, les conditions de vie y sont meilleures.

Enfin, on a pu remarquer que même les familles situées en haut de la catégorisation des niveaux de vie, font appel dans une certaine mesure à la clandestinité, aux activités illégales soit pour la réalisation de champs vivriers, pour l'extraction de bois ou de cœur de palmier. Les rares exceptions à ce constat sont des familles qui disposent de ressources en terme de savoir-faire, de compétences et en terme de capital financier que la grande majorité des familles du hameau n'ont pas, et encore moins les familles les plus pauvres, qui sont plus préoccupées à assurer au jour le jour la subsistance de la famille et disposent de peu de temps même pour penser à l'avenir.

Une des solutions lorsque la situation est totalement bloquée est le départ. On a pu ainsi observer des départs hâtifs de familles pour aller rejoindre de la famille à l'extérieur : Cananéia, Paranaguá, Curitiba, afin de pouvoir trouver des emplois, être aidé par la famille, avoir un suivi médical. Bon nombre d'entre eux reviennent après quelques mois ou quelques années, ragaillardis, un pécule en poche qui leur permet d'assurer leur survie le temps de refaire des petites plantations et de trouver des emplois à la journée.

Cependant ce n'est jamais une personne qui part vivre à l'extérieur un temps mais un couple, une famille. J'ai pu le constater, seule une famille, celle d'Alfredo COSTA, bénéficie d'un appui financier mensuel pour subvenir aux dépenses des petits-enfants dont elle a la charge et une seule famille, Miguel PEIXOTO, dispose occasionnellement de l'aide financière de son fils lorsqu'il vient sur le hameau rendre visite.

Les familles qui sont dans les situations les plus critiques, celles de Miguel PEIXOTO, Francisco SANTOS, Bento GOMES et Bruno COSTA, ont des vécus, des parcours différents avec des évènements qui ont abouti à leur situation précaire. Nous l'avons vu Bruno COSTA pour des raisons de santé a mis fin à son activité de collecte de palmier et a en 2003 vendu ses bêtes, ses chiens de chasses pour pouvoir assurer sa subsistance. Je verrai dans la suite comment il envisage son avenir. Bento GOMES et Miguel PEIXOTO ont également réduit leur activité de *palmiteiros*. Ils expriment leur désir de ne plus avoir recours à cette activité, pourtant leur situation les contraint à continuer. Bento a recommencé trois mois avant la fin de mon terrain à commercialiser sa banane à la fabrique, pourtant cela reste très modeste. De même, son épouse est appelée ponctuellement depuis peu pour assurer le travail de manipulatrice à la fabrique, mais avec trois enfants en bas âges, elle ne peut pas les faire garder et doit renoncer à cet emploi. La perspective immédiate est de commercialiser au mieux la banane, maintenir un peu de collecte de *palmito* et elle aimerait travailler à la fabrique lorsque ses enfants seront scolarisés. Même si cela n'a pas été abordé, on peut entrevoir que les parents de Bento GOMES qui sont à la retraite et qui habitent à côté, doivent également leur apporter un soutien pour assurer les achats alimentaires mensuels.

Miguel PEIXOTO, quant à lui, est relativement seul, son fils vient très rarement lui donner un petit coup de pouce en lui donnant un peu d'argent, enfin il ne fait parti de la fabrique du hameau et a connu des déboires par le non paiement de son travail de *palmitero*, une situation complexe qui ne lui permet pas d'assurer la subsistance de sa famille de façon stable. Comme il était mon voisin, je sais que ses déclarations ont été minimisées en ce qui concerne la chasse notamment. Il emprunte le fusil à un autre voisin et part en période de chasse à l'aurore. Aussi, on peut estimer que sa ponction sur l'environnement est plus

importante que ce qu'il y paraît, mais de toute façon la stratégie qu'il applique pour survivre est claire : elle se centre sur la collecte du *palmito*, une petite agriculture, la chasse et des emplois ponctuels à la journée.

Enfin Francisco SANTOS vend sa production sur Guaraqueçaba, aussi modeste soit-elle, elle lui permet d'acheter les denrées de premières nécessités, c'est lui qui détient le budget le plus serré des familles enquêtées, de plus il n'a pas l'électricité ni n'utilise pas de gaz, réduisant au maximum ses dépenses. Francisco a longtemps vécu sur le hameau de Ipanema où il était pêcheur, il est revenu en 1993 à Batuva par manque de travail. En 2003 lorsque je l'ai rencontré il avait 61 ans mais il ne touchait pas encore la retraite, et il ne pouvait y prétendre tant qu'il n'avait pas résolu le problème de CPF bloqué, suite à sa participation à la fabrique (voir plus haut). J'imagine que depuis lors la situation s'est un peu améliorée et qu'avec un minimum de 240 Reais mensuel de retraite, il pourra subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille.

Telles sont les données objectives que j'ai pu rassembler et qui nous permettent de toucher un peu du doigt la situation extrêmement difficile dans laquelle se trouvent les agriculteurs de Batuva – à la fois du fait des difficultés que partage une multitude de petites exploitations familiales au Brésil et des contraintes supplémentaires qu'imposent des lois environnementales, appliquées dans le cadre d'une APA dont nous avons pourtant vu lorsque on a fait l'historique de sa création, qu'elle s'était donné pour objectif tout autant la sauvegarde des populations locales que la protection de l'environnement naturel. Voyons maintenant, en guise de conclusion, comment eux-mêmes perçoivent leur situation présente et envisagent leur avenir.

### **3. REPRÉSENTATIONS ET STRATÉGIES POUR L'AVENIR**

Il s'agit à présent d'analyser ce que disent et perçoivent les habitants du hameau sur leurs conditions de vie, sur ce que signifie pour eux de vivre dans une aire protégée, comment ils vivent cette situation, et comment ils envisagent leur avenir. C'est en leur donnant la parole que je vais donner à voir leurs visions, leurs ressentiments sur leur réalité vécue face aux restrictions fortes dans l'usage des ressources naturelles. Ils sont repoussés en partie dans l'illégalité, on l'a vu, pour assurer leur autosubsistance et pour assurer les revenus dont ils ont



besoins. La clandestinité constitue ce par quoi ils sont obligés de passer pour vivre, on ne peut pas les envisager comme des déviants, ils n'ont pas d'autre choix, dans l'état actuel des choses, que de réaliser l'agriculture de subsistance de façon clandestine. Et dans ce contexte quelles stratégies mettent-ils en œuvre pour assurer leur avenir, ou comment ils envisagent cet avenir. De même il nous faut comprendre comment ils se pensent aujourd'hui par rapport à leur passé et à leur avenir et qu'elles solutions ou issues ils envisagent face à la crise structurelle qui les touche.

Tout au long de cette étude j'ai abordé à plusieurs reprises la peur vécue quotidiennement par les habitants d'être pris en flagrant délit sur un champ vivrier, ou encore avec un fagot de cœur de palmier, un animal chassé, ou en train d'abattre un arbre avec une tronçonneuse, mais c'est surtout autour des champs vivriers qui représentent l'activité la plus importante dans l'espace et le temps que cette crainte se focalise.

L'image renvoyée aux paysans locaux par la répression est celle de la culpabilité par le mépris de leurs conditions d'existence. On trouve ici toute l'ambivalence entre la connaissance et la méconnaissance, le droit et la morale. La connaissance est celle des sciences biologiques qui se sont cristallisées dans la législation et dans son application. La méconnaissance est celle du législateur sur la société locale, sur ses modes d'usages et ses pratiques d'appropriation de la nature. L'enjeu vécu par la population est celui de sa dignité, face à l'image négative qui lui est renvoyée, face à l'absence de considération de ses conditions d'existence et des fondements de sa reproduction matérielle à savoir l'agriculture vivrière, itinérante sur brûlis.

La dignité des individus apparaît rétablie par les discours des Églises, dans l'image positive qu'elles renvoient à ces hommes, quand elle leur dit que s'ils sont hors la loi face à la loi des hommes, ils sont honnêtes face à la loi de Dieu. S'appuyant sur la Bible, sur la Genèse, sur le vécu et la parole de Jésus, l'idée que les pasteurs de ces Églises développent est que Dieu a donné la terre aux hommes pour qu'ils la cultivent afin d'assurer leur survie, pour qu'ils l'exploitent de leurs mains, qu'ils y développent l'agriculture, l'élevage, la pêche et la chasse, pour qu'ils nourrissent leur famille. Ainsi, les paysans au travers du discours que tiennent ces Églises sont à la recherche d'une dignité retrouvée, ils entendent des paroles qui leur restituent un minimum de reconnaissance et d'estime de soi. Ils y trouvent une certaine réhabilitation de ce qu'ils sont et de ce qu'ils font pour assurer leur survie. L'image d'eux-mêmes qu'ils construisent ainsi vient faire contrepoint à celle qui leur vient de l'extérieur, qui tend à faire d'eux des délinquants et des hors-la-loi. Quelles que puissent être les formes

d'aliénation des populations démunies que l'on peut imputer à ces Églises, l'une des raisons de leur succès est qu'elles contribuent, à leur manière, à la reconstruction d'une identité qui se ressent comme niée par les autres discours venus du dehors, à la restitution d'un sens à des existences qui se perçoivent soumises à une violence légale qui menace leur existence même.

Les comportements, les stratégies de réponses à la répressions sont de plusieurs ordres : d'ordre pratique avec l'adaptation aux contraintes par la dissimulation, d'ordre moral et plus largement psychologique et philosophique sur le sens de soi, de ses valeurs, de son intime rapport au monde, de ses pratiques, avec l'engouement pour ces religions à un moment où la religion catholique était en perte de vitesse sur le hameau, et s'est greffé à d'autres pertes de repères (que j'ai analysé dans le chapitres sur la sociabilité et les Églises). La loi environnementale et son mode d'application radical font subir des tensions à cette population, dans son identité, dans les fondements les plus matériels de sa survie.

Parallèlement à la question de la peur et de la dignité et en restant sur le thème du fondement de l'identité, la législation restrictive sur l'usage des ressources naturelles a induit un sentiment de honte : celle de ne plus pouvoir se nourrir et nourrir leur famille par le travail de leur bras. C'est encore la dignité et l'honneur qui sont ici en jeu, et la perception de leur identité dans ce qu'elle a de plus fondamental qui se trouve minée. On l'a vu, ils ne se reconnaissent ni dans l'image d'une population traditionnelle, *caiçara*, ni dans celle de prédateurs et dévastateurs de la nature, images qu'on leur assigne et par laquelle ils sont stigmatisés. Ils se définissent comme cultivateurs, "*lavradores*", et l'agriculture familiale en tant que mode de vie constitue le fondement de leur identité, et c'est elle qui est mise à mal par les restrictions imposées.

Vicente ROSA explique qu'ils ont perdu leur liberté, cette liberté de paysan de pouvoir planter et subvenir aux besoins essentiels de survie.

Alfredo COSTA commente qu'il ne peut planter que sur des toutes petites parcelles et qu'il ne peut pas faire ses plantations sur des terres fertilisées par de longues jachères, aussi les récoltes qu'il peut faire se réduisent-elles à peu de chose. C'est en quelque sorte être contraint de travailler en pure perte, de gaspiller son travail et sa sueur. Contraint de devenir un mauvais agriculteur : comment cultiver correctement, respecter la terre, la laisser se reposer durablement lorsque l'on est exposé à tous les regards, victime désignée des contrôles policiers qui interdisent tout abattage d'un recrû qui a atteint une taille suffisante pour être considérée comme forêt ? Et c'est le lot de nombreuses familles qui ne peuvent que difficilement dissimuler leurs plantations, on l'a vu. Seuls les ménages de la famille ROSA, et

quelques-uns des familles SANTOS et COSTA disposent de ces possibilités qui sont aujourd'hui le seul atout pour le maintien des cultures vivrières. Alfredo avoue sa peur, car il a fait l'objet à plusieurs reprises de procès verbaux, les derniers en date en 2000 et 2001, et durant ces deux années il n'a pas pu assurer sa production vivrière, comme il dit: "*pendant deux ans nous n'avons pas planté et nous n'avons pas eu de riz de nos champs*". Il a dû faire recours auprès de la mairie et du syndicat pour que ses amendes lui soient retirées et comme je l'ai déjà montré c'est au prix de l'humiliation qu'ils parviennent à échapper à la répression, en faisant établir des attestations de pauvreté. Alfredo explique encore que, face à son désarroi de ne pas pouvoir planter son riz, la réponse de la police forestière lui interdisant de planter sur le champ qu'il avait préparé s'est réduit à un : "*débrouillez-vous*". On perçoit ici l'ampleur de la déconsidération du mode de vie local, cette déconsidération qui n'est pas le propre de la police forestière qui ne fait qu'appliquer les directives qu'on lui a données, mais au-delà celle des législateurs, des organismes officiels de protection de l'environnement (l'IBAMA surtout) et des ONG environnementalistes qui imposent toujours plus leur vision et qui relaient dans de nombreuses instances les institutions officielles gouvernementales – je l'ai abordé, c'est essentiellement la SPVS qui aujourd'hui met en œuvre et coordonne le conseil de l'APA, commandité par l'IBAMA, et qui a également réalisé des diagnostics socio-environnementaux pour les institutions publiques. La population ne voit dans ces ONG que des écologistes soucieux de la faune et de la flore qui méprisent la population locale.

Le représentant des habitants la vallée au Conseil de l'APA précise que, pour l'heure, il ne peut pas encore se prononcer sur ce conseil qui à la fin 2003 en était à ses balbutiements et qu'il n'était pas encore en place. Cela étant il pense que les ONG environnementalistes "*font illusion*" et se déchargent de la question sociale "*en aidant par des petites choses d'un côté ou de l'autre*", en quelques sortes des broutilles, des simulacres d'action sociale ou de développement durable.

Comme le résume le propos de Paulo COSTA :

*"La population veut des alternatives, elle ne veut pas rester dans l'illégalité. Mais peu ou rien n'est fait pour impulser, aider, orienter la population."*

La population non consultée dès le début de l'APA, non informée, est demandeuse d'alternatives, de soutien, d'accompagnement technique de la part des institutions publiques. Car finalement aujourd'hui, pour survivre, ils sont presque tous contraints de faire appel à des activités illégales, soit faire des champs cachés, soit extraire du palmier ou du bois, etc., auxquelles eux-mêmes ne se résignent pas : ils voudraient faire les choses de manière juste et

licite, comme ils disent. Ils aspirent à autre chose, certains recherchent des idées nouvelles pour améliorer leurs conditions de vie, trouver de nouvelles activités génératrices de revenus pour pouvoir abandonner les activités illicites, clandestines.

L'imposition par le haut a mis la population devant une contradiction. Il ne faut pas négliger l'importance de la conservation de la *Mata Atlântica*, dernier vestige d'une forêt luxuriante et étendue, ainsi que l'importance des impacts des activités humaines sur la dégradation environnementale. Cependant, ce ne sont pas les petits agriculteurs qui sont les premiers responsables de la déforestation massive de la forêt, nous l'avons vu plus haut. Cela s'est joué ailleurs, par des politiques agricoles de grande envergure et par des mises en cultures intensives et étendues, une mécanisation et une industrialisation rapide. Si l'objectif de l'APA est de préserver cette relique de forêt, elle doit se donner les moyens de réaliser les mutations nécessaires et, ce, en tenant compte des conditions de vie et des pratiques des populations paysannes locales qui sont au cœur de la forêt, et qui en tirent leur principale subsistance. C'est ce dont les paysans sont eux-mêmes conscients et qu'ils réclament. Les mutations nécessaires doivent passer par des accompagnements, des appuis afin de surmonter les contradictions en jeu.

On a vu qu'il y avait déjà des exceptions localement, des activités novatrices qui fonctionnent, menées par Joaquim CANDIDO et Jorge BRANCO, on a vu aussi leurs spécificités qui faisaient qu'ils sont les seuls à pouvoir aujourd'hui développer ces activités. Il y a différentes stratégies où la pluriactivité se développe et permet des ajustements, une meilleure adaptation aux contraintes. Il y a quelques familles qui sont prêtes à innover et qui ont déjà commencé à investir par le soutien financier du PRONAF, dans les cultures de palmier, comme Nestor COSTA, Bruno COSTA, Mathias COSTA. Cependant, c'est au travers d'emprunts qu'ils se sont investis dans ces projets et le bilan devra être fait *a posteriori*, afin de voir si cela s'est avéré de bons investissements durables qui apportent concrètement des solutions en terme de génération de revenus pérennes et stables.

Certains sont à l'affût d'idées nouvelles, et la venue d'étudiants ou de chercheurs est l'occasion de demander quelles alternatives peuvent être mises en place, c'est le cas de Nestor COSTA. D'autres ont déjà des idées depuis quelques années, qu'ils mûrissent ou qu'ils ont déjà soumises à des responsables de l'APA. Rappelons comme exemple celui de Jorge BRANCO qui a eu l'idée et le désir de créer une réserve de chasse, avec un élevage, la remise en liberté d'une partie, et d'autres réservés pour la chasse particulière, selon le principe de

"chasse et paie", comme on l'a vu. Cependant il n'a pas réussi à réunir les moyens et les appuis institutionnels pour réaliser ce projet. Il avait pourtant consulté le dirigeant de l'APA il y a une dizaine d'année. Il raconte :

*"Je voulais faire un élevage de paca. Un genre de chasse et paie. J'en ai discuté avec Miguel Von Behr et Guadalupe, de Superagui. Je voulais faire une réserve de chasse. Dans la réserve j'aurais voulu mettre seulement les mâles. La paca met bas une fois par an. D'un côté j'aurais mis l'élevage, et de l'autre la réserve de chasse. J'ai également pensé à faire un élevage de serpent pour retirer le venin, c'est très lucratif, on fait du sérum avec. Mais je n'ai pas eu de soutien, je n'ai pas été accompagné dans cette recherche d'alternative."* (Miguel Von Behr était directeur de l'APA à la fin des années 80, et Guadalupe Vivekananda était responsable de la réserve de l'île de Superagui).

De même, João SANTOS, qui a suivi une formation au bourg de Guaraqueçaba en 2003 d'animateur environnemental, souhaiterait créer un parc animalier avec des animaux de la faune locale. Parallèlement, cela a été montré auparavant, grâce à ses investissements dans le bétail qu'il considère comme une forme d'épargne, il a pu construire progressivement depuis 2000 une maison à Cananéia, ce qui lui permet d'assurer ses arrières et envisager un déménagement si les conditions ne s'améliorent pas explique-t-il. C'est plus de 12.000 Reais qu'il a ainsi dépensé pour l'achat du terrain et la construction de la maison. Il aspire lui aussi à ne plus devoir développer d'activités illicites pour générer ses revenus, notamment la coupe de bois.

C'est donc une population qui, on le voit, n'est pas passive face à la situation et aux contraintes, qui cherche des issues pour sortir de la clandestinité, localement mais aussi à l'extérieur. Cependant, les plus démunis, quant à eux, ne disposent pas de moyens suffisants leur permettant d'investir ou de penser leur avenir, ils doivent agir, ou réagir au jour le jour et leurs importantes difficultés au quotidien les empêchent de sortir de la précarité, enfin le maintien des activités illicites, clandestine est pour eux une règle difficile à dépasser.

Enfin, ce sont presque uniquement les membres de la famille ROSA, qui sont bien investis dans la fabrique, qui ont la possibilité de maintenir les champs vivriers clandestins sans trop de soucis, et dont la plupart des familles bénéficie d'autres sources de revenus comme des salaires et des pensions, et un élevage diversifié, tous ces facteurs font qu'ils sont ceux qui envisagent le moins l'éventualité de quitter hameau. Ce qu'ils souhaitent c'est que les conditions d'existence s'améliorent et que les institutions environnementales puissent assouplir les procédures d'autorisation de mise en culture, de coupe de bois, etc. Vicente ROSA explique que le problème est :

*"Qu'il n'y pas de liberté, nous sommes hors la loi. Moi-même je ne demande jamais d'autorisation, j'ai demandé plusieurs fois et ils ne me les ont pas accordées. J'ai trop de parcelles de versant et de bord de rivière et on ne peut pas à ces endroits. Mais ils doivent nous laisser couper, récolter, ce qui a déjà été planté et ensuite nous dire que l'on doit laisser la forêt ciliaire. Si on veut planter sans brûlis, il faut un tracteur, pour ne pas planter sur les versants, il faut un tracteur."*

Pourtant, il rajoute :

*"Aujourd'hui celui qui ne plante pas, c'est car il ne veut pas, par paresse, parce qu'on peut. La police ne vient pas et si elle vient elle trouve un champ sans propriétaire. Les gens ont peur, mais s'ils se risquent à planter, jamais la police ne vient. Sauf que l'année dernière, la police est venue chercher, ils ont parcouru le hameau."*

Et c'est bien ici la spécificité de la famille ROSA qui transparaît dans ce propos, les conditions favorables de son territoire qui lui permettent de développer plus tranquillement, ou tout au moins jusqu'à ce jour, ses champs vivriers font qu'elles sont une exception et qu'il leur est difficile de voir que d'autres familles sont moins favorisés qu'elles. Effectivement la police forestière n'a jamais été sur les parcelles de la famille ROSA, très éloignées, à plusieurs heures de marche en forêt et au-delà des premiers versants.

Certains ménages de la famille COSTA, et ceux qui se trouvent dans les conditions les plus précaires, comme Miguel PEIXOTO, sont des exemples qui montrent que la localisation du domaine foncier est un facteur déterminant pour le maintien ou non des activités agricoles, et pour l'exposition à une répression par la police forestière.

Alfredo COSTA explique que : *"Para Cima, les terres des ROSA sont meilleures, il y a des bords de rivières et les versants ne paraissent pas. Sur notre terre on ne pas défricher, c'est trop visible, la police voit vite, on coupe en cachette un arbre, un peu, c'est tout."*

De même, Miguel PEIXOTO dispose de peu de terre qu'il définit comme *"une terre de mauvaise qualité"* caractérisée par de *"l'argile rouge"* peu fertile.

Les membres de la famille ROSA, même s'ils ont échappé jusqu'à présent aux contrôles, ne sont cependant pas totalement à l'abri de l'appréhension que tous ressentent. Eux aussi doivent se cacher, travailler dans la clandestinité, se comporter comme des hors-la-loi. Et ils n'échappent au sentiment d'injustice et d'humiliation que tous ressentent. Bien sûr leur situation n'est pas aussi intenable que celle de bien de leurs concitoyens de Batuva – d'autant que les relations étroites qu'ils entretiennent avec leur famille résidant dans l'État de São Paulo leur donnent des atouts supplémentaires. Ils parviennent mieux que d'autres à survivre et il n'est pas question pour eux de partir. Toutefois, l'avenir n'est pas davantage ouvert pour eux.

En terme d'amélioration des conditions d'existence sur le hameau, et d'amélioration des pratiques agricoles, certains agriculteurs verbalisent concrètement des propositions pour que le gouvernement et les institutions publiques les aident à sortir des pratiques illégales.

Ainsi Vicente ROSA propose que : "*le gouvernement avec la réforme agraire nous dit de laisser les versants et la forêt ciliaire et nous donne un bout de terre à chacun dans la plaine de la fazenda Zugman.*"

Pour Paulo COSTA : "*On doit faire même si c'est interdit, ou alors ils nous donnent de l'argent, un salaire. S'ils payaient pour veiller à la préservation, personne n'irait toucher à la forêt, à rien. On aurait pas besoin de planter caché. On ne peut pas travailler, on ne peut rien faire. On ne peut pas mourir de faim. Il faut des alternatives, car on ne peut pas faire autrement. Si on suit la loi on ne peut rien faire. Avant c'était l'abondance des choses, on avait la liberté. On n'a jamais voulu dévaster. On laissait en jachère 8 à 10 ans et on plantait de nouveau. Aujourd'hui on a la double dose : si on demande une autorisation il faut payer 48 Reais pour couper un arbre qui est déjà à terre; si on a une amende, on peut avoir recours en s'humiliant en faisant une attestation de pauvreté.*"

Ces propos révèlent encore une fois la situation bloquée dans laquelle ils se trouvent, l'impossibilité de pouvoir réaliser les choses en toute légalité. Ainsi, les agriculteurs sont coincés et lorsqu'ils se tournent vers des activités répréhensibles pour survivre, il ne s'agit pas pour eux d'objectifs, de fins en soi, ils ont d'autres aspirations, ils sont à la recherche d'idées nouvelles, de possibilités d'innover pour s'en sortir, ou d'une amélioration des conditions d'exploitation des ressources. Ils voudraient être créateurs de leur avenir, acteurs de leur développement mais on voit qu'ils n'ont pas ou peu de marge de manœuvre et qu'un soutien extérieur, institutionnel leur semble important.

Le conseil de l'APA pourrait leur permettre de négocier avec les institutions tant sur l'exploitation des ressources que sur les alternatives possibles, et sur comment les mettre en place, cependant nombreux sont les désillusionnés qui n'ont pas confiance de la main mise par l'ONG écologiste dans l'organisation et le contrôle du conseil. Tout cela reste à voir après la mise en place effective du conseil, les décisions qui y ont été prises depuis 2004.

Ceux qui se sont engouffrés dans les activités illicites pour survivre et plus particulièrement dans la collecte du cœur de palmier recherchent également d'autres activités ou pensent partir du hameau, tels que Celso SANTOS, ou Bruno COSTA – ce dernier, on l'a vu, ayant été contraint d'arrêter cette activité pour des raisons de santé. Ces problèmes de santé sont récurrents chez les *palmiteiros* qui doivent porter pendant des heures plus de 60 kg sur le dos, descendre les versants à travers la forêt. Ils s'épuisent à la tâche et ne perçoivent

pas cette activité comme une source de revenus pérenne, hormis pour les coordinateurs de l'activité, mais même Celso envisage de partir. Il explique que sur le hameau, il n'a pas d'autres sources de revenus que la coordination du palmier, la fabrication de conserves et la commercialisation de conserves de cœur de palmier par son épouse. De plus, il fait vivre encore quatre familles apparentées avec cette activité. Comme il dit il n'est pas dans la nécessité grâce à cette activité, cela lui donne un bon revenu, mais il doit vivre exclusivement caché, dans l'illégalité. Il n'a pas pu planter ces dernières années du fait la répression policière et a dû acheter les aliments de base qu'il avait l'habitude de produire. Il rajoute qu'il ne peut pas acheter tout le temps ces denrées, cela revient trop cher : *"Il faut que l'on plante, les prix des choses ont augmenté, si l'on plante cela soulage un peu, on n'a plus besoin d'acheter."*

De son côté, à 33 ans, Bruno COSTA pour avoir trop forcé à porter et transporter trop de poids régulièrement a contracté de sérieux problèmes de colonne vertébrale, il ne peut plus réaliser cette activité et l'investissement dans le palmier lui paraît comme la dernière chance de s'en sortir localement. Il envisage également de partir si les choses ne s'améliorent pas, si la situation se maintient bloquée à devoir vivre en grande partie dans l'illégalité.

On perçoit qu'ils sont désorientés, perdus entre l'envie de rester sur place mais sous d'autres conditions d'existence et de partir vivre ailleurs où ils pourront prétendre à divers emplois.

Miguel PEIXOTO a vécu avec sa famille à Cananéia durant 7 ans jusqu'en 1993. Il explique qu'il travaillait à la journée et que sa terre de Batuva lui manquait, qu'il aime vivre à la campagne, il aime la vie d'agriculteur. Pendant plusieurs années, il a pu combiner des revenus issus de la collecte du palmier et de l'aide financière de ses garçons célibataires qui travaillaient sur le hameau pour des fermiers. Or ses fils sont partis se marier à l'extérieur du hameau, et ils ne l'aident aujourd'hui que très ponctuellement, ce qui ne permet pas à la famille de sortir de la précarité. En 2003, les parents âgés de son épouse sont partis se réinstaller à Cananéia et l'épouse de Miguel n'exclut pas l'idée de repartir également les rejoindre car la vie à Batuva est devenue particulièrement difficile pour la famille. On le voit dans leur alimentation qui se réduit le plus souvent à du riz un peu de haricot, du manioc, de la farine de manioc, des bananes, des beignets de banane, peu de viande ou de protéines, peu ou quasi pas de légumes. Ce régime alimentaire peu diversifié accompagne les périodes de difficultés de la famille qui aujourd'hui sont fréquentes.



Francisco SANTOS qui se situe également dans une des situations les plus précaires sur le hameau et qui espère améliorer sa condition lorsqu'il recevra sa retraite, affirme :

*"Nous savons qu'il faut préserver au bord de la rivière, les montagnes, les versants, préserver la beauté. Seulement on ne nous laisse rien faire. Le gouvernement ne donne rien. Il n'y a pas d'aide du gouvernement, ni même de cesta basica (panier garni distribué aux plus pauvres). On ne peut pas mourir de faim. On aime la forêt, mais on a besoin, on doit avoir un lieu pour travailler (la terre). Ici c'est une terre de forêt (terra de madeira : la forêt se régénère rapidement), en 5 ans un champ redevient une forêt dense. Cela ne manque jamais. Mon revenu c'est mon travail : manioc, je plante du riz, du haricot, je vends du manioc, du riz, du haricot. On ne peut pas planter beaucoup, on plante pour la consommation (pro gasto), et pour acheter quelques choses."*

Pour ceux qui sont investis dans l'entreprise de transformation de banane qui est, à ce jour, l'unique projet de génération de revenus qui a pris forme et est soutenu essentiellement par le programme d'extension de l'Université, les avis sont assez diversifiés compte tenu des difficultés rencontrées par ce projet qui ne peut pas absorber toute les productions. C'est une opération positive mais qui reste cependant ponctuelle. Une épouse COSTA pense notamment qu'au début du projet il a manqué d'orientation, d'explication, elle parle du manque de préparation, de cours et de connaissance. Nombreux sont ceux qui sollicitent plus de transparence dans la gestion de l'entreprise et surtout dans la quantité vendue par chacun des associés. Ainsi, un membre de la famille MACHADO ainsi qu'une de la famille ROSA, réclament une liste claire affichée à la fabrique qui montre combien de caisses de bananes ont été fournies par chacun des producteurs chaque semaine. C'est un moyen de transparence simple mais qui fait défaut aujourd'hui et entretient les suspicions. Il est demandé par là plus de visibilité, et un contrôle visible que chaque producteur puisse établir à partir de ce procédé relativement élémentaire.

De même, une personne émet l'idée de faire une banque de semences au sein de l'association des producteurs du hameau en partenariat avec les institutions de soutien à l'agriculture familiale comme l'EMATER ou l'EMBRAPA, afin de remédier à la mauvaise qualité des semences disponibles sur le marché local, au bourg. Un professeur de l'université engagé dans le programme d'extension a réalisé ainsi des tests et a fourni un agriculteur en semences de maïs en 2002. Progressivement des actions diversifiées sont menées par le programme d'extension pour apporter un soutien aux paysans.

Un des objectifs du projet visant à l'autonomie des producteurs, on peut voir également que c'est leur capacité propre d'organisation qui doit s'améliorer, en particulier en ce qui concerne la fabrique dont le fonctionnement doit faire preuve de davantage de transparence afin de rendre possible un meilleur engagement des membres et une meilleure dynamique de groupe. Il faut garder toutefois à l'esprit que, pour l'heure, l'entreprise ne peut pas absorber l'ensemble de la production locale, ce qui crée des situations de concurrence

entre producteurs et des frustrations. La réalisation d'un second séchoir est un projet qui devrait permettre d'augmenter la capacité de traitement et répondre mieux aux attentes des producteurs de banane de Batuva.

En ce qui concerne l'agriculture de subsistance, certains encore prennent l'exemple voisin de la zone protégée de Taquari – de l'autre côté de la frontière avec l'État de São Paulo – où, à la suite d'une longue lutte entre la population organisée en association et les institutions publiques, les agriculteurs ont réussi en 2002 à bénéficier d'autorisations de planter 2 alqueires par exploitation. Ils y voient un exemple qui montre que la conciliation entre protection de la nature et la poursuite d'activités agricoles viables est possible. Ils ont l'espoir qu'un regroupement des forces autour d'un objectif commun puisse permettre d'aboutir à un résultat identique à Guaraqueçaba. C'est aujourd'hui le conseil de l'APA qui pourrait donner cette possibilité de défendre la cause de la paysannerie, même s'ils sont nombreux à ne pas y croire.

En dépit des multiples difficultés rencontrées au fil d'une histoire tourmentée, du combat quotidien qu'est devenue leur existence, de l'amertume, des frustrations et des humiliations qu'ils ressentent, il est frappant de constater que les petits agriculteurs de Batuva ne baissent pas les bras. Beaucoup continuent à vouloir construire leur avenir et celui de leurs enfants dans le lieu où se trouvent leurs racines, grâce à une activité qui constitue le socle de leur identité : l'agriculture et, plus généralement, l'exploitation d'un milieu naturel, la *Mata Atlântica*, avec lequel ils entretiennent d'intimes familiarités. Ils ne se pensent pas comme des intrus dans un environnement qu'ils viendraient perturber mais, au contraire, comme des protecteurs, des gardiens, voire même comme partie intégrante d'une réalité composite qu'ils ont contribué à façonner. Ils ne rejettent pas le principe de la protection d'un environnement qui leur tient profondément à cœur. Mais ils espèrent qu'il sera possible de surmonter les obstacles que l'application actuelle de la réglementation dresse dans leur vie quotidienne, au point, nous l'avons vu, de les menacer dans leur capacité à se reproduire matériellement et socialement. Ils veulent sortir de la clandestinité à laquelle ils sont contraints comme une condition même de leur survie. Ils se disent prêts à prendre des initiatives, mais demandent qu'on les tire de l'oubli dans lequel on les a laissés jusqu'ici, qu'on les appuie dans les mutations qu'ils devront nécessairement entreprendre. Ils demandent aussi que l'application des règles de protection environnementale fasse preuve de plus de souplesse, prennent mieux en compte leurs propres contraintes. C'est à ce prix, pensent-ils, que l'on pourra dépasser l'incompatibilité qui existe actuellement entre la protection de la *Mata Atlântica* et leur survie.

## CONCLUSION

L'objectif de cette étude, insérée dans la perspective d'un programme de recherche interdisciplinaire plus large, était d'apporter une contribution à la réflexion sur les thèmes du développement durable et de la protection de l'environnement, de la permanence et du changement des populations locales impliquées dans des aires protégées, les logiques et stratégies paysannes confrontées à des restrictions sévères dans l'usage des ressources naturelles, enfin de l'interrelation entre la dynamique sociale et le dynamique environnementale.

Il s'agissait de décrire et d'analyser concrètement la situation de la population locale dans ses modes d'existence, de reproduction matérielle et sociale, au-delà des discours, en essayant d'évaluer comment s'organise sa subsistance, quels ont été les changements au cours de son histoire et comment elle envisage son avenir dans un contexte qu'elle considère comme une menace pour sa capacité à perdurer localement.

La démarche adoptée a été d'ordre monographique, centrée sur l'analyse approfondie d'un cas, celui de la vallée du Rio Guaraqueçaba et du hameau de Batuva, mais elle a été l'aboutissement d'une démarche progressant par niveaux successifs – le Paraná et le Brésil, la région littorale, le municpe de Guaraqueçaba – afin de resituer les réalités locales dans les contextes plus larges dans lesquels elles s'inscrivent et dont elles offrent une illustration, marquant par la même les conditions et les limites de la généralisation que l'on peut opérer à partir des observations opérées *in situ*. Le défi de l'interdisciplinarité a permis ce va-et-vient entre le global et le local, entre le social, l'économique, l'historique, le politique et les aspects géographiques, biologiques, écologiques, en tenant compte des différentes échelles : locales, régionales, nationales et internationales.

Ainsi, les premières présentations contextuelles centralisées sur la multiplicité des échelles d'espace et de temps ont fourni les éléments de compréhension des enjeux contemporains qui se jouent aujourd'hui à l'échelle du municpe et de sa population rurale.

Les changements rapides qui ont eu lieu au cours des dernières décennies telles que la déforestation massive sur le reste du territoire, l'accélération des convoitises foncières violentes ont favorisé la mise en place d'une aire protégée sur le littoral nord du Paraná et tout particulièrement à Guaraqueçaba, municpe qui renferme un des plus important vestige de l'ancienne forêt côtière brésilienne. Au fil d'une histoire mouvementée qui remonte à plusieurs siècles, marquée tout à tour par des périodes de dynamisme économique et de

stagnation, le couvert forestier du municiple est demeuré relativement préservé alors que le reste de la *Mata Atlântica* disparaissait presque entièrement et que, durant la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, le Paraná connaissait un mouvement massif de déforestation. Cette situation particulière s'explique en partie par une configuration géographique – climat et relief – qui, pendant un certain temps, ont rendu cette zone comparativement moins attractive, en terme de rentabilité des capitaux investis, que la région du *planalto* où s'est concentré le plus gros des efforts de développement d'une agriculture hautement technifiée. Malgré un intense mais bref afflux de population dans les premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle, la population du littoral nord a rapidement stagné. Les infrastructures y ont été très peu développées et ce n'est qu'au milieu des années 1970 que les conditions d'accès terrestre ont été améliorées et que le municiple de Guaraqueçaba s'est vu partiellement désenclavé. On a observé que, jusqu'à aujourd'hui, cette amélioration était toute relative. Cette situation a contribué à la fois à limiter pendant longtemps les atteintes portées à la forêt et à favoriser le maintien d'une société rurale basée sur une petite agriculture familiale qui, même si elle souffrait du même manque de compétitivité face à la concurrence et aux assauts de la grande agriculture qu'ailleurs dans le reste du Paraná et du Brésil, est demeurée jusqu'à récemment à l'écart d'une confrontation directe. A partir des années soixante-dix, les choses ont commencé à changer rapidement, Guaraqueçaba et sa forêt sont devenus à leur tour objets de convoitises et ont attiré les spéculateurs de toute sorte. Cette accélération s'est toutefois produite à un moment où la vie politique du Brésil s'engageait dans un mouvement de changement profond, marqué à la fois par un puissant renouveau des valeurs démocratiques et par la montée de préoccupations environnementales, qui ont pris une place croissante tant parmi la société civile que dans l'orientation des politiques publiques. La défense de la Forêt Atlantique devenait une cause nationale en même temps que l'on pouvait commencer à dénoncer librement la situation des populations les plus misérables. Au début des années quatre-vingt, les fraudeurs et accapareurs de terre (*grileiros*) qui commençaient à mettre Guaraqueçaba en coupe réglée et à soumettre ses habitants à la violence de leur domination devinrent la cible de campagnes de presse, puis de l'intervention répressive des pouvoirs publics. La mise en place d'une Aire de Protection Environnementale (APA) fut un des instruments qui permirent de mettre un coup d'arrêt à la pression des grands *fazendeiros*, sans pour autant remettre en question les avantages fonciers qu'ils avaient acquis, très souvent de manière indue.

Après être longtemps restée à la périphérie du boom de l'agriculture technifiée brésilienne, puis être devenue pour une brève période la proie d'intérêts extérieurs aussi

indifférents à la préservation de ses richesses naturelles qu'au sort de ses habitants, Guaraqueçaba est devenue un des lieux emblématiques de la protection environnementale, non seulement à l'échelle du Brésil mais encore au niveau international. De nouveaux acteurs s'y empressent pour jouer un rôle et défendre des intérêts variés brandissant des idéaux honorables de justice et d'équité. Pourtant, dans leurs actions, la population rurale est considérablement stigmatisée et ses pratiques fondamentales largement ignorées. Si la protection de la Forêt Atlantique mobilise les énergies et attire des capitaux très importants – en particulier dans le cadre de la mise en place de « puits de carbone » – très peu est fait, pour ne pas dire rien, de la part des intervenants privés comme des organismes publics, pour permettre aux petits agriculteurs d'opérer les mutations dans leur mode d'exploitation des ressources naturelles que le fait de vivre dans une aire environnementale protégée leur impose.

La population y est souvent emprisonnée dans une image de traditionnalité, traduite de façon emblématique par l'appellation de « *caiçaras* ». Cependant, on l'a vu, la population rurale ne peut pas être appréhendée en tant que population traditionnelle fermée, figée dans une image stéréotypée.

Ainsi, Guaraqueçaba donne une illustration pertinente de l'impact d'une réglementation environnementale répressive sur une population locale, situation où se jouent des représentations différentes voire contradictoires de la nature et de la société "traditionnelle". Mais c'est essentiellement le milieu naturel qui se trouve chargé d'une valeur symbolique et patrimoniale forte au sein duquel la population a selon les périodes était considérée comme une société traditionnelle *caiçara* gardienne d'une relation ancienne en harmonie avec la nature, et victime des exactions et des violences autour des enjeux fonciers, puis comme une population paysanne, voire prédatrice, qui, par des pratiques archaïques destructrices, porte préjudice à l'équilibre de l'écosystème et de sa biodiversité. Ces images de la société locale et surtout la dernière, aujourd'hui largement dominante, inspirent les représentations et les actions des différents acteurs en présence.

L'étude et l'analyse de l'histoire et de la caractérisation de la société rurale de Guaraqueçaba réalisée par l'équipe du Doctorat MADE en 2000-2003, a bien montré que loin de l'image d'une société fermée et traditionnelle, la population rurale se caractérise par une grande mobilité, une ouverture sur l'extérieur, une diversité des activités et des niveaux économiques. Au sein de cette société, le hameau de Batuva s'est avéré particulièrement pertinent par sa singularité sociale et économique, combinant à la fois un ancrage historique fort au sein de son espace de vie, un profil agricole diversifié et une agriculture

essentiellement familiale, une importante proportion d'autosubsistance ainsi qu'une ouverture sur le marché. C'est donc cet exemple que j'ai choisi pour développer un questionnaire général sur les conditions dans lesquelles une petite paysannerie affronte les situations nouvelles créées par le classement de son espace de vie en zone de protection environnementale.

Afin de parvenir à cette compréhension générale il a fallu là encore positionner la recherche en fonction de différentes échelles, géographiques, historiques et sociales, avant d'en venir plus directement à la description des pratiques, des logiques et des stratégies économiques et matérielles. Il s'agissait de comprendre l'organisation et la structure sociale du hameau de Batuva. Ainsi, il été appréhendé dans sa situation géographique et sociale au sein de la vallée du Rio Guaraqueçaba en tenant compte des relations qu'il entretient avec les autres localités voisines, au long d'une histoire qui va du peuplement initial de la vallée jusqu'à aujourd'hui. On a pu voir également comment la vallée et le hameau ont été la scène particulière de conflits marqués par la violence des exactions des néolatifundiaires et qui ont été le point de départ de la première organisation de la société civile sous forme d'une association destinée à défendre la population, puis qui ont été portés au grand jour dans la presse régionale et nationale, enfin sont apparues des ONG qui interviennent au nom d'objectifs de développement durable mais avec une grande ambiguïté entre une vision préservationniste dominante et un besoin de justification sociale. Batuva se trouve ainsi depuis longtemps en interaction avec différents acteurs et, selon les cas, des affinités ou des aversions se sont construites.

Au sein du hameau de Batuva, on a constaté qu'il n'y a pas de lieu institutionnel établi, identifié dans lequel se fait la concertation de la communauté et où se prennent les décisions. Nous sommes en présence de quelque chose de plus informel dont il a fallu chercher les mécanismes. Cela fonctionne dans les localités-communautés à l'identique du jeu de la vie politique au niveau du Municipipe, c'est à dire plus sur le clientélisme, et le népotisme. Les hameaux connaissent ainsi une organisation très lâche qui se fonde plus sur le clientélisme que sur une instance politique organisée ou même que sur l'action de partis politiques, dont la présence au niveau des hameaux demeure inexistante.

L'étude des structures sociales a été tout d'abord axée sur les relations familiales à partir de l'histoire du peuplement. La famille est apparue comme un élément fondamental de la structure sociale et l'étude de la parenté (filiation, généalogies), des alliances

(intermariages) dans leur dimension historique ont été un révélateur des modes de relations, de la construction de l'identité locale.

L'analyse des structures familiales m'a permis de rentrer directement dans la dimension sociale qui fonde la société ainsi que sa territorialité, les espaces que les familles se sont octroyées et partagées. Ainsi, au travers de l'histoire et des trajectoires familiales, j'ai pu constater qu'au-delà des grands ensembles familiaux qui s'y sont constitués, construisant dans le local un enracinement historique et identitaire, les individus et les familles n'ont jamais cessé d'entretenir des liens étroits avec l'extérieur soit parce qu'ils ont gardé des liens avec la famille d'origine, ou que certains membres sont partis à l'extérieur, soit du fait d'une pluri-résidence. J'ai observé notamment des liens privilégiés avec les hameaux environnants du côté de l'Etat de São Paulo, dont beaucoup d'habitants de Batuva sont originaires et l'on constate de nombreux intermariages. Il y a eu également des stratégies économiques familiales qui ont vu des pans entiers de familles migrer à un moment donné pour des raisons économiques, tandis que certains ménages restaient vivre au hameau. Ainsi, se sont développées des stratégies d'entraides encore très présentes aujourd'hui. On a remarqué des installations plus récentes de familles extérieures, qui présentent des caractéristiques diversifiées et qui, dans une plus ou moins grande mesure, entrent en relation avec les familles plus anciennes localement. Ces flux de migrations qui ont toujours été présents témoignent de la grande mobilité de la société locale. Ainsi, la connaissance de la dynamique du peuplement et de la structure sociale nous a conduit à porter une réflexion critique plus fine sur les notions de communauté, de population traditionnelle et /ou *caiçara*.

La notion de communauté est apparue floue et peu opérante dans le cas que j'ai étudié. Comme de façon beaucoup plus large au Brésil, la notion de communauté a perdu son aspect religieux ici, de même que la dimension autarcique, d'organisation sociale et politique autonome qui lui est généralement associée. En effet, à Batuva comme dans de nombreux hameaux similaires, la dimension communautaire se reflète plus par une occupation territoriale, une organisation sociale qui s'est constituée de manière désordonnée et sans structure politique définie ou établie de manière formelle. La communauté s'est construite autour de familles, d'une occupation au cours de leurs histoires. La population se reconnaît comme étant de la localité qu'elle occupe, qu'elle habite et où elle a ses racines ancestrales. Toutefois, on ne peut pas réduire l'idée de communauté à sa seule dimension géographique et territoriale car ce sont bien les personnes qui ont établi leur résidence en ces lieux, qui y ont défini les limites, et qui en ont créé l'existence. Le hameau ou la communauté sont des

créations sociales et collectives de l'arrivée du fondateur à l'installation d'autres familles et à l'expansion de celles-ci par leurs descendants.

La dénomination de communauté est utilisée par la population elle-même et pas seulement par les scientifiques et/ou les autorités locales du municipe. Cependant c'est un usage relativement récent et peu fréquent. Cette appellation semble être bien davantage venue de l'extérieur que dotée d'une origine endogène. La population se désignant communément comme habitant de Batuva, désignant ainsi la localité seulement par son nom.

Les structures familiales apportent le cadre de la construction sociale et physique du hameau, en l'absence de structure politique organisée. De même c'est autour des structures familiales que se définit l'accès au foncier et que s'ordonne la relation au milieu.

Tous ces éléments participent également de la critique nécessaire au concept de population traditionnelle, puisque la mobilité, les flux constants et les modifications dans les pratiques viennent largement contredire l'idée de stabilité et de continuité que l'idée de tradition véhicule. Même si dans la mémoire collective de la population on trouve la légitimation symbolique de certains lignages fondateurs et si cette légitimation sous-tend des positions dominantes, comme c'est le cas notamment au sein de l'entreprise de transformation de banane où les familles anciennes occupent une place éminente, une telle situation ne relève pas d'une « tradition » mais d'une mobilisation, dans une réalité contemporaine et au service d'enjeux d'aujourd'hui, d'avantages, notamment fonciers, générés par une antériorité historique.

Ensuite, l'étude de la sociabilité interne et externe a permis de montrer la grande flexibilité de la structure sociale locale. Elle a fait apparaître, en dehors des liens familiaux, la multiplicité des autres liens qui se tissent, révélant une dynamique interpersonnelle qui se développe autour des interrelations, des échanges, de l'entraide et de la dynamique des Églises, le tout participant activement à la construction de l'identité individuelle et collective. L'étude plus précise de certaines formes de sociabilité comme la pratique agricole collective du *mutirão*, l'échange de journée de travail et les autres échanges autour du travail agricole; de même que les échanges qui se nouent dans la vie quotidienne, les appartenances aux différentes Églises et enfin les formes d'organisations contemporaines (association, entreprise, conseil), ont mis en évidence la diversité des réseaux de sociabilité. La famille y conserve une place prépondérante, mais ces réseaux ne se superposent pas aux grands ensembles lignagers : ils opèrent des découpages sélectifs en leur sein, les débordent parfois, et créent ainsi des



assemblages hybrides qui constituent le tissu social en fonction duquel s'organisent les activités qui rythment la vie quotidienne.

L'engouement pour les Églises pentecôtistes a mis en évidence là encore l'importance de la structure familiale et de l'affirmation de l'identité dans les choix des congrégations. Mais, au-delà, nous avons vu le rôle que la religion joue dans la dynamique actuelle en apportant un cadre rassurant dans la reconstruction de l'identité collective, en revalorisant la population dont les bouleversements des dernières décennies, et notamment l'application restrictive de la réglementation environnementale, ont affecté tant leur survie matérielle que leur identité et même leur dignité, ébranlant les repères culturels et symboliques. La population, confrontée à l'ambiguïté d'un discours qui, pour une part, valorise une culture traditionnelle et *caiçara* dans laquelle elle ne se reconnaît pas et, d'un autre côté, l'accuse de porter dommage à l'environnement, a trouvé dans les Églises un cadre réconfortant permettant de reconstruire sa relation au monde et à la nature en y retrouvant une place digne.

Enfin, j'ai cherché à montrer comment, dans ce contexte, la population vit, se reproduit matériellement et socialement en axant mon regard sur les stratégies de reproduction matérielle et sur les perspectives d'avenir envisagées.

Ainsi, j'ai décrit et analysé les activités d'exploitations des ressources naturelles (agriculture, élevage, chasse, cueillette, collecte, artisanat...) à partir d'un échantillon illustratif de familles, la part d'autosuffisance de ces familles, leur organisation, les savoirs et les techniques mobilisés et l'organisation sociale du travail ; la territorialité, avec la question du foncier et de l'usage de la terre ; et les sources de revenus en distinguant celles qui s'accompagnent d'un prélèvement direct sur l'environnement. J'ai mis en évidence des différences et des similitudes de stratégies afin d'établir une typologie des familles.

L'application sévère de la réglementation environnementale a conduit à des modifications profondes des activités de subsistance, du système de reproduction matérielle qui reposaient sur des connaissances et des pratiques précises qui sont aujourd'hui inapplicables. Ces changements, opérés en réaction à des objectifs de préservation environnementale imposés de l'extérieur, peuvent paradoxalement avoir un impact environnemental négatif dans la mesure où la recherche de la clandestinité y tient une place dominante et où les savoir-faire bâtis sur une expérience inter-générationnelle – concernant les durées de jachère notamment – sont difficilement mis en application. Se donne à voir à cette occasion le paradoxe d'une situation qui met en concurrence protection de la nature et la survie de la population : ce sont en effet pratiquement toutes les activités traditionnelles sur

lesquelles reposent la subsistance des ménages de Batuva qui sont prohibées : agriculture sur brûlis, chasse, pêche, cueillette et collecte. Cette même population dont certains se plaisent à faire la dépositaire d'une harmonie ancestrale avec la nature est soupçonnée, souvent par les mêmes, de lui causer de graves dommages par les activités destinées à en tirer les ressources nécessaires à sa subsistance. La contradiction est de taille ! Cela étant il ne faut pas minimiser l'impact négatif de certaines pratiques sur l'environnement, mais il est important de souligner que le maintien des pratiques, du système de production développé de longue date est la condition de la survie des populations à l'heure où peu ou pas d'alternatives leur sont offertes. Aussi, c'est la clandestinité qui apparaît comme le passage obligé des pratiques d'autosubsistance, pour une large part des pratiques agricoles et la chasse. Les conditions dans lesquelles celles-ci sont exercées sont rendues particulièrement difficiles et risquées car la dissimulation s'obtient au prix de l'éloignement et de la difficulté d'accès des parcelles cultivées, ce qui a par conséquent des incidences sur le travail, la pénibilité du travail. En ce qui concerne la chasse, la pratique est moins généralisée, mais on a constaté l'importance de celle-ci pour certaines familles comptant parmi les plus démunies.

On a vu que le retranchement dans la clandestinité n'était pas le fait d'une volonté délibérée mais qu'il s'agit de question de survie, du maintien d'une capacité d'autosubsistance qui est largement menacée.

Les modifications du système de production et leurs conséquences sur les difficultés de subsistance de la population sont la résultante de l'application implacable de la législation environnementale par l'unique répression. Et parallèlement ces modifications induites qui se centrent alors sur la dissimulation et la clandestinité ne font qu'accroître les impacts sur l'environnement. Le paroxysme du paradoxe est atteint faute d'une prise en compte nécessaire des conditions d'existence de la population ainsi que d'un soutien nécessaire pour assurer une mutation des pratiques productives de manière à ce qu'elles puissent respecter l'environnement tout en permettant aux agriculteurs de satisfaire leurs besoins de base et de construire leur avenir. Sans la conciliation de ces deux objectifs, on peut difficilement parler de développement durable. L'omission de cette composante intrinsèque au développement durable et à la protection du milieu de la part des pouvoirs publics rend la situation d'autant plus complexe et bloquée. On a montré au cours de cet exposé que les politiques publiques en direction de l'agriculture familiale et plus particulièrement celles engagées en zone d'environnement protégé se réduisaient presque à néant et ne prenaient pas en compte l'engrenage dans lequel la population est contrainte et forcée. De plus, les ONG qui aujourd'hui jouent un rôle prépondérant au sein de l'APA, sont investies dans des enjeux

globaux politiques et économiques – notamment avec l'implantation de "puits de carbone". Elles jouent également leur raison d'être préservationniste et ne se préoccupent des populations humaines qu'à court terme sur des petits projets qui sont ensuite largement médiatisés, mais qui ne permettent pas la mutation sociale nécessaire. Au terme de cette étude, la SPVS avait mis fin à son implication dans le projet de génération de revenus et de développement durable pour la transformation de la banane et se centrait sur un nouveau projet d'apiculture.

Lorsqu'on analyse les activités génératrices de revenus (AGR) on observe l'importance de la pluriactivité pour une grande majorité des familles. Cela montre clairement la nécessaire recherche de diversification des sources de revenus pour assurer la subsistance et répondre aux contraintes. La situation de précarité des familles les plus démunies témoigne d'autant plus de la flexibilité et d'une alternance dans les activités génératrices de revenus ces derniers qui se révèlent très modestes. On a constaté en revanche que les familles qui développent des activités pionnières sur le hameau, et qui sont relativement isolées, mobilisent des connaissances, des savoir-faire et des soutiens techniques venant de l'extérieur.

Les principales tendances qui ressortent de l'étude des AGR témoignent que la grande majorité des familles enquêtées tirent des revenus d'activités agricoles, exclusivement pour certains et en partie pour d'autres. Il s'agit donc bien d'une population de petits agriculteurs familiaux et non pas de prédateurs surexploitant la nature environnante par tous les moyens. S'ils travaillent dans la clandestinité et se livrent à des activités illicites comme la collecte du *palmito* ou la chasse à des fins commerciales – ce qui n'est le cas que d'une minorité d'entre eux – ce n'est pas par choix, car tous voudraient pouvoir continuer à vivre de leur agriculture, mais parce que c'est le seul moyen qui leur est laissé s'ils souhaitent continuer à vivre sur place.

Les perspectives d'avenir s'amenuisent dans ce contexte et le soutien du PRONAF pour la production de palmier et de banane au travers de prêts préférentiels, relève d'un investissement lourd que peu nombreux sont prêts à risquer.

J'ai vu que, pour une part importante des familles, vivre au quotidien : se nourrir, se loger, se soigner, s'habiller, implique, dans le contexte présent, de surmonter des défis innombrables. L'analyse de la consommation, des budgets même approximatifs a permis d'identifier des tendances de la réalité vécue.

Ainsi, l'agriculture familiale de subsistance joue un rôle considérable malgré les contraintes environnementales et le statut largement clandestin, contribuant de manière

fondamentale à fournir aux familles les moyens d'existence en assurant une bonne part de l'alimentation. Dans les stratégies de reproduction, la clandestinité et la capacité de dissimulation au travers de territoires favorables à cela sont devenues des critères essentiels et reléguant au second plan les critères strictement agricoles. Et c'est par la clandestinité et la dissimulation que les familles peuvent assurer leur subsistance quotidienne. Enfin c'est aussi la capacité à pouvoir dissimuler et maintenir les pratiques agricoles clandestines qui est ici déterminante. Ainsi, les familles les plus pauvres et les moins bien dotées en parcelles dissimulables sont celles qui rencontrent le plus de difficultés pour assurer leur subsistance. Il en est de même pour celles qui ne font pas partie de la fabrique et qui commercialisent très modestement leur production. Les familles dont les revenus reposent essentiellement sur la collecte du palmier ou la coupe de bois dépendent là encore d'activités illicites et clandestines. On constate qu'un nombre considérable de familles se trouvent dans des situations de grande vulnérabilité, soit parce qu'elles n'ont pas les parcelles adéquates pour maintenir une autoproduction conséquente, ou encore parce qu'elles sont obligées d'abandonner un champ à la suite d'un contrôle, soit enfin parce que leurs activités génératrices de revenus reposent essentiellement sur des pratiques illicites, souvent précaires.

L'entreprise de transformation de banane bien qu'elle représente une alternative qui fonctionne ne peut répondre aujourd'hui à l'ensemble de la production locale.

Enfin, j'ai observé que certaines familles, grâce à des activités innovantes, parvenaient à mieux gérer les contraintes générées par l'application des règles de protection environnementale. C'est le cas de certaines pratiques agricoles plus intensives mais réclamant de forts investissements en capital et en connaissance. Les nouvelles techniques de culture du palmier représentent une autre alternative sur laquelle certains ont parié, mais ce n'est pas, là encore, sans obstacle étant donné les difficultés pour obtenir les autorisations de coupe. Enfin, la production laitière et la fabrication de produits laitiers représentent l'exemple singulier qui témoigne de la possibilité de concilier l'adéquation entre des activités génératrices de revenus et en total respect de la réglementation environnementale. Cependant le fait que l'agriculteur qui a lancé cette activité s'apprête à quitter Batuva révèle également des difficultés à surmonter pour perdurer malgré le succès d'une activité.

Malgré les problèmes rencontrés, les habitants dans leur majorité espèrent pouvoir continuer à vivre sur place en construisant un avenir là où ils ont leur histoire et leurs racines auxquelles ils sont attachés. S'accrocher à ses racines ou partir, c'est un peu le dilemme aujourd'hui pour la population. Les logiques et les stratégies paysannes sont confrontées et en partie déterminées par la situation de blocage suscitée par la réglementation sévère sur l'usage

des ressources. Nous l'avons vu tout au long de cette étude, c'est le fondement même de leur reproduction matérielle qui est ici mis à mal et le manque d'alternative les contraint dans une large mesure à développer les pratiques de subsistance essentielles dans la plus grande clandestinité, de migrer pour certains et d'y songer sérieusement pour beaucoup. La prise de risque pour perdurer localement est une question de survie que ce soit dans la clandestinité ou dans l'engouement pour des alternatives prometteuses mais relativement coûteuses.

Rupture et continuité sont les défis qui se posent à la population mais également aux pouvoirs publics afin d'engager les mutations nécessaires pour une réelle prise en compte d'un développement durable dans la protection environnementale et sociale.

Certaines des observations faites ici peuvent sans doute faire écho dans d'autres contextes, et pas seulement dans le cas précis étudié, au Brésil certainement et dans d'autres pays et continents où la place des populations paysannes est largement remise en cause par les processus de patrimonialisation de l'environnement, dans la mise en place et la gestion d'aires protégées. Une description détaillée des conditions d'existence de ces populations, une analyse des modes de reproduction matérielle et sociale, des dynamiques locales, des logiques et des stratégies sont nécessaires pour donner à voir au-delà des discours et des représentations, une réalité même partielle soit-elle, des impacts de politiques publiques.

L'objectif de conservation est légitime et reconnu par la population elle-même, mais celle-ci estime aussi avoir le droit de continuer à vivre là où elle a des racines – ce qui est aussi un des objectifs de l'APA. Pour cela, est nécessaire la mise en place de mutations concertées, discutées, accompagnées, soutenues par les instances publiques. La plupart des familles sont en demande d'alternatives, de soutien du gouvernement et des institutions publiques, que ce soit en terme de soutien technique et financier, ou d'aide à la mise en place de nouvelles stratégies en conformité avec la législation environnementale. Ils sont inquiets pour leur avenir, ils essaient de survivre au travers de la pluriactivité, mais pour aller plus loin et dépasser les contradictions actuelles, il leur faut de l'accompagnement.

Prendre en compte les spécificités de la population, caractérisée par une agriculture familiale, apparaît fondamental pour sa permanence localement. Les témoignages recueillis montrent l'ambiguïté de la mise en place des Unités de Conservation de type APA, qui généralement ont été menées sans une réelle prise en compte des populations locales, sans accompagnement, ou ajustement selon les spécificités locales.

De nombreuses études sur les APA (FERREIRA, 1995; BRITO : 2000; MORSELO : 2001; RESENDE, 2002) montrent et analysent les conflits qui s'y sont développés entre des représentations opposées, entre les pratiques des populations locales et la répression policière.

Aujourd'hui on constate qu'il n'y a plus de création d'APA au Brésil depuis 2002. On leur préfère les Unités de Conservation de type *Réserve Extrativiste*. En effet, les difficultés rencontrées dans la gestion des APA, qui ne semblent pas se résoudre, de par une législation et des restrictions qui n'ouvrent que peu de possibilités aux négociations, aux ajustements locaux, à la participation des populations locales, paraissent être en partie résolues dans les *Réserves Extrativistes*.

C'est toute la différence intrinsèque entre les APA, Aire de Protection et Environnementale et les *Réserves Extrativistes*, où au sein de ces dernières, la participation locale est effective dès les prémices du projet. Les critiques formulées à propos des APA en comparaison aux *Réserves Extrativistes* peuvent constituer des pistes de réflexion pour la suite, en particulier en ce qui concerne les conditions de gestion et, surtout, l'absence de participation des populations locales dans la définition initiale, puis dans la conduite de l'APA (DOMINGUES, 2004 : 113. TEIXEIRA, 2004 : 94. MORSELLO, 2001 : 145-151).

Rares sont les aires protégées instituées avec la participation de la population locale, l'exemple des *Réserves Extrativistes* est une exception par rapport au modèle dominant, dans lequel l'autorité déclare formellement l'aire protégée sans que les acteurs locaux participent au processus. C'est dans ce cadre que des conflits se développent lors de la participation à la gestion de l'aire protégée (MORSELLO, 2001 : 145). Les échecs rencontrés dans la conservation des aires protégées ont ainsi stimulé des discussions et des débats sur la participation des acteurs locaux dans leur planification et leur gestion. Mais cela s'est traduit tardivement dans l'application effective, surtout en ce qui concerne la participation durant le processus de création et de planification. Bien qu'il soit aujourd'hui courant de parler de participation publique ou populaire, le terme renvoie à des représentations diverses, et à des degrés variables, historiquement marqués par des perceptions dominantes.

L'engagement effectif des populations locales dans la création et la gestion des aires protégées est relativement récent, approximativement moins de dix ans. Auparavant, la participation était fictive, son invocation n'était qu'un "*outil qui permettait la soumission volontaire des populations aux propositions d'aires protégées*" (Ibid : 146), les populations représentant un "*acteur passif*", et ce dans les années soixante-dix. Puis dans les années quatre-vingt la participation des populations est perçue comme "*un souci pour la protection des ressources naturelles*" (Ibid), au travers de l'information et parfois de la consultation des

populations, sans pour autant que leurs aspirations soient prises en compte par la suite. Généralement cet engagement superficiel n'a pas eu d'impact sur la vie quotidienne des populations en terme d'actions concrètes, et se révèle être un "*exercice de rhétorique et de manipulation idéologique*" (Ibid : 146). Comme l'explique MARSELLO :

*"Cela étant, la participation populaire pourra seulement être considérée légitime si elle implique l'accès réel à la prise de décision, c'est-à-dire, une redistribution de pouvoir, faisant en sorte que les personnes deviennent des acteurs sociaux au contraire de sujets passifs. Dans cette forme de participation sociale, il existe la possibilité qu'un groupe de bas statut réussisse à exprimer ses nécessités et ses demandes, défendre ses intérêts communs, atteignant certains objectifs économiques, sociaux ou politiques"* (MARSELLO, 2001 : 146, citant CARILLO et CHARVET, 1994. Souligné : en italique dans le texte).

Sans vouloir proposer la mise en place d'une *Réserve Extrativiste*, les exemples de fonctionnement de celles-ci peuvent permettre des ajustements et des ponts doivent être pensés afin d'améliorer la participation de la population locale rurale de Guaraqueçaba au sein de l'APA, dont un des objectifs est le maintien des populations locales et de leurs pratiques traditionnelles dans la perspective du développement durable. Et c'est sur ces derniers points que l'APA ne répond pas concrètement, apparaissant jusqu'à aujourd'hui seulement comme une inscription dans une loi.

Ainsi, les critiques au développement durable, à son utilisation excessive sans fondement précis et clair, prennent ici tout leur sens, par cet exemple de contradiction entre un discours et une réalité concrète. Au sein de l'APA de Guaraqueçaba, le développement durable reste à faire, les mutations attendues à construire par une réelle prise en compte des populations paysannes locales, de leurs modes d'existence. C'est par une démarche endogène ou horizontale que les renversements de perspectives doivent être opérés, en donnant la possibilité aux populations locales d'être les acteurs effectifs de leur propre changement, des mutations nécessaires qui les concernent, par leur participation et par la négociation avec eux afin d'accéder à un réel développement durable. Mais ne nous y trompons pas cela ne signifie pas que la population est la seule détentrice des solutions aux difficultés qu'elle rencontre, il s'agit dans la participation de processus plus ample d'accompagnement, de négociations par une prise en compte des réalités locales et où les alternatives et les mutations sont pensées collectivement par les différents acteurs en présence.

## Bibliographie

ABRAMOVAY, Ricardo, CAMARANO, Ana Amélia, PINTO, Marly Santos, 1997. Êxodo rural, envelhecimento e masculinização no Brasil : Tendências recentes. In *Como Vai?* População Brasileira. Brasília, Ano II, n°2, Setembro 1997.

ADAMS, Cristina, 2000. *As populações caiçaras e o mito do bom selvagem: a necessidade de uma nova abordagem interdisciplinar*. Revista de Antropologia, São Paulo, USP, V.43, n°1, pp. 145-182.

ALVAR Júlio et ALVAR Janine, 1979. Guaraqueçaba, Mar e Mato. Tradução de Cecília Maria Westphalen. Vol. 1 e 2. Curitiba, Universidade Federal do Paraná.

AMADO, Jorge, 1985. Les terres du bout du monde. Titre original: Terras do Sem Fim. Messidor/Temps Actuels, Gallimard. 1ère publication em 1942.

ANDRIGUETTO, José Milton Filho, 1999. Sistemas técnicos de pesca e suas dinâmicas de transformação do litoral do Paraná – Brasil. Thèse de Doctorat. Doutorado Meio Ambiente e Desenvolvimento, Universidade Federal do Paraná.

AUGE, Marc, 1997. Pour une anthropologie des mondes contemporains. Flammarion Champs n°373, 1° édition 1994 Aubier.

BAHUCHET et Al, 1999. L'homme et la forêt tropicale. Editions de Bergier. Travaux de la Société d'Ecologie Humaine.

BAHUCHET, Serge, et Al., 1999. L'homme et la forêt tropicale. Editions de Bergier. Travaux de la Société d'Ecologie Humaine.

BAHUCHET, Serge, 1997. *Un style de vie en voie de mutation : Considération sur les peuples des forêts denses humides*. In Les peuples des forêts tropicales. *Civilisations*, Vol. XLIV, n°1-2, 1997, p. 16-31.

BAHUCHET, Serge, 1986. Les Pygmées Aka et la forêt centrafricaine : ethnologie, écologie. SELAF, Paris.

BARRAU, Jacques, 1993. *Les savoirs naturalistes et la naissance de l'ethnoscience*. In La science sauvage. Des savoirs populaires aux ethnosciences. Editions du Seuil, Collection Points Sciences, pp.15-27.

BARRAU, Jacques, 1992. *L'homme et le végétal. Prologue bio-écologique*. In Histoire des Mœurs II, Encyclopédie la Pléiade, pp. 1279- 1306.

BARRAU, Jacques, 1991. *Les hommes dans la nature. Esquisse d'une histoire naturelle des sociétés et des mœurs humaines*. In Histoire des Mœurs I, Encyclopédie La Pléiade, pp. 9-58.

BASTIAN, Jean Pierre, 1994. Le Protestantisme en Amérique Latine. Une approche socio-historique. Genève, Labor et Fides.

BAUDOT P., et Al., 1997. Impact de l'homme sur les milieux naturels. Perceptions et mesures. Editions de Bergier. Travaux de la Société d'Ecologie Humaine.

BONTE Pierre, IZARD Michel (Sous la direction), 1991. Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie. Quadriga/PUF.



BOTELHO, José E. A., 1993. Levantamento sócio-econômico e ambiental da zona continental de Guaraqueçaba – PR. Prefeitura Municipal de Guaraqueçaba, Departamento de Meio Ambiente e Turismo (Document non publié).

BRANDÃO, Carlos Rodrigues, 1981. Plantar, colher, comer: um estudo sobre o campesinato goiano. Rio de Janeiro: Graal.

BRITO, M.C.W., 2000. Unidades de Conservação: intenções e resultados. São Paulo: Annablume/FAPESP.

BRUNDTLAND, G.H., 1987. Our common future. Oxford University Press. 1988. Notre avenir à tous. (pour la traduction française). Montréal, Editions du Fleuve. Disponible sur [http://fr.wikisource.org/wiki/Rapport\\_Brundtland](http://fr.wikisource.org/wiki/Rapport_Brundtland)

CADORET, Anne, 1991. *L'espace*. In Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie. BONTE-IZARD. Quadrige/PUF. pp. 235-236.

CADERNO DE EXTENSÃO, 1999. Desenvolvimento sustentável em Guaraqueçaba. Universidade Federal do Paraná, Pró-Reitoria de Extensão e Cultura, Editora da UFPR.

CAMARANO, Ana Amélia, ABRAMOVAY, Ricardo, 1999. Êxodo rural, envelhecimento e masculinização no Brasil : Panorama dos últimos 50 anos. Rio de Janeiro, Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada.

CÂNDIDO, Antônio, 1964. Os parceiros do Rio Bonito: Estudo sobre o caipira paulista e a transformação dos seus meios de vida. São Paulo: Duas Cidades. 9<sup>ème</sup> Edition, 2001.

CHANG, Man Yu, 2004. Seqüestro florestal de Carbono no Brasil : Dimensões políticas, socioeconômicas e ecológicas. São Paulo: Editora Annablume; IEB.

CHEREM C.B. Da Silva, Jane, 2001. ... E Batuva resiste. Memórias da "comunidade" dos Dias, Pontes, Barreto, Pires... Dissertação de Mestrado em Antropologia Social, Curitiba, Universidade Federal do Paraná, Brésil.

CLEMENT, Olivier, 1996. Culture de l'espèce *Euterpe edulis*, perspectives et développement : município de Guaraqueçaba, Paraná (Brésil). Rapport de stage, Ministère des Affaires Etrangères – Université Paris 7 – Université Fédérale du Paraná/PROEC, Paris.

CONCEIÇÃO, Maria de Fátima C. et MANESHY, Maria Cristina A., 1999. Populações tradicionais: Um conceito face a sustentabilidade e reordenação social. In Ruralidade. Universidade Federal do Para. Brasil. Pp. 1-16.

CORMIER-SALEM M.C., ROUSSEL B., 2000. *Patrimoines naturels : la surenchère*. In Spécial Biodiversité. Revue La Recherche, n°333, juillet/août 00, pp.106-110.

CORTEN, André, 1995. Le pentecôtisme au Brésil. Emotion du pauvre et romantisme théologique. Editions Karthala.

DA MATTA, Roberto, 1990. Relativizando, uma introdução a antropologia social. Rio de Janeiro, Rocco.

DEAN, Warren, 1996. A ferro e a fogo: a história e a devastação da Mata Atlântica brasileira. São Paulo: Companhia das Letras.

DESCOLA, Pilippe, 1986. La Nature domestique : symbolisme et praxis dans l'écologie des Achuar. Editions de la Maison des sciences de l'homme.

DIEGUES, Antonio Carlos (Org.), 2004. Enciclopédia Caiçara. Volume 1. O olhar do pesquisador. São Paulo: Hucitec/ NUPAUB: CEC-USP.

DIEGUES, Antonio Carlos (Org.), 2000. Etnoconservação: novos rumos para a proteção da natureza nos trópicos. São Paulo: Hucitec/ NUPAUB-USP.

DIEGUES, Antonio Carlos et NOGARA, Paulo José, 1999. O nosso lugar virou parque : Estudo Sócio-Ambienta do Saco Mamanguá – Prati – Rio de Janeiro. 2ª Ed. São Paulo, NUPAUB, USP.

DIEGUES, Antonio Carlos, 1998. O Mito Moderno da Natureza Intocada. 2ª Ed. São Paulo: Hucitec. (1996 1ª Ed.).

DOMINGUES Hoffmann, Zilna, 2004. História da cobertura vegetal de Guaraqueçaba, PR: Estudo de caso da Bacia do Rio Tagaçaba. Curitiba, Thèse de Doctorat. Doutorado Meio Ambiente e Desenvolvimento, Universidade Federal do Paraná.

DOMINGUES Zilna, TEIXEIRA Cristina, 2002. Apontamentos Gerais sobre a situação fundiária de Guaraqueçaba. Doutorado Meio Ambiente e Desenvolvimento, UFPR, Oficina 2, Curitiba.

DUMORA, Catherine, 2000. Interrelations sociétés-nature : perspective pour une étude sur les savoirs populaires et les modes d'usage des ressources végétales au Paraná, Brésil. Bordeaux, Mémoire de DEA d'Anthropologie Sociale et Culturelle. Université de Bordeaux 2.

DUPRE G. (sous la direction de), 1991. Savoirs paysans et développement. Editions Karthala et ORSTOM.

ELLEN, Roy, 1996. *Introduction*. In Redefining Nature. Ecology, Culture and Domestication. Edited by Roy Ellen and Katsuyoshi Fukui. Berg, Oxford, pp. 1-36.

European Association of Social Anthropologist (EASA), 1996. Nature and Society, Anthropological perspectives. Edited by Philippe DESCOLA and Gísli PÁLSSON. Routledge, London.

FERNANDES, Florestan (Org.), 1972. Comunidade e Sociedade no Brasil : Leituras básicas de introdução ao estudo macro-sociológico do Brasil. São Paulo. Editora Nacional, Editora da USP.

FERREIRA, Angela D.D., RAYNAUT, Claude, ZANONI, Magda, 2005. *Développement et environnement: critique des perspectives de la modernisation et construction de nouvelles connaissances*. In LAFONTAINE, Danielle et JEAN, Bruno. Territoires et fonctions. Université du Québec - UQUAR, Rimouski, Canada.

FERREIRA, Angela Duarte Damasceno, 2003. Séminaire de recherche interne au doctorat. Oficina de pesquisa do Doutorado Meio Ambiente e Desenvolvimento, Curitiba, UFPR.

FERREIRA, Angela Duarte Damasceno, 1995. Agriculteurs et industries aro-alimentaires: Stratégies, adaptations et conflits. Une étude de cs au Paraná, Brésil. Paris, Thèse de Doctorat en Sociologie, Université de la Sorbonne, Paris 3 – IHEAL.

FERREIRA, Angela Duarte Damasceno, 1987. *Movimentos sociais rurais no Paraná*. In BONIN A. et Al. Movimentos sociais no campo. Curitiba, Scientia e Labor.

FERREIRA, João Carlos Vicente, 1996. O Paraná e seus Municípios. Maringá, PR. Editora Memória Brasileira.

FRANCISCO, Edna Cristina, 2003. Agricultura familiar em Área de Proteção Ambiental: Estratégias de reprodução de um modo de vida. Dissertação de Mestrado em Sociologia, Curitiba, Universidade Federal do Paraná, Brasil.

FRANCISCO, Edna Cristina, 2001. Systématisation des données de l'enquête du Doutorado MADE de 2000 pour les expositions dans les communautés de Guaraqueçaba. Curitiba, UFPR-MADE. Non publié.

FREYRE, Gilberto, 2003. Casa-Grande e Senzala. Formação da família brasileira sobre o regime da economia patriarcal. 47ª edição. São Paulo. Editora Global.

FREYRE, Gilberto, 2001. Interpretação do Brasil. Aspectos da formação social brasileira como processo de amalgamento de raças e culturas. São Paulo : Companhia das Letras.

FREYRE, Gilberto, 1974. Maîtres et Esclaves. La formation de la société brésilienne. Editions Gallimard.

FUKUI, Lia, 2003. Terapia comunitária e o conceito de comunidade. Uma contribuição da sociologia. In I Congresso Brasileiro de Terapia Comunitária. Morro Branco, Ceará.

GERHARDT, Tatiana, Engel, 2000. Anthropologie et Santé Publique : approche interdisciplinaire. Pauvreté, situations de vie et santé au quotidien à Paranaguá, Paraná, Brésil. Bordeaux, Thèse de Doctorat en Anthropologie Sociale et Culturelle, Université de Bordeaux 2.

GERHARDT, T. E., 1994. Santé et Environnement : Diagnostic de santé communautaire dans le cadre d'un Zone d'Environnement Protégée, le cas de Guaraqueçaba, littoral de l'Etat du Paraná, Brésil. Paris, Mémoire de DEA en Santé publique et pays en voie de développement. Université Pierre et Marie Curie, Paris VI, Institut Santé et Développement.

GODELIER, Maurice, 2004. *Briser le miroir du soi*. In De l'ethnographie à l'anthropologie réflexive. Nouveaux terrains, nouvelles pratiques, nouveaux enjeux. Sous la dir. De GHASARIAN Christian. Paris. Armand Colin. Pp. 193-212.

GODELIER, Maurice, 1984. L'idéal et le matériel. Pensée, économies, sociétés. Paris, Editions Fayard.

GODOY, Amália Maria G., 1998. Um olhar sobre Paranaguá: Os impactos sócio-ambientais das modificações portuárias. Curitiba, Thèse de Doctorat. Doutorado Meio Ambiente e Desenvolvimento, Universidade Federal do Paraná.

GRAZIANO DA SILVA, José F. (Coordenador), 1978. Estrutura agrária e produção de subsistência na agricultura brasileira. São Paulo : Editora HUCITEC.

GRENAND Pierre, 1997. *Situation des peuples indigènes des forêts denses humides*. p.32-35. *La problématique de l'espace indigène : l'exemple du front pionnier au Brésil*. In Les peuples des forêts tropicales. *Civilisations*, Vol. XLIV, n°1-2, p. 116-125.

GUILLE-ESCURET, G., 1989. Les sociétés et leurs natures. Armand Colin.

GUIMARÃES, Antonio Sérgio Alfredo, 2004. Preconceito de cor e racismo no Brasil. In Revista de Antropologia, São Paulo, USP, V.47, n°1, pp. 1-42.

- GUIMARÃES, Antonio Sérgio Alfredo, 2002. *Classes, raças e democracia*. São Paulo, Editora 34.
- GUIMARÃES, Antonio Sérgio Alfredo, 1999. *Combatendo o racismo : Brasil, África do Sul e Estados Unidos*. *Revista Brasileira de Ciências Sociais*, Vol. 14, n°39, pp. 103-117.
- HERODOTE, *Revue de Géographie et de géopolitique*, 2005. *Les évangélistes à l'assaut du monde*. N°119. Editions la Découverte.
- HOUAISS, 2001. *Dicionário da Língua Portuguesa*. Rio Objetiva. Pour la définition des termes suivants: *Caiçara, Comunidade...*
- HUFTY, Marc, 2006. *Le développement durable et sa gouvernance : un conflit entre modèles de civilisation insoluble localement*. In *Natures Sciences Sociétés*, EDP Sciences, Volume 14, n°2, pp.163-165.
- IBGE, 2000. Censo 2000. [www.ibge.gov.br/censo](http://www.ibge.gov.br/censo) (consulté en 2002, 2004 et 2006)
- INSTITUTO NACIONAL DE ESTUDOS E PESQUISAS EDUCACIONAL Anísio TEIXEIRA, 2006. Site Internet : <http://www.inep.gov.br>. Rapport: <http://www.inep.gov.br/download/censo/1996/basica/perfil2.doc>
- IPARDES, 2001. *Zoneamento da APA de Guaraqueçaba*. Curitiba: Instituto Paranaense de Desenvolvimento Econômico e Social.
- IPARDES, 1989. *Zoneamento do Litoral Paranaense*. Curitiba: Instituto Paranaense de Desenvolvimento Econômico e Social.
- JOIRIS, Daou V., 1997 : *La nature des uns et la nature des autres : Mythe et réalité du monde rural face aux aires protégées d'Afrique Centrale*. In *Les peuples des forêts tropicales*. *Civilisations*, Vol. XLIV, n°1-2, 1997, p. 94-103.
- JOLLIVET, Marcel (Sous la direction de), 1992. *Sciences de la nature, sciences de la société. Les passeurs de frontières*. CNRS Editions.
- JUILLERAT B., 1999. *Rationalité technique et logique symbolique : De l'essartage au mythe en Nouvelle Guinée*. In *Dans le sillage des techniques. Hommage à Robert Cresswell*. JAMARD J.L., MONTIGNY A., PICON J.F. (sous la direction de). Editions L'Harmattan, pp.195-224.
- LABAIG, Henrique, 2003. *Les associations du monde paysan: vers une nouvelle construction territoriale de l'agriculture familiale au Brésil. L'exemple du Cerrado*. Toulouse, Thèse de Doctorat d'Etudes Rurales, mention Développement Rural. Université de Toulouse Le Mirail.
- LAMARCHE, Hugues (sous la coordination de), 1992-1994. *L'agriculture familiale : Comparaison internationale*. Volume I et II. Editions L'Harmattan.
- LARRERE, Catherine, 1997a. *Du bon usage de la nature : pour une philosophie de l'environnement*. Aubier.
- LARRERE, Catherine, 1997b. *Les philosophies de l'environnement*. Presses Universitaires de France.
- LAULAN, Priscilla, 2002. *Dynamique spatiotemporelle de la Mata Atlântica (Batuva, commune de Guaraqueçaba, Etat du Paraná, Brésil) : Evolution des modes d'usages et transformation du couvert forestier de 1953 à nos jours*. DEA Environnement : Milieux, techniques et Sociétés. Muséum national d'histoire naturelle, Paris.

LAURIDSEN M., SOLLY H., 1999. *Wanting to develop, not be conserved. Perceptions of conservation and local participation in sustainable management*. In APFT Briefing. Avenir des Peuples des Forêts Tropicales, n°20, December 1999, Bruxelles.

LEANDRO, José Augusto, 1999. *Devastação e tráfico de madeira no litoral do Paraná Provincial*. In Revista de História Regional Vol 4, n°2. Universidade Estadual de Ponta Grossa.

LEVI-STRAUSS, Claude, 1962. *La Pensée Sauvage*. Paris Plon.

LIMA André (Org.), 2001. Aspectos jurídicos da proteção da Mata Atlântica. São Paulo, Instituto Socioambiental. Documentos do ISA, 7.

LIMA André, CAPOBIANCO João Paulo R. (Org.), 1997. *Mata Atlântica: avanços legais e institucionais para sua conservação*. São Paulo, Instituto Socioambiental. Documentos do ISA, 4.

MAACK, R., 1981. *Geografia física do Estado do Paraná*. Rio de Janeiro, Livraria José Olympio Ed.

MARCHIORO, Nilson de Paula X., 1999. *A sustentabilidade dos sistemas agrários no litoral do Paraná: O caso de Morretes*. Curitiba, Thèse de Doctorat. Doutorado Meio Ambiente e Desenvolvimento, Universidade Federal do Paraná.

MARCILIO, Maria Luiza, 1986. *Caiçara : Terra e população. Estudo de demografia histórica e da história social de Ubatuba*. São Paulo, Edição Paulinas, Gedhal.

MARCILIO, Maria Luiza, 1973. *A cidade de São Paulo : Povoamento e população 1750-1850 com base nos registros paroquiais e nos recenseamentos antigos*. Livraria Pioneira, Editora da Universidade de São Paulo.

MARSELLO, Carla, 2001. *Áreas Protegidas públicas e privadas : Seleção e manejo*. São Paulo, Annablume Editora, Fapesp.

MELÃO, Ivo, 1983. *Qual a importância do crédito rural par aos pequenos agricultores*. Secretaria de Agricultura do Estado do Paraná. DERAL, Curitiba.

MELÃO, Ivo, 1982. *Subsídios na agricultura : mitos e verdades*. Revista de acompanhamento conjuntural agropecuário. Secretaria de Agricultura do Estado do Paraná. DERAL, Curitiba.

MELO, M. S. De, MENEGUZZO I. S., 2004. *Campos Gerais do Paraná, Geomorfologia*. Universidade Estadual de Ponta Grossa. In : <http://www.uepg.br/dicion/c.htm>.

MENDRAS Henri, 1984. *La fin des paysans. Le voyage au pays de l'utopie rustique*. Réédition Actes Sud. Actes Sud 1979.

MIGUEL, Lovois de Andrade, 1997. *Formation, évolution et transformation d'un système agraire dans le sud du Brésil (littoral nord de l'État du Paraná). Une paysannerie face à une politique de protection l'environnement : "Chronique d'une mort annoncée?"*. Paris, Thèse de Doctorat. Institut National Agronomique Paris-Grignon.

MIGUEL, Lovois de Andrade et GUERULT, Hubert, 1990. *Etude des systèmes agraires et leur évolution dans la commune de Guaraqueçaba (Brésil)*. DEA de développement Agricole. Institut National Agronomique Paris, Grignon.

MOTA, L.T.; NOELLI, F.S., 1999. *"Exploração e guerra de conquista dos territórios indígenas nos vales dos rios Tibagi, Ivaí e Piquiri"*. In Maringá e o Norte do Paraná. DIAS R.B., GONCALVES J.H.R. (Org.). Ed. da Universidade Estadual de Maringá. Pp 21-50.

MURDOCH, J. ; PRATT, A, 1993. *Rural studies : Modernism, Post-modernism and the "Post-Rural"*. Journal of Rural Studies, V.9, N°4, pp. 411-427.

MUSSOLINI, Gioconda, 1980. *Ensaio de antropologia indígena e caiçara*. Rio de Janeiro, Editora Paz e Terra.

NAZARENO, Eleusis, RONCONI, 1999. *Condições de vida e saúde infantil : heterogeneidades urbanas e desigualdades sociais em Paranaguá, Brasil*. Tese de Doutorado, Doutorado em Meio Ambiente e Desenvolvimento, Universidade Federal do Paraná, Curitiba.

NAIZOT, T, 1993. *Géographie de la baie de Paranaguá (Paraná, Brésil) : apport des données satellitaires à l'étude des marais à mangroves*. Thèse de Doctorat, Ecoles des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris.

NOVAES, Regina Reyes, 1999. *Pentecôtisme à la brésilienne : des controverses en cours*. In Archives de Science sociale des Religions, n°105 (janvier-mars), pp.125-143.

PRADO JUNIOR, Caio, 1942. *Formação do Brasil Contemporâneo: Colônia*. São Paulo : Brasiliense, 2004 pour la 7° réimpression de la 23° édition de 1994.

QUEIROZ, Maria Isaura Pereira de, 1976. *O campesinato brasileiro. Ensaio sobre civilização e grupos rústicos no Brasil*. Estudos brasileiros. Petrópolis/RJ : Vozes.

QUEIROZ, Maria Isaura Pereira de, 1973. *Bairros Rurais paulistas*. São Paulo : Livraria Duas Cidades.

RAYNAUT et Al., 2002. *Desenvolvimento e meio ambiente : Em busca da interdisciplinaridade*. Pesquisas urbanas e rurais. Editora da UFPR, Curitiba.

RAYNAUT, Claude, LANA, Paulo da Cunha, ZANONI, Magda Maria, 2000. *Pesquisa e formação na área do meio ambiente e desenvolvimento : novos quadros de pensamento, novas formas de avaliação*. In Caderno de desenvolvimento e Meio Ambiente. Doutorado MADE, UFPR, Curitiba, n°1, pp.71-82.

RAYNAUT, Claude, 1997. *Sahels. Dynamique des relations sociétés-nature*. Editions Karthala.

RAYNAUT, Claude, 1996. *Processo de construção de um programa interdisciplinar de pesquisa no quadro do Doutorado em Meio Ambiente e Desenvolvimento (MADE/UFPR)*. In Caderno de desenvolvimento e Meio Ambiente. Doutorado MADE, UFPR, Curitiba, n°3, pp.23-33.

RAYNAUT, Claude, 1994. *Le développement et les logiques du changement : la nécessité d'une approche holistique*. In Caderno de Desenvolvimento e Meio Ambiente, Editora UFPR, n°1, pp.105-129.

RAYNAUT, Claude, 1972. *Structures normatives et relations électives. Etude d'une communauté villageoise Haoussa*. Paris, Mouton.

RESENDE, Roberto Ulisses, 2002. *As regras do jogo. Legislação florestal e desenvolvimento sustentável no Vale do Ribeira*. São Paulo, Editora Annablume, FAPESP.

RIBEIRO, Darcy, 1995. *O Povo Brasileiro: A formação e o sentido do Brasil*. São Paulo: Companhia das Letras, 2ème édition 2002.

ROCHA, Jefferson Marchal Da, 2003. A sustentabilidade desfocada: As lógicas das políticas de desenvolvimento rural para áreas de proteção ambiental (APAs)- O caso de Guaraqueçaba -PR-. Curitiba, Thèse de Doctorat. Doutorado Meio Ambiente e Desenvolvimento, Universidade Federal do Paraná.

RODRIGUES, Aníbal Dos Santos, 2002. A sustentabilidade da agricultura em Guaraqueçaba: O caso da produção vegetal. Curitiba, Thèse de Doctorat. Doutorado Meio Ambiente e Desenvolvimento, Universidade Federal do Paraná.

RODRIGUES, Aníbal Dos Santos; SILVA, Claudia Pereira Da; TOMMASINO, Humberto, 2000. Caracterização sócio-econômica e ambiental da agricultura em Guaraqueçaba, Região litoral do Estado do Paraná. Rapport interne au Doutorado Meio Ambiente e Desenvolvimento, Universidade Federal do Paraná.

ROUGEULLE, Marie-Dominique, 1993. La crise de la pêche artisanale : transformation de l'espace et destruction de l'activité – le cas de Guaraqueçaba (Paraná, Brésil). Thèse de Doctorat, Université de Nantes, UFR de Géographie.

SAINT HILAIRE, Auguste de, 1978. Viagem à Curitiba e Provincia de Santa Catarina. Editora da Universidade de São Paulo, Brasil.

SAMPAIO, Claudia Pereira da Silva, 2004. Estratégias de reprodução da agricultura familiar na Área de Proteção Ambiental de Guaraqueçaba – Litoral Norte do Paraná. Tese em Engenharia Agrícola, São Paulo, Universidade Estadual de Campinas, Brésil.

SANTOS, A.-J. Dos; PEYRON J.-L., 1992. *Panorama forestier d'un État du Brésil : Le Paraná*. In Revue Forestière Française. XLIV, n°2. Ministère de l'Agriculture et de la Forêt. Ecole Nationale du Génie Rural, des Eaux et des Forêts. Pp. 177-188.

SANTOS, Eduardo, BRITTO, 2004. Terra de agricultura, Terra de conservação : Repensando a natureza, redefinindo o rural. O caso da comunidade de Batuva, município de Guaraqueçaba, Paraná. Dissertação de Mestrado em Sociologia, Curitiba, Universidade Federal do Paraná.

SANTOS, Eduardo, BRITTO, 2001. Estratégias dos agricultores familiares em uma comunidade de Guaraqueçaba. Monografia de Graduação em Ciências Sociais, Curitiba, Universidade Federal do Paraná, Brésil.

SARDAN, OLIVIER De, J.P., 1995. Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social. Karthala, Paris.

SARDAN, OLIVIER De, J.P, 1991. *paysannerie. anthropologie et développement*. In Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie. Bonte et Izard. P.U.F. pp.565-567 et 758-759.

SCHAAF T. 1999 : *L'homme et la biosphère, le programme de l'UNESCO pour la montagne*. In Unasyuva, 196, vol 50, pp. 31-34.

SCHERER Emílio, 1988. Michaud, o pintor de Superagui. Tradução de Joachim Graf. Curitiba , Imprensa Oficial.

SCHIOCHET, Leonardo A., 2002. Hierarquia e individualismo em Batuva: uma etnografia das relações de troca. Dissertação de Graduação em Antropologia Social, Curitiba, Universidade Federal do Paraná.

SPVS (TORRENS João, e Al.), 1996. Os agricultores familiares de Batuva. História e organização sócio-econômica e cultural. SPVS, Curitiba.

- STADEN, Hans, 1974. Duas viagens ao Brasil. São Paulo. Editora Da Universidade de São Paulo.
- STECA, L.C.; FLORES, M.D., 2002. História do Paraná: do século XVI à década de 1950. Ed. Da Universidade Estadual de Londrina.
- TEIXEIRA, Cristina F., 2004. A proteção ambiental em Guaraqueçaba: Uma construção social. Curitiba, Thèse de Doctorat. Doutorado Meio Ambiente e Desenvolvimento, Universidade Federal do Paraná.
- TOMMASINO, Humberto, 2002. Insustentabilidad o sustentabilidad "puente"? Análisis de la producción animal em el município (APA) de Guaraqueçaba, Paraná, Br. Curitiba, Thèse de Doctorat. Doutorado Meio Ambiente e Desenvolvimento, Universidade Federal do Paraná.
- UFPR-MADE. Doutorado em Meio Ambiente e Desenvolvimento / CNRS- UPRES 5036- Université de Bordeaux II-França. 2001. Oficinas de Pesquisa da Turma IV- Linha de Pesquisa Sistemas sociais, técnicos e recursos naturais em áreas rurais. Programas de Pesquisa Interdisciplinar no LITORAL NORTE DO PARANÁ-GUARAQUEÇABA e na REGIÃO METROPOLITANA DE CURITIBA. **Reflexões teóricas preliminares.** Curitiba, MADE.
- UFPR-MADE. Doutorado em Meio Ambiente e Desenvolvimento / CNRS- UPRES 5036- Université de Bordeaux II-França. 2003. Relatório parcial do Programa de Pesquisa Interdisciplinar no Litoral do Paraná - Guaraqueçaba. Projeto *Preservação da Natureza e Desenvolvimento Sustentável*. Documento: **Resultados da pesquisa realizada em comunidades rurais de Guaraqueçaba em 2000.** Curitiba, MADE.
- UNESCO, 1979 : Ecosystemes forestiers tropicaux. Un rapport sur l'état des connaissances préparé par L'Unesco, le PNUE et la FAO.
- VEIGA, Iran, 1999. Savoirs locaux et organisation sociale de l'agriculture familiale amazonienne: la gestion durable des milieux en question. Thèse de Doctorat en Etudes Rurales, mention Sociologie, Université de Toulouse Le Mirail.
- VON BERH, Miguel, 1997. Guarakessaba, Paraná, Brasil. Passado – Presente - Futuro. São Paulo, Empresa das Artes.
- WALFLOR, Marlene F. Gomes Mortugua, 1999. *A produção de conhecimento e formação em um projeto de extensão universitária – O caso de Guaraqueçaba.* In Desenvolvimento Sustentável em Guaraqueçaba. Caderno de Extensão. Universidade Federal do Paraná. Pró-Reitoria de Extensão e Cultura. Curitiba. 1999. Pp. 19-40.
- WANDERLEY, Maria De Nazareth Baudel, 1996. *Raízes históricas do campesinato brasileiro.* XX Encontro Anual da ANPOCS. GT 17. Processos Sociais Agrários. Caxambu, Minas Gerais. Outubro 1996.
- WILLAIME, Jean Paul, 1998. Histoire des Religions : Protestantisme. Paris, CERF/CRDP (avec la collaboration de Dominique Cusenier).
- ZANONI Magda Maria, RAYNAUT Claude MENDONÇA Francisco, 2005. *Une expérience de formation interdisciplinaire aux recherches sur le développement durable : la chaire Unesco de l'Université Fédérale du Paraná (Curitiba, Brésil).* In Natures, Sciences, Sociétés, Vol 13 – n°2, pp.198-200.



ZANONI, Magda Maria et WALFLOR, Marlene F. Gomes Mortugua, 1999. *O projeto "Desenvolvimento sustentável em Guaraqueçaba" : origem, proposta e organização*. In Desenvolvimento Sustentável em Guaraqueçaba. Caderno de Extensão. Universidade Federal do Paraná. Pró-Reitoria de Extensão e Cultura. Curitiba. 1999. Pp. 11-18.

ZANONI, Magda Maria et MIGUEL Lovois de Andrade, 1995. *Impacts des politiques de protection de l'environnement sur les pratiques paysannes – Zone d'Environnement Protégé (Guaraqueçaba, Brésil)*. In Actes du séminaire "Fertilité du milieu et stratégies paysannes sous les tropiques humides", Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique – CIRAD, Montpellier, pp. 427-438.

ZANONI, Magda Maria, WALFLOR, Marlene Mortagua, ROUGEULLE, Dominique, 1995. *Nouvelles modalités de recherche, d'enseignement et de vulgarisation : le programme de développement soutenable de Guaraqueçaba (Paraná, Brésil)*. *L'université et la demande sociale*. In Caderno de Desenvolvimento E Meio Ambiente. Doutorado MADE. Universidade Federal do Paraná. Curitiba. N°2, 1995. Pp. 55-77.

ZANONI, Magda Maria, RAYNAUT, Claude, 1994. *Environnement et développement : quelle recherche, quelle formation? Réflexions autour du Doctorat de l'UFPR*. In Caderno de Desenvolvimento e Meio Ambiente, Editora UFPR, n°1, pp. 167-190.

#### **LEGISLATION :**

Brasil. Lei Federal n° 4.504, do 31 de Novembro de 1964 : Dispõe sobre o Estatuto da Terra, e dá outras providências.

Brasil. Lei Federal n° 4.771/65, do 15 de Setembro de 1965 : Institui o Código Florestal.

Brasil. Lei Federal n° 6.902/81, do 27 de Abril de 1981 : Dispõe sobre a criação de Estações Ecológicas, Areas de Proteção Ambiental regulamentada pelo Decreto n° 88351 de 1 de Junho de 1983, pela resolução CONAMA n° 10 de 14 de Dezembro de 1988 e, posteriormente pelo Decreto n° 99273 de 6 de Junho de 1990.

Brasil. Lei Federal n° 7.804, de 18 de Julho de 1989: Dispõe sobre a criação de Reservas Extrativistas, e regulamentando-a através do Decreto N° 98.897, de 30 de Janeiro de 1990.

Brasil. Lei Federal n° 9.985, de 18 de Junho de 2000: Institui o Sistema Nacional de Unidades de Conservação da Natureza e dá outras providências.

Brasil. Decreto n°1110 do 09 de Julho de 1970 : Dispõe sobre a criação do INCRA.

Brasil. Decreto n°750/93 do 10 de Fevereiro 1993: Dispõe sobre o corte, a exploração e a supressão de vegetação primária ou nos estágios avançado e médio de regeneração de Mata Atlântica, e dá outras providências

Brasil. Decreto n°1946, do 28 de Junho de 1996 : Dispõe sobre a criação do PRONAF.

CODE CIVIL, 2004. *Titre vingtième de la prescription et de la possession*. 103<sup>ème</sup> Edition. Edition 2004. Editions Dalloz. Pp. 1988, 2003-2005.

Paraná. Decreto n°4605 do 26 de Dezembro de 1984 : Institui o Conselho de Desenvolvimento Territorial do Litoral Paranaense.

## **ARCHIVES PUBLIQUES:**

Arquivo Publico do Paraná, 1862, Vol 15, AP 144, pp 297-302

## **PRESSE:**

O Estado de São Paulo: 11/10/1983 : Polícia põe fim a trabalho escravo et A cidade morre sob as patas de muitos búfalos.

Jornal da Tarde: 12/10/1983 : Os jagunços da Capela atacam em Curitiba.

Jornal da Tarde: 14/10/1983 : Primeiras medidas oficiais contra a Capela.

Jornal da Tarde: 15/10/1983 : Novas ações policiais contra a Capela.

O Estado de São Paulo: 19/10/1983 : Embargado outro desmatamento irregular da Capela no Paraná.

Jornal da Tarde: 21/10/1983 : Capela: fim da imunidade.

O Estado de São Paulo: 31/07/1984, p. 14 : Estrada, ameaçando litoral sul. José Laurentino Gomes.

O Estado do Paraná: 28/11/1984 : Jagunços aterrorizam colônos.

Corrêio de Noticias: 28/11/1984 : Batuva: Agricultores em pânico.

Jornal da Tarde: 25/01/1985 : A carta dos pescadores do Batuva. Article de Teresa Furtado.

Jornal da Tarde: 02/07/1985 : Silencio. Vamos entrar no santuário de Guaraqueçaba.

Jornal da Tarde: 30/09/1985 : O "progresso" chegou a Batuva com dias de medo e de morte. As terras e a madeira atraíram os grileiros e seus jagunços violentos e impunes. Rodrigo Lara Mesquita.

Jornal da Tarde: 01/10/1985 : Batuva: Armas de jagunços apreendidas. Rodrigo Lara Mesquita.

\_\_\_\_\_ : 01/10/1985 : A tensão na área continua, com as madeiras agindo impunemente e ameaçando os moradores locais. Luiz Cláudio Oliveira.

Jornal da Tarde: 07/10/1985 : Visita ao centro de um santuário ameaçado. Teresa Furtado.

Jornal da Tarde: 08/10/1985 : Guaraqueçaba tem 220 mil hectares de área. O Incra registra 378 mil. Teresa Furtado.

Jornal da Tarde: 10/10/1985 : Grileiros em ação no Ribeira. Elaine Saboya.

## **SITES INTERNET:**

Cartes du Brésil avec les limites du traité de Tordesilhas, du Paraná avec le relief et les villes de l'État : [www.educacional.com.br](http://www.educacional.com.br)

Cartes des Forêts natives primaires de l'Etat du Paraná - 1998. Fondation Mata Atlântica/INPE, publié sur Internet par le IAP, [www.iap.pr.gov.br](http://www.iap.pr.gov.br)

IBAMA : Institut Brésilien de l'Environnement et des Ressources Naturelles Renouvelables : [www.ibama.gov.br](http://www.ibama.gov.br)

INCRA : Institut National de Colonisation et de Réforme Agraire : [www.incra.gov.br](http://www.incra.gov.br)

ISA: Instituto Sócio-Ambiental, consulté en 2006 : [www.socioambiental.org](http://www.socioambiental.org) ;

ISA: Histórico da luta pela defesa da mata Atlântica, consulté en 2006 : [www.socioambiental.org/inst/docs/download/rtf/doc\\_inte.pdf](http://www.socioambiental.org/inst/docs/download/rtf/doc_inte.pdf)

SOS Mata Atlântica, consulté en 2006 : [www.sosmataatlantica.org.br](http://www.sosmataatlantica.org.br)

Sur William Michaud (1829-1902) : Dossier de presse, exposition temporaire au Musée des Suisses dans le monde, Château de Penthes en Suisse, 2 Octobre – 11 décembre 2005 : [http://www.penthes.ch/f/news/05/050810\\_michaud.htm](http://www.penthes.ch/f/news/05/050810_michaud.htm)

## Liste des Tableaux

### CHAPITRE 2:

<b>Tableau n°1 :</b> Evolution démographique du littoral et de Curitiba de 1910 à 2000.	114
<b>Tableau n°2 :</b> Evolution démographique des Municipales du littoral du Paraná de 1910 à 2000.	114
<b>Tableau n°3 :</b> Répartition de la population sur le littoral du Paraná.	115
<b>Tableau n°4 :</b> Moyens de transport existants dans les domiciles ruraux de Guaraqueçaba, en 2000.	131

### CHAPITRE 3:

<b>Tableau n°5 :</b> Principales restrictions d'usages des ressources naturelles à Guaraqueçaba et les dispositifs législatifs correspondants.	171
--	-----

### CHAPITRE 4:

<b>Tableau n°6 :</b> Lieu de résidence des membres de famille non résidents.	183
<b>Tableau n°7 :</b> Distribution de la population rurale résidente du municiple de Guaraqueçaba, par groupe d'âge, selon le sexe, en 2000.	184
<b>Tableau n°8 :</b> Population résidente selon la relation avec le chef du domicile à Guaraqueçaba, distribution absolue et en pourcentage, 2000.	186
<b>Tableau n°9 :</b> Etat civil de la population résidente et non résidente de plus de 20 ans, distribution en pourcentage, 2000.	187
<b>Tableau n° 10 :</b> Lieu de naissance de la population résidente à Guaraqueçaba, distribution absolue et en pourcentage, 2000.	188
<b>Tableau n°11 :</b> Date d'arrivée de la famille dans la communauté rurale où elle réside en 2000 – Guaraqueçaba, distribution absolue et en pourcentage.	188
<b>Tableau n°12 :</b> Niveau de vie des ménages ruraux résidents de Guaraqueçaba, 2000.	196
<b>Tableau n°13 :</b> Statut foncier des exploitants, distribution absolue et en pourcentage, à Guaraqueçaba, en 2000	198.
<b>Tableau n°14 :</b> Utilisation des terres dans les établissements ruraux, par groupes d'activités économiques, distribution absolue et en pourcentage, à Guaraqueçaba, en 2000.	199
<b>Tableau n°15 :</b> Activités agro-sylvo-pastorales des établissements ruraux à Guaraqueçaba, en 2000. Distribution absolue et en pourcentage.	200
<b>Tableau n°16 :</b> Caractérisation de la main d'oeuvre utilisée dans les établissements agricoles, par distribution absolue et en pourcentage, à Guaraqueçaba, en 2000.	201
<b>Tableau n°17 :</b> Distribution de la population résidente dans les communautés rurales du municiple de Guaraqueçaba, selon le sexe, en 2000.	203
<b>Tableau n°18 :</b> Lieu de naissance de la population résidente dans les communautés rurales de Guaraqueçaba, en 2000, Distribution en pourcentage.	204
<b>Tableau n°19 :</b> Date d'arrivée de la famille au lieu de résidence dans les communautés rurales du municiple de Guaraqueçaba, en 2000.	205

### CHAPITRE 9:

<b>Tableau n°20 :</b> Taille approximative des territoires par ménage en hectares.	383
<b>Tableau n°21 :</b> Classification des familles selon la diversification du potager, du verger et des simples	412
<b>Tableau n°22 :</b> Nombres d'animaux chassés en 2003 par les familles enquêtées possédant un fusil.	418

### CHAPITRE 10:

<b>Tableau n°23 :</b> Récapitulatif de la production, consommation et commercialisation de la banane auprès des 21 familles enquêtées.	433
<b>Tableau n°24 :</b> Récapitulatif de la consommation, et de la commercialisation du manioc et de la farine de manioc sur les 21 familles enquêtées.	440
<b>Tableau n°25 :</b> Répartition des revenus issus du manioc et de la banane selon les familles enquêtées.	441
<b>Tableau n°26 :</b> Récapitulatif des plantations de palmiers, de leurs financements, contrats et commercialisation.	444

<b>Tableau n°27</b> : Récapitulatif des autres productions agricoles faisant l'objet d'une commercialisation.	452
<b>Tableau n°27 Bis</b> : Récapitulatif des autres productions agricoles faisant l'objet d'une commercialisation.	
<b>Tableau n°28</b> : Répartition des revenus issus des différentes productions agricoles selon les familles enquêtées.	453
<b>Tableau n°29</b> : Travaux agricoles rémunérés chez les familles enquêtées.	456
<b>Tableau n°30</b> : Répartition des revenus issus de l'élevage des familles enquêtées.	457
<b>Tableau n°31</b> : Revenu des familles enquêtées vivant de l'extraction du palmier.	465
<b>Tableau n°32</b> : Revenus de l'exploitation de bois des familles enquêtées.	469
<b>Tableau n°33</b> : Répartition des emplois et des salaires des 9 familles enquêtées salariés.	474
<b>Tableau n°34</b> : Répartition des retraites, des pensions et des bourses sur le hameau.	476
<b>Tableau n°35</b> : Récapitulatif des revenus mensuels des familles enquêtées, en 2003, par ordre décroissant.	478
<b>Tableau n°36</b> : Pourcentage des revenus issus d'activités qui ponctionnent ou non sur les ressources naturelles, auprès des 21 familles enquêtées.	482
<b>Tableau n°37</b> : Répartition des revenus en pourcentage selon leur caractère licite ou illicite.	484
<b>Tableau n°38</b> : Revenus mensuels par personnes dans chaque famille enquêtée.	486
<b>Tableau n°39</b> : Différence entre les familles selon les revenus mensuels nets et les revenus par personne dans chaque famille.	486
<b>CHAPITRE 11 :</b>	
<b>Tableau n°40</b> : Consommation mensuelle des principales denrées de bases.	491
<b>Tableau n°41</b> : Consommation mensuelle par personne dans chaque famille enquêtée.	493
<b>Tableau n°42</b> : Degré d'autosuffisance des familles enquêtées pour les 4 denrées de base.	496
<b>Tableau n°43</b> : Pourcentage de l'autosuffisance des familles enquêtées pour les 4 denrées de base.	503
<b>Tableau n°44</b> : Achats des 4 denrées de base, période et prix mensuel.	507
<b>Tableau n°45</b> : Total des dépenses annuelles et mensuelles des 4 denrées de base.	508
<b>Tableau n°46</b> : Récapitulatif de la consommation des familles par personne pour les 2 principales denrées, de la part d'autoproduction et des dépenses mensuelles par rapport au revenu.	510
<b>Tableau n°47</b> : Consommation de viande et de produits dérivés issus de l'élevage.	511
<b>Tableau n°48</b> : Consommation annuelle des familles en kilogramme de viande, poisson, œufs, laitage, en fonction de la production, de la chasse et de l'achat.	513
<b>Tableau n° 49</b> : Consommation annuelle des familles en pourcentage de viande, poisson, œufs, laitage, en fonction de la production, de la chasse et de l'achat.	516
<b>Tableau n°50</b> : Dépenses mensuelles pour l'achat de viande, poisson et œufs.	517
<b>Tableau n°51</b> : Consommation mensuelle issue de la production du jardin potager.	518
<b>Tableau n°52</b> : Achat mensuel en condiments et légumes de base, en kilogramme.	519
<b>Tableau n°53</b> : Total mensuel condiments et légumes achetés (kilogramme et Real).	520
<b>Tableau n°54</b> : Proportion de l'autosuffisance pour les principaux légumes et condiments.	521
<b>Tableau n°55</b> : Consommation mensuelle des 4 autres denrées principales non produites localement auprès des familles enquêtées.	523
<b>Tableau n°56</b> : Consommation mensuelle par personne dans chaque famille enquêtée pour les 4 denrées principales achetées.	524
<b>Tableau n° 57</b> : Dépenses mensuelles par famille pour l'huile, les pâtes, la farine de blé, le sucre et le sel, en Real.	524
<b>Tableau n°58</b> : Achats mensuels en kilo et en real des autres denrées.	525
<b>Tableau n°59</b> : Total des denrées produites et achetées annuellement en kilogramme.	526
<b>Tableau n°60</b> : Récapitulatif de l'origine des revenus et de l'autosuffisance alimentaire.	530
<b>Tableau n°61</b> : Dépenses mensuelles des familles enquêtées en 2003.	533
<b>Tableau n°62</b> : Parallèle entre la proportion des dépenses mensuelles dans le budget et le niveau de vie.	537

## Liste des Figures

### **CHAPITRE 1:**

<b>Figure 1</b> : Cartes de situation : Brésil – Paraná.	45
<b>Figure 2</b> : Les principales villes du Paraná. Le relief du Paraná : les différents plateaux.	46
<b>Figure 3</b> : Section Schématique de l'Etat du Paraná montrant la structure géologique du relief.	48
<b>Figure 4</b> : Evolution de la couverture forestière naturelle du Paraná, de 1890 à 1980.	51
<b>Figure 5</b> : Forêts natives primaires de l'Etat du Paraná - 1998.	52
<b>Figure 6</b> : Limites du Traité de Tordesilhas.	54
<b>Figure 7</b> : Evolution démographique de Curitiba de 1872 à 2000.	65
<b>Figure 8</b> : Evolution démographique de l'Etat du Paraná de 1872 à 2000.	65
<b>Figure 9</b> : Evolution de la Mata Atlântica brésilienne de 1500 à 1990.	90

### **CHAPITRE 2:**

<b>Figure 10</b> : Localisation des communes du littoral.	105
<b>Figure 11</b> : Relief de Guaraqueçaba représenté en courbe de niveau.	119
<b>Figure 12</b> : Schéma de la région littorale nord du Paraná, Guaraqueçaba, avec les 5 unités morphopédologiques et la végétation climacique.	121
<b>Figure 13</b> : Principales Rivières et Bassins hydrographiques de Guaraqueçaba.	125
<b>Figure 14</b> : Les différents hameaux du municpe et les voies carrossables (ou pistes).	126
<b>Figure 15</b> : Mode d'exploitation du milieu actuel du municpe de Guaraqueçaba.	135

### **CHAPITRE 3:**

<b>Figure 16</b> : Mode d'exploitation du milieu sur le municpe de Guaraqueçaba entre 1730 et 1888.	146
<b>Figure 17</b> : Mode d'exploitation du milieu au début du XX <sup>e</sup> siècle du municpe de Guaraqueçaba.	150
<b>Figure 18</b> : Mode d'exploitation du milieu sur le municpe de Guaraqueçaba au milieu du XX <sup>e</sup> siècle	156
<b>Figure 19</b> : Carte des grands établissements ruraux actuels sur le municpe de Guaraqueçaba.	162
<b>Figure 19 Bis</b> : Localisation des différentes Unités de Conservation du littoral du Paraná.	167

### **CHAPITRE 4:**

<b>Figure 20</b> : Scolarité des chefs de famille des établissements ruraux, Guaraqueçaba.	206
<b>Figure 21</b> : Occupation principale des chefs de domiciles des établissements ruraux Guaraqueçaba.	208
<b>Figure 22</b> : Niveau de vie des domiciles des établissements ruraux, Guaraqueçaba.	211
<b>Figure 23</b> : Systèmes agricoles, Guaraqueçaba.	213
<b>Figure 24</b> : Commercialisation de la production agricole, Guaraqueçaba.	215
<b>Figure 25</b> : Systèmes de production agricole/main d'œuvre/intégration au marché, des établissements ruraux, Guaraqueçaba.	216

### **CHAPITRE 5:**

<b>Figure 26</b> : Carte de l'occupation des sols de la vallée du Rio Guaraqueçaba, 1953.	224
<b>Figure 27</b> : Carte de l'occupation des sols de la vallée du Rio Guaraqueçaba, 1980.	225
<b>Figure 28</b> : Carte de l'occupation des sols de la vallée du Rio Guaraqueçaba, 1996.	237

### **CHAPITRE 6:**

<b>Figure 29</b> : Croquis de la vallée du Rio Guaraqueçaba.	253
<b>Figure 30</b> : Croquis de Batuva selon la distribution des maisons et des principaux services.	255
<b>Figure 31</b> : Croquis du domaine territorial de Batuva, partie supérieure du bassin hydrographique du Rio Guaraqueçaba.	257
<b>Figure 32</b> : Pyramide des âges de la population de Batuva.	260

<b>Figure 33</b> : Carte administrative de la Vallée du Ribeira.	280
<b>Figure 34</b> : Carte du Sud Est de l'État de São Paulo, Vallée du Ribeira.	281
<b>CHAPITRE 7:</b>	
<b>Figure 35</b> : Total du nombre d'habitants par groupe familial à Batuva.	287
<b>Figure 36</b> : Répartition des habitants résidents de Batuva par groupe familial.	288
<b>Figure 37</b> : Croquis de la répartition des domiciles de Batuva par familles.	289
<b>Figure 38</b> : Croquis localisant approximativement les territoires familiaux de Batuva.	294
<b>Figure 39</b> : Effectifs relatifs actuels des ménages résidents et non résidents des principales lignées patrilinéaires du hameau.	302
<b>Figure 40</b> : Lieu de résidence actuel des ménages par lignage de Batuva.	303
<b>Figure 41</b> : Origine et destination de l'épouse dans les mariages de la Famille Pontes à la deuxième génération.	307
<b>Figure 42</b> : Origine et destination de l'épouse dans les mariages de la Famille Pontes à la troisième génération.	308
<b>Figure 43</b> : Origine et destination de l'épouse dans les mariages de la Famille Pontes à la quatrième génération.	310
<b>Figure 44</b> : Origine et destination de l'épouse dans les mariages de la Famille Pontes à la cinquième génération.	311
<b>CHAPITRE 8:</b>	
<b>Figure 45</b> : Croquis des échanges autour des ateliers de farine.	338
<b>Figure 46</b> : Appartenance aux Églises des domiciles du hameau en pourcentage.	352
<b>Figure 47</b> : Croquis de l'influence des Eglises en relation aux domiciles du hameau.	353
<b>Figure 48</b> : Croquis des différents types de producteurs de banane de la fabrique.	369
<b>CHAPITRE 11:</b>	
<b>Figure 49</b> : Graphique des denrées de base consommées mensuellement par personne dans les familles enquêtées.	494
<b>Figure 50</b> : Graphique de la proportion entre autosuffisance et achat de riz en 2003 auprès des familles enquêtées.	497
<b>Figure 51</b> : Graphique de la proportion entre autosuffisance et achat de haricot en 2003 auprès des familles enquêtées.	498
<b>Figure 52</b> : Graphique de la proportion entre autosuffisance et achat de farine de manioc en 2003 auprès des familles enquêtées.	499
<b>Figure 53</b> : Graphique de la proportion entre autosuffisance et achat de café en 2003 auprès des familles enquêtées.	500
<b>Figure 54</b> : Total denrées consommées selon la production et l'achat, en pourcentage, par an et par famille.	527

## Glossaire :

Agregado : Ancien: individu ou famille affranchie, ou juridiquement libre, des personnes pauvres qui vivaient dépendant, sous la tutelle d'une autre famille. En échange de leur travail, ils bénéficiaient des moyens de production nécessaires à leur propre production de subsistance. Plus récemment agregado se réfère à une personne ou une famille pauvre qui vit sur la propriété d'une autre famille, à l'usufruit d'une parcelle de la terre et rend des services à la famille tutrice, notamment pour les plantations, les activités agricoles.

Alqueire : Unité de mesure, 1 alqueire correspond à 2,5 hectares. Mesure portugaise ancienne, encore utilisée au Brésil.

Arroba : Unité de mesure du poids de la viande, 1 arroba correspond à 15 Kg.

Assentar, assentamentos : Aires de colonisation officielle des politiques de Réforme Agraire, organisées l'INCRA (Institut National de Colonisation et de Réforme Agraire).

Bandeirantes : Aventuriers, éclaireurs qui partaient faire des *Bandeiras* ; les "Bandeiras" étaient des expéditions armées particulières ou officielles qui se lançaient dans l'exploration de l'intérieur alors inconnu du Brésil à l'époque coloniale (XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup>). Généralement ces expéditions partaient de la Capitainerie de São Vicente (actuel Etat de São Paulo) et avaient pour objectif la capture d'indiens, la recherche de gisement de pierres et métaux précieux.

Fazenda : le terme désigne la ferme, et couvre une diversité de situation. Le plus souvent de taille moyenne à grande. Le fazendeiro est le propriétaire de la ferme.

Grilar : créer des faux titres de propriété de la terre. Un *grileiro* est la personne qui s'approprie ou tente de s'approprier les terres d'autrui, au moyen de fausses écritures de propriété. Le grilo est le faux titre et vient du mot grillon, qui serait enfermé dans une boîte avec le faux titre et qui permettrait de vieillir le papier pour paraître vieux et authentique (Cf Dicionario HOUAISS de Lingua Portuguesa).

Jagunços : hommes d'armes, mercenaires, fonctionnant en milice privée employée par des grands propriétaires afin de faire régner le respect des limites de leurs propriétés. Le plus souvent ces milices usaient de violences et d'intimidation pour expulser des *posseiros* sur les terres des latifundios.

Madeireiro : Agro forestier, exploitant du bois natif.

Mate : Herbe maté, (*Ilex paraguariensis*, famille des Houx). Le maté est une plante qui une fois séchée, coupée et fumée, est utilisée en infusion comme du thé. Très consommé en Amérique du Sud, surtout sud du Brésil, Argentine, Uruguay et Chili. Elle était utilisée par les Amérindiens. Cette plante fut longtemps cultivée sur les plateaux du Paraná.

Mutirão : Travail collectif organisé par une personne pour des activités demandant une importante mobilisation de force de travail comme les défrichements ou les récoltes de riz, pouvant avoir lieu sur plusieurs jours. L'organisateur convie ses voisins paysans pour l'occasion et offre l'alimentation, la boisson et la fête le soir avec boisson à volonté, musique et danse. Activité populaire au Brésil mais qui connaît un déclin au vu essentiellement des modifications sociales et religieuses, avec notamment l'essor des Eglises évangéliques qui prohibent la consommation d'alcool, la fête...

Posse et Posseiros : Droit coutumier, droit d'usage d'une terre occupée sans document juridique légal de propriété. Ayant-droit sur la possession de certaines terres que l'on appelle en portugais « posse » et les possesseurs de ce droit coutumier : les « posseiros », ne possédant pas un titre de propriété mais ayant acquis le droit de la propriété par l'installation de longue date et l'usage.

Real : Monnaie brésilienne, un euro équivaut à environ 3 Reais à 3,5 Reais.

Remanecente : rémanence, persistance après disparition quasi-totale. Remanecente de Quilombo : communautés d'esclaves évadés. Revendication de cette appartenance de communautés paysannes noires dans des périodes de conflits fonciers afin de faire valoir leurs droits à la terre qu'ils occupaient depuis un ou 2 siècles et empêcher ainsi leur expulsion.

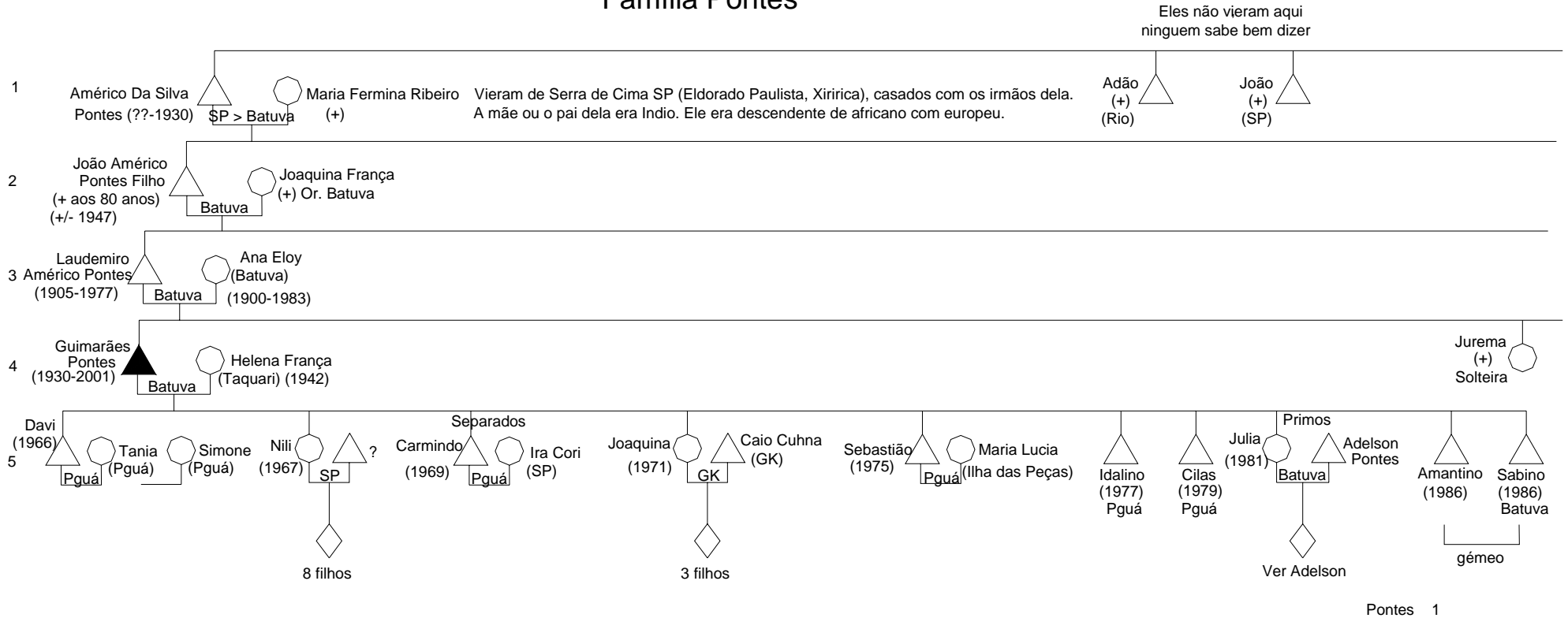
Terra Devoluta : Terre dévolue, vacantes, inoccupées, c'est à dire sans propriétaire autre que l'Etat.

Usucapião : usucapion, prescription acquisitive d'une propriété, d'un droit. Prescription, laps de temps qui donne le moyen d'acquérir un droit, une propriété. Au Brésil, cette prescription sur la propriété de la terre est de 5 ans d'occupation paisible.



## **ANNEXES**

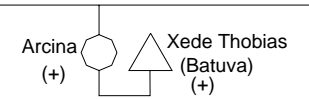
# Família Pontes



1

2

3



4 Izaël Pontes (1942) Batuva Rosa Soares Teresa (Ipanema) (1943)

5 Arnaldo (1973) Ipanema Odete (Ipanema) Primos Adelson (1974) Batuva Julia Pontes (1979)

Rosana (1977) Batuva Arão Gonçalves Da Silva

Neide (1980) Primos Roberto Pontes

Primos Américo Pontes "Babe" Batuva

Irene (1981) Primos Aginaldo Pontes Batuva

Zoraide Solteira (1982)

Primos Maria (1984) Batuva João Pontes "Gij"

6

Arielson (1997) Arivaldo (1999)

Ver Família Gonçalves da Silva

Ver Roberto Pontes Filhas criadas pelo Izael

Ver Américo Pontes

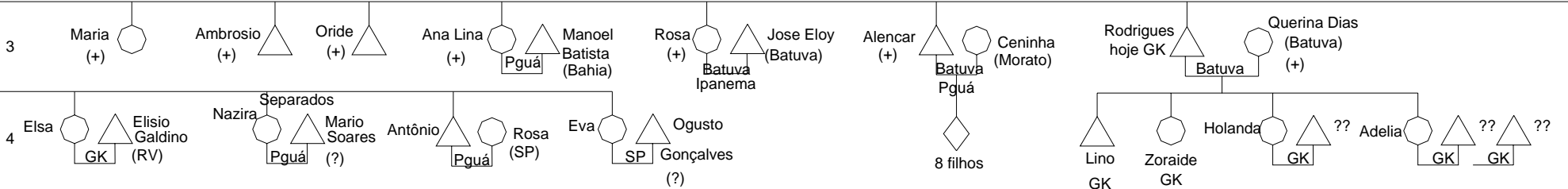
Ver Aginaldo Pontes

Ver João Pontes

Pontes 2

1

2



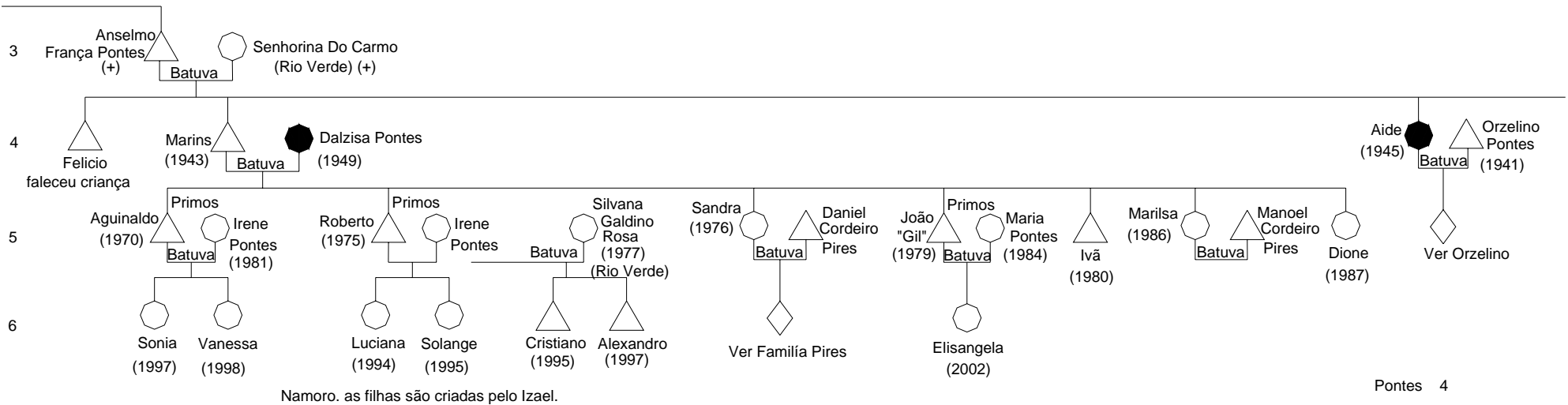
5

6

Pontes 3

1

2



1

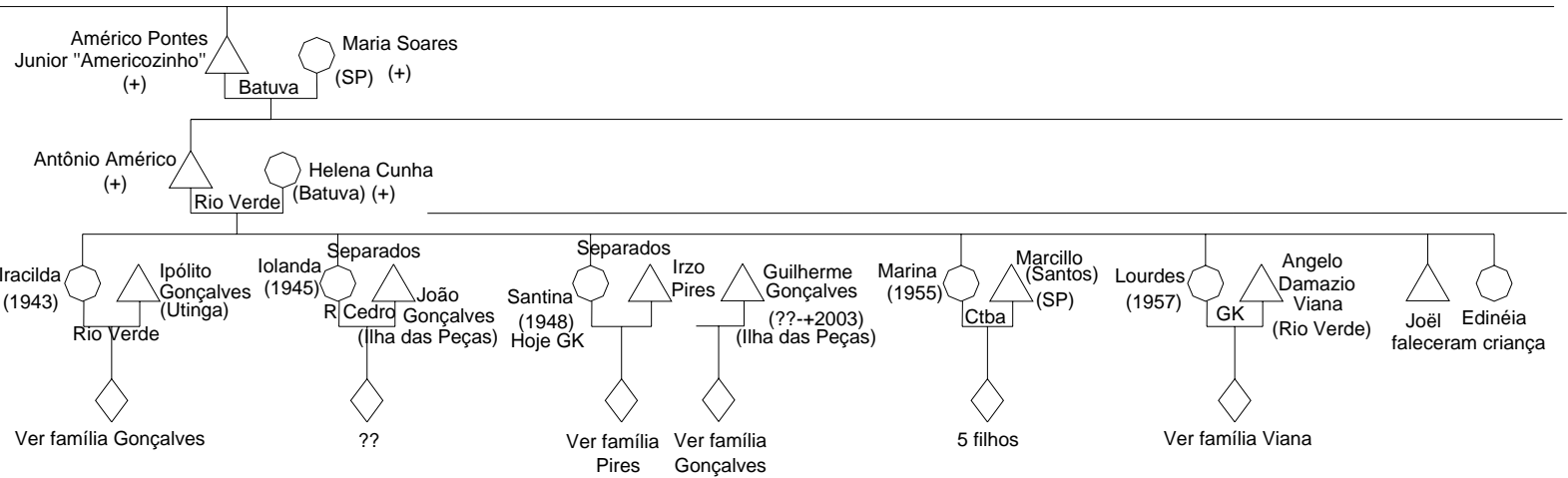
2

3

4

5

6



Pontes 5

1

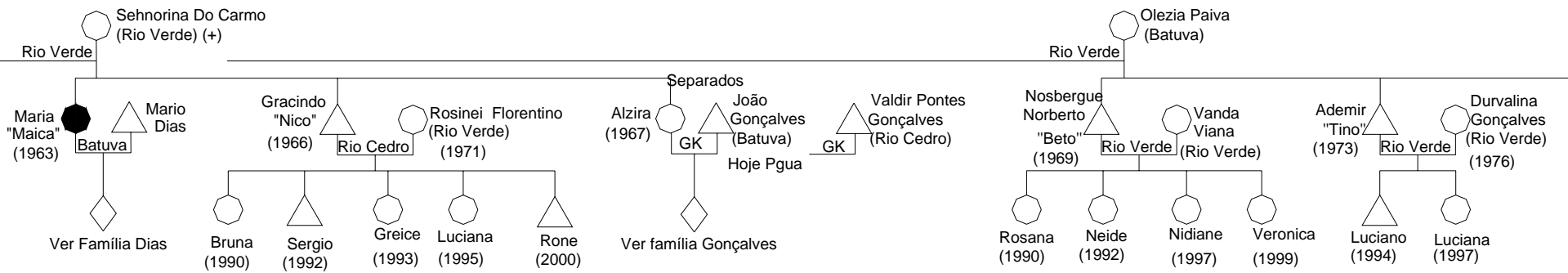
2

3

4

5

6



Pontes 6

1

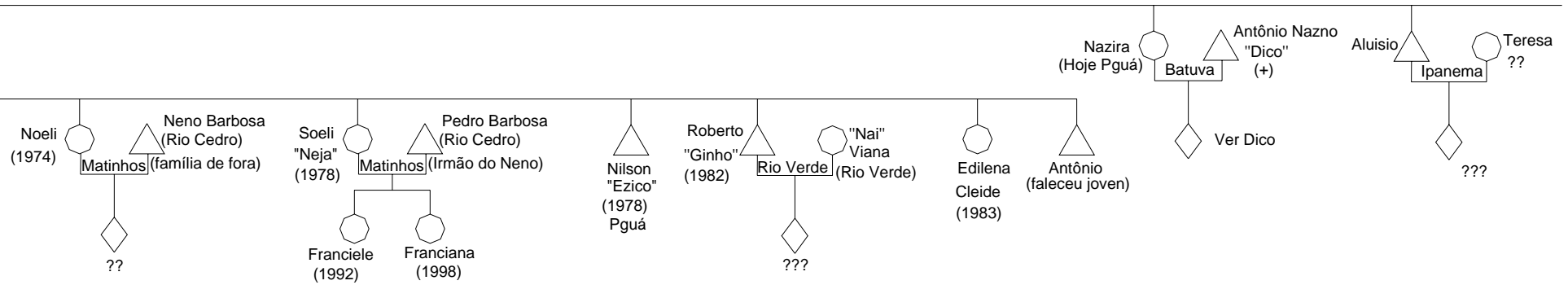
2

3

4

5

6



Neno e Pedro são filhoso do Baiano: Genesisio Barbosa.  
Ele mora no Rio Verde agora e era administrador de Zugmann

Pontes 7



1

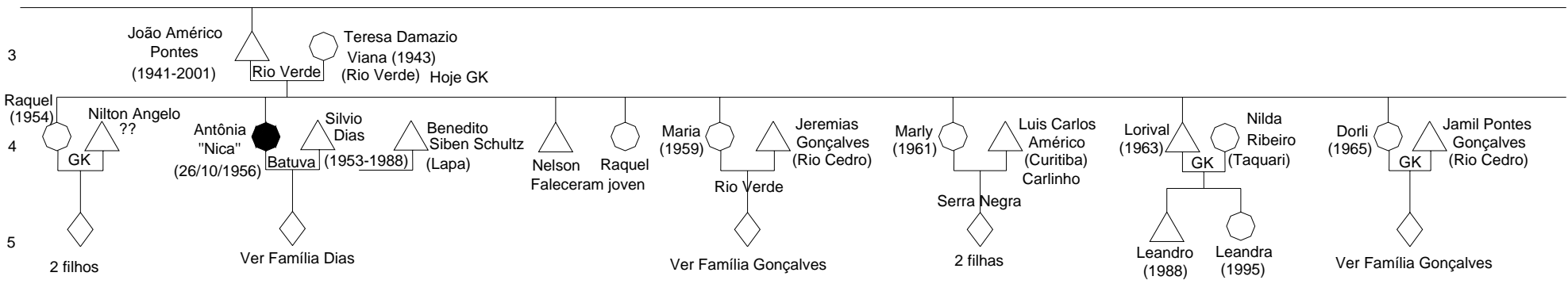
2

3

4

5

6



Pontes 8

1

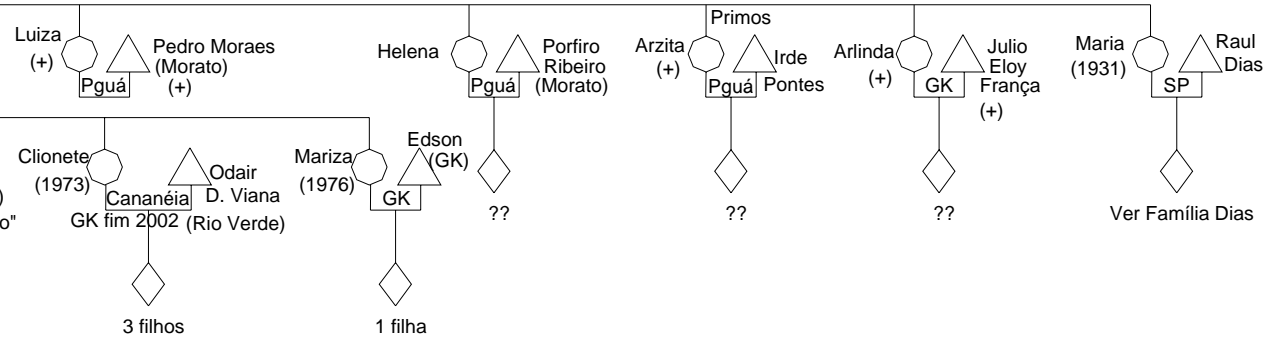
2

3

4

5

6



Pontes 9

1

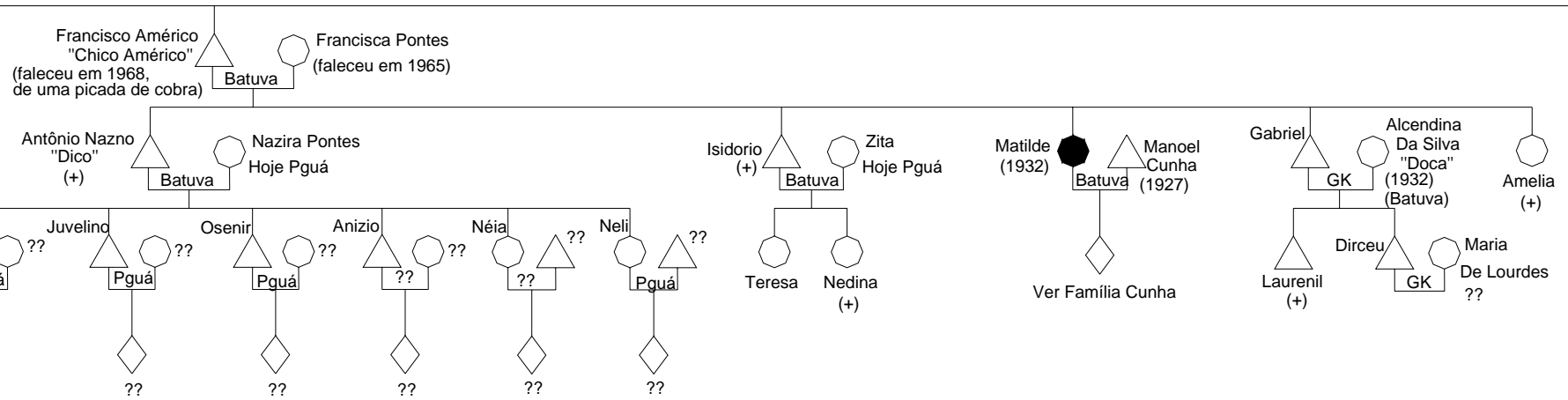
2

3

4

5

6



Pontes 10

1

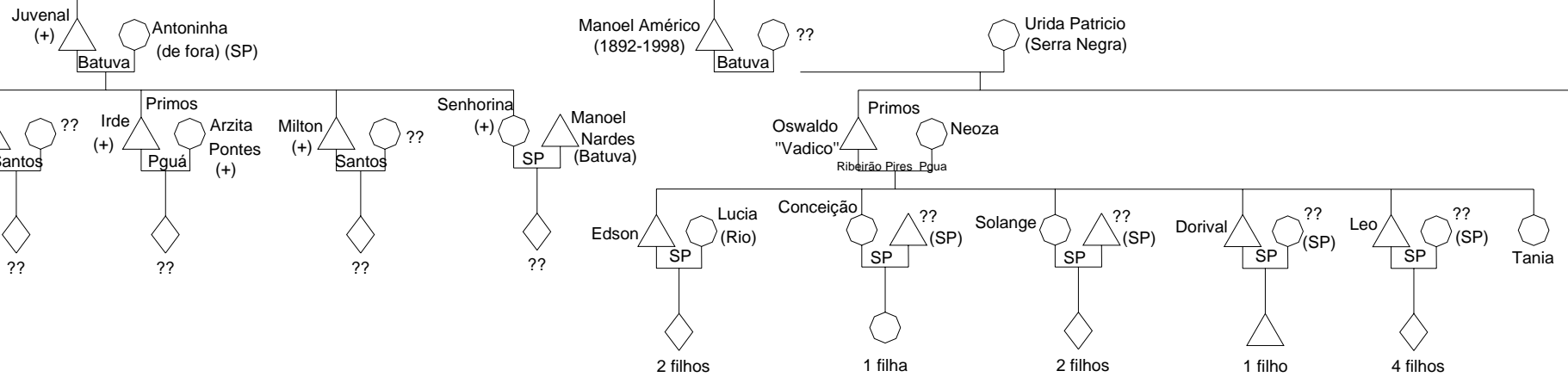
2

3

4

5

6



Todos são em Ribeirão Pires

Pontes 11

1

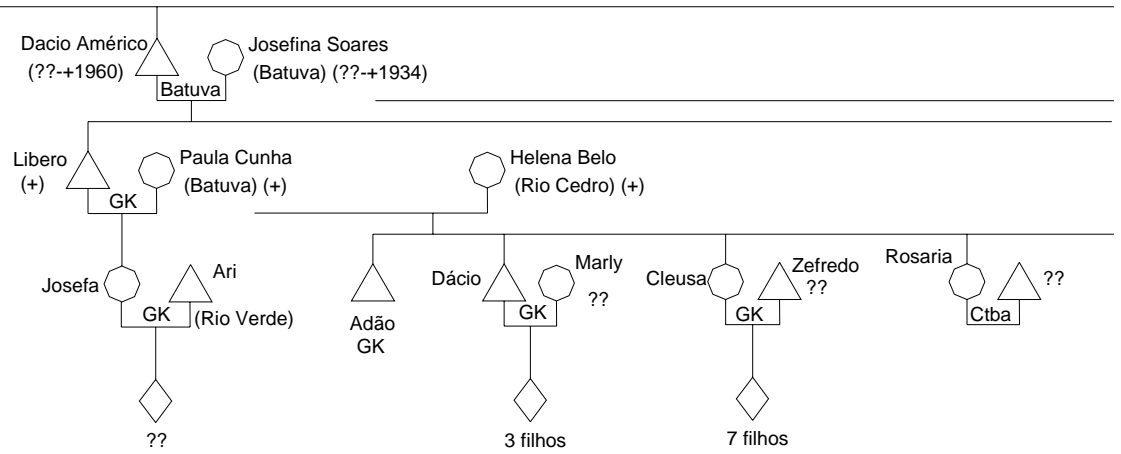
2

3

4

5

6



Pontes 12

1

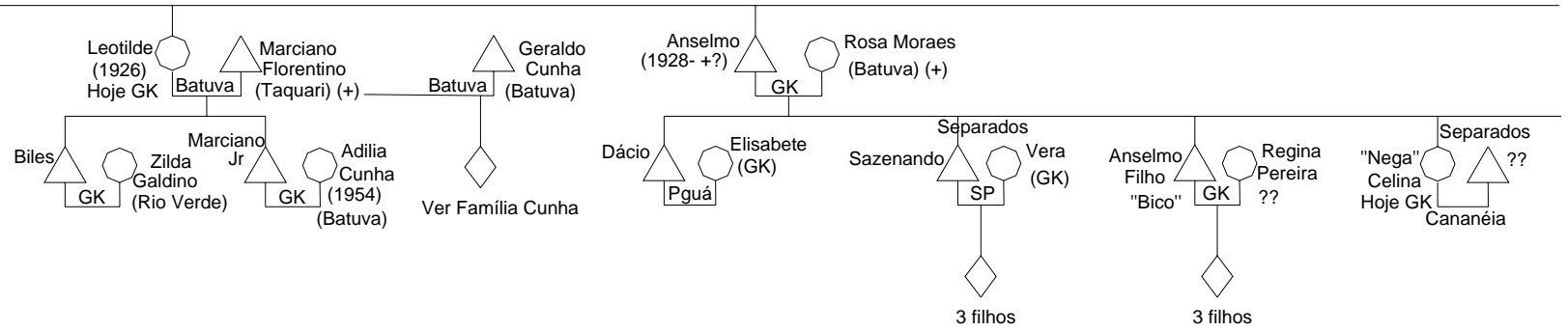
2

3

4

5

6



1

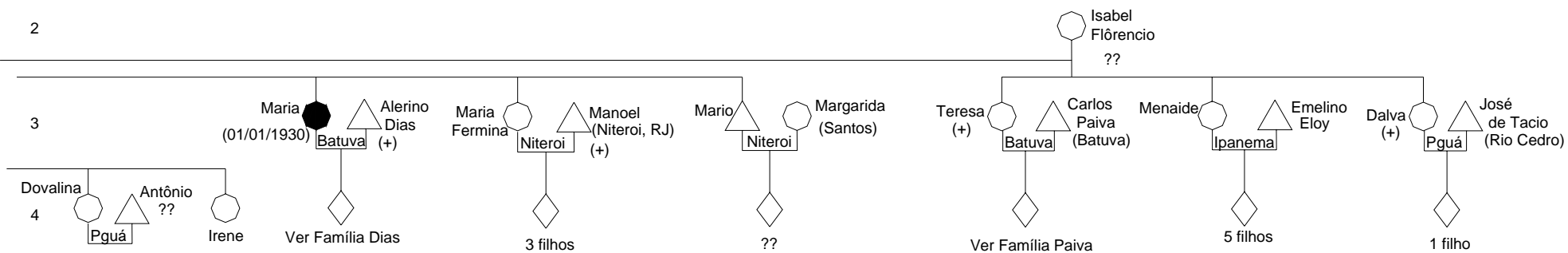
2

3

4

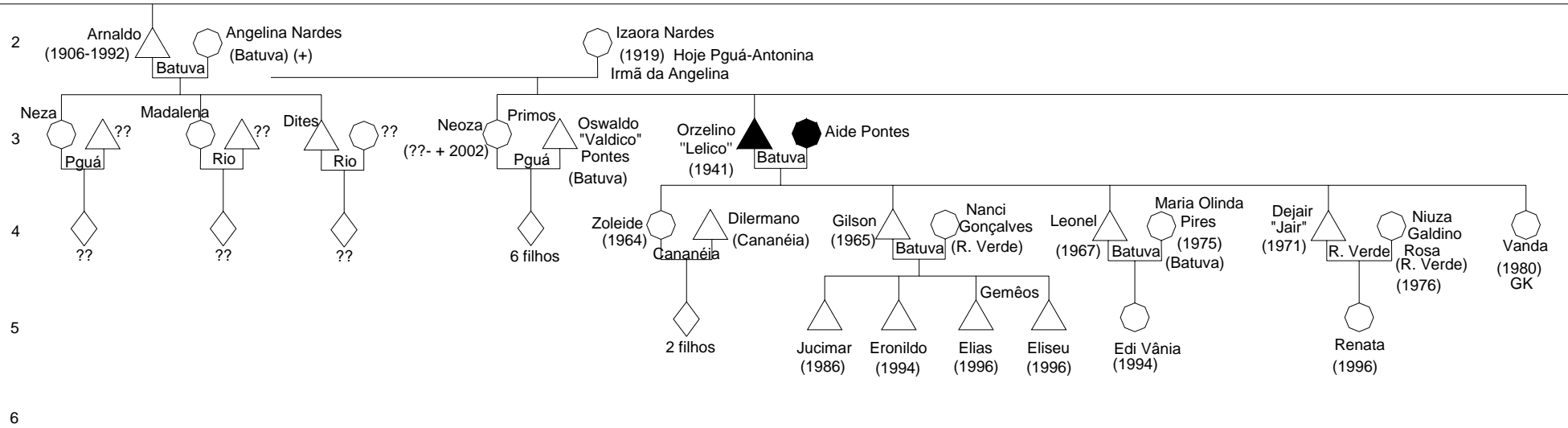
5

6



Pontes 14

1

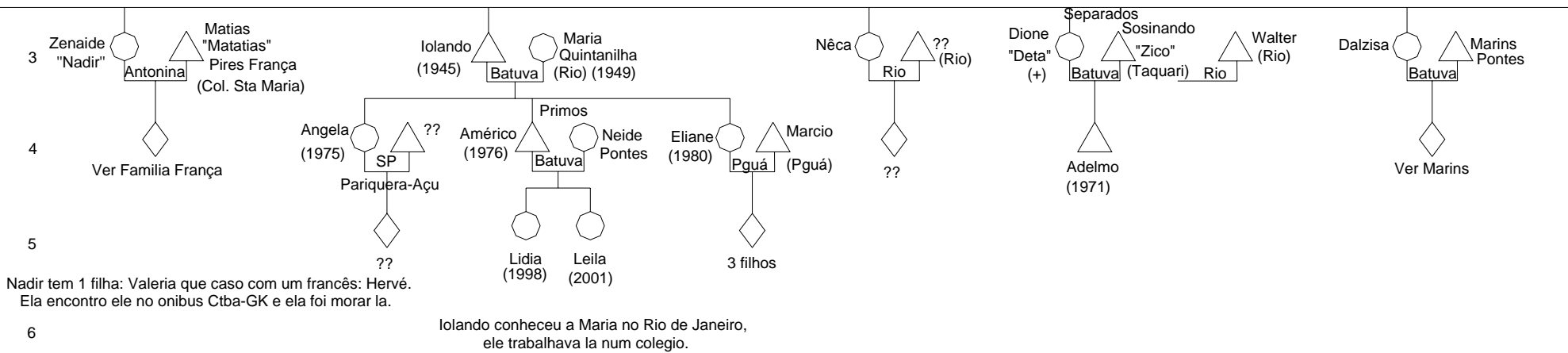


Pontes 15



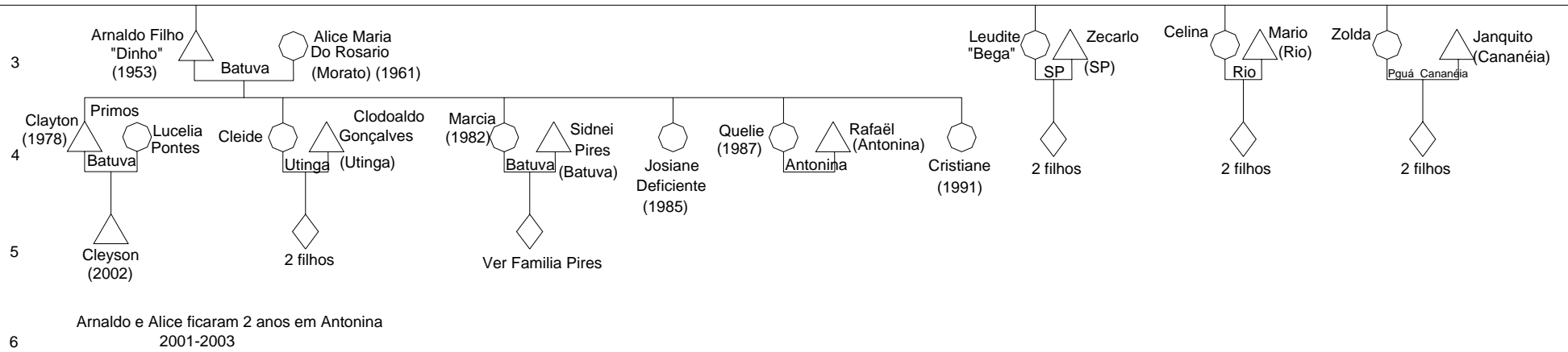
1

2

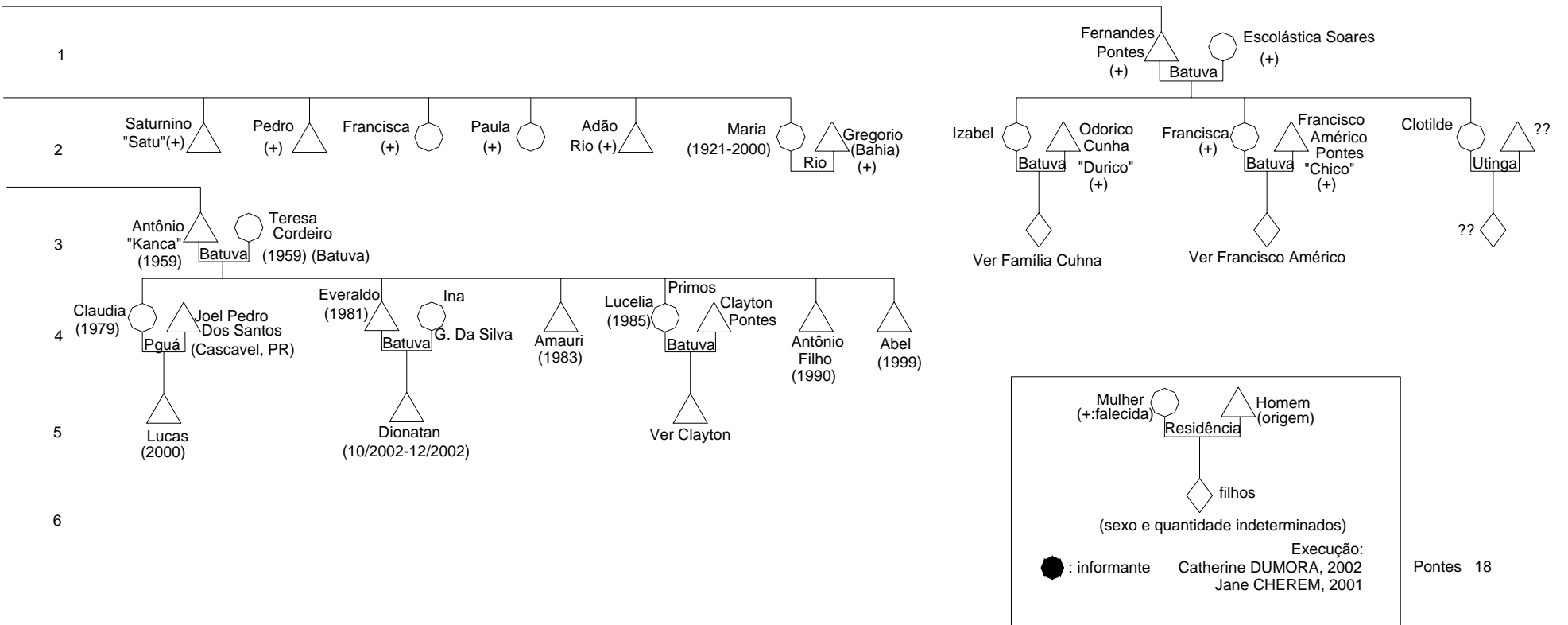


1

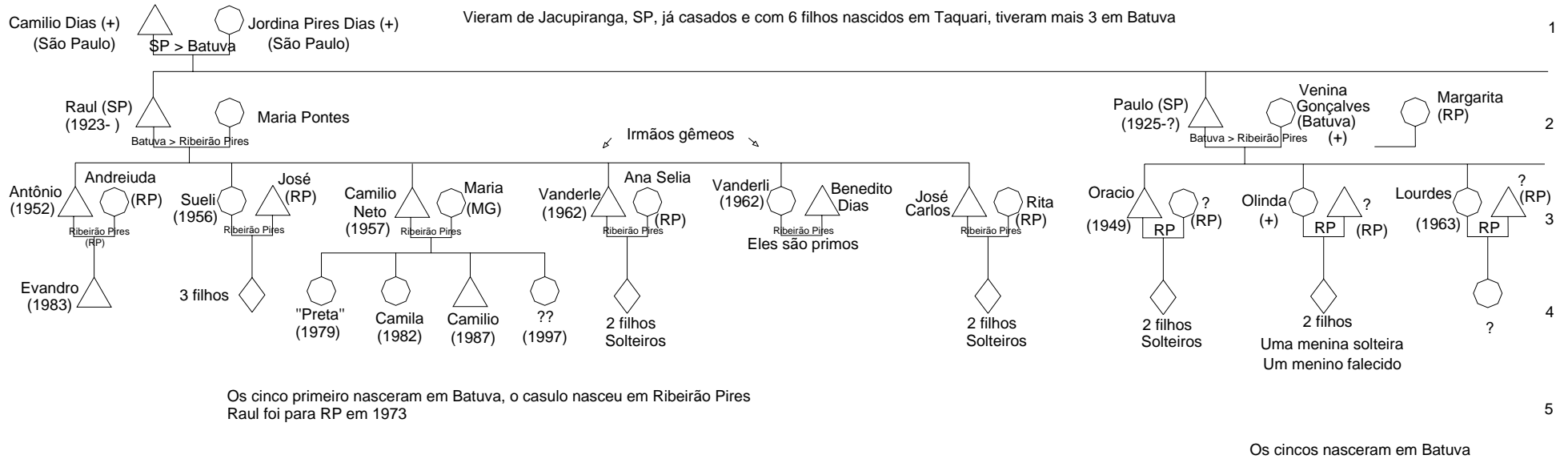
2



Pontes 17



# Família Dias



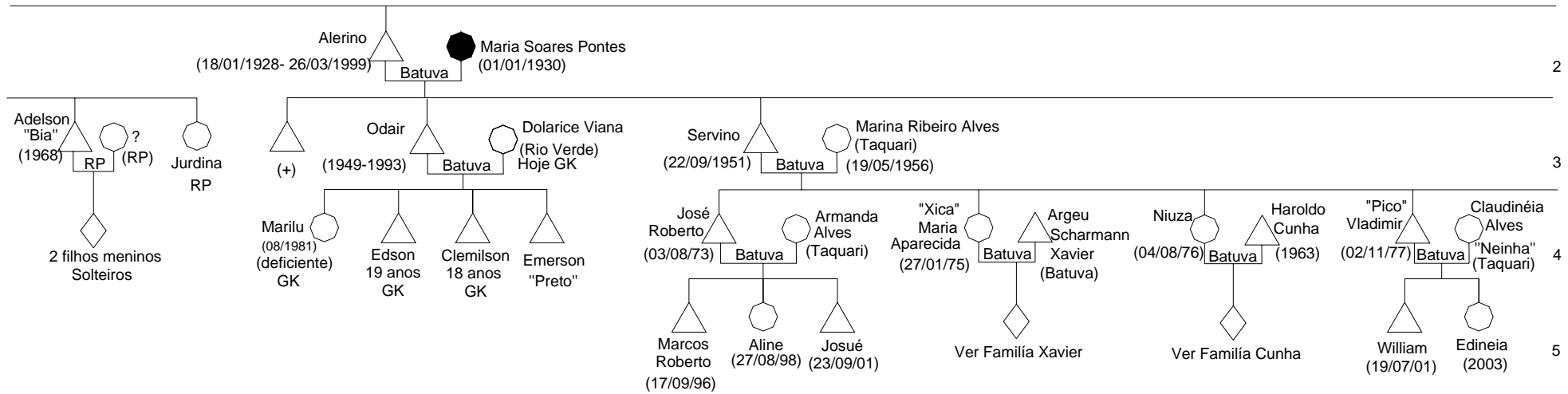
1

2

3

4

5



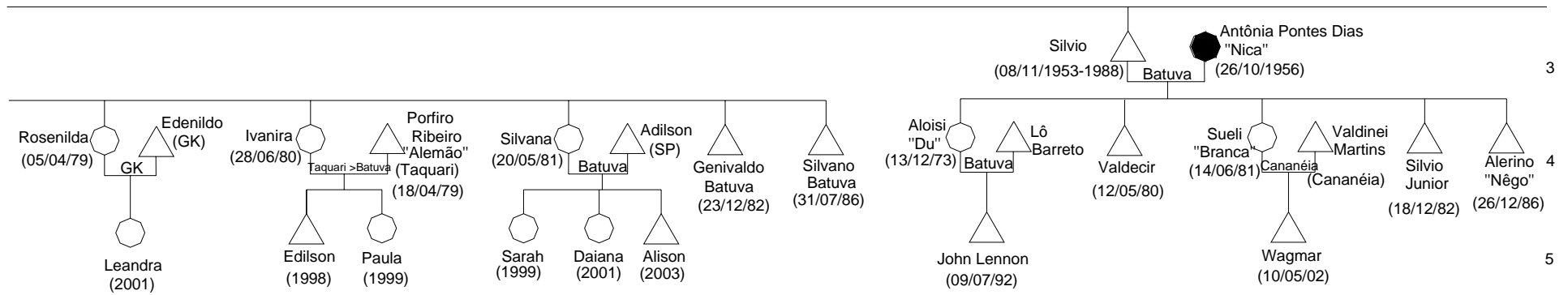
1

2

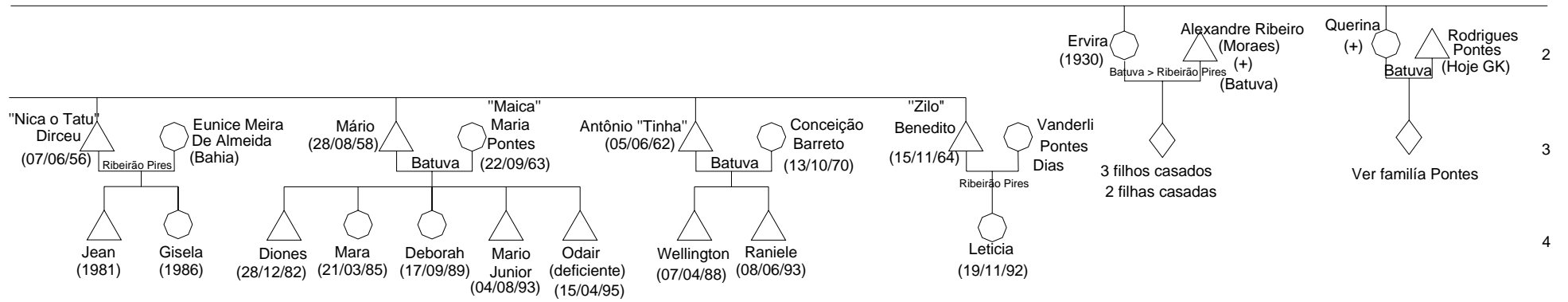
3

4

5

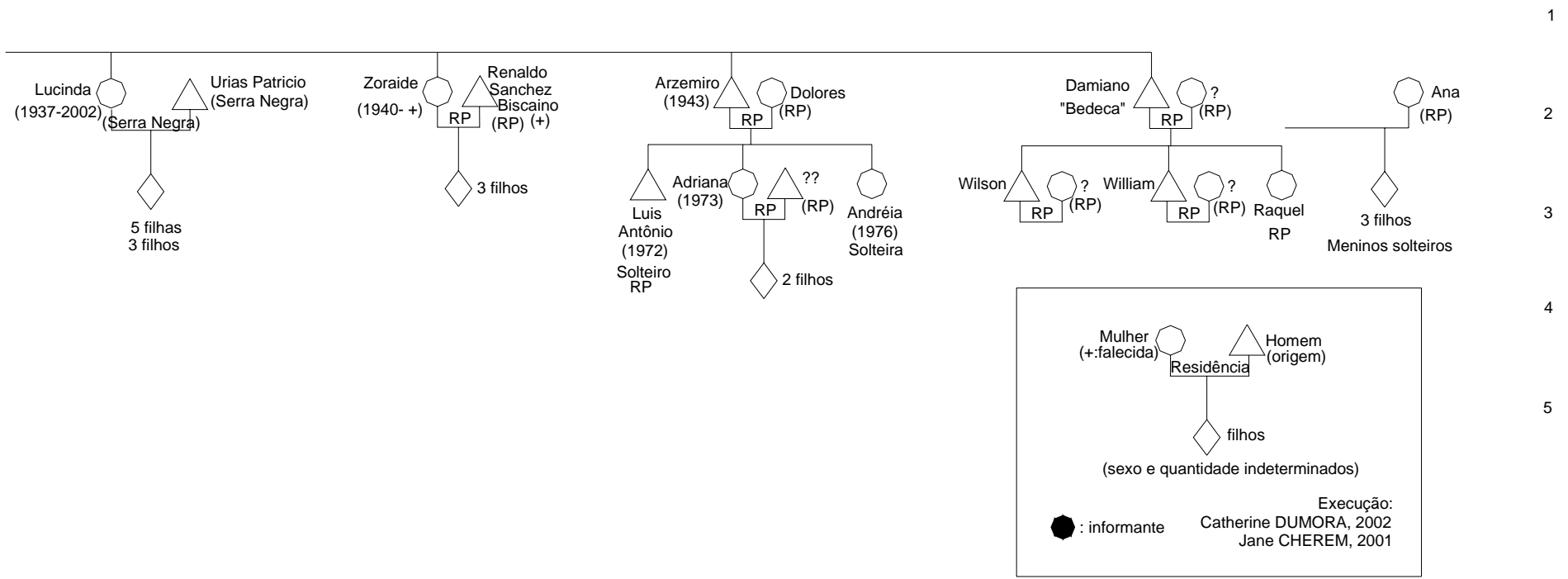


1



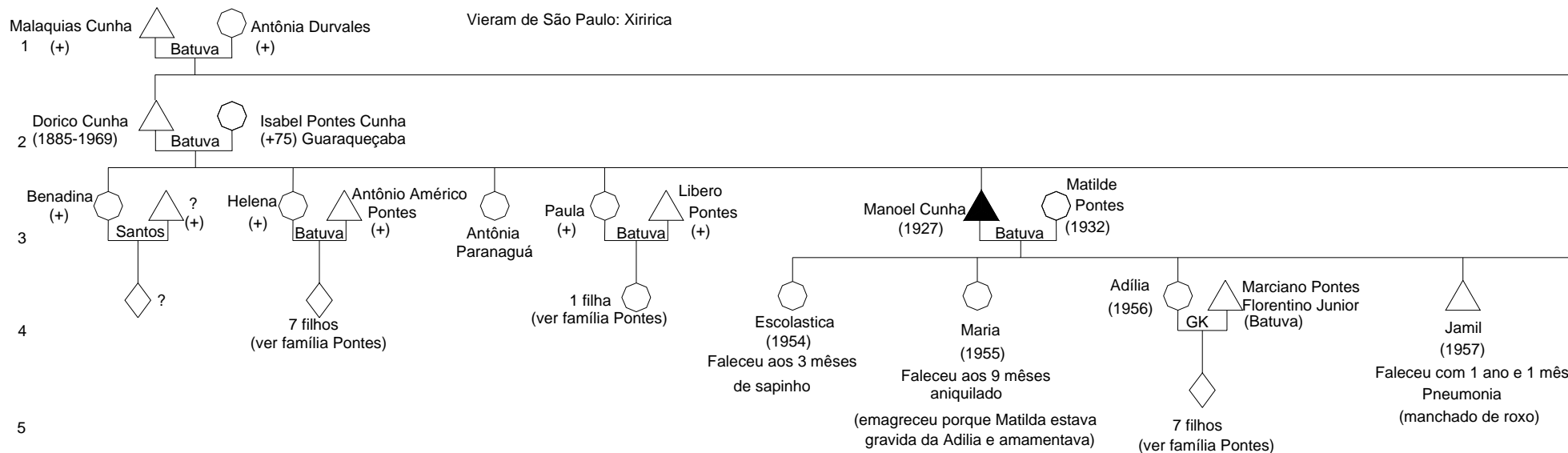
Ele foi para RP em 1973

5





# Família Cunha



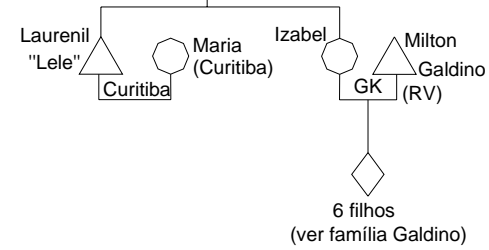
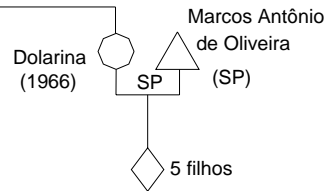
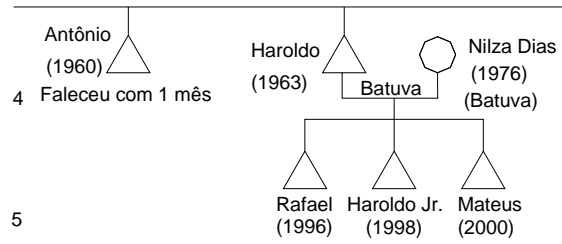
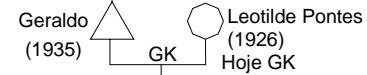
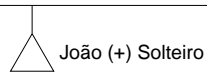
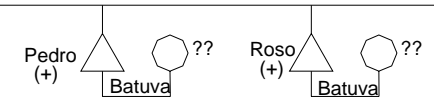
1

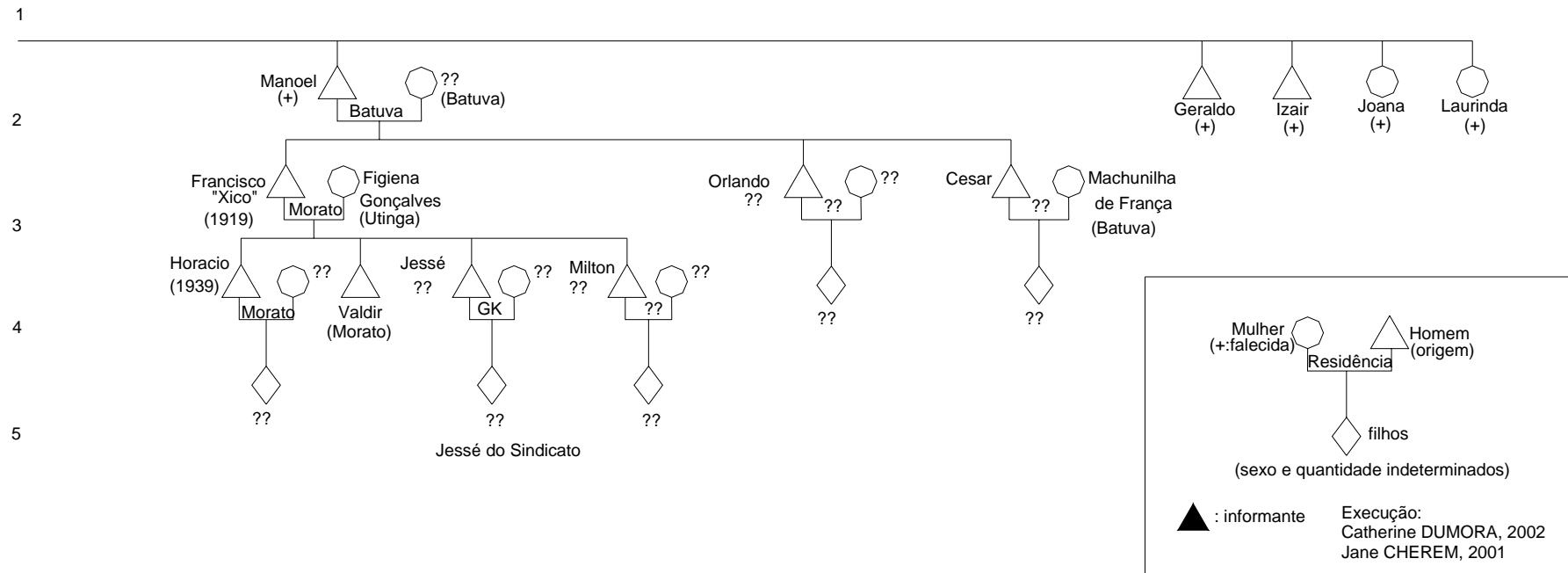
2

3

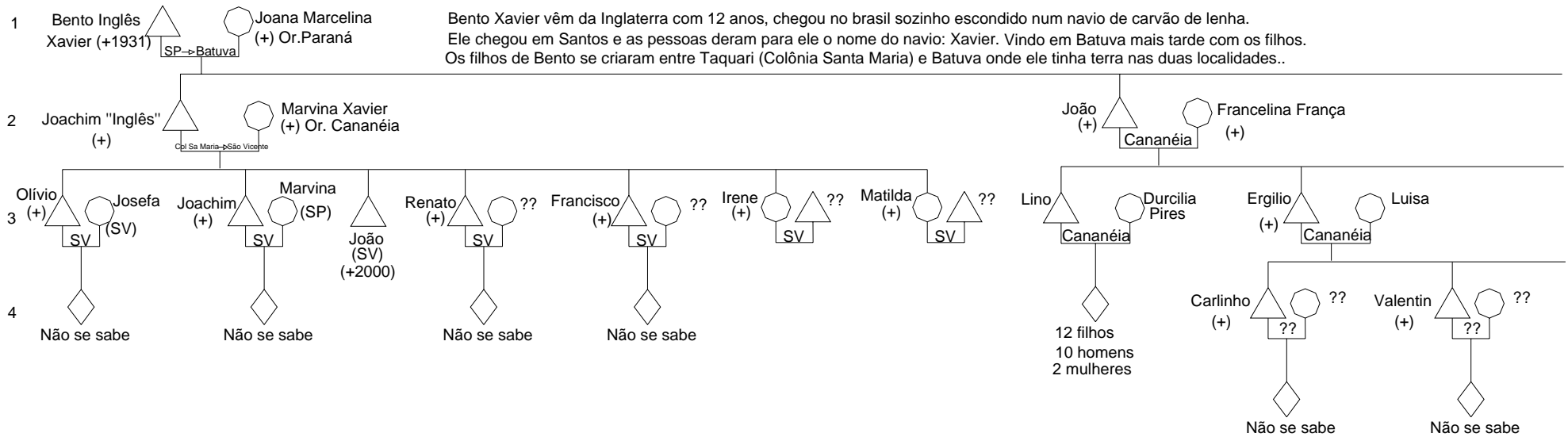
4

5





# Família Xavier



Bento Xavier vém da Inglaterra com 12 anos, chegou no brasil sozinho escondido num navio de carvão de lenha. Ele chegou em Santos e as pessoas deram para ele o nome do navio: Xavier. Vindo em Batuva mais tarde com os filhos. Os filhos de Bento se criaram entre Taquari (Colônia Santa Maria) e Batuva onde ele tinha terra nas duas localidades..

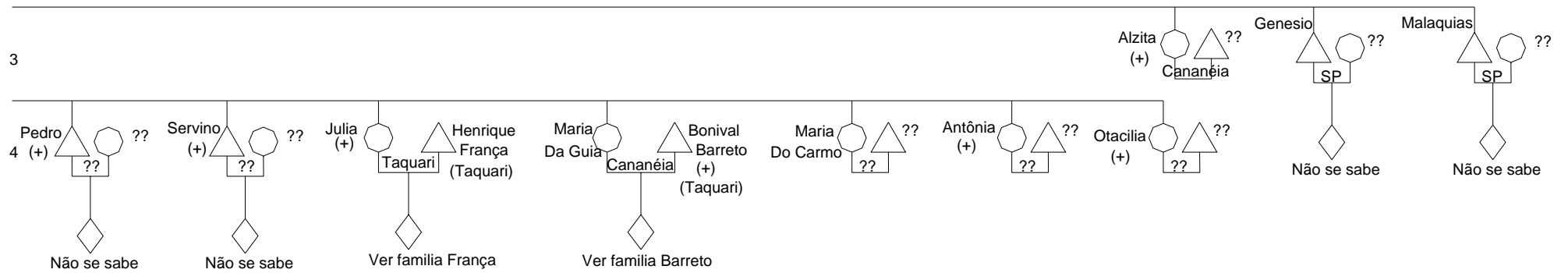
1

---

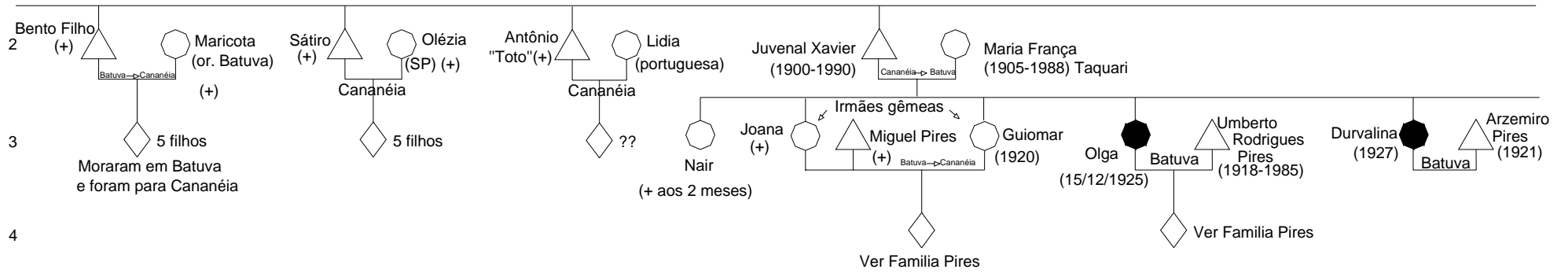
2

---

3

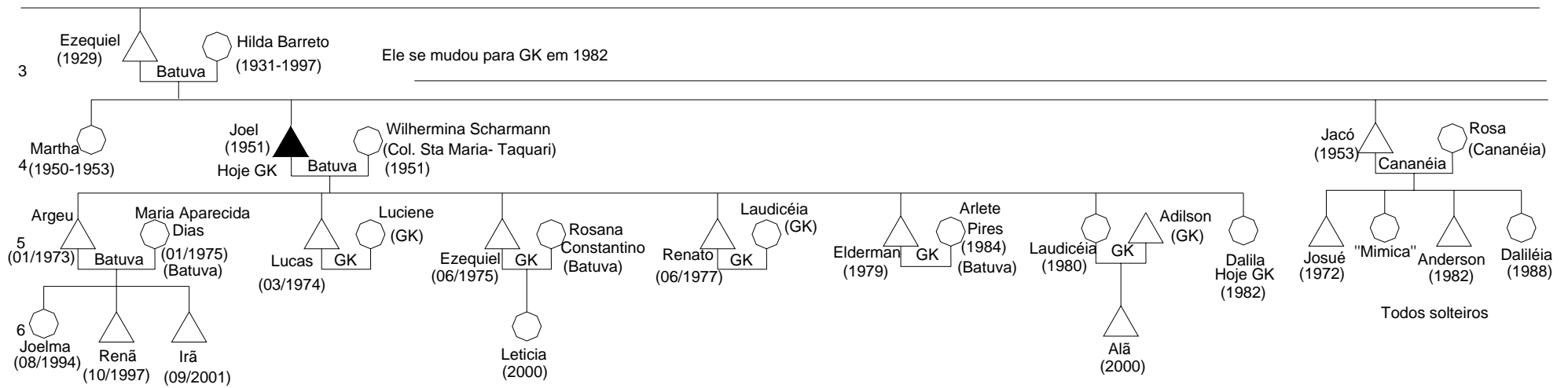


1



1

2



1

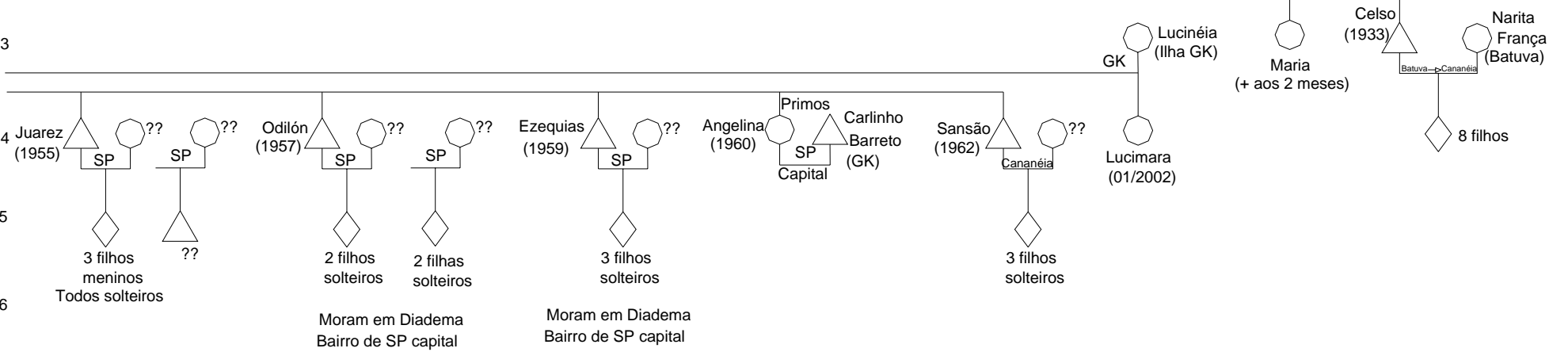
2

3

4

5

6





1

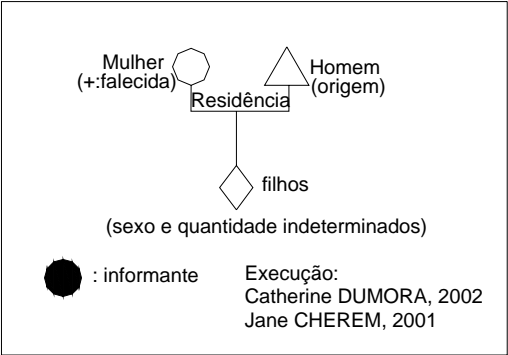
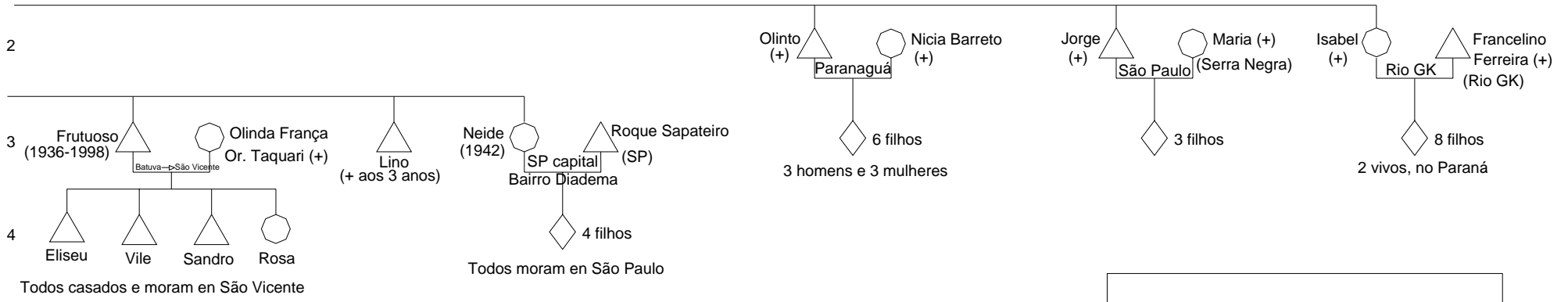
2

3

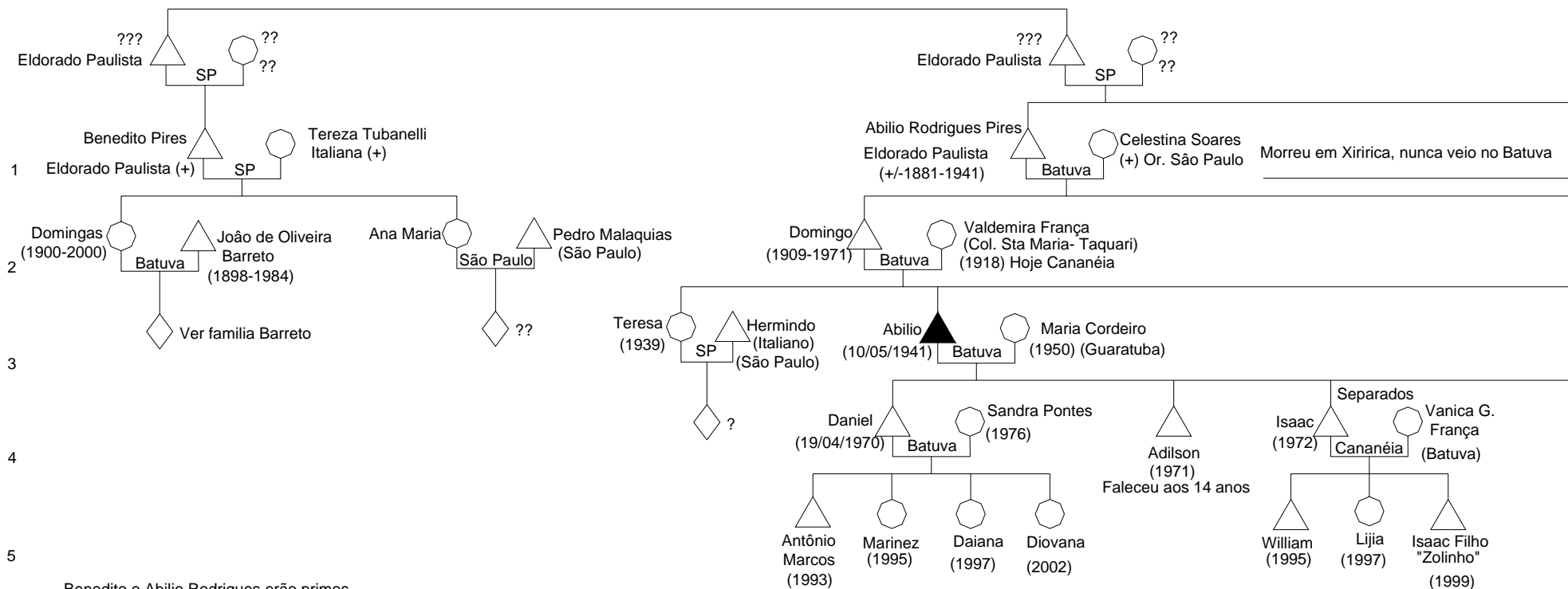
4

5

6



# Família Pires



Benedito e Abílio Rodrigues são primos

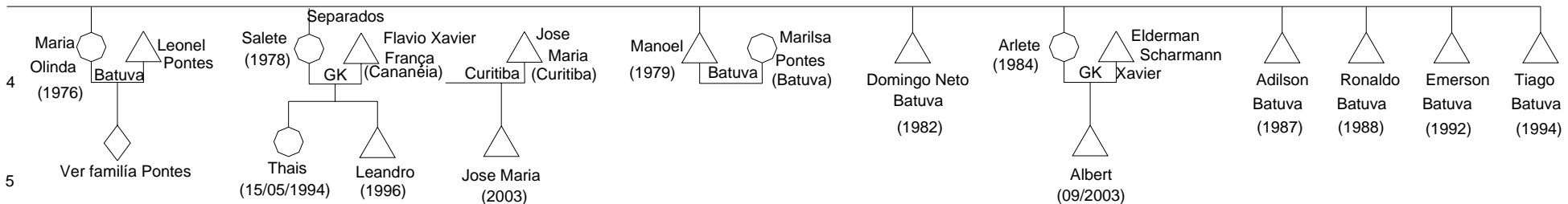
Tereza Tubanelli veio no Brasil aos 4 anos com o pai. Abílio Rodrigues Pires chegou em Batuva com Tereza, 2ª esposa dele, e os filhos dele do primeiro casamento e os dela do primeiro casamento.

A Lijia está com a Vanica em Cananéia. Os dois rapazes estão com Maria e Abílio no Batuva.

1

2

3



Criados pelo Abilio e a Maria

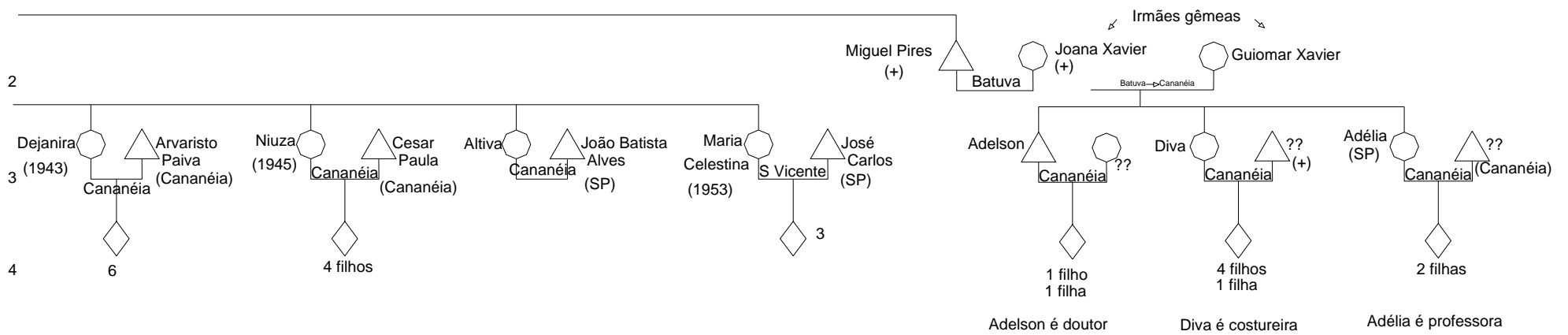
1

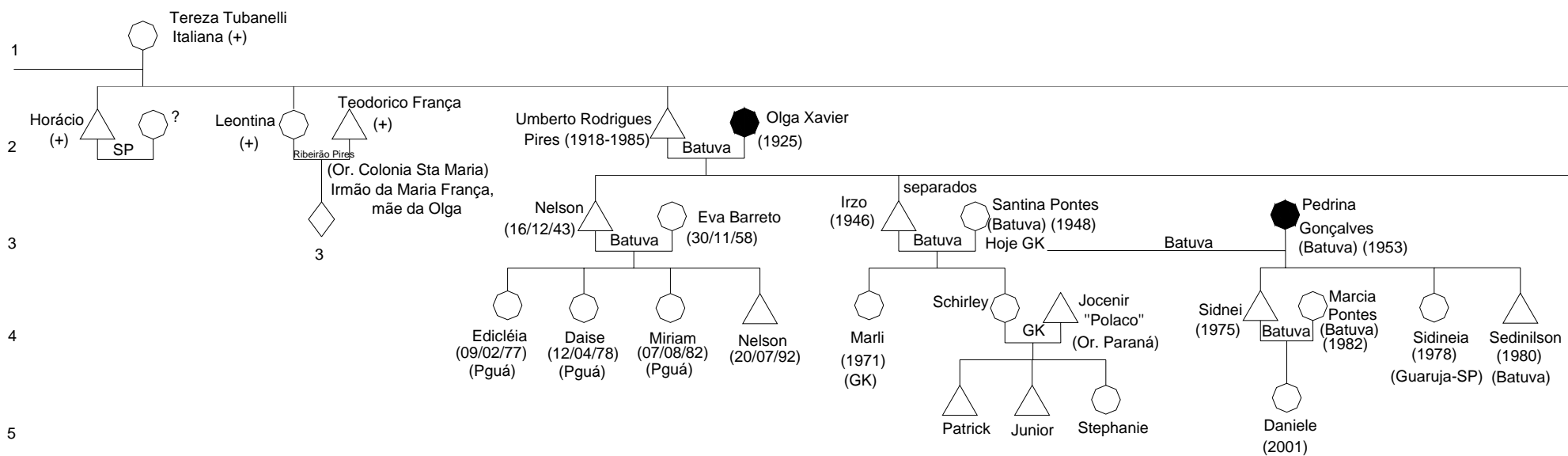
2

3

4

5





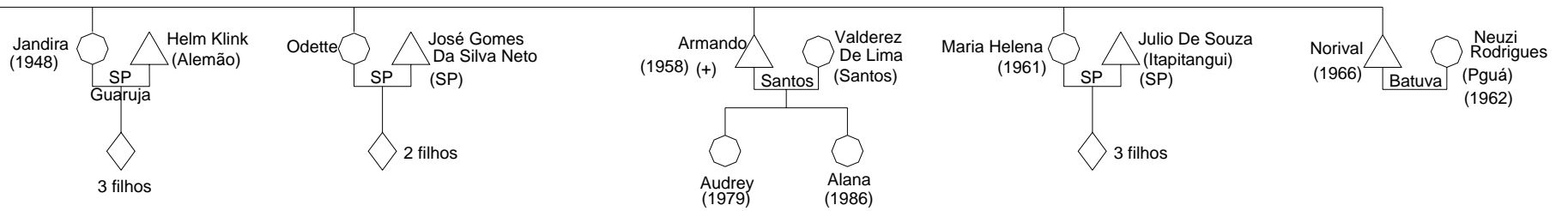
1

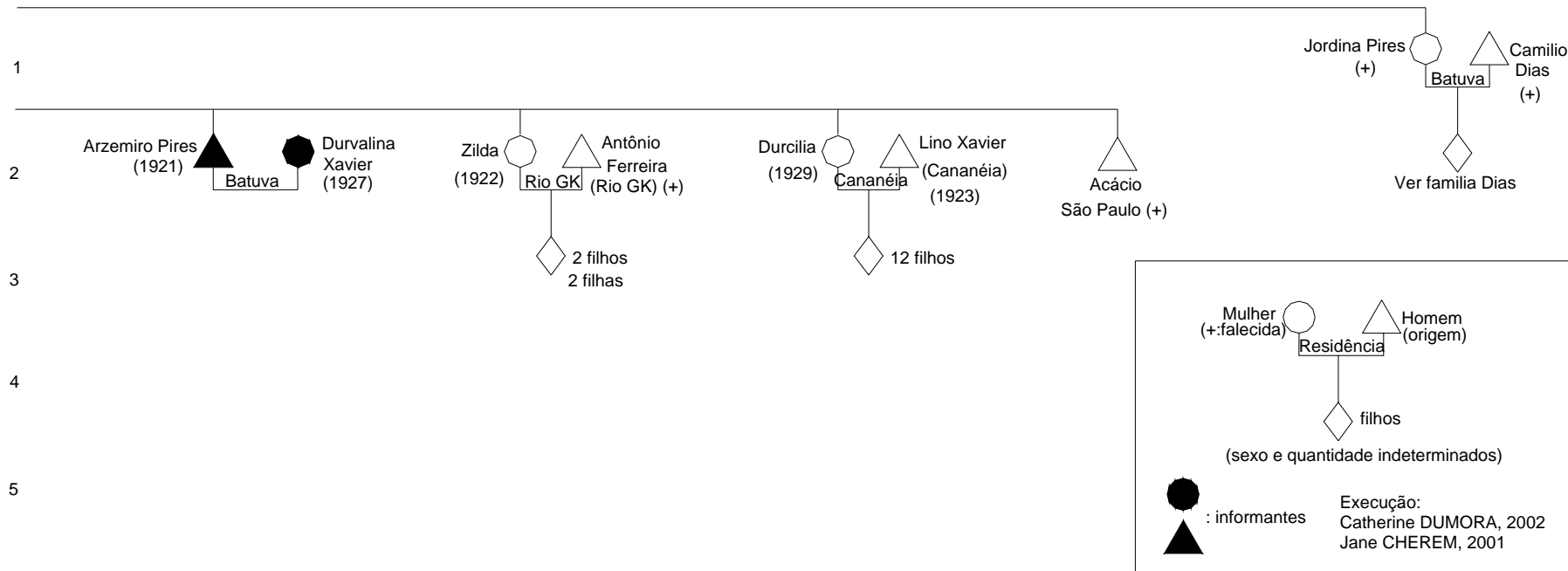
2

3

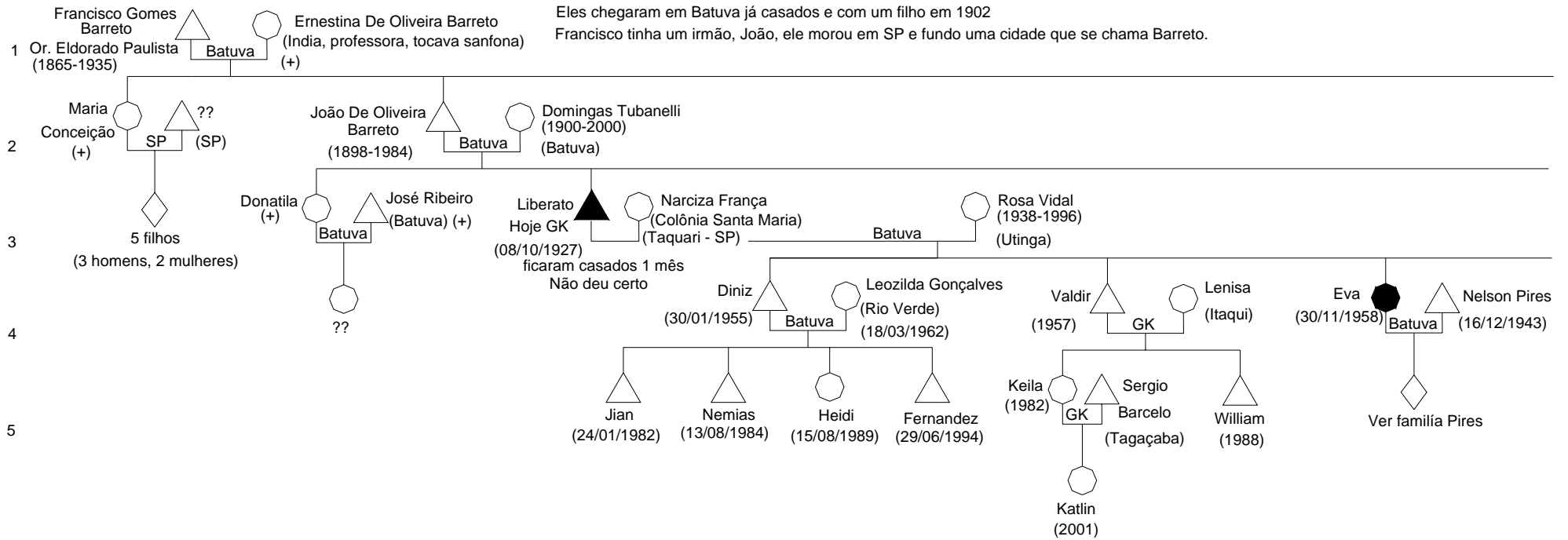
4

5





# Família Barreto

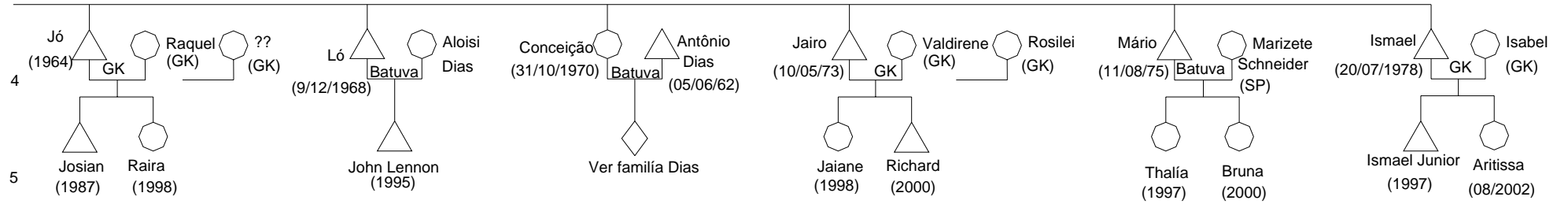




1

2

3



1

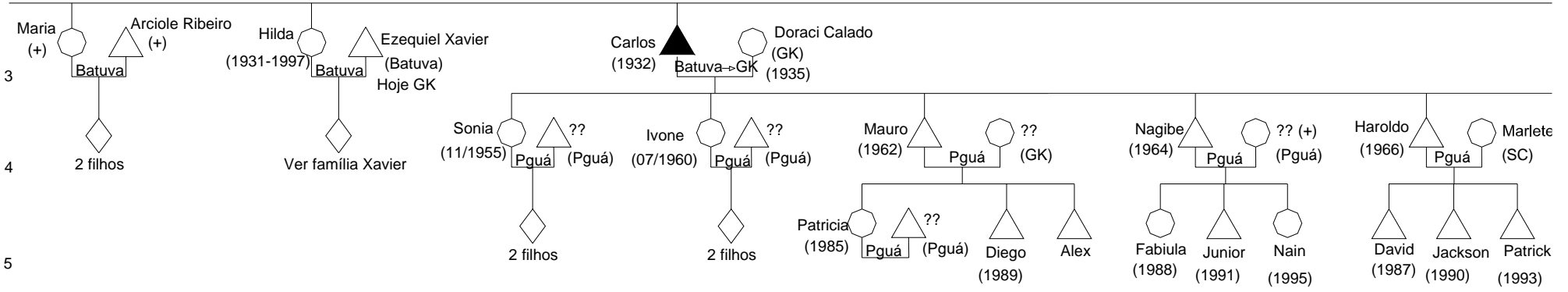
2

3

4

5

Mudaram para GK em 1959



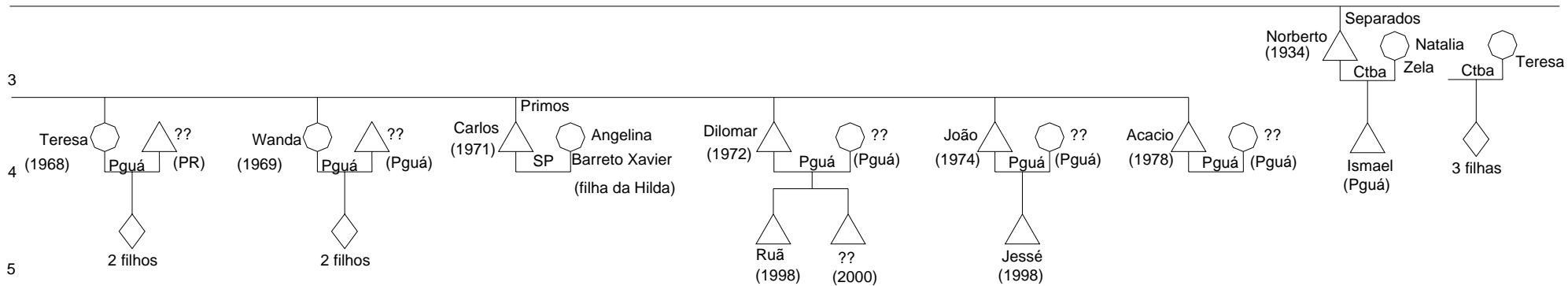
1

2

3

4

5



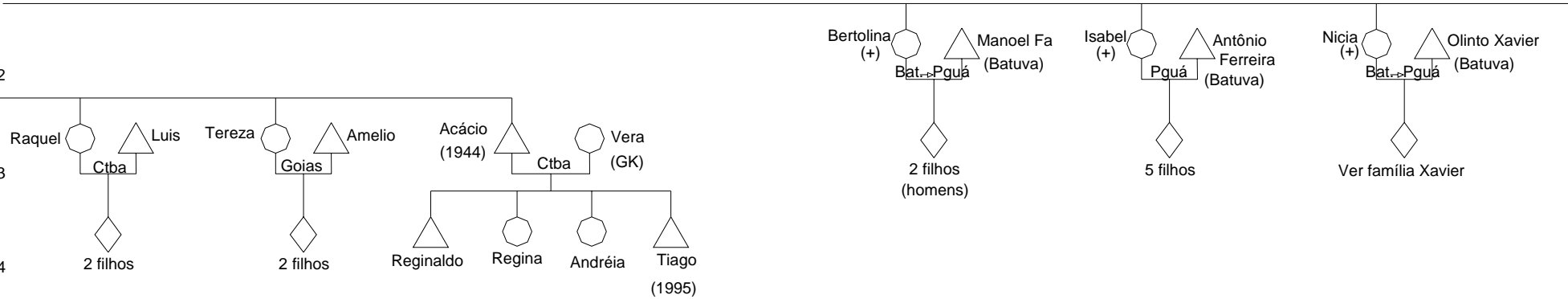
1

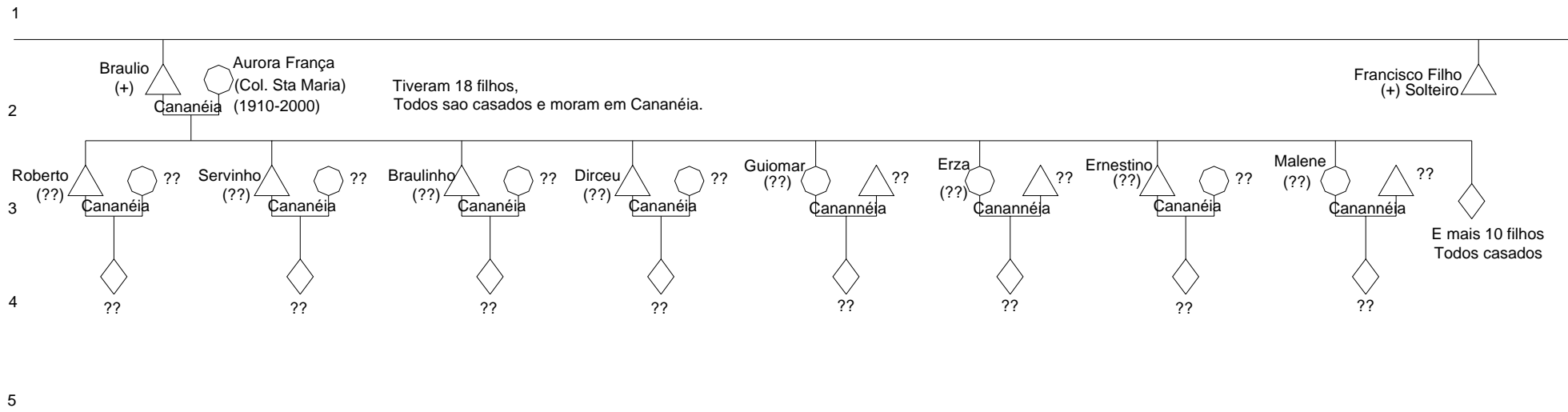
2

3

4

5





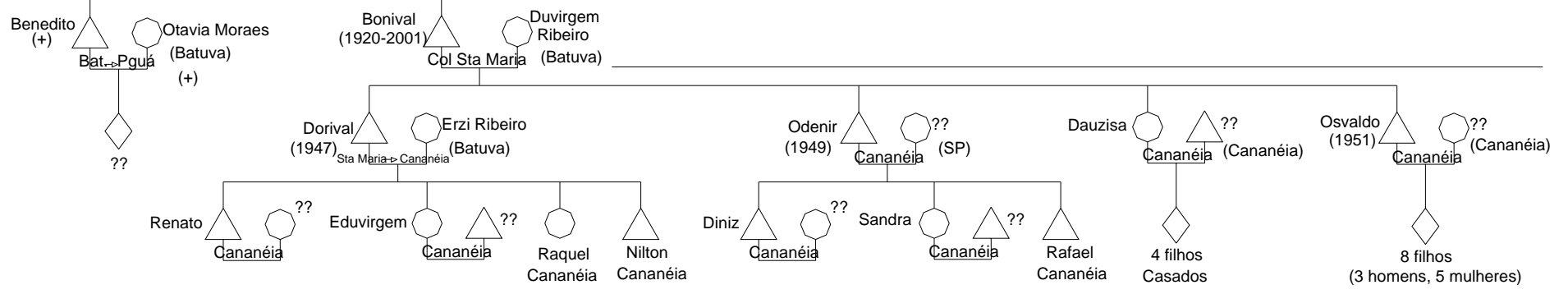
1

2

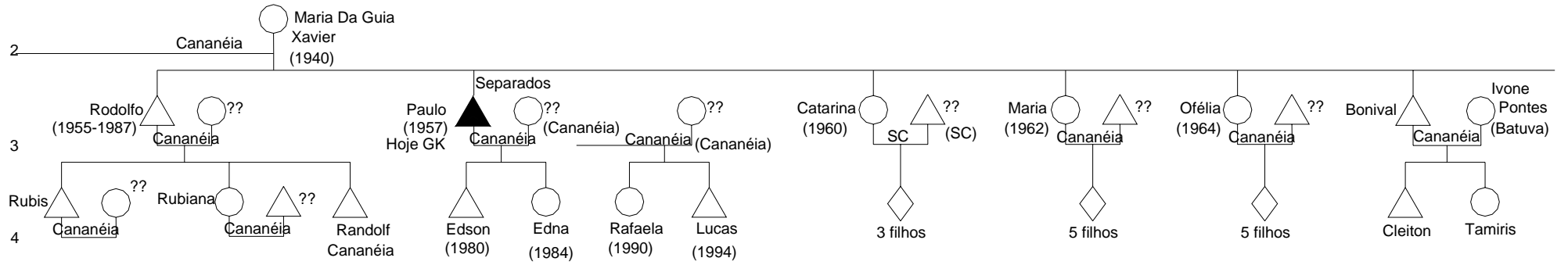
3

4

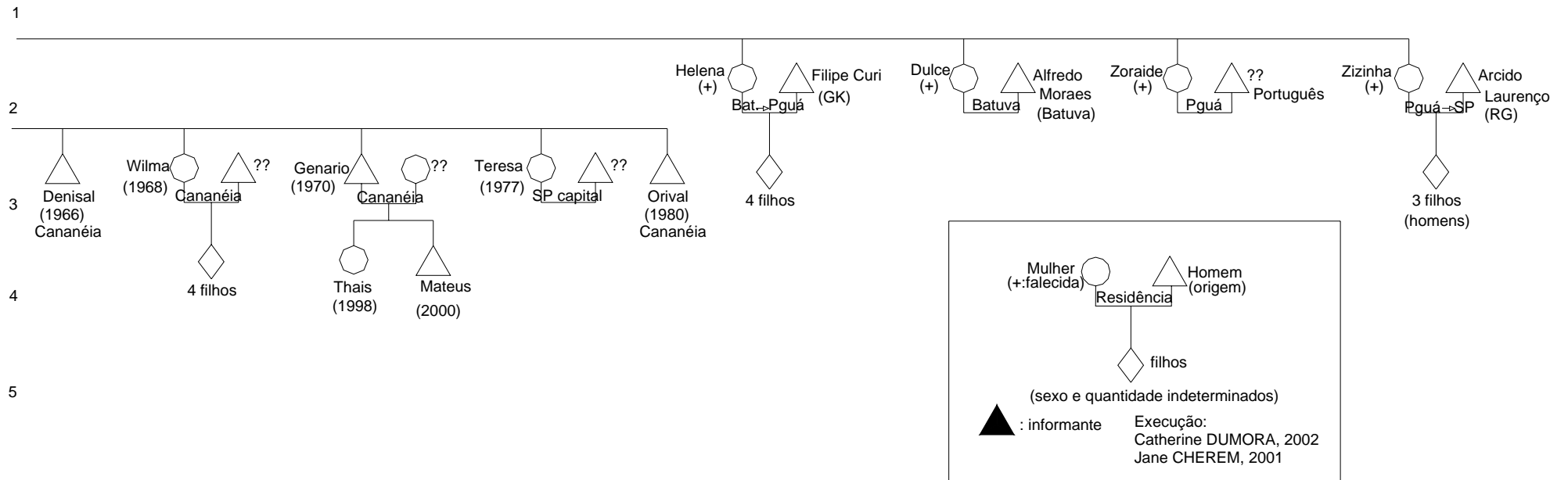
5



1

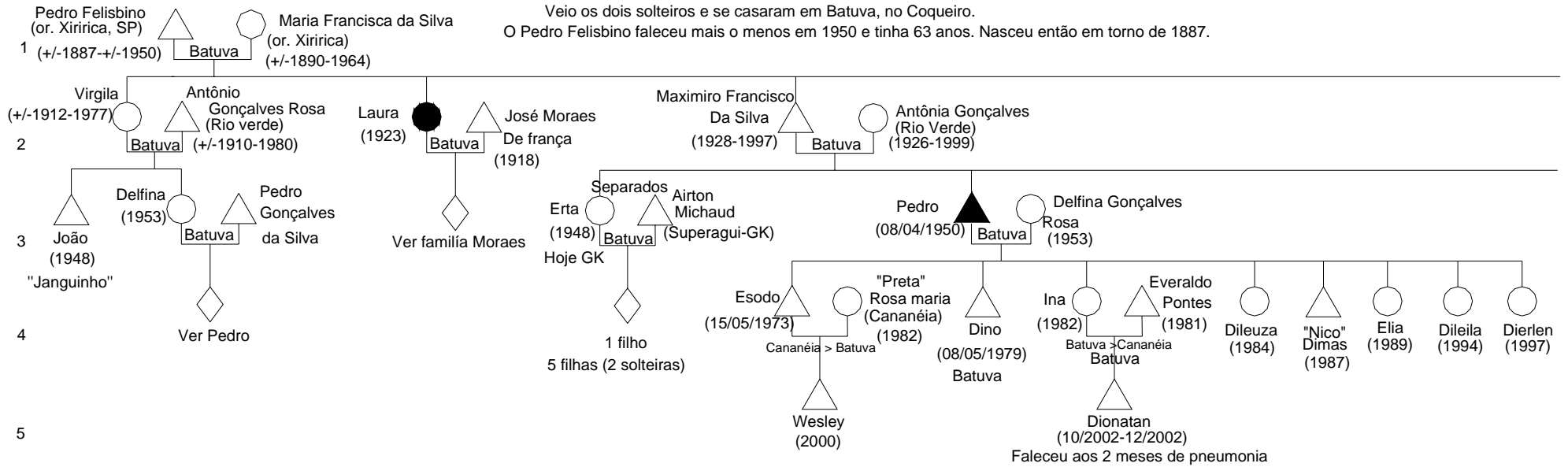


5





# Família Gonçalves da Silva



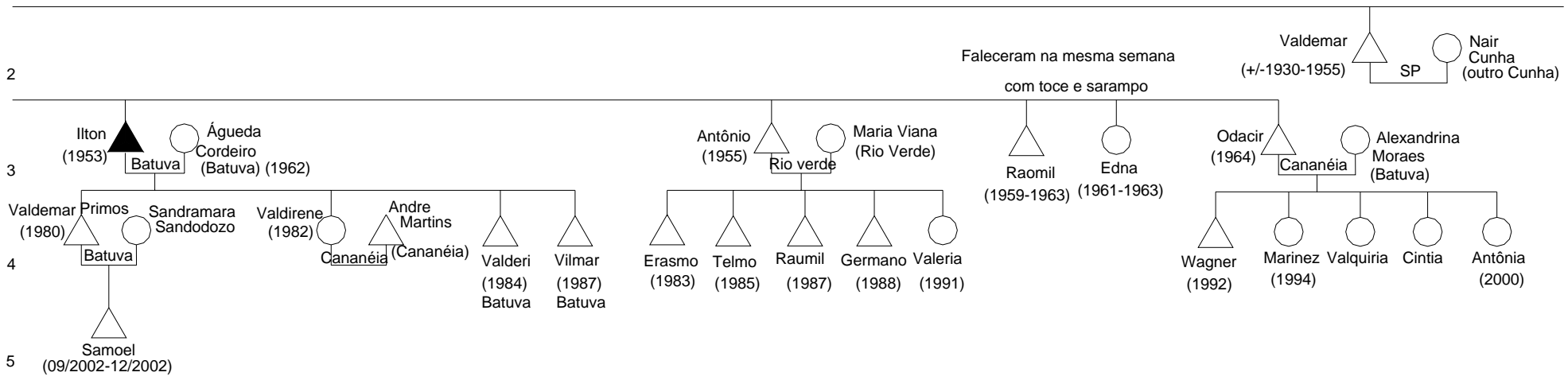
1

2

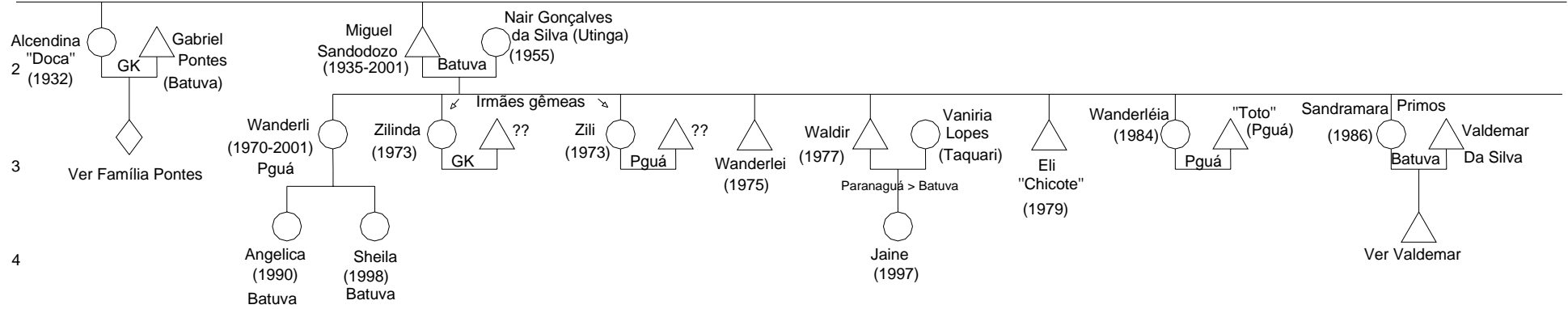
3

4

5



1



5

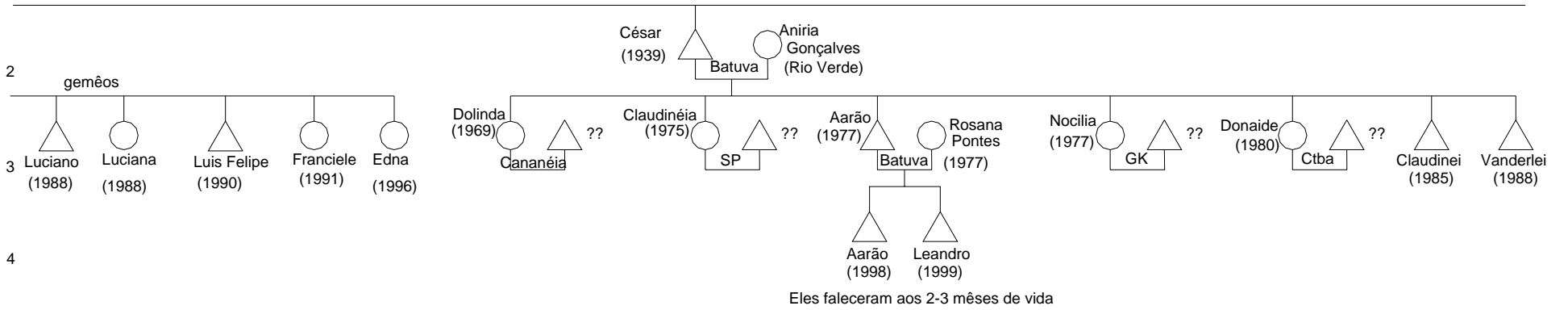
1

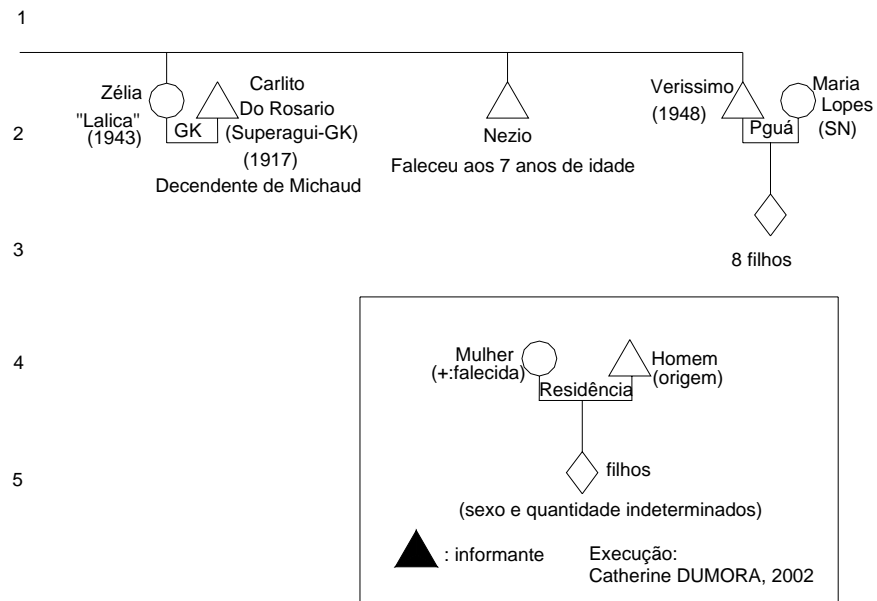
2

3

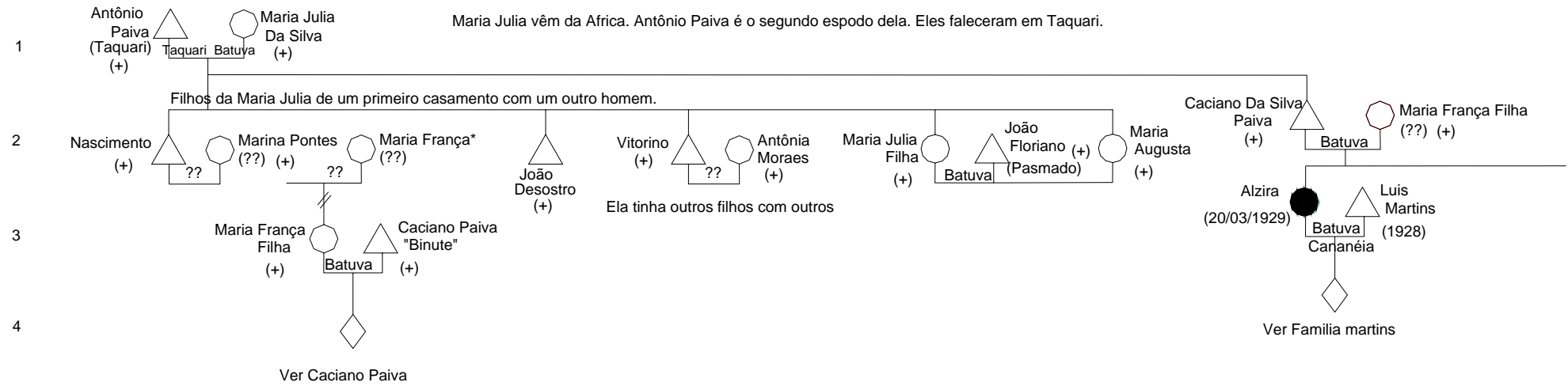
4

5



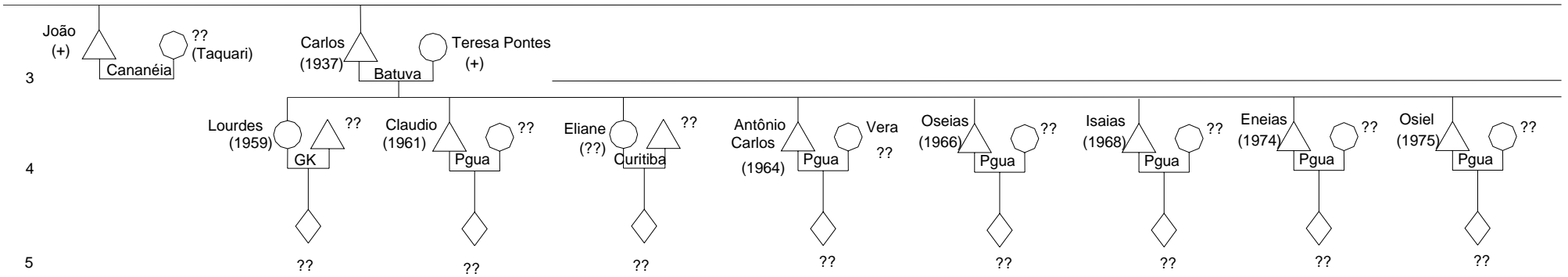


# Família Paiva



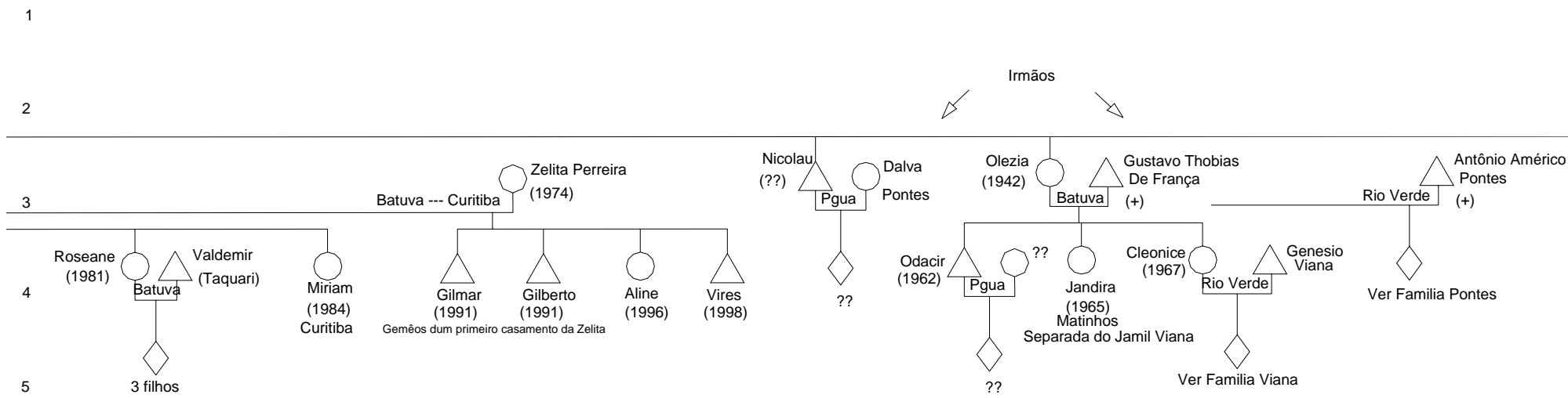
1

2



5

2





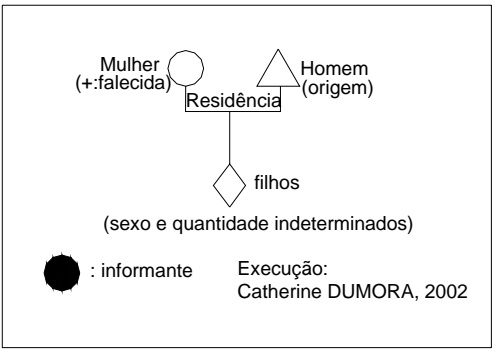
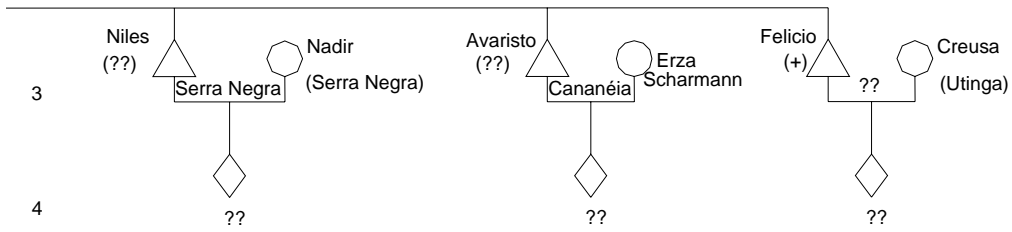
1

2

3

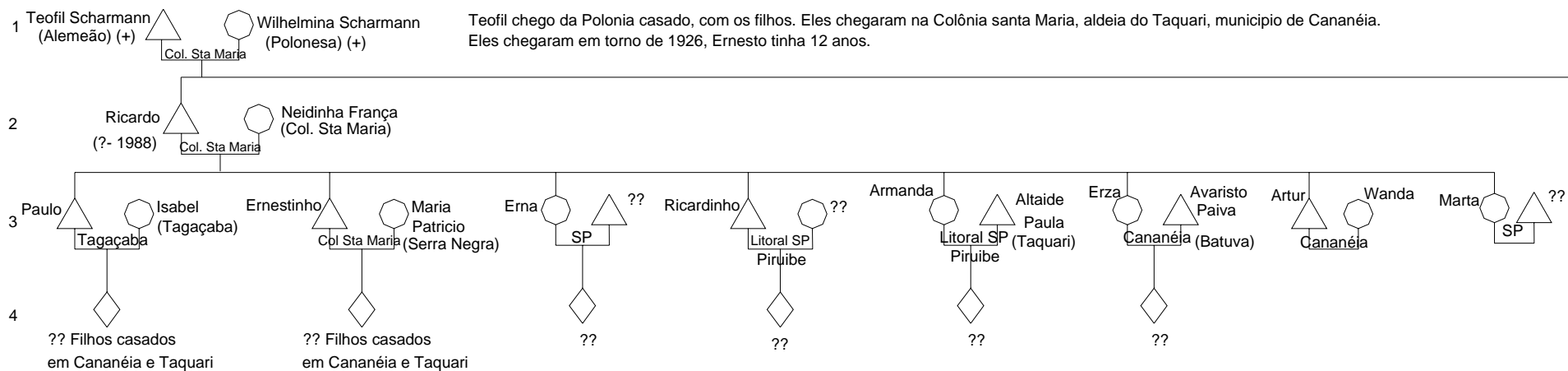
4

5



4

# Família Scharmamm



Scharmamm 1

1

2

Ernesto (1914-2000) Col. Sta Maria  
Guiomar França (10/01/1930) (Col. Sta Maria)

3

Carlos "Carlito" (1947) Serra Negra  
Roseli (Serra Negra)

Hugo (1949) Cananéia  
Jorgina Alves (Taquari) (Col. Sta Maria)

4

Roberto Carlos Serra Negra  
?? (SN)  
Carlito Serra Negra  
??  
Wanderlei SN Solteiro  
Rosana SN  
Rosilene SN  
Rosemar SN  
Elie SN  
Niuza SN  
?? SN  
?? SN

Antunes Cananéia  
??  
Cidinei Cananéia  
??  
Jueli Cananéia Solteiro  
Adilson Cananéia Solteiro  
Adir Cananéia Solteiro  
Gemêos

Scharmman 2

1

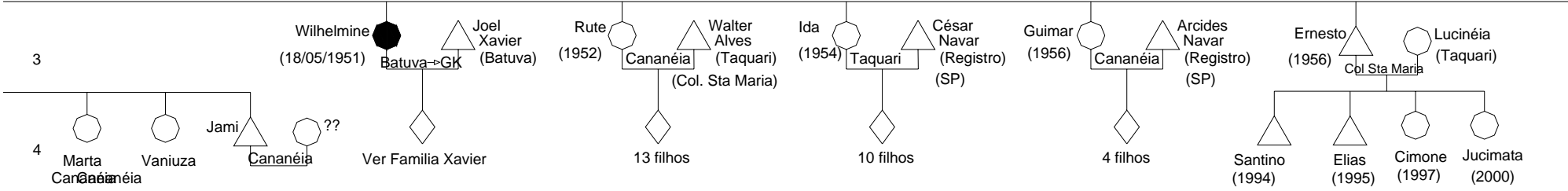
2

3

4

5

6



1

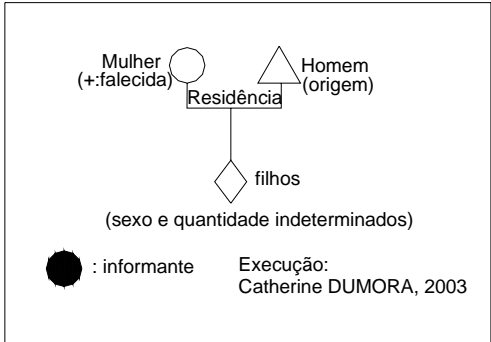
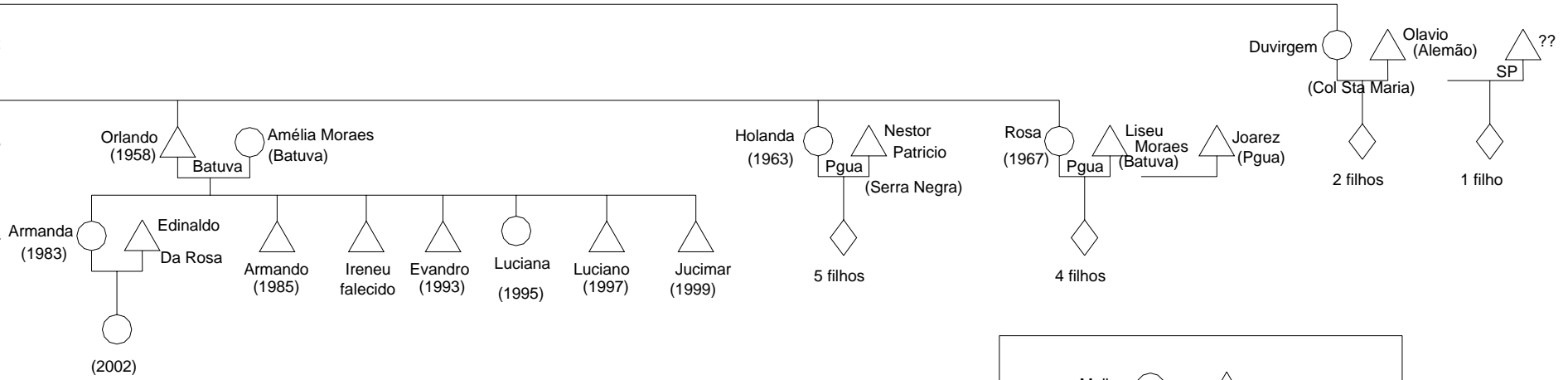
2

3

4

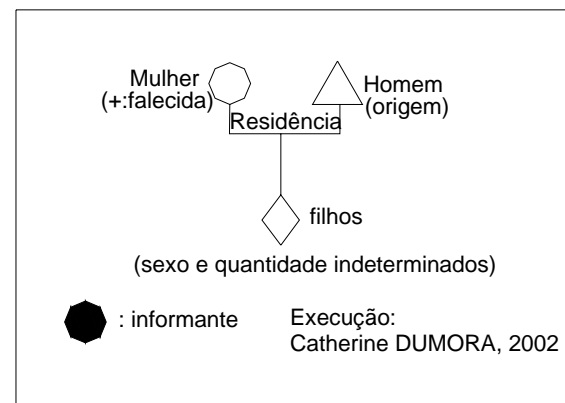
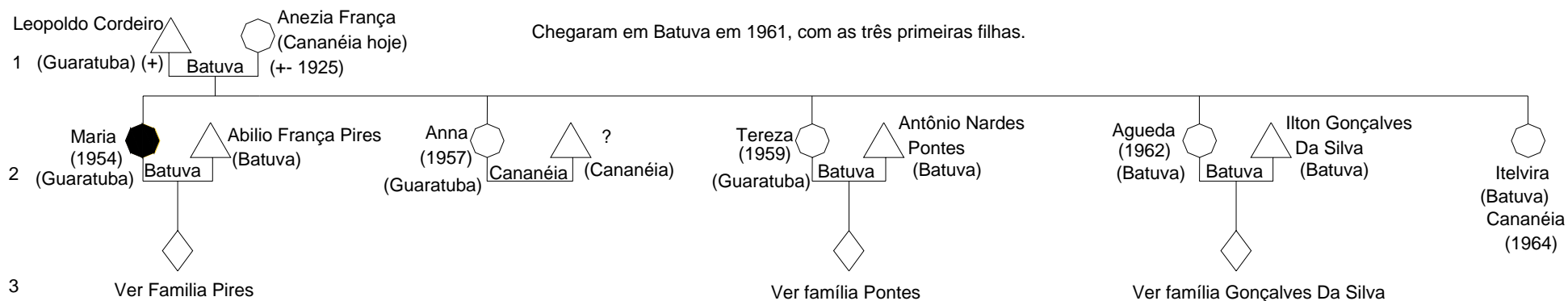
5

6

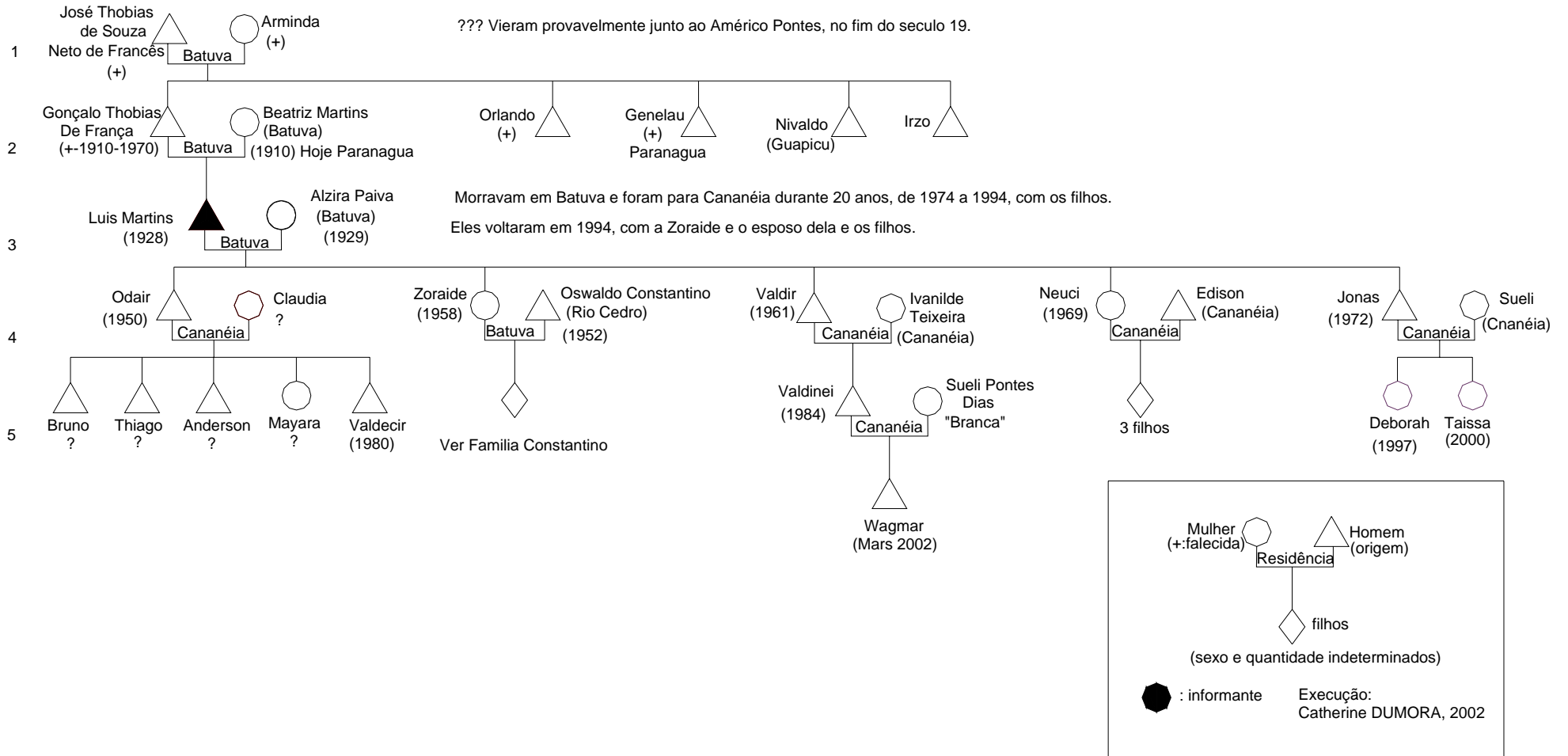


Scharmman 4

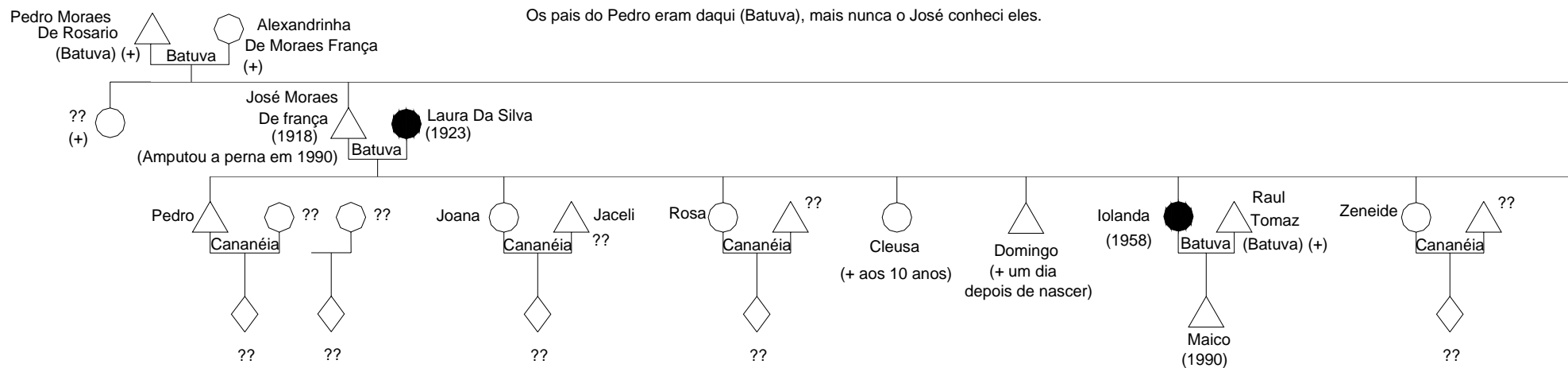
# Família Cordeiro



# Família Martins

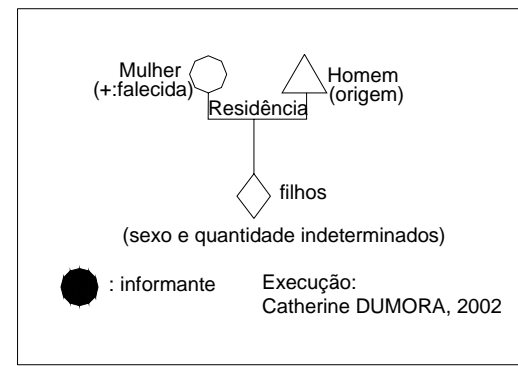
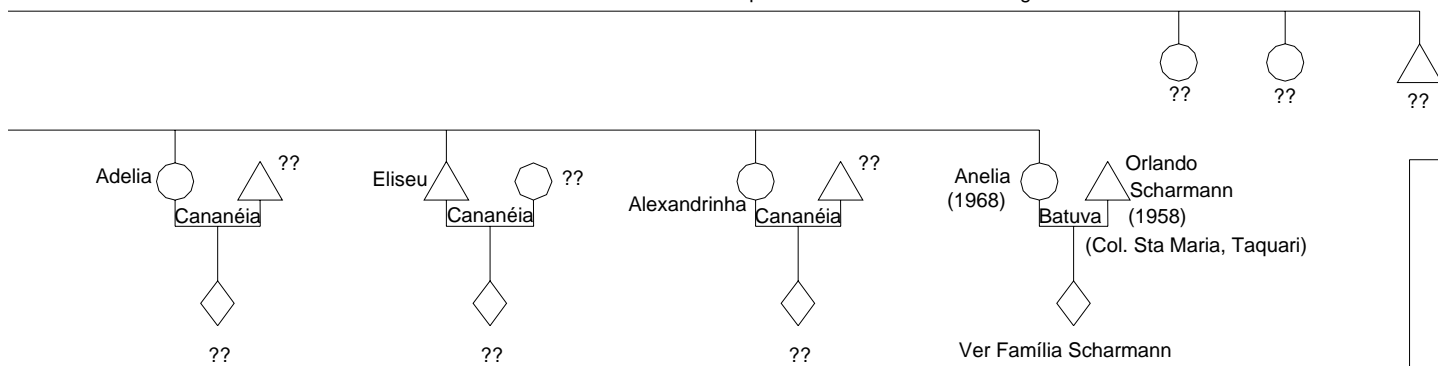


# Família Moraes

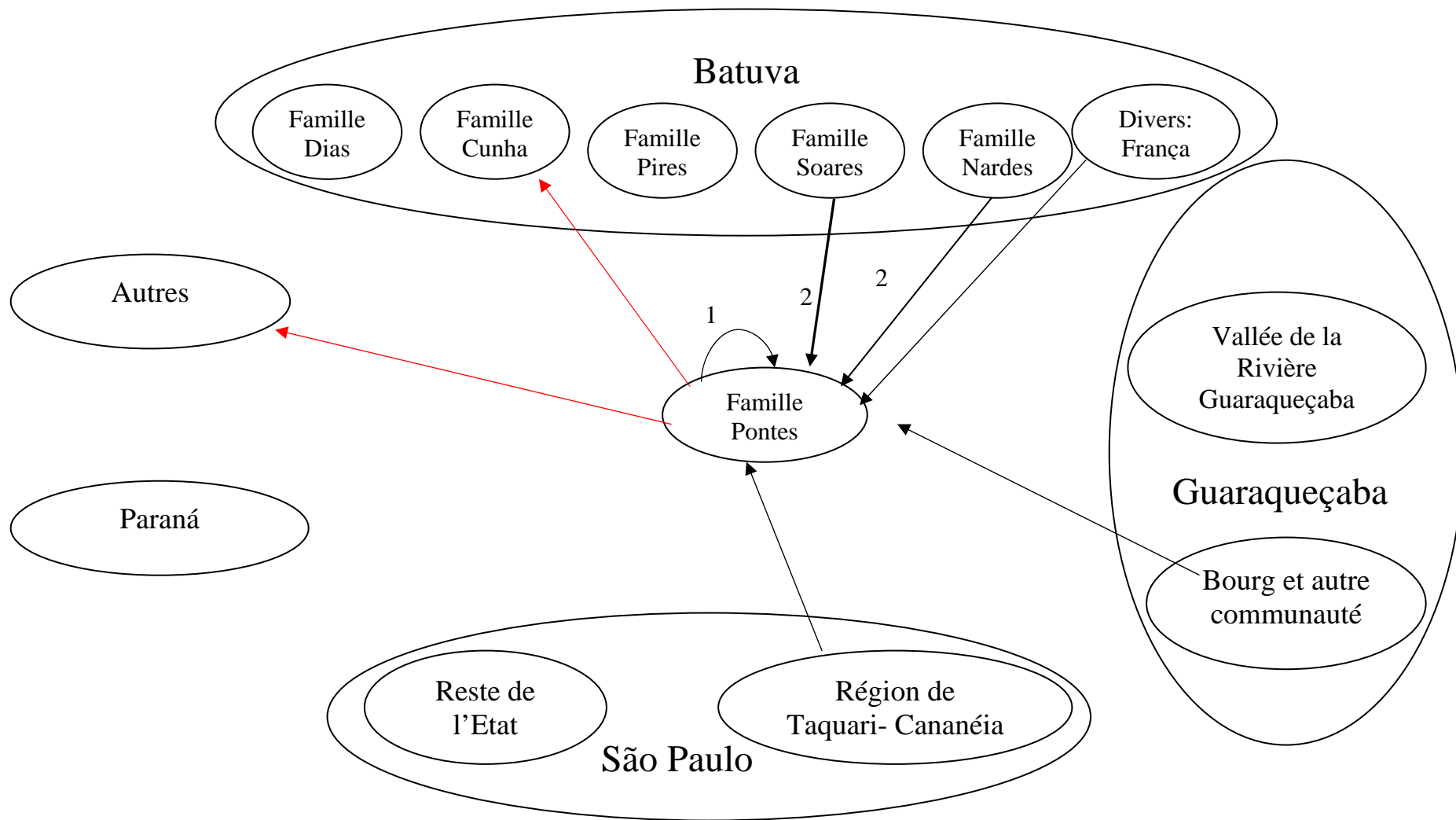




"Se espalharam em todo mundo e a gente não sabe nada deles. Eles foram embora"



## Origine de l'épouse dans les mariages de la Famille Pontes à la deuxième génération

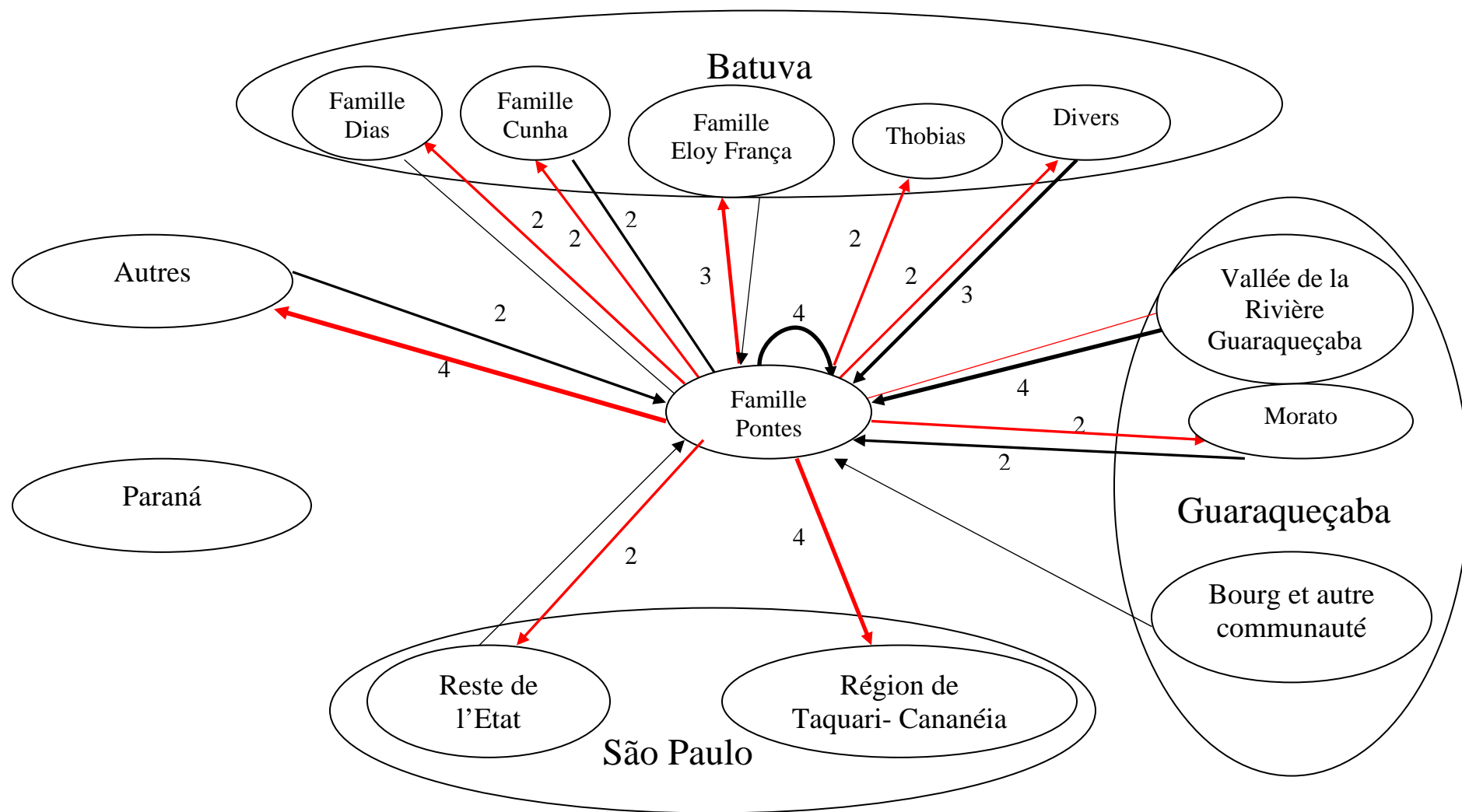


Légende:

- Une épouse
- Deux épouses
- Quatre épouses

1 épouse Pontes dont l'origine de l'époux est inconnue et 2 épouses dont l'origine géographique est inconnue. 3 hommes Pontes et 2 femmes Pontes: on ne sait pas s'ils se sont mariés.

## Origine de l'épouse dans les mariages de la Famille Pontes à la troisième génération



Légende:

→ Une épouse

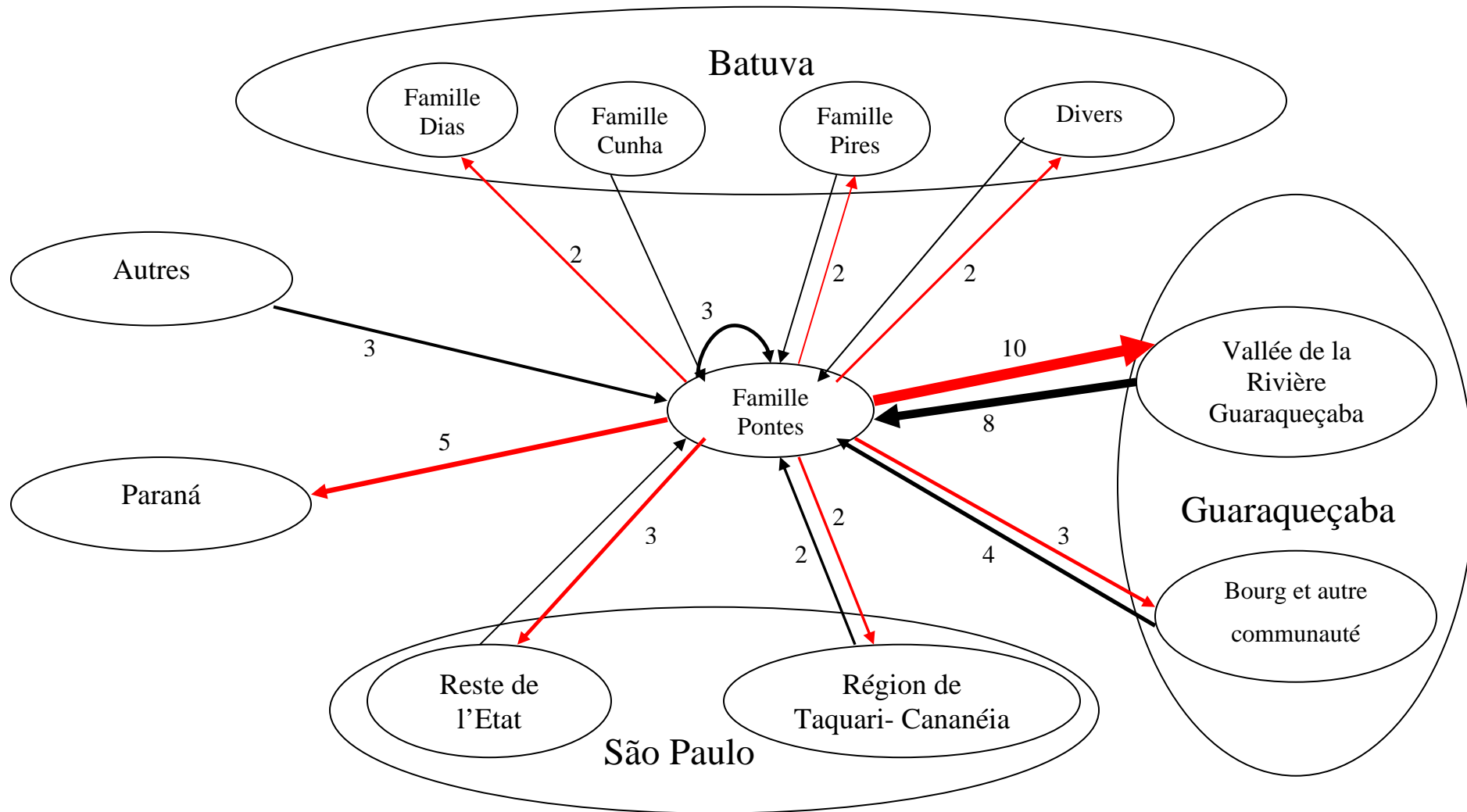
→ Deux épouses

→ Quatre épouses

→ Cinq épouses

2 épouses Pontes dont l'origine de l'époux est inconnue et 4 épouses dont l'origine géographique est inconnue. 2 hommes et 1 femme Pontes: on ne sait pas s'il se sont mariés.

# Origine de l'épouse dans les mariages de la Famille Pontes à la quatrième génération

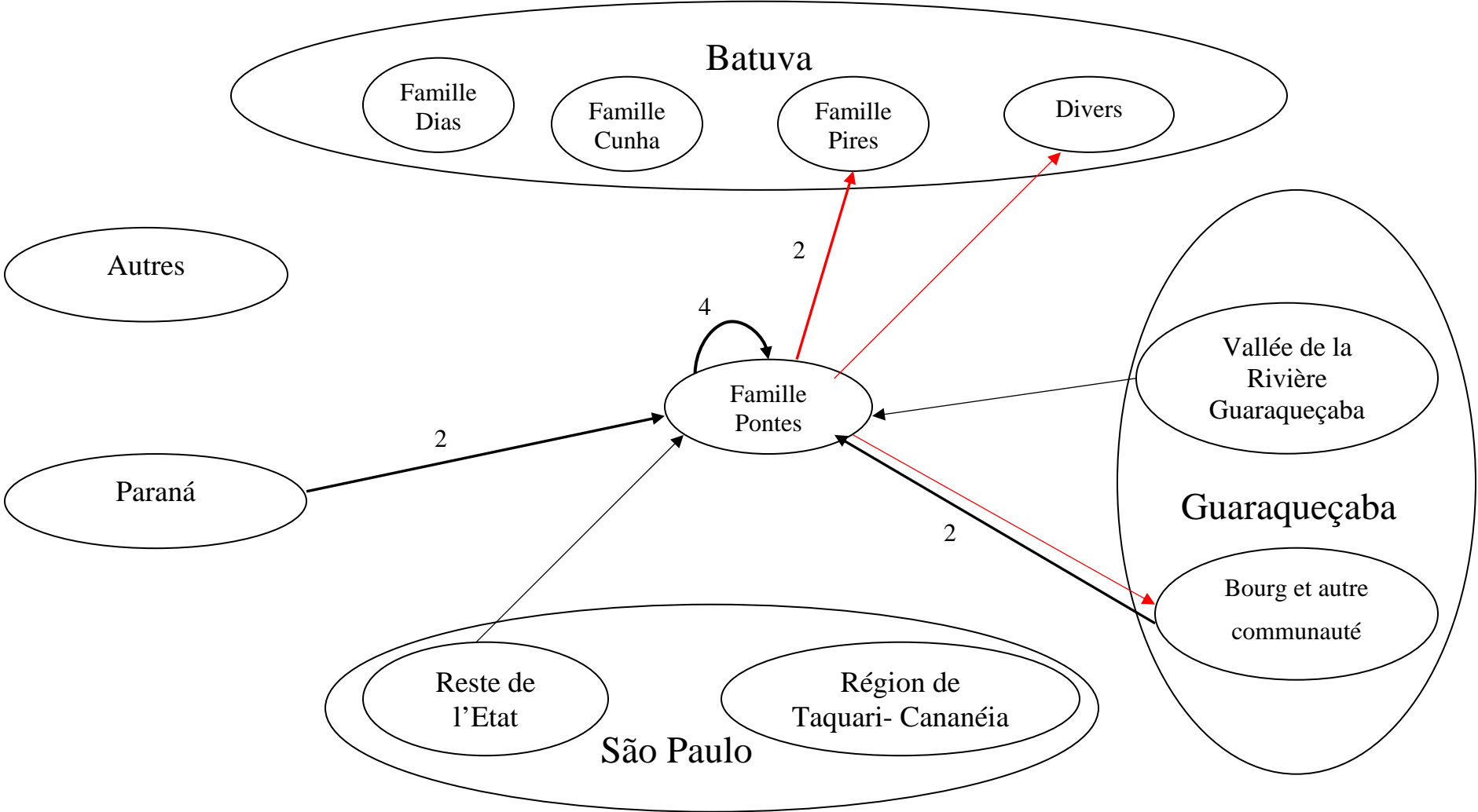


Légende:

- Une épouse
- Deux épouses
- Quatre épouses
- Cinq épouses
- Huit épouses
- Dix épouses

14 épouses Pontes dont l'origine de l'époux est inconnue et 6 épouses dont l'origine géographique est inconnue

# Origine de l'épouse dans les mariages de la Famille Pontes à la cinquième génération

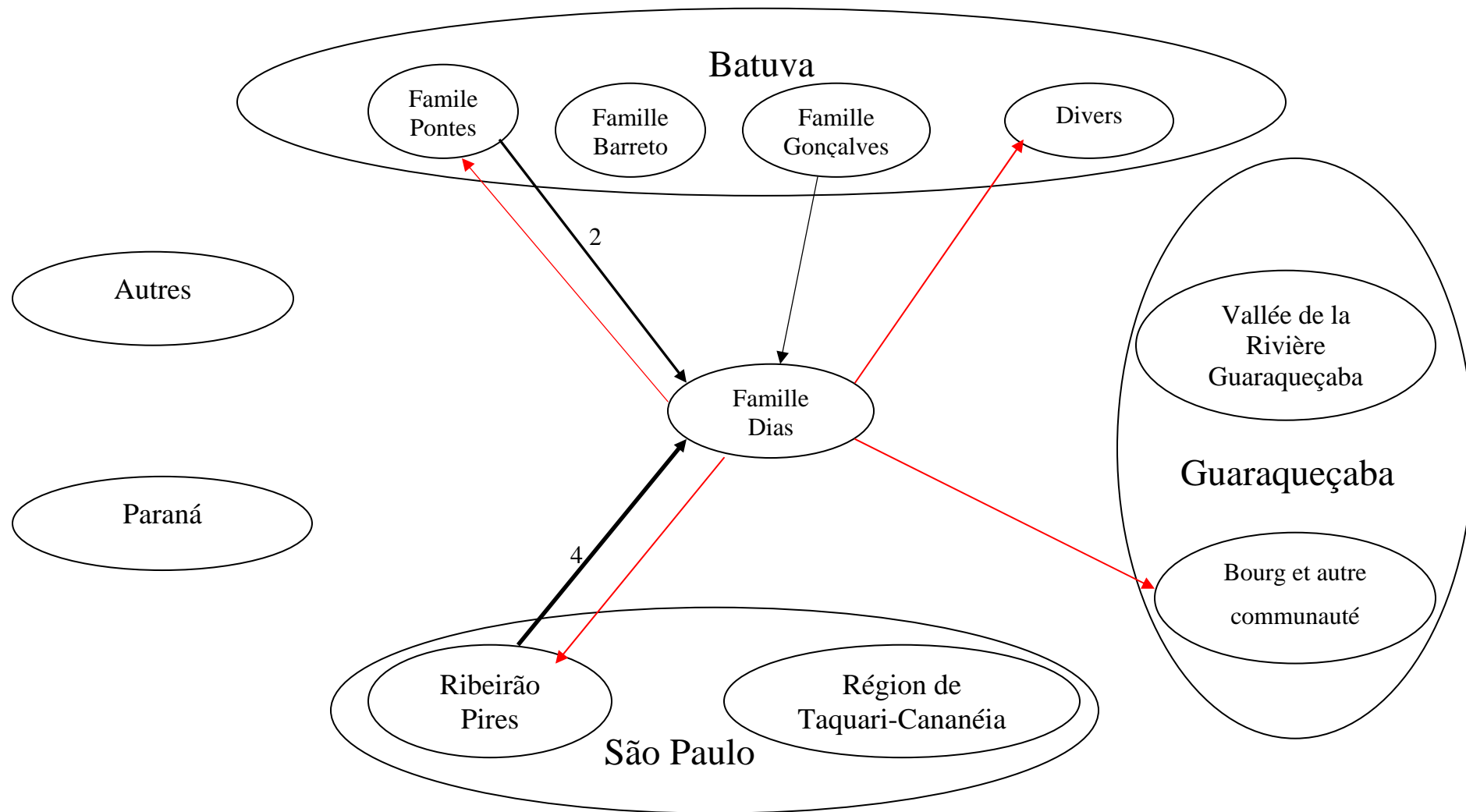


Légende:

- Une épouse
- Deux épouses
- Trois épouses

Une épouse dont l'origine géographique est inconnue

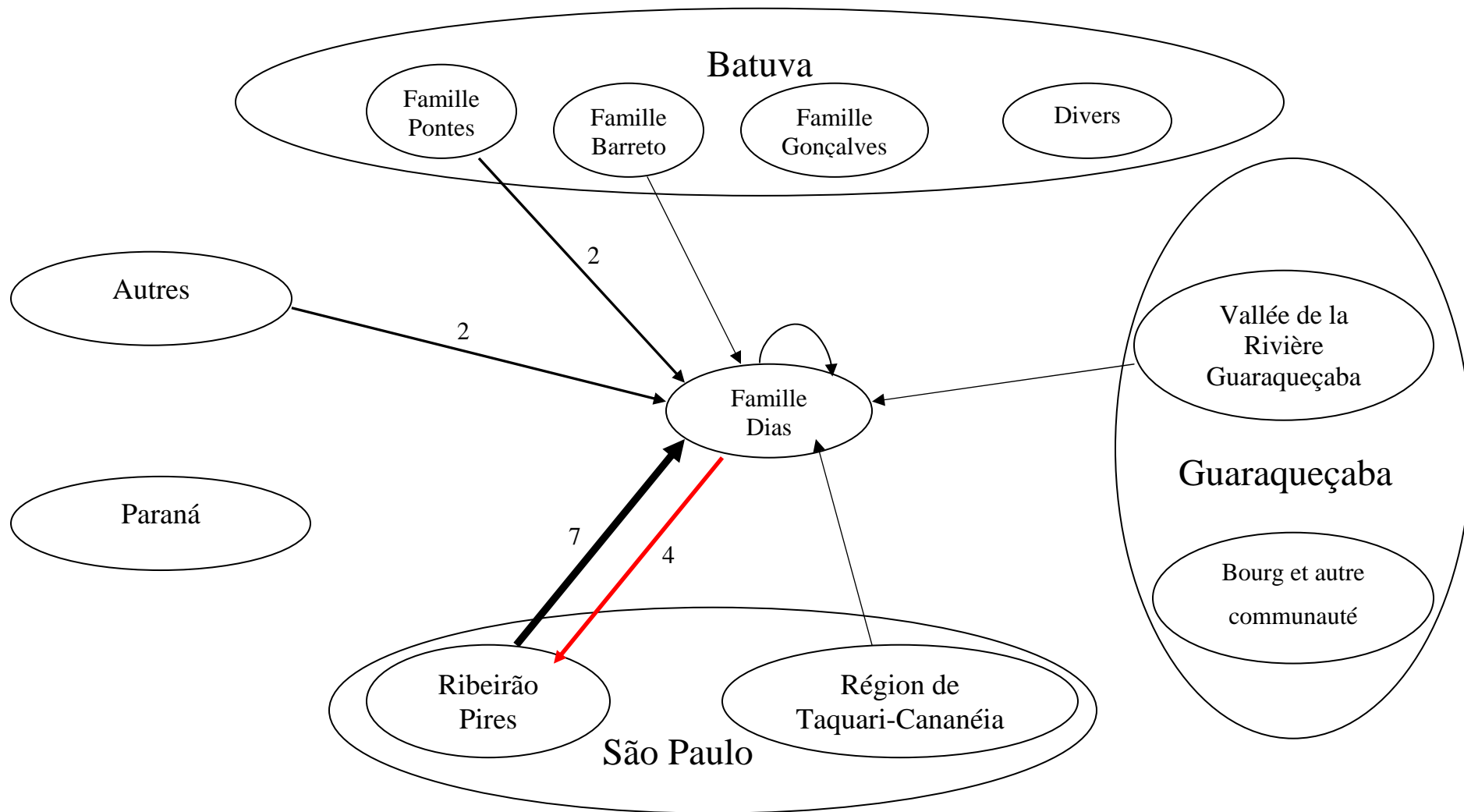
# Origine de l'épouse dans les mariages de la Famille Dias à la seconde génération



Légende:

- Une épouse
- Deux épouses
- Quatre épouses

# Origine de l'épouse dans les mariages de la Famille Dias à la troisième génération

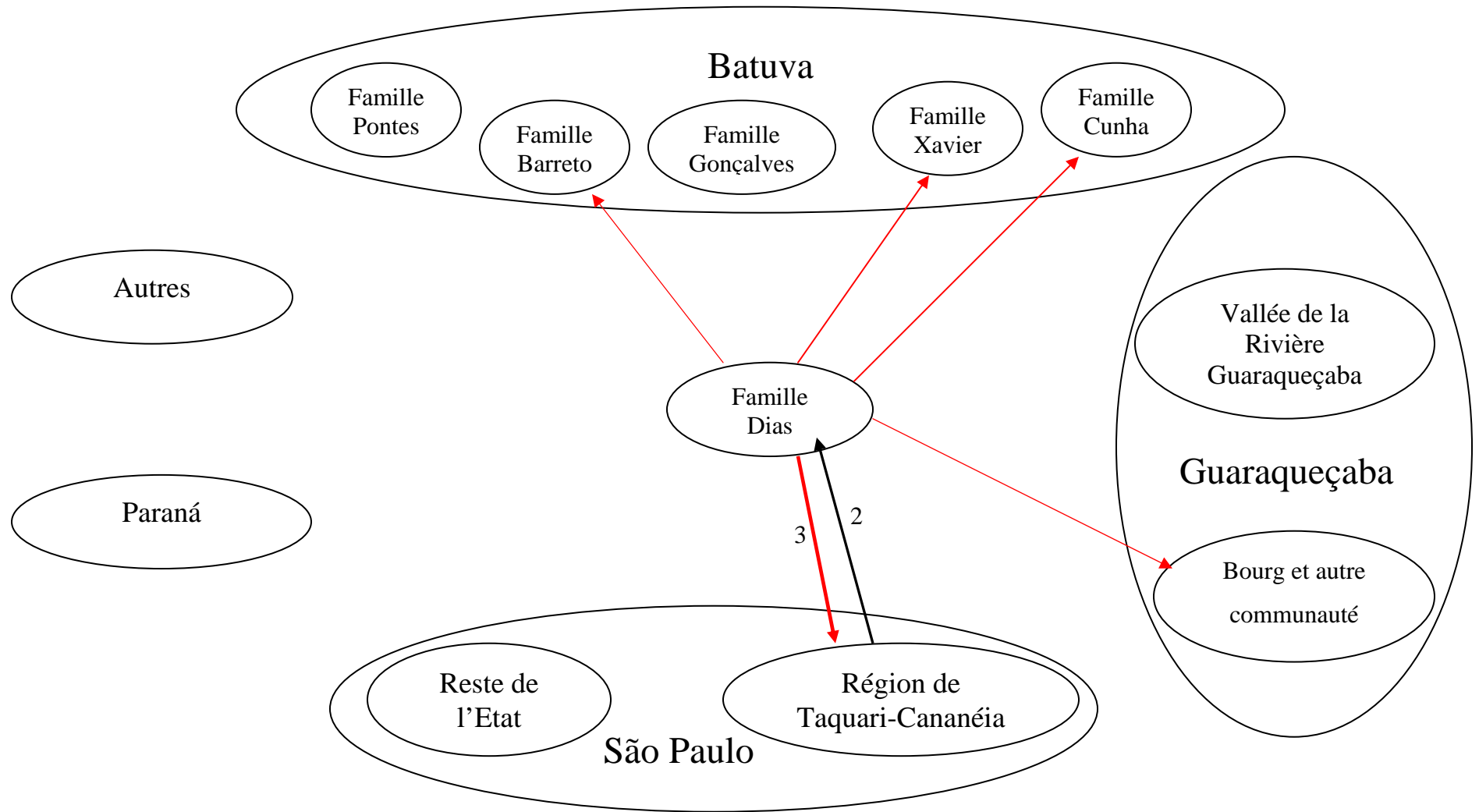


Légende:

- Une épouse
- Deux épouses
- Trois épouses

- Six épouses
- Sept épouses

# Origine de l'épouse dans les mariages de la Famille Dias à la quatrième génération

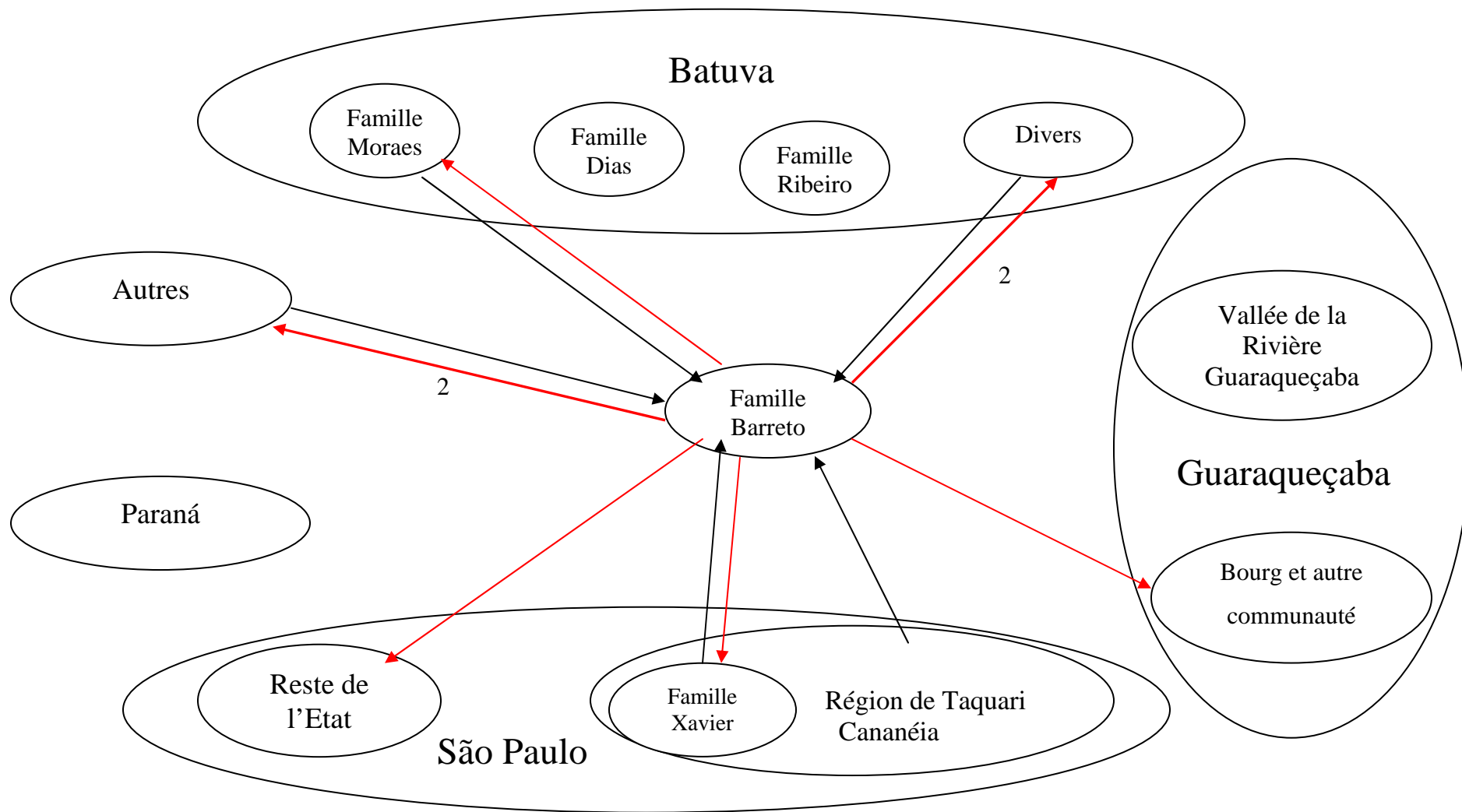


Légende:

- Une épouse
- Deux épouses
- Quatre épouses



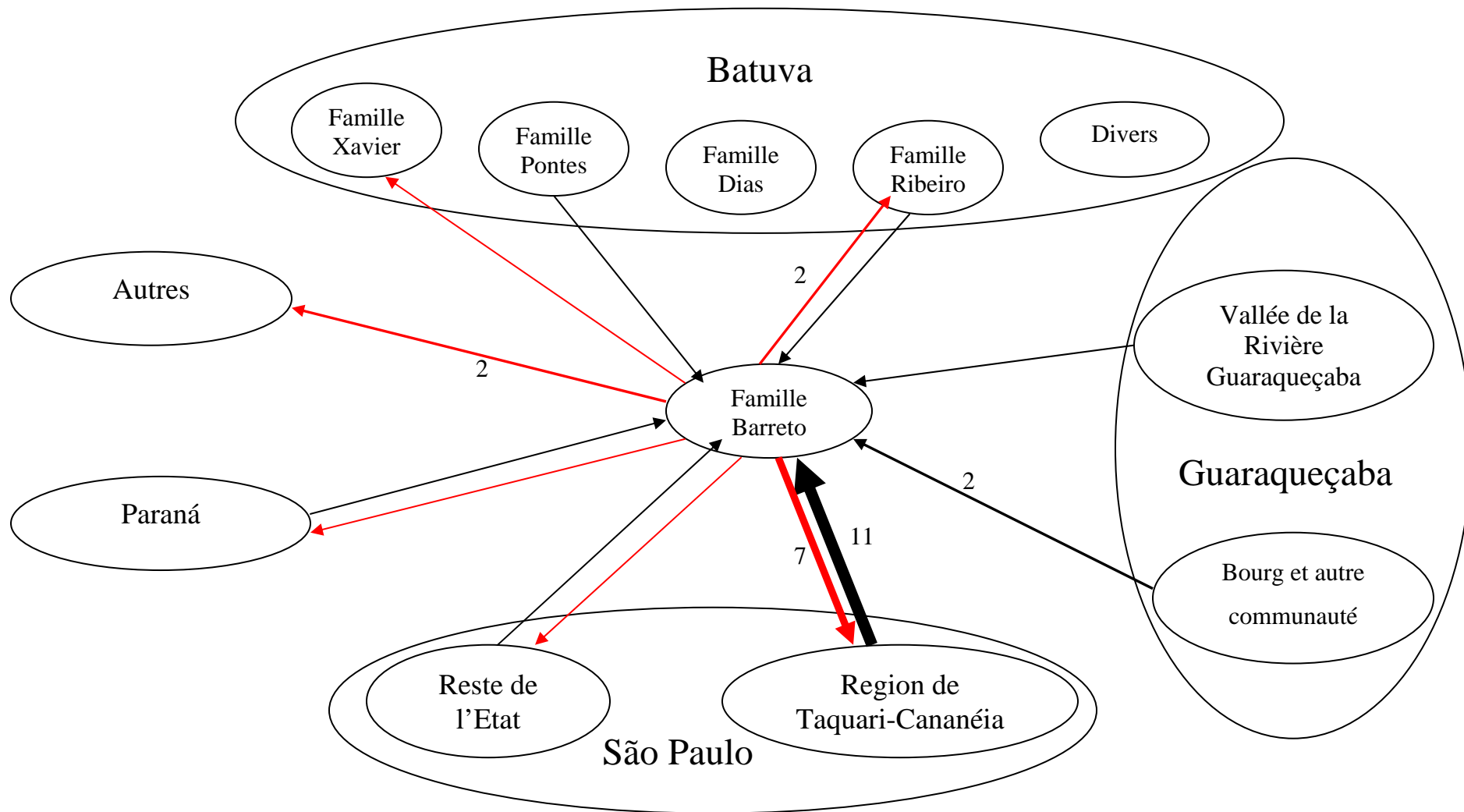
# Origine de l'épouse dans les mariages de la Famille Barreto à la seconde génération



Légende:

- Une épouse
- Deux épouses
- Quatre épouses

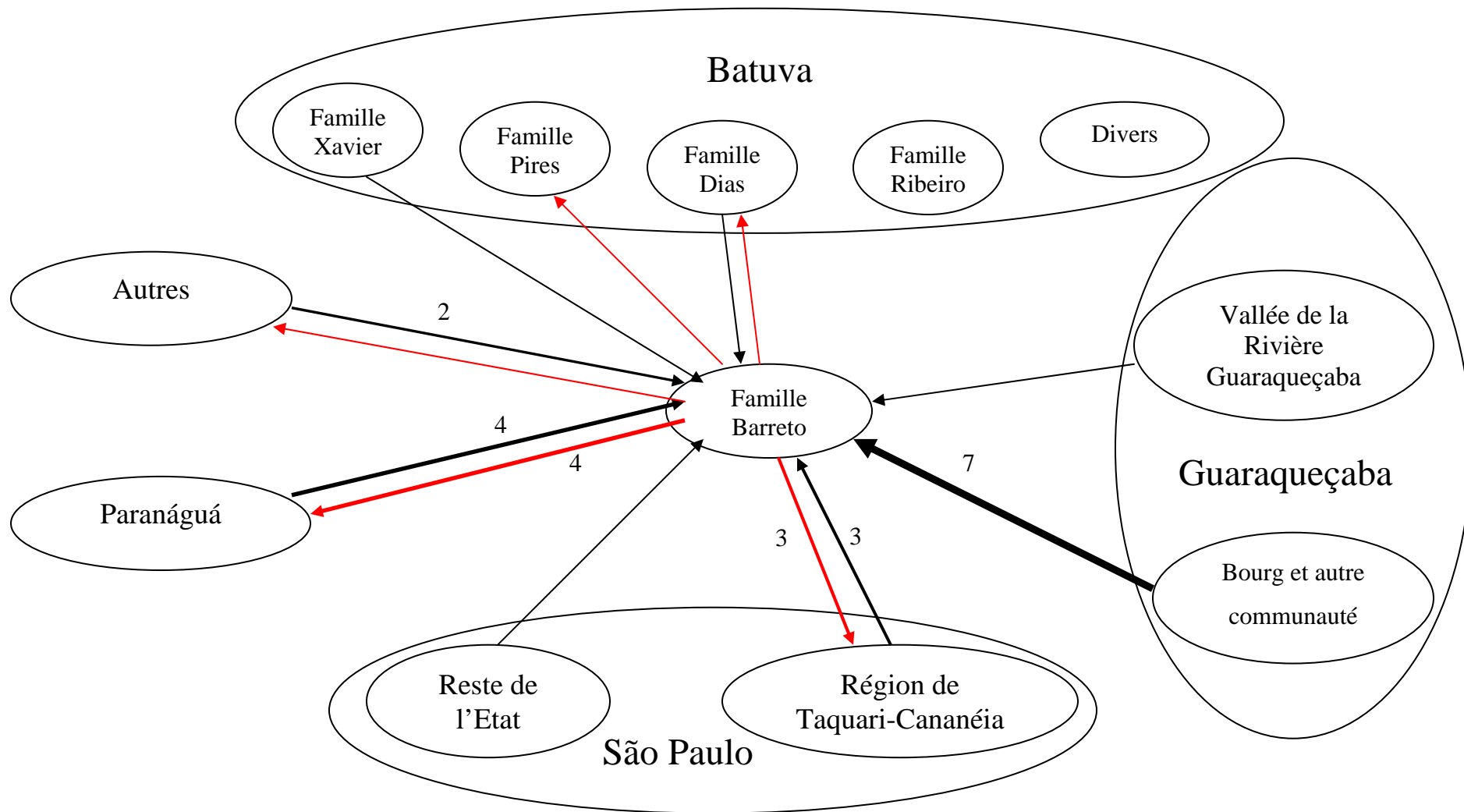
# Origine de l'épouse dans les mariages de la Famille Barreto à la troisième génération



Légende:

- Une épouse
- Deux épouses
- Quatre épouses

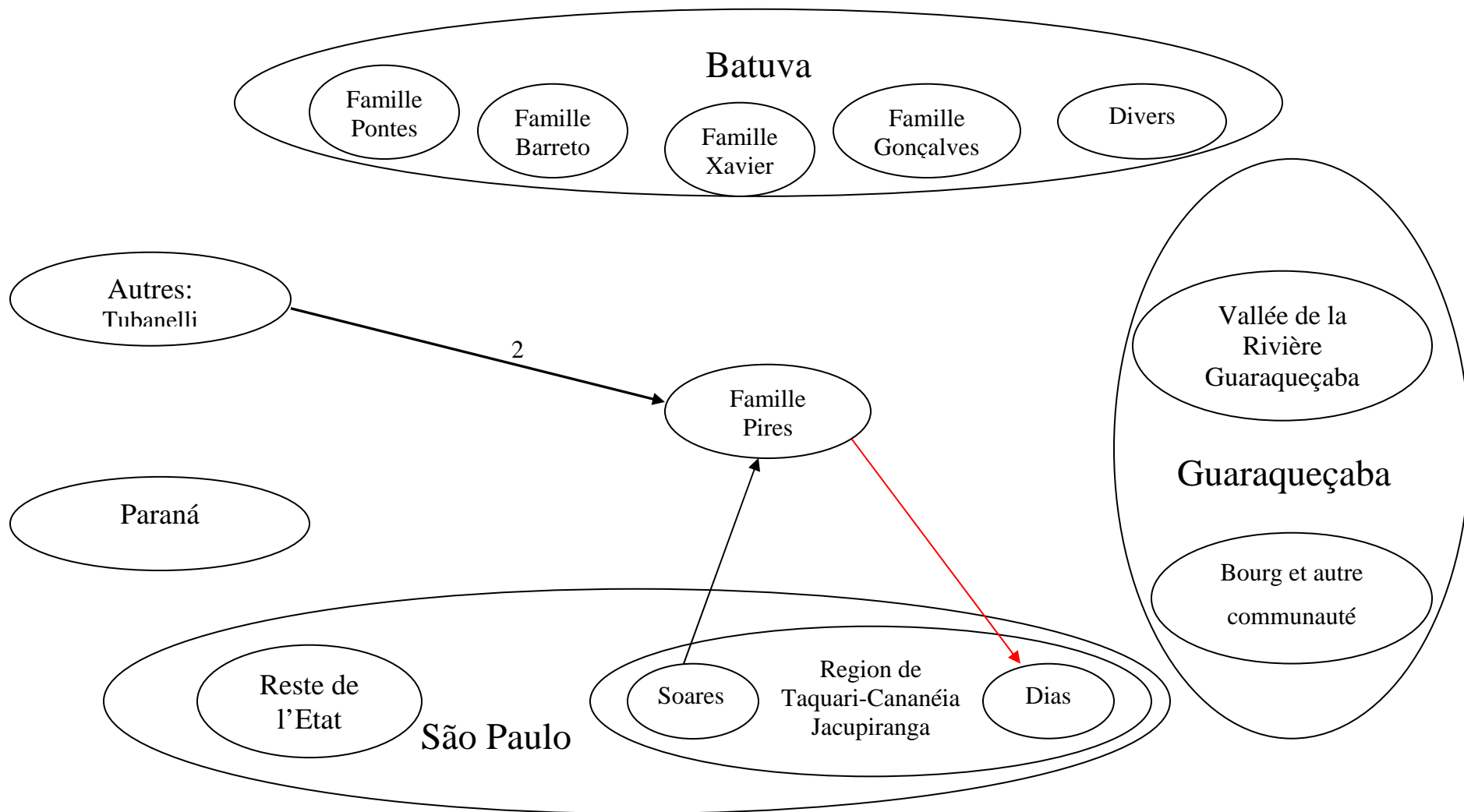
# Origine de l'épouse dans les mariages de la Famille Barreto à la quatrième génération



Légende:

- Une épouse
- Deux épouses
- Quatre épouses

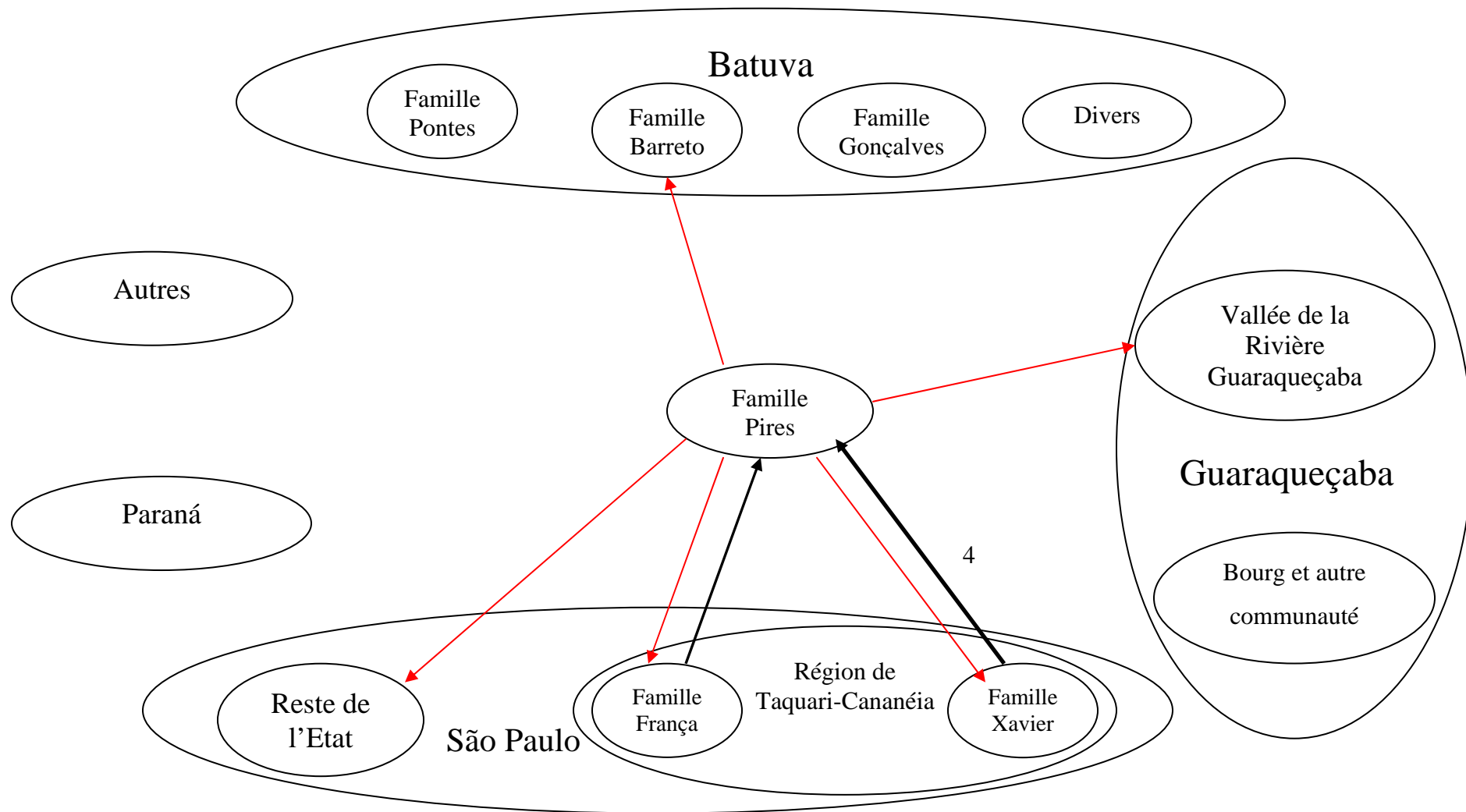
# Origine de l'épouse dans les mariages de la Famille Pires à la première génération



Légende:

- Une épouse
- Deux épouses
- Quatre épouses

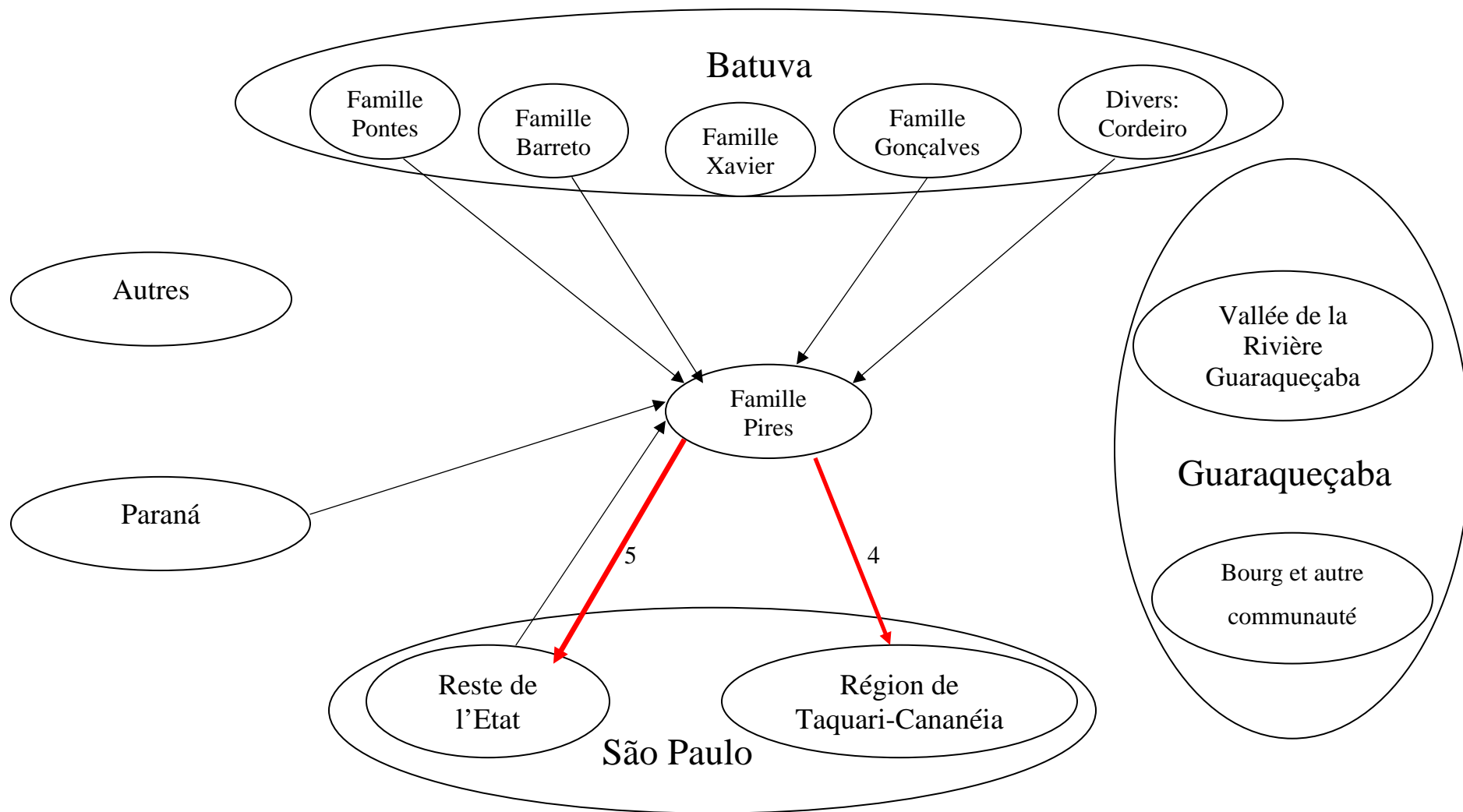
# Origine de l'épouse dans les mariages de la Famille Pires à la seconde génération



Légende:

- Une épouse
- Deux épouses
- Quatre épouses

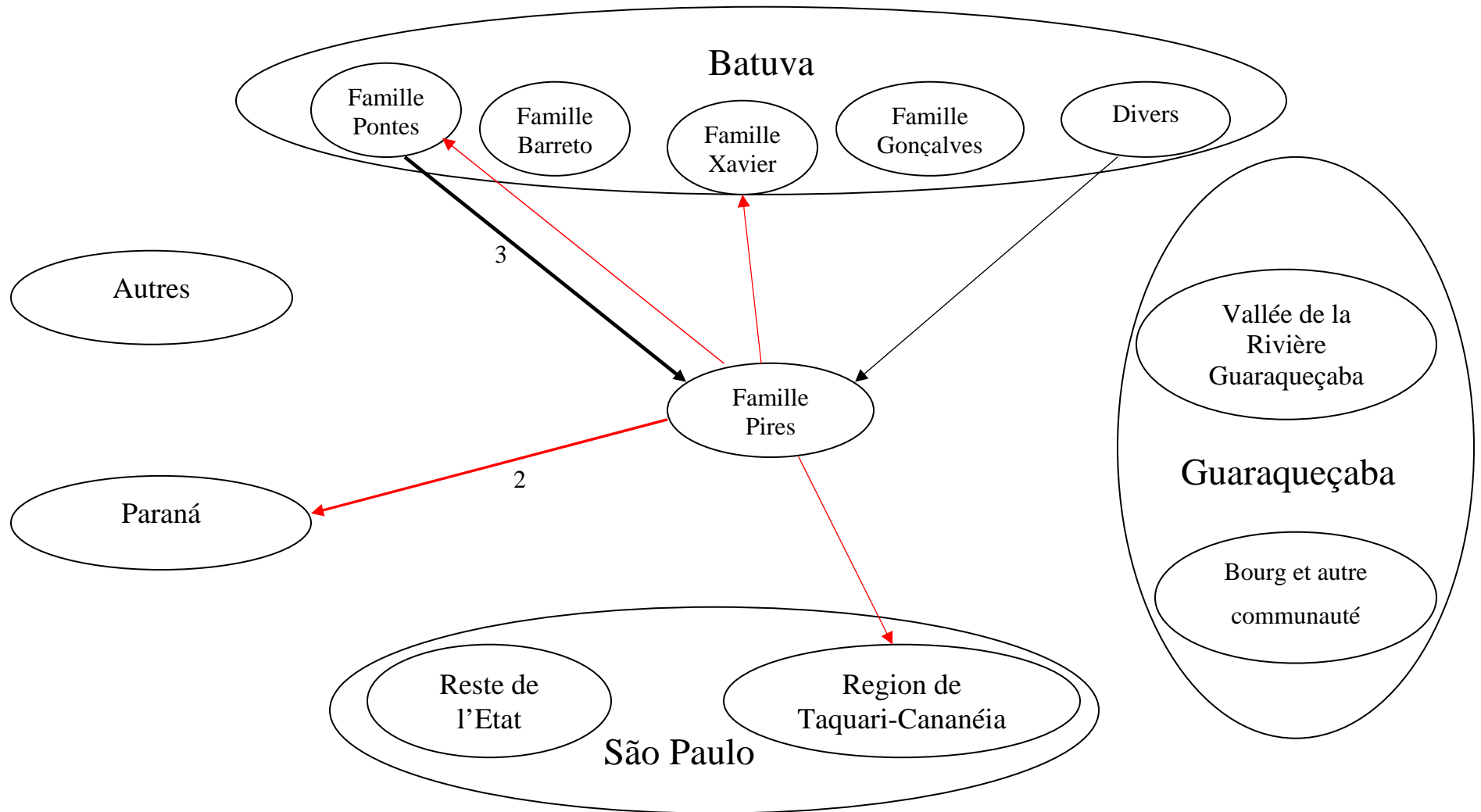
# Origine de l'épouse dans les mariages de la Famille Pires à la troisième génération



Légende:

- Une épouse
- Deux épouses
- Quatre épouses

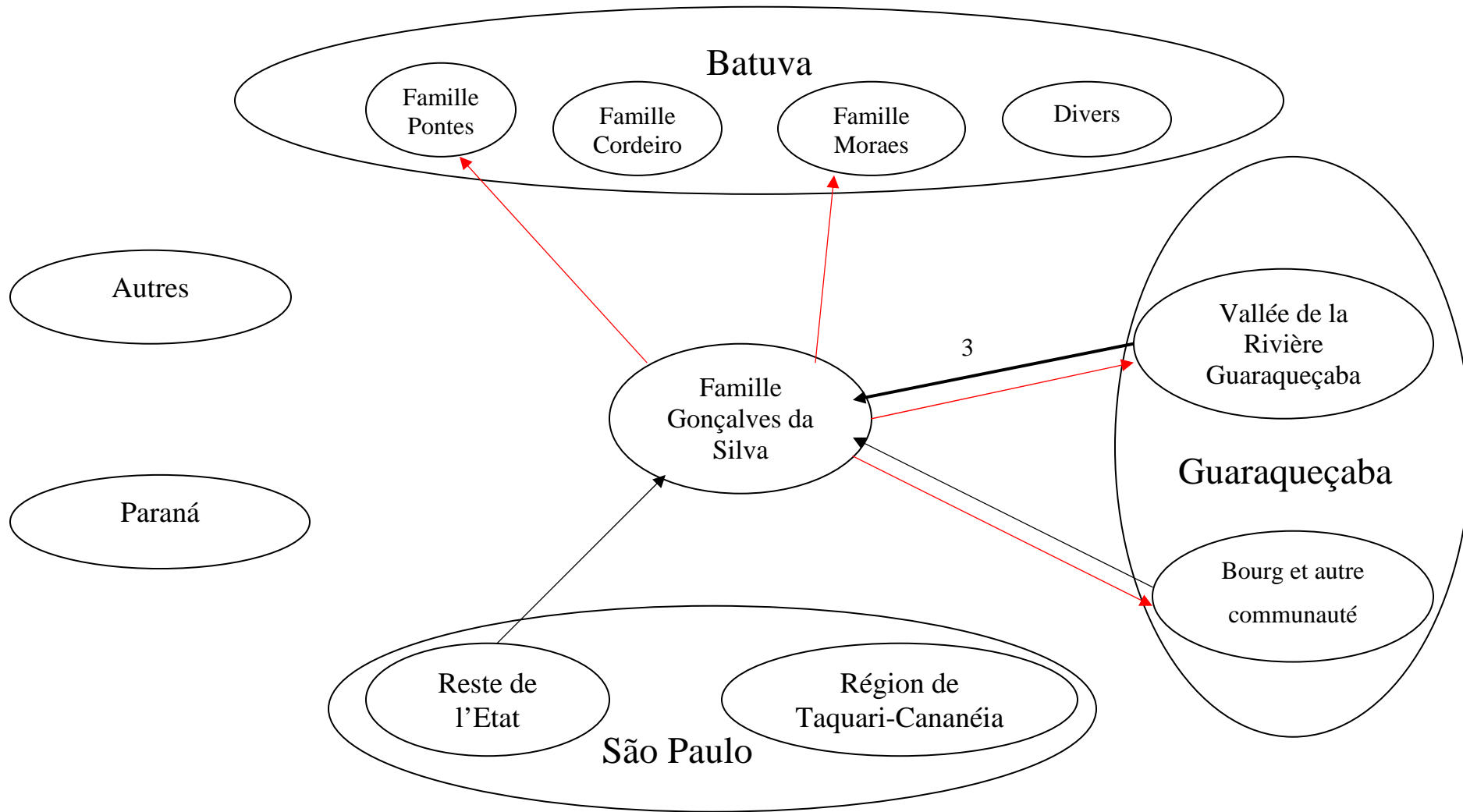
# Origine de l'épouse dans les mariages de la Famille Pires à la quatrième génération



Légende:

- Une épouse
- Deux épouses
- Quatre épouses

# Origine de l'épouse dans les mariages de la Famille Gonçalves da Silva à la seconde génération

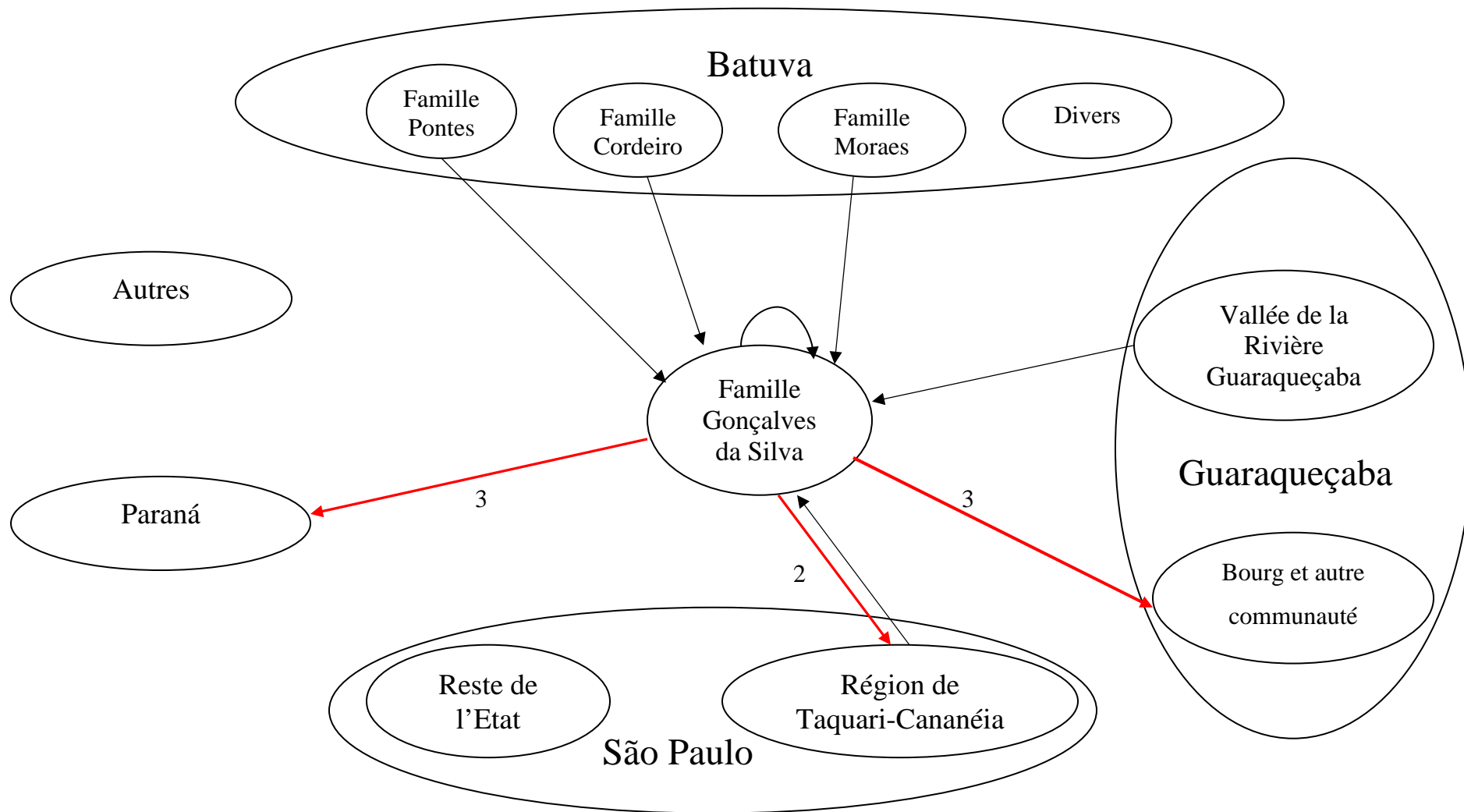


Légende:

- Une épouse
- Deux épouses
- Quatre épouses



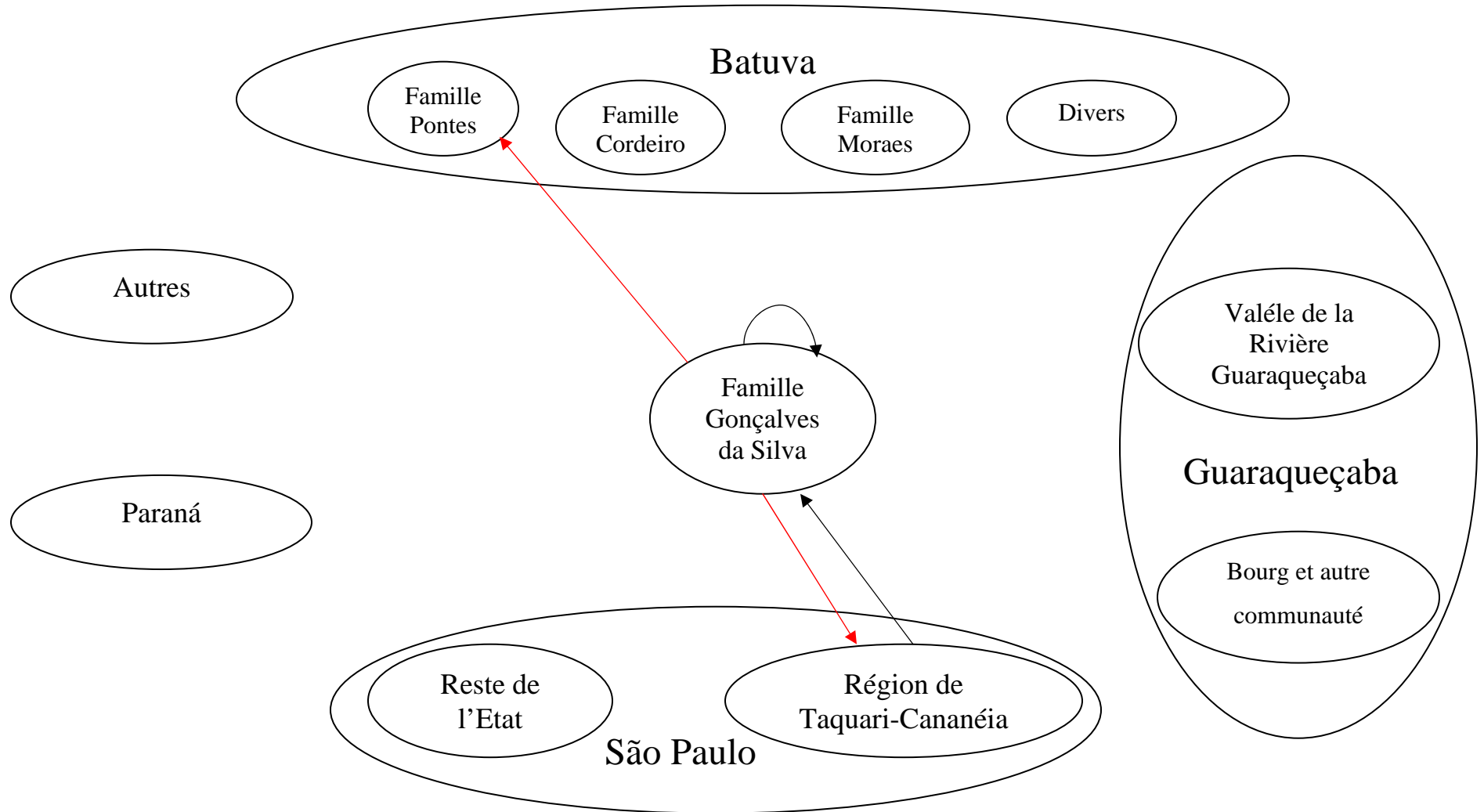
# Origine de l'épouse dans les mariages de la Famille Gonçalves da Silva à la troisième génération



Légende:

- Une épouse
- Deux épouses
- Quatre épouses

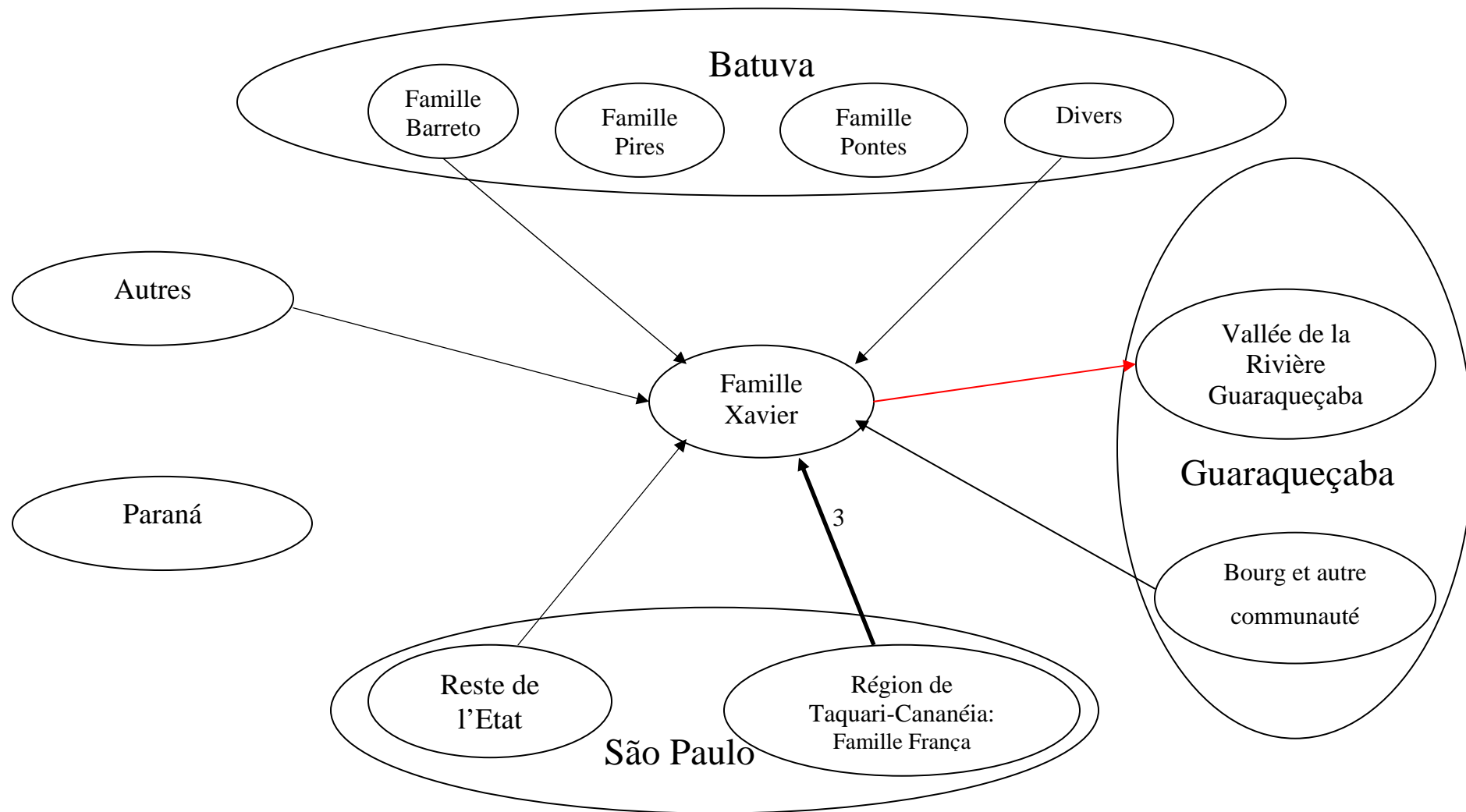
# Origine de l'épouse dans les mariages de la Famille Gonçalves da Silva à la quatrième génération



Légende:

- Une épouse
- Deux épouses
- Quatre épouses

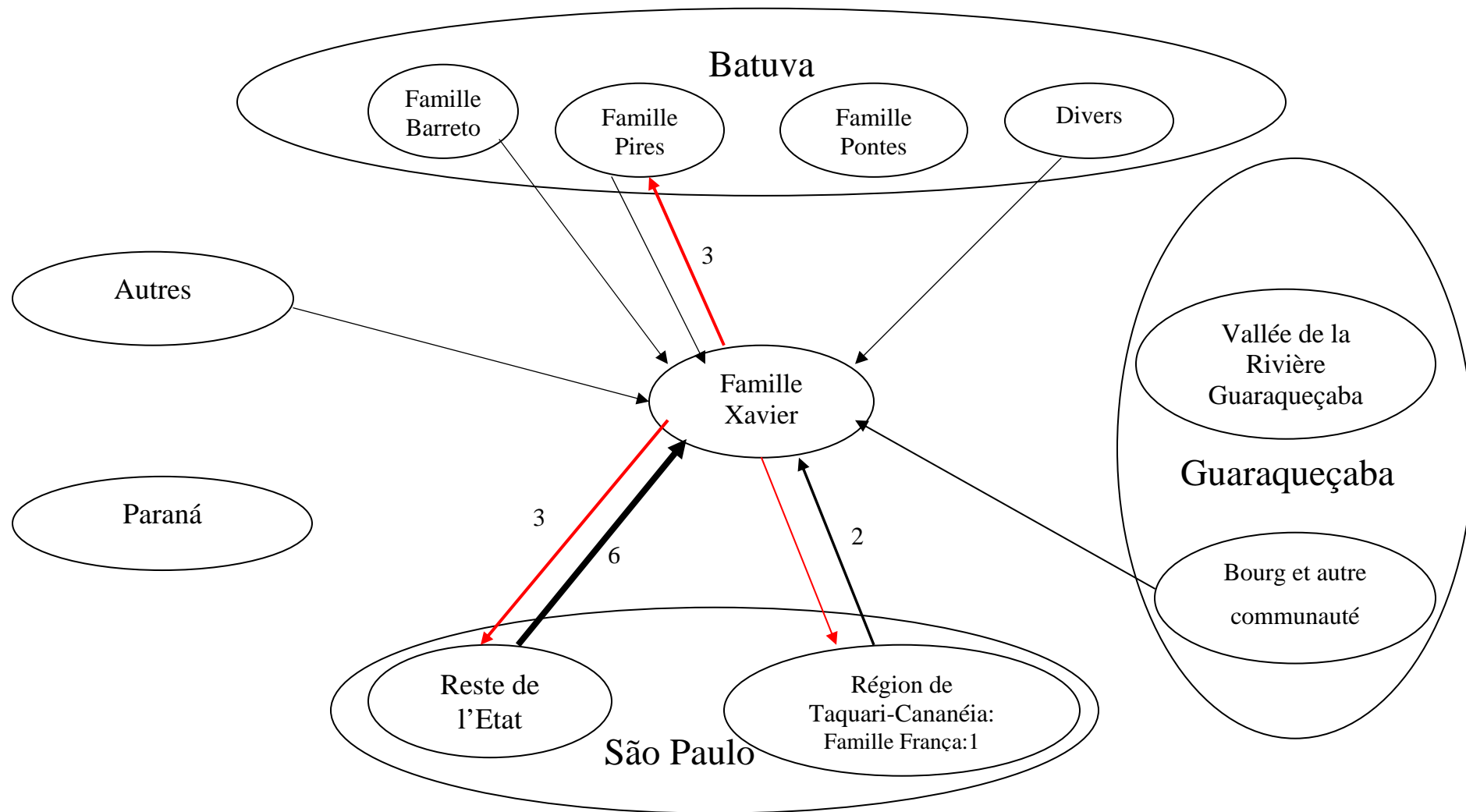
# Origine de l'épouse dans les mariages de la Famille Xavier à la seconde génération



Légende:

- Une épouse
- Deux épouses
- Quatre épouses

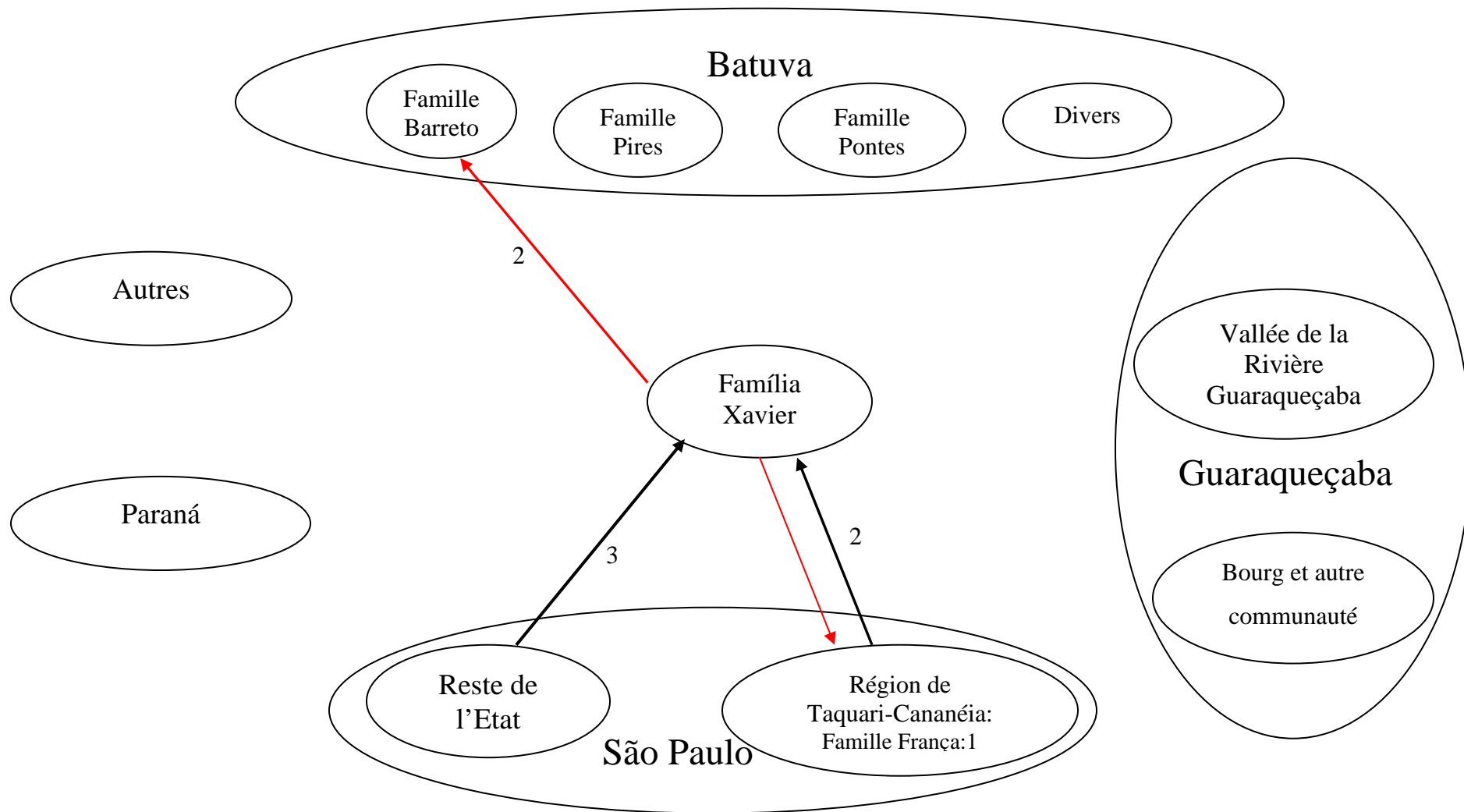
# Origine de l'épouse dans les mariages de la Famille Xavier à la troisième génération



Légende:

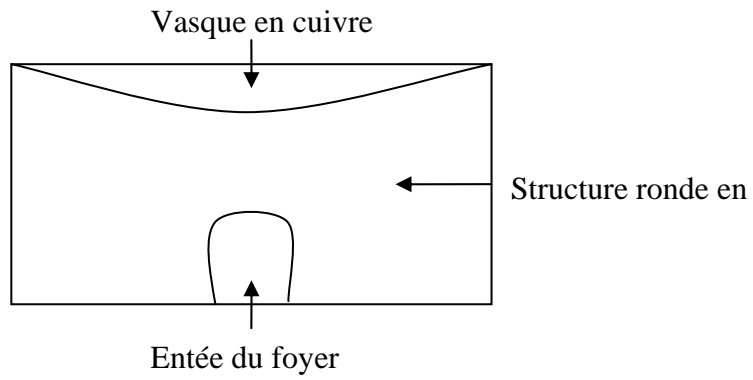
- Une épouse
- Deux épouses
- Quatre épouses

# Origine de l'épouse dans les mariages de la Famille Xavier à la quatrième génération

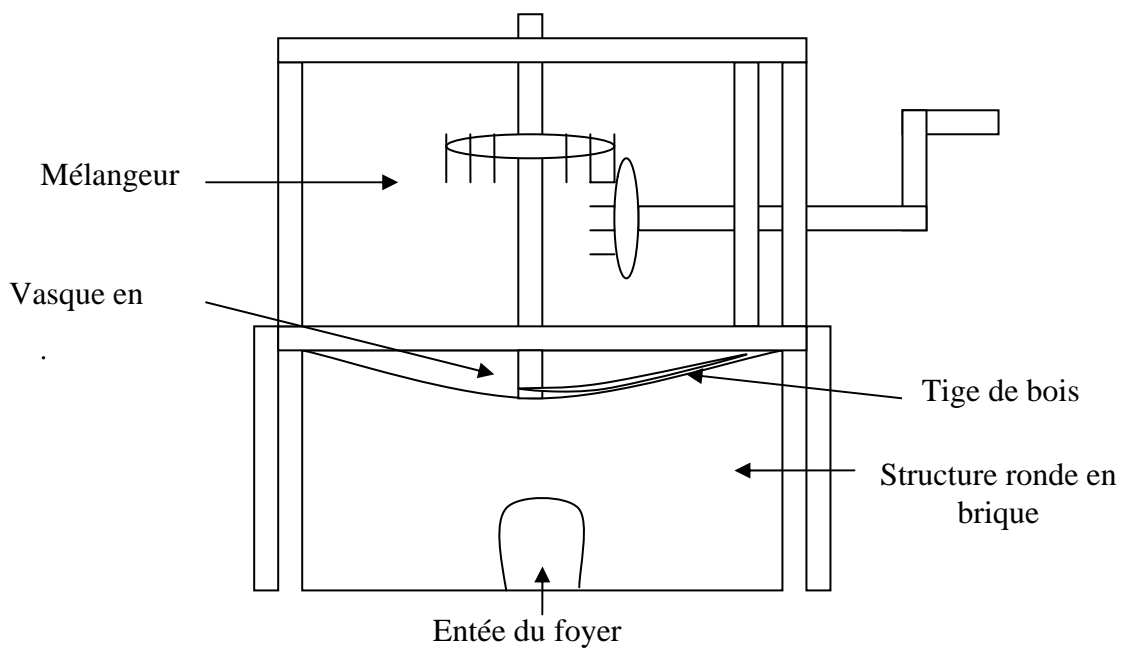


Légende:

- Une épouse
- Deux épouses
- Quatre épouses



**Four en cuivre pour la réalisation de la farine de manioc**



**Four en cuivre avec mélangeur mécanique**

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Paca	Elève ses petits			Début Chasse	Epoque de chasse			On chasse le mâle à la fruitière La femelle avec ses petits ne vient pas se nourrir et maigrir		Elève ses petits		
Tatou	Elève ses petits			Début Chasse	Epoque de chasse				Elève ses petits			
Tapir	Période de chasse toute l'année											
Quati	Elève ses petits			Début Chasse	Epoque de chasse				Elève ses petits			
Chevreuil	Période de chasse toute l'année											
Cochon sauvage	Epoque de chasse			Maigrir et élève ses petits								
Gambá	Elève ses petits			Epoque de chasse			Elève ses petits					
Tateto	Période de chasse toute l'année											
Macuco	Epoque de chasse		Pond ses œufs que l'on peut ramasser par terre						Epoque de chasse			
Jacaguaçu	Période de chasse toute l'année											
Toucan	Elève ses petits				Epoque de chasse				Elève ses petits			
Pavão	Elève ses petits				Epoque de chasse				Elève ses petits			
Jacutinga	Elève ses petits				Epoque de chasse				Elève ses petits			
Pêche	Période de pêche				Hiver, eau froide peu de poissons				Période de pêche			

**Calendrier de chasse et de pêche réalisé à partir des entretiens.**